

Document

Articles de presse de 2009

Table des matières

<u>Social et politique</u>	<u>01.09</u>	<u>02.09</u>	<u>03.09</u>	<u>04.09</u>	<u>05.09</u>	<u>06.09</u>
	<u>07.09</u>	<u>08.09</u>	<u>09.09</u>	<u>10.09</u>	<u>11.09</u>	<u>12.09</u>
<u>Syndical</u>	<u>01.09</u>	<u>02.09</u>	<u>03.09</u>	<u>04.09</u>	<u>05.09</u>	<u>06.09</u>
	<u>07.09</u>	<u>08.09</u>	<u>09.09</u>	<u>10.09</u>	<u>11.09</u>	<u>12.09</u>
<u>International</u>	<u>01.09</u>	<u>02.09</u>	<u>03.09</u>	<u>04.09</u>	<u>05.09</u>	<u>06.09</u>
	<u>07.09</u>	<u>08.09</u>	<u>09.09</u>	<u>10.09</u>	<u>11.09</u>	<u>12.09</u>



Politique et social

- Elie Domota : "Le mouvement n'est pas près de s'arrêter" (28.02)
- Universités: entre 17.000 et 33.000 manifestants à Paris et en province (28.02)
- "On ne peut pas nous imposer un accord minoritaire", estime le patron du MEDEF-Guadeloupe (28.02)
- 4 000 manifestants à Paris en soutien "au peuple des Antilles" (28.02)
- Sarkozy se fait tacler par... ses propres ministres! (28.02)
- Après la crise financière, la guerre civile ? Préparez-vous à "quitter votre région"... (28.02)
- Matignon recule face aux universitaires (26.02)
- La fronde ne faiblit pas dans les universités (25.02)
- La grève générale relancée en Guadeloupe, pas les négociations (25.02)
- Martinique: toujours pas d'avancée au 20e jour de grève (25.02)
- Villepin: "ce serait une faute de revenir pleinement dans l'Otan" (24.02)
- Renault veut indemniser le chômage partiel à 100%, les cadres sollicités (24.02)
- Face à la crise, Laurence Parisot hausse le ton contre Sarkozy (23.02)
- Guadeloupe: des milliers de manifestants solidaires des grévistes à Paris (23.02)
- La coordination des universités prévoit trois nouvelles manifestations (21.02)
- Refus de l'offre de Nicolas Sarkozy, la grève se poursuit en Guadeloupe (21.02)
- Outre-mer: les réactions à l'issue de la réunion à l'Elysée (20.02)
- Universités : des dizaines de milliers de manifestants dans toute la France (20.02)
- Les principales propositions de Nicolas Sarkozy au "sommet social" de l'Elysée (19.02)
- Envoi de quatre escadrons de gendarmes mobiles en Guadeloupe (19.02)
- Les violences en Guadeloupe font leur premier mort (19.02)
- Appel à la mobilisation en Guyane française (19.02)
- Les élus locaux craignent l'embrasement en Guadeloupe (18.02)
- Négociations rompues en Martinique (18.02)
- Le sommet social, un scénario écrit d'avance ? (18.02)
- Sommet social: le MEDEF ferme la porte à toute hausse de salaire (18.02)
- Le Medef refuse d'alourdir les dépenses sociales des entreprises (18.02)
- LO en campagne pour les Européennes en solo... et sans Arlette Laguiller (18.02)
- L'extrême gauche défile pour la Guadeloupe «qui nous montre la voie» (17.02)
- Envoi de quatre escadrons de gendarmes mobiles en Guadeloupe (19.02)
- Le ton monte en Guadeloupe (17.02)
- Troisième semaine de contestation dans les universités (17.02)
- Le nombre de caméras sur la voie publique va tripler (17.02)
- Protectionnisme: les pays du "dumping fiscal" n'ont pas à accuser Paris, estime Raymond Soubie (16.02)
- Pas de compromis à l'horizon en outre-mer (16.02)
- Guadeloupe: "Nous ferons respecter l'Etat de droit si besoin est", prévient Yves Jégo (17.02)
- Enseignants-chercheurs: Nicolas Sarkozy demande que "soient rapidement explorées de nouvelles pistes" (14.02)
- La paralysie se poursuit en Guadeloupe et en Martinique, appel à la grève générale à La Réunion (14.02)
- La réforme de la formation des enseignants à son tour contestée (14.02)
- Baisse d'effectifs chez Peugeot: une annonce "maladroite", selon Woerth (14.02)

- Sarkozy veut raccourcir le congé parental (14.02)
- Rupture des négociations en Guadeloupe (13.02)
- La protestation s'étend en outre-mer (13.02)
- Le fossé s'élargit entre le monde de l'enseignement et le gouvernement (13.02)
- L'Unedic prévoit 282.000 chômeurs de plus en 2009 (13.02)
- La mobilisation des chercheurs fait tâche d'huile (13.02)
- Universités: le président de la CPU estime que les propos de Sarkozy sont une des raisons de la colère (13.02)
- Démonstration de force du monde de l'université et de la recherche (11.02)
- Récession sociale: l'OIT défend un "modèle" européen basé sur le dialogue (11.02)
- Universités: nouvelles manifestations mardi (10.02)
- L'action de Sarkozy face à la crise désavouée, selon 2 sondages. (10.02)
- Le Nouvel Observateur répond à l'ironie de Nicolas Sarkozy. (10.02)
- Le NPA de Besancenot entend peser à gauche, face au PS (10.02)
- "Le NPA se passerait bien d'un «front de gauche» avec Mélenchon et le PC" (10.02)
- Péresse veut-elle acheter les présidents d'université ? (08.02)
- Trois nouvelles dépêches sur le NPA. (08.02)
- Frédéric Lefebvre: "La dénonciation est un devoir républicain" (08.02)
- 3,5 millions de personnes touchées en France par le mal-logement (06.02)
- Dissolution de la LCR et création du NPA (06.02)
- Les principales annonces de Nicolas Sarkozy dans son intervention (06.02)
- Kouchner: Pierre Péan affirme ne pas se placer sur le terrain de la légalité, mais de la morale républicaine(06.02)
- La France finaliserait son plein retour au sein de l'Otan (06.02)
- Forte mobilisation contre les réformes à l'université (06.02)
- Un directeur d'école démis pour avoir refusé le fichier "Base-élèves" (06.02)
- Hervé Morin congédie un géopoliticien suite à un article du Point (06.02)
- Le Medef propose de réformer le licenciement économique (06.02)
- Le gouvernement doit "corriger la route", estime Dominique de Villepin (04.02)
- Grève des universités: 45% des cours affectés, selon le Snesup-FSU. (03.02)

- Appel unitaire des partis de gauche pour le 29 janvier... (28.01)
- 67% des professeurs des écoles en grève jeudi, assure un syndicat. (27.01)
- Nicolas Sarkozy à l'épreuve de la grève nationale du 29 janvier. (27.01)
- L'UMP veut des sanctions pour les "abus de grève". (27.01)
- Eric Woerth critique le recours à la grève en temps de crise. (26.01)
- Grève générale en Guadeloupe 'contre la vie chère'. (25.01)
- Mobilisation du 29 janvier: soutien ou "sympathie" de 69% des Français. (24.01)
- Le climat social propice à la mobilisation sociale du 29 janvier (24.01)
- Un "Appel des appels" contre les réformes de Nicolas Sarkozy. (23.01)
- Des barricades sur plusieurs routes de Guadeloupe au troisième jour de grève. (23.01)
- Besancenot incarne "l'extrême gauche violente", estime Copé. (19.01)
- Communiqué de Gérard Schivardi, secrétaire national du POI (19.01)

Besancenot incarne "l'extrême gauche violente", estime Copé. (19.01)

Reuters 18.01 - Jean-François Copé accuse Olivier Besancenot d'incarner l'extrême gauche dans ce qu'elle a "de plus agressif et de plus violent" et de mener une lutte des classes désuète.

Invité de Radio J, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale a jugé qu'il était "choquant" que le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) "cautionne des mouvements qui sont pour certains d'entre eux illégaux".

"Olivier Besancenot incarne l'extrême gauche dans ce qu'elle a en réalité de plus agressif, de plus violent", a dit Jean-François Copé. "Nous le condamnons et nous le combattons."

Dans un entretien accordé dimanche au Parisien/Aujourd'hui en France, le porte-parole de la LCR accuse Nicolas Sarkozy de vouloir "criminaliser le mouvement social" et de "taper fort sur tous ceux qui contestent".

"Lui et son gouvernement passent leur temps à démanteler le service public, que cela soit dans les transports ferroviaires, la santé, La Poste (...) Les vrais raisons du conflit à Saint-Lazare sont là", déclare Olivier Besancenot en référence à la grève spontanée qui a entraîné mardi la fermeture de la gare parisienne.

"Les grévistes ne sont pas responsables de la situation", ajoute-t-il, avant d'exprimer sa "solidarité" envers eux.

Le chef de l'Etat avait déclaré jeudi lors d'un déplacement à Vesoul (Haute-Saône) que le syndicat Sud-Rail, très présent à Saint-Lazare, était "irresponsable".

"Ce qui choque Olivier Besancenot, c'est que nous ayons un président de la République qui entend appliquer la loi", a réagi Jean-François Copé.

"Ces attaques permanentes au nom de la lutte des classes d'il y a 100 ans ou 120 ans, ça me paraît complètement en décalage", a-t-il ajouté.

Commentaire. Non monsieur Copé la lutte des classes existera tant que l'Etat et les classes sociales existeront.

Les représentants du régime honni par les masses donnent de plus en plus de la voix pour tenter de criminaliser la lutte des classes. Le droit à la révolution est légitime, le droit au combat politique pour renverser le régime est légitime, comme le fut celui de la bourgeoisie pour renverser la monarchie et le régime féodal.

Vous pouvez vous acharner sur nos partis et les interdire comme le fit Niocolas II, vous pouvez nous renvoyer dans la clandestinité et réprimer le mouvement ouvrier, mais l'histoire nous enseigne que rien ni personne ne pourra s'opposer à la puissance irrésistible de la classe ouvrière quand elle se lancera à l'assaut du pouvoir pour s'émanciper du joug du capitalisme dont vous êtes un des représentants.

De la même manière que le peuple palestinien continue le combat pour faire valoir ses droits légitimes spoliés par l'Etat sioniste depuis 1948, le combat de la classe ouvrière continuera aussi longtemps que les capitalistes dont vous êtes le servile serviteur n'auront pas été expropriés, parce rien n'a pu, ne peut et ne pourra jamais justifier l'existence de l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'une infime minorité baigne dans la luxure tandis que l'immense majorité devrait éternellement souffrir de mille maux, dont le chômage, la précarité, la pauvreté.

Vous êtes dans le camp de la barbarie, nous sommes dans celui du socialisme. Vous êtes dans le camp de ceux qui à votre image ont façonné inconsciemment l'histoire, nous nous sommes dans le camp de ceux qui voulons la faire consciemment pour que l'humanité une fois débarrassée du capitalisme vive enfin en paix et en harmonie.

Ce qui nous sépare, c'est tout un monde, vous appartenez au passé dont l'histoire est synonyme de guerres incessantes depuis la nuit des temps, c'est l'unique héritage que vous nous avez cédé, nous, nous avons l'avenir devant nous, il sera sans tâche mais c'est forcément quelque chose qui vous dépasse d'ailleurs on ne vous demandera jamais de le comprendre.

Vous osez parler de violence, mais rien n'est plus violent que la législation en vigueur dans ce pays que l'Etat a pour principale fonction d'appliquer quotidiennement contre la volonté de la majorité de la population.

L'origine de la violence et du terrorisme, c'est l'Etat !

Onze clochards sont morts dans des conditions inhumaines depuis le 1er janvier 2009, onze détenus sont morts dans vos prisons tout aussi inhumaines depuis le 1er janvier 2009 monsieur Copé, voilà un autre exemple de la violence insupportable dont votre président, votre

gouvernement, votre Etat sont les seuls responsables.

Vous déclarez la grève des cheminots illégales, nous, nous déclarons le capitalisme illégale ! Vous et votre gouvernement, vous ne représentez qu'un infime poigné de capitalistes, vous êtes ultra minoritaire et illégitimes et vous pourrez emprunter toutes les postures que vous voudrez vous n'y changerez rien, car la vérité est révolutionnaire !

Communiqué de Gérard Schivardi, secrétaire national du POI (19.01)

Communiqué du 6 janvier 2009 de Gérard Schivardi, maire de Mailhac, conseiller général de Ginestas (Aude), secrétaire national du Parti ouvrier indépendant.

Ce mardi 6 janvier 2009, des journalistes m'ont communiqué une dépêche de l'AFP où je lis :

"Gérard Schivardi, dont les comptes de campagne pour les cantonales de mars dernier avaient été rejetés, a été démis d'office mardi de ses fonctions de conseiller général de Ginestas (Aude) par le tribunal administratif de Montpellier, et déclaré inéligible pendant un an. (...) M. Schivardi n'avait pas ouvert de compte de campagne et avait payé de ses propres deniers une facture d'imprimerie pour un montant de 223,45 euros, correspondant à des convocations à des réunions publiques."

Le tribunal ne m'a pas encore notifié sa décision. Si elle est bien celle qu'annonce l'AFP, je m'interroge sur les motifs qui ont amené le tribunal administratif à ne pas suivre les conclusions du commissaire du gouvernement. Celui-ci, lors de l'audience du mardi 16 décembre, a invité le tribunal administratif à ne prononcer ni mon inéligibilité, "ni la démission d'office qui en découlerait", "au regard de la modicité des frais de campagne de 223,45 euros incriminés".

Cela signifierait que le tribunal administratif a invalidé le choix fait par 62% des votants du canton de Ginestas qui m'ont élu conseiller général en mars dernier. Le vote des électeurs, mon élection, seraient remis en cause parce qu'aux yeux du tribunal administratif je suis coupable d'avoir directement payé de ma poche la somme de 223,45 euros...

Je laisse les électeurs du canton de Ginestas, et plus largement tous les citoyens de notre pays attachés à la démocratie, apprécier la signification d'une telle décision concernant un élu de la République et du suffrage universel.

Pour ma part, j'examine les moyens de faire appel de cette décision. Prochainement, je tiendrai une conférence de presse à laquelle j'inviterai mes concitoyens.

Mailhac

Commentaire. Comment ne pas voir dans cette opération une tentative inique de s'en prendre à un des seuls élus qui se bat depuis des années contre l'Union européenne et l'application de ses directives antisociales par les gouvernements successifs.

Quand on a encore en mémoire les affaires judiciaires liées au financement des partis institutionnels (la mairie de Paris, Urba, etc) qui ont émaillé les dernières décennies, on se dit que l'attitude de la justice envers cet élu du POI pour une somme aussi dérisoire, est partielle, injuste et forcément liée à son engagement politique que ne partage pas ces juges au service de l'ordre établi, pour le faire taire ou le faire disparaître, ce qui est un procédé totalement insupportable.

Le climat social propice à la mobilisation sociale du 29 janvier (24.01)

AFP 23.01 - L'inquiétude des salariés face à la crise et l'intensité des oppositions aux réformes de Nicolas Sarkozy dans certains secteurs crée un climat favorable à une participation importante à la journée d'action syndicale du 29 janvier, malgré les divisions entre organisations.

De par son caractère unitaire et le nombre d'appels à des arrêts de travail lancés dans le secteur public mais aussi privé, cette journée nationale et interprofessionnelle, qui verra des cortèges défiler dans tous les départements, s'annonce comme le mouvement social le plus important depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en mai 2007.

"Il y aura énormément de monde", assure le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

Reste à savoir si ce ne sera qu'un feu de paille, dans la série des initiatives rituelles de ce type de ces dernières années, ou le signal d'un réveil social alors que le président de la République répète qu'il n'a pas "l'intention de ralentir le rythme" des réformes en 2009, au moment où "l'impact social de la crise se fait sentir".

Annonces multiples de suppressions d'emplois, généralisation du chômage partiel dans certains secteurs, comme l'automobile, poursuite des réductions d'effectifs et réorganisations dans la Fonction publique et à l'hôpital, austérité salariale tandis que les banques se font tirer l'oreille pour suspendre les bonus à leurs dirigeants et maintiennent le versement de dividendes aux actionnaires: telle est la toile de fond.

La crise a tout cas eu pour vertu d'unir les huit organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa) autour d'un même appel. "Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités sont les premières victimes", affirme le texte.

"Des syndicats qui cherchent à se refaire une santé, une crise économique mondiale dévastatrice des fondements de l'économie de marché, des partis d'opposition rivalisant de surenchères (...): le cocktail de ces ingrédients est explosif", diagnostique le patronat de la métallurgie dans sa revue mensuelle.

Les syndicats se sont a priori donné les moyens de réussir leur mobilisation, préparée depuis six semaines. Ils ont à coeur de construire un mouvement "dans la durée", avec une réunion intersyndicale le 2 février. Cette volonté partagée est toutefois entravée par la polémique intersyndicale à propos d'un accord sur l'assurance chômage, signé par la seule CFDT.

Certains, tels la CFTC qui veut "éviter le grand soir", ne se cachent pas de vouloir canaliser le mécontentement. Ce qui revient en creux à souligner l'importance des tensions sociales.

Une grève à la SNCF à Paris-Saint-Lazare, à l'origine d'une thrombose soudaine du trafic, vient de montrer qu'une étincelle est toujours possible. Comme, avant les fêtes, le mouvement lycéen - dont le passé a montré qu'il était toujours susceptible de dégénérer - devant lequel le président Sarkozy a ordonné une retraite en bon ordre.

Dans ce contexte, le gouvernement a rouvert cette semaine le dossier du droit de grève. Un sujet éminemment sensible, plusieurs syndicats s'opposant résolument à de "nouvelles restrictions".

La grogne va bien au-delà des syndicats. Des "professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture" ont ainsi lancé un appel, publié vendredi par le quotidien Libération, "contre les conséquences sociales désastreuses des réformes" dans ces secteurs.

Ses promoteurs annoncent la création d'une "coordination nationale" qui se réunira le 31 janvier à Paris.

Commentaires : Le 29 janvier ne sera-t-il qu'un feu de paille, on voit poindre derrière cette interrogation l'angoisse qui doit habiter le locataire de l'Elysée qui tient évidemment à "éviter le grand soir" comme tous les dirigeants syndicaux.

Tous les commentateurs en arrivent à reconnaître que la situation sociale est devenue explosive en France et que la moindre étincelle peut déboucher sur une grève générale et la remise en cause du régime, c'est moi qui le rajoute.

Toutes les catégories professionnelles sont touchés par les contre-réformes scélérates mises en oeuvre par Sarkozy depuis son élection. En moins de deux ans, il a réussi à monter une grande partie de la petite bourgeoisie contre lui, il est de plus en plus isolé, c'est la crise politique du régime comme produit de la crise du capitalisme qui se précise jour après jour.

Sarkozy croit qu'en répondant aux grèves spontanées et légitimes des cheminots par la provocation, il les fera rentrer dans l'ordre. Il se trompe lourdement, au contraire cela ne fait qu'attiser la haine que lui porte l'immense majorité des travailleurs. Sarkozy et son gouvernement, son parlement à sa botte sont minoritaires et illégitimes, il faut les chasser ! Place à un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui rompe immédiatement avec le capitalisme.

Un "Appel des appels" contre les réformes de Nicolas Sarkozy. (23.01)

Reuters 22.01 - Un texte intitulé "l'Appel des appels" et signé par 20.000 personnes entend fédérer les initiatives s'opposant aux réformes lancées par Nicolas Sarkozy.

Dans ce texte publié vendredi en "une" de *Libération*, professions de santé, psychiatres, magistrats, enseignants ou chercheurs dénoncent des politiques gouvernementales qui les enferment dans des logiques de marché et de pénurie.

Ils entendent se réunir en coordination nationale le 31 janvier à Paris, deux jours après la journée de grèves et de manifestations lancée par l'ensemble des organisations syndicales.

Libération présente cet appel "*transversal*" comme une première.

Cette initiative a été lancée en réaction à un discours du chef de l'Etat le 2 décembre dans un hôpital psychiatrique où, selon le psychiatre Elie Winter, Nicolas Sarkozy "*a fait l'amalgame du malade mental et du fou dangereux*."

Ce texte a rallié notamment des universitaires dénonçant "*la mise en cause des valeurs de l'université*" et des magistrats opposés à une "*vision sécuritaire des rapports sociaux*".

"Alors que nos métiers respectifs, qu'il s'agisse de la santé, du soin, du travail social, de l'éducation, de la recherche, de la justice, de l'information et de la culture, subissent une attaque sans précédent de la part du gouvernement (...) le temps est venu, nous semble-t-il, de coordonner ces différents mouvements et d'en tirer tout le sens politique", écrivent-ils sur le site de "*l'Appel des appels*."

La réunion du 31 janvier devrait "*faire émerger des propositions d'actions transversales pour l'avenir*", ajoute le texte.

Des barricades sur plusieurs routes de Guadeloupe au troisième jour de grève. (23.01)

AFP 22.01 - Des barricades constituées de débris, poubelles renversées, pneus usagés, gravats et branchages, ont été érigées aux premières heures de jeudi, au troisième jour de la grève générale qui affecte la Guadeloupe contre la vie chère.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les pompiers ont été amenés à intervenir dans plusieurs communes de l'île et à quatorze reprises à Pointe-à-Pitre pour des feux de poubelles ou de voitures.

Selon leur état-major, ils ont été caillassés plusieurs fois et souhaitent dorénavant intervenir sous la protection des forces de l'ordre.

Le préfet de la Guadeloupe, Nicolas Desforges, a convié le collectif "contre l'exploitation outrancière" ("kont pwofitasyon"), constitué d'une cinquantaine de syndicats, partis politiques et associations culturelles, à une table ronde jeudi après-midi en préfecture.

Le collectif ne s'était pas rendu mercredi à la "réunion de travail" à laquelle les avaient conviés les présidents des conseils général et régional, Jacques Gillot et Victorin Lurel, et le président de l'Association des maires, Jean-Claude Malo.

Evoquant jeudi matin, sur Radio Caraïbes Internationale (RCI), les "blocages de routes" et l'envahissement la veille de l'aérogare internationale de Pointe-à-Pitre par environ 500 manifestants, M. Lurel a affirmé que "ce n'est pas ça qu'il faut attendre d'un mouvement d'une telle ampleur: ça devient quelque chose d'ingérable", a-t-il estimé.

Parallèlement à la grève générale, les 115 stations-services de l'île sont fermées depuis lundi, leurs gérants exigeant l'arrêt de toute nouvelle implantation.

Le climat social propice à la mobilisation sociale du 29 janvier (24.01)

AFP 23.01 - L'inquiétude des salariés face à la crise et l'intensité des oppositions aux réformes de Nicolas Sarkozy dans certains secteurs crée un climat favorable à une participation importante à la journée d'action syndicale du 29 janvier, malgré les divisions entre organisations.

De par son caractère unitaire et le nombre d'appels à des arrêts de travail lancés dans le secteur public mais aussi privé, cette journée nationale et interprofessionnelle, qui verra des cortèges défiler dans tous les départements, s'annonce comme le mouvement social le plus important depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en mai 2007.

"Il y aura énormément de monde", assure le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

Reste à savoir si ce ne sera qu'un feu de paille, dans la série des initiatives rituelles de ce type de ces dernières années, ou le signal d'un réveil social alors que le président de la République répète qu'il n'a pas "l'intention de ralentir le rythme" des réformes en 2009, au moment

où "l'impact social de la crise se fait sentir".

Annonces multiples de suppressions d'emplois, généralisation du chômage partiel dans certains secteurs, comme l'automobile, poursuite des réductions d'effectifs et réorganisations dans la Fonction publique et à l'hôpital, austérité salariale tandis que les banques se font tirer l'oreille pour suspendre les bonus à leurs dirigeants et maintiennent le versement de dividendes aux actionnaires: telle est la toile de fond.

La crise a tout cas eu pour vertu d'unir les huit organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa) autour d'un même appel. "Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités sont les premières victimes", affirme le texte.

"Des syndicats qui cherchent à se refaire une santé, une crise économique mondiale dévastatrice des fondements de l'économie de marché, des partis d'opposition rivalisant de surenchères (...): le cocktail de ces ingrédients est explosif", diagnostique le patronat de la métallurgie dans sa revue mensuelle.

Les syndicats se sont a priori donné les moyens de réussir leur mobilisation, préparée depuis six semaines. Ils ont à coeur de construire un mouvement "dans la durée", avec une réunion intersyndicale le 2 février. Cette volonté partagée est toutefois entravée par la polémique intersyndicale à propos d'un accord sur l'assurance chômage, signé par la seule CFDT.

Certains, tels la CFTC qui veut "éviter le grand soir", ne se cachent pas de vouloir canaliser le mécontentement. Ce qui revient en creux à souligner l'importance des tensions sociales.

Une grève à la SNCF à Paris-Saint-Lazare, à l'origine d'une thrombose soudaine du trafic, vient de montrer qu'une étincelle est toujours possible. Comme, avant les fêtes, le mouvement lycéen - dont le passé a montré qu'il était toujours susceptible de dégénérer - devant lequel le président Sarkozy a ordonné une retraite en bon ordre.

Dans ce contexte, le gouvernement a rouvert cette semaine le dossier du droit de grève. Un sujet éminemment sensible, plusieurs syndicats s'opposant résolument à de "nouvelles restrictions".

La grogne va bien au-delà des syndicats. Des "professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture" ont ainsi lancé un appel, publié vendredi par le quotidien Libération, "contre les conséquences sociales désastreuses des réformes" dans ces secteurs.

Ses promoteurs annoncent la création d'une "coordination nationale" qui se réunira le 31 janvier à Paris.

Commentaires : Le 29 janvier ne sera-t-il qu'un feu de paille, on voit poindre derrière cette interrogation l'angoisse qui doit habiter le locataire de l'Élysée qui tient évidemment à "éviter le grand soir" comme tous les dirigeants syndicaux.

Tous les commentateurs en arrivent à reconnaître que la situation sociale est devenue explosive en France et que la moindre étincelle peut déboucher sur une grève générale et la remise en cause du régime, c'est moi qui le rajoute.

Toutes les catégories professionnelles sont touchés par les contre-réformes scélérates mises en oeuvre par Sarkozy depuis son élection. En moins de deux ans, il a réussi à monter une grande partie de la petite bourgeoisie contre lui, il est de plus en plus isolé, c'est la crise politique du régime comme produit de la crise du capitalisme qui se précise jour après jour.

Sarkozy croit qu'en répondant aux grèves spontanées et légitimes des cheminots par la provocation, il les fera rentrer dans l'ordre. Il se trompe lourdement, au contraire cela ne fait qu'attiser la haine que lui porte l'immense majorité des travailleurs. Sarkozy et son gouvernement, son parlement à sa botte sont minoritaires et illégitimes, il faut les chasser ! Place à un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui rompe immédiatement avec le capitalisme.

Mobilisation du 29 janvier: soutien ou "sympathie" de 69% des Français. (24.01)

Reuters 22.01 - Près de 70% des Français soutiennent ou "ont de la sympathie" pour la journée de grèves et de manifestations du 29 janvier à l'appel de l'ensemble des syndicats, selon un sondage CSA pour Le Parisien/Aujourd'hui en France à paraître dimanche.

Interrogées sur leur "attitude à l'égard de cette journée d'actions" organisée "afin d'exiger notamment des mesures pour la sauvegarde de l'emploi et la hausse du pouvoir d'achat", 46% des personnes interrogées ont dit la "soutenir" et 23% "avoir de la sympathie" pour elle, soit 69% d'opinions positives.

Le sondage compare ces 69% de "soutien/sympathie" pour la journée du 29 janvier à un taux moyen de 65% de "soutien/sympathie" observé depuis 1995 à l'égard de "l'ensemble des mouvements sociaux".

Parmi les sympathisants de gauche, 68% soutiennent la journée et 23% "ont de la sympathie" (91% si on les additionne), tandis que parmi les sympathisants de droite, ces taux sont respectivement de 22% et 19% (41% additionnés).

17% des personnes interrogées se disent indifférentes (7% parmi les sympathisants de gauche et 19% parmi ceux de droite).

Et 12% d'entre elles y sont opposées ou hostiles. Parmi les sympathisants de gauche, 1% est dans cette catégorie, contre 38% parmi les sympathisants de droite. 2% des personnes interrogées "ne se prononcent pas".

Ce sondage a été réalisé par téléphone les 21 et 22 janvier 2009 auprès d'un échantillon représentatif de 1.007 personnes âgées de 18 ans et plus constitué d'après la méthode des quotas.

Grève générale en Guadeloupe 'contre la vie chère'. (25.01)

LeMonde.fr 24.01 - Depuis mardi 20 janvier, la Guadeloupe vit au rythme d'une grève générale initiée par un collectif d'une cinquantaine d'organisations syndicales, politiques et culturelles qui, au nom de la lutte 'contre la vie chère', a établi un programme de 120 revendications.

Les 115 stations-service de l'île sont fermées. Des écoles, magasins et centres commerciaux sont fermés. Des services publics ne sont plus assurés, du ramassage des ordures aux transports routiers de voyageurs. Des délestages privent d'électricité, deux heures durant, des tranches de 20 000 abonnés non prévenus. Des coupures d'eau sont engendrées, selon la Générale des eaux, par 'des actes de malveillance perpétrés sur le réseau'.

Le cahier de revendications du 'Lyannaj kont pwofitasyon' (Collectif contre l'exploitation outrancière) réclame notamment 'un relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 euros des bas salaires, des retraites et des minima sociaux', celui du smic et 'des salaires du secteur privé, des traitements de la fonction publique, du minimum vieillesse, des minima sociaux', 'un salaire minimum guadeloupéen calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe', une 'baisse significative de toutes les taxes et marges sur les produits de première nécessité et les transports' et 'des taux de la taxe sur les carburants', la 'suppression de la taxation des produits locaux', le 'gel des loyers pour une période indéterminée', 'l'arrêt des saisies immobilières des propriétés des guadeloupéens et la restitution des biens'.

Au total, ce sont 120 revendications dont le Collectif exige qu'elles soient négociées 'en un seul lieu' avec 'l'Etat, les collectivités territoriales majeures et le patronat' local. Pour Willy Angèle, président de la fédération locale du Medef, 'les problèmes de société ne se règlent ni dans la rue ni par décret'.

Mais les très activistes, centrales syndicales indépendantistes UGTG (51,67 % des voix aux prud'homales) et CTU (8,57 %) et la plus modérée CGTG (19,83 %), dirigée par un militant trotskiste, ont réussi à fédérer FO et la CFDT (7,24 % et 5,35 %), la CFTC et l'UNSA (3,61 % et 2,16 %), la FSU (1,41 %) et les syndicats d'enseignants, l'ensemble des syndicats de paysans producteurs de cannes à sucre, le PC guadeloupéen et les Verts, en s'adjoignant environnementalistes et associations de 'carnavaliers' identitaires

Eric Woerth critique le recours à la grève en temps de crise. (26.01)

Reuters 25.01 - Le recours à la grève en temps de crise économique et financière n'est pas la meilleure méthode pour répondre aux problèmes de la France, a estimé dimanche le ministre du Budget, Eric Woerth.

"Ce n'est pas nécessairement la meilleure réponse en ce moment aux problèmes que traverse le pays que de chercher à mettre beaucoup de gens dans la rue (...) Il y a d'autres pays qui ne passent pas leur temps à faire grève", a-t-il estimé sur Radio J.

"Je crois que la bonne réponse aujourd'hui, c'est quand même de partager ensemble nos difficultés pour trouver des réponses collectives", a-t-il ajouté.

Il commentait la journée d'action nationale qui doit rassembler la fonction publique et le privé jeudi en France pour une journée de grève et de manifestations.

Le ministre prédit que le mouvement sera un succès en termes de participation.

"Je suis très soucieux de cette grève, je pense qu'il y aura du monde dans la rue. Je vois bien que les blogs marchent à fond, que tout le monde, même le PS, appelle à défilé dans la rue", a-t-il dit.

En faisant allusion à la tempête qui a frappé le pays samedi dans le Sud-Ouest, il a déploré ce mouvement qui détonne selon lui avec la conjoncture.

"D'abord le pays traverse une crise comme jamais il n'a traversé et puis, on le voit bien, dans le Sud-Ouest où beaucoup de gens sont dans le malheur, est-ce une vraie réponse au fond que d'engager des grèves de transport, d'embêter les gens ?", s'est-il demandé.

Il déplore que les mouvements sociaux, à ses yeux, se radicalisent, en reprenant l'exemple d'un mouvement ayant amené la fermeture il y a quelques jours de la gare Saint-Lazare pendant une journée.

"On voit la violence monter avec des mouvements sociaux de plus en plus incontrôlés, avec des groupuscules de plus en plus incontrôlables", regrette-t-il.

Commentaire : Voilà une nouvelle déclaration en faveur de la remise en cause du droit de grève, une nouvelle tentative de remettre en cause les droits politiques d'expression de la classe ouvrière. Au lieu d'établir la liste des nazillons qui composent le gouvernement, on ferait peut-être mieux de dire tout de suite qu'ils ont tous un fâcheux penchant pour la dictature, ce qui n'a rien de surprenant.

Ce qui est nouveau, c'est la multiplication des prises de position publique contre le droit de grève et de manifester de la part de ministres. Que le ministre des rentiers, des banquiers et des capitalistes ne puisse pas être celui de l'immense majorité des exploités qui composent la société, quoi de plus normal.

Dans le cas d'Eric Woerth, l'infâmie côtoie le pire cynisme, notamment quand il parle de "*partager ensemble nos difficultés*", comme si les patrons qui perçoivent des revenus de plusieurs centaines ou millions d'euros par an étaient prêts à partager les difficultés des 7 à 10 millions de travailleurs pauvres que compte le pays.

Notons au passage que la grève qui passait quasiment inaperçue selon Sarkozy, leur cause en réalité un réel problème, ce dont on ne peut que se féliciter.

Que quatre jours avant le 29 il soit "*très soucieux de cette grève*", il a franchement de quoi tant la situation sociale est explosive. Ils ne peuvent plus cacher leur angoisse, c'est la preuve que quelque chose est en train de se passer dans ce pays, que le rapport de forces s'est modifié et que la majorité de la population n'en peut plus de Sarkozy et son gouvernement.

Quant à sa dénonciation de la "violence" et "des groupuscules de plus en plus incontrôlables", elle exprime la crainte qu'elle ne se généralise, elle exprime une vérité qui l'effraie : oui la majorité de la classe est en train de se radicaliser, elle est en train de prendre conscience que sans un affrontement direct avec le régime, la régression sociale que veut lui imposer le gouvernement risque de la renvoyer un siècle en arrière ce dont elle refuse. A l'étape suivante, elle prendra conscience de la nécessité de renverser les institutions et de chasser Sarkozy et son gouvernement, situation à laquelle nous devons nous préparer et préparer la classe...

L'UMP veut des sanctions pour les "abus de grève". (27.01)

Reuters 26.01 - L'UMP souhaite que le gouvernement sévisse contre les "abus de grève" jusqu'à interdire l'exercice de responsabilités syndicales par ceux qui s'en rendraient coupables, déclare Frédéric Lefebvre.

Interrogé sur le mouvement de grève national de jeudi, le porte-parole de l'UMP a souligné "*qu'il est toujours bien que les inquiétudes s'expriment*".

"*Le droit de grève, le droit de manifester, ça fait partie du patrimoine démocratique de notre pays. Il n'est évidemment en aucun cas question de les remettre en cause*", a-t-il dit devant la presse.

Mais "*la chose sur laquelle nous serons extrêmement vigilants dans les semaines et les mois qui viennent, c'est l'abus du droit de grève et nous sommes bien décidés à ce que cet abus du droit de grève soit sanctionné*", a précisé Frédéric Lefebvre dans un allusion aux arrêts de travail qui ont perturbé ce mois-ci le trafic sur les lignes de la gare Saint-Lazare.

"*J'ai fait notamment la proposition que les responsables syndicaux soient traités comme le sont les élus, c'est-à-dire que dans l'échelle des sanctions, ça puisse aller jusqu'à l'interdiction d'exercer des responsabilités syndicales*", a-t-il ajouté.

"Pour les élus, dans l'échelle des sanctions quand il y a abus de droit ou faute grave, ça peut aller jusqu'à l'inéligibilité", a-t-il rappelé.

"Regardez la réaction des Français à la gare Saint-Lazare : s'il y n'avait pas eu abus, il n'y aurait pas eu réaction violente", a poursuivi le porte-parole de l'UMP, pour qui "les pouvoirs publics sont dans leur rôle quand ils veulent protéger le droit de grève en luttant contre les abus".

Commentaire : Pour les partisans d'une dictature en France, on n'aurait tout juste le droit encore de s'exprimer dans leur pays, condition que l'ordre des choses n'en soit pas modifier ou ne soit pas menacer, bref, à condition que cela ne serve à rien.

Après les atteintes portées au droit de grève, voilà venu le temps des menaces de sanctions contre les grévistes. Intolérable, les délégués syndicaux n'ont de comptes à rendre qu'aux syndiqués et aux travailleurs dont ils sont sensés exprimer et défendre les intérêts ! Ils se posent en défenseur du droit de grève en l'interdisant sans doute en partant du principe : ne s'use que si l'on s'en sert !

Ce qui est intéressant avec ce genre de propos, c'est que la manoeuvre est tellement grotesque qu'elle ne trompera personne. Face à la montée en puissance de la mobilisation du prolétariat, le gouvernement affiche ainsi son impuissance à l'empêcher, ce qui ne peut que la nourrir finalement. Autre intérêt, il se découvre tel qu'il est : foncièrement anti-ouvrier et profondément réactionnaire.

Quant aux sanctions à l'adresse des élus en cas "d'abus de droit ou faute grave", on voit bien qu'elles ne concernent qu'un certain type d'élus, de préférence des élus des partis ouvriers, par exemple Schivardi qui a commis une faute gravissime en payant de sa poche une facture de quelques 230 euros, alors que chacun sait que la plupart des élus des grandes villes sont corrompus jusqu'à l'os.

Nicolas Sarkozy à l'épreuve de la grève nationale du 29 janvier. (27.01)

Reuters 26.01 - Tous les syndicats français appellent à une journée de grève et de manifestations jeudi prochain pour exiger des mesures à la hauteur de la crise, un test majeur pour Nicolas Sarkozy.

Le président français, qui s'était réjoui en juillet du faible impact supposé des grèves et a depuis reculé ou temporisé sur la réforme des lycées et le travail dominical, va pouvoir prendre ainsi le pouls du mécontentement social.

A en croire un sondage publié dans *Le Parisien dimanche*, le mouvement recueille un élan de sympathie massif, puisqu'il est soutenu par 69% des Français, contre 12% qui s'y déclarent hostiles. Une majorité de sympathisants de droite (41% contre 38%) déclare même appuyer cette journée d'action.

"Ceux qui pensaient qu'il n'y aurait plus désormais de mouvement social visible vont recevoir un démenti", a déclaré le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault.

Il a souligné, dans une vidéo adressée aux militants CGT, que cette journée pourrait représenter "un cap important" dans la situation sociale en fonction de son ampleur.

Le dernier mouvement d'ampleur avait, selon les organisateurs, réuni le 22 mai dernier 700.000 manifestants contre la réforme des retraites mais le projet avait été adopté.

Estimant que l'Elysée et le gouvernement veulent convaincre les citoyens de "courber le dos en attendant des jours meilleurs", selon les mots du Parti communiste, la gauche va également tenter à cette occasion de repartir à l'offensive. (Pourvu qu'il n'en soit rien comme ils l'entendent ! - Lutte de classe.)

Au fil des semaines, les appels à la grève se sont multipliés, de l'éducation à la santé, en passant par la magistrature, les banques, l'énergie ou les transports.

Les syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa) réclament "des mesures urgentes" pour l'emploi et les salaires, certains plaidant pour un gel des licenciements. (On n'en veut pas de vos "mesures d'urgences" ! - Lutte de classe.)

Nicolas Sarkozy, qui a lancé début décembre un plan de relance de 26 milliards d'euros, a voulu donner la priorité au soutien à l'activité des entreprises et à l'investissement.

FOURRE-TOUT

Mais les syndicats et la gauche, en particulier le Parti socialiste soucieux de redevenir une force d'opposition crédible, exigent aussi une relance par la consommation.

"*Notre pays est l'un des seuls en Europe à ne pas avoir un plan de relance digne de ce nom*", a avancé cette semaine le secrétaire national du PS Martine Aubry en présentant un contre-plan socialiste de 50 milliards d'euros. (On n'en veut pas de tes milliards, on veut en finir avec le capitalisme - Lutte de classe.)

Les syndicats espèrent que les manifestants seront nombreux à battre le pavé partout en France, d'autant que les retraités et les chômeurs sont invités à se joindre aux cortèges.

Les transports en commun de nombreuses villes devraient être perturbés, de même que le trafic ferroviaire, la quasi totalité des syndicats de la SNCF ayant appelé à cesser le travail.

A Paris, les usagers des transports risquent d'attendre de longues heures sur les quais à la suite du mouvement de cinq des huit syndicats de la RATP (CGT, CFDT, FO et CFTC, Sud).

Des appels ont été lancés à Air France mais la direction ne prévoit pas de perturbations pour les passagers.

De nombreux secteurs mobilisés ces derniers mois contre les projets du gouvernement entendent participer à cette journée, véritable fourre-tout du mécontentement social.

Des magistrats en profiteront par exemple pour protester contre le projet de suppression des juges d'instruction. Les organisations syndicales du ministère de la Justice, les trois syndicats de magistrats et le syndicat des avocats de France ont lancé un appel à la grève ou à l'action.

SERVICE MINIMUM DANS LE PRIMAIRE

Dans un climat de tension avec le gouvernement, les principaux syndicats du primaire se sont rendus mardi dernier au ministère pour une "négociation préalable" à la grève.

Ce processus est rendu obligatoire par la loi sur le service minimum d'accueil (SMA) en cas de grève dans le primaire.

Le ministre de l'Education, Xavier Darcos, a affirmé que le service minimum d'accueil "fonctionnera" le 29 janvier.

Les lycéens, qui ont obtenu le report et une refonte de la réforme des lycées mais réclament toujours l'abandon des 13.500 suppressions de postes prévues en 2009, seront également de la partie, malgré la faiblesse de leurs dernières mobilisations.

L'intersyndicale de l'audiovisuel public, vent debout contre la réforme gouvernementale, a également déposé un préavis de grève de 24 heures, de même que celle de Radio France.

Mobilisés depuis l'annonce du changement du statut de La Poste, des salariés de l'entreprise manifesteront pour réclamer l'ouverture de négociations sur leurs revendications.

Cinq fédérations syndicales des banques et des sociétés financières appellent également à manifester.

Pour cinq organisations des industries électriques et gazières, les "*bénéfices records*" des entreprises de la branche doivent "*concourir à l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de travail.*"

Même à la Bourse, l'intersyndicale appelle les salariés d'Euronext à la grève pour la sauvegarde des emplois.

Commentaire : Ce qui me met en colère, c'est que le PS ait été associé à la journée du 29, il aurait fallu le rejeter dans son camp naturel : celui de l'UMP.

Mais dites-vous bien que ce n'est pas un hasard si on retrouve le PS au côté du PCF, du PG et de la LCR par exemple dans l'appel de Paris XIe : il ne s'agit pas de remettre en cause le capitalisme dont le PS est un des partisans inconditionnels, on retrouve là le schéma classique de la collaboration de classes de type front populaire qui na pour fonction que de protéger le régime en place.

67% des professeurs des écoles en grève jeudi, assure un syndicat. (27.01)

AFP 26.01 - Près de sept enseignants sur dix (67%) des écoles maternelles et élémentaires devraient être en grève jeudi, selon une première estimation du SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, effectuée à partir des remontées lundi de 54 départements, annonce-t-il dans un communiqué.

A la veille de la dernière grève dans l'Education du 20 novembre, le SNUipp avait annoncé 69% de grévistes. Entre 48% (ministère de l'Education) et 69% des enseignants du primaire avaient été recensés le jour-même.

"C'est une mobilisation importante qui s'annonce, avec un chiffre qui montre l'intensité de l'implication des enseignants dans les écoles. Deux mois plus tard, les raisons de la colère sont toujours là", a affirmé à l'AFP Gilles Moindrot, secrétaire général du syndicat.

Selon le syndicat, le mouvement de grève sera particulièrement suivi jeudi dans le Cantal, l'Hérault, les Pyrénées-Atlantiques (85% de grévistes attendus), ou dans l'Aude, le Gard, La Loire, le Puy-de-Dôme, le Rhône, la Sarthe (80%).

Les départements où ce taux sera moins élevé sont le Haut-Rhin (30%), la Marne (40%), le Val d'Oise, la Corse (50%).

Dans l'Aisne, 200 écoles sur 614 seront fermées, c'est-à-dire qu'il y aura 100% de grévistes, selon le SNUipp. Dans la Creuse, ce chiffre sera de 100 sur 168. Dans le Loiret, le syndicat estime à 150, sur 500, le nombre d'écoles fermées).

Lorsque le taux de grévistes est supérieur à 25%, les mairies doivent, selon la loi, déclencher le droit d'accueil.

"Ces premières prévisions sont susceptibles d'être affinées mais la tendance restera du même ordre", selon M. Moindrot.

Cette grève s'inscrit dans l'appel à la grève interprofessionnelle pour l'emploi, les salaires et la défense du service public lancée par l'ensemble des syndicats français.

Pour l'Education, les syndicats veulent notamment marquer leur opposition "aux suppressions de postes et leur "lutte" pour "une école assurant la réussite de tous les jeunes".

Appel unitaire des partis de gauche pour le 29 janvier... (28.01)

Alternative Démocratie Socialisme (ADS), Alter-Ekolo, Alternative Libertaire (AL), Association des Communistes Unitaires (ACU), Coordination Nationale des Collectifs Unitaires pour une alternative au libéralisme (CNCU), Les Alternatifs, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Parti Communiste Français (PCF), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Parti de Gauche (PG).

Les classes populaires sont durement touchées par la crise. L'inquiétude pour l'avenir grandit. La politique du pouvoir est plus que jamais au service des privilégiés.

L'heure est à la riposte.

Les organisations signataires de cet appel défendent des propositions pour une autre politique, et s'engagent dans le soutien et la participation aux mobilisations, notamment à la journée interprofessionnelle de grèves et manifestations du 29 janvier.

En deux mois, le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 100 000. Dans les entreprises privées, sous couvert de crise, les plans de licenciements se multiplient et le chômage partiel touche des secteurs entiers. Les intérimaires et l'ensemble des précaires sont touchés de plein fouet. La remise en cause des droits des chômeurs continue. Au nom de la lutte contre " les déficits ", le pouvoir a réduit les budgets publics, a privatisé, mis en concurrence " libre et non faussée " les services publics.

C'est un véritable plan de mutation libérale et de privatisation qui s'accroît avec les suppressions d'emplois publics. Le gouvernement il y a encore quelques mois nous annonçait que " les caisses sont vides ". Depuis il a trouvé des centaines de milliards (plus de 428 milliards d'euros) pour sauver les banques, assurances et autres organismes financiers.

Les divers " plans de relance " ici et là dans le monde n'ont qu'un seul objectif :

- maintenir les profits des grands groupes capitalistes. La crise est une crise européenne et mondiale. Dans ce contexte, nous devons également nous mobiliser pour une Europe sociale, écologique, démocratique, féministe.

Des résistances existent !

Des salarié(e)s se mobilisent contre les licenciements, organisent des manifestations avec le soutien de la population. Les mouvements dans l'Education Nationale, notamment des lycéen(ne)s et de leurs professeurs montrent qu'il est possible de faire reculer ce gouvernement.

Des familles mal-logées ou sans logis se battent pour l'application de la loi de réquisition des logements vides. Les salarié(e)s sans papiers poursuivent la lutte pour leur régularisation.

Nous sommes parties prenantes de toutes ces résistances

(source : http://www.lepost.fr/article/2009/01/26/1400802_appel-unitaire-des-partis-de-gauche-pour-le-29-janvier.html)

Grève des universités: 45% des cours affectés, selon le Snesup-FSU. (03.02)

AFP - 02.02. La grève en cours lundi dans les universités, notamment contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs, affectait "au moins 45% des activités d'enseignement", a estimé lundi le Snesup-FSU, premier syndicat de l'enseignement supérieur, dans un communiqué.

"De la plus grande université - Strasbourg - au centre universitaire d'Albi, tous les établissements connaissent en nombre des cours non assurés, des assemblées générales. La grève touche également et de manière forte les centres IUFM (Instituts de formation des maîtres, ndlr), les IEP (Instituts d'études politiques) et plusieurs IUT" (Instituts universitaires de technologie), a-t-il ajouté, parlant de "grève généralisée".

Interrogé par l'AFP, le ministère de l'Enseignement supérieur n'était pas en mesure vers 15h00 de donner un panorama global des effets de la grève.

Les revendications - retrait du projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs, retrait de la réforme de la formation des enseignants, remise en cause des suppressions de postes - rassemblent désormais, outre les professeurs, "des centaines d'étudiants" et "des personnels Biatoss" (bibliothécaires, administratifs, techniciens), a poursuivi le syndicat.

La coordination nationale des universités a appelé lundi à une grève illimitée dans toutes les universités, ainsi qu'à une journée de manifestations en France jeudi 5 février et une manifestation nationale à Paris le mardi 10, selon deux motions lues lundi soir à la presse à Paris.

Le gouvernement doit "corriger la route", estime Dominique de Villepin (04.02)

AP - 02.02. Dominique de Villepin a déclaré lundi que le gouvernement devait "corriger la route", alors que François Fillon estime dans le quotidien "Le Monde" de lundi qu'"il n'y aura pas de tournant de la politique économique et sociale" du gouvernement. "Je pense qu'entre ne pas changer de cap et ne rien faire, il y a des marges", a lancé l'ancien Premier ministre sur RTL, ajoutant qu'"il faut parfois corriger la route pour atteindre l'objectif qu'on s'est fixé".

"C'est le moment effectivement d'abord de préciser le cap, de corriger la route, et véritablement d'envoyer des signaux comme quoi il écoute les Français", a-t-il insisté, en direction de Nicolas Sarkozy.

Dominique de Villepin a également critiqué "un investissement saupoudré", en référence aux 1.000 projets d'investissement choisis par l'Etat pour 2009 dans le cadre du plan de relance de l'économie, que doit présenter François Fillon ce lundi, lors d'un Comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires (CIACT) à Lyon.

L'ancien Premier ministre s'est par ailleurs déclaré "choqué" de la décision de muter le préfet de la Manche Jean Charbonniaud, après les incidents qui ont émaillé la visite de Nicolas Sarkozy à Saint-Lô. "Je crois que si à chaque sifflet en direction du président de la République ont muté le préfet ou le responsable administratif on prend de grands risques", a jugé Dominique de Villepin, ajoutant qu'"il s'agit d'"une de ces décisions qu'on prend sous le coup de l'humeur, mais qui n'est pas juste en tous cas vis à vis de ce haut fonctionnaire".

"La réalité c'est bien cel(le) d'une contestation donc autant écouter les sifflets quand ils s'adressent à vous", a-t-il conclu.

Commentaire : Ce qui est marrant, c'est qu'à l'UMP ou dans un parti comme le PS, des gens partageant les mêmes intérêts mais étant en désaccord sur des questions importantes peuvent le faire savoir publiquement sans risquer de se faire virer de leur parti.

Par contre, dans un parti ouvrier, si un militant, pire un cadre ou un dirigeant s'aventure à les imiter, il sera virés manu militari ou conduit à démissionner à la suite de pressions ou encore marginalisé, baillonné. C'est étonnant que ce soit les partis bourgeois qui donnent des leçons de "démocratie" aux dirigeants des partis ouvriers, vous ne trouvez pas ?

Le Medef propose de réformer le licenciement économique (06.02)

Reuters - 05.02.

Le patronat français s'est défendu jeudi de vouloir jeter de l'huile sur le feu en proposant qu'une réforme du licenciement économique soit débattue en 2009 par les partenaires sociaux.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a proposé jeudi qu'une délibération sociale ait lieu entre le patronat et les syndicats pour "poursuivre le travail engagé sur la modernisation du marché du travail".

"Il peut y avoir, dans cette problématique-là, la question du licenciement économique mais ça ne se réduira certainement pas à cela", a-t-elle déclaré à la presse en ouverture de l'Assemblée générale du Medef au théâtre Mogador à Paris. Priée de dire si une telle proposition n'était pas susceptible de provoquer la colère des syndicats, elle a répondu qu'elle ne jetait "absolument pas d'huile sur le feu".

"Je propose une délibération sociale, c'est-à-dire: 'discutons du diagnostic que nous sommes capables de faire ensemble sur la situation'. (...) Il est hors de question que l'une ou l'autre des parties arrive avec un texte ficelé et définitif qui cherche à imposer son point de vue."

Interrogée sur les autres thèmes qui pourraient être abordés au cours de cette délibération sociale, Laurence Parisot a botté en touche: "Je n'en dirai pas plus ce matin."

"UNE PROVOCATION" POUR BESANCENOT

D'après Le Figaro, la patronne des patrons va demander lors de son discours de clôture, prévu à 13h00, à Nicolas Sarkozy d'inclure dans l'agenda des négociations sociales de 2009 une réforme du licenciement économique.

L'objectif, selon le quotidien, serait triple : rendre les licenciements économiques plus rapides, les sécuriser juridiquement pour limiter les recours devant les prud'hommes et permettre aux entreprises de licencier avant même d'être en difficulté financière.

Laurence Parisot s'est défendue devant la presse de vouloir "améliorer" ou "assouplir" le licenciement économique mais a assuré vouloir le "sécuriser". "Ce n'est pas la même chose", a-t-elle fait valoir.

Cette proposition a déjà fait bondir à l'extrême gauche.

"C'est une vraie provocation", a déclaré Olivier Besancenot, estimant que l'objectif était de "faire en sorte qu'on ait de moins en moins recours aux prud'hommes".

"C'est très cohérent avec ce que réclame l'oligarchie économique actuelle, qui pense que, pour sortir de la crise économique, il faut accélérer les mesures libérales qui durent depuis trente ans", a ajouté le dirigeant du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) sur France Inter.

"En plus d'être injuste, ça va alimenter la crise économique elle-même."

Laurence Parisot a proposé par ailleurs une délibération sociale "sur la modernisation du paritarisme" visant à régler des questions de fonctionnement.

"Cette délibération sociale me semble tout à fait décisive si nous voulons rénover le paritarisme (...) Si nous voulons qu'il perdure, il faut d'abord le rénover."

Commentaire : Ils veulent nous dépouiller de tous nos droits, soit on se laisse faire et on retourne un siècle en arrière ou l'on se retrouve

dans la même situation que le prolétariat des pays asiatiques ou africains. Je vous avais parlé du jeune informaticien, Saktivel, 27 ans, qui me dépanne à chaque fois que j'ai un problème avec mon système informatique et qui m'avait demandé de s'installer provisoirement chez moi parce qu'il habitait loin de son lieu de travail. Il vit chez moi depuis 10 jours.

J'ai calculé qu'il avait travaillé 76 heures au cours des sept derniers jours donc y compris le dimanche. Il a une sacrée vie de merde et ses heures supplémentaires ne lui ont jamais été payées depuis 6 ans qu'il travaille dans la même société, Integra, à Pondichéry.

Il touche un salaire net de 10.000 roupies par mois (1.500 euros environ), il a l'expérience d'un ingénieur hautement qualifié en informatique, il est technicien chargé du réseau interne et de l'entretien du système informatique de l'entreprise où il y a 1.000 ordinateurs plus un serveur. Cette boîte est spécialisée dans la publication sur Internet et travaille principalement pour les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne, mais aussi la France et beaucoup d'autres pays. En France, avec sa qualification il percevrait un salaire mensuel d'environ 10.000 euros, si on rajoute les cotisations sociales qui font partie du salaire et qu'on tient compte du nombre d'heures de travail mensuel qu'il fournit.

Il n'a pas de vie en dehors de son travail et ne peut pas envisager de fonder une famille. Il part le matin à 9 heures, il arrive à son boulot 10 minutes plus tard, il a une heure pour déjeuner mais souvent il doit sauter le repas de midi car il y a toujours un problème urgent à régler, time is money, et le soir il rentre entre 21h30 et 23h30, ce soir il est arrivé à 22h45, il est 23h20 au moment où j'écris ces lignes et il est en train de dîner en regardant un film tamoul à la télé qui commence à me casser la tête !

Le Medef en rêve !

Ils ne veulent pas seulement nous faire payer la crise du capitalisme, ils veulent nous réduire en esclavage, il n'y a pas d'autre mot, ou alors il faut que l'on m'explique comment on peut qualifier la condition d'existence de Saktivel.

Hervé Morin congédie un géopoliticien suite à un article du Point (06.02)

LePoint.fr - 05.02.

Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, n'aura pas tardé à régir à l'article du Point paru cette semaine pointant la complaisance apparente d'Aymeric Chauprade, titulaire de la chaire de géopolitique du CID (Collège interarmées de défense, anciennement École de guerre), vis-à-vis des thèses conspirationnistes relatives aux attentats du 11 Septembre 2001.

En arrivant sur le porte-avion Charles de Gaulle qui navigue au large de Toulon, Hervé Morin a déclaré jeudi au Point : "J'ai découvert un texte au travers duquel passent des relents inacceptables. Sur onze pages, on nous parle d'un complot israélo-américain imaginaire visant à la conquête du monde. Quand j'ai appris cela mardi soir, j'ai donné pour consigne au général Desportes, le directeur du Collège interarmées de défense [le supérieur de M. Chauprade], de ne pas conserver ce monsieur Chauprade dans son corps enseignant. Il n'a absolument rien à faire à l'École militaire". Une décision à valeur de renvoi pour Aymeric Chauprade.

(Extrait d'un autre article de la même source)

Aymeric Chauprade, professeur au Collège interarmées de défense, conforte de son autorité "scientifique" les théories complotistes sur le 11 septembre 2001.

Aymeric Chauprade est un géopoliticien qui ne cache pas ses convictions. Directeur de campagne de Philippe de Villiers aux européennes de 2004, en charge de la Revue française de géopolitique, il est très réservé sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, et a planché en juillet 2007, parmi d'autres intervenants aux idées affirmées, lors des Universités d'été du mouvement Renaissance catholique sur le thème : "le nationalisme est-il un péché ?" Il s'est montré critique sur le récent Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, ce qui ne manque pas de courage pour un enseignant censé se trouver en phase avec la politique de défense nationale.

Chroniqueur expert au Figaro, auteur prolifique dont les livres sont acquis chaque année à des centaines d'exemplaires par nombre d'écoles militaires, il a récemment publié un gros ouvrage très illustré sur le thème du choc des civilisations cher à l'Américain Samuel Huntington décédé le mois dernier. Logiquement, s'agissant d'un spécialiste de géostratégie, Aymeric Chauprade s'intéresse au monde de "l'après-11-septembre", dont il décline les évolutions d'une manière conforme à sa conception politique. Certes, c'est son droit. C'est tout juste si l'on se demande s'il est logique que le ministère de la Défense confie à un idéologue aux convictions aussi affichées, la chaire de géopolitique du CID (Collège interarmées de défense, anciennement École de guerre).

Rappelons que tous les officiers français promis à un avenir d'encadrement dans les armées, mais aussi de très nombreux officiers étrangers, soit plusieurs centaines de cadres militaires chaque année, suivent son enseignement à l'École militaire, à Paris.

Or, il se trouve que ce professeur affiche dans son livre une perception pour le moins curieuse des attentats du 11-septembre. Dans son introduction générale qui s'étend sur dix pages, il présente les théories du complot qui foisonnent autour de cet événement, comme "une hypothèse qui ne manque pas d'argument à défaut de forcément convaincre". Cette "hypothèse" étant en réalité la vision de "ceux qui pensent qu'un machiavélique complot américano-israélien a été le point de départ d'une guerre américaine contre le reste du monde". Le point de vue est-il balancé, les sources contradictoires ? Non. Des recherches personnelles de celui qui se présente comme ayant "puissamment contribué à la renaissance des études géopolitiques en France" viendraient-elles conforter des sources inédites, des travaux scientifiques incontestables, sur ce prétendu complot ? Pas davantage. Le lecteur a seulement le droit à une compilation complaisante et sans recul, le plus souvent à l'indicatif.

Commentaire : Ils ne supportent pas que l'on puisse remettre en cause la théorie de l'attaque terroriste imprévue et dont aurait été victime l'impérialisme américain. Pas touche au protégé de Bush père et fils : Ben Laden. Pas touche à la collusion d'intérêts entre l'impérialisme américain et le sionisme.

S'agissant du 11 septembre, j'ai lu pas mal d'articles et d'analyses sur ce sujet, je me suis fait ma propre opinion. J'ai retenu un élément capital qui me suffit amplement pour dire que toute l'opération a été pilotée par Bush, le fait qu'on n'ait jamais vu l'avion qui se serait écrasé sur l'un des bâtiments du Pentagone, qu'on n'ait jamais retrouvé la moindre trace de cet avion fantôme, un Boeing 737 je crois ou l'équivalent, pas le moindre morceau de carlingue, absolument rien.

Dans ce genre d'affaires, il est préférable de ne croire que ce qu'on voit ou peut voir, or le fait que cet avion se soit volatilisé est une preuve irréfutable que Bush, le gouvernement américain, la CIA, l'armée américaine ont menti et l'on ne ment pas sans raison valable. J'ai vu les photos qui ont été prises du bâtiment du Pentagone, en gros plan, si un avion de cette taille s'était écrasée qui plus est sur la façade du bâtiment et non sur son toit, obligatoirement des débris aurait été visibles, or rien, nickel chrome les alentours du choc et bizarrement on n'a jamais plus entendu des passagers de cet avion, eux aussi ont disparu, alors qu'on nous a fait tout un plat des victimes des deux Boeing 747 qui ont percutés les deux tours du World Trade Center.

Monsieur Aymeric Chauprade ne m'intéresse pas, ses idées encore moins. Par contre Sarkozy n'est pas le seul au gouvernement à se lancer à la chasse aux sorcières contre les journalistes, les juges ou les procureurs, les enseignants, etc. ce qui est inacceptable sur le principe. A la suite du second article, un internaute est intervenu pour dénoncer un prof à Normale Sup « maoïste » de son état, aussitôt accusé d'être « antidémocratique » et « antisémite ». Toute personne qui ne partagerait pas l'idéologie officielle doit être jetée en pâture à l'opinion publique ou mis à l'index de la société. Demain, ils les jeteront en prison, avec ou sans procès.

L'attitude nauséabonde de Sarkozy et son gouvernement débouche sur la délation pour instaurer un régime de terreur en France, de façon à museler la liberté d'expression, pour demain faire taire les révolutionnaires, voir les réprimer.

Un directeur d'école démis pour avoir refusé le fichier "Base-élèves" (06.02)

Reuters - 03.02.

Un directeur d'une école primaire de l'Isère qui refusait d'enregistrer des informations dans la banque de données "Base-élèves", a été démis mardi par l'Inspection académique de l'Isère, a-t-on appris de source syndicale.

Cette décision -la première du genre en France- a été prise lors d'une commission administrative paritaire. Elle prendra effet au 1er septembre, à moins que le directeur n'accepte de rentrer les données informatiques avant le 27 mars, a indiqué le syndicat SNUIPP.

Jean-Yves Le Gall, démis de son titre de directeur de l'école primaire de Notre-Dame-de-Vaulx (Isère), conservera toutefois sa fonction d'instituteur.

Selon l'inspectrice d'académie, Monique Lesko, "il ne s'agit pas d'une sanction mais d'une mesure administrative de retrait d'emploi".

Le fichier "Base-élèves", destiné à la gestion et au suivi du parcours scolaire des enfants, est expérimenté depuis 2005 et doit être généralisé à partir de 2009. Selon la Ligue des droits de l'homme, près de 200 directeurs d'école se sont déjà déclarés opposés à ce logiciel.

Forte mobilisation contre les réformes à l'université (06.02)

Reuters - 05.02.

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi dans une vingtaine de villes en France pour protester contre plusieurs projets de réforme de l'université, notamment sur le statut des enseignants-chercheurs.

À Paris, le cortège a réuni 3.600 professeurs d'universités et étudiants selon la police, au moins 15.000 selon le Snesup-FSU, premier syndicat de l'enseignement supérieur.

Ils étaient de 4.000 à 6.000 à Toulouse selon les sources, de 3.000 à 5.000 à Rennes, Bordeaux, Marseille, Montpellier ou Lyon et de 1.500 à 2.000 à Strasbourg, où s'est rendue Valérie Pécresse en début de journée.

La visite de la ministre de l'Enseignement supérieur, qui a inauguré la nouvelle université de Strasbourg, a été perturbée par des incidents aux abords du Palais universitaire. Les CRS ont chargé les manifestants et des tirs de gaz lacrymogènes ont répliqué au jet de quelques projectiles.

À l'intérieur, des manifestants qui avaient pu se mêler aux invités ont brandi des banderoles où l'on pouvait lire "Halte au mépris" ou "Non au décret sur les statuts".

Interrompue par des sifflets pendant son discours, Valérie Pécresse a appelé au "respect" et a promis de réunir l'ensemble de la communauté universitaire mercredi prochain à Paris.

L'objet de cette réunion sera de travailler à l'élaboration d'une charte de bonne conduite visant à rassurer les enseignants-chercheurs.

Ces derniers redoutent que le projet de décret réformant leur statut, datant de 1984, accorde trop de pouvoirs aux présidents d'universités, notamment sur la modulation de leur temps de travail entre l'enseignement et la recherche.

"MARRE D'ÊTRE MÉPRISÉS"

Un mot d'ordre de grève illimité a été lancé lundi dans les universités et une manifestation nationale est d'ores et déjà programmée mardi prochain à Paris.

Outre la réforme du statut des enseignants-chercheurs, le monde universitaire dénonce des coupes budgétaires et des suppressions de postes et réclame une revalorisation des carrières et une augmentation des salaires.

"Il y a un degré de mobilisation et de mécontentement que je n'ai pas vu depuis 20 ans", a déclaré à Reuters Erik Neveu, directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Rennes.

"Il y a une sorte de déprime qui se transforme en colère. On en a marre d'être méprisés et sans cesse pointés du doigt comme des paresseux et des improductifs", a-t-il ajouté.

Dans le cortège, des pancartes proclamaient: "Casser l'université, yes he can" en référence à Nicolas Sarkozy.

À Toulouse, Gérard Heuzé, anthropologue spécialiste des Indes contemporaines, manifestait pour la première fois de sa carrière.

"On est en train de détruire le CNRS, a-t-il dit à Reuters. C'est toute une vie de recherches qui est foutue en l'air. La régression des statuts, c'est la remise en cause grave d'une recherche indépendante et de qualité."

AUBRY MANIFESTE À LILLE

Le Parti socialiste a apporté son soutien au mouvement. Le premier secrétaire, Martine Aubry, s'est joint au millier de manifestants à Lille pour demander un "moratoire" sur les réformes, le gel des suppressions d'emplois et le lancement d'une convention sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Malgré la grogne, Valérie Pécresse a redit qu'elle ne retirerait pas le projet de réforme du statut des enseignants-chercheurs, l'estimant nécessaire pour relancer les universités françaises, à la traîne dans les classements internationaux, et garantir l'avancement des professeurs.

"Le problème, c'est de trouver le bon équilibre entre la possibilité donnée aux universités de gérer au mieux leurs ressources humaines et en même temps de protéger l'indépendance des enseignants-chercheurs par des évaluations nationales qui garantiront leur progression de carrière", a-t-elle dit sur France Bleu Alsace.

En toile de fond, les syndicats critiquent aussi la loi sur l'autonomie des universités adoptée à l'été 2007 dans le but, selon le gouvernement, de développer les moyens matériels et l'ouverture des établissements au monde économique.

Dix-huit établissements ont acquis le 1er janvier dernier leur autonomie dans le cadre de ce texte, dont la nouvelle université de Strasbourg.

La France finaliserait son plein retour au sein de l'Otan (06.02)

Reuters - 04.02.

La France a obtenu l'accord des Etats-Unis pour prendre deux postes de commandement dans l'Otan, préalable à sa pleine réintégration au sein de la structure militaire de l'Alliance atlantique, selon Le Monde.

Le ministère de la Défense s'est refusé à tout commentaire, renvoyant sur la présidence de la République où l'on se refuse également à commenter ce qui est qualifié de "spéculations".

Le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, dont elle est absente depuis 1966 sur décision du général de Gaulle, devrait être officialisé lors des cérémonies du 60e anniversaire de l'Alliance atlantique à Strasbourg et Kehl, les 3 et 4 avril prochain.

Dans son édition de jeudi, Le Monde indique que Paris a obtenu l'accord de Washington pour que deux commandements de l'Otan soient attribués à des généraux français.

L'un sera basé à Norfolk, dans l'Etat américain de Virginie, où se trouve l'Allied Command Transformation (ACT), chargé de piloter les transformations de l'Alliance.

Un général français devrait aussi prendre la tête de l'un des commandements régionaux de l'Otan basé à Lisbonne, où se trouve le quartier général de la Force de réaction rapide de l'Otan ainsi qu'un centre d'analyses de photos satellites.

Ces deux attributions ont été négociées notamment entre le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, Jean-David Lévitte, et le conseiller du nouveau président américain Barack Obama pour la sécurité nationale, le général James Jones, précise aussi le quotidien français.

UNE LONGUE NÉGOCIATION

Lors du sommet de l'Otan de Bucarest en avril dernier, Nicolas Sarkozy avait fixé à 2009 l'échéance pour les décisions sur la pleine réintégration de la France dans l'Otan et annoncé l'envoi de 700 hommes supplémentaires dans l'Est afghan dans le cadre de l'Alliance atlantique.

Dès son arrivée au pouvoir en 1995, le prédécesseur de Nicolas Sarkozy, Jacques Chirac, avait déjà tenté un tel rapprochement, rompant avec une politique de non-alignement sur Washington. Mais le processus avait été arrêté.

Les Français revendiquaient à l'époque le commandement Otan de Naples, qui dirige la Sixième flotte américaine croisant en Méditerranée. Les Etats-Unis s'y étaient opposés.

Nicolas Sarkozy avait conditionné le plein retour de la France dans l'Otan à des progrès sur l'Europe de la Défense, un sujet délicat en raison des réticences britanniques.

L'octroi de commandements à des officiers français signifie également qu'Allemands et Britanniques seront moins bien servis.

La réintégration de la France dans le commandement intégré devrait être au menu des discussions entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, qui participent à une Conférence sur la sécurité samedi à Munich.

Dans un texte commun diffusé mardi soir, les deux dirigeants appellent à renforcer le partenariat UE-Otan, mais dans le cadre d'une "politique concertée" excluant toute prise de décision unilatérale.

"Pour nous, il est clair que notre politique de sécurité doit être définie de manière plus large", expliquent Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

Celle-ci doit prendre en compte, outre les questions proprement militaires, "la situation financière internationale, les approvisionnements

énergétiques ou les questions migratoires.

"Nous devons adapter nos concepts : pour répondre aux crises et aux conflits, nous avons besoin d'approche globale, de partenariats toujours plus solides et stables, et d'outils flexibles", ajoutent-ils.

Kouchner: Pierre Péan affirme ne pas se placer sur le terrain de la légalité, mais de la morale républicaine (06.02)

AP - 04.02.

Pierre Péan s'est défendu mercredi d'avoir accusé Bernard Kouchner "d'illégalité" et a déclaré se placer sous "l'angle de l'éthique et de la morale républicaine", après les très nombreuses réactions de défense du ministre des Affaires étrangères, que le journaliste soupçonne de conflit d'intérêt dans son livre "Le monde selon K.", qui paraît ce mercredi.

"Je ne parle pas d'illégalité", a déclaré Pierre Péan sur France-Info. "Je me place sous l'angle de l'éthique et de la morale républicaine", a-t-il ajouté, évoquant "une distorsion entre ce qu'il fait d'une façon générale, et l'image qu'ont les Français de lui", un "chevalier blanc" installé sur "le socle de la morale".

"J'ai seulement parlé des ambiguïtés, c'est-à-dire de deux casquettes en même temps", s'est défendu Pierre Péan.

Evoquant l'entretien accordé par Bernard Kouchner au "Nouvel Observateur", disponible sur le site nouvelobs.com, dans lequel l'ancien "French Doctor" se défend, Pierre Péan répond: "Il n'y a rien dans ce que dit Bernard Kouchner sur ces affaires qui est en contradiction avec ce que je dis. Après, il y a des appréciations."

Pierre Péan a notamment maintenu que Bernard Kouchner avait nommé deux personnes avec qui il était en affaires, dès son arrivée au quai d'Orsay. "Quand il est nommé aux Affaires étrangères, il nomme l'un, Jacques Baudouin, chargé de sa presse et communication à son cabinet. Et Eric Danon, il le nomme ambassadeur à Monaco."

"A ma connaissance, Nicolas Sarkozy n'était pas au courant des pratiques de Bernard Kouchner, de ses rapports avec l'Afrique, avant sa nomination", a ensuite déclaré Pierre Péan, et de poursuivre: "Je pense que dans le courant de l'année 2008, l'Elysée a été au courant de ce qui s'était passé."

"J'ai été choqué qu'un ministre de la République française tente de se réconcilier à tout prix avec Paul Kagamé qui est soupçonné par la justice française d'être à l'origine d'un attentat qui a coûté la vie à deux présidents africains, à trois Français (...) et qui est considéré comme le facteur déclenchant d'un génocide", a ajouté l'auteur du "Monde selon K.", précisant: "Mais quand j'apprends, au mois de juin l'année dernière, qu'il y a des manoeuvres de son cabinet, des pressions sur la justice pour essayer de faire sauter le dossier Bruguière, c'est là que je décide d'écrire".

Le livre de Pierre Péan sur Bernard Kouchner, "Le monde selon K.", paraît mercredi aux éditions Fayard. Dans cet ouvrage, dont des extraits sont parus dans "Marianne" et "Le Journal du Dimanche", le journaliste accuse l'actuel ministre des Affaires étrangères, symbole de l'ouverture à gauche, d'avoir bénéficié de contrats avec des Etats africains, en particulier le Gabon, en tant que consultant pour deux sociétés privées entre 2002 et 2007. Il affirme que des sommes d'argent auraient continué à être versées après l'entrée en fonctions de M. Kouchner au quai d'Orsay.

Les principales annonces de Nicolas Sarkozy dans son intervention (06.02)

AFP - 05.02.

Voici les principales annonces de l'intervention radio-télévisée du président Nicolas Sarkozy consacrée à la crise économique:

LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET REPARTITION DES RICHESSES

- Nicolas Sarkozy veut "aller plus loin" sur l'indemnisation du chômage partiel, déjà passée en décembre de 50 à 60% du salaire brut à la suite d'un accord entre partenaires sociaux

- L'Etat est "prêt à faire un effort" pour "mieux protéger" les jeunes chômeurs

- Le chef de l'Etat recevra les partenaires sociaux le 18 février

- Il demande aux partenaires sociaux de réfléchir au "partage du profit" entre les salariés et les actionnaires, sans quoi "l'Etat prendra ses responsabilités"

MESURES FISCALES

- Nicolas Sarkozy réfléchit à une suppression de la 1ère tranche de l'impôt sur le revenu pour aider les classes moyennes, une idée qu'il soumettra aux syndicats

- Autres options envisagées: une augmentation des allocations familiales et un "chèque emploi service payé par l'Etat pour les personnes âgées qui vivent seules ou les mères de famille seules"

- suppression de la taxe professionnelle en 2010 avec pour objectif d'éviter les délocalisations

AIDE AUX BANQUES

- Le 1,4 milliard d'euros d'intérêts que l'Etat percevra cette année pour son financement des banques sera "intégralement" affecté au financement de "mesures sociales"

- Le président de la Cour des comptes, Philippe Seguin, sera chargé de "conduire un certain nombre d'enquêtes" sur la bonne utilisation des fonds accordés aux banques.

- Nicolas Sarkozy veut "changer" le système de rémunération des "traders" mais s'est montré sceptique sur un plafonnement systématique du salaire des dirigeants sur le modèle de ce qu'a annoncé le président américain Barack Obama

REFORMES

- Pas de changement de cap: les réformes restent "d'actualité" et seront conduites "au même rythme"

- Poursuite de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux pour revenir au même nombre de fonctionnaires qu'en 1992

- "Pas de dépenses publiques supplémentaires"

Commentaire : No comment, je l'ai déjà fait les derniers jours.

Dissolution de la LCR et création du NPA. (06.02)

La LCR s'autodissout au profit du Nouveau parti anticapitaliste

Reuters - 05.02.

Tournant la page du trotskisme, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'autodissout pour donner naissance à un nouveau parti surfant sur la notoriété de son porte-parole, Olivier Besancenot.

Les 700 délégués réunis en congrès à la Plaine Saint-Denis, près de Paris, veulent faire du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), dont le nom définitif sera choisi samedi, une force incontournable à la gauche du Parti socialiste.

Le NPA ne fera plus partie de l'internationale socialiste fondée par Léon Trotski mais entend rester un parti radical prônant la rupture avec le capitalisme et une indépendance totale vis-à-vis du PS.

Le futur parti compte 9.000 adhérents, soit le triple des effectifs de la LCR, une formation issue de mai 1968.

"Notre logique politique, c'est de prendre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier, qu'elles soient trotskistes, socialistes,

communistes, libertaires, guévaristes", a répété Olivier Besancenot jeudi sur France inter.

"On assume une part d'utopie car la gauche ne nous fait plus rêver", ajoute-t-il dans Libération.

Pour peser à gauche, les responsables du mouvement misent d'une part sur la popularité de leur porte-parole, toujours très bien placé dans les sondages (60 % d'opinions positives dans le tableau de bord de Paris-Match du 22 janvier).

Ils estiment d'autre part que la crise économique et sociale, ainsi que le succès de la manifestation du 29 janvier en France, confortent leurs thèses ainsi que leur prétention à incarner la "vraie gauche" et la meilleure opposition à Nicolas Sarkozy.

Olivier Besancenot a estimé que l'intervention télévisée du chef de l'Etat jeudi soir donnerait "sûrement des motivations supplémentaires à continuer le combat".

"Il veut nous faire apprendre sur le bout des doigts, par coeur, l'ensemble de ses mesures, sauf qu'il faut qu'il comprenne maintenant qu'on est un certain nombre dans ce pays à les connaître et on n'en veut pas", a-t-il lancé.

La LCR se refait une jeunesse en NPA

AP - 04.02.

Forte de ses bons scores dans les urnes et de la popularité de son hyper-médiatique porte-parole Olivier Besancenot, la Ligue communiste révolutionnaire s'apprête à se saborder après quarante ans d'existence pour lancer un mouvement plus large et plus ouvert: le Nouveau parti anticapitaliste, qui sera officiellement créé ce week-end.

A l'initiative de cette création, la LCR doit s'auto-dissoudre jeudi soir pour laisser place, dès le lendemain, au congrès fondateur du "NPA". Réunis à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) jusqu'à dimanche, plusieurs centaines de délégués devront adopter les statuts du nouveau parti, élire leur direction et choisir le nom définitif au mouvement.

Avec 9.000 adhésions revendiquées, le nouveau parti a d'ores et déjà réussi son pari de séduire de nouveaux militants, venus de l'altermondialisme, du syndicalisme, du mouvement associatif ou de l'écologie radicale, qui s'ajouteront au noyau dur constitué des 3.000 encartés de l'actuelle LCR.

Mais le NPA ne guérira pas l'extrême gauche française de ses divisions chroniques, malgré la main tendue de la LCR et le souvenir toujours vif de l'éphémère unité des anticapitalistes contre la Constitution européenne en 2005. Alors que le projet de nouveau parti est sur la table depuis plus d'un an et demi, aucune autre organisation d'envergure n'a rejoint le mouvement et pas moins de trois autres initiatives politiques ont vu le jour ces derniers mois pour "fédérer" les anticapitalistes.

Les premières déclarations des dirigeants du NPA, que le congrès doit confirmer samedi, laissent aussi présager que le parti déclinera l'invitation à rejoindre un "front de gauche" unitaire avec le PCF pour les européennes de juin. "S'il s'agit de faire un bon coup électoral aux européennes pour qu'ensuite, aux élections suivantes, c'est-à-dire aux élections régionales, certains retournent dans le bercail du Parti socialiste, ce sera sans nous", a déclaré Olivier Besancenot, qui ne souhaite s'engager que dans une alliance politique au long cours.

"Commençons par les européennes et nous verrons après", propose au contraire le PCF, qui s'est allié avec le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon et se voit déjà arriver en tête à gauche au soir du 7 juin. "Nous attendons du NPA qu'il n'envoie pas le message de la vieille LCR", plaide Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF. Les communistes répéteront ce message dans un texte qui sera distribué aux délégués du NPA.

Mais Olivier Besancenot, avec 4,1% à la présidentielle de 2007, avait séduit deux fois plus d'électeurs que Marie-George Buffet et la nouvelle équipe semble plutôt confiante dans ses chances de rééditer un bon score, seule, cette année. En surfant sur le mécontentement social, "ils peuvent rassembler les déçus et l'élection peut leur être favorable", analyse le politologue Jean Chiche, du CEVIPOF.

Aux yeux du chercheur, le défi sera plutôt de confirmer à long terme ce lancement réussi. "Le NPA peut attirer des gens qui ne sont pas vraiment politisés, devenir un lieu de débat, faire émerger des idées", estime-t-il, mais s'il campe sur son refus de participer au gouvernement, "les électeurs qui ont besoin de changement risquent de se détourner et de voter utile".

Le PS assure d'ailleurs ne pas craindre la concurrence et avance que le programme qu'il présentera en 2012 sera en mesure de séduire largement, asséchant ainsi le réservoir de voix de l'extrême gauche. De son côté, la droite semble avoir choisi d'exacerber cette concurrence en brandissant comme un épouvantail la menace de l'extrême gauche, sous les traits du "terrorisme" d'ultra-gauche, des syndicalistes de SUD-Rail ou même plus directement d'Olivier Besancenot, que Jean-François Copé est allé jusqu'à accuser d'incarner "l'extrême gauche dans ce qu'elle a en réalité de plus agressif, de plus violent".

Olivier Besancenot: "que de l'enthousiasme" face à la dissolution de la LCR

AP - 05.02.

Olivier Besancenot a déclaré jeudi qu'il n'avait "aucun regret, que de l'enthousiasme", alors que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) doit entériner sa dissolution ce jeudi lors d'un dernier congrès à La Plaine-Saint-Denis avant la naissance du Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

A la LCR, "on a une histoire, on en est extrêmement fiers, et moi je n'en rougis pas, sans mauvais jeu de mots", a déclaré le porte-parole de la LCR sur France-Inter, ajoutant: "On a un héritage politique qu'on veut contribuer à apporter dans le cadre du Nouveau parti anticapitaliste".

"Aujourd'hui ce n'est pas simplement une dissolution, c'est d'abord la veille de la construction d'un nouveau parti", a-t-il poursuivi. Le NPA a "pour but de changer d'échelle, c'est-à-dire d'assumer qu'on n'est pas condamnés dans la gauche radicale à être éternellement minoritaires".

"On n'est pas des 'losers', on a envie que nos idées voient le jour", a ajouté le leader d'extrême-gauche, mais pas "dans le système actuel", qu'il réfute.

Les membres du NPA seront "des militants qui ont une autre histoire que la nôtre, qui peuvent venir de la culture libertaire, communiste, socialiste, écologiste" ou "qui ont un engagement syndical, associatif", a-t-il précisé.

Par ailleurs, Olivier Besancenot a déclaré qu'il attendait de l'intervention radiotélévisée de Nicolas Sarkozy, jeudi soir, "sûrement des motivations supplémentaires à continuer le combat", et rejeté le besoin de pédagogie. "Il faut qu'il comprenne maintenant qu'on est un certain nombre dans ce pays à les connaître, ses réformes, et on n'en veut pas."

"La manifestation du 29 janvier, qui a été un gros succès (...), ça marque pas simplement l'exaspération sociale par rapport à la crise économique, ça marque aussi une révolte profonde par rapport à la façon dont le gouvernement traite la crise économique", a-t-il ajouté, formulant le voeu qu'il y ait une suite à la journée du 29 janvier.

3,5 millions de personnes touchées en France par le mal-logement (06.02)

LePoint.fr - 03.02. L'actuelle crise immobilière, qui s'accompagne d'un ralentissement de la construction, pourrait aggraver une crise du logement déjà conséquente. C'est le constat qui ressort du rapport 2009 de la Fondation Abbé-Pierre publié mardi. D'après elle, la crise immobilière va avoir de lourdes conséquences sur la résorption du déficit de logements, qui devrait passer de 800.000 à 900.000 logements à la fin de l'année 2009.

La fondation évalue à 3.498.800 le nombre de personnes connaissant "une problématique forte de mal-logement". Parmi elles, 2,044 millions vivent dans "des conditions de logement très difficiles" et 861.000 sont en situation d'occupation précaire. Elle critique vigoureusement les mesures prises en décembre par Nicolas Sarkozy dans le cadre du plan de relance : un programme de construction de 70.000 logements supplémentaires sur 2009-2010 qui s'ajoutent aux 30.000 logements que les organismes HLM doivent racheter à des promoteurs privés. Faisant valoir que ces 100.000 logements supplémentaires comporteront moins de 50 % de véritables logements sociaux, la fondation dénonce "le développement d'une offre totalement décalée par rapport à une demande sociale qui elle-même continue à se fragiliser".

Dans son tableau du "mal-logement" qui sert souvent de référence, la fondation donne toujours le chiffre de 100.000 sans domicile fixe basé sur une étude de l'Insee de 2001. "Une fourchette basse", précise la fondation. La Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), qui a organisé à l'automne 2007 une "conférence de consensus" sur le sujet, évoquait le chiffre de 200.000. La Fondation Abbé-Pierre évalue à 6.617.000 le nombre total des personnes "en situation de réelle fragilité à court ou moyen terme", avec, parmi elles, les personnes en situation de précarité pour impayés de loyers (1.412.000) ou celles vivant en situation de surpeuplement (3.507.000).

Frédéric Lefebvre: "La dénonciation est un devoir républicain" (08.02)

LePost.fr - 07.02. Les déclarations du porte-parole de l'U.M.P. vont encore faire du bruit!

En effet, il a déclaré ce samedi que l'on faisait un mauvais procès à Éric Besson, ministre de l'immigration, et que la dénonciation était un "devoir républicain". Ce dernier veut en effet accorder un titre de séjour provisoire aux clandestins dénonçant les filières clandestines.

Frédéric Lefebvre souligne dans un communiqué rapporté par Le Parisien, que ceux "qui confondent délation et dénonciation, je les invite à regarder le dictionnaire", et ajoute : "Si la délation est condamnable car se faisant au détriment de gens honnêtes, la dénonciation est un devoir républicain prévu dans la loi et permettant de lutter contre les délinquants".

"C'est un mauvais procès qui est fait à Eric Besson", "Son action déterminée contre les exploiters en tout genre de la misère humaine - passeurs, marchands de sommeil et patrons voyous - doit au contraire être saluée par tous les républicains", a ajouté le porte-parole de l'UMP.

Il est à noter que la circulaire signée par Eric Besson permettant aux sans papiers d'obtenir un titre de séjour en cas de "coopération" a été critiquée par France Terre d'asile et SOS Racisme.

Commentaire : le régime de Vichy n'est décidément plus très loin !

Le NPA se baptise... NPA (08.02)

AP - 07.02. Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) a, sans surprise, confirmé samedi son nom de baptême lors du congrès fondateur du parti à La Plaine-Saint-Denis.

Au terme d'un vote serré, 316 délégués (53%) ont choisi de confirmer le nom actuel du mouvement, plutôt que celui de Parti anticapitaliste révolutionnaire (PAR), qui a reçu 264 suffrages (44%) lors d'un second tour. Le résultat a été salué par des applaudissements, l'assemblée scandant "Ce n'est qu'un début, continuons le combat" pendant quelques minutes.

Lancé à l'initiative de la Ligue communiste révolutionnaire en août 2007, le "NPA" s'était construit sur la base d'un nom provisoire, qui a été agrémenté depuis d'un logo propre et d'un site Internet baptisé <http://www.npa2009.org>. Mais ces éléments n'étaient pas définitifs et devaient être confirmés par le congrès.

Au terme d'un long processus, une liste de 21 noms avait d'abord été sélectionnée parmi plus de 500 propositions et soumise au vote des comités locaux. Le terme NPA avait alors reçu la préférence des militants, avec presque quatre fois plus de voix que les noms Parti anticapitaliste révolutionnaire (PAR), AGIR (Alliance de la gauche internationaliste et révolutionnaire), Parti de la gauche anticapitaliste (PGA) ou Parti anticapitaliste (PA), eux aussi soumis au vote.

Cette nette préférence exprimée par les militants n'avait en effet pas tari les débats, en particulier de la part de ceux qui tenaient à inclure le terme de "révolutionnaire". Mais ce mot ne faisait pas l'unanimité au sein du mouvement, qui se veut plus ouvert aux différentes tendances de l'extrême gauche que la LCR. "Le mot 'révolutionnaire' est handicapant, je ne veux pas repousser des camarades qui veulent nous rejoindre", a ainsi argué Aline, une militante, lors du débat préparatoire organisé vendredi.

D'autres regrettaient aussi de se trouver devant le fait accompli, le nom provisoire étant déjà largement connu et médiatisé, et assuraient que les adhérents avaient souvent "voté NPA pas défaut". "On nous donne le choix entre NPA et NPA", a déploré Frank, un autre militant, dont la position n'a donc pas été suivie.

Commentaire : ceux qui se posaient encore des questions sur la nature de ce parti sont maintenant fixés. D'ailleurs on peut se demander si l'intérêt soutenu que lui portait ces derniers mois n'avait pas d'autre objectif : attirer vers le NPA des éléments petits bourgeois en nombre suffisant pour être sur de mettre en minorité les révolutionnaires de ce parti. Que la direction de la LCR en ait été complice au point de s'en réjouir ouvertement, laisse à penser qu'elle poursuivait finalement le double objectif.

Les militants révolutionnaires du NPA se retrouvent pris une nouvelle fois en otage dans un parti qui par sa composition sociale et son orientation réformiste bourgeoise, leur permettra tout au plus de refaire le monde à huis clos ou entre quatre murs. Le NPA, tout comme le PT puis le POI, n'ont été que des opérations menées dans le seul objectif de neutraliser les militants révolutionnaires, de les enfermer dans un cadre réformiste bourgeois, de dresser des obstacles supplémentaires à la construction d'un véritable parti marxiste révolutionnaire. Pour briser ce carcan, les militants révolutionnaires doivent se regrouper et quitter leur formation politique respective pour former un autre parti, ils seront alors rejoints par des centaines ou des milliers de militants révolutionnaires qui n'attendent que cette initiative pour reprendre le chemin du combat politique s'ils l'ont cessé un jour.

Il est parfaitement clair que le rejet du terme "révolutionnaire" n'est pas anodin ou sans importance, il exprime le rejet de la voie révolutionnaire par la majorité des adhérents du NPA pour s'emparer du pouvoir au profit de la voie réformiste bourgeoise, la voie

institutionnelle, électorale et légale. Sachant que c'était couru d'avance telle que les choses se présentaient au sein des comités préparatoires au congrès du NPA, est-il exagéré de prétendre que c'était aussi l'objectif de la direction de la LCR ? Le double langage habituel, on ne se refait pas.

Le Nouveau parti anticapitaliste a officiellement vu le jour samedi

AFP - 07.02.

Deux jours après l'autodissolution de la LCR, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot a officiellement vu le jour samedi et devait confirmer dimanche sa circonspection face à des alliances aux européennes.

Les 595 délégués représentant 9.100 militants ont donc choisi, lors d'un deuxième tour, le nom de NPA après un vote serré. Au premier tour qui mettait en concurrence cinq appellations, NPA et Parti anticapitaliste révolutionnaire (PAR) avaient obtenu respectivement 219 et 213 voix.

Le NPA qui tient son congrès fondateur à la Plaine-Saint-Denis jusqu'à dimanche, se veut "le parti dont la gauche révolutionnaire a besoin au XXIe siècle", affirme Olivier Besancenot qui souhaite un "nouveau Mai 68" contre la politique "libérale et brutale" de Nicolas Sarkozy.

Devant "l'échec du capitalisme" et le déclin du Parti communiste français (PCF), il s'agit de "refonder un nouveau programme politique alternatif", dit-il, notamment par l'interdiction des licenciements, l'augmentation des revenus de 300 euros ou la réquisition des logements vides.

Pour Frédéric Lefebvre (UMP), le parti de M. Besancenot "se refait une virginité pour mieux tromper les électeurs de gauche" et "appâter les nombreux déçus d'un Parti socialiste qui a perdu toute identité".

Selon Marianne Louis, de la délégation PS au congrès, "il n'y a qu'une gauche avec différentes cultures et différentes pratiques".

Le NPA ne cache pas son intention de remodeler le paysage politique à l'extrême-gauche, fort de la popularité de M. Besancenot.

Ainsi, malgré les appels répétés du PCF et du Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon à rejoindre le "front de gauche", le postier de Neuilly a affirmé qu'il n'était "pas d'accord" pour un "bon coup électoral" aux européennes.

Alors qu'un sondage commandé par le PG crédite cet hypothétique "front" de 14,5% des voix aux européennes, le NPA défend un "front durable" fondé sur une indépendance totale vis-à-vis du PS.

"On sait bien que ça va bloquer aux régionales (2010) avec le PCF" qui va vouloir "sauver ses élus" en s'alliant au PS, a déclaré samedi à l'AFP M. Besancenot qui ne souhaite pas faire du NPA "une boutique électoraliste".

Sur ce constat, le congrès doit poser le principe d'une unité à gauche "qui ne soit pas un cartel électoral sans lendemain", selon le texte qui sera soumis au vote dimanche. Prévu samedi, le vote a été retardé par la longueur des débats sur les principes fondateurs du parti.

Une minorité s'est prononcée clairement pour le "front de gauche". Au NPA, "l'aspiration unitaire gagne en influence" par rapport à ce qu'elle représentait à la LCR, se réjouit Christian Picquet, qui emmène les minoritaires.

Samedi matin, la numéro un communiste, Marie-George Buffet, avait déclaré à Europe1 : à l'issue du congrès, "on saura si le NPA est vraiment un nouveau parti qui veut travailler au rassemblement de gauche ou si c'est en fin de compte un remake de la LCR, qui à chaque fois dit non quand on parle rassemblement"

Commentaire : la dernière remarque de Christian Picquet n'est pas inintéressante.

Le NPA va poser ses conditions à la gauche pour les européennes

Reuters - 07.02.

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot devrait poser de strictes conditions à une éventuelle alliance avec le PCF et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon aux élections européennes de juin.

Le vote du texte, qui devait intervenir samedi en fin de journée lors du congrès fondateur du nouveau parti à la Plaine Saint-Denis, près de Paris, a été repoussé à dimanche en raison de la longueur des débats.

Ce texte, qui devrait obtenir une large majorité, exige un "accord durable" avec les autres partis non seulement pour les européennes mais pour les élections régionales, théoriquement prévues en 2010.

Or le Parti communiste, dont la survie électorale dépend en grande partie des alliances passés avec le PS, peut difficilement se plier à cette exigence, impliquant une indépendance totale à l'égard du Parti socialiste.

"Les régionales, c'est le sujet qui fâche, il sera sans doute difficile de parvenir à un accord", a commenté Alain Krivine, ancien dirigeant de la LCR et figure du NPA.

Un avis partagé par Francis Parny, qui représentait le PCF au congrès de la Plaine Saint-Denis. "Les régionales ne doivent pas être un préalable, mais nous continuerons à tendre la main", a-t-il dit aux journalistes.

Francis Parny a toutefois souligné qu'après une nouvelle rencontre avec Olivier Besancenot et ses amis, le PCF trancherait rapidement. "Il faut partir en campagne, nous commencerons début mars au Zénith", a-t-il expliqué.

"La radicalité ne doit pas être l'isolement", a déclaré pour sa part la socialiste Marianne Louis, venue en observatrice.

La voie d'un accord semble d'autant plus étroite que le NPA pose la question de la présence des communistes aux exécutifs régionaux et, dans les discussions privées, parle d'étendre l'accord à tous les scrutins.

FRONT DE GAUCHE

Claquant la porte du PS en novembre dernier, Jean-Luc Mélenchon avait d'emblée lancé l'idée d'un "front de gauche" pour le scrutin européen de juin prochain. Autant les communistes ont saisi cette opportunité, autant Olivier Besancenot s'est montré réticent à l'idée de "faire seulement un bon coup électoral."

Depuis, Jean-Luc Mélenchon a réitéré son appel, soulignant qu'un sondage Ifop crédite de 14,5% une éventuelle liste incluant les trois formations et Lutte ouvrière, juste derrière le PS (22,5%) et l'UMP (25,5%).

De même, Marie-George Buffet, la secrétaire nationale du PCF, a écrit samedi aux militants du nouveau parti pour les exhorter à choisir le rassemblement.

Les 700 délégués du NPA, qui se substitue à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), devraient cependant maintenir leurs conditions, qui impliquent également de créer l'unité "dans les luttes".

Une tendance animée par Christian Picquet milite pour la constitution de listes de large rassemblement sans conditions afin de saisir l'opportunité d'infliger un camouflet à la droite aux européennes. Elle doutait samedi soir d'obtenir plus de 30% des voix.

Les têtes de liste pour les élections européennes ne seront pas désignées lors du congrès qui s'achève dimanche, mais ultérieurement.

Les délégués ont également adopté, après de longs débats, les grandes lignes de leur projet, baptisé "socialisme du XXIe siècle".

Pour Olivier Besancenot et ses camarades, cette nouvelle force doit peser non seulement sur la gauche, mais sur le terrain social.

Prônant un "nouveau mai 68", afin de "stopper la politique brutale" de Nicolas Sarkozy, le leader du NPA considère que "n'importe quelle petite goutte d'eau peut faire déborder le vase".

Commentaire : On n'en veut pas de votre "nouveau mai 68" qui n'a servi qu'à permettre au capitalisme de durer 40 années supplémentaires. On a là en condensé à travers cette perspective : la nature du NPA, les intentions de ses dirigeants et la composition sociale de ce parti.

Effectivement, il se peut qu'une explosion sociale générale se produise à tout moment, mais dans quelle perspective politique ? Toute la question est là, et là justement le NPA n'apporte aucune réponse comme la LCR ces 40 dernières années. Définir en un mot le NPA : impasse !

Pécresse veut-elle acheter les présidents d'université ? (08.02)

Rue89 - 07.02. La ministre augmente leurs revenus et aimerait compter sur eux pour défendre sa réforme sans les convaincre.

Jeudi soir, durant son intervention télé, Nicolas Sarkozy a affirmé que les présidents d'université étaient "d'accord" avec la réforme qui avait encore mis 40 000 personnes dans la rue, le jour-même. C'est un peu vite dit.

Sur les listes d'enseignants-chercheurs circulent plusieurs courriers ou discours de présidents d'université singulièrement plus critiques que ne le laisse entendre le chef de l'Etat. Ainsi cette lettre de Bernadette Mabeuf, de l'université de Nanterre, qui le 4 février exhortait Valérie Pécresse:

"Madame la ministre, je vous en prie, écoutez la rumeur qui enfle chaque jour en provenance des horizons de pensée les plus divers."

Ou encore, le 5 février, ce communiqué de Marie-Christine Lemardeley, présidente de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris-III), qui peut difficilement être plus claire:

"J'ai eu l'occasion de dire plusieurs fois, notamment le 26 janvier, que je suis solidaire des inquiétudes et des protestations légitimes qui s'expriment au sein de notre université."

Cette dernière précisait même un peu plus loin qu'elle s'engageait à ce que les listes d'absences exigées par le rectorat les jours de grève seraient bien anonymes.

La Conférence des présidents d'universités tiraillée

Même si tous les présidents d'université ne sont pas aussi explicitement engagés auprès de leurs troupes, il n'empêche que l'on est loin du front uni derrière Valérie Pécresse que décrivait Nicolas Sarkozy jeudi soir.

Ce grand écart des présidents d'université est particulièrement visible sur le site de la CPU (la Conférence des présidents d'universités), qui a récemment accéléré le rythme de ses communiqués, appelant depuis début janvier à davantage de dialogue. "Alors qu'on nous accueillait encore comme des attardés archaïques et butés en novembre", témoigne Jean-Louis Fournel, porte-parole de Sauvons l'université qui était allé critiquer la masteurisation de la formation des enseignants à l'automne.

Entre temps, il y a l'élection du nouveau bureau de la CPU, qui regroupe 82 universités, 3 universités technologiques, et -entre autres- Polytechnique, Normale-Sup, l'Insa, le Cnam ou l'Inalco. Mais il y a surtout le réveil des enseignants-chercheurs qui ont milité auprès de cette association loi 1901, qui existe depuis trente-sept ans. La Conférence des présidents d'universités est tiraillée entre deux raisons d'être.

La vocation de la CPU est d'être "un lieu décharge, de réflexion et d'accompagnement des grands changements que vivent les universités françaises". Mais, depuis la loi LRU de 2007, elle est aussi un interlocuteur privilégié du gouvernement.

Sur le papier, la loi LRU visait pourtant à donner davantage d'autonomie aux facs et en particulier à leurs présidents. Mais, pour faire passer sa réforme aussi vite qu'elle l'entendait, Valérie Pécresse a accéléré la cadence en s'appuyant davantage sur les présidents d'université.

Pour Jean-Louis Fournel, de Sauvons l'université, "la ministre a trouvé un ersatz de consultation. Comme si la CPU était représentative de la communauté alors qu'elle a justement été un des lieux d'élaboration de la réforme."

Non contente de négocier précisément avec ceux qui profiteraient au plus des nouveautés introduites par sa loi, Valérie Pécresse a même fait mieux: le 20 octobre, elle a annoncé qu'elle majorait le traitement des présidents d'université et même la durée de leur mandat.

Ces deux réformes sont passées plutôt inaperçues. En quoi consistent-elles?

* Augmenter leur prime

Cette prime passe en effet d'environ 12 000 euros actuellement à "entre 22 000 et 40 000 euros", selon la taille de l'université. Elle vient s'ajouter au traitement ordinaire perçu par le président. Si le président est par ailleurs maître de conférences, il cumule prime et salaire d'un maître de conférences. S'il est professeur des universités, idem. Sachant que sur l'année 2007-2008, par exemple, le président de Lille-III touchait 18 180,35 euros.

* Permettre aux présidents de briguer plusieurs mandats consécutifs

Avant la loi sur les autonomies, un président restait cinq ans, mais ne pouvait enchaîner deux mandats. Il pourra désormais se faire élire plusieurs fois de suite, avec des mandats de quatre ans. Une évolution qui fait craindre à un de nos internautes "un climat de campagne

permanente avec rémunérations en primes et promotions des soutiens et sanctions des récalcitrants".

Clientélisme? C'est ce que dénoncent pas mal d'enseignants dans les facs, même si certains reconnaissent que la prime précédente était insuffisante. C'est aussi ce que tente d'infirmer la CPU, qui a fini par se fendre d'une lettre ouverte à Nicolas Sarkozy le 5 janvier dernier, afin de hausser le ton et de dire le malaise grandissant et les mécontentements accumulés.

L'argent, "une stricte initiative du ministère" et "un argument mesquin"

Sollicité, Lionel Collet, président de Lyon 1 et président de la CPU, n'a pas voulu préciser à combien s'élevait sa prime actuelle, avant majoration par Valérie Pécresse. Mais il s'est dit très remonté contre "cet argument mesquin" qui laisserait entendre que les présidents d'université se laisseraient acheter par le ministère:

"Ni nous ni le bureau précédent n'avons jamais demandé la moindre modification! C'est une stricte initiative du ministère alors c'est un peu fort de nous le reprocher! Et, alors qu'on risque d'avoir 1,5 millions dans la rue et tous les chercheurs, je refuse catégoriquement d'être le président qui discutera de la prime des présidents avec le ministère. Ce sera mon successeur qui le fera dans deux ans, s'il le souhaite, mais moi j'ai d'autres priorités. Quant au mandat, j'étais personnellement contre le passage à quatre ans renouvelables. C'est dire que nous ne sommes pas la courroie de transmission du gouvernement!"

Du côté de "Sauvons l'université", on reconnaît que l'arrivée de Lionel Collet à la tête de la CPU au moment où grossit le mouvement sur les campus et dans les laboratoires pourrait amorcer un changement de ton:

"L'université sait secréter des anticorps. La CPU a compris qu'elle devait évoluer sous l'effet d'un mouvement qui venait de la base. Alors que Pécresse, qui connaît très mal l'université, sous-évalue les résistances du fait collégial et du fait collectif dans l'université. Les présidents doivent l'intégrer."

Pas sûr, décidément, que Nicolas Sarkozy puisse dire dans sa prochaine intervention que "tous les présidents d'université sont d'accord".

"Le NPA se passerait bien d'un « front de gauche » avec Mélenchon et le PC" (10.02)

par Stéphane Allières. Médiapart - 08.02. L'image a de quoi surprendre, pour qui connaît les relations tumultueuses entre communistes et trotskystes. Samedi 7 février, à la Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), L'Humanité est distribuée gratuitement à l'entrée du congrès du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). « Quel retournement de l'histoire, rigolent François Sabado et Alain Krivine à la façon des papys du Muppet Show. Il y a quarante ans, on se faisait taper quand on distribuait Rouge à l'entrée des réunions du PCF. »

Les deux figures historiques de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) sont désormais cantonnées à la blague, mais gardent un œil sur le nouveau parti qu'ils ont encouragé, derrière Olivier Besancenot. À peine né, celui-ci est déjà confronté à la réalité électorale, alors que Jean-Luc Mélenchon et le PCF adressent un « message » au NPA... paru samedi dans L'Humanité.

Car si les 654 délégués du Nouveau parti anticapitaliste ont choisi de conserver le nom transitoire de leur nouvelle organisation et de se donner comme base « le socialisme du XXI^e siècle » (après deux votes assez serrés – autour de 30 voix d'écart –, où ils furent concurrencés par le "Parti anticapitaliste révolutionnaire" et le seul "socialisme" comme principe directeur), le débat le plus intense de la journée s'est cristallisé autour de la participation au front de gauche, en vue des européennes de juin prochain. Un amendement soumis au vote des congrès locaux et déposé par le comité de Clermont-Ferrand qui n'avait pourtant recueilli que 17,3% de 4.448 votants. Mais 20% s'étaient alors abstenus.

Pour autant, une frange unitaire du NPA a choisi de porter le débat autour du front lors du congrès. Après avoir phosphoré ensemble, les représentants du comité de Clermont (Puy-de-Dôme), de la tendance Unir (minoritaire de la LCR) et d'une quinzaine de membres de divers comités locaux ont rassemblé leurs amendements en un texte (PDF) destiné à faire bouger les lignes lors du débat sur la stratégie européenne, discuté en commission samedi et en séance plénière dimanche 8 février.

La minorité de la LCR sanctionnée par les délégués Dimanche matin, après trois interventions en faveur de chacune des orientations proposées, le résultat a été net: 76% en faveur du texte de la nouvelle direction (conditionnant sa participation à la garantie que PC et PG demeurent indépendants du PS lors des prochaines régionales), puis 16,7% pour le texte des "unionistes" (qui plaident pour un débouché électoral aux luttes sociales). Les scrutins étaient séparés au lieu d'être opposés l'un à l'autre dans un même vote, car jugés « non contradictoires entre eux mais reflétant deux degrés différents de l'appréhension de la situation politique ».

Avec le regard de celui qui se met en retrait mais entend tout de même porter la parole d'un courant "intello-marxiste" au NPA (via un cercle de réflexion qui prendra le nom de Louise-Michel, lire aussi notre interview), le philosophe Daniel Bensaïd décrypte, en faisant survivre le jargon trotskyste et l'axe gauche/droite anticapitaliste interne: « Ces votes montrent qu'il y a 15% de droitiers dans le NPA mais comme il y a à peu près autant de gauchistes, ça s'équilibre. » Lui veut retenir que « la gestion des débats, qui ont été très intenses et représentatifs de la

diversité de cultures politiques, a été vachement bien menée». «La nouvelle direction a conquis sa légitimité», assure-t-il.

L'élection de cette nouvelle direction, dimanche après-midi, n'a pas été un fleuve tranquille. Revendiquant une présence dans le conseil national proportionnelle aux 16,7% en faveur de l'alliance électorale, le courant Unir s'est vu opposer une fin de non-recevoir. Leur leader Christian Picquet n'a pas été élu par les délégués. «Ils se sont mis d'eux-mêmes en travers du congrès, regrette Pierre-François Grond, l'un des dirigeants de la LCR et du NPA. Ils ont cru qu'on était encore à la Ligue, mais on a trois fois plus de militants. À force de faire dans la provocation contre le NPA, ils ont braqué tout le monde. On a dû se battre pour assurer la présence de 13 des leurs, au nom du pluralisme.»

Le conseil national regroupe 191 membres, dont 42% viennent de la LCR (plus de détails ici). La fraction L'étincelle, récemment exclue de LO, conserve un statut d'observateur, tandis que la Gauche révolutionnaire voit deux des siens au conseil national. La parité homme/femme, une règle statutaire du NPA, est respectée malgré le surplus initial de candidatures masculines. Et l'on se dit satisfait de «l'équilibre intergénérationnel et interculturel».

Au sortir du congrès, les effectifs dépassent les 9.000 cartes, mais on en espère rapidement 12 voire 15.000, crise sociale et élections aidant. Une grille d'adhésion "discount" a été mise en place (5 euros par mois pour les salaires de moins de 1.000 euros, 10 euros entre 1.000 et 1.500, 20 euros entre 1.500 et 2.000 euros). Le budget soumis au vote avoisine les 1,5 million d'euros. Quant aux locaux, la LCR fait don des siens.

Mais si le parti a réussi sa mise sur les rails, ses premiers pas devant les urnes ont fait débat. Samedi matin en commission, on a pu avoir un aperçu de l'hétérogénéité du NPA. Ils ont été 62 à prendre la parole, deux minutes chacun, pour exprimer leur ressenti face au premier grain de sable dans la mécanique anticapitaliste.

Deux heures de débat européen

Dans la salle, sous les yeux de la presse et d'Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche (PG) aux relations extérieures, l'ambiance est respectueuse mais franche, virile mais correcte. Au fond contre le mur, deux des figures de la stratégie frontiste espèrent que cette séance de parole libre pourra faire bouger les lignes. Alain Laffont (élu municipal de Clermont-Ferrand) et Christian Picquet (chef de file de la tendance Unir, minorité de l'ex-LCR) écoutent avec joie un gros tiers des interventions prôner l'alliance électorale. Mais la majorité a fait entendre sa méfiance envers les intentions stratégiques et programmatiques du front de gauche PG/PCF.

De ces deux heures et demie de témoignages divers, on en retiendra sept. Celui de "Sammy de Marseille" (en fait Samuel Joshua, un historique de la Ligue), qui a le premier prévenu : «La question capitale, c'est celle du contenu politique. Tout le monde sait pourquoi le PCF veut ce front, pour sauver ses élus et après ils retourneront avec le PS. On veut bien l'unité, mais dans la clarté.»

Catherine Jouanneau, une institutrice du Val-de-Marne, nouvelle militante devenue tête de file de l'amendement alternatif, a rétorqué : «Il ne s'agit pas d'avalier notre chapeau, mais ne soyons pas paralysés non plus par la crainte que le PCF et le PG puissent revenir vers les socialistes. Ne posons pas 21 conditions comme au congrès de Tours [qui avait séparé socialistes et communistes en 1920], et acceptons d'entrer dans une âpre négociation, en mettant des "taquets" au bon endroit.»

Un des «taquets» le plus évoqués fut la divergence sur le nucléaire, souvent jugée comme rédhibitoire si jamais une négociation «sur le fond» avait lieu entre partenaires d'un front de gauche. D'autres abordant les divergences sur le terrain, à propos du TGV ou des langues régionales. Morand, un jeune du NPA Nancy, tempère : «On a pas la même ligne que LO sur le nucléaire, mais ça n'a pas empêché de faire alliance avec eux aux européennes par le passé.» Martine, de Bayonne (Pyrénées-Atlantique), contre-attaque : «On peut toujours dire que ces débats n'ont pas de rapport direct avec l'Europe mais on ne peut pas non plus s'asseoir sur nos principes !» D'autres, comme France, jeune étudiante parisienne, ont invoqué le principe de réalité électorale : «Après la victoire de l'unité du référendum européen en 2005, on a gagné dans la rue avec le CPE. Les victoires électorales entraînent les victoires dans les luttes. On ne peut pas prendre le risque de ne pas envoyer zéro député au parlement européen pour porter la parole anticapitaliste.»

À l'inverse, Arnaud, un jeune homme en jogging et casquette, exprime son ressenti d'une voix mi-chaude mi-rauque au rythme saccadé, lui donnant des faux airs de slam à la Grand corps malade: «Moi je suis pour le boycott des élections... Une campagne, ça coûte 900.000 euros... On saurait quoi en faire... Quand je vois les caméras autour d'Oliver Besancenot... Ben, ça donne pas envie ! Et puis, franchement, Mélenchon, j'ai aucune confiance en toi !» Séverine use, elle, de la métaphore sémantico-identitaire: «On crée un parti anticapitaliste, et on voudrait faire une alliance avec des antilibéraux, qui proposent des plans de relance du capitalisme. Nous, on veut une vraie rupture.»

PC et PG dubitatifs

À la fin de cette intense confrontation de points de vue, Alain Laffont frise sa barbe grise, plutôt content «d'avoir marqué quelques points, au moins de permettre au dialogue stratégique de continuer». Selon ce conseiller municipal de Clermont-Ferrand, l'un des rares élus expérimentés de la LCR, qui a recueilli 15% au deuxième tour des dernières municipales : «Les élections, ce n'est que de la tactique : une liste commune avec le PG et le PCF créerait l'événement politique. Leur demander d'être avec nous aux prochaines régionales, c'est un

peu hypocrite. Dans ce cas là, il faudrait être cohérent jusqu'au bout et leur demander de démissionner dès maintenant de leurs mandats régionaux, où ils sont dans les majorités socialistes.»

A la tribune, l'un des responsables du courant Unir (ex-LCR), Francis Sitel, s'est fait plus lyrique : «L'unité des forces ouvrières est une impérieuse nécessité. Discutons de l'unité devant un juge, le peuple de gauche.»

De leur côté, les hypothétiques partenaires du NPA font la moue.

Attentif et présent tout au long du débat, Eric Coquerel (PG) voit un point positif à l'issue du débat : «Ça s'est imposé comme une question centrale de leur congrès.» Mais pour le reste, il encaisse : «Nous attendons leurs propositions mais ce ne doit pas être des conditions. Pour une campagne électorale, on a pas besoin de problèmes de contenu. L'essentiel, c'est de réunir une majorité électorale sur un programme de rupture.»

À la fin du congrès, Pierre Laurent ne peut s'empêcher de lâcher : «Les vieux réflexes ont la vie dure.» Pour le nouveau n°2 du PCF, présent dimanche, «on est face à une position pleine de préalables et de faux-fuyants». «Si on nous demande de faire perdre la gauche aux régionales, à un an de la présidentielle, ça va être compliqué, ajoute-t-il. De toute façon, le front de gauche existe déjà et a commencé sa campagne.» Pas sûr qu'on distribuera encore gratuitement L'Huma à la porte du prochain congrès du NPA.

"Le NPA de Besancenot entend peser à gauche, face au PS (10.02)

<http://www.npa2009.org> - 08.02. LA PLAINE-SAINT-DENIS (Seine-Saint-Denis), 8 fév 2009 (AFP) - Tout juste porté sur les fonts baptismaux lors d'un congrès de trois jours en Seine-Saint-Denis, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot doit maintenant se faire sa place à la gauche de la gauche.

Fort de ses 9.100 militants revendiqués (contre 3.200 à la LCR dissoute jeudi), le NPA, "le parti dont la gauche révolutionnaire a besoin au XXI^e siècle" selon M. Besancenot, entend bien profiter de "l'échec du capitalisme" et du déclin du Parti communiste français (PCF).

Le NPA sera "une force anticapitaliste incontournable demain", affirme Alain Krivine, un des "anciens" du nouveau parti. A gauche, "il y a le pôle PS d'un côté, le pôle NPA à l'opposé et au milieu, des groupes qui se cherchent un peu", "le NPA, c'est une vraie recherche à l'opposition à Nicolas Sarkozy", a-t-il dit à l'AFP. Dans ce cadre, le NPA qui compte sur la popularité de son leader, a confirmé dimanche sa réticence à rejoindre le "front de gauche" proposé par le PCF et le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon. Selon lui, l'alliance serait ponctuelle, et le PCF rejoindrait le Parti socialiste "pour sauver ses élus" lors des régionales (2010).

Favorable à un front électoral "durable", M. Besancenot a jusqu'ici défendu une unité à gauche "pour les luttes", comme lors de la mobilisation du 29 janvier où le NPA était à l'initiative d'une déclaration commune de dix organisations de gauche. Un autre texte, de 11 formations et signé par le PS, a également été diffusé à la veille de l'intervention de Nicolas Sarkozy jeudi soir. "La radicalité (...) doit aussi se transformer en actes. Et pour cela, il faut se rassembler dans les élections, avoir des élus et agir ensemble", lui répond Marie-George Buffet (PCF). Nombreux sont ceux qui, au PCF comme au PS, voient le NPA comme une "machine à faire perdre la gauche" qui "ne souhaite pas gouverner".

"C'est le PS qui est une machine à perdre pour la gauche et il cherche à expliquer son échec par les autres", répond M. Krivine. Le NPA "polarise l'attention de beaucoup, peut-être que certains ont envie de nous utiliser", à gauche comme à droite, reconnaît-il. Mais déclare M. Besancenot, "on est les marionnettes de personne". Ainsi, Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP a déclaré dimanche que le postier de Neuilly était "devenu quasiment le chef d'orchestre de l'opposition à Nicolas Sarkozy" et que le PS avait "tendance à courir après l'extrême gauche", lors de l'émission "Le grand rendez-vous Europe1-Aujourd'hui en France".

Alors, le NPA est-il un danger pour le PS ? Philippe Raynaud, professeur de Sciences politiques à l'université Paris-II Panthéon-Assas, n'y croit pas. Pour lui, "le NPA ne sera pas pour le PS ce qu'était Jean-Marie Le Pen pour la droite". Le Front national est "facilement assimilé au diable" alors que "les gens ont plutôt de la sympathie pour Besancenot", deuxième personnalité politique préférée des Français (selon le baromètre annuel du JDD). Ainsi, "le type de danger que court le PS dans des alliances avec le NPA n'est pas du tout le même que celui que court la droite", explique-t-il. Un constat probablement partagé par Ségolène Royal alors que le NPA fait du refus catégorique à toute idée d'alliance avec le PS sa marque de fabrique à gauche. Au Forum social mondial de Belem (Brésil) fin janvier, elle a affirmé : il n'y a "pas de barrière infranchissable" entre la gauche de gouvernement, les mouvements sociaux et l'extrême-gauche.

Le Nouvel Observateur répond à l'ironie de Nicolas Sarkozy. (10.02)

Reuters - 06.02. Le directeur du Nouvel Observateur, Denis Olivennes, a répondu aux propos de Nicolas Sarkozy mettant en doute la "crédibilité" de son hebdomadaire.

Le patron de presse y voit la preuve qu'il faut que le président de la République "mûrisse dans son respect des contre-pouvoirs".

Lors d'une intervention télévisée jeudi soir, le chef de l'Etat a laissé entendre qu'il ne prenait pas au sérieux des informations publiées par le Nouvel Observateur selon lesquelles son entourage ou des gens proches de l'Elysée auraient alimenté le livre de Pierre Péan "Le monde selon K." mettant en cause le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner.

"Le Nouvel Observateur, c'était ce journal qui était sûr que j'avais envoyé un SMS", a ironisé le président de la République. "Vous voyez la crédibilité que je lui fais".

Début 2008, Nicolas Sarkozy avait déposé plainte pour faux contre le Nouvel Observateur à propos d'un article relatif à un SMS qu'il aurait envoyé à son ex-épouse Cécilia juste avant son mariage avec Carla Bruni.

Dans un article du 6 février 2008 publié sur le site internet du magazine, le journaliste Airy Routier écrivait que, pendant les préparatifs de son mariage, intervenu le 2 février, le chef de l'Etat avait écrit un SMS à Cécilia, dont il avait divorcé en octobre, disant : "Si tu reviens, j'annule tout."

Nicolas Sarkozy avait retiré sa plainte le 19 mars.

"MÉPRIS"

Pour Denis Olivennes, le président a tort de faire un rapprochement entre cette affaire et les informations sur le livre de Pierre Péan.

"Il confond le site du Nouvel Obs qui a avait eu l'affaire SMS et le journal qui a une longue expérience sur toutes ses pages étranger qui sont absolument reconnues, crédibles, et donc c'est sa manière à lui de ne pas répondre à quelque chose qui le gêne", a dit le directeur du Nouvel Observateur sur France Info.

"Ce n'est pas la première fois qu'il manifeste à l'égard de la presse, notamment quand elle est indépendante, libre et critique à son égard, du mépris", a-t-il ajouté. "C'est la preuve qu'il faut qu'il mûrisse dans son respect des contre-pouvoirs".

Evoquant les informations sur Bernard Kouchner, Denis Olivennes a précisé que "les journalistes de l'Obs n'ont pas dit que les infos venaient de l'Elysée" mais que "des sources concordantes viendraient de l'Elysée".

"Si les journalistes ont écrit qu'ils savent de source informée et confirmée qu'un certain nombre d'informations sont venues de gens membres de l'Elysée, cela ne veut pas dire que c'est lui, Nicolas Sarkozy, qui le souhaitait", a-t-il souligné.

A la télévision jeudi soir, Nicolas Sarkozy a apporté son soutien à Bernard Kouchner, accusé de conflit d'intérêt dans le livre de Pierre Péan, qui porte notamment sur ses relations avec les dirigeants africains.

"C'est un homme pour qui j'ai beaucoup d'amitié, en qui j'ai grande confiance", a dit le président.

L'action de Sarkozy face à la crise désavouée, selon 2 sondages. (10.02)

Reuters - 09.02. Nicolas Sarkozy subit un choc de défiance avec une baisse de cinq points et les Français sont de plus en plus sceptiques sur ses réponses à la crise, selon un sondage Viavoice publié dans l'édition de lundi de Libération.

Selon un autre sondage OpinionWay pour le quotidien Metro, le président français perd cinq points en un mois d'opinions positives à 41%, et dix points, à 31%, concernant son action contre la crise. Sur ce dernier point, les insatisfaits passent de 56 à 66%.

Pour Viavoice, seules 41% des personnes interrogées émettent désormais une opinion positive sur le chef de l'Etat, contre 53% d'un avis contraire, soit un repli de 5 points par rapport à son score du mois dernier, et de 7 points par rapport à celui de novembre.

Pour Viavoice, ce contexte d'impatiences économiques "plaide en faveur des mouvements sociaux."

Ce sont les Français dont la situation économique est la plus modeste qui retirent le plus massivement leur soutien: le chef de l'Etat ne recueille plus que 34% d'opinions positives auprès des ouvriers, souligne l'institut.

Concrètement, les Français apparaissent de plus en plus sceptiques à l'égard de l'action engagée par le chef de l'Etat face à la crise: 66% déclarent ne pas être "satisfaits" des "actions menées par Nicolas Sarkozy face à la crise économique", soit une progression des

insatisfactions de 10 points en un mois.

Dans le sillage du président de la République, le Premier ministre voit lui-même son image se dégrader; François Fillon enregistre une popularité de 44%, en baisse de 4 points par rapport à janvier, et de 10 points par rapport à novembre.

Pour 53% des Français, c'est "justement le moment de faire des mouvements sociaux", seulement 38% se rangeant à l'opinion inverse.

Cette lecture s'explique par des clivages politiques majeurs: les sympathisants de gauche militent massivement (74 %) en faveur de la contestation, alors que ceux de droite sont favorables à l'apaisement (69%).

Ce sondage a été effectué les 6 et 7 février, après l'intervention télévisée du président français, auprès d'un échantillon de 1.014 personnes.

Universités: nouvelles manifestations mardi (10.02)

AP - 09.02. Les syndicats de l'Enseignement supérieur et le syndicat étudiant UNEF appellent à de nouveaux défilés dans toute la France, mardi, dont une manifestation nationale à Paris pour le retrait du décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, le rétablissement des postes supprimés en 2009, le report de la réforme des IUFM, ou encore des mesures pour l'emploi des jeunes passant par l'arrêt des suppressions de postes dans la Fonction publique.

Lundi, plusieurs présidents d'universités réunis à la Sorbonne ont lancé un appel au retrait de "tous les projets de réforme controversés, condition nécessaire à l'ouverture de véritables négociations et à la relance du nécessaire processus de réforme auquel doit être associé l'ensemble de la communauté universitaire".

Face à cette fronde générale, la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse tente de calmer le jeu du côté des enseignants-chercheurs. Elle a annoncé lundi la nomination d'une médiatrice sur ce dossier, Claire Bazy-Malaurie, qui devra mener une concertation "dans les deux mois à venir" avec la communauté universitaire.

Le décret a aussi donné lieu à un cafouillage, la ministre annonçant sur France-Info une application à "la rentrée 2010" avant que son cabinet n'assure que sa langue avait "fourché" et que le décret allait bien rentrer en vigueur en septembre 2009, comme prévu.

La ministre a dit vouloir mettre à profit le délai avant l'entrée en vigueur du décret pour "approfondir la concertation, pour le retravailler (...) et pour lever tous les malentendus, rassurer, apaiser les inquiétudes".

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Valérie Pécresse doit recevoir les représentants de la communauté universitaire mercredi et jeudi, des discussions qui s'annoncent difficiles.

Quelque 70.000 manifestants sont attendus mardi dans la capitale, de source syndicale.

Dans un communiqué diffusé lundi, le Syndicat national de l'Enseignement supérieur (SNESUP, premier syndicat des enseignants des universités) appelle "à consolider la grève" illimitée entamée le 2 février "avec l'objectif de paralyser toutes les activités dans les universités et tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche", mardi "et au-delà, selon les réponses apportées par le gouvernement". "S'il n'y a pas de réponse du gouvernement, la perspective d'une nouvelle mobilisation le 12 février est clairement sur la table", prévient de son côté le président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) Jean-Baptiste Prévost.

La Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) appelle aussi à manifester, ainsi que l'UNL, syndicat lycéen, qui appelle les lycéens "à rejoindre les cortèges étudiants", afin de "lutter pour un droit à l'avenir".

A Paris, la manifestation nationale, à l'initiative des enseignants-chercheurs, partira mardi à 14h des abords du jardin du Luxembourg en direction de l'Assemblée nationale. Le SNESUP compte sur la mobilisation de 70.000 personnes. Des manifestations sont également annoncées à Bordeaux, Marseille, Rennes, Toulouse, Lyon, Strasbourg, Nantes ou encore Montpellier.

Depuis le 2 février, la coordination nationale des universités a lancé un appel à la grève illimitée, notamment pour obtenir le retrait du décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs qui craignent d'être à la merci des seuls présidents d'universités concernant la modulation de leur emploi du temps, entre recherche, enseignement et travaux administratifs, et de perdre leur autonomie.

Valérie Pécresse doit recevoir mercredi les syndicats de l'Enseignement supérieur pour discuter d'une "charte" de bonne utilisation de ce décret et qui en limiterait la portée. Il s'agit de garantir "un juste équilibre entre, d'un côté, la possibilité pour les universités d'avoir une certaine souplesse dans la gestion des carrières et d'un autre, l'exigence pour les enseignants-chercheurs de garder leur totale liberté de

penser et le caractère national de leur statut", a déclaré la ministre dans un entretien au quotidien "Libération" de lundi.

Mais le SNESUP, qui exige le retrait pur et simple du décret avant toute discussion, a d'ores et déjà annoncé qu'il ne se rendrait pas à ce rendez-vous si l'ordre du jour se limite à "discuter d'une charte".

Par ailleurs, depuis jeudi dernier, le mouvement a pris une toute autre tournure avec l'entrée en scène des étudiants qui ont commencé à manifester par milliers aux côtés des enseignants dans plusieurs villes, avec une plate-forme de revendications beaucoup plus large touchant notamment aux principes même de la loi sur l'autonomie des universités (LRU), aux questions budgétaires, et plus largement à la précarité et au chômage des jeunes.

Valérie Pécresse recevra les syndicats d'étudiants jeudi après-midi, officiellement pour la réouverture du chantier de la "vie étudiante".

Récession sociale: l'OIT défend un "modèle" européen basé sur le dialogue (11.02)

AFP - 10.02. L'Organisation internationale du travail (OIT) a appelé mardi l'Europe à jouer un "rôle majeur" face à la crise économique internationale et à la "récession sociale" qui l'accompagne et défendu le "modèle social européen" basé sur le dialogue.

Face à une crise qui pourrait mettre "plus de 50 millions de personnes au chômage dont 8 millions" en Europe et Asie centrale, "l'Europe doit jouer un rôle majeur", a estimé le directeur général de l'OIT, Juan Somavia, lors de 8e réunion européenne de l'Organisation, réunie pour quatre jours à Lisbonne.

"Alors que la mondialisation néo-libérale n'existe plus, le modèle social européen est resté", a-t-il souligné, insistant sur la nécessité d'un dialogue renforcé entre gouvernements, travailleurs et patrons pour "mettre le travail décent au coeur de notre réponse à la crise".

L'OIT ne peut rien proposer d'autre qu'une collaboration de classes renforcée, le corporatisme, c'est la raison pour laquelle je l'ai toujours classée parmi les institutions avec lesquelles nous ne devons avoir aucune relation, ce qui n'est évidemment pas la position du POI. (Lutte de classe)

"Le temps des récriminations est passé. L'essentiel est de générer un consensus. Il faut mettre en place un dialogue afin d'agir au mieux pour adoucir l'impact de la crise", a-t-il ajouté, tout en assurant que "si les travailleurs ont l'impression de ne pas être entendus, ils doivent descendre dans la rue".

"Les travailleurs doivent être au centre des décisions des gouvernements", a-t-il insisté.

M. Somavia a également regretté le manque de coordination dans les réponses nationales à la crise et plaidé pour la création d'un "conseil économique et social sous l'égide de l'Onu", "une idée dans l'air depuis quelques temps".

"La crise a démontré qu'il y avait un vide institutionnel", a-t-il souligné.

Pour le président de la Commission européenne José Manuel Barroso, qui est intervenu à travers un message vidéo, le "plan européen de relance économique tout à fait en ligne avec les objectifs pour un travail digne" de l'OIT, car "il souligne le besoin d'aider ceux qui sont soumis à une plus forte pression".

Intervenant devant les délégués venus de 51 pays d'Europe et d'Asie centrale, le Premier ministre socialiste portugais José Socrates a pour sa part estimé qu'"après cette crise, les choses ne pourront pas en rester au même point". "S'il y a un continent en position de défendre les mérites d'une régulation plus forte, c'est le continent européen", a-t-il affirmé.

"Le modèle social européen doit influencer le nouvel ordre économique et financier, un nouveau système de régulation qui protège le monde de ce qui s'est passé", a-t-il poursuivi.

"Je sais que c'est un chemin difficile, mais c'est par ce chemin que nous serons capables d'assurer la paix civile dans nos sociétés", a-t-il averti.

Comme l'avait fait avant lui M. Somavia, M. Socrates a appelé les pays à "éviter le piège du protectionnisme" qui "représenterait un pas en arrière pour le monde". "Le chemin ne passe pas par le protectionnisme ou par la réduction des droits sociaux", a-t-il insisté.

La 8ème réunion régionale européenne de l'OIT, dont la précédente édition s'était tenue à Budapest il y a quatre ans, rassemble des représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs d'Europe et d'Asie centrale.

Parmi les responsables politiques, outre M. Socrates, sont attendus mercredi les Premiers ministres luxembourgeois Jean-Claude Juncker, moldave Zinaida Greceanii, ainsi que le Tchèque Alexandre Vondra, vice-Premier ministre chargé des Affaires européennes, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne.

Démonstration de force du monde de l'université et de la recherche (11.02)

AFP - 11.02. Le monde de l'université et de la recherche, des enseignants aux étudiants, s'est livré mardi à une démonstration de force, drainant dans les rues plusieurs dizaines de milliers de personnes contre les réformes du gouvernement dans le supérieur, la recherche et l'éducation.

Entre 43.000 personnes, selon le chiffre national de la police, et 100.000 selon la FSU et l'Unef, ont défilé partout en France. Les manifestants étaient 17.000 (police) à 50.000 (organisateur) à Paris, 5.000 (police) à Lyon, 3.000 à 6.000 à Toulouse, 2.500 (police) à Bordeaux, 2.200 à 3.500 à Strasbourg, 1.700 à 2.000 à Aix-en-Provence.

"On a une mobilisation extrêmement forte", a déclaré à l'AFP le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri, tandis que le Snesup-FSU, premier syndicat du supérieur, a parlé d'un "immense succès".

Les manifestants étaient aussi 1.400 à 3.000 à Montpellier, 1.200 à 2.000 à battre le pavé à Grenoble, 1.500 à 3.000 à Rennes, 1.000 à 1.300 à Poitiers, 1.000 à 1.200 à Lille, 900 à 1.500 à Marseille, 600 à 1.000 à Tours, 700 à 1.500 à Nice ou 900 (police) à Nantes, selon les chiffres recueillis par les bureaux de l'AFP.

Des présidents d'universités étaient dans la rue, comme ceux de Toulouse-II et Paris-VIII, des IUFM et des IUT étaient représentés, ainsi que les étudiants des deux principales organisations, Unef et Fage. L'Unef appelle à une journée "de grèves et d'actions des étudiants" jeudi.

Première revendication des manifestants: le retrait de la réforme du statut des 57.000 enseignants-chercheurs.

La nomination lundi, par la ministre Valérie Pécresse, d'une médiatrice qui devra "retravailler" le projet de décret en "prolongeant la concertation" pendant deux mois, n'a pas convaincu. "C'est une ridicule provocation qui n'est pas à la hauteur des milliers de manifestants", a dit à l'AFP le secrétaire général du Snesup, Jean Fabbri.

Au même moment, à l'Assemblée nationale, en réponse à la question d'un député PS, Mme Pécresse a lancé: "Retrait, vous n'avez que ce mot à la bouche". "Il n'y a pas d'amour sans preuves d'amour et des preuves à la communauté universitaire, nous en donnons tous les jours", a-t-elle ajouté.

Le PS, les Verts et le député UMP (villepiniste) François Goulard ont eux aussi demandé le retrait du décret.

Le député UMP Daniel Fasquelle a indiqué de son côté à l'AFP qu'il allait déposer lundi une proposition de loi visant à "améliorer" le projet de décret.

Mais la mobilisation n'a pas seulement pour cible le statut: la réforme de la formation des enseignants des écoles, collèges et lycées, les suppressions de postes dans le supérieur et l'avenir des organismes de recherche sont aussi au cœur des revendications.

"Ecoles en danger. Enseigner, un métier qui s'apprend", tel était le mot d'ordre de manifestants parisiens qui s'en sont pris au ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos.

Des réformes sur lesquelles Mme Pécresse n'a pas vraiment la main: celle de la formation des enseignants dépend surtout de M. Darcos, tandis qu'au sujet des suppressions de postes, Nicolas Sarkozy a confirmé jeudi dernier sa volonté de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Mercredi, Mme Pécresse reçoit à 16H une bonne partie de la communauté universitaire sur le statut. De son côté, la coordination nationale des universités se réunit sur les suites du mouvement.

Universités: le président de la CPU estime que les propos de Sarkozy sont une des raisons de la colère (13.02)

AP - 11.02. Le président de la Conférence des présidents d'université (CPU) a déclaré jeudi que les propos du 22 janvier de Nicolas Sarkozy, estimant notamment que les chercheurs français étaient peu productifs, avaient participé à la colère de la communauté universitaire, qui "ne se sent pas considérée".

"C'est un discours avec des propos pour le moins malencontreux, et c'est un discours qui a été très mal vécu par l'ensemble de la communauté", a déclaré Lionel Collet sur France-Info. Et de poursuivre: "Une des raisons pour lesquelles la communauté est aussi remontée actuellement, c'est parce qu'elle ne se sent pas considérée par la plus haute autorité de la République."

Le 22 janvier, lors du lancement de la réflexion pour une Stratégie Nationale de Recherche et d'Innovation, Nicolas Sarkozy avait notamment déclaré qu'"à budget comparable, un chercheur français publie de 30 à 50% de moins qu'un chercheur britannique". "Nous ne sommes pas aujourd'hui dans le peloton de tête des pays industrialisés pour la recherche et l'innovation", avait dit le chef de l'Etat qui s'exprimait devant les présidents d'université ou encore des directeurs de grandes écoles.

"Certes, nos meilleurs chercheurs obtiennent des récompenses prestigieuses (...) mais ces admirables chercheurs et ces points forts ne sont-ils pas l'arbre qui cache la forêt?", s'était-il interrogé. Le président avait également remercié ses interlocuteurs d'être venus, ajoutant "il y a de la lumière, c'est chauffé".

Jeudi, dans un communiqué, la CPU a réclamé "une meilleure prise en considération des résultats de la recherche française et de la compétence de ceux qui la font, dans les prises de positions publiques des plus hautes autorités de la République".

La mobilisation des chercheurs fait tâche d'huile (13.02)

AFP - 12.02. Le fossé s'est encore creusé jeudi entre le monde de l'enseignement et le gouvernement. Les présidents d'université ont nettement durci le ton contre les réformes en cours, tandis que chercheurs et syndicats de l'éducation ont chacun de leur côté exprimé leur défiance.

Les étudiants de l'Unef ont en outre appelé à une journée d'action avec d'éventuels rassemblements le 17 février et à manifester le 19 février, date lancée mercredi soir par la coordination nationale des universités.

Selon le syndicat, «plus de 55 universités», sur 83 au total, ont «voté la grève côté étudiants». Certains d'entre-eux étaient d'ailleurs dans la rue: des cortèges de plusieurs centaines d'étudiants ont défilé, à Rennes, Nantes et Poitiers. Des assemblées générales ont continué à se tenir, comme à Paris-XII Nanterre, qui a reconduit la grève.

Pas question de reporter la réforme sur la formation des enseignants Au lendemain du lancement de la médiation sur le statut des universitaires qui aboutira à un «texte nouveau», la Conférence des présidents d'université (CPU) a exprimé «de fortes réserves sur la nature et la durée» de cette médiation, «qui ne répondent pas à l'urgence de la situation».

La concertation ne peut être engagée que si «un climat de confiance» est «restauré», ce qui passe, selon la CPU, par un «rétablissement des postes supprimés» dans le supérieur (900 en 2009) et un report de 2010 à 2011 de la réforme de la formation des enseignants.

«Il n'y a aucune raison aujourd'hui de repousser» cette réforme, a réagi le ministre de l'Education, Xavier Darcos, tandis que Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur, a souligné que ce n'était «pas dans l'intérêt des étudiants». Avec les étudiants, celle-ci a néanmoins tenté de renouer le dialogue, en promettant des annonces sur l'amélioration de la condition étudiante en avril.

Jeudi, environ 400 chercheurs en grève, réunis en assemblée générale à Paris, ont aussi exigé le maintien du CNRS en tant qu'«opérateur de recherche», s'opposant au projet de le transformer en simple agence de moyens.

Enfin, sept fédérations de l'Education ont appelé les enseignants du primaire et du secondaire à la grève et à manifester le 19 mars, demandant au gouvernement de «répondre positivement» à la mobilisation dans le «supérieur et la recherche».

L'Unedic prévoit 282.000 chômeurs de plus en 2009 (13.02)

Reuters - 12.02. L'Unedic annonce prévoir 282.000 chômeurs de plus cette année et une destruction nette de 250.000 emplois salariés, dans l'hypothèse d'une contraction de 1,0% du produit intérieur brut.

Pour 2010, année pour laquelle l'assurance chômage retient l'hypothèse d'une croissance de 0,5% du PIB, le nombre de chômeurs augmenterait encore de 122.000, parallèlement à la destruction nette de 113.000 emplois.

Ces projections entraîneraient une dégradation de la situation financière de l'assurance chômage, avec un résultat 2009 qui diminuerait à 912 millions d'euros, contre 4,6 milliards en 2008. Les comptes de l'Unedic passeraient ensuite dans le rouge avec un résultat négatif de 1,6 milliard en 2010.

En 2009, l'endettement de l'Unedic serait encore réduit à 4,08 milliards contre 4,99 milliards en 2010, mais la dette se creuserait à nouveau en 2010, après trois ans d'amélioration, pour atteindre 5,7 milliards.

"Il n'y pas eu encore de dégradation du régime financier de l'assurance chômage mais, bien sûr, on est ni naïf ni autiste et on pense que cela va se dégrader dans les prochains mois," a déclaré Geoffroy Roux de Bézieux, président de l'Unedic, lors d'une conférence de presse .

Les projections de chômeurs concernent les demandeurs d'emploi en catégorie 1, c'est-à-dire à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée, ayant éventuellement exercé une activité réduite d'au plus 78 heures dans le mois.

L'Insee publiera vendredi les chiffres de l'emploi salarié au quatrième trimestre et sur l'ensemble de 2008 .

Geoffroy Roux de Bézieux a reconnu que le scénario macro-économique retenu risquait d'être trop optimiste, alors que la Commission européenne prévoit une contraction de 1,8% du PIB français cette année .

Le bureau de l'Unedic, réuni mercredi soir, a ainsi demandé d'examiner une deuxième hypothèse de croissance à -1,5%, et les nouvelles prévisions seront publiées avant l'été, a-t-il dit.

Les prévisions financières intègrent les nouvelles règles d'indemnisation du chômage contenues dans la convention d'assurance chômage que le gouvernement souhaite voir adopter, et qui prévoient notamment d'indemniser les chômeurs dès quatre mois d'activité et non plus six.

L'Unedic estime que la nouvelle convention se traduira par 140.000 demandeurs d'emplois supplémentaires.

La convention prévoit aussi une baisse des cotisations au 1er juillet si la contraction du PIB ne dépasse pas 1% et si le résultat semestriel de l'assurance chômage excède 500 millions d'euros, ce qui paraît difficile à envisager. L'Unedic n'a donc pas pris en compte une éventuelle baisse des cotisations dans son scénario.

Le fossé s'élargit entre le monde de l'enseignement et le gouvernement (13.02)

AFP - 12.02. Le fossé s'est élargi jeudi entre le monde de l'enseignement et le gouvernement: les présidents d'université ont nettement durci le ton contre les réformes en cours, tandis que chercheurs et syndicats de l'éducation ont chacun de leur côté exprimé leur défiance.

Les étudiants de l'Unef ont en outre appelé à une journée d'actions avec d'éventuels rassemblements le 17 février et à manifester le 19 février, date lancée mercredi soir par la coordination nationale des universités.

Selon le syndicat, "plus de 55 universités", sur 83 au total ont "voté la grève côté étudiants". Certains d'entre-eux étaient d'ailleurs dans la rue: des cortèges de plusieurs centaines d'étudiants ont défilé, à Rennes, Nantes et Poitiers.

Des assemblées générales ont continué à se tenir, comme à Paris-XII Nanterre, qui a reconduit la grève.

Au lendemain du lancement de la médiation sur le statut des universitaires qui aboutira à un "texte nouveau", la Conférence des présidents d'université (CPU), qui y a participé, a exprimé "de fortes réserves sur la nature et la durée" de cette médiation, "qui ne répondent pas à l'urgence de la situation".

La concertation ne peut être engagée que si "un climat de confiance" est "restauré", ce qui passe selon la CPU, par un "rétablissement des postes supprimés" dans le supérieur (900 en 2009) et un report de 2010 à 2011 de la réforme de la formation des enseignants.

"Il n'y a aucune raison aujourd'hui de repousser" cette réforme, a réagi le ministre de l'Education, Xavier Darcos, tandis que Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur, a souligné que ce n'était "pas dans l'intérêt des étudiants".

Avec les étudiants, celle-ci a néanmoins tenté de renouer le dialogue, en promettant des annonces sur l'amélioration de la condition étudiante en avril.

Le discours du président de la République le 22 janvier sur la recherche a également contribué au malaise.

La CPU a demandé aux politiques "une meilleure prise en considération des résultats de la recherche française".

"Le manque de considération dont vous avez fait preuve (...) le 22 janvier dernier a eu et aura des effets catastrophiques", ont aussi écrit, dans une lettre ouverte au chef de l'Etat, 128 chercheurs de l'Institut universitaire de France, qui a pour mission de favoriser la recherche de haut niveau.

"A budget comparable, un chercheur français publie de 30 à 50% en moins qu'un chercheur britannique dans certains secteurs. Evidemment, si l'on ne veut pas voir cela, je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé...", avait notamment déclaré M. Sarkozy.

"La qualité des productions ne se mesure pas systématiquement avec des indicateurs chiffrés et des classements", lui ont rétorqué les 128 chercheurs.

Jeudi, environ 400 chercheurs en grève, réunis en assemblée générale à Paris, ont aussi exigé le maintien du CNRS en tant qu'"opérateur de recherche", s'opposant au projet de le transformer en simple agence de moyens.

Et le groupe PS a l'Assemblée a souhaité une "mission d'information" sur la réforme du statut des enseignants-chercheurs.

Enfin, sept fédérations de l'Education ont appelé les enseignants du primaire et du secondaire à la grève et à manifester le 19 mars, demandant au gouvernement de "répondre positivement" à la mobilisation dans le "supérieur et la recherche".

La protestation s'étend en outre-mer (13.02)

LeMonde.fr (avec AFP et Reuters) - 12.02. Après vingt-trois jours de grève, les discussions entre le Collectif contre l'exploitation (LKP), à l'origine de la grève générale affectant la Guadeloupe, et les deux médiateurs désignés par le gouvernement ont été interrompues, jeudi 12 février, selon un responsable du LKP.

Au cours de la journée, les deux médiateurs, Jean Bessière et Serge Lopez, étaient censés rencontrer séparément le LKP et le patronat local avant de tenter, dans un délai non précisé, de tenir une réunion rassemblant les deux camps. Mais le collectif était arrivé à la table des négociations mécontent, contestant l'existence d'un document diffusé par le gouvernement comportant "131 points d'accord".

"NOUS NE SOMMES PAS RESTÉS, ILS NE CONNAISSENT PAS LE DOSSIER"

Il semblerait en outre que l'incapacité des médiateurs ait provoqué la colère des syndicats. "La rencontre avec les deux médiateurs a duré à peine cinq minutes, raconte Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, une des composantes du LKP. Nous sommes arrivés pour discuter, nous ne sommes pas restés, ils ne connaissent pas le dossier."

"Ils ne sont même pas au courant du nombre de points d'accord ni de leur contenu", a-t-il ajouté, avant de lancer : "Ici, il y a des gens davantage compétents, des spécialistes de la Guadeloupe. Ce n'est pas la peine de faire venir des Parisiens pour régler le conflit." Mercredi, le LKP avait encore durci le mouvement avec l'entrée en grève des personnels chargés de l'avitaillement pétrolier à l'aéroport international de Pointe-à-Pitre.

INCOMPRÉHENSION EN MARTINIQUE, GRÈVE PRÉVUE À LA RÉUNION

Cette rupture des négociations intervient alors que le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Yves Jégo, a quitté la Guadeloupe pour la Martinique, jeudi, où un mouvement similaire a débuté depuis une semaine. Il a atterri en répétant que son programme sera "de l'écoute, de l'écoute, de l'écoute". Il a rencontré le collectif rassemblant les 13 syndicats à l'origine de ce mouvement social "contre la vie chère et pour l'emploi" et doit leur faire parvenir ses propositions par écrit prochainement.

M. Jégo est attendu à Paris dans la soirée de jeudi, afin de participer au conseil des ministres demain. "Je reviendrai dès qu'il le faudra pour apporter des réponses", a-t-il assuré sur Europe 1, estimant par ailleurs que "le collectif des revendications de la Martinique est moins bien organisé que celui de Guadeloupe". Des propos qui ont provoqué la stupéfaction chez les leaders syndicaux martiniquais.

"Nous n'acceptons pas ces propos-là. De la même manière qu'il a quitté la Guadeloupe de façon cavalière, il arrivait en Martinique de façon tout aussi cavalière", a estimé le président du collectif, Michel Monrose. L'organisation, qui a obtenu une baisse de 20 % sur cent produits de base, demande également une baisse des prix de certains services, comme l'eau ou l'électricité. "Nous ne nous faisons guère d'illusions", tient tout de même à préciser M. Monrose.

A la Réunion, enfin, un collectif rassemblant les principaux syndicats, les partis de gauche et des associations a appelé à une journée de grève générale le 5 mars. Parmi ces revendications, "une augmentation de 200 euros nets sur les salaires, les minima sociaux, les retraites et les bourses étudiantes", une baisse de 20 % sur "les produits de consommation courante", un "gel des loyers sociaux" et une "baisse de

5 euros sur la bouteille de gaz". "Ce qui nous fédère, c'est notre opposition à la politique actuelle du gouvernement. Nous allons créer un rapport de forces", a assuré Eric Sorret, un porte-parole du collectif.

Rupture des négociations en Guadeloupe (13.02)

Libération (source AFP) - 12.02. Les discussions entre le collectif à l'origine de la grève générale affectant l'île depuis le 20 janvier et les deux médiateurs désignés par le Premier ministre ont été rompues à l'initiative du collectif.

Statut quo. Les discussions entre le collectif Lyiannaj kont pwofitasyon (LKP), qui est à l'origine de la grève générale affectant la Guadeloupe depuis le 20 janvier, et les deux médiateurs désignés mardi par le Premier ministre François Fillon ont été rompues, annonce le LKP.

«Nous ne reviendrons pas à la table des négociations s'il n'y a pas signature du pré-accord trouvé dimanche matin», a affirmé ce jeudi un dirigeant du LKP, Alain Plaisir.

Les six négociateurs du LKP ont affirmé qu'ils souhaitaient que l'Etat cosigne le pré-accord élaboré dimanche, à l'issue de plus de vingt heures de négociations avec le patronat.

Ce pré-accord prévoyait 200 euros d'augmentation des salaires, en contrepartie d'un allègement de 108 millions d'euros de charges salariales.

Le collectif a annoncé qu'il organisait un meeting aujourd'hui à Pointe-à-Pitre pour expliciter sa position. Une manifestation serait en préparation pour samedi.

Les deux médiateurs pourraient rencontrer dès cet après-midi (ce soir en métropole) les six négociateurs patronaux désignés par le Mouvement des entrepreneurs de Guadeloupe (MEG).

Le MEG doit réaffirmer à cette occasion, selon des sources patronales, sa préférence pour des négociations dans les branches, essentiellement l'hôtellerie de tourisme, et entreprise par entreprise.

Le patronat guadeloupéen, qui n'avait jamais accepté de participer par le passé à des négociations globales avec les confédérations et centrales syndicales implantées dans l'île, dissimule à peine son hostilité au principe d'un accord interprofessionnel.

Il s'appliquerait à l'ensemble des entreprises insulaires. Le principe d'un tel accord semble avoir la préférence du secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Yves Jégo, selon son entourage.

Sarkozy veut raccourcir le congé parental (14.02)

Lepoint.fr - 13.02. Nicolas Sarkozy a souhaité, dans un discours prononcé à l'Élysée à l'occasion de la remise des médailles de la famille, "une réflexion sur l'évolution du congé parental", qui doit être "plus court" pour faciliter le retour au travail des mères de famille. "Ces congés ont une vertu immense : permettre aux parents qui le souhaitent de ne pas travailler pour s'occuper de leurs enfants. Mais ces congés parentaux sont parfois aussi à l'origine d'un immense gâchis. Gâchis pour les femmes concernées. Parce qu'un congé parental de longue durée, c'est une rupture dans un parcours professionnel. Parfois pour les familles, c'est un problème, parce que c'est un salaire en moins. Gâchis pour la société dans son ensemble, parce que sont maintenues en dehors du marché du travail près de 800.000 femmes chaque année."

Le chef de l'État veut que "le Pôle emploi accompagne vraiment les jeunes mères dans leur retour à l'emploi, et que l'on privilégie l'aménagement des horaires de travail et le temps partiel plutôt que l'arrêt total de l'activité". Le président de la République a réclamé également que les partenaires sociaux "réfléchiss[ent] à un droit spécifique à la formation, pour les parents qui reprennent une activité après s'être consacrés à l'éducation des enfants". Pour le Président, "il faut donner un vrai choix aux familles, il faut développer les modes de garde des jeunes enfants". Il souhaite donc "que l'on puisse proposer 200.000 places d'accueil supplémentaires d'ici 2012, à la fin de [son] quinquennat". Une position pleinement soutenue, pour lepoint.fr, par la secrétaire d'État à la famille Nadine Morano. Peu après le discours de Nicolas Sarkozy, la ministre du logement Christine Boutin a évoqué cette affaire, estimant que "toutes les femmes ne sont pas ministre et doivent pouvoir continuer à consacrer, si elles le souhaitent, du temps à leur enfant".

Depuis la mise en place de la PAJE (prestation d'accueil du jeune enfant), il est possible de s'arrêter de travailler dès le premier enfant pendant six mois et à partir du 2e enfant jusqu'à ses trois ans, tout en étant rémunéré (de 139,53 euros mensuels à 552,11 euros). Mais depuis juillet 2006, justement pour éviter que les mères ne souffrent d'un long arrêt, il est déjà possible de ne s'arrêter qu'un an à partir du troisième enfant, en étant mieux rémunéré (611,59 euros à 759,54 euros).

Une polémique sur la durée du congé maternité avait rebondi après que Rachida Dati eut repris son travail seulement cinq jours après avoir accouché de sa fille, en janvier. La socialiste Ségolène Royal s'en était alors prise au chef de l'État, responsable, selon elle, d'avoir exercé une pression sur sa ministre en annonçant les grandes lignes de la réforme devant supprimer la fonction de juge d'instruction alors que celle-ci se trouvait toujours à la clinique.

Baisse d'effectifs chez Peugeot: une annonce "maladroite", selon Woerth (14.02)

AP - 13.02. Le ministre du Budget Eric Woerth a estimé vendredi que l'annonce des réductions d'effectifs chez PSA Peugeot Citroën, au lendemain de la décision de l'Etat d'attribuer une aide de 3 milliards d'euros, avait été "incontestablement maladroite".

PSA Peugeot Citroën a fait savoir mercredi son intention de continuer à réduire ses effectifs, prévoyant entre 10 et 12.000 départs cette année dans le monde.

"Ce sont des départs volontaires, sur l'ensemble des implantations internationales du groupe", a souligné le ministre sur LCI. "Sur la France, ça concerne, c'est vrai encore trop, plus de 3.000 personnes", a-t-il précisé.

"La contrepartie des aides de l'Etat est très précise (...) C'est évidemment de ne pas licencier en France, qu'il n'y ait pas de fermeture d'usines et qu'il y ait des relocalisations", a-t-il assuré.

La réforme de la formation des enseignants à son tour contestée (14.02)

AFP - 14.02. La réforme de la formation des enseignants est devenue à son tour la cible des mécontentements: les universités ont boycotté vendredi la remise des projets de masters nécessaire à cette réforme, alors que le ministre de l'Education Xavier Darcos a été jugé "insultant" à ce sujet.

Jusqu'alors, la mobilisation universitaire contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs avait un peu masqué la grogne grandissante contre la réforme de la formation des professeurs des écoles, collèges et lycées.

Mais des désaccords de fond entre les opposants à cette réforme et les deux ministères qui en sont chargés, Education nationale et Enseignement supérieur, ont éclaté vendredi au grand jour: sur l'aspect pratique de la formation et sur le calendrier de la réforme.

Celle-ci prévoit que les enseignants, des écoles aux lycées, soient recrutés à partir de 2010 au niveau "master 2" (bac+5) et que les néo-titulaires soient revalorisés. Elle supprime l'année de stages en alternance rémunérée en IUFM et instaure des stages en master.

Enfin, les formations incomberont aux universités et non plus aux Instituts de formation des maîtres (IUFM), à charge pour les universités de confectionner des projets de masters "enseignement".

La prise de position jeudi de la Conférence des présidents d'université a changé la donne: consciente de l'impopularité de cette réforme dans la communauté universitaire, la CPU en a demandé le report à 2011.

Aussitôt M. Darcos a repoussé cette demande. Mais, il a ajouté qu'il n'aurait pas besoin des universités et de "discussions sibyllines" pour organiser ses concours de recrutement en 2010, et que la formation actuelle était peu pratique, la comparant à un "simulateur de vol".

Les réactions vendredi ne se sont pas fait attendre: "contrevérités" et propos "méprisants" pour les présidents d'université et directeurs d'IUFM, "supéfiants", "insultants" et "scandaleux" pour le Sgen-CFDT, "indignes d'un ministre de la République" pour le Snesup-FSU.

Actuellement, un futur maître d'école effectue pendant l'année un stage devant classe d'un jour par semaine, ainsi que six semaines entières (soit 216 heures). Un futur professeur de collège ou lycée passe, lui, 6 à 8 heures en classe par semaine toute l'année (au moins 216 heures).

"Il est donc totalement mensonger de prétendre que 'de temps à autre, ils vont remplacer un professeur absent' et de comparer cette formation à une simple 'simulation de vol'", ont dénoncé les présidents d'universités et d'IUFM.

Au contraire, de nombreux opposants jugent que la réforme va réduire dangereusement la formation devant une classe.

Elle prévoit des stages d'observation et de pratique accompagnée en master, des stages en responsabilité de "108 heures maximum" en

master 2 pour 40.000 étudiants (120.000 ont passé les concours en 2007 pour quelque 15.000 reçus) et un "tutorat" de 3 heures par semaine la première année d'enseignement.

Mais le désaccord porte aussi sur le calendrier: la CPU demande le report à 2011, ce que M. Darcos refuse, le PS jugeant que par ce "mépris" le ministre "prend le risque d'un affrontement durable".

En effet, les universités, dans leur grande majorité, s'apprêtaient vendredi à refuser de transmettre d'ici la date limite de lundi les "maquettes" de masters nécessaires à la réforme. Des cérémonies de "non remise" de ces maquettes ont été organisées vendredi à Bordeaux et à Paris.

Vendredi soir, le délai a été repoussé au 31 mars.

La paralysie se poursuit en Guadeloupe et en Martinique, appel à la grève générale à La Réunion (14.02)

AP - 14.02. La quasi-totalité des services publics et commerces étaient toujours paralysés vendredi en Guadeloupe et en Martinique, tandis qu'un appel à la grève générale et à des manifestations a été lancé pour le 5 mars à la Réunion.

A La Guadeloupe, la grève générale qui paralyse l'île depuis le 20 janvier se poursuit et le collectif à l'origine du mouvement, Liyannaj kont pwofitasyon (LKP, Ensemble contre la surexploitation), appelle "de façon solennelle le Peuple Guadeloupéen à poursuivre et amplifier la mobilisation".

Jeudi, le collectif a suspendu les négociations avec les médiateurs du gouvernement français. Le LKP, qui rassemble 49 organisations, partis et syndicats, exige que l'Etat s'engage dans le pré-accord conclu la semaine dernière avec le patronat et les collectivités locales. Ce pré-accord prévoyait une augmentation de 200 euros pour les salariés percevant jusqu'à 1,6 fois le SMIC, soit environ 45.000 personnes. Mais le patronat demandait que ces mesures soient compensées par des exonérations de charge consenties par l'Etat.

Or François Fillon a adressé une fin de non-recevoir aux demandes patronales d'allègements de charges. "L'Etat ne saurait à l'évidence se substituer aux partenaires sociaux dans les responsabilités qui leur reviennent", a considéré le Premier ministre.

Le LKP, selon son porte-parole en métropole Jocelyn Lapitre, ne reviendra pas à la table des négociations s'il n'y a pas signature de ce pré-accord.

"Nous continuons la grève, et nous appelons toujours les Guadeloupéens à manifester dans les rues. Aujourd'hui ce sont plus de 100.000 personnes qui descendent dans les rues et je crois que quand dans un pays de 460.000 habitants, 100.000 personnes descendent dans les rues, je crois qu'il faut en tenir compte", a de son côté déclaré sur RTL Elie Domota, porte-parole du LKP.

Commentant par ailleurs l'annonce du président Sarkozy de la mise en place d'un conseil interministériel de l'Outre-mer, Elie Domota a jugé "dommage" qu'il ait fallu "attendre 24 jours pour avoir une attention particulière du gouvernement".

"On attend de voir ce qu'ils vont nous dire. Jusqu'à maintenant, on a vu le gouvernement prendre un engagement puis on entend dire M. Fillon dire qu'ils ne sont plus d'accord, donc on ne comprend pas ce qui se passe", a-t-il ajouté.

En Martinique, où une grève générale est observée depuis le 5 février, quelque 5.000 manifestants, selon les chiffres de la préfecture, ont défilé vendredi à Fort-de-France à l'appel du "Collectif du 5 février". Ce mouvement regroupant plusieurs syndicats dont la GGT-Martinique est mobilisé contre la vie chère et pour l'amélioration du pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires et l'emploi. Les manifestations sont quotidiennes à Fort-de-France, et la plus importante jusqu'à présent a rassemblé 15.000 personnes lundi, selon les chiffres de la préfecture.

Le collectif examinait vendredi les 39 propositions présentées la veille par le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo lors de son passage en Martinique. Ces propositions portent notamment sur une "baisse immédiate" des prix du carburant (moins huit centimes d'euros pour l'essence et moins dix centimes pour le gazole) et le versement d'une "prime exceptionnelle de 200 euros, dès le mois d'avril, aux 50.000 foyers martiniquais" percevant "les plus bas revenus".

A La Réunion, par ailleurs, un collectif regroupant 25 syndicats dont la CGTR, partis de gauche dont le PS et associations comme Agir contre le chômage appelle à une journée de grève générale et manifestations pour le 5 mars.

Le collectif réclame en particulier une augmentation de 200 euros nets sur les salaires, les minimas sociaux, les retraites et les bourses étudiantes. Il réclame également une baisse de 20% des produits de consommation courante, un gel des loyers sociaux et une baisse de cinq euros sur la bouteille de gaz.

Invité du journal de 20h vendredi sur France 2, Yves Jégo a déploré un "climat de terreur, un climat de pression" sur certains commerçants en Guadeloupe pour qu'ils ferment leur magasins. Peu de plaintes ont été enregistrées jusqu'à présent, parce que "les commerçants nous disent, 'vous savez, si on porte plainte, demain, ils viendront se venger. On ne peut pas rester dans une situation de cette nature-là', on ne "peut pas accepter que des situations de droit ne soient pas respectées", a-t-il dit.

L'Etat, a expliqué M. Jégo, va "conforter les entreprises pour qu'elles puissent faire de bonnes négociations salariales". Mais l'Etat "sera aussi un Etat de droit qui fera respecter le droit et qui fera en sorte qu'en Guadeloupe, comme partout dans notre pays, on puisse circuler librement et qu'un commerçant qui veuille ouvrir sa boutique puisse le faire", a-t-il souligné.

Enseignants-chercheurs: Nicolas Sarkozy demande que "soient rapidement explorées de nouvelles pistes" (14.02)

AP - 13.02. Le président Nicolas Sarkozy a demandé vendredi "que soient rapidement explorées de nouvelles pistes pour l'évaluation des enseignants chercheurs et l'organisation de leurs services", annonce l'Elysée dans un communiqué.

Le chef de l'Etat s'est entretenu dans l'après-midi à l'Elysée avec la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Valérie Pécresse et la médiatrice Claire Bazy-Malaurie, afin de "faire un point sur les discussions en cours concernant la réforme du décret statutaire sur les enseignants-chercheurs", ajoute le communiqué.

Mercredi, Valérie Pécresse a confirmé que le décret contesté par les syndicats allait être "retravaillé" lors d'une période de concertation de deux mois sous l'égide d'une médiatrice, qui sera suivie de négociations avec les organisations syndicales.

Réunie à Paris VIII à Saint-Denis mercredi, la coordination nationale des universités a voté plusieurs motions, appelant notamment à une journée nationale de manifestations le jeudi 19 février et proposant l'organisation d'une "manifestation nationale réunissant l'ensemble du personnel éducatif à une date proche (fin février ou début mars)".

Pour la coordination, "il apparaît clair que les attaques contre l'université ne sont qu'un élément d'une politique plus générale de destruction du service public d'éducation de la maternelle au supérieur". Elle appelle en conséquence "à la convergence des revendications de la maternelle à l'enseignement supérieur" et "invite les enseignants du premier et du second degré et leurs organisations syndicales à rejoindre ce mouvement".

Guadeloupe: "Nous ferons respecter l'Etat de droit si besoin est", prévient Yves Jégo (16.02)

AP - 16.02. "Nous ferons respecter l'Etat de droit si besoin est. Avec fermeté mais sans brutalité", prévient le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo, alors que la situation n'évolue pas en Guadeloupe, après plus de trois semaines d'une grève générale qui paralyse l'île.

"Ça suffit, la Guadeloupe ne peut plus attendre. Nous sommes à la croisée des chemins", déclare M. Jégo dans un entretien publié lundi dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France".

"Soit on risque l'affrontement, ce que ne souhaite pas le gouvernement", explique-t-il. Soit "les six présidents des organisations patronales et les six secrétaires généraux des syndicats se parlent et se mettent d'accord". Et alors, "la Guadeloupe en sortira grandie".

En tout état de cause, "nous ferons respecter l'Etat de droit si besoin est", car "il n'est pas normal que des commandos de trois ou quatre personnes fassent fermer des usines ou des magasins et prennent la population en otage", juge Yves Jégo, réaffirmant que "la balle est dans le camp du patronat" qui doit "formuler une proposition complète très rapidement".

Commentaire : 100.000 personnes dans les rues sur une population de 460.000, ils appellent cela "un commando" ! C'est l'équivalent de 13 millions de manifestants en métropole.

La menace de recourir à la force pour briser le mouvement social qui est engagé en Guadeloupe est brandie. Si le gouvernement y recourait, la crise sociale prendrait une tournure politique, dans ce cas, il n'y aurait plus qu'à jeter à la mer le préfet, les représentants de l'Etat et les grands propriétaires, prendre le pouvoir politique et le contrôle des grandes entreprises !

Pas de compromis à l'horizon en outre-mer (16.02)

LeMonde.fr - 16.02. Après une nouvelle manifestation, samedi, le 'collectif contre l'exploitation' (LKP), à l'origine du conflit qui paralyse la Guadeloupe, appelle à une amplification du mouvement cette semaine, demandant au gouvernement de respecter ses engagements en ce

qui concerne les hausses de salaire. Réponse, par la voix du conseiller social de l'Elysée, Raymond Soubie : 'le sujet des salaires relevait de la discussion entre les partenaires sociaux (...) L'Etat ne peut pas se substituer aux entreprises'.

Sur place, les négociations sont au point mort et l'agitation a gagné la Martinique, la Guyane et La Réunion. Lire la suite l'article A Pointe-à-Pitre, les collectivités locales ont proposé, samedi, l'octroi pendant quelques mois d'une 'prime salariale' de 100 euros mensuels aux salariés touchant moins de 1,4 fois le SMIC. Une mesure refusé par le leader du LKP Elie Domota. 'Le mouvement ne s'essouffle pas, il s'amplifie', a prévenu M. Domota, demandant que le gouvernement respecte 'ses engagements' en terme d'augmentation des bas salaires sur la base d'un protocole d'accord datant du 8 février.

Par ailleurs, il a durci le ton en accusant l'Etat de vouloir 'tuer les Guadeloupéens' en envoyant des renforts de gendarmes. Sur place, aucun incident n'a été relevé, mais devant l'établissement un gendarme a déclaré craindre un 'durcissement'. 'Il n'y a pas lieu d'appeler au durcissement du mouvement, a estimé Charlie Lando, membre du LKP. Il se durcit de lui-même'.

En Martinique, paralysée depuis 10 jours, plusieurs parlementaires avaient invité à 'desserrer l'étau' de la grève. Le collectif menant le mouvement a quitté les négociations samedi, après un différend avec la grande distribution. Samedi, le mouvement a fait tâche d'huile à La Réunion. Une centaine de manifestants ont fait irruption dans un hypermarché de Saint-Denis, distribuant des tracts contre la vie chère.

Les politiques multiplient les pistes pour tenter de désamorcer la crise. Le député PS Arnaud Montebourg, qui s'est rendu avec une délégation PS à la Réunion, demande à l'Etat de prendre des 'mesures d'exception', constatant un 'décalage dangereux entre l'absence d'Etat et la situation d'urgence d'une population'. 'Il faut que le gouvernement bouge', a-t-il résumé, alors que le sénateur David Assouline, autre membre de la délégation, mettait en garde contre 'le risque d'embrasement' si rien n'est fait.

Raymond Soubie, conseiller social à l'Elysée, a répliqué en soulignant que le conflit en Guadeloupe sur les salaires 'relevait de la discussion entre les partenaires sociaux'. 'L'Etat a fait tout ce qu'il devait faire, comme d'ailleurs les collectivités locales (...) Le reste, les négociations salariales, est une affaire entre le patronat et les syndicats', a-t-il expliqué lors de l'émission Dimanche Soir Politique France Inter-Le Monde-iTélé.

Par ailleurs, il a estimé qu'une augmentation des salaires équivaldrait 'une charge trop importante, de manière instantanée sur les entreprises' qui 'pourrait faire basculer totalement l'économie de l'île et donc déboucher sur plus de chômage'.

Les cas des DOM sera notamment discuté lors de la réunion sociale organisée par l'Elysée, le 18 février. M. Soubie a affirmé qu'elle aboutira à 'des décisions' mais aussi à des 'processus de négociation' afin d'aider les victimes de la crise et d'introduire plus de justice'.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Yves Jégo, a assuré que le projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer sera 'réadapté' afin qu'il 'soutienne les entreprises les plus fragiles'. Le texte sera présenté au Parlement le 10 mars, selon la secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Rama Yade. Mme Yade, qui a défendu l'action du gouvernement dans ce dossier, a tout de même souligné le 'lourd malaise' qui se manifeste dans les DOM.

Protectionnisme: les pays du "dumping fiscal" n'ont pas à accuser Paris, estime Raymond Soubie (16.02)

AFP - 15.02. Les pays européens qui ont "de manière délibérée" pratiqué un "véritable dumping fiscal" n'ont pas à accuser de protectionnisme la France, qui ne cherche qu'à améliorer son "attractivité", a estimé dimanche le conseiller social de Nicolas Sarkozy. "Nous connaissons toute une série de pays d'Europe qui sont à l'Est, ou quelque part au Nord-Est de l'Europe, qui depuis des années appliquent des dispositifs fiscaux, avec quasiment pas d'impôt sur les sociétés, qui sont du véritable dumping fiscal," a jugé Raymond Soubie à l'émission "Dimanche soir politique" France Inter-Le Monde-i télé.

"Alors il ne faut pas que ces pays nous disent + vous faites maintenant du protectionnisme + alors que de manière délibérée ils appliquaient depuis des années ces politiques là," a-t-il poursuivi.

"Si nous avons des politiques économiques fiscales et sociales qui permettent de renforcer notre industrie, ce n'est pas mal. Ce n'est pas du protectionnisme, c'est simplement de l'attractivité du territoire," a-t-il jugé.

"L'objectif n'est pas d'être protectionniste, être protectionniste ça veut dire installer des droits de douane plus importants, des contingents plus importants, la France ne le fait pas, du reste elle ne peut pas le faire, il n'y a que l'Union européenne qui pourrait le faire".

"Ce que fait la France c'est d'essayer de rendre plus compétitive son industrie pour qu'il y ait plus d'industriels qui restent en France et plus d'industriels qui aient envie de venir en France", a-t-il assuré.

M. Sarkozy avait déclenché l'ire de la République tchèque, soutenue par la Slovaquie, pour avoir récemment souhaité que les constructeurs automobiles français rapatrient leurs usines délocalisées dans ces pays.

Et le plan français de soutien au secteur automobile, qui conditionne les aides au maintien par les constructeurs de leurs usines en France, a déclenché cette semaine une polémique, le plan ayant été jugé préoccupant par la Commission européenne, alarmant par les industriels allemands et protectionniste par la présidence tchèque de l'UE.

Le nombre de caméras sur la voie publique va tripler (17.02)

LePoint.fr - 16.02. La ministre de l'Intérieur prévoit le triplement des caméras sur la voie publique d'ici à fin 2009. "On passera de 20.000 à 60.000", précise Michèle Alliot-Marie dans un entretien à France-Soir, ajoutant avoir signé un décret le 22 janvier qui "facilite et raccourcit la procédure permettant d'accéder à de tels équipements".

Par ailleurs la locataire de la place Beauvau explique que "dans la prochaine loi sur la sécurité intérieure, 555 millions d'euros seront consacrés sur cinq ans au développement des nouvelles technologies : police technique et scientifique et vidéoprotection. Cette dernière vient une fois encore de démontrer son efficacité contre les vols à main armée, en permettant la semaine dernière l'arrestation rapide de deux auteurs d'une attaque contre une moyenne surface du 15e arrondissement de Paris".

"Un ré déploiement de 4.000 policiers dans les quartiers sensibles, notamment en banlieue parisienne, est également prévu. Une mesure qui s'accompagne de la mise en place des Uteq (ndlr : Unités territoriales de quartier) et des compagnies de sécurisation, qui se poursuivra jusqu'à fin 2011." Et d'ajouter : "Si vous ajoutez à cela le recrutement de plusieurs centaines d'emplois administratifs, de façon à remettre sur le terrain les policiers auparavant affectés à ces tâches, vous constaterez que nous avons les moyens de nos ambitions."

Troisième semaine de contestation dans les universités (17.02)

AP - 16.02. Les syndicats de l'Enseignement supérieur et l'UNEF ont entamé lundi une troisième semaine de mobilisation dans les universités contre les réformes du gouvernement. Une journée d'actions "diversifiées" est prévue mardi, avant de nouvelles manifestations jeudi.

Selon un décompte de l'Union nationale des étudiants de France, des assemblées générales ont voté lundi la grève dans 55 universités sur 85. Le ministère de l'Enseignement supérieur parle de son côté d'une quinzaine d'universités "partiellement perturbées".

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER, organisme consultatif où siègent les partenaires sociaux représentés dans le monde universitaire), réuni lundi matin, a adopté par 18 voix contre deux une motion contre les réformes du gouvernement, avant que les principaux syndicats ne claquent la porte de la réunion.

"L'ensemble des projets du ministère (...) sont imposés de force à la communauté universitaire", dénonce notamment le texte qui demande à Valérie Pécresse "de prendre la mesure de la situation et d'agir en conséquence en prenant en considération les demandes des organisations représentatives".

Sur les réformes en cours, le CNESER demande "une remise à plat totale" du projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs et le "retrait du dispositif gouvernemental de démantèlement de la formation des enseignants et des concours".

Le CNESER demande également une "augmentation conséquente des moyens, afin de permettre un financement prenant en compte les besoins", le "rétablissement des emplois supprimés au budget 2009", ainsi qu'un "plan pluriannuel de création d'emplois dans le cadre d'un budget consolidé fortement revalorisé".

Le "refus de la précarité (CDD) par la création d'emplois stables de fonctionnaires", "l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche", la "revalorisation de toutes les carrières", "l'amélioration des rémunérations", "un rattrapage de la perte de pouvoir d'achat des dix dernières années", ainsi qu'une "politique ambitieuse pour la vie étudiante" figurent également dans les revendications mises en avant par la motion.

Dans un communiqué diffusé lundi, le Syndicat national de l'Enseignement supérieur (SNESUP, premier syndicat des enseignants du supérieur) dénonce pour sa part le "refus opposé" aux revendications "tant par le président de la République que par des ministres arrogants". Pour le syndicat, "le prolongement de la grève sous toutes ses formes ainsi que la mobilisation pour la journée nationale de manifestations du 19 février sont indispensables".

Mardi, les syndicats prévoient notamment de nouvelles assemblées générales ainsi que des distributions de tracts dans des lieux publics, avant des manifestations dans toute la France jeudi, comme les 5 et 10 février derniers.

Le ton monte en Guadeloupe (17.02)

La Tribune - 16.02. Neuf barrages ont été érigés lundi par le Collectif contre la vie chère (LKP), à l'origine de la grève générale qui dure depuis cinq semaines en Guadeloupe, sur plusieurs axes routiers stratégiques, a annoncé la préfecture ce matin. Douze personnes ont été interpellées et une quarantaine seraient en cours d'arrestation aux alentours des barrages, selon une source policière.

Le Premier ministre François Fillon a estimé que ces barrages ne constituaient pas des "moyens légaux" d'expression. "Il faut que les stations d'essence soient le plus possible accessibles, il faut que les gens puissent se déplacer, il faut que les Guadeloupéens puissent se procurer les produits de première nécessité", a-t-il déclaré. François Fillon a par ailleurs indiqué que les médiateurs envoyés en Guadeloupe allaient faire des propositions "dans les prochaines heures". "Les médiateurs ont rencontré le patronat et les organisations syndicales. Ils sont en train de mettre la main à des propositions qui peuvent servir de base à une vraie négociation, cette fois-ci solide, entre les partenaires sociaux", a-t-il dit.

Les négociations entre le patronat et le LKP achoppent jusqu'à présent sur l'augmentation des bas salaires. Alors que le patronat de l'île souhaite voir financer cette augmentation par le biais d'un allègement des charges patronales, François Fillon, a opposé la semaine dernière une fin de non-recevoir à cette demande. Le collectif LKP - dont la cote de popularité semble intacte après un mois de grève - a rassemblé samedi dans la ville du Moule près de 9.000 sympathisants, selon la police, et 50.000, selon les organisateurs.

"Le mouvement ne s'essouffle pas, il s'amplifie", a prévenu le leader du LKP, Elie Domota, qui a durci le ton, accusant l'Etat de vouloir "tuer les Guadeloupéens" en envoyant des renforts de gendarmes.

Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, a renvoyé la responsabilité de l'impasse actuelle au patronat de l'île. "La balle est dans le camp du patronat qui doit, je l'espère, formuler une proposition complète très rapidement", a-t-il déclaré dans un entretien publié ce lundi par "Le Parisien". "Nous (l'Etat, Ndlr) n'avons pas le pouvoir de décider des salaires, pas plus en métropole qu'en Outre-Mer", a affirmé Yves Jégo.

Yves Jégo réfléchit par ailleurs à des modifications du projet de loi pour le développement économique, adopté en juillet par le conseil des ministres, qu'il doit défendre le 10 mars au Sénat en première lecture. Il compte l'adapter aux crises économique et sociale ainsi qu'aux besoins des PME.

Le Medef de Guadeloupe, par la voix de son président Willy Angèle, s'est pour sa part tourné vers les manifestations pour leur adresser une mise en garde, dimanche, contre les conséquences économiques du blocage. L'organisation a estimé qu'entre 8.000 et 12.000 emplois, sur 79.000, pourraient être détruits dans le secteur privé. Il a affirmé avoir le sentiment d'être "le seul" à faire des propositions à la fois à l'Etat et au collectif LKP et a réclamé une loi-programme spécifique et un "plan de soutien de l'économie" pour le département.

LO en campagne pour les Européennes en solo... et sans Arlette Laguiller (18.02)

AFP - 17.02. Lutte ouvrière a annoncé lundi ses têtes de listes pour la Européennes de juin, campagne qu'elle entend conduire en solo dans le seul but de faire entendre "une voix communiste révolutionnaire", et pour la première fois sans la figure historique d'Arlette Laguiller.

C'est la nouvelle porte-parole de l'organisation trotskiste, Nathalie Arthaud, entourée des têtes de liste LO, qui a présenté lors d'une conférence de presse les candidats du parti dans sept des huit circonscriptions régionales - LO ne présentant pas de liste en Outre-mer.

La jeune enseignante conduira la liste dans le sud-est et Jean-Pierre Mercier, ouvrier dans l'automobile, en Ile-de-France. Au total cinq femmes et deux hommes sont têtes de liste.

Pour la première fois depuis 1974, Arlette Laguiller, figure emblématique du parti, sera absente d'une élection et ne conduira aucune liste. Venue à la conférence de presse, elle n'a pas pris la parole mais a posé pour la photo de famille, à la grande satisfaction des photographes. "Il fallait couper totalement, les laisser faire", explique-t-elle en aparté.

Mais celle qui a longtemps incarné Lutte ouvrière ne sera pas totalement absente puisqu'elle animera, avec Mme Arthaud, 17 meetings, notamment le 6 mars à Paris avant même l'ouverture de la campagne électorale.

Sans attendre l'issue des pourparlers entre formations de gauche pour un éventuel front aux Européennes, Lutte ouvrière a annoncé la couleur: elle n'envisage aucune alliance, ni avec le NPA d'Olivier Besancenot -qui ne le lui a d'ailleurs pas proposé - ni avec le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, qui y est favorable.

"Nous voulons qu'à l'occasion des ces élections se fasse entendre une voix communiste révolutionnaire", argue Nathalie Arthaud. "Nous sommes les seuls à porter un programme communiste révolutionnaire", alors que le NPA de Besancenot "n'a pas de référence au

communisme" après avoir abandonné le "C" de la LCR.

"Nous voulons avoir les mains libres", "notre priorité est d'exprimer et de défendre notre politique", nouer des alliances serait "dénaturer notre position", ajoute la leader trotskiste. "Nous ne sommes pas prêts à le faire pour quatre ou cinq élus de plus, qui de toutes façons ne vont pas peser (au Parlement de Strasbourg), cela ne vaut pas le coup".

Lutte ouvrière qui s'était alliée avec la LCR aux Européennes de 1999 -ce qui avait valu trois eurodéputées- est cette fois sans illusion et ne se lance pas pour avoir des élus, le seuil de 5% pour obtenir des sièges désavantageant les petites formations.

"Nous n'avons aucune illusion sur le rôle du Parlement européen qui ne sert qu'à donner un décorum démocratique aux tractations publiques ou secrètes entre Etats nationaux et grands groupes capitalistes", lance la nouvelle porte-parole. "La crise économique a des conséquences dramatiques pour les classes populaires" et LO sera présente "avant tout pour dénoncer" et dire que "la seule façon de mettre fin aux crises, c'est de mettre fin au capitalisme lui-même".

Et d'exprimer l'espoir que "la mobilisation massive en Guadeloupe et en Martinique annoncera un printemps de luttes" et une "grève générale" dans toute la France.

L'extrême gauche défile pour la Guadeloupe «qui nous montre la voie» (17.02)

Liberation.fr - 17.02. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Paris lundi soir, aux côtés des leaders du NPA, de LO, du PCF ou du Parti de gauche de Mélenchon qui ont réussi l'union pour l'occasion.

«Les Antillais nous montrent la voie pour les salaires et pour l'emploi!» «C'est fini la colonisation!» «Antilles et métropole, yes we can!» «A bas la grande distribution!»

Il est 18 heures place de Clichy, à Paris (XVIIIe) et c'est le grand soir de la gauche de la gauche. La manifestation de soutien aux Guadeloupéens – ils sont en grève générale depuis le 20 janvier – et aux Martiniquais se met en marche. Les slogans commencent à fuser. Le cortège, lui, gonfle à toute vitesse. Dans une heure, il comptera plusieurs milliers de personnes.

«Enfin, il y a une manif pour les Antillais, se félicite Alain Krivine, du tout nouveau Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Elle n'a pas été facile à organiser, il y a eu beaucoup d'hésitations à gauche. Mais là, c'est fait, l'unité est réalisée», se félicite le trotskyste. Qui n'a pas besoin de regarder dans sa boule de cristal pour déclarer: «On est à la veille d'événements graves. La répression a commencé...»

A quelques mètres, Clémentine Autain, membre de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, marche sur le trottoir avec son jeune fils, assis dans une poussette. Elle s'arrête un instant: «Cette manif de soutien est on ne peut plus normale. Il se passe des événements fondamentaux là-bas. Et le gouvernement s'en moque. Sarkozy a parlé quatre-vingt dix minutes en réussissant à faire l'impasse sur cette question. Cette attitude de mépris a vraiment des relents de colonialisme», déclare calmement la jeune femme. «Et ce qui se passe là-bas n'est pas sans lien avec ce qui se passe ici. C'est important qu'on leur renvoie un écho.»

«Nul ne peut accepter une société à deux vitesses» Le long ruban se déroule, direction Saint-Lazare. En tête, les dirigeants des principales formations politiques et syndicales de la gauche de la gauche. Au côté d'Arlette Laguiller (LO), se tiennent Olivier Besancenot (NPA), Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche)... et Patrick Lozès, président du Cran (Conseil représentatif des associations noires). «Cette importante mobilisation est essentielle, dit Lozès. Il faut être nombreux pour dire que nul ne peut accepter une société à deux vitesses.»

Lui aussi ne décolère pas contre Sarkozy et ses troupes. «Il a fallu vingt-quatre jours au Président pour se rendre compte de la mobilisation et pour que les Guadeloupéens soient considérés comme des Français à part entière.» Et le représentant associatif d'énumérer: «En Guadeloupe, 1% de la population possède 52% des terres agricoles et 90% des richesses industrielles. C'est inacceptable!»

Dans quelques minutes, à l'arrivée à Saint-Lazare, Arlette Laguiller ne dira pas autre chose. «Les responsables des prix sont identifiables. En Guadeloupe, il y a une douzaine de familles qui rackettent la population avec l'accord du gouvernement. Ces békés (Guadeloupéens blancs, ndr) ont des amitiés au plus haut niveau de l'Etat français.» Et la chef de file LO de métaphoriser: «C'est le prix du carburant qui a allumé l'incendie social. Rien d'étonnant, c'est Total, via une filiale, qui contrôle totalement la distribution de l'essence en Guadeloupe.» La trotskyste n'a qu'un souhait: «Que la lutte se propage à l'ensemble de la classe ouvrière.»

«Les békés sont les mêmes là-bas et ici» Il est 18h40. La tête du cortège approche de Saint-Lazare. Philippe, 57 ans, retraité, est présent pour marquer sa «solidarité avec ce qui se passe dans les Dom-Tom, pour donner du poids à ce qui se passe là-bas, aider à faire bouger les choses... Là, c'est le statu quo.» Marcia Maria, 59 ans, est chanteuse de jazz brésilien. Et «française de coeur et de nationalité». Elle aussi manifeste pour ses «voisins», ses «frères», parce que «l'union fait la force». Elle dit: «Le monde entier doit se mobiliser pour changer.»

A 19 heures, la tête de la manifestation stationne face à la gare Saint-Lazare. Les leaders politiques prennent tout à tour le micro. «Halte aux pratiques colonialistes! déclare Olivier Besancenot. La répression est une raison supplémentaire de se mobiliser. Le peuple de Guadeloupe nous a montré la voie à ce que pourrait être une grève générale ici pour imposer la répartition des richesses dont on a besoin.» «Les békés sont les mêmes là-bas et ici», renchérit Jean-Luc Mélenchon. Vive la lutte, vive la solidarité! Ce gouvernement ne connaît que la répression.»

A quelques mètres, deux jeunes Antillais brandissent une pancarte en carton: «40 arrestations, 2 blessés grave.» Il est 20 heures. Le cortège s'est dispersé dans Paris. Sans incidents. Restent quelques manifestants qui ne se résignent pas à quitter les lieux et des CRS qui les surveillent à distance. Le grand soir s'est couché.

Commentaires : "le grand soir s'est couché", c'est bien la lamentable démonstration qu'ont offert tous les organisateurs de cette manifestation, il fallait y ajouter le POI. On ne peut pas mieux dire : ils sont tout juste bons à "se coucher" devant le régime honni par les masses.

Il n'y en a même pas un qui ose dire tout fort ou écrire que Sarkozy et son gouvernement sont minoritaires dans le pays et illégitimes, alors qu'on en a la démonstration sous les yeux tous les jours. Ils sont décidément en dessous de tout.

Comment dire, la palme de l'opportunisme revient à Besancenot et Autain qui ont avancé le facteur colonial qui est étranger à la mobilisation des travailleurs des DOM-TOM classe contre classe, afin de les diviser. Pour faire oublier qu'ils sont incapables de proposer la moindre issue à la crise du capitalisme, qui de toutes manières ne pourra pas être résolue dans les DOM-TOM avant d'avoir été résolue sur le plan politique en métropole.

La seule manière efficace de manifester sa solidarité avec les travailleurs des DOM-TOM en grève générale illimitée pour la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications, c'est d'appeler les travailleurs en métropole à se mobiliser pour chasser Sarkozy et son gouvernement, les institutions, et en finir avec le capitalisme, dont la survie pendant beaucoup trop longtemps est à l'origine de la situation sociale actuelle catastrophique. Dresser la classe contre l'Etat et ses représentants à la solde du capitalisme, voilà la seule réponse à la hauteur de la situation.

Face à l'intransigeance du gouvernement et du patronat, la solution à la situation ne peut être que de nature politique.

La position des dirigeants des partis ouvriers fait fâcheusement penser au front unique anti-impérialiste qui n'était pas foutu de lutter contre son propre impérialisme.

Je n'ai pas évoqué la connerie pure et dure de Mélenchon pour la réserver pour la fin, il a dit : «*Les békés sont les mêmes là-bas et ici*». Un internaute lui a répondu comme il fallait : " *Les propos de Melanchon sur les Békés sont une honte pour la gauche. Les Békés sont les blancs créoles; leur identité est donc leur couleur de peau et leur ascendance. ça n'a rien à voir avec leurs idées politiques ou leurs positions*"

Vous avez raison monsieur, Mélenchon a balancé depuis longtemps la lutte des classes, pour lui la seule chose qui compte en dernier ressort : soutenir le régime en place. PS = PG !

Le Medef refuse d'alourdir les dépenses sociales des entreprises (18.02)

Reuters - 17.02. Les entreprises françaises sont trop fragiles pour supporter de nouvelles dépenses sociales, a déclaré la présidente du Medef, Laurence Parisot, à la veille du sommet social organisé par Nicolas Sarkozy.

L'organisation patronale repousse ainsi toute revalorisation exceptionnelle ou anticipée du salaire minimum et met en garde les autorités contre une politique de "gabegie" qui répondrait aux revendications sociales par des mesures de court terme.

Lors de sa conférence de presse mensuelle, Laurence Parisot s'est prononcée mardi pour l'assouplissement du dispositif de chômage partiel.

Elle a également souhaité qu'un comité rassemblant pouvoirs publics, syndicats et organisations patronales examine comment mieux utiliser les dispositifs actuels pour répondre à la crise.

"Les dispositifs existent, l'enjeu c'est de les faire fonctionner", a-t-elle dit, citant le chômage partiel, l'assurance-chômage et la formation professionnelle, objets de négociations entre les partenaires sociaux ces derniers mois.

Le chômage partiel est "un outil utile en ce moment" et "nous sommes tous d'accord pour envisager quelque mécanisme complémentaire

pour lui donner un peu plus de souplesse", a-t-elle dit.

Mais les entreprises ne peuvent aller plus loin, surtout les moins grandes qui sont menacées par la chute des commandes.

"Parmi les victimes de la crise, il y a aussi et, pour ne pas dire en tout premier, les TPE et les PME de notre pays", a dit Laurence Parisot, selon qui "le tissu de TPE et de PME est en grand danger."

Ainsi, "une hausse excessive du smic c'est la garantie de la mise au tapis de dizaines de PME (...) C'est pas le moment de faire ça".

La responsable patronale a également rejeté toute polémique sur le partage des richesses et la "règle des trois tiers" évoquée par le chef de l'Etat, selon laquelle les entreprises devraient partager leurs bénéfices en trois : investissement, rémunération des actionnaires et rémunération des salariés.

Selon Laurence Parisot, les entreprises françaises n'ont "pas à rougir" du niveau de rémunération des salariés qui bénéficient en plus de l'intéressement et de la participation, un dispositif unique dans les pays occidentaux, selon elle.

Quant au niveau du dividende, "c'est quelque chose qui touche à un principe essentiel qui est le droit de propriété. Seul l'actionnaire peut décider du montant des dividendes".

Sommet social: le MEDEF ferme la porte à toute hausse de salaire (18.02)

AP - 17.02. A la veille du sommet social, la présidente du MEDEF Laurence Parisot a fermé mardi la porte à toute hausse de salaire de la part des entreprises. Selon elle, 57.000 entreprises ont fait faillite en 2008.

"Nous enregistrons des chutes de carnets de commandes tout à fait impressionnantes, spectaculaires", a déclaré la présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) Laurence Parisot mardi lors de son point de presse mensuel. "Chaque secteur d'activité, chaque entreprise, explique n'avoir jamais enregistré un tel phénomène depuis 20 ou 30 ans".

"C'est avec cette situation à l'esprit que nous avons préparé la réunion du 18 février", prévue à l'Élysée entre Nicolas Sarkozy et les partenaires sociaux.

Pour le MEDEF, "la priorité des priorités c'est l'emploi". La principale organisation patronale de France demande la mise en place d'un "comité de coordination des réponses à la crise" dans lequel siègeront l'Etat, le patronat et les syndicats. Cet organisme ferait office de "vigie", avec comme objectif d'être "efficace", d'éviter "les superpositions".

Quant aux éventuelles pistes qui sortiront de ce sommet social, la présidente du MEDEF demande qu'elles fassent l'objet d'une simple "délibération sociale" entre les partenaires sociaux, c'est-à-dire des discussions pendant plusieurs semaines voire plusieurs mois pour décider des sujets éventuellement négociables.

En ce qui concerne une éventuelle hausse des salaires réclamée par les syndicats, "nous n'avons pas à rougir de la part consacrée à la rémunération du travail dans la valeur ajoutée des entreprises", répond Mme Parisot.

Et selon elle, le "profit distribuable" peut être "divisé en deux, pas en trois ou en quatre", la première partie étant les "dividendes versés aux actionnaires" et la seconde l'"autofinancement", pour permettre notamment de "renforcer ses fonds propres, ce dont nous allons avoir besoin dans les mois qui viennent".

Quant à un coup de pouce au SMIC, la "patronne des patrons" a dit qu'elle ne voulait pas "participer d'une manière ou d'une autre à une décision" qui conduirait "à la mise au tapis de dizaines de PME".

Le sommet social, un scénario écrit d'avance ? (18.02)

Reuters - 18.02. Le scénario du sommet social convoqué mercredi par le président Nicolas Sarkozy au Palais de l'Élysée semble dans une large mesure écrit d'avance.

Le Medef a fermé mardi la porte aux hausses de salaires réclamées par les syndicats, qui brandissent de leur côté la menace de grèves et de manifestations pour les obtenir.

Mais, pour le député UMP Frédéric Lefebvre, les syndicats savent qu'ils n'auront gain de cause ni sur cette question ni pour leur demande d'abrogation de la loi travail-emploi-pouvoir d'achat, qui exonère de charges les heures supplémentaires.

"Quand ils demandent une augmentation du smic, ils savent eux-mêmes que c'est porteur de difficultés", a dit à Reuters le porte-parole de l'UMP. "Et quand ils demandent la suppression de la loi Tepas, ils savent bien que c'est impossible."

Trois semaines après les manifestations du 29 janvier, qui ont rassemblé un à 2,5 millions de personnes, Nicolas Sarkozy s'efforcera néanmoins de donner du "grain à moudre" aux cinq centrales syndicales invitées - CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC.

Selon le ministre des Relations sociales Brice Hortefeux, le gouvernement entend "tout mettre en oeuvre pour préserver l'emploi", porter une attention particulière aux plus fragiles, dont les jeunes, et adresser un "signal" aux classes moyennes.

Seraient notamment envisagées une prime pour les jeunes chômeurs, une hausse de l'indemnisation du chômage partiel et la distribution de chèques emploi-service payés par l'Etat aux personnes âgées et aux femmes seules avec enfant.

Pour les classes moyennes, Brice Hortefeux a évoqué des "pistes" en matière de fiscalité et de politique familiale.

Le 5 février, Nicolas Sarkozy avait évoqué la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu ou du versement du deuxième tiers provisionnel pour deux millions de contribuables, la deuxième hypothèse ayant la préférence de Bercy, ainsi qu'un coup de pouce aux allocations familiales.

Parallèlement, le lancement de négociations sur des mesures plus lourdes devrait être annoncé. Le gouvernement pourrait reprendre à son compte des propositions des syndicats, comme une réflexion globale sur la fiscalité ou la création d'un fonds d'investissement social pour former les chômeurs.

"COUP D'ÉPAULE"

Autre sujet de discussion à moyen terme qui devrait avoir l'aval des centrales syndicales : le rééquilibrage du partage des profits des entreprises en faveur des salariés.

Enfin, un "Comité de suivi de la crise" piloté par Brice Hortefeux ou par le Premier ministre François Fillon pourrait être mis en place, selon un membre du gouvernement.

En revanche, la ministre de l'Economie Christine Lagarde a jugé "irréaliste" une augmentation du salaire minimum qui mettrait en péril des entreprises fragilisées par la crise.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a de son côté rejeté toute hausse exceptionnelle - "Une hausse excessive du smic, c'est la garantie de la mise au tapis de dizaines de PME" - ou l'avancement de la date de revalorisation du smic.

Nicolas Sarkozy reste quant à lui convaincu qu'une relance économique par la consommation n'est pas efficace.

"Face à une crise sans précédent, dont personne ne peut prédire ni jusqu'où elle fera reculer l'économie, ni jusqu'à quand, il faut garder son sang-froid", souligne son conseiller spécial Henri Guaino dans Le Monde.

Le ministre du Budget prévient pour sa part qu'il n'y aura pas de "chèques envoyés directement à tous les ménages".

"Car si cela dope la consommation pendant quelques mois, cela dope surtout l'épargne et on revient ensuite à la case départ", dit Eric Woerth sur le site de l'hebdomadaire Capital.

Guy Groux, du Centre de recherches politiques de Sciences Po, juge qu'"on peut déjà prédire que les syndicats diront à la sortie qu'ils sont déçus."

Les centrales syndicales ont déjà programmé une nouvelle journée d'action le 19 mars, à laquelle le PS, le PCF et huit autres partis de gauche ont apporté leur soutien.

"Il va falloir mettre un coup d'épaule supplémentaire par la mobilisation pour que le gouvernement se range à nos propositions", explique la numéro 2 de la CGT, Maryse Dumas.

Les huit organisations syndicales organisatrices des manifestations du 29 janvier ont prévu de se retrouver lundi pour analyser les résultats

du sommet social de l'Elysée.

Nicolas Sarkozy tirera pour sa part les leçons de ce sommet dès mercredi soir à la télévision, avant de recevoir le lendemain les élus ultramarins pour s'attaquer à la crise sociale dans les Départements d'outre-mer (DOM), en particulier en Guadeloupe, paralysée depuis près d'un mois par une grève.

Négociations rompues en Martinique (18.02)

AP - 17.02. La mobilisation générale "contre la vie chère et pour le pouvoir d'achat" ne faiblissait pas mardi en Martinique au 13e jour de grève générale, alors que les négociations semblent rompues entre le collectif syndical et les représentants de la grande distribution.

Sur place, le personnel de l'hôpital Pierre Zobda-Quitman a rejoint le mouvement de protestation, à l'occasion d'une marche en blouse blanche du CHU jusqu'au centre de Fort-de-France. De leur côté, les taxis collectifs et les autobus ont mené une opération de blocage sur les routes à grand renfort d'avertisseurs sonores jusqu'à Fort-de-France où ils se sont arrêtés en face de la préfecture.

"On attend les résultats des négociations entre le collectif et la grande distribution pour savoir ce qui sera décidé. Si les commerçants ne prennent pas une décision ferme, nous durcirons le mouvement", a averti Gerry Emiona, président de l'Organisation syndicale des transporteurs martiniquais.

Lors des discussions lundi, le "collectif du 5-Février" et la grande distribution n'étaient pas parvenus à un accord sur la baisse de 20% de 100 produits de "première nécessité". Le collectif demande que cette baisse soit appliquée sur 100 "familles de produits" et la grande distribution, après avoir parlé de 100 articles, a finalement proposé 54 "familles de produits", à raison d'un à trois articles par famille.

"Cent familles de produits, cela représente 95% des produits des hypermarchés et 100% des hypermarchés. Nous ne pouvons pas signer ça, cela signifierait notre arrêt de mort", a expliqué Stéphane Hayot au micro de la radio RCI, au nom du syndicat national de la grande distribution.

Dans la matinée de mardi, les élus ont rencontré les responsables de la grande distribution afin de trouver un accord en vue d'une éventuelle reprise des négociations dans l'après-midi avec le collectif. La veille, certains élus avaient poussé un cri de colère, estimant que la grande distribution "laissait pourrir le conflit".

Les élus locaux craignent l'embrassement en Guadeloupe (18.02)

Reuters - 18.02. Pointe-à-Pitre présentait mardi un visage de dévastation après des pillages et des incendies de magasins qui font craindre un embrassement du conflit paralysant la Guadeloupe depuis un mois.

Accusé par la gauche d'avoir laissé s'envenimer la crise, le gouvernement a affirmé que les discussions se poursuivaient "en coulisses", dans l'attente d'une rencontre jeudi entre Nicolas Sarkozy et des élus d'Outre-mer.

"J'espère que les réponses économiques que nous allons apporter permettront de débloquer la crise salariale et permettront de sortir par le dialogue", a lancé Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer, devant les députés.

"Ce que je voudrais à ce stade-là, au nom du gouvernement, c'est appeler les partenaires sociaux au dialogue" pour répondre à la demande de hausse des salaires, a renchéri Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, sur France Info.

Mais à Pointe-à-Pitre, des troncs d'arbre et des carcasses de voitures fumantes jonchaient mardi les rues de la capitale économique de la Guadeloupe, malgré la présence des forces de l'ordre qui ont affronté toute la nuit des bandes de jeunes casseurs à l'aide de gaz lacrymogène.

La commune des Abymes, près de Pointe-à-Pitre, et celle de Sainte-Rose, dans le nord-ouest de l'île, ont vécu des scènes similaires. L'aéroport de Pointe-à-Pitre, un moment fermé faute de personnels, a rouvert en milieu de journée.

Ces événements sont survenus en marge de la mobilisation du collectif contre la vie chère et les surprofits (LKP), dont les militants ont érigé mardi matin de nouveaux barrages au lendemain de l'arrestation musclée dizaines de manifestants.

"AU BORD DE LA SÉDITION"

La députée guadeloupéenne Jeannie Marc attend de Nicolas Sarkozy des engagements fermes sur la mise en oeuvre du plan

gouvernemental pour la Guadeloupe.

Dans un entretien à Reuters, l'élue apparentée PS estime que le gouvernement n'aurait pas dû faire évacuer les premiers barrages dans l'île, assez habituels lors de conflits aux Antilles, et porte une responsabilité dans l'aggravation des tensions.

"Les forces de l'ordre sont intervenues trop tôt, il n'y avait pas réellement de menaces, pas d'armes. Aujourd'hui, c'est la rue qui parle, il y a des éléments qui ne sont pas toujours contrôlés et ça peut déboucher sur le pire", s'inquiète-t-elle.

Jeannie Marc rappelle les événements de mai 1967, "mé 67" en créole, qui avaient vu l'armée réprimer une manifestation d'ouvriers, faisant cent morts, après un problème de salaires dans le bâtiment et des incidents racistes.

Dans un communiqué, la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a lancé un appel au calme.

"Des dégradations, saccages et affrontements se sont produits hier en Guadeloupe (...) Chacun a un droit légitime à s'exprimer, y compris au travers de manifestations, mais ce droit ne doit en aucun cas porter atteinte à la sécurité de tous et à la paix publique", souligne la ministre.

Pour Victorin Lurel, président de la région, "il y a déjà un embrasement" en Guadeloupe et l'Etat et le patronat guadeloupéen sont responsables de la détérioration de la situation.

"Les tensions sont montées d'un cran parce que l'Etat n'a pas respecté sa parole, parce qu'il y a un reniement de l'Etat (...), parce que le patronat n'a pas fait de propositions alléchantes, sérieuses", a dit l'élue socialiste sur France Inter.

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il rencontrerait jeudi les élus d'outre-mer à l'Elysée et François Fillon a annoncé de nouvelles propositions sous peu mais Victorin Lurel a dit craindre une "opération de communication".

Avant ce regain de tension, des appels au calme avaient été lancés par de nombreux élus à la suite des arrestations musclées de manifestants LKP par les forces de l'ordre.

Une cinquantaine de personnes ont été interpellées pour suspicion d'entrave à la circulation, avant d'être pour la plupart relâchées dans l'après-midi, sous la pression de la foule amassée devant le commissariat de Pointe-à-Pitre.

Dix d'entre elles seront toutefois convoquées devant la justice au mois de juin.

Appel à la mobilisation en Guyane française (19.02)

Reuters - 18.02. Un collectif d'associations et d'organisations professionnelles appelle à manifester mercredi matin à Cayenne, en Guyane française, pour réclamer la baisse des prix et la hausse du pouvoir d'achat, a indiqué mardi soir à Reuters un membre du collectif.

"Il y a dix-sept points de revendications, dont la baisse de 30 % des prix des produits de première nécessité, une baisse immédiate de 20 centimes sur les carburants (et) le gel des loyers des logements sociaux pendant cinq ans", a expliqué Raymond Liabaste, président de l'association des consommateurs en colère.

"A l'issue de la manifestation, nous voulons déposer nos revendications à la préfecture et obtenir un calendrier pour engager des négociations", a-t-il précisé.

SOUTIEN DU MEDEF

Le Medef Guyane s'est joint au mouvement et a appelé les chefs d'entreprise à participer au défilé.

"La Guyane, qui détient le triste privilège de compter le plus grand nombre de chômeurs, le plus faible produit intérieur de France et 20 % de pauvres, est menacée de ruptures, voire d'explosion sociale", indique l'organisation patronale dans un communiqué.

"Pour toutes ces raisons, le Medef invite les chefs d'entreprise à se joindre au nombre de ceux qui défilent à l'appel du collectif."

Soutenu également par le mouvement politique Walwari de la député de Guyane Christiane Taubira (PRG), le collectif est composé de l'association des consommateurs en colère, du collectif contre la vie chère, de l'Union guyanaise des transporteurs routiers, de la CGPME Guyane, d'un syndicat local agricole, de représentants des pêcheurs et des transporteurs de passagers.

Du 24 novembre au 4 décembre, ces organisations avaient lancé un mouvement de blocage des principaux axes routiers de Guyane, qui avait débouché sur une baisse de 50 centimes des prix des carburants pour au moins trois mois, rendue en partie possible par un soutien des pouvoirs publics du prix à la pompe, à hauteur de cinq millions d'euros.

Les violences en Guadeloupe font leur premier mort (19.02)

Reuters - 18.02 - La Guadeloupe a connu mercredi son premier mort lors d'une nouvelle nuit de violences, après un mois de grève générale.

Le gouvernement a réitéré son appel au calme et à la négociation, tandis que le ministère de l'Intérieur a annoncé la tenue à partir de mercredi 16h00 d'une réunion quotidienne sur la sécurité aux Antilles avant la rencontre, jeudi, entre Nicolas Sarkozy et les élus locaux.

La victime est un délégué syndical du collectif contre la vie chère et les surprofits (LKP), Jacques Bino, qui se trouvait en voiture avec une autre personne, a déclaré Hubert Vernet, secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

"Il s'est trouvé devant un barrage et, semble-t-il, en voulant faire demi-tour a été tabassé et s'est fait tirer dessus par des jeunes qui tenaient le barrage", a-t-il expliqué.

Trois policiers qui étaient intervenus pour lui porter secours ont été légèrement blessés, a-t-il ajouté.

Le préfet de Guadeloupe, Nicolas Desforges, a insisté sur le fait que ce drame n'était pas lié à un affrontement entre les manifestants et les forces de l'ordre, qui ont été appelées par les pompiers pour aller venir en aide à un homme blessé.

"Comme la situation était extrêmement tendue, ils n'ont pu y parvenir, ils ont eux même subi des tirs en provenance de ce barrage, des tirs de fusil de chasse à cartouches. Tout le monde s'est replié pour revenir un peu plus tard et se trouver en présence d'un homme mort au volant de sa voiture présentant une large plaie au thorax", a-t-il déclaré sur iTélé.

"Nous affrontons des personnes qui tirent effectivement des cartouches sur les forces de l'ordre", a-t-il expliqué.

Quatre escadrons de gendarmerie ont été déployés la nuit de mardi à mercredi, au cours de laquelle 15 commerces ont été pillés et sept incendies criminels ont visé des établissements industriels. Une trentaine de véhicules ont été incendiés.

LE JOUR ET LA NUIT

Treize personnes ont été interpellées, qui s'ajoutent aux 18 "casseurs" arrêtés dans la nuit de lundi à mardi.

Nicolas Desforges a insisté sur la différence entre les incidents qui émaillent la journée des violences de la nuit.

"Le jour nous avons affaire à des manifestants organisés qui défilent dans des conditions tout à fait normales ou qui bloquent la voie publique", a-t-il dit, alors que la nuit "on est face à des bandes de jeunes qui ne sont pas directement liés au mouvement social mais qui surfent en quelque sorte sur la vague du mouvement social pour commettre des déprédations".

Le décès de Jacques Bino, le premier depuis le début des émeutes qui émaillent la contestation sociale en Guadeloupe, pourrait accroître la tension dans l'île, où les dirigeants du LKP imputent la responsabilité des violences au gouvernement.

Pour Elie Domota, chef de file du LKP, l'Etat est responsable de l'embrasement parce qu'il a trompé les syndicats et privilégie la répression.

APPEL À LA NÉGOCIATION

"Depuis 30 jours, la situation, on la maîtrisait totalement et le préfet a envoyé des gendarmes qui ont tabassé des manifestants devant les caméras de télévision, c'est comme ça que tout a démarré", a-t-il déclaré sur France Inter.

"C'est désolant qu'il faille à chaque fois que les Guadeloupéens posent un problème qu'il y ait un mort pour trouver des solutions", a-t-il ajouté. "C'est quasiment la Guadeloupe qui est en train d'exploser."

Le gouvernement estime que l'heure est plus que jamais à la négociation pour mettre fin à l'engrenage.

"Il faut vraiment qu'il y ait une trêve dans ces violences, il faut vraiment que le dialogue entre les patrons et les salariés reprennent", a souligné le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, en estimant que les propositions du gouvernement pour sortir de l'impasse "sont expertisées".

Les discussions entre les syndicats de l'île et le gouvernement ont pour l'heure achoppé sur la question d'une augmentation de 200 euros des salaires les plus bas.

L'opposition politique et les dirigeants syndicaux accusent eux le gouvernement d'avoir négligé cette crise.

"Le gouvernement a fait un certain nombre de gestes qui ont aggravé cette crise (...) c'est calamiteux et dangereux", a estimé le président du Modem François Bayrou sur RTL.

Pour le premier secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry, interrogée sur France Inter, c'est le "sentiment d'abandon" qui entretient la contestation en Guadeloupe.

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a jugé quant à lui que l'Etat a pris "un risque dangereux, laisser pourrir la situation". Il souhaite aborder le sujet lors du sommet social prévu mercredi après-midi à l'Elysée.

Envoi de quatre escadrons de gendarmes mobiles en Guadeloupe (19.02)

AP - 19.02 - La ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie a annoncé mercredi après-midi l'envoi de quatre escadrons de gendarmes mobiles, soit 300 hommes, en Guadeloupe où les violences ne seront "pas tolérées".

"Quatre escadrons de gendarmes mobiles vont rejoindre ce soir la Guadeloupe pour renforcer les moyens disponibles sur le territoire. Des équipes et des moyens spécialisés sont envoyés en soutien des groupes d'intervention locaux de la police et de la gendarmerie nationales", a expliqué Mme Alliot-Marie qui s'exprimait devant la presse à l'issue d'une réunion au ministère de l'Intérieur consacrée à la sécurité publique aux Antilles.

La deuxième nuit de violence en Guadeloupe s'est notamment soldée par la mort d'un syndicaliste tué par balles dans la nuit de mardi à mercredi, tandis que trois policiers ont été blessés. "Tout ceci n'a rien à voir avec le droit légitime à exprimer des revendications ou à manifester (...) Les pillages, les exactions, les violences contre les personnes ne sont pas tolérables et elles ne seront pas tolérées", a-t-elle martelé.

La "solution aux difficultés que connaissent nos compatriotes d'outre-mer et de Guadeloupe ne se trouve pas dans les affrontements dans la rue. Les négociations engagées doivent reprendre et elles doivent aboutir", a ajouté Mme Alliot-Marie.

La réunion sur la sécurité publique aux Antilles, qui sera désormais quotidienne, s'est déroulée mercredi en présence du secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo, du directeur général de la police nationale Frédéric Péchenard, du directeur général de la gendarmerie nationale, le général Roland Gilles, et du directeur central de la Sécurité publique Eric Le Douaron.

Les principales propositions de Nicolas Sarkozy au "sommet social" de l'Elysée (19.02)

AP - 19.02 - Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi une série de décisions à l'issue du "sommet social" à l'Elysée. En voici les principales:

- **IMPOT SUR LE REVENU** Suppression des deux derniers tiers provisionnels d'impôt sur le revenu restant à acquitter sur les revenus 2008 pour les quatre millions de contribuables de la première tranche d'imposition, soit un gain moyen par ménage de "plus de 200 euros". Cette mesure coûtera à l'Etat 800 millions d'euros.

Sont concernés les revenus situés entre 5.852 euros et 11.673 euros. Les ménages verront leur impôt réduit de 95 à 460 euros, selon la composition de la famille.

Pour un ménage mensualisé, la mesure se traduira par la suppression des mensualités à partir du mois de mai. Pour un ménage payant des acomptes, elle s'appliquera lors du versement du mois de mai puis lors du versement du solde en septembre. Les 70% de ménages ne payant leur impôt qu'une fois en septembre en bénéficieront à ce moment-là.

Un "dispositif de crédit d'impôt" sera également mis en place pour éviter tout effet de seuil pour les ménages dont les revenus dépassent légèrement les limites de la première tranche d'imposition. Deux millions de ménages supplémentaires sont concernés, pour un coût de 300 millions d'euros.

- ALLOCATIONS FAMILIALES

Versement en juin d'une prime de 150 euros pour les trois millions de familles modestes ayant des enfants scolarisés de plus de 6 ans et qui bénéficient de l'allocation de rentrée scolaire (ARS), pour un coût total de 450 millions d'euros. Pour bénéficier de cette mesure, une famille avec un enfant doit gagner moins de 22.321 euros par an, une famille avec trois enfants moins de 32.623 euros et une famille avec quatre enfants moins de 37.774 euros.

- SERVICES A LA PERSONNE

"Bons d'achat de service à la personne" (aide à domicile, garde d'enfants, soutien scolaire, ménage) d'une valeur de 200 euros. Pourront en bénéficier les 660.000 ménages bénéficiant de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (pour un coût de 13 millions d'euros), les 470.000 familles bénéficiaires du complément mode de garde gagnant moins de 43.000 euros par an (94 millions d'euros), les 140.000 foyers ayant un enfant handicapé et bénéficiant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEH) ou de la prestation de compensation du handicap (28 millions d'euros), et les chômeurs qui "retrouvent du travail et ont besoin de solutions temporaires pour faire garder leurs enfants" (50 millions d'euros).

Pour les personnes bénéficiaires de l'APA et de l'AEH, il n'y aura pas de condition de revenu pour recevoir ces bons d'achat. Les familles percevant le complément de garde en bénéficieront si elles gagnent moins de 43.363 euros par an avec un enfant, ou moins de 57.801 euros par an avec trois enfants.

- EMPLOI

L'Etat est prêt à mobiliser "jusqu'à 800 millions" d'euros supplémentaires pour que l'Etat finance la moitié d'un "fonds d'investissement social", créé pour deux ans et doté au total de 2,5 à 3 milliards d'euros. Ce fonds, qui regrouperait des crédits déjà mobilisés, recevrait au total 1,5 milliard de fonds de l'Etat et serait chargé de "coordonner les efforts en matière d'emploi".

- SALARIES PRECAIRES

Nicolas Sarkozy a annoncé une prime exceptionnelle de 500 euros, versée en une fois, pour "les salariés pouvant justifier entre deux et quatre mois de travail" sur les 28 derniers mois. Cette mesure coûtera 117 millions d'euros, pour 234.000 bénéficiaires. Le financement sera assuré par l'Etat. Elle sera versée aux personnes entrant comme demandeurs d'emploi à partir du 1er avril et pendant un an.

- CHOMAGE PARTIEL

L'Etat "encourage" les branches et les entreprises à porter de 60% à 75% du salaire brut l'indemnisation du chômage partiel, via des conventions ad hoc conclues avec l'Etat. Nicolas Sarkozy a demandé aux banques de permettre aux salariés au chômage partiel de bénéficier d'une modulation de leurs échéances pour le remboursement de leurs emprunts immobiliers.

- JEUNES

Nicolas Sarkozy a évoqué "des efforts ciblés de formation" pour les jeunes sans qualification et le développement des formules d'alternance emploi-formation.

- PARTAGE DU PROFIT

Une mission de deux mois a été confiée au directeur général de l'INSEE Jean-Philippe Cotis, avant une discussion entre partenaires sociaux. Le chef de l'Etat a aussi "souhaité" que les dirigeants des entreprises qui "recourent massivement à du chômage partiel ou décident un licenciement économique d'ampleur" renoncent à percevoir des bonus.

- CONTROLE DES AIDES AUX ENTREPRISES

Le ministre du Travail Brice Hortefeux a été chargé de préparer "dans les meilleurs délais" un décret qui permettra l'information-consultation "immédiate" du comité d'entreprise lorsqu'une aide publique directe est attribuée à une entreprise.

- SUIVI DE LA CRISE

Un "comité d'évaluation et de suivi de la crise et des politiques économiques et sociales" sera créé, réunissant l'Etat et les partenaires sociaux. M. Sarkozy en présidera la première réunion.

Universités : des dizaines de milliers de manifestants dans toute la France (20.02)

LeMonde.fr - 19.02 - Plusieurs dizaines de milliers de personnes, entre 32 000 et 53 000 selon les sources, ont à nouveau manifesté dans une vingtaine de villes, jeudi 19 février, à l'appel de la coordination nationale des universités pour protester contre le nouveau statut des enseignants-chercheurs et les réformes de l'éducation. A Paris, le rassemblement a attiré entre 15 000 personnes, selon la préfecture de police, et 30 000, selon les organisateurs.

Même si la mobilisation était moins importante que la semaine dernière, compte tenu notamment des vacances scolaires, le Snesup, syndicat majoritaire de l'enseignement supérieur, l'a qualifié d'"extrêmement importante". La présence d'étudiants, en provenance de plusieurs universités parisiennes et franciliennes, ainsi que l'Inserm, le CNRS ou la faculté de droit de Rennes, était elle aussi très importante, quitte à éclipser quelque peu les enseignants-chercheurs, comme le note Philippe Jacqué, journaliste au Monde, présent dans le cortège.

Les organisateurs affirment que près de 5 000 personnes ont défilé à Marseille (2 000 selon la police) et 5 000 à Strasbourg (2 000 selon la police). D'autres cortèges importants ont été signalés à Bordeaux (3 000 personnes), Lille (1 500 à 2 000), Poitiers (1 000 à 1 500), Lyon (1 000) Rouen (750 à 1 500) ou Toulouse (600 à 1 000). Pour Jean Fabbri, secrétaire général du Snesup, la mobilisation nationale est le signe de la "détermination" des manifestants. "Nous sommes conscients que l'opinion nous comprend, qu'on porte la qualité de la recherche et de l'enseignement supérieur", a-t-il estimé.

PROMESSE D'UN TEXTE AMÉNAGÉ

Plus tôt dans la journée, la conférence des présidents d'université (CPU) a posé ses conditions à une "sortie de crise" : le rétablissement des 450 emplois supprimés dans les universités au titre du budget 2009 et un engagement pour ne pas en supprimer jusqu'en 2012. Lors de sa réunion plénière à Paris, elle a aussi réclamé "des moyens humains supplémentaires, selon une programmation pluriannuelle" pour que les universités puissent faire face à leurs missions, y compris les nouvelles, a déclaré son président, Lionel Collet. Selon lui, les suppressions de postes ont été le "catalyseur" de la crise actuelle dans les universités.

Le gouvernement n'a pas indiqué s'il allait aborder cette question. La ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse, a tenu à rassurer le monde universitaire lors des questions au gouvernement à l'Assemblée. Elle a promis que les négociations, sous l'égide de la médiatrice Claire Bazy-Malaurie, aboutiraient à "un nouveau texte dans les semaines qui viennent". Un nouveau texte construit autour du principe "de l'indépendance des enseignants-chercheurs" et d'une évaluation "nationale" et "faite par leurs pairs". Des propos qui tranchent avec l'intransigeance affichée la semaine dernière par la ministre.

La conférence des présidents d'université a aussi réclamé "des réponses claires", avant sa réunion du 5 mars, sur cinq points de la réforme de la formation des enseignants, et demandé d'ici là de suspendre la transmission au pouvoir des projets de masters liés à cette réforme. Elle demande notamment "une première année de fonctionnaire stagiaire pour les reçus au concours reposant sur le principe de l'alternance" stages/théorie, alors que la réforme prévoit de les mettre à plein temps devant les classes, des "moyens humains nécessaires à l'encadrement" et une "commission nationale" pour donner un "cadre commun" à la formation.

M. Collet n'était pas capable d'estimer le nombre d'établissements en grève. Mais, parmi les présidents des 83 universités du pays présents jeudi à la séance plénière de la CPU, "personne" n'a dit que "ça se passe très bien", a expliqué M. Collet.

Nouvelle mobilisation des enseignants-chercheurs(20.02)

Reuters - 19.02 Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté jeudi dans toute la France à l'appel de la coordination nationale des universités contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs.

A Paris, le rassemblement a attiré quelque 25.000 personnes selon le Snesup, syndicat majoritaire de l'enseignement supérieur, 15.000 selon la préfecture de police.

Des manifestations étaient également organisées dans une vingtaine de villes universitaires. Quelque 5.000 personnes ont défilé à Marseille et 4.000 à Strasbourg, selon le Snesup.

Le décret modifie le statut des enseignants-chercheurs. Ceux-ci redoutent qu'il accorde trop de pouvoir aux présidents d'universités, notamment sur la modulation de leur temps de travail entre l'enseignement et la recherche.

La modification du principe d'évaluation des enseignants-chercheurs est également controversée.

Derrière une banderole disant "Halte à la lourde régression de l'université", un millier d'enseignants ont investi les rues de Lyon et annoncé une nouvelle manifestation la semaine prochaine. Légèrement moins forte que la semaine dernière en raison des vacances, la mobilisation demeure "extrêmement importante" pour Jean Fabbri, secrétaire général du Snesup. "Il y a beaucoup de détermination. Nous sommes conscients que l'opinion nous comprend, qu'on porte la qualité de la recherche et de l'enseignement supérieur", a-t-il ajouté. Le responsable syndical, dont l'organisation a formulé mercredi des propositions pour reprendre les négociations, affirme n'avoir eu aucun contact avec le cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, ni avec Claire Bazy-Malaurie, médiatrice nommée la semaine dernière pour poursuivre la concertation.

Outre-mer: les réactions à l'issue de la réunion à l'Elysée (20.02)

AP - 19.02 - Voici les réactions jeudi soir à l'issue de la réunion de l'Elysée sur l'outre-mer:

- **Victorin Lurel, président PS du conseil régional de Guadeloupe:** "Il a pris des engagements forts devant nous. J'espère que tout cela sera respecté dans des délais raisonnables". La prime que l'Etat s'est engagé à exonérer de charges était une "proposition raisonnable". "C'est sur la table. On aura à l'évaluer, à la soupeser. En tout cas, ça me semble personnellement aller dans le bon sens".

- **Alfred Marie-Jeanne, président du conseil régional de Martinique:** "Au regard de l'analyse que fait le président de la République sur la situation en Martinique et en Guadeloupe, je n'ai rien à redire. On a reconnu la vie chère, on a reconnu qu'il y avait une économie à deux vitesses (...) Le problème est: est-ce que les mesures proposées seront à la hauteur de l'analyse faite? (...) Nous verrons de quoi il en revient d'ici quelques temps".

- **Lucette Michaux-Chevry, sénatrice UMP de Guadeloupe:** "Nous avons eu une réunion extrêmement intéressante où le président de la République a démontré de la façon la plus claire qu'il connaissait l'acuité des problèmes de la Guadeloupe (...) Il a fait un certain nombre de propositions rapides qui vont permettre de répondre à l'augmentation salariale (...) Ce qui est important, c'est le conseil interministériel qu'il a créé, qu'il va présider lui-même".

- **Serge Letchimy, député apparenté PS de Martinique:** "Le président a ses méthodes. Il y a eu débat, il y a eu discussion, il y a eu contradiction aussi. Je considère qu'il y a des étapes, il y a une proposition d'avoir des états généraux dans chaque département, ce n'est pas une mauvaise solution. Mais je considère que quand on est à ce niveau-là d'humiliation quelque fois, d'indifférence, de sous-développement, des états généraux -notamment menés sous la houlette de l'Etat- ça peut être assez réducteur".

- **Jeanny Marc, députée apparentée PS de Guadeloupe:** "Des choses concrètes oui, positives oui, mais il faut encore approfondir avant de dire qu'on va apaiser totalement la crainte, ce qui pourrait amener à une suspension de la grève". Si M. Sarkozy vient, "je crois que les Guadeloupéens seront contents de le voir. S'il ne vient pas, nous allons continuer à travailler".

- **Elie Domota, le leader du collectif guadeloupéen LKP (sur France-Info):** "Ce ne sont pour l'instant que des effets d'annonce. Depuis 50 ans, ce ne sont que des effets d'annonce qui ont régulé la vie des Guadeloupéens". "Nous avons rendez-vous dans quelques jours avec les médiateurs pour qu'ils puissent nous expliquer avec précision le contenu de ces mesures (...) Ce que nous voulons, c'est qu'on nous explique très précisément les montages qui sont faits et à quoi ça aboutit, et c'est seulement sur ça que nous pourrions donner notre avis".

Refus de l'offre de Nicolas Sarkozy, la grève se poursuit en Guadeloupe (21.02)

AP - 21.02 - Des manifestants masqués barraient une autoroute en Guadeloupe vendredi, après une nouvelle journée de négociations achevée sans accord sur les propositions du président français Nicolas Sarkozy de relever les salaires dans les Antilles.

Seuls les véhicules d'urgence se dirigeant vers un hôpital proche étaient autorisés à franchir le barrage, composé de morceaux de métaux pris sur l'autoroute et de cônes de signalisation. Sur la barrière, quelqu'un avait peint en créole le slogan "200 euros pour tous".

Mais après les émeutes, des incendies et des échanges de coups de feu qui ont provoqué la mort d'un syndicaliste la semaine dernière, les rues étaient relativement calmes, malgré les carcasses de voitures retournées pour former des barricades. Des vieux pneus, des palmiers arrachés barrent encore le passage ici et là.

Les magasins du centre commercial de Pointe-à-Pitre sont restés fermés pendant un mois depuis que la grève a été déclenchée, pour tenter de forcer le gouvernement français et les patrons locaux à négocier sur la hausse du coût de la vie.

En réaction aux propositions du président Sarkozy, notamment un plan pour l'outre-mer de 580 millions d'euros, le porte-parole de la contestation dans l'île voisine de Martinique, Michel Monrose, a estimé que l'Etat refaisait les mêmes offres encore et encore.

En Guadeloupe, des heures de discussions entre grévistes, entrepreneurs locaux et envoyés du gouvernement se sont achevées vendredi sur un désaccord. Les syndicats ont refusé une offre de hausse du salaire minimum mensuel de 50 euros, maintenant leur exigence de 200 euros pour les plus bas salaires.

"Nous sommes loin de ce que nous demandons" a constaté Elie Domota, leader du LKP, le collectif contre l'exploitation. Il a dit espérer une meilleure proposition à la reprise des négociations lundi matin.

Pendant les négociations au port, un millier de manifestants au moins, jouant du tambour, entonnaient ce qui devient un hymne, "la Guadeloupe est à nous, pas à eux, ils ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent dans notre pays".

La coordination des universités prévoit trois nouvelles manifestations (21.02)

AP - 19.02 - La coordination nationale des universités, réunie vendredi à l'université Paris-X à Nanterre, a appelé à trois nouvelles journées de manifestations, les 26 février, 5 mars et 10 mars, et demandé pour la première fois "l'abrogation de la loi LRU" de 2007 sur l'autonomie. Lire la suite l'article

Les 26 février et 5 mars, la coordination appelle le monde universitaire et de la recherche à des manifestations partout en France, a constaté une journaliste de l'AFP.

Le 10 mars, elle appelle à une manifestation nationale à Paris, à laquelle sont conviés les enseignants du primaire et du secondaire.

La coordination a aussi appelé à reconduire la grève "illimitée" en cours dans les universités et au "retrait" de trois réformes : celle sur le statut des enseignants-chercheurs, celle de la formation des enseignants des écoles aux lycées, et "le contrat doctoral unique".

Le 5 mars, si cette triple demande de retrait n'a pas été entendue, la coordination appellera les universitaires à "la démission de l'ensemble des charges administratives non électives, à l'obstruction dans le cadre des mandats électifs et au refus de participer aux jurys (bac, BTS, Capes, agrégation, session de printemps...)", selon le texte d'une motion.

Enfin, la coordination a voté pour la première fois la demande d'abroger la loi LRU sur l'autonomie des universités d'août 2007.

"Tout le monde éducatif est attaqué par les réformes. Nous demandons l'abrogation de la LRU, nous avons besoin d'une nouvelle loi avec un cadre juridique assurant l'indépendance des universitaires et assurant le service public", dit le texte de cette motion.

"Il est impératif que cette nouvelle loi soit élaborée après consultation des universitaires et de véritables négociations", ajoute-t-il.

Plusieurs aspects de la loi LRU sont d'ores et déjà entrés en vigueur et 20 des 83 universités françaises sont passées à l'autonomie au 1er janvier 2009.

"Nous avons un mouvement qui s'approfondit dans un processus de consensus de plus en plus précis", a commenté à l'AFP Donna Kesselman, maître de conférences à Paris-X Nanterre.

La coordination, qui se réunissait pour la quatrième fois, a dit représenter 65 universités, 15 autres établissements et 18 associations et syndicats. Sa prochaine réunion est prévue le vendredi 6 mars à l'université Paris-XII.

Guadeloupe: des milliers de manifestants solidaires des grévistes à Paris (23.02)

AP - 22.02 - Des milliers de personnes (10.000 selon la police) ont défilé samedi à Paris pour soutenir les revendications des grévistes en Guadeloupe et rendre hommage au syndicaliste tué par balle dans la nuit de mardi à mercredi dernier.

Les manifestants, qui répondaient à l'appel du collectif "continuité LKP", constitué d'associations de la communauté antillaise et des représentations en métropole des organisations et syndicats à l'origine de la grève en Guadeloupe, ont défilé en milieu d'après-midi de la place de la République à celle de la Nation.

La CGT, la CFDT, la CFTC, la FSU, Solidaires, le PS, le PCF, les Verts, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), LO, ou encore le Parti de Gauche (PG) avaient appelé à se joindre au défilé et à des rassemblements dans plusieurs autres villes, notamment à Toulouse où 400 à 500 personnes ont manifesté, selon les sources.

A Paris, parmi les personnalités politiques, on notait la présence de la députée de Guyane Christiane Taubira et du sénateur de l'Essonne fondateur du PG Jean-Luc Mélenchon. Les manifestants brandissaient des portraits de Jacques Bino, le syndicaliste tué par balle, et certains portaient un brassard blanc en signe de deuil.

"La vie est chère sous les cocotiers", "Chômage: Hexagone 8,1%, Guadeloupe 22,7%", "Liberté, égalité, fraternité, pour qui?", ou encore "Non à la répression, oui à la négociation", pouvait-on lire sur les pancartes en tête du cortège encadré par un service d'ordre dont les membres portaient des tee-shirts noirs siglés en lettres blanches "sécurité CLKP".

Dans le cortège au-dessus duquel flottait un drapeau français, les manifestants, parmi lesquels de nombreux membres de la communauté antillaise en métropole, reprenaient le slogan chanté dans les défilés et sur les barrages en Guadeloupe: "La Gwadeloup sé tan nou, la Gwadeloup a pa ta yo" ("la Guadeloupe nous appartient, la Guadeloupe n'est pas à eux").

"Solidarité, solidarité!", scandaient également les manifestants. "Nous sommes ici en solidarité avec la Guadeloupe! Nous sommes ici en solidarité avec la Martinique! Nous sommes ici en solidarité avec la Guyane! Nous sommes ici en solidarité avec La Réunion", a lancé, juché sur un camion-sono et sous les acclamations et les applaudissements de la foule, l'acteur Luc Saint-Eloy, figure de la communauté antillaise.

"Peuple de France, nous voulons vous signifier que nous avons soif d'égalité!", a-t-il poursuivi. "Nous sommes en deuil. La Guadeloupe nous regarde, la France nous regarde, mais le monde nous entend!".

Le comédien Jean-Michel Martial, également présent dans le cortège, a expliqué être venu parce qu'un "homme est tombé alors qu'il était debout pour défendre ses droits. Je porte le deuil de cet homme". "Je suis là", a-t-il ajouté, "pour que les négociations qui ont commencé puissent aboutir à ce que chacun retrouve sa place sur l'échiquier, mais une place équitable".

Face à la crise, Laurence Parisot hausse le ton contre Sarkozy (23.02)

Reuters - 22.02 - Répartition des profits, primes exceptionnelles, salariés consultés: Laurence Parisot fait part de son inquiétude face à certaines décisions prises ou avancées par Nicolas Sarkozy et le gouvernement.

Pour la présidente du Medef, il manque "une vision de sortie de la crise" et la gestion actuelle conduit à "recréer des rigidités" et à "bureaucratiser" la France.

Pendant la campagne présidentielle, en 2007, les entreprises avaient cru à un allègement des contraintes une fois le candidat de l'UMP élu à la tête du pays, a-t-elle rappelé lors du Grand Rendez-vous Europe 1/Le Parisien.

Mais "quand j'entends certaines choses, et bien je sais que certains doutent", a-t-elle fait valoir.

"La première chose qu'il faut faire c'est se donner les moyens de préserver les entreprises. Certaines valeurs ne sont plus mises autant en valeur", a-t-elle déploré.

"Aujourd'hui, nous sommes inquiets par un certain nombre de décisions, une certaine façon d'appréhender les dossiers et il me semble que nous avons oublié que la priorité des priorités doit être l'emploi", a-t-elle ajouté.

La dirigeante patronale a notamment critiqué la décision qui permet au comité d'entreprise d'émettre un avis consultatif en cas d'aide publique - "c'est vraiment beaucoup, beaucoup de bureaucratie en plus", a-t-elle déploré.

Elle a fait état de nombreux "accrochages" lors du sommet social de mercredi à l'Élysée, notamment sur la question du partage des profits.

Partisan d'un partage de la valeur ajoutée et des profits en trois tiers - salariés, investissements, actionnaires -, Nicolas Sarkozy menace de

forcer la main aux entreprises si les partenaires sociaux ne parviennent pas à un accord.

"Comment l'économie peut-elle fonctionner si on ne rémunère pas les actionnaires?", s'est interrogée Laurence Parisot. Sur ce sujet, "il faut avoir les idées claires: le travail est rémunéré par les salaires et le capital par les dividendes!".

Lors de la réunion de mercredi autour du chef de l'Etat, certains syndicalistes ont réclamé un "gel des dividendes", ce qui a occasionné une passe d'armes avec la présidente du Medef.

"Franchement! Oser montrer du doigt la quasi-totalité des chefs d'entreprises français alors que ce qui est le plus courant c'est le patron actionnaire qui ne prend jamais de dividende", s'est-elle indignée dimanche.

La prime exceptionnelle de 500 euros pour les salariés ayant travaillé deux à quatre mois, adoptée lors du sommet social, n'a pas non plus ses faveurs. "On donne le sentiment de traiter les jeunes comme des chasseurs de primes", a-t-elle estimé.

Voir mon commentaire dans le dossier économie après la dépêche *Laurence Parisot: les salaires au travail, les dividendes au capital* (23.02)

Renault veut indemniser le chômage partiel à 100%, les cadres sollicités (24.02)

AFP - 23.02 - Renault a annoncé lundi sa volonté d'assurer l'indemnisation du chômage partiel à hauteur de 100% du salaire net des agents de production et de maîtrise, notamment en sollicitant les cadres et ingénieurs qui devront abonder un fonds par des jours de RTT. La CGT a immédiatement souligné dans un communiqué que ce nouveau dispositif n'allait pas permettre de maintenir la totalité des rémunérations, en raison notamment du non versement de primes.

Dans un communiqué, le constructeur, qui table sur une baisse d'activité de 20% en 2009, a déclaré qu'il avait proposé lundi, lors d'une réunion de négociation salariale annuelle, "un dispositif collectif et solidaire: l'extension du chômage partiel à l'ensemble du personnel, toutes catégories confondues".

Selon Gérard Leclercq, DRH du groupe, l'objectif est de "préserver l'emploi" des quelque 40.000 salariés de Renault SAS et de maintenir l'essentiel des rémunérations".

Jusqu'à maintenant, seuls les agents de production étaient touchés par des mesures de chômage partiel chez Renault et ils étaient indemnisés 80% du salaire net grâce à un accord d'entreprise qui garantit 10% de plus que l'indemnisation légale. Un prélèvement de 0,15% sur tous les salaires alimentait un fonds spécial pour financer cette indemnisation.

Avec le nouveau dispositif à l'étude, qui sera à l'ordre du jour d'une nouvelle réunion avec les syndicats le 10 mars, les agents de production et de maîtrise toucheront 100% de leur salaire net grâce à un "fonds de gestion de crise" alimenté en jours de RTT. Une convention devra aussi être passée avec l'Etat.

L'entrée en vigueur et la durée du dispositif restent à déterminer, a précisé un porte-parole à l'AFP, mais plusieurs sources syndicales ont fait état d'une prévision de 20 jours de chômage partiels sur les sites tertiaires et de 50 jours sur les sites industriels.

L'abondement du nouveau fonds sera obligatoire pour les cadres et ingénieurs, qui ne peuvent pas voir leurs salaires amputés selon un accord de la branche métallurgie, et sur la base du volontariat pour les agents de production et de maîtrise. Pour 4 jours de chômage partiel, un jour de capital temps individuel (RTT) sera donné par chaque cadre et ingénieur, dans la limite de 8 jours.

Pour Josiane Kharo (CGT), il y "aura des pertes de salaires car les primes ne sont pas versées alors qu'elles peuvent représenter jusqu'à 13% du salaire brut". "Seuls les salariés sont mis à contribution", a-t-elle regretté.

La CFE-CGC a jugé ces mesures "moins dramatiques" que ce qu'elle pouvait imaginer, sans être satisfaite des propositions salariales.

Selon les syndicats, la direction a proposé "0% d'augmentation générale des salaires" et une enveloppe de 0,5% pour des hausses individuelles des agents de production et maîtrise. "Ce n'est pas ça qui va permettre une relance", a commenté Mme Kharo.

Villepin: "ce serait une faute de revenir pleinement dans l'Otan" (24.02)

AFP - 22.02 - L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a mis en garde dimanche le président Nicolas Sarkozy en jugeant que ce serait "une faute" de sa part de faire revenir la France "pleinement dans l'Otan".

"Nous sommes dans un monde qui est en permanence en risque de confrontation, de bloc à bloc. Aujourd'hui, vouloir pleinement afficher notre appartenance à ce bloc occidental, à un moment où, nous le voyons bien, l'Occident n'est plus seul sur la scène, loin de là, et où les pays du sud s'affirment, c'est une erreur en termes d'image et de stratégie", a-t-il plaidé sur Canal +.

"Tendre vers l'est, aller vers le sud, en permanence trouver des solutions que d'autres ne trouvent pas (...) C'est la vocation de la France. Cette vocation diplomatique, nous devons l'affirmer", a ajouté M. de Villepin.

"C'est vrai que les décisions au sein de l'Otan se prennent à l'unanimité. Mais j'ai vécu la crise irakienne. Et je sais que la pression exercée par les Américains quand ils considèrent qu'il y a va de leur propre sécurité est extrêmement difficile à résister", a-t-il insisté.

Selon lui, "si l'on veut, non seulement ne pas accepter une décision de l'OTAN mais s'opposer à une décision de l'Otan", il faut "une indépendance forte" et "c'est justement le positionnement français".

Donc le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan "n'est pas un détail", "ce n'est pas juste une signature de plus pour normaliser une position" mais "c'est véritablement la France qui passe sous les fourches caudines d'un autre pays", a mis en garde Dominique de Villepin.

L'ancien locataire de Matignon est par ailleurs opposé à un renforcement du dispositif militaire français en Afghanistan: "c'est prendre un risque supplémentaire alors même que, nous le savons, il n'y a pas de solution militaire" dans ce pays.

Martinique: toujours pas d'avancée au 20e jour de grève (25.02)

AP - 25.02 - Au vingtième jour de la grève générale en Martinique contre "la vie chère" et pour le pouvoir d'achat, la question de l'augmentation des bas salaires divisait toujours mardi le patronat et le "collectif du 5-Février".

Les négociations devaient reprendre dans la journée, à condition que le patronat soumette des "contre-propositions chiffrées", avait averti lundi soir Michel Monrose, le président du collectif. Un peu plus tôt, le collectif, qui demande une hausse des bas salaires de 354 euros net, avait quitté la table des négociations, faute d'avoir reçu une "proposition chiffrée concrète" du patronat.

Le patronat, et plus particulièrement le MEDEF Martinique, a en effet posé comme préalable à toute négociation la question du déblocage économique de l'île. "Nous avons des propositions chiffrées mais nous souhaitons connaître au préalable les conditions d'un déblocage de l'activité économique de l'île", a ainsi indiqué Patrick Lecurrieux-Durival, président du MEDEF Martinique.

En revanche, il ne s'est pas dit hostile au versement d'une "prime interprofessionnelle", tout en souhaitant connaître ses modalités de versement, avant de se prononcer. "Nous pensons à un montant d'une prime interprofessionnelle qui pourrait être suivie de négociations de branches", a-t-il précisé.

De son côté, Alexandre Richol, le président local de la CGPME, qui regroupe plus de 450 PME adhérentes et environ 5.600 salariés, a proposé, dans les entreprises non déficitaires, une augmentation des bas salaires de 10 euros à partir de septembre 2009, en complément de la prime de 220 euros que l'Etat promet à 25.000 foyers martiniquais concernés par le Revenu de solidarité active (RSA). Pour l'heure, le collectif n'a pas encore répondu.

La grève générale relancée en Guadeloupe, pas les négociations (25.02)

Reuters - 24.02 - Après cinq semaines de grève générale, le collectif LKP appelle à durcir le mouvement en Guadeloupe où les négociations salariales entre les syndicats, le patronat et l'Etat piétinent.

Les parties se sont séparées lundi après huit heures de discussions sans avoir trouvé d'accord, en raison de l'opposition de l'Etat au financement des hausses de salaires.

Elles devaient à nouveau se réunir mardi au port autonome de Pointe-à-Pitre mais les négociations ont été reportées dans l'attente d'une réponse du gouvernement à une offre de l'Union des chefs d'entreprise de Guadeloupe (UCEG).

Le LKP, qui estime que "l'Etat se débîne", a annoncé mardi la relance de la grève générale et des barrages routiers ont refait leur apparition sur l'île.

Présente en Guadeloupe, l'ex-candidate socialiste à la présidentielle de 2007, Ségolène Royal, a de nouveau invité le Premier ministre à se rendre sur place sans tarder ou à y déléguer un ministre.

"Le rôle de l'Etat, c'est d'être présent, il faut qu'il y ait un ministre ici. Si François Fillon pense que (le secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer) Yves Jégo est déconsidéré, à ce moment-là pourquoi ne vient-il pas sur place, pourquoi ne désigne-t-il pas un autre ministre ?", a-t-elle dit sur France Info.

Dénonçant une "récupération" politique indue, l'UMP critique la venue de Ségolène Royal sur l'île, comme celle du leader d'extrême gauche d'Olivier Besancenot.

"Dans l'opposition, il y a la volonté de profiter de l'angoisse qui habite les Français pour faire de la politique de bas étage, de caniveau", a dit sur Radio Classique Dominique Paillé, porte-parole adjoint du parti majoritaire.

Le collectif "contre l'exploitation" réclame une revalorisation de 200 euros nets des bas salaires mais fait face à l'opposition du Medef et aux réticences de l'Etat.

L'UCEG a suggéré que l'augmentation de 200 euros soit financée pour moitié sous forme de prêt par les entreprises et les collectivités d'une part, et pour moitié par l'Etat d'autre part via une franchise de cotisations sociales (CSG et CRDS) pour trois ans.

"IL FAUT ETRE REALISTE"

Les présidents socialistes du Conseil général Jacques Gillot et du Conseil régional Victorin Lurel ont annoncé dans une lettre aux partenaires sociaux qu'ils acceptaient d'apporter leur contribution pour une durée d'un an non reconductible.

"Cette nouvelle offre implique un engagement financier de 24 millions d'euros pour les deux collectivités (qui) procéderont en conséquence au recyclage des enveloppes financières exceptionnelles initialement consacrées à l'aide aux foyers les plus défavorisés", précisent les deux élus.

La proposition de l'UCEG satisfait le LKP et cinq autres organisations patronales représentant plus des trois-quarts des salariés guadeloupéens. Mais le Medef local la rejette.

"La proposition de l'UCEG demande à l'Etat de mettre de l'argent complémentaire sur la table. Nous, nous sommes restés dans une disposition classique", a expliqué Willy Angèle, le président de l'organisation patronale.

"Nous disposons d'une enveloppe de 50 millions. Cela va se décliner ensuite par entreprise et par branche, avec une fourchette allant de 50 à 90 euros", a-t-il précisé. Seraient exclus les secteurs du BTP, du tourisme, de la santé, de l'agriculture, de la sécurité et du nettoyage.

Le préfet de région, Nicolas Desforges, a mis en doute la faisabilité de l'offre de l'UCEG.

"Il est certain que cette franchise de cotisations salariales mettrait par terre le système de cotisation français", a-t-il dit.

"Je crois qu'il faut être réaliste dans les demandes, tenir compte des règles de droit, des contraintes financières, des effets de contagion, tout ça mérite d'être pris en compte dans une réflexion gouvernementale sur les demandes formulées par le LKP", a-t-il ajouté.

Ces propos ont irrité le LKP et son chef de file, Elie Domota, a mis en garde contre une radicalisation du mouvement.

"On veut un engagement solennel et on ne va pas reprendre le travail (...). Aujourd'hui, une fois de plus, l'Etat se débîne et bien évidemment, si nous n'avons pas de réponse, je crois que les choses ne pourront que s'envenimer", a-t-il prévenu.

Le collectif aurait toutefois obtenu la création d'une vingtaine de postes d'enseignants pour le premier degré, l'une de ses revendications.

Reuters - 24.02 - Valérie Pécresse a invité les syndicats d'enseignants-chercheurs et la Conférence des présidents d'université à une réunion de travail vendredi mais la grogne universitaire ne faiblit pas.

"La seule issue est le dialogue", a déclaré la ministre de l'Enseignement supérieur sur France Inter, alors que de nouvelles manifestations sont prévues le 26 février et le 5 mars un peu partout en France.

L'intersyndicale de l'Enseignement supérieur et de la recherche a annoncé qu'elle se joignait à ces deux nouvelles journées de contestation.

Claire Bazy-Malaurie, la médiatrice nommée pour ce dossier au début du mois, présentera lors de cette réunion ses propositions pour "retravailler" le décret contesté sur le statut des enseignants-chercheurs.

Les présidents d'université et les organisations syndicales seront reçus séparément, précise le ministère dans un communiqué.

Une première réunion avait déjà eu lieu le 11 février pour plancher sur ce nouveau texte et tenter d'apaiser la colère des enseignants-chercheurs, qui craignent que leur indépendance ne soit remise en cause.

La fronde lancée il y a plus d'un mois va toutefois bien au-delà de ce simple décret, les contestataires réclamant à la fois le retrait de la réforme de leur statut, celle de la formation des enseignants et l'arrêt des suppressions de postes dans le supérieur.

En outre, la Coordination nationale des universités, à l'origine des appels à manifester les jours prochains, demande désormais l'abrogation de la loi sur l'autonomie des universités.

Sur France Inter, Valérie Pécresse a catégoriquement exclu de revenir sur cette réforme emblématique de l'action du gouvernement.

"On sent bien là des acteurs qui aimeraient rejouer le match. Le débat sur l'autonomie est derrière nous, il n'y a pas de retour en arrière possible", a-t-elle assuré.

La Coordination nationale des universités entend pourtant maintenir une pression maximale sur le gouvernement à l'occasion des journées de manifestations.

En "convergence" avec cette dernière, une dizaine de syndicats de l'enseignement supérieur ont appelé à "poursuivre et amplifier la mobilisation."

Lundi, le syndicat étudiant Unef s'était déjà joint à cet appel.

"L'Unef appelle à voter la grève dans les universités cette semaine, alors que certaines zones sont en vacances. L'idée est de maintenir la pression jusqu'à la semaine prochaine, quand tout le monde sera rentré", a déclaré à Reuters son président Jean-Baptiste Prévost.

"La priorité, c'est la réussite du 5 mars", a-t-il ajouté, précisant que l'Unef réclamait également des mesures pour "lutter contre la précarité des étudiants".

Matignon recule face aux universitaires (26.02)

Reuters - 25.02 - François Fillon annonce qu'aucune suppression d'emploi d'enseignant-chercheur ne sera effectuée en 2010 et 2011, alors que la contestation dans le monde universitaire ne faiblit pas.

Le Premier ministre, qui recevait les présidents d'université, a également affirmé que le décret sur le statut des enseignants-chercheurs, à l'origine de la fronde, serait "entièrement réécrit."

Alors que le mouvement de grève se poursuit depuis trois semaines dans les universités, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, répète que l'heure est au dialogue.

Mais les syndicats de l'enseignement supérieur et la Coordination nationale des universités, qui appellent à deux nouvelles journées de contestation jeudi et le 5 mars prochain, disent ne pas vouloir se contenter d'aménagements techniques.

Les contestataires réclament à la fois le retrait de la réforme de leur statut, de celle de la formation des enseignants et l'arrêt des suppressions de postes dans le supérieur.

Cette dernière demande a été en partie entendue par le Premier ministre.

Dans un communiqué, Matignon précise qu'"aucune suppression d'emploi d'enseignant-chercheur" ne sera "effectuée en 2010 et 2011."

Cette mesure ne concernant pas 2009, il n'est pas certain qu'elle soit de nature à calmer le jeu, d'autant que les syndicats demandent que les différents collectifs mobilisés soient associés au processus de concertation.

En outre, la Coordination nationale des universités, à l'origine des appels à manifester les jours prochains, demande désormais l'abrogation de la loi sur l'autonomie des universités, une exigence rejetée par Valérie Pécresse.

La ministre a invité pour sa part les syndicats d'enseignants-chercheurs et la Conférence des présidents d'université à une réunion de travail vendredi.

Claire Bazy-Malaurie, la médiatrice nommée le 11 février, présentera lors de cette réunion ses propositions pour réécrire le décret contesté sur le statut des enseignants-chercheurs.

Après la crise financière, la guerre civile ? Préparez-vous à "quitter votre région"... (28.02)

Le Monde - 26.02 - La crise économique et financière va-t-elle dégénérer en violentes explosions sociales ? En Europe, aux Etats-Unis ou au Japon, la guerre civile est-elle pour demain ? C'est le pronostic quelque peu affolant que dressent les experts du LEAP/Europe 2020, un groupe de réflexion européen, dans leur dernier bulletin daté de mi-février.

Dans cette édition où il est question que la crise entre, au quatrième trimestre 2009, dans une phase de "dislocation géopolitique mondiale", les experts prévoient un "sauve-qui-peut généralisé" dans les pays frappés par la crise. Cette débandade se conclurait ensuite par des logiques d'affrontements, autrement dit, par des semi-guerres civiles. "Si votre pays ou région est une zone où circulent massivement des armes à feu (parmi les grands pays, seuls les Etats-Unis sont dans ce cas), indique le LEAP, alors le meilleur moyen de faire face à la dislocation est de quitter votre région, si cela est possible."

Selon cette association, formée de contributeurs indépendants issus des milieux politiques et économiques et de professionnels européens de différents secteurs, les zones les plus dangereuses sont celles où le système de protection sociale est le plus faible.

La crise serait ainsi à même de susciter de violentes révoltes populaires dont l'intensité serait aggravée par une libre circulation des armes à feu. L'Amérique latine, mais aussi les Etats-Unis sont les zones les plus à risques. "Il y a 200 millions d'armes à feu en circulation aux Etats-Unis, et la violence sociale s'est déjà manifestée via les gangs", rappelle Franck Biancheri, à la tête de l'association. Les experts du LEAP décèlent d'ailleurs déjà des fuites de populations des Etats-Unis vers l'Europe, "où la dangerosité physique directe restera marginale", selon eux.

FAIRE DES RÉSERVES

Au-delà de ces conflits armés, le LEAP alerte sur les risques de pénuries possibles d'énergie, de nourriture, d'eau, dans les régions dépendantes de l'extérieur pour leur approvisionnement et conseille de faire des réserves. Cette perspective apocalyptique pourrait faire sourire si ce groupe de réflexion n'avait, dès février 2006, prédit avec une exactitude troublante le déclenchement et l'enchaînement de la crise. Il y a trois ans, l'association décrivait ainsi la venue d'une "crise systémique mondiale", initiée par une infection financière globale liée au surendettement américain, suivie de l'effondrement boursier, en particulier en Asie et aux Etats-Unis (de - 50 % à - 20 % en un an), puis de l'éclatement de l'ensemble des bulles immobilières mondiales au Royaume-Uni, en Espagne, en France et dans les pays émergents. Tout cela provoquant une récession en Europe et une "très Grande Dépression" aux Etats-Unis.

Doit-on en conclure que la crise mondiale peut se transformer en guerre mondiale ? "Les pronostics de LEAP sont extrêmes, mais la violence sociale pointée", admet Laurence Boone, économiste chez Barclays.

Reste un espoir, une "dernière chance" selon le LEAP, qui résiderait dans la capacité du G20, qui se réunira le 2 avril à Londres, à arrêter un plan d'action "convaincant et audacieux". Dans ce cas, le monde ne serait toutefois pas tiré d'affaire, puisque les experts ne manquent de rappeler que se profile aussi une sévère crise climatique...

Sarkozy se fait tacler par... ses propres ministres! (28.02)

LePost - 28.02 - Nicolas Sarkozy traverse une période difficile. Sa cote de popularité baisse, il est contraint de reculer sur plusieurs fronts (Guadeloupe, lycée, enseignement supérieur, travail du dimanche...), l'opposition le traite de menteur...

Heureusement, jusque-là, les membres de sa majorité le soutenaient en le défendant bec et ongles....

Mais rien n'irait plus au sommet de l'Etat... Même ses ministres semblent ne plus supporter "le système de gouvernance de Nicolas Sarkozy", écrit Le Monde, qui précise que "ministres ou conseillers" partagent le même constat.

En off, les langues se délient.

Et les ministres se lâchent contre le chef de l'Etat, qui ne semblent pas décidé à changer de cap, ni de manière de gouverner...

"Il faut reconstituer un gouvernement, un vrai, et placer un écran entre le président et les événements", confie un ministre au Monde.

Un second semble également amer: "Nicolas Sarkozy doit faire ce qu'il ne sait pas faire : travailler en équipe et valoriser ses ministres. La question est de savoir s'il est capable de se remettre en question après deux ans de pouvoir".

Une troisième demande encore sur le ton du reproche: "Il faut accepter d'avoir des ministres qui soient des personnalités et qui peuvent dans une certaine limite mener une politique autonome"...

Ambiance...

Universités: entre 17.000 et 33.000 manifestants à Paris et en province (28.02)

AFP - 27.02 - Entre 17.000 personnes, selon la police, et 33.000, selon les organisateurs, ont défilé jeudi en France pour protester contre les réformes de l'enseignement, selon un décompte non exhaustif des bureaux de l'AFP portant sur 15 villes à 18h00. Lire la suite l'article

A Paris, entre 3.800 (police) et de 10.000 à 12.000 (organisateur) personnes ont célébré symboliquement un "non-enterrement de l'enseignement supérieur et de la recherche".

Les manifestants, vêtus de noir et bougie à la main, sont partis de Port-Royal vers le Panthéon, en portant deux cercueils en tête de cortège.

Sur l'un était écrit: "RIP, Réformes intolérables de Péresse" et sur l'autre "Riposte inébranlable Paris XI", parodiant la formule latine "qu'il repose en paix".

D'autres brandissaient une couronne de fleurs sur laquelle était fixé un panneau dédié "au service public d'enseignement supérieur et de recherche, ses fidèles serviteurs".

Dans la manifestation, se trouvaient des enseignants-chercheurs et des étudiants de Paris I, XI, XII, XIII et de Jussieu. Le CNRS, l'ENS Cachan, entre autres étaient également représentés. Parmi les syndicats, figuraient notamment la FSU, la CGT et l'Unef.

A Toulouse, entre 2.800 (police) et 7.000 (organisateur) enseignants-chercheurs et étudiants ont manifesté. Sur une pancarte, on pouvait lire : "Chercheur CDD = Recherche DCD".

A Lyon, un cortège a rassemblé entre 2.500 et 4.000 étudiants et enseignants-chercheurs. A Grenoble, ils étaient entre 1.050 et 1.800.

A Rennes, un cortège de 1.700 à 3.000 personnes a regroupé des étudiants de Rennes 1 et 2, de l'IEP et des IUT --ces derniers s'étant masqué le visage de blanc-- ainsi que des enseignants-chercheurs.

Sur quelques banderoles, étaient inscrits : "Universitaire cherche remède contre absurdité gouvernementale" ou "Sauvez l'université, yes we can!".

A Nantes, entre 700 et un millier d'étudiants et enseignants ont défilé en organisant une "parodie de manif de droite", avec des slogans ironiques comme "Enseignants = feignants, chercheurs = glandeurs", "Gaucho, salaud, le peuple aura ta peau" ou "Sarkozy président à vie".

A Caen, ils étaient entre 1.200 (police) et 1.500 (organisateur) manifestants, en majorité des étudiants.

A Montpellier, de 750 à 2.000 personnes ont manifesté, y compris des formateurs des IUFM de Nîmes et de Montpellier. A Strasbourg, entre 800 et 1.200 personnes ont battu le pavé derrière une banderole : "Non à la casse du service public de l'enseignement". Ils étaient de 350 à 400 à Besançon, de 150 à 500 à Metz, ou 650 au Mans.

A Lille, le public a été convié à célébrer les "noces funèbres" du "mariage de Mlle Université Publique et M. Secteur Privé".

Une manifestation prévue à Boulogne-sur-Mer a été annulée faute de participants. Ils n'étaient qu'une vingtaine à Marseille.

"On ne peut pas nous imposer un accord minoritaire", estime le patron du MEDEF-Guadeloupe (28.02)

AP - 27.02 - "On ne peut pas nous imposer un accord minoritaire", a estimé samedi matin le patron du MEDEF en Guadeloupe, Willy Angèle (MEDEF Guadeloupe), jugeant que l'accord passé par le LKP ne l'avait été qu'avec "deux ou trois organisations minoritaires".

Pour autant, Willy Angèle a dit penser "qu'on est en train de sortir de la crise". "Je reste optimiste", a-t-il ajouté au micro de France-Infos.

Se contentant de "prendre acte" de la signature de cet accord, le patron du MEDEF-Guadeloupe a dénoncé un "projet partiel" et évoqué "des dispositions qu'on ne peut pas accepter". "Il ne va engager que les personnes qui ont signé", a-t-il ajouté.

"Je ne peux pas comprendre, même concevoir qu'on puisse nous imposer d'appliquer un accord qui ne concerne même pas 5% des salariés de l'île et même pas je dirais trois-quatre organisations patronales", ajoute Willy Angèle.

Selon lui, l'intégralité de la charge de l'augmentation globale des 200 euros pour les bas salaires devrait dans deux ans être "supportée intégralement par les entreprises". Alors que la période est "incertaine", ces dernières "ne peuvent pas s'engager aujourd'hui pour dans deux ans", a-t-il jugé.

Alors que le MEDEF national l'a appelé à revenir à la table des négociations, Willy Angèle dit n'avoir pas cessé de négocier. Il affirme être "en phase" avec la patronne métropolitaine Laurence Parisot et note la "volonté commune de trouver un accord interprofessionnel majoritaire".

Mais "nous sommes déjà au maximum de ce que nous pouvons faire", dit-il, estimant que c'est maintenant "au LKP de se positionner" et l'appellant à "tenir compte du principe de réalité".

4 000 manifestants à Paris en soutien "au peuple des Antilles" (28.02)

LeMonde.fr avec AFP et Reuters 28.02. - Plusieurs milliers de personnes (3 500, selon la police, 4 000 selon les organisateurs) étaient réunies, samedi 28 février, place de la Nation à Paris en soutien "au peuple des Antilles".

Le président du CollectifDom, à l'origine de ce rassemblement, Daniel Dalin s'est dit "confiant dans la dynamique enclenchée" à la Guadeloupe et à la Martinique mais a dit qu'il "imagin(ait) mal le Medef revenir" sur l'accord intervenu pour une hausse de 200 euros des bas salaires. "Ce serait mettre l'île à feu et à sang", a-t-il dit.

Interrogé sur France info, le dirigeant local du Medef, Willy Angèle, a pourtant expliqué que ses adhérents n'appliqueraient pas cet accord prévoyant le financement d'une hausse salariale par les entreprises pour 50 euros, les collectivités locales pour 50 euros et de l'Etat pour 100 euros.

LE MEDEF REFUSE TOUJOURS L'ACCORD

Elie Domota, chef de file du LKP, avait dit vendredi qu'une extension de cet accord serait demandée à l'ensemble des entreprises de Guadeloupe, y compris celles adhérant au Medef. Le directeur départemental adjoint du travail, Urbain Arconte, représentant de l'Etat, avait confirmé qu'une demande d'extension serait formulée auprès du ministère du Travail, mais cette solution semble juridiquement douteuse.

Dans une lettre envoyée au préfet publiée sur nouvelobs.com, les syndicats patronaux non signataires de l'accord lancent une mise en

garde, contre "les risques juridiques" d'une telle extension de l'accord minoritaire. Selon le préfet de Guadeloupe, Nicolas Desforges, l'accord concerne pour l'instant 15.000 à 17.000 salariés sur 85.000, mais Willy Angèle parle de 3.000 à 4.000 seulement.

A Paris, dans la manifestation, Liliane Bino, la soeur de Jacques Bino, le syndicaliste tué en Guadeloupe, a lancé en créole : "Mon frère n'est pas mort pour rien, il est mort pour un combat".

Des personnalités politiques d'extrême gauche étaient aussi présentes dans le rassemblement, comme Arlette Laguiller, ex porte-parole de Lutte ouvrière, qui a fait un passage éclair en début de manifestation. De retour des Antilles, Olivier Besancenot, tee-shirt jaune du LKP sur les épaules, a assuré devant des journalistes qu'une "grande partie de la population se tourne vers le LKP pour régler leurs problèmes quotidiens et non plus vers les élus locaux". "C'est quelque chose dont devrait s'inspirer la gauche sociale et politique en France", a poursuivi le porte-parole du NPA.

Elie Domota : "Le mouvement n'est pas près de s'arrêter" (28.02)

LeMonde.fr 27.02. -

Chris : Etes-vous satisfait des résultats obtenus la nuit dernière ?

Elie Domota : Dans l'ensemble, oui. Cela concerne uniquement les salariés des entreprises adhérentes des organisations patronales. Nous allons mettre en œuvre une procédure d'extension de l'accord à l'ensemble des salariés de la Guadeloupe dans les prochains jours.

Julien : L'accord conclu montre que votre revendication portant sur une hausse des salaires de 200 euros était réaliste. Pourquoi, selon vous, le patronat et le gouvernement ont-ils tant tardé à le reconnaître ?

Elie Domota : Très certainement pour éviter la contagion en France.

gwada97190 : Pensez-vous que les chefs des petites entreprises guadeloupéennes pourront se relever de cette grève ?

Elie Domota : Oui, d'ailleurs ce sont eux qui ont fait les propositions de sortie de crise. On parle toujours des conséquences de la grève générale sur l'économie, mais si tout le monde avait négocié dès le départ, on aurait pu régler ce conflit en moins de dix jours.

gwada97190 : Comment les petits artisans pourront-ils assurer les salaires de ce mois, alors qu'ils ont été empêchés de travailler pendant plus d'un mois ?

Elie Domota : Si les entreprises avaient négocié dès le départ, le problème aurait pu être réglé en cinq jours.

sidney97180 : Comment se passera la suite du mouvement si le Medef ne se joint pas à la signature d'un accord ?

Elie Domota : Le Medef, c'est 450 entreprises et moins de 4 000 salariés. Ne lui donnons pas plus d'importance qu'il n'en a. D'autre part, l'accord conclu est tout à fait valable et valide. Comme je le disais, dans les prochains jours, nous allons demander son extension à l'ensemble des entreprises de Guadeloupe, y compris celles adhérant au Medef. Et je rappelle que cet accord a été conclu en présence du préfet et sous la médiation de quatre directeurs du travail, dont deux envoyés de M. Fillon lui-même.

Chloe : Pourquoi le Medef refuse-t-il de signer les accords ?

Elie Domota : Parce que les adhérents du Medef refusent de payer les augmentations de salaires, alors qu'ils en ont les moyens.

Loulou : On dit que vous vous êtes battu avec Willy Angèle. Cette altercation menace-t-elle les négociations ?

Elie Domota : C'est une manœuvre du grand patronat pour torpiller la négociation. Malheureusement pour M. Angèle, ses connaissances en droit du travail sont fort limitées. Il a pensé que l'absence du Medef et de ses amis pourrait empêcher la négociation de se tenir.

bhm : Si vos revendications sont satisfaites, que deviendra le LKP ?

Elie Domota : Pour l'heure, les revendications ont été scindées en trois niveaux : les revendications immédiates, sur lesquelles nous travaillons actuellement, liées au pouvoir d'achat. Le LKP n'a pas vocation à disparaître.

Nous avons également des revendications relatives à la formation et à l'emploi. Nous sommes aujourd'hui la seule région de France où il n'y a pas de centre de formation du type AFPA (Association nationale pour la formation professionnelle des adultes). Le taux de chômage des jeunes dépasse les 60 %. Chaque année, près de 1 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme. Nous avons aussi des revendications relatives à la défense de l'environnement. Tous ces thèmes seront abordés dans le moyen terme.

libeerte_971 : Pensez-vous possible de payer les jours de grève ? Qui doit payer ?

Elie Domota : Pour l'heure, cette question n'a pas encore été abordée.

guadalupe : Ne craignez-vous pas une spirale inflationniste, les entreprises cherchant à augmenter les prix pour restaurer leurs marges en contrepartie des hausses de salaires accordées ?

Elie Domota : Si les entreprises augmentent leurs prix, on ne voit pas qui pourra acheter leurs produits. Je ne crois pas que ce soit la meilleure solution. Il faut au contraire relancer la consommation par une baisse des prix.

dan : Beaucoup d'entreprises en grande difficulté vont déposer le bilan et le nombre de chômeurs risque d'exploser en Guadeloupe. Comment voyez-vous l'avenir ?

Elie Domota : Le nombre de chômeurs a toujours été explosif ici. La Guadeloupe a 40 % de chômage depuis cinquante ans. Je crois que toutes les politiques publiques (les lois Perben, Girardin, etc.) ont été un échec, car elles ont consisté à donner de l'argent aux patrons, notamment aux gros patrons. A ce jour, aucun rapport, aucun audit ne peut nous dire où sont allées ces exonérations, à quoi a servi la défiscalisation, et combien d'emplois ont créé ces politiques-là.

anonyme : L'économie locale est fortement basée sur le tourisme. Le prolongement du mouvement ne risque-t-il pas de paralyser l'économie de l'île ?

Elie Domota : Non. En effet, beaucoup d'argent public transite par le tourisme. Mais, en définitive, ce n'est ni pour développer le tourisme, ni pour développer la Guadeloupe. Cela permet seulement à un petit nombre de se mettre plein d'argent dans les poches. Il faut que ça change. Nous devons mettre en place une vraie politique touristique pour promouvoir la destination Guadeloupe et y développer un tourisme de luxe, et non faire comme à Saint-Domingue ou à Cuba, par exemple.

gwada : Après l'accord de ce matin, la grève générale est-elle suspendue ?

Elie Domota : Pas encore. Nous avons rendez-vous avec le préfet cet après-midi pour aborder les autres points relatifs à la baisse des prix pour les denrées de première nécessité : pain, transport et eau, notamment.

Doudou : Après l'annonce faite par Nicolas Sarkozy, qu'attendez-vous de sa prochaine visite aux Antilles ?

Elie Domota : Rien. M. Sarkozy fait ce qu'il veut, mais ce n'est pas une visite qui va résoudre le problème.

Lajos : Quelle est votre position concernant une éventuelle indépendance de la Guadeloupe ?

Elie Domota : Pour l'heure, la plate-forme du LKP ne pose pas de question sur l'autonomie ou l'indépendance. Le peuple guadeloupéen choisira lui-même son destin le moment venu. Par contre, le problème de l'autonomie économique, et surtout alimentaire, à travers la production agricole, se pose. C'est un problème réel et sérieux. Et c'est pour ça que dans la plate-forme du LKP, il y a une rubrique consacrée à la production agricole et à l'autonomie alimentaire.

rene : La Guadeloupe n'a-t-elle pas en plus un problème de racisme anti-Blancs ?

Elie Domota : Je vous invite à venir sur place, et vous verrez. Tous ceux qui ont essayé de dénigrer ce mouvement sont allés sur deux terrains : celui du racisme et celui de l'indépendantisme. Or ce ne sont pas là des revendications du LKP.

Lo : Quelle est votre position sur la situation martiniquaise ?

Elie Domota : Ce qui s'est passé en Martinique était prévisible. Les problèmes en Guadeloupe et en Martinique se ressemblent. Nous sommes en contact régulier avec nos amis martiniquais.

alain : Croyez-vous que vos luttes sont "exportables" vers d'autres DOM, voire en métropole ?

Elie Domota : Je ne crois pas que le terme "exportable" soit approprié, mais les luttes qui sont menées ici, les problèmes qui sont rencontrés ici sont vécus par d'autres travailleurs dans le monde, même s'il y a certaines différences.

Doudou : Quelles réactions vous inspirent la "récupération" de votre action par José Bové, Olivier Besancenot et Ségolène Royal ?

Elie Domota : Le mot "récupération" est un peu fort. Je ne pense pas que quiconque puisse récupérer le mouvement du LKP.

patoo971 : Comment voyez-vous l'après-mouvement ? Pensez-vous qu'il suffira à faire effectivement changer les choses en Guadeloupe sur le long terme ?

Elie Domota : Le mouvement n'est pas près de s'arrêter. Comme je le disais, le LKP a vocation à durer.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

Politique et social

- Universités : la coordination nationale appelle à "ne pas tenir les examens " (30.04)
- Echec des négociations européennes sur la semaine de 48 heures (30.04)
- Hôpitaux: mobilisation historique contre le projet Bachelot (30.04)
- Des mineurs retraités occupent leur caisse de Sécurité sociale à Metz (28.04)
- Le chômage poursuit sa hausse, 63.400 demandeurs d'emploi de plus en mars (28.04)
- Après les universités, les hôpitaux en conflit (27.04)
- Une semaine sociale sous le signe d'un 1er Mai historique (27.04)
- Le travail dominical va revenir à l'Assemblée nationale (27.04)
- Précarité à durée indéterminée (25.04)
- Besancenot appelle à une "marche nationale" des salariés licenciés (25.04)
- Séquestrations : la main de l'extrême gauche" (25.04)
- "La colère sociale monte dans de très nombreux pays" (24.04)
- Colère à Toulouse dans l'usine de Freescale (24.04)
- Continental: les syndicats déboutés, des salariés saccagent la sous-préfecture de l'Oise à Compiègne (22.04)
- Face au chômage, le Medef veut de nouvelles discussions sociales (22.04)
- L'Elysée n'entrevoit pas encore de sortie de crise(21.04)
- Haute-Garonne : des salariés de Molex retiennent deux membres de la direction (21.04)
- Caterpillar: assemblée générale houleuse sur le protocole de sortie de conflit (21.04)
- Sarkozy l'arrogant épinglé par la presse internationale (19.04)
- L'usine Toyota d'Onnaing (Nord) bloquée par des piquets de grève (18.04)
- Grève et manifestation "historiques" à Monaco (18.04)
- Journée sociale dense chez Caterpillar (17.04)
- Vingt-cinq pontes de l'hôpital public lancent un appel contre la loi Bachelot (16.04)
- Européennes : vers une abstention record (13.04)
- Les francs-maçons de Sarkozy (13.04)
- Paris veut renforcer la lutte contre la fraude (11.04)
- Le gouvernement dénonce les séquestrations de patrons (10.04)
- Sarkozy souhaite un coup de pouce pour l'ISF(09.04)
- Pour 2009, Besson a une mission : atteindre les 27 000 expulsions (09.04)
- Pourquoi des salariés séquestrent leurs patrons (08.04)
- Sondage: la séquestration de patrons d'entreprises qui licencient "acceptable" pour 45% des Français (08.04)
- François Fillon s'en prend à l'extrême gauche "qui souffle sur les braises de l'affrontement social" (08.04)
- Après 1789, 2009 ? (06.04)
- Guadeloupe : Domota brandit la menace de nouvelles grèves (04.04)
- Les avocats de Guyane ont entamé leur cinquième semaine de grève (04.04)
- Poursuite de la contestation universitaire (04.04)
- Tollé après une enquête liée à des images de Sarkozy sur France3 (02.04)
- Fermeture définitive de l'aciérie d'ArcelorMittal à Gandrange (01.04)
- Le décret sur les rémunérations des patrons décrypté (01.04)
- La radicalisation des conflits sociaux se banalise (01.04)

- Colmar: les lycéens manifestent, le maire leur coupe les subventions (01.04)
- Les salariés de Caterpillar retiennent leur direction sur le site grenoblois (01.04)
- La voiture de François-Henri Pinault bloquée par des salariés (01.04)
- Les lycées d'Albi et de Toulouse renvoient chez lui l'envoyé de Sarkozy (31.03)
- Les chantiers français Coach en cessation de paiement (31.03)
- Continental embauche, mais en Roumanie (31.03)
- Par crainte d'une délocalisation à Singapour, les salariés occupent l'usine FCI de Mantes-la-Jolie (30.03)
- Réforme portuaire: les sept grands ports dans une phase délicate (29.03)
- La crise sociale va-t-elle dégénérer en révolte ? (29.03)
- Pécrresse passe en force (27.03)
- La France aura son "Pentagone" à l'été 2014 (27.03)
- Le chômage grimpe en France, le climat social se tend (26.03)
- Les salariés de l'usine 3M de Pithiviers retiennent leur directeur (25.03)
- Education: 5.000 à 15.000 manifestants à Paris, défilés en province (25.03)
- Visite de Sarkozy à Saint-Quentin: "Il va y avoir des flics partout. C'est abusé!" (24.03)
- L'Elysée redoute l'explosion du chômage des jeunes (22.03)
- Hervé Novelli exige et obtient le retrait d'un JT de France 3 Centre (22.03)
- Sidérurgie : un emploi sur six supprimé ou réduit en Europe (21.03)
- Universités: nouvelles manifestations le 24 mars (21.03)
- Dans les cortèges, le "Sarkozy, casse-toi !" a fait consensus (21.03)
- Social: plus d'un million de manifestants interpellent Sarkozy (20.03)
- Hôpital : fronde inédite des grands médecins (19.03)
- UNM: Incidents violents au siège du Port de Marseille (18.03)
- Sondage: la mobilisation de jeudi soutenue par 74% des Français (17.03)
- Morin: trois ans pour que la France soit "la tête et les jambes" de l'Otan (16.03)
- Le patronat veut la retraite complémentaire à 61 ans et braque les syndicats (13.03)
- Les ouvriers de Continental "dégoûtés" par le projet de fermeture de l'usine de Clairoux (13.03)
- Universités : la mobilisation se poursuit, avec le renfort d'enseignants de l'Education (13.03)
- Une majorité d'universités encore en grève ou bloquées (11.03)
- Mouvement dans les universités : cours suspendus à Paris-IV Sorbonne (10.03)
- L'université du Mirail vote la grève et maintient ses barrages (10.03)
- Le Front de gauche se lance, sans le NPA de Besancenot (09.03)
- Barroso, l'ami des OGM (06.03) (06.03)
- Forte mobilisation à La Réunion contre la vie chère (06.03)
- La grogne persiste dans les universités et monte à l'hôpital (06.03)
- Le LKP appelle à une reprise de l'activité en Guadeloupe (06.03)
- Les raisons de la mobilisation à la Réunion (06.03)
- Universités: la mobilisation se maintient (06.03)
- Mouvement social à La Réunion jeudi, la grogne s'étend dans les DOM (05.03)
- Pouvoir d'achat: les classes moyennes se restreignent de plus en plus, selon une étude (05.03)
- Fillon: face à la crise, "être animé par un véritable esprit de civisme" (03.03)
- Guadeloupe: "l'Etat n'a pas tenu son rôle" pour Laurence Parisot (03.03)
- Elie Domota, la voix du LKP (03.03)
- Social: un mois de mars à haut risque (02.03)
- Le gouvernement contraint de courir après la crise (02.03)
- La situation de l'emploi se dégrade à vive allure (02.03)

La situation de l'emploi se dégrade à vive allure (02.03)

Le Monde - 27.02 Les superlatifs manquent pour décrire la dégradation spectaculaire du marché du travail en France. En janvier, le nombre des chômeurs a augmenté de 90 200 (+ 4,3 %) pour s'établir à 2 204 500. Du jamais vu depuis 1991, première année de calcul du nombre de chômeurs selon les modalités actuelles. Cette hausse mensuelle efface le précédent record qui datait de novembre 2008 (+ 64 000). Au cours des six derniers mois, Pôle emploi a recensé 296 200 demandeurs d'emploi supplémentaires. Une évolution à l'anglo-saxonne jusqu'à là inconnue en France, et qui tombe mal pour un chef de l'Etat en chute libre dans les sondages.

L'augmentation historique de janvier, confirmée mercredi 25 février par le ministère de l'emploi et abondamment commentée, résulte d'un triple mouvement : la hausse des inscriptions à Pôle Emploi, la diminution des sorties du chômage et le recul des offres d'emploi (- 30 % sur un an). Elle concerne d'abord les hommes, plus nombreux que les femmes à travailler dans une industrie en récession depuis l'automne. Les jeunes paient aussi un lourd tribut à la crise. La France peine depuis des lustres à leur donner du travail et à maintenir dans l'emploi les seniors. La récession actuelle illustre à nouveau cette fâcheuse exception française.

Les salariés en fin de contrat à durée déterminée (CDD) ou de mission d'intérim, dont les entreprises en difficulté se séparent en priorité, s'inscrivent encore massivement à Pôle emploi. Toutefois, le nombre des entrées en chômage consécutives à des licenciements économiques a sensiblement augmenté au cours des trois derniers mois. (+ 23,5 %). Après les travailleurs précaires, le noyau dur des salariés en contrat à durée indéterminée semble progressivement atteint par le chômage. Les premiers plans sociaux intervenus en 2008 commencent à se lire dans les statistiques du ministère, et cette situation ne peut qu'empirer.

Invité de France 3 dans la soirée, le secrétaire d'Etat à l'emploi, Laurent Wauquiez, n'a pas caché la gravité de la situation. Il a indiqué qu'il s'attendait à des chiffres du genre de ceux de janvier "sur plusieurs mois". Sur France 2, en revanche, sa ministre de tutelle, Christine Lagarde, s'est refusée à tout pronostic chiffré, évoquant simplement une année 2009 qui "sera dure" et "plus difficile, bien entendu" que 2008.

"La situation est extrêmement grave, la France s'enfonce dans une crise sans précédent", a fait valoir la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, qui participait, mercredi soir, à une réunion publique de la fédération socialiste du Nord. Mme Aubry, qui était ministre du travail pendant la récession de 1993, en a appelé "très solennellement" au président de la République pour qu'il "lance un plan massif de relance".

Côté syndical, la CGT a fait état d'un "décalage criant entre la gravité de la crise et les réponses apportées par le chef de l'Etat et son gouvernement", tandis que la CFDT réaffirmait ses "exigences" vis-à-vis de l'Etat. "Les réponses à la crise actuelle doivent revêtir une dimension sociale forte", a observé Annie Thomas, secrétaire national de la centrale syndicale et vice-présidente de l'Unedic (assurance-chômage).

Il y a peu de chances, toutefois, que ses appels soient entendus dans l'immédiat. Frédéric Lefebvre, l'un des porte-parole de l'UMP, s'est félicité, mercredi, de la bonne tenue de la consommation, y voyant la confirmation du bien-fondé de la stratégie du gouvernement. "La détérioration du marché du travail était attendue. Le gouvernement a tous les outils pour y faire face. Il faut désormais accélérer le plan de relance et mettre en oeuvre les mesures proposées par Nicolas Sarkozy au sommet social du 18 février", relève-t-on à Matignon.

L'avenir dira si le gouvernement et le président pourront en rester là si le chômage continue de s'envoler dans de telles proportions. Dans l'immédiat, la détérioration du marché du travail soulève de nombreuses questions. La première tient aux effets, pour l'heure dévastateurs, de la fusion de l'ANPE et de l'Unedic sur les services rendus aux chômeurs : "il existe à l'heure actuelle plusieurs dizaines de milliers de dossiers d'inscription encore en souffrance. Les demandeurs d'emploi sont reçus dans des conditions déplorables, aiguillés vers une plate-forme téléphonique déficiente, plate-forme dont le numéro est en outre surtaxé lorsque les appels ne proviennent pas d'une ligne fixe", accuse la CGT, tandis que la CFDT s'inquiète des risques de retard dans l'indemnisation des chômeurs liés à la surcharge de travail des personnels de Pôle emploi.

La très forte augmentation du chômage depuis l'été n'a pas encore eu d'incidence sur les effectifs de chômeurs indemnisés qui représentent, bon an mal an, 60 % des demandeurs d'emploi. L'Unedic s'attend à voir cette population augmenter de 282 000 en 2009. Pour l'heure, toutefois, le nombre des chômeurs indemnisés est relativement stable : cela s'explique par le nombre élevé de personnes, jeunes en premier lieu, disposant de durées d'affiliation à Pôle Emploi nulles ou trop courtes pour pouvoir être indemnisées. C'est à 234 000 d'entre elles que devrait être versée à partir du 1er avril une prime de 500 euros en application des mesures annoncées par Nicolas Sarkozy. La présidente du Medef, Laurence Parisot, avait déploré, dimanche 22 février, cette annonce présidentielle, estimant qu'on transformait les jeunes en "chasseurs de primes". Au vu des statistiques rendues publiques mercredi et de la situation faite aux moins de 25 ans, le propos apparaît mal venu.

Le gouvernement contraint de courir après la crise (02.03)

Reuters - 01.03 La France s'apprête à réviser en baisse ses prévisions de croissance alors que les économistes estiment qu'un nouveau plan de relance sera nécessaire pour faire face à une crise d'une ampleur inédite.

Paris, sous le coup d'une procédure pour déficit excessif lancée par la Commission européenne, devrait transmettre ses nouvelles hypothèses de croissance et déficit public à l'exécutif bruxellois à l'occasion de l'Eurogroupe et de l'Ecofin des 9 et 10 mars.

Elles seront par ailleurs débattues le 17 mars par la Commission économique de la nation, qui réunit économistes et personnalités qualifiées.

La Commission européenne s'attend à une contraction de 1,8% du produit intérieur brut (PIB) de la France cette année et à une croissance de 0,4% en 2010, le déficit atteignant 5,4% du PIB en 2009 et 5,0% l'année suivante, bien au-delà du seuil maximal de 3% du PIB prévu par le Pacte européen de stabilité.

En janvier, le gouvernement a révisé en hausse ses objectifs de déficit public à 4,4% du PIB pour cette année et 3,1% en 2010, intégrant notamment le plan de relance de 26 milliards d'euros annoncé le mois précédent. Mais il avait alors maintenu son hypothèse d'une croissance du PIB comprise entre +0,2% et +0,5% cette année.

Après une contraction de l'activité de 1,2% au quatrième trimestre 2008, la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, avait admis que la croissance 2009 serait "inférieure à -1%".

DEUX SCENARIOS DE RECESSION

Deux scénarios de récession - suivie d'un rebond plus ou moins marqué - se dégagent de l'enquête menée par Reuters auprès de dix des économistes membres du groupe technique de la Commission économique de la Nation au vu de leurs hypothèses sur la consommation des ménages.

Pour une moitié d'entre eux, la contraction de l'activité pourrait être contenue entre -1,0% et -1,5% cette année grâce à une résistance de la consommation des ménages permise par les gains de pouvoir d'achat liés à la baisse des prix et par le poids des transferts sociaux et des revenus protégés (fonction publique et retraites) dans l'économie française.

Pour l'autre moitié, la consommation des ménages céderait sous l'effet de la montée du chômage alors que le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi est passé d'un rythme de 45.000 par mois fin 2008 à 90.000 en janvier. La contraction de l'activité serait dans ce scénario de -2,0% à -2,5% cette année.

"Les gains de pouvoir d'achat liés à la baisse des prix, le poids des transferts sociaux et des revenus protégés plaident pour une résistance de la consommation", estime ainsi Olivier Bizimana, économiste au Crédit agricole qui anticipe une contraction du PIB de 1,3% en 2009.

Il souligne toutefois que plusieurs risques baissiers pèsent sur sa prévision alors que le climat des affaires et la confiance des ménages qui s'étaient stabilisés en janvier ont rechuté en février.

"La progression du chômage devrait amputer tôt ou tard le pouvoir d'achat des ménages en dépit des mesures budgétaires en leur faveur et de la décélération de l'inflation", prévient pour sa part Frédérique Cerisier, économiste à la banque BNP Paribas qui s'attend à une contraction du PIB de 2,4% cette année.

Selon BNP Paribas, le taux de chômage atteindrait 9,4% à la fin 2009 et 10,5% fin 2010.

VERS UN NOUVEAU PLAN DE RELANCE

Récession et montée du chômage entraîneront un creusement des déficits publics, bien au-delà des chiffres affichés pour l'instant par le gouvernement.

Les économistes interrogés par Reuters s'attendent presque tous à un déficit public d'au moins 5% du PIB en 2009 et à une nouvelle détérioration en 2010, notamment en raison de la dégradation des comptes sociaux avec la montée du chômage.

Le déficit public dépasserait ainsi largement les 100 milliards d'euros en 2009 comme en 2010, alimentant la hausse de la dette publique.

"La dette publique de la France pourrait atteindre 80% du PIB en 2012, soit plus de 15 points de PIB de plus qu'en 2007", estime ainsi Olivier Gasnier, économiste à la Société générale en précisant que cette prévision intègre l'hypothèse d'un retour à une croissance de 2% l'an en 2011 et 2012, à condition de taux inchangés et avec une inflation contenue à 1,5% l'an.

Encore est-ce sans tenir compte de nouvelles mesures de relance que le gouvernement n'exclut pas et dont les économistes, même pour les moins pessimistes d'entre eux, considèrent qu'elles seront inévitables.

"Il n'est pas exclu qu'à un moment il y ait la nécessité de prendre d'autres mesures", a déclaré vendredi sur RTL le conseiller spécial du chef de l'Etat, Henri Guaino.

"Si la crise continue à s'aggraver, le président de la République l'a toujours dit, le gouvernement fera ce qu'il faut", a-t-il ajouté.

Olivier Bizimama estime qu'un plan de relance sera nécessaire.

"Cela fait des mois que nous plaidons pour un nouveau plan de relance", surenchérit Béatrice Mathieu du Centre de prévision de l'Expansion (CPE).

Pour Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), "le gouvernement a fait le pari que son plan de relance principalement axé sur l'investissement et les infrastructures permettrait d'éviter une récession franche et c'est un pari manqué".

Pour lui, le train de mesures de 2,6 milliards annoncées après le sommet social du 18 février et qui feront l'objet d'un collectif budgétaire présenté mercredi en conseil des ministres est loin du compte et un rééquilibrage est nécessaire.

Social: un mois de mars à haut risque (02.03)

AP - 01.03La contestation sociale devrait encore prendre de l'ampleur en mars avec des appels à la mobilisation chez les personnels de l'Education, les médecins et les personnels des hôpitaux, ou encore des forces de police, alors que le mouvement dans les universités entre lundi dans sa cinquième semaine. Les mécontentements devraient converger à l'occasion de la journée interprofessionnelle de mobilisation public-privé du 19 mars.

Du côté des départements d'outre-mer, le conflit social que connaissent la Guadeloupe et la Martinique contre la vie chère menace de s'étendre à l'île de La Réunion avec un appel à la grève générale lancé par un collectif pour jeudi prochain.

En métropole, les syndicats préparent plusieurs nouvelles journées de mobilisation dans les universités, un mois après le début du mouvement des enseignants-chercheurs qui s'est étendu aux étudiants et aux personnels non-enseignants sur la base d'un très large cahier de revendications.

Les principaux syndicats de l'Enseignement supérieur appellent ainsi à des manifestations dans toute la France jeudi, malgré les négociations lancées vendredi dernier par la ministre Valérie Pécresse sur le statut des enseignants-chercheurs après que le Premier ministre François Fillon eut demandé que le décret contesté soit "entièrement réécrit".

Les syndicats exigent toujours le report de la réforme de la formation des maîtres, l'arrêt des restrictions budgétaires et le rétablissement des quelque 1.000 postes supprimés dans l'Enseignement supérieur en 2009, ou encore l'augmentation des bourses étudiantes.

Jeudi également, neuf syndicats de personnels non-soignants et de médecins appellent à la mobilisation dans les hôpitaux publics contre le projet de loi Bachelot "Hôpital patients santé territoires" (HPST), examiné à l'Assemblée nationale.

Les syndicats dénoncent "une aggravation des conditions de travail", une "baisse du pouvoir d'achat", une "accélération des suppressions de postes", ou encore des "plans de retour à l'équilibre dont la seule variable d'ajustement se fait sur la réduction des dépenses de personnel".

Pour eux, le projet de loi confirme la "sous-dotation des établissements en fragilisant davantage le service public de santé de l'Etat au profit d'une logique privée".

Moins d'une semaine plus tard, la contestation dans l'Enseignement supérieur pourrait rejoindre le mécontentement des personnels des écoles, collèges et lycées, les syndicats préparant une journée d'action commune le 11 mars contre l'ensemble de la politique éducative du gouvernement "de la maternelle à l'université".

Le 12 mars, les principaux syndicats des assistants-sociaux de l'Education appellent, de leur côté, à une journée de grève pour exiger la création de 4.700 postes supplémentaires.

Point culminant des mécontentements, l'ensemble des syndicats appellent les salariés du public et du privé à une journée de mobilisation interprofessionnelle avec des grèves et des manifestations dans toute la France le 19 mars pour "maintenir la pression" sur le gouvernement et obtenir "un vrai changement de cap" dans la politique économique et sociale en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat et des services publics.

Déçus par le "sommet social" du 18 février à l'Élysée, les syndicats estiment que "les mesures annoncées sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale", et entendent mobiliser plus que le 29 janvier où entre 1 et 2,5 millions de manifestants étaient descendus dans les rues.

Les syndicats ont prévu de se revoir dès le lendemain, 20 mars, pour décider des suites de cette mobilisation.

Enfin, après les personnels hospitaliers, les étudiants, les enseignants, et les salariés du public et du privé, les syndicats de police UNSA et SGP-FO appellent à une manifestation nationale à Paris le 21 mars pour la revalorisation du pouvoir d'achat, la défense des acquis sociaux et contre les suppressions d'effectifs.

Elie Domota, la voix du LKP (03.03)

LePost - 02.03 En Guadeloupe, le LKP est prêt, sous conditions, à annoncer la suspension de la grève dès que le gouvernement aura consigné par écrit les points d'accord et de désaccord, l'essentiel des objectifs à court terme du LKP étant atteints.

Elie Domota et le LKP sont un nouveau leader et un mouvement avec lesquels il faudra désormais compter...

"Chat échaudé craint l'eau froide".

C'est un succès indéniable pour un mouvement exceptionnel qui aura su résister aux multiples tentatives, pour certaines irresponsables du gouvernement et du MEDEF de le contrer et de le saboter:

D'abord une attitude de mépris (15 jours sans aucune action gouvernementale, absence du gouvernement aux obsèques du syndicaliste Jacques Bino...). Ensuite l'envoi puis le rappel du Ministre de l'Outre-Mer Yves Jégo accompagné par la caricature du mouvement accusé d'indépendantisme voire de racisme de ci, de là, y compris par Nicolas Sarkozy qui propose la révision du statut des DOM alors que cette révision ne fait pas partie des revendications des gévistes.

Il y eu encore plus grave avec le choix du pourrissement de la situation qui a abouti aux violences et à la mort du syndicaliste Jacques Bino. Et pour finir la tentative ridicule de sabotage des négociations par le MEDEF (les entreprises les plus riches et plus responsables de la situation actuelle) avec de douteuses accusations de violence complaisamment relayée en métropole.

Ce succès, le LKP, le doit beaucoup à son porte-parole, Elie Domota.

Inconnu il y a seulement quelques semaines, Elie Domota est un nouveau leader avec lequel il faudra compter.

Je ne connais pas bien les Antilles. Mais les multiples portaits que lui ont consacré la presse, Le Monde ici ou l'Express là ou encore les interviews d'Eco89 et du Monde.fr, sont unanimes lorsqu'ils évoquent un sens politique et stratégique exceptionnel et une maîtrise parfaite des médias et de la communication, indispensable, aujourd'hui encore plus qu'autrefois.

Pour mener à bien ce combat contre "la surexploitation outrancière" des guadeloupéens et plus largement des ultramarins, Elie Domota a réussi le tour de force d'unifier, au sein du collectif LKP, 49 groupes différents, syndicats, organisations politiques et associations autour d'une plateforme de revendication et pour cela à faire taire les divisions historiques des syndicats guadeloupéens (UGTG, CGTG, CTU).

Il aura réussi avec le collectif LKP à faire pièce aux multiples tentatives de déstabilisation en provenance du gouvernement et évoquées plus haut, avec calme et responsabilité mais sans lâcher sur l'essentiel, en gardant à l'esprit que la lutte syndicale et politique ne fait que commencer. Ainsi Elie Domota déclarait-il lors du tchat au Monde.fr :

"Pour l'heure, les revendications ont été scindées en trois niveaux: les revendications immédiates, sur lesquelles nous travaillons actuellement, liées au pouvoir d'achat. Le LKP n'a pas vocation à disparaître.

Nous avons également des revendications relatives à la formation et à l'emploi. (...) Le taux de chômage des jeunes dépasse les 60 %. Chaque année, près de 1 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme. Nous avons aussi des revendications relatives à la défense de l'environnement. Tous ces thèmes seront abordés dans le moyen terme."

Donc comme il l'a déclaré au Monde, "Le mouvement n'est pas prêt de s'arrêter".

Pour terminer ce post :

J'ai lu dans les commentaires du Post beaucoup d'accusations de racisme, de propos appelant à l'indépendance des Antilles, pour s'en débarrasser, comme un bourgeois qui renverrait son domestique. Aussi, je tenais à partager avec vous ces quelques lignes écrites par un camarade, Pascal, qui connaît la Guadeloupe et plus particulièrement les Antilles beaucoup mieux que moi. Pascal insiste principalement sur 2 idées :

"La première, c'est que je voudrais contester l'impression éventuelle de racisme qui se dégagerait du mouvement actuel "La Guadeloupe est à nous" rappelle peut-être à certain "La France aux Français". Mais je dois vous dire que le rapprochement n'a pas lieu d'être. Rappelez-vous que Jean-Marie Le Pen a été empêché d'atterrir en descendant 1997, d'abord à l'aéroport du Lamentin en Martinique, puis, son avion s'étant posé au Raizet en Guadeloupe, des centaines de citoyens envahissant les pistes lui ont interdit de descendre. Aujourd'hui, certes, des slogans sont ambigus, mais les dirigeants politiques antillais les ont tous condamnés. D'ailleurs, ce ne sont pas les békés dans leur ensemble qui sont pris à parti ; mais les quelques familles milliardaires qui détiennent quasiment toute l'économie de l'archipel. Il y a beaucoup de békés pauvres en Guadeloupe, même très pauvres, et qui vivent dans des villages retirés à l'intérieur de la Grande Terre, dans les Grands fonds de Sainte-Anne ou de Saint-François par exemple."

"La deuxième idée que je veux vous exposer est la suivante : le mouvement Guadeloupéen est à rapprocher du vaste mouvement "vers la gauche" qui a lieu en ce moment en Amérique.

Et oui, on l'oublie souvent, la Guadeloupe est ... une terre d'Amérique. Et les antillais sont proches géographiquement, mais aussi par la musique, par la langue, par le métissage, par la culture, de leurs voisins d'Amérique. Proches par le coeur en somme. Proches de Cuba, la grande soeur des Caraïbes, pour laquelle les antillais ont toujours une certaine affection. Proche du Venezuela, une des destinations favorite pour les vacances, dont le chef de l'Etat est également bien aimé aux Antilles. Mais proches, en somme, du Chili de Michelle Bachelet, du Nicaragua de Daniel Ortega, du Brésil de Lula, du Costa Rica d'Arias, de la Bolivie de Morales, de l'Uruguay de Vasquez, du Paraguay de Lugo, le Guatemala de Colom... Et je dirais comme un clin d'oeil, du Porto Rico d'Obama !!

Tous ces chefs d'Etat, auxquels il faut ajouter Correa Delgado en Equateur et Kirchner en Argentine, mènent des politiques de gauche. A des degrés divers bien entendu. Degrés divers dans la redistribution, notamment la redistribution des terres. Degrés divers dans la reconnaissance des minorités, en particulier les minorités amériidiennes et noires. Degrés divers dans l'opposition aux Etats-Unis (on peut supposer à ce sujet que l'arrivée d'Obama pourrait changer la donne). Degrés divers dans la nationalisation des richesses naturelles.

On me dit de rajouter: "degré divers dans le populisme" en pensant très fort à Morales, Christner et Chavez. Pour ma part, je ne crois pas que nous ayons des leçons à donner aux peuples d'Amérique latine dans ce domaine, ici, depuis l'Europe de Sarkozy et de Berlusconi.

Bref, tout ça pour dire qu'il y a comme un grand mouvement de libération des peuples d'Amérique ... auquel les Antilles participent.

C'est à ce vaste mouvement que s'apparente aussi le président de la Région, Victorin Lurel, qui au premier rand a contribué à éveiller les consciences et un homme profondément imprégné de la culture d'Amérique Latine, notamment littéraire."

Guadeloupe: "l'Etat n'a pas tenu son rôle" pour Laurence Parisot (03.03)

AP - 03.03La présidente du MEDEF Laurence Parisot a dénoncé mardi l'attitude de l'Etat dans la crise en Guadeloupe, jugeant qu'il s'est montré "complaisant" et "n'a pas tenu son rôle".

Saluant l'accord "conclu il y a deux heures à peine en Martinique", Laurence Parisot a souligné sur RTL qu'"en Guadeloupe il faut bien comprendre que, dès le départ, les choses ont été très mal engagées". "L'Etat n'a pas tenu son rôle, n'a pas permis que les négociations se déroulent d'une manière normale, comme dans tout dialogue social".

L'Etat a été "au départ" complaisant et "n'a pas ensuite su récupérer la situation", a déploré la présidente du Mouvement des Entreprises de France qui refuse de signer l'accord. "Il y a un préambule qui dit en gros, il faut lutter contre un système économique qui est un système d'une économie de plantations".

"On est en train de demander aux chefs d'entreprises de Guadeloupe de signer un document dans lequel ils seraient amenés à reconnaître qu'ils ont pérennisé, fait perdurer une économie de l'esclavagisme: c'est honteux et personne ne regarde ça, la République laisse faire", a-t-elle dénoncé.

De plus, "il y a eu beaucoup d'intimidations, de menaces, même de violences de la part du LKP qui ne pouvait que perturber et gêner la bonne conduite de la négociation", a dénoncé la patronne des patrons. Enfin, "dans l'accord, il y a un engagement financier qui rend cet accord mortel pour la plupart des entreprises de Guadeloupe: il y a une clause qui dit qu'après que l'Etat s'est retiré, les entreprises quoi qu'il arrive devront compenser les aides de l'Etat et des régions".

Fillon: face à la crise, "être animé par un véritable esprit de civisme" (03.03)

AFP - 03.03 Face à la crise économique, le Premier ministre François Fillon a appelé les Français "à être animés d'un véritable esprit de civisme", lundi lors du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France, à Paris.

"La crise mondiale accroît l'inquiétude diplomatique, excite l'agressivité de groupes extrémistes, rend à l'exclusion et au repli sur soi un attrait dangereux", a affirmé M. Fillon.

En début de soirée, le président Nicolas Sarkozy est également venu pendant environ une demi-heure à cette manifestation du Crif. Il est reparti avant le début du dîner et le discours du Premier ministre.

"Quelles doivent être les valeurs d'un pays en crise ? Quelles sont les vertus qui, au plus dur de l'épreuve, restent capables de nous souder contre la peur, la haine et la division ?", s'est interrogé M. Fillon.

Selon le chef du gouvernement, "aux côtés des mesures prises pour soutenir l'emploi, défendre nos entreprises, relancer l'investissement, sécuriser notre système bancaire, nous devons être animés par un véritable esprit de civisme. Le civisme, c'est le courage de donner à son pays autant que l'on reçoit de lui".

"Le civisme, c'est avoir la capacité à ne pas aiguïser inutilement nos légitimes différences politiques ou intellectuelles. C'est, en somme, l'aptitude à se rassembler autour des enjeux essentiels", a-t-il ajouté.

"Si chacun joue contre l'autre, si chacun se met en quête d'un coupable, si chacun se replie sur ses intérêts catégoriels, si chacun réclame toujours plus alors que l'Etat est à la limite de ses moyens, si chacun cède à la peur des adaptations au lieu de s'en saisir, alors la France affrontera de grands périls. Dans l'épreuve, nous sommes tous comptables de l'intérêt national", a également dit M. Fillon.

Il a invité "la majorité et l'opposition à débattre de façon constructive (...), l'Etat et les collectivités locales à joindre leurs efforts. J'invite patronat et syndicats à trouver les voies du consensus partout où cela est possible, car, plus que jamais, nous devons trouver des compromis entre l'efficacité économique et la solidarité sociale", a-t-il également affirmé.

Pouvoir d'achat: les classes moyennes se restreignent de plus en plus, selon une étude (05.03)

AFP - 04.03 Les ménages appartenant aux "classes moyennes" se sont imposés de plus en plus de restrictions ces huit dernières années malgré une hausse de leurs revenus, principalement en raison du poids plus important des dépenses incompressibles, selon une étude du Crédoc publiée mercredi.

Les ménages appartenant aux classes moyennes sont plus nombreux que dans les années 1980 et leur pouvoir d'achat n'a cessé d'augmenter depuis cette date, indique le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) dans cette étude intitulée "les classes moyennes sous pression".

Cependant, leur budget est davantage grevé par les dépenses "contraintes" (logement, eau, gaz, électricité, assurance, téléphone), qui augmentent plus vite que leur revenu. L'an dernier, ces dépenses contraintes représentaient 38% des dépenses des ménages, contre 21% en 1979, principalement en raison du coût du logement.

Une personne dotée d'un budget médian de 1.467 euros, soit un Français sur deux, destine 80% de ce dernier aux dépenses contraintes et aux dépenses incontournables (alimentation, transport, santé, éducation).

Au final, cette personne se retrouve chaque mois avec 294 euros pour ses dépenses de loisirs, vacances, habillement, équipement ménager et épargne.

En 2008, une personne sur deux disposant d'un budget médian n'est pas partie en vacances, 37% ne sont pas allées au cinéma, 34%

n'avaient pas de voiture, 50% pas d'accès internet à domicile, 40% pas de produit d'épargne liquide de type livret.

En comparaison, la population la plus aisée (10%) vit avec 4.213 euros par mois en moyenne, dont 1.474 euros peuvent être consacrés aux vacances, loisirs, habillement...

Dans ce groupe, 97% des individus disposent d'une voiture, 91% ont un accès internet à domicile, 90% partent au moins une fois en vacances dans l'année, 85% vont au cinéma.

Pour les plus pauvres (10% de la population), sur 625 euros de ressources, il reste chaque mois 80 euros pour les dépenses non obligatoires.

En 2008, 72% des personnes appartenant à la classe moyenne inférieure déclaraient s'imposer régulièrement des restrictions, contre 68% en 2000. Dans cette classe, le revenu moyen se situe entre 1.120 et 1750 euros par mois.

Chez les classes moyennes supérieures, dont le revenu se situe entre 1.750 et 2.600 euros, ils étaient 59% à s'imposer des restrictions l'an dernier, contre 57% en 2000.

Au sein des catégories sociales pauvres (moins de 780 euros), 75% se restreignaient en 2008, contre 44% pour les catégories aisées (entre 2.600 euros et 3.010 euros) et 29% pour les hauts revenus (plus de 3.010 euros).

Le Crédoc tient toutefois à "ne pas noircir le tableau", soulignant que le niveau de vie médian a progressé de 83% depuis 1970.

"Le désenchantement actuel des classes moyennes" pourrait être lié au fait que la croissance économique est moindre qu'elle ne l'était pour les générations précédentes, estime le Crédoc.

Pendant les Trente Glorieuses, "l'ascension sociale était à portée de main", alors qu'aujourd'hui "une vie entière de travail risque d'être insuffisante pour s'élever significativement dans la hiérarchie des revenus", conclut le Crédoc.

Mouvement social à La Réunion jeudi, la grogne s'étend dans les DOM (05.03)

AFP - 04.03 Dans les couloirs de Matignon, on le craignait depuis plusieurs semaines. La grogne qui secoue les Antilles s'étend dans les DOM. Après la Guadeloupe et la Martinique, c'est au tour de La Réunion. L'île se lance dans la bataille pour la hausse des bas salaires à l'appel d'un collectif rassemblant une quarantaine d'organisations.

Une importante journée de grève se profile jeudi. Deux manifestations sont prévues à Saint-Denis (nord) et Saint-Pierre (sud) à partir de 9 heures (soit 6 heures à Paris). Elles pourraient rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes, selon les organisateurs, le Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de La Réunion (Cospar). Et, comme aux Antilles, la principale revendication du collectif porte "sur une hausse de 200 euros nets des bas salaires".

Créé le 10 février, le Cospar compte dans ses rangs les principaux syndicats publics et privés (CGTR, CFDT, CFTC, Unsa, Solidaires, FSU...) ainsi que des associations de chômeurs et des partis de gauche (PCR, PS, Parti de gauche, NPA, etc.). Il a présenté lundi une plateforme de 62 revendications, dont quatre "mesures immédiates" destinées à lutter contre la vie chère. Outre l'augmentation de 200 euros nets des bas salaires, des minima sociaux, des petites retraites et des bourses étudiantes, ces revendications vont de la baisse de 25 % du prix de la bouteille de gaz à l'interdiction de licencier pour les entreprises faisant des profits, en passant par le gel des loyers et la gratuité des tickets de transport pour les chômeurs.

Rapport de force

"Nous n'avons eu jusqu'à présent aucune réponse de l'État et du patronat à nos revendications. Nous allons donc créer un rapport de force", a déclaré l'un des porte-parole du comité, Ivan Hoareau, secrétaire général de la CGT-Réunion. Le Cospar, qui se défend de vouloir "suivre le mouvement antillais", affirme que "l'exaspération de la population réunionnaise est à son comble" avec un taux de 52 % des 750.000 habitants de la Réunion.

Universités : la mobilisation se maintient (06.03)

AP - 06.03 La mobilisation dans les universités se maintient. Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants et d'enseignants-chercheurs ont à nouveau manifesté jeudi dans une vingtaine de villes de France contre la politique du gouvernement dans leur secteur, malgré les signes d'ouverture de leur ministre de tutelle, Valérie Pécresse.

A Paris, le cortège a rassemblé 9.000 personnes selon la police, 15.000 selon les organisateurs.

Les syndicats FSU et CGT, ainsi que l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) appellent à une journée de mobilisation commune à l'Enseignement supérieur et à l'Education nationale le 11 mars prochain pour dénoncer la politique du gouvernement "de la maternelle à l'université".

En attendant, une nouvelle séance de négociations est prévue vendredi matin entre la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse et les syndicats concernant la réécriture du décret réformant le statut des enseignants-chercheurs, une rencontre que le SNESUP-FSU, majoritaire, a une nouvelle fois décidé de boycotter.

"Les éléments mis sur la table par le gouvernement ne sont pas de nature à ouvrir des négociations pour le moment. Nous pensons que tous les dossiers doivent être traités solidairement, au moins dans un premier temps", a déclaré à l'Associated Press le secrétaire général du SNESUP-FSU Jean Fabbri.

De son côté, la Conférence des présidents d'université (CPU) a de nouveau plaidé, jeudi dans un communiqué, pour un report d'un an de la réforme de la formation des maîtres et pour un plan pluriannuel de recrutements, allant ainsi dans le sens de deux des revendications syndicales.

Jeudi, à Lyon, les manifestants étaient 2.600 selon la police, 4.000 selon les organisateurs, entre 2.000 et 3.500 à Rennes selon les sources, 2.000 à 5.000 à Toulouse, 1.800 à 2.500 à Bordeaux, entre 200 et 1.200 à Aix-en-Provence, et selon l'UNEF, 1.500 à Caen.

A Paris, le cortège a quitté la place Denfert-Rochereau vers 15h30 pour un défilé jusqu'aux abords du métro Sèvres-Babylone derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire: "Non à la casse des universités et de la Recherche". "Pour une université gratuite, laïque, ouverte à tous" ou encore "Contre les logiques libérales, abrogation de la LRU", la loi sur l'autonomie des universités, pouvait-on lire dans le cortège.

"Valérie Pécresse ne peut plus faire l'impasse sur la mobilisation des étudiants. Des négociations sont engagées sur le statut des enseignants, mais il n'y a aucune réponse concernant les étudiants", a déploré le président de l'UNEF Jean-Baptiste Prévost, présent en tête du cortège dans la capitale.

Dans son communiqué, la CPU estime pour sa part que concernant le décret réformant le statut des enseignants-chercheurs, "les conditions du dialogue (sont) en cours de rétablissement et les avancées sérieuses". Pour le reste, la CPU juge "que le passage aux compétences élargies et les nouvelles missions confiées aux universités", justifie "pleinement de continuer à porter l'exigence d'un plan pluriannuel de recrutements, accompagnant le 'plan carrières' déjà annoncé par la ministre".

Enfin les présidents des universités rappellent "leur engagement pour une réforme de la formation des maîtres en profondeur à échéance 2010-2011", alors que le gouvernement prévoit de la mettre en place dès la rentrée 2009.

Les raisons de la mobilisation à la Réunion (06.03)

LeMonde.fr - 06.03 Jean-Hugues Ratenon préside l'association Agir pour tout et fait partie du collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion (Cospar), à l'origine du mouvement social.

Le préfet de la Réunion a annoncé, jeudi 5 mars, une baisse du prix de la bouteille de gaz, à compter du 12 mars, ainsi qu'une baisse du prix des carburants au 1er avril. Etes-vous satisfaits de ces propositions ?

Satisfaits, oui, mais à moitié seulement. Le préfet reconnaît notre légitimité, mais on ne sait rien du montant des baisses annoncées. Et d'autres dossiers très urgents attendent toujours d'être traités. Le Cospar réclame notamment une baisse de 20 % des prix de cinq cents articles de première consommation, et une hausse de 200 euros nets mensuels pour les bas salaires, les basses retraites, les minima sociaux, les bourses d'étudiants... Sur ces questions-là, nous n'avons pas de réponses pour le moment. Nous devons rencontrer le préfet demain à 11 heures pour en discuter.

Quelle est la situation économique à la Réunion ?

L'association UFC-Que choisir a mené, en 2007, une enquête sur les différences de prix entre la Réunion et la métropole. D'après leurs

chiffres, certains produits sont jusqu'à 50 % plus chers dans l'île. A cela s'ajoute des revenus nettement moins élevés qu'en métropole et dans les autres DOM. Il y a véritablement un malaise au niveau du pouvoir d'achat des Réunionnais.

Comment expliquez-vous ces disparités ?

Le monde traverse une crise économique conjoncturelle très grave, mais ces problèmes ne sont pas nouveaux chez nous. L'île souffre depuis longtemps de situations de monopole qui perdurent et s'amplifient. On retrouve les mêmes personnes et les mêmes flux financiers entre certaines enseignes et certaines entreprises. Compte tenu de la tension qui règne aujourd'hui dans le pays, je ne donnerai pas de noms. Mais le Cospar réclame plus de transparence sur la formation des prix et les marges que se font certains bénéficiaires. Celui qui paye a le droit de savoir.

Votre collectif se défend de vouloir suivre le mouvement antillais. En quoi cette mobilisation se distingue-t-elle des autres ?

C'est un mouvement qui s'étale dans le temps et monte en puissance. Dès le mois de septembre 2008, l'organisation Agir pou nou tout a publié des rapports démandant aux autorités de faire la lumière sur la formation des prix. En janvier, l'intersyndicale a commencé à manifester. Nous sommes plusieurs associations à avoir tiré la sonnette d'alarme, mais nous savions que nous ne pouvions pas déclencher une grève générale du jour au lendemain. Il ne fallait surtout pas le faire au moment où la mobilisation se durcissait aux Antilles. Cela aurait mis en péril la cohésion sociale de l'île.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Yves Jégo, a assuré que le gouvernement avait toutes les réponses aux revendications du Cospar. Qu'en pensez-vous ?

Quelles réponses ? Aucun accord n'a été signé pour le moment à la Réunion. Aucune rencontre n'a eu lieu entre les représentants de la grande distribution et le Cospar. Pareil pour les bailleurs sociaux et le patronat. Il ne faut pas se fier aux discours des gouvernants. Seuls les écrits comptent.

Vous avez appelé à la grève générale mardi prochain, mais, contrairement à ce qui s'est passé en Guadeloupe, vous ne réclamez pas le blocage de l'île. Pourquoi ?

La population souhaiterait que le Cospar durcisse le ton et mène des actions plus dures. Mais bloquer l'île, c'est mettre en difficulté les plus pauvres, les artisans, les personnes malades et ceux qui ont besoin de travailler tous les jours. Aujourd'hui, le préfet est d'accord pour négocier. Si nous sentons que ces discussions n'aboutissent pas, nous alerterons l'opinion. Attendons encore quelques jours. Le rassemblement de mardi sera décisif.

Le LKP appelle à une reprise de l'activité en Guadeloupe (06.03)

Reuters - 06.03Le LKP a signé avec l'Etat un protocole de suspension du conflit en Guadeloupe appelant à une reprise de l'activité après un mois et demi de grève générale.

Le texte a été signé au port autonome de Pointe-à-Pitre devant lequel s'était massée, dans une ambiance festive, une foule de militants et sympathisants du Lyiannaj kont pwofitasyon (Collectif contre l'exploitation), qui rassemble des syndicats et associations.

"C'est une première étape", a déclaré Elie Domota, porte-parole du LKP. "Dans les mois et semaines à venir, il y a beaucoup d'autres combats à mener, sur la formation, l'emploi. Nous restons mobilisés."

"Cela fait un mois et demi que je suis en grève. Mais je pense qu'une conscience collective est née et que la Guadeloupe ne sera plus comme avant", a souligné un militant.

Le président de région et député socialiste Victorin Lurel a reconnu les avancées obtenues par le collectif.

"J'ai à maintes reprises demandé l'amélioration du pouvoir d'achat, la baisse des prix du carburant, je n'ai pas été suivi", a-t-il dit. "C'est la rue qui l'a obtenu. Il faut dire que les pouvoirs publics en place ont dévalué la parole politique."

Le collectif à l'origine de la grève qui affectait l'île depuis le 20 janvier réclamait notamment une revalorisation de 200 euros nets pour les bas salaires et une baisse des prix de certains produits.

Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo a précisé sur France Info que "ce plan de plus de 600 millions d'euros va s'appliquer dans nos quatre départements d'Outre-mer".

"NOUS SORTONS PAR LE HAUT"

Le conflit social se poursuivait jeudi à la Martinique et une manifestation était prévue à la Réunion, où un appel à une grève reconductible à partir du 10 mars a été lancé.

Le protocole signé en Guadeloupe contient 165 articles classés par thème - logement, transports, alimentation - prévoyant des mesures d'amélioration de la vie quotidienne ou des investissements dans les infrastructures.

"Nous sortons par le haut", a déclaré le préfet de Guadeloupe, Nicolas Desforges. "C'est un signal de départ. Tout le monde peut être fier du travail accompli. Il faut que la Guadeloupe mette les bouchées doubles."

Le ministre du Budget Eric Woerth a estimé entre 200 et 250 millions d'euros le coût cette année pour l'Etat de cet accord pour l'ensemble des départements d'Outre-mer.

"La question est de savoir aussi combien ça rapporte", a-t-il ajouté sur RTL. "Si c'est uniquement payer pour voir et pacifier le territoire, ça ne sert à rien. Ce qui compte c'est que la Guadeloupe revienne sur des bases nouvelles."

Avant même l'appel à une reprise du travail, la vie avait peu à peu repris un cours normal mercredi en Guadeloupe.

De très nombreux élèves ont retrouvé le chemin de l'école mardi, jour de rentrée après les vacances de Carnaval.

Le travail devait reprendre entre mercredi et lundi dans les différentes unités de l'université Antilles-et-Guyane, selon un calendrier publié par la présidence de l'établissement.

Sur les routes, depuis la semaine dernière, les embouteillages sont de retour après la réouverture de la plupart des stations-service de l'île. Il y avait des bouchons jeudi pour se rendre à Jarry, la plus vaste zone industrielle et commerciale du département, située dans la ville de Baie-Mahault.

La grogne persiste dans les universités et monte à l'hôpital (06.03)

Reuters - 06.03 Deux semaines avant une nouvelle journée d'action interprofessionnelle, les personnels hospitaliers et la communauté universitaire ont manifesté jeudi en France contre les réformes du gouvernement.

Le Premier ministre François Fillon et la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse ont tenté de désamorcer la contestation dans les universités en gelant des suppressions de postes et en acceptant de réécrire un décret litigieux.

Mais forts d'avoir fait reculer le gouvernement après cinq semaines de mobilisation, une large intersyndicale et les étudiants de l'Unef ne veulent pas s'arrêter en si bon chemin.

Les syndicats appelaient donc à manifester jeudi pour défendre une plate-forme de revendications beaucoup plus large, de la formation des enseignants à la restitution des 900 emplois supprimés dans l'enseignement supérieur en 2009, l'arrêt du "démantèlement" des organismes de recherche ou la mise en oeuvre d'un plan pluriannuel d'emplois statutaires.

Selon le Snesup, principal syndicat de l'enseignement supérieur, 50.000 enseignants-chercheurs et étudiants ont manifesté dans différentes villes de France, contre 33.000 le 26 février dernier.

A Paris, 20.000 manifestants, selon les organisateurs, 9.000 d'après la police, ont défilé dans l'après-midi de la place Denfert-Rochereau jusqu'à l'Assemblée nationale aux cris de "Non à la casse des universités."

A Bordeaux, de 1.800 personnes selon la police à 2.500 selon les organisateurs ont manifesté contre les réformes de l'enseignement. La précédente mobilisation avant les vacances de février avait réuni de 3.000 à 4.000 personnes.

Réunis place de la Victoire, des enseignants-chercheurs et des étudiants ont défilé dans le centre-ville en arborant des banderoles proclamant "Chantier Pécresse = université en détresse", "Ecole-université en danger."

Les manifestants étaient près de 3.000 à Lyon et 2.500 à Grenoble, selon les organisateurs.

Cette journée était un test de la mobilisation, qui avait donné des signes d'essoufflement la semaine dernière avec deux fois moins de manifestants que lors des précédentes journées d'actions et connaît un léger regain.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, pensait avoir obtenu des avancées en négociant mardi la réécriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs avec quatre syndicats.

Mais si deux points d'accord ont été trouvés, notamment le fait que le mode d'évaluation ne soit plus effectué par les présidents d'université mais au plan national, la question de la promotion des enseignants-chercheurs reste bloquée.

PREMIER PAS "TRÈS INSUFFISANT"

Une troisième séance de négociations est prévue vendredi mais rien ne dit qu'un éventuel consensus permettrait de mettre fin au conflit.

Le Snesup a en effet refusé de s'asseoir à la table des négociations et en appelle désormais, avec 11 autres organisations, à François Fillon.

L'intersyndicale demande désormais au Premier ministre d'ouvrir "d'authentiques négociations" sur l'ensemble des revendications, jugeant le "premier pas" de ces derniers jours "très insuffisant".

De plus, la Coordination nationale étudiante à l'origine du blocage de plusieurs campus envisage d'appeler vendredi à une extension du mouvement et la grogne monte dans les laboratoires, qui préparent une journée d'action le 12 mars.

Dans le secteur hospitalier, la contestation grandit contre le projet de loi "Hôpital, patients, santé et territoires" en cours de discussion à l'Assemblée nationale et pour réclamer plus de moyens.

Plusieurs milliers de médecins et personnels hospitaliers ont manifesté dans une trentaine de villes à l'appel de syndicats de médecins et de personnels mais les cortèges n'étaient pas très étoffés. Les manifestants étaient ainsi entre 1.600 et 3.000 à Paris, selon les sources. A Bordeaux, la manifestation n'a pas mobilisé selon la police plus de 200 personnes.

Les syndicats estiment que le projet de loi Bachelot, du nom de la ministre de la Santé, qui prévoit une meilleure coordination entre établissements publics et privés menace l'emploi et la qualité des soins.

Forte mobilisation à La Réunion contre la vie chère (06.03)

AP - 06.03 L'accord signé quelques heures plus tôt en Guadeloupe, après 44 jours de grève générale, n'a pas dissuadé jeudi les Réunionnais de manifester à leur tour contre la vie chère. L'appel à la mobilisation générale lancé par le Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de La Réunion (COSPAR) a été entendu et suivi par une grande partie de la population. Selon les premières estimations de la préfecture, ils étaient au moins 15.000 dans les rues. Une nouvelle journée est prévue le 10 mars.

A Saint-Denis, les rues étaient noires de monde. Dès 7h, les manifestants se sont retrouvés sur le site de l'ancienne gare routière, devant le front de mer. Trois heures plus tard au moment de s'élancer pour rejoindre la préfecture, l'objectif des 10.000 manifestants semblait largement atteint. Un chiffre confirmé par une première estimation des forces de l'ordre. De même, à Saint-Pierre (sud), on recensait plus de 5.000 manifestants.

De quoi réjouir les représentants du COSPAR. "Notre objectif est largement rempli", s'est félicité Jean-Hugues Ratenon, président de l'association Agir pou nout tout (Agir pour nous tous) et porte-parole du collectif regroupant 39 organisations. "On retrouve La Réunion unie, unitaire et solidaire. Cette manifestation appartient aux Réunionnais. C'est l'aboutissement d'une longue préparation. Le gouvernement doit écouter le peuple".

A côté de cette forte affluence, peu d'opérations coup de poing étaient à signaler. A noter toutefois, le blocage de l'entrée Est de Saint-Denis et de l'enceinte portuaire du chef-lieu, alors que les transports en commun étaient arrêtés et que les commerces avaient baissé rideau. Aucun débordement n'a été signalé.

En tête du cortège à Saint-Denis, sur fond de musique séga, le collectif a déroulé une grande banderole: "Chômage, précarité, pauvreté, bas salaires... Arête ek sa!" (Arrêtez avec ça). Fait rare à La Réunion, toutes les composantes de la société étaient présentes: salariés de la Fonction publique, du privé, étudiants, chômeurs et retraités. Quelques personnalités politiques se sont montrées tels Pierre Vergès, président communiste de la région ou Didier Robert, député-maire UMP du Tampon.

En fin de matinée, la foule s'est rassemblée devant la préfecture et une délégation du COSPAR a été reçue par le préfet Pierre-Henri Maccioni. Ce dernier s'est vu remettre une plateforme de 62 revendications qui seront négociées dans les jours à venir avec les représentants de l'Etat et du patronat. Les principales portent sur une hausse de 200 euros des bas salaires et petites retraites et à une baisse de 20% des prix des produits de grande consommation.

"On va s'appuyer sur la victoire aux Antilles pour satisfaire le plus grand nombre de nos revendications, a certifié Ivan Hoareau, syndicaliste de la CGTR au COSPAR, ajoutant: "Si on continue ici, c'est aussi pour aider les copains antillais". Ainsi, un autre appel à la grève a été lancé pour le mardi 10 mars.

Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo a souligné que "le préfet va engager très vite des discussions", mais "les réponses que nous apportons à la Guadeloupe, les réponses sociales de réorganisation de l'économie (...) s'appliquent de la même manière à la Réunion et dans tous les départements d'Outre-mer".

"C'est une politique globale qui a été annoncée par le président de la République, un plan global de 600 millions d'euros qui se décline partout", a ajouté Yves Jégo. "Il faut maintenant que les acteurs se mettent autour d'une table, le pire serait qu'on bloque l'économie de la Réunion".

Barroso, l'ami des OGM (06.03)

Liberation.fr - 05.03Le Président de la Commission européen, José Manuel Durao Barroso (photo Thierry Monasse) s'est pris une nouvelle claque, lundi dernier, sur les OGM : une majorité qualifiée d'États a, en effet, refusé de forcer l'Autriche et la Hongrie à autoriser la culture sur leur sol d'un maïs génétiquement modifié de la firme américaine Monsanto (le MON 810). Seuls cinq pays sur 27 Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède, Finlande et Estonie ont soutenu la demande de l'exécutif européen, qui invoquait le risque de plainte à l'OMC, de lever les « clauses de sauvegarde » décidées par ces deux pays. Le vote n'était pas joué d'avance, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique et l'Estonie ayant hésité jusqu'au bout.

Il s'agit d'une très grave défaite pour Barroso qui a refusé de voir les signaux envoyés par les États membres et même ses commissaires, se comportant comme le VRP de la firme Monsanto. « Je ne vois pas pourquoi on devrait suivre les intérêts d'une seule entreprise américaine et fâcher les citoyens des États membres », a d'ailleurs déclaré le ministre allemand de l'Environnement, Sigmar Gabriel. Il n'est néanmoins pas exclu que Barroso revienne à l'assaut, la France et la Grèce appliquant elles aussi un moratoire sur la mise en culture de ce maïs.

Il faut savoir que si l'Union autorise la commercialisation des OGM, une seule semence, le MON 810, a été homologuée pour la culture — en 1998 — et pour dix ans. Circonstance aggravante, le renouvellement de cette autorisation est en cours d'évaluation : l'Autorité européenne pour la sécurité des aliments (EFSA) a demandé à Monsanto des « informations supplémentaires concernant l'impact environnemental »... En décembre dernier, les Vingt-sept avaient exigé que la Commission recueille une expertise plus large lors de l'examen des demandes d'autorisation d'OGM, en prenant en compte les structures agricoles et les particularités écologiques des régions européennes.

Le groupe Vert du Parlement européen estime que Barroso a fait un pas de trop : il a proposé hier aux autres groupes de déposer une motion de censure contre la Commission (il faut la signature de 10 % des eurodéputés pour qu'elle soit déposée et un vote des 2/3 des présents représentant la majorité des membres du Parlement pour qu'elle soit adoptée...). Dans une lettre envoyée, hier soir, au président de la Commission, Daniel Cohn-Bendit et Monica Frassoni, les coprésidents des Verts, se disent « profondément préoccupés par la manière dont vous tenter d'imposer l'autorisation de variétés de cultures OGM dans l'UE alors que celles-ci sont sujets à de très vives controverses ». Ils rappellent que « précédemment, à deux reprises (2006 et 2007), alors que vous demandiez la levée de ces interdictions, vous aviez reçu un signal similaire de prudence d'une majorité d'États membres, prudence motivée par des doutes fondés quant aux impacts de la culture des variétés OGM sur la santé publique, la biodiversité et l'agriculture ». « Plutôt que de prendre ces préoccupations au sérieux, vous avez délibérément choisi d'exercer une pression plus importante encore pour promouvoir la culture d'OGM dans l'UE ».

Les Verts, sachant qu'une censure pure et simple n'a aucune chance d'être votée, proposent une « motion de censure conditionnelle », sur le modèle de celle qui a été adoptée en 1997 par le Parlement européen à la suite de l'affaire de la vache folle afin de placer la Commission sous la surveillance des élus.

Le Front de gauche se lance, sans le NPA de Besancenot (09.03)

Reuters - 09.03Le Parti de Gauche (PG) et le PCF ont lancé dimanche au Zénith de Paris leur campagne pour les européennes, baptisée

"Front de gauche", mais les forces à gauche du Parti socialiste restent très divisées.

Le même jour, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot a en effet rejeté l'offre qui lui a été faite de rejoindre cette alliance.

"Le Conseil national a pris acte du désaccord avec le PG et le PCF à une très large majorité", a-t-on indiqué de source proche de la direction. Des discussions se poursuivent en revanche avec le mouvement Les Alternatifs.

Le NPA avait quasiment fermé la porte par avance en exigeant une alliance durable, en toute indépendance du Parti socialiste, jusqu'aux régionales de 2010, une demande inacceptable pour ses éventuels partenaires souhaitant conserver des élus régionaux.

Dénonçant la position de la direction du NPA, Christian Piquet, membre du courant minoritaire, a aussitôt annoncé qu'il rejoignait le Front de gauche pour "mener jusqu'au bout le combat de l'unité."

"Nous nous engageons dans le front de gauche", a-t-il lancé lors du meeting au Zénith, tandis qu'une partie des 5.000 personnes présentes, selon les organisateurs, scandaient "tous ensemble."

Jean-Luc Mélenchon, le dirigeant du PG, a réaffirmé l'ambition du "Front de gauche" d'ouvrir un "autre chemin pour le peuple français et pour l'Europe" et tenter de constituer "une nouvelle majorité politique populaire."

"Le Front de gauche veut devenir un front populaire majoritaire, à la base et au sommet", a affirmé le sénateur de l'Essonne. "Nous sommes la gauche stable et concrète, nous sommes la gauche qui s'intéresse au pays davantage qu'à elle-même."

La secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, a estimé pour sa part que l'exemple de la grève générale en Guadeloupe allait favoriser la dynamique sociale en métropole et se traduire dans les urnes le 7 juin prochain.

"C'est tout le peuple de gauche qui se lève pour changer de politique", a-t-elle lancé.

Bien que portée par la montée des mécontentements, la "gauche de la gauche" part une nouvelle fois en ordre dispersé, cette fois dans la campagne des européennes.

Outre le "Front de gauche" et le NPA, Lutte ouvrière, après s'être alliée à la LCR aux européennes en 1999 et 2004, a présenté ses propres listes à la mi-février.

Cette campagne est l'occasion pour le mouvement d'extrême gauche de mettre en avant sa nouvelle porte-parole, Nathalie Arthaud, qui succède à son ex-égérie Arlette Laguiller.

L'université du Mirail vote la grève et maintient ses barrages (10.03)

Liberation.fr - 09.03 Les étudiants du Mirail sont des étudiants très appliqués. La coordination nationale appelle le dimanche à une «radicalisation du mouvement de protestation»: ils votent le lundi la poursuite de la grève et du blocage de leur université des Lettres et Sciences humaines.

De la coordination à la base étudiante, l'information n'a d'ailleurs pas eu grand mal à circuler : c'est au Mirail bloqué depuis jeudi, qu'elle s'est réunie ce dernier week-end. Pour demander cette «radicalisation» de l'ensemble des universités du pays, donc, mais pour appeler aussi à une journée de mobilisation «de la maternelle à l'université» ce mercredi 11 mars «pour la sauvegarde du service public d'éducation».

C'est le retrait de la loi sur l'autonomie des universités (loi LRU) que les 200 représentants de 47 universités exigent. Laquelle est déjà pas mal ébranlée par le pas de deux de la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, concernant le statut des enseignants-chercheurs.

Ce sont d'ailleurs ces derniers qui ont enclenché le mouvement de protestation à l'université. Les étudiants restés sur la réserve jusqu'à la semaine dernière entreprendraient bien de s'y engouffrer.

Mouvement dans les universités : cours suspendus à Paris-IV Sorbonne (10.03)

AFP - 09.03 La plupart des cours étaient suspendus lundi à l'université de Paris IV Sorbonne, après la tenue d'une assemblée générale qui a voté le blocage de l'université, a-t-on appris de sources concordantes.

"A la suite d'une assemblée générale ce (lundi) matin où a été voté le blocage de l'université, aucun cours ne se tient, excepté ceux préparant au Capes et à l'agrégation", a affirmé à l'AFP une porte-parole de la présidence.

Selon elle, des barrages composés de chaises ont été installés par des étudiants.

"Le blocage est prévu pour toute la journée, jusqu'à la tenue mardi d'une nouvelle AG prévue mardi midi", a-t-on ajouté.

Le responsable de l'Association générale des étudiants de Paris IV, Maxime Lonlas, aussi vice-président de Paris IV, a précisé que l'université avait été fermée par le rectorat.

Selon un autre étudiant, membre du comité de coordination du mouvement entre Paris I et Paris IV, les étudiants quittaient peu à peu la Sorbonne dans la matinée.

Un important cordon de policiers cernait l'établissement, selon ces sources.

Dans un communiqué, le président de l'université Georges Molinié dit constater "sur le fond" une "radicalisation du mouvement étudiant et une montée en puissance des revendications des personnels administratifs".

Celles-ci "étaient prévisibles", dit-il, ajoutant que "les risques sont graves: dérapage avec violences et dégradations, éclatement du front des revendications, retournement du mouvement, mise en péril de l'année universitaire".

Pour autant, "le mouvement est légitime, massif et nécessaire face à l'autisme des ministères (Education et Enseignement supérieur, ndlr) relativement à des réformes inacceptables", estime-t-il, citant la réforme de la formation des enseignants.

Il invite à "manifester, dans la rue et dans les universités, une résistance résolue, massive et responsable".

La coordination nationale des universités réunie vendredi à Paris XII-Créteil a appelé "l'ensemble des universités à des actions de blocage, de filtrage ou d'occupation de campus" et l'organisation du "printemps des chaises" (empêcher la tenue des cours par la saisie des chaises).

Vendredi, Paris-IV avait connu une situation similaire.

Une majorité d'universités encore en grève ou bloquées (11.03)

AFP - 11.03 La mobilisation universitaire, entrée dans sa sixième semaine, semblait mardi ne pas faiblir, une majorité d'universités étant en grève ou bloquées, selon les remontées des bureaux de l'AFP.

Alors que la négociation sur le statut des enseignants-chercheurs s'est achevée vendredi, la coordination nationale des universités a appelé à amplifier le mouvement et à bloquer les établissements, pour obtenir des avancées dans les domaines de l'emploi, la formation des enseignants et la recherche.

Une détermination qui se reflète sur le terrain: sur 70 des 79 universités de France métropolitaine pour lesquelles l'AFP a pu collecter des informations, 41 étaient mardi en grève totale ou partielle et/ou bloquées, alors que 29 connaissaient un fonctionnement normal.

Une quinzaine d'établissements étaient bloqués : Aix-Marseille-I, Artois, Avignon, Bordeaux-III, Brest (faculté de lettres), Bretagne-Sud (Lorient), Caen, Littoral-Côte d'Opale, Limoges (lettres), Maine (Le Mans-Laval), Nantes, Paris-I, Paris-III, Paris-IV, Pau, Poitiers, Rennes-II, Toulouse-II Le Mirail.

Du fait de ces mouvements, Paris-IV a dû être fermée lundi, tandis que le campus du Mirail et la faculté Saint-Charles à Aix-Marseille-I l'ont été mardi.

Le Mirail à Toulouse a été fermé dans sa totalité et "jusqu'à nouvel ordre" par son président Daniel Filâtre, après l'occupation des locaux

administratifs lundi par une centaine d'étudiants qui ont causé de "graves incidents" (dégradations notamment), condamnés par la ministre Valérie Pécresse.

Une tentative de blocage de Toulouse-III Paul-Sabatier a également eu lieu mardi matin, selon le rectorat.

A Saint-Charles (5.000 étudiants), c'est à la suite du vote lundi en assemblée générale du blocage du site que le président d'Aix-Marseille-I, Jean-Paul Caverni, a décidé la fermeture administrative du site mardi, la direction précisant que les cours ne seraient pas assurés non plus mercredi.

Outre les blocages, d'autres universités connaissent des mouvements de grève qui prennent des formes diverses, comme des enseignements non assurés, des cours donnés "hors les murs" ou des rétentions de notes.

Ainsi, étaient touchées mardi par des grèves partielles ou totales : Angers, Clermont-Ferrand-II, Dijon, Grenoble-III, Le Havre, Lille-I, II et III, Lyon-II, Montpellier-II et III, Nice, Orléans, Paris-VIII Saint-Denis, Paris-X Nanterre, Paris-XII Val-de-Marne, Paris-XIII Villetaneuse, Paris-Est Marne-la-Vallée, Reims, Rouen, Saint-Etienne, Tours et Toulouse-III.

A l'inverse, 29 universités fonctionnaient normalement ou presque : Aix-Marseille-II et III, Bordeaux-I, II et IV, Cergy Pontoise, Chambéry-Savoie, Clermont-Ferrand-I, Corse, Evry-Val d'Essonne, Grenoble-I et II, La Rochelle, Lyon-I et III, Montpellier-I, Nancy-I et II, Metz, Paris-II, Paris-V, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI Orsay, Rennes-I, Saint-Quentin-en-Yvelines, Strasbourg, Toulon et Toulouse-I.

L'Ouest et le Sud-Ouest sont en pointe de la contestation, qui est également forte dans le Sud-Est et certaines universités de la capitale.

A Paris-I, Paris-IV ou Paris-XII Créteil, la mobilisation se cristallise contre la réforme de la formation des enseignants du primaire au lycée.

A Caen, la situation "se radicalise", selon la présidence: l'unité de formation et de recherche (UFR) de géographie, bloquée totalement depuis six semaines, a été rejointe successivement par l'histoire (il y a trois semaines), puis les sciences de la vie (la semaine dernière) et le sport.

Universités : la mobilisation se poursuit, avec le renfort d'enseignants de l'Education (13.03)

AP - 11.03 La mobilisation du secteur universitaire s'est poursuivie mercredi avec de nouvelles manifestations dans une trentaine de villes et le renfort de plusieurs syndicats des écoles, collèges et lycées qui avaient appelé à se joindre aux cortèges pour dénoncer la politique du gouvernement "de la maternelle à l'université".

A Paris, le défilé a rassemblé entre 8.000 et 25.000 personnes selon les sources, contre 9.000 à 20.000 le 5 mars, dernière journée de mobilisation en date.

De son côté, Nicolas Sarkozy a reçu à déjeuner seize chercheurs et enseignants-chercheurs. Le président souhaitait "évoquer l'évolution du système de recherche et d'enseignement supérieur français", selon l'Élysée. Les interlocuteurs du président ont senti M. Sarkozy "à l'écoute", selon plusieurs d'entre eux, mais aucune annonce n'a été faite lors de cette rencontre.

Phénomène inédit, sans atteindre des records, la mobilisation ne faiblit pas depuis six semaines. Les syndicats de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont par ailleurs appelé à se joindre aux défilés interprofessionnels du 19 mars dans toute la France. Par ailleurs, du côté des chercheurs, une assemblée générale des délégués des laboratoires est prévue jeudi à Paris.

Malgré l'accord obtenu vendredi dernier entre quatre syndicats et Valérie Pécresse, les protestataires réclament toujours le report de la réforme de la formation des maîtres, la restitution des 900 postes supprimés en 2009 à l'université, l'arrêt du "démantèlement" des organismes de recherche ou encore des mesures contre la précarité étudiante.

"Cette persistance est significative d'un mécontentement profond face à la politique du gouvernement. Côté gouvernemental, on devrait méditer ça et se dire qu'il y a un problème politique de fond à traiter et pas seulement se dire 'les enseignants, jamais contents'", a déclaré mercredi à l'Associated Press le secrétaire général de la FSU (majoritaire dans l'Education et l'Enseignement supérieur) Gérard Aschieri.

Mercredi, on comptait entre 2.500 et 5.000 manifestants à Lyon selon les sources, 2.300 à 4.000 à Toulouse, 2.000 et 3.000 à Rennes, 1.700 à 3.000 à Nantes, 750 à 1.400 à Montpellier, 2.000 à Strasbourg selon la police avec de légers incidents à proximité de la place de la gare, 1.000 à 3.000 à Marseille, ou encore 900 à Clermont-Ferrand, 400 à Nancy, 300 à Besançon, des chiffres similaires à ceux du 5 mars dans la plupart des villes.

En milieu d'après-midi à Paris, 8.000 à 25.000 personnes ont défilé entre la place de la République et celle de la Nation au cri, notamment, de "De l'argent pour les facs et les lycées, pas pour les banques du CAC 40!". Dans le cortège, on pouvait lire sur une grande banderole: "République, on tue ton école, ton université et ta recherche".

Les ouvriers de Continental "dégoûtés" par le projet de fermeture de l'usine de Clairoux (13.03)

AP - 12.03

Une colère à l'odeur de caoutchouc brûlé. Les 1.120 salariés de Continental ont incendié jeudi des pneus devant leur usine à Clairoux (Oise), se disant "dégoûtés" que leur direction envisage de fermer au printemps 2010 ce site qu'ils avaient espéré sauver en renonçant aux 35 heures il y a moins de deux ans.

Au lendemain de la présentation de son projet de fermeture, la direction allemande du fabricant de pneumatiques a affirmé n'avoir jamais pris d'engagement en terme d'emplois. Ce qui n'a pas empêché le président français Nicolas Sarkozy, en visite à Berlin, de promettre de veiller "au respect de la parole donnée".

En 2007, les salariés de l'usine picarde avaient accepté de travailler 40 heures par semaine, sous la "pression" de la direction, a rappelé le délégué fédéral CFDT Sylvain Lefebvre, responsable de la branche caoutchouc. "Il y a bien eu un deal qui a été passé sur une pérennisation du site de Clairoux qui, aujourd'hui, n'est absolument pas respecté", a accusé le syndicaliste, joint au téléphone par l'Associated Press. "C'est vraiment inadmissible".

"Tout le monde est remonté, tout le monde est dégoûté", a renchéri le délégué CGT Bruno Levert, élu au CE. Une vingtaine d'autocars conduiront les ouvriers qui le souhaitent manifester lundi prochain à Reims où se tiendra un comité central d'entreprise (CCE) prévu de longue date. Et mardi matin, une assemblée générale sera organisée pour décider des actions à venir.

Les salariés sont "sous le choc", rapporte Sylvain Lefebvre, en soulignant que "la région va souffrir énormément". En comptant les sous-traitants, les deux syndicalistes estiment qu'entre 2.000 et 3.000 emplois en tout vont être supprimés. "On interpellera les pouvoirs publics là-dessus", prévient le délégué CFDT.

Caroline Cayeux, maire UMP de Beauvais, a dit avoir reçu jeudi l'assurance de l'Élysée et du gouvernement que la chancelière allemande Angela Merkel s'était engagée à intervenir directement auprès de la direction de Continental et qu'elle allait s'assurer "qu'il n'y a pas eu des promesses qui n'auraient pas été tenues".

Le vice-président de Continental Bernhard Trilken assure que la direction a "apprécié" l'effort consenti par les ouvriers de Clairoux en 2007, tout en affirmant qu'aucune promesse ne leur a été faite à l'époque. "Continental ne s'engage jamais sur les emplois" car le groupe ne dispose pas d'aucune "visibilité économique" pour le faire.

Le seul engagement qui avait été pris était celui d'investir, ce qui a été fait avec 44 millions d'euros injectés depuis 2004, a-t-il calculé lors d'une conférence de presse à Paris.

Avec le passage aux 40 heures, "Clairoux a amélioré son efficacité mais ça n'a pas suffi", a estimé M. Trilken. Avec moult graphiques, il a justifié la fermeture du site. "L'effondrement" du marché automobile en Europe a fait baisser la demande de pneumatiques. Continental a produit 110 millions de pneus en 2008 au lieu des 120 prévus. Et en 2009, le groupe prévoit de n'en fabriquer que 100 millions.

Selon lui, la surcapacité dépasse les 15 millions de pneus. Or Clairoux, qui en fabrique 7,5 à 8 millions par an, est l'usine d'Europe où les coûts de production sont les plus élevés, juste devant Sarreguemines, le second site Continental en France.

Cette conjoncture a conduit d'autres équipementiers à licencier, a rappelé M. Trilken, en citant Michelin, Goodyear, Bridgestone et Pirelli.

"Les chiffres, on leur fait dire ce qu'on veut bien", rétorque Sylvain Lefebvre, en dénonçant les "mauvaises stratégies" adoptées par Continental. Il regrette qu'aucune mesure n'ait été prise en amont pour tenter de sauver le site. Depuis plusieurs mois, dit-il, "on avait le sentiment qu'on laissait se détériorer les choses sur le site de Clairoux".

M. Trilken a par ailleurs indiqué jeudi que la direction proposait le double des indemnités légales de licenciement, soit 0,6 mois de salaire par année travaillée au lieu de 0,3. Le groupe promet en outre de fournir une aide financière au reclassement. Et le délégué CFDT d'observer: "Quand une région est déjà dévastée, on peut reclasser les gens où? Il n'y a pas d'emploi!".

Le patronat veut la retraite complémentaire à 61 ans et braque les syndicats (13.03)

AFP - 13.03

Le patronat a braqué les syndicats en proposant jeudi de relever de 60 à 61 ans l'âge minimal pour toucher une retraite complémentaire, lors d'une avant-dernière séance de négociation sur l'avenir des régimes Agirc (cadres) et Arrco (salariés).

Le Medef défend une proposition "technique et pas dogmatique" pour faire face aux déficits qui toucheront dès 2009 ces deux régimes de retraite complémentaire. "La mesure de l'âge est la plus intéressante financièrement", a justifié son représentant Jean-René Buisson.

Il propose un relèvement progressif de l'âge minimal pour toucher la retraite complémentaire à raison d'un trimestre par an de 2011 à 2014.

Cet âge serait ainsi porté à 61 ans, au-delà de l'âge de départ légal dans le régime de base, qui est fixé à 60 ans. Le patronat n'a pas exclu comme autre solution un allongement de la durée de cotisation minimale, au-delà de 41 ans après 2012, donc là aussi au-delà des conditions du régime de base.

Pour le Medef, qui se dit prêt en contrepartie à accepter une hausse des cotisations (+0,1 point côté patronal), ces mesures plus restrictives sont une condition pour reconduire le dispositif qui permet de financer la retraite complémentaire sans pénalité avant 65 ans.

Faute d'accord d'ici le 31 mars, les salariés partant en retraite avant 65 ans toucheraient une pension complémentaire amputée.

Selon FO, ils pourraient perdre jusqu'à 22% de leur retraite complémentaire, qui représente environ le tiers de la pension totale des non-cadres et les deux-tiers de celle des cadres.

En cas de blocage, "nous n'hésiterons pas à mobiliser les salariés, qui sont très inquiets", a prévenu Bernard Devy (FO). Ce syndicat préconise un accord sur deux ans, refusant de fonder "des mesures drastiques" aujourd'hui en tablant sur une crise qui se prolongerait jusqu'en 2020.

La CFDT a également plaidé pour "des mesures conservatoires". "Il n'est pas question une seule seconde d'agir sur les paramètres d'âge ou de durée de cotisation indépendamment d'une concertation avec les pouvoirs publics", a estimé son représentant, Jean-Louis Malys.

"Ca n'a aucun sens", a renchéri Jean-Louis Deroussen (CFTC), qui n'exclut pas en revanche de discuter à terme de la hausse de la durée de cotisation.

Le seul syndicat qui n'avait pas fermé la porte à une hausse de l'âge est la CFE-CGC. Mais sa représentante, Danièle Karniewicz, est sortie particulièrement remontée de la réunion, déplorant le manque d'efforts patronal pour garantir un niveau satisfaisant de retraite, en particulier pour les cadres.

"Ce n'est plus possible de dire aux gens de travailler plus longtemps, de cotiser plus et d'avoir une moins bonne retraite", a-t-elle estimé.

Les syndicats mettent en avant des solutions alternatives, comme l'utilisation d'une partie des réserves financières de l'Agirc-Arrco (entre 50 et 60 milliards d'euros), la hausse des cotisations, et pour la CGT, un élargissement de leur assiette.

Le patronat a aussi proposé une baisse des avantages familiaux dans les régimes de retraite complémentaire.

Selon les dernières prévisions, l'Agirc et l'Arrco plongeront dans le rouge dès 2009, alors qu'avant la crise, cette situation ne devait se présenter que dans cinq ans. A l'horizon 2020, le déficit dépasserait 7 milliards d'euros.

Une nouvelle séance de négociation est prévue le 23 mars, mais étant donné l'étendue des désaccords, une "réunion de secours" est déjà envisagée le 31 mars.

Morin: trois ans pour que la France soit "la tête et les jambes" de l'Otan (16.03)

AFP - 15.03

Le ministre français de la Défense Hervé Morin a indiqué dimanche qu'il faudra trois ans pour que la France redevienne "la tête et les

jambes" de l'Otan après son retour dans le commandement militaire intégré de l'Alliance atlantique.

"Nous y gagnerons, puisque aujourd'hui, nous sommes les jambes de l'Otan, mais nous n'en sommes pas la tête et que nous voulons en être la tête et les jambes", a-t-il affirmé sur la radio Europe 1.

Le retour complet de la France dans l'Otan fera mardi l'objet d'un vote des députés, le Premier ministre François Fillon ayant engagé la responsabilité du gouvernement. Il devrait être définitivement scellé lors d'un sommet de l'Alliance réuni les 3 et 4 avril à Strasbourg (est de la France) et Kehl (Allemagne).

"Nous sommes le quatrième contributeur financier et en hommes de l'Alliance, nous avons participé à toutes les opérations de l'Otan depuis 1995 et nous les avons commandées en Afghanistan ou au Kosovo", a observé le ministre de la Défense.

Pour autant, a-t-il fait valoir, "nous n'étions pas dans les structures militaires qui permettent de planifier, préparer et définir les objectifs des missions auxquelles nos hommes participent".

Un "certain nombre de commandements majeurs" occupés jusqu'à présent par des généraux américains seront confiés à des "Européens et notamment des Français", a-t-il par ailleurs confirmé, sans préciser lesquels.

"Ca se discute au plus haut niveau", a jouté M. Morin, assurant que la France avait obtenu des "garanties".

Selon des informations non encore confirmées officiellement, la France obtiendrait le "commandement allié de la transformation" de l'Otan, à Norfolk (Etats-Unis), l'un des deux commandements stratégiques de l'alliance, et celui de Lisbonne, compétent pour l'Atlantique, l'Afrique et la force de réaction rapide de l'alliance.

M. Morin a également parlé d'une "montée en puissance sur trois ans" de la présence d'officiers, sous-officiers et hommes du rang français dans les états-majors alliés.

Quelque 200 à 300 militaires français y seraient dépêchés selon lui dès 2009, leur nombre devant atteindre 900 en 2012, a-t-il indiqué.

Sondage: la mobilisation de jeudi soutenue par 74% des Français (17.03)

AP - 17.03 Plus de sept Français sur dix (74%) estiment la journée de mobilisation de jeudi "justifiée", et 62% d'entre eux jugent que la politique économique menée par le gouvernement Fillon face à la crise est "mauvaise", selon un sondage BVA-BPI rendu public mardi par "Les Echos" et "France-Info".

Quarante-deux pour cent des personnes interrogées considèrent que le mouvement de grève de jeudi plutôt justifié et 32% tout à fait justifié. Parmi eux, 55% sont des sympathisants de droite et 75% des catégories supérieures (CSP+).

Par contre, 12% affirment qu'il n'est pas vraiment justifié et 11% qu'il n'est pas du tout justifié. Ils sont 3% à ne pas se prononcer.

Dans ce sondage réalisé les 13 et 14 mars, 62% des personnes interrogées estiment que la politique du gouvernement est "mauvaise", soit deux points de plus que le mois précédent. Par contre, 34% des Français avancement que c'est une "bonne" politique économique.

Ce sondage a été réalisé les 13 et 14 mars 2009, par téléphone, auprès d'un échantillon de 1.003 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

UNM: Incidents violents au siège du Port de Marseille (18.03)

AFP - 17.03 Des incidents violents ont eu lieu mardi matin au siège du Grand Port maritime de Marseille (GPMM), des salariés de l'Union Naval Marseille, placée en liquidation judiciaire, s'en prenant à des responsables du port et aux locaux. (Lire la suite)

«Vers 10 heures, une cinquantaine de salariés de l'entreprise de réparation navale Union Naval Marseille (UNM) ont investi le siège du GPMM et provoqué de violents incidents: agression du directeur général adjoint, portes enfoncées, tableaux arrachés des murs, fumigènes dans les couloirs, meubles renversés portes vitrées brisées», explique le Port dans un communiqué.

«Ils ont jeté des caisses de sardines et d'oursins au visage du directeur général adjoint dont les lunettes ont été cassées», a précisé une porte-parole du GPMM. «Jean-Claude Terrier, président du directoire du GPMM en déplacement à Paris au moment des faits, s'est fortement élevé contre ces pratiques violentes et a décidé de poursuivre les agresseurs en justice», poursuit le communiqué.

La plainte sera «vraisemblablement déposée demain mercredi», a ajouté la porte-parole. Patrick Castello, secrétaire général de la CGT de la réparation navale a confirmé que des incidents s'étaient produits. «Il y a eu un mouvement de colère, les gens voient dans la presse qu'on les qualifie d'anarcho-syndicalistes des années 20, en même temps, ils apprennent que les procédures de licenciement sont en route, il y a eu une accumulation des choses», a-t-il expliqué.

«Nous voulions aller voir la direction du grand port pour lui demander ce que devenaient les salariés de l'UNM», a raconté Noël Kouici, secrétaire général CGT de l'UNM. «Ca ne s'est pas passé comme ça devait se passer. Que voulez-vous? Cela fait plus d'un mois qu'on essaie de retenir les gars. Maintenant ils savent que l'entreprise est liquidée, qu'un repreneur est déjà dans les lieux et que les licenciements vont tomber. A un moment donné, la colère déborde», a-t-il dit. Interrogé sur l'intention de la direction du GPMM de poursuivre les participants à cette action, il a assuré: «ils continuent à vouloir nous enterrer complètement. Ca n'arrangera certainement pas les choses».

Hôpital : fronde inédite des grands médecins (19.03)

Liberation.fr - 18.03

C'est aujourd'hui que devrait être votée solennellement par les députés la loi «Hôpital, patients, santé et territoires». La longueur des débats ayant assoupi la plupart des observateurs, on pensait que pour la ministre de la Santé le plus dur était fait. Or voilà qu'hier les présidents des commissions médicales d'établissements (CME) des CHU ont sonné le tocsin.

D'ordinaire, ces grands professeurs, qui représentent la communauté médicale de chacun de leur établissement, tiennent des propos d'une grande prudence. Là, le changement de registre est inédit: «On a été trahis», dit l'un. «Manipulés», ajoute un autre. «Trompés en tout cas», conclut un troisième. Et tous de dire haut et fort que si rien ne bouge dans le volet du texte de loi sur la nouvelle gouvernance à l'hôpital, ils démissionneront en bloc des CME, ce qui serait alors franchement historique.

Rôles. Mais quelle mouche a donc piqué le gouvernement pour susciter pareilles réactions? «Aucune, répond-on au ministère de la Santé. Il n'y a eu aucune trahison, et la ministre a tenu toutes ses promesses. Simplement, ils se rendent compte que ce texte marque un vrai changement.» Comme l'a répété le chef de l'Etat, désormais «il faut un, et un seul, patron à l'hôpital». Tel est le maître de la réforme. Et ce patron, ce sera le directeur. Jusqu'à présent, il y avait une sorte de partage des rôles entre le directeur et le président de la CME. «Avec ce texte de loi et les derniers aménagements lors du débat, c'en est fini de cet équilibre, tonne le professeur Pierre Coriat, président de la très puissante CME des hôpitaux de Paris. Tous les amendements proposés pour médicaliser un peu les prises de décision à l'hôpital ont été refusés. Le résultat fait froid dans le dos. Nous allons vers un système déficient, inopérant, et à terme dangereux.»

Propos d'extrémiste? Pas franchement. Le professeur Pierre Coriat est un de ces grands médecins, très respecté, très pragmatique, en tout cas très influent. Quand on le rencontrait, il y a un mois, il expliquait combien la nouvelle gouvernance était une bonne idée, que ses «collègues avaient tort de se braquer, car la pensée médicale pouvait y trouver toute sa place».

Que s'est-il passé? «Nous avons pourtant joué le jeu de la discussion», note le professeur Alain Destée, président de la conférence des présidents de CME de CHU. Dans le texte de loi, c'est le directeur qui nomme les différents membres du directoire, seul organe décisionnel de l'hôpital. C'est le directeur qui nomme encore les chefs de pôle après simple avis du président de la CME. Or, le chef de pôle a un rôle essentiel dans la nouvelle organisation, lesdits pôles regroupant plusieurs services avec des budgets propres. «Depuis quelques semaines, nous avons essayé d'en discuter avec la ministre. Sans aucun succès, ajoute Alain Destée. Avec le texte qui va être adopté, ils font éclater la communauté des médecins, nous nous sentons dépossédés de ce qui fait notre métier.»

Risque. La poussée de fièvre des présidents de CME est d'autant plus troublante qu'ils avaient, ces derniers temps, appuyé le ministère dans ses précédentes réformes. «La nouvelle tarification par activité, la création des pôles, tout cela nous l'avons défendu, voire soutenu, vis-à-vis de nos collègues médecins, pour la plupart très sceptiques», rappelle Pierre Coriat. «Aujourd'hui, je le dis, j'ai le sentiment d'avoir été trahi. Cela donne raison à ceux de mes collègues, comme le professeur André Grimaldi, qui ont multiplié, ces dernières semaines, des pétitions de protestation contre l'hôpital entreprise.» Alain Destée concluant: «Vu la gravité de la situation, nous ne sommes pas loin d'une union sacrée de tout le monde hospitalier.»

Simple coup de colère? Ou risque d'embrasement généralisé à l'hôpital public? Roselyne Bachelot peut se rassurer, en notant que dans les trente dernières années les mouvements importants à l'hôpital ont été le fait des jeunes internes ou des infirmières, mais jamais des médecins. Reste qu'aujourd'hui tout est possible tant l'ambiance à l'hôpital public est incertaine.

Social: plus d'un million de manifestants interpellent Sarkozy (20.03)

AP - 19.03

Une mobilisation plus forte que le 29 janvier. Entre 1,2 million et 3 millions de personnes ont cessé le travail et manifesté jeudi une nouvelle fois à travers toute la France pour exiger de Nicolas Sarkozy et du gouvernement une autre politique face à la crise.

La police a recensé 1,2 million de manifestants, les syndicats 3 millions, soit plus que lors de la première journée nationale interprofessionnelle de manifestations du 29 janvier, au cours de laquelle entre 1 et 2,5 millions de personnes s'étaient mobilisées.

A Paris, un impressionnant cortège de 85.000 personnes selon la police, 350.000 selon les syndicats, s'est étiré en deux itinéraires différents sur un parcours total de quelque 7km entre la place de la République et celle de la Nation.

Dans la capitale, on comptait entre 20.000 et 50.000 manifestants de plus que le 29 janvier en fonction des sources. Les syndicats, qui exigent toujours des "gestes forts" en matière de salaires, d'emplois et de services publics, se rencontrent vendredi matin à Paris pour décider des suites.

Les grèves ont peu perturbé les transports et ont été moyennement suivies dans le secteur public avec notamment 21,1% de grévistes à l'échelle des trois Fonctions publiques, selon Bercy. A l'Education nationale, entre 30% et 60% des enseignants étaient en grève, selon les sources.

Mais c'est surtout la forte présence dans les cortèges des salariés du privé, en premier lieu ceux des entreprises touchées par des plans sociaux, qui a été remarquée.

En province, comme à Paris, les manifestants sont descendus par dizaines de milliers dans les rues, comme le 29 janvier. On comptait ainsi 80.000 personnes selon la police, 320.000 selon les syndicats dans les rues de Marseille, la plus grosse manifestation de la journée après Paris.

En Bretagne, les syndicats ont revendiqué plus de 215.000 manifestants répartis dans le Finistère, les Côtes d'Armor, le Morbihan et l'Ille-et-Vilaine.

A Toulouse, on comptait entre 41.000 et 110.000 manifestants, selon les sources. Parmi le flot des manifestants, marchaient en nombre les salariés du secteur privé, dont ceux de Microturbo, filiale du groupe Safran, de Sanofi-Aventis, d'Altran, d'Airbus et d'EADS Astrium et de l'équipementier Latécoère. On en recensait entre 36.000 et 100.000 à Bordeaux, selon les sources

A Grenoble, où entre 34.000 et 60.000 personnes ont manifesté selon les sources, les salariés de Caterpillar où 733 emplois sont en cours de suppression avaient pris la tête du cortège. Ailleurs en France, on comptait entre 40.000 et 70.000 personnes à Nantes, entre 25.000 et 70.000 à Clermont-Ferrand, entre 24.000 et 45.000 à Lyon, 21.000 et 45.000 à Montpellier et, selon la police, 19.000 à Nancy, 11.000 à Strasbourg et Metz, 10.000 à Besançon.

A Paris, le cortège a quitté une place de la République noire de monde vers 14h. Salariés d'Air France, de Total ou encore une forte délégation de la métallurgie côtoyaient dans le cortège des personnels hospitaliers, des postiers, des cheminots, des étudiants, des enseignants ou encore des sans-papiers.

"Y'en a assez de cette société-là! Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, ça ne peut plus durer!" ou encore "Emplois supprimés, salaires bloqués, retraites comprimées, ça va péter!", scandaient les manifestants.

"On ne peut pas imaginer qu'une mobilisation de cette ampleur n'appelle pas une réponse nouvelle de la part du gouvernement", a lancé le secrétaire général de la CFDT François Chérèque. "Laisser une telle mobilisation sans réponse, ce serait vouloir prendre des risques".

"Si le gouvernement ne veut pas bouger et qu'il y a des mouvements durs dans les entreprises, il en portera l'entière responsabilité", a prévenu de son côté le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly qui réclame des mesures pour les salaires et l'emploi, "une question de justice et de dignité".

Dans les cortèges, le "Sarkozy, casse-toi !" a fait consensus (21.03)

Le Monde - 20.03

Il y a un mois et demi, l'atmosphère était au défi. Le "tu la vois ma grève ?" s'adressant à Nicolas Sarkozy avait été décliné sur tous les tons, toutes les formes dans les cortèges déjà fournis du 29 janvier. Signe de radicalisation et/ou d'inquiétude et de mécontentement croissants, les interpellations en direction du chef de l'Etat et du gouvernement se sont faites plus brutales jeudi 19 mars.

A Paris, où dès quinze heures, l'itinéraire de délestage qui était prévu en cas de très grosse affluence a été ouvert, sur les camionnettes, les banderoles, les poitrines, un autocollant grenat a fait recette : "casse-toi pov'con", Laetitia, étudiante de 24 ans à Paris 8, a corrigé : "Casse-toi riche con", tandis que d'autres brocardaient "les békés de l'UMP".

A Bordeaux où messages et mises en scène se sont, là aussi, radicalisés, le "Sarkozy casse toi" se remarque.

Au Puy-en-Velay (Haute-Loire) où la mobilisation avait surpris le 29 janvier par son ampleur, le maire et secrétaire d'Etat Laurent Wauquiez était cette fois directement mis en cause. "Wauquiez, ministre du chômage" ont scandé de petits groupes. Pour Pascal Samouth, secrétaire général de l'union départementale FO Haute -Loire, "si le gouvernement ne veut pas négocier, les choses risquent de partir en vrille".

Les entreprises touchées par des fermetures de site et plans sociaux sont partout représentées. A Compiègne les "Conti" - les ouvriers de Continental - ont porté un cercueil noir qui symbolisait la mort de leur usine de Clairoux en dénonçant : "Les actionnaires au caviar, les salariés au placard".

A Marseille, les ouvriers d'Union Naval Marseille, la dernière société de réparation navale lourde dont la liquidation judiciaire a été prononcée le 10 mars, ont pris la tête du cortège. Non loin, en combinaisons bleues, les salariés d'Amtel, société de micro électronique dont le site provençal va être vendu, sont inquiets. Cyril Zatout, technicien de fabrication redoute "une longue période de chômage" s'il perd son emploi et craint devoir quitter la région. Il y a huit ans il avait quitté Toulouse pour rejoindre la vallée de l'Arc rebaptisée Silicon Valley française. Pour Bruno Mussard, élu au comité d'entreprise, "le site de Rousset est profitable, il s'agit juste de se débarrasser d'un outil de production en Europe pour délocaliser en Asie". Bilal Manaï, chef de projet en veut à la maison mère américaine : "Une fois qu'il n'y a plus d'exonération de taxe professionnelle et que les subventions s'arrêtent, on plie bagages et on s'en va. C'est révoltant !".

A Nice, les employés de Texas Instrument France à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes) viennent de subir un plan social de 305 suppressions de poste dont 130 licenciements. "Ces licenciements nous révoltent. Ils ne sont pas fondés. La téléphonie mobile enregistre, certes, une baisse d'activité mais reste très porteur et réalise 3 milliards de bénéfice" martèle Philippe Vieira, 42 ans, délégué CFDT. Il pense à ses collègues licenciés "dont la plupart sont trop abattus pour manifester".

A Limoges touchée par la restructuration de l'armée - 400 familles quitteront la ville d'ici deux ans - le personnel civil du ministère de la Défense est descendu dans la rue. Gilles Desvaux, 51 ans, syndiqué FO y est employé depuis trente ans. Il brandit une pancarte : "Limoges ville sinistrée. Limoges en 2011 on brade". "Je veux rester ici parce que j'y ai ma vie et rien n'a encore été proposé à ceux qui ne souhaitent pas s'éloigner géographiquement. J'ai encore dix ans à faire" s'inquiète-t-il.

Au Puy-en-Velay, ce sont les 112 suppressions d'emploi programmées sur quatre ans par le centre hospitalier Emile Roux, le plus gros employeur du département qui marquent les esprits. A Bordeaux, ce sont les salariés du secteur aéronautique très implanté en Gironde avec Dassault, des travaux publics avec Vinci, de l'automobile avec Ford, ou de la grande distribution et des fournisseurs d'accès Internet (Free et Alice), qui s'inquiètent.

A Paris, Christophe, ouvrier à l'usine Peugeot-Citroën de Poissy, s'énerve : "Les profits pour eux, les bas salaires pour nous, ça suffit ! Si les actionnaires sont servis, les licenciements doivent être interdits." Les hospitaliers sont très nombreux, derrière la banderole de Solidaires. " La santé va mal, il faut, il faut la grève générale", scandent les nombreux établissements présents. "L'hôpital, il est à nous, l'hôpital c'é tan nou" scande, façon Guadeloupe, un manifestant. "Solidaire avec les DOM, je bois du rhum", propose l'union locale CGT d'Epinay-sur-Seine. Succès garanti.

La grève générale ? Quelques cortèges la réclament comme FO du Val-de-Marne qui reprend un classique "public, privé, grève générale interprofessionnelle !" Situé tout à fait en fin de manifestation, le cortège des universités et des laboratoires de recherche "en lutte", étudiants et enseignants mêlés, est dense et festif. Boulevard Beaumarchais, des étudiants en éducation physique d'Orsay se sont hissés, baudrier et mousquetons d'escalade, tout en haut d'un immeuble d'où ils ont déroulé une immense banderole. Un enseignant réclame un "bouclier social", car "notre profit, c'est la réussite de nos élèves". Des banderoles signalaient la présence de Sciences Po, Sorbonne, Jussieu, EHESS, Paris XI, les IUFM de Paris et de l'Ile-de-France toujours mobilisés sur le thème "enseigner est un métier qui s'apprend". A Toulouse une centaine d'étudiants faisaient le procès du roi "Sarcoval et ses sinistres Tretresse et Crados".

A 19 h 30, les manifestants ont fini d'arriver sur la place de la Nation. Premiers incidents légers dans le métro, premiers feux de poubelles et premiers projectiles lancés sur les forces de l'ordre postées tout autour de la place. Plusieurs centaines de manifestants, jeunes pour la plupart, font face aux barrages de gardes mobiles et de CRS. Aucune vitrine n'est prise pour cible, pas de voiture renversée, seule la police est visée. Au total, 300 personnes ont été interpellées et 49 seront poursuivies, les autres ayant été laissées libres après une vérification d'identité. Neuf policiers ont été blessés.

Assistant aux jets de canettes sur les policiers, Marcelle, qui travaille dans un salon de coiffure, peste : "Il n'y en a que pour les riches, je comprends les jeunes qui disent que ça va péter." Tout en estimant qu'ils "ne sont pas très bien coiffés". André, illuminé du rouge d'une fusée de cheminot, dit qu'il est prêt à "entrer dans un conflit dur". Mais, dit ce cheminot de 38 ans "il vaudrait mieux que le gouvernement change sa position".

Une heure plus tard, le dispositif s'est resserré et ce sont trois cents personnes qui se retrouvent encerclées au pied de la statue au centre la place.

A Saint-Nazaire, la fin de la manifestation contre la politique du gouvernement a tourné à l'affrontement entre jeunes et forces de l'ordre. A l'issue du rassemblement, peu après 17heures, un attroupement de 200 à 300 jeunes s'est formé devant la sous-préfecture. Les jeunes ont lancé des bouteilles, pavés et autres projectiles contre les forces de l'ordre. L'affrontement a duré plus de deux heures. Un policier a été blessé au visage.

Universités : nouvelles manifestations le 24 mars (21.03)

AP - 20.03

L'intersyndicale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a appelé vendredi les enseignants des universités et les étudiants à de nouvelles manifestations mardi prochain contre la politique du gouvernement dans leur secteur, alors que la contestation universitaire sera entrée dans sa huitième semaine.

L'intersyndicale FSU, CGT, Solidaires, Sud, FO, UNEF, SLR et SLU se joint ainsi à l'appel lancé en début de semaine par la Coordination nationale des universités et celle des IUT. A Paris, le cortège partira à 14h des abords du RER Port-Royal en direction du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Des défilés sont également prévus en province "dans toutes les grandes villes universitaires". L'intersyndicale appelle aussi à des manifestations le 26 mars, dans le secteur de la Recherche, contre le "démantèlement" des organismes scientifiques.

Mardi, les manifestations auront lieu le jour où le Comité technique paritaire des universités (CTPU) doit rendre son avis sur le nouveau décret réformant le statut des enseignants-chercheurs, texte sur lequel le gouvernement, le SGEN-CFDT, l'UNSA et le syndicat Autonome Sup ont trouvé un compromis avec des réserves pour cette dernière organisation.

Mais ces syndicats avaient toutefois indiqué qu'il n'y aurait pas de "sortie de crise" sans report de la réforme de la formation des maîtres ou arrêt des suppressions de postes en 2009.

L'intersyndicale, pour sa part, réclame en plus le retrait du nouveau décret. Elle appelle "la communauté scientifique et universitaire à exprimer sa volonté d'être entendue et de voir ouvrir de réelles négociations d'ensemble".

Mardi prochain, l'intersyndicale CGT, FSU, Sud et FAEN de l'enseignement professionnel appelle également à une grève et à des manifestations contre la réforme prévue par le gouvernement à la rentrée 2009 dans ce secteur de l'Education et contre les suppressions de postes.

Sidérurgie: un emploi sur six supprimé ou réduit en Europe (21.03)

AP - 20.03

Un salarié sur six dans le secteur de la sidérurgie en Europe a perdu son emploi ou vu ses horaires réduits alors que la demande d'acier dans le monde continue de plonger. Eurofer, une association regroupant ArcelorMittal SA, Corus et ThyssenKrupp AG, a précisé vendredi que quelque 72.000 emplois, soit 17% des 440.000 emplois que représente la sidérurgie dans l'Union européenne, ont été affectés par le ralentissement de la production.

Selon Eurofer, la demande d'acier a chuté en moyenne de 60% au cours du dernier trimestre 2008, et cette demande devrait encore chuter de 30 au cours du premier trimestre de cette année et continuera de baisser au deuxième trimestre.

De même, les prix de l'acier ont chuté de moitié et la production a baissé de 30% dans l'ensemble du secteur.

Hervé Novelli exige et obtient le retrait d'un JT de France 3 Centre (22.03)

Liberation.fr - 20.03 L'annonce par l'avocat d'Hervé Novelli de poursuites en diffamation à l'encontre de France 3 Centre, suite de la diffusion d'un reportage sur le passé politique de l'actuel secrétaire d'état (LibéOrléans du 19 mars 2009), provoque une onde de choc qui dépasse les frontières régionales.

En début d'après-midi, avant que l'avocat d'Hervé Novelli n'exige par écrit le retrait du reportage télévisé du site Internet de la chaîne, la direction nationale des Verts a apporté «tout son soutien» à la rédaction de France 3 Centre au travers d'un communiqué co-signé par Jean-Louis Roumegas, son porte-parole et Christophe Rossignol, conseiller régional du Centre.

«Nous avons appris que Hervé Novelli (Secrétaire d'État et ancien conseiller régional du Centre) poursuit France 3 Centre pour diffamation. Probable candidat de la droite aux prochaines régionales, M. Novelli ne supporte pas que des journalistes informent sur son passé de militant d'extrême droite. Le fait même de s'attaquer à la presse prouve qu'il n'a pas rompu avec son passé», écrivent-ils.

«On peut craindre avec le gouvernement Sarkozy-Fillon qui comporte un autre membre ayant milité activement à l'extrême droite (Patrick Devedjian) que les pressions sur les journalistes soient de plus en plus fortes. Les citoyens ont le droit de savoir pour qui ils votent». En tout début de soirée, l'avocat d'Hervé Novelli a enfoncé le clou en confirmant les poursuites et en exigeant le retrait d'une vidéo publiée sur Internet.

«Suite à la sommation de l'avocat, on ne trouve plus le journal télévisé du 18 mars 2009 sur le site de France 3», précise un proche de la rédaction. Cette nouvelle étape semble confirmer la volonté, de la part du candidat UMP aux régionales - qui devrait être intronisé samedi par les militants -, de créer un précédent local.

L'Elysée redoute l'explosion du chômage des jeunes (22.03)

Le Monde - 21.03 Un plan jeune pour compléter le plan de relance. C'est la piste explorée par Nicolas Sarkozy, inquiet de devoir affronter une révolte de la jeunesse. Le chef de l'Etat a indiqué vendredi 20 mars à Bruxelles qu'il fallait faire "davantage" pour les jeunes, alors qu'ils sont "incontestablement les premières victimes de la crise". "On ne peut pas les laisser avec les portes des entreprises qui se ferment. Ce n'est pas possible", a expliqué le président de la République, qui a évoqué les "contrats aidés" et la "formation".

Les 16-25 ans sont les premières victimes selon l'Elysée du gel des embauches par les entreprises. "C'est un problème qui est devant nous, c'est celui de la rentrée de septembre", explique Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée.

Martin Hirsch estime que "le chômage des jeunes augmentera de 95 000 à 200 000 si les portes des entreprises restent closes". Le Haut commissaire à la jeunesse, qui avait obtenu les fonds nécessaires pour financer le revenu de solidarité active (RSA) et dispose de 150 millions d'euros pour expérimenter ses projets en faveur des jeunes, compte placer haut la barre financière. "Il faut trouver des réponses qui soient quantitativement à la hauteur du choc qu'il va y avoir", estime M. Hirsch, qui compte s'accrocher au train du plan de relance. "Si on fait dans le même esprit que pour les infrastructures un investissement sur la jeunesse dans les secteurs économiques qui en ont besoin, on améliore la compétitivité de la France sur son point le plus faible depuis 20 ans, le taux d'activité des jeunes".

PRIME

M. Hirsch juge cette action d'autant plus nécessaire qu'il ne faut pas gâcher une génération, alors que les entreprises auront de lourds besoins de recrutement avec les départs en retraite massifs des prochaines années.

M. Hirsch détaillera ses propositions mardi lors d'une réunion de concertation. Il prône un système où une entreprise formerait un jeune la première année du contrat de travail contre l'engagement pris par celui-ci de rester au moins trois ans dans la branche d'activité. Il veut impliquer Pôle emploi, les régions et collectivités locales, pour qu'elles s'assurent que les jeunes qui sont en formation en alternance obtiennent des entreprises de vrais stages. Il souhaite rendre les contrats aidés encore plus incitatifs pour les entreprises et a évoqué l'idée d'une prime pour les jeunes en recherche d'emploi.

Le dispositif doit être complété fin juin par la remise en ordre du maquis des aides, alors que les jeunes n'ont pas droits à certains minima sociaux, comme le RSA, tandis que ce sont leurs parents qui touchent les allocations familiales. " Le président a toujours été partisan d'un système qui favorisait l'autonomie des jeunes", explique Raymond Soubie, conseiller social de Nicolas Sarkozy.

Selon Brice Hortefeux, "Nicolas Sarkozy pense que les jeunes, c'est extraordinairement sensible, il suffit d'une étincelle pour que tout s'embrase". Le ministre des affaires sociales voit là la raison de "l'implication personnelle très forte" du chef de l'Etat. En trois mois, il a lâché du lest sur la réforme du lycée et le statut des enseignants chercheurs, flanqué ses ministres Xavier Darcos (éducation) et Valérie Pécresse (recherche) de médiateurs et nommé M. Hirsch pour bichonner les jeunes.

Visite de Sarkozy à Saint-Quentin: "Il va y avoir des flics partout. C'est abusé!" (24.03)

LePost - 24.03 1000 policiers et CRS, mesures de sécurité drastiques, militants UMP en renfort... L'Elysée sort l'artillerie lourde avant la visite du Président dans l'Aisne, à Saint-Quentin, ce mardi.

Après plusieurs visites de terrain mouvementées, notamment dans la Manche, l'Elysée ne veut rien laisser au hasard avant la visite de Nicolas Sarkozy dans la ville où est élu le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand.

Sur Le Post, une commerçante qui tient une boutique dans le centre-ville de Saint-Quentin, rue Isle, trouve "excessif" le dispositif de sécurité qui va être mis en place ce mardi. Elle a souhaité témoigner sous couvert de l'anonymat.

Que pensez-vous du dispositif de sécurité mis en place dans votre ville pour la visite de Nicolas Sarkozy?

"Le dispositif mis en place est vraiment exagéré. Il y a des barrières de sécurité partout dans la ville. Beaucoup de rues sont interdites à la circulation et au stationnement, dès ce lundi soir 20h... Je sais que nous n'accueillons pas n'importe qui. C'est vrai que c'est le président de la République qui vient mais franchement, c'est excessif ! Et je ne suis pas la seule à le dire. Tous mes collègues du magasin pensent comme moi. Et de nombreux clients ont rouspété ce lundi..."

Allez-vous ouvrir ce mardi?

"Oui, même si la visite de Nicolas Sarkozy risque de nous déranger pour travailler..."

Pour quelles raisons?

"Nos clients vont avoir du mal à passer. Il y en a même qui ont peur de sortir de chez eux ce mardi à cause de la présence policière, qui risque d'être démesurée. Il va y avoir des flics partout devant notre magasin et dans la rue. C'est abusé !"

Que pensent les autres commerçants de la rue?

"Contrairement à nous, il y en a beaucoup qui ne vont pas ouvrir demain. Ils ont peur qu'il y ait des manifestations dans le centre-ville et éventuellement de la casse..."

Education: 5.000 à 15.000 manifestants à Paris, défilés en province (25.03)

AP - 25.03 Entre 5.000 personnes (police) et "plus de 15.000" (organisateur), dont une majorité d'étudiants, ont manifesté mardi à Paris contre les réformes dans l'enseignement.

Le cortège, composé d'enseignant-chercheurs, chercheurs, étudiants ou encore de personnels des IUFM (instituts de formation des maîtres) est parti peu après 14h00 de la place de Port-Royal, en direction du ministère de l'Enseignement supérieur, rue Descartes, dans le Ve arrondissement.

En tête, deux banderoles proclamaient "non à la casse des universités et de la recherche" et "Contre la généralisation du bac pro (en) trois ans" (baccalauréat professionnel, ndlr).

Sur d'autres étendards, on pouvait lire "IUFM en colère" ou encore "l'université n'est pas une marchandise".

Deux présidents d'université, Georges Molinié (Paris IV) et Pascal Binczak (Paris VIII), ainsi que l'ancien président de Paris-I Michel Kaplan défilaient derrière une pancarte "présidents pas contents".

"Ce gouvernement est autiste, on n'a jamais vu un tel mépris depuis des années, du peuple et des intellectuels. On ne nous écoute pas donc on manifeste", a déclaré M. Molinié.

Toute une partie du début du cortège était composée d'une intersyndicale des lycées professionnels, demandant la "suspension de la réforme du bac professionnel en trois ans (généralisée à la rentrée 2009, ndlr), comme pour celle du lycée général, et le maintien des BEP pour que les élèves les plus en difficultés puissent faire un cursus en 4 ans" au lieu de 3, a déclaré à l'AFP Alain Vrignaud, secrétaire national CGT Educ'action.

Les manifestants répondaient à l'appel de la coordination nationale des universités, d'une intersyndicale du supérieur et de la recherche (FSU, CGT, Solidaires, FO, Unef, SLR, SLU), d'une coordination nationale des IUT et de syndicats de l'enseignement professionnel.

Des cortèges étaient aussi prévus en province. A Lyon, une chaîne humaine de 500 personnes (police et organisateurs) a défilé autour du rectorat. A Grenoble, 300 personnes se sont rassemblées devant le rectorat.

A Aix-en-Provence, 200 personnes ont manifesté devant le rectorat, lançant une cinquantaine de chaussures sur le bâtiment, selon un correspondant de l'AFP.

Il s'agit de la huitième grande journée de manifestations depuis le début, le 2 février, du mouvement de protestation dans les universités.

Les salariés de l'usine 3M de Pithiviers retiennent leur directeur (25.03)

AP - 25.03 Les salariés de l'usine 3M Santé de Pithiviers (Loiret) retiennent leur directeur depuis mardi après-midi, a-t-on appris auprès de la préfecture, en signe de protestation contre un plan de suppression de 110 emplois sur 235.

"S'ils veulent réorganiser leur site de production, ils doivent assumer leurs responsabilités et payer plutôt que de les faire supporter à la collectivité", a déclaré à l'Associated Press Jean-François Caparros, délégué FO du site. "Nous voulons renégocier les indemnités de départ, nous demandons un congé de mobilité d'une durée de 24 mois, une prime de transfert et des garanties pour les salariés restants", a-t-il précisé.

En décembre dernier, la direction 3M France, qui désire arrêter la fabrication de produits de santé d'ici septembre 2009, avait expliqué que "le site, qui fabrique des aérosols, des comprimés et des patches transdermiques en sous-traitance, est confronté depuis plusieurs mois à d'importantes surcapacités de production en raison d'une baisse constante de la demande des clients".

"L'entreprise fait des bénéfices", a pourtant assuré M. Caparros, ajoutant: "Nous sommes déterminés car nous n'avons plus rien à perdre".

Les salariés de 3M Santé sont en grève illimitée depuis le 20 mars. En France, le groupe américain 3M compte près de 2.700 salariés répartis sur 11 sites de production. La multinationale est notamment connue pour son ruban adhésif Scotch et les produits Post-it.

Le chômage grimpe en France, le climat social se tend (26.03)

Reuters - 26.03 Le chômage a encore enregistré une forte hausse en France au mois de février sur fond de tensions sociales au lendemain d'un discours de Nicolas Sarkozy promettant de nouvelles mesures de soutien à l'activité et à l'emploi en cas d'aggravation de la situation économique.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, l'organisme issu de la fusion de l'ANPE et des Assedic, a augmenté de 79.900 personnes le mois dernier (+3,5%) après une hausse record de 100.400 en janvier, selon les chiffres publiés mercredi par le ministère de l'Economie et de l'Emploi.

Il s'inscrit en progression de 19,0% sur un an et enregistre son dixième mois consécutif de hausse.

"Cette hausse du chômage en février reflète la crise économique et financière mondiale qui pèsera sur l'emploi pendant toute l'année 2009", prévient la ministre de l'Economie Christine Lagarde dans un communiqué.

En prenant en compte l'ensemble des demandeurs d'emploi indemnisés, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant ou non exercé une occupation professionnelle, le chômage touche 3.403.700 personnes, soit 2,4% de plus qu'à la fin janvier et 10,4% de plus

qu'un an auparavant.

Alors que Nicolas Sarkozy a annoncé un plan d'urgence en faveur des jeunes avant le 15 avril, les moins de 25 ans sont les plus touchés par la montée du chômage.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune occupation professionnelle dans cette tranche d'âge progresse de 5,1% sur le seul mois de février et de 32,0% sur un an.

La progression pour la tranche d'âge des 25-49 ans est de 3,3% sur le mois et de 17,1% sur l'année. Pour les 50 ans et plus, les chiffres sont respectivement de 2,3% et 14,1%.

VOLONTÉ DE TEMPORISER

Dans sa note de conjoncture de printemps publiée la semaine dernière, l'Insee a fait état d'une prévision de 387.000 destructions d'emploi dans le secteur privé sur les six premiers mois de l'année, le taux de chômage remontant à 8,8% au deuxième trimestre contre 7,3% un an auparavant.

Six jours après les manifestations de jeudi dernier, qui ont rassemblé, selon les sources, 1,2 à trois millions de personnes dans toute la France pour réclamer un changement de politique, opposition et syndicats ont vu dans cette nouvelle poussée du chômage une justification à leurs revendications.

"Le gouvernement n'a toujours pas pris la mesure de la crise. La stabilisation de l'emploi ne pourra provenir que d'un retour de la croissance et donc de la mise en place d'un véritable plan de relance", écrit le secrétaire national au travail et à l'emploi du Parti socialiste.

Alain Vidalies, qui met en garde contre une "explosion du chômage avec un million de demandeurs d'emploi supplémentaire pour l'année 2009", appelle à la mise en place de mesures de soutien aux revenus des chômeurs et d'aides à la reconversion et demande la fin des exonérations sur les heures supplémentaires.

Sans exclure de nouvelles mesures de soutien à l'activité, l'exécutif a dit vouloir se donner le temps de mesurer les effets du plan de relance de 26 milliards d'euros annoncé le 4 décembre et des 2,8 milliards d'euros débloqués à l'issue du sommet social du 18 février dans la foulée d'une première journée nationale de grèves et de manifestations, fin janvier.

Mais sa volonté de temporiser sur fond de dégradation accélérée des comptes publics se heurte à l'aggravation du climat social et aux difficultés de certaines entreprises.

Un millier de salariés de l'usine Continental de Clairoux, dans l'Oise, promise à la fermeture, ont ainsi manifesté bruyamment à Paris avant d'être reçus à l'Élysée par Raymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy.

Après celui de Sony France, à la mi-mars, un autre dirigeant d'entreprise a été séquestré à Pithiviers, dans le Loiret.

Dépêché au chevet de l'équipementier automobile en difficulté Heuliez, le secrétaire d'État à l'Industrie et porte-parole du gouvernement Luc Chatel n'a guère rassuré les 1.014 employés de l'entreprise.

Il a confirmé une aide sous condition de 10 millions d'euros au groupe via le Fonds d'investissement stratégique (FSA) pour tenter d'éviter la disparition du premier employeur industriel du département mais sans cacher la complexité du dossier.

La France aura son "Pentagone" à l'été 2014 (27.03)

AFP - 26.03 Le "Pentagone à la française" qui doit réunir sur un même site, dans le sud de Paris, une quinzaine de services centraux du ministère de la défense et des armées, ministre compris, devrait être opérationnel à "l'été 2014".

Le ministre de la Défense Hervé Morin en a fait la promesse jeudi, annonçant un "geste architectural majeur pour réhabiliter une zone de Paris qui devenait progressivement une friche industrielle". Un geste qui devra être "digne du 21e siècle et de la quatrième puissance militaire de la planète".

Résumant la philosophie du projet, M. Morin a expliqué qu'il s'agissait de "créer toutes les conditions d'un travail d'équipe". "Les armées travaillent ensemble sur les théâtres d'opérations du monde entier, elles doivent, au niveau central, sortir de la logique des chapelles".

Concrètement, le ministre et son cabinet quitteront les salons Empire de l'Hôtel de Brienne où le général Charles de Gaulle avait posé ses valises à la Libération, pour rejoindre le quartier de Balard, nettement moins cosu, le long du boulevard périphérique et de l'échangeur de la porte de Sèvres.

Il en ira de même pour l'état-major des armées, ceux des trois armes (Terre, Air et Mer), le Centre de planification et de commandement des opérations, aujourd'hui confiné dans son bunker souterrain du boulevard Saint-Germain, ou la Délégation générale pour l'armement, exilée récemment en banlieue.

Une douzaine de sites parisiens de la défense et plus de 16 hectares seront ainsi cédés, M. Morin précisant qu'il en attendait 800 millions à un milliard d'euros de revenus affectés au budget du ministère.

Celui-ci versera quant à lui à l'opérateur privé du projet un loyer "vraisemblablement supérieur à 100 millions d'euros", selon ses services.

Il touchera en revanche des loyers perçus sur trois des 16 hectares du site actuel de Balard qui accueilleront des bureaux et des commerces privés.

"L'opération, pour le ministère de la Défense, sera au pire neutre et au mieux, permettra de faire des économies par rapport aux loyers versés actuellement", a assuré M. Morin.

Quelque 10.000 personnes rejoindront Balard en 2014. L'ancienne Cité de l'Air, devenue aujourd'hui la Base aérienne 117, sera totalement réaménagée d'ici là pour un montant de 600 millions d'euros, l'opération faisant l'objet d'un Partenariat public-privé.

Celui-ci portera sur la conception, la construction, la rénovation mais aussi la maintenance des 300.000 m2 de bâtiment avec un contrat d'une durée de 30 ans avec l'opérateur privé, l'Etat devenant propriétaire des lieux à l'issue.

Un concours d'architecture sera prochainement lancé et chaque groupe de BTP candidat -sans doute trois ou quatre, vraisemblablement français même si l'appel d'offre est européen, a indiqué le ministre- présentera avant la fin de l'année trois esquisses conçues par autant d'architectes. Le choix du projet sera arrêté début 2011.

Le ministère de la Défense n'entend toutefois pas faire table rase de son passé historique. L'Hôtel de Brienne, les Invalides et l'Hôtel de la Marine, place de la Concorde, resteront propriété de l'Etat.

M. Morin a promis en particulier des "projets extrêmement ambitieux et culturels" pour l'Hôtel de la Marine, sans les détailler mais en jurant qu'il n'était "pas question un seul instant de le désosser".

Pécresse passe en force (27.03)

Liberation.fr - 27.03 Logique «d'affrontement» pour le Snesup, texte «équilibré» pour Valérie Pécresse, la ministre de l'Enseignement supérieur Avis divergents, ce n'est pas nouveau, sur l'étape franchie hier - plus exactement dans la nuit de mardi à mercredi - pour les projets de décrets de Valérie Pécresse. Ces textes controversés étaient soumis à l'avis, consultatif, du Comité technique paritaire de l'enseignement supérieur (CTPU).

Après les manifestations de mardi, deux des textes à l'origine du mouvement qui secoue les universités depuis le 2 février - les décrets sur le statut des universitaires et le Conseil national des universités (CNU), remaniés sur ordre du Premier ministre devant la colère qu'ils suscitent - n'ont pas rallié la majorité des élus du CTPU. Seul le syndicat Autonome Sup a voté pour le statut, la CFDT et l'Unsa s'abstenant. En revanche, ces trois syndicats ont voté pour le décret sur le CNU. De leur côté, le Snesup et FO - majoritaires avec 8 élus sur 14 - ont quitté la salle en claquant la porte à 1 h 30 du matin, mercredi.

Interrogée à l'Assemblée nationale hier, Valérie Pécresse a soutenu que le nouveau texte «donne toutes les assurances aux universitaires : rappel de la double mission des enseignants-chercheurs - enseignement et recherche, paiement des heures complémentaires au-delà du service de référence, congé pour recherche et conversion thématique accordés par le CNU, possibilité offerte à chaque enseignant-chercheur d'être rattaché à une unité de recherche.»

Pour Jean Fabbri (Snesup), cela ne permet pas de «dénouer la crise» ce qui réclame «une négociation globale et des signes clairs du gouvernement montrant une inflexion de sa politique». La Coordination nationale des universités a appelé à de nouvelles manifestations le 2 avril.

La crise sociale va-t-elle dégénérer en révolte ? (29.03)

La Tribune - 27.03 Le climat social vire à l'aigre en France.

Patrons séquestrés comme chez 3M à Pithiviers ou chez Sony dans les Landes, salariés licenciés en colère comme chez Continental à Clairoux dans l'Oise près de Compiègne, désobéissance y compris dans l'administration et la fonction publique, à l'Education Nationale ou à La Poste...

La polémique sur la rémunération des dirigeants ou les bonus des traders est venue encore mettre de l'huile sur le feu, accentuant le sentiment de défiance entre ceux qui ont le sentiment d'être les seuls victimes de la crise et ceux qui leur font l'impression d'être des privilégiés cyniques.

La Tribune évoquait cette semaine le risque de "jacqueries" du nom de ces émeutes populaires qui avait secoué le Moyen-Âge.

Et vous, qu'en pensez-vous ? Estimez-vous que les tensions sociales actuelles peuvent éclater en révolte ?

En révolution vous voulez dire ? (Lutte de classe)

Réforme portuaire: les sept grands ports dans une phase délicate (29.03)

AFP - 28.03 Cinq mois après la signature d'un accord-cadre sur le détachement vers le privé des personnels de la manutention portuaire, la délicate déclinaison locale de la réforme, censée relancer sept grands ports français, avance de manière inégale.

La réforme, encadrée par la loi de juillet 2008, prévoit le transfert de la totalité des activités de manutention portuaire --personnels et outils-- vers des opérateurs privés, comme cela avait déjà le cas pour les docks en 1992.

La mise en oeuvre de ce transfert, qui a fait l'objet d'un accord-cadre fin octobre signé par la puissante fédération CGT des ports et docks malgré ses critiques, fait l'objet de discussions port par port (Dunkerque, Rouen, Le Havre, Marseille, Nantes/Saint-Nazaire, Bordeaux et La Rochelle).

D'ici quelques semaines, chaque port doit avoir présenté un "projet stratégique de développement" à cinq ans. Il comprend le détail des transferts de quelque 2.000 grutiers et portiqueurs, une étape sensible qui donne lieu localement à des bras de fer avec la CGT.

A Nantes, le dossier semblait en bonne voie après un accord signé le 18 mars, à l'issue tout de même de deux semaines de grève. Mais quelques jours plus tard, le secrétariat d'Etat aux Transports déjugeait la direction de Nantes et estimait que le texte "contredisait la loi et n'était pas dans l'esprit de la réforme".

Du coup, le directeur a démissionné et la signature du projet stratégique prévue le 23 mars a été repoussée à avril. Mais la CGT a déjà prévenu que si l'accord était remis en cause par le nouveau directeur, Yves Gauthier, elle se remettrait en grève.

A Marseille, le projet stratégique doit être présenté le 3 avril, malgré un climat tendu, illustré notamment par des grèves perlées depuis début février.

La situation est comparable à Rouen avec une présentation prévue le 10 avril.

En revanche, à Dunkerque, le processus "se passe pour le moment sans anicroche", assure Pierre Joly, le directeur stratégie.

Pour le patronat, les difficultés rencontrées ne sont pas une surprise. "On savait dès le lancement de la réforme que la phase la plus délicate se situerait dans la mise en oeuvre sur le terrain", a déclaré à l'AFP Bruno Vergobbi, délégué général de l'Union des ports de France.

Un durcissement de la CGT n'est pas à exclure, la fédération ayant déclaré il y a une semaine que "les personnels utiliseraient tous les moyens légaux" pour empêcher une application ne donnant pas assez de garanties aux salariés.

"En phase de ralentissement économique, les salariés peuvent avoir plus d'appréhension pour quitter le secteur public et passer au secteur

privé", malgré les garanties prévues par l'accord-cadre, estime M. Vergobbi.

Pour le responsable patronal, "le facteur qui n'était pas connu était qu'on se retrouverait en phase de récession, ce qui n'est pas un élément facilitateur pour une réforme de ce genre".

Au Havre, par exemple, la CGT locale a demandé "la suspension" de l'application de la réforme durant le temps de la crise en mettant en avant que les entreprises qui doivent reprendre les personnels de manutention viennent de demander des mesures de chômage partiel pour certains salariés.

Le précédent de Nantes provoque aussi des interrogations. Selon un dirigeant CGT du Havre, "cela ne sert à rien de discuter avec le directeur si de toutes façons, c'est (Dominique) Bussereau qui doit décider".

Par crainte d'une délocalisation à Singapour, les salariés occupent l'usine FCI de Mantes-la-Jolie (30.03)

Le Monde - 28.03 Un tas de débris en guise de barricade, des citernes remplies de restes de palettes brûlées... Le décor de la cour d'entrée n'est pas engageant. Mais derrière, le parking offre un tout autre spectacle : bicyclettes d'enfants et trottinettes à l'entrée, et plus loin, un barbecue. Les "cuisiniers" s'affairent : deux cents bouches à nourrir chaque jour.

Bienvenue chez FCI Microconnections (ex-Areva, rachetée en 2005 par le fonds américain de capital investissement Bain Capital), à Mantes-la-Jolie (Yvelines), usine occupée, jour et nuit, depuis le 24 février, par la moitié de ses 400 salariés.

Le site, qui réalise des microcircuits électroniques pour cartes à puce, comprend un centre de recherche et développement - les salariés non grévistes, que la direction a dispensé de venir travailler - et une unité de fabrication - les grévistes. Cette division possède également une autre usine, à Singapour.

Malgré l'ordonnance de référé, prise jeudi 26 mars par le tribunal de grande instance de Versailles, qui donne aux grévistes "24 heures pour quitter (les lieux) spontanément", sinon "la force publique pourra" les expulser, les intéressés étaient toujours là, samedi matin 28 mars, se préparant à faire la quête qu'ils organisent chaque jour dans la région. Car les 26 et 27 mars, les réunions avec la direction n'ont pas permis de débloquer la situation.

Une grève atypique, en raison de sa durée, mais aussi de son motif. Qui n'est pas l'annonce d'un plan social, mais la forte inquiétude que ressentent les salariés. Le 26 mars, pourtant, la direction a indiqué, dans une note d'information, qu'il n'y a "aucune délocalisation" et qu'elle "s'est engagée à ce qu'il n'y ait aucun plan social en 2009 ou en 2010". Mais les grévistes n'y croient pas. "Nous avons suffisamment d'éléments écrits démontrant qu'à moyen terme le site est voué à être fermé" au profit de celui de Singapour, explique Rachid Brihi, avocat du cabinet Grumbach et associés, qui défend les grévistes.

Les volumes de production du site ne cessent de diminuer (2,4 milliards d'unités en 2007, 2,2 en 2008, 2 prévus par la direction en 2009, indique la CGT). Et selon les syndicats, depuis mi-2008, la production est devenue plus importante à Singapour qu'à Mantes-la-Jolie. "Nous demandons la communication de la comptabilité et des volumes des deux sites, et qu'il y ait une répartition équitable entre eux, mais la direction ne veut nous donner aucun chiffre sur Singapour", dénonce Eric Scheltienne, délégué syndical CGT.

Sa méfiance est alimentée par des informations inquiétantes, données par la direction, avant les promesses rassurantes. Ainsi, le 28 janvier, lors du comité d'entreprise, FCI évaluait, dans ses prévisions pour le premier trimestre, un sureffectif variant de 34 à 42 salariés, selon les mois. Et le 16 février, elle annonçait encore des mesures de restriction : le gel des embauches, la fin de l'intérim, le report des augmentations salariales, etc. "Nous avons aussi appris qu'elle avait proposé à des salariés des licenciements négociés déguisés en faute, indique M. Scheltienne. Tout cela a fait déborder le vase." "Nous avons tous grandi dans la région, nous connaissions FCI avant même d'y entrer, raconte un opérateur. C'est une bonne boîte, le travail est intéressant. Mais on nous a menti."

Lors du rachat de l'entreprise, "le maintien des quatre sites français avait été garanti pour trois années. Nous serons arrivés à l'échéance... en novembre 2008", remarque Gilles Visse, le délégué syndical CFDT. Tout est donc possible désormais. D'ailleurs, l'usine de La Ferté-Bernard (Sarthe) fermera en avril.

"Nous voulons négocier, dès aujourd'hui, des indemnités élevées, à verser en cas de futur plan social, précise M. Scheltienne. Car demain, quand Singapour aura la maîtrise de tout le processus, nous ne serons plus en position de force pour le faire." Mais la direction de FCI refuse, comme elle a rejeté la proposition syndicale d'une médiation.

Continental embauche, mais en Roumanie (31.03)

Le Monde - 30.03 Alors que le fabricant de pneus Continental ferme son usine de Clairoix dans l'Oise, France Info a révélé, lundi 30 mars, que le groupe continue d'embaucher dans son usine de Roumanie. Une stratégie qui n'étonne pas les syndicats.

Depuis l'annonce de la fermeture de Continental Clairoix, la direction du groupe se justifiait en évoquant la crise et la baisse (réelle) de la demande mondiale de pneus. Selon le siège d'Hambourg, l'entreprise est confrontée à une baisse de production de l'ordre de 30 %. La fermeture du site de Clairoix apparaissait inéluctable dans de telles conditions malgré des bénéfices conséquents l'an dernier.

Là où le bât blesse, c'est que l'entreprise continue d'embaucher, et donc d'augmenter sa production, sur son site roumain de Timisoara. Pour les syndicats, la crise a bon dos et permet de justifier une délocalisation prévue de longue date. En effet, les salaires à Timisoara sont corrects pour la Roumanie, mais ils restent très bas en comparaison de ceux de Clairoix : entre 280 et 420 euros par mois (pour un salaire minimum d'environ 120 euros et un salaire moyen d'environ 300 euros) contre 1 700 euros en moyenne en France.

Il y a encore deux ans, l'usine de Timisoara fonctionnait assez mal avec des problèmes de turnover et de qualité de la production. Les ouvriers de Clairoix racontent aujourd'hui avec amertume comment ils ont dû eux-mêmes former les ouvriers roumains à des postes-clés de programmation de la production. Un transfert de technologie que certains employés dénoncent aujourd'hui comme un véritable "pillage". La mutation à Timisoara, il y a deux ans, de l'ancien directeur de Clairoix, Thierry Wipff, n'a fait que l'accentuer, explique Philippe Biernacki, délégué CFDT de Clairoix.

La plupart des emplois proposés sur le site de Continental pour son usine de Timisoara sont liés au domaine électronique plus qu'à celui des pneumatiques. Sur France Info, le directeur de l'usine de Timisoara se défend également de récupérer les emplois français : il y explique que la production de son usine est surtout composée de petits pneus destinés au constructeur franco-roumain Dacia. Là encore, Philippe Biernacki n'y croit pas.

Dans ce cadre, les syndicats se disent même inquiets pour l'autre usine française, celle de Sarreguemines (Moselle). Les chiffres de production des usines coïncident étrangement, font-ils valoir : Timisoara produit actuellement entre 13 et 14 millions de pneus par an et prévoit à terme d'arriver à 30 millions de pneus par an. Soit une augmentation de près de 17 millions, peu ou prou la production cumulée des usines de Clairoix (entre 6 et 7 millions) et de Sarguemines (entre 10 et 11 millions).

Les chantiers français Coach en cessation de paiement (31.03)

Reuters - 30.03Le fabricant français de yachts de luxe Guy Couach a demandé lundi la protection du tribunal de Commerce de Bordeaux après avoir déclaré être en cessation de paiement en raison de l'impact de la crise financière sur ses commandes.

"Malgré tous les efforts entrepris par le management du Groupe Couach pendant plus de deux mois afin de trouver des solutions sur la restructuration de sa dette, les négociations avec les partenaires financiers n'ont pu aboutir", a déclaré le groupe dans un communiqué. "De nombreux contacts avaient été établis dans ce but, la crise financière et bancaire actuelle est venue annihiler les travaux", a ajouté le groupe.

La cotation du titre est suspendue depuis le 15 janvier dernier.

Sur le bassin d'Arcachon, les chantiers du constructeur dont le départ du président du directoire, André-Jean Goimard, est annoncé, sont restés fermés lundi.

Le groupe, qui pèse quelque 80 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel (pour une capitalisation boursière de 29 millions d'euros) et emploie plus de 300 personnes, a mis ses salariés en chômage technique pour un mois.

D'autres chantiers navals sont en difficulté comme le fabricant de yachts de luxe Rodriguez, toujours en discussion avec ses banques, ou le groupe Poncin (30 millions d'euros environ de CA), qui a obtenu du tribunal de commerce de la Rochelle la prolongation de sa mise sous sauvegarde jusqu'au 31 mai pour tenter d'achever la renégociation de sa dette bancaire.

Les lycées d'Albi et de Toulouse renvoient chez lui l'envoyé de Sarkozy (31.03)

Liberation.fr - 31.03 Tout directeur de Sciences-Po Paris qu'il est, il y aura des trous dans la copie que Richard Descoings doit remettre au président Sarkozy au mois d'octobre prochain.

Ce lundi matin déjà, les professeurs du lycée Bellevue à Albi ont boycotté sa réunion.

Cette après-midi, c'est une trentaine de lycéens et étudiants qui ont empêché la rencontre qu'il devait avoir avec 120 chefs d'établissement de l'Académie au lycée Rive Gauche à Toulouse Si Sarkozy n'est pas tout à fait Charlemagne inventeur de l'école, Richard Descoings est en tout cas son missi dominici.

Il parcourt le pays de France pour y préparer la réforme du lycée concoctée par le gouvernement. La tâche peut s'avérer ingrate. La banderole barrant l'entrée du lieu de réunion laissait peu de place à la négociation : Vous n'êtes pas le bienvenu. De bonne composition, l'homme est tout de même venu à la rencontre des manifestants pour tenter d'engager le dialogue. Sauf que personne, dans la chaîne humaine interdisant l'entrée du lycée Rive gauche, ne semblait disposé à faire causette.

«On est là pour montrer à M. Descoings que sa réforme, on n'en veut pas», déclare Florian Gély, porte-parole de la coordination des lycéens de Toulouse. «Cela fait un an et demi que le gouvernement ne veut pas entendre nos revendications. Ce qu'on veut, c'est plus de moyens pour le lycée, 25 élèves par classe, pas de concurrence entre les lycées et pas de suppression de postes», ajoute-t-il.

Il y a les Sciences politiques et la pratique politique. Le rapport de forces n'était peut-être pas du côté de Richard Descoings, ce lundi. En sciences politiques appliquées, cela s'appelle ne pas insister. La réunion a été tout bonnement annulée.

La voiture de François-Henri Pinault bloquée par des salariés (01.04)

Reuters - 31.03 Des salariés en colère ont bloqué le taxi de François-Henri Pinault, P-DG de PPR, avant que la police n'intervienne pour le libérer, apprend-on auprès de la police et du groupe PPR.

L'incident a eu lieu après une réunion du comité d'entreprise rue de Javel, dans le XVe arrondissement de Paris.

"Quelques représentants" de la Fnac et de Conforama, deux filiales du groupe PPR, "ont un peu retardé la voiture de M. Pinault au moment de partir", a déclaré une porte-parole du groupe de luxe et de distribution.

"Cette délégation a été reçue et a pu s'exprimer pendant le comité d'entreprise", a-t-elle aussi souligné.

Selon la radio France Info, François-Henri Pinault a été retenu pendant une heure.

La Fnac et Conforama ont annoncé le 18 février des mesures d'économies qui pourraient se traduire par la suppression de 1.200 postes en tout.

Les salariés de Caterpillar retiennent leur direction sur le site grenoblois (01.04)

AP - 31.03 Les salariés de Caterpillar France retenaient toujours mardi soir quatre cadres supérieurs, dont le directeur de la branche française du groupe américain, réclamant une reprise immédiate des négociations sur le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Selon un responsable de la police de Grenoble, qui a pu rencontrer en milieu d'après-midi les cadres, la direction est prête à reprendre les discussions dès mercredi matin.

S'adressant aux élus du comité d'entreprise et à quelques dizaines de salariés présents dans les bureaux de la direction, le fonctionnaire a précisé qu'"un accord signé sous la contrainte n'avait aucune valeur juridique". L'état de santé physique et psychologique des cinq dirigeants retenus dans les bureaux de la direction est bon, a indiqué à l'Associated Press le médecin de l'entreprise, le Dr Jean-Marie Gallet, qui a pu les rencontrer.

Toutefois, Maurice Petit, le directeur des ressources humaines du groupe, a quitté vers 18h30 l'usine, a-t-on pu constater sur place. Le DRH est sorti des bureaux de la direction pour des problèmes de santé, a-t-on précisé de source syndicale. Il a rejoint seul sa voiture garée sur le parking et quitté le siège de Caterpillar France sans incident, mais sous la huée des salariés.

Les quatre personnes encore retenues par les salariés et les élus du CE sont le directeur de Caterpillar France Nicolas Polutnik, le directeur européen Laurent Rannaz, le chef du personnel Thierry Vervoitte et le responsable qualité Eric Théolier.

Selon l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CGC, la direction de Caterpillar ne souhaite pas reprendre de négociations sur l'enveloppe du PSE fixée à 48,5 millions d'euros pour les 733 licenciements dans les deux usines françaises situées à Grenoble et Echirolles (banlieue de Grenoble). Les syndicats réclament 110 millions d'euros pour le plan social. La direction serait prête en revanche à négocier sur le nombre de licenciements.

Plusieurs centaines de salariés des deux usines occupaient toujours dans le calme les bâtiments de la direction de Caterpillar France. Aucun incident n'a été signalé. Une trentaine de policiers des unités d'intervention de la police nationale a pris position vers 14h devant les grilles de l'usine où se trouvent les locaux de la direction.

Caterpillar France, qui emploie 2.500 personnes, avait annoncé le 13 février dernier une chute de 55% des commandes entre 2008 et le prévisionnel 2009 pour justifier ces 733 licenciements. Au total, le constructeur américain d'engins de chantier, qui emploie 113.000 personnes dans le monde, a annoncé 24.000 suppressions d'emploi depuis l'automne pour faire face à la baisse de la demande d'équipements dans les secteurs du BTP et des mines. Le 21 octobre dernier, le groupe avait également annoncé un bénéfice net en repli de 6% au troisième trimestre et prévenu d'une stagnation de son chiffre d'affaires en 2009.

Colmar: les lycéens manifestent, le maire leur coupe les subventions (01.04)

Libération.fr - 31.03 Le maire UMP de Colmar Gilbert Meyer, qui a peu apprécié le comportement d'un groupe d'élèves du lycée Camille Sée lors d'une manifestation le 19 mars, a privé l'établissement des aides destinées aux voyages scolaires.

Michel Schelcher-Beyer, proviseur de ce lycée de 1.360 élèves, a confirmé la sanction mais n'a pas souhaité faire de commentaires. Il a toutefois indiqué avoir répondu «sur le fond» à Gilbert Meyer auprès duquel il dit avoir sollicité une "entrevue".

Dans un communiqué diffusé en fin de matinée, l'élu fustige «l'agressivité de certains lycéens» vis-à-vis de policiers nationaux et municipaux pendant la manifestation, organisée dans le cadre de la journée de mobilisation nationale et qui avait réuni entre 1.700 et 2.500 personnes à Colmar, dont 400 lycéens.

Selon l'élu, «des lycéens de Camille Sée ont vulgairement traité ces agents de tous les noms d'oiseaux». «Faut-il que les impôts (payés aussi par ces agents) soient utilisés à des actions dont les bénéficiaires, publiquement et dans la rue, prennent ces même agents pour des moins que rien, en les traitant de la sorte?», s'interroge Gilbert Meyer pour qui ce «débordement (...) n'est pas acceptable».

L'élu avait fait part de sa décision au proviseur dans un courrier daté du 23 mars. Il y évoque «un groupe de lycéens» de Camille Sée qui «s'est distingué par son comportement et ses slogans contre la police et le gouvernement» lors de la manifestation colmarienne.

Selon les Dernières nouvelles d'Alsace, qui évoquent l'affaire dans leur édition de mardi, les lycéens auraient manifesté sans incidents contre la réforme Darcos avant de rallier la manifestation unitaire en fin de matinée.

«L'itinéraire de la manifestation initialement prévu n'a pas été respecté» et «une trentaine de lycéens s'est maintenue un certain temps place de la Gare, malgré l'ordre de dispersion», observe Gilbert Meyer, qui salue l'attitude des policiers qui ont «fait preuve de patience afin d'éviter que la situation ne dégénère».

«Aussi, dois-je vous informer que la ville de Colmar ne subventionnera plus les déplacements des groupes d'élèves du lycée Camille Sée, pour la suite de l'année scolaire 2008/2009», conclut le maire.

Selon les DNA, trois voyages de fin d'année en Italie, Allemagne et Irlande feraient les frais de cette sanction.

La radicalisation des conflits sociaux se banalise (01.04)

Le Monde - 31.03 Directeur d'usine bombardé d'oeufs et de noms d'oiseaux chez Continental, dirigeants de Sony et de 3M retenus contre leur gré dans un bureau : le climat s'alourdit au sein des entreprises qui compriment leurs effectifs ou mettent la clé sous la porte. Ulcérés par ces restructurations, des salariés multiplient les opérations coup de poing.

Jusqu'à présent, leurs accès de colère sont restés limités, comparés - par exemple - aux explosions sociales qui accompagnèrent la fermeture des mines et des hauts-fourneaux dans les dernières décennies du XXe siècle. Mais plusieurs incidents récents révèlent un niveau de tensions élevé.

Ainsi, à Auxerre, des ouvriers de l'usine Fulmen, qui fabrique des batteries pour voitures et poids lourds, ont forcé leur directeur à manifester avec eux, lors de la journée nationale d'action du 29 janvier. Alain Royer a même dû revêtir un tee-shirt avec le nombre d'emplois supprimés dans le groupe. Une semaine plus tôt, Exide Technologies, propriétaire du site, avait annoncé son intention de le fermer, d'après les syndicats.

Aujourd'hui, certains représentants du personnel relativisent le traitement infligé à leur patron. "On lui a indiqué que s'il voulait s'en aller de la manifestation, il était libre. Il a répondu non", affirme Omar Berdaoui, délégué syndical (FO). D'après lui, les salariés qui ont encadré le directeur dans le cortège cherchaient à "le protéger" de collègues agressifs.

Présidente d'Exide Technologies France, Yvonne Russo donne une autre version des faits : "Il a refusé de quitter le défilé car des menaces avaient été lancées contre sa famille", assure-t-elle. Par la suite, M. Royer a écrit un texte à l'intention des salariés où il dit avoir été "humilié". Il n'a toutefois pas porté plainte, selon Mme Russo, mais l'entreprise, elle, l'a fait. Une procédure de licenciement a par ailleurs été engagée à l'encontre de deux salariés.

Pour expliquer cette radicalisation des conflits, syndicalistes et experts mettent d'abord en avant un "contexte" général qui a nourri "l'exaspération" des salariés : successions de révélations sur les rémunérations accordées à certains dirigeants de grands groupes qui bénéficient par ailleurs d'aides publiques, débat sur le "bouclier fiscal" (dont 14 000 contribuables ont profité via des restitutions d'impôt s'élevant à 458 millions d'euros), suppression de postes dans des entreprises qui dégagent des bénéfices et versent des dividendes à leurs actionnaires, positions de la présidente du Medef, Laurence Parisot, jugées caricaturales ou maladroites (notamment lorsqu'elle réclame un assouplissement des procédures de licenciement), etc.

Dans l'esprit de beaucoup s'est insinuée l'idée que "la crise n'est pas partagée par tout le monde", commente Jean-Michel Denis, chercheur au Centre d'étude de l'emploi. Peu importe que ce sentiment d'injustice, d'inégalités aggravées soit fondé ou non : il existe, et "peut jouer un rôle dans le raidissement" que l'on observe depuis plusieurs semaines, d'après Jean-Michel Denis. Ce facteur subjectif est très prégnant chez les salariés qui, avant d'être touchés par un plan social, ont consenti divers sacrifices (augmentation du temps de travail, diminution de la rémunération à cause du chômage partiel...).

Bien souvent, les débordements se sont produits dans des sociétés du secteur industriel où les salariés savent qu'ils vont avoir de la peine à retrouver rapidement un travail car le bassin d'emploi offre peu de postes correspondant à leur profil, constate Xavier Lacoste, directeur général du cabinet de conseil Altedia.

Chez Fulmen, par exemple, certains ouvriers n'ont "connu que cette usine", d'après un représentant de la CGT. Leurs perspectives pour rebondir sont minces, voire inexistantes, d'autant que Fruehauf, un autre employeur parmi les plus importants d'Auxerre, sabre aussi dans sa main-d'oeuvre. Dans ces conditions, les salariés "n'ont plus rien à perdre et rien à gagner", selon la formule de Patrick Rouvrais, responsable de l'union départementale FO dans l'Yonne.

Parfois, des formations politiques, comme le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot, soufflent sur les braises, ce qui irrite les leaders de grandes confédérations. Sous le sceau de l'anonymat, un conseiller ministériel rapporte que des représentants syndicaux ont parfois été débordés par une base réceptive aux discours de l'extrême gauche.

Toutefois, Jean-Michel Denis doute que celle-ci joue un rôle décisif dans la genèse des tensions. Pour lui, la seule annonce d'une fermeture de site suffit à mobiliser les salariés. Ces derniers y sont d'autant plus enclins que les relations sociales se sont durcies sur la période 2002-2004, d'après la dernière enquête "Reponse". Publiée par le ministère du travail, celle-ci note une progression des grèves de moins de deux jours et des débrayages, une hausse des conflits sans arrêt de travail et un accroissement des recours devant les prud'hommes.

Ex-secrétaire général de la CFDT et consultant en stratégies sociales, Jean Kaspar pense pour sa part que la crispation des salariés illustre aussi "la faiblesse du dialogue social" en France. A ses yeux, les représentants du personnel sont trop souvent tenus à l'écart des "choix stratégiques des entreprises". Du coup, la "logique de confrontation" l'emporte sur la recherche de solutions négociées. "Il ne faut pas exclure que la situation dégénère de manière plus forte", conclut Jean-Michel Petit, secrétaire général de la Fédération nationale des industries chimiques CGT.

Le décret sur les rémunérations des patrons décrypté (01.04)

LeMonde.fr - 31.03 Sylvain Niel, avocat en droit social au cabinet Fidal, décrypte pour Le Monde.fr le décret publié mardi 31 mars au Journal Officiel, encadrant les rémunérations de certains dirigeants d'entreprises.

L'article 1 indique que sont concernées d'une part les entreprises privées (six grandes banques françaises) au sein desquelles l'Etat est entré ou va entrer via sa société de prises de participation, et d'autre part les constructeurs automobiles français, qui ont bénéficié des prêts de l'Etat. Mais il ne semble pas que les filiales de ces groupes, qui n'ont pas directement reçu d'aides, soient concernées. On peut ainsi

imaginer que certaines primes puissent, à l'avenir, être versées par leur intermédiaire aux dirigeants des maisons-mères pourvu qu'ils figurent dans l'organigramme. On note enfin que les nombreuses entreprises qui bénéficient d'aides de l'Etat pour indemniser leurs salariés au chômage partiel ne sont pas visées.

L'article 2 prévoit que ces différentes entreprises s'engagent, dans leur convention signée avec l'Etat, à s'interdire d'accorder à leurs très hauts dirigeants – mais pas à l'ensemble de leur comité exécutif, par exemple le directeur France ou le directeur commercial – des stock-options et des actions gratuites.

Quant aux bonus, ils sont autorisés à condition d'être revus chaque année par le conseil d'administration ou de surveillance et fixés en fonction de critères de performance établis précédemment, et non liés au cours de la Bourse. Actuellement, on considère que près de la moitié des bonus des très hauts dirigeants d'entreprises françaises sont attribués de façon discrétionnaire, sans critères, et qu'une partie des autres prennent en considération le cours de l'action. Le conseil d'administration sera tenu d'annoncer publiquement qu'il autorise les bonus – un signe que le gouvernement compte sur la pression de l'opinion publique pour moraliser les pratiques – mais le texte ne stipule pas clairement que les critères fixés seront également divulgués. Enfin, les bonus ne devront pas être versés en cas de "licenciements de forte ampleur", une expression très vague, qui laisse augurer des négociations au cas par cas entre le gouvernement et les entreprises. Les parachutes dorés et autres indemnités de rupture de contrat ne sont pas visés, de même que les retraites surcomplémentaires.

L'article 3 oblige les entreprises concernées à attester auprès de la ministre de l'économie qu'elles respectent le décret. Mais aucune mesure de rétorsion n'est prévue en cas de manquement. On sent bien que le gouvernement ne veut pas prendre des mesures trop contraignantes à l'égard des dirigeants, dont il a besoin pour relancer l'économie, et ne veut pas prendre le risque d'une délocalisation des états-majors qui impliquerait un grand manque à gagner fiscal.

Les articles 4 et 5 concernent les entreprises publiques, par exemple France Télécom, GDF ou France Télévisions, qui emploient quelque 4 % des salariés français. Celles-ci sont appelées à "respecter des règles et principes de gouvernance d'un haut niveau d'exigence éthique", avec quelques précisions : un patron ne pourra plus bénéficier du statut de salarié (qui implique qu'il puisse bénéficier d'indemnités de licenciement), comme préconisé par le récent code de bonne conduite AFEP-Medef. Les bonus sont autorisés selon les mêmes principes qu'à l'article 2, sauf que les critères de performance et de progrès doivent être "précis" et que les licenciements ne sont pas un obstacle. En revanche, les indemnités de départ sont cette fois encadrées : d'un montant inférieur à deux années de rémunération, elles ne seront versées qu'en cas de départ contraint (à la différence de certains parachutes dorés). Elles ne seront pas dues en cas de "difficultés économiques graves" de l'entreprise : là encore, le flou de la formule permet une certaine marge d'interprétation...

L'article 6, formulé de façon très prudente, ressemble plutôt à une invitation faite au Fonds stratégique d'investissement (créé fin 2008 par Nicolas Sarkozy pour soutenir les entreprises françaises) à "prendre en compte" dans ses choix le respect des règles et principes fixés aux entreprises publiques.

L'article 7 prévoit que le décret s'applique jusqu'à fin 2010. Une telle limitation de durée a déjà été utilisée par le gouvernement Fillon pour "tester" des dispositifs. Mais il apparaît qu'il souhaite cette fois se cantonner au provisoire.

Enfin, comme pour de nombreux décrets, un rapport sur ses conditions d'application est prévu. Mais rien n'oblige Bercy à le réaliser.

Fermeture définitive de l'aciérie d'ArcelorMittal à Gandrange (01.04)

Reuters - 31.03 L'aciérie de l'usine ArcelorMittal de Gandrange (Moselle), dont la fin annoncée en janvier 2008 a donné lieu à une bataille syndicale et politique, ferme définitivement ce mardi.

Nicolas Sarkozy s'était rendu le 4 février 2008 dans l'usine, dont 575 emplois sur 1.100 étaient condamnés, et avait pris l'engagement d'en pérenniser l'activité par des investissements, "avec ou sans Mittal".

Une centaine de salariés se sont rassemblés devant l'aciérie en début d'après-midi à l'appel de la CGT pour exprimer leur colère et "rendre hommage à ceux qui, pendant 40 années d'existence, ont fabriqué plus de 60 millions de tonnes d'acier".

"Ce n'est pas une journée de deuil, c'est une journée marquée par l'imposture et la trahison de deux hommes, (le président d'Arcelor) Lakshmi Mittal et Nicolas Sarkozy", a déclaré Jacky Mascelli, secrétaire du syndicat dans l'entreprise.

Il a accusé le premier d'avoir favorisé les actionnaires aux dépens des salariés en annonçant la fermeture des installations de Gandrange alors que son groupe venait d'enregistrer huit milliards d'euros de bénéfice en 2007.

Il a accusé le second d'avoir "trompé, abusé et menti aux salariés" en promettant de pérenniser la scierie.

La députée socialiste de Moselle Aurélie Filippetti, élue d'une circonscription où se situe une partie de l'usine, a fustigé les "deux responsables de cette tragédie".

"Le groupe Arcelor Mittal s'était servi de Gandrange en 1999 comme d'une vitrine pour préparer ensuite son OPA sur Arcelor (...) et ensuite il n'a pas suffisamment investi", a-t-elle dit sur France Info en dénonçant les "mensonges" du président. "Nicolas Sarkozy a voulu faire un coup, retrouver les accents de sa campagne électorale quand il allait dans les usines faire des grands discours sur la valeur travail. Il a trahi la parole présidentielle et la confiance des ouvriers", a-t-elle estimé.

INQUIÉTODES SUR LE PLAN INDUSTRIEL

La CFDT a renoncé pour sa part à marquer l'événement. "On a interrogé les salariés. Ils nous ont dit 'On ne va pas célébrer la mort d'un outil'", a expliqué à Reuters Edouard Martin, délégué du syndicat au sein du comité européen.

La direction du groupe sidérurgique a annoncé le 17 mars dans un communiqué qu'une solution avait été trouvée pour "80% des salariés", soit 454 sur 571.

Cent-trente salariés ont bénéficié de mesures d'âge, une quinzaine ont choisi un départ aidé. Le gros de l'effectif s'est vu proposer un reclassement généralement dans les usines proches de Florange en Moselle ou au Luxembourg.

"Il en reste une soixantaine à qui rien de valable n'a été proposé", souligne Edouard Martin qui estime néanmoins que "sur le plan social, les choses ont plutôt mieux évolué que sur le plan industriel".

ArcelorMittal s'est engagé à ce que tous les salariés conservent leur contrat de travail "jusqu'à ce qu'une proposition ferme leur soit adressée".

Jacky Mascelli est plus critique et souligne qu'une majorité des salariés transférés sont dans des périodes d'essai.

Sur le plan industriel, les syndicalistes sont sceptiques sur les promesses qui leur sont faites.

ArcelorMittal a promis d'investir à Gandrange pour lancer de nouveaux produits et installer un centre de formation d'une capacité de 120 élèves, comme annoncé par Nicolas Sarkozy.

L'entreprise a notamment confirmé ses investissements de remise à niveau des hauts-fourneaux à Florange et le choix de ce site pour un projet de captage et d'enfouissement de CO2. Reste à trouver les investisseurs prêts à apporter les 400 millions d'euros nécessaires.

"Peut mieux faire", estime Edouard Martin qui s'interroge sur la réalité de ces promesses alors que "toutes les usines du groupe tournent au ralenti".

Tollé après une enquête liée à des images de Sarkozy sur France3 (02.04)

Reuters - 01.04 L'audition de quatre reporters par la police judiciaire dans une enquête visant la diffusion d'images de Nicolas Sarkozy hors antenne a provoqué la colère de syndicats de journalistes et de l'opposition.

Les reporters du site Rue89.com Pierre Haski et Augustin Scalbert et deux confrères de France 3, Joseph Tual et Carine Azzopardi, ont été accompagnés par des dizaines de collègues lorsqu'ils se sont rendus à la convocation de la police.

Ils ont été auditionnés sans être placés en garde à vue et ne se sont pas vu notifier de poursuites dans l'immédiat. Le parquet de Paris a expliqué que les éventuelles suites à la procédure seraient déterminées ultérieurement.

Les images diffusées par Rue89 montraient le chef de l'Etat avant une intervention dans le journal de France 3 en juin 2008.

Accueilli à l'extérieur des locaux de la chaîne par des manifestations contre le projet de réforme de l'audiovisuel, qui lui donne le droit de nommer directement le président de France Télévisions, Nicolas Sarkozy salue un technicien de plateau, qui n'entend pas et ne lui répond pas.

"On n'est pas dans le service public, on est chez les manifestants, ça va changer, là", dit le président, visiblement mécontent. S'adressant ensuite au journaliste Gérard Leclerc, il demande : "T'es resté combien de temps au placard ?"

Le parquet de Paris semble peu enthousiaste pour déclencher des poursuites. "Je n'ai pas encore bien compris cette affaire", a déclaré à des journalistes mercredi un haut magistrat ayant souhaité garder l'anonymat.

La procédure a été déclenchée par une plainte de la direction de France 3 pour "vol, recel et contrefaçon" qui vise les conditions dans lesquelles Rue89 s'est procuré les images. Le site internet invoque le droit à la protection des sources.

Les syndicats de journalistes de la chaîne publique jugent curieux que la direction dépose plainte contre ses propres reporters et estiment qu'elle l'a fait sur pression de l'Elysée.

"Ces faits nous font craindre pour la liberté de la presse et au-delà, pour la liberté d'expression et les libertés publiques", écrit dans une tribune publiée dans Le Monde Jean-François Téaldi, secrétaire général du syndicat SNJ-CGT à France Télévisions, parlant de "tentative d'intimidation".

L'organisation Reporters sans frontières a aussi protesté. Le premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, le président du MoDem, François Bayrou, le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Olivier Besancenot, mais aussi l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin ont exprimé leur soutien à Rue89 dans des déclarations publiées sur le site.

Poursuite de la contestation universitaire (04.04)

AP - 02.04 Deux mois de mobilisation, et la contestation universitaire se maintient. Plusieurs milliers d'enseignants et d'étudiants ont à nouveau défilé jeudi contre la politique du gouvernement dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, alors que 25 organisations de l'Education appelaient aussi à des actions dans la soirée.

A Paris, un cortège a mobilisé 7.000 personnes selon la police -soit 2.000 de plus que le 24 mars- et 25.000 selon les organisateurs. Selon le ministère de l'Enseignement supérieur, entre 20 et 30 universités -sur 83- restent perturbées "à des degrés divers" par des actions.

Les principaux syndicats avaient également appelé à des manifestations jeudi dans les grosses villes universitaires en province avec, notamment, des défilés de 2.000 manifestants à Lyon et 1.500 à Bordeaux, selon l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Au total, le ministère de l'Intérieur affirme de son côté avoir comptabilisé 13.500 manifestants dans toute la France.

Les syndicats à l'origine de ces nouvelles manifestations ne se satisfont pas de la réécriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, du gel des suppressions de postes dans l'Enseignement supérieur, de la restitution de 130 postes de chercheurs ou encore du report de la réforme de la formation des maîtres et des IUT, autant de reculs du gouvernement depuis le début du mouvement le 2 février dernier.

Les manifestants exigent toujours le retrait pur et simple du décret sur les enseignants-chercheurs, celui de l'actuel projet de réforme de la formation des enseignants et des concours, la "restitution des emplois supprimés" en 2009, la définition d'un plan pluriannuel de créations d'emplois et l'arrêt du "démantèlement des organismes de recherche".

"Abrogation, de la loi LRU!" (la loi sur l'autonomie des universités, appliquée depuis la rentrée universitaire 2007, NDLR), scandaient les manifestants à Paris, défilant du Panthéon jusqu'aux abords du métro Sèvres-Babylone.

En marge du cortège, un groupe d'étudiants et d'enseignants habillés en costume trois pièces, certains le cigare aux lèvres, avaient organisé un défilé parodique de soutien au gouvernement. "Fillon tiens bon!", "Moins de CAPES et plus de CRS!", scandaient-ils, en portant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: "Oui à la sélection par le pognon", ou encore "Moins de chercheurs, plus de traders".

Face à cette contestation installée dans la durée, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Valérie Pécresse a assuré lundi dernier que l'année universitaire était "récupérable" grâce aux rattrapages de cours ou à "quelques décalages d'examens".

"Il y aura des possibilités de rattrapages pendant les vacances (de Pâques), il y aura aussi des mises en ligne de cours, il y aura aussi - sans doute- quelques décalages d'examens", avait expliqué la ministre sur RTL, faisant état d'une "situation très disparate" d'un établissement à l'autre.

De son côté, le collectif "Un pays, une école, votre avenir", regroupant 25 organisations de l'Education dont les principaux syndicats des écoles, collèges et lycées, appelait jeudi à "1.000 manifestations" dans tout le pays, essentiellement des rassemblements et des actions diverses (retraites aux flambeaux, débats dans les établissements) dans la soirée.

Le collectif dénonce les suppressions de postes, les restrictions budgétaires ou encore les "réformes à marche forcée, décidées sans aucune concertation".

Les avocats de Guyane ont entamé leur cinquième semaine de grève (04.04)

Le Monde - 03.04 Jeudi 2 avril, au port de Cayenne, avocats, magistrats et fonctionnaires du tribunal ont jeté une bouteille à la mer pour "non-assistance à justice en danger". "La justice est sinistrée en Guyane", dit Patrick Lingibé, le bâtonnier de l'ordre des avocats en grève depuis cinq semaines pour dénoncer les carences de la justice dans ce département de 210 000 habitants, qui détient le record national de la délinquance et de la croissance démographique (+ 4 % par an).

En Guyane, la cour d'assises compte 87 affaires à juger, soit la moitié des affaires en attente à la cour d'assises de Paris, pour une population dix fois inférieure. Au palais de justice de Cayenne, les dossiers s'empilent et, faute de place, les archives sont entassées dans les cellules de l'ancienne prison. "En saison des pluies, l'eau s'infiltre et parfois l'informatique tombe en panne", explique un fonctionnaire. La nouvelle cité judiciaire, prévue pour 2005, a été reportée sine die par le ministère.

Au tribunal de grande instance, les 43 fonctionnaires - théoriques -, dont 13 greffiers, sont au bord de l'explosion. "Nous sommes débordés, avec des horaires à rallonge, des permanences sans fin le week-end, des audiences qu'il faut assurer au pied levé pour boucher les trous, laissant en plan le travail quotidien", témoigne une greffière.

FRUSTRATION

"Les gens demandent leur mutation, se mettent en congés maladie ou en disponibilité", constate Laurent Bitard, greffier depuis onze ans à Cayenne. Au parquet, chacun des six magistrats traite près de 5 000 affaires par an en moyenne, bien au-delà des ratios habituels. "On va à l'essentiel", résume un substitut, qui désigne un dossier de viol, plutôt mince, sur une étagère : "A Paris, il serait dix fois plus épais."

En Guyane, la frustration vient aussi de la comparaison avec la juridiction de tutelle, la Martinique. Fort-de-France compte près de deux fois plus de fonctionnaires et de magistrats pour une activité pénale sensiblement inférieure. Selon un audit réalisé à Cayenne par les chefs de cour, "le problème central est manifestement celui des effectifs du tribunal (...) très inférieurs aux besoins". Les professionnels guyanais réclament 20 postes de fonctionnaires, un nouveau palais de justice et une cour d'appel. Le ministère promet 100 000 euros, le comblement des postes vacants, la création de huit postes de fonctionnaires et de deux postes de magistrats, et le lancement d'une "réflexion très approfondie sur l'organisation administrative de la justice en Guyane et la création d'une cité judiciaire".

"La plupart des créations de postes étaient déjà actées, ou sont des postes créés en Martinique et placés à Cayenne, pouvant être retirés à tout moment", analyse le juge Stéphane Remy, du Syndicat de la magistrature. "La décision de principe de créer une cour d'appel de plein exercice doit être politiquement actée", prévient Me Lingibé.

Guadeloupe : Domota brandit la menace de nouvelles grèves (04.04)

Lepoint.fr - 03.04 Élie Domota menace de relancer le blocage de la Guadeloupe. La raison ? Le gouvernement s'apprête à annoncer une extension limitée de l'accord Bino, obtenu au bout de 44 jours de grève par le LKP (Lyannaj kont pwofitasyon). "Il y aura des grèves dans toutes les entreprises et c'est reparti pour beaucoup de grèves en Guadeloupe", a affirmé le leader du collectif, à l'origine de la mobilisation en janvier et février. "Il y aura des grèves dans toutes les entreprises, car l'État, sous les ordres du Medef, a fait le choix d'installer durablement des troubles sociaux en Guadeloupe."

Signé par des organisations patronales minoritaires, l'accord Bino prévoit une augmentation salariale de 200 euros en Guadeloupe, intégralement pris en charge par les entreprises dans trois ans, et financés entre-temps par l'État (à concurrence de 100 euros) et les conseils général et régional (50 euros pendant un an).

Selon plusieurs sources syndicales et patronales, le gouvernement a confirmé vendredi qu'il laisserait de côté la clause contraignant les entreprises à prendre dans trois ans le relais de l'État et des collectivités locales. Une position réaffirmée après une réunion de la sous-commission d'extension des accords, dépendant de la Commission nationale de la négociation collective.

"Nous ne pouvons pas admettre que les salariés perdent 50 euros dans un an et 200 euros dans trois ans", a réagi Élie Domota. Selon lui, "beaucoup d'entreprises ont déjà signé l'accord Bino (...) ce qui représente 48.000 salariés".

Après 1789, 2009 ? (06.04)

Le Monde - 04.04 La Révolution française, vingt ans après le bicentenaire, affleure à nouveau dans les discours publics. Le président de la République de reconnaître que ce n'est pas facile de gouverner un "pays régicide". Alain Minc de mettre en garde ses "amis de la classe dirigeante" en rappelant que 1789 a commencé en 1788 et qu'il faut sans doute savoir renoncer à certains privilèges. Jean-François Copé de déplorer "la tentation naturelle de refaire en permanence 1793".

Ces énoncés témoignent pour le moins d'une inquiétude : le peuple français ne se laisse pas si facilement gouverner, il a su et saurait peut-être à nouveau devenir révolutionnaire, voire coupeur de têtes. Parler de la Révolution française vise soit à la congédier en affirmant qu'on ne laissera pas faire à nouveau, soit à en faire le lieu d'une expérience utile pour ne pas répéter les erreurs passées. La violence doit aujourd'hui pouvoir rester symbolique et ne pas atteindre les corps. Pour ce faire, il faut savoir d'un côté la retenir, et de l'autre tarir les sources de son surgissement.

Retenir la violence, c'est là l'exercice même du maintien de l'ordre. Or il n'appartient pas aux seules "forces de l'ordre". Les révolutionnaires conscients des dangers de la fureur cherchent constamment des procédures d'apaisement. Lorsque les Parisiens, le 17 juillet 1791, réclament le jugement du roi, ils sont venus pétitionner au Champ-de-Mars sans armes et sans bâtons. L'épreuve de force est un pique-nique, un symbole dans l'art de la politique démocratique.

Aujourd'hui, les mouvements sont non violents, ils inventent, comme de 1790 à 1792, des formes qui permettent de dire la colère tout en retenant la violence. Les manifestations et les grèves encadrées par les syndicats et les coordinations relèvent de cette tradition, mais on peut aussi voir des occupations avec pique-nique, un "printemps des colères" qui propose en même temps une guinguette. On lit La Princesse de Clève dans un vaste relais de voix devant un théâtre public.

Or ces outils de l'auto-retenue de la violence peuvent être mis à mal par les forces de l'ordre quand elles usent de la violence répressive sur les corps. Ici encore, ce n'est pas sans rappeler la violence exécutive qui surgit contre les corps désarmés de la foule. Le 17 juillet 1791, certains sont morts dans une fusillade sans sommation, aujourd'hui certains perdent un oeil dans un passage à tabac, des enfants rentrent chez eux traumatisés, des manifestants sont interpellés et jugés pour rébellion.

Enfin cette auto-retenue peut céder si ceux à qui est adressée la demande de nouvelles lois n'entendent pas ces émotions disruptives que sont la colère, l'indignation et même l'effroi lié à la crise. Le désir de lois protectrices est au fondement du désir de droit. Le gouvernement joue avec le feu en refusant de traduire dans les faits cette demande populaire. Elle incarne un mode spécifique de la souveraineté en France : la souveraineté en actes. La disqualifier au nom de la seule démocratie représentative, c'est fragiliser encore davantage un pacte social d'unité déjà exsangue.

En effet, plus on s'éloigne de l'élection présidentielle, et plus la nécessité pour un président de la République de représenter le pays tout entier, réuni après la division électorale, semble négligée, voire méprisée.

Loin de tenir compte des attentes du camp adverse, notre gouvernement n'a pas non plus tenu compte de son propre camp, à qui il avait promis un meilleur niveau de vie. Aujourd'hui, la crise s'installe. Les effets sociaux et politiques du bouclier fiscal sont devenus lisibles. On assiste à une volonté de réformer le système éducatif français sans concertation et les réformes sont vécues comme des démantèlements purs et simples. Une dette d'honneur et de vie pourrait opposer frontalement deux groupes sociaux antagonistes et diviser profondément la société.

Dette d'honneur, car l'électorat a été trompé par un usage sans vergogne du registre démagogique et que, maintenant, il le sait. Dette d'honneur, car le refus de concertation prend appui sur la valeur supposée des résultats électoraux en démocratie. Effectivement, Nicolas Sarkozy a été bien élu, et la valeur donnée au rituel se retourne contre ceux mêmes qui y ont cru, dans toutes les catégories sociales révoltées. Enfin, "dette de vie", car aujourd'hui le travail et l'éducation nationale sont vécus comme des "points de vie" qui semblent disparaître sans que les plus riches semblent s'en soucier, avouant une absence totale de solidarité dans la crise.

Le mot d'ordre qui circule "nous ne paierons pas votre crise" met en évidence cette division sociale entre un "nous", les opprimés, et un "vous", les oppresseurs. Mais elle a surgi également dans l'enceinte de Sciences Po Paris. Des étudiants de l'université étaient venus chercher des alliés dans cette maison. Ils ont été éconduits et parfois insultés, qualifiés de futurs chômeurs dont les étudiants de Sciences Po auraient à payer le RMI. Cette violence symbolique traverse déjà donc différents segments de la société et ne peut qu'attiser la rébellion de ceux qui se sentent ainsi bafoués par une nouvelle morgue aristocratique. Les étudiants venaient chercher des alliés, ils ont rencontré des ennemis.

Mais le "nous" des opprimés n'est pas constitué uniquement des précaires, chômeurs, ou futurs chômeurs, il est constitué des classes moyennes qui sont précarisées, des classes lettrées qui manifestent et se mettent en grève pour défendre une certaine conception de l'université et des savoirs. Il est constitué de tous ceux qui, finalement, se sentent floués et réclament "justice". A ce titre, les mouvements sociaux de cet hiver et de ce printemps sont déjà dans la tentation naturelle de refaire 1793. Ils veulent plus de justice et pour l'obtenir affirment que, malgré les résultats électoraux, ils incarnent le souverain légitime.

Cette tentation naturelle du point de vue du président de la République, c'est celle de "l'égalitarisme", terme disqualifiant le fondement même de la démocratie : l'égalité. Ce supposé égalitarisme viserait à empêcher ceux qui ont le mieux réussi en termes de gains de richesse, de pouvoir pleinement bénéficier de cette richesse. Le bouclier fiscal serait une loi protectrice contre l'égalitarisme. Ici, refaire 1793 supposerait de refuser ce faux débat. Pendant la Révolution française, l'épouvantail brandi par les riches s'appelle "loi agraire", une volonté supposée de redistribuer toutes les terres. Robespierre, le 24 avril 1793, en rejette l'idée : "Vous devez savoir que cette loi agraire dont vous avez tant parlé n'est qu'un fantôme créé par les fripons pour épouvanter les imbéciles ; il ne fallait pas une révolution pour apprendre à l'univers que l'extrême disproportion des fortunes est la source de bien des maux et de bien des crimes. Mais nous n'en sommes pas moins convaincus que l'égalité des biens est une chimère. Il s'agit bien plus de rendre la pauvreté honorable que de proscrire l'opulence".

Le 17 juin 1793, il s'oppose à l'idée que le peuple soit dispensé de contribuer aux dépenses publiques qui seraient supportées par les seuls riches : "Je suis éclairé par le bon sens du peuple qui sent que l'espèce de faveur qu'on veut lui faire n'est qu'une injure. Il s'établirait une classe de prolétaires, une classe d'ilotes, et l'égalité et la liberté périraient pour jamais."

Une loi, aujourd'hui, a été votée pour agrandir cette classe d'ilotes, mais le gouvernement refuse que l'impôt sur les immenses richesses puisse venir en aide aux "malheureux". Le pacte de la juste répartition des richesses prélevées par l'Etat semble avoir volé en éclats quand les montants des chèques donnés aux nouveaux bénéficiaires du paquet fiscal ont été connus : les 834 contribuables les plus riches (patrimoine de plus de 15,5 millions d'euros) ont touché chacun un chèque moyen de 368 261 euros du fisc, "soit l'équivalent de trente années de smic". Une dette de vies.

Lorsque Jérôme Cahuzac, député du Lot-et-Garonne, affirme qu'il est "regrettable que le gouvernement et sa majorité soient plus attentifs au sort de quelques centaines de Français plutôt qu'aux millions d'entre eux qui viennent de manifester pour une meilleure justice sociale", il retrouve en effet le langage révolutionnaire. Ainsi le cahier de doléances du Mesnil-Saint-Germain (actuellement en Essonne) affirme : "La vie des pauvres doit être plus sacrée qu'une partie de la propriété des riches."

Certains, même à droite, semblent en avoir une conscience claire quand ils réclament, effectivement, qu'on légifère contre les bonus, les stock-options et les parachutes dorés. Ils ressemblent à un Roederer qui, le 20 juin 1792, rappelle que le bon représentant doit savoir retenir la violence plutôt que l'attiser. Si le gouvernement est un "M. Veto" face à ces lois attendues, s'il poursuit des politiques publiques déstabilisatrices, alors la configuration sera celle d'une demande de justice dans une société divisée, la justice s'appelle alors vengeance publique "qui vise à épurer cette dette d'honneur et de vie. Malheureuse et terrible situation que celle où le caractère d'un peuple naturellement bon et généreux est contraint de se livrer à de pareilles vengeances".

Sophie Wahnich, Historienne, chercheuse au CNRS-Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (Laios-Ilac). Elle est l'auteur de nombreux ouvrages sur la Révolution française, dont "L'Impossible Citoyen, l'étranger dans le discours de la Révolution française" (Albin Michel, 1997) ; "La Longue Patience du peuple, 1792, naissance de la République" (Payot, 2008)

François Fillon s'en prend à l'extrême gauche "qui souffle sur les braises de l'affrontement social" (08.04)

AP - 08.04 François Fillon s'est vivement attaqué à la gauche et surtout à l'extrême gauche, qu'il a accusée mardi de souffler "sur les braises de l'affrontement social" et d'être complaisante avec les manifestations violentes. Le Premier ministre a appelé les Français à choisir le civisme, le dialogue social et à "refuser la logique de la violence".

"Face à une extrême gauche qui souffle sur les braises de l'affrontement social, nous devons en appeler à l'unité nationale", a demandé le chef du gouvernement dans un discours à Matignon devant les parlementaires de la majorité.

Le Premier ministre a dénoncé les violences qui ont émaillé les conflits sociaux ces dernières semaines, en particulier les séquestrations de dirigeants d'entreprises qui avaient décidé des fermetures ou des plans sociaux. "On ne gagne rien à prendre en otage un chef d'entreprise dont le carnet de commande est vide", a-t-il affirmé, prévenant que "le respect de l'intégrité des personnes, de leur liberté d'aller et venir n'est pas négociable".

"Qu'est-ce que c'est que cette histoire d'aller séquestrer des gens? On est dans un Etat de droit, il y a une loi qui s'applique, je la ferai respecter", avait déjà averti Nicolas Sarkozy à la mi-journée lors d'un déplacement dans les Bouches-du-Rhône. Selon deux sondages rendus publics mardi, les Français sont très partagés sur ces séquestrations, qu'une majorité des sondés dit comprendre.

François Fillon a aussi dénoncé les "voyous" qui ont commis des violences en marge des manifestations contre l'OTAN à Strasbourg et d'une manifestation nationaliste à Bastia samedi. "L'Etat et la justice seront sans complaisance à leur égard", a-t-il averti.

"Je ne vois aucune justification à leurs actes et je n'accepte aucune confusion dans la désignation des responsables", a ajouté le chef du gouvernement, dans une nouvelle critique implicite de l'opposition de gauche et d'extrême gauche, qui a dénoncé le rôle des forces de

l'ordre dans l'encadrement des manifestants violents à l'occasion du sommet de l'OTAN.

"Aujourd'hui, j'invite nos concitoyens, malgré leurs inquiétudes, à refuser la logique de la violence", a-t-il dit, ajoutant à l'intention de "ceux qui instrumentalisent ces inquiétudes pour justifier cette violence" que "la légalité républicaine s'exercera pleinement et fermement".

A cette dénonciation de la violence sociale, François Fillon a ajouté une nouvelle attaque plus directe contre les socialistes "qui tentent par tous les moyens de dévitaliser notre victoire de 2007". Il a dénoncé la "démagogie" de l'opposition qui juge insuffisantes les réponses du gouvernement à la crise.

"Toute crise est malheureusement propice aux idées simplistes et aux postures caricaturales", a-t-il déploré, mais "ce n'est pas en courant derrière les idées de l'extrême gauche que l'on sortira le pays de la crise".

François Fillon a d'ailleurs écarté l'idée de "légiférer sur tous les hauts revenus", pour ne pas "stigmatiser tous ceux qui réussissent en France". Le gouvernement a déjà annoncé qu'il reprendrait l'amendement parlementaire pour encadrer par la loi les rémunérations variables des patrons des entreprises aidées par l'Etat.

François Fillon a aussi profité de son discours pour remettre Ségolène Royal à sa place, l'invitant "à faire preuve de plus de retenue et de dignité lorsqu'elle évoque la France et ses autorités dans le monde". La candidate socialiste à la dernière présidentielle a créé une vive polémique en demandant "pardon" aux Africains pour le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar en juillet 2007.

"D'autres nous enjoignent de changer de cap au gré des circonstances du jour. Nous ne céderons pas à ce penchant délétère qui ruinerait notre projet et notre crédibilité", a-t-il affirmé.

"Contre la démagogie et la facilité, il faut donc tenir le cap de la raison économique, de la solidarité nationale mais aussi de la légalité républicaine", a-t-il affirmé.

"Plus que jamais le civisme, le dialogue social et la légalité républicaine doivent prendre le pas sur la fuite en avant et la violence", a-t-il déclaré.

Sondage: la séquestration de patrons d'entreprises qui licencient "acceptable" pour 45% des Français (08.04)

AP - 07.04 Les Français divisés sur la séquestration des patrons: 45% des Français trouvent cette méthode d'action "acceptable" et 50% pensent le contraire, selon un sondage CSA publié mardi dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France". Lire la suite l'article

Après plusieurs cas de patrons retenus par les salariés à l'annonce de la fermeture d'usine ou de plan sociaux, 45% des personnes interrogées jugent que c'est acceptable, en particulier les ouvriers (56%) contre 40% chez les professions libérales. Les sympathisants du MoDem sont les plus enclins à accepter cette méthode (49%) devant ceux de gauche (48%), et 29% chez les sympathisants de droite.

La moitié des sondés (50%) jugent par contre que cette méthode d'action n'est pas acceptable, en particulier les cadres et professions libérales (59%) et les sympathisants de droite (69%).

- Sondage réalisé les 1er et 2 avril 2009, auprès d'un échantillon national représentatif de 1.012 personnes âgées de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

Réaction de Sarkozy - AFP 07.04.

«Qu'est ce que c'est cette histoire d'aller séquestrer les gens? On est dans un Etat de droit, je ne laisserai pas faire les choses comme ça.» Nicolas Sarkozy, en déplacement à Venelles, dans les Bouches-du-Rhône, a haussé le ton ce mardi au sujet des séquestrations de dirigeants d'entreprises par des salariés dénonçant les plans sociaux.

«On peut comprendre la colère des gens, mais la colère des gens, elle sera apaisée par des réponses et par des résultats, pas en aggravant les choses en faisant des choses qui sont contraires à la loi», a dit le chef de l'Etat. «Il y a des comportements d'un certain nombre de patrons qui sont inadmissibles, mais l'immense majorité des chefs d'entreprise souffre de la crise et se comporte formidablement bien.»

Pourquoi des salariés séquestrent leurs patrons (08.04)

AP - 08.04 Souffrances sociales, bouleversement des valeurs: c'est ainsi que des sociologues expliquent pourquoi des salariés séquestrent leurs patrons. Malgré le rappel à la loi lancé mardi par Nicolas Sarkozy, ils estiment que ce phénomène, qui n'a rien de nouveau, va se poursuivre, voire s'amplifier, et que d'autres dirigeants pourraient connaître les mêmes déconvenues que ceux de Sony, 3M et Caterpillar.

Jean-Michel Denis, chercheur au Centre d'étude de l'emploi (Noisy-le-Grand), observe un "front de mécontentement excessivement large", nourri par l'impression, justifiée selon lui, qu'aucun secteur d'activité n'est à l'abri de la crise. "Au moment où on apprend que des entreprises ferment, on apprend également que des hauts dirigeants partent avec des parachutes dorés importants", rappelle ce maître de conférence en sociologie à l'université de Marne-la-Vallée, dans un entretien téléphonique à l'Associated Press. A ses yeux, la séquestration est une réponse, certes violente, à une autre violence, sociale, celle-là. "C'est: violence contre violence".

Emmanuel Lépine, secrétaire à la fédération nationale des industries chimiques CGT, énumère les "souffrances" que vivent les salariés: harcèlement, peur du chômage, problèmes de santé au travail, précarité, sous-traitance.

Pour le syndicaliste, les salariés se tournent vers des actions radicales à cause de la "casse de l'emploi" et de l'absence de "perspectives politiques". "Peu de solutions sont proposées aux personnes, mis à part des chèques de départ", note-t-il.

Ce phénomène n'est pas à mettre sur le compte de la crise qui a éclaté à l'automne, considère le militant de la CGT Chimie, en rappelant qu'il y a quelques années déjà "les ouvriers de Cellatex menaçaient de verser de l'acide dans la rivière".

"La crise financière ou économique n'est que tout à fait secondaire par rapport à une vraie crise sociétale qui est en jeu", affirme également le sociologue Michel Maffesoli. "C'est d'abord parce que la raison laisse la place à l'émotion dans la vie sociale".

D'après l'auteur d'"Apocalypse", "ces expressions de violence ne sont plus canalisées par les institutions" que sont les syndicats et les partis politiques. "Les grandes valeurs qui servaient de ciment à la société" ont été remplacées par d'autres idéaux, selon Michel Maffesoli: le travail par la création, la foi en l'avenir par le carpe diem et la raison par l'émotion.

Il rappelle que les mouvements violents qui ont accompagné les débuts du capitalisme, comme la révolte des Canuts à Lyon au XIXe siècle, n'ont été canalisés qu'avec la naissance des syndicats.

Plus récemment, Jean-Michel Denis se souvient que les grèves des années 1970 ont été parfois accompagnées d'occupations d'usines et de séquestrations de patrons. Ce qui a changé, selon le sociologue, c'est que les mobilisations "offensives" de cette époque-là ont cédé la place à des "conflits défensifs", autour de la protection de l'emploi.

La séquestration d'un patron est souvent "un jeu avec les médias", avance le sociologue, qui y voit "une manière de peser sur les négociations" en prenant l'opinion publique à partie, "y compris les pouvoirs politiques". "Sur le plan symbolique", il interprète cela comme une réaction aux menaces de délocalisation. Face "à cette délocalisation subie, on séquestre".

Si les méthodes actuelles peuvent sembler excessives, "ce n'est pas la jacquerie organisée", insiste le chercheur. "Il n'y a pas eu de violences, on n'a pas mis le feu aux entreprises", souligne-t-il. "Les salariés en question n'ont pas touché à l'instrument de travail".

Le chef de l'Etat a cependant vivement réagi. "Qu'est-ce que c'est que cette histoire d'aller séquestrer des gens? On est dans un Etat de droit, il y a une loi qui s'applique, je la ferai respecter", a lancé Nicolas Sarkozy lors d'un déplacement mardi à Venelles (Bouches-du-Rhône).

Sera-ce suffisant pour que les patrons ne soient plus retenus par les ouvriers? Ni les deux sociologues, ni Emmanuel Lépine ne le pensent. Selon le cégétiste, "s'il n'y a pas de réponse qui soit positive et crédible dans la durée aux demandes et revendications des salariés, on peut craindre non seulement une multiplication de ce genre d'actions mais une encore plus grande radicalisation".

Pour 2009, Besson a une mission : atteindre les 27 000 expulsions (09.04)

Liberation.fr - 08.04 Eric Besson avait demandé à Nicolas Sarkozy de lui préciser par écrit les contours de sa fonction au ministère de l'Immigration. Sa lettre de mission lui est parvenue hier.

En tête des «cinq priorités» que lui fixe le chef de l'Etat : le renforcement de la lutte contre l'immigration irrégulière avec un objectif de «27 000 éloignements, retours volontaires ou reconduites forcées» pour 2009 (contre 26 000 fixés à Hortefeux en 2008).

Les autres priorités sont «de conforter notre politique de l'asile», mettre «en place une nouvelle politique de l'intégration», promouvoir «notre identité nationale», et renforcer «notre politique de développement solidaire» pour «aboutir à une approche globale de l'immigration, associant les pays d'origine».

Concernant le volet intégration, Besson se voit chargé d'une curieuse mission : jugeant que «la France ne dispose pas d'une estimation cohérente de son solde migratoire, ni de la place des populations issues de l'immigration dans l'économie et la société», Sarkozy demande au ministre «de doter la France, dans le courant de l'année 2009, de statistiques de l'immigration et de l'intégration plus performantes». La porte ouverte, en douce, aux statistiques ethniques ?

Sarkozy souhaite un coup de pouce pour l'ISF(09.04)

Libemarseille.fr - 08.04 Chiche ? Le chef de l'Etat est prêt à relever le plafond de défiscalisation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), actuellement fixé à 50 000 euros.

S'adressant à la ministre de l'Economie, lors d'une table ronde hier à Venelles (Bouches-du-Rhône), Nicolas Sarkozy a expliqué : « Je dis à Christine [Lagarde] que, si elle veut aller plus loin dans la défiscalisation de l'ISF au service de l'emploi des Français, au service de l'activité des PME, au service des entreprises, "fais-le, tu auras mon soutien le plus total". »

« Tous ceux qui paient l'ISF peuvent devenir financeurs d'une activité "entrepreneuriale" », a-t-il rappelé, en référence au paquet fiscal controversé de 2007.

« Naturellement, lorsque j'ai proposé ça, je me suis fait accabler d'injures par qui vous savez. » Mais « un milliard d'euros est passé » pour les entreprises.

Moralité : « Ça va bien au-delà de la gauche, de la droite, c'est du bon sens ».

Car « au XXIe siècle, franchement, on peut laisser derrière nous les débats idéologiques » et la « fantasmagorie » autour de l'ISF : seuls la France « et le canton de Genève l'ont », ironise-t-il.

Il ne l'a pourtant pas supprimé, car « dans une période de crise, chacun naturellement doit faire un effort. »

Et « personne n'aurait compris [...] qu'on ne demande pas plus à celui qui a plus ».

Dans la même veine, le chef de l'Etat a condamné les séquestrations de patrons : « Qu'est ce que c'est que cette histoire d'aller séquestrer les gens? On est dans un Etat de droit. Je ne laisserai pas faire. »

Certes, « on peut comprendre la colère des gens », mais elle sera apaisée « par des réponses et par des résultats, pas en aggravant les choses ».

Il a défendu les patrons : « Il y a des comportements d'un certain nombre de patrons qui sont inadmissibles. Mais l'immense majorité des chefs d'entreprise souffre de la crise et se comporte formidablement bien. »

Pendant ce temps, 300 personnes manifestaient non loin de là, à Gardanne, à l'appel de la CGT.

Le Président n'en a rien vu : les forces de l'ordre, omniprésentes, ont empêché tout rapprochement. Ce n'était pas le jour à regarder la réalité sociale en face.

Pourtant, les salariés d'Atmel (micro-électronique), menacés sur le site tout proche de Rousset, auraient aimé discuter avec le Président, surtout quand il martèle que « la réponse à la crise, c'est l'innovation », le tout « sans affaiblir notre modèle social ».

Mais Nicolas Sarkozy a préféré s'enfermer dans un gymnase, avec des personnalités triées sur le volet, pour parler de croissance et d'innovation, et au passage, tranquillement vanter sa réforme de l'université, sous les yeux de Claude Allègre.

« Je veux dire au monde universitaire que leur donner l'autonomie, c'est leur faire confiance », a-t-il expliqué.

Assurant, malgré neuf semaines de grogne : « C'est un choix sur lequel je ne reviendrai jamais. »

Le gouvernement dénonce les séquestrations de patrons (10.04)

Reuters - 09.04 Le gouvernement estime que les séquestrations de dirigeants d'entreprise sont injustifiables alors que le débat sur ce mode de contestation radicalisée s'amplifie en France.

"On peut entendre l'inquiétude, le désarroi des salariés mais cela ne justifie en aucun cas le recours à la violence, le recours à la séquestration", a déclaré Luc Chatel, le porte-parole du gouvernement, lors d'une conférence de presse.

Face à la "violence absolument inouïe" de la crise, a-t-il toutefois reconnu, "on peut comprendre le désespoir des salariés". "Quand vous êtes dans une entreprise depuis 25 ans et que l'entreprise ferme, c'est une vie qui s'écroule."

Les cas de dirigeants d'entreprise retenus contre leur gré par des salariés qui s'opposent à la fermeture de leur usine ou à un plan de licenciements se sont multipliés ces dernières semaines en France, signe d'une radicalisation de la contestation sociale.

Après le P-DG de Sony France, le directeur industriel du groupe pharmaceutique 3M et quatre membres de la direction de Caterpillar, ce sont des cadres d'une usine Scapa de Bellegarde-sur-Valserine (Ain) qui ont été retenus mercredi plusieurs heures par des salariés.

LA GAUCHE COMPREND, LE PATRONAT S'INQUIÈTE

Sans légitimer ce type de pratique, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, estime que le recours aux séquestrations s'explique par "la pauvreté du dialogue social" en France.

"Dans notre pays, à chaque fois qu'il y a un problème, on tombe souvent dans la radicalité parce que les mécanismes du dialogue social fonctionnent mal", a-t-il déclaré sur Canal+.

Faux, ce qui se manifeste, c'est l'impuissance de la collaboration de classes face aux conditions objectives qui submergent les appareils pourris, dont celui du PS. (Lutte de classe)

"Je ne suis pas pour la violence mais si tout cela se produit c'est parce qu'il y a un fond de désespérance sociale", a-t-il ajouté.

Pour José Bové, candidat aux élections européennes de juin à la tête d'une liste Rassemblement-Europe Ecologie, les salariés recourent aux séquestrations car c'est le seul moyen pour eux d'être entendus du patronat.

"On voit qu'après chacune de ces opérations (...), les employeurs décident d'augmenter les allocations pour les salariés qui vont être licenciés", a-t-il déclaré sur France Info.

"Comment se fait-il, en France, qu'il faille attendre que des salariés au bout du rouleau soient obligés d'enfermer quelques cadres dans une salle pour que la direction de ces entreprises décide d'apporter une rallonge ? Je crois qu'il faut inverser le processus et que la logique de négociation l'emporte", a-t-il ajouté.

Ce serait mieux de leur donner des miettes dès le début, au moins la paix sociale serait préservée, il a le droit d'y croire le philistin. A bas la négociation, vive le combat classe contre classe !(Lutte de classe)

Pour Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière, il s'agit avant tout pour les salariés "d'une mesure de survie".

"Les travailleurs utilisent les moyens qu'ils ont pour se défendre. Je comprends, je suis solidaire", a-t-elle dit sur i-Télé.

"On va pas non plus en faire toute une histoire. Quand (les dirigeants) sont gardés quatre heures ou même peut-être une nuit pour négocier (...), ce n'est pas non plus la catastrophe du siècle", a-t-elle ajouté, dénonçant la "plus grande violence" dont sont victimes selon elle les salariés privés d'emploi.

Pourquoi ne pas dire qu'il faudrait aller plus loin et exproprier les patrons ? Pour ne pas donner de mauvaises idées aux travailleurs ? (Lutte de classe)

Le patronat, lui, redoute que cette pratique dissuade des entreprises étrangères d'investir en France.

"Il faut faire attention à ce que ces entreprises ne se délocalisent pas définitivement", a déclaré Jean-François Roubaud, président de la

CGPME sur i-Télé. "Ce ne serait pas à l'avantage ni de la France ni des salariés."

Les séquestrations ont été dénoncées mardi par le président Nicolas Sarkozy, qui s'est engagé à ne pas laisser "faire les choses comme ça". Selon deux sondages récents, les Français se montrent assez largement compréhensifs envers ce type de mouvements.

Paris veut renforcer la lutte contre la fraude (11.04)

Le Monde - 10.04 Déclarations d'impôt falsifiées, travail au noir, prestations sociales indues, arrêts maladie fictifs... la liste des fraudes en tout genre est longue. A Paris, le phénomène concerne particulièrement le secteur du bâtiment, la sous-traitance et les "auto-entreprises" : les autorités citent en exemple les ongleries et les coiffeurs africains de certains arrondissements, souvent non déclarés, travaillant sans brevet professionnel et parfois en situation irrégulière dans le pays. Le procureur de la République observe un nombre croissant d'affaires frauduleuses qui arrivent devant les tribunaux. Selon lui, le chiffre aurait doublé en deux ans, et 91 % des fraudes reçoivent aujourd'hui une "réponse pénale".

Ce sont les révélations du Comité départemental de lutte contre la fraude (CDLF) de Paris, réuni le jeudi 9 avril à l'occasion d'une séance plénière. Comme dans tous les départements français, cette plate-forme locale de coordination réunit, autour du préfet, des services de l'Etat et divers organismes de protection sociale. Créée le 15 octobre 2008 et encore au stade expérimental, elle vient s'ajouter au Comité opérationnel de lutte contre le travail illégal (Colti), en place depuis 1997. Justice, police, gendarmerie, douanes, services fiscaux, direction du travail et des affaires sociales travaillent donc à présent avec le Pôle emploi, la Caisse primaire d'assurance-maladie, la CAF, l'Urssaf pour détecter et lutter contre les fraudes fiscales et sociales. (Tiens donc, des organismes à caractère "paritaire" participent à cette chasse aux sorcières qui concernent en priorité les travailleurs, qui l'aurait cru ? - Lutte de classe.)

NOMBRE CROISSANT D'AFFAIRES FRAUDULEUSES DEVANT LES TRIBUNAUX

Daniel Canepa, préfet de Paris et de la région Ile-de-France, s'est dit globalement satisfait des efforts engagés jusqu'à présent : "Les travaux ont déjà bien avancé et la motivation est très forte." Outre l'évaluation, la réunion était l'occasion d'envisager de nouvelles actions communes, notamment la création d'un outil réglementaire appelé "la fragrance sociale", permettant une intervention immédiate des autorités dans les entreprises frauduleuses. Le comité entend en outre renforcer sa campagne de communication, "pour faire comprendre aux contribuables les effets négatifs de la fraude sur les finances publiques", a déclaré le préfet de Paris.

"5 000 contrôles fiscaux ont été opérés sur le terrain par les agents en 2008", a précisé Xavier Menette, directeur départemental des impôts. "Un chiffre stable qui correspond à un rendement financier global de 300 millions d'euros", a-t-il ajouté.

En revanche, en France, les fraudes fiscales et sociales atteindraient entre 30 et 40 milliards d'euros, soit de 1,7 % à 2,3 % du PIB, selon le rapport du Conseil des prélèvements obligatoires de 2007. Face aux pertes enregistrées, la lutte contre la fraude est devenue un objectif prioritaire du gouvernement depuis le 11 octobre 2007, date à laquelle le président, Nicolas Sarkozy, a demandé au ministre du budget, Eric Woerth, l'instauration d'un "plan de lutte systématique contre toutes les fraudes et les pratiques abusives portant atteinte aux finances publiques".

Les francs-maçons de Sarkozy (13.04)

Lepoint - 12.04 Les francs-maçons ? Ils sont partout, jusqu'au coeur de l'Etat. C'est en tout cas la conclusion de notre consœur et collaboratrice au Point Sophie Coignard.

Dans un livre extrêmement documenté, elle met en lumière le rôle de cette confrérie aussi mythique que réelle, qui ne cesse d'alimenter les fantasmes sur son pouvoir supposé. Confiant qu'elle-même a longtemps oscillé entre deux attitudes-le scepticisme et la conviction-, son enquête l'a persuadée que les francs-maçons exerçaient encore au XXI^e siècle une influence prépondérante, voire croissante, en particulier dans les sphères publique et économique. Gouvernement, administration, entreprises, banques, rares sont les secteurs où ils ne sont pas présents. « Tandis que l'autorité de l'Etat tombe en lambeaux, que les corps intermédiaires n'existent plus, que la notion de service public a perdu de son sens, les francs-maçons, ou du moins certains d'entre eux, deviennent des médiateurs, des facilitateurs, voire des décideurs. Progressivement, ils ont donc reconstitué un Etat dans l'Etat. »

Puissance

Une affirmation que tente de relativiser un des plus connus d'entre eux, Alain Bauer, ancien grand maître du Grand Orient et super-conseiller de Nicolas Sarkozy. En décembre 2007, il déclare à l'auteur : « Ce gouvernement est le plus a-maçonnique qui soit, puisque nous sommes à zéro franc-maçon. Même sous le gouvernement du maréchal Pétain à Vichy, il y en avait, hélas. » Bauer sera pris à contrepied.

Car, quelques semaines plus tard, Brice Hortefeux, qui n'est pas le moins voyant des ministres, ne dément pas avoir longtemps fréquenté les colonnes du temple. Puis l'on apprend que Xavier Bertrand est membre du Grand Orient, ce qui suscitera, dit-on, ce bon mot de François Fillon : « Je ne suis pas étonné de le découvrir maçon ; mais franc, cela m'en bouche un coin... » A droite, même si l'on est plus discret qu'à gauche sur son appartenance maçonnique, on est donc bien présent dans les loges. Et, si le chef de l'Etat n'est pas de la « famille », il en prend grand soin, sachant son poids (voir extraits pages suivantes).

« Jamais je n'aurais pensé que les francs-maçons étaient aussi puissants ! » Cette réflexion effarée de Jean-Pierre Raffarin vient d'un épisode vécu lorsqu'il était Premier ministre. Il en garde un très mauvais souvenir : la mobilisation fraternelle l'a en effet empêché, malgré tous ses efforts, de nommer à la tête d'EDF, bastion franc-maçon, l'ancien ministre Francis Mer à la place de François Roussey, qui admet être proche des frères pour les avoir beaucoup fréquentés. Pour le défendre, un déluge de coups de téléphone s'abat sur Matignon. Il y avait tous les jours un appel de Bauer et un autre d'Henri Proglio, patron de Veolia, qui dément très mollement être initié. La bataille dure des semaines. Pour finir, les ligueurs ne sauvent pas Roussey, mais ont la peau de Mer. Raffarin en tremble encore.

Solidarité

Le poids des frères se fait également sentir dans le monde de la justice. Quand Vincent Lamanda fut nommé premier président de la Cour de cassation, ce fut une minirévolution dans cette cour suprême, « Etat maçonnique miniature » . Pour la première fois, ni le premier président ni le procureur général n'étaient des initiés. Lamanda, selon Le Monde, aurait même poussé la provocation en confiant au CSM, qui devait le désigner : « Je ne suis pas franc-maçon. » Tempête dans le landerneau judiciaire, truffé de frères. A tel point que Lamanda dut se fendre d'une lettre d'excuses, sans vraiment démentir. Il est un des rares, dans ce microcosme, à détester ouvertement les francs-maçons.

Dans certaines institutions, on n'a carrément pas intérêt à être un profane. Augustin de Romanet, nommé à la tête de la Caisse des dépôts en 2007, en a fait l'amère expérience. Cet énarque catholique tout en rondeur a le sentiment, dès son entrée en fonctions, « que l'entourage de [son] prédécesseur [Francis Mayer] compte de nombreux frères ». Très vite, l'épreuve de force entre le catho et les initiés provoque des polémiques au sujet des nominations ou des évictions. Ainsi, quand Dominique Marcel, le numéro deux et ex-dir cab de Martine Aubry, est remercié par Romanet, c'est le tollé. Commentaire au siège de la Caisse : « C'est moins une chasse aux sorcières qu'une chasse aux frères. » La solidarité est la première des vertus maçonniques....

Fleurons

Les francs-maçons détiennent de nombreux bastions, comme les mutuelles, le « paradis des frères », ou Bouygues, ou encore Eiffage. Malgré la privatisation de nombreuses entreprises publiques où les francs-maçons étaient très présents, ces derniers ont conservé leur place à tous les étages de la hiérarchie, conseils d'administration compris. C'est le cas de La Poste et de France Télécom, qui ont succédé au ministère des PTT, véritable pépinière fraternelle. Idem pour Air France, où les dirigeants comme les pilotes connaissent un taux d'initiation bien supérieur à la moyenne nationale.

Sophie Coignard nous fait ainsi découvrir tout au long de son livre les dessous de nombre de nominations ou d'opérations. On est parfois sidéré, voire choqué, que de tels réseaux puissent exister à l'heure de la modernité et de la transparence. Certes, d'autres puissants lobbys ont partout leur mot à dire. Mais les francs-maçons auront réussi le tour de force d'être à la fois le plus ancien et le plus secret des réseaux. Son mystère a fait sa force. Le voici aujourd'hui en partie dévoilé

Extraits : « Un Etat dans l'Etat », de Sophie Coignard (Albin Michel, 336 pages, 20e)

« Même s'il avait voulu, il n'aurait jamais tenu ! » s'amuse un de ses plus anciens amis, selon lequel Nicolas Sarkozy nourrit une incompatibilité quasi physiologique avec le statut de franc-maçon. « Vous l'imaginez demeurer pendant un an, à raison de deux réunions par mois, au milieu d'une assemblée où il est tenu au silence le plus absolu ? » Le voeu-provisoire-de silence en loge s'applique en effet à tous les nouveaux venus, à l'exception de quelques chefs d'Etat africains auxquels la GLNF offre une formation accélérée. A ces rares exceptions près, il fait partie des exigences non négociables de l'initiation.

Pendant sa traversée du désert, après la défaite d'Edouard Balladur, Nicolas Sarkozy a fréquenté, comme intervenant extérieur, plusieurs loges de Neuilly, dont La Lumière, celle de l'ancien sénateur Henri Caillavet, une des figures les plus marquantes du Grand Orient. Certains croient se souvenir de quelques appels du pied du maire de Neuilly, redevenu avocat, après la répudiation chiraquienne, pour approfondir les relations et aller plus loin si affinités. Ils assurent ne pas avoir donné suite, car Nicolas Sarkozy, déjà à l'époque, n'avait pas le profil pour recevoir la lumière. Il n'est pas interdit de voir dans cette évocation une sorte de rêve rétrospectif.

Cependant, à défaut d'avoir expérimenté personnellement le cabinet de réflexion préalable au passage sous le bandeau, Sarkozy sait appliquer aux frères le traitement « segmenté » qu'il réserve à toutes les « communautés ». Cette vision de la société, où l'on ne s'adresse pas à l'ensemble des citoyens mais à chacun de ses sous-ensembles, marque très fortement sa communication avec les maçons.

Un paraphe à trois points

En 1996, à l'époque de sa disgrâce, personne ne s'intéresse vraiment à son sort. Mais quelques-uns de ses confrères avocats sont assez intrigués. Certains parlent beaucoup entre eux de courriers qu'ils ont reçus et au bas desquels la signature de Me Sarkozy est très nettement agrémentée de trois points. L'histoire court dans Paris, où plus d'un analyste des réputations se répand sur une appartenance certaine à la grande confrérie.

Le temps passe. Le maire de Neuilly gravit un à un les échelons qui le mènent, en 2002, au ministère de l'Intérieur. [...] Et voilà que les trois points de sa signature, dont personne ne parlait plus depuis des années, redeviennent un sujet de conversation.

Peu de temps avant de quitter la Place Beauvau, Nicolas Sarkozy doit faire face à la grogne des syndicats policiers, las de devoir intervenir en banlieue sans avoir toujours le sentiment d'être soutenus par le gouvernement. Sans se faire prier, le ministre écrit à plusieurs patrons de syndicats, notamment au secrétaire général d'Alliance, classé à droite, pour les assurer que tout le ministère est derrière eux dans les opérations de maintien de l'ordre souvent difficiles qu'ils ont à mener. En dessous de sa signature : trois points très ostensiblement dessinés en triangle.

Alliance, il est vrai, compte de nombreux maçons parmi ses dirigeants. Jean-Claude Delage, son secrétaire général, un flic sympathique qui a gardé de sa Marseille natale un accent chaleureux, est le premier à défendre, avec véhémence et conviction, le secret de l'appartenance. Nicolas Sarkozy, engagé dans la campagne présidentielle, distribue-t-il les-trois-points en fonction des destinataires de ses missives ? En tout cas, l'histoire fait parler. Et, comme toujours, Alain Bauer, l'ancien grand maître du Grand Orient devenu le spécialiste chargé de la sécurité et de la police auprès du président, a sa petite anecdote pour banaliser cette amusante histoire. « J'ai plusieurs lettres de lui sur un mur de mon bureau, s'amuse-t-il. Il n'y en a pas deux qui sont signées de la même manière. » Alors, pourquoi le fantasme collectif aurait-il vu trois points là où il n'y avait rien à signaler ? « C'est d'autant plus idiot que les francs-maçons savent que Nicolas Sarkozy ne l'est pas, tandis que les autres, au mieux, n'en ont rien à faire », poursuit Bauer.

C'est bien essayé, de la part de l'ancien grand maître du Grand Orient, qui sait mentir avec un entrain plaisant, mais ce n'est pas vrai. Dans le paysage morcelé de la maçonnerie française, toutes les obédiences n'entretiennent pas des relations mutuelles d'une grande courtoisie. Elles se communiquent, certes, chaque année, depuis le temps des affaires, la liste des personnes radiées pour mauvais comportements, afin que celles-ci ne puissent pas frapper à la porte d'un temple où elles ne sont pas encore défavorablement connues. Mais c'est bien la preuve que tous les maçons ne se reconnaissent pas entre eux, notamment entre membres du Grand Orient de France et de la Grande Loge nationale française, puisque la seconde interdit toute relation avec le premier. La signature « trois points » peut donc, à la marge, susciter quelques sympathies fraternelles. « Et si le ministre était un des nôtres ? » ont rêvé les plus naïfs, tandis que les autres trouvaient plutôt agréable ce clin d'oeil dans leur direction.

Itinéraire d'un non-initié

Et d'ailleurs, l'illusion fonctionne. Au cours de l'enquête destinée à nourrir ce livre, plusieurs maçons ont soutenu mordicus que le président avait été initié. Leurs arguments n'emportent pas la conviction, puisque ceux de la GLNF soupçonnent Alain Bauer de l'avoir embrigadé au GO, tandis que quelques antisarkozystes de la rue Cadet-et ils sont assez remontés depuis les discours sur la « laïcité positive » prononcés au cours de l'hiver 2007-2008 !-verraient bien le chef de l'Etat à la GLNF, qui compte, il est vrai, une solide implantation dans les Hauts-de-Seine.

Il faut toutefois faire preuve d'une candeur touchante pour imaginer Nicolas Sarkozy, une fois président, rejoignant une obédience. « Pour lui, dit un de ses proches, c'est un réseau parmi d'autres. Et quand on est le chef, c'est bien d'avoir des membres du réseau autour de soi. Pour qu'ils puissent décoder et envoyer des messages. »

Le président a d'ailleurs côtoyé intimement des frères dès le berceau politique. Son parrain, l'ancien maire de Neuilly Achille Peretti, auquel il a succédé à la hussarde en 1983, était à la GLNF, que l'on appelait alors « Bineau », car son siège était situé boulevard Bineau, à Neuilly, justement. Ce personnage haut en couleur avait pistonné au parti gaulliste l'un de ses compatriotes corses, Charles Ceccaldi-Raynaud, un ancien de la SFIO, avocat puis commissaire de police. Cet homme habile qui savait renvoyer l'ascenseur est allé loin. Il a conquis la mairie de Puteaux et a régné sur cette ville richissime, grâce aux revenus fiscaux générés par la Défense, pendant trente-cinq ans. La SFIO étant historiquement l'un des vecteurs de recrutement de la Grande Loge de France-tandis que les radicaux allaient au GO-, c'est auprès de cette obédience que Charles Ceccaldi-Raynaud a fait ses classes. Dans une lettre adressée en 2007 à la chambre régionale des comptes, où il vantait avec enthousiasme l'excellence de sa gestion municipale, l'ancien édile, qui fut le suppléant de Nicolas Sarkozy à l'Assemblée nationale en 1993-il y siégea grâce à l'entrée de celui-ci dans le gouvernement Balladur-, n'hésitait pas à comparer Puteaux à une « nouvelle Carthage », une référence maçonnique transparente. Il a eu pour conseiller municipal puis comme adjoint un frère très apprécié, l'ancien fonctionnaire de la DST Roger Latapie. Sa popularité en loge n'était peut-être pas étrangère au fait qu'il a mis pendant des années un temple gratuit à la disposition de la GLNF !

Faire le tour des maçons dans les Hauts-de-Seine serait long et fastidieux. A Rueil-Malmaison, le frère Patrick Ollier a succédé au frère Jacques Baumel. A Suresnes, le maire Christian Dupuy est le fils de l'ancien grand maître de la Grande Loge Richard Dupuy, qui avait demandé un point de chute pour son fils avant les municipales de 1983. Le jeune avocat, alors âgé d'à peine plus de 30 ans, avait réussi l'alternance en succédant à un autre franc-maçon, le socialiste Robert Pontillon.

Mais tous les frères des Hauts-de-Seine ne sont pas les amis de Sarkozy. Ainsi de Patrick Ollier, dont la cote d'amour n'a jamais été bien élevée. C'est en revanche sur ces terres que le futur président a rencontré de nombreux amis initiés. Patrick Balkany ne peut être cité à ce titre, car il dément fermement appartenir à la Grande Loge, ce qui provoque toujours quelques sourires amusés. Brice Hortefeux, lui, assistait aux Journées nationales pour la jeunesse de l'UDR en 1976. C'est lors de cette manifestation que le jeune Sarkozy est monté pour la première fois à la tribune. La légende raconte qu'un grand étudiant blond, alors tout juste majeur, s'est présenté dès le lendemain à la permanence du parti gaulliste à Neuilly, où il résidait. C'était Hortefeux. [...] Très discret, il refuse de confirmer ou de démentir son ancienne appartenance, pourtant confirmée par plusieurs témoignages.

Brice a été témoin du premier mariage de Nicolas et parrain de son fils Jean, aujourd'hui conseiller général des Hauts-de-Seine. Pour Manuel Aeschlimann, c'est l'inverse. Nicolas Sarkozy, qui a été témoin à son mariage, est le parrain de l'un de ses enfants, un garçon prénommé Lohengrin. Mais avec Aeschlimann, Nicolas Sarkozy a sûrement fait moins « bonne pioche » qu'avec Hortefeux. Après avoir pris la mairie d'Asnières en poussant vers la sortie le maire de l'époque, le compagnon de la Libération Michel Maurice-Bokanowski, en 1991, il a été désavoué par les électeurs aux municipales de 2008. Depuis, il n'est plus que député. Et n'a plus la même proximité avec son ami. Il fut, pendant la campagne présidentielle de 2007, dans le premier cercle, avec un beau titre de « conseiller opinion » du candidat. Manuel Aeschlimann est entré à la GLNF peu après son arrivée à la mairie d'Asnières. A l'époque, il racontait avec amusement à ses collaborateurs son initiation, un passeport de plus pour la carrière. Mais, lorsqu'on l'interroge aujourd'hui, il fait démentir avec un aplomb remarquable par l'un de ses collaborateurs.

Reste le cas de Patrick Devedjian, qui dément appartenir au club alors que des frères peu suspects de mythomanie se souviennent du jeune avocat en tablier. Avec Patrick Devedjian et Brice Hortefeux, Christian Estrosi représentait au début du quinquennat l'avant-garde du canal historique sarkozyste au gouvernement, qu'il a quitté après les municipales de 2008. Une éviction à laquelle les francs-maçons n'étaient d'ailleurs pas étrangers. Il est lui aussi passé sous le bandeau à la GLNF, qu'il a fréquentée dans une loge de la Côte d'Azur, France 7, dont l'ancien maire de Cannes, Michel Mouillot, le fera évincer pour cause de dilettantisme.

Si l'on récapitule, les frères ont jalonné le parcours du président et sont encore nombreux autour de lui : dans le premier cercle, si l'on excepte Patrick Balkany, qui assure ne pas être concerné, on compte Brice Hortefeux, Christian Estrosi et bien sûr Xavier Bertrand, qui a montré, en révélant son appartenance au Grand Orient dans L'Express, en 2008, que l'on peut se montrer transparent sur ce sujet sans le moindre inconvénient.

Au total, les instances dirigeantes de l'UMP comme le gouvernement comptent donc dans leurs rangs quelques personnalités formées dans les colonnes du temple.

Le cabinet du président de la République aussi compte plusieurs personnalités qui ont fréquenté les loges, à commencer par son plus proche collaborateur, le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant. Celui-ci ne confirme ni ne dément cette appartenance, qui remonte d'ailleurs à quelques années. On n'a pas non plus vu depuis longtemps dans les couloirs de la GLNF Pierre Charon, surnommé le conseiller « rire et chansons » du président, chargé de mille choses, des contacts avec le show-business au chaperonnage de Carla en passant par la surveillance à distance de la villa de Christian Clavier en Corse. Il reste qu'il fait aussi partie des sarkozystes historiques. Ancien conseiller de Jacques Chirac pour la presse, il a été écarté, à l'époque, par la jeune Claude, qui voulait le job pour elle toute seule.

Pierre Charon assure à tous ses amis depuis des années qu'il n'est pas franc-maçon, et c'est une occasion de plus de les faire rire. Il est pourtant formel : il a certes côtoyé dans sa prime jeunesse des personnes qui ont par la suite reconnu leur appartenance, mais elles n'avaient pas encore été initiées. Charon est un précoce. En 1974, il n'a que 23 ans mais est déjà fou de politique. Il préside alors, avec Michel Vauzelle-un frère qui codirigea la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1981 et est aujourd'hui président de la région Paca-, le comité de soutien des jeunes à Jacques Chaban-Delmas, en compagnie d'un autre franc-maçon de choc qui fera parler de lui dans les pages « faits divers » au début des années 80 : Didier Schuller, l'ancien directeur de l'office HLM des Hauts-de-Seine. Une bataille perdue, mais le jeune Charon reste un fidèle de Chaban. En 1978, il se rend pour la première fois à l'Élysée. Il a rendez-vous avec le préfet Riolacci, conseiller de VGE, pour lui demander que le parti du président ne présente pas le candidat contre son mentor pour la présidence de l'Assemblée nationale. Chaban bat Edgar Faure de quelques voix et tient le « perchoir » de l'Assemblée nationale de 1978 à 1988. A l'hôtel de Lassay, Pierre Charon fait partie du cabinet.

C'est à cette époque qu'il fonde sa fraternelle à lui, qui, assure-t-il, n'a rien de maçonnique. Le Club de la cravate, puisque tel est son nom, compte dix-sept membres fondateurs dont de nombreux policiers de haut rang, tels Ange Mancini, aujourd'hui préfet de la Martinique, Jacques Poinas, inspecteur général et ancien patron de l'Uclat, ou encore Claude Cancès, lui aussi inspecteur général et ancien patron de la police judiciaire, quelques hommes de médias comme Pierre Lescure, ainsi que des profils plus improbables comme le pilote automobile Hubert Auriol. On compte quelques frères dans la bande ? Charon répète que ce n'est pas l'objet, qu'il s'agit juste d'une bande de bons copains qui s'entraident et se reçoivent. Pourquoi le Club de la cravate ? Parce que Pierre Charon, président à vie, a fait fabriquer dix-sept cravates club identiques, à bandes verticales, rouges et jaunes avec des points noirs.

Aujourd'hui, les anciens copains ne se réunissent plus comme avant, même si l'on a vu certains d'entre eux dans un restaurant de Clichy, à l'automne 2008. Le conseiller du président, lui, occupe un bureau avec vue sur cour à l'Élysée. Il est le coach, le confident, le « conseiller de Carla » et se charge de déminer toutes les sales histoires pour « Nicolas ». Un poste stratégique qu'il trouve manifestement bien plus exaltant que la fréquentation des loges.

Un grand maître à l'Elysée

Avant même de devenir président et de pratiquer l'ouverture politique, Nicolas Sarkozy s'est rapproché d'un franc-maçon venu de la gauche. Elu grand maître du Grand Orient à 38 ans, en 2000, Alain Bauer cumule plusieurs vies, qu'il se plaît parfois à enjoliver. S'il assure avoir appartenu au cabinet de Michel Rocard à Matignon entre 1988 et 1991, les conseillers qui y travaillaient quotidiennement, eux, ne gardent pas ce souvenir. « Depuis longtemps gravitaient dans l'orbite de Rocard trois jeunes gens très intelligents et très carriéristes, se souvient un collaborateur de toujours de l'ancien Premier ministre. Alain Bauer, Manuel Valls, aujourd'hui député maire d'Evry, et Stéphane Fouks, le seul des trois à n'être pas franc-maçon. Ils s'étaient partagé le marché. Au premier l'influence, au deuxième la politique, au troisième le monde des affaires. [...] »

Alain Bauer est aussi criminologue. Chantre de la « tolérance zéro », il a vu son étoile monter à la fin des années 90, quand la théorie de l'« excuse sociale » n'a plus convaincu. Consulté à plusieurs reprises par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, il a su trouver le ton qu'il fallait pour retenir son attention.

Au printemps 2006, Nicolas Sarkozy lui demande de dresser une liste de grands maîtres qu'il pourrait inviter Place Beauvau. A l'époque, les deux hommes se vouvoient encore : « Est-ce que vous voudriez venir au déjeuner pour faire les présentations ? » demande le ministre. Bauer a déjà anticipé en téléphonant lui-même à chacun des intéressés. Il s'empresse donc d'accepter. [...]

Au cours d'une de leurs rencontres, à l'été 2006, il est surtout question de sécurité. Mais Bauer finit par apostropher le candidat à la présidentielle d'une façon assez « gonflée » : « Tu souffres d'un grave problème structurel. Tu penses que la République est comme une grande commode dans laquelle il y aurait plein de tiroirs que l'on ouvrirait les uns après les autres pour gérer le contenu de chacun. Tu as une image de libéral qui donne l'impression de ne pas être républicain. Personne d'autre parmi les candidats, pas même ceux d'extrême gauche, n'est susceptible comme toi d'être l'objet d'un procès en antirépublicanisme. Si tu continues, tu vas faire une campagne à cloche-pied. »

Sarko commence par s'agiter, signe d'agacement lorsqu'il entend ce diagnostic. Puis un grand silence s'installe dans le bureau, avant qu'il concède : « Tu as raison. »

Nouveau silence.

« Puisque tu es si intelligent, t'as qu'à me faire des propositions. »

Alain Bauer s'empresse de rédiger quelques feuillets où il invoque le drapeau, Valmy, Jaurès et Blum. Il l'envoie au ministre de l'Intérieur qui doit s'envoler pour Marseille, où il doit prononcer durant le premier week-end de septembre un grand discours de rentrée à l'occasion de l'université d'été des Jeunes populaires. Par curiosité, Alain Bauer écoute la radio le 3 septembre pour savoir si son nouveau champion a tenu compte de ses conseils. Et là, ses espoirs les plus fous sont dépassés. Il retrouve des passages entiers de la note qu'il a envoyée au candidat. Extraits : « Quand Jaurès disait aux lycéens : "Il faut que, par un surcroît d'efforts et par l'exaltation de toutes vos passions nobles, vous amassiez en votre âme des trésors inviolables", c'était le contraire du nivellement prôné par la gauche d'aujourd'hui. [...] . »

Puis, dans une très longue tirade, le mot République revient plusieurs fois par phrase-il sera prononcé plus de vingt fois par le candidat, avec notamment cette apostrophe : « Jeunes Français, la République est à vous. La République, c'est vous. »

Pour Sarkozy, c'est un triomphe : la salle se lève et applaudit comme jamais. Pour Bauer, c'est l'heure de gloire. Et, comme on ne change pas une équipe qui gagne, le ministre de l'Intérieur lui demande une trame de discours pour sa visite à Périgueux, la ville de Xavier Darcos, le 12 octobre. Sur cette terre maçonnique, le candidat prononcera un discours intitulé « Notre République ». Alain Bauer l'a truffé de références à Eugène Le Roy, écrivain, franc-maçon et auteur du célèbre « Jacquou le Croquant ». Il a mobilisé toutes les ressources du Grand Orient pour le nourrir et a même mis à contribution le directeur de la bibliothèque de l'obédience.

Mais l'ancien grand maître du Grand Orient n'est pas seulement devenu l'inspirateur du ministre de l'Intérieur. Il a fait aussi fonction, à l'occasion, de tour operator. Entre le discours de Marseille et celui de Périgueux, le futur président s'envole pour les Etats-Unis. Une visite très symbolique. Depuis le discours de Dominique de Villepin à l'Onu, en mars 2003, pour s'opposer à la guerre en Irak, la cote de la France est au plus bas. Il s'agit de la faire remonter, de se montrer gracieux avec toutes les incarnations de l'Amérique éternelle. La date du voyage n'a pas été choisie par hasard : Nicolas Sarkozy sera sur place le 11 septembre, tout un symbole.

Qui peut mettre du liant entre le ministre de l'Intérieur et l'administration de George Bush ? L'ambassadeur à Washington Jean-David Levitte, bien entendu. Surnommé « diplomator », on le dit capable de réconcilier les pires ennemis. Mais un autre gentil organisateur se mêle de recoller les morceaux après la grande fâcherie de 2003. Alain Bauer a vécu aux Etats-Unis, où il a travaillé pour une entreprise de sécurité. Ses détracteurs assurent même qu'il s'agissait d'une couverture de la CIA ou, plus piquant encore, de la NSA, la très secrète National Security Agency. Le principal intéressé balaie ces allégations avec un amusement théâtral.

Dans le cadre de ses activités de consultant spécialisé dans la sécurité, il a en revanche un contrat avec la police de New York, le célèbre

NYPD. Il planifie donc une rencontre avec remise de médaille à Raymond Kelly, patron de la police new-yorkaise, le samedi 9 septembre, tandis que le 10, veille de la date anniversaire, une visite est prévue à la caserne des pompiers. Il laisse aussi entendre que ses contacts à la Maison-Blanche n'ont pas été inutiles. Il s'associe aussi à la collecte de fonds et de soutiens, à l'occasion d'un dîner chic à Manhattan en l'honneur du candidat de la droite, où même les gauchistes de Park Avenue le trouvent délicieusement plus fréquentable que Ségolène Royal.

Présidentielle : jamais sans mes frères

« C'est la première fois dans l'histoire de la Ve République que les deux principaux candidats ont autant de francs-maçons dans leur entourage le plus proche », se réjouit Pierre Mollier, directeur de la bibliothèque et du musée de la Franc-Maçonnerie au Grand Orient de France, pendant la campagne présidentielle. [...] Mais s'il se montre si satisfait, c'est que même dans l'entourage de Nicolas Sarkozy on trouve des frères du GO, traditionnellement ancrés plutôt à gauche. [...] Côté Ségolène, l'un de ses soutiens de la première heure a été le sénateur maire de Lyon Gérard Collomb [...] Le codirecteur de campagne François Rebsamen [...] a conservé un réseau très vivace au sein des loges ; tout comme le Marseillais Patrick Mennucci [...] Sans ce maillage, le ralliement de Jack Lang à la présidente de Poitou-Charentes n'aurait pas été aussi rapide. [...] la politique, même au plus haut niveau, est parfois simple comme une tenue en loge !

« Un Etat dans l'Etat », de Sophie Coignard (Albin Michel, 336 pages, 20 E)

A droite, silence radio

Renaud Dutreil

Il a été député, ministre et fut même le premier président de l'UMP lors de sa création, en 2002. Initié à la GLNF, il a toujours nié cette appartenance. Après son échec aux municipales à Reims, en 2008, il s'est éloigné de la politique pour diriger la filiale de LVMH aux Etats-Unis.

Patrick Devedjian

Le ministre de la Relance ne fréquente plus les loges et dément avoir été franc-maçon. Une attitude qui déçoit de nombreux frères. Au début de sa carrière, en revanche, le jeune député maire d'Antony ne se dissimulait guère puisqu'il a même adhéré à la Fraternelle parlementaire.

Brice Hortefeux

« Never explain, never complain » : ce pourrait être la devise du plus ancien ami de Nicolas Sarkozy. Puisque beaucoup de frères assurent l'avoir croisé en loge, il a choisi de ne pas commenter. Ni démenti ni confirmation : une attitude prudente de la part du ministre des Affaires sociales.

Alain Lambert

Candidat « libre » à la présidence du Sénat, puisqu'il a refusé de se soumettre à la primaire de l'UMP, il assure n'avoir jamais été franc-maçon. La discrétion de l'ancien ministre du Budget de Raffarin est respectée, y compris par ses frères de la GLNF, qui apprécient cet homme de convictions.

A chacun son grand maître

Un point commun entre les trois derniers présidents de la République : chacun avait son grand maître. Pour Giscard, c'était Jean-Pierre Prouteau, premier patron du Grand Orient à s'être prononcé en faveur d'un candidat de droite. Mitterrand, lui, avait un admirateur inconditionnel en la personne de Roger Leray, un ancien ouvrier ajusteur qui a incarné l'une des vertus que la franc-maçonnerie ne pratique plus assez, celle de l'ascenseur social. Mitterrandolâtre sans retenue, Roger Leray n'a jamais perdu une occasion de clamer son admiration pour l'ancien chef de l'Etat, même quand il a été nommé par Michel Rocard, alors Premier ministre, membre de la mission de réconciliation sur la Nouvelle-Calédonie. Chirac, lui, avait Michel Baroin, l'ancien commissaire des Renseignements généraux venu infiltrer le Grand Orient et qui a si bien rempli sa mission qu'il en est devenu le patron. Mais, quand Chirac remporte, à la troisième tentative, l'élection présidentielle, Baroin a quitté ce monde depuis longtemps, victime d'un accident d'avion au Cameroun

A gauche, on laisse dire

Manuel Valls

Lorsqu'il était jeune rocardien, dans les années 80, Manuel Valls se promenait rarement sans ses deux acolytes Alain Bauer et Stéphane

Fouks. Le premier devint grand maître du Grand Orient de France, obédience à laquelle le député maire d'Evry a adhéré, avant de prendre du champ.

Jean-Luc Mélenchon

Le sénateur de l'Essonne et fondateur du Parti de gauche incarne à la perfection une idée de la franc-maçonnerie éprise de laïcité, même s'il n'aime pas s'exprimer publiquement sur son appartenance. Il défend une vision de la République incompatible avec le régionalisme.

Henri Emmanuelli

Député des Landes depuis mars 1978, Henri Emmanuelli, ancien ministre, ancien président de l'Assemblée nationale, n'a jamais fait étalage de son appartenance. Mais, comme beaucoup de parlementaires de gauche, il l'assume puisqu'il a siégé longtemps à la Fraternelle parlementaire.

François Rebsamen

Le lieutenant de Ségolène Royal, qui fut longtemps le numéro deux du PS, est très connu au Grand Orient de France. Même s'il assure s'être mis en sommeil depuis son élection à la mairie de Dijon, en 2001, il conserve de nombreux contacts au sein de la première obédience française.

Les grandes obédiences

Grand Orient de France grand maître : Pierre Lambicchi, 50 000 membres, masculine.

Grande Loge nationale française grand maître : François Stifani, avocat, 41 000 membres, masculine.

Grande Loge de France grand maître : Alain Graesel, consultant et enseignant, 30 000 membres, masculine.

Grande Loge féminine de France grande maîtresse : Yvette Nicolas, ancienne assistante de Raymond Barre, 12 500 membres, féminine.

Fédération française du droit humain (DH) grand maître : Michel Payen, proviseur de lycée, 16 000 membres, mixte.

La rumeur giscard

Côté Grande Loge, la légende raconte qu'en 1975 Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur et homme de confiance de Giscard, convoque le docteur Pierre Simon, grand maître de la GLDF, pour lui montrer le compte rendu d'une écoute téléphonique qui désigne un autre haut dignitaire de son obédience, un concurrent en quelque sorte, comme informateur de l'hebdomadaire d'extrême droite Minute. C'est de cette rencontre que seraient nées les premières conversations. Elles ont cessé lorsque Pierre Simon a perdu son poste, à la fin de l'année 1975. Ces échanges sont avérés. Aucun élément ne permet d'assurer qu'ils portaient sur une éventuelle initiation du président.

Cette rumeur persistante vient peut-être de la déformation d'une histoire, vraie celle-ci : la candidature avortée de VGE au Jockey Club, où de bonnes âmes ont eu la courtoisie de le dissuader de se soumettre formellement aux suffrages de ses distingués membres, lui assurant qu'il serait impitoyablement « blackboulé ».

Européennes : vers une abstention record (13.04)

Blog.Libération.fr - 13.04 Le taux d'abstention pour les élections européennes du 7 juin prochain pourrait atteindre 66 % ! C'est du moins ce que prévoit le sondage.

Eurobaromètre effectué dans les 27 États membres que la Commission européenne s'apprête à rendre public. Il s'agit d'un record absolu : depuis 1979, date de la première élection du Parlement européen au suffrage universel, il y a trente ans, l'abstention n'a cessé de progresser (de 37 % à 54,3 % en juin 2004) alors même que ses pouvoirs n'ont cessé de se renforcer, au point désormais d'égaliser ceux du Conseil des ministres. C'est la Pologne qui décroche le pompon de l'abstention : seuls 17 % des Polonais sont certains d'aller voter. Viennent ensuite l'Autriche (21 %), la Grande-Bretagne (22 %), le Portugal (24 %), la Slovaquie (25 %), la Tchéquie (26 %), la Hongrie (27 %), l'Espagne (27 %), l'Italie (30 %), la Bulgarie (31 %), la Roumanie (34 %). Parmi les très bons élèves, la Belgique (70 %) et le Luxembourg (62 %) où le vote est obligatoire. Viennent ensuite Malte (56 %), le Danemark (56 %), la Suède (49 %), Chypre (48 %), la Grèce (48 %), la France et les Pays-Bas (47 %), etc.

L'Allemagne, elle, pointe à 43 %. En bonne logique, l'intérêt pour ces élections n'est pas très élevé : 44 % seulement s'y intéressent contre 53 %. La Grèce caracole en tête avec 62 % de citoyens intéressés, suivi par l'Irlande (61 %), Malte (59 %), les Pays-Bas (58 %). La France est dans la moyenne, avec 45 % de personnes intéressées.

Pis : seulement 16 % des citoyens européens sont capables de citer la date précise des élections du 7 juin prochain. 16 % savent cependant que le scrutin aura lieu en juin. 86 % des Finlandais, 84 % des Britanniques et 75 % des Espagnols n'ont strictement aucune idée de la date de ce scrutin.

Les raisons de ce désintérêt sont d'abord l'ignorance du rôle des députés européens (64 %) et des affaires européennes (59 %).

Cette méconnaissance est à son maximum en Suède, en Estonie, en Lettonie, au Portugal et en Grande-Bretagne. On découvre ainsi que seulement 53 % des Européens savent que les eurodéputés sont élus au suffrage universel direct. La France, qui a pourtant massivement voté sur le traité constitutionnel européen en 2005 pour le rejeter, décroche, avec 39 % de bonnes réponses, le trophée de l'ignorance, suivi par la Grande-Bretagne, avec 44 %, et la Lettonie (45 %).

Parmi les autres raisons de l'abstention, 62 % des sondés estiment que leur vote ne changera strictement rien (la Bulgarie, l'Autriche et la Lettonie sont les plus désabusées) et 55 % jugent que le Parlement ne s'occupe pas de la vie de tous les jours. Seulement 20 % n'iront pas voter parce qu'ils sont opposés à la construction communautaire (l'Autriche, avec 35 %, vient en tête des eurosceptiques, suivie par la Grèce et la Suède, avec 28 %).

Parmi les thèmes susceptibles d'intéresser les citoyens, le chômage fait un bond de 10 points en un an : 57 % des citoyens souhaitent que la campagne porte sur ce thème, suivi par la croissance (52 %). En revanche, l'inflation est en net recul (40 %). Viennent ensuite, loin derrière, les retraites, la criminalité, l'approvisionnement énergétique, la lutte contre le changement climatique, l'immigration, le terrorisme, etc. La crise est passée par là.

La responsabilité de la presse dans ce désintérêt est écrasante : seulement 36 % des citoyens ont lu, entendu ou vu un sujet consacré au Parlement européen dans leurs médias. C'est en Grande-Bretagne, en France et en Italie que le désintérêt médiatique est perçu comme le plus grand. Ceux qui ont eu l'occasion d'être informés ont le sentiment que les médias étaient plutôt favorables (44 %) que défavorables (36 %) au Parlement européen. C'est en Grande-Bretagne, en Belgique et en France que la presse est perçue comme la plus hostile.

Au final, cette méconnaissance alliée à la crise économique aboutit à un effondrement de la confiance dans les institutions communautaires : le Parlement européen perd six points dans l'indice de confiance en six mois, passant de 51 % à 45 %, la Commission chute de 47 % à 42 % et la Banque centrale européenne, en dépit de son rôle stabilisateur unanimement salué par les politiques et les experts, de 48 % à 39 %. Une défiance qui se reflète dans l'abstention massive qui menace la légitimité de la seule institution européenne élue au suffrage universel.

Ce sondage montre à quel point l'Europe ne fait pas partie des préoccupations quotidiennes des citoyens et confirme bien que les référendums sur l'Europe servent surtout à répondre à des questions nationales, comme l'a montré l'ensemble des enquêtes d'opinion. Au passage, cela enterre l'idée de ceux qui veulent que le Parlement européen se transforme en constituante : sa légitimité pour édicter une Constitution ne serait pas plus grande que celle de la Convention européenne qui a rédigé le projet de traité constitutionnel européen.

Réaction intéressante d'une internaute. Si les députés français ne s'étaient pas affranchis du vote des électeurs français et n'avaient pas ratifié le traité de Lisbonne, je serais peut-être allé voter.

Si le parlement avait à peine un dixième du pouvoir que vous lui prêtez, je serais peut-être allé voter, si l'Europe n'était plus qu'une coquille vide face aux empires qui se lèvent partout dans le monde, je serais peut-être allé voter, si les peuples avaient leur mot à dire sur la grosse Commission et ses innombrables lobbys, je serais peut-être allé voter. Là, je vais boycotter, sans état d'âme.

Vingt-cinq pontes de l'hôpital public lancent un appel contre la loi Bachelot (16.04)

LeMonde.fr - 15.04 Des chefs de service renommés de plusieurs hôpitaux parisiens ont signé un 'appel des 25' à paraître jeudi 16 avril dans le Nouvel Observateur contre 'la médecine mercantile' mise en avant, selon eux, par le projet de loi Bachelot. Une version en ligne est disponible sur le site de l'hebdomadaire.

Parmi les signataires figurent notamment le gynécologue-obstétricien René Frydman, le neurologue Olivier Lyon-Caen, l'endocrinologue Arnaud Basdevant ou encore le diabétologue André Grimaldi, qui exercent dans des établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).

'ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'HÔPITAL PUBLIC'

Ils s'opposent au projet de loi Bachelot, déjà voté par les députés et que les sénateurs examineront à partir du 11 mai, et dont un large chapitre consacré à l'hôpital renforce sensiblement les pouvoirs des directeurs d'établissement. Cette loi 'porte en elle la disparition' de la médecine hospitalière 'au profit d'une médecine mercantile', jugent-ils dans leur texte, estimant que 'les premières victimes en seront les patients et les soignants'.

Elle 'cale l'hôpital sur l'entreprise' en renforçant un directeur qui 'pourra n'avoir aucune compétence médicale' et qui pourtant 'arrêtera le projet médical de l'établissement'. 'Dans le même temps, on organise des suppressions massives et injustifiées d'emploi d'infirmiers et d'aides-soignants', ajoutent-ils. 'Si cette loi n'est pas amendée, elle s'appliquera sans nous', préviennent-ils, demandant l'organisation d'urgence 'd'états généraux de l'hôpital public'.

Journée sociale dense chez Caterpillar (17.04)

AFP - 16.04 Présence des forces de l'ordre autour des usines, manifestation bloquant les négociations sociales, assignations en référé: la journée de jeudi a été particulièrement dense chez Caterpillar France où un plan social prévoit le licenciement de 600 à 733 salariés sur les 2.500 que comptent les deux usines françaises situées à Grenoble et à Echirolles (Isère).

Le tribunal des référés de Grenoble a mis en délibéré à vendredi 14h son jugement sur les neuf salariés assignés par leur direction pour "entrave à la liberté du travail".

Les salariés poursuivis par leur direction et qui encourent un licenciement pour "faute lourde" contestent les faits constatés par huissier. La direction leur reproche d'avoir empêché l'accès de l'usine à des cadres de l'entreprise. Elle réclame une astreinte de 1.000 euros par infraction constatée "afin que la libération des locaux ne soit pas un voeu pieu", a plaidé Me Bernard Gallizia, représentant la direction du constructeur américain d'engins de chantier.

Plus d'une centaine de salariés de Caterpillar ont accompagné bruyamment mais sans incident leurs collègues au Palais de justice de Grenoble où 11 autres salariés sont assignés vendredi à 11h par la direction pour "occupation illicite des locaux".

Pour paralyser la poursuite légale du processus de licenciement et le déroulement des comités d'entreprise, une centaine de salariés du groupe ont empêché jeudi matin les représentants du personnel à se rendre aux négociations sur le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi). Elus et délégués, qui ont invoqué "le droit de retrait" pour justifier leur absence à la convocation de la direction, estiment que "le conflit s'est désormais radicalisé".

"Le personnel conteste la manière dont la direction mène les négociations du PSE, à marche forcée", a déploré Nicolas Benoît, délégué CGT. Selon l'intersyndicale, "la direction n'a pas respecté le calendrier des négociations qui avait été établi en fin de semaine dernière" et ce blocage serait "le résultat d'un ras-le-bol général devant des suppressions d'emplois non justifiées".

Une nouvelle réunion du CE est prévue vendredi. Faute de poursuite des négociations sur le PSE, la direction avait annoncé mercredi son intention de poursuivre le calendrier des consultations du CE. "Si aucun accord n'est trouvé, ce ne sont pas 600 emplois qui seront supprimés mais bien 733 comme initialement annoncé", avait averti la direction.

Dans le cadre des négociations du PSE, la direction avait en effet accepté "sous conditions" de réduire le nombre de suppressions d'emploi de 733 postes à 600 et d'augmenter l'enveloppe globale du plan social de 48,5 millions d'euros à 50 millions d'euros.

Grève et manifestation "historiques" à Monaco (18.04)

Reuters - 17.04 Quelque 1.500 personnes selon la police, 3.000 selon les organisateurs, ont défilé dans les rues de Monaco pour manifester leur inquiétude face à une situation sociale qui se dégrade en principauté.

L'événement, accompagné d'une grève de grande ampleur qui constitue une "première" sur le Rocher, a été qualifié d'historique par les syndicats.

"A l'échelle de la superficie du pays, 2 km², l'un des plus petits de la planète, et sur un total de quelque 40.000 travailleurs, c'est une belle performance", a estimé Alex Falce, porte parole de l'USM (Union des syndicats de Monaco).

Partis de trois endroits distincts, les manifestants ont convergé dans l'après-midi sans incident vers la Place d'Armes, au pied du Rocher, point de rendez-vous de cette journée.

Auparavant, l'un des cortèges parti du quartier industriel de Fontvieille était allé déposer une gerbe devant le siège du patronat monégasque, des fleurs ceintes d'un ruban sur lequel était écrit : "A nos emplois disparus".

Musiciens de l'orchestre philharmonique de Monaco, jardiniers chargés de l'entretien des parc publics, cantonniers, concierges, croupiers, employés des palaces, retraités et fonctionnaires : tous ont défilé côte à côte pendant plusieurs heures et sous des averses intermittentes.

Dans leurs rangs figuraient également de nombreux salariés appartenant à des entreprises sous-traitantes de l'industrie automobile, secteur plus particulièrement touché par la crise et les suppressions d'emplois.

Rien que dans cette branche, ce sont 1.000 emplois qui ont disparu ces derniers mois à Monaco.

Il s'agit de licenciements secs pour la plupart, ainsi que de mesures de chômage partiel ou de délocalisation pour d'autres secteurs professionnels.

"Monaco paradis patronal, pas paradis salarial", pouvait-on lire sur certaines banderoles de manifestants auxquels s'étaient joints, ce qui est plutôt rare à Monaco, des agents de l'Etat.

L'usine Toyota d'Onnaing (Nord) bloquée par des piquets de grève (18.04)

AP - 17.04 L'usine Toyota d'Onnaing (Nord), qui produit la Yaris, est bloquée depuis jeudi en fin de soirée par des piquets de grève, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT et de la direction. Cette dernière dit avoir lancé "une procédure en référé contre le blocage du site" situé au nord-est de Valenciennes.

"Les quatre entrées du site sont bloquées depuis jeudi 17h et les lignes de fabrication depuis 19h: plus aucune voiture ne sort", a déclaré à l'Associated Press le délégué CGT de l'usine Eric Pecqueur, qui a estimé à "300" le nombre de grévistes sur les 2.700 salariés. Pour la direction de Toyota, "95% de l'effectif est présent au travail même si la production n'est pas réalisée, et est occupé à des activités annexes".

"On ne veut pas de perte de salaires liée au chômage partiel" de deux semaines imposé "en février et en mars", qui se ressentira sur "avril", a expliqué M. Pecqueur. Ce sont "200 à 300 euros en moins sur cette fiche de paye, ce n'est pas rien". La direction ne comptait régler que 60% des salaires.

Les grévistes exigent également le paiement des jours de la grève entamée le 6 avril, qui a été "provoquée par le mépris de la direction", selon le représentant CGT.

La direction a confirmé que "le site était bloqué depuis 20h30 par 80 grévistes qui empêchent l'accès aux camions". "La proposition d'accord de fin de conflit avait été acceptée par les leaders CGT et FO mais elle a été refusée par une autre partie des grévistes qui veut continuer le mouvement", a regretté Christelle Blandin, chargée de communication du site Toyota-Onnaing.

Cette proposition "ne prévoyait pas le remboursement des jours de grève mais un étalement sur les prochains mois, et écartait les sanctions contre les grévistes pour les faits commis pendant la grève".

Sur l'indemnisation du chômage partiel à 100%, "la direction n'a pas souhaité céder et reste sur 60%", a-t-elle ajouté, rappelant qu'"il n'y aura pas de journée de chômage partiel jusqu'à septembre" 2009.

Sarkozy l'arrogant épinglé par la presse internationale (19.04)

LeMonde.fr - 17.04 Barack Obama manque d'expérience, José Luis Zapatero 'n'est peut-être pas très intelligent' et José Manuel Barroso brille surtout par son absence. Rapportées par Libération, les considérations assassines du président français, Nicolas Sarkozy, sur ses homologues, lors d'un déjeuner avec des parlementaires, ont déjà fait le tour de la presse internationale. L'Elysée a beau démentir, l'arrogance française a encore frappé.

On le connaissait 'vantard', 'hyperactif' et 'familier', mais, cette fois, Nicolas Sarkozy 's'est surpassé', note le quotidien britannique The

Guardian. En l'espace d'un déjeuner, 'le président français s'est débrouillé pour rabaisser Barack Obama, traiter Angela Merkel avec condescendance et insulter' le premier ministre espagnol. Seul Silvio Berlusconi a été épargné. Et pour cause : à en croire Nicolas Sarkozy, 'l'important dans la démocratie, c'est d'être réélu'. Et 'Berlusconi, il a été réélu trois fois.'

'Deux fois seulement' corrige le New York Times. Rappelant 'le goût de l'action' du chef de l'Etat, le quotidien américain se borne à un exposé acerbe des prétentions françaises. 'Dans le monde de Sarko, le président Obama est faible, inexpérimenté et mal informé sur le changement climatique'. C'est 'la fin de la courte lune de miel franco-américaine', ironise The Times.

Côté espagnol, la polémique a rapidement pris de l'ampleur. A en croire El Pais, les démentis de l'Elysée n'ont pas convaincu. Beaucoup sont montés au créneau pour défendre le premier ministre socialiste. Même le vice-secrétaire de la communication du PP (Parti populaire, droite), Esteban González Pons, s'est dit gêné. 'Je ne me réjouis pas de ces déclarations, même s'il a parfois raison. Zapatero est notre chef d'Etat, c'est comme ça, s'il est attaqué, nous devons le défendre.'

Caterpillar : assemblée générale houleuse sur le protocole de sortie de conflit (21.04)

AP - 20.04 Le protocole de fin de conflit discuté dimanche soir au ministère de l'Economie à Paris par les délégués syndicaux et la direction de Caterpillar a été accueilli de façon très mitigée lundi par le personnel des deux usines françaises du constructeur américain d'engins de chantier, à Grenoble et Echirolles, réuni dans l'après-midi en assemblée générale dans les locaux du comité d'entreprise, a-t-on constaté sur place.

Selon l'intersyndicale, qui s'avouait lundi en fin d'après-midi quelque peu débordée par la base, l'accord de sortie de conflit sera soumis aux 2.700 salariés, mercredi, par un référendum à bulletin secret, organisé par les syndicats.

"Le protocole de fin de conflit sème des pistes qui sont intéressantes, qui sont à vérifier et discuter entre nous", expliquait Nicolas Benoît, élu (CGT) du CE à des salariés qui constataient pour leur part "le manque d'avancées claires". Nombreux étaient également ceux qui déploraient "des sous-entendus dans le protocole" et dénonçaient "un retour à la case départ".

Selon Pierre Piccarreta, délégué syndical CGT, "les salariés veulent un minimum de garantie dont notamment que le nombre de licenciement ne dépasse pas les 450 et ils ne veulent pas entendre parler du projet d'annualisation du temps de travail".

Quelque 200 à 250 participants à l'assemblée générale se déclarant farouchement opposés au protocole de sortie de conflit et très déterminés se sont rendus dans l'après-midi à la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) pour manifester bruyamment à l'occasion d'un nouveau comité d'entreprise consacré au plan de sauvegarde de l'emploi.

"Je crois que nous sommes à la croisée des chemins, il faut impérativement que nous trouvions les moyens de mettre en oeuvre ce PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) avec des solutions personnalisées et travailler sur la pérennité du site", a estimé pour sa part Nicolas Polutnik, le directeur de Caterpillar France joint par France-Bleu Isère. Selon lui, "la direction a fait des avancés". "On ne parle plus de 733 licenciement mais de 600 suppressions de poste et l'enveloppe du PSE par poste a été augmentée de 73%", a souligné le directeur de Caterpillar-France estimant que "le fil du dialogue n'a pas été rompu, même si ça a été difficile".

Dimanche, la direction du constructeur américain d'engins de chantier et les syndicats avaient discuté plus de neuf heures au ministère de l'Economie, autour de Philippe Gustin, conseiller de la ministre de l'Economie Christine Lagarde en charge des restructurations et des mutations économiques.

L'accord conclu lors de ces discussions confirme que le nombre de suppressions de postes est ramené de 733, initialement prévus, à 600. La direction s'engage également à essayer de diminuer encore le nombre de licenciements, notamment grâce à des formations offertes aux salariés volontaires.

Dans le document, Caterpillar s'engage à assurer la pérennité de ses sites dans l'Isère et à y réaliser des investissements. Le texte prévoit aussi des discussions sur l'aménagement du temps de travail avant le 31 octobre 2009.

Les procédures disciplinaires engagées contre huit salariés pour "occupation illicite des locaux" et "atteinte à la liberté du travail" ont été annulées et les discussions sur l'application du PSE, qui devaient s'achever en début de semaine, sont prolongées jusqu'au 30 avril.

Environ 400 des 2.000 salariés de Caterpillar-France qui doivent reprendre cette semaine le travail, à l'issue d'une période de chômage partiel, était présents à l'embauche lundi matin dans les deux usines de Grenoble et Echirolles. La reprise de la production devait s'étaler sur la semaine.

Haute-Garonne: des salariés de Molex retiennent deux membres de la direction (21.04)

AP - 21.04 Des salariés du site Molex Automotive, usine située à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) spécialisée dans la connectique automobile et filiale du groupe américain Molex Inc, retenaient depuis lundi en fin de journée deux dirigeants de l'entreprise à l'issue d'un comité d'entreprise, a-t-on appris auprès de la préfecture de Haute-Garonne et de l'avocat du comité d'entreprise.

Le site de Molex Automotive avait annoncé en octobre dernier vouloir fermer pour le 30 juin l'usine pour la délocaliser en Chine et aux Etats-Unis, avec 300 licenciements à la clé.

"Les élus du comité d'entreprise ont découvert que la direction de Molex avait planifié et organisé la fermeture de l'usine de Villemur-sur-Tarn bien avant l'annonce faite aux salariés en octobre", a expliqué à l'Associated Press Me Jean-Marc Denjean. "La direction a prémédité son coup depuis des mois et elle nous a menti", a indiqué pour sa part Guy Pavan, délégué syndical CGT.

Selon M. Pavan une centaine de salariés ont interrompu lundi après-midi un comité d'entreprise de Molex. Ils ont "sommé Philippe Fort, le directeur de l'usine, de quitter les lieux", ne conservant dans la salle que le co-gérant de Molex Marcus Kerriou et la directrice des ressources humaines Coline Colboc, retenus depuis 17h.

Les salariés de cette usine de connecteurs électriques pour l'automobile réclamaient "le rapatriement d'un stock" dans leur usine de Villemur-sur-Tarn ainsi que la préservation de leurs emplois. "Si Molex quitte les lieux, l'activité, les machines et l'outillage doivent rester à Villemur", a précisé Guy Pavan.

Dans un communiqué, la direction a affirmé pour sa part que "l'accusation de détournement de la production était non fondée". "En fait, l'usine ne fonctionne qu'à 30% de sa capacité habituelle, ce qui entraîne des retards de livraison dramatiques", explique-t-elle. "Si la production reste insuffisante, nous n'avons pas le choix, il faut puiser dans les stocks", ajoute la direction, estimant que "la cote d'alerte est atteinte".

Les syndicalistes n'ont pas précisé combien de temps ils comptaient retenir leurs dirigeants, affirmant qu'ils n'avaient pas eu de nouvelles de la direction.

L'Elysée n'entrevoit pas encore de sortie de crise(21.04)

Le Monde - 21.04 Perdu dans le brouillard, l'Elysée revendique une navigation à vue. "On a une crise, on gère la crise. On ne peut pas dire aujourd'hui qu'on anticipe la sortie de crise", y explique-t-on.

Les conseillers de Nicolas Sarkozy ne veulent pas partir du principe que le pire est passé, en dépit de quelques indices positifs, comme la remontée de la Bourse, la quasi-stabilisation de la production manufacturière en février (- 0,1 %) ou le ralentissement de la dégradation des exportations (- 1,5 % en février). Les informations sont trop parcellaires et les prévisions des économistes n'ont jamais été aussi divergentes. "On ne sait pas ce qui se passe à l'étranger", lâche un conseiller.

Seule certitude : la France sortira de la récession beaucoup plus endettée. Se posera alors la question de l'assainissement des finances publiques. "Le débat de 1983 aura lieu en 2010 pour Nicolas Sarkozy", pronostique un de ses proches, faisant référence au tournant de la rigueur qui avait divisé la gauche.

L'Elysée sera alors confronté à un choix politique extrêmement difficile : à l'approche des élections présidentielle et législatives de 2012, il faudra choisir entre l'orthodoxie et les réformes ou les cadeaux électoraux et la tergiversation.

Même en tactique électorale pure, le choix n'est pas évident : en 2002, le premier ministre socialiste Lionel Jospin avait choisi de différer la réforme des retraites pour ne pas affoler l'électorat de gauche. Or, il n'a pas été qualifié pour le second tour de l'élection présidentielle. En 2012, M. Sarkozy risque d'avoir à supporter une lourde charge du président du MoDem, François Bayrou, l'accusant d'avoir laissé filer les déficits.

Rien n'est arbitré, l'Elysée refuse d'ouvrir le débat, mais trois pistes existent : réduire les transferts sociaux ou en tout cas moderniser fortement l'Etat social, alors que les déficits sociaux explosent. Ce débat est jugé inopportun au moment où le gouvernement entend soutenir la demande et laisser jouer les amortisseurs sociaux.

"LE DÉBAT DE 2010"

Deuxième hypothèse, augmenter les impôts, à l'image de ce qu'entend faire Barack Obama. M. Sarkozy ne veut pas en entendre parler : il estime que ce serait dégrader la compétitivité de l'économie française, championne de l'OCDE des dépenses publiques, très loin devant les pays anglo-saxons. Un tel signal conduirait les ménages à réduire leur consommation en prévision des hausses d'impôts à venir. Cette analyse explique le refus absolu du président de la République de revenir sur le bouclier fiscal.

Une troisième solution consisterait à retarder l'âge de départ à la retraite, moyen efficace de réduire les engagements financiers de l'Etat. "Ce sera le débat de 2010", estime, à titre personnel, un conseiller de l'Elysée, en rappelant que les Finlandais et les Néerlandais ont couplé leurs plans de relance avec l'élévation de l'âge du départ en retraite.

A court terme, l'Elysée veut continuer de soutenir la conjoncture. Le chef de l'Etat annoncera cette semaine un plan en faveur des jeunes, dont le taux de chômage s'envole. Il fera le point en juin avec les syndicats. "Faudra-t-il aller plus loin ? Sans doute, explique-t-on à l'Elysée. Si la consommation flanche, on soutiendra la consommation, si c'est l'investissement, on soutiendra l'investissement."

PUITS SANS FOND

L'essentiel est de restaurer la confiance, faute de quoi, les dépenses iront s'engloutir dans un puits sans fond. Il est donc jugé indispensable de ne pas déprécier l'effet psychologique du plan de relance actuel (anticipation du revenu de solidarité active, allocations exceptionnelles, etc.) par l'annonce d'un nouveau... L'Elysée défend les mesures adoptées, qui ne créent pas de droit acquis et n'hypothéqueraient pas l'avenir. Elles sont jugées rapides (investissements d'Etat), ciblées (sur le secteur automobile et sur les plus exposés socialement) et susceptibles de soulager la trésorerie des entreprises, menacées de syncope financière. Un coup de pouce au smic reste exclu par principe, l'Elysée privilégiant la négociation salariale. Pour favoriser le retour de la confiance, l'Elysée veut envoyer un signal de rigueur. "Ce n'est pas parce que les déficits augmentent que nous devons renoncer à une meilleure gestion de l'Etat", expliquent les proches du président qui entendent compter "les gommages et les crayons".

M. Sarkozy ne veut en aucun cas revenir sur le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Il est même envisagé d'aller plus loin, mais après la crise, qui n'est guère jugée "propice" à ce type de réforme. "Il faut que nous sortions de la crise en n'ayant pas fait d'erreur. Nous commencerons à voir que les mesures prises depuis 2007 ont un impact positif en 2010-2011 quand la reprise sera là", explique-t-on à l'Elysée. "Soit la France rebondit autant que les autres pays et cela signifiera que les réformes portent leurs fruits. Soit elle est en retard, et cela voudra dire qu'elles sont insuffisantes", tempère un proche du président.

Face au chômage, le Medef veut de nouvelles discussions sociales (22.04)

Reuters - 21.04 Le patronat français souhaite l'ouverture d'un nouveau cycle de discussions et de négociations sociales avec pour priorité la question de l'emploi, alors que le chômage progresse.

Laurence Parisot, la présidente du Medef, s'est dite optimiste sur la possibilité d'une rencontre rapide entre partenaires sociaux "pour convenir ensemble d'un programme de travail" sur les conséquences sociales de la crise économique.

Patronat et syndicat s'appuieraient sur la feuille de route envoyée par le Premier ministre, François Fillon, qui leur propose de débattre de la gouvernance des entreprises, du paritarisme, de la sécurisation des parcours professionnels ou encore de la mobilité des salariés.

"Il est temps d'ouvrir une deuxième grande vague de discussions et d'accords sociaux", a déclaré Laurence Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle.

"J'ai bon espoir que nous puissions entamer celles-ci très rapidement, peut-être même avant le 1er mai", a-t-elle ajouté.

Au programme des partenaires sociaux, "il peut y avoir des groupes de travail pour établir des diagnostics, des groupes un peu plus élaborés pour ouvrir des vraies délibérations sociales, voire, si on considère que c'est possible, engager sur certains sujets des négociations", a précisé la présidente du Medef.

La priorité "c'est vraiment l'emploi, l'emploi, l'emploi", a-t-elle ajouté. "C'est pour nous la priorité, c'est pour tout le monde la priorité (...) et je suis persuadée qu'il y a des lieux de consensus possibles sur ce sujet."

En plus des thèmes évoqués par François Fillon, les partenaires sociaux pourraient travailler sur l'emploi des jeunes, a-t-elle ajouté, une question sur laquelle le président Nicolas Sarkozy doit s'exprimer vendredi.

Continental: les syndicats déboutés, des salariés saccagent la sous-préfecture de l'Oise à Compiègne (22.04)

AP - 22.04 Colère chez Continental. Des salariés de l'usine de Clairoix ont saccagé mardi après-midi des bureaux de la sous-préfecture de l'Oise à Compiègne après l'annonce du tribunal de grande instance de Sarreguemines (Moselle) qui les a déboutés de leur demande d'annulation de la fermeture de leur usine, a-t-on appris de source policière.

Dans la soirée, le secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie Luc Chatel a annoncé que le gouvernement proposait sa "médiation" aux représentants de la direction et du personnel. "Le gouvernement prend acte de la décision du tribunal de Sarreguemines", et est prêt à "organiser une médiation" dès mercredi "sur ce qu'on pourrait appeler un accord de méthode pour la suite des événements", a-t-il expliqué par téléphone à l'Associated Press.

Dans le même temps, le porte-parole du gouvernement a dénoncé le saccage "absolument injustifiable et intolérable" commis à la sous-préfecture de l'Oise à Compiègne, rapportant que le préfet de l'Oise avait déposé une plainte.

Des dégradations également condamnées par la ministre de l'Intérieur. Dans un communiqué, Michèle Alliot-Marie dit déplorer ces "débordements portant atteinte à des bâtiments et biens publics". "Tout en comprenant la détresse et l'inquiétude des salariés de l'entreprise", la ministre "rappelle que de tels agissements ne sauraient être tolérés, et assure que tout est mis en oeuvre pour en identifier les auteurs".

Les syndicats de Continental réclamaient l'interdiction de la fermeture du site de Clairoix (Oise) qui emploie 1.120 personnes. Mais le tribunal de grande instance (TGI) de Sarreguemines (Moselle) les a "déboutés sur tous les points, même sur le délit d'entrave", a déclaré à l'Associated Press Philippe Biernacki, délégué syndical CFDT du site de Clairoix.

Cinq syndicats (CGT, FO, CFDT, CFTC et CGC) avaient introduit un référé pour faire interdire cette fermeture, au motif selon eux que le groupe allemand de pneumatiques n'a pas respecté les règles d'information au comité d'entreprise.

Les syndicats et leur avocat, Me Ralph Blindauer, estimaient que la direction a présenté la fermeture de Clairoix "comme acquise et irréversible alors que le processus d'information n'avait pas débuté". En outre, le comité d'entreprise européen aurait dû être avisé puisque le site allemand de Stöcken est également concerné par une fermeture, estimaient les syndicats.

"On a aujourd'hui des salariés très en colère et je pense que le conflit risque de monter d'un cran", avait précisé Philippe Biernacki. "On va commencer les négociations en Comité central d'entreprise pour arracher le maximum".

La crainte d'incidents s'est confirmée dans l'après-midi.

Après avoir pris connaissance de la décision judiciaire vers 15h, plusieurs dizaines de salariés en colère se sont rendus à la sous-préfecture de l'Oise à Compiègne: l'unique policier n'a pu les empêcher d'entrer et de gagner les bureaux de la sous-préfète et de son secrétariat, a-t-on précisé de source policière. Les manifestants les ont saccagés, jetant notamment du mobilier par la fenêtre. Les "Clairoix" sont ensuite repartis dans leur usine peu avant 16h.

"Qui sème la misère récolte la colère", a lancé dans la soirée Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental, sur France 2. "Qu'est-ce que vous voulez qu'on regrette? Quoi, quelques carreaux cassés, quelques ordinateurs à côté des milliers de vies privées, ça représente quoi? là", a-t-il expliqué. "On est en train de nous expliquer que dans 28 jours, le plan social sera bouclé, et on va aller à la rue". "Personne ne regrette rien ici parce que vous avez pas vu des casseurs, vous avez vu des gens déterminés (...). On veut pas crever, on ira jusqu'au bout de notre bagarre", a ajouté le syndicaliste, rappelant que les représentants des salariés demandaient des discussions tripartites avec l'Etat.

Faisant valoir les difficultés actuellement traversées par l'industrie automobile, Continental a annoncé le 11 mars qu'il fermerait d'ici fin mars 2010 son usine de Clairoix, qui emploie 1.120 salariés. Racheté l'année dernière par son compatriote Schaeffler, l'équipementier allemand explique que sa surcapacité dépasse les 15 millions de pneus. Or, le site de Clairoix en produit 7,5 à 8 millions par an.

Le 16 mars, des incidents avaient conduit à l'interruption d'un premier CCE. Le 25 mars, une délégation syndicale avait été reçue à Paris à l'Élysée tandis que plusieurs centaines de salariés rassemblés place Saint-Augustin avaient manifesté leur colère en brûlant des pneus.

Colère à Toulouse dans l'usine de Freescale (24.04)

Reuters - 23.04 L'annonce par le groupe américain de semi-conducteurs Freescale de la fermeture d'ici fin 2011 de son site français de Toulouse, qui emploie 1.700 personnes, suscite la colère des syndicats. Lire la suite l'article Ces derniers ont toutefois appelé les salariés au calme avant le début, vendredi, des négociations avec la direction.

A l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels, le groupe explique avoir engagé une procédure de consultation du comité d'entreprise de son site toulousain. Un autre site destiné à être fermé est celui de Sendai, au Japon.

"Ces décisions devraient être mises en oeuvre d'ici la fin 2011", précise Freescale, l'ex-division de semi-conducteurs de Motorola, dans un communiqué.

Le groupe évalue à 200 millions de dollars (154 millions d'euros) les coûts de ce plan de maintien de la compétitivité.

Les principaux syndicats de l'usine de Toulouse se sont déclarés surpris. "Nous sommes complètement abasourdis", a déclaré jeudi à Reuters Pascal Canizares, délégué central Unsa du site.

"On nous a annoncé sèchement la fermeture presque totale de notre site. Huit cents salariés à la production, pour les semi-conducteurs, plus près de 250 pour la téléphonie mobile. C'est énorme", a ajouté ce délégué syndical.

Un comité d'entreprise extraordinaire aura lieu vendredi et il sera suivi dans l'après-midi d'une première réunion de négociation entre la direction et les délégués syndicaux des 1.700 employés du site.

"COUP DE TONNERRE"

"L'annonce de cette fermeture est un coup de tonnerre auquel nous nous attendions un peu. Maintenant, nous sommes morts. On va se battre pour de l'argent face à des logiques financières qui ont tué la boîte", a déclaré de son côté à Reuters Jean-Pierre Meertz, délégué Unsa de Freescale.

Pour autant, les syndicats majoritaires au sein de cette entreprise, FO et l'UNSA, évitent de mettre de l'huile sur le feu pour laisser sa chance à la négociation.

"Nous ne sommes pas des va-t-en guerre. Il n'y avait donc pas de raison que nous partions en guerre dès jeudi contre notre direction, quelques heures après cette annonce", a expliqué jeudi à Reuters Serge Ramos, délégué central FO.

"Mais il est vrai que nous sommes sous le choc émotionnel et que notre colère est grande. Il faudra pourtant passer outre et garder son calme pour laisser le temps de la négociation s'installer sereinement. Après, on verra", a-t-il ajouté.

"Notre site est viable, quoi qu'en disent nos dirigeants américains", a dit encore le délégué FO, qui accuse les dirigeants de l'entreprise américaine de "profiter de la crise économique mondiale dans le secteur automobile pour rapatrier leurs activités chez eux".

Les syndicalistes annoncent toutefois des actions plus déterminées si la fermeture devait être confirmée.

"Nous n'attendrons pas trop longtemps pour crier notre colère si notre direction continue de raisonner avec l'unique froideur des chiffres", a précisé Pascal Canizares qui s'est félicité du soutien des hommes politiques locaux.

Dans la journée de jeudi, le maire socialiste de Toulouse, Pierre Cohen, le président PS du Conseil général de la Haute-Garonne, Pierre Izard, et le président PS de la région Midi-Pyrénées, Martin Malvy, ont tour à tour dénoncé dans des communiqués la décision prise par la direction.

"La colère sociale monte dans de très nombreux pays" (24.04)

Le Monde - 23.04 Depuis plusieurs semaines, les conflits se radicalisent dans les entreprises qui suppriment des emplois ou ferment des sites en France. Des cadres dirigeants ont été séquestrés chez l'équipementier automobile Molex ou chez Caterpillar, le fabricant d'engins de chantier, tandis que des salariés de l'usine Continental de Clairoux ont saccagé une partie des locaux de la sous-préfecture de Compiègne (Oise).

Ces formes de contestation sont-elles nouvelles ?

Non. A l'époque où j'étais inspecteur du travail (dans les années 1980 et 1990), il arrivait que des patrons soient retenus par leurs salariés dans les locaux de l'entreprise. Mais ces opérations ne faisaient pas la "une" des journaux. Aujourd'hui, elles sont nettement plus médiatisées et atteignent une dimension rarement vue.

Le phénomène semble avoir épargné les autres pays européens. Y a-t-il une exception française en la matière ?

Les conflits sont incontestablement plus fréquents et sans doute plus violents en France. Dans le même temps, l'implantation syndicale dans le secteur privé est l'une des plus faibles des pays industrialisés, ce qui joue aussi dans les explosions de colère auxquelles nous venons d'assister : la violence est, d'une certaine manière, "l'arme des faibles". Cette radicalisation des positions témoigne d'une certaine incapacité à gérer les restructurations d'entreprises. Les compromis ne sont souvent trouvés qu'après une épreuve de force.

Le pluralisme syndical contribue aussi à ce phénomène, car les organisations de salariés n'ont, bien souvent, pas de stratégie unitaire. Elles ne parviennent pas à énoncer ensemble des propositions fortes susceptibles d'emporter la conviction des personnels. Se trouvant en situation de concurrence, elles peuvent être tentées de faire de la surenchère pour accroître leur audience.

Pourquoi existe-t-il en France cette difficulté à négocier ?

Jusqu'au début des années 1970, les partenaires sociaux arrivaient à s'entendre au niveau interprofessionnel pour trouver des solutions qui amortissent le choc des restructurations. Mais depuis "l'accord sur la sécurité de l'emploi", signé en 1971, et malgré des accords plus récents, aucun dispositif de cette ampleur n'a été mis au point. Or les problématiques ont considérablement évolué avec la mondialisation.

Pourquoi n'a-t-on pas su les accompagner ?

En France, la défiance vis-à-vis des dirigeants d'entreprise est bien plus forte que dans les autres Etats européens. Plusieurs enquêtes d'opinion mettent en exergue ce problème de légitimité managériale dans notre pays. Il tient en partie au fait que nos élites n'ont pas su développer une pédagogie du changement. Les Scandinaves, eux, l'ont fait en garantissant aux salariés une sécurité des revenus et des transitions professionnelles, qui compense l'insécurité de l'emploi. En France, les gens sont prêts à des sacrifices, mais les termes d'un "deal" éventuel n'ont jamais été posés sur la table.

Par quel mécanisme le défaut de pédagogie et de négociation aboutit-il à la violence ?

Les salariés touchés par des restructurations éprouvent un fort sentiment d'injustice, car le processus de sélection des personnes qui perdent leur poste est jugé inéquitable. Ceux qui partent en premier sont les intérimaires et les titulaires d'un CDD, c'est-à-dire des catégories où les jeunes et les ouvriers sont surreprésentés.

En outre, les salariés ont souvent l'impression de ne pas être pris pour des adultes quand la direction leur annonce un plan social. Ils pensent qu'elle leur cache quelque chose. C'est dû en grande partie au fait que les comités d'entreprise ont peu de pouvoirs. Ils sont là pour être informés et consultés, mais leur avis n'a aucune influence, contrairement à ce qui passe dans certains pays européens.

Il n'y a pas de violence dans ces pays ?

En Allemagne, aux Pays-Bas, en Scandinavie, les restructurations sont gérées plus pacifiquement que chez nous. Mais ces Etats sont en butte à des problèmes importants, notamment en matière d'emploi des jeunes et des minorités ethniques. Il faut rester prudent, car les situations nationales peuvent évoluer dans des directions qui n'étaient pas attendues au départ. La colère sociale monte dans de très nombreux pays européens.

"Séquestrations : la main de l'extrême gauche" (25.04)

Le Figaro - 23.04 Les syndicats traditionnels sont de plus en plus souvent débordés par des militants venus des milieux trotskistes et anarchistes. Qui se cache derrière les meneurs des grèves et les salariés qui séquestrent les patrons ? Agissent-ils seuls, poussés par le désespoir de voir une vie de travail partir en fumée ? Ou sont-ils instrumentalisés pour engendrer le chaos ?

Nombre d'observateurs estiment que ces débordements volontairement médiatisés portent la signature de l'extrême gauche. Qu'il s'agisse du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), de Lutte ouvrière (LO) ou de groupuscules anarchistes.

«C'est un secret de polichinelle que de dire que les meneurs de la fronde des Continental à Clairoux sont encartés chez LO», dénonce un dirigeant de la CFDT. «Les militants du NPA sont partout où il y a de la misère et la peur de l'avenir, abonde un autre de la CGT. Ils jouent sur les craintes des gens, comblent un vide politique ou syndical, et soutiennent tous ceux qui sont en lutte. Dès qu'il y a deux grévistes dans une entreprise, ils débarquent.»

À la sous-direction de l'information générale (ex-RG), les notes affluent en provenance des départements sur l'évolution des différents conflits sociaux et les actions envisagées par les acteurs les plus déterminés. Le risque d'embrasement sur les sites est évoqué depuis

longtemps dans les analyses reçues à Paris. Tout comme les ex-RG avaient mis en garde contre de possibles dérapages outre-mer, et notamment en Guadeloupe. Un commissaire de police très au fait des questions sociales est formel : «Les salariés qui dégradent leurs usines et qui intimident leur hiérarchie cèdent évidemment à une sorte d'emballement collectif.» Selon lui, «les images de séquestrations de patrons qui tournent en boucle à la télé ont pour effet de banaliser cette pratique». L'un de ses collègues de province ajoute : «Il est difficile d'apporter la preuve irréfutable que des organisations subversives sont à l'origine du durcissement des mouvements engagés. Mais ce qui est certain, c'est que des agitateurs de tout poil tentent de profiter du climat et s'activent en coulisse, dans les milieux de la gauche trotskiste notamment.» Il n'est d'ailleurs «pas anodin, poursuit-il, que les sites où la situation se radicalise le plus, ces derniers jours, se trouvent dans des villes comme Grenoble ou Toulouse, où l'extrême gauche dispose de nombreux relais».

Après le saccage de la sous-préfecture de Compiègne mardi par des salariés de l'usine Continental de Clairoux (Oise), la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a fermement rappelé que «de tels agissements ne sauraient être tolérés» et que tout serait «mis en œuvre pour identifier les casseurs». Les enquêtes judiciaires permettront peut-être de dire si, oui ou non, les jusqu'au-boutistes ont agi de leur propre initiative ou s'ils ont été instrumentalisés. À Compiègne ou ailleurs.

«Les militants dormants se réveillent»

Mais certains éléments ne trompent pas. Comme la maîtrise des outils de communication affichée par certains leaders sur le terrain, qui savent utiliser la presse pour faire passer leurs revendications, parfois violemment. «Tout cela est piloté de l'extérieur, assure Marcus Kerriou, cogérant de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn, séquestré il y a deux semaines pendant vingt-six heures avec son DRH, et qui évoque des «éléments radicaux». Idem en Guadeloupe, où les meneurs de la fronde lors de la longue grève de ce début d'année étaient aidés. «C'était très voyant, raconte aujourd'hui un proche de Willy Angel, le président du Medef Guadeloupe. Ils étaient briefés par les militants d'extrême gauche ou indépendantistes pour se positionner sur une estrade, préparer leur plan de communication et définir la stratégie de débordement.»

Une stratégie tellement payante outre-mer qu'Olivier Besancenot - qui s'est rendu en Guadeloupe lors du conflit de février - souhaite l'importer en métropole, où le noyautage des syndicats traditionnels est pourtant déjà une vieille tradition. «Les centrales territoriales sont très infiltrées, assure ainsi un représentant patronal. Il y a de l'entrisme actuellement dans les syndicats d'extrême gauche qui tentent de radicaliser les mouvements.» Ce que confirme un cadre de la CGT. «Ils nous collent sur le terrain dans tous les conflits, reconnaît-il. Ils essayent de peser sur ce qu'on dit et ce qu'on fait.» Il est d'ailleurs de plus en plus fréquent de retrouver des tracts du NPA ou de LO - vantant la lutte des classes et appelant à la révolte - traîner à la sortie des entreprises, et même à l'intérieur.

Une situation qui a poussé la CGT à confier à un ancien responsable de la CGT-transport, Alain Renault, la mission de suivre le développement du NPA dans ses rangs. «On sait très bien où ils se trouvent : dans quelles fédérations, dans quels territoires, dans quelles entreprises», avoue-t-il. Les sections départementales CGT de Seine-Maritime, du Pas-de-Calais ou des Bouches-du-Rhône seraient ainsi présidées par des militants d'extrême gauche. Tout comme les fédérations de la chimie, de quelques branches de la fonction publique, ou encore les sections d'Orly-Sud ou de la SNCM. «Le NPA a besoin d'une assise dans les organisations de masse, comme à la CGT, pour se développer», justifie un syndicaliste cégétiste.

La centrale dirigée par Bernard Thibault n'est pas le seul syndicat à faire les frais aujourd'hui de cette stratégie. FO, de culture trotskiste et dont certains dirigeants lambertistes militent au Parti des travailleurs, ainsi que la CFTC sont également touchées. «Les militants dormants se réveillent en ce moment», avoue un patron. La CFDT en revanche, se veut sereine. «On s'en est débarrassé il y a plusieurs années», ironise l'un de ses responsables.

Il n'y a qu'un seul syndicat où l'extrême gauche n'a pas besoin de faire d'entrisme pour influencer les décisions. Il s'agit de la galaxie des centrales SUD, regroupées sous la bannière Solidaires. Olivier Besancenot n'a-t-il d'ailleurs pas sa carte à SUD-PTT ? «Ils sont de tous les combats des sans : sans-papiers, sans-logement, sans-emploi...», fait remarquer un responsable FO. Ils ont la même conception de la lutte des classes et de la nécessité d'instaurer un rapport de forces pour parvenir à leurs fins.»

Des directions dépassées

Une révolution encouragée par les discours bienveillants des leaders politiques de gauche qui, tout en condamnant la violence, avouent «comprendre» les débordements, et les jugent même «légitimes» pour certains. Et qui profite des «erreurs de communication» de quelques directions d'usine. Celles de Continental à Clairoux ou de Caterpillar à Grenoble reconnaissent en avoir commis. La direction de Clairoux a ainsi démenti énergiquement pendant plus d'une semaine les rumeurs de fermeture du site. Les représentants syndicaux ont adhéré à son discours. Lorsque la décision a finalement été confirmée, la direction et les syndicats, décrédibilisés, ont perdu la confiance des salariés. Laissant le champ libre aux «ultras», mais aussi à des salariés sans engagement politique, révoltés d'avoir été bernés : deux ans auparavant, ils avaient accepté une augmentation de leur temps de travail afin de «pérenniser leurs emplois». Les politiques de tout bord se sont engouffrés dans la brèche pour dénoncer la «trahison».

À Grenoble, les circonstances sont différentes. Début janvier, les négociations entre l'intersyndicale et la direction avaient pourtant débuté aussi sereinement que possible dans de telles circonstances. «Le tournant a été pris le 2 mars, tandis que 100 à 200 salariés (sur 2 700) au chômage partiel, et non pas en grève, manifestaient dans l'usine. Un groupe d'anarcho-libertaires est venu les rejoindre. Les syndicats ont

perdu le contrôle de ce petit groupe », relate un salarié. D'occupation d'usine en séquestration de cadres, en trois semaines, la tension est montée. Nicolas Sarkozy lui-même s'est engagé à «sauver le site» et à rencontrer les salariés. Lesquels ont refusé de répondre à l'invitation de l'Élysée, exigeant une visite sur place du président. «L'ultra-gauche ne crée pas les opportunités, elle les utilise», estime un observateur local.

Olivier Besancenot en a encore apporté la preuve jeudi devant les salariés de la société Molex : le leader du NPA a appelé à une «marche nationale» de tous les salariés licenciés, au mois de mai. Une marche «sur Paris»...

Besancenot appelle à une "marche nationale" des salariés licenciés (25.04)

AFP - 22.04 VILLEMUR-SUR-TARN (Haute-Garonne), 22 avr 2009 (AFP) - Olivier Besancenot (NPA) a appelé jeudi devant les employés de la société Molex Automotive SARL à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) à "une marche nationale sur Paris, en mai, de tous les salariés licenciés".

"Il faut organiser au mois de mai une marche nationale sur Paris pour que soient abordés les vrais problèmes et les vraies solutions", a lancé Olivier Besancenot devant des dizaines de salariés de Molex, manifestant contre la fermeture annoncée de leur entreprise. Parlant aux salariés devant un cercueil géant symbolisant la mort de Molex, le leader a souhaité que cette marche, où seraient "en tête les salariés de Molex, de Continental, de Caterpillar...", permettrait de montrer le visage de tous ceux qui résistent". "Nous avons proposé un rassemblement unitaire des forces syndicales et politiques, au lieu de défiler les uns après les autres", a-t-il dit, précisant que cette marche pourrait se tenir à une autre date que le 1er mai.

De son côté, le Parti ouvrier indépendant (POI) s'est prononcé, dans un communiqué de sa fédération de Haute-Garonne, pour "une marche unie sur Paris", affirmant "nécessaire", "urgent", une "unité pour interdire les licenciements (...), une unité contre les fermetures d'usines".

Interrogé sur sa position face à la séquestration en début de semaine, pendant 24 heures, de deux des dirigeants de la société Molex dans leurs bureaux de Villemur-sur-Tarn, Olivier Besancenot a déclaré à l'AFP: "Je soutiens les salariés dans toute forme d'action, ne comptez pas sur moi pour les désapprouver".

Un salarié de Molex, Jean-François Porté, s'est réjoui pour sa part du soutien du responsable du NPA, et a souhaité que son entreprise, au lieu de fermer, devienne "un pôle européen de connectique". "Molex ne veut plus de nous, nous, on ne veut plus de Molex. Mais on a un savoir-faire, alors pourquoi ne pas créer à Villemur un centre européen de la connectique, pour l'industrie automobile, comme à l'heure actuelle, mais aussi pour le ferroviaire et l'aéronautique ?", a-t-il demandé.

Précarité à durée indéterminée (25.04)

Liberation.fr - 24.04 Les 16-25 ans sont une génération du paradoxe. Jamais leur niveau d'instruction n'a été aussi élevé : 62 % d'une classe d'âge obtient actuellement le bac contre 30 % en 1985. Mais jamais, depuis deux décennies, les jeunes n'ont autant peiné à intégrer le monde du travail. Leurs premiers pas dans les entreprises se déclinent en stages, petits boulots, intérim, CDD. Plus dramatique : cette précarité tend à s'éterniser.

Ce ressenti de terrain est confirmé par les statistiques, qui révèlent une véritable fracture générationnelle face à l'emploi. Pour mesurer l'ampleur du chômage qui frappe les jeunes, il faut procéder à une analyse des chiffres de l'emploi par tranche d'âge. Parmi la population active des 15-24 ans, une personne sur cinq est à la recherche d'un travail. Le taux de chômage des jeunes caracole à 20,4 % (1), contre 7 % chez les 25-49 ans. Soit trois fois plus.

La situation des jeunes est également bien plus dramatique que celle des seniors. Contrairement aux idées reçues, les «50 ans et plus» s'en tirent plutôt bien avec un taux de chômage limité à 5 % (quatre fois moins que les 15-24 ans). Mais il est vrai que les chiffres des seniors sont minorés par les dispositifs de mise à la retraite anticipée et de dispense de recherche d'emploi pour les plus de 57 ans.

Au total, les jeunes comptent dans leurs rangs 416 000 personnes à la recherche d'un emploi. Et avec la crise, leur situation se noircit encore. «Le chômage des jeunes augmente deux fois plus vite que celui du reste de la population [...] On peut considérer qu'il y aura entre 150 000 et 250 000 jeunes de plus au chômage cette année», prévient un document issu du cabinet du haut-commissaire à la Jeunesse, Martin Hirsch. «La situation de la jeunesse en recherche d'emploi n'était déjà pas très brillante. Avec la crise, on remarque que les jeunes sont les plus exposés face à la remontée du chômage», confirme Bernard Schricke, directeur de l'action France au Secours catholique. Pour lui, les 16-24 ans sont spécialement touchés «par la baisse des CDD et des missions d'intérim». Mais aussi par les plans sociaux lorsqu'ils bénéficient d'un CDI : derniers arrivés dans les entreprises, ils sont aussi souvent les premiers partants, leur faible ancienneté

rendant leur licenciement moins coûteux.

Pessimisme. Les difficultés récurrentes de la jeunesse à accéder à un travail stable ont des conséquences en chaîne : pas de revenus réguliers, pas de capacité financière pour accéder au logement, pas de possibilité de s'inscrire dans un parcours menant à l'autonomie. De quoi saper le moral de toute une génération. Une enquête internationale, menée pour le compte de la Fondation pour l'innovation politique en partenariat avec l'institut Kairos Future, témoigne de la très faible confiance en l'avenir des moins de 25 ans dans l'Hexagone. A l'affirmation «mon avenir est prometteur», seulement 26 % des jeunes Français répondent oui contre 60 % des jeunes Danois, 56 % des Américains, 49 % des Suédois et 36 % des Allemands. A l'affirmation «je suis certain que j'aurai un bon travail dans l'avenir», le pessimisme est également de mise : on compte 27 % de oui parmi les jeunes Français contre 60 % aux Etats-Unis et au Danemark, 43 % en Suède et 34 % en Allemagne. Ces résultats semblent signifier que la jeunesse française a acté l'idée selon laquelle elle vivra moins bien que ses aînés. Du reste, les statistiques économiques ne lui donnent pas vraiment tort : 20,2 % des 16-25 ans ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté (880 euros par mois pour une personne seule) contre 13 % pour l'ensemble de la population. Autre chiffre qui témoigne du fossé qui se creuse entre les générations : en 1975, les salariés de plus de 55 ans avaient en moyenne des revenus de 15 % supérieurs à ceux âgés de 30 ans. L'écart atteint désormais 40 %.

Solidarité familiale. Stagiaires, intérimaires, salariés en CDD, souvent les jeunes n'ont pas suffisamment travaillé pour prétendre à des allocations chômage. Exclut des prestations sociales type RMI avant l'âge de 25 ans, ils sont souvent tributaires de la solidarité familiale pour s'en sortir. «Ce qui est discriminant, c'est le soutien familial», pointe Nicole Maestracci, présidente de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (Fnars). Si la famille ne peut pas, n'a pas les moyens, si les relations parents-enfant ne sont pas au beau fixe, l'extrême précarité guette les jeunes. Ainsi les moins de 25 ans sont surreprésentés dans les structures d'hébergement gérées par les associations. «Ils représentent 20 % des accueillis, alors qu'ils ne sont que 9 % dans la population générale», fait observer la présidente de la Fnars. Une vie d'adulte qui commence dans des foyers de sans-abri.

(1) Insee. Informations rapides n°62 du 5 mars 2009.

Le travail dominical va revenir à l'Assemblée nationale (27.04)

Reuters - 27.04 Le Parlement sera saisi d'une nouvelle proposition de loi sur le travail dominical en juillet, a déclaré dimanche le ministre du Travail, annonçant le dépôt du texte pour "les toutes prochaines semaines".

Devant l'opposition de la gauche combinée à la fronde d'une partie de l'UMP, le précédent texte traduisant un engagement de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy avait été abandonné mi-décembre.

"Le dossier était bloqué, nous allons le débloquer", a assuré Brice Hortefeux sur Europe 1.

"Une proposition de loi sera déposée dans les toutes prochaines semaines et cela signifie très concrètement qu'un texte sera débattu en juillet et cette affaire sera donc réglée dans la concertation et l'équilibre", a ajouté le ministre du Travail qui a espéré une application de la loi "le plus tôt possible".

"Remettre sur le tapis cette histoire de travail du dimanche, c'est totalement décalé" en pleine crise économique, a dénoncé le socialiste Harlem Désir sur Radio J.

"Est-ce que vous croyez que les salariés de Continental et de Molex ont le sentiment que c'est une réponse à leur situation? Eux, ils aimeraient tout simplement travailler", a ajouté le député européen.

Face à la "montée phénoménale du chômage", il ne faut pas remettre à l'ordre du jour "une mesure de dérégulation qui ne créera aucune dynamique et aucun emploi", a-t-il estimé.

"NOUVELLE MÉTHODE"

Vendredi, le Parti socialiste défilera aux côtés des syndicats à l'occasion du 1er mai lors d'une manifestation d'une rare unité entre politiques et organisations syndicales.

Dans la rue et à l'Assemblée, selon Harlem Désir, "nous allons nous opposer avec une grande fermeté" à ce qu'il a qualifié "d'espèce de folie" de la droite à déréguler le marché du travail.

En décembre, l'examen de la proposition de loi rédigée par le député UMP Richard Maillé avait été interrompu et reporté en janvier avant d'être purement et simplement abandonné.

Dimanche, Brice Hortefeux a redoublé de précautions. Afin que cet engagement de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy soit tenu, le ministre du Travail a mis en avant une "nouvelle méthode".

"Je consulterai les partenaires sociaux - j'ai déjà commencé. Je consulterai aussi les autorités religieuses, catholiques et protestantes, pour bien souligner qu'il ne s'agit pas d'une remise en cause du repos dominical", a-t-il expliqué.

Dans le nouveau texte d'initiative parlementaire, il y aura des "règles simples" concernant "des zones bien définies", comme les grandes villes ou les zones touristiques et thermales. Et surtout, a-t-il insisté, le travail dominical se fera sur une base volontaire.

"Il ne doit y avoir dans mon esprit ni généralisation totale du travail du dimanche ni d'abolition du repos dominical mais prise en compte de l'aspiration de nos concitoyens qui souhaitent pour la plupart pouvoir faire leurs courses le dimanche", a-t-il ajouté.

Une semaine sociale sous le signe d'un 1er Mai historique (27.04)

AP - 27.04 Point d'orgue d'une semaine marquée mardi par une nouvelle journée de mobilisation des universités, et des manifestations de la communauté hospitalière contre la loi Bachelot, les salariés du public comme du privé se retrouveront dans les rues lors des défilés du 1er Mai qui s'annonce unitaire pour la première fois dans l'histoire syndicale.

Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, FSU et Solidaires appellent ensemble à manifester vendredi dans toute la France sur fond de multiplication des plans sociaux et de hausse continue du chômage depuis près d'un an, une première historique pour un 1er Mai.

Ces défilés doivent permettre de donner un prolongement aux deux précédentes journées de mobilisation unitaire et interprofessionnelle des 29 janvier et 19 mars derniers pour exiger un "changement de cap" de la politique économique et sociale du gouvernement face à la crise.

Une centaine de manifestations étaient déjà recensées par la CGT en date du 24 avril. A Paris, le cortège partira à 14h de la place Denfert-Rochereau pour un défilé jusqu'à la place de la Bastille.

Entre 1,2 et 3 millions de personnes, selon les sources, s'étaient mobilisées le 19 mars dans toute la France et les syndicats comptent faire descendre au moins autant de monde dans les rues vendredi.

Les syndicats veulent réussir un 1er Mai "d'une telle force en termes de mobilisation qu'il nous permette d'enfoncer encore des angles dans la politique du patronat et du gouvernement", selon la secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas.

Sans attendre le résultat de cette troisième journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle, les syndicats, qui exigent un changement de politique en matière d'emploi, de salaires et de protection sociale face à la crise, ont prévu de se rencontrer dès lundi à partir de 17h au siège de FO à Paris pour envisager des suites.

Symboliquement, cette réunion aura lieu alors que Bercy diffusera lundi en début de soirée le nombre de chômeurs inscrits au Pôle emploi en mars, un chiffre attendu en hausse pour le 11e mois consécutif. En février, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A avait connu une hausse de 3,5%, soit 79.900 chômeurs de plus. Dimanche, le ministre du Travail Brice Hortefeux a laissé entendre que les chiffres "ne seront certainement pas bons".

Par ailleurs, les principaux syndicats de l'Enseignement supérieur appellent les étudiants et les enseignants-chercheurs à une nouvelle journée de manifestations un peu partout en France mardi contre la politique du gouvernement dans leur secteur, alors que la contestation dans les universités entrera dans sa treizième semaine.

Mardi également, la communauté hospitalière dans son ensemble -des personnels non-soignants au "mandarins" en passant par les praticiens et les internes- appelle à manifester dans plusieurs villes de France contre la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST), notamment accusée par ses détracteurs de mettre les hôpitaux en concurrence et d'ouvrir la porte à une médecine "mercantile". A Paris, une grande manifestation est attendue à partir de 11h des abords de la gare Montparnasse jusqu'au Sénat où le texte doit être présenté en mai.

Après les universités, les hôpitaux en conflit (27.04)

Reuters - 27.04 Médecins hospitaliers et syndicats (CFDT, CGT, Sud) appellent à faire grève et à manifester massivement mardi contre la loi Bachelot sur les hôpitaux, qui suscite une opposition grandissante.

Tous reprochent à ce projet de donner trop de pouvoirs aux directeurs d'hôpitaux au détriment du corps médical, des patients et de transformer l'hôpital en entreprise.

Le gouvernement tente pour sa part de désamorcer un conflit qui risque de prendre la tournure de celui des universités. Il a annoncé qu'il ne reprendrait pas à son compte deux amendements votés par les députés en première lecture.

Il ne devrait donc pas y avoir de loi sur les dépassements d'honoraires, ni de projet de réglementation visant la liberté d'installation des futurs médecins.

Nicolas Sarkozy avait reçu mercredi soir quelques médecins hospitaliers pour un "échange informel" sur la réforme.

Cependant, la volonté du chef de l'Etat de ne voir "qu'un seul patron à l'hôpital" s'est traduite dans la loi "Hôpital, patients, santé et territoires" de la ministre de la Santé et ce projet suscite toujours une vive opposition.

Le volet hospitalier du projet de loi sera examiné par le Sénat à partir du 11 mai.

"Nous serons beaucoup dans la rue le 28 avril", a affirmé le professeur Bernard Granger la semaine dernière lors d'une conférence de presse réunissant des représentants de la communauté médicale.

Pour la Fédération CGT de la Santé, cette loi "néfaste" pour le service public et l'égalité d'accès aux soins "n'est ni amendable, ni négociable". Il "faut la retirer."

AMÉLIORATIONS AU SENAT

"Nous devons nous faire entendre car aujourd'hui, seuls les lobbies, les plus libéraux (...) pratiquant les dépassements d'honoraires sont plus écoutés que les véritables défenseurs du service public", déclare-t-elle dans un communiqué.

Dans Libération, 25 grands noms de la médecine parisienne ont réitéré cette semaine leur appel, jugeant insatisfaisantes les réponses de la ministre de la Santé et se défendant d'être des "mandarins accrochés à leur pouvoir."

Il y a dix jours, ils avaient affirmé qu'ils ne participeraient pas à la nouvelle gouvernance de l'hôpital tant que celle-ci transformait l'hôpital en entreprise.

"Pourquoi la ministre cache-t-elle la finalité de sa réforme: aligner la tarification du secteur public sur celle du secteur privé?" demandent-ils notamment.

Ils s'étonnent également de l'urgence du gouvernement à légiférer alors qu'une réforme venait d'être mise en place par son prédécesseur.

Sur BFM-TV, Roselyne Bachelot a admis que son projet était "perfectible" tout en soulignant l'avoir déjà beaucoup amendé.

"Et bien sûr nous allons l'améliorer encore au Sénat et faire des avancées sur la direction des hôpitaux", a-t-elle ajouté.

La ministre a évoqué "un processus d'équipe entre un directeur, évidemment responsable, mais qui s'appuie sur un directoire à majorité médicale et dont le vice-président sera un médecin, ou un homme ou une femme de santé."

Le chômage poursuit sa hausse, 63.400 demandeurs d'emploi de plus en mars (28.04)

AP - 28.04 Le nombre de chômeurs inscrits au Pôle emploi en catégorie A a augmenté de 2,7% en mars, soit 63.400 demandeurs d'emploi supplémentaires, a annoncé lundi soir le ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi. C'est le onzième mois consécutif de hausse. Sur un an, la hausse est de 22,1%.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A à la fin mars "s'établit à 2.448.200 en France métropolitaine fin mars 2009", précise Bercy dans un communiqué.

Les demandeurs d'emploi de catégorie A sont les chômeurs disponibles immédiatement et n'exerçant aucune activité réduite.

A la fin mars, 1.032.500 personnes inscrites à Pôle emploi exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B et C), selon le ministère.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté en mars de 3,1% pour les hommes et de 2,2% pour les femmes. Le chômage des jeunes de moins de 25 ans progresse de 4% (+35,8% sur un an), contre 2,4% pour les 25-49 ans (+20,1% sur un an) et 2,1% pour les 50 ans et plus.

Prenant note de "cette nouvelle hausse significative qui est légèrement inférieure à celles enregistrées en janvier et en février", la ministre de l'Economie Christine Lagarde a mis en avant la prochaine mise en oeuvre du plan d'urgence contre le chômage des jeunes, d'un montant de 1,3 milliard d'euros, présenté la semaine dernière par le président Nicolas Sarkozy.

Ce plan, a-t-elle rappelé dans un communiqué, prévoit notamment "une relance massive des dispositifs de formation en alternance", avec le recrutement de 320.000 apprentis à partir du 1er juin. La ministre a ajouté que le projet de loi relatif à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie serait présenté mercredi en conseil des ministres.

"Nous savons que nous aurons des chiffres du chômage qui seront difficiles pendant toute l'année 2009, comme dans tous les pays développés aujourd'hui, certains étant d'ailleurs étant plus frappés que notre pays", avait observé plus tôt dans la journée le Premier ministre François Fillon en marge d'un déplacement à Mulhouse. "Le chômage, il augmente en raison de la crise économique internationale. C'est donc la solution à cette crise économique qui permettra de réduire le chômage", a-t-il expliqué.

"Ce que nous faisons pour le moment, c'est de faire en sorte que tous les dispositifs publics soient mobilisés pour aider les entreprises à passer les moments difficiles sans avoir à recourir au chômage", a rappelé le chef du gouvernement. Et "nous multiplions les systèmes pour aider ceux qui sont, malgré tout, frappés par le chômage à entrer en formation et à retrouver rapidement un travail."

La première secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry a pour sa part évoqué dans un communiqué un chiffre du chômage "catastrophique", derrière lequel "se cache toute la détresse des Français qui se débattent dans la crise et que le gouvernement refuse d'entendre".

De fait, Mme Aubry appelle le président Nicolas Sarkozy à "faire enfin le choix d'une stratégie de relance massive, s'appuyant sur un soutien de la consommation et sur une vraie stratégie d'investissements dans la croissance verte pour des emplois durables".

Des mineurs retraités occupent leur caisse de Sécurité sociale à Metz (28.04)

Liberation.fr - 28.04 Entre 200 à 300 mineurs de fer retraités occupent depuis lundi leur caisse régionale de Sécurité sociale à Metz, la Caisse d'assurance régionale minière (Carmi), pour protester contre le manque de médecins salariés du régime minier.

L'occupation de la Carmi de l'Est devait se poursuivre dans la nuit de lundi à mardi par un groupe d'une trentaine de manifestants, qui ont décidé de camper sur place sur des matelas de fortune. Devant le bâtiment, les manifestants, dont la moyenne d'âge est de 75 ans, selon un porte-parole, ont déployé une banderole indiquant : Occupation pour le droit à être soigné.

Le secrétaire régional de la fédération CGT des mines de fer, Jean Markun, indique que la moitié des dispensaires doit disparaître et que le nombre des médecins salariés du régime minier est en chute libre : C'est la destruction d'un régime spécifique, on liquide le régime minier.

Une délégation a été reçue dans l'après-midi à la préfecture en présence de représentants de la Ddass (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales), sans résultat. Mardi, une réunion tripartite avec un représentant du préfet et le président de la Carmi doit avoir lieu. Des bus affrétant des mineurs retraités doivent revenir sur place.

Hôpitaux: mobilisation historique contre le projet Bachelot (30.04)

AP - 29.04 L'hôpital se mobilise contre le projet de loi Bachelot. "Mandarins", simples praticiens, infirmières, aides soignantes et personnels administratifs, ils étaient entre 8.000 et 18.000 selon les sources à défilé ensemble mardi à Paris contre ce texte, accusé par ses détracteurs de "transformer l'hôpital en entreprise".

A l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, où des préavis de grève avaient été déposés, la mobilisation a atteint des records historiques parmi les personnels médicaux avec 50,1% de grévistes effectifs, chiffre qui montait à 73,1% en comptant le personnel assigné pour assurer la continuité des soins, selon la direction de l'AP-HP.

Alors que des rassemblements avaient lieu dans plusieurs villes de province selon les syndicats, dans la capitale, c'est un cortège massif dominé par les blouses blanches, comptant entre 8.000 (police) et 18.000 manifestants (CGT), qui a sillonné les rues à la mi-journée, des abords de la gare Montparnasse jusqu'au Sénat où le texte doit être discuté à partir du 11 mai.

"Pour la qualité et l'égalité d'accès aux soins. Défendons l'hôpital public. Contre la suppression des emplois. Contre l'hôpital-entreprise", pouvait-on lire sur la banderole ouvrant la marche, derrière laquelle plusieurs grands noms de l'hôpital public avaient symboliquement pris la tête de la contestation.

On comptait notamment le Pr André Grimaldi, chef du service diabétologie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, le Pr Marie-Germaine Bousser, chef du service neurologie de l'hôpital Lariboisière à Paris, le Pr Laurent Lantieri, chef du service de chirurgie plastique et reconstructrice à l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, le Pr René Frydman, chef du service obstétrique de l'hôpital Bécclère de Clamart (Hauts-de-Seine), ou encore le Pr Bernard Debré, chef du service urologie de l'hôpital Cochin et député UMP de Paris, autant de "pontes" peu habitués aux banderoles et pancartes.

Plusieurs personnalités politiques du Parti socialiste étaient également venues soutenir les manifestants, notamment Claude Bartolone, Jean-Paul Huchon ou encore Jean-Marie Le Guen.

La réforme Bachelot revoit notamment la gouvernance des hôpitaux en renforçant le rôle des directeurs pour qu'ils deviennent "les vrais patrons", la principale mesure dénoncée par les médecins dont les protestations ont rencontré sur le terrain la colère des syndicats de personnels concernant les suppressions de postes, les fermetures de lits et les restrictions budgétaires.

"La loi ne reconnaît que des structures de gestion. On ne gère pas un hôpital comme une entreprise", a déclaré le Pr Grimaldi. "On va donner tous pouvoirs à des directeurs d'hôpitaux qui viendront du privé et pourront juger d'une activité sur des critères de rentabilité. On ne peut pas transformer le service public en un système de business", a-t-il dénoncé.

Face à cette fronde, la ministre de la Santé Roselyne Bachelot, interpellée lors des questions à l'Assemblée nationale par Jean-Marie Le Guen, a assuré vouloir "sauvegarder le statut public de l'hôpital public, qui est le joyau de notre système de santé". Elle a également dit vouloir "remettre les médecins au cœur de la gouvernance de l'hôpital public" et renforcer leurs pouvoirs "au sein du directoire, au sein des pôles par de véritables délégations de gestion".

Dans un appel diffusé dans le journal "Libération" le 23 avril, 25 grands noms de la médecine hospitalière -dont ceux qui participaient au défilé de mardi- avaient déjà répondu à plusieurs de ces affirmations, notamment sur la hausse du budget de l'hôpital public de 3,1%. La ministre "ignore-t-elle que le simple maintien de l'activité, en l'état, nécessiterait une augmentation de 4,1%?", écrivent-ils.

"Quelle urgence y avait-il à légiférer alors qu'une réforme venait d'être mise en place par son prédécesseur?", s'interrogent par ailleurs les signataires, en référence au plan Hôpital 2012, annoncé par Xavier Bertrand en février 2007 alors qu'il était ministre de la Santé.

Ce plan avait été lancé dans la continuité du plan Hôpital 2007, qui avait notamment instauré dès 2004 la "tarification à l'activité", déjà dénoncée à l'époque par les syndicats comme une "mise en concurrence" des établissements.

Echec des négociations européennes sur la semaine de 48 heures (30.04)

La Tribune - 28.04 L'Union européenne a échoué après cinq années d'âpres discussions à trouver un accord sur la durée minimale du temps de travail hebdomadaire.

Après cinq années de combats entre partisans d'une approche plus sociale et avocats de la flexibilité, l'Europe a échoué mardi à réviser la loi sur le temps de travail, qui permet aujourd'hui à une majorité de pays de déroger à la semaine maximale de travail de 48 heures.

"L'échec s'explique par le manque de sensibilité sociale de la part d'une minorité de pays, menés par le Royaume-Uni, qui continuent à voir l'Europe comme un simple marché", a estimé mardi l'eurodéputé espagnol socialiste Alejandro Cercas.

Le Parlement européen, les pays de l'UE et la Commission européenne ont annoncé mardi matin ne pas avoir trouvé d'accord au cours d'une négociation de la dernière chance dans la nuit.

Les eurodéputés insistent pour introduire dans la loi révisée une date marquant la fin de toute dérogation à la règle en vigueur dans l'UE qui prévoit une semaine de travail maximale de 48 heures. Ce qui a été refusé par les gouvernements de l'UE.

Aujourd'hui, 15 pays de l'UE sur 27 recourent à des dérogations.

M. Cercas a résolument placé cette bataille sur le terrain électoral, à cinq semaines du scrutin européen: "J'espère que les travailleurs vont comprendre qu'il faut donner du pouvoir au Parlement", apte à s'opposer à "une mentalité arriérée du 19e siècle".

"Le résultat des pourparlers a sans aucun doute été influencé par les prochaines élections", a reconnu le ministre tchèque du Travail, Petr Necas, dont le pays préside l'UE.

Les 27 pays européens étaient péniblement tombés d'accord en juin 2008 pour encadrer légèrement mieux -en instaurant un plafond (60 ou 65 heures)- ces dérogations que les patrons peuvent actuellement négocier individuellement avec leurs employés.

Cinq pays -l'Espagne, la Belgique, la Grèce, la Hongrie et Chypre- s'étaient alors abstenus, critiquant vivement le compromis et appelant à un arbitrage musclé du Parlement. La France, traditionnellement dans le clan de "l'Europe sociale", avait accepté l'accord controversé.

Mais en décembre, le Parlement européen rejetait à une large majorité l'accord, exigeant la fin de toute dérogation. Position que ses négociateurs ont maintenue jusqu'au bout.

L'intérêt d'une révision de la loi pour les pays européens était de se mettre en règle sur les "temps de garde" de nombreuses professions comme les médecins ou les pompiers.

Des arrêts de la Cour de justice européenne ont précisé que les temps de garde devaient être comptabilisés comme du temps de travail. Or la quasi totalité des pays de l'UE sont en infraction par rapport à cette jurisprudence, notamment dans les hôpitaux aux budgets serrés.

Ils proposaient de ne pas compter tous les temps de garde comme du travail, dans le texte révisé. Une régression pour les travailleurs, selon les eurodéputés.

"Les eurodéputés ne sont pas prêts à accepter un texte qui améliorerait pourtant la situation des employés et conduirait à un marché du travail plus flexible", a jugé M. Necas.

Le commissaire européen au Travail, Vladimir Spidla, s'est déclaré "extrêmement déçu", mais a jugé les positions "irréconciliables".

Pour la Confédération européenne des syndicats, "ce n'est pas une victoire pour l'Europe sociale" car "la dérogation individuelle (à la semaine maximale de 48 heures) aurait clairement dû être mise en suspens".

L'organisation patronale européenne BusinessEurope s'est dite "satisfaite" de son maintien, qui "améliore la compétitivité" et "permet aux travailleurs de faire des heures supplémentaires".

La Commission devra désormais s'atteler à ébaucher une nouvelle proposition, mais elle pourrait aussi théoriquement engager des procédures d'infractions à l'encontre de presque tous les pays de l'UE.

Commentaire : il faut être sourd et aveugle pour ne pas comprendre qui détient le pouvoir au sein de l'UE. Le Parlement européen ne sert qu'à cautionner, légitimer, les directives scélérates dictées par la Commission, en réalité par les chefs d'Etat dont dépend la Commission européenne.

Universités : la coordination nationale appelle à "ne pas tenir les examens " (30.04)

LeMonde.fr - 30.04 La 9ème coordination nationale des universités, réunie mercredi 29 avril à l'université Paris IV-Sorbonne, a appelé les enseignants-chercheurs et les personnels non-enseignants à "ne pas organiser les examens et ce jusqu'à satisfaction de [ses] revendications ". Cet appel, intitulé "Nous ne tiendrons pas les examens !" a été voté par les représentants de 73 établissements universitaires.

La coordination, où sont représentées toutes les composantes du mouvement universitaire, avait lancé le mot d'ordre initial de grève à partir du 2 février pour protester, notamment, contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs. Elle attribue au gouvernement "l'entière responsabilité" de la situation actuelle situation de blocage "qui a entraîné une suspension des cours depuis trois mois dans la plupart des

universités".

FAIBLE PARTICIPATION À LA MANIFESTATION MERCREDI

Dans la même motion, la coordination refuse "d'évaluer les enseignements qui, soit n'ont pas été dispensés (...) ou bien qui ont été dispensés dans des conditions de grève ne permettant pas un accès équitable des étudiants à ces contenus". "Si les ministres [de l'enseignement supérieur, de l'éducation nationale] tiennent à ce que les étudiants retournent en cours, alors qu'ils écoutent enfin la communauté universitaire", a déclaré Sarah Hatchuel, professeur d'anglais à l'université du Havre et l'une des porte-parole du mouvement.

Cet appel, signe supplémentaire de radicalisation, a été lancé au lendemain d'une journée de manifestations marquée par la plus faible participation depuis le début du mouvement. Selon ses représentants, ce mouvement évolue dans ses formes, mais ne faiblit pas. La coordination affirme que, sur 83 universités, 49 retiennent les notes du premier semestre, 51 sont en grève totale ou partielle, 44 sont bloquées, et 14 ont appelé au boycott des jurys de baccalauréat où siègent des professeurs d'université.

Le 1er mai, les universitaires sont appelés à se joindre aux cortèges unitaires organisés par les syndicats.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Politique et social

- Le chômage en hausse pour le 13e mois consécutif (26.06)
- Ardennes : trois dirigeants d'une société retenus dans leur usine libérés (23.06)
- Débrayage chez Alcatel à Strasbourg contre un accord avec HP (23.06)
- Borloo a-t-il boosté Cohn-Bendit aux européennes? (23.06)
- La construction perdra près de 50.000 emplois en 2009 (18.06)
- Le "Grenelle 1" adopté par l'Assemblée à la quasi-unanimité (18.06)
- Grève à Pôle emploi, jeudi (18.06)
- Nicolas Sarkozy plaide pour un monde social régulé (17.06)
- Retraites: Laurence Parisot veut "un débat national et public" (17.06)
- Revenu de solidarité active : taxez plutôt vos parents (17.06)
- Les Verts veulent "transformer l'essai" en affirmant leur autonomie (16.06)
- L'âge de départ à la retraite bientôt relevé ? (16.06)
- Assemblée nationale : la commission des lois durcit le texte de Christian Estrosi sur les bandes (13.06)
- Woerth veut renforcer les contrôles des arrêts maladie (13.06)
- La loi Hadopi censurée par le Conseil constitutionnel (11.06)
- A Molsheim, Osram propose une baisse de salaire ou la porte (11.06)
- Débrayages à la SNPE de Bergerac et Saint-Médard-en-Jalles (11.06)
- Les dirigeants de la papeterie de Malaucène retenus par les salariés (11.06)
- Le PS cherche sa route après la déroute (10.06)
- Le portrait bobo des électeurs écolos (10.06)
- L'influence de "Home" sur le vote aux européennes fait débat (09.06)
- Europe Ecologie, ce que durent les roses (09.06)
- «Jamais la France et les Etats-Unis n'ont été aussi proches» (07.06)
- Flambée du chômage en France début 2009 (05.06)
- Au Leclerc d'Ibos, une banderole sur "les salaires les plus bas" a déplu (05.06)

- Cinq salariés racontent la crise de l'intérim. (31.05)
- Continental: 50.000 euros de prime de départ pour chacun des salariés. (31.05)
- L'impair royal de Nicolas Sarkozy (30.05)
- 58.500 chômeurs supplémentaires en avril (30.05)
- Les salariés de RFI entament leur troisième semaine de grève (28.05)
- "La baisse de combativité des Français est purement et simplement un effet d'abatement" (28.05)
- 45% des Français estiment être touchés par la crise (28.05)
- Social : pas de mobilisation massive mardi (27.05)
- Une quatrième journée de mobilisation sociale faiblement suivie (27.05)
- "Les grèves d'un jour tous les deux mois ne servent à rien" (27.05)
- Lutte frontale pour la gauche radicale (26.05)
- UE: 78% des Français se sentent plus fort grâce à la construction européenne (26.05)
- La grève secteur par secteur (26.05)
- Le JO publie un décret contraignant sur l'emploi des seniors (26.05)

- Travailler à la maison pendant un congé maternité? (26.05)
- Début de l'examen d'un texte UMP sur le prêt de main-d'oeuvre (26.05)
- Mobilisation interprofessionnelle, mardi, sans appel national à la grève (25.05)
- La baisse ou le gel des salaires se banalise dans les entreprises françaises (22.05)
- Mouvement social des salariés d'EDF et GDF (22.05)
- Des salariés de Continental manifestent devant la Bourse à Paris (19.05)
- La fièvre monte au CHU de Lille (16.05)
- Xavier Bertrand appelle les responsables politiques à ne pas "légitimer" la violence comme "forme d'action syndicale" (16.05)
- Hôpitaux: plusieurs milliers de manifestants à Paris (15.05)
- Debré : "La grogne n'est pas près de s'arrêter" (14.05)
- Sarkozy veut des résultats sur la valeur ajoutée d'ici l'été (14.05)
- 74 % des Français opposés à la réforme de l'hôpital (14.05)
- "Hôpitaux : "Nicolas Sarkozy n'a pas remis en cause le pilotage conçu par Roselyne Bachelot" (13.05)
- "C'est un des fondements de la laïcité de l'enseignement qui est mis en cause" (12.05)
- Ce rapport qui veut réformer les CHU (12.05)
- Grève des chauffeurs de bus et tramways, trafic quasi nul (12.05)
- Tarn: proposition de reclassement en Inde pour un salaire mensuel de 69 euros (12.05)
- L'usine Contitech-Anoflex dans le Rhône bloquée par les salariés (08.05)
- Les salariés du groupe PPR manifestent contre les réductions d'effectifs (08.05)
- 3 SUISSSES - 500 manifestants perturbent un CE extraordinaire dans le Nord (06.05)
- Plusieurs milliers de sages-femmes manifestent à Paris (06.05)
- Forte mobilisation des gardiens de prison en France (05.05)
- Mobilisation nationale des personnels (hospitaliers) le 14 mai (02.05)
- La mobilisation pour le 1er mai deux fois moins forte qu'en mars (02.05)
- Mouvement social dans les prisons à partir de lundi (02.05)
- Molex, Caterpillar, Continental : des actions coups de poing pour faire réagir des actionnaires lointains (01.05)
- Chez Citroën Aulnay, le discours radical de LO trouve une écoute nouvelle (01.05)
- Le chômage au plus haut depuis près de cinq ans dans la zone euro (01.05)

Le chômage au plus haut depuis près de cinq ans dans la zone euro (01.05)

AP - 30.04 Le taux de chômage dans les 16 pays de la zone euro a atteint en mars son plus haut niveau depuis près de cinq ans, à 8,9% de la population active, comme en novembre 2004, contre 8,7% en février, a annoncé Eurostat jeudi.

Sur la totalité de l'Union européenne, le chômage frappait 8,3% de la population active en mars, contre 8,1% en février, précise l'institut européen des statistiques. Quelque 20 millions de personnes sont à la recherche d'un emploi, soit 4 millions de plus qu'en mars.

Le chômage poursuit donc sa progression en cette période de récession économique. La construction et l'industrie restent très pénalisées par une faible demande.

L'UE table sur environ 3,5 millions d'emplois perdus sur l'ensemble des 27 Etats-membres en 2009, mais les patrons plus pessimistes évoquent 4,5 millions.

L'Espagne, particulièrement touchée par la crise de la construction, affiche le taux de chômage le plus élevé des Vingt-Sept, à 17,4%. Dans ce pays, plus d'un tiers des moins de 25 ans cherchent un travail. Les trois autres éléments du peloton de queue sont les pays baltiques - Lettonie (16,1% de chômage), Lituanie (15,5%) et Estonie (11%)-, qui ont connu une forte croissance depuis leur entrée dans l'UE en 2004 mais sont très éprouvés par la crise mondiale actuelle.

Par ailleurs, l'inflation s'est maintenue à un niveau bas record de 0,6% en avril, en raison largement de la chute des prix du pétrole, à leur plus haut en juillet 2008.

Chez Citroën Aulnay, le discours radical de LO trouve une écoute nouvelle (01.05)

Le Monde 30.04 Devant l'immense grille de l'usine Citroën à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, les pneus incendiés lors de la descente des "copains" de l'équipementier sous-traitant Lear, en grève contre les licenciements, et le débrayage contre le travail du samedi, ont été éteints. Les "Citron" sont rentrés dans les ateliers mais, depuis quelques semaines, l'ambiance sociale a changé. Et les militants de Lutte ouvrière (LO) ne cachent pas que leur discours commence à prendre.

Voilà près de vingt-cinq ans que l'organisation trotskiste a décidé de s'implanter dans ce bastion ouvrier de la région parisienne. Une poignée d'activistes se sont établis en 1984 dans les ateliers, au ferrage, à la peinture ou au montage. Et, lentement, ils ont construit leur recrutement jusqu'à diriger aujourd'hui la section CGT et compter une vingtaine d'adhérents.

"LE NPA NE PREND PAS ICI"

Ils sont désormais les seuls politiques. Le PCF a disparu depuis que son dernier militant est parti à la retraite et le NPA n'est pas parvenu à recruter dans l'entreprise. Deux fois par semaine, les militants de LO s'affichent en distribuant leur "bulletin d'entreprise" qui raconte en détail les tracasseries et vexations infligées par les "chefs" ou les petites victoires des ouvriers. "C'est LO qui a repris le relais des communistes à l'usine. Besancenot est bien venu une fois, mais le NPA prend pas ici", témoigne Kamel Kana, élu SUD au comité d'entreprise.

Depuis le succès de la journée de manifestations interprofessionnelles du 19 mars, l'atmosphère des ateliers est devenue plus revendicative et les microconflits se multiplient. "On discute moins foot et gamins, plus de la prochaine grève. Beaucoup nous demandent pourquoi il faut attendre le 1er mai pour se faire entendre", remarque Agathe Martin, magasinnière. Avec la crise sociale et les menaces sur l'emploi dans le secteur automobile, le discours très lutte de classe de l'organisation trotskiste semble marquer des points. "Jusqu'alors on était compris par le seul milieu militant syndical et radical. Mais aujourd'hui, quand on dit que ce n'est pas à nous de payer la crise, ça passe, même dans une frange qui se mobilise peu d'habitude", renchérit Jean-Pierre Mercier, cariste et délégué central du groupe PSA. "On n'est plus décalé quand on explique aux gars qu'on a besoin d'une société construite sur les besoins des gens et pas sur les profits des patrons", assure encore Philippe Julien, délégué CGT.

Ayant ramé depuis de longues années dans une usine réputée pour son management dur, ces militants ont l'impression de récolter enfin le fruit d'un travail de fourmis. Pas facile de "tenir" des mois en intérim, sans retard ni arrêt maladie, en cachant son appartenance politique et refoulant toute rebuffade.

Le succès se mesure ici à de petits détails : les histoires toujours plus nombreuses que les collègues leur demandent de publier, le nombre de journaux vendus ou de vignettes placées pour la fête annuelle de LO, la participation croissante aux réunions à côté de l'usine... Autant de signes tangibles d'une radicalisation ressentie. Mais aussi d'une réelle reconnaissance. "On a besoin d'eux", souligne M. Kana. "Les gars ont compris qu'on s'intéresse vraiment à leur sort. Ici, ceux qui veulent juste faire un coup en venant à la porte de l'usine se plantent", insiste Philippe Julien. Le rendez-vous du 1er mai restera cependant syndical dans le cortège "CGT Aulnay".

Mollex, Caterpillar, Continental : des actions coups de poing pour faire réagir des actionnaires lointains (01.05)

Le Monde 30.04 Séquestration ou "retenue" de dirigeants, blocages de sites, dégradation de locaux : les actions radicales de salariés en colère se multiplient à l'annonce de la fermeture d'une usine, de suppressions d'emplois ou au cours de la négociation d'un plan social.

La plupart des entreprises concernées ont un point commun : elles appartiennent à des grands groupes étrangers. Ceux-ci sont en majorité américains, comme l'équipementier automobile Mollex, le groupe industriel diversifié 3 M, le fabricant de véhicules de chantier Caterpillar, mais aussi britanniques (le spécialiste des adhésifs Scapa), allemands (les pneumatiques Continental) ou japonais (le géant de l'électronique Sony). Et ce n'est pas un hasard.

Dans ces conflits, "les syndicats ont le sentiment d'être face à des interlocuteurs qui ne sont pas les décideurs, et cette sensation d'être face à un mur peut conduire à des actions dures", note Jean-François Carrara, directeur du département emploi et mobilité chez Algoé, cabinet de conseil en management.

Certes, conformément au droit français, les comités d'entreprise (CE) sont réunis pour mener la procédure du plan social. Mais quand les dirigeants locaux, qui les président, "disent aux élus du CE que les décisions ne se prennent pas sur place mais aux Etats-Unis ou à Londres, les délégués se demandent à quoi ils servent, ce qui peut engendrer de la violence", relève Jean-Paul Bouchet, secrétaire général adjoint de la CFDT Cadres.

A Mantes-la-Jolie (Yvelines), l'occupation de l'usine FCI Microconnexions, qui a débuté le 24 février, a duré six semaines. Craignant une

délocalisation à court terme vers le site de Singapour, les salariés en grève demandaient, en vain, à connaître les volumes de production et les comptes de leur division. Lassés, une centaine d'entre eux ont retenu durant quatre heures leurs dirigeants au siège versaillais de l'entreprise, le 30 mars : "Je suis persuadé que la raison principale du pourrissement du conflit est que nous n'avions pas d'interlocuteur, le centre de décision étant l'actionnaire américain Bain Capital, estime Eric Sheltienne, le délégué CGT. Nous avons demandé à être reçus par un responsable de Bain Capital, mais personne ne s'est déplacé."

"TERRITOIRES EN DIFFICULTÉ"

Cette distance se double d'un "décalage culturel", souligne Arnaud Marion, président de Trans Consult International, cabinet conseil en gestion de crise : "Les grands groupes étrangers sont à mille lieux de notre système complexe de droit social et de dialogue social, et les dirigeants des filiales françaises ne parviennent pas à se faire entendre de leurs chefs" à l'étranger. D'où ces dialogues de sourds.

L'autre caractéristique est le type de population touchée. Ce sont en général "des non-cadres, dont la faible qualification leur donne le sentiment qu'ils ne pourront pas rebondir une fois licenciés", analyse M. Bouchet.

D'autant que ces "entreprises sont implantées dans des territoires en difficulté, où les salariés ont l'impression de jouer leur vie en perdant leur emploi", explique José Allouche, codirecteur de la chaire Restructuration à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Paris-1 - Sorbonne. C'est ce que Martin Richer, directeur général de Sécafi (filiale du groupe Alpha), cabinet d'expertise au service des comités d'entreprise, nomme le "syndrome de la zone rurale". "Ce sont, dit-il, des bassins d'emploi peu dynamiques, un peu au milieu de nulle part", comme le site de 3M, à Pithiviers (Loiret), ou encore de Molex, à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne).

D'autre part, selon M. Richer, ces entreprises "appartiennent au secteur des biens intermédiaires, qui ne se soucient pas de leur image. Ce sont même souvent leurs clients - d'autres entreprises - qui sont demandeurs de restructurations, voire de délocalisations".

Des actions coups de poing ont aussi eu lieu dans des entreprises franco-françaises répondant à certains de ces critères. Chez Faurecia (filiale de PSA), trois cadres ont été retenus le 9 avril durant cinq heures à Brières-les-Scellés (Essonne), où 360 postes vont être supprimés. De même, chez FM Logistic, à Woippy (Moselle), où le site doit fermer, cinq dirigeants ont été retenus une douzaine d'heures le 22 avril.

Mouvement social dans les prisons à partir de lundi (02.05)

AP 30.04 A l'issue d'un rendez-vous jeudi matin avec la ministre de la Justice, Rachida Dati, les principaux syndicats de l'Administration pénitentiaire ont décidé de maintenir le mouvement social qui doit débiter lundi dans les établissements pénitentiaires et qui devrait se traduire par la grève des extractions.

"La ministre n'a pas assez entendu les souffrances pénitentiaires et rien de concret n'a été apporté, alors même que nous approchons d'un conflit qui marquera durablement l'Administration pénitentiaire!", écrivent jeudi dans un communiqué commun la CGT-Pénitentiaire, l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP) et le Syndicat national pénitentiaire-FO.

Les syndicats dénoncent des conditions de travail de plus en plus dégradées, un manque de personnel criant. Dans un premier temps, les extractions et les transfèrements seront bloqués ce qui, par ricochet, devrait perturber les audiences correctionnelles ou d'assises.

De son côté, le ministère de la Justice assure que cette réunion "a permis de s'assurer que les engagements qui avaient été pris ont été respectés et de faire des avancées nouvelles sur des sujets majeurs", selon un communiqué publié par la Chancellerie.

Selon la CGT Pénitentiaire, le ministère aurait demandé à la direction de l'Administration pénitentiaire d'engager des mesures disciplinaires contre les grévistes.

Le nombre de personnes incarcérées en France a connu une nouvelle hausse en avril avec 63.351 détenus contre 62.700 détenus le mois précédent.

La mobilisation pour le 1er mai deux fois moins forte qu'en mars (02.05)

Reuters 01.05 Ce recul va compliquer la tâche des syndicats, qui doivent se réunir lundi pour déterminer leur stratégie face au gouvernement, lequel n'entend pas modifier sa ligne privilégiant l'investissement malgré trois mobilisations successives.

Le ministère de l'Intérieur a dénombré 450.000 manifestants dans le pays, contre 1,2 million le 19 mars et la CGT 1,2 million, soit moitié moins que la fois précédente.

A Paris, les manifestants étaient 160.000, selon les syndicats, et 65.000 d'après la police, également en fort recul, de même que dans la plupart des grandes villes de province.

Pour la première fois unis le jour de la fête du Travail, les huit syndicats misaient au départ sur une mobilisation accrue pour contraindre Nicolas Sarkozy à prendre de nouvelles mesures sur l'emploi et le pouvoir d'achat.

Ils se sont donc efforcés de relativiser leur contre-performance, soulignant qu'il y avait quatre à cinq fois plus de monde que lors des habituels défilés du 1er mai.

"On a une mobilisation qui est très significative et qui est importante, donc, il faudrait que le gouvernement arrête ce regard de haut, en disant: 'C'est une manifestation de plus'", a déclaré François Chérèque, dirigeant de la CFDT.

Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a estimé que cette journée démontrait "l'ancrage d'un mécontentement dans le pays".

"Le président de la République, le gouvernement et le patronat auraient tort de banaliser la situation alors que 70% de Français approuvent la démarche des syndicats", déclare la CGT dans un communiqué.

Jean-Claude Mailly, le chef de file de Force ouvrière, a estimé que ce reflux de la mobilisation justifiait son appel à changer de méthode, par exemple en lançant une grève de 24 heures. "On ne va pas faire des manifs tous les mois. Moi, j'appelle à monter d'un cran", a-t-il dit sur BFM-TV

"LA CRISE, C'EST EUX"

Dans les cortèges, l'annonce par le gouvernement de son intention de relancer son texte sur le travail dominical a fourni un nouveau motif de colère aux manifestants, alors que le chômage a poursuivi son envolée en mars.

"La crise c'est eux, la solution c'est nous", "Sarko nous l'a promis, Sarko nous a menti" ou "On ne paiera pas pour les banquiers", proclamaient des banderoles.

A Marseille, il y avait 35.000 manifestants selon les syndicats, entre 8.000 et 10.000 d'après la police, contre les centaines de milliers revendiqués le 19 mars par les organisations.

A Lyon, entre 10.000 personnes selon la police et 15.000 d'après les syndicats ont manifesté, contre 20.000 à 45.000 le 19 mars.

Même cas de figure à Bordeaux, où les manifestants étaient 13.500 selon la police et 33.000 selon la CGT, soit moins de la moitié que les fois précédentes.

Dans plusieurs villes, des salariés d'usines menacées de fermeture ont emmené les cortèges, comme à Toulouse où figuraient des salariés des usines Molex et Freescale.

On dénombrait 40.000 manifestants selon les organisateurs, 15.000 selon la police, soit trois fois moins qu'il y a un mois et demi.

A Marseille, où le front syndical était mis à mal par l'absence de FO, les ouvriers d'ArcelorMittal ouvraient le défilé, devant ceux des bassins industriels de Fos-sur-Mer.

"On est dans un processus de mobilisation pour faire pression. Le gouvernement ne pourra pas toujours faire la sourde oreille", prévenait Gilbert Tomasi, délégué FSU.

FISSURES DANS LE FRONT SYNDICAL

Face aux revendications syndicales, le gouvernement reste ferme et mise, pour contenir les tensions sociales, sur les mesures déjà annoncées, dont le plan sur l'emploi des jeunes d'un montant de 1,3 milliard d'euros dévoilé vendredi dernier.

Des fissures sont cependant apparues dans le front syndical -le "G8" né de la crise regroupant les organisations CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU et Solidaires- sur la stratégie à suivre pour contraindre le gouvernement à bouger.

Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, veut prolonger le 1er mai par une grève public-privé de 24 heures. Mais François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, a réaffirmé son opposition à une grève "qui ne réglerait pas" les problèmes.

Les leaders syndicaux doivent se retrouver lundi pour décider "des prochaines initiatives", dans un contexte compliqué par la baisse de la mobilisation.

Du Parti socialiste, qui a retrouvé une certaine pugnacité face à Nicolas Sarkozy, au Nouveau parti anticapitaliste, les partis de gauche étaient très présents dans les cortèges.

Le PS a dû cependant se passer de la "photo de famille" de Ségolène Royal défilant dans la capitale aux côtés du premier secrétaire Martine Aubry et du maire de Paris Bertrand Delanoë.

Initialement annoncée à Paris, l'ex-candidate à la présidentielle a en effet décidé de rejoindre les salariés en lutte d'Heuliez, à Niort (Deux-Sèvres).

Mobilisation nationale des personnels (hospitaliers) le 14 mai (02.05)

Le Point - 30.04 Les principaux syndicats de salariés des hôpitaux (médecins, infirmiers ou aides-soignants) ont appelé vendredi à une nouvelle journée de mobilisation, "nationale" cette fois-ci, contre la loi Bachelot et pour "la défense du service public hospitalier".

Après "la manifestation historique" de jeudi à Paris, les organisations syndicales des personnels (dont CGT, FO et Sud) et de médecins (dont CPH et INPH), se sont réunies "pour envisager l'élargissement du mouvement contre la loi Bachelot et pour la défense du service public hospitalier", selon un communiqué commun.

"Elles ont décidé, dès aujourd'hui, d'une mobilisation nationale le jeudi 14 mai 2009 pendant la semaine de discussion du projet de loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires (HPST) au Sénat", précise le texte.

Les "modalités d'action de cette nouvelle journée de mobilisation nationale" seront décidées début mai, en accord avec d'autres organisations de salariés des hôpitaux, indique-t-il.

Forte mobilisation des gardiens de prison en France (05.05)

Reuters - 05.05 Un mouvement social a perturbé lundi de nombreuses prisons françaises, où transferts et extractions étaient bloqués par les gardiens qui réclament plus de moyens et des actes contre la surpopulation carcérale.

Dans plusieurs régions, les forces de l'ordre sont intervenues pour libérer les accès d'établissements bloqués par des surveillants.

Dans la soirée, les forces de l'ordre ont chargé à plusieurs reprises pour dégager des barrages de pneus enflammés empêchant de ramener des détenus à la prison de Fleury-Mérogis, dans l'Essonne, selon une source syndicale.

Les gardiens, qui n'ont pas le droit de faire grève, menacent de prolonger leurs actions au moins jusqu'à jeudi si le gouvernement ne fait pas de nouveaux gestes et l'intersyndicale a appelé lundi soir à amplifier le mouvement.

La ministre de la Justice, Rachida Dati, a annoncé qu'elle recevrait mardi les organisations syndicales pour "arrêter les modalités concrètes" des nouvelles décisions prises en faveur des personnels pénitentiaires placés sous sa tutelle.

La ministre avait proposé jeudi dernier des mesures jugées insuffisantes par l'intersyndicale.

La branche pénitentiaire de la CGT a fait état d'une forte participation d'environ 4.000 surveillants, avec 120 établissements diversement touchés, soit plus de 60% des prisons françaises.

"Pour une première journée, c'est très correct même si ce n'est pas une mobilisation historique", a déclaré Céline Verzeletti, porte-parole.

Jean-François Forget, secrétaire général de l'Ufap, a lui aussi salué une "bonne entrée en matière."

Selon les données du ministère de la Justice, l'administration compte 194 prisons et 33.000 agents, dont 24.300 sont affectés à la surveillance des détenus.

Sur la trentaine d'établissements pénitentiaires de la région Rhône-Alpes, une quinzaine étaient bloqués. Environ 250 surveillants étaient postés dans la matinée devant ces prisons pour en bloquer les extractions judiciaires.

URCISSEMENT À PARTIR DE MERCREDI

"C'est un mouvement qui va s'inscrire dans la longueur", a prévenu Eric Colin, responsable régional de la CGT pénitentiaire. "Nous commençons doucement, mais le mouvement va monter en puissance", a-t-il ajouté, prévoyant un durcissement à partir de mercredi.

"Nous allons bloquer les interventions extérieures et pénales, c'est-à-dire l'entrée des fournisseurs pour les ateliers et le travail des détenus, les formations continues et les visiteurs de prisons."

Huit établissements de la région Aquitaine ont vu aussi lundi leur fonctionnement perturbé.

A Mont-de-Marsan, dans les Landes, la soixantaine de gardiens qui occupaient les accès du centre pénitentiaire ont été également évacués sans résistance par la police. Les manifestants préoyaient de reprendre mardi leur opération de blocage, a indiqué à Reuters un délégué Ufap-Unsa.

A Sequedin, dans la banlieue de Lille, les forces de l'ordre sont intervenues en fin de matinée pour évacuer une cinquantaine de gardiens qui s'étaient assis devant les portes de la prison pour empêcher les extractions, a-t-on appris de source policière.

Les prisons françaises souffrent notamment d'une forte surpopulation, avec 63.351 personnes incarcérées au 1er avril pour 51.000 places, ainsi que de la vétusté des locaux.

Le nombre excessif de prisonniers par cellule, parfois quatre ou cinq, gêne l'organisation des activités et des visites, et entraîne des problèmes d'hygiène.

La décision des pouvoirs public de privilégier les partenariats public-privé pour la construction de nouveaux centres de détention est contestée par les syndicats, qui estiment que cette option est trop coûteuse et qu'elle provoquera de nouveaux problèmes à l'avenir.

Plusieurs milliers de sages-femmes manifestent à Paris (06.05)

AP - 05.05 Plusieurs milliers de sages-femmes et d'étudiants de cette profession (2.500 selon la police, 6.000 selon les organisateurs) ont manifesté mardi après-midi à Paris pour exiger que leur formation soit intégrée dans le cursus universitaire "au même titre que les autres professions médicales".

La manifestation s'est déroulée en deux temps. Un premier rassemblement d'étudiant(e)s a eu lieu à proximité du Panthéon dans la matinée, avant un défilé à la mi-journée en présence de sages-femmes confirmées jusqu'au ministère de l'Enseignement supérieur, puis celui de la Santé où une délégation devait être reçue en fin d'après-midi.

Selon les organisateurs de cette journée, l'Organisation nationale des syndicats de sages-femmes (ONSSF) et l'Association nationale des étudiants sages-femmes (ANESF), un amendement pour une reconnaissance universitaire de leur formation, déposé dans le cadre de l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi Bachelot sur l'hôpital, a été rejeté.

Lors de l'examen de ce même projet de loi, la commission des Affaires sociales du Sénat a adopté un amendement qui reconnaît le diplôme d'Etat de sage-femme au niveau master, selon un communiqué du Sénat. Le texte doit être examiné dans l'hémicycle à partir du 12 mai.

"La filière sage-femme est la seule formation médicale non universitaire. Depuis des années, le champ de compétences des sages-femmes s'étend pour assurer les missions de santé publique. Dans la continuité de cette évolution, le parcours universitaire s'impose au même titre que les autres professions médicales", écrivent l'ONSSF et l'ANESF dans un communiqué.

Cette mobilisation a eu lieu à l'occasion de la Journée internationale de la sage-femme, et alors que les syndicats des personnels des hôpitaux et des organisations de médecins préparent de nouvelles manifestations pour le 14 mai contre plusieurs dispositions du projet de loi Bachelot.

3 SUISSES - 500 manifestants perturbent un CE extraordinaire dans le Nord (06.05)

Lepoint.fr - 05.05 Quelque 500 salariés des 3 Suisses, dont une centaine d'employés de cinq centres d'appel français ont perturbé mardi à Croix (Nord) un comité d'entreprise censé examiner un plan social qui prévoit 674 suppressions d'emplois, a-t-on appris de source syndicale.

Rassemblés à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFE/CGC-CFDT-Sud-FO-GADT-CFTC, les manifestants ont envahi vers 11H00 la salle où se tenait le CE extraordinaire, au siège du groupe à Croix en présence notamment de son directeur des ressources humaines, Khelaf Bouacha, a indiqué à l'AFP Véronique Desreumaux, déléguée CFTC.

Le CE, lors duquel représentants de la direction et des syndicats devaient examiner les modalités concrètes du plan social annoncé en début d'année, a été de nouveau perturbé mardi après-midi tandis que d'autres salariés ont bloqué le site d'expédition des colis des 3 Suisses à Croix, selon les syndicats et la direction.

Le numéro 2 français de la vente par correspondance a annoncé en février mercredi la suppression de 674 postes, soit 20% de ses effectifs, dans le cadre de sa réorganisation liée à l'essor de la vente en ligne.

"Nous voulons avoir en face de nous au CE une personne qui représente les actionnaires et qui a le pouvoir de faire des changements, ce qui n'est pas le cas du DRH. De toute façon, la direction ne veut pas revenir sur le plan social", selon Mme Desreumaux.

Outre leur opposition aux suppressions d'emploi, les syndicats, a-t-elle souligné, s'inquiètent de la sous-traitance et de la délocalisation partielle en Tunisie des cinq centres de commande téléphonique de province.

"Nous n'avons rien contre les salariés tunisiens mais nous posons la question, pour nos clientes, des problèmes de langue et de formation des conseillères tunisiennes", a fait valoir Mme Desreumaux.

Créé en 1932, les 3 Suisses emploient 2.930 personnes. Le groupe a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 750 millions d'euros pour une perte de 28 millions.

Les salariés du groupe PPR manifestent contre les réductions d'effectifs (08.05)

AP - 07.05 Une centaine de salariés du groupe Pinault Printemps Redoute (PPR) ont manifesté jeudi à Paris devant la salle Pleyel, où se tenait l'assemblée générale des actionnaires, pour dénoncer les quelques 1.900 suppressions de postes prévues à la FNAC, la Redoute et chez Conforama.

Tous les syndicats du groupe avaient appelé à la mobilisation ce jeudi, après une première journée de grève et de manifestations le 28 avril.

Les manifestants, essentiellement des salariés des magasins FNAC de Paris, se sont rassemblés en milieu d'après-midi devant la salle Pleyel (VIII^e arrondissement), gardée par les gendarmes mobiles et dont les grilles de façade avaient été fermées, a-t-on constaté sur place.

"Retrait, retrait, retrait du plan social!", ont scandé les manifestants. "Nous sommes ici pour sensibiliser les actionnaires. Ce qu'on veut leur dire, c'est que l'argent qu'ils gagnent, c'est nous qui l'avons créé, et qu'ils peuvent le redistribuer en décidant d'investir dans les magasins", a déclaré à l'Associated Press Francis Taupin, délégué syndical CGT de la FNAC Ternes et membre du comité central d'entreprise.

"C'est grâce aux suppressions de postes de PPR que les actionnaires peuvent toucher les mêmes dividendes malgré la crise. Les économies, on les fait sur la baisse de la masse salariale, c'est-à-dire sur les suppressions de postes", a-t-il ajouté. Dans un communiqué commun, les syndicats CGT, FO, CFDT, Sud, CGC, CFTC et CNT du groupe dénoncent "le versement de 418 millions d'euros de dividendes!".

Les organisations syndicales "exigent une autre stratégie (...) basée sur des investissements massifs" dans les entreprises du groupe pour "préserver l'emploi et assurer l'avenir" des enseignes, augmenter les salaires "et participer ainsi à la relance par la consommation".

On indiquait de source syndicale que la restructuration, déjà en cours dans plusieurs enseignes, doit conduire à la suppression de 800 postes chez Conforama, 672 à La Redoute, et 400 à la FNAC dont 168 à Paris, avec pour cette dernière enseigne la fermeture de la FNAC

Bastille d'ici la fin décembre 2009.

L'usine Contitech-Anoflex dans le Rhône bloquée par les salariés (08.05)

Lepoint.fr - 07.05 Des salariés de Contitech-Anoflex - filiale du groupe allemand Continental - bloquent depuis mercredi leur usine à Caluire, dans la banlieue de Lyon, après l'échec de négociations autour de 157 suppressions d'emploi. En mars dernier, la direction avait annoncé son intention de supprimer 177 emplois dans la région lyonnaise, sur les sites de Rilleux-la-Pape, Caluire et Villeurbanne, tous trois dans l'agglomération lyonnaise, sur un total de 500 à 600 salariés.

Lors d'une séance de négociations qui s'est tenue mercredi, la direction avait proposé 15.000 euros aux salariés s'inscrivant à un plan de départs volontaires, plus 150 euros par année d'ancienneté, des propositions inférieures aux revendications des syndicats majoritaires CGT et UNSA - soit 25.000 euros pour les partants, plus 2.500 euros par année d'ancienneté.

Au mois de mars, l'équipementier Continental, qui compte 160.000 emplois dans le monde, avait également annoncé depuis son siège à Hanovre la fermeture de deux sites de production en Europe, dont celui de Clairoux en France où sont employées 1.120 personnes, et un site de production de pneus de camions à Hanovre, supprimant 780 emplois.

Tarn: proposition de reclassement en Inde pour un salaire mensuel de 69 euros (12.05)

AP - 11.05 Un reclassement à Bangalore en Inde pour un salaire mensuel de 69 euros, incluant un travail de huit heures par jour, six jours sur sept, a été proposé à neuf salariés d'une entreprise de textile située à Castres (Tarn), selon la section locale de la CGT qui proteste contre cette proposition, y voyant "une dissimulation des licenciements secs".

"Lors d'un entretien avec la direction, on m'a dit voilà: vous faites partie du plan de licenciement", a expliqué sur France Info Véronique Jacobé, l'une des neuf salariés concernés par cette mesure de reclassement en Inde proposée par la direction de l'entreprise de textile Carreman située à Castres.

"Et la direction m'a fait une proposition de reclassement, un CDI en Inde pour un salaire mensuel de 69 euros", a-t-elle ajouté, précisant que cette mesure était "inadmissible". "J'étais effondrée. On ne s'attend pas à partir", a-t-elle poursuivi. "C'est une humiliation. J'ai l'impression d'être une moins que rien", a ajouté Véronique Jacobé.

La section locale de la CGT a estimé que cette mesure était "inadmissible". "Nous avons trouvé cette mesure tellement ignoble que nous avons placé cette affaire sur la place publique", a expliqué à l'Associated Press Edmond Andreu, secrétaire général adjoint CGT de l'union locale de Castres. "Il s'agit d'une dissimulation des licenciements secs", a-t-il ajouté, précisant que les salariés devaient donner leur réponse la semaine prochaine. "S'ils refusent, et ils vont refuser, c'est le licenciement", a souligné M. Andreu.

Ce reclassement à Bangalore en Inde, proposé début mai par la direction de Carreman, inclut une durée moyenne de travail de 8 heures par jour, six jours sur sept et est assorti d'un 13e mois et d'une assurance médicale, selon la CGT.

L'entreprise Carreman emploie 300 personnes en France, réparties sur deux sites, l'un à Castres -son siège social-, l'autre à Lavelanet en Ariège et compte plusieurs unités en Roumanie, en Inde et en Chine, d'après Edmond Andreu, qui a précisé que le plan de licenciement annoncé par la direction concernerait 140 personnes en France. La direction de l'entreprise n'a pu être jointe dans l'immédiat.

Commentaire : 69 euros égal environ 4100 roupies. A Bangalore, il est pratiquement impossible de se loger décemment en dessous de 3000 roupies. Je connais plusieurs Indiens qui travaillent dans des call center pour des entreprises canadiennes, belges ou américaines, dans les mêmes conditions que celles décrites dans cet article, pour des salaires allant de 26 à 30000 roupies, soit 433 euros minimum nets.

Grève des chauffeurs de bus et tramways, trafic quasi nul (12.05)

Lepoint.fr - 11.05 Le trafic des bus et tramways du réseau Transvilles était quasi nul lundi matin à Valenciennes et dans son agglomération en raison d'une grève des chauffeurs concernant l'avenir et le statut de l'entreprise, a-t-on appris auprès de la direction. "Près de 90 % des services du réseau ne sont pas assurés", a indiqué la direction, selon laquelle les tramways étaient à l'arrêt et les lignes de bus très perturbées.

Le mouvement, à l'appel de la CGT et qui affecte 75 communes du valenciennois, vise à obtenir des garanties sur le maintien des acquis sociaux pour les chauffeurs du réseau, qui fonctionne sous le régime de société d'économie mixte depuis 27 ans, mais qui doit être entièrement privatisé à compter du 1er janvier 2010. "Aujourd'hui, nous mettons la pression sur le Siturv (syndicat des transports urbains de Valenciennes), pour qu'il oblige les candidats à répondre de manière positive sur la totalité du volet social", a indiqué Malik Louadoudi, délégué syndical CGT.

Actuellement, 80 % du capital de Transvilles est détenu par le Siturv qui souhaite se désengager au profit d'un exploitant privé indépendant et se concentrer sur son rôle d'organisateur des transports, selon la direction. Les syndicats doivent se réunir avec la direction du Siturv lundi après-midi pour obtenir des garanties.

Quatre candidats, les Français Veolia, Keolis, Transdev et l'Espagnol Subus, ont jusqu'au 10 juillet pour finaliser leur offre de reprise. Transvilles emploie 507 salariés, dont 333 personnels roulants.

Ce rapport qui veut réformer les CHU (12.05)

Lepoint.fr - 10.05 En pleine grogne des médecins hospitaliers contre le projet de loi de réforme de l'hôpital, Nicolas Sarkozy s'exprimera lundi sur l'avenir des Centres hospitaliers universitaires (CHU), le fleuron des établissements de soins français. Le Président de la République interviendra à l'Élysée devant l'ensemble des directeurs généraux et des présidents de Commission médicale d'établissement des 29 CHU de l'Hexagone, les doyens des facultés de médecine qui y sont rattachées et les présidents d'université, après avoir reçu le rapport de la commission présidée par le professeur Jacques Marescaux.

Ce grand chirurgien des Hôpitaux universitaires de Strasbourg et les 29 autres membres de la commission ont planché depuis janvier sur les forces et les faiblesses des CHU, ces établissements publics créés il y a 51 ans. A la clé, "des réformes structurantes à engager" afin de continuer à attirer les meilleurs professionnels et exercer leur triple mission, de soins, de recherche et d'enseignement.

Soins : le grand écart

"La situation actuelle se caractérise par une accumulation de difficultés et de fragilités ainsi qu'une place accordée aux missions universitaires qui a tendance à s'éroder au fil du temps", écrivent les 30 sages. "Ils entretiennent une capacité d'intervention exclusive de haut niveau", en hommes et en matériel, mais ils assurent "au quotidien une production de soins de masse".

Cette situation de "grand écart" est à l'origine d'un modèle de fonctionnement "qui contribue à obérer leur situation financière", déplorent les rapporteurs. En effet, fin 2008, seul deux d'entre eux n'étaient pas en déficit, et plusieurs (Nantes, Nancy, Assistance publique-Hôpitaux de Paris, Nice) ont exceptionnellement annoncé des plans pluriannuels de suppression d'emplois. Pour l'enseignement, la commission Marescaux regrette des performances en matière de recherche biomédicale "insuffisantes" et relève qu'"il est singulièrement difficile de mesurer la qualité de l'encadrement des étudiants en médecine sur des lieux de stages de plus en plus divers au sein du système de soins".

Six propositions

Selon le rapport, il convient donc de renouer avec des conditions plus harmonieuses d'exercice de la triple mission (soins-recherche-enseignement), sachant que "la gouvernance de cet ensemble n'est assimilable ni à un centre hospitalier de droit commun, ni, a fortiori, à une entité sanitaire commerciale principalement guidée par la profitabilité".

La commission Marescaux formule donc 6 propositions pour que les CHU répondent mieux aux attentes des malades les plus lourdement atteints, soient mieux gérés, soient plus attractifs pour les meilleurs médecins et que leurs performances en recherche biomédicale soient fortement stimulées:

-Mettre en oeuvre une juste rémunération des soins innovants et coûteux, des activités de consultation pluridisciplinaire et hautement spécialisées, et des activités de recours et de référence que ni les simples hôpitaux, ni les cliniques privées ne peuvent assurer.

-Renforcer la dimension universitaire et médicale de la gouvernance, en nommant en Conseil des ministres les Directeurs généraux des CHU et en créant autour de chacun d'eux un directoire resserré, un "triumvirat" (président de la Communauté médicale d'établissement, directeur de l'université de médecine, directeur de la recherche). Cette recommandation devrait être saluée par les médecins des CHU qui s'opposent vivement à l'actuelle orientation du projet de loi défendu par Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé, qui prévoit au contraire une organisation concentrée dans les mains d'une seule personne, celles du directeur de l'hôpital.

-Remplacer les pôles médico-chirurgicaux existants par des départements hospitalo-universitaires aux compétences plus larges.

-Mieux rémunérer les médecins hospitalo-universitaires et créer un grade de professeur assistant (entre chef de clinique et professeur universitaire-praticien hospitalier) pour accélérer l'entrée dans la carrière

-Faire de la recherche biomédicale une vraie priorité nationale, notamment en faisant émerger un nombre limité d'instituts hospitalo-universitaires labellisés dans le cadre d'un appel d'offre après évaluation par un jury international.

-Mettre en place au cours des études de médecine la possibilité de suivre un double cursus, médical et de doctorant en sciences, comme aux Etats-Unis.

"C'est un des fondements de la laïcité de l'enseignement qui est mis en cause" (12.05)

LeMonde.fr - 11.05 Le sociologue des religions Jean Baubérot, auteur de *La Laïcité expliquée* à M. Sarkozy (Albin Michel, 2008), estime que l'heure est grave. Avec l'accord passé entre la France et le Vatican sur les diplômes, 'c'est un des fondements de la laïcité de l'enseignement qui est mis en cause, car celle-ci repose sur la collation des grades par les universités publiques'. Lire la suite l'article

Jusqu'alors, on s'en tenait 'à des collaborations ponctuelles au cas par cas avec des professeurs de facultés privées, sur des critères strictement académiques'. Alors que cette pratique autonomisait les professeurs des 'cathos' par rapport à leur hiérarchie, M. Baubérot juge qu'"on donne une possibilité de pression du Saint-Siège sur les instituts catholiques'. Le Vatican 'a refusé, par le passé, de nommer des professeurs dont les idées ne lui plaisaient pas. Qu'advient-il des formations médicales ou de bioéthique et de celles qui développent une approche scientifique des religions?', se demande ce défenseur d'une laïcité tolérante. A ses yeux, le texte ouvre un autre problème : 'Soit on crée une nouvelle inégalité au profit du catholicisme, soit on étend la mesure aux autres religions et, par exemple, on reconnaît les diplômes délivrés par l'université coranique d'Al-Azhar au Caire', craint-il.

Ce professeur émérite à l'Ecole pratique des hautes études estime que les politiques abordent le sujet de la religion avec un regard biaisé : 'Les gouvernants privilégient les institutions. Ils n'ont toujours pas compris que les pratiques religieuses se sont individualisées et que les catholiques français entretiennent un rapport de liberté avec leur Eglise.' Selon lui, c'est la difficulté, pour le politique, de construire un projet d'avenir qui 'entraîne un repli identitaire réofficialisant de façon rampante des 'racines chrétiennes''. Cela s'est accentué avec Nicolas Sarkozy, mais avait débuté avec Lionel Jospin, qui a institué, en 2002, un 'dialogue institutionnel' avec le catholicisme.

Hôpitaux : "Nicolas Sarkozy n'a pas remis en cause le pilotage conçu par Roselyne Bachelot" (13.05)

LeMonde.fr - 12.05

Le professeur Olivier Lyon-Caen, neurologue à la Piété Salpêtrière et signataire de "l'appel des 25" contre la loi "Hôpital, patients, santé, territoires" défendue par la ministre de la santé Roselyne Bachelot, réagit aux annonces de Nicolas Sarkozy lundi 12 mai.

Entretien "Il y aura bien une réforme Bachelot sur l'hôpital"

Après avoir reçu le rapport de la commission Marescaux sur la réforme des centres hospitaliers universitaires (CHU), le président de la République a annoncé que le gouvernement reprendrait à son compte certaines propositions. Il a notamment dit pencher en faveur d'une direction collégiale des CHU comptant trois vice-présidents, dont le président de la commission médicale d'établissement, le doyen et un vice-président chargé de la recherche.

Comment réagissez-vous aux annonces de Nicolas Sarkozy sur la gouvernance hospitalière ?

J'ai entendu avec satisfaction que le président de la République a accepté et pris à son compte les principales propositions du rapport Marescaux. C'est un point positif mais je constate qu'il n'a pas été fait mention du financement de l'activité propre aux CHU. Ces propositions créent un mode de fonctionnement différent entre les CHU et les hôpitaux généraux.

Pensez que les nouvelles annonces sur la gouvernance sont susceptibles d'arrêter le mouvement de contestation au sein de l'hôpital public ?

Dans la mesure où la relation directe entre le directeur, l'agence régionale de santé et le ministère suppose un pilotage dans le sens "hôpital source de profit", la réponse est "non". De ce côté, il n'y a pas eu beaucoup de changement. Je crains que cette approche ne conduise à une médecine à deux niveaux avec des fonctionnements différents, et qu'elle mette l'hôpital dans une position très difficile.

Les concessions faites par le président de la République ne sont-elles pas de nature à changer la nature profonde de la réforme ?

Pour les hôpitaux, je ne l'ai pas entendu remettre en cause le pilotage conçu par Mme Bachelot. Il n'y a pas eu de discussion. C'est une vision qui émane d'une partie anti recherche, anti médecin, anti université et qui ramène l'hôpital à un niveau que l'on a connu il y a quelques décennies.

Vous associez vous à la grève prévue demain ?

C'est un mouvement lancé à l'appel des syndicats et que nous soutenons. Rien n'a été dit concernant l'emploi alors que 20 000 postes doivent disparaître. C'est un mouvement relativement hétérogène, il faut s'entendre sur des éléments forts. Il faut notamment une tarification à l'activité qui ne soit pas aussi aveugle et brutale qu'elle l'est aujourd'hui.

74 % des Français opposés à la réforme de l'hôpital (14.05)

Lepoint.fr - 12.05

74 % Français jugent que les personnels hospitaliers ont raison de s'opposer à la loi "Hôpital, patients, santé et territoires" qui "risque de privilégier la logique comptable", selon un sondage BVA-Les Echos-France Info * publié mardi. Seuls 17 % estiment que "les personnels hospitaliers ont tort de s'opposer à cette loi car elle permettra d'améliorer l'efficacité de nos hôpitaux".

Plus généralement, les sondés considèrent à 59 % que la politique économique menée par le gouvernement est "mauvaise", avec toutefois une légère remontée de popularité, au lendemain des mobilisations du 1er mai. Selon cette enquête, 34 % (contre 40 % le mois dernier) des interrogés considèrent "plutôt mauvaise" la politique économique menée par le gouvernement, et 25 % (contre 20 %), la jugent "très mauvaise". "Depuis quatre mois déjà, environ 6 Français sur 10 estiment mauvaise la politique du gouvernement. On aurait toutefois pu s'attendre à ce que ce jugement se durcisse au lendemain des manifestations du 1er mai, or c'est plutôt l'inverse qui se produit avec une popularité en augmentation de 3 points pour s'établir à 35 % de bonnes opinions", commente l'enquête. Toutefois, cette hausse est avant tout le fait de personnes peu politisées et de retraités, les tranches d'âge actives voyant plutôt leur jugement se détériorer.

Les Français se montrent beaucoup plus sévère vis-à-vis de la majorité sur la question de la réforme de l'hôpital. Plus de 7 sur 10 pensent que "les personnels hospitaliers ont raison de s'opposer à cette loi car elle risque de privilégier la logique comptable au détriment de la logique de santé". Enfin, à moins d'un mois des élections européennes, les Français considèrent à 51 % que l'Union européenne constitue "plutôt une protection face à la crise", alors que 38 % y voient un "facteur d'aggravation".

* Sondage réalisé par téléphone les 5 et 6 mai auprès d'un échantillon de 1.000 personnes, selon la méthode des quotas

Sarkozy veut des résultats sur la valeur ajoutée d'ici l'été (14.05)

Reuters - 13.05

Nicolas Sarkozy a demandé aux partenaires sociaux de lui remettre avant le 15 juillet les conclusions de leurs discussions sur le partage de la valeur ajoutée et des profits des entreprises.

Dans un communiqué, l'Élysée indique que le chef de l'État écrira dans les tout prochains jours aux organisations patronales et syndicales pour leur demander d'ouvrir des discussions sur ces questions, objet d'un rapport que lui a remis le directeur général de l'Insee, Jean-Philippe Cotis.

"Le Président de la République souhaite que les partenaires sociaux lui fassent part des conclusions de leurs discussions avant le 15 juillet", a ajouté la présidence.

"C'est maintenant aux partenaires sociaux de s'emparer de ce sujet, qui est un sujet majeur en période de crise", a dit pour sa part Luc Chatel, le porte-parole du gouvernement.

Une première réunion de "délibération" est prévue le 27 mai dans le cadre de l'"agenda social" issu du sommet social réuni à la mi-février par Nicolas Sarkozy, a indiqué la présidente du Medef, Laurence Parisot.

S'exprimant à sa sortie de l'Elysée, Jean-Philippe Cotis a estimé que ce rapport, qui lui avait été commandé après le sommet social, offrait "un panorama assez complet des évolutions à la fois de la valeur ajoutée, des revenus salariaux, du partage des profits" en entreprise.

"Je pense que ce rapport apportera une contribution utile au débat public", a-t-il ajouté.

Le rapport Cotis, à l'élaboration duquel les partenaires sociaux ont été associés, conclut à une part "plutôt stable" des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises depuis 20 ans même si cette stabilité s'accompagne d'un accroissement des inégalités salariales.

Il note que, dans la masse salariale, "l'intéressement et la participation occupent une place réduite mais croissante" et que l'évolution du salaire net a souffert d'une croissance économique faible et des prélèvements sociaux.

Les syndicats dans leur ensemble ont vu dans ce rapport un motif pour réclamer des discussions sur les salaires.

"Il faut une politique fortement incitative, avec le conditionnement des aides publiques à la conclusion d'accords" salariaux, a dit Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral de la CGT, dans une interview aux Echos.

Le Medef a indiqué de son côté que ses propositions seraient centrées sur l'épargne salariale, Marc Veyron, président du groupe de travail consacré à ce sujet au sein de l'organisation patronale, se prononçant dans Les Echos pour une simplification des dispositifs d'intéressement et de participation.

Un complément avec LeMonde.fr et AFP du 13.05

Le constat que dresse le rapport Cotis tient en quelques points essentiels : la stabilité, sur longue période, de la part des salaires dans la valeur ajoutée (autour des deux tiers, après le point haut de 1982) ; une progression des salaires nets "extrêmement faible" depuis vingt ans en raison d'une croissance insuffisante, du choix d'une protection sociale de haut niveau coûteuse et de la montée de l'emploi précaire ; une forte accélération des très hauts salaires.

LA RÈGLE DES "TROIS TIERS"

M. Sarkozy avait annoncé, en pleine polémique sur la rémunération des banquiers, qu'en cas de blocage des négociations entre partenaires sociaux, l'Etat prendrait "ses responsabilités" en légiférant, émettant même l'hypothèse d'un projet de loi "à l'été". Le chef de l'Etat souhaitait notamment appliquer la règle des "trois tiers" : "un tiers des bénéfiques aux salariés, un tiers aux actionnaires sous forme de dividendes et un tiers réinvestis dans l'entreprise pour financer son développement".

L'UMP, par le biais de Frédéric Lefebvre et d'Eric Besson, a remis des propositions allant dans ce sens, mercredi. Le parti prône la modification des critères de rémunération des dirigeants, des salariés et la gouvernance des entreprises, et propose de faire siéger un représentant des salariés au sein des comités de rémunération qui fixent celles des dirigeants.

"La proposition du président de la République n'a strictement aucun sens, sinon pour noyer le poisson", répond l'association ATTAC dans un communiqué. "Les profits sont aujourd'hui répartis de la manière suivante : 57 % pour l'investissement, 36 % pour les revenus du capital, 7 % pour l'épargne salariale", explique l'association.

"LOURDES RÉSERVES", POUR EMMANUELLI

Dans ces conditions, augmenter la part de l'épargne salariale se ferait au détriment de l'investissement et constituerait une "catastrophe économique", estime ATTAC. L'association conteste aussi la conclusion du rapport selon laquelle la part salariale dans le partage de la valeur ajoutée est restée stable sur le long terme. Même contestation de la part d'Henri Emmanuelli (PS) qui dit émettre de "lourdes réserves" sur le rapport. "Contrairement à ce que conclut ce rapport, la part des valeurs dans la valeur ajoutée n'est pas restée stable. Selon le mode de calcul – parce qu'il en existe plusieurs – la diminution est de 3 à 5 points, soit 60 à 90 milliards d'euros. Ce qui n'est pas rien", écrit le député des Landes.

De leur côté, les syndicats ont estimé que le débat du partage des profits n'était pas le plus important à l'heure actuelle, lui privilégiant celui des salaires. "Nous demandons qu'avant que ne soient versés participation et intéressement, il y ait un accord salarial signé au moins dans les deux ou trois années précédentes", a souligné Joseph Thouvenel, un responsable de la CFTC.

Debré : "La grogne n'est pas près de s'arrêter" (14.05)

LePoint.fr - 13.05

Propos recueillis par Ségolène de Larquier

Pour désamorcer la grogne du monde hospitalier, Nicolas Sarkozy a promis lundi des concessions sur le projet de loi sur l'hôpital. Alors, l'heure est-elle à l'apaisement entre le gouvernement et le personnel hospitalier ? Ce n'est pas l'avis du professeur de médecine et député UMP Bernard Debré. Tout en dénonçant des avancées "insuffisantes", celui qui a défilé contre la loi Bachelot le 28 avril affirme au point.fr que le mouvement de contestation est "encore très fort". Les personnels et médecins des hôpitaux manifesteront d'ailleurs jeudi dans une vingtaine de villes en France.

Lepoint.fr : Après avoir insisté pour que le directeur d'hôpital soit un véritable patron, Nicolas Sarkozy a accepté qu'il partage ses décisions avec des personnalités médicales en reprenant certaines propositions du rapport Marescaux. Peut-on parler d'avancées ?

Bernard Debré : Pour l'instant, ce ne sont que des paroles. Il faudrait que l'on voie quels sont les amendements que le gouvernement va déposer en ce sens au projet de loi sur l'hôpital qui est examiné depuis mardi par le Sénat. Je ne les ai pas encore vus, ces amendements. Il faut aussi que le Sénat délibère et vote. Nicolas Sarkozy dit que les propositions de la commission sur l'avenir des centres hospitaliers universitaires, présidée par le professeur de chirurgie digestive Jacques Marescaux, sont retenues. Mais dans ce cas, ce n'est plus la loi "Hôpitaux, Patients, Santé et Territoires" originelle ! Alors, que va-t-il se passer ? Car ce n'est pas le président de la République qui vote au Sénat, que je sache ? On est dans une situation un peu schizophrène.

De toutes les façons, les concessions faites sont insuffisantes. Les propositions du rapport Marescaux n'influent que sur les centres hospitaliers universitaires (CHU), mais pas sur les hôpitaux généraux. Je suis solidaire avec ces derniers ! Il ne faut pas que l'on fasse une virévolte en disant : "Moi, j'ai obtenu satisfaction pour les CHU. Donc, je laisse tomber les autres !"

Lepoint.fr : Où en est le mouvement de contestation dans les hôpitaux ?

B. D. : Ce mouvement est très fort. La grogne n'est pas près de s'arrêter. Quand on fait une loi bâclée, mal ficelée et contre les médecins, alors que ce sont eux qui font tourner l'hôpital, la protestation ne peut être que forte. Cette loi a été faite à la va-vite, contrairement à ce que dit la ministre de la Santé. En plus de cela, elle coïncide avec des plans extrêmement durs dans tous les hôpitaux, où l'on va supprimer au total 20.000 infirmières !

De toutes les façons, on est dans une situation où Roselyne Bachelot a été désavouée puisqu'elle a été obligée de céder face à la pression. La ministre a été tout à fait à côté de la plaque. Elle a convaincu Nicolas Sarkozy sur cette réforme parce que les médecins, pendant deux mois, n'avaient pas lu la loi et ne se sentaient pas concernés tellement les lois s'accumulent. Et maintenant, c'est le déferlement. Je le regrette parce que ce n'est vraiment pas la peine d'abîmer les hôpitaux et ce n'est pas la peine pour la majorité à laquelle j'appartiens de se mettre à dos toutes les professions.

Lepoint.fr : Le texte est examiné sous le régime de la procédure d'urgence. Qu'en pensez-vous ?

B. D. : Je critique cela, largement ! Il serait quand même bon qu'on repasse cette loi - théoriquement importante - à l'Assemblée nationale. Le texte va être complètement modifié, arrangé, transformé au Sénat et nous, les députés, nous n'aurons plus rien à dire. Je trouve cela fort de café. On devrait mieux considérer l'Assemblée. Les députés sont privés de débat.

Lepoint.fr : Vous allez donc manifester jeudi ? B. D. : Non. Je n'irai pas, car il y a un amalgame avec les universitaires qui protestent contre la loi Pécresse, à laquelle je suis favorable. Je suis solidaire de mes amis médecins et des infirmières, mais je ne veux pas que l'on fasse d'amalgame.

Hôpitaux : plusieurs milliers de manifestants à Paris (15.05)

AP - 14.05

Plusieurs milliers de personnels hospitaliers défilaient à nouveau jeudi à Paris, à l'appel des principaux syndicats de la fonction publique hospitalière, mais également de plusieurs organisations de médecins, pour exiger une remise à plat complète de la loi Bachelot et l'ouverture d'Etats généraux de la santé.

Partis des abords de la gare Montparnasse, les manifestants devaient défiler jusqu'à l'hôtel Matignon, en passant à proximité du ministère de la Santé. Une trentaine de rassemblements et de manifestations similaires étaient prévus un peu partout en France, selon les syndicats.

D'après le ministère de la Santé, le taux de grève au niveau national (hors Paris) était de 10,64% chez les médecins et 5,81% chez le

personnel. Pour l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), les taux étaient respectivement de 26,53% et 5,47%.

A Paris, 3.200 personnes selon la police, 14.000 selon la CGT, ont défilé à la mi-journée, un cortège qui comptait en moyenne 4.000 manifestants de moins que lors de la journée d'action du 28 avril. Comme il y a deux semaines, plusieurs grands noms des hôpitaux publics ont participé au défilé parisien, certains jugeant les récentes "concessions à la marge" de Nicolas Sarkozy insuffisantes.

Le chef de l'Etat "a accepté de bouger un peu sur la gouvernance, mais ce n'est pas l'essentiel. Le seul but du projet reste toujours de faire des économies comptables en supprimant des emplois", a déclaré le Pr André Grimaldi, chef du service de diabétologie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, qui se trouvait en tête du cortège.

Xavier Bertrand appelle les responsables politiques à ne pas "légitimer" la violence comme "forme d'action syndicale" (16.05)

AP - 15.05

Le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand a appelé vendredi les responsables politiques à ne pas "légitimer" la violence comme "forme d'action syndicale", après l'interpellation de 74 personnes lors d'une manifestation d'agents d'EDF et de GDF à Paris.

"Les faits étaient d'une telle gravité qu'il fallait prendre les mesures qui s'imposaient aussitôt et j'aimerais bien que personne, aucun responsable politique, ne s'amuse aujourd'hui à légitimer des faits d'une telle violence", a déclaré M. Bertrand sur LCI. "La violence ça n'a jamais été une forme d'action syndicale, la violence, ça n'a jamais rien réglé dans notre pays. Il n'est pas question de céder un pouce de terrain à ceux qui voudraient casser dans notre pays", a-t-il lancé.

Les mesures de garde à vue dont ont fait l'objet les manifestants ont été prises à la suite de trois plaintes déposées pour dégradations volontaires, violences volontaires et menaces réitérées, lors d'une manifestation au siège de l'Association française du gaz à Paris (VIII^e arrondissement).

A propos des blocages d'universités, "on a deux faits qui sont en train de se passer: une prise d'otage de l'ensemble des étudiants français par quelques dizaines d'extrémistes, d'agitateurs professionnels, et en même temps une forme d'assassinat de l'université française", a-t-il déploré.

La fièvre monte au CHU de Lille (16.05)

Libération.fr - 15.05

La colère contre le projet de loi Bachelot a été longue à monter, mais elle est désormais bien installée au CHRU de Lille : hier midi, ils étaient 400 médecins, sur les 700 que compte l'établissement, à défiler dans la cour de l'hôpital Huriez. Chefs de service, médecins, professeurs, tous unis, pour une fois, dans la même bataille. «Je n'avais vu ça», souffle une femme, les yeux ronds à regarder la ronde silencieuse des blouses blanches.

Le geste de Nicolas Sarkozy, qui a consenti à un directoire collégial, avec des médecins aux côtés du directeur de l'hôpital, a jeté de l'huile sur le feu, au lieu de calmer le mouvement. «C'est un replâtrage, le chef de l'Etat a mis en avant le rapport Marescaux [dont le président reprend plusieurs propositions sous forme d'amendements au projet de loi, ndlr], mais finalement cela amène du flou et de l'incertitude», brocarde le professeur Bernard Cortet, rhumatologue. «Ce n'est intéressant qu'à la condition que ces médecins soient vraiment élus par leurs pairs, il faut que la base puisse discuter avec les instances», explique, calme mais décidée, Elisabeth Martin de Lassalle, médecin au service anatomie pathologique.

«Choquant». Le professeur François Fourier, chef de service en réanimation, approuve : «On nous fabrique un système de succession de chefs, puisque le directeur de l'hôpital sera nommé par l'Agence régionale de santé et portera le projet décidé par la conférence régionale de santé.» «C'est-à-dire par le ministère de la Santé, traduit Elisabeth Martin de Lassalle, c'est cela que je comprends.»

Un mode de décision vertical, de l'administration vers le terrain, qui ne passe pas. Aujourd'hui, les médecins coordinateurs des pôles hospitaliers portent la parole de leurs services. «Quand un nouveau traitement apparaît, et qu'il nous paraît intéressant, nous le défendons pour l'appliquer à nos patients, mais là, le mouvement s'inverse», signale le Pr Fourier. «Les décisions seront prises par l'Agence régionale, les médecins se sentent dépossédés. Qui mieux qu'un médecin peut savoir comment soigner un malade ?» insiste Anne Berra-Louvil, rhumatologue. «Quelle est l'idée de fond, finalement ? lance François Fourier. C'est que l'hôpital n'est pas bien géré parce qu'il n'a

pas de chef. Mais nous soignons des malades. Le mot rentabilité nous paraît souvent choquant.»

Le professeur Cortet le reconnaît : «Ce qui nous inquiète est plus large que le projet de gouvernance, c'est le problème de fond de la tarification à l'acte. La loi Bachelot porte en fait l'estocade finale.» Depuis 2004, les hôpitaux ne disposent plus d'une enveloppe budgétaire, ils sont payés selon les actes médicaux qu'ils accomplissent. «On nous demande donc d'augmenter notre activité pour être plus rentable», notent les médecins.

Ils sont tous d'accord sur les économies nécessaires mais critiquent les aberrations du système : «Les critères ne sont pas médicaux. Ils sont économiques, affirme le professeur Fourrier. Par exemple, vous êtes hospitalisé pour une pneumonie grave. Je peux juste vous mettre un masque à oxygène pour vous aider à respirer ou vous brancher des tuyaux partout. Que préfère l'hôpital ? Les tuyaux, car ils rapportent plus [dans la nomenclature de la tarification à l'acte]. Mais vous, patient, vous préférez la technique la moins invasive. Moi, aujourd'hui, je me moque de ce que pense l'hôpital.»

«Coercition». Mais demain ? Il craint «une forme de coercition potentielle». Surtout dans une région extrêmement en retard, qui manque de médecins, d'infirmiers et de lits. «Quand vous êtes dans une situation où l'offre médicale est mauvaise, la population pas assez soignée, et qu'on vous dit qu'il faut encore vous serrer la ceinture...» Les médecins demandent le retrait du texte. Bernard Cortet ironise sur la procédure d'urgence utilisée au Parlement. «Il faut prendre le temps de la réflexion. Chez nous, les urgences sont seulement médicales.»

Des salariés de Continental manifestent devant la Bourse à Paris (19.05)

Reuters - 18.05

Plusieurs centaines de salariés de l'usine Continental de Clairoix (Oise) ont manifesté lundi devant la Bourse de Paris pour maintenir la pression sur la direction à la veille de l'ouverture de négociations à Francfort sur le plan social visant les 1.120 salariés du site.

Des manifestants ont fait brûler des pneus sur la place du palais Brongniart, devant lequel avaient pris place des CRS.

"La Bourse, c'est le symbole de la crise mondiale. C'est dans ces endroits-là qu'on a spéculé avec la sueur des ouvriers pendant des années, et voilà le résultat. Ils ont joué, ils ont perdu, ils ont une crise, mais on ne paiera pas pour eux", a déclaré à des journalistes Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental.

Des salariés de l'entreprise de sous-traitance automobile Lear de Lagny-le-Sec (Oise), qui fabrique des sièges auto pour PSA, avaient également fait le déplacement. Le site est également promis à la fermeture, avec pour alternative un transfert à Cergy (Val-d'Oise).

La mise en oeuvre du plan social visant l'usine Continental, dont la fermeture est prévue en 2010, a été repoussée du 19 mai au 16 juin sous la pression des syndicats.

"Le combat continuera, quoi qu'il arrive", a prévenu Xavier Mathieu.

"On leur a montré que plus on nous tape sur la tête, ça nous durcit la tête. Plus la tête elle est dure, plus il va falloir qu'ils tapent fort", a-t-il dit.

"Nos camarades ne peuvent pas venir demain négocier à Francfort, donc ils viennent ici en France, à la Bourse, pour dire aux actionnaires qu'ils sont derrière nous, qu'il ne faut pas qu'on revienne mercredi avec des miettes", a-t-il ajouté.

Mouvement social des salariés d'EDF et GDF (22.05)

Le Tribune - 19.05

Les salariés d'ErDF et GrDF - les filiales de distribution d'EDF et GDF - ont mené ce mardi une journée de grève et de manifestations. Ils demandent depuis près de deux mois désormais une revalorisation de leurs salaires et l'arrêt des externalisations. En fin de journée, les directions des deux filiales recensaient 10,65% de grévistes.

Alors que les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC d'ErDF et de GrDF - les deux filiales de distribution d'EDF et de GDF - avaient appelé à la grève ce mardi, les deux directions ont indiqué qu'en fin de journée le taux de grévistes était de 10,65%. Ce taux est calculé pour les deux

entités, qui emploient ensemble 46.000 personnes en France.

Les salariés demandent la revalorisation des salaires et l'arrêt des externalisations. Le conflit est désormais entré dans sa huitième semaine. Jeudi dernier, 74 syndicalistes ont été interpellés lors d'une manifestation à Paris.

Des perturbations dans l'alimentation de gaz et d'électricité ont également été constatées, dans le Sud-Ouest, le Centre, le Sud-Est et lors du festival de Cannes, où quelque 300 grévistes se sont rassemblés aux abords du palais des festivals. A Bordeaux, environ 10.000 abonnés ont été privés d'électricité quelques minutes, notamment dans le centre-ville. Dans les Landes, un poste de 400.000 volts à Cantegrit, l'avant-dernier avant la frontière espagnole, a été occupé par environ 150 salariés selon la CGT. Par ailleurs, les échanges de courant ont été interrompus "durant au moins trois heures entre la France et l'Espagne", la CGT évaluant à 100.000 euros de l'heure le coût pour ErDF.

A Paris, environ 200 à 300 salariés ont manifesté entre les sièges sociaux d'EDF et GDF. De même, "une opération escargot a été menée dans la matinée sur le périphérique, avec une cinquantaine de véhicules et une centaine d'agents, entre la porte de la Chapelle et la porte Maillot", a indiqué Michel Dumazeau, coordinateur CGT Energie pour l'Ile-de-France.

"Bénéfices records"

"Les actionnaires vont être gratifiés de 6,4 milliards d'euros chez GDF et de 5,5 milliards à EDF ", a dénoncé à l'AFP Thierry Chevalier, coordinateur énergie pour la CGT en Ile-de-France. "Pour vous clients, c'est 15% de hausse du gaz en un an [et] ce sont des hausses de tarif d' EDF pour répondre aux exigences de rentabilité", a-t-il ajouté. "Les deux entreprises ont fait des bénéfices records, donc nous demandons une juste redistribution", a déclaré Philippe Taurines, secrétaire fédéral de FO-Energie.

Un prochain rendez-vous des manifestants a été annoncé par la CGT pour ce mercredi, lors de l'assemblée générale des actionnaires d'EDF, porte Maillot à Paris. "Nous allons déposer des pétitions nationales pour demander l'ouverture de négociations salariales", a aussi déclaré à l'AFP Thierry Chevalier, responsable francilien de la CGT Energie.

La baisse ou le gel des salaires se banalise dans les entreprises françaises (22.05)

LeMonde.fr - 19.05

Accepter de baisser ses revenus pour sauver son emploi : c'est l'équation qui se pose dans certaines entreprises durement touchées par le ralentissement de l'activité économique. Depuis le début de l'année, les gels ou baisses de salaires pour certaines catégories de salariés se sont multipliés en France.

Dernier exemple en date, le loueur de voitures Hertz, dont les cadres ont été encouragés à baisser leur salaire d'au moins 5 % par "effort de solidarité". Une mesure qui toucherait "moins de 10 % des effectifs", selon Libération, mais qui est très mal vue par les syndicats. Hervé Garnaud, délégué central CGT chez Hertz, estime que 67 % des 150 personnes concernées ont accepté, certaines par "peur de représailles". Même chose chez IBM, où près de 2 000 commerciaux verront leur rémunération réduite de 15 %, avec cependant une augmentation de la part variable des salaires.

A Hewlett-Packard, une baisse de salaire "sur la base du volontariat" pour tous les salariés du groupe a mis le feu aux poudres. Selon les principaux syndicats de l'entreprise, qui soulignent que cette baisse serait "définitive", une grande majorité des salariés français du groupe informatique auraient refusé d'accéder à cette demande de la direction.

Le volontariat est mis en avant par les directions car, au regard de la loi française, les baisses de salaires ne peuvent se faire qu'avec l'accord du salarié. "A défaut d'accord, c'est une modification essentielle du contrat que le salarié est en droit de refuser, rappelle Anne-Claude Hogrel, juriste spécialisée dans le droit social. Il peut être licencié par son employeur, mais ce sera un licenciement au tort exclusif de l'employeur. Aux prud'hommes, le salarié aurait gain de cause".

A noter également que si une baisse de salaire est annoncée pendant un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), le salarié "dispose d'un mois pour faire connaître son acceptation ou son refus", ajoute Me Hogrel. "Passé ce délai, il est réputé avoir accédé à cette demande".

"C'EST LA MANIÈRE DE FAIRE QUI M'A DÉRANGÉ"

Se serrer les coudes pour faire face aux difficultés, beaucoup de salariés n'y voient pas d'inconvénient. En revanche, c'est la façon de mettre en œuvre ces baisses et gels de salaires, ou encore des suppressions de RTT, qui sont mises en cause. Vincent, salarié d'un prestataire de service informatique, se souvient du moment où son entreprise "a décidé d'un gel des salaires". "Aucune raison n'avait été

donnée aux salariés. Il a fallu attendre une réunion d'information, mi-avril, pour qu'on nous dise qu'avec la crise, tout n'était pas rose", explique-t-il. "C'est surtout la manière de faire qui m'a dérangé", nuance-t-il, citant pêle-mêle "le manque d'information" et "l'absence de chiffres" justifiant cette nouveauté.

Les sociétés de services informatiques, ou SSII, n'hésitent pas à considérer la rémunération de leurs salariés comme une variable d'ajustement face à la crise. Comme le résume un salarié d'une grande SSII ayant souhaité garder l'anonymat, "c'est tout le secteur qui est atteint". "Il n'y a plus d'embauche, à part le changement de statut de stagiaires. CapGemini, Atos et Logica ont tous gelé les salaires", explique-t-il. Une situation qui risque de durer "jusqu'à mars 2010", estime ce salarié, pour qui la reprise de l'activité ne suffira pas à revenir à la normale.

Si certains syndicats, comme ceux de Hewlett-Packard, appellent à légiférer "pour mettre sous contrôle ces pratiques qui font école", le gouvernement joue la montre. Pour le ministre du travail, Brice Hortefeux, ces mesures ne sont pas "choquantes" si elles sont accompagnées de "contreparties". "C'est aux salariés de déterminer si les mesures proposées permettent ou non de préserver l'avenir de l'entreprise (...) dans le cadre d'une négociation interne", a-t-il résumé, estimant qu'"en période de crise, l'effort doit être partagé".

Mobilisation interprofessionnelle, mardi, sans appel national à la grève (25.05)

AP - 24.05

Pour la quatrième fois de l'année, tous les syndicats appellent à une journée d'action interprofessionnelle, mardi, pour exiger un changement de politique du gouvernement et du patronat face à la crise. Mais la mobilisation revêtira des formes très variées en l'absence de mot d'ordre national de grève et de manifestations, avec peu de perturbations attendues dans les transports.

Les huit organisations syndicales à l'origine de la mobilisation (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) ont en effet laissé cette fois-ci le soin à leurs fédérations, dans les entreprises et les branches professionnelles, de décider leur mode d'action "en fonction des réalités locales et visant à la participation du plus grand nombre", selon une déclaration commune.

Des préavis de grève ont été déposés à la SNCF par quatre fédérations de cheminots (CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT) et à la RATP par la CGT.

Selon un communiqué de la RATP diffusé dimanche, un "trafic normal" est prévu sur l'ensemble des lignes de métro, une circulation "normale ou quasi normale" est attendue sur le RER A et les réseaux des bus et tramways. Sur le RER B en revanche, la direction annonce un "trafic assuré à 50%" mais précise que la "garantie de service sera respectée".

De son côté, la SNCF prévoit, dans un communiqué diffusé dimanche, 50% de trafic en moyenne sur le réseau des TER, 60% en moyenne sur le réseau Transilien, et 75% des TGV en circulation.

Dans la Fonction publique, la CGT a déposé un préavis de grève pour couvrir "les agents (qui pourraient) choisir de cesser le travail ce jour-là". Des préavis de grève ont également été déposés aux Impôts, et dans plusieurs branches du secteur privé. Dans l'Education, les fédérations n'ont lancé aucun appel à la grève nationale.

Dans l'Enseignement supérieur, les principaux syndicats ainsi que l'organisation étudiante UNEF, appellent à participer aux actions qui seront organisées mardi.

Mais la journée ne sera pas marquée par de grandes manifestations de l'ampleur de celles des 29 janvier, 19 mars ou 1er mai derniers, même si les huit syndicats "appellent solennellement le gouvernement et le patronat à prendre en compte l'ampleur de ces rassemblements qui expriment inquiétude, désarroi et profond sentiment d'injustice", face, notamment à la crise, aux plans sociaux et au licenciements.

Le 19 mars, journée marquée par la plus forte mobilisation, entre 1,2 et 3 millions de personnes avaient manifesté dans toute la France dont entre 85.000 et 350.000 à Paris selon les sources. Mais mardi, il n'y aura par exemple pas de grand défilé dans la capitale, seulement un rassemblement place de la Bourse en fin de matinée, "en présence de délégations des salariés dans l'action", selon la CGT.

"Il y a un certain nombre de départements où il y a des appels à la grève interprofessionnelle, mais sinon les actions prévues vont de la distribution de tracts à la manifestation, donc c'est très diversifié", a déclaré à l'Associated Press le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU) Gérard Aschieri.

"Il peut malheureusement y avoir une impression de recul (de la mobilisation) mais ce serait une erreur de la comparer à celle de janvier ou de mars. L'objectif en terme de mobilisation n'est pas le même", a-t-il expliqué, alors que les syndicats entendent faire de cette journée un

"point d'étape", avant les manifestations interprofessionnelles et unitaires prévues dans toute la France le samedi 13 juin prochain.

La grève secteur par secteur (26.05)

AFP - 25.05

La SNCF va être la principale entreprise affectée par une grève, lors de la journée d'actions syndicales de mardi, dont l'impact va être assez faible dans les autres secteurs :

SNCF : Les quatre principaux syndicats (CGT, CFDT, Sud-Rail, Unsa) ont appelé à une grève de 24 heures, de lundi 20 heures à mercredi 27 mai à 08H00. La SNCF prévoit pour mardi une circulation des trains "perturbée", avec un trafic des TGV assuré à hauteur de 75%, des TER assuré à 50% et un trafic transilien à 60% en moyenne.

RATP : Seule la CGT a déposé un préavis de grève pour le 26 mai, et le trafic devrait être normal pour le métro, normal à quasi-normal pour les bus, tramway et RER A et assuré à 50% pour le RER B.

FONCTION PUBLIQUE : Les huit organisations syndicales (CGT, FO, CFDT, FSU, CFTC, Solidaire, Unsa, CFE-CGC) ont appelé les personnels à la journée de mobilisation sans préciser les modalités d'actions.

- L'union Snui/Sud et la CGT ont appelé l'ensemble des 125.000 agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) à la grève.

- **Éducation**: Une intersyndicale de l'enseignement supérieur -FSU, CGT, Solidaires, Sauvons l'université, Sauvons la recherche, Unef- appelle à participer à la journée, après seize semaines de mobilisation dans les universités.

Dans le primaire, des marches festives et sonores de parents d'élèves et d'enseignants auront lieu à Paris, soutenus par le Snuipp-FSU, premier syndicat d'enseignants dans les écoles.

RETRAITES : Sept syndicats de retraités (CFDT-CFTC-CFE-CGC-CGT-FP-FGR/FP-Unsa) ont appelé à participer aux mobilisations.

POSTE : le syndicat Sud-PTT a appelé à la grève, les autres fédérations (CGT, CFDT, FO, CFTC) ont appelé leurs organisations "à se réunir localement avec l'ensemble des postiers pour décider avec eux de leur participation massive aux mobilisations, sous toutes les formes". Les postiers des Bouches-du-Rhône seront en grève.

FRANCE TELECOM : Les six organisations syndicales appellent les salariés à une journée de mobilisation, sans appel à la grève nationale, mais avec des appels locaux, et des actions locales. A Paris, un rassemblement devrait avoir lieu le jour de l'assemblée générale des actionnaires.

BANQUE : L'intersyndicale (CFDT, CFTC, CGT, FO, SNB) du Crédit Lyonnais (LCL) n'appelle pas à la grève, mais demande à tous les salariés d'envoyer un fax de revendications à la Fédération bancaire française.

ÉNERGIE (EDF, GDF Suez, etc.) : L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC, appellent les agents à "faire du 26 mai une journée de mobilisation et de manifestations".

CONTINENTAL : Les salariés sont appelés à manifester à 14H00 à Compiègne.

COMMERCE : Les salariés des grands magasins (Galeries Lafayette, BHV, Printemps, Bon marché, Monoprix, Samada) à Paris sont invités à se rassembler devant les Galeries Lafayette, à l'appel notamment de la CFTC Paris, de la CFDT Commerce et de la CGT Galeries Lafayette, notamment sur la question des salaires, de l'emploi et du travail du dimanche.

RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS : des rassemblements sont prévus dans de nombreuses villes, notamment Marseille, Strasbourg, Lille, Rennes, Dunkerque, Reims et Tours. A Saint-Lô, une chaîne humaine devrait relier la préfecture et le Medef local, et des opérations escargots sont envisagés à Amiens, Sedan ou Caen. A Toulouse, quatre cortèges se rejoindront au Capitole, et à Paris, un rassemblement est prévu place de la Bourse.

Le JO publie un décret contraignant sur l'emploi des seniors (26.05)

La Tribune - 21.05

Le Journal officiel publie ce jeudi les mesures promises par le gouvernement en faveur de l'emploi des seniors. Le texte prévoit des amendes si les entreprises ne jouent pas le jeu.

Les entreprises françaises d'au moins 50 salariés non couvertes par un accord ou un plan d'action pour l'emploi des seniors se verront infliger une amende égale à 1% de leur masse salariale à partir du 1er janvier 2010, en vertu d'un décret publié ce jeudi au Journal officiel. La publication de ce décret permet l'application d'une disposition en ce sens de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2009.

Le décret précise que "l'objectif chiffré de maintien dans l'emploi" que les entreprises devront se fixer "concerne les salariés de 55 ans et plus", tandis que l'objectif de recrutement concerne les "50 ans et plus".

Le texte vient aussi détailler les six "domaines d'action" sur lesquels doivent porter les plans et accords sur l'emploi des seniors : recrutement des salariés âgés dans l'entreprise, anticipation de l'évolution des carrières professionnelles, amélioration des conditions de travail et prévention des situations de pénibilité, développement des compétences et des qualifications et accès à la formation, aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite, transmission des savoirs et des compétences et développement du tutorat.

Fin avril, le ministre du Travail, Brice Hortefeux, avait promis ce décret avant la fin mai bien que, quelques semaines auparavant, des syndicats et la presse aient affirmé que le gouvernement avait renoncé à le faire paraître, en raison de la hausse du chômage. "Le gouvernement a souhaité maintenir les objectifs et le dispositif" pour "ne pas remettre en cause la politique en faveur des seniors même si cela est plus difficile dans la crise", a-t-on commenté dans l'entourage du secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez, cité par l'AFP, faisant valoir que la formule était "assez souple" pour les entreprises et les salariés.

Travailler à la maison pendant un congé maternité? (26.05)

AP - 25.05

Les salariés doivent-ils pouvoir continuer à travailler de chez eux quand ils sont en arrêt maladie prolongé ou en congé maternité? C'est ce qu'a proposé lundi le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre, qui compte défendre à l'Assemblée "un droit nouveau" pour les travailleurs.

Le député des Hauts-de-Seine a déposé un amendement qui donne le droit aux employés déclarés inaptes à la reprise du travail, aux femmes en congé maternité et aux parents en congé parental la possibilité d'exiger de poursuivre leur travail depuis chez eux, sous la forme du télétravail.

"C'est complètement à côté de la plaque", a réagi Jean-Louis Malys, secrétaire national de la CFDT, qui s'est dit inquiet des conséquences de cette disposition sur la santé au travail.

Mais pour Frédéric Lefebvre, "dans un congé maladie, vous pouvez parfaitement être handicapé et maintenu à votre domicile sans pour autant avoir perdu ni vos facultés intellectuelles, ni votre énergie". Sans compter "le risque qu'à votre retour les choses aient été bouleversées dans l'entreprise", a-t-il ajouté.

"Plutôt que d'être éloignés très longtemps" du travail, il propose donc que les volontaires poursuivent leur activité, éventuellement à temps partiel. "Ca peut vous donner une sécurité" en vue du retour dans l'entreprise, assure-t-il.

L'entreprise ne pourrait pas refuser cette adaptation des conditions de travail "sauf à démontrer que les tâches habituellement exécutées par le salarié ne peuvent l'être que dans les locaux de l'employeur", selon le texte de l'amendement déposé sur une proposition de loi en débat à partir de lundi soir à l'Assemblée.

Frédéric Lefebvre en a fait état lors de la conférence de presse hebdomadaire de son parti, précisant que les employeurs n'auront pas non plus le droit de demander cette adaptation, afin d'éviter les pressions.

En revanche, il prévoit tout de même que l'employeur puisse "être incité à encourager le passage au télétravail" par une réduction sur les charges sociales". Cette réduction serait financée par la Sécurité sociale, qui devrait verser moins d'indemnités au travailleur concerné, puisqu'il serait alors payé par son entreprise.

"Tout ça demande des discussions" pour être affiné, a affirmé M. Lefebvre, qui a apporté peu de précisions techniques. Son amendement renvoie à un décret les modalités d'application.

La proposition de loi visant à "faciliter le maintien et la création d'emplois" que M. Lefebvre entend amender doit être débattue jusqu'à mercredi par les députés. Outre la promotion du télétravail, elle porte sur les groupements d'entreprise et ramène à deux mois la durée minimale d'un stage ouvrant droit à une gratification.

Début de l'examen d'un texte UMP sur le prêt de main-d'oeuvre (26.05)

Reuters - 25.05

Les députés ont engagé lundi soir l'examen d'une proposition de loi UMP, soutenue par le gouvernement, qui prévoit notamment d'assouplir les procédures de prêt de main-d'oeuvre entre entreprises.

Le texte, présenté par Jean-Frédéric Poisson (UMP), autorise le prêt de main-d'oeuvre dans tous les cas où l'entreprise prêteuse "ne tire pas de bénéfices", le but de cette mesure étant de permettre aux employeurs traversant une situation difficile de prêter temporairement un salarié plutôt que de le licencier.

L'opposition mais aussi la CGT et la CFDT sont vivement opposées à cette mesure. Ces dernières la considèrent comme "une dérive dangereuse et inacceptable".

"Derrière ce texte, il y a une dérégulation du droit du travail", a déclaré à Reuters Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste. "A l'évidence c'est moins de protection pour les salariés. L'UMP ne trouve rien d'autre à faire que d'aggraver les difficultés des salariés qui ne demandent qu'une chose c'est d'être davantage protégés aujourd'hui", a-t-il poursuivi.

Pour le député PS Jean-Patrick Gille, porte-parole de son groupe dans ce débat, ce texte comporte "des dispositions qui précarisent davantage le salarié en brisant le lien contractuel qui l'unit à l'employeur" notamment en "ouvrant la boîte de Pandore du prêt de main-d'oeuvre".

"Ces mesures ont pour objet d'assouplir et de sécuriser les dispositifs déjà existant, déjà pratiqués par les entreprises mais dans des conditions souvent risquées sur le plan juridique ou souvent incertaines", a répondu l'UMP Jean-Frédéric Poisson.

"Il ne s'agit pas d'une proposition de loi visant à détricoter, à affaiblir, à massacrer le droit du travail de quelque manière que ce soit mais tout simplement, dans une période difficile, de tenter tout ou presque pour faire face à la situation", a poursuivi l'auteur du texte.

Le secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, Laurent Wauquiez, a apporté le soutien du gouvernement à ce texte "intéressant" comportant de "vraies propositions" qui "apporte de nouvelles réponses concrètes, pragmatiques, opérationnelles".

La proposition de loi pour "faciliter le maintien et la création d'emplois" comporte d'autres mesures comme celle visant à assouplir la législation relative aux groupements d'employeurs.

Le texte propose également d'insérer dans le code du travail une définition du télétravail tel que prévu par l'accord du 19 juillet 2005 et fixe les règles de base l'encadrant afin de protéger les salariés concernés.

Outre le rétablissement pour 2009 du dispositif de l'allocation équivalent retraite (AER), le texte comporte également une disposition qui institue au bénéfice des entreprises de moins de 50 salariés un crédit d'impôt annuel de 1.000 euros par contrat de professionnalisation en cours concernant un jeune de moins de 26 ans.

Plusieurs amendements de la commission des Affaires sociales ont été retenus comme celui qui ramène de trois à deux mois la durée de stage nécessaire pour avoir droit à une rémunération.

L'examen de cette proposition de loi devrait reprendre mercredi pour s'achever jeudi.

UE: 78% des Français se sentent plus fort grâce à la construction européenne (26.05)

AP - 25.05

Près de huit Français sur dix (78%) trouvent que la construction européenne les rend plus forts face au reste du monde et six sur dix (61%) que l'appartenance de leur pays à l'Union constitue un atout face à la crise financière et économique, mais la moitié (49%) imputent la hausse des prix à l'Europe, selon un sondage Gallup publié lundi par la représentation en France de la Commission européenne.

Une forte majorité des personnes interrogées souhaitent que l'UE joue un rôle plus important en matière de lutte contre la crise économique (84%), ainsi que de recherche (87%), de lutte contre le chômage (86%) et de protection de l'environnement (86%). Plus de la moitié (54% contre 36%) pensent que les institutions européennes ont bien joué leur rôle face à la crise.

Le bilan de la présidence française du Conseil européen au deuxième semestre 2008 est ainsi largement positif aux yeux de l'opinion. Deux Français sur trois (66% contre 14%, 20% ne tranchent pas) jugent qu'elle a été plutôt une bonne chose pour l'Europe et 63% pour la France.

Seuls 27% des Français voient plutôt un risque dans l'appartenance à l'UE, alors que 80% se déclarent favorables à la construction européenne (contre 15%) et que 57% la considèrent comme un facteur de prospérité pour leur pays et une garantie de paix sur le continent (76%). Six sur dix (62% contre 28%) trouvent cependant qu'elle coûte cher au contribuable français et ils sont partagés sur ses vertus de bouclier face à la crise: 47% d'accord et 46% pas d'accord.

Interrogés sur ce qui définit le mieux l'identité européenne, plus de la moitié (57%) des Français citent la démocratie et le respect des droits de l'Homme, la géographie (56%) et/ou une économie de marché (55%); 38% citent l'existence d'une histoire commune et 19% un héritage religieux et spirituel. Six sur dix (60%) se disent à la fois Français et Européens, contre 31% Français et pas vraiment Européens.

Malgré leur attachement à la construction européenne, près de huit personnes interrogées sur dix (78%) déplorent une consultation insuffisante des peuples à ce sujet, et sept sur dix (69%) ne se sentent pas bien informés sur le fonctionnement de l'UE.

On note également dans ce sondage un certain désenchantement face à la classe politique: 76% des Français sont d'avis que les hommes politiques pensent à leur intérêt personnel avant l'intérêt général et 71% estiment qu'aujourd'hui, l'action politique a peu de poids par rapport aux réalités économiques.

Commentaires : Si 69% des personnes interrogées estiment ne pas savoir comment fonctionnent l'UE, on se demande comment ils peuvent alors se prononcer dans un tel sondage sur ce sujet !

Ce genre de sondage procède par amalgame, il tend à assimiler la vision de l'Europe des personnes interrogées à celle de l'Union européenne sans qu'elles aient conscience des intentions réelles que recouvre la politique de l'UE, c'est une manipulation.

Qui souhaiterait des mauvaises relations avec les pays voisins ou un risque de guerre ? Personne de sensé évidemment, et c'est à partir de ce constat qu'ils fabriquent ce genre de sondage en espérant qu'il insistera la population à aller voter le 7 juin. Ils jouent sur l'absence d'alternative politique à l'Union européenne pour convaincre les indécis d'y adhérer, une adhésion par défaut comme nombreux sont ceux qui votent par dépit à chaque élection.

Il paraîtrait que le taux d'abstention en Irlande pourrait atteindre 70%, comme quoi, ils ne peuvent quand même pas faire prendre des vessies pour des lanternes à tous les peuples aussi facilement qu'ils le voudraient ou indéfiniment, c'est rassurant.

J'allais oublier de vous dire que ce sondage avait été commandé par la Commission européenne !

Lutte frontale pour la gauche radicale (26.05)

Libération.fr - 25.05

C'est l'un des paradoxes de ces élections européennes. Alors que le capitalisme tremble, les anticapitalistes se divisent. Enjeu de cette discorde: le leadership de la gauche de la gauche. Un bras de fer oppose, dicit Jean-Luc Mélenchon, «la révolution par les luttes» du NPA d'Olivier Besancenot à la «révolution par les urnes» du Front de gauche (FG) qu'il a constitué avec le PCF après avoir quitté le PS pour créer le Parti de gauche. Et bonne nouvelle pour le sénateur de l'Essonne et Marie-George Buffet : inexistant il y a quelques semaines, le FG enregistre une percée dans les sondages, au détriment du NPA et du PS. «Ce qui fait tilt, notamment, chez les électeurs socialistes, c'est qu'on veut "sauver la gauche"», explique un dirigeant du Front de gauche.

Main tendue. Entre un NPA farouchement protestataire et un PS déboussolé par le Modem, Mélenchon rêve de «mener la marche», confiait-

il samedi à Libération dans le TGV de retour d'un meeting au Mans (Sarthe). Pour lui, «le principal enjeu» de ce scrutin est de devancer le NPA. Une condition sine qua non pour convaincre les centaines de milliers de «militants politiques, associatifs et syndicalistes» formant le «premier cercle de la gauche» de transformer le Front de gauche en «Front populaire» après le 7 juin. «On est passé de 2 % à 6 % sans aucune exposition dans les médias. Et pourquoi pas 10 % !» claironnait un ex-jeune socialiste lors d'un meeting du Mans.

Reste que, globalement, la gauche radicale semble mal partie pour toucher les dividendes de sa prescience antilibérale, lors du premier rendez-vous électoral européen suivant la victoire du non au référendum sur la Constitution européenne. En 2005, Besancenot, Mélenchon, Buffet et Bové battaient tribune commune. Quatre ans après, les ex-nonistes totalisent 15 % des voix, selon les sondages, mais se tirent la bourre. Début 2009, les lieutenants de Besancenot ont refusé la main tendue de Mélenchon, parce qu'ils soupçonnent le PCF d'«aller avec la gauche radicale les années impaires et de se faire élire avec le PS les années paires». De leur côté, les amis de Mélenchon stigmatisent le «sectarisme» et le «purisme» du NPA pour tenter de l'isoler : «L'affiche du NPA, c'est : "Pour protester, protestez utilement." Pourquoi pas "Voter pour la grève générale" tant qu'on y est. C'est complètement con !» explique Christian Picquet, ex-dirigeant de la LCR ayant rejoint le FG. Tous sont en revanche d'accord pour dénoncer la «traîtrise» de José Bové, désormais allié, au sein d'Europe Ecologie, à l'europhile Daniel Cohn-Bendit (lire ci-contre).

La tension est à la mesure de la compétition. Dans les sondages, NPA et Front de gauche sont au coude-à-coude entre 5 % et 7 %. Trois points derrière Europe Ecologie qui frôle les 10 %. Ainsi, dans le Sud-Ouest, Jean-Luc Mélenchon, 57 ans, est à touche-touche avec Myriam Martin, 41 ans, la candidate du NPA. Mais c'est José Bové, 55 ans, qui est le mieux placé pour être élu eurodéputé de cette circonscription. Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet jouent gros. Outre sa propre élection, l'ex-socialiste doit aussi assurer celle d'au moins deux têtes de listes communistes : Patrick Le Hyaric, en Ile-de-France, et Jacky Hénin, dans le Nord-Ouest. «La mobilisation n'est pas fameuse, notamment en Seine-Saint-Denis et dans le Sud-Ouest. Certains communistes soupçonnent Mélenchon de vouloir leur refaire le coup de Mitterrand en 1971», assure un responsable communiste. C'est-à-dire de siphonner leur électorat comme l'avait fait l'ancien chef de l'Etat en constituant l'Union de la gauche.

La bataille frontale FG-NPA se verra aussi en Ile-de-France où le premier présente Christian Picquet en numéro 3, et le second Olivier Besancenot en numéro... 3. «On va bien voir qui c'est qui a raison !» a tonné Mélenchon à la tribune. Au NPA, on fait le pari que le FG explosera dès le lendemain des européennes : «Mélenchon ne polarise rien du tout. Le PCF retournera avec le PS aux régionales. Ils discutent déjà pour les primaires de 2012.» Mais les amis de Besancenot concèdent toutefois qu'il est «plus facile pour des européennes de mobiliser un électorat PCF âgé que les jeunes et les salariés précaires d'un parti neuf comme le NPA». Conclusion d'un syndicaliste sarthois : «Besancenot nous chie dans les bottes. Mais il a les jeunes avec lui.»

Cheveux blancs. C'était flagrant samedi : si le Front de gauche a fait un tabac sur ces terres communistes unitaires sarthoises, le public était composé, pour l'essentiel, de personnes aux cheveux blancs. Qui ont vibré aux saillies de l'économiste Jacques Généreux, tête de liste FG dans l'Ouest : «Ça fait vingt ans qu'on expérimente la concurrence. Maintenant, il faut d'abord se renseigner pour savoir quel numéro appeler pour avoir un renseignement. Si je suis élu, je rétablirai le 12 !»

"Les grèves d'un jour tous les deux mois ne servent à rien" (27.05)

LeMonde.fr - 26.05

Les syndicats appellent mardi à une nouvelle journée d'action contre les initiatives du gouvernement face à la crise. Vous continuez à vous mobiliser ou vous avez cessé, expliquez pourquoi.

Roulée dans la farine par le gouvernement et les syndicats par Isabelle Altaraz

Je ne me suis pas mobilisée ce jour, car je ne pense pas qu'une manifestation mensuelle ou trimestrielle ait du poids. J'ai même le sentiment que cela ne sert qu'à canaliser la colère (ce qui arrange plutôt le gouvernement) et que cela ne répond pas du tout à la détresse qui monte. Surtout que les concertations qui suivent sont toutes en mi-teinte et je commence à avoir l'impression d'être roulée dans la farine par le gouvernement et les syndicats. J'attends que l'on passe à la vitesse supérieure.

Ras-le-bol des journées unitaires ponctuelles ! par François Spinner

Je n'ai pas fait grève aujourd'hui par ras-le-bol des journées unitaires ponctuelles et pour dire aux "grandes" centrales : arrêtez de nous mener en bateau. Après les mobilisations de janvier et mars 2009, la grève reconductible aurait pesé très fortement sur le gouvernement. Le secteur public pouvait probablement entraîner le secteur privé. Les revendications sur le pouvoir d'achat, l'emploi et la sauvegarde des services publics étaient et restent populaires.

Les idées portées par le syndicalisme des SUD et de la CNT ne sont pas majoritaires en termes organisationnels et médiatiques mais beaucoup de salariés et de précaires sont prêts – pour peu que ce message soit porté par la CGT et autres – à des luttes dures du type

LKP (Guadeloupe).

Une journée pour obtenir quoi ? par Christophe C.

Je suis syndiqué CGT dans le secteur des bureaux d'études. Je suis pour la grève, j'ai suivi les précédents mouvements. Je n'ai pas voulu me mobiliser mardi car j'aurais pu perdre, en plus de mon salaire, des heures pour avoir un jour de RTT de plus, pour me reposer de mon stress quotidien. Et pour avoir quoi au final ? Des directions syndicales qui demandent "des négociations" ? Le tout avec des "mobilisations diverses et originales" ! Mais de qui se moque-t-on ?

Je me mobiliserai seulement quand la grève générale illimitée sera proclamée. Là au moins j'aurais l'impression d'être utile et non pas manipulé par nos direction syndicales, qui collaborent de plus en plus avec un patronat implacable.

Il fallait se mobiliser avant ! par Eric Lerin

Malheureusement, c'était il y a quelques années qu'il fallait faire pression pour augmenter les salaires, lorsqu'il y avait de l'argent. De même pour l'Etat : c'était à ce moment-là qu'il devait assainir ses comptes et faire des réserves. Maintenant qu'on est dans la crise, l'argent n'est plus là... Manifestations et grèves ne changeront rien à l'affaire.

Solidaire... mais pas gréviste par Emmanuel Doin

Salarié du privé, dans une entreprise non soumise aux effets de la crise, avec une majorité de cadres, je suis solidaire des grévistes. J'ai été gréviste le 19 mars, mais pas aujourd'hui. Je soutiens le mouvement, car pour les cadres, l'ambiance dans les entreprises est de plus en plus détestable : objectifs inatteignables, pressions sur les plus fragiles, licenciements déguisés sous forme de propositions de départ négocié, parcellisation des tâches, dépressions...

Le syndrome Renault Technocentre nous atteint à notre tour. La lassitude gagne même les responsables de service. Mais pas d'action collective. Juste un désengagement des collègues face à un management et une organisation dont ils ne comprennent plus le sens.

Ça bougerait s'il y avait une grève générale, du type 1995. Mais il n'est pas encore temps. La direction lâche du lest sur les primes pour éviter les revendications. On verra à la rentrée si la colère diffuse et la lassitude se transforment en action.

Une grève ça se prépare ! par A. Nostian

L'usage du droit de grève est pour moi quelque chose de fondamental. Faire grève, c'est exercer le seul contre-pouvoir que l'on puisse avoir, en tant que salarié, face au pouvoir patronal. Si on l'utilise, cela doit être pour gagner concrètement. Les syndicats majoritaires utilisent le droit de grève pour sortir leur drapeau, et faire du spectacle. Une grève, ça se prépare, ça se construit, et cela doit durer jusqu'à ce que les salariés gagnent !!!

Les grèves d'un jour tous les deux mois ne servent à rien, à part à compter les manifestants, et les badges syndicaux. Faisons grève, oui, mais rarement et sûrement. Ne nous arrêtons pas de travailler un jour tous les deux mois, mais une semaine à la suite, en menaçant de continuer si l'on obtient pas satisfaction.

Une quatrième journée de mobilisation sociale faiblement suivie (27.05)

Reuters - 26.05

La quatrième journée de mobilisation sociale depuis le début de l'année en France a été faiblement suivie mardi, provoquant peu de perturbations dans les transports et à l'Education nationale.

Les huit syndicats qui avaient appelé à cette journée d'action pour exiger d'autres réponses du gouvernement face à la crise ont assuré que le mouvement ne s'essouffait pas malgré "l'immobilisme" des pouvoirs publics et du patronat.

Lors d'une conférence de presse commune, à Paris, ils ont fait état de "centaines d'actions décentralisées".

Ils ont évoqué des distributions de tracts, des prises de parole dans les entreprises ayant annoncé un plan social ou une opération de "sensibilisation" des caissières de supermarchés sur les conséquences de l'automatisation dans le Pas-de-Calais.

Ce sont "surtout des initiatives militantes qui ne déchaînent pas les foules et qu'il est sans doute plus difficile à mettre en évidence", a reconnu Marcel Grignard, secrétaire national de la CFDT.

Faire un bilan global chiffré "sera sûrement un peu compliqué mais ce ne sera pas une journée où il n'y aura rien", a-t-il dit aux journalistes.

Selon la SNCF, le taux de participation s'élevait à 19,79% à la mi-journée et le trafic était conforme aux prévisions : 75% des TGV, 50% des TER régionaux et 60% du Transilien, en région parisienne.

Selon l'Union des transports publics (UTP, syndicat patronal), 108 réseaux fonctionnaient normalement, aucun préavis de grève n'y ayant été déposé.

Dans les 26 réseaux où un préavis avait été déposé, on a constaté, selon l'UTP, entre 30 et 60% de circulation. Pour les autres, le trafic était supérieur à 60%.

Selon des chiffres gouvernementaux, le taux de grévistes au sein de la fonction publique a été de 2,4%, à comparer au chiffre de 21,1% enregistré le 19 mars dernier.

Au lendemain d'une réunion qu'ils avaient gardée secrète, les huit syndicats ont dévoilé une nouvelle plateforme de revendications concrètes, resserrée en dix points et adressée pour moitié au gouvernement, pour moitié au patronat.

PAS DE "LASSITUDE"

Au premier, ils réclament, entre autres, une revalorisation du smic et des minima sociaux, la prolongation de l'indemnisation des chômeurs en fin de droit, la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires et la "mise à contribution des stock-options".

Aux patrons, ils demandent notamment un accès facilité au chômage partiel, une meilleure répartition entre capital et salaires et des mesures favorables à l'emploi des jeunes.

Après l'irruption de la crise économique à l'automne, les plans sociaux "en pagaille" cet hiver et la période de "révolte", le mouvement social franchit une "étape nouvelle sur la base de propositions construites" pour sortir de la crise, s'est félicitée Maryse Dumas, numéro deux de la CGT.

D'autres dirigeants syndicaux réunis au siège de la CFDT ont fait état d'une "journée de transition" ou, à l'instar du secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri, d'une "respiration" dans la mobilisation.

Une nouvelle journée d'action est prévue à l'appel de l'intersyndicale le 13 juin, un samedi, ce qui, espèrent les syndicats, devrait favoriser la mobilisation.

Dans les défilés mardi, on avançait la crainte de perdre une journée de salaire pour expliquer la faible mobilisation.

"On aurait préféré manifester hors du temps de travail, car ça pèse sur nos budgets", a expliqué un syndicaliste à Rouen, où 2.000 personnes ont défilé.

Annick Coupé, de Solidaires, a mis en garde les pouvoirs publics contre la tentation du pourrissement.

"Si le gouvernement joue la montre et espère la lassitude, je crois qu'il ferait un très mauvais calcul et qu'il n'en a pas fini avec la mobilisation sociale dans les semaines et les mois qui viennent", a-t-elle dit.

Social : pas de mobilisation massive mardi (27.05)

AP - 26.05

La quatrième journée d'action interprofessionnelle pour interpellier gouvernement et patronat face à la crise n'a pas donné lieu mardi à d'imposantes manifestations, en l'absence d'appel national à des défilés et à des grèves. Seuls les débrayages à la SNCF ont donné une visibilité un peu significative au mouvement que les syndicats considèrent comme un "point d'étape", avant le nouveau "temps fort" du 13 juin.

Face à la crise, "le gouvernement doit mettre le 'social' au centre de sa politique économique", et le patronat "assumer ses responsabilités" ont déclaré les huit grands syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA, Solidaires) à l'issue de cette journée.

L'enjeu de cette journée d'action, marquée par des défilés, mais surtout des rassemblements, des distributions de tracts et ou encore des assemblées générales était de permettre un "large débat avec le plus grand nombre possible de salariés, de demandeurs d'emploi et de retraités" en vue "de mouvements plus importants", a souligné la secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas sur France Info.

Et de fait, on était très loin du million de manifestants -selon la police- mobilisé dans toute la France les 29 janvier ou 19 mars. Mardi soir, le ministère de l'Intérieur disait avoir comptabilisé 80.000 manifestants sur l'ensemble de la France.

A Toulouse, entre 7.500 et 9.000 personnes, selon les sources, ont défilé dans la matinée. "Y en a marre de la casse du système social français. Pour une société plus juste, solidaire et humaine, faisons converger nos luttes", proclamait une énorme banderole installée par les manifestants au Capitole. Quelques personnes avaient également réussi à entrer dans la mairie et accroché plusieurs pancartes aux fenêtres du Capitole revendiquant "Des garanties collectives et des droits nouveaux" ou affirmant "Nous ne paierons pas pour leur crise".

On comptait également entre 3.000 et 6.000 manifestants selon les sources à Bordeaux, 2.400 à 15.000 à Marseille, entre 400 et 2.500 à Rennes, ou encore, un millier selon la police à Lyon. A Paris, quelques centaines de personnes (200 selon la police, contre quelque 100.000 lors des précédentes journées) se sont rassemblées à la mi-journée place de la Bourse sous une pluie battante, essentiellement des fonctionnaires et notamment des enseignants.

Côté grèves, à la SNCF où quatre syndicats (CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail) avaient appelé à cesser le travail, le trafic a été perturbé avec 75% des TGV, 60% des Transiliens et 50% des TER assurés, selon la direction, en moyenne nationale. La direction a fait état de 19,8% de cheminots en grèves, la CGT de plus de 26%

Pour le reste des transports, on notait un trafic normal à quasi-normal à Paris dans le métro, le bus et sur les lignes de tramway, et des perturbations signalées dans le seul RER B avec une rame sur deux en circulation.

Ailleurs en France, l'Union des transports publics (UTP, qui représente le patronat de la plupart des réseaux) signalait dans un communiqué un "fonctionnement normal ou quasi-normal dans les transports urbains de voyageurs". Dans le transport aérien, quelques retards et annulations ont eu lieu à l'aéroport d'Orly, essentiellement dans la matinée.

Dans l'Education, le ministère signalait à la mi-journée entre 1,3% et 3,08% de grévistes alors que le principaux syndicats s'étaient seulement contentés de déposer des préavis pour "couvrir" les personnels souhaitant participer aux initiatives organisées localement, sans avoir appelé formellement à cesser le travail.

A l'échelle des trois secteurs de la Fonction publique, selon Bercy, le taux de grévistes était de 2,4% mais, là encore, les syndicats n'avaient pas formellement appelé à cesser le travail, sauf au Budget où le taux de grévistes était de 12,1%.

La mobilisation "peut apparaître comme en recul mais ce n'est pas le cas. Quant on veut durer, on est obligé de se donner des modalités d'action avec des formes variables", a déclaré à l'Associated Press le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU) Gérard Aschieri.

La CFDT, quant à elle, a défini cette journée commune un "outil de mobilisation et d'information des salariés en vue du 13 juin", date à laquelle tous les syndicats appellent à nouveau à manifester massivement dans toute la France.

45% des Français estiment être touchés par la crise (28.05)

Reuters - 27.05

Quarante-cinq pour cent des Français s'estiment désormais directement touchés par la crise économique et financière, soit une progression de 4 points en un mois, indique un sondage Viavoice.

Selon cette enquête, pour ACFCI et Les Echos, les nouvelles victimes de la crise se rencontrent en priorité auprès des plus jeunes, 37% des 18-24 ans s'estimant désormais directement touchés et 47% des 25-34 ans.

En revanche, les dirigeants d'entreprise ne sont pas plus nombreux qu'auparavant à estimer que leur société est "directement touchée" (60%, -1).

Cette perception de la crise bride les intentions de dépenses des Français et des dirigeants d'entreprise, souligne le sondage.

Dans leur ensemble, les Français demeurent massivement préoccupés par leur pouvoir d'achat, dont 64% estiment qu'il se "détériore." "Ce score est en repli de six points par rapport au mois de mars, mais son ampleur demeure particulièrement singulière", souligne l'institut de sondage.

Ainsi, 53% des personnes interrogées envisagent de "dépenser moins", en particulier les employés, les ouvriers, les artisans-commerçants et les travailleurs à leur compte.

Pour leur part, les dirigeants d'entreprises souhaitent toujours massivement contracter leurs dépenses, 83% envisageant de limiter leurs dépenses de fonctionnement, 58% de réduire les budgets de communication, et 53% les recrutements.

"La baisse de combativité des Français est purement et simplement un effet d'abatement" (28.05)

LeMonde.fr - 26.05

Henri Vacquin est sociologue du travail et consultant en relations sociales. Il estime que la moindre mobilisation lors de la journée d'action du 26 mai résulte d'une impuissance des politiques à répondre aux attentes des citoyens.

Après d'importantes journées de manifestation, la mobilisation semble marquer le pas. Est-ce la conséquence d'une erreur de stratégie syndicale ?

C'est vrai que jouer la mobilisation en puissance trop souvent, sans aucun élément en retour, peut faire monter un sentiment d'impuissance. Les syndicats ont jusque-là proposé un front uni et aucun ne veut assumer la responsabilité d'une rupture. Donc d'une certaine manière, ils continuent à agiter le mouvement, même si l'on note une baisse de leur combativité.

Face à l'impuissance politique, on ne peut pas éternellement trop demander aux représentants syndicaux et aux citoyens. On a l'habitude en France de discréditer les interlocuteurs syndicaux, mais ils ont montré qu'ils étaient capables, d'une certaine manière, de réguler la colère. C'est ce que l'on a vu lors des manifestations précédentes.

Le mouvement syndical et social est-il dans une sorte d'impasse ?

En tout cas, on n'en est pas loin. Ce pays a des traditions de colère manifeste. Je suis davantage inquiet d'une éventuelle baisse de combativité que de la montée des colères. Le pire des drames, c'eût été qu'il ne se passe rien. Plus il y a d'atonie sociale, plus il y a risque d'explosion. Et j'espère que le gouvernement n'ira pas jusqu'à se féliciter d'une éventuelle baisse de la mobilisation telle qu'on en parle partout. Ce serait une erreur capitale car cette baisse de combativité est purement et simplement un effet d'abatement. Mais un abatement qui ne préjuge en rien des colères rentrées qui sont disponibles.

Dans ce cadre, la journée de mobilisation du 13 juin est importante, mais la plus grande des interrogations reste la rentrée de septembre. Nous sommes dans une situation où personne ne peut préjuger de ce qu'il en sera demain d'une éventuelle déstabilisation sociétale.

Les salariés de RFI entament leur troisième semaine de grève (28.05)

LeMonde.fr - 26.05

Entamée le 12 mai, la grève à Radio France internationale (RFI) ne semble prête à cesser. Les syndicats FO, SNJ, SNJ-CGT et SNRT-CGT, à l'origine de la grève, ne sont pas satisfaits des négociations et ont écrit, mardi 26 mai, au conseiller social de Nicolas Sarkozy, Raymond Soubie, pour demander une médiation.

Au cœur du conflit : le plan social annoncé en janvier par la direction qui prévoit 206 suppressions de postes sur un millier ainsi que la fermeture de plusieurs bureaux de langues (allemand, albanais, polonais, serbo-croate, turc et laotien).

Ce plan social est lié au rattachement de RFI à l'audiovisuel extérieur de la France (AEF), prévu pour le 5 juin. "Pourquoi veut-on sacrifier RFI pour développer l'AEF ?" dénonce Addala Benraad, déléguée syndical SNJ-CGT. "A RFI, il y a eu une nécessité de recapitalisation à hauteur de 16,9 millions d'euros, explique Geneviève Goëtzing, directrice déléguée. L'Etat a réinvesti ce montant, mais il ne doit plus y

avoir de déficit et c'est la raison pour laquelle nous devons faire ce plan. Nous sommes arrivés à ce chiffre de 206 postes et on ne peut pas revenir dessus. C'est non négociable".

"Ce ne sont pas les salariés qui doivent payer les pots cassés d'une mauvaise gestion ! accuse cependant Maria Afonso, secrétaire au comité d'entreprise et délégué FO. D'autant plus qu'il s'agit de licenciements imposés". "Si les 206 personnes concernés se portent volontaires, il n'y aura aucun licenciements forcés", se contente de répondre Geneviève Goëtzinger :

"ALAIN DE POUZILHAC NE VEUT PAS NOUS ÉCOUTER"

Pour Addala Benraad, "nous sommes devant un plan qui maquille des licenciements en départs volontaire. Deux cent six personnes ont été choisies et on leur dit 'si vous êtes volontaires, vous partirez avec un peu plus d'argent'. Mais s'ils ne sont pas volontaires, ils seront virés!". "Monsieur Alain de Pouzilhac [PDG de RFI et patron de l'AEF] ne veut pas étudier nos propositions", poursuit-elle. : (00:39')

Mardi, celui-ci était attendu pour négocier. Il n'est pas venu, retenu à Varsovie, et quatre syndicats (FO, SNJ, SNJ-CGT et SNRT-CGT), qui l'ont appris au dernier moment, ont quitté la table. "Il y a quelques semaines déjà, il était à Cannes, alors que nous étions en plein milieu d'une grève illimitée, avec un plan social comme il n'y en a jamais eu à RFI". "M. de Pouzilhac a cinq entreprises à présider, c'est normal qu'il ne puisse pas toujours venir", se défend-on à la direction.

Geneviève Goëtzinger rejette d'ailleurs la faute sur les quatre syndicats grévistes – une "minorité" qui "paralyse RFI" – et ne comprend pas leur position. "Pourquoi les syndicats sont-ils réfractaires à l'amélioration des conditions de départ ?", demande-t-elle :

Parce que, explique Addala Benraad, "nous voulons ouvrir les départs volontaires à d'autres personnes que les 206 qui sont, de toute façon désignés, par la direction". Les syndicats dénoncent en outre un "flou" autour de la réorganisation de RFI au sein de l'AEF. Le 12 mai, la Cour d'appel de Paris a suspendu le plan social, demandant à la direction de fournir les documents sur la mise en place de la holding AEF. "Nous devons connaître la clé de répartition du budget dans l'AEF, obtenir le contrat d'objectif et de moyen [COM, négocié entre l'AEF et l'Etat] pour savoir si RFI a bien un avenir", explique Maria Afonso. "Il y a un comité d'entreprise jeudi et on fournira à ce moment-là toutes les informations sur l'état des négociations sur le COM et sur les relations entre RFI et l'AEF", assure Mme Goëtzinger.

"NOUS VOULONS DÉVELOPPER RFI"

D'autre part, la directrice déléguée de RFI met en avant le besoin de restructuration de RFI. "Il faut réfléchir à une nouvelle stratégie, explique-t-elle. Il y a des secteurs dans lesquels on estime ne plus devoir investir mais nous voulons développer le persan, le chinois, par exemple, développer Internet.". Des choix stratégiques qui, craint Addala Benraad, pourrait aboutir à la suppression pure et simple de la radio.

"Absurde" répond Mme Goëtzinger. "RFI est irremplaçable. C'est du procès d'intention pur. Nous voulons développer RFI, avec la radio numérique terrestre, les nouveaux médias ou la téléphonie mobile". "Pour notre auditoire en Afrique, la radio est indispensable, argumente quant à elle Addala Benraad. Tout le monde l'a et c'est gratuit. La direction veut développer les flash sur les téléphones portables : vous pensez qu'un Nigérien peut être concerné ? Il faut qu'il ait le téléphone, déjà, que le réseau passe et ensuite, qu'il paye. Non mais, de qui se moque-t-on?"

58.500 chômeurs supplémentaires en avril (30.05)

Reuters - 29.05

La montée du chômage s'est poursuivie en avril en France, le nombre de demandeurs d'emploi progressant de 2,4% par rapport au mois précédent (+58.500 personnes) pour franchir la barre des 2,5 millions, selon les données publiées par le ministère de l'Economie et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, qui avait augmenté de 63.400 personnes en mars, après 79.900 en février et une hausse record de 100.400 personnes en janvier, s'inscrit ainsi en progression de 24,6% sur un an.

La hausse du chômage sera continue en France et dans le reste de l'Europe durant toute l'année 2009 et se poursuivra sans doute début 2010, avait prévenu le Premier ministre, François Fillon, dans la matinée.

"Pour que l'économie crée des emplois, il faut qu'elle soit en croissance d'au moins 1,5 à 2%", avait-il ajouté sur Europe 1 alors que le gouvernement s'attend à une contraction de l'activité de 3% cette année.

Fin avril 2009, en France métropolitaine, 3.571.500 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (3.785.600 y compris Dom), dont 2.506.700 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.604.800 exerçaient une activité réduite courte ou longue (catégories B et C), précise le ministère dans un communiqué.

Le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues, y compris les personnes dispensées de recherche d'emploi, a franchi en avril le seuil des 4 millions de personnes à 4.003.500 personnes.

Selon les dernières prévisions publiées par l'Unedic, le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories confondues pourrait augmenter de près de 640.000 personnes cette année et celui des demandeurs d'emploi indemnisés de 411.000 personnes.

Le chômage des jeunes, contre lequel le gouvernement a annoncé fin avril un plan d'urgence, enregistre une nouvelle augmentation en avril avec 20.800 demandeurs d'emplois de catégorie A supplémentaires dans la tranche d'âge des moins de 25 ans (+4,6% sur le mois, +39,9% sur un an).

L'impair royal de Nicolas Sarkozy (30.05)

Lexpress.fr - 28.05

La Reine Elizabeth II d'Angleterre n'a pas été invitée à commémorer le débarquement en Normandie.

La Reine d'Angleterre, Elizabeth II, a peu goûté d'être oubliée par le gouvernement français pour commémorer l'anniversaire du Débarquement. Mais une frange de la presse britannique a accueilli cet oubli avec encore plus de virulence. Revue de presse.

Nicolas Sarkozy l'aura appris à ses dépens, le protocole britannique ne souffre aucun ajustement, encore moins une omission. En oubliant de convier la Reine Elisabeth II à la cérémonie du 65e anniversaire du débarquement en Normandie, le 6 juin prochain, le président de la République s'est attiré les foudres des tabloïds anglais. Alors que la France a reconnu ne pas avoir envoyé d'invitation à Buckingham Palace, le Premier ministre, Gordon Brown, prendra part aux commémorations, non sans en avoir fait la demande au préalable.

Premier à dégainer mercredi, le Daily Mail estime que "cet échec [...] est une insulte aux 17 556 Britanniques et aux 5 316 Canadiens tombés au champ d'honneur en France et enterrés là-bas". En filigrane, le plus ancien tabloïd d'Angleterre déplore l'attitude de "Sarko l'américain", qui "honorerait la seule mémoire des Etats-Unis".

"Il y aura d'autres 6 juin"

Dans une tribune au vitriol, l'éditorialiste Robert Hardman va encore plus loin. En partant du postulat hollywoodien, "où les seuls héros de la guerre sont américains", il fustige le président français "qui préfère murmurer de gentilles banalités à Barack Obama". M. Hardman constate que "la Reine est la seule chef d'Etat encore en vie qui ait servi pendant la Deuxième Guerre Mondiale", et rappelle non sans ironie qu'il y a quelques mois, "Windsor a déroulé le tapis rouge à Nicolas Sarkozy et à sa charmante épouse Carla". Cerise sur le gâteau, l'éditorialiste n'hésite pas à conclure son billet en affirmant qu'"il n'est pas trop tard M. Sarkozy", cet appel suivi de l'adresse... de Buckingham Palace.

Toujours dans le Daily Mail, décidément à la crête de cette vague d'indignation, Stephen Glover évoque, lui, "une insulte incroyable" à l'encontre de la Reine. Mais à ses yeux, si la faute incombe d'abord à Nicolas Sarkozy, "le président à moitié-français, à moitié-hongrois", Gordon Brown et son administration portent aussi leur part de responsabilité. "Ils ont refusé de traiter ce 65e anniversaire comme un événement important avant d'y être contraints", écrit-il. La suite est à l'avenant, et le journaliste arrive à la conclusion suivante: la France serait incapable d'admettre que la Grande-Bretagne l'a sauvée pendant la guerre.

Inhabituellement mesuré, The Sun se contente d'un titre faussement frondeur: "Nicolas Sarkozy snobe la Reine". La "grande presse" de Fleet Street, elle, préfère se tenir à l'écart de la polémique. Ainsi, le Daily Telegraph se contente-t-il de relayer le mea culpa du gouvernement français. "Il y aura d'autres 6 juin", précise ainsi un Luc Chatel lapidaire. On ne badine pas avec le protocole.

Continental: 50.000 euros de prime de départ pour chacun des salariés. (31.05)

AP - 30.05

Les syndicats du fabricant de pneumatiques Continental à Clairoix (Oise) ont obtenu de la direction le versement d'une prime extra-légale de départ de 50.000 euros nets à chaque salarié, a-t-on appris samedi soir de source syndicale.

"Nous avons obtenu 50.000 euros nets de prime extra-légale de départ, plus 0,6 mois par année d'ancienneté" vendredi lors d'une réunion tripartite (syndicats, direction et Etat), a déclaré à l'Associated Press Philippe Biernacki, élu CFDT. "On a bataillé".

L'accord n'est cependant pas encore définitivement signé. La direction n'a pu être jointe dans l'immédiat.

Environ 800 salariés réunis samedi en assemblée générale ont approuvé ce compromis, fruit de "la lutte et de la négociation", ainsi que le congé de mobilité allant jusqu'au 31 décembre 2011.

"Aucune société en France n'a permis 23 mois de congé de mobilité, soit 23 mois avec 80% de sa rémunération pour rechercher un emploi et être formé", a souligné Philippe Biernacki en ajoutant que "la direction s'engageait à reclasser les salariés", qui seront selon lui "payés à 100% jusqu'au 31 janvier 2010".

Interrogé sur ce compromis, il a expliqué que "l'assemblée générale était à 95% satisfaite. Le travail qui a été fait, c'est le travail de deux mois et demi de négociations et de rapport de force". Reste que "le préjudice est énorme, celui de perdre son emploi et de devoir en retrouver un autre dans la conjoncture actuelle", a-t-il dit.

Philippe Biernacki a expliqué qu'il restait "d'autres points à discuter" tels que "les préretraites" lors d'une nouvelle réunion tripartite vendredi prochain. "On pourra véritablement évaluer le PSE à la fin", a-t-il noté.

Il a par ailleurs expliqué que des salariés de Continental "iraient épauler" leurs collègues de Goodyear, qui vont touchés par des licenciements, lors d'un rassemblement mardi à Amiens. "On compte bien être entre 600 et 800 personnes", a-t-il déclaré, ajoutant que les salariés de Goodyear "viendraient soit jeudi soit vendredi" sur le site de Clairoux.

La direction de Continental avait annoncé le 11 mars son intention de fermer l'usine de Clairoux qui compte plus de 1.100 salariés, faisant valoir les difficultés actuellement traversées par l'industrie automobile. Elle a maintenu son projet de fermeture du site le 29 avril lors de la réunion de médiation avec les représentants du personnel et le gouvernement qui s'est tenue au ministère de l'Economie.

Article complémentaire.

Les "Conti" obtiennent 50 000 euros de prime de départ (31.05)

LeMonde.fr avec AFP - 30.05 Les syndicats du fabricant de pneumatiques Continental à Clairoux dans l'Oise annoncent, samedi 30 mai, qu'ils ont obtenu de la direction le versement d'une prime extra-légale de départ de 50 000 euros à chacun des 1 120 salariés. Plus de 900 salariés de chez "Conti" réunis en assemblée générale ont voté leur accord à cette proposition de la direction du groupe négociée vendredi lors d'une réunion tripartite (syndicat, direction, Etat).

"On peut dire qu'on est arrivé à un compromis acceptable en passant de 20 000 euros à 50 000 euros de prime extra-légale", déclare Xavier Mathieu, délégué CGT du site de Clairoux. "Continental, c'est aussi un bel exemple de solidarité", ajoute-t-il, expliquant que les plus anciens avaient accepté le principe de la prime unique alors qu'ils auraient pu gagner plus. De son côté, la direction du fabricant allemand de pneus n'a pas voulu confirmer l'information indiquant que pour l'instant "rien n'est certain tant que l'accord n'est pas définitivement signé".

"ON EST SÛR D'AVOIR AU MOINS 75 % DU SALAIRE JUSQU'À 2014"

"De plus, on a obtenu que Continental nous paye jusqu'à octobre à 100 %, ensuite on démarre un congé de reconversion de 23 mois jusqu'à fin 2011. On peut dire qu'on est sûr d'avoir au moins 75 % du salaire jusqu'à 2014 et une prime entre 50 000 et 100 000 euros nets d'impôts", a expliqué M. Mathieu. "On est très fier de ces négociations, mais il va falloir encore discuter des conditions de préretraite et de reclassement, il y a une autre réunion tripartite vendredi 5 juin", a-t-il ajouté.

Après ces deux mois et demi de lutte, les "Conti" manifesteront aux côtés des Goodyear à Amiens, mardi. Continental avait révélé le 11 mars son intention de fermer l'usine de Clairoux pour cause de surcapacités de production et manque de compétitivité du site. L'annonce avait provoqué la colère des salariés qui avaient accepté en 2007 un retour aux 40 heures de travail hebdomadaire contre une promesse de maintien de l'emploi jusqu'en 2012.

Cinq salariés racontent la crise de l'intérim. (31.05)

Le Monde - 30.05

Dans la petite agence Manpower de Saint-Junien, près de Limoges, les missions d'intérim se font rares. "Au début de l'année, explique le directeur, Eric Moulinard, c'était la cata, on était à moins 47 % d'activité." Autour de ce petit bourg de 11 000 habitants, l'emploi, c'est d'abord l'emballage. "Quand le carton va mal, c'est qu'on n'emballage plus parce que rien ne sort des entreprises", résume M. Moulinard.

Laetitia Bissirieux, 28 ans, subit le reflux. "Ces derniers mois, on m'a proposé des missions plus courtes, il y a des licenciements partout", dit-elle. Surtout, "on est sous pression, il y a plus de concurrence entre intérimaires". Le temps où Laetitia pouvait refuser des propositions d'embauches, des contrats à durée indéterminée (CDI), est bien fini.

Du même âge qu'elle, Eddy Coulebaud avait choisi l'intérim pour une certaine liberté. "Mais, explique le jeune homme, il faut aimer l'inconnu, être prêt à changer, ne pas être très difficile." Eddy, qui voyait les missions se succéder sans souci dans la cartonnerie, la manutention, a peur. "Je me suis fixé, j'ai une petite Manon de 15 mois, j'ai acheté une maison et si une entreprise me propose un CDI, je prends, confie-t-il. Et je ne suis pas le seul, beaucoup d'intérimaires cherchent "le contrat"."

PRENDRE "TOUT CE QUI PASSE"

Pour faire attendre les "fidèles" de l'agence, explique son directeur, "on compense le recul d'activité en prenant tout ce qui passe, ce qu'on ne faisait pas avant. Si vous m'appeliez pour avoir deux personnes pour quatre heures de déménagement, je vous disais que je n'avais personne. Aujourd'hui, je les trouve".

Pour Eric Moulinard cependant, le plus dur reste à venir. Si l'activité peut redémarrer très vite, de même qu'elle s'est effondrée en quelques semaines, septembre et octobre vont être très difficiles. "Ceux qui touchent les allocations chômage ne nous ont pas encore mis la pression, dit-il. Mais, à la rentrée, ce sera différent."

En plein cœur de Limoges, la directrice d'une des agences Manpower confirme. "On n'a aucune visibilité, beaucoup de nos intérimaires se sont inscrits à Pôle emploi et laissent passer un peu de temps avant de rechercher des missions", raconte Stéphanie Le Moal. Dans le même temps, certains secteurs connaissent des difficultés de recrutement. Dans la vitrine, quelques affichettes restent accrochées : "recherche frigoriste, boucher, infirmière, chaudronnier, pâtissier confirmé...".

Karine Dupuy, 32 ans, soudeuse, n'a jamais eu de problème pour travailler. Jusqu'à aujourd'hui. "Les seules missions que l'on me propose sont loin d'ici, mais avec ma fille, je ne peux pas bouger, explique-t-elle. Si c'était pour un CDI, je le ferai, mais pas pour une mission de deux mois."

Eric Deglane qui, à 25 ans, est retourné vivre chez ses parents, rêve lui aussi de CDI. "Mais, il n'y a rien, dit-il. Alors, je prends n'importe quoi, des missions d'une journée, un déménagement, des mises en rayon sur une demi-journée."

Claudie Lebreton aussi est prête à faire de gros efforts. Spécialisée dans le secrétariat, cette jeune femme de 26 ans patiente des mois avant de pouvoir travailler quinze jours. Avant, c'était l'inverse : quelques jours d'attente pour des contrats de plusieurs mois. "Les boîtes préfèrent assurer les remplacements en interne plutôt que de recourir à l'intérim", assure-t-elle.

Ce reflux massif laisse aussi des traces dans les agences. "On a arrêté nos CDD, fermé une antenne dans la région et organisé des mobilités internes pour ne pas avoir à licencier, explique le responsable régional, Christian Michelet. A chaque crise, on anticipait le ralentissement et le redémarrage, dit-il. Je crains que celle-ci ne laisse plus d'entreprises KO et n'ait plus de conséquences sur le long terme."

Au Leclerc d'Ibos, une banderole sur "les salaires les plus bas" a déplu (05.06)

Le Monde - 04.06

Au centre commercial Méridien Leclerc dans le village d'Ibos, près de Tarbes, on n'aime guère les "agitateurs". Et c'est à la suite d'une grève de trois heures, le 19 mars, que trois salariés du centre commercial viennent de se voir signifier leur prochain licenciement.

Motif officiel : "Licenciement économique." Mais dans la région, personne n'y croit. "C'est peu convaincant, presque risible", estime Jean Glavany, député (PS) des Hautes-Pyrénées, évoquant les 2,5 millions d'euros de dividendes distribués au titre de 2008 et les travaux d'agrandissement prévus pour un budget de... 50 millions d'euros. "Si la justice prud'homale existe encore, ce que je crois, cette affaire n'a aucune chance de passer, s'emporte l'ex-ministre de l'agriculture. Il y a assez de "vrais" licenciements économiques en ce moment pour ne pas en rajouter."

"PAS DE GRÈVE DEPUIS 1976"

Pour Florence Andrieu, Christian Doleac et Cyrille Panassac, les trois salariés concernés, tout serait parti d'une banderole. Le 19 mars, ils brandissaient une affiche sur laquelle on pouvait lire "Leclerc, les salaires les plus bas". Détournement du slogan du distributeur - "les prix les plus bas" - qui se veut "LE" défenseur du pouvoir d'achat. Le lendemain, la photo était dans la presse régionale. "La direction n'a pas aimé", constate Mme Andrieu.

"Nous avons des revendications salariales, explique-t-elle, citant des cas de salariés ayant plus de vingt-cinq ans d'expérience et payés 100 euros par mois, mais pas seulement." Pour elle comme pour ses collègues, il s'agissait de rétablir le droit des salariés. "Au Méridien d'Ibos, il n'y a aucun syndicat depuis sept ans, et pas de grève depuis 1976 !", indique-t-elle.

Une situation qui s'expliquerait par la mainmise de la famille des Saint-Laurent dans la région. Depuis près de cinquante ans, Jacqueline Saint-Laurent, surnommée "la patronne des Leclerc béarnais", et ses deux fils, Brice et Davy, possèdent quatre centres Leclerc, représentant des milliers d'emplois cruciaux pour la région. "Nous avons toujours eu de bons rapports avec la famille, rapporte le maire (PS) d'Ibos, Daniel Frossard. Aussi, après cette affaire, je suis tout de suite allé voir Davy pour lui dire que cela était malvenu." Mais, cette fois-ci, "je n'ai pas été entendu", regrette-t-il.

De fait, pour la famille, cette fronde est inexplicable. "Nous sommes une entreprise familiale, très protectrice, estime M. Saint-Laurent. Le magasin a fait des bénéfices l'année dernière, on ne s'en cache pas, mais le résultat d'exploitation s'est effondré de 25 %." Et si le patron est resté discret sur ces contre-performances, c'est, dit-il, qu'il "ne voulait pas créer de psychose et affoler les salariés". Ce serait donc officiellement pour éviter une aggravation des difficultés que la direction aurait décidé de se séparer de ces trois personnes, payées au smic, travaillant au Leclerc Méridien d'Ibos.

Flambée du chômage en France début 2009 (05.06)

AP - 05.06

Le taux de chômage en France métropolitaine s'établissait à 8,7% de la population active au premier trimestre 2009 (9,1% en incluant les DOM), a annoncé l'INSEE jeudi matin, soit une progression de 1,1 point par rapport au quatrième trimestre 2008. "C'est brutal", a commenté la ministre de l'Economie Christine Lagarde.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), le nombre de chômeurs en France métropolitaine au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établissait ainsi à 2.455.000 personnes au premier trimestre 2009. Ce sont les jeunes qui sont le plus touchés par la forte progression du chômage avec un taux de 22,7% de demandeurs d'emploi parmi les 15-24 ans en France métropolitaine, 23,5% en incluant les DOM.

"C'est évidemment un mauvais chiffre", a déclaré la ministre de l'Economie et de l'Emploi sur Europe-1. "On a une dégradation de la situation de l'emploi qui est tout simplement la conséquence de la dégradation de la situation économique depuis six mois".

De son côté, Alain Vidalies, secrétaire national du PS au Travail et à l'emploi, a estimé qu'il était "plus que temps d'agir" face à "la situation catastrophique" que confirmait ce chiffre. "La stratégie d'attente de sortie de crise du gouvernement s'avère désastreuse. La France, et l'Europe, doivent se doter d'un plan de relance massif et d'une véritable politique d'aide aux chômeurs", a-t-il lancé dans un communiqué. Il a ainsi jugé "nécessaire de prolonger de six mois la durée d'indemnisation sur la base de 80% du salaire; d'étendre les contrats de transition professionnelle à l'ensemble des bassins d'emploi et de porter la durée d'indemnisation à deux ans; d'augmenter le coût des licenciements pour les entreprises qui versent des dividendes ou rachètent leurs propres actions pour éviter les licenciements de pure convenance".

La publication de ces chiffres intervient alors que le Pôle Emploi avait annoncé vendredi dernier, pour le seul mois d'avril, une hausse de 2,4% du nombre d'inscrits en catégorie A (disponibles immédiatement et sans aucune activité, même partielle), soit 58.500 demandeurs d'emploi supplémentaires sur un mois.

En janvier, le nombre d'inscrits en catégorie A à Pôle emploi était de 90.200, puis 79.900 en février et 63.400 en mars. La ministre de l'Economie estime que la hausse du chômage dans les six prochains mois va se poursuivre. "C'est une situation qui va perdurer, c'est pour cela qu'on a décidé de s'y attaquer de manière forte".

Dans les statistiques diffusées jeudi matin, l'INSEE note par ailleurs que parmi les personnes disposant d'un travail, 5,4% sont en situation de sous-emploi (à temps partiel mais souhaitant un temps plein, notamment) au premier trimestre 2009, soit une hausse de 0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2008. "Cette hausse est principalement liée à la hausse du chômage technique ou partiel", précise l'INSEE.

«Jamais la France et les Etats-Unis n'ont été aussi proches» (07.06)

Libération.fr - 06.06

Voici les principales déclarations des deux Présidents lors du point presse qu'ils ont donné à la préfecture de Caen (Calvados).

A noter que le président français s'est adressé à son homologue américain en le tutoyant.

Nicolas Sarkozy:

«Jamais la France et les Etats-Unis n'ont été aussi proches (...)

Nous soutenons la main tendue du président Obama à la Russie et nous approuvons sa politique (...)

J'ai dit au président Obama que nous sommes d'accord avec lui sur la question israélienne et palestinienne. Les Palestiniens ont droit à un Etat (...)

Sur la question iranienne, l'Europe, la France et les Etats-Unis sont solidaires (...)

Sur la Corée du Nord, nous sommes en totale communauté de vue (...)

C'est un plaisir de travailler avec Barack Obama. La France est l'amie des Etats-Unis, nous avons la totale volonté de travailler sur les grands sujets.»

Barack Obama:

«Je suis heureux d'être en France en ce jour qui marque le retour à la liberté (...)

La France a joué un rôle exemplaire dans l'Otan. Nous ne pouvons qu'apprécier cette nouvelle ouverture, qui ne peut qu'assurer une sécurité renforcée en Europe (...)

Nous sommes dans une optique d'ouverture avec les Iraniens mais nous devons rester fermes (...)

Nous sommes proches dans nos positions sur la Russie (...)

Nos valeurs sont les mêmes sur les problèmes des droits de l'Homme et de la sécurité (...)

Nos alliés dans l'Otan sont déterminés à mettre en place un régime démocratique en Afghanistan (...)

Nous sommes reconnaissants de l'esprit de Nicolas Sarkozy sur ces questions de sécurité (...)

Nous sommes de tout coeur avec la France sur la tragédie de la disparition de l'aéronef. Nous adressons nos condoléances les plus sincères à la France et aux familles des victimes.»

Les deux Présidents ont ensuite répondu à des questions de journalistes sur les thèmes suivants:

L'Iran Barack Obama:

«Ce n'est pas du jour au lendemain que l'on va régler un problème vieux de 60 ans. Il faut résoudre cette question de façon pacifiste. Nous sommes d'accord avec le président Sarkozy pour dire qu'il faut aller au-delà de l'impasse actuelle. Les Palestiniens doivent renoncer à la violence et améliorer leur propre gouvernance pour rassurer les Israéliens. Nous ne pouvons pas imposer la paix dans cette région du monde. Si nous pouvons rester amis avec Israël, les Etats arabes, au même titre que la communauté internationale, doivent être intégrés dans ce processus.»

Nicolas Sarkozy:

«J'ai dit à l'Iran qu'il doit saisir la main tendue par Barack Obama. Nous sommes tous sur la même ligne. L'Iran a droit au nucléaire civil oui, militaire non. On ne peut pas accepter les déclarations agressives et refuser les contrôles de l'AIEA [l'Agence internationale pour l'énergie atomique, ndlr]. L'Iran est un grand pays, nous voulons la paix et le dialogue, mais pas la dissimulation de l'arme nucléaire.»

L'Europe pas priorité de la diplomatie américaine?

Barack Obama:

«J'ai un emploi du temps extrêmement chargé. Je considère Nicolas Sarkozy comme mon ami, et je sais que cette amitié est réciproque. Un jour, je serai l'ex-Président des Etats-Unis et alors vous me verrez beaucoup plus souvent en France.»

Nicolas Sarkozy:

«Vous croyez qu'on n'a pas autre chose à faire que de faire des belles photos en papier glacé et en se tenant par la main? Vous croyez qu'avec la crise économique et l'Iran, on n'a pas autre chose à faire qu'aller au restaurant? On est là pour travailler et obtenir des résultats. Et c'est très facile de travailler avec le président des Etats-Unis.»

Barack Obama:

«Le président Sarkozy parle vite, on a donc plus de temps pour faire des choses!»

Nicolas Sarkozy:

«Et lui il comprend vite!»

Sur la question du voile islamique

Barack Obama:

«Il me semble que la liberté d'expression religieuse est fondamentale. Il ne faut pas deux poids deux mesures pour la religion musulmane et pour les autres religions. Je ne vais pas dicter la manière dont les pays d'Europe doivent faire. Mais il ne faut réprimer les traditions et les cultures. Pour la Turquie, nous ne pouvons pas dicter comment l'Europe doit se comporter. Mais je ne peux qu'encourager l'intégration de la Turquie dans l'UE. Dans la mesure où la Turquie se définit comme faisant partie de l'Europe, elle a vocation à y entrer économiquement. Nous appelons la participation du monde musulman dans un monde de prospérité et de paix.»

Nicolas Sarkozy:

«J'ai trouvé que le discours d'Obama au Caire était remarquable. Il faut éviter le choc des cultures entre l'Orient et l'Occident. Je suis d'accord avec le président Obama sur la question du voile. Mais en France, nous sommes un état laïc. Premier point: au guichet des administrations, les fonctionnaires ne doivent pas avoir de signes de leur appartenance religieuse. Parce que les fonctionnaires sont là pour tout le monde. Deuxième point: les jeunes filles musulmanes portent le voile si c'est une décision émanant de leur libre choix, pas de leur famille ou de leur entourage. J'ai beaucoup fait comme ministre de l'Intérieur pour que les musulmans puissent vivre leur religion.»

«Sur la Turquie, je suis d'accord avec le président Obama sur l'objectif que ce pays puisse jouer son rôle de passerelle entre l'Orient et l'Occident. Là où nous ne sommes pas d'accord, c'est sur les modalités. Il faut réfléchir à une coopération économique en commun. Mais il est important que l'Europe ait des frontières.»

Sur la question iranienne et nord-coréenne Barack Obama:

«Il faut quand même faire un distinguo entre les deux pays. Les actions de la Corée du Nord ces derniers mois ont été provocantes. La diplomatie se fait à deux mais nous n'avons pas eu de réponse du côté nord-coréen. Nous n'allons pas continuer à nous engager dans une histoire où la Corée du Nord participe à déstabiliser la région. Sur le dossier iranien, la réponse n'est pas la même. Nous essayons d'avoir une politique constructive avec le président iranien. Il faut leur faire comprendre que cette escalade nucléaire est dangereuse. Si l'Iran ne veut effectivement pas construire l'arme nucléaire, alors ce ne sera pas difficile de travailler avec eux. Mais il faut être prudent. Il y a un dicton: "Trust but verify" (Faites confiance, mais vérifiez).»

«Il faut leur faire comprendre qu'un jour les armes nucléaires seront obsolètes. Mais cela ne se passera pas de mon vivant ni de celui du président Sarkozy.»

Europe Ecologie, ce que durent les roses? (09.06)

Reuters - 08.06

Héraut du "D Day" de l'écologie politique, le mouvement Europe Ecologie aspire à "débarquer" durablement en France, mais tout reste à écrire d'un hypothétique destin national, estiment des analystes.

Avec un score inattendu de 16,28% qui lui assure 14 élus au Parlement européen, la formation pilotée par Daniel Cohn-Bendit s'est imposée comme la troisième force du paysage politique en bousculant le Parti socialiste et les centristes du MoDem.

Mais la particularité des élections européennes - un scrutin de liste à la proportionnelle traditionnellement propice aux Verts - et l'abstention record de près de 60% invitent à nuancer le décryptage national de la "surprise" du 7 juin.

"L'abstention fausse les lignes. La photographie qu'on a prise hier soir est quelque peu tronquée", juge Jérôme Fourquet, directeur d'études à l'Ifop.

Jean-François Doridot, directeur général d'Ipsos, renchérit.

"Ils n'ont pas eu à rentrer dans le jeu gauche-droite, ce sera plus dur aux régionales où ils seront obligés d'afficher leurs alliances", souligne-t-il. "C'est une coalition du moment qui a bénéficié d'un mode de scrutin extrêmement favorable", confirme Paul Bacot, chercheur en sciences politiques à Lyon.

Si l'on ajoute à la performance d'Europe Ecologie, une alliance allant de José Bové aux partisans de Nicolas Hulot, les 3,63% de l'Alliance écologiste indépendante, l'écologie politique représente aujourd'hui près de 20% en France.

Dominique Voynet, pour les Verts, n'avait obtenu que 1,5% à l'élection présidentielle de 2007, José Bové 1,3%.

"ON N'EST PAS GRISÉS"

Outre le noyau dur de l'électorat écologiste, Daniel Cohn-Bendit, qui s'est positionné au centre gauche, a su capter les déçus du PS et du MoDem, mais cristalliser un vote d'humeur n'est pas s'assurer une base électorale.

"Les électeurs du centre gauche, qui étaient déçus du PS, ont pu donner un avertissement à bon prix. Pour les régionales, je ne suis pas sûr qu'ils soient aussi tentés d'abandonner le PS comme ils l'ont fait là. Donc attention à ces victoires qui peuvent être un peu éphémères", souligne Jean-François Doridot.

Les succès qui font "pschitt", l'histoire politique française en est jalonnée. Ainsi les 12,03% de Bernard Tapie aux européennes de 1994, qui avait torpillé Michel Rocard à la tête d'une liste des radicaux de gauche.

"On n'est pas grisés par ce qui nous arrive, on est très responsables", a souligné lundi Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts. "Rien ne sera plus comme avant ou plutôt rien ne devrait être comme avant", a analysé Daniel Cohn-Bendit avec prudence, rappelant que "les Verts ne changent pas facilement".

De fait, les tropismes des "écologues", habitués des guerres intestines, sont tenaces et l'après-7 juin mettra leur unité à l'épreuve même s'ils ont gagné en maturité.

"Dany le Vert" le sait qui a insisté lundi sur la nécessité de préserver ce rassemblement inédit en constituant "une force autonome" ouverte à "un partenariat décomplexé avec tous ceux qui veulent se battre contre la majorité actuelle".

"UNE AUTRE PAIRE DE MANCHES"

Une invite tout autant destinée à l'extrême gauche qu'au Parti socialiste - voire au MoDem - en vue notamment des régionales de 2010 dont le mode de scrutin (proportionnelle à deux tours avec prime majoritaire) va contraindre Europe Ecologie à composer avec une inévitable bipolarisation.

Et la cohésion sera alors déterminante.

Eva Joly, numéro deux de liste Europe Ecologie en Ile-de-France aux côtés de Daniel Cohn-Bendit, a pour sa part appelé les Verts qui ont

rallié le MoDem, comme Corinne Lepage ou Jean-Luc Bennhamias, à rejoindre "la famille écologique".

"Les régionales vont leur imposer des règles nouvelles : des gens comme Hulot qui tiennent farouchement à leur apolitisme ou refusent de se positionner sur l'échiquier gauche-droite vont devoir se poser la question d'éventuelles alliances", explique Jérôme Fourquet.

"Regarder du côté du MoDem ou du côté du PS qui contrôle vingt régions sur 22? Ça va être une autre paire de manches".

Pour Jean-Vincent Placé, numéro deux des Verts, Europe Ecologie n'a "aucun tabou sur la question organisationnelle et structurelle".

Se posera ensuite la question du leadership, qui déterminera la stratégie pour la présidentielle de 2012 : Daniel Cohn-Bendit a déclaré qu'il resterait présent dans le rassemblement mais n'en serait pas le moteur. "Il n'y a pas une personnalité qui émerge pour l'heure", observe Jean-François Doridot.

L'ancien leader étudiant de Mai-68, d'origine allemande, a d'ores et déjà prévenu que l'Elysée ne l'intéressait pas.

"Si Europe Ecologie présente une candidature de témoignage pour faire 5, 6, 7%, à quoi bon? Le 21 avril 2002 sera encore dans les mémoires en 2012 et la gauche ne voudra pas répéter les erreurs du passé", souligne le directeur général d'Ipsos.

Le socialiste Lionel Jospin avait été éliminé au premier tour de la présidentielle de 2002 en raison de la dispersion des votes à gauche.

L'influence de "Home" sur le vote aux européennes fait débat (09.06)

Reuters - 08.06

Le film "Home" de Yann Arthus-Bertrand, ode à une Terre mise en danger par la surexploitation et le réchauffement climatique, a-t-il alimenté le score des écologistes français aux élections européennes ?

Nombre d'observateurs et de personnalités n'en doutaient pas lundi, au lendemain du succès remporté par Europe Ecologie.

Projeté vendredi soir dans plusieurs pays, le film a en France été regardé par 8,3 millions de personnes sur France 2.

Deux jours plus tard, les listes écologistes emmenées par l'ancien leader de Mai-68 Daniel Cohn-Bendit remportaient 16,28% des voix aux européennes, en troisième position derrière l'UMP et à 34.760 voix seulement du Parti socialiste.

Yann Arthus-Bertrand a lui-même reconnu que la diffusion de son film, prévue de longue date pour coïncider avec la journée mondiale de l'Environnement, a réveillé la fibre "verte" des électeurs appelés aux urnes pour les européennes.

"Bien sûr qu'on a donné des voix" à la liste Europe Ecologie, a affirmé le cinéaste-photographe sur Europe 1. "Si ça a changé la donne, c'est génial, formidable!"

Daniel Cohn-Bendit n'a pas dit le contraire.

"Il y a une sensibilité écologiste en France. Cette sensibilité a été activée ou réactivée sûrement par un film comme Home, c'est possible", a-t-il dit sur RTL.

D'autres dirigeants politiques, comme Jean-Marie Le Pen, se sont dits scandalisés.

"Je souligne le caractère extravagant, scandaleux (...) du film climatiste 'Home', fait pour soutenir la candidature de (José) Bové et Cohn-Bendit", a déclaré le président du Front national dimanche soir sur France 2.

UN BOUC ÉMISSAIRE ?

Sa fille Marine, comme lui réélue au Parlement de Strasbourg, lui a fait écho lundi sur Canal+.

"Je pense que la diffusion massive du film 'Home' a probablement poussé aux urnes des gens qui sont plus apolitiques et qui en règle générale n'ont pas l'habitude de se déplacer pour voter", a-t-elle estimé.

Le député UMP des Alpes-Maritimes Lionnel Luca avait écrit la semaine dernière au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour demander le report de la diffusion de "Home".

"Sans en nier l'intérêt général, il n'en demeure pas moins que le discours et l'orientation de ce documentaire ne peuvent que favoriser de manière subliminale certaines listes en lice pour les élections européennes", expliquait-il dans son courrier.

Pour l'ancienne ministre de l'Environnement Corinne Lepage, élue du Mouvement démocrate (MoDem), le film a sans doute influencé les électeurs mais il ne saurait expliquer à lui seul le bon score d'Europe Ecologie et les mauvais résultats de partis comme le PS et le MoDem.

"Peut-être (a-t-il eu une influence) parce qu'il y a neuf millions de gens qui l'ont regardé et que ce film n'a effectivement pas été montré dans les mêmes conditions en Angleterre et en Allemagne pour cause d'élections", a dit lundi la présidente de l'organisation écologiste Cap-21 sur France Info.

Elle s'est par ailleurs élevée contre la perspective d'une entrée au gouvernement de l'ex-socialiste Claude Allègre, qui nie l'origine humaine du réchauffement climatique, dont Nicolas Sarkozy, partisan de l'ouverture à gauche, vante les mérites.

Pour Corinne Lepage, ce serait "une claque pour tous ceux qui non seulement défendent l'écologie mais tout simplement demandent que nous soyons responsables à l'égard de la gravité de la crise climatique et écologique".

Au lendemain du succès d'Europe Ecologie, "si le président de la République nomme après cette expression du vote français Claude Allègre, et bien je pense que ça pourrait être interprété comme un véritable acte de mépris à l'égard de tous ces électeurs", a ajouté l'ancienne ministre.

Le portrait bobo des électeurs écolos (10.06)

Libération.fr - 09.06

Tous écolos ? Mais qui sont et d'où viennent les 2 803 029 électeurs (16,28 %) qui ont voté Europe Ecologie dimanche ? Hier, sondeurs et démographes étaient sur la brèche pour analyser cette vague verte débordant la niche «des écolos boboïdes», comme les nomme Jean-Luc Mélenchon.

«Phénomène». Sur le pourquoi du succès, tous sont d'accord : il y a eu la dynamique du «rassemblement», l'effet têtes d'affiche avec «des personnalités diverses et authentiques», une campagne «centrée sur l'Europe comme sortie de la crise écologique et sociale», les ratés et divisions du PS. Et «l'acharnement de Bayrou contre Sarkozy et Cohn-Bendit, peu compatible avec l'Europe humaniste du Modem». Pour Stéphane Rozès, patron de la société de conseil CAP, «la crise a amplifié le phénomène attrape-tout d'Europe Ecologie. La seule à articuler des solutions sociales à court terme avec le souci environnemental à moyen terme».

«Personne n'est propriétaire de ses voix», martelait dimanche Daniel Cohn-Bendit. De fait, son offre politique a beaucoup intéressé les électeurs socialistes et centristes : «Il a réussi à prendre la dimension contestataire de Bayrou et à endosser la dimension sociale du PS», analyse François Miquet-Marty de l'institut de sondages Viavoice. Denis Pingaud, de l'institut Opinionway, précise : «Ce qui est frappant, c'est que, sur 100 électeurs qui avaient voté Ségolène Royal à la présidentielle de 2007, 25 ont voté Europe Ecologie, et seulement 50 pour les listes socialistes. Et, sur 100 électeurs de Bayrou, 41 ont voté Modem et 19 pour Europe Ecologie.» Même analyse à TNS Sofres : «Les écologistes ont siphonné prioritairement le PS et une bonne partie des électeurs de François Bayrou», explique Brice Teinturier.

Mais qui sont ceux touchés par la conversion écologique de l'Europe ? Plutôt plus jeunes et diplômés. «Europe Ecologie est la liste qui capte le plus la tranche des 25-39 ans par rapport aux autres partis», relève Brice Teinturier. Sur 2 000 votants testés par TNS Sofres, 18 % des 18-24 ans et 22 % des 25-34 ans ont voté Europe Ecologie.

Au plan des catégories socioprofessionnelles, explique Brice Teinturier, les listes Cohn-Bendit ont «eu un effet très marqué par rapport aux autres offres. 32 % des cadres et professions intellectuelles qui ont déposé un bulletin dans l'urne ont voté pour elles, et 24 % des professions intermédiaires. Et les listes ont massivement attiré les diplômés de l'enseignement supérieur». Selon TNS Sofres, seulement 13 % des ouvriers ont voté Europe Ecologie.

«Couronnes». Pour mieux cerner le profil des électeurs écologistes, le démographe Hervé Le Bras expliquait : «Sur les cartes, c'est la copie conforme du vote écolo, mais multiplié par deux ou trois. Europe Ecologie est fort dans les très grandes villes dynamiques (comme Nantes) et leurs proches couronnes. Ils font une percée dans certaines banlieues ouvrières comme à Schiltigheim, près de Strasbourg, où ils font 20 %.» Le vote pour le «rassemblement» est principalement urbain, mais à tendance à déborder sur les petites couronnes, les banlieues résidentielles et dans les quartiers populaires en voie de rénovation. En revanche, «dans les petites villes et les campagnes, ça va moins

bien. Ce sont les paysans qui n'aiment pas l'écologie...» note Hervé Le Bras.

Géographiquement, les écolos sont plus présents à l'ouest d'une ligne Le Havre-Marseille, avec des points forts autour de Lyon et Grenoble (29 %). Et une grande faiblesse dans le Nord. A Paris intra-muros, le duo Cohn-Bendit-Eva Joly a fait carton plein dans les quartiers «bobos» (36 % dans les IIIe et Xe arrondissements). Mais l'effet amplificateur d'Europe Ecologie n'y est pas plus important qu'ailleurs. «Ce ne sont pas les Verts qui ont fait le score, c'est Cohn-Bendit», s'est empressé de réagir Bertrand Delanoë, le maire de Paris, pour calmer les Verts parisiens qui ont exigé dès hier un «moratoire sur [la construction des] tours».

Le PS cherche sa route après la déroute (10.06)

Libération.fr - 09.06

Attention, première secrétaire sous pression maximale. Au vu du revers subi dimanche par le PS, Martine Aubry, pour se redonner un peu d'oxygène, se trouve condamnée à un mouvement beaucoup plus important que prévu. Hier, elle a entrepris des «consultations» à la chaîne avec, entre autres, Arnaud Montebourg, Vincent Peillon, Manuel Valls, Pierre Moscovici, Benoît Hamon, Laurent Fabius et Bertrand Delanoë. Ceci afin de redonner du souffle à une direction au bord de l'asphyxie. «Une partie de notre discours ne passe plus à cause de nos divisions, explique Claude Bartolone, proche d'Aubry. Compte tenu du score, elle a encore plus conscience, depuis dimanche, de la nécessité d'accélérer le processus de rassemblement.»

«Avertissement». Sa garde rapprochée, officiellement, ne regrette rien. Ni la stratégie de campagne. Ni la conduite des opérations. «Si c'était à refaire, je le referais de la même manière», indiquait-elle dès dimanche soir. Mais alors que s'ouvre cet après-midi le conseil national du PS, ses camarades ne se privent pas de dresser un premier bilan. Pas globalement positif. «A l'évidence, l'ensemble ne marche pas comme il devrait, et certaines défaillances individuelles ne peuvent être ignorées : il serait déraisonnable, vraiment, de ne rien toucher, ou de se contenter de retoucher», estime sur son blog Pierre Moscovici. «C'est un avertissement très sévère, ajoute Aurélie Filipetti, proche de Ségolène Royal. Il faut que Martine Aubry fasse des propositions : changement radical de l'équipe et de l'organigramme, direction renouvelée, ouverture du chantier des primaires de toute la gauche.»

Royal n'a pour l'heure pas commenté, qui se livre à «un travail de fond et d'analyse des résultats», selon son amie Delphine Batho. Elle n'a pas encore décidé si elle participait au conseil national. François Hollande, lui, n'en sera pas, retenu à la cérémonie d'hommage aux pendus de Tulle. Mais ses amis n'en pensent pas moins. «On ne demande pas une révolution de palais, mais la remise en place de lieux de délibération collective, explique son bras droit Stéphane Le Foll. Avant, il y en avait. Il faut qu'on les retrouve. On ne peut pas continuer comme s'il ne s'était rien passé.»

«Le taureau par les cornes». Le ton est donné. Martine Aubry doit bouger. Vite. Et fort. Message reçu ? «Plutôt que de laisser le malaise s'installer, Martine prend le taureau par les cornes. Elle veut tout bousculer», jure-t-on dans son entourage. Où l'on promet de dépasser le stade de la «rénovation» pour passer à la «refondation». Nombre de camarades, néanmoins, attendent de juger sur pièces : «Elle ne sera pas remise en cause si elle donne des signes importants, prévient le Marseillais Patrick Mennucci. Mais si elle ne change rien, c'est sûr qu'il y aura une offensive.» Un membre de l'état-major tempère : «On les connaît. L'ampleur de la grogne est indexée à leur future place dans le dispositif...» Une fois de plus, c'est bien la question du «dispositif humain», chère aux socialistes, qui est posée.

«La question du remaniement est au centre de toutes les attentions», glisse un cadre du parti. «On va clore totalement le congrès de Reims», espère François Lamy : au-delà de l'annonce, ce soir par Martine Aubry, de l'attribution de la vice-présidence de l'Internationale socialiste à Ségolène Royal, ses ex-associés, notamment Manuel Valls et Vincent Peillon, recevront ainsi «des propositions». «La question du numéro deux du parti peut être posée», avance Patrick Mennucci, qui songe très fort à Peillon pour ce poste, et projette même une «recomposition de la direction. Dans ce parti, il y a suffisamment de réformistes pour faire une majorité...»

La marge de manœuvre de Martine Aubry demeure étroite. Contrainte à un délicat exercice pour ne pas chambouler les équilibres de sa majorité, elle doit ménager son aile gauche. Dont le chef de file, Benoît Hamon, resté sur le carreau en Ile-de-France. «Il y a de fortes chances pour qu'il ne demeure pas porte-parole», estime un membre de son courant. Avec, en filigrane, la question de son maintien dans la majorité. Sous conditions. «Trêve de bla-bla, pose Razzye Hammadi, proche de Hamon. Nous exigeons des messages tangibles et immédiats en direction de la gauche, avec un calendrier précis pour un rassemblement et une plateforme commune.» Un allié d'Aubry tente de fermer le bal : «Il n'y aura pas de changement d'axe. Ce n'est pas le sujet.» De l'art de bouger au maximum. Mais pas trop quand même.

Les dirigeants de la papeterie de Malaucène retenus par les salariés (11.06)

Lepoint.fr - 10.06

C'est un nouvel épisode dans la vague de séquestrations de patrons qui se sont multipliées avec la crise économique. Les dirigeants de la papeterie de Malaucène dans le Vaucluse ont été contraints de passer la nuit de mardi à mercredi dans les locaux de leur entreprise, retenus par des salariés en grève alors que les négociations sur l'arrêt du site se trouvent dans l'impasse.

Le géant américain du papier à cigarettes Schweitzer-Mauduit a annoncé le 17 avril, à la surprise générale, qu'il fermerait l'usine, spécialisée dans le papier "manchette" qui entoure les filtres de cigarettes, en septembre avec 210 licenciements à la clé.

Les salariés s'opposent à cette mesure, précisant que l'activité peut être pérennisée dans la papeterie fondée au XVI^e siècle. "Les négociations ont duré jusqu'à minuit, il n'y a eu aucune avancée significative", a souligné Jean-Marc Moulin, délégué du syndicat CGT. Lire la suite l'article

Débrayages à la SNPE de Bergerac et Saint-Médard-en-Jalles (11.06)

Libération.fr - 09.06

GREVE - A l'appel des syndicats SUD et CGT, les salariés de la Société Nationale des Poudres et Explosifs effectuent aujourd'hui plusieurs débrayages, pour dénoncer la privatisation annoncée du groupe industriel.

Les syndicats craignent qu'une telle mesure amène le démantèlement de la SNPE, et la perte de sa filiale la plus rentable, la SME. Une privatisation qui pourrait également porter atteinte aux salaires.

Depuis lundi, est étudiée à l'Assemblée Nationale la loi de programmation militaire, qui définit les grandes orientations de la politique de défense. C'est l'article 11, objet de toutes les inquiétudes, qui pourrait permettre cette privatisation.

A Molsheim, Osram propose une baisse de salaire ou la porte (11.06)

Reuters - 10.06

Osram, filiale éclairage de Siemens, envisage de licencier 108 salariés de son usine de Molsheim (Bas-Rhin) qui refusent une baisse de salaire jugée nécessaire pour assurer la compétitivité du site, a-t-on appris auprès de la direction et du syndicat FO.

L'usine alsacienne, qui produit 450 millions d'ampoules à incandescence par an, est confrontée à la fin programmée par l'Union européenne, d'ici 2012, de ce produit gros consommateur d'énergie, et à la concurrence des pays à bas coût.

"L'entreprise envisage la rupture du contrat de travail pour 108 collaborateurs qui ont refusé l'avenant au contrat de travail", lit-on sur un document soumis au comité d'entreprise en préalable à l'ouverture d'un plan de sauvegarde de l'emploi.

Cet avenant, qui a été présenté en février au personnel de production, soit 600 des quelque 800 salariés, prévoit de baisser progressivement le taux horaire de 12,5% en trois ans.

Ni les cadres, ni les commerciaux n'ont été invités à baisser leur salaire, selon Force ouvrière.

Pour Isabelle Astié, déléguée syndicale FO et secrétaire du comité d'entreprise, les salaires en vigueur dans l'entreprise ne justifient pas cette décision.

Elle cite l'exemple d'un régleur, chargé de conduire une ligne de production, qui gagne 1.600 euros net par mois "avec 17 ans d'ancienneté et les heures de nuit".

Elle-même, opératrice de production depuis 30 ans, touche 1.240 euros net "dont 111 euros d'ancienneté".

"La lampe à incandescence, elle a bon dos. Si on avait anticipé à temps, on aurait pu faire une reconversion correcte", affirme-t-elle.

La direction met en avant sa volonté de développer la logistique et de reconvertir le site dans la production de lampes halogènes à économie d'énergie.

Les ampoules à incandescence de 100 watts seront interdites dans l'Union européenne à partir du 1er septembre.

La loi Hadopi censurée par le Conseil constitutionnel (11.06)

Reuters - 10.06

Le Conseil constitutionnel a censuré les pouvoirs de sanction de l'autorité créée pour lutter contre le piratage sur internet, infligeant un camouflet à Nicolas Sarkozy et aux artistes qui l'ont soutenu.

Ce projet de loi adopté le 13 mai dernier par le parlement à l'instigation du président français prévoyait la création d'une Haute autorité pour la diffusion des oeuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi).

Cette dernière était chargée de la mise en oeuvre d'une "riposte graduée" allant jusqu'à la suspension de l'abonnement en cas de récidive pour les auteurs de téléchargements illégaux.

C'est ce volet qu'a invalidé le Conseil constitutionnel saisi par les députés socialistes opposés au projet, estimant que seules les instances judiciaires, et non une simple autorité administrative, pouvaient décider de couper l'abonnement.

En revanche, il a validé la partie du dispositif qui permet à l'Hadopi d'envoyer des messages d'avertissement aux fraudeurs.

"C'est Nicolas Sarkozy qui a été censuré par le Conseil constitutionnel", a résumé le député Patrick Bloche, porte-parole du Parti socialiste dans le débat.

Le président français avait reçu l'appui d'une bonne partie du monde artistique pour faire passer ce projet de loi qui a suscité des divisions au sein de sa propre majorité.

Dans un communiqué, les producteurs de musique indépendants (SPPF et Upfi) "demandent maintenant au gouvernement de proposer rapidement au Parlement une modification de la loi 'Création et Internet' afin de pouvoir confier au juge le prononcé de la sanction de la coupure d'accès."

Le PS demande lui dans un communiqué que la loi soit "entièrement réécrite avec le double objectif de garantir le financement de la Culture et de préserver les libertés des internautes".

LIBERTÉ D'EXPRESSION

La ministre de la Culture, Christine Albanel, a regretté dans un communiqué ne pas pouvoir "aller jusqu'au bout de la logique de 'dépénalisation' du comportement des internautes en confiant à une autorité non judiciaire toutes les étapes - y compris le prononcé de la sanction - du processus".

Mais elle a annoncé que le volet préventif serait mis en place dès l'automne avec l'envoi des premiers avertissements.

Le député Franck Riester, rapporteur du texte Hadopi pour l'UMP, a estimé que le conseil constitutionnel avait même renforcé le caractère dissuasif du dispositif.

"Ça va renforcer le caractère pédagogique de la loi parce que la sanction sera plus dissuasive. Ça impressionne plus que la sanction soit prononcée par un juge", a-t-il dit à Reuters.

Le Conseil constitutionnel estime que plusieurs dispositions "n'étaient pas conformes à la Constitution".

La liberté de communication et d'expression "implique aujourd'hui, eu égard au développement généralisé d'internet et à son importance pour la participation à la vie démocratique et à l'expression des idées et des opinions, la liberté d'accéder à ces services de communication au public en ligne", explique-t-il.

Or, ajoute-t-il, les articles 5 et 11 de la loi confiaient à la commission de protection des droits de l'Hadopi des pouvoirs de sanction l'habilitant à restreindre ou à empêcher l'accès à internet à des titulaires d'abonnement.

"Ces pouvoirs pouvaient donc conduire à restreindre l'exercice, par toute personne, de son droit de s'exprimer et de communiquer librement", expliquent les "sages".

"Dans ces conditions, le législateur ne pouvait, quelles que soient les garanties encadrant le prononcé des sanctions, confier de tels pouvoirs à une autorité administrative dans le but de protéger les titulaires du droit d'auteur. Ces pouvoirs ne peuvent incomber qu'au juge", poursuit le communiqué.

SIMPLE RÔLE PRÉALABLE POUR HADOPI

De plus, le Conseil a estimé contraire à l'article 9 de la Déclaration de 1789 - principe de la présomption d'innocence - le fait que seul le titulaire du contrat d'abonnement à internet pouvait faire l'objet des sanctions instituées.

Concernant les pouvoirs d'avertissement confiés à l'Hadopi, le Conseil a décidé de les valider après avoir censuré les pouvoirs de sanction octroyés par le parlement à Hadopi.

"A la suite de l'annulation de ces derniers, cette autorité ne dispose plus que d'un rôle préalable à une procédure judiciaire", explique le Conseil, qui insiste sur la nécessité de limiter le nombre d'infractions, très nombreuses, dont les autorités judiciaires seront saisies.

Les traitements de données à caractère personnel s'inscrivent dans un processus de saisine de juridictions compétentes et ne sont pas contraires à la Constitution, conclut le Conseil constitutionnel.

Il souligne toutefois avoir formulé une réserve "pour rappeler qu'il appartiendra à la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés-NDLR), lorsqu'elle sera saisie de la demande d'autorisation de ces traitements de données à caractère personnel, de veiller à ce qu'ils respectent cette finalité".

Woerth veut renforcer les contrôles des arrêts maladie (13.06)

AP - 12.06

Le ministre du Budget Eric Woerth a proposé jeudi d'élargir à l'ensemble du territoire français le contrôle des arrêts maladie par l'envoi d'un médecin au domicile du salarié.

Lors de l'émission "Face aux Chrétiens" sur RCF, Radio Notre-Dame et "La Croix", il a proposé que "l'on passe de l'expérimentation à l'élargissement à l'ensemble du territoire français". "On n'a pas besoin d'une intervention d'un médecin de la Sécurité sociale", a-t-il indiqué. "Ce n'est qu'un problème de justice. Plus on est dans un pays où il y a des droits, plus il y a des contrôles, c'est normal".

Selon Eric Woerth, les fonctionnaires doivent également être concernés par de tels contrôles. "Le médecin sera payé par la collectivité locale quand c'est un fonctionnaire d'une collectivité locale qui est concerné", a-t-il précisé. "Je souhaite aussi que pour le fonctionnaire d'Etat, il y ait un contrôle normal, régulier, de l'opportunité des arrêts maladie. Et tout le monde doit dire: il a raison! L'abus de droits coûte cher. Il faut qu'on soit un pays juste".

Plus de 10% des arrêts de travail contrôlés par la Sécurité sociale en 2008 étaient injustifiés, selon un bilan de l'Assurance-maladie révélé cette semaine par le quotidien "La Tribune". La Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), qui vérifie la validité des arrêts auprès des médecins généralistes et des patients, a confirmé ce chiffre, précisant toutefois que ce taux d'avis défavorables est stable par rapport aux années précédentes.

Selon le quotidien, les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale aux assurés en arrêt de travail "ont bondi de 6,4%" au premier trimestre 2009.

Depuis 2003, l'Assurance-maladie a lancé un plan de maîtrise des dépenses comprenant la vérification systématique des arrêts de plus de 45 jours et des prescriptions des médecins qui délivrent des arrêts de manière excessive. En 2008, le nombre de contrôles organisés a explosé à 1,5 million, contre 900.000 en 2007, 700.000 en 2006 et 400.000 en 2003.

Assemblée nationale : la commission des lois durcit le texte de Christian Estrosi sur les bandes (13.06)

LeMonde.fr - 12.06

La proposition de loi du député UMP Christian Estrosi, destinée à réprimer la participation à une 'bande violente' et à punir le port de la cagoule, a été adoptée mercredi 10 juin par la commission des lois de l'Assemblée nationale avant son examen en séance le 23 juin.

Les députés ont adopté un amendement de M. Estrosi qui prévoit de punir de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende les élèves entrant dans leur établissement scolaire avec une arme, et non plus seulement pour des personnes étrangères à l'établissement.

Le député a fait adopter la possibilité, pour les forces de l'ordre, de recevoir, 'en temps réel' les images fournies par des systèmes de vidéo surveillance privés installés dans des parties communes d'habitation.

Le délit d'attroupement dans les halls d'immeuble a été renforcé.

Enfin, a été créée une nouvelle incrimination passible de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende pour les vendeurs 'à la sauvette' jugés agressifs.

L'âge de départ à la retraite bientôt relevé ? (16.06)

Le Monde - 15.06

Putain, ça fait du bien." Devant un conseil national gonflé à bloc, samedi 13 juin, à Paris, Cécile Duflot savait qu'elle résumait le sentiment de tous ses camarades, en ces lendemains de victoire électorale. Et de ce "petit moment historique", la secrétaire nationale des Verts veut jouer à plein. Tant dans la galaxie écologiste que vis-à-vis de la gauche.

Les écolos ont un "trésor commun" entre les mains, a insisté Mme Duflot : avec 2,8 millions de voix, les listes Europe Ecologie réalisent "le plus beau score jamais atteint en France". S'appuyant sur une dynamique réunissant la "diversité" des écologistes et un message "crédible" sur l'Europe, Europe Ecologie a permis de "marquer la convergence des crises et l'émergence d'une force politique" et talonné le PS, a-t-elle répété. Insistant sur le fait que c'est grâce à leur posture d'autonomie vis-à-vis des autres partis et du PS en particulier que ce succès a été réalisé. Les Verts, souvent embarqués dans les valises du PS, sont bien décidés désormais à jouer à fond la carte de l'autonomie. Il s'agit donc de "transformer l'essai", a proposé Mme Duflot.

D'abord en poursuivant le "rassemblement" : Europe Ecologie, sigle électoral, a vécu mais pas son esprit. Pas de nouvelle organisation immédiate ni de dissolution des Verts. Tous ont reconnu le rôle joué par le petit parti de Mme Duflot : sans lui, point de militants ni d'appareil pour porter la campagne. Il s'agit donc de mettre en place un cadre "souple", "informel", précise la résolution adoptée samedi par le parlement des Verts.

"L'idée est de prendre notre temps. Tout le monde sait que l'avenir de l'écologie se joue aujourd'hui et personne ne veut faire de gaffe", explique Yannick Jadot, député élu dans l'Ouest et ex-directeur de campagne de Greenpeace. "On doit passer de la notion de parti garnison à celui de parti réseau", précise Jean-Vincent Placé, bras droit de la secrétaire nationale.

Le "réseau" se met donc en place à côté des Verts. Les quelque 5 000 comités locaux de la campagne européenne sont appelés à se maintenir et un "comité d'animation et de pilotage" est créé avec l'ensemble des composantes d'Europe Ecologie (parlementaires européens, grands élus Verts, membres de la direction du parti et personnalités issues du milieu associatif).

"NI LIBÉRAL NI PRODUCTIVISTE"

Un calendrier pour faire vivre cette nouvelle configuration a été adopté : une fête des comités Europe Ecologie est planifiée le 4 juillet ; fin août, les journées d'été des Verts à Nîmes seront ouvertes aux personnalités de la campagne ; une convention nationale du "rassemblement" est prévue à l'automne suivie de conventions régionales chargées d'organiser les régionales ; et enfin, en décembre, un "forum national des six heures de l'écologie politique". Tout a été prévu pour faire comprendre que les écolos entendent poursuivre leur aventure commune. Mais en solo. "Notre objectif est simple : faire mieux en construisant une nouvelle force dépassant les clivages traditionnels", a insisté la numéro un.

Les mots sont lâchés : il s'agit de s'appuyer sur le succès électoral pour dépasser les Verts, petit parti marginal, rendu incapable par ses divisions et ses postures radicales de "jouer dans la cour des grands". Mais aussi de tourner la page de son histoire commune avec la gauche. Les régionales de 2010 donneront l'occasion de tester la formule. Les Verts entendent se placer au centre pour négocier au mieux, convaincus qu'ils sont désormais "force pivot". "Il n'y a plus d'alliés naturels mais des alliés potentiels qui doivent rejoindre les solutions écolos", a lancé Jean-Paul Besset, député européen du Centre et ancien bras droit de Nicolas Hulot.

La formule va "tout à fait" à M. Placé : "Nous présenterons un maximum de listes de rassemblement des écolos. On va voir qui porte les propositions de la gauche", assure-t-il. "Ni libéral ni productiviste, on se situe à équidistance du Front de gauche, du PS et du MoDem", résume M. Jadot.

La nouvelle posture a séduit les cadres des Verts qui ont voté - fait exceptionnel - à l'unanimité la résolution politique comme celle sur les régionales. Les écolos se veulent désormais "ailleurs". Seul Noël Mamère, député de Gironde, a fait part de son désaccord : "L'objet politique que nous sommes en train de construire n'est pas fini. Mais nos valeurs sont celles de la gauche, notre camp est celui de la gauche."

Les Verts veulent "transformer l'essai" en affirmant leur autonomie (16.06)

Libération.fr - 15.06

Le Premier ministre François Fillon a estimé lundi matin que repousser l'âge légal de la retraite «n'était pas une question taboue» et que le sujet «méritait un débat national», en marge d'une visite au salon aéronautique du Bourget.

«Autour de nous, dans tous les pays européens, on a repoussé l'âge légal de la retraite. Donc cette question n'est pas une question taboue», a déclaré M. Fillon.

«C'est une question qui mérite un grand débat national. J'ai déjà indiqué que c'est une question qui devrait faire l'objet d'un débat dans le cadre d'une élection présidentielle ou d'une élection législative», a-t-il ajouté.

Le premier ministre a réagi aux propos tenus par Brice Hortefeux lors de l'émission «Dimanche soir politique»

Hortefeux lance le débat

Le ministre du Travail y a présenté dimanche le relèvement de l'âge de la retraite parmi les «pistes» sur la table lors du prochain débat sur les retraites l'an prochain, tout en précisant ensuite «qu'elle n'engage en rien le gouvernement».

«Comme on sait que si on ne fait rien on va dans le mur, il n'y pas aujourd'hui à ma connaissance 36 solutions, il y en a trois : diminuer les pensions -est ce que vous sentez aujourd'hui dans le pays les gens prêts à cela ?- augmenter la durée de cotisation, reporter l'âge de départ à la retraite comme l'ont fait les Allemands sur une trentaine d'années jusqu'à 67 ans», a expliqué M. Hortefeux lors de l'émission «Dimanche soir politique» (France Inter/Le Monde/I-Télé).

Thibault accuse le gouvernement «d'épouser les positions du Medef» Les représentants syndicaux ont eux réagi bien différemment aux propos de Brice Hortefeux. Invité du 7/10 de France Inter, François Chérèque a accusé le ministre du Travail de «zapper la crise et de vouloir faire diversion en parlant d'autre chose, comme si le plus dur était passé», sans toutefois se prononcer sur la possibilité d'un relèvement de l'âge légal de départ en retraite.

Plus vindicatif, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a soupçonné le ministre du Travail Brice Hortefeux, lundi sur LCI, d'épouser «la position du Medef» quant à un éventuel relèvement de l'âge de la retraite. Or, a-t-il souligné, «c'est une mesure qui n'aurait comme conséquence que de diminuer les pensions». En outre, «il va être très difficile de dire aux jeunes (...) : désolé, il n'y a pas de place pour vous, ceux qui sont déjà au travail vont devoir rester (...)», a ajouté Bernard Thibault.

60 ans, âge légal de départ à la retraite depuis 1982 Les réformes successives des retraites, mises en route en 1994 par Edouard Balladur, en 2003 par François Fillon (alors ministre du Travail) et en 2007-2008 par Xavier Bertrand n'ont pas touché à l'âge légal au dessus duquel il est possible de partir à la retraite, fixé à 60 ans depuis 1982.

Ces réformes ont en revanche allongé progressivement la durée de cotisation exigée pour bénéficier d'une retraite à taux plein, qui était de 37 ans et demi de cotisations avant 1994 et qui sera de 41 ans en 2012.

Jugeant ces mesures insuffisantes pour retarder l'âge du départ effectif à la retraite de la plupart des salariés, le patronat réclame un relèvement de l'âge légal de la retraite, ce à quoi s'opposent les syndicats. Par ailleurs, l'âge auquel un employeur peut mettre un salarié d'office à la retraite a été relevé par le Parlement au 1er janvier dernier de 65 ans à 70 ans.

Revenu de solidarité active : taxez plutôt vos parents (17.06)

Libération.fr - 16.06

Les allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) sont invités à intenter des actions en justice à leurs proches (père, mère, ex-conjoint) pour obtenir une aide financière s'ils affrontent des difficultés. C'est ce qu'ont découvert les futurs allocataires en remplissant leurs dossiers de demande de ce minima social entré en vigueur début juin.

Inacceptable. Le formulaire retiré à la CAF (Caisse d'allocations familiales) ou téléchargé sur son site Internet questionne sur cinq pages les postulants au RSA et les encourage à entreprendre des démarches devant les tribunaux. Comme si l'Etat leur demandait de faire jouer la solidarité familiale avant de solliciter la solidarité nationale.

A la rubrique «Vous êtes célibataire et vous vivez seul», le document interroge les futurs allocataires : «Percevez-vous une pension alimentaire ?» Si le demandeur répond «non», le document lui précise qu'il est «susceptible d'engager une action envers (ses) parents [père, mère, ndlr] pour obtenir une pension alimentaire».

Une idée inacceptable pour la plupart de ces grands adultes de 30, 40 ou 50 ans qui ont touché le fond et pour lesquels le RMI d'hier et le RSA d'aujourd'hui constituent le dernier filet de sécurité.

Là, ils se voient proposer par l'administration d'emmener leurs parents âgés parfois de 60, 70 ou 80 ans, devant les tribunaux. «Si vous souhaitez être dispensé de cette démarche, précisez le motif», stipule le formulaire.

Même chose pour les personnes séparées de leurs conjoints et ayant des enfants à charge. Le dossier les invite à «engager une action envers [l'autre] parent pour obtenir la fixation ou le versement d'une pension alimentaire pour chaque enfant concerné». Là encore, pour «être dispensé de cette démarche» il faut «préciser le motif».

Pour certains demandeurs, ces questions réveillent des histoires douloureuses. «Je travaille en emploi précaire depuis plusieurs années. Je gagne 808 euros par mois. J'ai entendu parler du RSA. Je pensais que cela allait m'aider», raconte une femme venue, formulaire en main, à Libération, pour dire son «indignation». La cinquantaine, une fille lycéenne à charge, elle a fait une simulation de sa situation sur le site de la CAF. Elle a droit à une allocation RSA de 180 euros par mois, qui s'ajoute à son salaire. Un vrai bonus. «J'en ai besoin parce que je n'y arrive pas.» Mais elle dit s'être «sentie trahie» lorsqu'elle s'est penchée sur le formulaire. «Le père de ma fille a disparu dans la nature à sa naissance. Depuis, je me débrouille. Je trouve ça cruel qu'on me demande d'aller voir les tribunaux au motif que je demande à bénéficier d'un dispositif de solidarité nationale», souligne cette femme.

Au-delà de sa situation, elle «juge inhumain et indigne d'une société soi-disant civilisée» qu'un Etat incite des enfants à attaquer leurs parents en justice «pour leur prendre de l'argent». L'aide parentale pourquoi pas. Mais pas sous la contrainte judiciaire. Ces réactions sont nombreuses car, outre les actuels allocataires du RMI (1,13 million de personnes qui ont basculé au RSA), plus de 2,5 millions de travailleurs pauvres doivent remplir ce dossier pour bénéficier du RSA.

Choc. La découverte de ces questions constitue un choc. Contacté par Libération, le cabinet de Martin Hirsch, haut-commissaire aux Solidarités actives entré au gouvernement pour mettre en place le RSA, est très gêné. Sa réponse se fera attendre trois jours (lire ci-contre). En guise d'explication, ses services invoquent un problème d'«articulation entre la solidarité familiale telle que l'organise le code civil, et la solidarité nationale telle que l'organise le code de l'action sociale». Sous-entendu : le code civil non-toilé de longue date a un temps de retard sur l'action sociale et notamment les dispositifs de solidarité nationale comme le défunt RMI et le nouveau RSA. Le communiqué précise que la loi du 1er décembre 2008 relative au RSA reprend «les mêmes dispositions» que le RMI.

Pas tout à fait vrai. Le Haut-Commissariat reconnaît que l'incitation faite aux enfants de 30, 40 ou 50 ans d'engager une action contre leurs parents «ne figurait pas dans le formulaire national du RMI».

Pourquoi l'avoir rajouté alors ? Parce que cette question «était posée par certains départements au travers de formulaires complémentaires», argumente le cabinet, qui avance «un souci d'harmonisation». Mais au lieu d'harmoniser par le haut, en éliminant dans tout l'Hexagone cette formule contestable, les services de Martin Hirsch ont harmonisé par le bas, en la généralisant partout et auprès des 3,7 millions de personnes éligibles au RSA. Pour finir, après bien des contorsions, le communiqué du Haut-Commissariat souligne que «le formulaire sera modifié sur ce point pour éviter les troubles inutiles». Une façon très indirecte de reconnaître qu'il y a un malaise auquel il convient de répondre.

Retraites: Laurence Parisot veut "un débat national et public" (17.06)

AP - 16.06

La présidente du MEDEF Laurence Parisot a demandé mardi sur France-2 "un débat national et public" sur le système de financement des retraites, estimant qu'il fallait "changer les paramètres" sous peine d'aller "dans le mur".

D'après la patronne des patrons, il faut "un débat public entre les autorités politiques et les partenaires sociaux" pour qu'on puisse, d'un commun accord, dire: il faut relever l'âge de la retraite de x années, il faut allonger les durées de cotisation de x années".

Et "il faut peut-être aussi en plus de notre système de répartition aller un peu plus loin dans tous les mécanismes d'épargne retraite qui existent aujourd'hui", a avancé Mme Parisot.

Refusant de donner un âge minimal pour le départ en retraite, la présidente du MEDEF a précisé qu'"il y a quelques mois, nous avons formulé une proposition (...) nous avons calculé, à partir des paramètres donnés par le gouvernement, à partir de quel âge légal de départ à la retraite on pouvait avoir un financement garanti" à savoir "63,5 ans à partir de 2012".

"Il faut faire en sorte que chacun ait une retraite, une retraite pour tous et une vraie retraite", a-t-elle plaidé. "Aujourd'hui, nous savons tous (...) que pour toute une génération de Français nés entre 1960 et 1980, les retraites ne sont pas garanties".

"Il n'est pas certain pour tous ceux qui travaillent aujourd'hui, qu'on puisse financer nos retraites: il faut donc changer les paramètres", a martelé Laurence Parisot. "On demande un débat national sur le sujet", car "il faut que chacun comprenne conscience que nous allons dans le mur".

Nicolas Sarkozy plaide pour un monde social régulé (17.06)

Le Monde - 16.06

S'inscrivant dans les pas de François Mitterrand en 1982 et surtout de Jacques Chirac en 1996, Nicolas Sarkozy a exposé, lundi 15 juin à Genève, une vision sociale du monde très française devant un public acquis : celui des délégués de l'organisation internationale du travail (OIT).

"La crise nous rend libres d'imaginer", a affirmé M. Sarkozy, qui a jugé "chimérique et irresponsable de croire que les peuples subiront sans rien dire les conséquences de la crise". Dans ses pires scénarios, l'OIT prévoit une hausse de 50 millions des chômeurs de 2007 à 2009 tandis que 200 millions de travailleurs basculeraient dans la pauvreté extrême. "Réveillons-nous", exhorte le directeur général de l'OIT, le Chilien Juan Somavia.

M. Sarkozy estime avoir vu juste, en appelant en septembre 2008 à une réunion des dirigeants des principales puissances de la planète pour juguler la crise financière. Il a ainsi initié les réunions du G20. A Genève, M. Sarkozy a proposé de mettre l'emploi au menu du G20 de septembre, souhaitant que l'OIT y soit invitée. Il a surtout défendu un monde régulé, plaidant pour des normes sociales contraignantes. "Une norme qui n'est pas obligatoire n'est pas une norme, c'est une recommandation, c'est un conseil, c'est une feuille qui s'en va dans le vent", a-t-il affirmé.

M. Sarkozy veut aussi que la mondialisation ne soit plus régulée par la seule concurrence. Il propose de lier le règlement des litiges au sein de l'organisation mondiale du commerce (OMC) au respect des normes environnementales et sociales. L'OIT serait saisie en cas de contentieux sur "le respect des droits fondamentaux du travail", le FMI en cas de "dumping monétaire". L'organisation mondiale de l'environnement, dont il souhaite la création lors de la conférence de Copenhague sur le climat fin 2009, serait compétente en cas "dumping environnemental".

L'idée est jugée généreuse à l'OIT. "Sans cohérence du système international, on ne répondra pas à la crise", commente M. Somavia. Le chemin est long. Avec l'Espagne, la France est le meilleur élève de l'OIT, ayant ratifié 123 de ses 188 normes, dont celle qui lui valut de voir condamner le contrat nouvelle embauche de Dominique de Villepin en 2007. Mais une cinquantaine de pays, dont la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, le Japon n'ont pas ratifié les normes fondamentales de l'OIT qui définissent un "travail décent" (sur le travail forcé, celui des enfants, le droit syndical, les discriminations).

Second problème, depuis les accords de Singapour de 1996, la communauté internationale refuse de faire un lien entre OMC et normes sociales. S'y opposent les Anglo-saxons mais aussi les pays en développement, qui craignent le protectionnisme des pays riches.

M. Sarkozy a aussi demandé que les interventions du FMI et de la Banque mondiale soient soumises au respect des normes sociales et environnementales. "Pourquoi ne tient-il pas ce discours devant le FMI ou la Banque mondiale ?", s'étonne-t-on à l'OMC, où l'on regrette que "Nicolas Sarkozy s'en prenne à la seule organisation internationale, l'OMC, qui a la capacité de réguler la mondialisation. Il a le bon

objectif mais se trompe de cible."

Enfin, le chef de l'Etat défend une planète régulée, mais y renâcle en Europe, invoquant le primat du politique. A Bruxelles, les 18 et 19 juin, il défendra le rapport De Larosière sur la régulation financière commandé par la Commission européenne, qui ne prône même pas de supervision fédérale des banques, assurances et marchés européens. Et sous sa présidence européenne, il a soutenu avec les eurodéputés UMP la possibilité pour le Royaume-Uni d'échapper à la limitation du temps de travail hebdomadaire en Europe.

La construction perdra près de 50.000 emplois en 2009 (18.06)

Reuters - 17.06

Les mesures du Grenelle de l'Environnement et du plan de relance n'empêcheront pas le secteur de la construction de voir son activité baisser cette année en France, avec des destructions d'emplois pour la première fois depuis 1997, selon des prévisions présentées par le ministère de l'Ecologie.

Après un fléchissement de 2,3% en 2008, le ministère prévoit une baisse d'activité comprise entre -3,5% et -5,7% cette année, soit -4,6% en milieu de fourchette, dans l'hypothèse d'une contraction de 3% du produit intérieur brut.

Le secteur, qui avait pu encore créer 13.000 postes permanents en 2008, en détruirait 29.500 cette année. Les effectifs intérimaires, déjà en baisse de 7.000 l'an dernier, reculeraient encore de 17.500. Au total, la construction perdrait ainsi 47.000 postes, soit 3%, après onze années consécutives de croissance de l'emploi.

"Le contexte de 2009 est très marqué par la crise économique qui s'est installée à la fin 2008 et est tout à fait défavorable à l'activité du secteur," a expliqué Françoise Maurel, chef du service d'évaluation économique du ministère, au cours d'une conférence de presse. "Cela dit, le secteur bénéficie d'un certain nombre de mesures de soutien sans lesquelles le résultat aurait été plus dégradé."

La baisse d'activité serait de l'ordre de 4,5% en volume dans le bâtiment cette année, après -2% en 2008, et de 4,7% dans les travaux publics après -3,4%. Dans le bâtiment, l'activité de construction neuve reculerait de 9%, après -5% en 2008, tandis que l'entretien-amélioration des bâtiments verrait son chiffre d'affaires se maintenir (-0,6% après +0,6%).

Pour le logement, le ministère prévoit en hypothèse basse un recul de 11,8% des mises en chantier cette année, à 325.000, et en hypothèse haute une baisse de 6,4% à 345.000. Cela donne une prévision moyenne de 335.000 ou -9,1%, après un repli de 13,8% en 2008 quand 368.500 logements avaient été mis en chantier.

REPRISE ESPÉRÉE EN 2010

Ces prévisions intègrent les mesures de relance et du Grenelle de l'Environnement mais le ministère n'a pas été en mesure d'en quantifier l'impact.

La mise en oeuvre du Grenelle de l'Environnement représente un investissement total de 440 milliards d'euros sur la période 2009-2020, dont plus de 300 milliards pour le secteur de la construction répartis entre le bâtiment (205 milliards) et les infrastructures de transport (97 milliards).

Dans ce cadre, le prêt à taux zéro pour les travaux de rénovation thermique a été mis en place le 31 mars. Son cumul avec le crédit d'impôt sur le revenu dédié au développement durable (économies d'énergie, énergies renouvelables) devrait selon le ministère bénéficier à trois ménages sur quatre. L'Etat financera par ailleurs 50 projets de transports collectifs en site propre à hauteur de 800 millions d'euros d'ici à 2011.

Les mesures du plan de relance viennent s'ajouter à ce chantier de long terme. Elles comportent un important volet de travaux publics, avec le développement d'infrastructures ferroviaires, fluviales ou portuaires, mais concernent aussi le bâtiment avec des aides directes comme le doublement de l'éco-prêt à taux zéro qui a fait 10.000 adeptes en deux mois.

Le bâtiment devrait aussi être soutenu par des mesures fiscales pour l'accession sociale à la propriété ou l'aide à l'investissement (dispositif Scellier).

La stabilisation des prix, la baisse des taux d'intérêt de long terme et l'évolution démographique, avec l'accroissement de la population et du nombre de ménages, constituent d'autres facteurs de soutien pour le secteur.

Mais la construction est surtout tributaire de la conjoncture et le ministère n'exclut pas de revoir des chiffres positifs dès 2010 si la croissance économique est de retour après la plus grave récession de l'après-guerre.

"Si on a une reprise économique, on espère que la construction va renouer avec la croissance. Les mesures mises en place en 2009 produiront aussi des effets en 2010," a déclaré Régis Haiat, économiste, en conclusion de la présentation.

Le "Grenelle 1" adopté par l'Assemblée à la quasi-unanimité (18.06)

Reuters - 17.06

Les députés français ont adopté à la quasi-unanimité en deuxième lecture le projet de loi relatif à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, salué comme une "rupture" avec le mode de croissance du passé.

Le "Grenelle 1", qui a été approuvé par 466 voix contre cinq, décline les grandes orientations arrêtées en octobre 2007, notamment dans les secteurs des transports, de l'énergie, de l'habitat ou encore de l'agriculture.

"Nous entrons dans la dernière ligne droite pour ce texte qui va nous permettre de rompre définitivement avec un modèle de croissance qui n'était pas viable sur le long terme", a souligné le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo.

Les groupes UMP et du Nouveau Centre (NC) ont voté pour le projet de loi, de même que le groupe socialiste, radical et citoyen (SRC). En revanche, celui de la Gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) s'est abstenu.

Le projet de loi pourrait être examiné ensuite, également en seconde lecture, par le Sénat durant la session extraordinaire du Parlement en juillet. Les débats sur le texte Grenelle 2 sont prévus pour l'automne.

"Nous votons cette loi sans état d'âme", a dit le socialiste Philippe Tourtelier. "Même si elle est déjà datée et insuffisante au regard des 273 engagements pris à l'issue du Grenelle de l'environnement".

"Le Grenelle 1, il y a un an, était un espoir. Mais au fur et à mesure des navettes, c'est devenu un texte décevant", a estimé en revanche le Vert Yves Cochet, pour qui "le projet de loi n'est plus en mesure de répondre à l'urgence écologique".

L'écologie connaît un regain de popularité en France après le bon score enregistré par les listes Europe Ecologie conduites par Daniel Cohn-Bendit aux élections européennes du 7 juin.

Le projet de loi Grenelle 1 propose de diminuer d'ici à 2020 de 20% la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre et de porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie.

Parmi les amendements retenus figure celui supprimant l'avis conforme des Architectes des Bâtiments de France (ABF) avant tous travaux en zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

Le projet de loi portant "engagement national pour l'environnement", dit Grenelle 2, dont l'objet est de mettre en oeuvre les dispositions du Grenelle 1, devrait être débattu en octobre par le Parlement.

Selon une étude du Boston Consulting Group (BCG) publiée mardi et commandée par le ministère de l'Ecologie, le Grenelle de l'environnement pourrait créer 600.000 emplois sur la période 2009-2020 et générer 450 milliards d'euros d'investissements dont 170 milliards par l'Etat et les collectivités locales.

Grève à Pôle emploi, jeudi (18.06)

AP - 17.06

Trois syndicats de Pôle emploi appellent à une journée de grève, jeudi, contre la désorganisation des services et le manque de moyens. Dans un contexte de flambée du chômage, ils exigent aussi l'arrêt des "convocations impératives" de chômeurs et autres "formes de pression pour orienter les demandeurs d'emploi vers les métiers en tension, précaires et mal payés".

"Alors que les économistes annoncent que (l') augmentation du chômage est d'une ampleur sans précédent depuis plus de trente ans, alors que nous savons qu'elle aura des effets profonds et durables sur l'emploi, le gouvernement et la direction de Pôle emploi n'ont d'autre objectif que de mettre à disposition du patronat de la main d'oeuvre à moindre coût, en agissant de façon coercitive sur les travailleurs avec ou sans emploi", dénoncent les organisations syndicales dans un communiqué.

La CGT, le SNU et SUD de Pôle emploi (fusion de l'ANPE et des Assedic) s'opposent "à toutes les directives" qui "transforment (les personnels) en auxiliaires de police", "aux convocations impératives des demandeurs d'emploi sous peine de radiation (...) et aux diverses formes de pression pour orienter les demandeurs d'emploi vers les métiers en tension, précaires et mal payés".

Concernant les moyens, "le nombre de demandeurs d'emploi suivi par conseiller est trois fois plus élevé qu'il ne le devrait, et la croissance du nombre de dossiers d'indemnisation provoque des embouteillages", expliquent les syndicats.

Les trois organisations demandent "une augmentation des effectifs de Pôle emploi conséquente, assortie de formations indispensables pour mener à bien des missions répondant aux besoins des usagers, dans le respect du service public".

Les syndicats exigent "la fin de la sous-traitance aux opérateurs privés de placement, la titularisation des salariés en CDD", et refusent "le recours à l'intérim". Pour les syndicats, "la désorganisation des services provoquée par la course folle à la fusion doit être stoppée".

Borloo a-t-il boosté Cohn-Bendit aux européennes? (23.06)

Lepost - 22.06

1. C'est quoi cette polémique autour du film "Home"?

Deux jours avant les élections européennes, à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, France 2 a diffusé le vendredi précédant le scrutin le documentaire écologiste "Home" de Yann Arthus-Bertrand. "Un appel à la prise de conscience écologique en matière de réchauffement climatique."

Après la surprise du score élevé de la liste Europe-Ecologie menée par Daniel Cohn Bendit, une polémique était née dès l'annonce des résultats: la diffusion du film aurait-elle poussé les électeurs à voter écolo?

Cet argument a notamment été mis en avant par Jean-Luc Bennaïm, tête de liste MoDem dans le Sud-Est et Jean-Marie Le Pen, leader du FN. De son côté, Xavier Bertrand affirmait approuver la diffusion de ce film...

(Source: France 2)

Le mardi suivant, Nicolas Sarkozy avait affirmé de son côté qu'il "ne comprenait pas" la polémique...

Aujourd'hui, ce débat prend une autre tournure...

2. Comment Borloo a boosté Cohn-Bendit aux européennes...

Dans un article du Monde, publié ce lundi et intitulé "Quand Jean-Louis Borloo demandait aux préfets de faire la promotion de 'Home'", on apprend qu'"à la veille du début de la campagne officielle des élections européennes du 7 juin, qui astreint à une obligation de réserve les ministres et les agents publics", le ministère de l'écologie a "demandé aux préfets de région de veiller à la diffusion, sur leur territoire, du film 'Home', de Yann Arthus-Bertrand".

Le ministère de Jean-Louis Borloo a fait sa demande en envoyant une lettre aux préfets de région, qui était accompagnée d'"une copie du film", précise Le Monde.

3. Cohn-Bendit instrumentalisé par Sarkozy?

Quid du devoir de réserve des ministres et des agents publics? Certains préfets comme celui de la Moselle, Bernard Niquet, a invité les fonctionnaires à regarder le film "Home", alors que d'autres préfets se sont montrés réticents, affirme Le Monde.

Au ministère de l'Ecologie, "on ne voyait pas malice", selon le conseiller en communication de Jean-Louis Borloo, cité par Le Monde.

"Le ministère de l'écologie ne dément pas l'opération, mais se défend de toute arrière-pensée électoraliste", précise encore le quotidien.

Quoi qu'il en soit, le résultat des européennes est là: Europe-Ecologie a réalisé un excellent score. Sans vraiment le vouloir, le parti de Cohn-Bendit a ainsi divisé l'opposition, rabaissant le PS et le MoDem, tout en laissant Nicolas Sarkozy et l'UMP comme seul vainqueur...

On comprend mieux pourquoi Xavier Bertrand a approuvé la diffusion du film et pourquoi Nicolas Sarkozy "ne comprenait pas" la polémique...

Non? Qu'en pensez-vous?

Débrayage chez Alcatel à Strasbourg contre un accord avec HP (23.06)

Reuters - 22.06

Des salariés d'Alcatel-Lucent ont bloqué les accès d'un site près de Strasbourg pour protester contre un projet d'externalisation d'une partie des services informatiques chez Hewlett-Packard, apprend-on de source syndicale.

Environ 500 personnes ont manifesté près de cette usine située à Illkirch-Graffenstaden, a dit à Reuters Agnès Barroux, secrétaire CFDT du comité d'entreprise.

La direction du site, où travaille un millier de personnes dont un quart employés par des sous-traitants, n'a pas pu être jointe.

L'accord annoncé vendredi entre Alcatel-Lucent et HP prévoit une offre conjointe de services de télécommunications et d'informatique ainsi que le transfert d'une part importante des activités informatiques du premier vers le second.

Selon des sources syndicales, 1.022 emplois seront transférés d'Alcatel-Lucent vers HP cette année dont 206 en France, dont probablement une centaine à Illkirch-Graffenstaden.

Agnès Barroux estime que les précédentes expériences de type "externalisation", une opération qui consiste à vendre à une autre société un service de l'entreprise, ne se sont pas avérées très positives pour le personnel.

"On externalise d'abord avec une garantie d'emploi de 18 mois, puis on exige des baisses de prix de 10 à 15% et le repreneur externalise alors en Chine ou en Inde", a-t-elle dit

Le travail doit reprendre normalement sur le site mardi.

Ardennes : trois dirigeants d'une société retenus dans leur usine libérés (23.06)

AP - 22.06

Trois dirigeants de la société Raguet à Monthermé (Ardennes), le directeur général, le directeur financier et le directeur des ressources humaines, qui étaient retenus pour la nuit par des employés après la confirmation, lundi, de 73 licenciements sur 180 salariés, ont été libérés, a-t-on appris auprès de la préfecture des Ardennes.

Le blocus de l'usine a été levé vers 22h30 après que le préfet ait proposé aux salariés de les recevoir ce mardi à 8 heures, en présence des dirigeants de Raguet et du directeur départemental du travail. Le plan social avait été annoncé lundi en comité central d'entreprise

Les postes menacés sont répartis sur deux sites à Bogny-sur-Meuse et à Monthermé, distants de 7 kilomètres l'un de l'autre. Sous-traitant de l'industrie automobile (poids-lourds) et ferroviaire, Raguet est spécialisé dans l'estampage (forge) et le matriçage (moulage) de pièces métalliques, selon le délégué CGT Pascal Baudoin.

L'entreprise a connu les premières difficultés au début de l'année. Elle a été placée en redressement judiciaire au mois de février et selon la direction, un nouvel investisseur pourrait intervenir, mais la situation s'est dégradée récemment avec 62% de baisse de commandes.

Les deux unités sont bloquées depuis lundi matin. Le préfet des Ardennes était en contact lundi avec les syndicalistes.

Le chômage en hausse pour le 13e mois consécutif (26.06)

AP - 25.06

Nouvelle hausse du chômage. Le nombre de chômeurs inscrits au Pôle emploi en catégorie A (disponibles immédiatement et sans activité réduite) en France métropolitaine a progressé de 1,5% en mai, soit 36.400 demandeurs d'emploi en plus, a annoncé Bercy jeudi. Sur un an, la hausse est de 26,4%.

Cette hausse est de 2% chez les hommes en mai (37,2% sur un an) et de 0,9% chez les femmes (16,2% sur un an). Les jeunes sont en première ligne avec une hausse de 1,7% parmi les moins de 25 ans sur un mois, et de 41,1% sur un an, selon le communiqué diffusé par Bercy.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde "constate que la hausse du nombre de demandeurs d'emploi ralentit en mai pour le 4e mois consécutif mais qu'elle demeure significative". La hausse enregistrée pour la catégorie A était de 79.900 en février, 63.400 en mars et 58.500 en avril.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A fin mai s'établit à 2.543.100 personnes. En comptant les personnes en activité réduite (plus ou moins 78 heures dans le mois précédent) mais tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, la hausse atteint 54.100 personnes en mai en France métropolitaine.

Sur un an, le nombre d'inscriptions au Pôle emploi pour licenciements économiques progresse de 51,7%, bien qu'on enregistre une baisse de 1,3% sur un mois par rapport à avril. Quant aux offres d'emploi collectées par Pôle emploi, elles connaissent une hausse de 1,2% sur un mois, mais une baisse de 23,1% sur un an. Les offres d'emploi satisfaites en France métropolitaine sont en recul de 5,7% sur un mois et de 29,4% sur un an.

Dans un communiqué diffusé jeudi soir, la ministre de l'Economie estime que "la décélération du nombre de chômeurs constitue un signal relativement encourageant dans le contexte de la crise économique et financière mondiale".

Selon Christine Lagarde, "elle reflète en partie les effets des mesures prises par le gouvernement pour renforcer l'indemnisation du chômage partiel". Mais elle "rappelle que la dégradation de l'emploi devrait se poursuivre pendant plusieurs trimestres, car même une reprise graduelle de l'activité ne se traduirait pas par un repli immédiat du chômage".

L'annonce de cette nouvelle hausse du nombre d'inscriptions au Pôle emploi intervient alors que le 4 juin dernier, l'INSEE a annoncé que le taux de chômage en France métropolitaine s'établissait à 8,7% de la population active au premier trimestre 2009, (9,1% en incluant les DOM), soit une progression de 1,1 point par rapport au quatrième trimestre 2008.

L'INSEE publiera le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) pour le 2e trimestre 2009 le 3 septembre prochain.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Politique et social

- Les entreprises rechignent à garder leurs seniors (30.08)
- Nicolas Sarkozy veut un grand emprunt le moins coûteux possible (27.08)
- Le débat sur les primaires s'intensifie au Parti socialiste (27.08)
- Molex : pas d'avancée après la rencontre direction-Estrosi, l'usine reste fermée (26.08)
- Des primaires à gauche inévitables, estime Laurent Fabius (25.08)
- Cohn-Bendit, le nouveau "mécano" de la gauche française (23.08)
- Europe Ecologie défie le Parti socialiste en vue des régionales (23.08)
- Bertrand Delanoë prône à son tour des primaires à gauche (23.08)
- Le débat sur les primaires relancé au Parti socialiste (23.08)
- Une affiche de gauche inédite à Marseille, MoDem compris (23.08)
- Les "Chaffoteaux" réclament 100 000 euros d'indemnités de licenciement (21.08)
- Des salariés menacent de verser des polluants dans la Seine (21.08)
- Au BHV, à Paris : "Nous vous demandons de bien vouloir être à votre poste le 15 août" (20.08)
- Frédéric Lefebvre est un troll (18.08)
- "*Agacée, la CGT n'ira pas à l'université d'été du Nouveau Parti anticapitaliste*" (15.08)
- Le rapprochement entre l'UMP et De Villiers fait des vagues (15.08)
- Action musclée pour déloger 3 salariés d'une usine marseillaise (14.08)
- Molex: blocage total entre les salariés et la direction (12.08)
- L'emploi salarié a reculé de 0,6% en 2008 (09.08)
- Blocage et incidents à l'usine Molex: ordonnance renvoyée à mardi (07.08)
- Le 4 août 1789, premier des "*grands soirs*" (04.08)
- "*Une nouvelle nuit du 4 août est nécessaire*" (04.08)
- Patrick Savidan : "*Notre société est aussi sclérosée qu'à la fin de l'Ancien Régime*" (04.08)
- Les agriculteurs français priés de rendre 500 millions d'euros (04.08)

- New Fabris: un millier de personnes à la manifestation de soutien à Châtellerault (31.07)
- Gérard Grunberg : "*Le danger qui guette le PS, c'est que l'on n'attende plus rien de lui, qu'on ne l'écoute plus*" (29.07)
- Aéroport de Roissy: un PDG de plus retenu en otage! (25.07)
- Michelin : Christine Lagarde condamne les séquestrations (23.07)
- L'ultime appel au secours des salariés de la papeterie de Malaucène (23.07)
- Des salariés licenciés bloquent un site pétrochimique à Fos-sur-Mer (23.07)
- Machines brûlées et usine bloquée chez SKF (23.07)
- "*Lassés, usés, fatigués*", les militants socialistes rêvent d'unité. (22.07)
- SKF : les salariés menacent de brûler les machines de l'usine. (22.07)
- Quatre cadres de Michelin à Montceau-les-Mines retenus par des salariés. (22.07)
- Les employés et ouvriers non qualifiés sont plus exposés que les autres salariés à la pauvreté, selon l'INSEE. (22.07)
- Malgré la polémique, l'Elysée ne changera rien sur les sondages. (20.07)
- Sous la menace, les salariés de JLG-France obtiennent leur prime. (18.07)
- "*Médiatisé, un conflit social a plus de chances de réussir*" (18.07)
- Les salariés français ont travaillé en moyenne plus de 39 heures par semaine en 2007, selon l'INSEE (18.07)

- Les primes de licenciement, un crime parfait ? (16.07)
- La menace des salariés levée à l'usine Nortel France (16.07)
- Robert Hue, nouvelle coqueluche d'un PS en détresse (13.07)
- Jean-Luc Mélenchon refuse le "*projet commun*" proposé par le PS (13.07)
- Martine Aubry appelle au rassemblement des partis de gauche (13.07)
- Ils menacent de faire sauter leur usine (New Fabris) (13.07)
- Baisse de 27% de la valeur des 500 plus grandes fortunes françaises (10.07)
- Grève chez l'équipementier automobile MBF, dans le Jura (10.07)
- Le NPA dément toute vague de départs de militants (09.07)
- Les députés proposent une loi sur les salaires des patrons (08.07)
- L'Assemblée assouplit les règles de la fonction publique (08.07)
- Molex: les salariés entament une grève illimitée à partir de mardi matin (07.07)
- Régionales: Besancenot et Mélenchon pour des listes "indépendantes" au 1er tour (03.07)
- Quand Sarkozy promettait le maintien de la retraite à 60 ans (02.07)
- Travailler en étant malade va "*dans le sens de la modernité*", selon Lefebvre (01.07)
- Régionales: Mélenchon et Besancenot partants pour une alliance (01.07)
- Sécurité: 25 organisations réclament le retrait du projet de loi sur les bandes (01.07)
- Le texte contre les bandes violentes adopté par les députés (01.07)
- Restauration : pas de hausse des salaires liée à la TVA, mercredi (01.07)
- Des salariés saccagent le siège du port de Marseille (01.07)
- "*Le développement du sous-emploi*" (01.07)
- Un outil de retour à l'emploi ? (01.07)
- Ces élèves handicapés priés de changer d'accompagnant (01.07)
- Les 30 000 emplois vie scolaire non renouvelés, "*un véritable gâchis !*" (01.07)

Les 30 000 emplois vie scolaire non renouvelés, "un véritable gâchis !" (01.07)

LeMonde.fr - 30.06

Des internautes du Monde.fr, emplois vie scolaire ou enseignants, témoignent majoritairement leur écoëurement devant la suppression de 30 000 emplois vie scolaire, estimant que leur rôle est fondamental auprès des élèves.

Précarité contre économie budgétaire, par Brigitte Soulacroix

J'ai effectué un contrat EVS (Emploi Vie Scolaire) pendant 2 ans, j'intervenais auprès de 3 enfants handicapés. J'aimais beaucoup mon travail (salaire de 602 €. Au bout de 2 ans (soit le 26 février dernier), tout est fini : je suis remplacée par une autre précaire, et je me retrouve au chômage. Par ces contrats aidés, l'Etat impose aux plus fragiles et aux plus pauvres une énorme contribution aux économies budgétaires. Gauche ou droite, tous les gouvernements ont profité de ce système parfaitement inégalitaire. Pendant longtemps, nous n'existions pas: droit à la formation bafouée, pas de prime de précarité, pas d'ancienneté...

Cassée, par A. B.

Je suis EVS depuis septembre 2006. J'ai beaucoup appris auprès des enfants et du système éducatif en général. Mais ce soir, plus rien ! Je ne sais pas si je vais me lever demain: pour faire quoi ? J'étais très appréciée par l'ensemble du personnel de mon école. J'avais un emploi (même peu payé) auquel je tenais, je suis en colère. Et j'éprouve de la jalousie en sachant que la nouvelle EVS verra les enfants de mon école en septembre prochain. Même si je prends le risque d'être coupée de mes droits, je refuserai toute offre bidon de Pôle Emploi (style formation, ateliers recherche ou autre...) ! NON !

Mon avenir, c'est le chômage, par Catherine Le Hec

J'occupe un poste d'EVS depuis 2006 dans une école maternelle à Douarnenez dans le Finistère. Mon contrat se termine le 6 juillet et n'est pas renouvelé. Demain, 1er juillet, on recrute pour mettre quelqu'un à ma place. Quelle élégance de ne même pas attendre mon départ... Mon avenir, c'est le chômage. On nous jette sans regret, sans état d'âme. Je faisais toute la comptabilité de l'école, tout le secrétariat. Les personnels enseignants et municipaux m'appréciaient et j'aimais mon travail. C'est très dur moralement d'être traitée ainsi par une

administration qui ne recule devant rien, surtout pas devant la cruauté vis-à-vis de gens en situation de précarité. Je suis très amère et je souffre de terminer l'année scolaire dans ces conditions. Je sais que ce n'était qu'un "contrat avenir" mais j'avais l'espoir de conserver encore un peu mon emploi. Mais pour le gouvernement, mon avenir c'est le Pôle Emploi, et l'espoir est un mot rayé de leur vocabulaire.

Une belle perte d'énergie, par Michèle Strauss

Notre lycée accueille régulièrement des élèves non ou mal voyants; une EVS a aidé une jeune élève très mal voyante à la fois sur le plan technique et relationnel. Elles ont eu besoin pratiquement d'un semestre pour se connaître et apprendre à travailler ensemble. Son contrat s'achève là. Quelle perte d'énergie! Quel manque d'efficacité pour l'élève et l'équipe enseignante ? Quelle absence de reconnaissance du travail accompli par l'EVS mise au chômage ? Quelle image peu humaine et peu solidaire l'Education nationale donne-t-elle à l'ensemble des élèves!

EVS mais aussi AVS/AD, par Marie-Jeanne Bouchet-Braunstein

C'est très bien de parler des EVS ! Mais vous oubliez que nombre d'entre eux occupent en fait des fonctions d'AVS (Auxiliaires de Vie Scolaire), et accompagnent les enfants handicapés à l'école. Sans un AVS à temps plein ou partiel ces enfants ne pourraient pas être scolarisés en milieu ordinaire! D'autres AVS ont un statut d'AD (Assistant d'éducation). Recrutés en 2003 par l'Education Nationale pour trois ans renouvelables une fois, nombre d'entre eux (celle de ma fille par exemple) se voient licenciés au bout de 6 ans sans autre solution que le chômage, alors qu'ils adorent leur métier, qu'ils le font très bien et ont acquis un savoir faire dans un domaine délicat que n'auront pas ceux qui seront recrutés pour les remplacer. Quel gâchis aux dépens des enfants handicapés, des AVS eux-mêmes et du lien social ! Les AVS ne sont pas superflus, par LM Quand on parle avec d'autres parents d'enfants handicapés, on constate de plus en plus de suppression d'AVS, ce qui oblige les parents, soit à arrêter de travailler, soit à mettre leurs enfants dans des centres fermés et donc de ne pas pouvoir les scolariser dans une école classique. C'est vraiment déplorable que les économies soient faites sur les personnes qui ont un besoin vital de ces AVS. Ce n'est pas du superflu, ils aident les enfants handicapés et représentent pour eux le seul moyen de garder un lien avec la "normalité".

Des solutions existent, par Marie-Christine Gilles

Je suis auxiliaire de vie scolaire depuis 8 ans dans une CLIS (classe qui accueille des enfants handicapés et leur fait suivre un cursus normal), auprès d'enfants en situation de handicap moteur avec troubles associés. J'ai exercé sous divers contrats pendant deux ans, et j'ai aujourd'hui un contrat d'assistant d'éducation depuis 6 ans, qui se termine et qui ne sera pas reconduit. J'ai acquis l'expérience et les compétences indispensables pour l'accompagnement de ces enfants. Je me suis énormément investie et formée pendant ces 8 années auprès des enfants mais aussi auprès de l'équipe enseignante. Je suis très inquiète pour mon avenir et je trouve cette situation inacceptable. Je suis pourtant convaincue que des solutions existent !

Les emplois aidés dans l'éducation nationale... Parlons-en ! par Samuel Soto

J'ai travaillé en tant qu'auxiliaire de vie scolaire dans un collège pendant 3 ans et demi: contrat "emploi solidarité" puis contrat d'"accompagnement dans l'emploi". A chaque fois, renouvelé par tranche de 6 mois... Tout à été fait par le collège pour profiter de mon statut précaire et de celui de mes collègues. Corvéable à souhait, je travaillais à côté dans le privé. Je n'ai jamais eu une aussi mauvaise expérience que dans le cadre du contrat aidé dans un établissement public... Le travail fait par ces contrat aidés vient souvent palier un manque d'implication des titulaires. C'est mon point de vue, j'ai vraiment été choqué par le comportement des agents et de l'administration. J'aimerais que ces contrats aidés soient interdits.

Un véritable gâchis de compétences, par Véronique Zucchini

Je suis enseignante en CLIS (classe qui accueille des enfants handicapés et leur fait suivre un cursus normal). Le départ annoncé de l'AVS collective qui travaille auprès des enfants que je scolarise représente un réel gâchis de compétences. En dehors du fait que la mesure est particulièrement douloureuse humainement, le départ de l'AVS apparaît comme une incohérence aux yeux des familles, des élèves et de toute l'équipe enseignante. Comment accepter que l'AVS soit remplacée, en cours d'année prochaine, par une personne non seulement en emploi précaire, mais qui ne pourra pas se targuer d'une expérience de 8 ans acquise auprès d'enfants handicapés ? Cette expérience vaut autrement plus que les 60 heures de formation dispensée actuellement ! Est-ce ainsi que la priorité qui devait être donnée aux personnes handicapées est mise en oeuvre ? Est-ce là une avancée de la loi de février 2005 ?

Il faut arrêter d'être hypocrite, par Benjamin Sendat

Je suis professeur des écoles, donc non concerné par ces suppressions. Cependant je tiens à relater la réalité de ces emplois que l'on peut clairement qualifier de précaires. Ce personnel a grandement aidé au fonctionnement général des écoles et a rendu d'énormes services (organisation, présence humaine supplémentaire). Dans toutes les écoles où je suis passé (je suis remplaçant), ils ont largement joué leur rôle de "rustine" pour aider au bon fonctionnement des écoles. Mais il faut quand même relater la réalité sociale de ces emplois. La grande majorité sont des emplois "aidés" et le contrat signé est de 20h par semaine, soit un salaire d'environ 650 € par mois. En outre pour garder le bénéfice des aides de l'Etat, les municipalités n'ont jamais pérennisé ces postes en proposant des CDI à la sortie. Nous avons clairement

besoin de personnel dans les écoles, mais pas à ce prix-là.

Une catastrophe sociale, par Alain Monedière

Je suis conseiller principal d'éducation dans un collège. Depuis 5 ans que je suis ici, j'ai vu le nombre de surveillants (aide-éducateurs, maître d'internats, emplois aidés et autres précaires) diminuer dramatiquement. De nombreuses personnes en poste "aidés" ont travaillé des années, ont aidé les élèves, surtout ceux en difficulté ou les plus faibles. Aujourd'hui on les jette, ils sont laissés sans perspective et sans formation. Ici à la Réunion ces emplois ont permis de faire vivre (survivre) des familles entières. C'est une catastrophe sociale. De moins en moins d'adultes pour encadrer les collégiens, et pour les remplacer, peut être des portiques à l'entrée ? Soyons sérieux, il en va de l'avenir de nos enfants !

Ces élèves handicapés priés de changer d'accompagnant (01.07)

Libération.fr - 30.06

Le sentiment d'un énorme gâchis. D'ici décembre, quelque 5.000 auxiliaires de vie scolaire s'occupant des enfants porteurs de handicap à l'école seront remplacés. Embauchés en contractuels par l'Education nationale, les premiers accompagnants recrutés en 2003 arrivent à la fin de leur contrat.

«C'est vraiment dommage... D'abord pour ces collègues expérimentés qui aiment leur boulot et qui vont se retrouver au chômage. Mais c'est triste aussi pour tous ces enfants qui vont devoir s'habituer à un nouvel accompagnant pas forcément formé», soupire Véronique Boyrie, secrétaire générale de l'association des accompagnants de vie scolaire, l'Unaïsse, créée il y a deux ans.

Au-delà de la précarité des statuts, l'association réclame la reconnaissance du métier d'accompagnant, avec «une vraie formation adaptée aux besoins spécifiques de ces enfants», poursuit Véronique Boyrie. «Aujourd'hui, avec ces statuts précaires, on se retrouve auxiliaire un peu comme ça, sans réelle formation (60 heures au total). Je me suis par exemple retrouvée le jour de la rentrée à devoir m'occuper d'une petite fille qui avait un retard global sans être informée à l'avance. Il a fallu que je m'adapte, que je recherche des informations par moi-même pour savoir comment m'y prendre avec elle. En pratique, on fait de notre mieux et la plupart du temps, ça se passe bien...»

Donner les moyens à la loi sur le handicap

Aujourd'hui, on estime à près de 25.000 le nombre d'auxiliaires de vie scolaire, pour beaucoup recrutés dans la foulée de la loi sur le handicap de février 2005 qui permet à tout enfant handicapé d'être scolarisé dans l'école de son quartier. «Il faut donner les moyens à cette loi en créant le métier d'accompagnant», martèle la responsable de l'association. «Au départ, quand le ministère de l'Education nationale a décidé en 2003 de prendre en charge ces emplois d'accompagnants (jusqu'ici gérés par les associations), il pensait les confier à des étudiants».

Mais, dans la réalité, la situation est tout autre. Une récente étude de l'Unaïsse montre que la moyenne d'âge des auxiliaires, des femmes en grande majorité, est de 35 ans. Pourquoi? D'abord parce que les horaires où l'enfant a besoin d'une auxiliaire ne coïncide pas forcément aux disponibilités d'un étudiant. Ensuite, parce que les étudiants ne sont pas dans des petites villes ou villages...

La précarité de ces emplois est aussi liée au temps partiel, inhérent à ce poste. Exemple: 21 heures par semaine en classe avec l'élève, payées 540 euros par mois. «Du coup, on se retrouve avec un turn over de 25% dans de nombreuses régions», regrette Gilles Paumier, de la Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap. Voici sa solution, qu'il défend bec et ongles: «Il faut que ce métier d'auxiliaire dépasse le cadre de l'Education nationale. On pourrait très bien envisager que l'aide se poursuive le soir à la maison... Et comme ça on aurait des emplois à temps plein!»

Un outil de retour à l'emploi ? (01.07)

Le Monde - 30.06

Promesse de campagne de Nicolas Sarkozy, le revenu de solidarité active (RSA) a été créé par la loi du 1er décembre 2008, promulguée vingt ans, jour pour jour, après celle qui instaura le revenu minimum d'insertion (RMI) au début du second septennat de François Mitterrand. Une telle coïncidence n'est évidemment pas le fait du hasard : en créant le RSA, le gouvernement veut redonner des "perspectives d'insertion professionnelle" à des milliers de bénéficiaires des minima sociaux relégués dans le chômage de longue durée et le sous-emploi.

L'articulation avec la prime pour l'emploi

Le RSA ne remplace pas la prime pour l'emploi (PPE), cette aide accordée aux ménages modestes pour les encourager à reprendre ou à garder une activité professionnelle : les deux dispositifs s'articulent l'un avec l'autre. Pour les personnes qui ont à la fois droit à la PPE et au RSA, c'est le système le plus avantageux qui est retenu. Exemple : si un couple a droit à 300 euros par mois de RSA alors qu'il pourrait prétendre à 90 euros de PPE, au final il gagnera 210 euros de plus par mois.

L'idée a été défendue pour la première fois en avril 2005 dans le rapport sur "la famille, la vulnérabilité et la pauvreté" rendu par une commission présidée par Martin Hirsch, alors à la tête d'Emmaüs-France. Nommé haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté dans le gouvernement de François Fillon en mai 2007, M. Hirsch a mis en place le RSA en poursuivant un double objectif : favoriser le retour à l'emploi des allocataires de minima sociaux en leur assurant un surcroît durable de revenus dès l'instant où ils reprennent une activité (ce qui n'était pas toujours le cas, avant) et améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs pauvres.

RMistes et travailleurs pauvres. Réservé aux plus de 25 ans, le dispositif s'adresse à deux catégories de la population. Primo : les personnes sans activité, qui touchaient jusqu'à présent le RMI ou l'allocation de parent isolé (API), soit 1,4 million de foyers qui vont désormais percevoir le RSA. Pour elles, la "logique des droits et devoirs" - déjà présente dans le cadre du RMI - subit de profonds changements. Les bénéficiaires seront orientés vers Pôle emploi ou devront faire des démarches pour améliorer leur insertion sociale s'ils ne peuvent pas reprendre pied dans le monde de l'entreprise. Un "accompagnement adapté" leur sera proposé. S'ils ne respectent pas cette obligation, le versement du RSA pourra être suspendu, voire supprimé.

Est également éligible au dispositif toute personne occupant ou reprenant une activité faiblement rémunérée. Pour elle, le RSA est un complément de revenus. D'après le Haut Commissariat aux solidarités actives, de 1,7 million à 1,8 million de familles relèvent de cette catégorie. M. Hirsch estime que le RSA devrait permettre à environ 700 000 personnes de se hisser, dès cette année, au-dessus du seuil de pauvreté (880 euros par mois pour une personne seule en 2006).

Les RMistes et les bénéficiaires de l'API qui reprennent une activité professionnelle vont sortir du système des minima sociaux. "Sur la longue période", leur nombre devrait diminuer d'environ 10 %, soit "100 000 RMistes de moins", selon l'économiste François Bourguignon, dans un entretien aux Echos du 22 mai. Cette projection se fonde sur le rapport du comité qui a évalué les expérimentations conduites dans 33 départements : il montre que le taux de retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA s'élève à 3,38 % par mois en moyenne dans les zones où il a été testé, contre 3,1 % dans les "zones témoins".

Les conseils généraux en première ligne. Trois institutions sont en première ligne dans la mise en oeuvre de cette réforme lourde et complexe : les conseils généraux, qui participent au financement du dispositif et à l'accompagnement des bénéficiaires, les caisses d'allocations familiales (CAF) qui traitent les demandes et versent la prestation, Pôle emploi, qui sera chargé de la réinsertion professionnelle.

Pressions sur Pôle emploi. Pour ce service issu de la fusion de l'ANPE et des Assedic, la tâche est rude : il doit gérer simultanément l'explosion du nombre de demandeurs d'emploi liée à la crise et l'afflux des allocataires du RSA sans activité qui n'étaient pas inscrits au chômage.

Les CAF vont également se retrouver sous pression. Président (PS) de l'Assemblée des départements de France et du conseil général des Côtes-d'Armor, Claudy Lebreton se demande si tout le monde sera prêt à temps. Il s'interroge aussi sur le coût du RSA pour les conseils généraux : la récession ne risque-t-elle pas d'augmenter le nombre de bénéficiaires et de faire dérapier la facture ?

Auditionné, le 7 avril, au Sénat, M. Hirsch a estimé que la crise aurait un impact limité sur les dépenses liées au RSA : certaines personnes vont entrer dans le dispositif mais d'autres en sortiront pour être prises en charge par l'assurance-chômage. "En régime de croisière", selon le haut commissaire, le RSA coûtera environ 9,8 milliards d'euros par an. Une taxe sur les revenus du capital va être créée pour couvrir le surcoût causé principalement par le complément de ressources apporté aux travailleurs pauvres. Elle devrait rapporter 1,5 milliard d'euros.

Développement des "petits boulots". En 2005, le RSA s'intégrait dans un ensemble de mesures contre la pauvreté qui avait reçu un accueil très favorable. Aujourd'hui, de nombreuses réserves s'expriment, y compris chez ceux qui, comme l'économiste Denis Clerc, disent être "globalement" partisans du dispositif. La critique la plus forte porte sur les effets pervers du RSA : en complétant le revenu des personnes qui acceptent de travailler à temps partiel, il favoriserait, du même coup, le développement des "petits boulots".

"Le développement du sous-emploi" (01.07)

Le Monde - 30.06

Serge Paugam, sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales

Le RSA est-il, selon vous, vraiment efficace pour ramener vers l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux ?

Les expérimentations conduites avant le vote de la loi, c'est-à-dire avant le déclenchement de la crise actuelle, n'ont pas produit d'effets significatifs sur le retour à l'emploi. Il est clair que le RSA n'est pas la recette miracle. Pour autant, il n'y a pas de raison d'être a priori opposé à toute politique d'activation des dépenses sociales.

Deux approches étaient possibles. L'une, retenue notamment par les pays scandinaves, met l'accent sur l'accompagnement des personnes pour qu'elles suivent des formations qualifiantes vers un emploi de qualité. Dans ce système, on cherche en permanence à placer les bénéficiaires dans la meilleure situation possible.

L'autre option, d'essence plus libérale, consiste à instaurer des mécanismes d'incitation financière pour que les bénéficiaires entrent dans n'importe quel type d'emploi. Ainsi, des postes à temps très partiel et à durée déterminée, qui ont, dans l'absolu, peu d'attrait, deviennent désirables. Le risque majeur est une institutionnalisation encore plus grande de ces formes d'emploi.

Le complément de ressources apporté aux travailleurs à bas salaire peut-il les soustraire de la pauvreté ?

Le dispositif agit comme un impôt négatif qui leur permettra de se situer un peu au-dessus du seuil de pauvreté. Mais nombre d'entre eux vont rester ancrés dans la précarité et le sous-emploi. L'action sociale doit-elle se contenter de cela ? Ou doit-elle aider les personnes à s'installer dans un emploi sans avoir à dépendre de mécanismes d'assistance ?

Les allocataires de minima sociaux sans activité devront effectuer des démarches pour revenir sur le marché du travail ou améliorer leur insertion sociale. Qu'en pensez-vous ?

Ce type d'injonction à la responsabilité et à l'autonomie existait déjà dans le cadre du RMI. Les exigences à l'égard des allocataires du RSA seront en effet renforcées. Mais encore faut-il que les opportunités d'emploi existent, et que les moyens humains soient à la hauteur.

Une étude récente a montré que les travailleurs sociaux d'une circonscription d'action sociale en France suivaient trois fois plus de personnes que leurs collègues d'un canton proche de Genève. Dans ce contexte, je crains des inégalités de traitement entre ceux qui peuvent être accompagnés vers l'emploi et les autres.

Des salariés saccagent le siège du port de Marseille (01.07)

Reuters - 30.06

Le siège du grand port maritime de Marseille (GPMM) a été vandalisé lundi par une quarantaine de salariés, a déclaré la direction du port.

"Une quarantaine d'individus portant les tenues de travail du grand port maritime de Marseille, et dont certains étaient armés de haches, de barres de fer et revêtus d'une cagoule, ont violemment envahi le siège du GPMM", a-t-elle précisé dans un communiqué.

Le bureau du directeur général, Jean-Claude Terrier, aurait notamment été "entièrement saccagé à coups de hache".

La direction du port a décidé de déposer plainte.

Ces incidents interviennent alors que direction et syndicats de l'enceinte marseillaise s'opposent sur la réforme portuaire.

La réforme, destinée à renforcer la compétitivité des ports français, prévoit la privatisation des activités de manutention (grutiers, portiqueurs), à l'instar des dockers qui sont des salariés d'entreprises privées depuis 1992.

Restauration: pas de hausse des salaires liée à la TVA, mercredi (01.07)

AP - 30.06

Les employés de la restauration ne bénéficieront pas d'une hausse des salaires liée à la baisse de la TVA entrant en vigueur mercredi. Selon plusieurs syndicats, les négociations engagées en ce sens avec le patronat "sont en cours" depuis deux mois. L'Union des métiers et

des industries de l'hôtellerie (UMIH, principale organisation patronale) se donne jusqu'au 31 décembre pour tenter d'aboutir à un accord.

Quelques centaines de salariés de l'hôtellerie et de la restauration ont manifesté mardi à la mi-journée à proximité du ministère du Travail à Paris, à l'appel de la CGT, dans le cadre d'une opération "Récupérons la TVA". Les syndicats réclament un 13e mois pour tous ou encore des hausses portant sur l'ensemble de la grille des salaires. Des discussions sont également engagées sur la mise en place d'une complémentaire santé prise en charge par l'employeur.

Dans le cadre d'un "contrat d'avenir", signé le 28 mars dernier entre les représentants de la restauration et les pouvoirs publics, les professionnels se sont non seulement engagés à baisser d'au moins 11,8% les prix de sept produits, mais aussi à augmenter les salaires et à créer 40.000 emplois en deux ans, dont 20.000 emplois pérennes et 20.000 jeunes en alternance.

Ces mesures ne seront toutefois pas obligatoires pour les restaurateurs, mais un "comité de suivi" va être constitué pour rendre compte tous les six mois de sa mise en oeuvre.

"Non seulement ce n'est pas obligatoire, mais les syndicats de salariés n'avaient pas été conviés lors des discussions autour de ce contrat d'avenir", a déploré à l'Associated Press le secrétaire fédéral de la CGT Commerces et Services Ange Romiti.

"Il y avait eu des promesses de répercuter la baisse sur le principe des trois tiers -un tiers pour baisser les prix, un tiers pour les entreprises, un tiers pour les salariés- mais pour l'heure, ça reste de la communication. Des négociations salariales sont engagées depuis deux mois, une nouvelle séance est prévue le 9 juillet, mais il n'y a aucune date butoir", a-t-il ajouté.

Et selon la CGT et la CFDT, la "seule proposition patronale" a été jusqu'à présent de "modifier la loi Godart". Ce texte datant de 1936, selon les syndicats, prévoit de reverser un pourcentage sur les recettes aux salariés en contact direct avec la clientèle. "Le patronat proposait de l'étendre à tous les personnels, sans pour autant augmenter la taille du gâteau, et cette proposition a été refusée par tous les syndicats", explique James Bokonge, de la CFDT.

D'autant, selon la CGT, "que cette mesure était très favorable au patronat puisque celui-ci abandonnait dans la foulée toute idée de revalorisation générale", selon Ange Romiti, qui souligne que le "salaire d'un serveur, c'est le SMIC".

"Nous sommes en cours de négociations qui ne sont pas forcément faciles car nos clients comme nos collaborateurs attendent un maximum de la baisse de la TVA", explique de son côté la présidente de l'UMIH Christine Pujol. Outre, notamment la "revalorisation des minima conventionnels", "nous travaillons également sur de nouvelles garanties prévoyance et la création d'une mutuelle frais de santé", a-t-elle précisé à l'Associated Press.

Quant au calendrier des négociations, "le gouvernement souhaiterait qu'un certain nombre de choses soient abouties au 31 décembre. La grille ça devrait être fait, la mutuelle sans doute pas. C'est plus compliqué à mettre en place".

Le texte contre les bandes violentes adopté par les députés (01.07)

Reuters - 30.06

Les députés ont adopté par 43 voix - sur 43 votants - la proposition de loi de Christian Estrosi (UMP) visant à réprimer les bandes violentes, un texte jugé par la gauche dangereux pour les libertés.

Les groupes UMP et du Nouveau centre (NC) ont voté pour. Les groupes socialiste, radical et citoyen (SRC) et de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) n'ont pas participé au scrutin pour protester contre le refus d'une demande suspension de séance. Ils voulaient initialement voter contre.

L'auteur de la proposition de loi, Christian Estrosi, ayant été promu le semaine dernière ministre de l'Industrie, c'est un de ses proches, le député UMP Eric Ciotti, qui a été nommé rapporteur du texte.

"Ce texte a pour vocation d'être ferme avec les délinquants et juste avec les victimes", a affirmé Eric Ciotti. "Il nous faut tous ensemble adresser un message clair et unanime. C'est tout l'enjeu de ce texte qui, je l'espère, sera approuvé sur tous les bancs", a-t-il ajouté.

"La délinquance change. Il nous faut adapter nos moyens techniques et juridiques à ces changements", a renchéri Michèle Alliot-Marie, la nouvelle garde des Sceaux.

Pour le groupe socialiste, cette proposition de loi UMP est "une nouvelle mousse publicitaire qui ne répond en aucun cas aux réalités de la

violence et des bandes".

"Elle risque d'affaiblir l'autorité de la loi et de la République en apportant une nouvelle fois la démonstration de son impuissance", affirme-t-il dans un communiqué.

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Ce texte voulu par Nicolas Sarkozy introduit une nouvelle incrimination assortie d'une peine d'emprisonnement de 3 ans et de 45.000 euros d'amende visant à réprimer de façon spécifique la participation à une bande ayant l'intention de commettre des violences.

Il instaure une nouvelle circonstance aggravante lorsque certaines violences sont commises par des personnes dissimulant volontairement leur visage pour éviter d'être identifiées.

Un décret publié il y a trois jours interdit aux participants de manifestations publiques de dissimuler leur visage pour ne pas être identifiés, les faits étant sanctionnés d'une amende de 1.500 euros.

Le texte comporte également des mesures concernant les établissements scolaires.

Il instaure ainsi une circonstance aggravante lorsque les atteintes aux personnes sont commises, en raison de leurs fonctions, sur les enseignants ou les personnels travaillant dans les établissements scolaires ou lorsque des vols et des extorsions sont commis dans les écoles ou à proximité.

De même, les intrusions dans un établissement scolaire seront sanctionnées d'un an de prison et 7.500 euros d'amende.

L'amendement annoncé par Xavier Darcos, alors ministre de l'Education nationale et devenu depuis ministre du Travail, prévoyant le contrôle des cartables à l'entrée des établissements scolaires n'a finalement pas été déposé.

Sécurité: 25 organisations réclament le retrait du projet de loi sur les bandes (01.07)

AP - 30.06

Un collectif de 25 organisations exige le retrait du projet de loi Estrosi sur les "violences de groupes", censé s'attaquer aux bandes, mais dont les détracteurs craignent qu'il ne permette aux pouvoirs publics de réprimer les mouvements sociaux.

Le texte est examiné au Parlement depuis le 23 juin. Il prévoit notamment dans son article 1 de punir de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende "le fait de participer, en connaissance de cause, à un groupement, même formé de façon temporaire, qui poursuit le but, caractérisé par un ou plusieurs faits matériels, de commettre des violences volontaires contre les personnes ou des destructions de biens".

"La création d'un tel délit (...) est à la fois totalement inutile pour lutter contre la délinquance et très dangereuse pour les libertés publiques", estime le Collectif Liberté Egalité Justice (CLEJ), regroupant la FCPE (parents d'élèves), la LDH, le NPA, le PCF, le PS, le Parti de gauche, les Verts, plusieurs syndicats comme la CGT, la FSU, Sud, le Syndicat des avocats de France (SAF), le Syndicat de la magistrature (SM) ou encore l'UNEF (étudiants) dans un communiqué diffusé mardi.

Les signataires jugent que la définition retenue par le texte "est extrêmement floue et porte en germe un arbitraire policier et judiciaire". Ainsi, "se promener à plusieurs dans une cité en marquant une certaine méfiance au passage de la police, occuper un appartement vide pour revendiquer une politique du logement digne de ce nom, protester contre une expulsion sans relogement, participer à une manifestation dans un climat tendu, organiser un happening, investir un bâtiment d'université pour dénoncer telle ou telle 'réforme'", risque selon le collectif "d'alimenter la politique du chiffre sévissant au ministère de l'Intérieur".

Régionales: Mélenchon et Besancenot partants pour une alliance (01.07)

Libération.fr - 30.06

Le Parti de gauche et le NPA envisagent un rassemblement à la gauche du PS, au premier tour des élections de mars 2010, et

d'éventuelles «fusions techniques» au second. Le NPA doit en discuter lundi avec le PCF.

Ils s'étaient quittés plutôt froidement, quelques mois avant les européennes, sur le refus du NPA d'intégrer le Front de gauche. Alors que le vent a tourné en faveur de cette alliance Parti de gauche-PCF, le 7 juin dernier, entre eux, le climat s'est réchauffé. A l'issue d'une rencontre, mardi, entre des délégations PG et NPA, Jean-Luc Mélenchon et Olivier Besancenot se sont dits prêts à «travailler à la perspective d'un rassemblement politique» en vue des régionales. Alors que les discussions précédant les européennes avaient achoppé sur l'attitude de l'«autre gauche» vis-à-vis du PS, Jean-Luc Mélenchon promet: «Il va y avoir de l'ambiance...»

Qui concernerait le rassemblement?

Boostés par leur score aux européennes, PCF et PG, qui ont élu 4 députés à Strasbourg, «restent fidèles et attachés au Front de gauche», souligne Mélenchon: «Nous avons dit qu'il fallait élargir et le NPA veut rassembler.» Besancenot n'envisage pas non plus «un tête-à-tête PG-NPA».

L'offre pour des listes communes en mars 2010 est donc notamment lancée aux forces composant le Front de gauche, à Lutte ouvrière, aux Alternatifs, à la Fédération (courants et personnalités du «non» de gauche au TCE de 2005) ainsi qu'aux «acteurs du mouvement social et des quartiers». A condition, insiste le porte-parole du NPA, d'accorder leurs violons sur «des bases clairement indépendantes du PS» et de «conclure un accord national, pas à géométrie variable». Et, enfin, de mutualiser ses forces, pas de les fusionner. «Personne n'absorbera personne», s'efforce de rassurer Mélenchon.

Quelle attitude à l'égard du PS?

C'est la question épineuse que devront régler les éventuels partenaires. La stratégie du premier tour semble réglée pour PG et NPA, qui prônent des «listes autonomes» - le NPA préférant le terme «indépendantes», comme pour s'assurer de l'étanchéité des frontières avec le PS -.

Mais quid du second tour? Pas question, prévient Mélenchon de se maintenir à tout prix au risque de faire le jeu de l'UMP: «la droite est notre seul adversaire, nous ferons tout pour la battre.» Et de tenter d'expédier ce cas de figure en visant la pole position à gauche: «Pour régler la question, j'ai une manière simple, passer en tête de la gauche, ce n'est qu'à moitié une plaisanterie.»

Besancenot, qui écarte, bien sûr, toute possibilité de «fusion politique» avec les socialistes, pencherait pour des «accords techniques». Option qui éviterait une déperdition des voix de gauche et permettrait aux élus du NPA de garder toute latitude, en refusant par exemple de voter un budget. Aux municipales de 2008, le NPA aurait déjà proposé ce type d'accord au PS qui l'aurait refusé, à une exception près.

Dernière incertitude: le PCF, présent dans les exécutifs régionaux avec le PS - qui dirige 20 régions sur 22 - entend-il couper les ponts avec les socialistes? Début 2009, le NPA avait préféré faire bande à part, justement persuadé que les communistes, soucieux de «sauver leurs élus», retourneraient dans le giron socialiste aux régionales.

Quel est le calendrier?

Pour faire le point, le parti d'extrême gauche et le PCF ont prévu de se rencontrer lundi. Devraient suivre une série de consultations entre les éventuelles composantes partantes pour ces «listes indépendantes». Les discussions vont aussi se prolonger lors des universités d'été des diverses formations et à la Fête de l'Humanité. Le PCF, lui, ne devrait pas trancher la question de sa stratégie avant octobre. Et un groupe de travail chargé de «la réflexion programmatique» doit être mis sur pied. Mélenchon - qui doit entrer au Parlement européen le 14 juillet -, prudent: «C'est un processus qui commence. On ne peut pas dire qu'on est sûrs d'aboutir.»

Travailler en étant malade va "dans le sens de la modernité", selon Lefebvre (01.07)

LeMonde.fr et AFP - 27.06

Le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre a estimé samedi 27 juin sur LCI que le fait de permettre aux salariés en arrêt maladie ou en congé maternité de travailler de chez eux allait "dans le sens de la modernité" et que l'"on y reviendra".

Fin mai, M. Lefebvre avait suscité un tollé en déposant un amendement qui permettait aux salariés en arrêt maladie ou en congé maternité de travailler de chez eux, lors de l'examen à l'Assemblée du texte UMP sur le prêt de main d'oeuvre entre entreprises. Il avait finalement retiré son amendement.

"Je veux que le salarié puisse avoir un nouveau droit, à partir du moment où il y a un certificat médical, que c'est donc lui qui le déclenche,

de travailler s'il le souhaite", a-t-il ajouté. "Il y a beaucoup de Français, y compris en longue maladie, qui ont besoin du travail pour guérir", a jugé M. Lefebvre qui s'est prévalu du soutien du député UMP Bernard Debré, chirurgien de profession.

"Un de mes collègues, Bernard Debré, qui est quand même pas n'importe qui, m'a dit : 'la prochaine fois que tu parles de ce sujet, je veux être à tes côtés et qu'on le défende ensemble parce que ça peut être un moyen de faire guérir un certain nombre de Français qui le souhaitent'", a-t-il indiqué.

Quand Sarkozy promettait le maintien de la retraite à 60 ans (02.07)

AP - 01.07

"Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer", avait promis le candidat à la présidence de la République dans ses engagements de campagne en 2007. Nicolas Sarkozy avait alors tracé la piste d'une retraite à la carte, permettant à ceux qui le souhaitent de travailler jusqu'à 70 ans en touchant plus, tout en maintenant l'âge légal de départ actuel.

"Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer, de même que les 35 heures continueront d'être la durée hebdomadaire légale du travail. Que ce soit un minimum, cela me va très bien. Ce que je n'accepte pas", c'est "que cela soit aussi un maximum", soulignait alors le futur président de la République.

"Quelle drôle d'idée que d'interdire aux Français de travailler plus pour gagner plus (...) La retraite, ce n'est pas un problème d'épargne mais de travail. Si cela vous intéresse de travailler jusqu'à 70 ans et de partir ensuite en vacances plutôt qu'acheter un appartement pour vos petits-enfants, c'est votre droit. Mais en travaillant davantage, vous contribuez à résoudre le problème de l'équilibre des retraites", précisait-il.

Dans un entretien à RTL le 27 mai 2008, un an après son élection, le président de la République avait confirmé cet engagement. Interrogé sur le recul de l'âge légal de départ, et notamment la volonté de la présidente du MEDEF Laurence Parisot de voir cet âge passer à 63,5 ans, Nicolas Sarkozy avait eu la réponse suivante:

"Elle a le droit de dire ça. Je dis que je ne le ferai pas pour un certain nombre de raisons. Et la première, c'est que je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela".

Et d'enfoncer le clou: "Je ne suis certainement pas un spécialiste, mais enfin en 13 mois, on aura réformé les régimes spéciaux, ce que personne n'avait fait en 30 ans, et fait passer à 41 ans" la durée de cotisation pour une retraite à taux plein. "Je dois faire aussi avec la société française telle qu'elle est".

"Pour l'instant, je suis sur ces 41 ans et, croyez bien, ça suffit amplement à ma responsabilité. Alors, je suis certain qu'il y a des tas de gens qui pensent que je devrais faire davantage. Moi, je me pose une question de savoir pourquoi ils ne l'ont pas fait avant", avait-il ajouté. "Il ne faut pas trop demander à un pays, il faut aller à la vitesse que permet le tissu social de notre pays. Pour l'instant, c'est ce que je fais".

Toutefois, avec ou sans recul, l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans risque de relever de plus en plus du symbole. En effet, l'allongement de la durée de cotisation pour tous lancé depuis le début de l'année 2009 par le gouvernement (pour atteindre 41 ans en 2012) permettra toujours de partir à 60 ans, mais sans avoir atteint les droits pour toucher une retraite à taux plein, faute d'avoir cotisé le nombre d'annuités requises.

D'autant que cette durée de cotisation devrait encore s'allonger, au moins entre 2012 et 2016, comme le permet la loi Fillon de 2003, et ce sur simple décret.

Régionales: Besancenot et Mélenchon pour des listes "indépendantes" au 1er tour (03.07)

AFP - 30.06

Après avoir raté l'union aux européennes, Olivier Besancenot (NPA) et Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) se sont prononcés mardi pour des "listes indépendantes" du PS au premier tour des régionales, avec les partis de l'"autre gauche", notamment le PCF.

A l'issue d'une rencontre au siège du PG, ils ont acté le principe de "listes autonomes et indépendantes" au premier tour des régionales de

mars 2010, "associant les forces" qui composent le Front de gauche (PCF et PG), le NPA, LO, les Alternatifs et des "militants de quartiers ou du mouvement social". Au deuxième tour, des "fusions techniques" avec le PS dont les contours restent flous, ont également été évoquées, pour battre l'UMP, bien que le NPA dise refuser toute alliance avec les socialistes. "On ne peut pas dire qu'on est sûr d'aboutir", a reconnu M. Mélenchon. Pour l'eurodéputé du Front de gauche, qui quittera ses fonctions de sénateur de l'Essonne le 14 juillet pour siéger à Strasbourg, "la leçon des élections européennes, c'est que si +l'autre gauche+ s'était rassemblée, c'est nous qui occuperions la quatrième place, on aurait fait un peu plus de 10%". Le total des voix de la gauche de la gauche (avec LO) a atteint plus de 12% le 7 juin, contre 8,6% aux européennes 2004 et 7,5% à la présidentielle 2007 après l'échec de la candidature unitaire.

Le NPA, qui n'a obtenu aucun eurodéputé (4,9%) et dit ne pas regretter sa stratégie, avait refusé début mars de rejoindre le Front de gauche (4 eurodéputés, 6%), jugeant que les communistes s'allieraient au PS dès les régionales pour "sauver leurs élus". Le NPA doit rencontrer le PCF lundi.

"On va tenter de rassembler les forces anticapitalistes sur des bases clairement indépendantes de la direction du PS" afin que "la droite ne passe pas comme dans du beurre" aux régionales, a affirmé M. Besancenot. Le postier de Neuilly "exclut une fusion politique avec le PS" mais parle d'un "accord technique" que la LCR (devenue NPA) avait déjà proposé - sans succès - aux municipales 2006. Et de refuser catégoriquement tout "accord de gestion avec le PS ou avec Europe-Ecologie". Quant à l'alliance avec le PCF, "s'il y a une politique qui épouse les intérêts de reproduction de l'appareil d'élus du PCF, on ne sera pas d'accord", a averti Pierre-François Grond, cadre du NPA.

Selon M. Grond, M. Mélenchon "essaie de sauver son attelage des européennes et en même temps il propose une ligne qui n'est pas pour l'instant celle du PCF qui a appelé à l'élargissement du Front de gauche vers le PS". "Il faut être sérieux" et "travailler à une majorité à gauche", cela "demande de rencontrer le PS, parmi d'autres formations", avait déclaré après les européennes, Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, lançant un appel aux électeurs "socialistes et du NPA".

Pour les régionales, l'objectif du PCF qui compte 185 conseillers régionaux, est de "constituer des majorités de gauche, de ne pas renoncer à l'objectif de gestion" pour que les régions "ne retombent pas dans l'escarcelle de la droite", selon Pierre Laurent, numéro deux communiste. "Nous ne nous déterminons pas avec le PS ou sans le PS, ni avec le NPA ou sans le NPA, mais sur des objectifs de contenu", a-t-il ajouté, appelant à un "périmètre d'alliance avec toutes les forces de gauche".

L'union de la gauche de la gauche sera donc délicate à trouver. Mais "régionales ou pas, on va faire front dans les luttes", assure déjà M. Mélenchon pour qui "l'autre gauche" a "la vocation d'être en tête de la gauche" en 2010.

Molex: les salariés entament une grève illimitée à partir de mardi matin (07.07)

AP - 06.07

Les salariés du site Molex Automotive, usine située à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), spécialisée dans la connectique automobile et filiale du groupe américain Molex Inc, ont déposé lundi un préavis de grève illimitée à partir de mardi matin 5h30, a-t-on appris de source syndicale.

"Quatre des cinq organisations syndicales, CGT, CFTC, CGC et CFDT, ont décidé de débiter une grève reconductible dans l'usine de Villemur-sur-Tarn à partir de mardi matin pour protester contre les négociations entamées par la direction sur le plan de restructuration du site", a expliqué à l'Associated Press Denis Parise, secrétaire du comité d'entreprise.

"Nous nous battons depuis des mois pour conserver notre outil de travail après le départ de Molex mais la direction ne veut rien entendre. Alors qu'une décision de justice a suspendu le plan de restructuration le 19 mai, les dirigeants ont fait appel pour continuer la procédure. Ils ne répondent pas aux questions des salariés qui s'interrogent toujours sur les données économiques de la société", a déclaré Denis Parise.

Le personnel de Molex et le cabinet d'expertise comptable Syndex, qui a réalisé un audit de l'entreprise, estiment que l'usine est économiquement viable et espèrent poursuivre leur activité après le départ de Molex.

Le site de Molex Automotive avait annoncé en octobre dernier vouloir fermer le 30 juin l'usine pour la délocaliser en Chine et aux Etats-Unis. Fin avril, les salariés avaient retenu pendant 26 heures le co-gérant de la filiale française et la directrice des ressources humaines après avoir découvert que le groupe américain avait créé une deuxième source de production aux Etats-Unis et un "stock de sécurisation" aux Pays-Bas. Un accord de sortie de crise entre les salariés et la direction avait été conclu prévoyant la poursuite de l'activité sur le site jusqu'au 31 octobre.

L'Assemblée assouplit les règles de la fonction publique (08.07)

Reuters - 07.07

Les députés ont adopté mardi le projet de loi sur la mobilité dans la fonction publique qui vise à faciliter le passage d'un corps ou d'une fonction publique à l'autre.

Les groupes UMP et Nouveau Centre ont voté pour. Les groupes socialiste, radical et citoyen (SRC) et de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) ont voté contre.

Le texte a été adopté par 305 voix contre 169.

Une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat sera prochainement convoquée pour mettre au point un texte qui sera soumis aux deux assemblées pour un vote définitif avant la fin de la session extraordinaire du Parlement, fin juillet.

Ce texte, que le Sénat avait adopté en avril, est vivement critiqué par l'opposition et par plusieurs organisations syndicales comme Force ouvrière et la CGT, qui parlent de "grave attaque au statut de fonctionnaire".

"C'est un texte idéologique, de régression sans précédent", a affirmé le socialiste Bernard Derosier. C'est "un mauvais coup, une attaque frontale contre le statut des fonctionnaires", a renchéri l'apparenté PC Marc Dolez (Parti de Gauche).

Mais pour Eric Woerth, ministre du Budget et de la Fonction publique, "il était temps que l'employeur qu'est l'Etat, que sont les collectivités locales et les établissements hospitaliers, puissent bénéficier d'un dispositif juridique pour encourager la mobilité et enrichir les parcours de leurs agents".

Le texte prévoit qu'un agent dont le poste est supprimé sera mis en disponibilité sans salaire ou à la retraite s'il refuse trois propositions de mutation.

Il autorise le recours à l'intérim. Les administrations, tant de la fonction publique d'Etat que territoriale, pourront solliciter les entreprises de travail temporaire.

Plusieurs amendements ont été retenus par la commission des Lois comme celui qui tire les conséquences de la nomination de François Pérol, secrétaire général adjoint de l'Elysée, à la présidence du groupe Caisses d'Epargne-Banques populaires.

L'amendement prévoit que la Commission de déontologie de la fonction publique puisse s'autosaisir lors des départs vers le privé de conseillers de l'Elysée ou de ministres.

Un autre amendement émanant du gouvernement l'autorise à modifier par voie d'ordonnance les règles relatives au fonctionnement de la justice administrative.

Un amendement gouvernemental, déposé en fin de débat et retenu, vise à maintenir la continuité dans l'accompagnement individuel des élèves handicapés afin de mettre fin au tollé provoqué le 30 juin par le non-renouvellement de 16.000 emplois de vie scolaire (EVS).

Les députés proposent une loi sur les salaires des patrons (08.07)

Reuters - 07.07

Un rapport parlementaire publié mardi estime que les abus persistent dans les montants et modalités de la rémunération des dirigeants de grandes sociétés françaises et propose 16 mesures pour les régler.

Ce rapport, signé par l'UMP Philippe Houillon, juge que l'autorégulation prônée par le patronat français avec son "code de bonne conduite" de 2008 n'a pas fonctionné. Les trois lois votées depuis 2005, qui ont prévu des mesures limitées dans le temps et dans leur impact, sont insuffisantes, dit-il.

"Compte tenu de l'ampleur de la crise actuelle et de ses conséquences parfois dramatiques pour des centaines de milliers de salariés, le maintien du statu quo est devenu impossible", lit-on dans les conclusions de ce document.

Le rapport remarque que le revenu annuel moyen des dirigeants des plus importantes sociétés françaises était en 2007 d'environ cinq

millions d'euros, soit 312 fois plus que le revenu médian des Français pour une personne seule (15.780 euros). Neuf des 17 premiers revenus des patrons du CAC 40 ont augmenté en 2008, est-il relevé.

"Si l'on rapporte l'utilité sociale d'un dirigeant mandataire social à celle d'un chirurgien, d'un gardien de la paix ou d'un pompier, on peut légitimement s'interroger sur le fossé financier qui les sépare", lit-on dans le document.

STOCK-OPTIONS, RETRAITES ET PARACHUTES

Les actions gratuites, stock-options (droit d'acheter des actions à un cours déterminé avec revente profitable à la clef), "parachutes dorés" (indemnités de départ), "retraites-chapeau" (venant s'ajouter aux sommes versées par la Sécurité sociale) persistent, souligne-t-il.

Il précise à titre d'exemple qu'Antoine Zacharias, ancien P-DG de Vinci perçoit 2,2 millions d'euros de retraite-chapeau chaque année, Jean-René Fourtou (Vivendi) et Alain Joly (Air Liquide) 1,2 million d'euros chacun, Bertrand Collomb (Saint-Gobain) un million d'euros.

Ces éléments de rémunération sont souvent versés à des dirigeants en situation d'échec, voire s'accompagnent parfois de fraudes, explique le document, qui juge vain d'espérer une autorégulation du monde patronal.

Les députés recommandent donc le vote d'une loi-cadre avec 16 propositions. Un observatoire des rémunérations devrait être créé au sein du patronat, qui remettrait un rapport annuel au gouvernement et au parlement, suggèrent-ils.

Un aménagement de la fiscalité via l'impôt sur les sociétés, des procédures d'attribution des rémunérations dans les sociétés et un droit de regard des syndicats sur les rémunérations sont également proposés.

Les députés suggèrent aussi l'instauration d'un système de retraite par capitalisation supprimant les "retraites-chapeaux", l'interdiction ou l'encadrement des "jetons de présence" et un nouvel encadrement des stock-options.

Dans des observations jointes au rapport, le Parti socialiste salue certaines propositions mais juge les avancées suggérées globalement insuffisantes. Il déplore en particulier le refus de la mission d'abandonner les mesures fiscales adoptées en 2007, comme le "bouclier fiscal" limitant les prélèvements à 50% des revenus et profitant selon lui aux plus riches.

Il avance des propositions plus autoritaires, comme l'interdiction de la distribution de stock-options et actions gratuites dans les grandes sociétés.

Lors de sa conférence de presse mensuelle, mardi, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a estimé qu'il n'y avait pas eu d'entorse au "code de bonne conduite" du patronat et a rejeté le rapport.

"Si nous continuons à regarder exclusivement cet aspect-là de la crise, nous nous trompons (...) Pendant ce temps-là, nous avons toujours un des taux de prélèvements obligatoires les plus élevés au monde", a-t-elle dit.

Le NPA dément toute vague de départs de militants (09.07)

Reuters - 08.07

Des militants affirment que le NPA d'Olivier Besancenot a enregistré une vague de départs après la déception des élections européennes, où il a obtenu 5% des voix, mais la direction dément toute hémorragie militante.

Selon la radio Europe 1, le Nouveau parti anticapitaliste a perdu 3.000 militants sur les 9.000 qu'il comptait au printemps à cause du "sectarisme des dirigeants" et de la médiatisation à outrance de son porte-parole.

Alain Krivine, l'un des leaders historiques du mouvement, a répondu mercredi qu'il n'y avait pas eu plus de quelques dizaines de départs depuis le congrès fondateur, en février dernier.

"Il n'y a pas eu de vague de départs. Il y a des gens qui sont venus et qu'on n'a pas revus ensuite et beaucoup d'autres qui ont adhéré, comme dans tout parti. Nous avons aujourd'hui 540 comités", a-t-il dit à Reuters.

Dans un communiqué, le NP "dément catégoriquement les allégations" sur une hémorragie de militants, qui ne se basent sur aucune enquête sérieuse."

Alain Krivine rappelle qu'une tendance minoritaire animée par Christian Picquet avait quitté le NPA aussitôt après le congrès en reprochant au mouvement de faire cavalier seul pour les élections européennes de juin dernier.

"Ils étaient une cinquantaine tout au plus, une 'minorité d'une minorité'", assure-t-il.

Selon le dirigeant, le mouvement n'a pas réactualisé récemment le fichier de ses adhérents. "Je ne suis pas capable de dire s'il y en a 8.000 ou 12.000", a-t-il dit.

UN POINT À L'AUTOMNE

Dans son communiqué, le NPA affirme qu'il fera le point sur le nombre de militants à l'automne, "en toute transparence". "Ce que nous savons, c'est qu'il y a aujourd'hui plus de comités qu'au moment du congrès de fondation", ajoute-t-il.

Europe 1 a diffusé le témoignage de deux militantes déçues, qui ont décidé de rendre leur carte. "Ce n'est plus une simple blessure, c'est une hémorragie", dit la radio.

Le NPA s'est vu reprocher par certains militants et de nombreux responsables de la gauche radicale d'avoir présenté des listes autonomes aux élections européennes au lieu de rejoindre le Front de gauche, associant PCF et Parti de gauche (PG).

Ce score était en deçà de ses espérances compte tenu de la notoriété d'Olivier Besancenot, qui reste l'une des personnalités de gauche les plus populaires dans les sondages.

Depuis, le NPA a engagé des discussions pour présenter des listes communes avec le PG, le Parti communiste et d'autres formations aux élections régionales de 2010.

Une première ébauche de contrat de mariage a été rédigée avec le PG de Jean-Luc Mélenchon mais les discussions avec le PCF s'avèrent plus ardues, notamment sur la question de la cogestion des régions avec le Parti socialiste et les Verts.

Le mouvement voudrait que ses alliés assument leur démarche indépendante vis-à-vis du "social-libéralisme" en refusant de passer des accord de gestion avec les dirigeants du PS et d'Europe-Ecologie.

Commentaire : on a envie de dire que ce sont les médias qui font et défont le NPA, tant ses dirigeants sont prompts à leur répondre, ce qui n'est pas le cas avec la proposition du POI d'organiser une marche unie sur Paris.

Grève chez l'équipementier automobile MBF, dans le Jura (10.07)

Reuters - 09.07

Les salariés de MBF Technologies, un sous-traitant automobile de Saint-Claude (Jura), sont en grève après l'annonce d'un plan de 166 suppressions d'emploi, soit 30% de l'effectif, a-t-on appris jeudi auprès de l'entreprise et des syndicats.

En conséquence, la direction de l'usine PSA Peugeot Citroën de Sochaux (Doubs) a annoncé l'arrêt de toutes ses lignes d'assemblage le 13 juillet et la nuit du 14 au 15, a annoncé le syndicat CGT de l'usine.

La direction de MBF, fonderie sous pression filiale du groupe Arche, explique son projet par la baisse de plus de 40% de sa production pour PSA et Renault, ses principaux clients, depuis octobre.

"L'usine est bloquée depuis hier 15h00. Il est hors de question qu'il y ait quelque licenciement que ce soit", a dit à Reuters Koray Sukran, délégué CGT.

La direction avait présenté en avril aux 560 salariés un projet alternatif prévoyant 50 départs volontaires et un plan de formation sur neuf à 18 mois pour 90 équivalents temps plein.

Sa mise en oeuvre était liée à une réorganisation du temps de travail qui se serait traduite par des baisses de salaires touchant principalement les travailleurs de nuit.

Appuyé par la CFDT mais dénoncé par la CGT, le projet a été rejeté par 61% des salariés lors d'un référendum le 2 juillet.

"Un plan de formation et des départs volontaires, ça nous avait paru être la meilleure solution", a dit à Reuters Anne-Laure Berlioz, déléguée CFDT.

Patrick Bellity, directeur général délégué de MBF Technologies, s'est dit dans l'impossibilité de répondre aux demandes des syndicats.

"Je ne vois pas ce qu'on peut revendiquer quand on sort de quatre ans de pertes et qu'on est au bord du gouffre. Je n'ai pas le droit d'aller au-delà de ce que j'ai proposé", a-t-il déclaré. Arche a repris l'entreprise en juin 2007 au groupe Monzoni-Bouchot en dépôt de bilan.

La direction a proposé aux syndicats de rediscuter les modalités de son premier projet le 15 juillet, sous réserve que le travail reprenne. Les salariés ont refusé, disent les syndicats.

Baisse de 27% de la valeur des 500 plus grandes fortunes françaises (10.07)

La Tribune - 08.07

La crise et ses répercussions boursières ont fait chuter de 27% la valeur totale des 500 plus importantes fortunes professionnelles de France, selon le classement 2009 établi par l'hebdomadaire Challenges à paraître ce jeudi. Elle s'établit ainsi à 194 milliards d'euros. 95% des fortunes présentes dans ce palmarès "ont vu leur patrimoine fondre de 20 à 45%", note le magazine.

Le podium reste inchangé par rapport à l'année précédente, toujours dominé par Gérard Mulliez et sa famille (Auchan), avec une fortune estimée à 15 milliards d'euros. Suivent Bernard Arnault (LVMH) et Liliane Bettencourt (L'Oréal) avec respectivement 14,6 et 10,1 milliards de dollars. Bernard Puech et la famille Hermès sont désormais quatrièmes avec 7,7 milliards d'euros, devançant Robert Louis-Dreyfus (groupe Louis Dreyfus), décédé ce samedi, avec 7 milliards d'euros.

François Pinault et Serge Dassault affichent de leur côté des patrimoines respectivement estimés à 4,952 milliards et 4,7 milliards d'euros. Romain Zaleski (Eramet), Jacques Servier (Laboratoires Servier) et Alain Wertheimer (Chanel) complètent le classement des dix plus grosses fortunes françaises. Au total, le nombre de milliardaires s'établit à 33.

Ils menacent de faire sauter leur usine (13.07)

AFP - 12.07

Les 366 salariés de New Fabris à Chatelleraut, en liquidation judiciaire, réclament 30.000 euros d'indemnité par employé à leur principaux clients, PSA et Renault, sous peine de faire sauter l'usine au 31 juillet, a-t-on appris aujourd'hui de source syndicale.

"Les bouteilles de gaz sont dans l'usine. Tout est prévu pour que ça saute" en l'absence d'accord au 31 juillet stipulant que chaque salarié recevra 30.000 euros de PSA et Renault, a déclaré Guy Eyer mann, délégué CGT et secrétaire du CE. "On ne va pas laisser PSA et Renault attendre août ou septembre pour récupérer les pièces en stock et les machines encore dans l'usine (...) Si, nous, on n'a rien, eux n'auront rien du tout", a poursuivi M. Eyer mann.

Pour tenter de négocier l'indemnité, trois cars, soit environ 150 salariés, se sont rendus mardi dernier à la direction de PSA et une délégation similaire se rendra à la direction de Renault jeudi prochain, a dit M. Eyer mann. Les salariés ont également rendez-vous au ministère de l'emploi le 20 juillet. "On va demander au ministère de faire pression sur PSA et Renault qui ont reçu des aides de l'Etat", a-t-il ajouté.

Les salariés de New Fabris occupent en permanence l'usine, qui travaillait à 90% pour Renault et PSA, depuis sa mise en liquidation par le tribunal de commerce de Lyon le 16 juin dernier.

Martine Aubry appelle au rassemblement des partis de gauche (13.07)

Reuters - 10.07

Martine Aubry a écrit aux responsables d'autres partis de gauche, à l'exception notable du NPA, pour leur proposer de réfléchir ensemble à un projet commun lors des élections régionales de 2010.

Le premier secrétaire du Parti socialiste appelle à une "nouvelle démarche de rassemblement", un mois après son score décevant aux élections européennes (16,48%). Le PS détient actuellement 20 régions sur 22.

Ces élections "sont un enjeu majeur pour la gauche", rappelle Martine Aubry dans cette lettre publiée vendredi, quelques jours après un séminaire à Marcoussis (Essonne) où les socialistes ont tenté de tirer les leçons des européennes.

"Le Parti socialiste est prêt à travailler dans chaque région avec l'ensemble des partis de gauche et les écologistes, sur un projet commun et une réflexion commune sur notre stratégie électorale", explique Martine Aubry.

"Nous devons accorder à ce dialogue tout le sérieux nécessaire en nous donnant le temps qu'il faut, mais sans en perdre : pour nous, notre rassemblement doit s'engager dès les élections régionales", ajoute-t-elle.

La lettre de deux pages a été adressée à Marie-George Buffet (Parti communiste), Jean-Michel Baylet (Parti radical de gauche), Jean-Pierre Chevènement (Mouvement des citoyens), Cécile Duflot et Daniel Cohn-Bendit (Verts) et Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche).

Le Nouveau parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot, qui a toujours refusé toute alliance avec le PS, ne fait pas partie des récipiendaires.

"MAISON COMMUNE"

"Pour gagner, nous devons surmonter les divisions de nos mouvements et ou de nos partis. Nous devons changer", écrit Martine Aubry aux responsables de gauche.

"Nous devons, d'une seule voix, convaincre les Français que nous incarnons, ensemble, une alternative solide et durable pour bâtir un autre modèle de développement, un nouveau modèle de société, un nouveau monde", ajoute la maire de Lille.

Pour Martine Aubry, les habitants de ce qu'elle appelle la "maison commune" de la gauche doivent garder en ligne de mire la prochaine élection présidentielle dans trois ans.

"Notre objectif est de participer à l'élaboration d'un projet commun de la gauche en 2012, mais aussi de mettre en oeuvre une stratégie politique électorale commune pour l'emporter. Nous pensons que la 'maison commune' doit accueillir tous les citoyens qui se reconnaissent dans cette démarche de changement", écrit-elle.

Cet appel sera-t-il entendu ?

Europe-Ecologie, arrivé juste derrière le PS aux élections européennes avec 16,28% des voix, a déjà dit n'avoir pas l'intention de s'allier avec les socialistes au premier tour, comme l'a notamment suggéré le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault.

"Que le PS arrête de nous casser les pieds (...) Qu'il arrête avec ce paternalisme d'un autre temps", lance Daniel Cohn-Bendit dans un entretien paru vendredi dans Le Figaro.

Le leader écologiste pose les règles du jeu pour les régionales : "Si nous arrivons en tête dans certaines régions, même si ce sera très difficile, il est évident que l'accord de second tour se fera en fonction du résultat du premier tour".

Alors qu'Europe-Ecologie a devancé le Parti socialiste dans huit régions le 7 juin, Daniel Cohn-Bendit dit vouloir garder la tête froide.

"Les voix des européennes ne nous appartiennent pas. Pour les régionales, nous devons repartir à zéro", dit-il.

Autre allié potentiel sollicité par Martine Aubry, Jean-Luc Mélenchon a quitté le PS pour fonder le Parti de gauche et a privilégié une alliance avec le PCF aux européennes, où il a remporté 6,05% des voix. Le Parti de gauche projette une alliance avec le NPA qui a recueilli 4,88% aux européennes.

Jean-Luc Mélenchon refuse le "projet commun" proposé par le PS (13.07)

Reuters - 11.07

Le fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, oppose une fin de non recevoir à la proposition du Parti socialiste de réfléchir à un projet commun en vue des élections régionales de 2010.

Dans une interview à paraître dans le Journal du dimanche, l'ancien dirigeant socialiste estime que le premier secrétaire du PS, Martine Aubry, joue un "double jeu" pour étouffer les autres partis de gauche sans s'opposer frontalement à Nicolas Sarkozy ni proposer une véritable alternative.

"La droite va continuer à gagner tant que les socialistes n'auront pas rompu avec elle : physiquement, en Europe, et programmatiquement en France", estime-t-il.

"En attendant, je n'ai pas d'autre solution que de continuer à forger le Front de gauche. Une entente qui s'élargit, qui seule permettra de renverser le rapport de force, en passant devant le PS", a-t-il ajouté après avoir remporté avec le PG 6,05 des voix aux élections européennes du 7 juin dernier.

"Nous travaillons aux listes des régionales avec le PC, le NPA et les alternatifs. Nous n'avons pas d'autre choix pour échapper à l'étouffement de la gauche que tente Martine Aubry."

Cette dernière a écrit aux responsables d'autres partis de gauche, à l'exception notable du NPA, pour leur proposer de réfléchir ensemble à un projet commun avant l'échéance de 2010.

Elle appelle à une "nouvelle démarche de rassemblement", un mois après son score décevant aux élections européennes (16,48%). Le PS détient actuellement 20 régions sur 22.

La lettre a été adressée à Marie-George Buffet (Parti communiste), Jean-Michel Baylet (Parti radical de gauche), Jean-Pierre Chevènement (Mouvement des citoyens), Cécile Duflot et Daniel Cohn-Bendit (Verts) et Jean-Luc Mélenchon.

Europe-Ecologie, arrivé juste derrière le PS aux élections européennes avec 16,28% des voix, a déjà dit n'avoir pas l'intention de s'allier avec les socialistes au premier tour.

"Que le PS arrête de nous casser les pieds (...) Qu'il arrête avec ce paternalisme d'un autre temps", a dit Daniel Cohn-Bendit dans un entretien paru vendredi dans Le Figaro.

Robert Hue, nouvelle coqueluche d'un PS en détresse (13.07)

Le Monde - 11.07

Au Parti socialiste, la guest-star de l'été s'appelle Robert Hue. L'ancien secrétaire général du Parti communiste (1994-2001) a fait une apparition remarquée à Lorient lors du rassemblement organisé le 27 juin autour de François Hollande.

Le 21 août à Marseille, il sera l'un des invités d'honneur de L'Espoir à gauche, le courant dirigé par Vincent Peillon. Il est pressenti pour faire une apparition la semaine suivante à l'université d'été du PS, à La Rochelle. "Je reprends du service", se réjouit le successeur de Georges Marchais, en reconnaissant une gourmandise que les sollicitations affluent, "et pas seulement en provenance du PS".

Robert Hue, qui se "sent en responsabilité à l'égard de la gauche", a rendu public un "appel pour un pacte unitaire de progrès" (Le Monde du 7 juillet). Son propos : "Appeler à une démarche unitaire (...) au-delà des appareils politiques, non pas contre eux mais en rejetant toute hégémonie". Le sénateur du Val-d'Oise se définit comme "communiste, mais autrement". Il estime que "le peuple de gauche vit un drame parce que les partis ont failli". Son appel a été signé par une première liste d'une vingtaine de personnalités dont le choix répond à un savant dosage.

"NOTRE AMI"

Figurent des socialistes dont Jean-Pierre Bel, président du groupe PS au Sénat, Pascal Cherki, maire du 14e arrondissement de Paris et proche d'Henri Emmanuelli, Julien Dray, Aurélie Filippetti, proche de Manuel Valls ou encore Vincent Peillon et de François Rebsamen, qui ont soutenu Ségolène Royal au congrès de Reims. Parmi les autres signataires, on trouve le sénateur (PCF) du Nord Ivan Renar, Stéphane Gagnon, maire (PCF) de Sevrans (Seine-Saint-Denis) ainsi que Jean-Luc Laurent, secrétaire national du MRC de Jean-Pierre Chevènement, et Sylvia Pinel, députée PRG. Apparaissent aussi le syndicaliste CGT Denis Cohen, le sociologue Michel Fize ou Pierre

Weill, ex-président de la Sofres.

Robert Hue - qui remarque que "62 ans, ce n'est pas un âge canonique" - se verrait volontiers dans un rôle de "fédérateur", une sorte de sage de la gauche. L'ancien secrétaire général du PCF s'enorgueillit d'avoir été "celui qui a porté la plus longue participation d'un parti communiste à un gouvernement de gauche en Europe occidentale". Il se montre néanmoins très soucieux de désamorcer les réactions d'attendrissement nostalgique autour de l'évocation des grandes années de la gauche plurielle. "Je ne prétends surtout pas procéder à une reconstitution de ligue dissoute", insiste-t-il

Au PS, on ne surestime pas la "surface politique" de Robert Hue, qui n'a pas repris sa carte au PCF après avoir fondé son Nouvel espace progressiste. Cependant, ses dirigeants ne se font pas prier pour assurer le succès de ce "come back". Celui-ci permet de mettre en exergue une alternative aux forces centrifuges qui, à l'initiative du Parti de gauche de l'ex-socialiste Jean-Luc Mélenchon, cherchent à constituer un rassemblement allant du PCF au Nouveau parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot. Une telle alliance éloignerait la place du Colonel-Fabien de l'orbite socialiste alors que le PCF, rappelle M. Hue, "compte 185 conseillers régionaux sortants".

"C'est bien qu'il y ait des communistes de gouvernement qui rappellent que la gauche a besoin de se rassembler", considère François Rebsamen. "Que notre ami Robert Hue tienne le discours de l'unité, y compris auprès des Verts, cela ne peut pas être inutile", renchérit François Hollande.

La menace des salariés levée à l'usine Nortel France (16.07)

Reuters - 15.07

Les syndicats de l'équipementier de télécommunications canadien Nortel ont levé leur menace de faire sauter le site de Châteaufort (Yvelines) après avoir obtenu une réunion avec l'administrateur provisoire, apprend-on à la préfecture.

"Les organisations syndicales se sont engagées à retirer les bouteilles de gaz placées sur le site après avoir obtenu satisfaction sur leur demande", a expliqué le chef de cabinet du préfet.

L'administrateur provisoire a repris à la suite de cette action le contact rompu lundi. Le groupe canadien a déclaré ensuite dans un communiqué que les discussions avaient repris avec les syndicats.

"Nous avançons dans nos efforts pour trouver une solution positive pour toutes les parties concernées", précise-t-il.

Le site devait rester fermé toute la journée de mercredi par sécurité, ajoute-t-il. "Notre équipe de sécurité surveille étroitement la situation et le site rouvrira aussitôt que la situation le permettra", ajoute-t-il.

Les salariés avaient placé les bouteilles de gaz sur le site mardi, imitant ainsi les ouvriers de l'équipementier automobile New Fabris dans la Vienne. On ignore si ces dispositifs sont ou étaient ou non réellement en mesure de provoquer une explosion.

Placée en liquidation, l'usine Nortel a déjà vu 467 de ses 683 salariés licenciés. Tous les autres le seront le 19 août si d'ici là l'administrateur ne trouve pas un repreneur.

Les syndicats demandent des indemnités supplémentaires s'ajoutant aux sommes prévues par la loi. L'exemple de New Fabris, où les 336 employés ont mis aussi en place un dispositif fait de bouteilles de gaz pour demander 30.000 euros par personne, a inspiré l'action.

Malgré les condamnations du gouvernement, il n'y a pas eu d'intervention de la police.

ESTROSI SUR PLACE

Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, s'est félicité mercredi de l'apaisement de la situation sur le site de Nortel et a fait savoir qu'une conséquence il se rendrait sur place dans l'après-midi.

"La République ne peut pas fonctionner sous la contrainte et la menace", a-t-il déclaré dans un communiqué.

"Et si chacun comprend le désarroi des salariés, ils prennent le risque avec de telles pratiques d'inquiéter voire de décourager les repreneurs potentiels des technologies qu'ils ont grandement contribué à développer."

Le ministre du Travail, Xavier Darcos, a quant à lui promis une solution pour les salariés de Nortel mais a aussi rejeté la méthode de la menace.

"Je ne saurais comprendre que l'on veuille régler cette difficulté par une position de 'desperado', par une violence incroyable", a-t-il dit sur LCI.

Le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino, a abondé dans ce sens sur France 2 : "Je comprends le désespoir, (mais) je ne peux pas admettre la réponse, nul ne peut l'admettre dans une société civilisée."

Les actions violentes ou extrêmes de salariés frappés par les licenciements sont fréquentes en France depuis plusieurs mois, et avaient d'abord pris la forme de séquestrations de cadres ou de dirigeants.

Il s'agit le plus souvent d'obtenir une meilleure indemnisation et non plus de s'opposer à la fermeture. Aucune action judiciaire n'a été engagée par les procureurs.

Les primes de licenciement, un crime parfait ? (16.07)

Reuters - 15.07

Devant la multiplication des actions violentes ou menaces de salariés pour obtenir des primes supra-légales de licenciement, des spécialistes critiquent ces chèques qui permettent aux entreprises d'acheter la paix sociale au détriment de la suite de l'article

Après une vague de séquestrations de patrons ces derniers mois, les sociétés New Fabris et Nortel ont défrayé la chronique depuis que des salariés risquant de perdre leur emploi ont menacé de faire sauter des usines.

Une fois relayées par les médias, les actions de ce type portent souvent leurs fruits, les entreprises et les responsables politiques cherchant à éviter que des crises locales dégénèrent et s'étendent.

En quelques heures, les salariés qui ont menacé de faire exploser des bonbonnes de gaz dans l'usine Nortel de Châteaufort (Yvelines), où près de 500 postes doivent être supprimés, ont obtenu d'être reçus par leur direction mercredi.

Ils ont aussi retenu l'attention du gouvernement, le ministre du Travail, Xavier Darcos, promettant qu'une issue serait trouvée et le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, annonçant sa visite sur place.

"Ces bonbonnes de gaz, en fait, sont liées uniquement à notre souhait d'avoir un impact médiatique" après plus d'une semaine de grève infructueuse, a expliqué à la presse Denis Vinçon, un représentant des salariés. "Les médias ont tout de suite réagi, ça a été comme une traînée de poudre", a-t-il ajouté après que les bouteilles de gaz ont été enlevées.

Les salariés du sous-traitant automobile New Fabris doivent être reçus par Christian Estrosi dans les jours prochains.

Mais pour attrayantes qu'elles soient, les primes supra-légales ont leurs effets pervers et peuvent permettre aux entreprises de se dégager de leurs obligations légales.

"C'est le crime parfait", déplore sous le sceau de l'anonymat un conseiller ministériel, dénonçant "la dérive des primes supra-légales pour assurer la paix sociale".

"C'EST UN PIÈGE"

Une fois le chèque signé et le calme revenu, "les entreprises rognent sur leurs obligations de réindustrialisation à cause de ces primes" obérant les chances de créer de nouveaux emplois, ajoute-t-il.

Selon Jean-Luc Outin, chercheur au Centre d'économie de la Sorbonne, "les entreprises sont bien contentes au bout du compte de payer, ça leur évite de s'engager dans un processus beaucoup plus complexe de reconversion de la main d'oeuvre et d'attraction d'entreprises" sur le site.

"C'est plus facile de faire un chèque même si c'est plus coûteux. Une fois qu'on a fait le chèque, c'est terminé : 'au revoir monsieur, on ne vous doit plus rien'."

Ces primes, souligne ce spécialiste, créent une inégalité entre salariés des entreprises riches qui peuvent les payer et ceux des entreprises pauvres qui n'auront que le minimum légal.

Au sein d'une entreprise, elles favorisent les plus jeunes, qui ont le plus de chance de retrouver un emploi, et ceux qui sont le plus près de la retraite, au détriment des autres.

"C'est un leurre qui fonctionne de manière extrêmement inégalitaire", explique Jean-Luc Outin. "Ceux qui vont pouvoir s'en sortir, il y en a peut-être 10%-15%. Pour les autres c'est un leurre et une façon pour l'entreprise de se désengager de la responsabilité qu'elle a vis-à-vis de ses anciens salariés."

Poussés à négocier par des salariés inquiets, les syndicats regardent ces primes avec méfiance.

"La victoire, c'est un salarié qui retrouve du travail, c'est pas le montant du chèque", explique-t-on dans l'entourage du numéro un de la CFDT, François Chérèque.

"Quand il y a un plan social, beaucoup de salariés se disent qu'il faut faire payer l'entreprise le plus possible. C'est compréhensible, la prime, c'est grisant mais une fois qu'elle est bouffée, elle est bouffée. C'est un piège."

Les salariés français ont travaillé en moyenne plus de 39 heures par semaine en 2007, selon l'INSEE (18.07)

AP - 17.07

Les salariés français à temps complet ont travaillé en moyenne 39 heures et 24 minutes par semaine en 2007, soit plus que la durée légale de 35 heures, selon une étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques parue vendredi.

Elle se base sur les déclarations des personnes travaillant à temps complet, en activité pendant au moins quatre semestres consécutifs (hors enseignants), lors des enquêtes "emploi" trimestrielles portant sur l'année 2007.

Les salariés affirment avoir travaillé en moyenne 1.680 heures, selon l'INSEE. Toutes catégories sociales confondues, pour une semaine habituelle, cela correspond à une moyenne de 39 heures et 24 minutes réparties sur cinq jours. Dix pour cent des salariés déclarent une durée hebdomadaire égale ou supérieure à 48 heures, le maximum hebdomadaire légal. Pour les cadres et les professions intermédiaires, une semaine habituelle de travail représente en moyenne 44 heures et demi.

A titre de comparaison, la durée légale de 35 heures hebdomadaires correspond à une durée du travail maximale de 1.607 heures sur l'année, note l'INSEE.

Ce sont les non-salariés qui déclarent la durée annuelle de travail la plus longue: 2.560 heures, et des journées de travail de 9h28 en moyenne, contre 7h55 pour les salariés.

Parmi les salariés à temps complet, les hommes disent travailler 1.730 heures, contre 1.600 heures pour les femmes. En 2007, les femmes qui vivent en couple et ont des enfants avaient une durée annuelle du travail inférieure de 50 heures aux femmes vivant seules, souligne l'INSEE.

"Médiatisé, un conflit social a plus de chances de réussir" (18.07)

LeMonde.fr - 17.07

Pour Jean-Michel Denis, maître de conférences en sociologie à l'université de Marne-la-Vallée et coauteur de La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine, la radicalisation des conflits sociaux s'explique par le besoin de médiatisation.

Après la vague de séquestration au printemps, on assiste actuellement à une vague de chantage à la bonbonne de gaz dans les entreprises menacées de fermeture. Le besoin de médiatisation explique-t-il cette radicalisation apparente des conflits sociaux ?

Il n'y a pas de cause univoque. La crise économique et sociale sans égale, les plans de restructuration qui se multiplient, le peu d'effet des

grandes manifestations interprofessionnelles depuis le début de l'année conduisent les salariés à monter d'un cran par des moyens plus spectaculaire. Par ailleurs, les conflits actuels sont avant tout défensifs. Il s'agit de sauver son emploi ou d'obtenir de meilleures indemnités de départ. Pour cela, les salariés, qui n'ont pas grand-chose à perdre, sont prêts à mettre tout leur poids dans la balance.

Mais, en effet, la dimension médiatique des conflits sociaux a énormément progressé avec les manifestations paysannes des années 1970 et 1980, lorsque les agriculteurs déversaient du purin devant les préfectures ou distribuaient des légumes. Les actions de Greenpeace et d'Act Up ont également montré la voie. Aujourd'hui, la médiatisation est devenue un lieu commun dans le répertoire de la contestation.

Il faut toutefois rappeler que la violence dans les entreprises reste pour l'instant symbolique. On est encore loin de ce qu'on a pu connaître dans les années 1970. Mais les images des bonbonnes frappent forcément les esprits. Et le poids du symbolique n'est pas à négliger, il peut être tout aussi important que la violence réelle.

La médiatisation a-t-elle prouvé son efficacité pour satisfaire les revendications ?

Il n'existe pas d'étude historique globale, mais il est sûr qu'un conflit médiatisé a plus de chances de réussir. Derrière les médias, on cherche à convaincre à la fois l'opinion et les pouvoirs publics. Et c'est relativement efficace. Vis-à-vis de l'opinion, il s'agit avant tout d'alerter en disant : "Nous sommes victimes d'un plan social, il peut en être de même pour vous demain."

Pour les pouvoirs publics, les réactions sont souvent immédiates lors de telles actions médiatiques. Le préfet se rend souvent directement sur les sites que les salariés menacent de faire exploser. Par exemple, quand les Nortel ont menacé de faire exploser leur usine, ils ont obtenu rapidement un rendez-vous avec Christian Estrosi, le ministre de l'industrie, en échange du retrait des bonbonnes de gaz. Après, les pouvoirs publics ont un pouvoir limité sur les entreprises privées. Mais ils peuvent parfois chaperonner une reprise des négociations ou faire pression sur les dirigeants.

Mais cette nécessité d'attirer les médias ne risque-t-elle pas d'alimenter la radicalisation ? En effet, les journalistes ont horreur du banal. Les salariés ont donc intérêt à sortir de l'ordinaire soit en terme de légitimité de leur lutte, soit en terme de moyen d'action. C'est un phénomène relativement classique. Les manifestants cherchent ce qui va attirer les médias, en se référant notamment aux conflits précédents. En 1986, lors du conflit Devaquet (le ministre de l'éducation Alain Devaquet souhaitait instaurer une sélection des étudiants à l'entrée des universités), il y avait ainsi des commissions médias qui étaient chargées de trouver les manifestations les plus spectaculaires pour attirer les médias.

Ce n'est pas le seul élément qui pourrait favoriser une radicalisation. Face au manque d'avancée après les grandes mobilisations interprofessionnelles, les confédérations syndicales ont dit que la lutte se poursuivrait au niveau local, pour éviter d'appeler à la grève générale. Mais les syndicats risquent d'être pris à leur propre piège, parce que les déclinaisons locales peuvent prendre des tournures beaucoup plus dures que prévues.

Les médias exagèrent-ils la radicalisation actuelle des conflits sociaux ?

Pas totalement. Les séquestrations et les menaces d'explosion sont des phénomènes que nous n'avons pas vus depuis longtemps. Il y a aussi une impuissance des partenaires sociaux à offrir des débouchés positifs à ces salariés, ce qui conduit à une réelle radicalisation. Cela dit, historiquement, le mouvement ouvrier est plein de conflits avec violence ou séquestration. Et quand des paysans ou des marins-pêcheurs manifestent, la violence est souvent beaucoup plus forte que les menaces symboliques qui font la "une" ces jours-ci.

Jugez-vous univoque la couverture médiatique des conflits sociaux dans les entreprises ?

Non, il y a de grandes différences, par exemple entre la presse nationale et la presse régionale. Lors d'une fermeture de site, les journaux régionaux sont souvent mieux informés et traitent l'information en étant beaucoup plus proches des salariés et empathiques que les journalistes de la presse nationale. Lorsqu'une entreprise ferme, les répercussions se font sentir sur l'ensemble d'un bassin d'emploi, et les journalistes de la presse régionale vont rendre compte de ces répercussions plus générales. Ils connaissent aussi les acteurs de façon plus durable, parce qu'ils les ont souvent déjà rencontrés.

Pourquoi n'assiste-t-on pas à la même multiplication d'actions radicales médiatiques dans les autres pays européens, pourtant tout autant touchés par la crise ?

Il reste la spécificité, ancienne, de la grève sauvage française qui s'effectue de façon "asyndicale". D'autre part, le syndicalisme français est historiquement beaucoup plus contestataire. Par ailleurs, les dispositions réglementaires encadrant les conflits collectifs sont souvent beaucoup plus restrictives à l'étranger. Mais là aussi, il faut relativiser : à l'étranger, il existe également de nombreuses actions dures.

Reuters - 17.07

Les salariés de JLG qui menaçaient de détruire quatre nacelles élévatrices, ont obtenu la prime de 25.000 ou 30.000 euros qu'ils demandaient pour 53 d'entre eux visés par un plan de licenciement, apprend-on de source syndicale.

Cet accord devait être soumis vendredi matin aux salariés en grève depuis près de trois semaines sur les trois sites de Tonneins et de Fauillet (Lot-et-Garonne), où sont fabriquées les nacelles élévatrices.

C'est la troisième entreprise où des salariés utilisent cette méthode en France.

Ceux de New Fabris, équipementier automobile de la Vienne, n'ont encore rien obtenu malgré une menace de destruction de leur usine avec un ultimatum à fin juillet. Ils veulent aussi une prime de 30.000 euros. A l'usine Nortel de Chateaufort (Yvelines), les négociations ont repris après la menace.

L'accord a été signé dans la nuit à JLG après une réunion de plus de sept heures à la mairie de Tonneins. Les 53 salariés concernés se voient octroyer une prime de 25.000 euros avec un congé de reclassement ou 30.000 euros s'ils refusent ce congé.

"Il est regrettable qu'il ait fallu tant de temps pour aboutir. Si la direction l'avait voulu on aurait pu éviter un conflit social aussi dur", a dit à Reuters Christian Amadio, le secrétaire du comité d'entreprise.

Les grévistes demandaient à l'origine une prime de 50.000 euros en plus des indemnités obligatoires

Mercredi matin, les salariés avaient installé les quatre nacelles élévatrices, d'une valeur globale estimée à 250.000 euros, sur le parking de l'usine de Fauillet et les avaient entourées de palettes de bois et de bouteilles de gaz.

Après une réunion à la préfecture jeudi matin, ils avaient levé leur dispositif en fin d'après-midi, rangé les bouteilles et rentré les nacelles dans l'usine en signe de bonne volonté.

"Ce fut une action forte mais il est difficile de dire si ça a pu jouer un rôle déterminant. La direction avait prévenu qu'elle ne négocierait pas sous la contrainte", a ajouté Christian Amadio.

Malgré la polémique, l'Elysée ne changera rien sur les sondages. (20.07)

Reuters - 17.07

L'Elysée n'entend pas changer de politique et refuse une enquête concernant ses commandes de sondages critiquées par la Cour des comptes parce qu'ils coûtent chers et sont publiés pour beaucoup dans la presse où on peut les lire gratuitement.

Invité dimanche d'Europe 1, le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant a expliqué qu'il s'agissait d'une coïncidence à laquelle la présidence ne pouvait rien.

"On commande des sondages, si des journaux veulent acheter les mêmes, nous on n'y peut rien. Ce qui nous intéresse, c'est de voir ce qu'il y a derrière, les analyses fines", a-t-il dit.

La députée socialiste Delphine Batho a aussitôt qualifié "d'histoire racontée aux petits enfants" cette version des faits et annoncé qu'elle proposera mardi au groupe socialiste de solliciter une commission d'enquête sur le sujet.

Claude Guéant a rejeté l'idée d'une telle enquête, que réclame aussi le Modem. "Il n'y a absolument aucune nécessité", a-t-il dit. Il a laissé entendre que l'Elysée continuerait à rémunérer OpinionWay, l'institut au centre de l'affaire.

La Cour des comptes a fait part jeudi de ses interrogations sur un contrat d'une page signé en juin 2007 pour 1,5 million d'euros par an entre la présidence et un mystérieux cabinet d'études, lui-même chargé de commander des sondages à OpinionWay.

La présidence a ainsi payé en 2008 pour un "Politoscope" 392.288 euros alors que cette enquête a été publiée par LCI et Le Figaro et pouvait donc être connue gratuitement. Au total, 15 enquêtes payées sur fonds publics étaient disponibles dans la presse.

La gauche et le Modem voient le mécanisme comme un instrument de manipulation de l'opinion, OpinionWay étant à leurs yeux subventionné pour fournir aux médias des enquêtes aux méthodes discutées - utilisant internet - et laissant penser que la politique gouvernementale a l'appui de l'opinion.

De son côté, la Société des rédacteurs du Figaro, journal qui compte parmi les grands clients d'OpinionWay, a prié sa direction vendredi de "mettre immédiatement un terme à ce type de 'coproduction' qui nuit gravement à la crédibilité des titres du groupe", une demande rejetée par le patron du titre, Etienne Mougeotte.

Plusieurs médias ont en outre révélé que le cabinet signataire du contrat à 1,5 million d'euros annuels était la société Publifact, dont l'actionnaire principal est Patrick Buisson, ancien directeur du journal d'extrême droite Minute, ex-chroniqueur sur LCI, et proche de Nicolas Sarkozy qui l'a décoré en 2007 de la Légion d'honneur.

"Tout cela confirme l'embarras des intéressés, mais aussi l'existence d'un système de coproduction et de connivence dont la finalité n'est pas l'étude de l'opinion, mais la maîtrise du débat politique dont les termes sont pipés", écrit Delphine Batho.

Les employés et ouvriers non qualifiés sont plus exposés que les autres salariés à la pauvreté, selon l'INSEE. (22.07)

Reuters - 21.07

Treize pour cent des employés et ouvriers non qualifiés vivent sous le seuil de pauvreté, soit deux fois plus que la moyenne des salariés, selon une étude publiée mercredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Les employés et ouvriers non qualifiés représentaient 22% de l'emploi salarié en 2007, soit 5,5 millions de travailleurs. D'après l'INSEE, ces personnes gagnent en revenu annuel 44% de moins que la moyenne, d'abord parce que leur salaire horaire est plus bas que les autres mais aussi parce qu'ils travaillent plus souvent que les autres en temps partiel (ainsi qu'en CDD et par intérim).

Malgré ce grand écart de revenus, le niveau de vie des employés et ouvriers non qualifiés n'est inférieur que d'un quart (24%) à celui de l'ensemble des salariés, essentiellement parce qu'ils vivent avec des personnes aux revenus plus élevés, parce qu'ils perçoivent des prestations sociales plus souvent que les autres et qu'ils sont moins souvent imposables que la moyenne.

En 2006, le niveau de vie de l'ensemble des salariés était de 21.700 euros mais descendait à 16.500 euros pour les employés non qualifiés et 16.300 euros pour les ouvriers non qualifiés.

La relative compensation qui s'opère entre revenu annuel et niveau de vie ne met pas totalement à l'abri de la pauvreté.

En 2006, 13% des employés et ouvriers non qualifiés vivaient sous le seuil de pauvreté, contre 6% de leurs homologues qualifiés et 3% des cadres et professions intermédiaires. Les femmes vivant seules et les mères célibataires sont particulièrement exposées: 25% des employées et ouvrières non qualifiées sans conjoint vivent sous le seuil de pauvreté.

Quatre cadres de Michelin à Montceau-les-Mines retenus par des salariés. (22.07)

AP - 21.07

Quatre cadres du site Michelin de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), dont le directeur de l'usine, étaient retenus mardi soir par une cinquantaine de salariés demandant la levée de sanctions contre un employé, a-t-on appris auprès de la direction du groupe. Lire la suite l'article

Le directeur du site figure parmi les cadres retenus. Selon la direction, qui a déclaré ne pas disposer de plus amples détails, les salariés contestent la mise à pied de deux jours prise à l'encontre d'un employé pour "refus de travail".

Le salarié concerné travaille en contrat à durée déterminée (CDD), a expliqué sur France Info un responsable CGT sur place, Patrick Duvert.

"La direction a commencé à mettre la pression, dire que si les gens ne tournaient pas, des sanctions allaient tomber", a-t-il dit. Mardi matin,

"des sanctions sont tombées par rapport à cette personne en CDD", tandis qu'un autre salarié a "reçu une lettre en vue d'une sanction disciplinaire".

"On avait prévenu la direction, on ne voulait pas de ça. Aujourd'hui les salariés sont mobilisés, ce qui s'est traduit par l'invasion des locaux de la direction avec une retenue pour l'instant du directeur du site, de la DRH (directrice des relations humaines), de la responsable personnels, agents et collaborateurs et d'une autre personne qui fait office de négociateur", a ajouté Patrick Duvert.

La situation sociale est tendue à Michelin où le comité central d'entreprise (CCE) a entamé fin juin l'examen du plan de suppression de 1.093 postes "sans licenciement", ainsi que le plan de départs volontaires sur trois ans, annoncés par la direction du groupe le 17 juin dernier.

SKF: les salariés menacent de brûler les machines de l'usine. (22.07)

Le Post - 21.07

Les actions de salariés menacés de licenciements n'en finissent pas de se durcir. La direction de SKF, qui fabrique des roulements à bille, a décidé de fermer le site vendéen mettant sur le carreau 380 personnes relate Ouest-France.

Du coup, les salariés du site vendéen se sont rendus à Saint-Cyr-sur-Loire, en Touraine, là où se situe le plus grand site de production de SKF.

Selon Claude Migné, porte-parole de l'intersyndicale, pendant le comité d'entreprise de ce matin: "Ça s'est très mal passé, il n'y a pas d'avancée".

Flavien Lebaud, représentant de la CFDT, déclare quant à lui: "On est en train d'être bafoués par la direction qui nous propose le minimum. Le conflit va se durcir".

"Lassés, usés, fatigués", les militants socialistes rêvent d'unité. (22.07)

LeMonde.fr - 21.07

Manuel Valls, Julien Dray, Arnaud Montebourg, Jack Lang, Bertrand Delanoë... Ils sont de plus en plus nombreux à critiquer ouvertement la direction socialiste. La numéro un du PS, Martine Aubry, a beau taper du poing sur la table, la polémique enfle. Dans les sections, l'heure est à la déprime. Sollicités par LeMonde.fr, plusieurs militants témoignent.

Une lassitude et un découragement évidents par Jean-Charles H.

Ma section de Louviers compte cinquante adhérents actifs mais, ces derniers temps, nous sommes très peu à occuper le terrain. Pourquoi ce désengagement ? La question a été évoquée en réunion de section. Certains accusent Lionel Jospin d'avoir déserté le champ de bataille, laissant les militants désarmés. D'autres mettent en cause l'échec de Ségolène Royal en 2007. D'autres considèrent que François Hollande n'a pas compris qu'une refondation était devenue indispensable. Et puis il y a ceux qui reprochent à Solférino de ne pas entendre les doléances des militants de base. A Louviers, Martine Aubry est arrivée largement en tête lors du vote pour la première secrétaire. Nous lui accordons une confiance qui risque de s'user très vite si les changements promis ne se produisent pas.

"J'ai le sentiment de me battre davantage contre mon camp que contre la droite" par Christine B.

Militante à 20 euros depuis 2006, j'ai eu beaucoup de mal à me forger une légitimité au sein de ma section. C'est un environnement très verrouillé. Le plus insupportable, c'est d'avoir bossé pour la présidentielle et les législatives sans aucune solidarité avec les autres courants. Depuis trois ans, j'ai le sentiment de me battre davantage contre mon camp que contre la droite. Il faudra beaucoup plus d'humilité à Solférino pour sortir de cette impasse.

"Aucune solidarité entre camarades" par Francesco B.

Certains pensent que la situation est plus calme au niveau local. Ils se trompent : guerres de courants, carriérisme, ragots, luttes intestines, réunions houleuses... L'attitude des dirigeants conforte certains dans l'idée que tout est permis et que le débat démocratique au sein du

parti doit se faire par le biais d'attitudes agressives. Il n'existe aucune véritable solidarité entre les "camarades" et ceux-ci ne perdent jamais une occasion de se tirer dans les pattes. Chacun essayant de décrocher un poste de conseiller municipal ou régional, les problèmes sociaux que traversent le pays sont souvent passés sous silence.

"Les militants sont usés" par Jérôme P.

Le spectacle donné par les dirigeants socialistes est pathétique. En tant que secrétaire de section à Conches (Seine-et-Marne), j'essaie de rassembler tout le monde et de faire abstraction des querelles de Solférino. Mais les militants sont lassés, usés, fatigués des sorties des uns et des autres. Au lieu de susciter le débat, ces prises de position génèrent une indifférence mortifère. Pourtant, je crois que le renouveau du PS viendra de la base ou ne viendra pas. La vie de ce parti se fait dans les sections, pas dans les cabinets de nos grands élus.

Les anciens sont déprimés, mais les jeunes gardent espoir par Joakim S.

Aujourd'hui, ce sont surtout le MJS (Mouvement des jeunes socialistes), les syndicats étudiants et les associations qui occupent le terrain. Les anciens sont déprimés, et d'une certaine manière, je les comprends. Hier, ils avaient Mitterrand, aujourd'hui, c'est Valls et compagnie. Ces questions de leadership minent le parti et elles ont bien sûr un impact au sein les sections. On en vient à parler direction alors même que ce qui nous a fait perdre aux dernières élections, c'est notre absence de projet et notre incapacité à nous poser en alternative.

"Si rien n'est fait, je rejoindrai Mélanchon" par François B.

Personnellement je vis très mal cette nouvelle crise. J'appartiens à une section plutôt bourgeoise où les divisions sont nettement marquées. Beaucoup ont décidé de partir, les réunions attirent de moins en moins de monde et les prises de bec sont de plus en plus fréquentes. Je ne suis pas sûr que le PS puisse se sortir de cette impasse. Je n'aime pas abandonner en plein combat, mais si rien n'est fait très vite, je ferai comme les autres : je rejoindrai Mélenchon.

Déconnexion par Emmanuel B.

Les militants en ont ras le bol de cette situation de déconnexion totale entre les direction et la base, la force vive du parti et l'appareil. Ce qu'on ressent tous, c'est une baisse générale de motivation et de volonté de se battre. Les militants ont envie d'irriguer la société par leurs valeurs, mais ils n'ont pas l'impression d'être écoutés à Solférino. L'image du parti est tellement mauvaise à l'échelle nationale qu'elle efface tout ce qui fait actuellement la force du PS : le travail local, qu'il soit à l'échelle des communes, des départements ou des régions.

"Il est urgent d'organiser un référendum au sein du PS" par Jean-Marc P.

Je n'observe pas vraiment de regain de tension dans les sections, mais ce qui est sûr, c'est que la grande majorité des militants souhaite un véritable changement au sein du parti. Le congrès de Reims n'a pas tranché sur la ligne politique. Martine Aubry a été soutenue par les anciens et les anti-européens. Aujourd'hui, sa majorité est en train d'exploser et tout peut basculer dans les prochains jours. Je pense qu'il est urgent d'organiser un référendum au sein du PS. Cela permettrait au moins d'associer les militants au projet.

Machines brûlées et usine bloquée chez SKF (23.07)

LePoint.fr - 22.07

La plus grosse usine française du fabricant suédois de roulements à billes SKF était toujours bloquée mercredi à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire) par une centaine d'ouvriers du site de Fontenay-le-Comte (Vendée), appelé à fermer en octobre.

Les personnels ont brûlé mardi cinq machines de production devant leur usine en Vendée, où travaillent 380 personnes, alors que l'usine de Saint-Cyr-sur-Loire en emploie 1.200. "Il n'y a que deux choses qui touchent les dirigeants de SKF : leur argent et leur image de marque", a déclaré à Reuters Frédéric Grondin, délégué du personnel (CGT) de l'usine vendéenne. "On a brûlé des palettes de bois pendant une semaine, mais visiblement ils n'en avaient rien à faire.

Avec 500 machines sur le site, nous avons une bonne monnaie d'échange." Ces machines doivent normalement partir vers la Bulgarie, la Chine ou l'Inde, où le groupe suédois envisage de délocaliser la production de l'usine de Fontenay-le-Comte. Cette dernière, en difficulté depuis trois ans, s'était repositionnée sans succès sur des produits à plus forte valeur ajoutée.

La CGT entend bloquer les entrées et sorties de l'usine de Saint-Cyr-sur-Loire jusqu'à samedi. "Ce blocage, qui met des clients à l'arrêt et nous pénalise financièrement, est inacceptable", estime Georges Laubry, responsable du site tourangeau et directeur des ressources

humaines de SKF France. "On ne peut pas rouvrir les négociations avec un site bloqué."

L'intersyndicale CGT-CFDT-CGC-CFTC réclame un minimum de 80.000 euros d'indemnités de licenciement par salarié, alors que la direction du groupe n'en propose que 30.000. Des différends persistent également sur la durée et les modalités du congé de reclassement.

Des salariés licenciés bloquent un site pétrochimique à Fos-sur-Mer (23.07)

AP - 22.07

Des salariés licenciés du groupe pétrochimique néerlandais LyondellBasell, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), ont bloqué pendant plusieurs heures leur usine, a-t-on appris mercredi de source syndicale. Ils réclament des négociations sur leur reclassement.

Un accord a été trouvé mercredi en fin de matinée entre la direction et le personnel sur la tenue jeudi d'un comité d'entreprise exceptionnel.

L'usine de Fos produit notamment de l'oxyde de propylène, une substance employée dans les équipements automobiles. Les 72 salariés du site réclament leur reclassement au sein du groupe qui emploie plus de 2.000 personnes.

L'ultime appel au secours des salariés de la papeterie de Malaucène (23.07)

AP - 22.07

Les délégués du personnel de l'entreprise de papeterie de Malaucène (Vaucluse) ont demandé mercredi à rencontrer le ministre de l'Industrie Christian Estrosi, a-t-on appris auprès de la CGT. Ils espèrent qu'un repreneur pourra encore être trouvé, alors que la papeterie, dirigée par le fabricant américain Schweitzer-Mauduit, a prévu de licencier en septembre 211 salariés.

Douze sociétés se sont montrées intéressées par la reprise de l'entreprise, qui fabrique du papier à cigarette.

Cette demande de rencontre intervient, alors que les négociations ont repris mercredi à la préfecture de Vaucluse, à Avignon, entre les représentants du personnel et la direction.

Mardi soir, les salariés en colère ont retenu durant près de quatre heures quatre dirigeants dans la mairie de Malaucène, où se tenait un ultime comité d'entreprise.

Un accord avait été trouvé pour que d'ultimes négociations sur la fermeture de la papeterie locale du groupe américain Schweitzer-Mauduit reprennent mercredi. Les négociations portaient notamment sur la prime de départ et sur une prime de mobilité exceptionnelle.

Les négociations avaient lieu en mairie de Malaucène plutôt que dans l'usine, dans un souci d'apaisement général.

Michelin: Christine Lagarde condamne les séquestrations (23.07)

AP - 22.07

La ministre de l'Economie Christine Lagarde a condamné mercredi les nouvelles séquestrations de patrons par des salariés mécontents, prévenant que seul "le dialogue fonctionne".

Alors que des salariés ont séquestré quatre cadres de l'usine Michelin à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) et que d'autres ont séquestré des cadres d'une entreprise de papeterie du Vaucluse, Christine Lagarde a déclaré sur France-2 vouloir "condamner tous les actes de violence ou les situations de chantage parce que cela ne fonctionne pas".

"Ce qui fonctionne, c'est le dialogue", a martelé la ministre de l'Economie citant l'exemple "des salariés de Nortel qui ont trouvé un accord". "Dans d'autres situations" de menaces, "Christian Estrosi a dit 'je ne vous recevrai pas tant qu'il y a des menaces, de la violence, ces situations de chantage'".

"Nous avons des moyens. J'ai, ainsi que Christian Estrosi, une cellule de veille permanente renforcée, en particulier pendant les périodes d'été parce que c'est un moment où il faut être très vigilant", a-t-elle souligné. Cette cellule vise à "veiller au grain et participer au dialogue, au renforcement des relations au sein des entreprises qui sont victimes de la situation de crise".

Dans le cas des "New Fabris, qui sont reçus dans la matinée", Christine Lagarde a avancé qu'"on peut proposer l'intermédiation". "Les pouvoirs publics sont une instance de dialogue: j'ai sur le terrain des commissaires à la réindustrialisation, les préfets sont mobilisés".

"Tous les services de l'Etat sont au chevet de l'économie", a assuré la locataire de Bercy, rappelant que le gouvernement "a mis en place de multiples mesures pour essayer de faire face: allongement du chômage partiel, augmentation des indemnités, contrat de transition professionnelle".

Aéroport de Roissy: un PDG de plus retenu en otage! (25.07)

Le Post - 24.07

L'heure tourne et Abderahman el Aoufour, PDG de Servisair Cargo est toujours retenu "en otage" par ses salariés ce vendredi. L'un des représentants syndicaux de cette société de transbordement de fret, qui est en liquidation judiciaire, vient de l'annoncer selon le Figaro.fr.

Les salariés de Servisair Cargo, filiale du groupe Derichebourg, qui emploie 351 personnes en France, veulent "une solution, un reclassement ou des indemnités conséquentes". Ils sont prêts à y "passer le week-end", a expliqué un délégué FO, Manuel Da Silva. Pour lui, cette "séquestration" est plutôt une "discussion tendue qui se prolonge", toujours selon Le Figaro.fr.

Les salariés réclament une "indemnisation de 30.000 euros par salarié de moins de 10 ans d'ancienneté et 2.000 euros par année supplémentaire pour ceux de plus de dix ans d'ancienneté", précise le délégué FO.

"C'est une demande exagérée", pour le PDG de Servisair Cargo. "Aujourd'hui, il est trop tôt pour réclamer quoi que ce soit. Nous n'avons pas encore chiffré les effectifs touchés". Jusqu'à 300 personnes pourraient être concernées.

Après que les salariés de New Fabris ont réussi à augmenter (un peu, 11.000 euros) leur prime de départ, d'autres syndicats se mettent à penser que la force peut être un chantage efficace. Le ministre du Travail, Xavier Darcos, s'est inquiété: "il ne faut pas que les conflits sociaux se transforment en guerre civile".

Gérard Grunberg : "Le danger qui guette le PS, c'est que l'on n'attende plus rien de lui, qu'on ne l'écoute plus" (29.07)

Le Monde - 22.07

Directeur de recherches au CNRS et à Sciences Po, spécialiste du Parti socialiste, Gérard Grunberg analyse les soubresauts internes de cette formation qui souffre, selon lui, d'une crise de confiance et, depuis 2002, d'une absence de leader.

Plus d'un mois après les élections européennes, les critiques s'accroissent au PS. Le rappel à l'ordre de Martine Aubry à Manuel Valls a relancé la polémique sur le fonctionnement du parti. Que révèle cette controverse ?

Elle traduit une réalité essentielle : le trouble vient d'abord de l'intérieur. C'est parce que le PS est complètement désorienté lui-même que cela attise les critiques extérieures. En fait, la machine du parti ne fonctionne plus. Aucune des règles actuelles ne permet de discuter et de régler les différends. Le PS est confronté à une crise morale (En fait de crise morale, difficile de soutenir ouvertement le capitalisme en prétendant le contraire en face de travailleurs - Lutte de classe). Les militants ont le sentiment que le parti tourne à vide. Ils n'ont plus confiance dans leur organisation, d'où un sentiment de démoralisation, parfois même de manière excessive. Il n'y a pas pires critiques du PS aujourd'hui que les socialistes eux-mêmes.

Cette colère exprime aussi une frustration dans le parti comme dans l'opinion. Le danger qui guette le PS, c'est que l'on n'attende plus rien de lui, que l'on s'habitue à ce qu'il n'ait plus rien à dire et qu'on ne l'écoute plus. (C'est déjà le cas depuis fort longtemps - Lutte de classe)

Arnaud Montebourg déclare qu'"on ne peut pas garder un parti dans le formol". Julien Dray dénonce un parti "à la dérive". Bernard-Henri Lévy en appelle même à la disparition du PS. Dans sa configuration actuelle, le PS est-il "mort" ?

Il est faux de dire que le PS est mort. Il a remporté toutes les élections locales récentes. Il était présent au second tour de la présidentielle avec 47,6 % des voix. Il a des militants, a connu un réel rajeunissement et dispose de leaders qui ont du talent. Pour autant, il cumule deux difficultés majeures : la question du leadership interne et la crise de la social-démocratie européenne.

Si l'on s'en tient au premier point, le PS est malade parce que, depuis 2002, il n'a pas su adopter des règles et des comportements efficaces pour se doter d'un véritable leader. Martine Aubry, la première secrétaire, est sortie du congrès de Reims avec une légitimité faible. Et dans la foulée, elle a subi le revers des européennes après une non-campagne.

De surcroît, le PS ne sait plus où il en est. Il a renoncé à sa filiation révolutionnaire, mais se révèle incapable de se doter d'une ligne pragmatique et d'organiser ses débats internes. La vraie question est maintenant de savoir si, dans les deux ans qui viennent, ce parti peut se donner les moyens de désigner un bon candidat à l'élection présidentielle et de se regrouper derrière lui, comme aux Etats-Unis au terme d'un processus de primaires. (Il ose soutenir Sarkozy mais il n'ose pas dire ce qu'il est vraiment et en tirer toutes les conséquences, l'histoire de la lutte des classes en France est différente de celle des Etats-Unis - Lutte de classe)

Depuis la fin des années 1960, la SFIO puis le PS ont traversé des crises graves. Celle-ci vous paraît-elle plus inquiétante ?

Le PS a vécu depuis l'installation de la Ve République trois périodes de crise majeures qui ont toutes eu pour origine une carence du leadership et de l'attente d'un renouvellement. La première, dans les années 1960, a scellé la fin de la SFIO et de l'ère Guy Mollet avant l'arrivée de François Mitterrand. Celle des années 1990-1995, à la fin du deuxième septennat d'un président malade, le dramatique échec aux législatives de 1993. Elle a trouvé une issue avec la déclaration de candidature de Lionel Jospin quelques mois avant l'élection présidentielle de 1995.

Dans la crise actuelle, la question du leadership n'est toujours pas réglée. La succession de Lionel Jospin n'a toujours pas eu lieu. Mais cette crise ne serait pas plus grave que les précédentes, à condition de trouver une issue positive, si elle ne se produisait pas dans le contexte plus général de l'épuisement de la social-démocratie elle-même. (Ils n'ont pas encore trouvé le bon comédien suffisamment charismatique et démagogique pour duper les masses - Lutte de classe)

Quelles seraient pour vous les conditions de la "reconstruction" ?

Martine Aubry considère qu'il faut commencer par l'élaboration d'un projet, alors que le PS doit d'abord s'atteler à la relégitimation politique ou au changement de son leader. Ce serait grave qu'il n'y parvienne pas. Il faudra ensuite apporter des réponses à des préoccupations essentielles pour un parti aspirant à gouverner : l'avenir de l'Etat providence, la direction à donner à la construction européenne, la vision de la mondialisation, le choix des alliances.

Enfin, la grande faiblesse des socialistes reste de n'avoir pas su se positionner depuis trois ans de manière efficace et crédible face à Nicolas Sarkozy. S'il parvient à trouver quelques réponses à ces problèmes évidemment lourds, le Parti socialiste n'est ni mort ni enterré. (Difficile de se tenir à la fois au côté et face à Sarkozy ! Il continue simplement de pourrir - Lutte de classe)

New Fabris: un millier de personnes à la manifestation de soutien à Châtellerault (31.07)

AP - 30.07

Environ un millier de personnes ont participé jeudi à une manifestation de soutien aux salariés licenciés de l'équipementier automobile New Fabris, à la veille de l'expiration de leur ultimatum.

Les salariés, qui menacent toujours de faire sauter leur usine le 31 juillet pour obtenir une prime de 30.000 euros, ont toutefois décidé de ne pas réinstaller les bouteilles de gaz dans l'établissement. Les représentants syndicaux doivent être reçus vendredi matin à la sous-préfecture de la Vienne à Châtellerault pour envisager "un protocole de sortie de crise". Puis, ce sera le temps d'une ultime assemblée générale vendredi à 11h30.

En plus de salariés d'entreprises de la Vienne comme Aubade ou la Snecma, touchées également par des plans sociaux, des délégations de toute la France étaient présentes jeudi dans le cortège. Parmi elles, des salariés de Continental à Clairoux (Oise), de Molex à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), de SKF à Fontenay-le-Comte (Vendée), de Rencast à Châteauroux (Indre), Philips à Dreux (Eure-et-Loire), Goodyear à Amiens (Somme) ou encore de Renault à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Les manifestants ont quitté le site de l'usine, après un barbecue pour se rendre devant l'hôtel de ville de Châtellerault, située à plus d'un kilomètre.

Les ténors des principales centrales syndicales et des principaux partis politiques étaient aux abonnés absents. Olivier Besancenot, représenté par le responsable du NPA dans l'Est Yvan Zimmermann, et Marie-George Buffet (PCF), officiellement en congés, ont expédié un message aux ouvriers tout comme Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts qui a rendu visite aux New Fabris samedi. Le parti était représenté par Jean Desessard, sénateur Vert de Paris venu pour "soutenir un combat politiquement et socialement juste".

Quant à la présidente PS de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal, elle n'a pas participé au défilé mais avait reçu une délégation de syndicalistes vendredi dernier. Dans le cortège figurait en revanche, Edith Cresson. L'ancien maire de Châtellerauld et ex-Premier ministre s'est dite "révoltée". "Le jour où il y aura une reprise de l'activité économique, j'aimerais qu'on me dise avec quoi on va travailler si on perd des outils de production remarquables et modernisés. Si on veut tout délocaliser à l'étranger, autant le dire tout de suite", s'est-elle insurgée.

"Le ministre de l'industrie Christian Estrosi nous a laissés tomber. En une semaine, rien n'a avancé", a accusé Eric Poisson, délégué CFDT de New Fabris. "Je ne vois pas aujourd'hui un salarié de New Fabris faire sauter son usine. Mais s'il n'obtiennent pas ce qu'ils veulent, c'est sûr qu'il y aura beaucoup de colère et de départs", a-t-il ajouté. "Dans ce cas de figure, la violence n'est pas à exclure".

Pour autant, a reconnu Eric Poisson, "la porte de la négociation a été ouverte hier au ministère à Paris, nous ne voulons pas la refermer". Un sentiment partagé par Dominique Duval de FO: "on est arrivés à Paris avec zéro. On revient avec 11.000 euros et l'ouverture de négociation. Si le 31 juillet, nous n'aboutissons pas à ce que l'on veut, il faudra voir. Mais pour l'heure, si on met encore une trop grosse pression sur l'Etat, on va tout perdre!"

Dans l'après-midi, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi avait pris "acte avec satisfaction des propos plus apaisés" exprimés par les représentants syndicaux" de l'équipementier automobile, les invitant à exprimer "très explicitement leur rejet de toute forme de violence".

"Sur cette base, Christian Estrosi pourrait alors, et dès ce soir, être au rendez-vous du dialogue dans la perspective d'une sortie de crise heureuse à l'issue de la rencontre programmée demain", selon le communiqué du ministre.

"Nous appelons toutes les entreprises en difficulté à nous rejoindre le 30 juillet pour participer à une grande manifestation symbolique au départ de l'usine occupée", a déclaré de son côté Guy Eyer mann, délégué CGT, dans l'entrepôt où s'étaient rassemblées une centaine de personnes. Mais "n'allons pas faire n'importe quoi qui entraînerait l'arrêt des négociations".

Les salariés demandent à leur anciens clients Peugeot et Renault de verser 30.000 euros pour chacun des 366 employés licenciés. Cette somme correspond à la prime de licenciement versée par les deux constructeurs automobiles français à chacun des 200 salariés licenciés de Rencast, qui appartient au groupe italien Zen.

Les agriculteurs français priés de rendre 500 millions d'euros (04.08)

Reuters - 03.08

L'Etat français va demander aux producteurs de fruits et légumes le remboursement d'environ 500 millions d'euros de subventions indues, conformément à une exigence de l'Union européenne.

L'annonce faite lundi par le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, pour qui le montant des sommes à rembourser reste à négocier, a provoqué une levée de boucliers des représentants du monde agricole, qui refusent de payer.

Bruno Le Maire a tenté de les rassurer en indiquant qu'il tiendrait mardi une réunion avec la filière concernée.

"L'urgence immédiate c'est d'apporter des solutions notamment aux problèmes de trésorerie de certains producteurs de fruits et légumes", a-t-il dit sur RTL.

En janvier, après sept ans d'enquête, la Commission européenne avait estimé que des aides en France de quelque 330 millions d'euros consenties sur la période 1992-2002 faussaient la concurrence.

Selon Le Parisien, la facture adressée à la France avoisine pour l'heure les 338 millions d'euros, auxquels s'ajoutent des intérêts compris entre 100 et 150 millions.

Si l'Etat français ne s'exécute pas, une astreinte quotidienne pourrait être ordonnée, ajoute-t-il.

Pour éviter cette hypothèse, Bruno Le Maire a envoyé le 29 juillet une lettre à la Commission pour lui annoncer que le processus compliqué de recouvrement des aides serait lancé dès le mois de septembre.

MENACE D'ASTREINTES

Son prédécesseur, Michel Barnier, avait déposé le 8 avril un recours devant la Cour de justice européenne pour contester le montant exigé par Bruxelles. Cette requête est en cours d'examen.

"J'ai décidé de donner suite à la dernière demande qui avait été faite par la Commission qui nous avait laissé jusqu'au 29 juillet pour répondre à ces demandes, faute de quoi l'Etat français aurait à payer des astreintes de l'ordre de plusieurs dizaines de millions d'euros par trimestre", a expliqué Bruno Le Maire sur RTL.

Il a assuré qu'il allait négocier plusieurs points avec Bruxelles, notamment le montant exact des sommes dues. "On dit 500 millions d'euros, j'estime qu'il y a là-dedans des aides qui ne sont pas illégales", a-t-il dit sur France 2.

Bruno Le Maire a ajouté qu'il comptait jouer sur le délai et serait "très attentif à ce que la situation des producteurs soit analysée au cas par cas pour ne pas pénaliser les plus fragiles."

"Aucun producteur dans une situation économique fragile, voire désespérée, n'aura à rembourser", a-t-il dit.

Mais, dans les colonnes du Parisien, François Lafitte, président de la Fédécom (Fédération des comités économiques) et représentant des producteurs de fruits et légumes, promet un "été brûlant" et affirme que "personne ne remboursera ces subventions."

"Premièrement, parce que les montants avancés par Bruxelles sont infondés, deuxièmement, parce que ce serait la ruine de la profession," dit-il.

Interrogé sur France Info, Jean-Michel Lemétayer, le président du syndicat agricole FNSEA, a estimé que "ce n'est pas le moment d'exiger un tel remboursement."

Pour Bruno Dupont, président de la Fédération nationale des producteurs de fruits, interrogé par lepoint.fr, "les producteurs n'ont pas à payer les frais d'une politique qui n'est pas la leur."

Patrick Savidan : "Notre société est aussi sclérosée qu'à la fin de l'Ancien Régime" (04.08)

Le Monde - 03.08

Professeur de philosophie à l'université de Poitiers, Patrick Savidan est également président de l'Observatoire des inégalités et directeur de la rédaction de la revue Raison publique. Il est l'auteur de Repenser l'égalité des chances (Grasset, 2007).

Deux cent vingt ans après la nuit du 4 août 1789, la notion de privilège vous semble-t-elle toujours pertinente pour penser les inégalités qui traversent la société française ?

Il ne faut pas tomber dans l'anachronisme. Les inégalités de droit qui existaient sous l'Ancien Régime, c'est-à-dire les lois particulières qui permettaient à certains individus de bénéficier d'avantages spécifiques, ont bien été abolies le 4 août 1789.

Sur le rapport entre privilèges et inégalités, il est important d'éviter les visions trop simplistes. La suppression des privilèges n'impliquait pas nécessairement, pour ceux qui s'en firent les promoteurs, l'éradication de toutes les formes d'inégalités. C'était par exemple le cas de Condorcet ou de Mme de Staël. D'un côté, certes, ils combattaient les privilèges au prétexte que ceux-ci figeaient les rapports sociaux autour d'"inégalités factices", fondées sur la naissance ou le rang. Mais, de l'autre, ils considéraient certaines inégalités comme acceptables : celles dont ils disaient qu'elles étaient "naturelles" parce qu'indexées sur le talent ou la compétence.

Plus de deux siècles plus tard, nous continuons de raisonner ainsi dans une certaine mesure : ce qui nous apparaît comme vraiment scandaleux, ce ne sont pas nécessairement les inégalités en soi, mais les seules inégalités illégitimes.

Est-ce à dire que la notion de privilège n'a plus de sens aujourd'hui ?

Comme je le disais, les inégalités de droit ne sont plus admises. Mais on peut considérer qu'il en existe des équivalents fonctionnels. Je

veux dire qu'il y a des canaux, qui sont aujourd'hui plutôt de nature sociale que juridique, grâce auxquels certains groupes bénéficient d'avantages dont il est parfois difficile de dire s'ils les doivent réellement à leur mérite.

Voyez par exemple le système éducatif. En théorie, les concours et les diplômes ne sanctionnent que la compétence. Or ceux qui obtiennent les diplômes les plus valorisés et réussissent les concours les plus prestigieux viennent des milieux les plus favorisés. On sait ainsi que 55 % des élèves de classes préparatoires ont des parents cadres ou de professions libérales, tandis que seuls 16 % ont des parents ouvriers, employés ou inactifs. L'école en vient à fonctionner comme une sorte d'instance de blanchiment qui estampille comme légitimes des inégalités de naissance qu'elle est par ailleurs incapable de compenser.

Voilà pourquoi des individus qui sont issus des classes défavorisées et qui, néanmoins, réussissent à percer, jouent un rôle si important : leur réussite permet d'entretenir l'illusion selon laquelle notre modèle méritocratique est toujours efficace.

Si l'abolition des privilèges n'a pas mis fin aux inégalités, peut-on aller jusqu'à dire qu'elle fut, en elle-même, génératrice de nouvelles formes d'inégalités ?

L'abolition des privilèges se fonde sur l'idée que la loi doit être la même pour tous, qu'elle doit être générale dans sa source et dans son objet. De ce point de vue, on pourrait interroger le paradoxe que vous suggérez. Cette généralité de la loi ne laisse-t-elle pas aussi le champ libre à la constitution de nouvelles inégalités ? C'est en partant d'un tel constat que l'on peut, par exemple, justifier des dispositions législatives qui poursuivent des objectifs de justice sociale en assumant, par rapport à leur objet, une particularisation relative. Je pense ici aux politiques dites de discrimination positive.

A titre personnel, je considère ainsi qu'il n'est pas illégitime, dès lors que la volonté politique n'est pas suffisante pour transformer en profondeur la manière dont se répartissent les honneurs et les richesses dans la société, d'introduire des dispositifs dérogatoires, temporaires, en faveur de groupes dont les membres voient, en raison de leur origine ou de leur identité, leurs chances de réussite sociale lourdement hypothéquées.

En même temps, je suis conscient que cela revient à légitimer un rapport à la loi qui est précisément celui que l'on a voulu renvoyer aux oubliettes lors de la Révolution française. C'est du reste ce qui rend le débat sur ces sujets toujours très délicat. On a beaucoup de mal, en France, à ne pas considérer la moindre entorse au principe d'universalité de la loi comme un privilège, et donc comme une injustice.

Reste que la vérité est là : ce principe d'universalité de la loi n'a pas tenu toutes ses promesses car il n'a pas permis de fluidifier les rapports sociaux autant qu'on le croyait. A cet égard, notre modèle, qui a permis une amélioration certaine des conditions, est aujourd'hui à bout de souffle, et notre société aussi sclérosée qu'à la fin de l'Ancien Régime. Les écarts de niveaux de vie se creusent et répondent à des logiques socialement identifiables. Un économiste, Edward Wolff, voyant la manière dont se répartit le surcroît de richesses produit depuis les années 1980, est même allé jusqu'à dire qu'on assistait à un "retour à Marie-Antoinette".

Les privilèges sont dénoncés avec une vigueur particulière dans le monde de l'entreprise. Comment analysez-vous ce phénomène ?

Pour beaucoup de salariés, l'entreprise apparaît effectivement comme un lieu où ce ne sont pas les plus méritants qui bénéficient d'un juste niveau de protection et de rémunération. Et c'est de plus en plus vrai aujourd'hui. Quand on voit un patron qui coule plus ou moins son entreprise, touche un salaire et des avantages en nature extrêmement importants, et, une fois licencié, part avec des indemnités exorbitantes, c'est moralement insupportable.

Ce qui pose également problème, dans le monde de l'entreprise, c'est quand certains traitements de faveur n'obéissent pas à des logiques claires - la distribution des primes, par exemple. Ici, c'est surtout le côté arbitraire des décisions qui choque. Aucun de nous, en effet, ne s'offusque d'être traité avec des égards particuliers. Ce qui nous scandalise, en revanche, c'est quand nous ne comprenons pas pourquoi d'autres bénéficient de tels égards.

Autrement dit, nous sommes prêts à accepter certains privilèges - au sens où l'on parle de "client privilégié" - mais seulement à partir du moment où leur octroi obéit, en toute transparence, à une forme de procédure. Ce point permet de comprendre que la justice est affaire de redistribution et de reconnaissance. Ce qui scandalise c'est, à travers l'avantage qui se trouve concédé à quelques-uns, le déni de reconnaissance que cela signifie pour les autres.

Comment expliquez-vous la récurrence, dans le débat politique, de la référence aux privilèges, comme récemment lors des débats sur la réforme du statut des fonctionnaires ou sur la suppression des régimes spéciaux de retraite ?

On voit, à travers ces exemples, que le privilège n'est pas seulement une donnée mais aussi une question de perception. A une époque où le fait d'avoir un travail n'était pas problématique, la garantie de l'emploi dont bénéficiaient les fonctionnaires était justifiée par le fait qu'un fonctionnaire était, à niveau de diplôme égal, moins bien payé qu'un salarié du secteur privé. Or dans une société où, comme aujourd'hui, la précarisation de l'emploi est devenue un problème central, cet avantage est perçu comme un privilège illégitime parce que jugé exorbitant. Il est, dès lors, facile de dresser des catégories de la population les unes contre les autres.

Dans ce type de situation, il faut néanmoins garder en tête ce que le sociologue Robert Castel a appelé la "guerre des réformismes". Opère désormais un réformisme dont l'objet est purement "adaptatif" par rapport à l'évolution du système social et économique mondialisé, comme s'il s'agissait uniquement de mieux partager les fruits de la dégradation sociale. Une politique du moins-disant social se met en place et, dans ce grand chambardement, les élites sociales et politiques font ce qu'il faut pour conforter ou renforcer leurs positions et leurs avantages.

"Une nouvelle nuit du 4 août est nécessaire" (04.08)

Le Monde - 03.08

Thomas Piketty, professeur à l'École d'économie de Paris, a publié "Les Hauts revenus en France au XXe siècle : inégalités et redistribution" (Hachette, "Pluriel", 2006). Entretien.

"Comme en 1789, la question des "privilèges" se pose avec une gravité particulière dans le domaine fiscal. La nuit du 4 août, en effet, a débouché sur une révolution fiscale fondée sur le principe de l'universalité de l'impôt.

L'exemple type est l'impôt sur les successions. Créé en 1791, c'était un impôt très moderne pour l'époque - les États-Unis et le Royaume-Uni ne l'institueront qu'au début du XXe siècle - dans la mesure où il s'appliquait à toutes les personnes et à tous les types de biens. Les autres impôts mis en place par la Révolution française, dont la taxe foncière et la taxe d'habitation sont issues, obéissaient également à cette exigence d'égalité et d'universalité. De même que l'impôt sur le revenu, créé en 1914.

Or que constate-t-on aujourd'hui ? Eh bien qu'il existe, comme sous l'Ancien Régime, une catégorie de la population qui échappe à ce principe fondateur de notre système fiscal, en ne payant pas les impôts qu'elle devrait payer.

Parler de privilèges, ici, peut paraître anachronique, dans la mesure où les contours de cette catégorie ne sont plus liés directement à la personne. Les conséquences n'en sont pas moins les mêmes : Didier Migaud, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a ainsi montré dans un récent rapport que, au-delà de 400 000 euros de revenus annuels, le taux effectif d'imposition diminue au fur et à mesure que le revenu augmente.

Ce phénomène, proprement scandaleux, s'explique en premier lieu par le développement des stratégies d'optimisation fiscale, qui permettent à certains de consacrer une partie de leur argent à payer des conseillers grâce auxquels ils pourront tirer profit de la moindre brèche dans le système afin de payer moins d'impôts.

L'autre raison, c'est l'accumulation des "niches fiscales". Celles-ci se sont multipliées depuis la seconde guerre mondiale, et surtout ces dernières décennies. En soi, une niche fiscale n'est pas forcément illégitime au moment où on l'introduit. Par exemple, décider que certains revenus du patrimoine devaient temporairement échapper à l'impôt sur le revenu n'était pas absurde, dans le contexte de la reconstruction de l'après-guerre. En revanche, c'est devenu quelque chose de complètement incompréhensible aujourd'hui.

L'addition de ces exemptions, qui se sont ajoutées les unes aux autres dans notre histoire et sous tous les gouvernements, fait que notre système fiscal actuel n'obéit absolument plus au grand principe de 1789 : "à revenu égal, impôt égal".

En matière d'impôts, une nouvelle nuit du 4 août est donc nécessaire. Mais, comme l'argent circule aujourd'hui beaucoup plus facilement qu'en 1789, certaines actions ne peuvent être menées qu'au niveau international, comme par exemple quand l'administration Obama a menacé les banques suisses de leur retirer leur licence aux États-Unis si elles ne communiquaient pas leurs fichiers de contribuables américains. Sur ce terrain, la France a beaucoup parlé, mais n'a rien fait. Bien au contraire : les cadeaux aux contribuables les plus privilégiés se sont multipliés, et aucune réforme fiscale d'ensemble n'a été envisagée. Avec le bouclier fiscal, les 1 000 plus gros contribuables ont ainsi reçu cette année de l'administration un chèque moyen égal à 30 années de smic (350 000 euros).

Justifier cela au motif qu'il ne s'agit somme toute que d'un petit nombre de personnes revient à passer à côté du sujet. En 1789 déjà, certains faisaient valoir que l'aristocratie ne représentait qu'à peine 1 % de la population, et qu'il ne fallait pas aiguiser la jalousie du peuple à l'égard de ses élites naturelles.

L'exigence d'égalité et de justice fiscale était pourtant nécessaire, incontournable. Elle l'est toujours aujourd'hui."

Le 4 août 1789, premier des "grands soirs" (04.08)

Le Monde - 03.08

C'est l'une des scènes fondatrices sur lesquelles s'est construite l'identité de la France contemporaine. Dans la nuit du 4 au 5 août 1789, l'Assemblée constituante renversait une organisation sociale plusieurs fois centenaire, bâtie sur un enchevêtrement de coutumes et de statuts, pour lui substituer un ordre nouveau, régi par le principe de l'égalité de tous devant la loi. Cette nuit-là, rappellent les manuels scolaires, "les privilèges ont été abolis". Trois semaines après la prise de la Bastille, l'Ancien Régime s'effondrait. Moment inouï qui, deux cent vingt ans plus tard, imprègne encore profondément l'imaginaire politique des Français.

Que s'est-il exactement passé ce soir-là ? Le déroulement de la séance est connu minute par minute. Du moins son récit officiel : le procès-verbal de la soirée fut en effet discuté, jusqu'au 12 août, et amendé en fonction de l'évolution des événements. Car, si les décisions prises le 4 août furent l'aboutissement d'un siècle de maturation intellectuelle, elles furent aussi, largement, le fruit des circonstances.

En ce début du mois d'août 1789, un peu partout dans les provinces, les abbayes et les châteaux sont pillés par des paysans, agités par la crise frumentaire née de la mauvaise récolte de 1788. Les insurgés s'en prennent aux bureaux du fisc, mais aussi aux symboles de l'Ancien Régime, comme les "terriers", ces registres où sont consignés les droits seigneuriaux. La crainte d'une réaction violente des "privilegiés", ajoutée à la rumeur persistante de la présence d'armées étrangères sur le sol national et au sentiment d'insécurité provoqué par les bandes de vagabonds jetés sur les routes à cause de la crise, créent un phénomène de panique : la "Grande Peur". Comment arrêter les troubles sans faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre, ce qui reviendrait à réinstaller le roi au centre du jeu ? Que faire pour réaffirmer le caractère sacré de la propriété tout en lâchant du lest ? La voie qui s'offre aux députés est étroite. Les événements du 4 août en sont la démonstration.

Rien, au départ, ne laissait pourtant présager un grand soir. La séance du 4 août, en effet, commence par la lecture d'un rapport de Target, député du tiers état, suggérant de ne rien changer pour l'heure aux lois et à l'imposition. Il faudra en fait l'intervention du vicomte de Noailles pour que tout bascule. Soucieux de "ramener la tranquillité publique", le beau-frère de La Fayette propose alors quatre résolutions : l'égalité devant l'impôt, l'accessibilité des charges à tous les citoyens, le rachat des droits féodaux et la suppression des corvées, mainmortes "et autres servitudes personnelles". Son discours est appuyé par le duc d'Aiguillon, qui a avancé les mêmes idées, la veille, au Club breton, l'ancêtre du Club des jacobins. Ironie de l'histoire : l'abolition des privilèges est lancée par deux membres de la noblesse, un cadet de famille désargenté et l'une des plus grandes fortunes du royaume. Deux privilégiés.

Le grand hara-kiri durera jusqu'à deux heures du matin. Dans une atmosphère de transe collective, les orateurs se succèdent à la tribune, chacun se dépouillant tour à tour de ses droits ancestraux. C'est ainsi qu'on vit les ducs de Guiche et de Mortemart renoncer aux pensions du roi, l'évêque La Fare réclamer l'abolition des privilèges ecclésiastiques, l'archevêque d'Aix, Boisgelin, l'approuver "au nom du clergé". En quelques heures, des dizaines d'exemptions de nature fiscale et de droits liés à des statuts particuliers sont abrogés. Jusqu'aux plus incongrus. Comme cette pratique, dénoncée par le député du tiers état Le Guen de Kérangal, qui obligeait certains à "passer les nuits à battre les étangs pour empêcher les grenouilles de troubler le sommeil de leurs voluptueux seigneurs".

A ce grand sacrifice des différents corps constitutifs de la société française s'ajoute, enfin, celui des provinces, dont les fameuses "libertés" sont, elles aussi, supprimées au nom du même principe d'égalité. "Celles qu'on appelait "pays d'Etat", qui avaient des privilèges à elles, des avantages divers pour les libertés, pour l'impôt, rougirent de leur égoïsme : elles voulurent être France", expliquera Jules Michelet dans son Histoire de la Révolution française (1847).

Voilà pour le récit, édifiant, du "grand soir" de l'Ancien Régime. Il convient cependant d'y apporter quelques nuances. Pour rappeler, d'abord, que la suppression des privilèges n'était pas, en 1789, une idée neuve. Défendue dans les cercles "physiocratiques" au nom des principes du libéralisme économique et politique, elle faillit être mise en oeuvre sous le bref ministère Turgot (1774-1776), avant que celui-ci n'y renonce en raison de l'hostilité de ceux - des "épiciers" aux "seigneurs", comme le dira Michelet - qui se sentaient menacés par sa volonté de restreindre les prérogatives des corporations et d'établir une contribution unique sur les biens nobles et roturiers.

Aboutissement de plusieurs décennies de maturation intellectuelle, la nuit du 4 août fut aussi le fruit d'un compromis politique. Les droits seigneuriaux ne furent pas déclarés "abolis", mais "rachetables". Ce qui revenait, comme le souligne l'historien François Furet, à "traduire en bon argent bourgeois les droits qui sont supprimés". Seules les dîmes, en réalité, disparurent sans contrepartie. Et plusieurs textes législatifs furent encore nécessaires, comme la loi Le Chapelier supprimant les corporations, en 1791, pour mettre fin à ce "conglomérat hétéroclite de particularismes" qu'était, selon l'expression de l'historien Bernard Barbiche, la France d'avant 1789. Un pays dans lequel, contrairement à l'idée véhiculée par l'Abbé Sieyès dans son pamphlet Qu'est-ce que le tiers état ? (1789), les privilégiés n'étaient pas seulement les nobles et les ecclésiastiques, mais aussi de très nombreux roturiers titulaires de charges leur permettant de ne pas payer certains impôts ou d'échapper à la milice.

Il n'empêche. Même s'il fallut attendre plusieurs années - jusqu'au code civil de 1804 - pour que les principes proclamés à l'époque trouvent leur socle juridique, la nuit du 4 août fut bien cet acte inaugural qui, pour reprendre l'expression d'Adolphe Thiers en 1866, assura à chaque Français cette "égalité sacrée qu'on appelle l'égalité devant la loi". Ou, pour le dire avec les mots de l'historien Albert Mathiez (1874-1932), ce moment fondateur où "le niveau égalitaire passa subitement sur une nation parquée depuis des siècles en castes étroites".

Référence obligée, depuis plus de deux siècles, pour tous les défenseurs de l'égalitarisme "à la française", symbole ultime du volontarisme

politique, le 4 août mérite enfin de rester dans les mémoires comme une grande date de l'histoire parlementaire. Ce que Pierre Larousse, dans son Grand Dictionnaire du XIXe siècle, affirmait en ces termes : "Il suffit d'un vote de constituants pour venger la nation de la tyrannie incessante de douze siècles, tant il est vrai que le bonheur du peuple est facile à faire quand ceux qui le gouvernement s'occupent moins d'eux-mêmes que de lui."

Blockage et incidents à l'usine Molex: ordonnance renvoyée à mardi (07.08)

AP - 06.08

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Toulouse a renvoyé jeudi au 11 août son ordonnance concernant quatre salariés de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) assignés par la direction pour "l'agression" mardi soir du directeur du développement Eric Doesburg et le "blockage des accès du site" depuis le 7 juillet dernier.

"Nous demandons la fermeture immédiate et temporaire de l'usine le temps que les réparations et la sécurisation du site soient effectives", a plaidé Me Kim Champion, l'un des avocats de la direction de Molex, soulignant que le "mouvement social connaît une dérive violente".

"Nous arrivons à un stade supérieur, à quelque chose de sournois et de beaucoup plus grave", a ajouté Me Champion au cours de l'audience, précisant "qu'on ne peut pas négocier sous la menace".

Mardi soir, le directeur du développement Eric Doesburg a été "agressé physiquement", selon Me Champion, recevant "une dizaine d'oeufs au visage". Toujours selon l'avocat, M Doesburg "ne peut pas reprendre son activité avant sept jours".

Du côté des salariés, Me Jean-Marc Denjean, avocat du comité d'entreprise, a souligné que la fermeture de l'usine était "contradictoire". "Les salariés veulent travailler et uniquement travailler et le site est d'ores et déjà fermé. Depuis ce matin 8h, des vigiles empêchent les salariés d'entrer dans l'usine", a-t-il ajouté, indiquant à l'Associated Press qu'un huissier devrait constater la fermeture du site les jours prochains.

Mardi, ils avaient été informés de la suspension des discussions entre la direction et un repreneur éventuel de l'usine ainsi qu'avec les représentations syndicales. Dans le but de "mettre un terme aux rumeurs de reprise", la direction de l'équipementier avait arrêté les discussions avec les partenaires sociaux, leur reprochant de "persister à refuser tout dialogue en s'obstinant à maintenir des revendications irréalistes".

A la suite de cette déclaration, des incidents sont survenus mardi soir entre la direction et les salariés et la décision de fermeture a été prise mercredi soir dans le but de "garantir la sécurité des employés et des vigiles de l'usine".

En grève illimitée depuis le 7 juillet dernier, les salariés, qui bloquaient les entrées et sorties des camions, ont voté jeudi après-midi "à l'unanimité" la reprise du travail, selon Denis Parise, secrétaire CGT du CE. "Un huissier, qui s'est rendu sur place, a constaté que l'usine était fermée et que nous ne pouvions pas reprendre notre travail", a-t-il expliqué à l'Associated Press, précisant qu'une dizaine de vigiles a été dépêchée sur place pour empêcher l'accès au site.

Par ailleurs, les élus PS des collectivités locales ont adressé un courrier à Nicolas Sarkozy pour lui faire part de "leurs vives inquiétudes quant à la situation de l'usine et à l'avenir de ses 283 salariés" et pour solliciter une audience avant le 15 septembre (date à laquelle sera remis le nouveau rapport des experts sur la viabilité du site, NDRL) "afin d'évoquer toutes les pistes envisageables pour une reprise du site, d'une manière précise et assortie d'un échéancier".

L'emploi salarié a reculé de 0,6% en 2008 (09.08)

Reuters - 07.08

L'emploi salarié a reculé de 0,6% en France en 2008, soit une perte de 92.700 postes, selon des chiffres publiés vendredi par Pôle Emploi.

Au total, on comptait 16.532.400 salariés dans les secteurs concurrentiels fin 2008, précise l'organisme issu de la fusion de l'ANPE et des Assedic.

La baisse est forte dans le secteur industriel avec la perte de 70.000 postes (-2,1%) mais le tertiaire recule aussi sous l'effet d'une chute de l'emploi intérimaire.

L'emploi tertiaire a ainsi reculé de 0,2%, soit 28.600 postes, l'emploi intérimaire s'effondrant de 21,5%.

Seule la construction connaît une hausse, toutefois fortement ralentie, avec 6.000 emplois de plus, soit +0,4%.

"Compte tenu de la croissance économique (+0,3% en 2008 contre +2,3% en 2007), les pertes d'emplois sont importantes, mais comparables à celles observées au début des années 90", déclare Pôle Emploi dans un communiqué. L'emploi féminin a progressé de 0,5% (+35.000 postes) contre une baisse de 1,4% (-127.800 postes) pour l'emploi masculin.

La part des femmes dans l'emploi augmente ainsi de 0,5 point pour représenter 44,1% de la population salariée.

Six régions ont été créatrices emplois : la Corse (+1,9%), Midi-Pyrénées, Aquitaine et Ile-de-France (+0,3% chacune), et Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon (+0,2%).

Molex: blocage total entre les salariés et la direction (12.08)

AP - 11.08

Les 283 salariés de l'usine Molex Automotive n'ont pas été autorisés à pénétrer mardi après-midi sur le site de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) malgré une décision du juge des référés du tribunal de grande instance de Toulouse jugeant "illégal" la fermeture de l'usine jeudi dernier par la direction, tout comme le blocage des entrées du site par les salariés. Les deux parties se sont donc affrontées par huissiers interposés.

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a pour sa part déclaré être "prêt à nommer un médiateur" entre la direction et les salariés. Avec la décision de justice, "l'activité de l'entreprise doit désormais pouvoir reprendre dans le calme et la sérénité, rendant ainsi possible le retour au dialogue", a voulu croire M. Estrosi dans un communiqué, confirmant par ailleurs la tenue d'une réunion le 25 août à Bercy.

Quatre salariés de l'usine Molex avaient été assignés jeudi dernier par la direction pour "l'agression" le 4 août du directeur du développement Eric Doesburg, victime de jets d'oeufs, et le "blocage des accès du site". Me Kim Campion, l'un des avocats de la direction de Molex, avait demandé lors de l'audience de la semaine dernière "la fermeture immédiate et temporaire de l'usine".

A propos de la réouverture du site de Villemur-sur-Tarn aux salariés, la direction américaine de Molex, qui a repris en main la semaine dernière la gestion directe du site, a indiqué mardi dans un communiqué que "la fermeture temporaire du site restera en vigueur tant que le management ne sera pas certain que la sécurité des biens et des personnes est assurée, ce qui n'est pas le cas actuellement".

Les dirigeants précisent également dans le communiqué que les délégués syndicaux doivent "dégager l'accès au site pour permettre aux camions de livraison assurant le transport des marchandises de livrer les commandes", comme l'a préconisé la décision de justice.

"La décision rendue par le juge des référés confirme que la direction de Molex a pris une décision illégale en fermant le site dès (le 4 août), avant même l'audience au tribunal prévue le jeudi (dernier), mais la direction américaine refusait toujours mardi après-midi d'ouvrir l'usine aux salariés", a confié à l'Associated Press Me Jean-Marc Denjean, avocat du comité d'entreprise, avant de confirmer que le juge avait également demandé l'expulsion des salariés qui bloquent les entrées de l'usine depuis une semaine.

Une huissière mandatée par la direction est venue dans l'après-midi sur place pour constater que les entrées de l'usine n'avaient pas été dégagées par les salariés. C'est ensuite un huissier appelé par les salariés qui est venu constater que l'usine n'était toujours pas ouverte au personnel souhaitant reprendre le travail. En fin d'après-midi, une inspectrice du travail a à son tour constaté que le jugement n'avait été appliqué par aucune des deux parties...

"Tous les salariés sont satisfaits de cette décision de justice qui illustre une nouvelle fois que la direction nous mène en bateau sur les négociations et ne fait rien pour sauver l'avenir du site et nos emplois", a lancé Denis Parise, secrétaire CGT du comité d'entreprise.

Molex avait annoncé en octobre dernier vouloir fermer l'usine pour la délocaliser en Chine et aux Etats-Unis, entraînant le licenciement de près de 300 personnes. Fin avril, les salariés avaient retenu pendant 26 heures le cogérant de la filiale française et la directrice des ressources humaines après avoir découvert que le groupe américain avait créé une deuxième source de production aux Etats-Unis et un "stock de sécurisation" aux Pays-Bas. En mai, ils avaient obtenu la suspension du plan de restructuration pour défaut d'information et de consultation du CE.

Action musclée pour déloger 3 salariés d'une usine marseillaise (14.08)

Reuters - 13.08

Une centaine de CRS ont évacué trois salariés d'une usine marseillaise en liquidation où étaient stockées des matières dangereuses, apprend-on de source policière.

Selon la préfecture des Bouches-du-Rhône, qui évoque seulement une cinquantaine de policiers sur place, les démineurs ont découvert deux cocktails Molotov à l'entrée du site de la société Legré-Mante, dans les quartiers sud de Marseille.

"Compte tenu de la nature du site, de la présence de matières dangereuses, de l'opposition de quelques salariés au pompage des cuves d'acide sulfurique, de soude, de mazout et de la station d'épuration des eaux industrielles de l'usine, l'intervention des forces de l'ordre a eu pour objectif de sécuriser le site et par conséquent de limiter le risques d'atteinte à l'environnement et à la population", dit un communiqué de la préfecture.

Sur place, les démineurs ont découvert deux cocktails Molotov à proximité de l'entrée de l'entreprise, deux sacs de chlorate à proximité immédiate de deux cuves de mazout (le mélange du chlorate et du mazout est explosif), un sac de chlorate contre deux bouteilles de gaz, poursuit le texte.

Jeudi matin, trois des 48 salariés du groupe Legré-Mante se tenaient devant l'entrée de l'usine que les employés ont décidé d'occuper le 24 juillet, après son placement en liquidation judiciaire. Les autres employés n'étaient pas présents.

Fondée en 1784, Legré-Mante produisait 5.000 tonnes d'acide tartrique et de sels dérivés par an. Plus de 75% de la production du seul fabricant d'acide tartrique français étaient destinés à l'exportation.

Depuis plusieurs semaines, des salariés sont passés à des actions musclées en France pour obtenir des primes de licenciement, menaçant dans certains cas, comme ceux de "New Fabris", de faire sauter leur usine avec des bouteilles de gaz.

Le rapprochement entre l'UMP et De Villiers fait des vagues (15.08)

Reuters - 14.08

L'annonce d'un rapprochement entre le souverainiste Philippe de Villiers et l'UMP suscite des inquiétudes au sein de la majorité, où certains s'interrogent et d'autres se disent choqués.

Début août, le président du Mouvement pour la France (MPF), connu pour ses positions fermes contre l'Europe de Bruxelles ou sur l'immigration, a accepté la proposition de Nicolas Sarkozy de rejoindre le Comité de la majorité présidentielle.

Créée en vue des élections régionales de 2010, cette instance regroupe des formations intégrées à l'UMP comme le Parti radical de Jean-Louis Borloo et Les Progressistes de l'ex-socialiste Eric Besson, ainsi que le Nouveau Centre dirigé par Hervé Morin et La Gauche moderne de l'ex-PS Jean-Marie Bockel.

Le parti Chasse Pêche Nature et Traditions (CPNT) envisage aussi un rapprochement avec le parti majoritaire.

Lors des élections européennes de juin, l'Alliance CPNT-MPF avait récolté 4,8% des suffrages.

Dans une interview publiée jeudi sur La Croix.com, Jean-Marie Bockel estime que le rapprochement amorcé avec Philippe de Villiers et dans une moindre mesure avec le mouvement des chasseurs n'est "ni anodin ni facile" pour lui.

"Ce sont quand même des personnes qui ont défendu des positions, je pense surtout à Philippe de Villiers, très éloignées de celles que j'ai moi-même prônées ou défendues", explique le secrétaire d'Etat à la Justice et aux Libertés.

"Pour autant, je n'ai jamais assimilé Philippe de Villiers au Front National, ni diabolisé sa personne", ajoute-t-il.

Patrick Gaubert, ancien eurodéputé UMP et actuel président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), juge ce rapprochement inacceptable.

"En récupérant De Villiers, on accepte donc le programme de De Villiers et ça c'est intolérable parce que son programme est lui-même intolérable", a-t-il sur France Inter, évoquant les propos de l'élu vendéen "sur les maghrébins et les immigrés".

"On va aussi aller récupérer Marine Le Pen ? On va aller jusqu'où à droite ?", s'est-il interrogé, avant d'en appeler à Nicolas Sarkozy.

"AUBERGE ESPAGNOLE"

"J'espère que (les députés) vont être choqués, qu'ils vont expliquer à leur chef que l'UMP est un parti démocratique qui a toujours défendu les droits de l'homme", a-t-il dit. "Le président de la République est un homme qui, pour ça, a toujours été d'une clarté extraordinaire. Si autour de lui certains veulent aller plus loin, j'espère qu'il va les en empêcher".

Les Jeunes Radicaux sont apparus circonspects, évoquant dans un communiqué un "grand écart évident (...) entre les valeurs d'une droite souverainiste et celles d'une droite européenne".

"Si les jeunes radicaux se réjouissent qu'un tel débat puisse avoir lieu entre des sensibilités différentes (...) encore faut-il qu'un consensus soit possible, réalisable et constructif", écrit leur présidente, Annabelle Ferry.

Lui aussi partagé, le député UMP Hervé Mariton pense que "Philippe de Villiers et les chasseurs à bord, ça ne peut pas faire de mal mais ça ne dispense pas l'UMP d'un véritable débat".

"Il peut y avoir des différences, il peut y avoir des dissonances au sein de la majorité (...) En même temps il faut qu'il y ait une stratégie, a-t-il estimé sur France Inter, repoussant en revanche une alliance avec le Front national (FN).

"Que Philippe de Villiers soit mieux associé à la majorité, je suis capable de l'expliquer à mes électeurs. (La vice-présidente du FN, ndlr) Marine Le Pen c'est tout à fait autre chose, Marine Le Pen n'a évidemment pas sa place dans la majorité", a-t-il dit. "Il y a, et je souhaite évidemment qu'il y ait, des frontières au-delà desquelles on n'aille pas".

Pour le Front national, la majorité devient "une auberge espagnole où chacun peut venir avec son manger". "Le désordre est à son comble", écrit le parti dans un communiqué.

"Agacée, la CGT n'ira pas à l'université d'été du Nouveau Parti anticapitaliste" (15.08)

Le Monde - 11.08

Le ton est plutôt sec. La CGT a répondu par la négative à l'invitation du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) de participer à son université d'été, qui se tiendra du 23 au 26 août à Port-Leucate (Aude).

Selon Alain Guinot, secrétaire confédéral, qui signe la lettre envoyée au NPA le 10 juillet, la CGT ne peut participer à un débat intitulé "quelles stratégies pour les luttes ?", qui conforte la CGT "dans l'idée qu'il y a entre nos organisations une divergence de conception sur nos prérogatives respectives".

Confrontée à des mouvements durs dans certaines entreprises et à la difficulté d'offrir des perspectives à l'ensemble des salariés victimes de la crise, la CGT, comme les autres confédérations, a peu apprécié les interventions du NPA sur le champ des conflits sociaux. Les visites répétées du porte-parole du parti, Olivier Besancenot, aux entreprises en lutte ont achevé d'irriter les dirigeants syndicaux.

La CGT se dit, dans son courrier, "disponible pour des rapports d'organisation à organisation avec les partis politiques démocratiques, fondés sur le respect mutuel des prérogatives de chacun". Elle attend d'eux "qu'ils respectent son autonomie d'analyse, de propositions et d'actions". Or, à quelques mois de son 49e congrès confédéral, qui se tiendra en décembre, le syndicat de Bernard Thibault doit discuter de son orientation. Et d'aucuns, à l'intérieur de la CGT, comme des syndicats de la métallurgie et de la chimie sont très critiques, dénonçant un "tournant réformiste".

Pour justifier son refus, alors qu'à plusieurs reprises des représentants de la CGT ont participé aux universités d'été de ce qui était alors la LCR, la direction du syndicat fait le tri. "Nous avons pu distinguer au moins deux attitudes chez les partis s'affirmant aux côtés des salariés", écrit M. Guinot. La première reconnaîtrait "la mission et les responsabilités particulières des organisations syndicales". La seconde, et le NPA comme Lutte ouvrière en font partie, "prétend donner des leçons aux responsables syndicaux, voire même de se substituer aux syndicats dans leurs responsabilités d'assumer la défense des salariés et la conduite des luttes". Et selon la CGT, "un certain nombre de déclarations du NPA et de son premier responsable ont, à l'évidence, emprunté cette voie".

"ATTITUDES AGRESSIVES"

"Il existe un contexte particulier dans lequel nous avons constaté un certain nombre d'attitudes agressives", explique Alain Guinot. Selon lui, cela remet en cause l'indépendance syndicale. M. Guinot ne veut cependant pas que le refus de la CGT vaille rupture. "Nous sommes dans un moment particulier et nous répondons négativement à cette sollicitation", dit-il encore, rappelant que la CGT a déjà rencontré la LCR. Il espère aussi que ce refus puisse "interpeller le NPA sur la conception des rapports qu'il entretient avec le mouvement syndical". Du côté du NPA, on ne veut pas dramatiser. Sandra Demarcq, membre du conseil politique national du NPA, se dit "désolée". "Nous avons invité la CGT, la CFDT, FO, la FSU et Solidaires, précise-t-elle. La CGT a refusé, CFDT et FO n'ont pas répondu et Gérard Aschiéri (FSU) et Annick Coupé (Solidaires) ont accepté."

Surtout, les dirigeants du NPA pointent ce qu'ils appellent les "contradictions" de la CGT. "La CGT a déjà participé à des universités d'été de la LCR, au niveau confédéral avec Jean-Christophe Le Duigou, Bernard Thibault participe à des débats avec le PS, sera présent à la Fête de l'Humanité en septembre, dit Mme Demarcq, on ne voit pas pourquoi cet ostracisme." Elle note aussi que Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT, a participé début juillet à un forum du Front de gauche intitulé "Trois heures pour une alternative de gauche".

Autant d'éléments qui font dire à François Sabado, dirigeant historique de la LCR et membre du CPN du NPA que "l'histoire montre que les partis politiques, PCF et PS compris, ont pu s'interroger sur les stratégies de la CGT sans que cela signifie une remise en cause de l'indépendance syndicale". De fait, dans les dernières semaines, les militants du NPA, mais aussi du PCF, ont critiqué l'absence de perspectives offertes par l'intersyndicale. "On pense que la réponse n'était pas à la hauteur des enjeux et des possibilités, et le NPA, comme l'ensemble des partis politiques, peut avoir son avis", fait valoir Sandra Demarcq.

Le NPA doit répondre à la CGT en proposant une rencontre à la rentrée. "Nous voulons discuter avec elle des perspectives pour la rentrée, de l'unité large qu'il faut construire entre les syndicats et les organisations politiques", explique la dirigeante du NPA. Tout en affirmant la nécessaire "confrontation des points de vue, des analyses des partis politiques".

Frédéric Lefebvre est un troll (18.08)

slate.fr - 17.08

Frédéric Lefebvre est plus qu'un homme politique, c'est un phénomène médiatique. Il provoque une fascination certaine chez la plupart des journalistes. Fascination teintée d'exaspération, fascination teintée de perplexité certes, mais fascination tout de même alimentée par une interrogation : comment peut-il débiter autant d'âneries?

Evidemment, Frédéric Lefebvre ne peut pas être un imbécile. Présenter un homme politique comme un crétin ou un sombre idiot, c'est céder à la facilité et omettre qu'il est peut-être simplement un politicien qui a compris comment fonctionnait une partie importante des médias. Leur besoin de polémiques chaque jour renouvelées, le pain quotidien de la petite phrase. L'avantage de cette «petite phrase», ou dans le cas de Lefebvre de la déclaration fracassante, c'est qu'elle n'oblige pas à une enquête approfondie. Elle se suffit à elle-même pour faire un papier avec pour seule mise en perspective la présentation du contexte. Et ainsi, les Lefebvries (?) alimentent le flot continu des dépêches d'infos.

Frédéric Lefebvre respecte finalement une maxime assez simple: il vaut mieux passer pour un crétin, un gaffeur, un provocateur, un réactionnaire, un porte-flingue, que pour rien du tout. En bref, qu'il faut exister à tout prix dans le cirque médiatique et que pour cela il suffit de donner aux médias ce qu'ils veulent, au hasard de la polémique facile. Une stratégie qui était déjà celle de Nicolas Sarkozy à l'époque où il était ministre de l'Intérieur. Occuper le terrain à tout prix, apparaître chaque jour dans les journaux télévisés, même si c'est pour se faire critiquer et attaquer. Exister avant tout.

Qui peut modérer le troll?

Sur Internet, ce genre d'individus a un nom: les trolls. Le troll parasite toute discussion, débat, échange, intervient là où il n'a rien à faire dans l'unique but de foutre le bordel. Il est prêt à soutenir n'importe quelle thèse susceptible de rendre fous les autres intervenants. Le troll provoque pour stériliser le débat. Par exemple, à l'annonce d'une journée de grève le 29 janvier dernier pour réclamer des mesures pour la sauvegarde de l'emploi et la hausse du pouvoir d'achat, le troll politique va déclarer «ce qui fragilise aujourd'hui le droit de grève, c'est l'abus de droit de grève». Les autres, exaspérés par ces propos, lui répondent sérieusement et en quelques minutes, le sujet de fond (la situation économique) est totalement tombé dans l'oubli au profit d'une polémique inepte (pour ou contre le droit de grève).

Si Frédéric Lefebvre est un troll, il devient particulièrement savoureux de le voir défendre la régulation du net. Mais à la réflexion, un bon troll n'est-il pas obligé de défendre Hadopi? Et on peut dès lors se demander qui devrait jouer le rôle de modérateur. Les journalistes? Pour

l'instant ce n'est pas précisément le cas, personne n'ayant jamais vu un modo rentrer dans le jeu d'un troll, reprendre ses propos, alimenter sa polémique totalement vaine.

Autre point commun entre le troll et Frédéric Lefebvre: le troll s'en fiche comme d'une guigne d'être cohérent. C'est comme ça que le porte-parole de l'UMP peut oser déclarer sur Europe 1 à Jean-Pierre Elkabbach «je pense que l'outrance n'est jamais bonne conseillère» avant de répéter «il ne faut pas oublier que les poupées vaudou dans un certain nombre de pays sont des armes et moi, je ne l'oublie pas» une phrase toute en nuance, presque autant que sa déclaration du 15 décembre 2008 à l'Assemblée nationale, déclaration dont on ne se lasse pas: «L'absence de régulation du Net provoque chaque jour des victimes! Combien faudra-t-il de jeunes filles violées pour que les autorités réagissent? Combien faudra-t-il de morts suite à l'absorption de faux médicaments? Combien faudra-t-il d'adolescents manipulés? Combien faudra-t-il de bombes artisanales explosant aux quatre coins du monde?»

A l'instar du troll, Lefebvre ne cherche pas à convaincre. Il ne s'adresse pas à la rationalité des citoyens à l'aide d'une démonstration argumentée. Son principal ressort rhétorique, c'est l'analogie. Or, ce procédé ne consiste pas à décrypter une situation réelle mais simplement à la remplacer par une autre et à faire passer cet échange pour une analyse. Une dérive rhétorique contre laquelle le blogueur maître Eolas a créé un groupe Facebook dont la description retranscrit certaines des analogies les plus en vogue depuis le débat sur Hadopi: entre autres, Internet est un kiosque à journaux et le téléchargement c'est du vol.

L'enthymème foireuse

Si on reprend la déclaration tonitruante de Lefebvre à l'Assemblée, on a un bel exemple d'analogie foireuse jouant sur le registre de la peur. «Il aura fallu attendre que des établissements financiers soient en faillite, que la croissance soit au point mort, que des pays soient au bord du gouffre, pour que le monde se réveille et accepte enfin de construire un système régulé au plan international. Faudra-t-il attendre qu'il y ait des dégâts irréparables pour que le monde se décide à réguler Internet? [...] Il est temps, mes chers collègues, que se réunisse un G20 du Net qui décide de réguler ce mode de communication moderne envahi par toutes les mafias du monde. [...] La mafia s'est toujours développée là où l'État était absent; de même, les trafiquants d'armes, de médicaments ou d'objets volés et les proxénètes ont trouvé refuge sur Internet, et les psychopathes, les violeurs, les racistes et les voleurs y ont fait leur nid.» Il s'agit plus précisément d'un enthymème - c'est-à-dire qu'une des prémisses n'est en réalité qu'un préjugé couramment répandu - construit comme suit :

Prémisse majeure : le système économique mondial est le théâtre d'excès dont la société est victime (vrai)

Prémisse mineure : internet est le théâtre d'excès dont la société est victime (= préjugé courant sur la dangerosité du net).

Conclusion : internet et l'économie mondiale libérale suivent le même régime, ce qui est bon pour l'un est donc forcément bon pour l'autre. Si vous êtes pour réguler le système libéral, vous êtes pour réguler le web.

En rhétorique, l'enthymème, bien que fort efficace, c'est un peu le sophisme du pauvre, une suite d'impressions mises bout à bout pour faire croire à une logique implacable là où tout n'est qu'amalgame boiteux.

Chez le troll, on peut trouver une forme de beauté liée à la totale gratuité de son comportement. Il ne cherche à en retirer aucune gloire personnelle, il pollue pour polluer. Et là, Frédéric Lefebvre s'éloigne totalement de ce qui semblait pourtant être sa famille intellectuelle. Son attitude n'est rien moins que gratuite. Les quatre avantages de la méthode Lefebvre :

1°) Exister à tout prix. En suivant le précepte de Franck Louvrier, conseiller en communication de Nicolas Sarkozy: «L'art d'un porte-parole c'est de parler sans attendre qu'on vous en donne l'autorisation». Ou comme l'avait confié un député au journal le Parisien «C'est les Galeries Lafayette de la politique: il est dans tous les rayons. Il fait tous les étages!».

2°) Le principe de l'accumulation. Si une déclaration est trop mal perçue par l'opinion publique, une seule chose à faire: en débiter une autre sur un tout autre sujet pour enterrer la précédente. Ce que Lefebvre décrivait lui-même dans un commentaire sur son profil Facebook (le 1er juin à 10h28) «ne jamais rester immobile sinon vous devenez la cible idéale!!!».

3°) Le testeur d'idée. Une preuve du dévouement de Lefebvre envers le Président. Il est prêt à endosser le rôle du méchant et à balancer des propositions potentiellement choquantes («quand vous détectez chez un enfant très jeune, à la garderie, qu'il a un comportement violent, c'est le servir que de mettre en place une politique de prévention») pour permettre au gouvernement de jauger la réaction de l'opinion publique et décider alors de poursuivre ou d'abandonner cette piste.

4°) Préparer cette fameuse opinion publique. Répéter jusqu'à l'écoeurement une idée à l'origine plutôt mal perçue finit par habituer les citoyens et les préparer ainsi à la réforme. Cette technique rejoint tout le discours des adversaires du politiquement correct: «osons dire les choses honnêtement, moi je n'ai pas peur de la vérité». Si à la première déclaration, il y aura une levée de boucliers, à la seconde les mêmes propos passeront mieux et à la dixième ils deviendront acceptables.

Heureusement pour le débat public, et malheureusement pour les amateurs de déclarations choc, Frédéric Lefebvre affirme qu'il arrêtera de

travailler à cinquante ans pour voyager et apprendre la musique. Rappelons que l'ancien député — et probable futur secrétaire d'Etat — est né en 1963.

Au BHV, à Paris : "Nous vous demandons de bien vouloir être à votre poste le 15 août" (20.08)

Le Monde - 19.08

Samedi 15 août, Hélène Pasinetti, vendeuse au rayon meubles du BHV de la rue de Rivoli à Paris, s'apprêtait à partir à Lille pour participer à une fête de famille. Las ! Mme Pasinetti a dû venir travailler ce jour-là, comme n'importe quel autre jour de la semaine, dans le grand bazar parisien, sous peine de "sanction".

Le 31 juillet, cette déléguée CFDT, qui dit "adorer son métier", a reçu une lettre, avec accusé de réception, signée de la responsable des ressources humaines, la priant fermement d'être à son poste le 15 août. Jour férié ou pas.

"Madame, comme précisé dans la note d'information du 18 juin, le magasin de Rivoli et le BHV Homme seront ouverts le samedi 15 août de 10 heures à 19 heures. Vous ne vous êtes pas déclarée volontaire pour venir travailler ce jour-là, précise le courrier dévoilé par L'Humanité mardi 18 août, dont Le Monde a eu copie. Votre présence est néanmoins indispensable. (...) Le samedi faisant partie de vos jours habituels de travail, nous vous demandons de bien vouloir vous présenter à votre poste ce jour-là."

"SANCTION"

Et d'insister : "Si vous ne deviez pas tenir compte de notre demande, votre absence serait considérée comme injustifiée et nous serions contraints d'envisager une sanction à votre encontre."

Pour Mme Pasinetti comme pour les sept autres salariés du rayon meuble, cet événement est le signe qu'avec l'entrée en vigueur de la loi autorisant plus largement les ouvertures de magasins le dimanche, les relations avec leur employeur risquent de s'envenimer.

"Si le BHV rue de Rivoli est classé comme une zone touristique, il va y avoir un tollé général", prédit Mme Pasinetti. La loi stipule que les magasins situés en zone touristique pourront ouvrir le dimanche sans aucune contrepartie due aux salariés, mais que le travail dominical se fera sur la base du volontariat. Les syndicats redoutent que ce volontariat ne soit qu'une "parole". Que les directeurs de magasins fassent pression plus ou moins subtilement sur leurs salariés pour les faire travailler ces jours-là. "Surtout qu'avec la crise, les chiffres de vente ne sont pas terribles, ils vont vouloir se donner le plus de marge de manoeuvre possible", prédit Monique Giorgini, déléguée centrale CFDT.

Du côté du BHV, on explique que la formulation du courrier était "maladroite" mais que l'on ne peut faire l'amalgame avec le travail du dimanche. "Le comité d'entreprise du BHV avait validé le fait que le 15 août serait un jour travaillé. De ce fait, c'est devenu un jour normal, la loi est avec nous, précise la porte-parole du groupe. Le dimanche, c'est différent : il faudra être volontaire."

Des salariés menacent de verser des polluants dans la Seine (21.08)

Reuters - 20.08

Des salariés de l'entreprise de transport Serta de La Vaupalière (Seine-Maritime) menacent de verser un produit toxique dans un affluent de la Seine s'ils n'obtiennent pas une prime supra-légale de licenciement.

Placée en redressement judiciaire en novembre, l'entreprise verra son sort examiné ce jeudi par le tribunal de commerce d'Evreux qui pourrait décider de sa liquidation totale ou de donner suite aux offres de reprise qui ont été déposées.

"C'est un monstrueux gâchis et les salariés entendent bien le faire payer aux gens qui en sont responsables", a dit à Reuters Jean-Pierre Villemin, délégué CFDT de Serta.

Les salariés demandent 15.000 euros en plus des indemnités légales, faute de quoi ils pourraient verser 8.000 litres de produit toxique dans les égouts qui sont liés à la Seine, a-t-il ajouté, confirmant des informations de France Info.

"C'est une menace et il faut que ça le reste", a toutefois souligné le responsable syndical, expliquant que l'objectif était d'attirer l'attention sur la situation des salariés.

Des salariés licenciés ont utilisé ces derniers mois des menaces pour retenir l'attention des médias et déclencher l'intervention des responsables politiques, à l'image des employés de New Fabris qui menaçaient de faire exploser une usine.

Selon Jean-Pierre Villemin, les deux offres de reprise de Serta ont peu de chance d'aboutir et, même si c'était le cas, un plan social serait décidé pour une partie de l'effectif.

Lors de son placement en redressement judiciaire, Serta comptait 240 salariés. Un premier plan social concernait environ 80 d'entre eux.

Les "Chaffoteaux" réclament 100 000 euros d'indemnités de licenciement (21.08)

LeMonde.fr et AFP - 20.08

Les salariés de Chaffoteaux-et-Maury, fabricant de chauffe-eau et chaudières, sous le coup d'un vaste plan de licenciement, ont expulsé, jeudi 20 août, leur directeur de l'usine de Ploufragan, près de Saint-Brieuc, et réclament désormais une indemnité de 100 000 euros.

Les "Chaffoteaux", qui observent un mouvement de "débrayages tournants", ont refusé lors d'un comité d'entreprise de lever le blocus de l'usine, entamé début juillet après l'annonce de la suppression de deux cent sept emplois – deux cent quatre licenciements et trois reconversions – sur deux cent cinquante et un. Ils ont ensuite reconduit leur directeur à la porte de l'usine, après avoir assuré qu'ils empêcheraient toute sortie de la production pour conserver un "stock de guerre" qu'ils entendent "monnayer en fonction du plan social", selon Martial Collet, délégué FO.

Les salariés entendent obtenir un plan de reclassement comparable à celui de l'usine Continental de Clairoix, et demander notamment une indemnité de licenciement de 100 000 euros pour que "personne ne reste sans solution ni sans ressources".

Un nouveau comité central d'entreprise est prévu le 2 septembre à Saint-Denis, au siège de Chaffoteaux-et-Maury – filiale d'Ariston Thermo Group, qui appartient au groupe italien Merloni TermoSanitari – dans la banlieue parisienne.

Fleuron industriel centenaire, le fabricant de chauffe-eau et chaudières a compté jusqu'à deux mille trois cents salariés à Ploufragan au début des années 1980. Après la suppression des deux cent sept emplois, l'usine historique de Chaffoteaux-et-Maury ne comptera plus que quarante et un postes "recherche et développement" en sursis.

Une affiche de gauche inédite à Marseille, MoDem compris (23.08)

Reuters - 22.08

Face à des militants socialistes réunis à Marseille, la centriste Marielle de Sarnez et l'écologiste Daniel Cohn-Bendit ont appelé samedi la gauche au rassemblement afin de battre la droite en 2012.

Le discours aux accents de gauche très prononcés de la numéro deux du MoDem a été salué par une standing ovation par les participants aux "ateliers d'été" du courant socialiste dirigé par Vincent Peillon, "Espoir à gauche".

"Ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous oppose. Ceux qui n'ont pas renoncé à l'idéal républicain ont à faire ensemble", a-t-elle assuré à la tribune.

Reprenant l'antienne de François Bayrou, elle a fustigé la "façon de faire et la façon d'être" de Nicolas Sarkozy avant de proposer, entre autres, de plafonner les hauts salaires ou de "pénaliser le court terme dans les opérations financières".

De même, Marielle de Sarnez a estimé qu'il fallait nommer dans les banques un représentant de l'Etat au sein des conseils d'administration "avec droit de veto quand c'est contraire à l'intérêt général".

Sous l'oeil de nombreuses caméras, Marielle de Sarnez était arrivée aux jardins du Pharo bras dessus, bras dessous avec Vincent Peillon et plusieurs figures de l'ancienne "gauche plurielle", au pouvoir sous la houlette de Lionel Jospin de 1997 à 2002. La députée radicale de gauche, Christiane Taubira, côtoyait l'ancien numéro un du Parti communiste, Robert Hue.

"CHICHE"

A la tribune, ce dernier a estimé que l'opposition n'avait pas le droit d'être divisée à l'heure où l'UMP rassemble et crée un comité de liaison avec le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers.

Chef de file d'Europe Ecologie, qui a talonné le Parti socialiste aux européennes, Daniel Cohn-Bendit a proposé de créer un "rassemblement écologique, social et démocratique" auquel adhèreraient les partis.

Il a réclamé des preuves de bonne volonté au PS, notamment l'inventaire des points sur lesquels la gauche a échoué quand elle était au pouvoir et le renoncement à toute tentation hégémonique.

"Si vous voulez un rassemblement où à la fin c'est vous et vous seuls qui décidez alors que nous on aura qu'une chambre de bonne, une chose est sûre, en 2012, le président de la République ce sera Nicolas Sarkozy", a lancé l'ancien leader de Mai-68.

Vincent Peillon, qui n'appartient pas à la direction actuelle du PS, a accepté l'idée que ce dernier renonce au leadership de la gauche.

"Nous disons 'chiche'", a-t-il lancé en clôture des débats. "A égalité de droits et de devoirs, construisons la gauche et la France de demain".

Il a annoncé le lancement d'un site internet commun dans les jours qui viennent ainsi que des réunions décentralisées, après les élections régionales de 2010.

A la tête du Parti socialiste depuis l'hiver dernier, Martine Aubry refuse tout rapprochement national avec le MoDem, donnant la priorité à gauche.

La semaine prochaine, lors de l'université d'été du PS, elle a convié les dirigeants du Parti communiste, des Verts, du Parti radical de gauche ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement -- sans les centristes.

Le débat sur les primaires relancé au Parti socialiste (23.08)

Reuters - 22.08

Le débat sur le mode de désignation du candidat de la gauche pour l'élection présidentielle de 2012 reprend de la vigueur à la faveur de la rentrée politique.

Vincent Peillon, qui précède les universités d'été du Parti socialiste en ouvrant vendredi à Marseille les ateliers de son courant, L'Espoir à gauche, s'est prononcé à son tour pour des primaires au PS, défendues par l'ancienne candidate à la présidentielle de 2007 Ségolène Royal.

Jean-Louis Bianco, autre proche de la présidente de Poitou-Charentes, appelle dans Le Figaro à des "primaires ouvertes et assez rapides".

Il présidera jusqu'à samedi les ateliers d'été de L'Espoir à gauche - courant qui avait soutenu Ségolène Royal lors du congrès de Reims de novembre 2008 - auxquels participeront notamment Daniel Cohn-Bendit, Marielle de Sarnez ou Robert Hue.

"On a besoin de ces primaires, pas seulement pour arbitrer entre quelques élégances de personnes mais pour que la société française se mette en mouvement à nouveau", a déclaré vendredi Vincent Peillon sur France Inter.

"Il faut aller assez vite. Il faut que nous en parlions très sérieusement dans les semaines qui viennent", a-t-il ajouté.

Pour Jean-Louis Bianco, ce processus peut permettre de régler la "crise de leadership" au PS.

LA MÉTHODE MONTEBOURG CRITIQUÉE

"J'aurais souhaité que l'on commence à travailler dès maintenant pour organiser un vote des militants à la rentrée. On ne peut pas se contenter d'un conseil national du PS sur une telle question", déclare-t-il dans un entretien publié vendredi dans Le Figaro.

Les discussions sur d'éventuelles primaires sont théoriquement prévues en juin 2010 à l'occasion d'une convention nationale du PS.

Le député socialiste Arnaud Montebourg a relancé cette semaine le débat au sein du PS en menaçant de quitter le parti si son premier secrétaire, Martine Aubry, ne consentait pas à des primaires.

Vincent Peillon et Jean-Louis Bianco désapprouvent le procédé.

"Arnaud est mon ami, mais je lui dis 'je ne crois pas que ce soit la bonne méthode', a dit Vincent Peillon. "Les menaces ne servent à rien, je pense même qu'elles peuvent ne pas servir une cause".

Jean-Louis Bianco juge "la méthode inopportune". "Sortons des incantations et ne prenons pas de positionnement qui risque de déchirer le parti".

Le député socialiste affirme que la volonté d'organiser des primaires est partagée par beaucoup au sein du PS, comme "Benoît Hamon, Pierre Moscovici, les amis de Dominique Strauss-Kahn et sans doute une partie de ceux de François Hollande et de Bertrand Delanoë".

Bertrand Delanoë prône à son tour des primaires à gauche (23.08)

Reuters - 22.08

Le maire socialiste de Paris Bertrand Delanoë s'est prononcé samedi pour l'organisation de primaires à gauche en vue de la présidentielle de 2012.

Invité sur RTL, il a expliqué que de telles primaires seraient "un élément possible" de la rénovation du PS et un moyen de résoudre les difficultés actuelles du parti.

"Il y a une crise de crédibilité et de leadership, donc je souhaite que le Parti socialiste se démocratise et pas seulement sur les primaires", a expliqué Bertrand Delanoë.

"Je crois qu'il faut ouvrir les portes et les fenêtres et inviter tous les citoyens de gauche à construire avec nous, sur les idées et sur le leader en même temps, l'alternative à la droite", a-t-il ajouté.

Bertrand Delanoë a précisé qu'il signerait la pétition lancée par la fondation Terra Nova, qui a préparé ce projet avec le secrétaire national à la rénovation Arnaud Montebourg.

Le débat sur le mode de désignation du candidat de la gauche pour l'élection présidentielle de 2012 a repris de la vigueur à la faveur de la rentrée politique.

Vincent Peillon, qui tient à Marseille les ateliers de son courant, L'Espoir à gauche, s'était prononcé à son tour vendredi pour des primaires au PS, défendues par l'ancien candidate à la présidentielle de 2007 Ségolène Royal.

Les discussions sur d'éventuelles primaires sont théoriquement prévues en juin 2010 à l'occasion d'une convention nationale du PS.

Arnaud Montebourg a relancé cette semaine le débat au sein du PS en menaçant de quitter le parti si son premier secrétaire, Martine Aubry, ne consentait pas à des primaires.

Europe Ecologie défie le Parti socialiste en vue des régionales (23.08)

Reuters - 22.08

Les dirigeants d'Europe Ecologie ont prévenu jeudi le Parti socialiste qu'ils ne serviraient pas de force d'appoint lors des élections régionales de 2010.

Lors d'une table ronde concluant leur première Journée d'été, à Nîmes, ils se sont dits persuadés de pouvoir transformer l'essai des européennes au printemps prochain et mis le PS en demeure de discuter projet contre projet.

En 2004, lors des dernières régionales, les Verts avaient passé des alliances de premier tour avec les socialistes dans 13 des 22 régions de métropole. Depuis, Europe Ecologie a vu le jour, rassemblant les Verts, les proches du leader altermondialiste José Bové, de Nicolas Hulot et un ensemble d'associations, et a récolté 16,28% des suffrages en juin, juste derrière le PS.

"Je suis aujourd'hui absolument convaincu qu'on peut gagner des régions" (ndlr, en présentant des listes Europe Ecologie autonomes), a lancé le député européen Yannick Jadot aux militants réunis dans un amphithéâtre surchauffé de l'université de Nîmes. "On est en train de créer un imaginaire politique de la victoire de l'écologie en France", a ajouté l'ancien dirigeant de Greenpeace.

Selon Noël Mamère, l'un des trois élus verts de l'Assemblée nationale, "beaucoup de nos listes peuvent dépasser les 10%". Ces 10% constituent le seuil qui permet de se maintenir au deuxième tour des régionales.

"La condition pour y parvenir, c'est de construire une majorité de projet et pas des bidouilles électorales dont les Verts ont trop souvent été les victimes", a-t-il expliqué jeudi matin.

LE PS ? "RINGARD ET INCAPABLE"

La tâche sera ardue, a cependant prévenu José Bové. Pour les européennes, a-t-il dit, "il y avait un cadre commun, on a dit quel était notre rêve pour l'Europe, les gens ont adhéré à ce projet collectif". "Comment on construit ça dans 22 régions différentes? C'est un nouveau pari, Europe Ecologie doit relever le défi", a-t-il ajouté.

Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, et Daniel Cohn-Bendit, figure de proue de la vague verte de juin, ont tous deux défendu "l'écologie politique comme projet politique du XXIe siècle" en lieu et place de la social-démocratie.

En disant cela, a dit la dirigeante verte, "on ne veut être traités ni d'arriérés ni de grands inquisiteurs inquiétants" par les socialistes.

Au-delà des régionales se profile aussi la présidentielle de 2012. "La seule manière de battre (Nicolas) Sarkozy, ce n'est pas de l'imiter et de chercher un chef, une personne (...) mais un autre projet de société", a estimé Daniel Cohn-Bendit, que certains poussent à prendre la nationalité française pour pouvoir se présenter à la présidentielle.

Dans la journée, l'ancien leader de Mai-68 n'avait pas mâché ses mots contre les socialistes, qu'il a accusés d'avoir fait le jeu de la droite aux dernières européennes. "Ils ont été ringards et incapables."

Cohn-Bendit, le nouveau "mécano" de la gauche française (23.08)

Reuters - 21.08

En état de grâce après son succès aux élections européennes, Daniel Cohn-Bendit a pris le risque d'indisposer son propre mouvement en prônant une alliance ouverte jusqu'aux centristes pour battre Nicolas Sarkozy.

Le leader d'Europe Ecologie, qui a remporté 16,28% des voix lors du scrutin du 7 juin dernier, a exposé cette semaine sa stratégie de recomposition de la gauche, sans hésiter à prendre le Parti socialiste et les Verts à rebours.

"Vous voulez une majorité, oui ou merde? S'il faut ajouter le MoDem, on ajoute le MoDem...", a-t-il prévenu jeudi soir, jetant un froid parmi les militants écologistes réunis pour leurs Journées d'été à Nîmes.

"Si vous voulez une majorité, il faut aller chercher les gens là où ils sont, pas là où vous êtes", a-t-il ajouté.

Selon une étude présentée vendredi par Europe Ecologie, un électeur sur cinq ayant voté pour le mouvement politico-associatif lors des européennes se dit proche du Parti socialiste et un sur dix proche des centristes du MoDem.

Mais parler d'alliance électorale fait grincer les dents à Nîmes. "Cela doit être une conséquence du débat sur le projet et pour l'instant le projet du MoDem, personne ne le connaît", dit la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot.

Outre cette main tendue aux centristes, Daniel Cohn-Bendit propose d'attaquer la droite sur ses terrains de prédilection comme l'immigration ou la sécurité, qui doivent faire partie intégrante du "projet de société alternatif" de la gauche.

Pour lui, "on a pendant longtemps laissé la liberté à la droite pour ne parler que de solidarité. On ne gagnera pas contre (Nicolas) Sarkozy

sans reparler de liberté".

"LE PS, JE L'ENCERCLE!"

Par le biais d'Europe Ecologie, Daniel Cohn-Bendit est en train de faire en France le même travail qu'en Allemagne quand les puristes et les pragmatiques - "Fundis" contre "Realos" - s'opposaient sur l'avenir de l'écologie politique, juge Stefan Simons, correspondant du magazine Der Spiegel à Paris.

"Il veut faire évoluer le mouvement écolo dans un sens plus politique et élargir la base. Cela peut déboucher sur une vraie alternative d'opposition, quitte à prendre la place du Parti socialiste", estime le journaliste allemand.

Samedi, l'ancien leader de Mai 68 détaillera ses recettes pour la gauche à Marseille, où il est invité à parler d'alliances par le courant socialiste de Vincent Peillon.

Contre l'avis de la première secrétaire du PS, Martine Aubry, le député européen défend la création d'une coalition "arc-en-ciel", des communistes aux centristes.

L'ancien secrétaire national du Parti communiste Robert Hue fait aussi partie des invités de Marseille. Vendredi matin, il a espéré que le succès ne tournerait pas la tête d'Europe Ecologie. La gauche ne veut pas remplacer l'hégémonie du PS par celle des écologistes, a-t-il fait valoir sur RTL.

La semaine prochaine, Daniel Cohn-Bendit est convié au séminaire du "Pôle écologique" du Parti socialiste qui se tient lui aussi quelques jours avant l'université d'été du parti, toutes tendances confondues, à La Rochelle.

Citant Mao qui prenait un à un les villages chinois sans s'attaquer aux villes dans les années 1940, "le PS, je l'encercle", s'amuse "Dany le rouge" devant les caméras.

"Je vais partout où on m'invite", assure-t-il quand on l'interroge sur son statut de vedette de la rentrée.

Preuve de cet engouement politico-médiatique, deux magazines "people", Voici et Gala, ont pris contact avec Libération dans l'espoir de racheter le reportage photo le montrant en vacances.

Sous le titre de Une "L'homme qui fait peur à la gauche", on le voyait en train de lire affalé dans un hamac.

Des primaires à gauche inévitables, estime Laurent Fabius (25.08)

Reuters - 24.08

Jusqu'à présent réservé, le député socialiste Laurent Fabius s'est prononcé à son tour lundi pour l'organisation de primaires ouvertes à toute la gauche pour la présidentielle de 2012, les jugeant "inévitables".

A l'approche de l'université d'été du PS de la fin de la semaine, la jeune garde du PS a mis la pression le week-end dernier sur la dirigeante du parti, Martine Aubry, pour imposer dans le débat la question des primaires et des alliances.

"Les primaires sont devenues inévitables, c'est-à-dire qu'il est devenu inévitable que ce ne soient pas simplement les militants socialistes mais un ensemble beaucoup plus vaste, disons des gens de gauche, qui votent pour le prochain candidat", a dit Laurent Fabius sur Europe 1.

"Les primaires vont introduire un changement massif : désormais c'est l'opinion qui fait le parti", a-t-il ajouté.

Pour Laurent Fabius, la meilleure date pour l'organisation d'un tel scrutin serait 2011 mais le processus devra être encore révisé. "Un candidat pour toute la gauche en théorie mais en pratique, ce ne sera pas le cas", a-t-il estimé.

En revanche, le député estime qu'une alliance avec le MoDem de François Bayrou, qui a tenté de tendre la main aux socialistes le week-end dernier, serait une grave erreur.

Les partisans de primaires ouvertes pressent Martine Aubry d'en accepter le principe le plus rapidement possible mais la dirigeante

socialiste n'entendait pas initialement en discuter avant les élections régionales, au printemps prochain.

Molex : pas d'avancée après la rencontre direction-Estrosi, l'usine reste fermée (26.08)

AP - 25.08

Les dirigeants de Molex Europe ont estimé que leur entretien mardi midi avec le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a été "une rencontre utile et productive qui a permis de clarifier un certain nombre de points", mais sans enregistrer d'avancées. Pour l'heure, le site de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) n'a toujours pas rouvert ses portes.

"Cette rencontre a permis d'éclaircir de nombreuses questions. Bien sûr, tout n'a pas pu être réglé au cours de cette réunion, mais nous sommes confiants dans le fait que le processus de médiation nous permettra de poursuivre dans cette voie et d'aboutir rapidement à des solutions", a déclaré à l'Associated Press Marcus Kerriou, vice-président des ressources humaines de Molex Europe.

"Les deux parties doivent avoir un dialogue social pour résoudre le conflit, comprendre les questions et trouver des solutions", a déclaré pour sa part Eric Doesburg, directeur du développement chez Molex Corporate. Toutefois, "aucune réouverture de l'usine n'est prévue tant que la question de la sécurité ne sera pas résolue", a-t-il dit, affirmant recevoir quotidiennement des menaces de mort.

Les dirigeants de Molex ont précisé dans un communiqué que "parallèlement à la reprise des négociations sur le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) et le plan de revitalisation, Molex rencontrera les industriels qui seraient intéressés par l'appareil de production en vue de développer une nouvelle activité non concurrente de celle de Molex". "Il s'agit d'une avancée très importante", a estimé M. Estrosi.

Concernant le paiement des salaires des grévistes au mois d'août, Molex a accepté, dans le cadre d'une reprise des négociations avec les partenaires sociaux, d'étudier les conditions de leur versement.

Le maire de Villemur-sur-Tarn, Jean-Claude Boudet, et les représentants syndicaux doivent être reçus à leur tour mercredi à Bercy par M. Estrosi. "Le plus important, c'est l'avenir des Molex. Le gouvernement doit imposer à la direction de Molex le maintien de l'outil de travail", a déclaré mardi à l'AP Denis Parise, secrétaire CGT du comité d'entreprise.

Le médiateur Francis Lata arche, nommé le 14 août par le gouvernement, doit entamer les négociations en présence des deux parties en fin de semaine. M. Estrosi a donné des instructions pour que la sécurité et la liberté de circulation des dirigeants de Molex lors de ces réunions soient assurées.

Un premier PSE présenté en octobre dernier a été suspendu par la justice qui a jugé insuffisantes les informations transmises aux syndicats et au comité d'entreprise. Les dirigeants ont représenté un nouveau plan début juillet. Un CE doit se tenir jeudi à Blagnac, près de Toulouse, mais les élus du personnel refusent d'y participer tant que les dirigeants ne verseront pas les salaires d'août et ne donneront pas une date de réouverture de l'usine.

Le CE doit également examiner les 15 et 16 septembre un rapport du cabinet Syndex commandé par les syndicats et qui affirme que l'usine est "viable financièrement".

Le 4 août, des salariés en grève depuis le 7 juillet auraient "bousculé" M. Doesburg, une version contestée par les syndicats qui parlent de simples jets d'oeufs. Molex a alors décidé de fermer le site citant des raisons de sécurité. Le 11 août, la justice a jugé "illégal" la fermeture immédiate et anticipée du site. Les salariés ont voté la reprise le 6 août, mais l'usine est toujours fermée.

Commentaire : ce qui ne choque apparemment personne, c'est qu'une décision de justice ne soit pas respectée par les patrons, alors que la même justice a ordonné aux salariés de Molex de respecter ses décisions qui se sont exécutés.

Le débat sur les primaires s'intensifie au Parti socialiste (27.08)

AP - 25.08

A 48 heures de l'université d'été du Parti socialiste, les partisans de primaires ouvertes à toute la gauche ont intensifié mercredi leur campagne interne, sans réussir à faire sortir Martine Aubry de son silence.

En quelques jours, plusieurs personnalités socialistes sceptiques, voire hostiles jusqu'alors, ont apporté leur soutien à une telle présélection en vue de l'élection présidentielle, un processus déjà utilisé par la gauche italienne.

L'ancien Premier ministre Laurent Fabius a jugé ce processus "inévitabile" et le maire de Paris, Bertrand Delanoë, fait partie des premiers signataires de "l'appel pour une primaire populaire" rédigé par la fondation Terra Nova, un cercle de réflexion socialiste, et publié mercredi par Libération.

Après la main tendue de Marielle de Sarnez, numéro deux du MoDem, à la gauche, samedi dernier à Marseille, le vice-président du parti centriste, Jean Peyrelevade, apporte dans ce texte son soutien à une primaire "ouverte au vote des sympathisants, pour que les citoyens de gauche et de progrès puissent choisir leur candidat à l'élection présidentielle".

"En 2012, la gauche n'aura plus gagné l'élection présidentielle depuis 24 ans. Elle n'a fourni sous la Ve République qu'un seul président à la France, contre cinq pour les conservateurs. La primaire peut contribuer à la reconquête", peut-on lire dans l'appel.

Les radicaux de gauche Jean-Michel Baylet et Christiane Taubira le signent aux côtés de l'ancien Premier ministre socialiste Michel Rocard, d'une grande partie des "quadras" du PS qui ont contribué à faire des primaires un des sujets de la rentrée socialiste - Vincent Peillon, Manuel Valls ou Arnaud Montebourg - ainsi que de nombreux proches de Ségolène Royal.

Dans un communiqué, l'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement dit être pour des primaires ouvertes si le PS ne les organise pas seul. Le président du Mouvement républicain et citoyen (MRC) constate cependant que "dans l'état actuel des choses, il me semble que les Verts ne le souhaitent pas".

De fait, seul Noël Mamère, parmi les dirigeants écologistes, a paraphé l'appel de Terra Nova.

Ancien du PS, fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon s'oppose quant à lui aux primaires. "Une élection se gagne par des dynamiques, pas par des procédés administratifs", dénonce-t-il dans Le Monde.

"CALMOS!"

Jeudi, Arnaud Montebourg, qui a promis que c'était son "dernier combat" au sein du PS, et Olivier Ferrand, président de Terra Nova, publient un ouvrage intitulé "Primaire, comment sauver la gauche". Ils souhaitent une sélection après des "éliminatoires" entre janvier et juin 2011, un an donc avant la présidentielle.

Trois proches de l'ancien premier secrétaire François Hollande ont réclamé mercredi l'organisation d'une primaire dans la primaire, au sein du PS.

Pour l'ancien ministre de l'Economie Michel Sapin, pour Stéphane Le Foll et Bruno Le Roux, le principe et les modalités doivent être arrêtés rapidement, "le mieux serait d'ici à la fin de l'année", afin de ne pas polluer la campagne des élections régionales, au printemps prochain.

Mais une partie de la hiérarchie du PS appelle au calme.

"Je dis calmos!", répond Jean-Christophe Cambadélis, dans une interview au Parisien.

"C'est après les régionales qu'il faudra enclencher la mécanique et pas avant. Rien ne presse sauf à brusquer nos éventuels partenaires et à tout faire capoter", explique le secrétaire national, proche de la première secrétaire du PS.

Silencieuse depuis la mi-juillet, Martine Aubry réserve ses premiers commentaires sur les questions internes du parti qu'elle dirige depuis neuf mois pour l'ouverture de l'université d'été de La Rochelle, vendredi à la mi-journée.

"Vendredi, elle parle aux socialistes et dimanche elle parle aux Français" dans son discours de clôture, précise l'entourage de la maire de Lille.

Lors du congrès de Reims, en novembre dernier, le programme défendu par Martine Aubry prônait de "vraies primaires" pour le printemps 2011, sans se prononcer clairement sur leur périmètre - militants socialistes ou sympathisants de gauche.

"La désignation de celui ou de celle qui nous représentera ne doit pas être le dernier acte d'une guérilla entre prétendants socialistes, mais le premier acte de la campagne contre nos adversaires de droite", prévenaient ses partisans.

Nicolas Sarkozy veut un grand emprunt le moins coûteux possible (27.08)

Reuters - 26.08

Nicolas Sarkozy a déclaré que son grand emprunt devrait aider la France à relever des défis comme le renforcement des ressources des universités et des moyens des PME ou encore des industries innovantes.

Installant la commission chargée de réfléchir à l'utilisation de cet emprunt, dans lequel il voit une arme stratégique pour l'après-crise, il a indiqué qu'il n'entendait pas fixer de "cadre budgétaire précis" à ses travaux.

"Le montant de l'emprunt national dépendra des besoins que vous allez identifier et de la capacité d'endettement que nous aurons," a dit le chef de l'Etat à l'adresse de cette commission coprésidée par deux anciens Premiers ministres, l'UMP Alain Juppé et le socialiste Michel Rocard.

Il n'a pas voulu en dire plus sur ce dernier point alors que le principe même de ce grand emprunt annoncé fin juin a été critiqué au vu du niveau élevé de la dette publique de la France. Le gouvernement prévoit qu'elle atteindra près de 90% du produit intérieur brut à la fin de la législature.

Alain Juppé a précisé par la suite que Nicolas Sarkozy avait demandé à la commission "de faire des propositions sur le montant de l'emprunt, de donner une fourchette sur différents scénarios".

De même, le président de la République n'a rien précisé sur ses modalités si ce n'est qu'il prendra "la solution la plus efficace et la moins coûteuse," ce qui laisse penser que l'appel aux marchés financiers pourrait être privilégié par rapport aux petits épargnants.

Il a regretté que le débat se soit focalisé jusqu'ici sur les modalités de l'emprunt, qui "ne sont que des moyens".

"Ce qui compte c'est l'utilisation que nous en ferons," a-t-il dit en soulignant que ce projet avait une grande importance psychologique "pour montrer aux gens que la crise ne réduit pas nos capacités d'initiative et qu'au contraire, elle doit les augmenter."

Il s'agit, pour le chef de l'Etat, "d'engager résolument des investissements stratégiques trop longtemps différés" pour aider la France à préparer l'avenir en relevant des défis comme l'économie de la connaissance, la compétitivité des entreprises et les équipements industriels innovants.

DIFFÉRENTS SCÉNARIOS

Sur le premier point, il a évoqué le besoin de ressources des universités pour consolider leur autonomie. Sur le second, Nicolas Sarkozy a jugé que le renforcement des fonds propres des PME exportatrices était "plus stratégique que jamais" au moment où elles émergent de la crise.

"Il s'agit vraiment de financer des projets qui peuvent contribuer à la compétitivité de l'économie française, à sa croissance, à l'emploi et au rééquilibrage des dépenses publiques", a déclaré Alain Juppé à la sortie de l'Elysée.

L'ancien Premier ministre de Jacques Chirac a insisté en outre sur la nécessité que l'argent levé ne soit pas mis "dans les circuits traditionnels des ministères".

"Il faut absolument qu'on en assure la traçabilité, qu'on soit sûr qu'il aille là où il est attendu et destiné", a-t-il dit, évoquant par exemple la création d'agences spécialisées.

Parlementaires, patrons, syndicats et autres forces vives de la société seront consultés pour ce grand emprunt mais Nicolas Sarkozy a exclu qu'il réponde à des besoins de groupes de pression.

La commission Juppé-Rocard devra rendre sa copie d'ici fin octobre, un délai jugé "un peu juste" par l'ancien Premier ministre socialiste.

Composée de 20 membres, dont neuf femmes, elle compte dans ses rangs des économistes, des scientifiques et des personnalités du monde des affaires comme l'ancien P-DG de Thales Denis Ranque ou Véronique Morali (Fimalac), ou encore l'ancienne secrétaire générale de la CFDT Nicole Notat et l'académicien Erik Orsenna. Y cohabiteront aussi un responsable de la fondation Nicolas Hulot avec la patronne du Commissariat à l'énergie atomique et un responsable d'Areva.

Les entreprises rechignent à garder leurs seniors (30.08)

Le Monde - 28.08

Pendant que gouvernement fait la promotion de l'emploi des seniors et que le Medef se félicite de la réforme de la mise à la retraite d'office (MRO) - elle porte de 65 ans à 70 ans l'âge à partir duquel cette mesure peut être appliquée par un employeur - des entreprises continuent à utiliser leurs personnels âgés comme une variable d'ajustement prioritaire de leurs effectifs.

Les directions disposent d'une panoplie d'outils, dont la mise à la retraite d'office entre 60 ans et 65 ans. Celle-ci peut encore intervenir si le salarié a suffisamment cotisé (160 trimestres) pour percevoir une retraite à taux plein, et s'il relève d'une branche ayant signé un accord prévoyant cette mesure. La métallurgie, les assurances, etc. : plus de 120 branches ont signé de tels accords. Les sociétés concernées ont ainsi mis à la porte des bataillons de seniors.

Chez Air France, ce sont 3 000 personnes qui ont quitté la compagnie depuis la signature, en 2005, de l'accord de branche du transport aérien. Celui-ci "a été appliqué de manière quasi systématique dès que les salariés avaient 60 ans, sans qu'ils puissent faire valoir leurs difficultés personnelles pour justifier leur refus de partir", déplore Christian Magne, secrétaire national CFDT chez Air France. "Les pressions de la hiérarchie sont très fortes pour obtenir des salariés leurs relevés de carrière permettant à la direction de vérifier s'ils peuvent obtenir une retraite à taux plein", témoigne Charles Marion, délégué syndical SUD (non représentatif).

Bientôt, tout cela ne sera plus qu'un souvenir. L'extinction de ces accords est programmée pour le 31 décembre. Du coup, certaines entreprises tentent de profiter de cette ultime "fenêtre de tir". La crise et son cortège de plans de départs ne font qu'amplifier le phénomène. "Beaucoup de sociétés établissent une revue des effectifs pour pouvoir procéder à des MRO à partir de 60 ans plutôt que de licencier des salariés plus jeunes", constate Guillaume Bredon, avocat (côté employeurs) du cabinet BRL. Ce que les salariés n'acceptent pas toujours avec le sourire. Mais ils n'ont guère le choix.

La fin programmée des mises à la retraite d'office avant 65 ans est peu appréciée par une partie du patronat, mais aussi par certains syndicats.

La Fédération nationale de l'aviation marchande (FNAM), soutenue par les syndicats CGC, CFTC, FO et CFDT, a ainsi demandé, début août, à Xavier Darcos, ministre du travail, de proroger jusqu'à fin 2011 son accord sur les MRO à partir de 60 ans, qui pourrait concerner 4 500 salariés. "Il s'agit d'une adaptation temporaire, pour faire face à la crise, pas d'une remise en cause de la politique d'allongement de la vie professionnelle", insiste Jean-Pierre Le Goff, délégué général de la FNAM.

Le ministère n'a pas l'intention d'accepter cette demande : "La crise ne doit pas servir d'alibi pour revenir aux mauvaises pratiques d'éviction des seniors pour ajuster les effectifs", indique-t-on dans l'entourage de M. Darcos. Cette démarche auprès du ministre n'empêche, d'ailleurs, nullement la FNAM de l'assurer que la branche a engagé des négociations sur l'emploi des seniors. L'absence, dans les entreprises, d'un accord sur ce sujet ou bien d'un plan d'action sera sanctionnée, à partir du 1er janvier 2010, par une pénalité qui sera équivalente à 1 % de la masse salariale.

Chez Air France, la direction a une autre corde à son arc : un accord de gestion prévisionnel des emplois et des compétences (GPEC), signé le 21 juillet, prévoit notamment d'inciter les salariés à un départ en retraite anticipée grâce à une aide au rachat de trimestres d'assurance-vieillesse, à hauteur de 2 000 euros par trimestre racheté et dans la limite de douze trimestres par salarié.

France Télévisions a d'autres idées encore : un dispositif incitatif de départ volontaire pour les plus de 60 ans pouvant prétendre à une retraite à taux plein. Lancée d'ici à la fin de l'année, cette mesure pourrait concerner jusqu'à 900 salariés d'ici à 2012. Le montant de la prime (hors indemnité de licenciement) variera de six à neuf mois de salaire, selon l'ancienneté du salarié.

Des départs volontaires ? Dominique Pradalié, déléguée syndical du Syndicat national des journalistes (SNJ) de France Télévisions, dénonce, elle, "de vrais appels du pied à certains salariés pour qu'ils se décident à partir", alors que certains veulent rester dans l'entreprise par passion pour leur métier, ou bien parce qu'ils ont des parents à charge.

"Cela provoque un climat malsain, où l'on tente de dresser les jeunes contre les vieux", déplore-t-elle. L'économie espérée grâce à ce plan est de 170 millions d'euros sur quatre ans, "affectés au développement de l'entreprise", indique Damien Cuier, directeur général, indiquant lui aussi qu'il engagera bientôt la négociation pour l'emploi des seniors. Mais combien en restera-t-il ?

"Les vieux réflexes sont toujours là, observe Danièle Karniewicz, présidente (CGC) de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV). Ce n'est cohérent ni avec ce que souhaite le gouvernement ni avec la nécessité d'équilibrer les comptes des caisses de retraite. Mais il est vrai aussi que les seniors veulent quitter l'entreprise le plus tôt possible parce qu'ils s'y sentent mal. Il reste beaucoup à faire pour leur donner envie d'y rester."

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

Politique et social

- Un employé tue son patron et le fils de ce dernier à Toulouse (31.10)
- Jean-Luc Domenach : "La France n'est plus un partenaire majeur pour la Chine" (29.10)
- Le plan d'aides aux agriculteurs à la loupe (28.10)
- La moitié des cadres ont été augmentés en 2008 (28.10)
- Légère accélération de la hausse du chômage en septembre (27.10)
- Le Front de gauche reconduit pour les régionales (26.10)
- Plus d'une centaine de blocs opératoires menacés de fermeture par un arrêté (25.10)
- Un salarié de PSA s'est suicidé sur son lieu de travail (25.10)
- Le PCF tente un petit tour sans le PS et puis... (25.10)
- Des listes MoDem autonomes au 1er tour partout aux régionales (25.10)
- Stéphane Gagnon (PCF) : "Je propose une nouvelle alliance avec les écologistes" (24.10)
- De nouvelles périodes de chômage partiel chez Renault Sandouville (23.10)
- Manifestation à Paris pour l'emploi dans l'industrie (23.10)
- Manifestation nationale pour la défense de l'emploi industriel jeudi à Paris (22.10)
- Taux de grévistes record à Pôle emploi (21.10)
- Quatrième jour de grève des employés de Servisair (18.10)
- Nicolas Sarkozy, les paroles et les actes (17.10)
- Les six dossiers qui font tanguer l'UMP (17.10)
- Plus de 50.000 agriculteurs français manifestent (17.10)
- La Poste: le comité contre la privatisation lance une campagne de pétitions. (14.10)
- Sur les "réformes" du lycée, contenu et réactions. (14.10)
- Les Français déçus par la politique économique de Sarkozy (14.10)
- Le principe de solidarité a été oublié, par Francis Kessler (13.10)
- "J'ai fait 14 mois de stage et 6 mois d'essai avant d'être licencié" (13.10)
- La plus grande cité U française amputée de 819 logements (13.10)
- La majorité au bord de la crise de nerfs ? (13.10)
- Le trafic SNCM vers la Corse reste paralysé par une grève (13.10)
- Le maintien des filets sociaux exige de nouvelles recettes (13.10)
- Préserver l'emploi, une question de gouvernance, par Philippe Trouvé (13.10)
- Comment en sortir ? Quatre regards politiques et sociaux (10.10)
- L'industrie du médicament est confrontée à une montée des tensions sociales sans précédent (10.10)
- Eric Besson confirme les charters vers l'Afghanistan (08.10)
- Taxe professionnelle: Sarkozy "se fout du monde", estime Juppé (08.10)
- Pourquoi Nicolas Sarkozy est allé au Kazakhstan (07.10)
- Campagne publicitaire contre la fraude fiscale et sociale (07.10)
- Jack Lang chargé par l'Elysée d'une mission sur la Corée du Nord (03.10)
- Caterpillar : les salariés votent pour réorganiser le temps de travail (01.10)

- Epilogue du feuilleton du forfait communal (30.09)
- Impôts locaux : les Français vont payer les effets de la crise (30.09)

- L'assurance-vie pourrait être soumise aux prélèvements sociaux (30.09)
- Les principales mesures du plan d'aide à la jeunesse (30.09)
- Les réactions au plan Sarkozy pour la jeunesse (30.09)
- *"La crise a aggravé les inégalités territoriales d'accès à l'emploi"* (29.09)
- Le Parlement vote le texte sur le financement des écoles privées (29.09)
- RFI : la cour d'appel de Paris demande des modifications du PSE (29.09)
- Un 24e suicide à France Télécom (29.09)
- L'ouverture à la mode Cohn-Bendit (28.09)
- A Sophia-Antipolis, la fermeture annoncée de Wipro le 8 octobre. (27.09)
- Grève dans les transports en commun à Lyon (26.09)
- Le chômage progresse de 0,7% en août (25.09)
- Les contrôleurs aériens mis en cause, la DGAC les défend (25.09)
- L'UMP veut taxer les indemnités pour accident de travail (24.09)
- *"Aucune démocratie n'est à l'abri d'une poussée autoritaire, même en Europe"* (23.09)
- Entre 21 et 40% de grévistes à La Poste (23.09)
- Fermeture annoncée de l'usine Philips de Dreux : 218 licenciements (23.09)
- Les escarmouches se multiplient entre gouvernement et majorité (19.09)
- Elus locaux et partis de gauche appellent à manifester mardi au côté des postiers (19.09)
- Les salariés de l'automobile crient leur ras-le-bol dans les rues de Paris (19.09)
- Fermeture prochaine de la cokerie de Carling, en Moselle (17.09)
- Les salariés d'Alcatel-Lucent lancent un SOS face au plan social (17.09)
- Les salariés de Molex entérinent leur plan social (16.09)
- "Sortie de crise" et perception des Français : le grand décalage (15.09)
- Plus de 335.000 foyers perçoivent le RSA en complément de revenu, selon le gouvernement (15.09)
- Buffet veut faire émerger un projet à gauche (13.09)
- Tiraillements au sein du Front de gauche (12.09)
- Lourd dérapage verbal de Brice Hortefeux (11.09)
- Préavis de grève à France Télécom jeudi (10.09)
- Quand Robert Bourgi, le «M. Afrique» de l'Elysée, ne tient pas sa langue (09.09)
- Avis partagés au PS sur l'offre de dialogue de François Bayrou (09.09)
- Martine Aubry réitère sa demande de clarification au MoDem (06.09)
- Comment les statistiques sont manipulées (05.09)
- Yves Bertrand, ex-patron des RG, voit Sarkozy en général Alcazar (05.09)
- Pour gagner en 2012, l'UMP vise 500 000 adhérents et mise sur Internet (05.09)
- Nicolas Sarkozy, président et déjà quasi-candidat (05.09)
- Prison avec sursis pour six ouvriers de Continental (02.09)
- Quelque 286.000 travailleurs pauvres touchent le RSA (01.09)

Quelque 286.000 travailleurs pauvres touchent le RSA (01.09)

AP - 31.08

A la fin juillet, 286.000 travailleurs pauvres percevaient le Revenu de solidarité active (RSA) généralisé dans toute la France au 1er juin, a affirmé lundi le Haut commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté.

Le gouvernement dément donc les informations publiées lundi par "La Tribune", selon lesquelles le RSA connaîtrait des "débutts poussifs" et ne bénéficierait qu'à 195.000 personnes en activité. "Ces chiffres ne sont pas les chiffres à jour tels que transmis par la Caisse nationale d'allocations familiales", affirme le Haut commissariat, alors que le journal citait le président de cet organisme.

Le Haut commissariat note en outre qu'"environ la moitié des (620.000) dossiers déposés a fait l'objet d'un versement". "L'écart entre le nombre de dossiers déposés et le nombre de prestations effectivement versées peut s'expliquer, soit par des dossiers refusés, soit par des

dossiers nécessitant des éléments complémentaires, soit par des dossiers qui n'ont pas encore été traités", ajoutent les services de Martin Hirsch.

Au 25 août, ils font état de 815.000 dossiers de demande de RSA déposés dans les caisses d'allocations familiales et d'un nombre total de nouveaux bénéficiaires estimé à environ 1,9 millions de ménages.

Le RSA a été mis en place pour remplacer le Revenu minimum d'insertion (RMI), créé le 1er décembre 1988, et l'Allocation de parent isolé (API). Plus de trois millions de ménages en situation précaire devraient à terme bénéficier de ce nouveau dispositif qui doit permettre de cumuler allocation et reprise d'emploi à faible salaire.

Prison avec sursis pour six ouvriers de Continental (02.09)

Reutres - 01.09

Six ouvriers de l'usine Continental de Clairoix (Oise) ont été condamnés à des peines de trois à cinq mois de prison avec sursis pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne lors d'une manifestation en avril dernier.

Un septième ouvrier a été relaxé par le tribunal correctionnel de Compiègne.

Le leader du mouvement des « Conti », le délégué CGT Xavier Mathieu, a été condamné à cinq mois de prison avec sursis.

Le tribunal a renvoyé sa décision au 4 novembre pour le montant d'éventuelles amendes.

Des peines de trois à six mois de prison avec sursis pour « destruction en réunion de biens au préjudice de l'État » avaient été requises à l'audience par le parquet.

Tant la CGT que l'Union syndicale solidaires ont dénoncé après le jugement une volonté de criminaliser l'action syndicale et les luttes sociales.

« Alors que les salariés ont un impérieux besoin de sécurité dans leur emploi et dans leurs droits, d'un côté on criminalise ceux qui luttent face aux décisions unilatérales des actionnaires, de l'autre on fait preuve d'indulgence voire de connivence avec les dirigeants qui imposent leurs décisions stratégiques sacrifiant les entreprises et l'emploi », déclare la CGT dans un communiqué.

Pour l'Union syndicale solidaires, ces condamnations apparaissent « comme une revanche vis-à-vis de salariés qui ont mené pendant des semaines une lutte sans concession ».

Le 21 avril dernier, environ 200 ouvriers de Continental avaient pénétré dans la sous-préfecture de Compiègne et détruit des bureaux et des ordinateurs. Les dégâts avaient été évalués à plusieurs dizaines de milliers d'euros.

À l'audience, les ouvriers avaient reconnu « un dérapage », expliquant avoir agi « sous la colère de l'annonce de la fermeture de l'usine » de pneumatiques.

Les sept prévenus risquaient une peine maximale de cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende.

Le groupe Continental a annoncé en mars dernier la suppression de 1 900 emplois et la fermeture du site de Clairoix, qui employait 1 120 salariés.

Les ouvriers de Continental Clairoix avaient manifesté pendant des mois et obtenu une indemnité de 50 000 euros par salarié licencié.

Commentaire : il faut exiger l'annulation de ce verdict inique qui n'aurait peut-être pas été rendu si les dirigeants de la CGT avaient soutenu les ouvriers de Continental pendant leur conflit. Le communiqué des bureaucrates syndicaux est insuffisant, car ils ne condamnent pas ce qu'il faut bien appeler la justice de classe rendu par ce tribunal, mieux, ils n'exigent pas l'annulation des peines prononcées et ne proposent aucune action de solidarité avec les salariés de Continental.

Pourquoi peut-on parler de justice de classe ? Un exemple. Les dirigeants de l'entreprise Molex n'ont toujours pas respecté la décision de justice qui leur intimait l'ordre de réouvrir leur usine proche de Toulouse sans être inquiétés le moins du monde par la même justice.

Nicolas Sarkozy, président et déjà quasi-candidat (05.09)

Le Monde - 03.09

Un chef de l'Etat qui reçoit un comité électoral à l'Elysée, un président de la République qui s'affiche en premier flic de France et demande à ses ministres de défendre "les fondamentaux". Mercredi 2 septembre, Nicolas Sarkozy a officiellement revêtu ses habits de chef de la majorité, presque de candidat.

En accédant à la présidence de la République, il avait démissionné à regret de la tête de l'UMP. Tradition républicaine oblige, il s'était efforcé durant deux ans d'apparaître au-dessus des partis. Certes, Nicolas Sarkozy a gardé la main haute sur la vie de son parti et de la droite en général, recevant chaque lundi les dirigeants de l'UMP, chaque mardi ceux de la majorité. Mais il s'était astreint à une sévère diète militante. A l'exception de deux réunions européennes, le chef de l'Etat avait renoncé aux grand-messes de l'UMP. Tout juste s'était-il accordé à l'occasion de ses déplacements en province des petits meetings secrets, à huis clos, devant les militants, mais à l'abri des caméras

Ce mercredi 2 septembre 2009, il a signifié que le temps de la discrétion était révolu. La réception à 18 heures à l'Elysée du comité de la majorité a été annoncée à grand renfort de publicité. Cette instance, mise en place en juillet pour préparer les futures échéances électorales, a accueilli cet été Philippe de Villiers, le président du MPF, et Frédéric Nihous, le responsable de Chasse pêche nature et traditions (CPNT). Les responsables de la majorité ainsi élargie ont fait leur entrée par la grande porte de l'Elysée : Hervé Morin pour le Nouveau Centre, Eric Besson pour Les Progressistes, Jean-Marie Bockel pour La Gauche Moderne, Christine Boutin pour le Parti chrétien-démocrate et les deux nouveaux.

En appuyant sur la mise en scène, Nicolas Sarkozy entendait souligner l'importance qu'il attache à la dynamique de l'union, pour aborder les élections régionales de mars 2010, dernier test électoral avant l'échéance présidentielle. Peu importe la faiblesse des réserves de voix du second tour, l'essentiel pour Nicolas Sarkozy est de créer une dynamique de premier tour. En 2007, le candidat de l'UMP l'avait emporté grâce aux 31 % des suffrages réalisés au premier tour. Valéry Giscard d'Estaing, lui, avait perdu en 1981 avec 28,3 %. Pour les futures échéances, l'apport du MPF et de CPNT (4,8 % aux européennes) peut être décisif. Devant le comité de la majorité et les caméras qui l'attendaient devant les grilles de l'Elysée, Philippe de Villiers a assuré que son ralliement était "durable", et justifié par "la gravité de la crise." "Je préfère la polyphonie de la majorité à la cacophonie de l'opposition."

A ses alliés, Nicolas Sarkozy a demandé des débats internes, qu'il arbitrerait si nécessaire. "Il ne faut pas se résoudre au plus petit dénominateur commun", a-t-il assuré. Sans parler de programme, il a évoqué la nécessité de créer un "socle de valeurs communes." Les transfuges du PS ont approuvé, Eric Besson, comme Jean-Marie Bockel, qui cet été avait déclaré ne pas imaginer "que Philippe de Villiers rejoigne la majorité sur la base de ses anciennes positions." Christine Boutin, qui avait accusé le chef de l'Etat de mélanger "l'eau et le feu", n'a pas bronché. Tout juste a-t-elle demandé plus de considération, en clair des sièges aux régionales. Quant au ministre de la défense, Hervé Morin, qui le week-end dernier devant son parti, le Nouveau Centre, prônait encore l'autonomie, il s'est dit favorable à des listes d'union aux régionales dès le premier tour... sauf exceptions. Pour rassurer ses alliés, M. Sarkozy a affirmé qu'il ne demandait à aucun des participants de renoncer à être candidat à l'élection présidentielle.

Le ralliement de Philippe de Villiers parachève sa stratégie : deux ans après avoir pratiqué l'ouverture à gauche, avec Eric Besson, Jean-Marie Bockel, Fadela Amara et Martin Hirsch, Nicolas Sarkozy cimente son camp en pratiquant l'ouverture à droite.

Mercredi 2 septembre, le chef de l'Etat a également opéré, vers 16 h 30, un détour chez son voisin et ami Brice Hortefeux. Concluant une réunion du ministre de l'intérieur avec les responsables de la sécurité, le président de la République est redevenu durant vingt-cinq minutes le premier flic de France, garant de la sécurité, thème cher à l'électorat de la droite. Le dispositif avait été calé la veille.

Pour ne point donner le sentiment que le ministre de l'intérieur était sous tutelle, Nicolas Sarkozy lui a donné du "mon meilleur ami" et expliqué qu'"avoir Brice Hortefeux comme ministre de l'intérieur, c'est m'avoir comme ministre de l'intérieur." Il a félicité les policiers pour leur travail lors des émeutes de 2005 et le sommet de l'OTAN à Strasbourg, qui n'ont pas fait de morts. Pour M. Sarkozy, "les policiers ne sont pas là pour être aimés, ils sont là pour être respectés". Le chef de l'Etat, qui a gagné la présidentielle notamment sur le thème de la sécurité, n'a pas hésité une nouvelle fois à s'en prendre à la gauche, faisant mine d'oublier que la droite est aux commandes sur ce sujet depuis un septennat. "Le seul problème quand on est président, c'est qu'on ne peut pas être ministre de l'intérieur" a-t-il encore lancé.

Dans la matinée, en conseil des ministres, le président de la République avait délivré une autre leçon électorale. Commentant le résultat des élections régionales allemandes, marquées par les mauvais scores du SPD et de la CDU, il a estimé que ces deux partis avaient commis l'erreur d'abandonner leurs électeurs et leurs fondamentaux, laissant émerger d'autres partis. A méditer pour sa majorité.

Pour gagner en 2012, l'UMP vise 500 000 adhérents et mise sur Internet (05.09)

Le Monde - 03.09

Inventer la machine à gagner pour l'élection présidentielle de 2012 : la commande de Nicolas Sarkozy aux responsables de l'UMP avait été faite à l'été 2008, alors que Patrick Devedjian dirigeait le mouvement. Inspiré par la campagne de Barack Obama, le président de la République française était convaincu que le parti qui avait assuré sa victoire en 2007 était dépassé.

Depuis plus d'un an, une cellule stratégique, composée du communicant Christophe Lambert et du spécialiste des études d'opinion Pierre Giacometti, travaille au côté du secrétaire général, Xavier Bertrand, et, notamment, de son adjointe Nathalie Kosciusko-Morizet, sur la refonte du parti. M. Giacometti, qui figure parmi les conseillers écoutés du président de la République, a fourni des études exhaustives sur l'état de l'opinion publique à l'égard des partis politiques, ainsi que le fruit de ses observations de la campagne américaine, dans laquelle il s'est immergé à plusieurs reprises.

Basculement sur Internet et refonte de la base de données recensant les militants sont devenus les deux piliers de la refonte stratégique du parti. Leur conception et leur gestion ont été, pour partie, confiées à des sociétés extérieures : comme Barack Obama, Nicolas Sarkozy veut s'appuyer sur des professionnels.

La nouvelle plate-forme du parti sur Internet, présentée en juin à Nicolas Sarkozy, doit être dévoilée lors du Campus de Seignosse (Landes), qui s'ouvre vendredi 4 septembre. "Il n'y aura pas un seul site, mais deux", explique Mme Kosciusko-Morizet. Le premier, dédié aux informations institutionnelles, sera un dépoussiérage de l'actuel. Le second, baptisé Créateursdepossibles.fr, se veut plus novateur. "Nous voulons mettre en place un réseau social. Ce site permettra, par exemple, de fédérer autour d'actions locales des militants UMP, mais aussi tous ceux qui le souhaitent", poursuit Mme Kosciusko-Morizet. L'impératif est d'élargir la base du parti : Nicolas Sarkozy a fixé l'objectif d'atteindre en 2012 le seuil des 500 000 adhérents, alors que l'UMP en compte aujourd'hui moins de 300 000.

ENTREPRISE

Concrètement, un internaute pourra, par exemple, trouver sur la Toile une pétition en résonance avec un problème qu'il rencontre, qui l'acheminera en quelques clics vers le site de l'UMP. "Les attentes changent. Les citoyens veulent participer, ne veulent plus seulement écouter une parole qui vient d'en haut. Notre défi est d'amener des gens à rejoindre l'UMP en leur faisant comprendre l'intérêt concret qu'ils ont à adhérer", constate Xavier Bertrand,

La réalisation des deux sites a été confiée à l'agence de communication Isobar. Pour assurer la gestion, le parti veut s'appuyer sur l'expérience de professionnels : une quinzaine de recrutements sont en cours. Au total, une vingtaine de personnes devraient travailler sur cette plate-forme. L'actuel site n'en emploie que deux.

L'UMP veut aussi se servir de ce nouvel outil pour entretenir en permanence un lien direct avec ses sympathisants, même hors période électorale. Selon M. Giacometti, "Il s'agit d'impliquer vraiment les militants, plutôt que de dire à untel : "Tiens, va distribuer cette pile de tracts." Il s'agit de promouvoir le parti comme ayant une utilité sociale, pas seulement comme une structure destinée à préparer des carrières ou des élections."

Nicolas Sarkozy a aussi demandé à l'UMP d'investir le terrain des idées et de l'intelligentsia. Une "université permanente" doit être créée, à destination des élus, pour leur fournir argumentaires et compétence. Xavier Bertrand assure que des intellectuels "pas forcément étiquetés à droite" y participeront. Pour reconstituer un vivier d'élus, notamment dans les villes perdues, la nomination d'un "détecteur de jeunes talents" est attendue, à l'instar des "scouts" des clubs de foot qui arpentent les terrains à la recherche de jeunes pousses prometteuses. L'UMP doit devenir une entreprise.

Yves Bertrand, ex-patron des RG, voit Sarkozy en général Alcazar (05.09)

Reuters - 03.09

Dans un livre à paraître jeudi prochain, l'ancien patron des Renseignements généraux Yves Bertrand dresse un portrait cru de Nicolas Sarkozy, qu'il compare au général Alcazar de Tintin.

Soupçonné d'avoir encouragé la manipulation Clearstream contre le futur chef de l'Etat, Yves Bertrand raconte, dans des bonnes feuilles publiées par l'hebdomadaire Marianne, comment il a été limogé en une journée d'une administration - la police - dans laquelle il a travaillé quarante ans.

Il dépeint un Nicolas Sarkozy cynique et brutal avec un côté "général Alcazar" : "Le poisson qu'on lui sert dans l'avion ne lui plaît pas ? 'Qui a acheté ce poisson ?', demande-t-il ? Et le gars est viré le jour-même. C'est ce qui m'est arrivé."

Selon lui, l'ex-ministre de l'Intérieur n'a "reculé devant rien pour rafler le pouvoir" en se glissant dans l'ombre de Charles Pasqua, alors à la tête du département des Hauts-de-Seine, le plus riche de France.

"Jusqu'au jour où, Pasqua vieillissant, il l'a poussé et a pris sa place", raconte-t-il, évoquant "l'astuce politique rare", ainsi que "l'aplomb et le culot indescriptibles" de l'actuel chef de l'Etat.

"Le secret de Sarkozy : la manière dont il vous sert la soupe quand vous lui êtes utile. Quand vous ne le servez pas, il vous tue", dit-il.

Il y a un peu moins d'un an, la publication dans la presse des "carnets Bertrand", ces petits carnets à spirales dans lesquels il notait les informations, scandaleuses, saugrenues ou carrément imaginaires que ses correspondants lui faisaient parvenir, avait projeté l'ex-patron des RG en pleine lumière.

PROTÉGER JACQUES CHIRAC Le président français a porté plainte contre lui pour atteinte à la vie privée, dénonciation calomnieuse ainsi que faux et usage de faux après cette publication.

Yves Bertrand se défend dans son livre d'avoir oeuvré pour empêcher le futur président d'accéder à l'Elysée en raison de sa proximité avec Jacques Chirac.

Selon lui, Nicolas Sarkozy était persuadé qu'il était l'auteur des faux listings des clients de Clearstream, où figurait le nom du père du président de la République.

"Nicolas Sarkozy était très remonté, je dirais même qu'il hurlait : 'Vous êtes dans le coup', répétait-il. 'Vous êtes dans cette affaire !'. C'était encore une fois si gros et je me sentais tellement innocent de ce dont il m'accusait que je suis resté imperturbable", raconte-t-il.

Le procès de l'affaire Clearstream doit s'ouvrir le 21 septembre à Paris pour tenter de savoir qui serait à l'origine de la manipulation.

Yves Bertrand évoque par ailleurs le rôle que joua Cécilia Sarkozy lorsque son ex-mari était ministre de l'Intérieur et n'épargne pas l'ancien Premier ministre socialiste Lionel Jospin et l'ancien ministre UMP de l'Intérieur Charles Pasqua, sous les ordres desquels il a travaillé.

L'ancien policier ne cache pas avoir cherché et réussi à protéger Jacques Chirac lorsque ce dernier était soupçonné d'avoir un fils japonais ou un compte bancaire dans ce pays, sans pour autant dire si ces soupçons étaient fondés ou non.

Selon lui, ces rumeurs avaient été lancées par un magistrat en poste au sein des services secrets et qui "agissait pour le compte du clan Jospin".

Comment les statistiques sont manipulées (05.09)

www.laviedesidees.fr - 02.09

Le collectif auteur de cet ouvrage rassemble des fonctionnaires issus de la recherche publique et spécialistes de la statistique. Ils font état des pressions gouvernementales qu'ils ressentent au sujet des résultats chiffrés qu'ils produisent dans leurs services respectifs. Leur anonymat s'explique par le devoir de réserve auquel ils sont soumis.

Selon le Petit Robert, le mot Statistique est apparu au XVIIIe siècle, et a pour étymologie statisticus en latin : « relatif à l'état », de l'italien statista : « homme d'État » et désigne l'« étude méthodique des faits sociaux, par des procédés numériques (classements, dénombrements, inventaires chiffrés, recensements), destinée à renseigner et aider les gouvernements. » On pourrait donc attendre de nos gouvernants qu'ils utilisent effectivement les statistiques comme outil d'aide à l'analyse et à l'évaluation des politiques publiques et comme outil d'aide à la décision. Cet ouvrage montre que bien au contraire, le gouvernement actuel, et en particulier l'actuel président de la République renversent cette logique en contrôlant l'information statistique avec l'objectif de justifier la politique menée. Autrement dit, au lieu d'utiliser les statistiques pour mieux gouverner, le gouvernement les manipule pour tenter de convaincre a posteriori de l'efficacité de sa politique.

Quatre grands types de manipulation sont dégagés dans l'ouvrage au fil de sept exemples exposés en détail et correspondant à des problèmes très présents dans l'actualité et les débats de société. Tous coïncident avec des objectifs proclamés par Nicolas Sarkozy pendant sa campagne présidentielle. Pour chacun d'entre eux, les auteurs démontrent avec clarté comment le gouvernement s'arrange pour faire croire que ses objectifs sont atteints alors qu'il n'en est rien.

1) La première manière d'utiliser des chiffres à mauvais escient consiste à décrire un phénomène multidimensionnel à l'aide d'un indicateur unique, choisi « astucieusement ». Par exemple, la seule évolution de l'indice des prix est couramment considérée comme mesure suprême de l'évolution du pouvoir d'achat, alors que cette évolution dépend aussi de celle des revenus.

La réduction de la pauvreté, conforme aux promesses électorales, est également obtenue par le type de manipulation qui consiste à choisir l'indicateur le plus adapté aux conclusions recherchées. La mesure de la pauvreté repose sur un dénombrement de ceux que l'on considère comme pauvres en fonction d'un seuil de revenus. Un léger déplacement de ce seuil a un effet radical sur le nombre de personnes comptabilisées comme pauvres. Alors qu'un indicateur de la pauvreté reconnu internationalement a « l'inconvénient majeur de rester stable, le gouvernement a choisi d'évaluer son action à l'aune d'un [autre] indicateur qui a la particularité d'avoir enregistré une baisse continue au cours de ces dernières années » (p. 103).

Ainsi, pendant que le taux de pauvreté établi selon les critères internationaux est passé de 12,5% à 12,1% de 2000 à 2005, celui qui suit les critères du gouvernement est passé dans la même période de 12,5% à 9,7%. On voit que le second est nettement plus flatteur pour le gouvernement. De plus, ces deux comptabilités réduisent la pauvreté à sa seule dimension monétaire, évacuant le fait que les conditions d'existence s'aggravent pour les plus pauvres.

Concernant l'immigration, « l'objectif fixé par le président de la République est clair : à terme, l'immigration économique devra représenter 50% du flux total des entrées... quand elle n'est aujourd'hui que de 7% » (p. 138). L'objectif est accessible en diminuant l'effectif qui sert de référence au dénominateur et en augmentant le numérateur du rapport à partir duquel est réalisé le calcul : plusieurs types d'étrangers ne sont pas comptés parmi l'ensemble des entrées, comme les réfugiés politiques, les malades, certains étudiants... mais des saisonniers et quelques autres ne restant que quelques mois seraient ajoutés aux entrées « économiques ».

2) Une autre façon classique de travestir la réalité sociale, abondamment mise en œuvre par les politiciens et par le pouvoir, repose sur l'exploitation des moyennes. La moyenne se prête en effet particulièrement aux raisonnements fallacieux dès lors qu'elle résume une variable dont les valeurs sont très dispersées. C'est le cas de l'indice des prix : « les variations de prix sont de moins en moins homogènes depuis 2002. Les ménages aux revenus les plus modestes ont connu une hausse des prix supérieure d'environ 1% à la moyenne, tandis que pour les ménages aux plus hauts revenus, l'inflation a été inférieure à la moyenne (- 0,7%) » (p. 29). De même, l'évolution de la moyenne des revenus cache l'énorme disparité qui existe entre les plus hauts et les plus bas revenus, d'autant plus que certains éléments sont souvent mis de côté, comme les revenus immobiliers complétant les premiers, et le temps partiel aggravant le plus souvent les seconds. On comprend mieux ainsi le paradoxe apparent entre la perception par de nombreux ménages d'une baisse de pouvoir d'achat et la proclamation de son augmentation moyenne.

3) Le changement de catégorisation des faits sociaux et de leur mode d'enregistrement peut donner lieu à des conclusions variées. Lorsqu'il est camouflé au sein d'un indicateur, il constitue lui aussi, une manipulation, dont les auteurs donnent plusieurs exemples.

Pour faire baisser le nombre de chômeurs comptabilisés, un moyen simple et efficace consiste à ne plus considérer comme chômeurs tout un ensemble de personnes qui l'étaient auparavant : « les licenciés économiques signataires des conventions de reclassement personnalisé, puis ceux signataires du contrat de transition professionnelle ; les demandeurs d'emploi créateurs d'entreprise... » (p. 58). C'est ce que certains gouvernements n'ont pas hésité à faire. L'effet est immédiat : le taux de chômage baisse, mais se trouve alors en contradiction avec les résultats de l'enquête Emploi de l'Insee.

De la même façon, les auteurs évoquent une « baisse miraculeuse de la délinquance » (p. 149) dès l'installation de Nicolas Sarkozy Place Beauvau, qu'ils expliquent en partie par la motivation des policiers et gendarmes à répondre aux injonctions de résultats de leur ministre : devenus juge et partie, ils enregistrent différemment les plaintes et déqualifient certains délits en contraventions.

4) L'entretien d'une confusion entre la mesure de l'efficacité d'un service et la mesure de l'évolution d'un phénomène social dont il s'occupe est une autre façon de fausser les résultats d'une politique.

Annoncer que la diminution des faits constatés entre 2002 et 2007 par la police et la gendarmerie (venant en fait principalement de la baisse des vols de véhicules et des cambriolages) est due à l'efficacité de la politique menée sur la période est sans doute abusif : les auteurs suggèrent que la diminution vient peut-être tout autant, voire davantage, d'une meilleure protection des véhicules et des domiciles des particuliers. Au contraire, pendant la même période, le nombre des délits commis par des étrangers augmente assez naturellement avec le renforcement du contrôle de ces derniers selon les consignes du ministre.

À propos des heures supplémentaires si vantées par le gouvernement, le ministère du Travail se garde de mentionner que la forte augmentation de leur volume entre 2006 et 2008 est surtout due à la résorption de leur sous-déclaration en 2006 par les employeurs, qui distinguaient mal les heures normales des heures supplémentaires avant l'entrée en vigueur de la loi TEPA (loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat).

Autre exemple du même type : en 2006, Dominique de Villepin, alors premier ministre, « prétend que le CNE (Contrat Nouvelle Embauche) a permis de créer 80 000 emplois supplémentaires en cinq mois. » Malheureusement, fondé sur des déclarations d'intentions et non sur de

véritables embauches, ce chiffre s'est avéré beaucoup plus élevé que le nombre d'embauches réellement effectuées.

En plus des manipulations de chiffres, les auteurs dénoncent une pratique de discours non fondés, consistant à omettre volontairement des informations essentielles dans l'évaluation d'un organisme : par exemple, alors que le système d'information de l'Éducation Nationale s'est beaucoup développé ces dernières années, le discours gouvernemental en ignore les aspects détaillés et favorables et se polarise sur un slogan : « nous avons le système éducatif le plus coûteux du monde et le moins efficace » (p. 119), exagérant la réalité et justifiant sa concentration sur la réduction des coûts.

Chacun des sept cas présenté est bien argumenté. En s'attachant à décrire dans le détail les opérations de quantification et d'analyse des faits sociaux concernés, les auteurs évitent l'écueil d'une simplification caricaturale ; les exemples sont exposés avec pédagogie et la prise en compte des problèmes dans toute leur complexité n'est pas un obstacle à la compréhension. L'ouvrage atteint son objectif : il fait la lumière sur les « ficelles » utilisées pour valoriser l'efficacité de la politique exercée. En particulier, l'étude, la plus détaillée, sur le pouvoir d'achat est très convaincante.

Ce livre peut avoir deux effets opposés. Les manipulations décrites sont d'une telle ampleur qu'elles peuvent décrédibiliser l'usage des statistiques dans leur ensemble, corroborant ainsi l'adage populaire selon lequel « on peut faire dire à un chiffre une chose et son contraire », ce qui n'est pourtant, bien sûr, pas souhaitable. Les qualités pédagogiques de l'ouvrage peuvent néanmoins encourager le lecteur citoyen à être plus attentif aux statistiques, à leur construction et à leur interprétation. Parions, par optimisme, pour cette deuxième orientation.

Produire des chiffres, rationaliser, évaluer... sont des intentions louables et des activités dont on ne peut se passer. Mais ce sont des activités compliquées, étant données la multiplicité des facteurs intervenant dans les phénomènes politiques et sociaux, et la difficulté à les isoler les uns des autres. Pour progresser dans la production et l'utilisation de statistiques sociales, il est nécessaire qu'elles soient transparentes et accessibles. C'est une dérive de notre société hypermédiatique que de vouloir tenir des discours simples sur des faits complexes et multidimensionnels. Il faut changer les habitudes ; l'enjeu est de taille. Il passe notamment par l'exigence de rendre tous les citoyens mieux avertis, plus critiques, ce à quoi ce livre peut contribuer. Il invite ainsi à un combat pour la restauration de l'indépendance de l'information statistique, indispensable dans une démocratie, et dont les auteurs dénoncent l'actuelle mise en danger ; au delà des manipulations bien répertoriées consistant à utiliser des chiffres à mauvais escient, ils en donnent pour preuve le remplacement des directeurs de plusieurs institutions productrices de statistiques publiques par des proches du pouvoir (ANPE, Acoff, Dares, etc.).

Les auteurs mettent en garde contre le tout quantitatif, pourtant recherché par la LOLF (loi organique relative aux lois de finances), et militent pour l'accompagnement obligatoire des chiffres par des analyses qualitatives. Dans ce cadre, la parole doit être donnée aux associations qui connaissent le terrain mieux que les politiques et peuvent interpréter avec un plus grand discernement certains chiffres décrivant les faits sociaux. Ces associations savent, par exemple, que la baisse du nombre de bénéficiaires de l'AME (Aide Médicale d'État) ne signifie pas forcément une diminution du nombre d'étrangers sans papier. En effet « les conditions d'accès à l'AME ont été durcies dans le cadre de la 'rénovation' de l'AME, puisque l'étranger doit maintenant prouver qu'il réside en France depuis trois mois, entraînant une baisse du nombre de bénéficiaires sans grand rapport avec l'immigration clandestine » (p. 142). Ce sont des associations qui « ont également pointé le danger de centrer la lutte contre la pauvreté sur les seules personnes proches du seuil de pauvreté » (p. 106). Elles s'insurgent contre le rôle assigné au RSA de faire franchir ce seuil à 700 000 personnes en se contentant d'augmenter leurs revenus de quelques euros. Elles critiquent la polarisation sur l'indicateur central comptabilisant le nombre de pauvres et exigent « que soit également suivie l'intensité de la pauvreté afin de mesurer les conséquences de la politique gouvernementale sur les plus exclus » (p. 107).

Produire de l'information statistique est un service public : il ne concerne pas que les statisticiens mais tout citoyen. Chacun doit pouvoir savoir à quoi correspond exactement chaque chiffre. Pour pouvoir prendre part au débat politique en connaissance de cause, chacun doit pouvoir accéder aux méthodes de production des statistiques publiques. Ce livre favorise cet accès et participe ainsi aux efforts en ce sens de l'association Pénombre [1] et des cafés de la statistique de la SFdS (Société Française de Statistique), à la condition, que nous appelons de nos vœux, qu'il ne soit pas lu que par des statisticiens.

Martine Aubry réitère sa demande de clarification au MoDem (06.09)

Reuters - 05.09

Martine Aubry, la dirigeante du Parti socialiste, réitère sa demande de clarification à François Bayrou, en estimant que l'opposition au président Nicolas Sarkozy ne suffit pas à fonder un projet d'alliance.

Corinne Lepage, vice-présidente du Mouvement démocrate et chef de file de son aile écologiste, s'est quant à elle prononcée de nouveau pour un rapprochement avec les Verts plutôt qu'avec le PS.

Après s'être imposé trois mois de silence durant l'été, le président du MoDem effectue ce week-end sa rentrée politique à l'occasion de l'Université d'été de son mouvement réunie à La Grande-Motte, dans l'Hérault.

Vendredi, il a approuvé la main tendue aux socialistes par son bras droit Marielle de Sarnez, qui s'était affichée deux semaines plus tôt à Marseille aux côtés de personnalités de la gauche dont le socialiste Vincent Peillon.

A La Grande-Motte, Marielle de Sarnez a persisté et signé, affirmant vouloir que "Marseille soit le début de quelque chose qui aille plus loin que cela". François Bayrou lui a apporté son soutien en disant approuver "ceux qui veulent que les choses bougent."

Sans fermer la porte, Martine Aubry a noté les divergences politiques entre le MoDem et le PS, avec pour exemple la présence française en Afghanistan, et demandé quelle serait la position du parti centriste aux élections régionales de 2010.

"J'ai besoin de savoir ce que veut le MoDem et quel projet il veut construire, je demande à François Bayrou d'être clair", a déclaré la Première secrétaire du PS sur RTL.

"Nous savons que François Bayrou est contre Nicolas Sarkozy mais je considère que (...) l'anti-sarkozysme ne fait pas un projet politique. Cet anti-sarkozysme il l'avait déjà lors de la dernière élection présidentielle (en 2007), il n'a pas appelé à voter pour Ségolène Royal."

"UN BEAU PROJET POUR 2012"

Martine Aubry a dit pourtant souhaiter un projet commun avec les "démocrates et les humanistes" pour l'élection présidentielle de 2012.

"J'essaie de mettre de la clarté, je pense qu'il aurait intérêt à faire de même, et peut-être alors, après que la gauche soit réunie, nous arriverons avec les démocrates et les humanistes à travailler pour un beau projet pour la France en 2012, en tout cas c'est ce que je souhaite."

Corinne Lepage, président du mouvement écologiste Cap 21 qui a rallié le MoDem, a pour sa part prôné un rapprochement avec les Verts comme elle l'avait déjà fait au lendemain de la déroute du mouvement centriste aux élections européennes de juin.

Interrogée sur Europe 1, l'ancienne ministre de l'Environnement a estimé que "parler d'alliance avant d'avoir défini son projet est extrêmement hasardeux".

"L'alliance entre démocrates et écologistes, qui serait indépendante des vieux partis que sont le PS et l'UMP, cela aurait du sens", a-t-elle ajouté à l'adresse des Verts sortis grands vainqueurs, avec la majorité présidentielle, du scrutin européen de juin.

François Bayrou se prononcera sur la question des alliances électorales dimanche lors de son discours de clôture de l'université d'été.

Selon un sondage CSA pour le Parisien/Aujourd'hui en France publié samedi, le président du MoDem reste un centriste pour 55% des Français et seules 13% des personnes interrogées le situent à gauche. Mais 20% restent sans réponse, preuve, selon le journal, "que le positionnement de Bayrou n'est pas encore perçu de manière très claire".

Avis partagés au PS sur l'offre de dialogue de François Bayrou (09.09)

Reuters - 08.09

L'"offre publique de dialogue" faite dimanche à l'opposition par le président du MoDem, François Bayrou, pour bâtir une "alternance crédible" à Nicolas Sarkozy suscite des avis partagés au Parti socialiste.

Le "troisième homme" de la présidentielle de 2007 a renouvelé son appel lundi soir, tout en n'écartant pas la possibilité d'être de nouveau candidat en 2012.

"Maintenant il faut qu'on se parle", a dit le député béarnais sur Canal + à l'adresse des partis d'opposition. "S'il faut qu'on parle, il faut qu'on parle du fond et si on parle du fond, on doit en parler devant les Français."

Interrogé sur ses ambitions élyséennes, François Bayrou a répondu : "Dans l'ordre normal des choses, c'est évidemment un horizon mais ce n'est ni mon obsession ni ma décision."

Le député PS Manuel Valls s'est dit d'accord pour dialoguer avec François Bayrou sur un contrat présidentiel mais d'autres dirigeants, comme le porte-parole du PS Benoît Hamon, affichent leur scepticisme devant cette main tendue.

Pour le secrétaire national Jean-Christophe Cambadélis, le leader centriste a raté une occasion de clarifier sa position et les socialistes ne sont "pas plus avancés".

Le Vert Daniel Cohn-Bendit, qui prône de longue date un tel rapprochement, s'est félicité sur Europe 1 de voir que "les uns et les autres commencent à bouger" et qu'il restait à trouver "une forme où tout le monde mette les positions sur la table".

Le ministre UMP de la Relance, Patrick Devedjian, estime quant à lui que le leader centriste "met le bazar" à gauche et rend service à la majorité, mais la perspective d'une grande alliance socialo-centriste pourrait inquiéter cette dernière.

"ORGANISER UNE OPPOSITION CRÉDIBLE"

Candidat déclaré à la primaire socialiste pour la présidentielle, Manuel Valls s'est dit d'accord pour dialoguer avec le MoDem en vue d'un "contrat présidentiel".

"Si on veut organiser cette opposition crédible, si on part du principe que la gauche, notamment le Parti socialiste, seule n'a pas la majorité, il faut bien tendre la main à d'autres, ceux qui s'opposent à Nicolas Sarkozy, ceux qui sont peut-être prêts à gouverner ensemble", a-t-il dit sur RMC et BFM-TV.

"En tout cas, il faut dialoguer pour passer un contrat de quinquennat, un contrat présidentiel", a-t-il ajouté, soulignant que la gauche gouvernait déjà des grandes villes avec le MoDem.

En revanche, Benoît Hamon a souligné que la formation centriste restait "à bien des égards un objet politique difficilement identifiable" et qu'elle devait clarifier son projet et les ambitions de François Bayrou.

"Nous, nous avons un cap, François Bayrou a le sien : c'est d'être candidat à l'élection présidentielle de 2012 et devant si possible le candidat socialiste", a-t-il expliqué sur Canal +.

"L'objectif, c'est 2012, ce n'est pas de savoir si François Bayrou est plus ou moins proche de nous. S'il veut nous rejoindre dans la grande famille de gauche il est le bienvenu. Moi, je regarde tout ça avec un peu de distance", a-t-il ajouté.

Même scepticisme de la part du député Jean-Christophe Cambadélis, qui parle de "mirage à gauche".

"J'ai beau avoir lu et relu le discours de François Bayrou, je n'ai rien vu si ce n'est cette horrible formule d'offre publique de débat qui sous-entend, je suppose, d'achat", écrit-il dans sa chronique politique.

Sur France 2, le ministre de la Relance Patrick Devedjian a estimé que l'offre de François Bayrou était "surtout un danger pour la gauche parce que c'est un facteur de division".

Martine Aubry, premier secrétaire du PS, avait demandé la semaine dernière à François Bayrou de prouver qu'il était de gauche, mais le président du MoDem a rétorqué dimanche qu'il "n'avait aucune preuve à faire".

Quand Robert Bourgi, le «M. Afrique» de l'Elysée, ne tient pas sa langue (09.09)

Libération.fr - 07.09

C'est une éminence de moins en moins grise. Qualifié jusqu'ici de conseiller occulte du président Nicolas Sarkozy pour les questions africaines, l'avocat Robert Bourgi multiplie désormais les interventions à visage découvert dans les médias. Lundi matin, il était sur RTL. La veille, on l'avait vu sur Canal+. Ces dernières semaines, Libération et Le Monde ont dressé son portrait. Considéré comme le dernier des gardiens de la «Françafrique», cet homme rond et caustique, très proche de Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, semble avoir décidé de quitter l'ombre pour la lumière. Au risque de se brûler?

Le 29 août, à la veille du scrutin présidentiel au Gabon, cet avocat franco-libanais, né au Sénégal, affirme dans Le Monde qu'il soutient Ali Bongo, le fils du président décédé en juin dernier, et précise, pour ceux qui n'auraient pas bien compris, il rappelle qu'il est un ami «très écouté» de Nicolas Sarkozy.

Jeudi 3 septembre, les résultats tombent à Libreville: Ali Bongo, pourtant honni par une partie importante de la population gabonaise, est

officiellement élu avec un peu plus de 41% des voix. Aussitôt, des incidents éclatent à Libreville, mais aussi à Port-Gentil, la capitale économique, où ils se sont poursuivis jusqu'à ces derniers jours. Les émeutiers, proches de l'opposition, s'en prennent à la France, en incendiant le consulat à Port-Gentil, et des stations Total, la compagnie pétrolière qui exploite le pétrole gabonais depuis l'indépendance. A Paris, Bernard Kouchner martèle que la France n'a pas de candidat, et qu'elle n'est intervenue d'aucune manière dans ce scrutin... Ce que Nicolas Sarkozy avait déjà dit lors des funérailles d'Omar Bongo, le 16 juin dernier, à Libreville, où il avait été accueilli par des huées. Car l'entrevue accordée en juin 2008, à l'Élysée, par le président français à Ali Bongo, alors ministre de la Défense, mais déjà considéré comme le dauphin du régime, n'est pas passée inaperçue au Gabon, où elle a été considérée - à tort ou à raison - comme une forme d'adoubement par l'ancien tuteur colonial.

Sur RTL, lundi matin, Robert Bourgi était visiblement en service commandé: il s'agissait, pour lui, de s'aligner sur la position officielle de la France - celle exprimée ces derniers jours par Bernard Kouchner. Mais l'avocat n'a pas pu s'empêcher de se pousser du col, en racontant ce qui ne devrait pas filtrer: les échanges informels entre deux présidents. Il explique ainsi par le menu comment Omar Bongo a demandé, début 2008, la tête de l'éphémère secrétaire d'Etat à la coopération, Jean-Marie Bockel (aujourd'hui secrétaire d'Etat à la défense, chargé des anciens combattants), coupable d'avoir demandé publiquement la fin de la Françafrique.

«Je suis allé voir le Président de la République à l'Élysée en présence de M. Guéant et je lui ai passé le message ferme et voilé de menaces du Président Bongo. Et il m'a dit: écoute, dis à Omar (comme il l'appelle) et aux autres Chefs d'Etat que M. Bockel partira bientôt et sera remplacé par un de mes amis, un ami de M. Guéant. Il m'a donné le nom en me demandant de le garder pour moi. Et il m'a dit aussi (c'est important): ce nouveau ministre prendra ton attache, ne sois pas étonné et quelque part, tu l'initieras à l'Afrique.»

Ces confidences témoignent du fait que Sarkozy avait, vraisemblablement, prévu de muter Bockel, que son ministre de tutelle, Bernard Kouchner, supportait difficilement, avant le coup de sang de Bongo, même si le message du «doyen» des chefs d'Etat africains a dû accélérer son départ de la rue Monsieur. Mais une autre confidence retient l'attention: Robert Bourgi évoque un «message ferme et voilé de menaces du président Bongo», sans s'appesantir sur leur nature.

Depuis la publication des livres de François-Xavier Verschave (La Françafrique et Noir silence, éditions Les Arènes), à la fin des années 90, la polémique n'a jamais cessé sur les liens souvent incestueux entre la France et les dirigeants de ses anciennes colonies, notamment sur d'éventuels soutiens financiers apportés à la classe politique française par feu le président Bongo, évoqués encore récemment par Valéry Giscard d'Estaing. Est-ce à cela que fait allusion Robert Bourgi? C'est plus que probable.

Une chose est sûre: son intervention, de moins en moins discrète, dans les relations entre certains pays instables du continent (Mauritanie, Madagascar, Gabon) et Paris brouille singulièrement la ligne diplomatique française: alors que les conseillers chargés officiellement de la politique africaine de la France à l'Élysée militent pour une rénovation de l'approche de Paris sur le continent, Bourgi fait de la politique à l'ancienne, fondée sur des liens personnels, comme le lui avait appris Jacques Foccart, l'ancienne éminence grise de de Gaulle. Mais faut-il incriminer le seul Robert Bourgi dans cette affaire? Sans l'aval du secrétaire général de l'Élysée, et donc du chef de l'Etat, il n'existerait pas.

Préavis de grève à France Télécom jeudi (10.09)

AP - 09.09

Plusieurs syndicats de France Télécom appellent à une journée nationale d'action jeudi pour dénoncer les restructurations et la "dégradation" des conditions de travail, après plusieurs suicides de salariés ces derniers mois.

Les syndicats Sud, CGT et FO ont déposé des préavis de grève nationaux pour jeudi, jour de la tenue d'une réunion du comité national d'hygiène et de sécurité des conditions de travail (CNHSCT) consacrée aux risques psycho-sociaux.

Dans un communiqué, le syndicat Sud précise que les syndicats réclament à la direction des "actes concrets sans attendre de nouveaux drames". Plusieurs suicides de salariés de France Télécom se sont produits depuis février 2008, dont six cet été, indique-t-on de source syndicale. La direction a réuni les syndicats le 25 août dernier sur les risques psycho-sociaux.

"L'analyse en commun des circonstances des drames individuels survenus au cours de l'été montre que la forte implication et le soutien des managers locaux des salariés qui ont attenté à leurs jours n'ont malheureusement pas permis d'éviter une issue tragique", déclarait la direction le 26 août dans un communiqué, au lendemain de cette rencontre.

La direction s'est notamment engagée sur "l'ouverture rapide d'une négociation pour la déclinaison dans le Groupe des dispositions de l'accord interprofessionnel sur le stress", "le renforcement des équipes de médecine du travail et l'amélioration de l'animation du réseau des assistantes sociales", et "le renforcement des équipes de ressources humaines de proximité".

Dans un communiqué, la CGT demande que "sans attendre", "cela se traduise par des actes concrets qui soient perceptibles par le

personnel".

Mais elle exige également l'"arrêt des restructurations et des mobilités forcées", des créations d'emplois, et réclame que "l'organisation, les règles de gestion, le contenu et les conditions de travail soient au coeur des futures négociations".

Lourd dérapage verbal de Brice Hortefeux (11.09)

Slate.fr - 10.09

Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur depuis juin dernier, a commis un dérapage verbal lors de l'université d'été de l'UMP, à Seignosse (dans les Landes), samedi 5 septembre. Dans une vidéo que s'est procuré LeMonde.fr, le ministre tient des propos anti-arabes. Alors qu'un jeune homme, militant UMP d'origine maghrébine se joint à lui et à Jean-François Coppé, chef des députés UMP, pour prendre une photo de groupe, Hortefeux déclare «Il ne correspond pas du tout au prototype» (voulant dire stéréotype, et se référant à l'origine du jeune homme). Il ajoute:

«Il en faut toujours un. Quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes.»

Manifestement, personne ne réagit sur la vidéo. Arrêt sur Images souligne les commentaires des personnes présentes, supposés rassurants sur le statut du jeune homme: «Il est kabyle. Il mange du cochon...Ce sont ces phrases qui déclenchent la réaction du ministre.»

Ces propos extrêmement tendancieux de la part du ministre de l'Intérieur renvoient à l'image qu'il s'était forgée lorsqu'il était «ministre de l'Immigration, de l'Intégration, et de l'Identité nationale», une image de politique très à droite et très hostile à l'immigration. C'est sous son ministère qu'est adoptée la loi qui freine l'immigration d'octobre 2007 et va dans le sens des lois votées depuis 2003.

Fin novembre 2007, il soulevait une polémique en sous-entendant, lors de l'émission Capital sur M6, que les sans-papiers n'étaient pas des «citoyens honnêtes, propres». Le présentateur de l'émission, Guy Lagache, lui demandait s'il y aurait «toujours des sans-papiers sur le territoire français», ce à quoi Hortefeux répondait: «Ben si vous rêvez d'une société idéale dans laquelle il n'y aurait que des citoyens honnêtes, propres (...), la vérité c'est que c'est un combat permanent.»

En juin 2009, Brice Hortefeux était devenu ministre de l'Intérieur, après un passage au ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville. C'est Eric Besson, ancien socialiste, qui reprend son ancien poste.

Ce dérapage de Brice Hortefeux intervient le lendemain de la mise en retraite du préfet Paul Girot de Langlade, accusé d'avoir tenu des propos racistes lors d'un contrôle à un aéroport. Le préfet continue de nier les faits et promet d'attaquer en justice son ministre de tutelle: Brice Hortefeux. Langlade avait même taxé Hortefeux de vouloir se faire une «virginité de parfait antiraciste» grâce à cette «cabale» lancée contre lui.

Tiraillements au sein du Front de gauche (12.09)

Reuters - 11.09

Le président du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, presse le Parti communiste de s'engager dans un Front de gauche "durable" et "indépendant" du Parti socialiste en vue des élections régionales.

Dans une interview à Libération, publiée vendredi, l'ex-socialiste soupçonne le PCF, avec lequel il avait obtenu 6,5% aux élections européennes, de pencher vers des "alliances à la carte" et donc avec les socialistes dans certaines régions.

Jean-Luc Mélenchon a proposé tant au PCF qu'au NPA d'Olivier Besancenot une alliance durable, un "paquet" élections régionales-présidentielle-législative. Or, le PCF a annoncé à la veille de la Fête de l'Humanité, qui se tient ce week-end à La Courneuve, qu'il entendait "élargir le Front de gauche et discuter avec tout le monde, sans exclusive".

"Le Front de gauche a été mis en place pour être autonome et indépendant du PS", insiste Jean-Luc Mélenchon.

"Je veux savoir à quoi m'attendre. Franchement, ce serait un crève-coeur de ne pas partir avec le PCF aux régionales après notre score aux européennes", ajoute-t-il.

Le président du PG rappelle sa position en faveur de listes autonomes au premier tour des régionales et pour un rassemblement au second tour face à la droite, soulignant que "même le NPA est d'accord."

Selon un sondage Ifop pour le Parti de gauche, diffusé vendredi, 59% des personnes interrogées, contre 40%, approuvent l'alliance proposée par Jean-Luc Mélenchon au PCF et au NPA afin de présenter des candidats communs aux élections régionales, présidentielle et législatives.

Cette enquête a été effectuée du 3 au 4 septembre auprès d'un échantillon de 565 sympathisants de gauche.

Buffet veut faire émerger un projet à gauche (13.09)

Lefigaro.fr et AFP - 12.09

Marie-George Buffet souhaite «faire des majorités dans les luttes» et aussi dans les élections, à commencer par les régionales.

La deuxième journée de la fête de l'Huma, rentrée politique du PCF, a été marquée par l'accueil houleux réservé au ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, sifflé et insulté.

Marie-George Buffet a de nouveau proposé samedi, à la Fête de L'Humanité, à tous les partis de gauche, dont le PS, de devenir «partie prenante d'un immense débat d'idées pour l'émergence» d'un «projet», via la tenue d'ateliers ouverts à tous. Devant des représentants du PS, des Verts, du Parti de Gauche, de LO et de Gauche unitaire, la numéro un communiste, qui recevra dimanche matin Martine Aubry, a souhaité «ouvrir une autre voie», lors d'un discours sur le stand du PCF à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis. Seul absent de marque à gauche, le leader du NPA Olivier Besancenot, qui ne devait se montrer dans les allées de la Fête qu'en fin d'après-midi.

«Si tous et toutes ensemble, nous devenions partie prenante d'un immense débat d'idées pour l'émergence» d'un «projet», a proposé la chef de file du PCF, souhaitant «faire des majorités dans les luttes» et aussi dans les élections, à commencer par les régionales. «C'est la responsabilité qui est la nôtre» car la gauche «n'a pas vocation seulement à critiquer la droite au pouvoir mais la battre pour mener une vraie politique de gauche», a-t-elle ajouté, mettant dos-à-dos «primaires», «alliances» et «combat de chefs présidentiables».

Elle a de nouveau proposé à ses partenaires du Front de gauche (constitué notamment avec le Parti de Gauche et Gauche unitaire pour les européennes), de «co-organiser des ateliers du projet» (démocratie, argent, culture, modes de développement) auxquels sont invitées à participer «toutes les associations de gauche», PS compris. Un «premier pas» vers «un possible rassemblement» pour des «victoires futures», a-t-elle dit, souhaitant l'élargissement du Front de gauche.

«Offre politique nationale» le 24 octobre Claude Bartolone (PS) a répondu que les socialistes participeraient aux ateliers. «Nous voulons rassembler la gauche» et «travailler avec la gauche qui veut prendre des responsabilités», a-t-il assuré, semblant écarter le NPA. Cécile Duflot, dont le rassemblement Europe-Ecologie présentera ses propres listes au premier tour des régionales, s'est dit «très heureuse d'entendre dans la bouche de Marie-George Buffet des mots comme décroissance, 'gauche et écologistes'».

«Le principe de discuter, personne ne peut être contre» mais «le Front de gauche ne peut pas être élargi au PS» puisque l'objectif est justement de «lui passer devant», a assuré Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche), s'appuyant notamment sur les succès de Die Linke (La Gauche) en Allemagne. Arrivé en fin d'après-midi sur le stand du NPA, Olivier Besancenot a également refusé tout atelier avec le PS : «notre seule réponse, c'est des groupes de travail» avec la seule gauche radicale, a-t-il dit.

S'agissant des régionales, une «offre politique nationale» sera proposée le 24 octobre par le PCF mais certains, comme les communistes unitaires, déplorent que «se dessinent des accords à la carte avec le PS» dès le premier tour.

Mélenchon, qui plaide comme le NPA pour l'autonomie au premier tour avant des «fusions techniques» au second, est «prêt» à des concessions, mais «sans y laisser notre cohérence». Il propose ainsi un «paquet» de trois élections (régionales, présidentielle et législatives) pour l'alliance de «l'autre gauche». De son côté, LO, qui ira «seule aux régionales», ne veut «absolument pas aller avec le PS au premier, ni au deuxième tour».

Cette deuxième journée de rentrée politique du PCF a été marquée par l'accueil houleux réservé au ministre de la Culture. Frédéric Mitterrand, vedette de l'université d'été de l'UMP, a cette fois été sifflé et insulté par plusieurs dizaines de personnes, au grand dam des organisateurs. «Mitterrand dehors!», «social-traître», «vendu» ou «casse-toi pauvre con!», ont été lancés. Après un bref détour agité par le Village du Livre, il a regagné sa voiture dans une cohue où se mêlaient policiers en civil, journalistes et manifestants très remontés.

L'éditorialiste de L'Humanité, Maurice Ulrich, a «regretté» l'accueil réservé au ministre de la Culture. «Ce n'était pas pour l'essentiel des

militants communistes. Il y avait d'autres formations», a-t-il ajouté sans précision, évoquant «un accueil un peu préparé». «Je déplore cette situation. Mais ce n'est pas non plus très grave», a tenté de dédramatiser le ministre devant les journalistes dans l'espace presse, un temps à l'abri des manifestants. «Ma venue n'est ni une provocation (...), ni une tentative pour gêner mes amis de L'Humanité», a-t-il ajouté. «Je viens ici car c'est un lieu d'échanges, de fête, de convivialité», a-t-il poursuivi, rappelant qu'il était aussi en charge des intérêts de la presse. Arrivé à 16 heures, il a quitté les lieux à 17 heures.

Plus de 335.000 foyers perçoivent le RSA en complément de revenu, selon le gouvernement (15.09)

AP - 14.09

Si près d'un million et demi de foyers percevaient le Revenu de solidarité active (RSA) fin août, seuls 336.000 d'entre eux le touchaient comme complément de salaire, selon un communiqué diffusé lundi par le Haut commissariat aux solidarités actives.

A la fin du mois d'août 2009, 1.131.000 foyers ont perçu le "RSA socle" (c'est-à-dire l'allocation qui remplace le RMI sans autre revenu complémentaire), selon le Haut commissariat aux solidarités actives. Ces foyers percevaient le RMI et ont automatiquement basculé sur le RSA en juillet, sans changement de leur situation.

"A cela, s'ajoutent 336.000 foyers auxquels des nouveaux droits ont été ouverts et à qui le RSA a effectivement été versé, en complément de revenus du travail", précise le communiqué. L'objectif du dispositif est d'atteindre, à terme, les trois millions de bénéficiaires.

Selon le Haut commissariat, 212 millions d'euros, au total, ont été versés au titre du RSA "complément d'activité" en juin, juillet et août 2009, dont 86 millions d'euros pour le seul mois d'août.

"Le montant versé correspond à un complément de revenu pour ceux qui travaillent de 185 euros en moyenne par mois et par foyer pour le mois d'août 2009. Il est supérieur au montant moyen estimé, en vitesse de croisière, qui devrait être de 110 euros par mois", souligne le communiqué.

Le Haut commissariat note un "bon rythme de montée en charge" et estime qu'entre 1,6 et 1,7 million de foyers (hors DOM) "devraient pouvoir bénéficier du RSA en complément de leur activité et que l'objectif est d'atteindre 50% de la cible à la fin de l'année 2009, et 90% d'ici juin 2010".

Enfin, le Haut commissariat annonce la mise en place mardi du comité d'évaluation chargé de mesurer "les effets du RSA sur le retour à l'emploi, sur le taux de pauvreté et sur la qualité des emplois des personnes qui en bénéficient".

Le RSA a été mis en place pour remplacer le Revenu minimum d'insertion (RMI), créé le 1er décembre 1988, et l'Allocation de parent isolé (API). Plus de trois millions de ménages en situation précaire, selon les projections du gouvernement, devraient à terme bénéficier de ce nouveau dispositif qui doit permettre de cumuler allocation et reprise d'emploi à faible salaire.

"Sortie de crise" et perception des Français : le grand décalage (15.09)

Le Monde - 14.09

Après douze mois de crise, marqués par une avalanche de mauvaises nouvelles en matière économique et sociale, l'envie est forte de refermer la page et de passer à autre chose. Mais le risque est aussi grand de prendre ses désirs pour la réalité. La publication par l'Insee, à la mi-août, de quelques indicateurs susceptibles de refléter l'annonce d'une possible sortie de crise, n'est pas passée inaperçue : l'augmentation de 0,3 % du produit intérieur brut (PIB) et du niveau de consommation des ménages enregistrée pour le deuxième trimestre ont contribué à donner à la rentrée une tonalité politique et médiatique relativement apaisée.

L'état d'esprit des Français a-t-il changé pour autant ? Rien n'est moins sûr, si l'on se fie aux observations et analyses, pour le moins contrastées, de ceux qui prennent le pouls de l'opinion.

Les "confiants" peuvent s'appuyer sur deux sondages, publiés début septembre, dont les résultats semblent traduire un regain d'optimisme des Français. Le premier chiffre spectaculaire figure dans une enquête de l'IFOP pour Dimanche Ouest-France, réalisée les 3 et 4 septembre auprès de 963 personnes.

A la question : "En pensant à l'avenir, pour vous et vos enfants, diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste

ou très pessimiste", 55 % des personnes interrogées ont choisi l'un des deux premiers termes contre 33 % il y a un an – l'IFOP rappelant au passage que les Français avaient basculé dans un très fort pessimisme avant même le déclenchement de la crise financière – et 39 % en décembre 2008.

Cet optimisme, qui décroît sensiblement avec l'âge, est davantage partagé par les cadres et professions libérales (77 %) que par les employés (57 %) et les retraités (42 %).

Un sondage BVA pour BFM et La Tribune (réalisé les 4 et 5 septembre auprès de 1009 personnes) traduit une tendance similaire : si 57 % des Français se disent "moins confiants" sur l'avenir de la situation économique, ils sont 34 % à afficher leur confiance contre 11 % en octobre 2008.

"PEUT-ÊTRE Y A-T-IL UNE FORME DE RÉSIGNATION"

Fort logiquement, les responsables des deux instituts de sondage précités établissent une corrélation entre les résultats de leurs enquêtes et les signaux de reprise diffusés au cours des dernières semaines. "Les Français ont entendu un fort discours politique et médiatique sur la sortie de crise", note Frédéric Dabi, directeur du département "opinion" de l'IFOP, avant d'avancer une autre explication, moins positive : "Il y a eu une très grande focalisation sur la crise. Mais pour les Français, cela fait trente ans qu'on leur en parle... Peut-être y a-t-il une forme de résignation, notamment face à la progression du chômage."

"L'idée d'une sortie de crise un peu anticipée s'est installée dans des esprits qui n'attendaient que cela", estime également le sociologue Gérard Mermet. L'auteur de Francoscopie, qui avait établi la typologie d'"une France à trois vitesses face à la crise" en distinguant les "tranquilles" (fonctionnaires, retraités...), les "agiles" (jeunes diplômés capables de rebondir...) et les "fragiles", se dit par ailleurs persuadé que le premier groupe s'est étoffé au cours des derniers mois : "Une très grande majorité de Français passe entre les gouttes. Et beaucoup se sont rendu compte que leurs inquiétudes étaient un peu vaines." Ce qui pourrait contribuer à un regain d'optimisme sur la sortie de crise qui risque fort, selon lui, de "générer des frustrations et des déceptions".

S'appuyant sur le fait que l'indicateur du moral des ménages, tel qu'il est mesuré chaque mois par l'Insee, reste très bas mais a connu six mois d'amélioration continue avant d'enregistrer une baisse de deux points en juillet, l'économiste Philippe Moati, directeur de recherche au Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), avance d'autres explications, en jouant de ce paradoxe.

"La crise cristallise une sorte de malaise existentiel et d'angoisse diffuse. Il s'agit d'un objet identifié, face auquel on peut envisager des remèdes", estime-t-il, en plaçant aussi sur ce registre la grippe A, cet "ennemi encore plus identifié". "Ça nous galvanise un peu, et ça crée du lien social", relève M. Moati.

RISQUE D'UNE "DISTORSION MASSIVE"

Sans doute est-il satisfaisant de pouvoir mettre des mots sur ses maux. Il reste que ces derniers sont de taille. Directeur général adjoint de la Sofres, Brice Teinturier livre un diagnostic nettement plus sombre que celui de ses concurrents. "La rentrée a lieu dans un climat moins tendu que ce qu'on aurait pu imaginer", se borne-t-il à constater, en notant que cette légère amélioration n'est que de peu d'effets "dans un océan de pessimisme et d'inquiétude".

"Un des principaux enjeux pour le gouvernement est de faire coïncider une grille de lecture "sortie de crise" et la perception des Français qui n'est absolument pas celle-là", insiste-t-il, en évoquant le risque d'une "distorsion massive" entre l'une et l'autre.

Surtout si la poursuite attendue de la progression du chômage s'accompagne d'un retour de l'inflation. En relançant les prix à la hausse, la reprise ferait paradoxalement resurgir la question du pouvoir d'achat. "Alors que les gens se sont assez peu rendu compte que leur pouvoir d'achat avait été préservé par une dynamique des prix plutôt favorable, ce pourrait être bientôt la fin de la récréation", note M. Moati.

La façon dont ont été accueillis l'hypothèse d'une hausse du forfait hospitalier et le débat sur les modalités de la taxe carbone confirme l'extrême sensibilité des Français à toute menace visant leur portefeuille. "Tout ce qui peut s'apparenter à une provocation en la matière fait réagir l'électorat de manière très vive", confirme M. Teinturier.

Les salariés de Molex entérinent leur plan social (16.09)

Reuters - 15.09

Les salariés de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn (Haute Garonne) ont accepté mardi soir le Plan Social présenté par leur direction, a-t-on appris de source syndicale. Lire la suite l'article Au cours d'un vote effectué mardi peu après 22h00 devant les locaux de leur usine, 140

employés de Molex se sont prononcés pour ce plan tandis que 70 l'ont rejeté.

"Ce vote nous permet d'aller entériner avec notre direction le plan social qu'elle nous a présenté. Nous avons rendez-vous avec elle ce soir à 23h30 à la préfecture de région Midi-Pyrénées", a expliqué à Reuters Lionel Garrigues, délégué central CFDT de Molex.

"C'est la vie! Molex, c'est un peu fini. Nous acceptons, de guerre lasse, ce plan social", a quant à lui commenté Thierry Bonhour, délégué FO.

"Nous allons donc, dans la nuit de mardi à mercredi, donner notre avis sur ce plan social, c'est à dire l'entériner.

"Après 12 mois de combat, les salariés ont préféré jouer la sécurité. Il y a eu beaucoup d'émotion dans ce vote. Quant à la solution présentée par monsieur Estrosi et son repreneur, HIG, elle ne nous convient pas, évidemment, puisqu'il n'y a que 15 emplois repris immédiatement et 60 dans 1 an. C'est sur la pérennité de ce projet que nous allons nous battre désormais", a-t-il ajouté.

Christian Estrosi, ministre de l'industrie, avait annoncé dans la matinée la conclusion d'un accord en vue d'une reprise partielle de l'usine par le fonds d'investissement américain HIG Capital, qui propose de relancer l'activité avec 50 à 60 personnes recrutées progressivement. L'entreprise employait 283 salariés au moment de sa fermeture.

Aux termes de l'accord, le groupe américain spécialisé dans la connectique automobile cèdera l'usine avec ses machines pour un euro symbolique et apportera 5,4 millions d'euros au capital.

HIG, l'un des plus importants fonds d'investissement spécialisé sur le segment des petites et moyennes entreprises, apportera un million d'euros et l'Etat s'engage par le biais d'un prêt à titre de garantie de 6,6 millions d'euros.

Un chiffre d'affaires de 2,5 millions d'euros est prévu à moyen terme.

CRITIQUES SYNDICALES

Cette solution est critiquée par les syndicats, informés lundi de cette solution. Ils disent ne pas vraiment y croire et soulignent que seules 15 personnes continueront à travailler dans l'immédiat à ce niveau de chiffre d'affaires.

Christian Estrosi a balayé les critiques, estimant que tout était préférable à une fermeture totale.

"Qu'est-ce qu'on veut, qu'on se batte pour qu'il y ait encore des activités industrielles dans les territoires de France demain, ou pas ?", a-t-il dit sur France 2.

Molex a prévu de fermer définitivement le 31 octobre l'usine de Villemur-sur-Tarn, qu'il juge non rentable.

Le projet de reprise a été présenté mardi aux salariés, menacés de licenciement depuis près de huit mois, qui devront décider si le comité d'entreprise (CE) émet ou non un avis.

L'Etat fait pression depuis plusieurs semaines sur Molex pour qu'il accepte le plan de reprise de HIG Capital.

Les négociations avaient été interrompues fin septembre, Molex expliquant que le repreneur potentiel, alors inconnu, n'offrait pas de plan "crédible" ni un investissement susceptible de préserver l'emploi.

Le 3 septembre, le président Nicolas Sarkozy avait accusé le groupe américain d'empêcher qu'il y ait un repreneur, lors d'une intervention vivement critiquée par les responsables de Molex.

Les salariés d'Alcatel-Lucent lancent un SOS face au plan social (17.09)

Reuters - 16.09

Près de 250 salariés d'Alcatel-Lucent se sont rassemblés mercredi devant les entrées du site d'Orvault, près de Nantes, qui s'apprête à vivre comme les six autres sites français du groupe un troisième plan social en l'espace de deux ans.

Une soixantaine de suppressions de postes, auxquelles s'ajouteraient une cinquantaine d'emplois externalisés, sont envisagées sur le site par le géant franco-américain des télécoms, dont le comité central d'entreprise se penchait mercredi pour la première fois sur le projet.

L'établissement d'Orvault, où travaillent actuellement 800 personnes, dont 120 sur un second site à Rennes, a compté jusqu'à 1.200 employés au milieu des années 1980.

"Jusque-là, cela se faisait par des départs aménagés et des pré-retraites", dit Catherine Louët, secrétaire (CDFT) du comité d'entreprise. "Aujourd'hui, la direction prévoit ouvertement des licenciements autoritaires. Les gens sont abasourdis."

Pour exprimer leur désarroi, les ingénieurs d'Alcatel-Lucent ont recouvert un totem à l'entrée du site d'une grande "chaussette" noire sur laquelle était inscrit un "SOS".

Des banderoles, intitulées "Non aux victimes du profit", ont également été déployées sur les grilles de l'établissement.

"Les gens sont hyper-inquiets, certains stressent et dépriment", souligne Daniel Baconnais, 53 ans, représentant syndical central CGT.

Alcatel-Lucent supprime 850 emplois en France pour "réduire les coûts de structure tout en préservant le rôle central de la France dans le groupe et sa capacité de R&D", avait déclaré le 23 juillet une porte-parole de l'entreprise.

La restructuration de l'équipementier télécoms s'inscrit dans une stratégie de réduction des coûts et de recentrage sur des activités-clés. Les sites de Lannion (Côtes d'Armor), Ormes (Loiret), Vélizy (Yvelines), Villarceaux (Essonne) et Eu (Seine-Maritime) sont également touchés.

Le 28 juillet dernier, les syndicats d'Alcatel-Lucent avaient dit avoir bon espoir d'obtenir un infléchissement du plan de suppressions de postes avec l'aide du gouvernement.

Fermeture prochaine de la cokerie de Carling, en Moselle (17.09)

Reuters - 16.09

La cokerie de Carling (Moselle), qui emploie 700 personnes y compris les sous-traitants, va fermer d'ici la fin de l'année faute d'avoir trouvé un repreneur, apprend-on de source syndicale.

L'entreprise allemande Rogesa, qui avait repris en 2004 la cokerie aux Charbonnages de France avec promesse de maintenir l'activité cinq ans, a annoncé fin mai son intention de fermer le site confronté à une perte de 200 euros par tonne de coke produit.

"Le directeur nous a informés ce matin que le dernier repreneur n'ayant pas obtenu les garanties bancaires, on allait fermer", a dit à Reuters Jürgen Martin, délégué syndical CFDT.

Le coke, dérivé du charbon utilisé dans la sidérurgie, souffre de la crise économique qui a entraîné une forte baisse de la demande de produits métallurgiques.

La cokerie, l'un des derniers vestiges du passé minier de la Lorraine, dispose d'une capacité d'un million de tonnes par an mais ne produit actuellement guère plus de 600.000 tonnes.

Elle emploie directement 400 salariés dont 230 anciens mineurs détachés par l'Agence nationale de garantie des droits des mineurs.

Un comité d'entreprise est convoqué jeudi pour évoquer le plan social concernant les 166 salariés qui ont été embauchés directement par Rogesa, les seuls qui en bénéficieront.

La holding, qui contrôle deux entreprises sidérurgiques en Allemagne, Saarstahl et Dillingen, proposerait 55 reclassements en interne.

Les salariés de la sous-traitance présents en permanence sur le site représentent encore 300 emplois.

Les salariés de l'automobile crient leur ras-le-bol dans les rues de Paris (19.09)

Reuters - 18.09

Quelques milliers de salariés de l'automobile ont manifesté jeudi à Paris pour exiger une "véritable politique industrielle" et l'arrêt des restructurations dans ce secteur fortement touché ces derniers mois par les suppressions de postes et les mesures de chômage partiel.

Venus de plusieurs régions de France, et de sites "en lutte" de Goodyear, Renault, PSA, Faurecia, Continental ou encore Valéo, les manifestants -1.700 selon la police et 6.000 selon la CGT- ont défilé de la place de l'Opéra à celle de la Bourse à l'appel de la Fédération des travailleurs de la métallurgie-CGT (FTM-CGT). Quelques manifestants ont pénétré dans le Palais Brongniart avant d'en ressortir après dix minutes. Des murs ont été tagués à cette occasion.

De nombreuses personnalités de gauche étaient venues apporter leur soutien, parmi lesquelles Arnaud Montebourg (PS), Cécile Duflot (Les Verts), Olivier Besancenot (NPA), Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche) et Arlette Laguiller (LO).

"L'avenir de l'automobile est avec les salariés", pouvait-on lire sur une banderole en tête du cortège.

Juste derrière, les ouvriers de Continental étaient venus rappeler leur exigence d'un arrêt des poursuites judiciaires, après les peines de prison avec sursis infligées par le tribunal correctionnel de Compiègne (Oise) à six des sept salariés de l'usine de Clairoix (Oise), jugés pour le saccage à la sous-préfecture de Compiègne en avril dernier. "Patrons voyous protégés, ouvriers licenciés, condamnés. Arrêt des poursuites contre nos 7 camarades", pouvait-on lire sur leur banderole.

En milieu de cortège, une dizaine de salariés du site de Freescale, équipementier électronique automobile, basé à Toulouse, étaient venus dénoncer la fermeture de leur site et la suppression de 1.100 postes, selon les syndicats. "On est en grève depuis dix jours pour dénoncer le plan social. Et pas question de se faire reprendre par un repreneur bidon comme chez Molex", a déclaré Didier Soulet, délégué syndical CFDT.

Pour lui, "il est maintenant nécessaire de regrouper le maximum de personnes des usines qui ferment pour contrer cette attaque du patronat", sans attendre "les confédérations qui organisent une journée par-ci, une journée par-là".

En écho, on pouvait lire sur des pancartes: "Pour le 'Tous ensemble', rallions nous aux luttes", ou encore "Tous attaqués, tous en lutte".

"Nous réclamons une véritable politique industrielle dans ce pays. On a versé des millions d'euros aux constructeurs, et ça n'a pas eu d'effet sur l'emploi et l'investissement dans ce secteur", a déploré de son côté Michel Ducret, membre de la direction fédérale de la FTM. "Il faut qu'on arrête de massacrer l'emploi en France", a-t-il ajouté, assurant qu'en l'espace d'un an, "150.000 emplois ont été supprimés dans l'industrie en France".

La CGT appelle à une journée nationale de mobilisation le 22 octobre pour "l'avenir des emplois et de l'industrie" et compte mobiliser à cette occasion plus de 30.000 personnes dans la capitale.

Elus locaux et partis de gauche appellent à manifester mardi au côté des postiers (19.09)

AP - 18.09

Le Comité national contre la privatisation de La Poste, qui regroupe plusieurs dizaines d'associations, d'élus locaux et de partis de gauche, appelle à se mobiliser mardi aux côtés des syndicats de postiers contre le changement de statut de l'entreprise.

Les syndicats CGT, Sud, FO et CFTC de La Poste appellent en effet à une nouvelle journée nationale unitaire de grève et de manifestations contre le projet de réforme du statut de l'établissement public. Les syndicats dénoncent, selon eux, le début d'un processus de privatisation, malgré les assurances du gouvernement.

"La mobilisation contre la privatisation de La Poste prend une nouvelle ampleur après l'annonce du gouvernement en pleine période estivale de vouloir présenter une loi en procédure accélérée au Parlement dès cette rentrée", écrit le comité dans un communiqué diffusé vendredi.

Le comité réaffirme sa demande de "débat public" et de référendum sur l'avenir du service public postal, et "sa totale opposition au changement de statut de La Poste et à l'ouverture de son capital". Il annonce également une "consultation" de la population sur l'avenir de La Poste et la demande d'un référendum, le 3 octobre, "dans les mairies, devant les bureaux de poste, sur les marchés, dans les

entreprises, dans les lieux publics".

Le comité compte notamment parmi ses membres Les Verts, le NPA, le PCF, le PS et plusieurs fédérations d'élus locaux.

Les escarmouches se multiplient entre gouvernement et majorité(19.09)

Reuters - 18.09

Les escarmouches entre le gouvernement et sa majorité parlementaire se multiplient alors que les vrais sujets qui fâchent n'ont pas encore été abordés.

La reprise cette semaine des travaux au Parlement a été marquée à l'Assemblée nationale par des passes d'armes entre certains ministres et les députés, qui laissent augurer de difficultés lorsque commenceront les débats sur le budget 2009, qui s'ouvre à la mi-octobre, la réforme de la taxe professionnelle (TP) et la création de la taxe carbone.

"Je n'avais pas vu ça depuis longtemps", a dit le président de l'Assemblée, l'UMP Bernard Accoyer, à quelques journalistes.

Les dossiers brûlants qui s'annoncent suscitent en effet des critiques au sein de la majorité - et de l'opposition - tout comme la vaste réforme des collectivités territoriales qui devrait s'engager vers la fin de l'année.

Ces réformes sont vivement contestées par une grande partie de la majorité tant à l'Assemblée qu'au Sénat qui craint d'en payer le prix aux élections régionales du printemps prochain.

Le président de la commission des Finances du Sénat, le centriste Jean Arthuis, a d'ailleurs demandé que le gros de la réforme de la taxe professionnelle, dont la suppression bénéficiera surtout aux entreprises, soit reporté d'un an, le temps, a-t-il dit, de disposer de simulations plus affinées.

Les choses ont plutôt mal commencé pour le gouvernement dès le premier jour de séance, lundi dernier à l'Assemblée.

Les députés ont rejeté à l'unanimité la plupart des amendements présentés par la ministre de la Justice, Michèle Alliot-Marie, à propos du texte étendant aux justiciables le droit de saisir le Conseil constitutionnel.

Pas un seul député de la majorité n'a suivi la ministre. Jean-Luc Warsmann (UMP), président de la commission des Lois, a mené la fronde sous le regard satisfait de l'opposition.

Mais c'est mardi matin, à mi-journée, lors de la réunion hebdomadaire du groupe UMP que le ton est véritablement monté.

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, un ex-socialiste, a été pris à partie par les députés UMP sur son refus de signer les décrets d'application de la loi sur les tests ADN pour vérifier la filiation dans le cadre du regroupement familial.

L'OPPOSITION DIVISÉE

"Tu affaiblis le Parlement. Tu aurais dû en parler au président de la commission des Lois et, accessoirement, à moi", a lancé Jean-François Copé, le président du groupe majoritaire, qui manque rarement une occasion de marquer sa différence avec Nicolas Sarkozy.

La réponse d'Eric Besson a été cinglante : "J'ai l'impression que c'est comme au Parti socialiste ici. Les soutiens sont privés et la critique est publique."

Le président français, qui recevait dans la foulée les députés UMP à l'Élysée, a bien eu du mal à calmer la colère des élus de la majorité, d'autant plus qu'il a apporté son soutien au ministre et leur a demandé de ne pas faire des tests ADN "un sujet d'affrontement entre le gouvernement et sa majorité".

Mardi après-midi, les députés de la majorité exprimaient à nouveau leur grogne lors du scrutin sur le piratage sur internet. Le projet de loi a été adopté par 285 voix contre 225. Il aura ainsi manqué près d'une soixantaine de voix de droite.

À l'approche des élections régionales de mars 2010, le gouvernement risque de connaître des moments difficiles à l'Assemblée nationale et encore plus au Sénat, où l'UMP ne dispose pas de la majorité absolue.

Les débats sur le projet de budget et sur le texte de financement de la Sécurité sociale pour 2010 risquent donc d'être pour le moins délicats pour le gouvernement.

Des affrontements sont inévitables entre le gouvernement et sa majorité sur la réduction des niches fiscales, l'exécutif ayant demandé à ses députés de "lever le pied" sur ce sujet.

Seul sujet de réconfort pour la majorité, les socialistes, qui n'en finissent pas de régler leurs comptes après leur congrès de Reims et leur échec aux élections européennes de juin dernier, sont eux aussi loin de présenter un front uni.

Fermeture annoncée de l'usine Philips de Dreux : 218 licenciements (23.09)

LeMonde.fr et AFP - 22.09

L'usine Philips EGP va fermer "prochainement" son usine à Dreux, dans l'Eure-et-Loir, entraînant 218 licenciements, ont indiqué, mardi 22 septembre, les syndicats de l'entreprise qui dénoncent une "casse industrielle" délibérée.

Ce nouveau plan social vient pénaliser un bassin d'emplois à cheval entre les départements des Yvelines, de l'Eure et de l'Eure-et-Loir, qui, après avoir profité de la proximité avec Paris, est maintenant sinistré par la crise avec des restructurations annoncées notamment par Klarius (automobile) et GlaxoSmithKline (pharmacie).

"Les membres du comité d'entreprise sont convoqués le 8 octobre au siège de Suresnes pour évoquer la mise en place des mesures de fin d'activité industrielle sur le site de Dreux, lors d'un comité central d'entreprise", a annoncé Manuel Georget, délégué CGT. "Le lendemain, un comité d'entreprise extraordinaire est déjà programmé à Dreux." Jointe par l'AFP, la direction de Philips EGP à Dreux s'est refusée à tout commentaire "pour le moment". "Nous évoquerons le sujet dans la semaine", a indiqué Richard Woods.

PHILIPS A "ORGANISÉ LA FAILLITE"

L'entreprise spécialisée dans la fabrication de téléviseurs à écran plasma avait déjà supprimé 350 emplois en 2005 et 279 l'an passé. Une autre filiale du groupe, Philips LG, spécialisée dans la fabrication de tubes cathodiques, avait fermé ses portes en 2006 à Dreux. 1 300 emplois avaient été supprimés entre 2004 et 2006.

La CGT a dénoncé une "casse industrielle", estimant que Philips avait "organisé la faillite du site, uniquement au profit des actionnaires". "Nous demandons aujourd'hui une réindustrialisation du site par le groupe, dont les activités sont diverses", a déclaré M. Georget, citant notamment "le secteur médical" ou encore "l'éclairage".

Chez les premiers salariés mis au courant de la nouvelle, c'était l'abattement. "On savait que ça allait nous tomber dessus prochainement. Seulement vendredi dernier, lors d'une visite de la direction, on nous a félicités pour notre travail et indiqué que nous allions devoir accélérer les cadences", a témoigné une salariée.

Les procédures judiciaires auprès des prud'hommes, entreprises par les salariés touchés par la dernière vague de licenciements l'an passé, ne sont toujours pas achevées.

Entre 21 et 40% de grévistes à La Poste (23.09)

Reuters - 22.09

Entre 21% et 40% des personnels de La Poste sont en grève ce mardi à l'occasion d'une journée de mobilisation nationale contre le changement de statut de l'entreprise publique.

Cinq syndicats (CGT, Sud, CFTC, FO, CFDT) ont appelé à cesser le travail pour protester contre ce qu'il considèrent comme une privatisation rampante.

La Poste sera transformée en société anonyme à capitaux publics le 1er janvier 2010 en vue de l'ouverture du marché postal à la concurrence en janvier 2011.

Selon la direction du groupe postal, la grève était suivie mardi à 10h30 par 21,15% du personnel. Le syndicat Sud-PTT fait état quant à lui de 35% à 40% de grévistes.

En septembre 2008, lors d'un précédent mouvement national, 24,70% des personnels étaient en grève à la mi-journée, a précisé à Reuters une porte-parole de La Poste. Le taux de grévistes avait été de 27% pour la journée.

Sur environ 11.000 bureaux de poste, 213 étaient fermés mardi, mais La Poste affirme avoir tout mis en oeuvre pour que l'ensemble des services soient assurés, y compris la distribution du courrier.

Plusieurs rassemblements étaient prévus dans la journée dans le pays, dont l'un en début d'après-midi à Paris au départ de la tour Montparnasse.

Pour la CFDT, la mobilisation "significative" des postiers, au lendemain d'une grève à Paris, témoigne de leurs inquiétudes pour l'avenir.

"Les postiers se mobilisent sur d'autres questions : l'avenir, l'emploi, les conditions de travail", a dit à Reuters Alain Barrault, secrétaire fédéral de la Fédération conseil, culture et communication de la CFDT.

"Depuis des années, on voit des réorganisations sans arrêt, les gens voient des baisses de trafic sensibles et cela génère des inquiétudes car on sait d'avance que cela amènera d'autres réorganisations", a-t-il souligné.

Lundi, le mouvement de grève organisé à Paris a été suivi par 17,29% du personnel et cinq des 185 bureaux de la capitale ont fermé, selon le groupe La Poste.

"IL N'EST PAS QUESTION DE PRIVATISER"

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, assure que la transformation de La Poste en société anonyme n'est pas la privatisation que dénoncent les syndicats.

"Il n'est pas question de privatiser. Les acteurs qui entrent dans le capital seront des acteurs publics", a-t-elle déclaré sur France Inter. "C'est une institution importante. Ce qui est déterminant, ce sont les missions de service public".

Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, lui a fait écho.

"A aucun moment nous ne laisserons quelque participation privée s'introduire dans le capital. Les personnels conserveront leur statut public", déclare-t-il dans un entretien au Monde de mercredi.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, a dit ne pas croire le gouvernement. Elle a participé mardi à une manifestation de postiers à Angoulême (Charente).

"Nous pensons nous aussi qu'il faut s'opposer à cette privatisation de La Poste qui risque de remettre en cause des choses essentielles pour les Français", a-t-elle déclaré à la presse.

"On sait aujourd'hui qu'il (Nicolas Sarkozy, NDLR) ne tient pas ses promesses. Sur La Poste, nous n'avons pas confiance", a ajouté la dirigeante socialiste.

Le projet de loi transformant La Poste en société anonyme sera examiné cet automne au Parlement.

Ce texte doit permettre une augmentation de capital de 2,7 milliards d'euros - 1,2 milliard directement et 1,5 milliard via la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

La Poste employait 295.742 salariés fin 2008 et comptait 11.330 bureaux et 5.600 "points de contact".

Le groupe postal a enregistré un repli de 19% de ses profits au cours des six premiers mois de l'année, avec un chiffre d'affaires en baisse de 2%.

LeMonde.fr - 22.09

Dans un chat au Monde.fr, mardi 22 septembre, Bertrand Badie, professeur à Sciences Po, propose de nuancer l'opposition démocratie-autoritarisme, qu'il juge "trop simple et en partie fausse". "D'autant qu'aucun régime, même en Europe, n'est épargné par une poussée autoritaire."

David_Miodownik : Quelle différence entre un régime autoritaire et une dictature ?

Bertrand Badie : On a pris l'habitude de définir un régime autoritaire comme caractérisé par un pluralisme limité : la compétition pour le pouvoir est restreinte à certains candidats, la liberté d'expression est elle-même limitée, la protection juridique est imparfaite et même partielle, voire partiale. On est donc confronté à une logique en degrés : on dira d'un système qu'il est plus ou moins autoritaire, mais on ne saura pas toujours comment le borner.

En aucun cas ce concept ne saurait aboutir à une dualité opposant des régimes démocratiques à leur contraire. C'est même dans la zone grise qui sépare ces deux pôles que se situent le plus grand nombre d'Etats.

La Russie est-elle un régime autoritaire ou une démocratie, quand on sait que la liberté y est restreinte et que les choix politiques ne sont pas totalement libres ? Le Venezuela est-il un régime autoritaire alors que le président Chavez a été élu et qu'il a même accepté sa défaite devant un référendum où le "non" était majoritaire ? Israël apparaît comme une démocratie parfaite si l'on tient compte de la libre compétition pour le pouvoir, mais les Arabes israéliens sont des citoyens de seconde zone qui entachent ainsi gravement la qualité de démocratie de ce régime.

En bref, la notion nous invite à réfléchir à un certain nombre de critères mais elle ne nous conduit certainement pas à distinguer de façon tranchée entre catégories claires d'Etat.

La dictature est une notion plus restreinte. Elle implique le plein exercice du pouvoir par un homme seul, sans contrôle, sans limitation de ses compétences, sans limitation de la durée de son mandat. Un dictateur peut arriver au pouvoir par la force ou il peut être élu mais se maintenir contre le droit et par l'oppression.

Mais là encore, confronté à la réalité, le concept est moins clair qu'on pourrait le croire : la prolifération d'élections-simulacres rend difficile de distinguer entre un dictateur et un président autoritaire réélu dans des conditions de légalité et de transparence suspectes. De même, la suspension des libertés et des droits peut correspondre à des mécanismes institutionnels et aboutir à la mise en place de formes de dictature légales qui, à leur tour, viendraient brouiller les pistes. Pour nous résumer, je dirai que l'autoritarisme est davantage une question qu'une réponse, un instrument de diagnostic qu'un outil de classement, une problématique plus qu'une affirmation.

Exil : Peut-on opposer d'abord régime autoritaire et démocratie ? Le régime autoritaire ne peut-il pas être une dérive de la démocratie ?

Bertrand Badie : C'est effectivement un processus que l'on constate assez couramment. A la limite, si l'on se fie à l'étymologie de la notion d'autorité, tout Etat a une dimension autoritaire. Qu'un leader fasse usage de son ascendant, de son charisme, de son aptitude à diriger, et on entre dans le champ de l'autoritarisme sous des variantes très englobantes : exercice solitaire du pouvoir, omniscience, "dérives présidentielles", personnalisation du pouvoir, etc.

Il ne faut pas oublier non plus que la démocratie n'est pas seulement un modèle idéal de cité. C'est aussi une technique de gouvernement, et donc potentiellement une forme de domination.

Un usage systématique de celle-ci fait donc très vite entrer dans les logiques autoritaires, légalement, ou par l'usage de ces procédés multiples extérieurs à toute légalité sans s'y opposer : usage des médias, du marketing politique, techniques de manipulation, réseaux, clientélisme, népotisme, etc. Aucune démocratie n'est à l'abri d'une poussée autoritaire qui risque d'être d'autant plus vive que le débat public, comme en Europe aujourd'hui, tend à mollir, et que la concurrence des politiques n'est pas clairement affichée.

MALY : Si l'autoritarisme arrive au pouvoir par des voies démocratiques, peut-on toujours le considérer comme non démocratique ?

Bertrand Badie : Encore une fois, l'opposition démocratie-autoritarisme est trop simple et en partie fausse. La démocratie étant une technique de gouvernement et l'autoritarisme une posture plus ou moins affirmée, les deux concepts peuvent se combiner dans la pratique.

Un président élu le sera d'abord dans des conditions plus ou moins contestables. Mais même à la faveur d'une élection totalement libre, les dérives autoritaires peuvent être fréquentes, et conduire à des formes d'exercice de pouvoir qui n'ont plus grand-chose de démocratique.

Lorsque les institutions sont fortes, ces dérives sont contrôlées ; lorsqu'elles sont incertaines, elles ne sont plus maîtrisées. Donc les deux

variables dont nous devons tenir compte sont, d'une part, la qualité des institutions et la manière dont elles sont respectées, ainsi que l'intensité du débat public qui est seul en mesure de maintenir une vie démocratique ordinaire.

Denis : Les régimes autoritaires sont-ils durables comme a priori les démocraties ?

Bertrand Badie : Certains, à l'instar des empires, ont traversé plusieurs millénaires... Ce n'est pas l'autoritarisme qui est précaire, ce sont les mécanismes de sa personnalisation. Un régime trop personnalisé dépend de la pérennité des succès de son dirigeant. Un échec sur le plan national ou international conduit à des logiques d'usure qui s'observent également dans le jeu démocratique, mais qui sont évidemment beaucoup plus corrosives dans un contexte autoritaire.

Rachid : Les régimes autoritaires ne sont-ils pas au contraire des facteurs de stabilité dans la mesure où ils sont synonymes, le plus souvent, d'ordre et de sécurité ?

Bertrand Badie : On entre ici dans un vaste débat. Aucune des thèses qui s'y affrontent n'a pu clairement l'emporter sur les autres.

Dans une tradition wilsonienne, on a pu établir, notamment depuis 1945, que la démocratie était facteur de paix là où les régimes les plus autoritaires conduisaient naturellement à la guerre. Cette thèse a même reçu un nom, celui de la "paix positive". Elle a en sa faveur des arguments forts : l'hostilité des opinions publiques à la guerre et à la violence internationale ; la corrélation entre les valeurs démocratiques et les valeurs de paix et de tolérance ; le jeu des contre-pouvoirs qui limitent les prétentions belliqueuses d'un dirigeant. Mais en même temps, cette thèse a été démentie par les faits.

Même si les démocraties ont tendance à faire davantage la guerre aux régimes autoritaires qu'à leurs semblables, elles sont loin de s'imposer comme des forces de paix. L'exemple du conflit israélo-palestinien est également là pour le rappeler. La seule bombe atomique qui ait été utilisée était également l'instrument militaire de la plus grande démocratie du monde d'alors.

Certains, dans ce sillage, ont fait valoir que la versatilité des opinions publiques pouvait conduire à la guerre plus qu'à la paix, tandis qu'effectivement, un régime autoritaire, ayant moins de comptes à rendre, peut prendre davantage de risques pour construire et imposer une diplomatie de paix.

En fait, les exemples abondent dans les deux sens : c'est bien pour se relégitimer que la dictature argentine s'est lancée dans la guerre des Malouines ; c'est aussi pour renforcer sa propre équation que le régime militaire grec s'est lancé dans une aventure militaire à Chypre. Et on pourrait continuer cette longue énumération, qui nous ramènerait au constat élémentaire que le point idéal serait la dictature platonicienne du sage qui imposerait la vertu à ses sujets et à ses voisins.

En réalité, une analyse internationale du sujet nous conduit à regarder ailleurs : à prendre en compte d'abord les conjonctures internationales, certaines favorisant les régimes dictatoriaux, d'autres promouvant de façon active la démocratie. Il faut regarder également les usages diplomatiques et stratégiques qui sont faits des régimes politiques en fonction des intérêts des uns et des autres.

On remarquera par exemple que les Etats-Unis ont favorisé l'essor des dictatures dans l'Amérique latine des années 1960 et 1970, pour au contraire favoriser le retour à la démocratie à la fin des années 1980 et jusque dans la période néoconservatrice récemment éprouvée.

La même remarque vaudrait à propos de la Méditerranée : durant la guerre froide, les Etats-Unis y ont joué la carte de la dictature avec les généraux turcs, les colonels grecs et le caudillo Franco.

Depuis, leur politique a changé, mais davantage au nord qu'au sud de la Méditerranée. Washington laisse s'accomplir la dictature du Tunisien Ben Ali, et ne donne de coup de patte à celle d'Hosni Moubarak que quand celui-ci présente des signes de faiblesse... La dialectique est ainsi fort compliquée, ce qui est tenu pour facteur de stabilité un jour est dénoncé comme facteur d'instabilité le lendemain, et encore, de manière sélective, au risque de se contredire dans la politique menée à l'égard de deux Etats voisins.

Excalibur : Dans ce monde où les Occidentaux, incarnation de la démocratie, perdent de plus en plus leur place au centre du jeu international, au profit des régimes non occidentaux, plus autoritaires et aux ressources immenses (richesses naturelles, marchés immenses), est-ce que l'avenir appartient à ces derniers ?

Bertrand Badie : Les choses me paraissent en réalité beaucoup plus compliquées. D'abord, l'assimilation forcée de la démocratie et du monde occidental ne me semble pas être un guide convaincant d'analyse.

Après tout, l'Europe du XXe siècle était largement partagée entre les démocraties et les dictatures.

On vient de voir ce qu'il en était encore récemment de l'Amérique latine et du monde méditerranéen, pourtant l'un et l'autre de "souche" occidentale.

On ne progressera pas si on reste vissé à ce postulat beaucoup trop simpliste. Maintenant, la prise en compte du reste du monde demanderait aussi beaucoup de nuance. Le monde "non occidental" n'est pas monolithique, ni dans sa sociologie, ni dans son histoire, ni dans sa culture, ni dans son aménagement institutionnel. Il y a pourtant – et je vous l'accorde – un dénominateur commun : tous ces pays entrent plus ou moins vite dans la mondialisation. C'est-à-dire dans une communication beaucoup plus intense, mettant en échec toute forme de censure trop marquée. Ce processus vient également modifier les comportements sociaux : les populations sont plus actives, demandent avec plus d'insistance d'être associées au pouvoir, de le contrôler et de le sanctionner. Jamais les aspirations populaires à la démocratie n'ont été aussi fortement affichées. En Iran, en Chine, dans le Caucase, en Europe centrale, en Afrique subsaharienne, en Amérique centrale, etc.

Si tous ces Etats veulent entrer dans la mondialisation, leurs dirigeants sont nécessairement condamnés à faire de plus en plus de concessions à ces demandes de participation. Entrer dans la mondialisation signifie en même temps s'exposer au regard et à la critique des autres, et laisser les populations concernées entrer en contact avec les autres.

Donc partout dans le monde, et jusqu'en Birmanie, les processus de transformation des systèmes politiques sont en marche, tranchant de façon évidente avec des siècles d'immobilisme politique. La question est maintenant de savoir ce qu'il en sera de cette dynamique.

Elle peut être adroitement gérée par des dirigeants autrefois dictatoriaux qui se recyclent avec douceur dans la démocratie. C'était par exemple le pari de Mikhaïl Gorbatchev, plus ou moins prolongé par l'ancienne nomenklatura soviétique aujourd'hui au pouvoir.

On se demandera également quelle forme institutionnelle prendra cette transformation des régimes : assisterons-nous à une pâle copie de la démocratie occidentale, au demeurant mal adaptée, ou à des inventions institutionnelles inédites ? La logique fait penser que seule la deuxième option a une chance de trouver les moyens de sa pérennisation.

Ajoutez à cela une double erreur dans la gestion internationale du problème : l'expérience a montré qu'aucune démocratie ne pouvait être imposée de l'extérieur ; le résultat est même catastrophique lorsque l'on explique que la gestion de cette transformation passe nécessairement par l'alignement sur le modèle occidental. On fait évidemment violence au nationalisme le plus élémentaire.

François : Même s'ils sont un facteur d'instabilité, les régimes autoritaires n'ont-ils pas la caractéristique d'avoir une politique étrangère beaucoup plus claire que les démocraties ? Je pense notamment à la Chine, qui sur la question du Tibet est très claire dans ses positions, accusant les Occidentaux d'être des facteurs d'instabilité dans ses frontières, tandis que les Occidentaux ne savent pas comment gérer le problème du dalaï lama (incertitudes sur la participation aux JO, etc.) .

Bertrand Badie : Je ne crois pas que la variable soit aussi pertinente qu'on le dit. Les politiques étrangères des systèmes dits autoritaires sont souvent obscures. Obscures d'abord dans les conditions de leur élaboration, dans l'identité des acteurs qui y participent.

Mais obscures aussi dans leur logique. La Chine, par exemple, a peut-être une politique claire sur la question tibétaine, mais, par parenthèse, elle ne la tient pas pour un sujet de nature internationale, mais pour une question intérieure.

En revanche, la politique étrangère chinoise est beaucoup moins claire au niveau mondial : par rapport aux conflits actuels qui ensanglantent la planète, par rapport au multilatéralisme et à ses réformes, et même par rapport à ses voisins, notamment l'Inde et la Russie. Tout cela est normal : il n'y a jamais de débat public en Chine sur ce que devrait être une bonne politique étrangère. Ce qui permet au représentant de la Chine au Conseil de sécurité de se distinguer par son silence et sa discrétion.

On pourrait dire la même chose de beaucoup d'autres régimes de même nature. Les dictatures ont même une capacité de revirement tout à fait spectaculaire, comme le suggérait déjà le pacte Molotov-Ribbentrop. En fait, les régimes autoritaires ont contre eux l'incertitude de leur avenir : peut-on miser sur l'alliance avec un dictateur lorsqu'il risque d'être renversé le lendemain ? Ils ont contre eux aussi l'absence de débat public, qui peut conduire à se tromper sur la ligne choisie. Bien malin sera celui qui définira clairement ce qu'est la diplomatie saoudienne ou, pour changer de continent, ce qu'est aujourd'hui celle du Bélarus.

Melanie_Monjean : Les pays démocratiques peuvent-ils légitimement prétendre à un droit de regard sur les activités, même internes, des régimes autoritaires sans verser dans l'ingérence ?

Bertrand Badie : Je crois personnellement, en prenant des risques, que la messe est dite. Nous sommes sortis de la période d'euphorie qui auréolait l'intervention extérieure. Celle-ci se faisait d'abord par conviction : la démocratie se parait des vertus du prosélytisme et du messianisme. Elle se faisait aussi par opportunité : la chute de l'URSS laissait aux "démocraties occidentales" le champ libre pour devenir le gendarme vertueux du monde et envoyer partout ce que François Mitterrand appelait les "soldats du droit". On a en fait trop vite confondu vertu et efficacité, solidarité et intervention, et on a tout simplement oublié qu'une démocratie ne pouvait dériver que d'un contrat social construit par les acteurs locaux eux-mêmes. Le pitoyable destin de l'élection récente en Afghanistan l'a rappelé d'une façon désormais indélébile.

En réalité, c'est tout le contraire de ce qui avait été souhaité qui est en train de se produire : une intervention mal maîtrisée est en train de

ranimer partout dans le monde des fibres nationalistes, identitaristes et particularistes qui recomposent une violence internationale sans cesse plus forte.

On peut certes cyniquement jouer avec le régime de l'autre, mais on ne peut pas le transformer. C'est cette opposition mal comprise qui redevient aujourd'hui le facteur essentiel de l'échec des diplomaties occidentales. La démocratie ou la dictature peuvent être un paramètre de l'action diplomatique, mais certainement pas une finalité de celle-ci.

Arthurscpo : les régimes autoritaires ne sont-ils pas un facteur de mouvement dans le monde plutôt que d'instabilité ? Je pense par exemple à la création d'une société civile, par le biais d'Internet (Twitter en Iran), en opposition avec ce système de gouvernement.

Bertrand Badie : Je crois effectivement que vous touchez là du doigt ce que je repérais tout à l'heure comme effet induit de la mondialisation. Le dictateur a aujourd'hui perdu un énorme avantage, qui faisait sa fortune autrefois : il n'a plus de paravent, il ne peut plus agir à l'insu des autres. Il se construit un espace public international que même les censures les plus virulentes ne peuvent pas défaire.

Franco : Comment les sociétés peuvent réorienter, agir sur les choix politiques de leur régime autoritaire ?

Bertrand Badie : Par définition, une société est un organisme vivant. Le totalitarisme absolu n'est heureusement pas possible, mais ce qui n'était autrefois qu'un léger amendement prend sans cesse des proportions plus grandes. Plus les sociétés communiquent, échangent, interagissent, plus elles bousculent et façonnent en même temps les régimes en place.

Cette incompressible vitalité du jeu social fait beaucoup plus que l'intervention extérieure.

Au contraire, celle-ci peut servir d'argument aux régimes les plus autoritaires, gêner les sociétés qui viennent à s'ouvrir et à s'épanouir. Au plus chaud de la crise iranienne, Ahmadinejad semblait attendre avec impatience une intervention américaine, qu'il aurait utilisée comme trophée populiste, comme moyen de jouer de la fibre nationaliste de la société iranienne. Cette intervention, Obama n'a pas voulu la faire. C'est peut-être à ce niveau que la société iranienne a capitalisé le plus d'avantages.

JSL : Les régimes autoritaires ne permettent-ils pas aussi parfois en interne d'étouffer les conflits ethniques qui, lorsqu'ils éclatent, concernent souvent plusieurs pays ?

Bertrand Badie : Oui et non. A nouveau, la variable n'est pas probante. Combien de régimes autoritaires se sont construits sur le privilège accordé à une ethnie et la consolidation de son rôle dominant ?

Prenez l'Irak de Saddam Hussein. Le jeu du dictateur était de renforcer la prédominance des sunnites, n'hésitant pas à persécuter les Kurdes et les chiites, et même, en période de crise, à aviver les conflits interethniques.

Ce sont bien les Kurdes irakiens qui ont été les premières victimes de la défaite de Saddam Hussein en 1991 et qui ont servi d'instrument de reprise en main du pouvoir par le dictateur irakien.

En face, la Turquie, qui a nettement évolué vers un régime de plus en plus démocratique, fait preuve d'une intolérance peut-être moins cruelle, mais souvent forte, à l'encontre de cette même minorité. Tour à tour, le chah d'Iran et Khomeini ont développé une politique qui n'allait certainement pas dans le sens de l'intégration des Kurdes au sein de leur régime. Et on pourrait continuer...

Le président rwandais Habyarimana a avivé l'hostilité entre Tutsis et Hutus au moment où il perdait ses capacités politiques et où il avait besoin d'un bouc émissaire pour réunir la population Hutu autour de son pouvoir.

En revanche, combien de démocraties ont également joué la carte des particularismes ? La construction, d'ailleurs problématique et contestable, d'une démocratie en Géorgie n'a pas empêché la montée des antagonismes ethniques et identitaires.

C'est bien lorsque les élections sont devenues libres dans les Balkans que les tensions et les conflits identitaires ont été le plus avivés : regardez les élections en Macédoine, en Bosnie, sans parler bien entendu du Kosovo...

Encore une fois, et je maintiens cet argument que j'ai développé tout au long de ce "chat", il ne faut pas faire de la démocratie ou de l'autoritarisme un facteur en soi explicatif des processus politiques nationaux ou internationaux, mais les considérer comme des instruments manipulables ou utilisables par le pouvoir dans son face-à-face avec la société.

Instruments de gouvernement ou instruments de diplomatie mondiale, les régimes n'ont pas de rationalité en soi, mais doivent être compris dans l'usage qu'on en fait et dans le contexte au sein duquel ils se perpétuent.

L'UMP veut taxer les indemnités pour accident de travail (24.09)

Reuters - 23.09

Le ministre du Budget, Eric Woerth, a confirmé que le gouvernement envisageait de fiscaliser les indemnités journalières pour accident du travail, provoquant la colère d'associations et de l'opposition.

"C'est une proposition qui nous semble assez logique", a-t-il dit sur LCI. "Il est assez naturel de fiscaliser de la même manière que les revenus du travail le revenu qui remplace le revenu".

Selon le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, le Premier ministre François Fillon a validé l'idée de soumettre ces indemnités à l'impôt sur le revenu lors d'un petit-déjeuner de la majorité mardi à Matignon. La mesure pourrait rapporter entre 150 et 250 millions d'euros, a précisé Jean-François Copé mercredi devant la presse parlementaire.

Aux yeux d'Eric Woerth, "c'est une mesure tout simplement de justice qui permet de mettre en avant le travail". Selon lui, "les compensations sur les accidents du travail à long terme ne seront pas concernées, il y aura une certaine forme d'exonération".

Jean-François Copé s'est dit en faveur de cette mesure.

"Lorsque vous êtes malade, en arrêt maladie, lorsque vous êtes au chômage vous payez des impôts et lorsque vous avez un accident du travail vous ne payez pas d'impôt. Il y a une injustice d'une situation par rapport à l'autre", a-t-il dit devant la presse parlementaire.

Il a précisé que l'UMP introduirait cette proposition par le biais d'un amendement au projet de loi de finances.

Pour le Parti socialiste, "l'UMP vient d'inventer la triple peine".

"Aux traumatismes liés à l'accident, à la diminution des revenus (les accidentés sont indemnisés à 80% du salaire journalier de base), s'ajoute maintenant l'imposition dès 2010", dénonce le président du groupe PS à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, dans un communiqué intitulé "La nausée fiscale".

"Le triomphalisme de M. Copé se réjouissant de 'rapporter 150 millions d'euros' est totalement indécent. Car le président du groupe UMP n'a rien trouvé à demander pour les niches fiscales, les stock-options et les retraites chapeaux des plus fortunés que le gouvernement a décidé une nouvelle fois d'épargner", ajoute le député-maire de Nantes.

Le président de la Fédération nationale des accidentés de la vie, Arnaud de Broca, a lui aussi condamné ce projet.

"Taxer les indemnités journalières des personnes accidentées du travail serait complètement injuste parce qu'elles touchent des indemnités au titre de la réparation d'un préjudice d'un accident souvent lié aux conditions de travail imposées par l'employeur", a-t-il déclaré sur Europe 1.

Les contrôleurs aériens mis en cause, la DGAC les défend (25.09)

Reuters - 24.09

L'aviation civile française, répondant à un article du Figaro, a contesté mercredi que les arrangements dans les journées de travail des contrôleurs aériens mettent en danger le trafic.

Le directeur général de l'aviation civile (DGAC) a reconnu l'existence d'arrangements dans les journées de travail des contrôleurs mais a démenti que ceux-ci soient parfois en sous effectif, ajoutant que cette pratique existait dans tous les pays européens.

Le secrétaire d'Etat aux Transports Dominique Bussereau a dit devant l'Assemblée nationale qu'il rendrait public jeudi un rapport demandé à la DGAC à la suite de l'article du Figaro.

Selon ce journal, les contrôleurs aériens organiseraient eux-mêmes leurs semaines de travail et les rotations à travers un système baptisé "clairance".

Au lieu de travailler 24 heures par semaine et 160 jours par an, ajoute le quotidien, les aiguilleurs du ciel n'en feraient que la moitié : 12 heures par semaine et 80 jours par an.

Les aiguilleurs gérant plusieurs zones à la fois, ils ne pourraient contrôler parfaitement les opérations.

Selon des pilotes d'Air France cités par Le Figaro, plusieurs collisions auraient été évitées de justesse.

Pour Patrick Gandil, directeur de la DGAC, "il n'y a pas de difficultés" dans le contrôle aérien, même si les aiguilleurs du ciel quittent parfois la tour de contrôle prématurément car le trafic annoncé est faible.

"Cette gestion par équipes est une forme d'organisation tout à fait favorable. Le chef d'équipe ne fait pas ça au petit bonheur la chance", a-t-il dit sur Europe 1.

"Ce qui est faux, c'est l'idée que les contrôleurs travaillent la moitié du temps", a affirmé Patrick Gandil.

L'Ussac-CGT, syndicat du personnel de la DGAC, assure que ses contrôleurs aériens sont davantage en sureffectif que l'inverse.

Malgré l'augmentation du trafic aérien, il n'y a pas de problèmes de gestion d'effectif, a dit pour sa part Dominique Bussereau.

Le chômage progresse de 0,7% en août (25.09)

AP - 24.09

La crise poursuit ses ravages sur le marché de l'emploi. Le nombre de personnes inscrites au Pôle emploi en catégorie A en France métropolitaine a connu une hausse de 0,7% en août, soit 18.100 demandeurs de plus, a annoncé Bercy jeudi dans un communiqué. Les jeunes et les plus de 50 ans sont, une fois encore, particulièrement touchés.

Le nombre de chômeurs de catégorie A s'établissait fin août à 2.553.000 personnes. Sur un an, le chômage a progressé de 25,8% et les inscriptions suite à des licenciements économiques ont connu une flambée de 68,1%.

On note que les "cessations d'inscription pour défaut d'actualisation" sont en hausse de 5,7% sur un mois, de 16,2% sur un an et représentent 41,9% des motifs de sortie de Pôle emploi, donc des statistiques du chômage.

Pour la ministre de l'Economie Christine Lagarde, cette nouvelle hausse "indique que les effets de la crise sur le marché du travail se poursuivent". Dans un communiqué diffusé jeudi soir, la ministre dit toutefois constater que "la dégradation de l'emploi a ralenti significativement depuis le début de l'année".

"Les mesures prises par les pouvoirs publics depuis plusieurs mois portent leurs fruits, notamment le soutien renforcé à l'activité partielle qui a bénéficié à 319.000 personnes au 2e trimestre (...) et les mesures de relance de l'activité qui soutiennent aujourd'hui la conjoncture industrielle", assure Mme Lagarde.

Les demandeurs d'emploi de catégorie A -sur laquelle le gouvernement base sa communication- sont les chômeurs disponibles immédiatement et n'exerçant aucune activité même réduite. En comptant les demandeurs d'emploi qui exercent une activité réduite, la hausse sur un mois est de 0,9%, soit 32.200 chômeurs supplémentaires en France métropolitaine.

Si le chômage des jeunes de moins de 25 ans ne progresse "que" de 0,5% sur un mois, la hausse est en revanche de 33,6% sur un an.

Le taux de chômage des personnes de 50 ans et plus progresse, lui, de 0,9% entre juillet et août et de 26% sur un an. Toutes catégories confondues, et en comptant les départements d'outre-mer (DOM), le nombre d'inscrits au Pôle emploi fin août s'établissait à 3.923.200 personnes.

Grève dans les transports en commun à Lyon (26.09)

Reuters - 25.09

Des salariés des transports en commun de Lyon ont reconduit jusqu'à lundi la grève lancée jeudi contre la remise en cause d'une série d'accords sociaux, a-t-on appris de source syndicale.

Le syndicat ont déposé un préavis de grève de 99 jours qui court jusqu'au 1er janvier 2010.

Vendredi, le réseau fonctionnait à 43% en moyenne, avec un service de bus très pénalisé (30% des véhicules en circulation), a dit la direction de Kéolis, l'exploitant du réseau.

Près de 300 salariés grévistes ont été accueillis dans la matinée par un cordon de CRS protégeant l'accès du siège de Kéolis, qu'ils avaient envahi la veille.

Ils ont alors retourné leur colère contre le tramway, dont ils ont bloqué la ligne devant la gare TGV de la Part-Dieu avant d'en être délogés par les forces de l'ordre.

Les syndicats ont prolongé la grève au moins jusqu'à lundi et les votes se feront ensuite au jour le jour.

"Le degré d'exaspération des salariés est visible, il y a beaucoup de monde en grève", a souligné Yves Gélibert, délégué CGT à Kéolis.

Ce mouvement est la conséquence de la décision de la direction de remettre à plat plus de 300 accords sociaux en vigueur dans l'entreprise.

Les syndicats refusent de signer un texte qui, selon eux, mettent à mal de nombreux acquis sociaux. La direction a lancé de son côté "un appel à la raison", assurant que les 35 heures, le 13e mois et les contrats de travail ne seraient pas touchés.

Les transports en commun lyonnais tentent de remplacer les lignes de métro paralysées par la grève par un service de bus. Ce sera notamment le cas samedi soir en direction du stade de Gerland, habituellement desservi par le métro, et qui attend 30.000 spectateurs pour le match de football OL-Toulouse.

A Sophia-Antipolis, la fermeture annoncée de Wipro le 8 octobre. (27.09)

Le Monde - 26.09

Les 61 salariés du site de Wipro NewLogic à Sophia-Antipolis, la technopole proche de Nice (Alpes-Maritimes), vont continuer de se mobiliser jusqu'à la date butoir du 8 octobre. Ce jour-là, une décision sera prise sur l'avenir du site. Et sur le sort des ingénieurs spécialisés dans la connectivité sans fil pour les fabricants de semi-conducteurs.

Ces salariés avaient appris, le 11 juin, la fermeture prochaine du site. Banal ? Wipro, le géant indien de l'informatique, emploie 95 000 salariés à travers le monde et il a réalisé, en 2008, un bénéfice de 670 millions de dollars (457 millions d'euros). La progression de ce bénéfice a été de 12 % au premier trimestre 2009. La direction explique que l'activité du site était déficitaire "malgré les efforts consentis depuis notre arrivée".

Or l'entreprise avait perçu 5,2 millions d'euros de crédit d'impôt dans le cadre du plan de relance, quelques semaines avant l'annonce de la fermeture du site. Cette somme venait rembourser les dépenses effectuées en R & D depuis son implantation en 2005. Ministre de l'industrie et maire de Nice, Christian Estrosi avait qualifié la décision d'"indigne". Depuis, il suit de près ce conflit qui s'éternise. Le directeur général de Wipro France a précisé qu'il avait lancé des discussions avec les instances représentatives des salariés. "Avant même l'interpellation du ministre, explique Christophe Martinoli, nous avons budgété un plan de plus de 5 millions d'euros pour accompagner les salariés."

Depuis juin, les discussions avec la direction française de Wipro étaient tendues. "Nous nous sommes heurtés à un mur jusqu'à aujourd'hui, où les négociations ont repris", constate Anne-Sophie Haumonté, membre du comité d'entreprise (CE). Un comité stratégique réunissant des représentants des collectivités locales, de l'Etat, des salariés et de la direction française s'est réuni à la préfecture des Alpes-Maritimes de Nice, vendredi 25 septembre, pour tenter de "maintenir le maximum d'emplois". Direction et représentants du personnel ont entamé des négociations. Plusieurs options sont étudiées, souligne M. Martinoli : "Trouver un repreneur pour la totalité ou un sous-ensemble du site de Sophia Antipolis, trouver des salariés porteurs de projets de création d'entreprise ou s'orienter vers des solutions de reclassement en interne."

MODALITÉS DE RECLASSEMENT

Las, aucun repreneur crédible ne s'est manifesté pour l'instant, indique la direction. De leur côté, les représentants du CE s'efforcent de trouver une solution alternative. Deux projets de création d'entreprise sont poussés par les salariés, confirme un délégué, Guillaume Pain. "Mais l'espoir est mince qu'ils aboutissent, juge-t-il. Les pouvoirs publics se mobilisent pour nous aider, mais il n'est pas sûr que cela suffise." Les salariés espèrent désormais obtenir des réponses sur ces projets et les modalités de reclassement des personnes qui ne pourront intégrer ces structures.

Le dossier Wipro témoigne de l'ampleur de la crise qui frappe le secteur de la microélectronique. Plusieurs centaines de salariés ont manifesté, vendredi, à Sophia-Antipolis contre les licenciements en cours dans la technopole, qui emploie 27 000 personnes. Les syndicats estiment à 700 le nombre d'emplois supprimés ou en cours de suppression dans plusieurs entreprises de Sophia-Antipolis, citant Hewlett-Packard, Texas Instruments. "Il n'est pas fréquent que les salariés se mobilisent à Sophia-Antipolis, c'est pourquoi c'est d'autant plus spectaculaire", constatait Georges Gonzales, un responsable CGT du département.

L'ouverture à la mode Cohn-Bendit (28.09)

LeFigaro.fr - 28.09

Les Cohn-Bendit frères, «Dany» et «Gaby», sont déterminés à faire de «la politique autrement». Au moins bien décidés «à faire bouger les lignes». Dimanche, dans des petits bistrot de quartier situés dans le XIV^e arrondissement de Paris, à l'initiative de Gaby, qui préside l'Association des amis d'Europe Écologie, ils ont reçu, pêle-mêle, Martin Hirsch, haut-commissaire aux Solidarités actives, Corinne Lepage, vice-présidente du MoDem et présidente de Cap 21, Christophe Caresche, député de Paris et animateur du Pôle écologique au PS, ainsi que Pascal Husting, directeur de Greenpeace, et Serge Oru, directeur du WWF. Pour Marielle de Sarnez, bras droit de François Bayrou, «il est très important que le dialogue se noue entre sensibilités différentes» car «c'est de nature à redonner espoir à tous ceux qui veulent que ça change».

Jean-Louis Borloo, numéro deux du gouvernement, embrasse Daniel Cohn-Bendit qu'il tutoie. Mais évite soigneusement les questions des journalistes sur l'interprétation politique à donner à sa présence. «Moi, je suis là pour parler du climat», dit le ministre du Développement durable, en s'en tenant à des échanges sur la taxe carbone et les enjeux du sommet de Copenhague.

« Rompre avec la réalpolitique »

«Alors, il paraît que t'es devenu un mec de droite !», lance Daniel Cohn-Bendit, en accueillant, un peu plus tôt, Martin Hirsch. «Celui qui me collera une étiquette n'est pas né !», répond le membre du gouvernement. Les deux hommes rigolent. Le ton de la journée est donné. «Nous sommes là pour rompre avec la réalpolitique qui, en fait, a toujours ignoré la réalité des grands enjeux», souligne Martin Hirsch.

Pour «Dany», «Europe Écologie doit montrer qu'on est capable de parler avec tout le monde». Y compris avec la droite ? Pour Corinne Lepage, face à l'urgence écologique «être de droite ou de gauche, aujourd'hui, ça ne veut plus rien dire». Daniel Cohn-Bendit poursuit : «Arrêtons d'être paranoïaques. Le gouvernement ne cherche pas à nous récupérer. Ce n'est pas parce que nous avons invité Borloo, que nos électeurs vont passer à l'UMP. C'est mon frère, qui connaît Borloo depuis Génération Écologie, qui l'a invité. N'y voyez rien d'autre.»

Sauf qu'il finit par ajouter : «En fait, il faut prendre Sarko à son propre jeu. C'est-à-dire renverser l'ouverture.» Il l'assure, «il faut trouver des passerelles des deux côtés». «Regardez la contribution énergie, le PCF et l'extrême gauche sont contre, le PS est partagé, le MoDem est pour. Donc, s'il fallait attendre que la gauche revienne au pouvoir, les jeunes seraient mal barrés...»

Pour autant, les invités de dimanche se déclaraient plutôt favorables à des listes séparées pour les régionales. «Ce qui ne doit pas empêcher de discuter ensemble dès maintenant d'éventuels rapprochements de second tour», explique Virginie Votier, déléguée du MoDem. Mais d'ici au mois de mars, des surprises pourraient venir troubler les débats. Dans la région Picardie, par exemple, le MoDem et Cap 21 discutent avec Europe Écologie pour une liste commune dès le premier tour. En Poitou-Charentes, Cap 21, cette fois sans le MoDem, a pris contact avec Europe Écologie.

Un 24e suicide à France Télécom (29.09)

AP - 28.09

Un salarié de France Télécom s'est donné la mort lundi en Haute-Savoie, à Alby-sur-Chéran, portant à 24 le nombre de suicides au sein de l'entreprise depuis février 2008.

Ce nouveau suicide a placé une nouvelle fois le P-DG du groupe, Didier Lombard, dans une position difficile.

Le dirigeant, qui s'est rendu dans l'après-midi à Annecy pour échanger avec les collègues de travail du salarié suicidé, a été accueilli par des cris et sous les huées. "Lombard, démission, ça suffit", proclamait une pancarte improvisée à l'entrée des locaux.

Après avoir écouté les salariés, Didier Lombard a tenu dans la soirée une réunion avec les syndicats.

L'employé, âgé de 51 ans et père de deux enfants, s'est jeté d'un viaduc à 09h39 et a mis en cause dans une lettre à l'attention de sa femme la société qui l'employait, a-t-on précisé à Reuters de source syndicale.

"Cet homme avait été muté il y a quelques mois d'un service de relation avec les entreprises à un centre d'appel d'Annecy", a précisé Christian Pigeon, du syndicat Sud-PTT.

Il a souligné que les délégués du personnel avaient déjà alerté la direction "sur la souffrance de ce salarié".

Pour la fédération SUD-PTT, ce nouveau suicide confirme que les mesures d'urgence annoncées ces derniers jours par la direction "ne suffisent pas à enrayer la vague de suicides".

ACCÉLÉRER LES NÉGOCIATIONS

Le ministre du Travail, Xavier Darcos, a appelé pour sa part Didier Lombard "à accélérer l'aboutissement des négociations" en cours sur la prévention des risques psychosociaux au sein de l'entreprise, a-t-on précisé dans son entourage.

Pressé par le gouvernement, France Télécom s'était engagé le 15 septembre à adopter des méthodes de gestion "plus humaines" pour enrayer la "spirale infernale des suicides" frappant ses salariés.

Didier Lombard avait cependant indiqué qu'il n'était pas possible, comme le demandent les syndicats, de mettre un terme aux "restructurations" de l'entreprise de 102.000 salariés.

Après une série de suicides et de cas dramatiques sur les lieux de travail, les syndicats demandent l'arrêt des fermetures de sites, suppressions de postes, mutations géographiques ou professionnelles forcées.

Cette politique est, selon eux, l'origine profonde du malaise des salariés de cette ancienne administration d'Etat devenue société anonyme en 1996, et dont l'actionariat est majoritairement privé depuis 2004.

Le programme d'action de France Télécom inclut un moratoire des mutations forcées jusqu'au 31 octobre, l'ouverture de négociations avec les syndicats pour la mise en oeuvre d'un accord interprofessionnel de 2008 sur le stress au travail, et un audit sur le phénomène des suicides.

Le ministère du Travail a demandé d'autres mesures à France Télécom. Il veut notamment la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois, pour offrir aux salariés une "visibilité" et couper court aux mutations jugées brutales.

Les médecins du travail ont été mobilisés et Didier Lombard a promis le recrutement d'une centaine d'employés dédiés au problème.

RFI : la cour d'appel de Paris demande des modifications du PSE (29.09)

AP - 28.09

La cour d'appel de Paris a rendu lundi un arrêt concernant le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de Radio France International (RFI), dans lequel elle demande à la direction d'effectuer des modifications. Pour l'intersyndicale, le plan social est de fait suspendu, mais la direction de RFI assure de son côté qu'elle présentera "rapidement" les changements réclamés par la justice.

Dans un communiqué, l'Intersyndicale (SNJ, FO, SNJ-CGT, SNRT-CGT) assure que la cour d'appel "vient d'invalider dans sa totalité" le PSE. Pour elle, l'arrêt "donne raison aux salariés en grève depuis le 12 mai" qui "n'ont cessé de dénoncer le caractère illégal de la restructuration et des licenciements envisagés par la direction de RFI".

Selon l'Intersyndicale, les magistrats de la cour d'appel ont constaté "qu'aucune tentative de reclassement au sein de l'audiovisuel public

n'avait été effectuée par la direction, que le PSE qui sépare les journalistes français des journalistes étrangers est discriminatoire, et que la société RFI avait cherché à instrumentaliser le PSE pour licencier le personnel sans avoir à se justifier".

"Cet arrêt bloque tout le projet de reprise en main de l'audiovisuel public dont RFI était la première étape", souligne l'Intersyndicale qui accuse la direction de "désinformation".

Dans un communiqué, la direction déclare de son côté que la cour d'appel a rejeté "la demande du comité d'entreprise réclamant la nullité" et fait savoir qu'elle "présentera rapidement les modifications demandées par la justice, notamment la suppression de la période d'adaptation et la création d'une catégorie professionnelle unique pour les journalistes". La direction assure que la procédure s'achèvera "dans les prochains jours, avec la dernière séance d'information et de consultation du comité d'entreprise".

"S'ouvrira alors la période de départs volontaires" qui "marquera la fin d'une situation de blocage chaque jour plus insupportable", ajoute-t-elle. La direction assure qu'elle s'engage à "examiner toutes les situations individuelles, avec l'objectif de trouver pour chacun la solution la plus humaine et la meilleure possible".

Françoise Delignon (SNRT-CGT) a jugé "scandaleux" que le communiqué de la direction. Le PSE est suspendu "tant que des modifications ne sont pas faites au plan social", a-t-elle déclaré à l'Associated Press.

En janvier, la direction de RFI a présenté un plan social prévoyant 206 suppressions d'emplois sur environ un millier, ainsi que la fermeture de six bureaux en langues étrangères (allemand, polonais, serbo-croate, albanais, laotien et turc), évoquant une audience insuffisante. Cette annonce a déclenché une grève au sein de RFI qui a duré deux mois, du 12 mai au 14 juillet, et qui a redémarré le 1er septembre.

Dans un communiqué, le secrétaire national du PS chargé des médias, Patrick Bloche, a appelé le gouvernement à "sortir de son silence" pour demander à la direction l'annulation du plan social. "Il a été montré devant la Cour d'appel que ce plan social, unique dans une entreprise publique, a été élaboré sans qu'à aucun moment n'apparaisse la volonté réelle de reclassement des personnels licenciés", souligne-t-il.

Pour lui, le gouvernement "doit reprendre la main et rappeler aux dirigeants de RFI qu'en pleine crise économique et sociale la seule solution raisonnable qui s'impose est l'annulation pure et simple d'un plan social". "RFI est un média écouté et respecté. Son avenir doit être garanti", rappelle Patrick Bloche. "Il y va du rayonnement international de la France et à la Francophonie à travers le monde".

Le Parlement vote le texte sur le financement des écoles privées (29.09)

Reuters - 28.09

Les municipalités françaises seront désormais tenues, dans certains cas, de financer les écoles privées d'autres communes si leurs résidents ont choisi d'y scolariser leurs enfants.

Le Parlement a adopté lundi une proposition de loi UMP en ce sens. Les députés ont entériné le texte du sénateur UMP Jean-Claude Carle tel que le Sénat l'avait voté le 10 décembre 2008.

Les groupes UMP et du Nouveau Centre (NC) ont voté pour. Les groupes socialiste, radical et citoyen (SRC) et de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) ont voté contre.

Le député UMP Pierre Cardo a voté contre.

Le texte propose de préciser un article de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Cet article, introduit par un amendement du sénateur socialiste Michel Charasse, instaure l'obligation pour la commune de résidence de prendre en charge les frais de scolarité d'un enfant étudiant dans une école privée sous contrat d'une autre commune.

Plusieurs communes ont refusé de s'acquitter de ce "forfait". D'où la multiplication de contentieux devant les tribunaux administratifs.

Aussi le texte adopté lundi oblige-t-il les mairies à financer les écoles privées d'autres communes si leurs résidents ont choisi d'y scolariser leurs enfants, mais seulement dans quatre cas :

Lorsque les parents peuvent prouver que la capacité d'accueil de la commune de résidence est insuffisante, pour des raisons médicales, en cas "d'obligations professionnelles" des parents si la commune "n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants", ou bien encore lorsqu'un frère ou une soeur de l'enfant est déjà scolarisé hors de la commune.

"Le gouvernement se félicite de cette proposition de loi et la soutient totalement", a dit Luc Chatel, ministre de l'Education nationale. "Ce texte est le fruit d'un consensus. Il est éloigné des débats idéologiques. C'est un texte d'apaisement et d'équilibre", a-t-il affirmé.

Très critique, la gauche a défendu en vain plusieurs motions de procédure.

"Ce texte porte atteinte au principe républicain de la laïcité", déclarent dans un communiqué les députés radicaux de gauche.

"Ce texte ne va pas dans le sens de l'apaisement", a dit pour sa part le député socialiste Yves Durand.

"Ce texte va organiser l'exode scolaire. Vous allez assécher, désertifier les écoles rurales (...). Même chose pour les quartiers de banlieue dits défavorisés", a-t-il estimé.

"La crise a aggravé les inégalités territoriales d'accès à l'emploi" (29.09)

Le Monde économie - 28.09

Yannick L'Horty, professeur d'économie à l'université d'Evry-Val-d'Essonne.

Vous avez réalisé 22 études régionales sur 12 000 communes, publiées par la Dares en septembre, qui mettent en évidence que le lieu de résidence est déterminant pour trouver un emploi. La crise économique a-t-elle changé la carte des inégalités face au chômage ?

Yannick L'Horty : Il y a un risque d'aggravation spatiale de ces inégalités. Partout en France, les régions riches en emplois tertiaires (Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur) ou celles où l'emploi public est surreprésenté (Corse) résistent mieux à la crise que les régions industrielles où l'activité est plus procyclique (Rhône-Alpes, Picardie...). Ou encore, les zones à forte activité automobile (Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie) sont davantage touchées que celles où le secteur de la santé est fortement représenté.

Les durées de chômage étaient déjà, avant la crise, plus longues dans les régions industrielles que dans les pôles d'activité tertiaire. On a donc de bonnes raisons de penser que la crise a pu aggraver les inégalités territoriales.

Pourquoi certains territoires sont plus favorables que d'autres à l'emploi ?

La demande de travail, autrement dit l'activité économique, explique les disparités à un niveau géographique supracommunal. Les entreprises qui recrutent font diminuer les durées de chômage dans toutes les communes périphériques des zones où elles sont implantées. Plus localement, les caractéristiques de l'offre de travail, c'est-à-dire la composition socio-démographique des demandeurs d'emploi, joue aussi un rôle. Par exemple, la durée du chômage est plus courte dans les grandes villes, car elles attirent une population plus jeune et plus diplômée, c'est l'"effet métropole".

Et quels sont les facteurs spécifiquement locaux ?

Il s'agit tout d'abord des problèmes d'enclavement de la localité au regard des réseaux de transport individuel et collectif. Par exemple, en région parisienne, à l'extrême est de la Seine-et-Marne, dans le sud de l'Essonne et dans toute la couronne la plus éloignée de la région Ile-de-France, on constate des durées de chômage élevées, liées à des problèmes de distance physique à l'emploi. Ces problèmes existent aussi aujourd'hui dans toutes les campagnes.

On observe également des effets de ségrégation, voire de discrimination territoriale. Le voisinage conditionne les réseaux de sociabilité et donc les durées de chômage : dans les localités où les demandeurs d'emploi sont nombreux, le réseau social entrave le dynamisme de la recherche d'emploi. La bonne réponse politique est de favoriser la mixité sociale.

D'autres spécificités locales, a contrario, favorisent l'accès à l'emploi. Comme, par exemple, la qualité des partenariats entre les acteurs locaux et le contenu des politiques locales d'accompagnement, ainsi que l'ont démontré plusieurs études.

Les zones historiquement favorables à l'emploi sont-elles homogènes ?

L'Ile-de-France est globalement favorable à l'emploi mais, au sein de la région, il y a des inégalités considérables entre communes. Les disparités intrarégionales sont beaucoup plus fortes que les disparités régionales. Globalement, habiter en Essonne, c'est très favorable.

En revanche, Paris est le département de France où les durées de chômage sont les plus longues. Il y a là un problème d'inadéquation entre des emplois offerts, en général très qualifiés, et une offre de travail, qui l'est moins.

La politique de l'emploi tient-elle compte de ces disparités géographiques ?

Ni globalement ni en détail. Nos observations ont permis de déterminer des zones homogènes de communes contiguës dont les durées de chômage sont soit uniformément élevées, soit uniformément faibles, mais qui ne correspondent pas aux périmètres administratifs. Même à l'intérieur de chaque bassin d'emploi, il y a des différences considérables d'un territoire à l'autre. L'appareillage des politiques publiques n'est pas adapté pour cibler ces zones. Les moyens donnés sont homogènes pour des territoires hétérogènes.

Les réactions au plan Sarkozy pour la jeunesse (30.09)

AP - 29.09

Voici les principales réactions au plan pour les jeunes présenté mardi par le président Nicolas Sarkozy:

- Jean-Baptiste Prévost, le président de l'UNEF:

"On est loin de l'objectif affiché qui était de redessiner un nouveau pacte entre les jeunes et la société".

"Les jeunes n'ont pas besoin d'incitation à travailler mais ils ont besoin de boulot".

L'extension du RSA aux jeunes actifs "risque de développer l'emploi précaire chez les jeunes en subventionnant des emplois à très bas revenu".

- Gérard Aschieri, le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU, premier syndicat de l'éducation):

Les annonces de Nicolas Sarkozy ne sont pas "à la hauteur d'une vraie ambition pour la jeunesse".

"Les questions financières sont très limitées. Il y a une mesure intéressante qui est le 10e mois de bourse, mais ça ne fait pas une politique".

"On ne répond pas à la question de l'autonomie des jeunes, notamment sur la question financière".

- Thierry Cadart, le secrétaire général du SGEN-CFDT:

"Il y a des éléments, des mesures intéressantes", a-t-il déclaré, citant notamment l'extension du RSA aux moins de 25 ans, le dixième mois de bourse étudiante ou le doublement de l'aide complémentaire santé. "Mais il faudra examiner le financement", a-t-il ajouté.

"Il faut qu'on regarde la cohérence d'ensemble, mais on note une volonté politique de traiter le problème de la jeunesse dans sa globalité".

- CFDT:

"Dispersées dans leur mise en oeuvre, et restrictives, en particulier sur le RSA, ces annonces n'ont pas le souffle d'une grande ambition pour la jeunesse".

"L'ouverture partielle du RSA aux jeunes salariés répond à l'exigence de la CFDT de mettre un terme à la discrimination injuste subie par les jeunes de moins de 25 ans dans l'accès aux prestations sociales. Cependant, la restriction apportée (avoir travaillé deux ans dans les trois dernières années) risque de limiter très fortement la portée de cette mesure".

- CGT:

"Les mesures annoncées par le président de la République en faveur des jeunes ressemblent plus à un bouquet de propositions mal ficelées qu'à une politique qui favoriserait véritablement l'insertion des jeunes dans le monde du travail.

"Même si certaines mesures annoncées peuvent aider certains jeunes à percevoir une indemnité comme le RSA, les conditions requises

pour en bénéficier sont si restrictives (...) que très peu de monde au bout du compte en bénéficiera".

- Rémi Martial, le délégué national de l'Union nationale inter-universitaire (UNI, syndicat étudiant classé à droite):

"Il a tourné le dos à l'assistanat. Il oppose l'assistanat et la dépendance à la liberté et à la responsabilité".

"Une grande partie de son discours est tournée vers les jeunes en grande difficulté", a ajouté Rémi Martial, soulignant notamment comme points positifs, selon lui, "la lutte contre les décrocheurs", la "dé dramatisation de l'orientation" et "la volonté de développer l'alternance".

"On demande à être associé au suivi de cette réforme".

- UNL (Union nationale lycéenne):

"M. Bricolage fait encore des siennes!"

"Une fois de plus, le gouvernement bricole des mesures déjà existantes afin d'éviter le sujet des moyens budgétaires accordés aux politiques pour la jeunesse".

- Le Mouvement des jeunes socialistes (MJS):

"Encore une solution au rabais!"

"Le RSA est un alibi pour les entreprises peu scrupuleuses de sous-payer des sous-salariés. Et autoriser le sous-paiement des jeunes via un 'RSA Jeunes' n'aura qu'une seule utilité: trafiquer les chiffres du chômage à la baisse alors que les emplois à temps très partiels ou payés au lance-pierre feront loi.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes déplore qu'aucune politique volontariste de l'emploi ne soit envisagée. Cependant les jeunes socialistes se tiennent prêts à accueillir comme il se doit le RSA jeunes comme ils l'ont fait en 1994 pour le CIP et en 2006 pour le CPE".

- Benoît Hamon, le porte-parole du Parti socialiste:

"Il aurait fallu une allocation d'autonomie pour les jeunes".

"Il y a là encore une opération pour l'essentiel de communication politique mais qui ne s'attaque pas à l'augmentation de la pauvreté et de la précarité dans la jeunesse".

"L'insertion sur le marché du travail est de plus en plus difficile".

"Le nombre d'étudiants qui sont obligés de travailler pour se payer leurs études n'a cessé d'augmenter, il y a même aujourd'hui des lycéens qui travaillent pour pouvoir vivre correctement".

- Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts:

"Sarkozy fait du vieux avec les jeunes"

"Il y a fort à craindre que les annonces d'aujourd'hui ne règlent pas grand-chose aux problèmes que connaît la jeunesse".

"Les discours de Nicolas Sarkozy se suivent et se ressemblent: grand discours avec de grandes ambitions, petites décisions bien en deçà des grandes ambitions".

"L'interdiction des stages hors cursus (...) existe déjà".

"Concernant les 'décrocheurs', Nicolas Sarkozy ne répond pas aux milliers de jeunes qui ne trouvent pas de formation adaptée et qualifiante, en période de chômage record".

"Le RSA jeune limité aux jeunes ayant travaillé deux ans est un petit pas, mais concerne de fait une petite minorité. La timide expérimentation d'un revenu d'autonomie est intéressante, mais n'est suivie d'aucune précision. Il faut aller plus loin et généraliser un revenu d'autonomie englobant les multiples aides aux effets controversés (bourses, quotient familial, allocations familiales, APL)".

- Le Parti communiste:

"Les mesures annoncées aujourd'hui, loin de constituer un (...) Plan Marshall, nous inspirent une seule réflexion : décidément, on achève bien les jeunes!"

"La multiplication prévue de contrats aidés à temps partiel sera inefficace, injuste et renforcera la précarité. Et, après le contrôle des chômeurs par la réforme de Pôle emploi, c'est le contrôle des jeunes que veut organiser le président par sa réforme du service public d'orientation. L'extension annoncée du RSA aux jeunes de 18 à 25 ans sous condition d'avoir travaillé deux ans sur les trois dernières années concernera quant à elle moins d'un jeune sur dix. L'octroi d'un dixième mois de bourse ne concernera lui qu'un étudiant sur dix".

- Les Jeunes Verts:

"Sarkozy n'a pas libéré Tanguy"

"Ce dispositif très limité montre un flagrant manque d'ambition. C'est une mesure qui n'est pas à la hauteur de la précarité des jeunes".

"Pour toucher le RSA jeunes, il faut avoir travaillé au moins deux ans. Le nombre de jeunes concernés est évalué à 160.000, soit un peu plus de 2% des 8,18 millions de 16-25 ans en France. Rien n'est prévu pour les 1,2 million d'étudiants. Rien pour les 350.000 jeunes en IUT ou en STS..."

"Les Jeunes Verts appellent le gouvernement à faire preuve de plus de courage. Pour lutter contre la précarité des jeunes, nous demandons, avec d'autres organisations de jeunesse, l'instauration d'un revenu universel d'autonomie pour tous les jeunes. Qu'ils soient employés, étudiants, bénévoles ou chômeurs, tous les jeunes doivent avoir le droit à l'autonomie et l'émancipation".

Les principales mesures du plan d'aide à la jeunesse (30.09)

Le Monde économie - 28.09

- Le RSA sera étendu aux moins de 25 ans, à condition qu'ils aient travaillé 3600heures (l'équivalent de deux ans) au cours des trois dernières années. Les jeunes pourront en bénéficier s'ils sont devenus chômeurs ou s'ils ont réduit leur activité, après extinction de leurs droits aux Assedics.

- 160 000 d'entre eux sont concernés (coût : 250 millions d'euros). Le contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) qui accompagne les jeunes de 16 à 25 ans menacés d'exclusion –actuellement de 900 euros par an – sera augmenté (80 millions d'euros).

-Un dixième mois de bourse sera versé aux étudiants scolarisés dans les universités ayant allongé à dix mois le cursus scolaire (150 millions d'euros).

Complémentaire santé : l'aide aux étudiants sera doublée à 200 euros (30 millions d'euros) ;

- Les apprentis bénéficieront des droits attachés à la carte étudiant.

- Les entreprises privées pourront prérecruter des jeunes dont ils financent la formation.

Les stages non associés à une formation seront interdits.

- Un service public de l'orientation sera mis en place.

-Un livret de compétence sera expérimenté pour valoriser l'extra-scolaire (activités associatives, culturelles, sportives).

- De 16 à 18 ans, un droit à préparer sa vie active sera créé, sous forme d'une formation ou d'un emploi. Ceux qui décrochent après 16 ans seront suivis.

_ Le service civique volontaire concernera 10 000 jeunes en 2010. L'objectif est de parvenir à 10 % d'une classe d'âge.

Une prémajorité à 16 ans permettra à un jeune d'être président ou trésorier d'une association ou de créer son entreprise.

- Trois types de dotations seront expérimentés : 8 000 jeunes de 18 à 25 ans, désireux de s'autonomiser, se verront attribuer 3000 euros pendant deux ans maximum pour financer certaines dépenses (formation...). Leurs parents devront renoncer aux allocations familiales. 8 000 jeunes de 18 à 25 ans en difficulté bénéficieront d'un revenu garanti d'environ 250 euros par mois s'ils signent un accord de formation ou acceptent un emploi. 6 000 jeunes de 16 à 18 ans bénéficieront d'une aide maximale de 2 500 euros s'ils reprennent une formation.

L'assurance-vie pourrait être soumise aux prélèvements sociaux (30.09)

Reuters - 29.09

Le gouvernement va soumettre aux prélèvements sociaux (CSG et CRDS) les contrats d'assurance-vie qui en étaient exonérés dans le cadre des efforts de redressement des comptes de la Sécurité sociale, rapportent mardi Les Echos et La Tribune.

Les deux quotidiens précisent que cette imposition concerne les contrats multisupports en unités de compte dont le capital était exonéré de CSG et de CRDS (12,1%) en cas de décès.

Les recettes escomptées s'élèveraient à 270 millions d'euros, selon Les Echos.

Impôts locaux : les Français vont payer les effets de la crise (30.09)

LeMonde.fr - 29.09

Après deux années de modération, les départements ont de nouveau recours au levier fiscal cette année. "Pour l'ensemble des départements de métropole, l'évolution moyenne des taux d'imposition se porte à + 6,2 %", indiquait dans une enquête (PDF) publiée en avril, le Forum pour la gestion des collectivités territoriales, qui réunit 240 collectivités de droite et de gauche.

"Si la gauche passe, comme à chaque fois qu'elle prend des villes, des régions ou des départements, elle va faire exploser les impôts, tout en donnant à Paris des leçons de morale sur le pouvoir d'achat" vitupérait en 2008 Jean-François Copé, député-maire de Meaux et président du groupe UMP à l'Assemblée nationale. Mais l'état des lieux de l'imposition ne laisse pas voir une fracture en fonction de la couleur politique des communes. Nîmes, mairie UMP depuis 2001, a la palme de la taxe d'habitation la plus haute à 1 164 euros. A la dernière place de ce classement figure la mairie PS de Paris, avec 395 euros. La droite parisienne dénonçait encore, mardi 29 septembre, "la gestion dépensière et imprévoyante" de Bertrand Delanoë. "Il n'existe pas de dogme politique en matière d'imposition", réplique Olivier Régis, délégué général du Forum pour la gestion des collectivités territoriales. "La décentralisation est, en elle-même, une source de disparité. Chaque territoire est appelé à faire des choix stratégiques susceptibles, ou non, de créer de la richesse, de l'emploi, des services."

"À QUELQUES MOIS DU SCRUTIN, LES AUGMENTATIONS SONT MINEURES"

A quelques mois des élections régionales, la droite ne se prive pas de dénoncer la mauvaise gestion des 20 régions de gauche (sur 22) pour expliquer la hausse des impôts locaux sans néanmoins en détailler les bénéficiaires. Les bases sur lesquelles sont calculés ces impôts sont complexes et ne dépendent pas de la volonté d'une seule collectivité. La taxe foncière sur le bâti est versée par les propriétaires. La taxe d'habitation concerne toute personne qui dispose d'un logement, même en location. L'impôt est ensuite décomposé en trois parties inégales et variables à répartir entre l'Etat, la région et la commune.

"Depuis les municipales de 2008, il y a eu un rattrapage par rapport à des hausses qui n'avaient pas été votées à la fin du mandat précédent par crainte d'augmenter la fiscalité avant les élections", explique Olivier Régis. La situation est inverse en ce qui concerne les régions. "A quelques mois du scrutin, les augmentations sont mineures. Elles reprendront après les élections pour répondre aux promesses faites durant la campagne. Nous observons ce phénomène depuis vingt ans", conclut-il.

La taxe d'habitation grimpe de 17,7 % à Nice, de 12,3 % à Argenteuil (Val-d'Oise), de 11,9 % à Grenoble et de 11,7 % à Paris. Dans le même temps, la taxe sur le foncier bâti bondit de 47 % à Paris (elle est perçue pour la première fois par le département, ce qui explique le fort taux d'évolution), de 16,5 % à Nice et de 14,3 % à Nantes.

BAISSE DES DROITS DE MUTATION ET PRÊTS TOXIQUES

Du côté des départements, les cinq plus fortes hausses entre 2008 et 2009 ont été observées dans les Hautes-Alpes (+ 30%), le Nord (+

17,6%), le Cher (+ 16,9%), l'Ain (+ 15%), les Alpes-Maritimes (+ 14,9%). Là aussi l'effet "début de mandat" joue à plein: "Plus des trois quarts des départements (77 %) augmentent leur taux d'imposition en 2009. L'an passé, année électorale, plus de la moitié d'entre eux l'avaient en revanche maintenu au niveau de 2007", note l'étude.

Mais la progression des taxes s'explique aussi par une hausse prévue des dépenses des conseils généraux, et une baisse des recettes liée à celle des droits de mutation et les pertes dues à des prêts toxiques auxquels se sont exposés certains départements. "La moitié des budgets des départements correspond à l'aide sociale, or on fait face à une hausse de la demande pour le RSA et le RMI", affirme Olivier Régis.

Epilogue du feuilleton du forfait communal (30.09)

Le Monde - 29.09

La loi Carle sur le forfait communal a été votée lundi 28 septembre aux alentours de 19 heures. Députés UMP et Nouveau Centre se sont prononcés pour ; députés PS et PCF contre. La fin d'une épopée législative.

Le forfait communal, c'est l'obligation faite aux maires, dans le cadre de l'enseignement primaire, de participer au coût des études des enfants domiciliés sur leur commune et scolarisés ailleurs. Depuis 2004, suite à une fausse manoeuvre du sénateur socialiste Michel Charasse et à l'inscription de l'article 89 dans la loi du 13 août 2004, les maires étaient tenus d'en verser le montant aux écoles publiques et privées. Dans les faits, ils ne le faisaient pas. Les montants en jeu étaient énormes, puisque 360 000 élèves vont dans une école privée hors de leur commune. Aujourd'hui, la loi Carle n'impose le versement du forfait communal que dans quatre cas précis, qui ne "devraient concerner que 36 000 élèves", anticipe Gilles du Retail, au secrétariat général de l'enseignement catholique.

Trois lois en cinq ans

Avant 2004

Une commune doit payer la scolarisation d'un enfant qui habite sur son territoire mais opte pour l'école publique d'une commune voisine, dans quatre cas de figure : s'il n'y a pas de place dans l'école de sa commune, si cette école n'offre pas de service de garde ou de restauration, si l'enfant rejoint un frère ou une soeur, ou pour raisons médicales.

Entre 2004 et aujourd'hui

Selon l'art. 89 de la loi du 13 août 2004, la commune de résidence est tenue de payer pour la scolarisation d'un enfant inscrit dans l'école privée d'une autre commune, quel que soit le motif du choix de la famille.

La loi Carle, 2009

Adoptée lundi 28 septembre, elle remet en vigueur les quatre conditions restrictives qui étaient applicables aux écoles publiques avant 2004 et les étend aux écoles privées.

Caterpillar : les salariés votent pour réorganiser le temps de travail (01.10)

LeMonde.fr et AFP - 30.09

Lors du référendum organisé mardi 29 septembre, plus de 64 % (1 274) des salariés de Caterpillar ont voté en faveur d'une réorganisation du temps de travail, qui permettra de réduire à 600 au lieu de 733 le nombre de licenciements prévus dans le cadre d'un plan social.

Cet accord-cadre avait été signé en mai par la CFDT, FO et CFTC, majoritaires, mais rejeté par la CGT, au bout d'un conflit social de plusieurs semaines contre ce plan social, marqué par la séquestration de quatre cadres. Pour être ratifié, l'accord doit désormais être soumis à la signature des syndicats du constructeur américain d'engins de chantier, qui emploie 1 980 salariés, dont 704 (35,6 %) se sont prononcés contre.

La CGT arrêtera sa position à l'issue d'une assemblée générale qui se tiendra mercredi, a indiqué un élu CGT du CE. Une ratification de cet accord-cadre, imposant à l'ensemble des salariés une nouvelle organisation du temps de travail à partir de janvier 2010, permettra par

ailleurs d'augmenter de 6 000 euros l'indemnité de licenciement des personnes visées par le plan social.

Depuis l'annonce en mai de la mise en œuvre du plan social visant à réduire les coûts en raison d'une chute du carnet de commandes, 418 personnes ont été licenciées. Seules 25 d'entre elles ont retrouvé un emploi, selon Force ouvrière.

Jack Lang chargé par l'Elysée d'une mission sur la Corée du Nord (03.10)

Reuters - 02.10

Nicolas Sarkozy a chargé Jack Lang d'une "mission d'information" sur la Corée du Nord avec pour objectif notamment de proposer des initiatives pour contribuer au règlement de la crise provoquée par le programme nucléaire militaire de Pyongyang, annonce l'Elysée.

Il s'agit de la deuxième mission diplomatique du genre confiée par le chef de l'Etat à l'ancien ministre de la Culture emblématique des années Mitterrand, aujourd'hui député socialiste du Pas-de-Calais.

Selon un communiqué de l'Elysée, il lui a demandé en outre "une analyse sur les circonstances qui pourraient conduire la France à envisager l'établissement de relations diplomatiques avec la République Populaire Démocratique de Corée en tenant compte de la nécessité de progrès sur la question nucléaire, les relations intercoréennes et la situation humanitaire et des droits de l'Homme."

Nicolas Sarkozy l'avait chargé début 2009 d'une mission similaire "pour explorer avec les autorités cubaines les modalités d'une reprise du dialogue politique et de la coopération" entre Paris et La Havane.

Même si son nom a été cité en plusieurs occasions comme ministre potentiel, Jack Lang, un visiteur régulier de l'Elysée, n'a pas fait à ce jour son entrée dans un gouvernement de Nicolas Sarkozy.

Mais il apparaît néanmoins au rang des symboles de sa politique d'ouverture à gauche, comme en témoignent sa participation à la commission de réforme de la Constitution dirigée par Edouard Balladur et le vote de celle-ci, le seul issu des rangs des socialistes, qui avait permis son adoption à une voix près.

Il a également apporté son soutien à la loi Hadopi de lutte contre le piratage internet.

Camarades, surtout soyez de véritables révolutionnaires comme Lan est un véritable socialiste, n'oubliez pas de voter PS au second tour des régionales, et tant pis si c'était comme si vous votiez pour l'UMP !

Campagne publicitaire contre la fraude fiscale et sociale (07.10)

Reuters - 06.10

Le gouvernement lancera lundi prochain une campagne publicitaire contre la fraude au fisc et à la Sécurité sociale, qui ferait perdre une quarantaine de milliards d'euros chaque année.

Dix messages incitant les citoyens et les chefs d'entreprise à ne pas écouter un mauvais génie qui leur suggère de frauder seront diffusés pendant trois semaines sur plusieurs radios.

"On a beaucoup de droits en France, on peut en être fier et être heureux de cela, il faut que ces droits soient respectés", a déclaré mardi le ministre du Budget, Eric Woerth, lors d'une conférence de presse à Montreuil.

"C'est vraiment un problème d'égalité et d'équité entre nous tous", a-t-il ajouté.

La lutte contre la fraude ne permettra pas à elle seule de combler les déficits, a-t-il précisé, mais elle revêt une importance particulière au moment où ils atteignent des sommets.

Le déficit public devrait ainsi atteindre 8,5% du produit intérieur brut l'an prochain, après 8,2% en 2009, soit son plus haut niveau depuis le début de la Ve République.

Le déficit de l'Etat serait de 116 milliards d'euros en 2010 et celui de la Sécurité sociale dépasserait 30 milliards.

Le gouvernement et les organismes sociaux ont multiplié les contrôles ces dernières années et le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2010 prévoit une intensification.

En 2008, 52.000 contrôles fiscaux sur place ont permis des rappels d'impôts à hauteur de 7,12 milliards d'euros, a précisé Eric Woerth. La TVA représente 35% des rappels, l'impôt sur les sociétés 32% et l'impôt sur le revenu 10%.

Entre 2006 et 2008, les fraudes détectées par les caisses de Sécurité sociale ont augmenté de 60% en valeur, passant de 227 à 365 millions d'euros, et leur nombre a augmenté de 150%, passant de 12.400 à 31.500.

Pierre Burban, président de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), a déclaré lors de la conférence de presse que plus de 235.000 entreprises avaient été contrôlées l'an dernier.

De 2006 à 2008, plus de 47% du montant des cotisations sociales déclarées a été contrôlé, ce qui correspond à plus de 51% des salariés déclarés, a-t-il précisé.

Pour le seul travail illégal, près de 37.000 établissements ont été contrôlés, représentant près de 87.000 salariés.

Le nombre de contrôles des arrêts maladie est passé de 700.000 en 2006 à 1,2 million en 2007 et 1,6 million en 2008. Treize pour cent des arrêts contrôlés ont été jugés trop longs ou injustifiés.

Pourquoi Nicolas Sarkozy est allé au Kazakhstan (07.10)

Lexpress.fr et Reuters - 06.10

Appelé par les ONG à évoquer la situation des droits de l'homme au Kazakhstan, le président français surtout fait un passage éclair dans sa capitale flambant neuve pour entretenir l'amitié franco-kazakhe à coups d'accords de coopération et de contrats commerciaux.

Le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev a accueilli Nicolas Sarkozy pour quelques heures à Astana, ce mardi. Mais pourquoi cette visite? Pas seulement, sans doute, pour admirer la maquette du plan de développement de la jeune capitale sortie de terre à la fin des années 1990. Trop tard d'ailleurs pour que François Mitterrand, dernier président français à s'être rendu sur le sol kazakh en 1993, puisse l'admirer dans son ensemble...

Non, cette visite est surtout destinée à marquer la relance des relations entre les deux pays par la signature d'une série de contrats au profit des entreprises françaises, dont l'appétit est aiguisé par la richesse du sous-sol kazakh.

Signer des accords économiques

"Nous avons signé vingt-quatre accords", s'est réjoui Nicolas Sarkozy, accompagné d'une trentaine de chefs d'entreprises français. "C'est une nouvelle page qui s'écrit dans l'histoire des relations entre la France et le Kazakhstan", a-t-il lancé. "Nos relations ont connu un nouvel élan", s'est félicité le président Nazarbaïev, chiffrant le total des contrats signés à "près de six milliards de dollars".

Coopération globale

Les deux pays ont déjà signé un Accord de partenariat stratégique le 11 juin 2008 à Paris. Un accord de coopération conclu entre le Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi de la République française et le Ministère de l'Industrie et du Commerce de la République du Kazakhstan, dans le domaine du développement de l'Economie fondé sur l'innovation, doit être signé ce mardi. Dans le secteur stratégique des ressources énergétiques, dont le sous-sol du Kazakhstan regorge, les groupes français Total et GDF-Suez ont formalisé leur participation, à hauteur de 25% et d'environ un milliard de dollars, à l'exploitation du champ gazier russo-kazakh de Kshvalinskoye, en mer Caspienne, opéré en partenariat avec le russe Loukoïl (50%) et le kazakh Kazmunaigaz (25%).

Ce champ devrait produire entre 8 et 9 milliards de mètres cubes de gaz par an. Il ne devrait pas être opérationnel avant 2016, a précisé le directeur général de Total, Christophe de Margerie.

Un consortium de sociétés françaises (Manesmann-France, Europipe, GTS, Arcelor-Mittal) mené par Spie Capag (groupe Vinci) a de son côté signé un protocole d'accord pour la pose d'un oléoduc entre le champ pétrolier géant de Kashagan, en mer Caspienne, et Bakou

(Azerbaïdjan) qui permettra d'acheminer l'or noir vers l'Europe en contournant la Russie.

Si les négociations commerciales aboutissent, il devrait rapporter 1,2 milliard d'euros aux entreprises tricolores, selon Paris. "Cet oléoduc va créer beaucoup d'emplois ici et en France", a souligné le président français. L'Élysée évoque un millier d'emplois pour la région de Dunkerque...

La délégation française a également décroché des contrats pour la fourniture d'un tramway par Alstom et de deux satellites d'observations de la terre par EADS-Astrium. Areva a pour sa part créé une société conjointe avec son partenaire kazakh pour l'exportation de combustible nucléaire et EADS une société pour la formation des pilotes, la maintenance et la location d'hélicoptères. Un autre contrat était attendu par Thalès pour la fourniture d'un système de télécommunication militaire.

Mettre en place un centre de transferts de technologie

A l'occasion de cette visite, la naissance du Centre Franco-Kazakhstanais de Transferts de Technologies (KzFCTT) a été officialisée. En projet depuis le déplacement d'Anne Marie Idrac, ministre du Commerce Extérieur, en 2008, il a pour vocation de faciliter et d'encadrer les transferts de technologies et de connaissances entre les deux pays dans des domaines variés: énergie, nucléaire civil, énergies renouvelables, construction mécanique, biotechnologies, agro industrie, TIC, aéronautique et espace...

Se placer dans une région agitée

En plus de la dimension purement économique de son déplacement, Nicolas Sarkozy a répété sa volonté de faire du Kazakhstan "un partenaire majeur" dans une région "hautement stratégique", aux portes de l'Iran et de l'Afghanistan. Paris et Astana ont par exemple paraphé un accord prévoyant le transit par le Kazakhstan de l'approvisionnement destiné aux quelque 3000 soldats français engagés sur le front afghan.

... et évoquer du bout des lèvres les droits de l'homme

La question des droits de l'Homme, malmenés au Kazakhstan, devrait également être abordée. Parmi les ONG inquiètes, Human Rights Watch a demandé à Nicolas Sarkozy de faire pression sur son hôte, qui doit prendre en janvier la présidence tournante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Nicolas Sarkozy n'a cependant pas hésité à venir au secours de Noursoultan Nazarbaïev, au pouvoir depuis 1989. "J'ai fait le choix de soutenir (...) le Kazakhstan parce que c'est un choix de paix et parce que les dirigeants de ce pays m'ont dit leur profonde volonté d'appliquer les principes fondamentaux de l'OSCE", a-t-il plaidé.

"La meilleure façon de résoudre des problèmes, car il y a des problèmes, et j'en ai parlé avec le président, c'est pas forcément de venir en donneur de leçons, c'est de venir en ami pour essayer de trouver des solutions", a insisté Nicolas Sarkozy, assurant qu'il avait parlé des questions de démocratie et de droits de l'Homme avec son hôte.

Taxe professionnelle: Sarkozy "se fout du monde", estime Juppé (08.10)

Reuters - 07.10

L'ancien Premier ministre Alain Juppé (UMP) estime que le gouvernement "se fout du monde" sur les modalités de la suppression de la taxe professionnelle, principale recette fiscale des collectivités territoriales.

Dans un entretien paru mercredi dans le quotidien Sud-Ouest, le maire de Bordeaux ne prend pas de précautions oratoires à l'adresse du président de la République, signe des tensions qui agitent la majorité sur le dossier de la réforme de ces collectivités, dont l'Élysée veut supprimer des échelons.

"Ce n'est pas un bouleversement. Mais c'est toujours pareil avec (Nicolas) Sarkozy, on vous dit que c'est une rupture avec tout ce qu'on a fait par le passé...", a-t-il déclaré à propos de cette modification prévue pour la fin de l'année.

Il estime que l'élection des conseillers territoriaux "sera un changement très profond", dont un des objectifs, "quelque peu démagogique, est de diminuer le nombre d'élus".

Alain Juppé estime par ailleurs que "le gouvernement cherche la provocation" sur les modalités de la suppression de la taxe professionnelle, une mesure en faveur des entreprises.

Prenant exemple sur la Communauté urbaine de Bordeaux (Cub) dont il est vice-président, il remarque que dès la deuxième année elle "perdrat plusieurs millions".

"C'est tout de même se foutre du monde. Le président Sarkozy avait promis une compensation euro par euro mais il avait oublié de dire pendant un an", explique-t-il.

"Jeudi et vendredi, pour les Journées des communautés urbaines, cela va être un festival anti-gouvernement", ajoute-il à la veille de ces journées qui se déroulent à Bordeaux.

DES DÉCISIONS "COURAGEUSES"

Ces propos d'Alain Juppé confirment que les différends se multiplient entre le gouvernement et sa majorité parlementaire.

Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a rejeté les accusations de l'ancien Premier ministre.

"J'ai beaucoup de respect pour Alain Juppé mais je n'ai pas vraiment le sentiment que le président de la République se moque du monde", a-t-il déclaré lors du compte rendu du conseil des ministres.

Nicolas Sarkozy "a pris deux décisions difficiles, courageuses, qui sont, l'une, de réformer en profondeur notre système d'organisation territoriale", a-t-il poursuivi. "Et deuxième décision difficile, c'est la question de la taxe professionnelle, avec un objectif : améliorer la compétitivité de notre industrie."

La reprise des travaux au Parlement a été marquée à l'Assemblée nationale par des passes d'armes entre certains ministres et les députés, qui laissent augurer de difficultés lorsque commenceront les débats sur le budget 2009, qui s'ouvre à la mi-octobre, la réforme de la taxe professionnelle et la création de la taxe carbone.

"Je n'avais pas vu ça depuis longtemps", a dit en septembre le président de l'Assemblée, l'UMP Bernard Accoyer.

Ces réformes sont vivement contestées par une grande partie de la majorité tant à l'Assemblée qu'au Sénat qui craint d'en payer le prix aux élections régionales du printemps prochain.

Eric Besson confirme les charters vers l'Afghanistan (08.10)

AP - 07.10

Le ministre de l'Immigration Eric Besson a confirmé mercredi qu'il y aurait des vols charters "groupés" d'Afghans en situation irrégulière en France et en Grande-Bretagne, sans donner de date précise.

"Le président Sarkozy a été très clair la semaine dernière sur le sujet en annonçant qu'il y aura des vols groupés, des reconduites forcées avec les Britanniques", a déclaré Eric Besson sur RMC-Info/BFM-TV. Il a refusé de donner une date pour le prochain départ afin de ne pas "mettre sur la place publique les projets ou les absences de projets".

Selon l'association SOS Soutien ô sans-papiers, un avion affrété par les gouvernements britannique et français en provenance de Londres devait décoller mardi de l'aéroport Lille Lesquin à 22h30 vers l'Afghanistan. Une information qui a provoqué une levée de boucliers parmi les ONG et les partis de gauche. Le ministère de l'Immigration avait fait savoir qu'aucun vol charter transportant des clandestins afghans, arrêtés notamment à Calais, ne quitterait mardi la France à destination de l'Afghanistan.

"Il y aura des vols groupés sous réserve qu'un certain nombre de conditions soient remplies: que nous puissions être certains que les personnes seront en sécurité en arrivant à Kaboul et deuxièmement, qu'il y ait possibilité d'une aide à la réinstallation", a assuré Eric Besson.

"Si on n'a pas le statut de réfugié, si on n'accepte pas le retour volontaire, et pour envoyer un message de fermeté aux passeurs, oui, je confirme que la France reconduira à la frontière pour les douze nationalités qui sont représentées dans le Calais", a martelé le ministre de l'Immigration.

Le député-maire socialiste d'Evry Manuel Valls a estimé que "renvoyer aujourd'hui des Afghans en Afghanistan, c'est les mettre en danger, c'est l'engagement qu'avait Eric Besson, c'est ce que demandent les grandes associations qui suivent ces questions".

"Sur le principe de reconduite à la frontière, par principe je n'y suis pas opposé, mais il y a évidemment des conditions", a précisé Manuel Valls sur RTL. "Ces conditions, c'est qu'il faut des critères lisibles partout. Or, aujourd'hui, la politique d'immigration du pouvoir est peu lisible".

L'industrie du médicament est confrontée à une montée des tensions sociales sans précédent (10.10)

Le Monde - 09.10

Le climat social s'alourdit dans l'industrie pharmaceutique. Le 24 septembre, le laboratoire américain Bristol-Myers Squibb (BMS) a annoncé la fermeture à la fin de l'année de son usine d'Epernon (Eure-et-Loir), qui compte 223 salariés. Après une année passée à chercher un repreneur, le fabricant du Dafalgan a fini par jeter l'éponge. En février, un autre site du groupe situé à Meymac (Corrèze), qui emploie 162 collaborateurs, s'est mis en grève pendant 33 jours. Il ne restera en juin 2010, à Agen, qu'une seule des trois usines que BMS possède en France.

Ces fermetures d'usine pourraient en annoncer d'autres. A Evreux, le site du laboratoire britannique GlaxoSmithKline (GSK) a connu 12 jours de grève en mars après l'annonce de 800 suppressions de postes. En mars également, le directeur de l'usine du groupe américain 3M à Pithiviers (Loiret) a été retenu pendant plus de 24 heures dans son bureau. Les salariés protestaient contre un projet de plan social qui doit entraîner la destruction de 110 emplois sur 235. Des épisodes inédits qui révèlent le durcissement des relations sociales dans un secteur jusque-là épargné par les conflits.

Les restructurations sont d'autant plus douloureuses que l'industrie du médicament a longtemps choyé ses salariés. Et qu'elle continue pour l'instant de réaliser de confortables bénéfices. Les indemnités accordées aux personnes licenciées, souvent supérieures à deux ans de salaires, restent d'ailleurs nettement plus généreuses que celles pratiquées dans d'autres secteurs industriels.

Après plusieurs décennies de forte croissance, la concurrence des fabricants de produits génériques contraint les groupes pharmaceutiques à réduire la voilure. Les copies de molécules ont représenté 10,2 % du chiffre d'affaires du médicament remboursable en France en 2008, mais 25 % des volumes. Encouragé par des pouvoirs publics soucieux de réduire le déficit des comptes de la Sécurité sociale, l'essor des génériques déstabilise le modèle traditionnel de l'industrie pharmaceutique, axé sur la production en masse de médicaments chimiques.

"Beaucoup d'usines ne tournent plus à plein régime. Il existe un excès de capacités de production de médicaments en France", note Benoît Gallet, porte-parole de BMS en France. Les nombreuses fusions opérées ces dernières années ont rendu certains sites superflus. "La mondialisation, qui incite les grands groupes à confier la production d'un médicament à une seule usine dans le monde, fragilise celles qui sont mal situées ou peu modernes", explique Gérard Bouquet, le porte-parole de Pfizer.

Plutôt que de fermer les sites, leurs propriétaires préfèrent souvent les céder à un prix symbolique à des façonniers, qui parviennent à les rentabiliser en travaillant pour plusieurs donneurs d'ordres, et notamment pour les génériqueurs. Une trentaine d'opérations de ce type ont été réalisées au cours des dix dernières années. Mais les déboires de BMS à Epernon montrent que cette solution atteint aujourd'hui ses limites.

Pour les groupes pharmaceutiques, gérer le déclin des volumes de production est d'autant plus difficile qu'ils doivent négocier au même moment le virage des biotechnologies, dont sont issus la moitié des nouveaux médicaments. Dans ce domaine, la France accuse un retard important. Si les laboratoires installés en France ne parviennent pas à le combler, les conséquences pour l'emploi pourraient être désastreuses. Selon une étude du cabinet Arthur D. Little publiée en 2008, l'industrie pharmaceutique pourrait perdre, dans les prochaines années, 10 000 des 45 000 emplois recensés dans la fabrication de médicaments.

Du côté des syndicats, les inquiétudes sont vives. La CGT a publié le 22 septembre un "Livre noir de la financiarisation de l'industrie pharmaceutique" dans laquelle elle dénonce la stratégie des laboratoires "focalisée uniquement sur la préservation des profits des actionnaires, au détriment de l'emploi". Les responsables des groupes pharmaceutiques se veulent pourtant rassurants.

"Il n'y a pas de suppressions d'emploi prévues dans nos usines", affirme Christian Lajoux, président de Sanofi-Aventis France. Pour Jean-Yves Lecoq, porte-parole de GSK, "la France reste un pays d'avenir pour la pharmacie. Nous possédons un savoir-faire reconnu, et, malgré l'essor des biotechnologies, on continuera à avoir besoin de médicaments chimiques".

La question de l'emploi sera à l'ordre du jour du prochain conseil stratégique des industries de santé (CSIS) qui se tiendra le 26 octobre. Cette table ronde, qui réunira les industriels du médicament et les pouvoirs publics, sera présidée par Nicolas Sarkozy.

Comment en sortir ? Quatre regards politiques et sociaux (10.10)

Le Monde - 07.10

Laurence Parisot - Présidente du Medef - "L'angoisse des retraites"

"Les démonstrations d'Eric Maurin sont rigoureuses, tordent le cou à quelques lieux communs, et sur certains points elles nous rassureraient presque : le diplôme n'a rien perdu de sa valeur aujourd'hui en France, au contraire. Egalement encourageante, l'analyse des inégalités face au chômage selon l'origine sociale. Elles se sont significativement réduites depuis vingt ans. Son approche des précarités m'intéresse aussi. Il en relativise certaines avec quelques formules "choc".

Le livre éclaire différentes formes de décrochage social. Il insiste sur le grave danger de déclassement que courent la plupart des jeunes sans diplôme. Il dénonce cette caractéristique si détestable du modèle social français qui protège ceux qui sont déjà dans le système au détriment de ceux qui aspirent en vain à y entrer. Je partage ce diagnostic. C'est d'ailleurs pourquoi j'avais émis en 2006 les plus vives réserves sur le contrat première embauche qui faisait porter les efforts de flexibilité sur les seules épaules des jeunes.

Pour Eric Maurin, pire que le déclassement, il y a la peur du déclassement, l'angoisse sociale alimentée par les "élites (...) pour légitimer leur action et leur pouvoir". Il est vrai que les manipulations et les amalgames sont nombreux. Mais tout de même... Pas un mot des retraites. Eric Maurin parle du déclassement et de la peur du déclassement, sans en voir la véritable cause, il oublie le grand déclassement d'aujourd'hui et de demain, lié au scandale des retraites. Les baby-boomers qui n'ont pas préparé leur retraite voient avec frayeur leur pouvoir d'achat diminuer inexorablement. Selon une étude de l'IFOP, 61 % des 50-70 ans estiment que leur pouvoir d'achat va baisser. Et chez leurs enfants, qui constituent le coeur de la population active, l'inquiétude est déjà là. Agir pour y porter remède au plus vite est l'une de mes principales préoccupations au Medef. Une fois ce travail accompli, la peur du déclassement cessera."

François Chérèque - Secrétaire général (CFDT) - "La reconnaissance individuelle"

"Depuis les années 1970, au lieu de défendre des parcours, des individus, on a fait le choix, syndical et législatif, de défendre les masses. C'est une différence majeure avec le syndicalisme de l'Europe du Nord, par exemple. Mais c'est aussi un débat plus large. Pour la gauche, notamment : comment articuler la reconnaissance individuelle et la reconnaissance par les statuts ? Alors que les gens sont en attente de reconnaissance individuelle dans le travail, la gauche leur répond toujours : statut. C'est le signe qu'elle est désarmée et qu'elle a toujours autant de mal à valoriser les individus et le travail. Le livre d'Eric Maurin, La Peur du déclassement, montre très bien que nous sommes dans une société duale, entre ceux qui sont protégés et les autres, notamment les jeunes. Depuis trente ans, la jeunesse est prise dans un double mouvement : chômage de masse d'un côté, démocratisation scolaire de l'autre. Les jeunes sont toujours plus diplômés mais, par la précarité qu'ils subissent, ils continuent de servir de protection aux salariés les plus protégés qui, eux, craignent d'être déclassés ou que leurs enfants le soient.

On est au coeur de la problématique du mal-être au travail, qui est une des composantes du mal français. Les signaux ne manquent pas : suicides à France Télécom, déshumanisation de l'organisation du travail dans beaucoup d'entreprises, malaise des cadres... Cela se manifeste aussi par la volonté, largement partagée, des salariés de plus de cinquante ans de partir à la retraite. Même si c'est un constat difficile, on ne peut pas nier cette forme de désenchantement."

Xavier Bertrand - Secrétaire général de l'UMP - "Mobilité contre précarité"

"Nicolas Sarkozy a été le premier à porter dans le débat politique ce paradoxe français d'un droit du travail hyperprotecteur et d'une angoisse croissante des salariés. Avec la rigueur de l'analyse scientifique, Eric Maurin prolonge l'intuition de la campagne. Dans la fonction publique ou en CDI dans le secteur privé, les Français bénéficient d'un grand nombre de protections. Cela crée une précarité croissante pour ceux qui en sont exclus. Eric Maurin montre que ce système angoisse ceux qu'il est censé protéger et peut générer, pendant les récessions, méfiance et repli sur soi. Pendant la campagne présidentielle, nous souhaitions davantage de souplesse sur le marché du travail et nous en appelions à une société de mobilité et d'égalité des chances. La gauche nous répondait angoisse sociale et précarité. Les travaux d'Eric Maurin nous apprennent que c'est en réalité avec les politiques de la gauche française que nous avons l'angoisse et la précarité.

Nous avons choisi de créer de nouveaux droits et des protections plus efficaces, pour tous. Nous avons posé de nouvelles règles pour protéger et accompagner les personnes plutôt que de garantir les statuts : création de Pôle emploi, réformes de la représentativité et de la formation professionnelle, rupture conventionnelle du contrat de travail, revenu de solidarité active. Après les travaux d'Eric Maurin, nous savons qu'il nous faut aller plus loin. L'hypocrisie serait de ne pas voir que les sociétés conservatrices et immobiles favorisent la précarité. Accepter une société de la mobilité, accompagner cette mobilité, c'est tourner le dos aux sociétés de la précarité. Nous devons ainsi continuer à renforcer la protection des personnes plutôt que de l'emploi, La formation tout au long de la vie doit permettre d'accompagner les évolutions du travail, les changements professionnels et les restructurations. L'enjeu est de garantir une société de l'égalité des chances où chacun peut avoir le droit à une seconde chance."

Manuel Valls - Député PS d'Evry - "Détonnant"

"Détonnant. Voilà ce qui qualifie La Peur du déclassement. Eric Maurin passe à la moulinette des statistiques certaines réalités

communément admises. Et beaucoup n'y survivent pas. Ainsi, le déclassement, existe, bien évidemment, mais il ne s'accroît pas. Non, selon Maurin, c'est le sentiment du déclassement qui se généralise. Sur l'idée, couramment acceptée, que les diplômés n'ont plus la même valeur, il constate, a contrario, qu'ils n'ont jamais été aussi efficaces pour conquérir les emplois les plus stables. Ce livre est jubilatoire car il disqualifie les tenants des discours compassés. Il est lumineux car il pose les vrais diagnostics sur les maux de la société française.

Nous évoluons dans une société de statut qui a bâti un vaste système de protection des salariés. Ultime paradoxe, plus cette protection est forte, plus la peur du déclassement est grande pour ceux qui bénéficient des positions avantageuses.

Et c'est là où réside le principal danger de ce livre : être mal interprété. La droite appellera à détruire le droit du travail, quand la vieille gauche dénoncera les travers "libéraux" de cet ouvrage.

Bien au contraire, il démontre avec acuité qu'une société à double vitesse se concrétise. Ce livre est important pour la gauche. On pourra regretter le manque de solutions nouvelles mais il pose une question essentielle : quelle société voulons-nous ? Une société protectrice mais polarisée ou bien une société apaisée et flexible ? Voilà bien notre urgence : définir un projet offrant aux plus fragiles les moyens individuels de se construire un avenir, en se frayant un chemin à travers les difficultés de la vie."

Préserver l'emploi, une question de gouvernance, par Philippe Trouvé (13.10)

Le Monde économie - 07.10

Les litanies sur l'incapacité du modèle de la grande entreprise "à la française" à s'adapter à la conjoncture et à se moderniser ne datent pas d'hier. Qu'elles soient issues de la sphère publique, de la tradition mutualiste bancaire ou du capitalisme patrimonial, on leur reproche un goût immodéré pour l'aventurisme technologique, une gestion peu efficace tendant au déficit chronique et un détachement presque aristocratique à l'égard des contraintes de marché. On désapprouve aussi leur gigantisme propice à la dilution des responsabilités, leur gestion du personnel démagogique et, plus récemment, leur gouvernance opaque et autoritaire, basée sur une trop grande concentration du capital, et la connivence entre managers et administrateurs.

Il faut remettre en cause ce diagnostic aussi récurrent qu'expéditif, lorsqu'il s'agit de mesurer la capacité de ces firmes à résister aux effets sociaux de la crise économique. Une étude a été menée en 2007 par le cabinet Alpha, l'Observatoire social européen (OSE) et le Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (Cereq) (Anticipation, formation, mobilités, Dares, nov. 2007, coordonné par Hughes Bertrand) auprès de grands groupes français de secteurs variés. Elle établit que les sociétés les plus proches du modèle "à la française" s'avèrent, en matière d'anticipation et d'accompagnement social des restructurations, plus efficaces que celles qui dépendent d'un actionariat issu du secteur financier.

Les premières utilisent un arsenal de dispositifs de gestion des ressources humaines issu du cadre législatif (formation, obligation de reclassement) et d'une tradition de responsabilité sociale. Celle-ci s'applique en matière d'employabilité des salariés (durabilité et stabilité de la relation d'emploi, utilisation des marchés internes pour faciliter les reconversions et la mobilité), ou dans le cadre de la revitalisation du territoire d'implantation (un effet du "localisme" du capitalisme français si souvent dénoncé...).

Les secondes subissent, elles, une instabilité chronique de leur gouvernance et du management local qui rend toute anticipation et accompagnement social des restructurations presque impossible.

En dépit du désengagement de l'Etat et des privatisations depuis le milieu des années 1980, la pratique tant décriée des participations croisées, des "noyaux durs" et des "blocs de contrôle" a permis de stabiliser les orientations stratégiques et managériales des grandes entreprises françaises.

L'étude de la Dares souligne cependant une limite importante de ce "modèle". Les mesures législatives en faveur de l'accompagnement des mutations économiques (notamment les accords de méthode) permettent aux représentants du personnel d'intervenir. Mais seulement au niveau central, et à titre consultatif. Au niveau des sites, les représentants du personnel et les managers, voient leur rôle réduit à la gestion des conséquences sociales des décisions économiques prises au niveau central.

Le maintien des filets sociaux exige de nouvelles recettes (13.10)

Le Monde économie - 12.10

Gel des salaires des personnels de santé en Hongrie et en Islande, annonce par le gouvernement néerlandais de 20 % d'économie sur les dépenses sociales en 2010, effondrement des actifs des fonds de pension de 23 % en moyenne dans les pays riches (40 % en Irlande), annonce par le nouveau gouvernement japonais d'une forte augmentation des budgets sociaux, et plan Obama pour la santé... En énumérant ces événements récents, Valérie Paris et Monika Queisser, expertes à l'Organisation de coopération et de développement

économiques (OCDE), respectivement sur les questions de santé et de retraite, confirment qu'"aucun modèle de protection sociale ne peut se déclarer indemne de la crise". Même les Suédois qui, dans un souci d'équilibre budgétaire salué à l'époque par nombre d'économistes, ont voté en 1998 l'indexation du montant des pensions sur la croissance, ont dû y renoncer, car la chute du produit intérieur brut (PIB) aurait entraîné une baisse des pensions de 3 % en 2009 et de 4 % en 2010 !

Si les assurances privées par capitalisation ont souffert, les régimes publics par répartition vont aussi voir leurs recettes durablement affectées par la montée du chômage et de l'emploi précaire et par les médiocres taux de croissance prévus pour les années à venir.

"En France, avec des dépenses qui augmentent trois fois plus vite que les recettes, les déficits vont s'accroître, observe Bruno Palier, chercheur au Centre d'études de la vie politique française (Cevipof, Sciences Po). On peut les tolérer en 2009 et 2010, parce que c'est la crise, en 2011 parce que... il y a l'élection présidentielle, mais en 2012, il faudra bien faire quelque chose !" Ce quelque chose doit-il être la poursuite, voire l'accroissement, des réformes lancées dans pratiquement tous les pays de l'OCDE depuis quinze ans ? "La crise, qui induit principalement un déficit de recettes, ne peut que renforcer la recherche d'une meilleure efficacité du système de soins", note Yann Bourguenil, directeur de recherches à l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes).

Globalement, les réformateurs ont suivi deux axes : l'injection d'une dose d'assurance privée, pour la santé comme pour les retraites ; la réorganisation des systèmes de soins pour abaisser le coût de l'assurance publique. Ces deux approches se mélangent à doses variables selon les pays et selon des modalités tout aussi variables. L'assurance privée peut être obligatoire (Suisse, Pays-Bas), volontaire (Royaume-Uni ou Danemark) ; elle peut être "à contribution définie" (la cotisation obéit à des règles fixes, et non à la volonté d'épargne individuelle), comme en Australie, ou "à prestations définies" (le montant des indemnités est garanti), comme aux Etats-Unis.

La rationalisation des systèmes de soins, elle, tient généralement à une obligation de coordination entre cabinet médical, hôpital et assureur à l'échelle d'un territoire (par exemple les HMO - Health Maintenance Organizations -, créées dès 1973 aux Etats-Unis), à un contrôle des pratiques et des prescriptions qui conditionne le remboursement (par le National Institute for Clinical Excellence - NICE - au Royaume-Uni), et à la "modernisation" de la gestion des hôpitaux (les "plans hôpitaux" 2007, puis 2012, en France).

Mais la rationalisation ou la privatisation partielle des systèmes de protection sociale ont souvent débouché sur un rationnement des soins ou sur l'aggravation des inégalités d'accès aux prestations. Aux Etats-Unis, la crise va doubler dans les deux ans le nombre des non-assurés - aujourd'hui 46 millions - si rien n'est fait.

L'effondrement des fonds de pension a provoqué la baisse des revenus de millions de retraités au Royaume-Uni, en Australie, en Pologne. En France, l'augmentation continue des forfaits médicaux ou hospitaliers accroît le taux de renoncement aux soins pour les ménages à faibles revenus qui ne bénéficient pas de la couverture maladie universelle.

L'approche comptable et la privatisation des systèmes de protection sociale ont montré leurs limites. Si l'objectif d'un système de protection sociale demeure celui d'un accès égal à des soins de qualité ou à une pension décente, à un coût supportable pour chacun, le problème réside désormais dans la recherche de nouvelles recettes plutôt que dans la limitation des dépenses ou la sélection des assurés.

Faut-il, dans un but redistributif, rendre la charge proportionnelle au revenu, au risque de voir les plus riches s'évader du système ? Ou établir un forfait unique, quitte à aider les plus pauvres ?

"Ce n'est pas l'argent qui manque, affirme Bruno Palier. En France, les 17 milliards d'euros d'exonération des heures supplémentaires et l'établissement de la CSG sur les revenus des jeunes retraités et des bénéficiaires du bouclier fiscal combleraient les 25 milliards d'euros de déficit structurel (non-liés à la crise) de la Sécurité sociale."

Comme le montre le violent affrontement autour du plan santé présenté par Barack Obama aux Etats-Unis, la crise pourrait avoir au moins pour effet positif de déplacer la question du statut de querelle d'économistes à celui de débat politique majeur.

Le trafic SNCM vers la Corse reste paralysé par une grève (13.10)

Le Monde - 07.10

Le trafic maritime entre la Corse et le continent assuré par la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) et sa filiale, la Compagnie méridionale de navigation (CMN), est toujours suspendu lundi en raison d'une grève, apprend-on auprès de la SNCM.

Trois syndicats minoritaires, le Syndicat des travailleurs corses (STC), la CFDT et la CFTC, ont déposé jeudi un préavis de grève de 24 heures reconductible pour protester contre un projet de filialisation des deux sociétés maritimes.

Au quatrième jour de grève, aucune négociation n'était ouverte entre les différentes parties.

La direction de la SNCM dit avoir fait une offre. "Nous avons proposé par courrier, samedi 10 octobre, au syndicat STC d'organiser une réunion de négociation commune avec les deux compagnies, courrier sans réponse à cette heure. Nous relançons cette proposition", a-t-elle annoncé dans un communiqué.

Le mouvement de grève lancé par le STC, qui toucherait moins de 10% des effectifs, fait suite au projet des deux compagnies maritimes de créer une filiale commune "destinée au développement et à la reconquête de positions commerciales".

La première application porterait sur la mise en oeuvre des autoroutes de la mer, projet qui doit être déposé avant le 15 novembre dans le cadre d'un appel à projets lancé par la Commission européenne. Il pourrait inclure la Corse dans le schéma de desserte, a précisé la SNCM.

Selon la compagnie maritime marseillaise, le litige avec les syndicats grévistes porte sur la création d'une ligne par l'affrètement d'un navire dédié à relier Toulon, la Corse et l'Italie.

"Compte tenu de certaines craintes qui se sont manifestées, nous avons précisé que cette filiale commune utiliserait un navire sous pavillon français et avec une priorité d'emploi pour les marins de nos compagnies", souligne la direction de la SNCM.

Elle a expliqué qu'un accord précisant ces engagements avait été signé par les deux compagnies avec la CGT, le syndicat majoritaire dans les deux entreprises.

La compagnie concurrente Corsica Ferries assure pour sa part ses rotations vers la Corse à partir de Toulon et Nice.

La majorité au bord de la crise de nerfs ? (13.10)

Reuters - 12.10

"Trop c'est trop". Les parlementaires de la majorité sont de plus en plus nombreux à s'alarmer de la stratégie présidentielle, entre les brouillages idéologiques et médiatiques de l'ouverture et l'empilement de réformes qui rebutent l'électorat de droite.

"L'affaire" Mitterrand, la cagnotte anti-absentéisme à l'école de Martin Hirsch, la promotion du fils, Jean Sarkozy, la taxe carbone, le procès Clearstream, la suppression de la taxe professionnelle, la refonte des collectivités territoriales : le pêle-mêle des humeurs s'enrichit chaque jour d'un nouveau grief sur le fond comme sur la forme de la méthode Sarkozy.

Un précipité dont certains ministres commencent à redouter les effets sur la poursuite des réformes-phares de la seconde partie du quinquennat. "Au Sénat, ça peut coïncider sur la taxe professionnelle", note l'un d'eux.

"On se boboïse, en clair on se dévoie, on s'éloigne de nos fondamentaux", estime un élu UMP qui critique dans un même souffle la taxe carbone des "verts-bleus" et le soutien appuyé de Frédéric Mitterrand et Bernard Kouchner au cinéaste Roman Polanski après son interpellation en Suisse pour des relations sexuelles avec une mineure en 1977 aux Etats-Unis.

Les "trouvailles" de l'ouverture "prennent le bon sens populaire à rebrousse-poil et affaiblissent l'action du gouvernement", estimait récemment le député UMP du Nord Christian Vanneste.

Claude Goasguen, député UMP de Paris, n'en démord pas : avec l'ouverture, Nicolas Sarkozy "joue avec le feu" et prend un risque électoral qu'il qualifie de "suicidaire".

Le chiraquien François Baroin, député-maire UMP de Troyes (Aube), s'est inquiété lundi sur Canal+ de l'"accumulation de nuages sur le front de la majorité". "Nous sommes très nombreux à considérer que trop c'est trop".

Un ministre tempère : "Les parlementaires sont fatigués. Leur travail, c'est dingue de chez dingue, et la réforme constitutionnelle leur donne double de boulot".

"ON NE VOIT PLUS TROP"

A cinq mois des élections régionales, pour lesquelles la majorité a notablement révisé ses ambitions à la baisse, des députés s'interrogent sur l'effet démobilisateur de réformes comme le changement de statut de La Poste. Certains s'avouent "troublés" par le succès de la "votation citoyenne" organisée par l'opposition contre la privatisation de l'entreprise.

Pour François Miquet-Marty, président de Viavoice, la fronde tient plus à l'absence de fil conducteur dans la politique de l'exécutif qu'aux "écarts" de l'ouverture et à l'inflation réformiste.

"Il y a eu deux actes qui étaient assez clairs : l'acte I, 'travailler plus pour gagner plus', l'acte II à partir du discours de Toulon (septembre 2008) sur un exécutif protecteur face à la crise. Aujourd'hui, on ne voit plus trop", observe-t-il.

L'opinion, dit-il, se perd dans "le disparate" à l'image de l'interview télévisée du chef de l'Etat le 23 septembre à New York, entretien au cours duquel il évoqua les "coupables" de l'affaire Clearstream, une manipulation dans laquelle l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin est soupçonné.

"On passe cinq jours sur l'affaire Mitterrand, on se perd sur des enjeux ponctuels, parce qu'il n'y a pas de véritable débat sur les orientations générales de la politique de l'exécutif", ajoute le président de Viavoice.

Pour autant, "le trouble des parlementaires n'est pas encore un phénomène d'opinion", affirme-t-il en évaluant l'étiage de l'UMP dans une fourchette - stable - de 25 à 30% de l'électorat.

Sans parler d'illisibilité, un membre du gouvernement comprend que la boussole de la majorité s'affole. "Mais c'est maintenant ou jamais, on ne fera pas les réformes la quatrième année" du quinquennat. "S'il stoppe les réformes, Sarkozy n'est plus Sarkozy".

Un autre ajoute : "L'élection présidentielle de 2012 se jouera sur le social. Si on fait l'ouverture pour rajouter de l'électorat à gauche, ça a un sens. Si c'est pour rajouter des types, ça ne sert à rien".

La plus grande cité U française amputée de 819 logements (13.10)

Libération.fr - 09.10

La communauté d'agglomération des Hauts-de-Bievre a voté la destruction d'un tiers de la cité U de Jean Zay d'Antony, invoquant sa nécessaire réhabilitation. Les associations étudiantes craignent une opération immobilière camouflée.

Sera-t-il encore plus difficile de se loger pour les étudiants d'Ile-de-France ? Un cri d'alarme est poussé par plusieurs collectifs alors que la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bievre (92), propriétaire de la cité U Jean Zay d'Antony, a adopté un projet de restructuration de la résidence. A terme, en 2013, plus de 800 chambres de la cité U seront détruites, les autres devant être réhabilitées.

«Ils ont vidé le bâtiment C en juillet. Ce n'était que la première étape, ils s'attaquent maintenant au reste de la résidence» clame Kamel, membre du collectif Halte aux Expulsions. En juillet, près de 500 étudiants, logés dans cette cité universitaire historique du sud de Paris, apprenaient en effet subitement que leur bâtiment allait être détruit. Un nouveau protocole, adopté vendredi soir par la communauté d'agglomération, prévoit la destruction de deux autres bâtiments, comptant 271 chambres.

Démolitions de 819 logements du Crous

Construite dans les années 1950, la cité universitaire de Jean Zay rassemble à elle-seule 2100 chambres, soit 16 % du parc du logement d'Ile-de-France. Cependant, pour le Crous comme pour la communauté d'agglomération, la plupart des bâtiments sont insalubres. Une centaine de chambres sont d'ailleurs condamnées, trop vétustes pour être habitées. «Il ne s'agit ici que de détruire quelques bâtiments pour mieux rénover les autres», se défend Alain Cordina, directeur adjoint du Crous de Versailles.

Pour lui, les bâtiments, à l'architecture «anachronique», ne permettent plus d'accueillir correctement les étudiants. Le protocole voté vendredi doit bouleverser l'organisation des lieux pour enfin leur offrir «de bonnes conditions de travail». Il prévoit notamment d'agrandir les quelque 1300 logements restant : 16 m², contre 9 m² aujourd'hui. «De nouveaux logements seront également construits ailleurs dans le département. Pour chaque destruction, le protocole prévoit la construction de 1,2 nouveau logement», ajoute Alain Cordina, affirmant qu'aucun étudiant ne sera laissé de côté.

Un «kyste» urbain

«Mais où sont les lignes de crédit ?», interroge l'Unef. Pour le syndicat étudiant, le protocole affiche plein de «bonnes intentions», mais n'explique pas comment seront financées les rénovations, ni la construction des nouveaux logements. «On a du mal à faire confiance. D'un côté, ils ne mettent pas d'argent sur la table, de l'autre, le document n'est pas contraignant», s'inquiète David Dobbels, de l'Unef.

Pour la plupart des opposants au projet, la rénovation des résidences cache une tentative des pouvoirs locaux de remettre la main sur ce vaste terrain idéalement situé à seulement 20 minutes de Paris. «Pourquoi serait-on capables de rénover certains bâtiments et pas

d'autres?», demande Marie-Jo Weil-Erhard, membre active du collectif Sauvons Jean Zay. Contacté par Libération.fr, la communauté d'agglomération n'a pas donné de suite à notre demande d'interview. De son côté, David Dobbels ne manque pas de rappeler que Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine et signataire du protocole, affiche depuis longtemps sa volonté d'intervenir dans l'aménagement de ce territoire, le qualifiant à de maintes reprises de «kyste» urbain lorsqu'il était maire d'Antony.

«On se sent fliqué»

Au sein de la cité U, la tension est palpable. Jeudi, trois étudiants ont été expulsés. Traumatisées par les expulsions en série de cet été, les associations sont montées au créneau. «Une simple exclusion d'étudiants qui ne respectaient pas le règlement intérieur, notamment en hébergeant des gens», affirme le Crous, tandis que les associations dénoncent la volonté de commencer à «vider» les bâtiments. «Ils utilisent le moindre prétexte, même sans preuves et mettent des étudiants à la rue du jour au lendemain», accuse un membre d'un collectif qui s'oppose au projet.

Croisé au détour d'un couloir, Maxence, 23 ans, ne sait pas trop quoi penser de toutes les rumeurs qui circulent. Il a assisté à plusieurs expulsions et hébergé à l'occasion des amis qui avaient perdu leurs logements au cours de l'été. Il témoigne de la dégradation du climat, ces derniers mois : «Etudiants comme administration, de chaque côté, on devient méfiants. On se sent fliqué. C'est stressant comme situation. On n'est pas trop sûrs de ce qui se passe et de comment ça va évoluer.»

"J'ai fait 14 mois de stage et 6 mois d'essai avant d'être licencié" (13.10)

Le Monde - 12.10

David, jeune diplômé d'une école de commerce, a effectué pas moins de quatorze mois de stage pour la banque LCL, suivis d'une période d'essai de six mois censée déboucher sur un CDI... avant d'être finalement licencié. "Ecœuré", il décide de poursuivre son ancien employeur devant les prud'hommes pour réclamer la requalification de ses stages en contrat de travail. Les plaidoiries se sont déroulées le 4 septembre. Le jugement est attendu mardi 13 octobre. Selon le collectif "Génération précaire", qui a soutenu David dans ses démarches, c'est la première fois qu'une grande entreprise est poursuivie pour "travail dissimulé". La décision de justice pourrait créer un précédent.

Pourquoi avez-vous décidé de poursuivre LCL ?

David : En 2006, j'étais étudiant dans une école de commerce. En fin de deuxième année, j'ai fait un stage conventionné de six mois à temps plein au Crédit Lyonnais comme conseiller bancaire. Le stage s'est si bien passé que j'ai enchaîné sur deux autres stages de quatre mois chacun, toujours au même poste. Je n'ai eu que des évaluations positives. Une fois diplômé, fin 2007, le Crédit Lyonnais m'a embauché en CDI avec une période d'essai de trois mois renouvelable. Et au terme des 6 mois d'essai, ils m'ont finalement congédié en me disant que je ne faisais pas l'affaire alors que je venais de passer 20 mois au même poste, soit plus d'un an et demi. Je n'ai pas digéré et j'ai contacté un avocat pour les poursuivre en justice...

Que reprochez-vous exactement à votre ancien employeur ?

Je les poursuis pour deux motifs. J'attends des dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse, mais surtout, je demande à ce que mes trois stages soient requalifiés en contrat de travail, car j'estime avoir occupé un vrai poste durant vingt mois à un prix défiant toute concurrence. Durant mon premier stage, ma gratification était de 500 euros bruts, et de 950 euros pour les deux suivants. C'est plutôt élevé pour un stage, sachant que le minimum légal est à 380 euros. Mais je leur coûtai bien moins cher qu'un jeune cadre qui aurait gagné 2 300 euros bruts, auxquels il faut ajouter les commissions, le treizième mois, les primes d'intéressement, etc.

Est-il facile de prouver que votre stage était un emploi déguisé ?

Non, car il faut prouver plusieurs choses. Ce qui caractérise un contrat de travail, c'est d'abord un lien de subordination vis-à-vis de l'employeur. Il a donc fallu que j'en apporte la preuve. Il m'a ensuite fallu prouver que je réalisais une vraie prestation de travail, que je n'ai pas reçu de formation, et que l'entreprise a tiré un profit direct de mon travail, c'est-à-dire qu'elle n'a pas respecté la convention de stage.

Pourquoi avoir accepté tous ces stages ? Quelle était votre motivation à l'époque ?

Je n'étais pas vraiment conscient de vivre une situation abusive. Les stagiaires ne connaissent pas leurs droits, ils ne connaissent pas la limite entre un stage et un emploi. Ils font ce qu'on leur demande. Ils n'ont qu'une envie, c'est que tout se passe bien. Quand je suis arrivé, on m'a fait miroiter une proposition d'embauche si je faisais mes preuves. Dès le début du stage, on m'a placé à un vrai poste en me disant que c'était une chance. Et en effet, je l'ai pris pour une chance. Naïvement j'y croyais, je me donnais à 100 %. Mais ils ont sans arrêt repoussé le moment de concrétiser l'embauche, au prétexte qu'il me fallait encore faire mes preuves, jusqu'à finalement se débarrasser de moi. Ce n'est qu'après coup que j'ai réalisé ce qui s'était passé.

Je sais désormais que c'est une pratique courante dans certaines entreprises. Beaucoup de postes de juniors tournent en permanence avec des stagiaires. Je m'en suis d'ailleurs rendu compte quand j'ai commencé à chercher un emploi : il y avait très peu d'offres de postes juniors. Ou alors on me demandait de commencer par un stage ! J'avais beau expliquer que j'avais fait ma part de stages, on me répondait que c'était un risque pour l'entreprise de m'embaucher et qu'il me fallait commencer par un stage, comme s'il n'y avait pas de période d'essai...

Avez-vous retrouvé un emploi depuis ?

J'ai un peu laissé tomber le secteur bancaire. Je travaille pour une entreprise de soutien scolaire. C'est un peu précaire, ça me rapporte quelques centaines d'euros par mois, mais ça me permet de tenir. J'ai cherché quelques temps dans le secteur bancaire après mon licenciement, mais j'étais écœuré... et puis mon avocat m'avait prévenu que si je menais cette démarche en justice, il me faudrait chercher du travail dans un autre secteur.

Le principe de solidarité a été oublié, par Francis Kessler (13.10)

Le Monde économie - 12.10

Il semble aujourd'hui admis que les dispositifs de protection sociale, comme les mesures de chômage partiel ou l'assurance-chômage, ont efficacement fonctionné comme amortisseurs sociaux de la crise économique dans la plupart des pays européens. Pourtant, le démantèlement des mécanismes publics de solidarité à vocation universelle, entamé depuis une quinzaine d'années, se poursuit comme si de rien n'était dans la plupart des pays développés.

Les réformes de la protection sociale s'articulent autour de deux axiomes : d'une part il est essentiellement de la responsabilité de chaque individu de faire face aux risques sociaux ; d'autre part les mécanismes du marché sont les mieux à même de résoudre les problèmes sociaux. Il en résulterait mécaniquement une réduction des dépenses de l'Etat consacrées à la protection sociale, objectif majeur des réformateurs.

Cette nouvelle approche des fonctions et des moyens de la protection sociale a en fait engendré des changements radicaux.

Première illustration : les revenus de remplacement accordés aux plus démunis, aux chômeurs, et demain peut-être ceux versés aux invalides, sont assortis d'une évaluation individuelle en vue du retour vers l'emploi. Il est ainsi de la responsabilité de chacun de se réinsérer à tout prix sur le marché du travail, peu importe la situation de l'individu et le type d'emploi obtenu.

Deuxième exemple : l'assurance-maladie a été largement dissoute dans des réseaux publics territoriaux d'accréditation de l'offre de soins pilotés par l'Etat. Gratuit pour les plus démunis, ces réseaux pourront - ou devront si les moyens alloués s'avéraient insuffisants - être complétés par d'autres réseaux privés dits "de soins coordonnés" visant les catégories plus solvables. Ainsi, sont mis en place les éléments de la segmentation future de la prise en charge et de l'offre de soins.

Troisième exemple : le calcul des pensions de vieillesse de base reflète de plus en plus strictement les revenus de la période d'activité. C'est la "contributivité accrue" des pensions. Les inégalités dans les revenus du travail sont ainsi reproduites. Les éléments de redistribution vers les salariés aux carrières incomplètes ou aux plus faibles revenus d'activité sont gommés.

L'épargne à long terme, investie en vue de la retraite dans des produits financiers, s'est en partie volatilisée du fait de l'effondrement boursier. Elle n'en continue pas moins d'être largement subventionnée par l'Etat au moyen d'avantages fiscaux !

Le moment n'est-il pas venu de se demander si la protection sociale ainsi transformée rend encore compte de l'idée d'une communauté, dont les membres se reconnaissent suffisamment de liens pour accepter de supporter ensemble le risque qui pourrait toucher l'un d'entre eux ? Existe-t-il encore, pour reprendre l'expression du sociologue Robert Castel, "une société de semblables" ? On peut aussi se poser la question du degré d'information réel des citoyens ou des assurés sur les changements profonds aujourd'hui à l'oeuvre et accomplis en leur nom.

Les Français déçus par la politique économique de Sarkozy (14.10)

Reuters - 13.10

Les Français, qui avaient salué le volontarisme de Nicolas Sarkozy au moment de la crise, contestent aujourd'hui le sens et l'efficacité de son action.

Au-delà du rejet de la taxe carbone ou de la réforme de La Poste, le baromètre BVA-Les Echos-France Info réalisé pour le compte du nouveau cabinet d'audit Absolu montre que les Français tirent un bilan négatif de l'action menée depuis un an.

Les Français estiment à 60% que les mesures prises par le président "ne vont pas dans le bon sens pour limiter les effets de la crise", à 71% qu'elles "ne sont pas en adéquation avec les préoccupations des Français" et à 83% qu'elles "ne leur profitent pas équitablement à tous".

Plus globalement, bien qu'ils reconnaissent le volontarisme du chef de l'Etat, ils estiment pour les deux tiers d'entre eux (65%) que son action face à la crise a été bien plus "désordonnée" et "inefficace" qu'"appropriée" et "rassurante".

Au total, 63% des personnes interrogées jugent la politique économique du gouvernement "mauvaise" contre 34% qui la jugent "bonne", soit une hausse de quatre points en un mois et le niveau le plus élevé de mécontents depuis juin 2008.

"Ce n'est pas le pire niveau qu'on a observé sur cet indicateur mais les choses se redégradent et on est en train de revenir progressivement sur la tendance d'avant la crise", a souligné Gaël Slimane, directeur général adjoint de BVA, en présentant les résultats de l'enquête mardi.

FEU DE PAILLE

La crise avait fait remonter la cote de popularité du chef de l'Etat de 10 à 15 points selon les sondages, grâce à ses mesures réactives qui ont coïncidé avec la présidence française de l'Union européenne, au second semestre 2008.

L'enquête de BVA montre que ce regain a peut-être été un feu de paille et que la grogne gagne les électeurs de droite.

"L'actualité récente parfois déroutante pour la majorité, notamment sur la taxe carbone, a pu contribuer à cette dégradation", a souligné Gaël Slimane, tout en notant que la baisse de crédit du pouvoir ne profitait pas à l'opposition.

Le jugement sur une action politique "désordonnée" a augmenté de sept points en un an, à 38%, et est désormais cité par un sympathisant de droite sur cinq (19%).

Deux questions d'actualité, sur la réforme de La Poste et la taxe carbone, ont reçu des réponses tranchées.

Cinquante-neuf pour cent des Français (et 33% des sympathisants de droite) estiment que le gouvernement doit tenir compte de la récente "votation" contre la privatisation de La Poste en renonçant à son projet d'ouverture du capital.

Plus de deux millions de personnes ont participé à cette consultation organisée par les partis de gauche et certains syndicats qui accusent le gouvernement de vouloir à terme privatiser La Poste.

PESSIMISME SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Soixante-et-onze pour cent des personnes interrogées se disent hostiles à la taxe carbone, créée par le gouvernement pour limiter les émissions de CO2 et qui aura pour effet d'augmenter le litre d'essence d'environ cinq centimes d'euro.

Le gouvernement a promis de compenser intégralement la nouvelle mesure mais, selon Gaël Slimane, "les Français ne comprennent pas cette histoire de redistribution et globalement le principe de la taxe carbone leur paraît absurde".

Le revenu de solidarité active pour les jeunes et, tout récemment, le projet d'instituer des "cagnottes" contre l'absentéisme au collège ont pu aussi contribuer à la confusion sur la politique économique, a-t-il ajouté.

Les salariés en particulier et les Français en général disent avoir souffert de la crise: près d'un sur trois a le sentiment que son revenu a baissé et 63% estiment que l'action des pouvoirs publics pour inciter les banques à prêter a été inefficace. Pire encore, près des deux tiers estiment que le "plus dur reste à venir".

Mais selon Gaël Slimane, cette information inquiétante pour le retour de la confiance n'est peut-être "pas si mauvaise politiquement pour l'exécutif qui craint légitimement le risque déceptif de Français qui croiraient à la reprise alors que le chômage continue de progresser et que la rigueur salariale continue de s'appliquer dans les entreprises".

Sur les "réformes" du lycée, contenu et réactions. (14.10)

Reuters - 13.10

Nicolas Sarkozy a présenté mardi une réforme allégée du lycée, avec l'espoir de la voir mieux accueillie que celle, beaucoup plus ambitieuse, concoctée en 2008 par son ex-ministre de l'Education, Xavier Darcos.

Devant plusieurs centaines de lycéens et de responsables de l'éducation réunis à l'Elysée, le chef de l'Etat a plaidé pour une évolution progressive du lycée pour en faire une véritable transition vers l'enseignement supérieur.

Il a annoncé une orientation plus progressive et réversible des lycéens, qui auront un "droit à l'erreur", et promis une valorisation des filières littéraires et technologiques pour casser le monopole de l'excellence de la voie scientifique.

Il a plaidé pour un rapprochement entre le lycée et les universités et annoncé le lancement d'un "plan d'urgence" pour l'enseignement des langues étrangères.

Nicolas Sarkozy a également annoncé la mise en place d'un accompagnement personnalisé pour tous les élèves, de seconde d'abord, puis de première et de terminale, et la création d'un enseignement culturel et artistique de haut niveau.

La mise en oeuvre de ces orientations, fruits de plusieurs mois de concertation sous la houlette du directeur de l'Institut de sciences politiques de Paris Richard Descoings, fera encore l'objet de consultations que le successeur de Xavier Darcos, Luc Chatel, devait entamer dès mardi après-midi.

L'entourage de Nicolas Sarkozy refuse d'accoler le mot "réforme" à ces orientations, qui devront s'appliquer à partir de la rentrée 2010, comme pour éviter d'agiter un chiffon rouge devant les lycéens et les enseignants.

SARKOZY NE COMPRENAIT PAS LA RÉFORME DARCOS

"En tout cas c'est une réforme que les jeunes peuvent comprendre", a pour sa part déclaré le chef de l'Etat à des journalistes. "J'ai vu l'année dernière que la réforme du lycée était incomprise. Moi-même, d'ailleurs, je ne comprenais pas ce qu'on voulait faire."

Il s'était déclaré le 2 juin 2008 en faveur d'un lycée à la carte et c'est sur cette base que Xavier Darcos avait mis au point son projet de réforme, suspendu fin 2008 face à une vive hostilité des enseignants et des lycéens.

Les premières réactions des lycéens invités à l'Elysée à la nouvelle mouture étaient plutôt positives, même s'ils relevaient des lacunes et affirmaient vouloir attendre sa mise en oeuvre.

S'il reconnaît l'existence de "pistes intéressantes", le syndicat lycéen Fidl regrette pour sa part que celles-ci restent à l'état de "brouillons flous et souvent déconnectés des vrais besoins des lycéens" et déplore des "manques majeurs".

"Les lycéens attendent plus et se mobiliseront en assemblées générales et journées d'actions coup de poing dans les semaines qui viennent !" dit-il dans un communiqué.

PAS ASSEZ DE CONCRET

Le président de l'UNL, autre syndicat lycéen, déplore qu'il n'y ait pas assez de concret et mise sur les consultations avec Yves Chatel. "La mise en place de la réforme parallèlement à une politique de suppressions de postes peut aboutir à des effets inverses à ceux recherchés", a averti Antoine Evennou.

Pour l'Unsa Education, les mesures annoncées ne peuvent prendre tout leur sens que dans le cadre d'un "plan cohérent de transformation du système éducatif de la maternelle au lycée".

Le chef de l'Etat "a préféré des mesures partielles à une réforme d'ampleur", souligne ce syndicat.

L'Unsa juge certes positifs la fluidification des parcours lycéens ou les rapprochements avec l'enseignement supérieur. Mais l'aide individualisée ou l'orientation "vont se heurter à l'insuffisance des moyens humains", dit-il.

Du côté des partis, si l'UMP a apporté un soutien sans surprise et sans réserve à Nicolas Sarkozy, le dirigeant socialiste Bruno Julliard a dénoncé "beaucoup de bruit pour rien", des "réponses cosmétiques" et un manque de moyens.

"Alors que tous, lycéens, parents d'élèves et enseignants, attendaient depuis un an une réforme ambitieuse du lycée, Nicolas Sarkozy a

longuement aligné de nombreuses banalités", a déclaré le secrétaire national à l'Education du PS.

L'ancien ministre socialiste de l'Education Jack Lang est beaucoup plus nuancé. Il estime que les propositions de Nicolas Sarkozy sont "des idées de bon sens", dans "la droite ligne" des réformes qu'il a lui-même conduites en 1992 et 2000.

"Une grave interrogation demeure sur le financement de l'encadrement des lycées et sur la remise en cause de la formation des maîtres, qui risque d'altérer l'excellence de l'enseignement", ajoute-t-il cependant.

Selon une étude de l'Organisation de coopération et de développements économiques de 2006, la France arrive en 19e position des 30 pays de l'OCDE pour la culture scientifique et en 17e position pour la compréhension de l'écrit.

Complément - Libération.fr 13.10

Les syndicats lycéens ont accueilli la réforme avec prudence, l'UNL redoutant qu'elle soit «inefficace» faute de moyens. «Si la logique budgétaire de diminution des moyens de l'Education continue, l'Etat prend la responsabilité que la réforme soit inefficace car il n'y aura pas les moyens correspondants. La mise en place de la réforme parallèlement à une politique de suppressions de postes peut aboutir à des effets inverses à ceux recherchés.»

«Nous avons pu entendre des pistes de travail intéressantes, mais qui ne restent que des brouillons, flous et souvent déconnectées des vrais besoins des lycéens», estime la Fidl qui déplore des «manques majeurs dans les propositions présidentielles», en particulier sur la question de «la ghettoïsation des lycées» et de «l'égalité de tous les lycéens». «Quand notre président passe 15 minutes à nous parler des ciné clubs dans les lycées et 30 secondes à nous parler de l'orientation et du soutien scolaire, nous sommes particulièrement préoccupés de l'avenir de notre lycée». Mobilisée, l'organisation lycéenne prévient: «les lycéens se mobiliseront en assemblées générales et journées d'actions coup de poing dans les semaines qui viennent.»

Profs: «Des trompettes et demain?»

Du côté des enseignants, le Snes-FSU, premier syndicat de profs au lycée, est mitigé. Nicolas Sarkozy a «répondu» à certaines de ses «demandes fortes», comme «l'urgence d'une rénovation des séries technologiques industrielles» ou «le rééquilibrage des séries générales avec une rénovation de la série L.» Pour autant, la réforme «ne répond pas à la principale revendication des personnels: améliorer les conditions de travail et d'étude». Et des «zones d'ombre» persistent, comme le rôle des conseillers d'orientation psychologues (Copsy) qui «n'est pas réaffirmé». «Comment afficher une ambition pour l'enseignement des langues quand on les postes d'enseignants et qu'on les remplace par des locuteurs natifs qui n'ont aucune formation pédagogique?», s'interroge la CGT Educ'Action, minoritaire.

La FCPE, représentant les parents d'élèves, estime qu'«en refusant d'annoncer une réforme globale, le président de la République écarte de fait l'objectif d'amener 80% d'une classe d'âge au baccalauréat». Nicolas Sarkozy «se contente d'aménager l'existant. Il est déjà possible selon les textes de mettre en place chacune des mesures présentées.»

«Dans les mesures annoncées, nous retrouvons un grand nombre de nos propositions», se félicite la Peep qui regrette cependant «l'absence d'une proposition de changement profond de nos méthodes d'évaluation basé sur un système positif et non discriminant.»

PS: «Sarkozy a aligné des banalités»

Jack Lang, député, ancien ministre PS de l'Education nationale: «les propositions du président sont des idées de bon sens et s'inscrivent dans la droite ligne des réformes du lycée de 1992 et 2000 que j'avais eu l'honneur de conduire. Mais une grave interrogation demeure sur le financement de l'encadrement des lycées et sur la remise en cause de la formation des maîtres. Ce plan raisonnable ne saurait faire oublier ni le catastrophique plan Darcos d'appauvrissement de l'école maternelle et primaire, ni l'affaiblissement du collège. Des mesures d'urgence s'imposent en faveur du recrutement et de la formation des maîtres, du rétablissement de cinq jours d'enseignement à l'école primaire.»

Bruno Julliard, secrétaire national du PS à l'éducation: «Alors que tous, lycéens, parents d'élèves et enseignants, attendaient depuis un an une réforme ambitieuse du lycée, Nicolas Sarkozy a longuement aligné de nombreuses banalités.» (Lire le communiqué)

«Une réformette qui manque d'audace», pour les Verts. «Nicolas Sarkozy essaie de reconstruire d'une main, ce qu'il s'acharne à détruire de l'autre. Comment renforcer l'encadrement et l'apprentissage quand 13.500 postes ont été supprimés dans l'Education nationale à la rentrée 2009? Comment rendre l'école plus égalitaire, quand la carte scolaire a été abandonnée, au profit des meilleurs lycées et des meilleurs élèves?»

La Poste : le comité contre la privatisation lance une campagne de pétitions. (14.10)

AP - 13.10

Le Comité national contre la privatisation de La Poste, à l'origine de la "votation citoyenne" du 3 octobre, a annoncé mardi le lancement d'une campagne de cartes-pétition à adresser à Nicolas Sarkozy, et appelle à un rassemblement devant le Sénat le 2 novembre. Le comité envisage également une manifestation nationale à Paris en décembre.

Dans un communiqué, le comité, selon lequel 2,3 millions de personnes ont participé au scrutin symbolique organisé dans toute la France début octobre, déplore l'"absence de réponse du président à ce jour, ce qui constitue une marque de mépris vis-à-vis d'un exercice de citoyenneté, qui a su trouver sa légitimité et sa crédibilité".

"La mobilisation contre la privatisation de La Poste continue avec l'interpellation des sénateurs qui examineront le projet de loi dès le 20 octobre en commission, et se prononceront sur le sujet du 2 au 6 novembre 2009", ajoute le comité dans un communiqué.

Il annonce le lancement d'une campagne de cartes-pétition "à adresser au président de la République pour le respect de la votation du 3 octobre", "le retrait du projet de loi de l'ordre du jour du Sénat et de l'Assemblée nationale", "l'ouverture du débat public", et enfin "la tenue d'un référendum sur l'avenir du service public postal".

Le comité appelle par ailleurs à une semaine de mobilisation entre le 31 octobre et le 7 novembre, avec des rassemblements devant les bureaux de Poste le 31 octobre et une manifestation devant le Sénat à Paris le 2 novembre.

Le comité annonce également qu'il "met en débat dans les collectifs locaux la perspective d'une montée nationale à Paris en décembre", en cas de vote de la loi. Le comité regroupe 62 syndicats, associations et partis de gauche.

Plus de 50.000 agriculteurs français manifestent (17.10)

Reuters - 16.10

Des Champs-Élysées à Toulouse, plus de 50.000 agriculteurs français ont manifesté vendredi pour demander au gouvernement de les aider à franchir la crise que traverse leur secteur, a annoncé le syndicat FNSEA.

Ils réclament un plan d'aide de 1,4 milliard d'euros, dont 400 millions d'euros d'exonérations de taxe en urgence, pour que les exploitations agricoles retrouvent de la trésorerie.

Le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, a promis un plan d'aide global sur la base des résultats de revenus 2009, connus la semaine prochaine, et de réclamer à la Commission européenne une régulation des marchés, notamment laitiers.

Les revenus des agriculteurs ont baissé de 10 à 20% en 2009 et Nicolas Sarkozy a promis vendredi dans une interview au Figaro "des initiatives fortes" avant la fin du mois pour garantir "aux agriculteurs un juste prix de leur travail".

A Bruxelles, diplomates et fonctionnaires de l'UE ont indiqué vendredi que la Commission européenne débloquerait lundi environ 300 millions d'euros d'aides supplémentaires pour le secteur laitier en 2010, une demande de 21 pays, dont la France.

La FNSEA, principal syndicat d'agriculteurs, jugé trop timide par sa base durant la crise du lait, a revendiqué une mobilisation plus élevée que prévue.

Selon Arnaud Lemoine, son porte-parole, plus de 52.000 agriculteurs sont rassemblés dans 23 villes de France, ainsi que 7.000 tracteurs et un millier d'animaux.

"CHANGER LA PAC"

A Paris, une quarantaine d'agriculteurs ont bloqué au petit matin la circulation sur les Champs-Élysées au niveau du restaurant Le Fouquet's, où Nicolas Sarkozy avait fêté son élection en mai 2007.

"Sarkozy, l'agriculture doit-elle payer ce prix ?", interrogeaient-ils sur des pancartes distribuées dans toute la France, tandis que des pneus et des palettes de bois brûlaient sous le regard des policiers.

Les perturbations ont commencé très tôt sur les autoroutes en province, des milliers de tracteurs se rendant dans les villes et provoquant des opérations escargot qui devraient se répéter lors des dispersions, prévues vers 17h00.

A Nantes, plus de 5.000 agriculteurs et 500 tracteurs, selon les syndicats, ont paralysé le centre de la ville. Selon la police, il y avait 3.500 agriculteurs et 200 tracteurs.

"C'est le plus gros rassemblement de France", a déclaré à Reuters Hervé Pillaud, secrétaire général de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) en Vendée. "Mais ce succès est le signe d'un vrai malaise: les gens sont venus alors qu'il fait beau et que c'est le moment de récolter les maïs et de semer les blés."

A Rennes, ils étaient 1.500 selon la police et 3.000 selon les organisations à défiler derrière des tracteurs, dont l'un portait un cercueil rempli de paille.

"Il y a eu un vaste plan pour sauver l'automobile, un autre pour sauver le secteur bancaire, il faut maintenant un plan d'urgence pour soutenir l'agriculture", a déclaré Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, en tête de cortège.

"Il faut sortir de cette politique agricole européenne ultralibérale et changer fondamentalement les options prises il y a une dizaine d'années", a-t-il souhaité, soulignant les "distorsions de concurrence" entre les pays de l'Union.

A Toulouse, plus de 4.000 agriculteurs selon les organisateurs, environ 3.500 selon la police, ont envahi la ville accompagnés d'environ 300 tracteurs ou engins agricoles.

A Poitiers (Vienne), des tracteurs ont déversé dans la nuit quelque 1.000 mètres cubes de terre étalés entre la préfecture et la mairie, tandis que des animaux de basse-cour étaient lâchés dans la ville.

A Orléans, 3.000 agriculteurs ont bloqué le centre-ville et distribué de la nourriture aux passants.

A Mont-de-Marsan (Landes), l'odeur du lisier a embaumé le perron de la Direction départementale de l'agriculture (DDA).

"PLAN GLOBAL DE SOUTIEN"

Aucun incident n'était signalé à la mi-journée dans ces différentes manifestations.

Bruno Le Maire a dit entendre "la détresse de tous les agriculteurs".

"Nous devons d'abord répondre à la crise immédiate. Nous le ferons", a affirmé sur France Info le ministre de l'Agriculture, qui attend d'étudier la semaine prochaine les revenus des agriculteurs en 2009.

"Sur cette base-là, je proposerai un plan global de soutien à l'agriculture qui passera notamment par des allègements de charges sur les revenus en 2009. Nous regarderons ce qu'il est raisonnable et juste de faire."

Bruno Le Maire a dit préférer payer les intérêts d'emprunts des agriculteurs plutôt que de les exempter de la taxe sur le foncier bâti. Il a indiqué qu'il plaiderait lundi lors d'un conseil des ministres de l'Agriculture en faveur d'une régulation des marchés.

Les six dossiers qui font tanguer l'UMP (17.10)

LeMonde.fr - 15.10

Deux ans après son arrivée à l'Elysée, les difficultés s'accumulent pour le chef de l'Etat, désormais critiqué dans son propre camp. La crise économique qui s'éternise s'est doublée d'une crise d'angoisse des élus locaux et d'une crise des valeurs qui désoriente l'électorat de droite. A l'Assemblée, le mécontentement gagne les rangs de la majorité. Petit tour d'horizon des dossiers qui divisent la droite.

Le casse-tête de la taxe carbone

Les députés de la commission des finances ont commencé à amender, mercredi, le projet de budget 2010. La création de la taxe carbone devrait faire l'objet d'âpres discussions. Cette nouvelle taxe désoriente un électorat auquel on avait promis une baisse des prélèvements obligatoires, et compte de nombreux détracteurs parmi les élus de la majorité. Face à l'incompréhension d'une partie de son électorat qui goûte peu cet appel du pied aux écologistes, la direction de l'UMP s'est résolue à distribuer à partir de vendredi un million de tracts pour promouvoir cette mesure.

La suppression de la taxe professionnelle Une autre mesure examinée par la commission des finances suscite l'incompréhension jusque dans les rangs de la droite : la suppression de la taxe professionnelle. Ce prélèvement représente une ressource financière de 22 milliards d'euros pour les collectivités territoriales, qui redoutent d'être les dindons de la farce. En témoigne cette sortie d'Alain Juppé : "C'est tout de même se foutre du monde. Le président Sarkozy avait promis une compensation euro par euro, mais il avait oublié de dire "pendant un an", s'est insurgé l'ancien premier ministre dans Sud-Ouest.

La réforme des collectivités locales

Le projet ambitieux de la réforme des collectivités locales est l'un des sujets épineux de la rentrée et suscite des réticences aussi bien chez les élus de droite que de gauche. Là encore, c'est Alain Juppé qui a exprimé de vive voix les interrogations des élus locaux. "Ce n'est pas un bouleversement. C'est toujours pareil avec Sarkozy, on vous dit que c'est une rupture avec tout ce qu'on a fait par le passé... C'est une transition", a-t-il déclaré à Sud-Ouest. Mais plusieurs élus locaux et députés ont également fait part de leurs réticences.

Le poids du bouclier fiscal

Même des réformes destinées au cœur de l'électorat sarkozyste sont désormais remises en cause. Le bouclier fiscal, mesure emblématique du quinquennat Sarkozy, a refait surface mercredi, deux ans après son adoption, lors de l'examen du budget 2010. Un rapport de la commission des lois de l'Assemblée suggère d'ouvrir une brèche dans ce fameux bouclier, évoquant la situation exceptionnelle consécutive à la crise. Son président UMP, Jean-Luc Warsmann, demande que la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) soit sortie du dispositif. En clair, que les bénéficiaires du bouclier puissent payer jusqu'à 50 % d'impôt sans compter la CRDS.

L'"affaire" Frédéric Mitterrand

Après une campagne placée sous le signe de la "liquidation de Mai 68", les électeurs de Nicolas Sarkozy ne s'attendaient sans doute pas à voir leur champion prendre la défense de Frédéric Mitterrand, accusé par le FN d'avoir eu des relations sexuelles avec des mineurs. Symbole malgré lui des dangers de l'ouverture, ce dernier avait quelques jours auparavant, avec un autre ministre venu de la gauche, Bernard Kouchner, volé au secours de Roman Polanski. Pour Christine Boutin, présidente du Parti chrétien-démocrate, l'affaire Mitterrand fera des "dégâts considérables dans l'électorat de la droite classique". Le réveil du Front national sur cette question en témoigne... Rama Yade redoute pour sa part que ces affaires ne donnent le sentiment d'une coupure entre les "élites" et le peuple.

Jean Sarkozy à la tête de l'EPAD

Mais l'"affaire" Mitterrand n'a peut-être pas autant perturbé l'électorat de droite que la candidature annoncée de Jean Sarkozy à la présidence de l'EPAD, l'établissement public chargé d'aménager le quartier d'affaires de La Défense. Nombreux sont ceux qui se demandent où est passé le candidat qui affirmait dans un spot de campagne en 2007 vouloir "que les nominations soient irréprochables". Plusieurs députés de droite se sont publiquement émus des conséquences de cette affaire dans l'opinion, estimant qu'il y avait eu "pour le moins (...) une maladresse", selon les mots de Pierre Cardo, député UMP des Yvelines. L'affaire a agité la réunion du groupe UMP à l'Assemblée nationale, mercredi.

Nicolas Sarkozy, les paroles et les actes (17.10)

Slate.fr - 16.10

Avec l'affaire Jean Sarkozy et l'éloge de la méritocratie prononcé mardi 13 octobre à l'Élysée par le président à l'occasion d'un discours consacré la réforme des lycées, nous atteignons sans doute la limite acceptable de la distorsion entre les paroles et les actes. Nicolas Sarkozy fait-il preuve d'un cynisme sans borne? Ou bien est-ce son discours, en général, qui n'a plus de prise sur la réalité?

Je pencherais plutôt pour la deuxième hypothèse. Pour Nicolas Sarkozy, le discours politique est l'acte politique par excellence. Le discours politique est, la plupart du temps, performatif. Je dis donc je fais. Quand le président dit qu'il nomme telle personnalité la tête de telle direction de l'administration c'est fait, c'est en soi un acte politique. Mais le champ du discours-action, s'il est très étendu pour un homme politique qui veut le pouvoir (les promesses sont des actes politiques qui changent les choses), se réduit quand il faut exercer le pouvoir.

Dans l'opposition le verbe est, la plupart du temps action. ne dit-on pas que le leader de l'opposition exerce le «ministère du verbe»? La plus grande partie du champ d'action d'un Président en exercice n'est plus performative: «je veux que le chômage baisse». Il ne suffit pas de le dire pour que cela arrive. Ou alors il faut une autorité naturelle hors du commun. Le général de Gaulle pouvait dire en 1958 aux Algérois: «Je vous ai compris», son discours énigmatique a changé le cours de l'histoire! Ces moments sont rares et ne sont pas le fait du premier président venu.

Nicolas Sarkozy surestime toujours le pouvoir de sa propre parole. Pouvait-il imaginer en affirmant, au début de son quinquennat que

chaque classe de CM2 devait adopter symboliquement la mémoire d'un enfant victime de la shoah, pouvait-il imaginer que le dire ne suffirait pas pour que cela se fasse? Moins Nicolas Sarkozy a de prise sur le réel, plus il est péremptoire. C'est exactement ce qu'il se passe, par exemple, pour les questions de sécurité, questions marqueurs du sarkozysme par excellence. L'insécurité ne baisse pas, il ne change pas de politique, il fait convoquer les préfets pour leur tenir un discours. Il leur remonte les bretelles!

Tout le monde comprendra que passer un savon à un préfet sans lui donner l'ordre de changer de méthode ou sans lui donner de moyens supplémentaires ne changera rien! Le préfet enguirlandera les directeurs départementaux de la sécurité qui vont s'empresser de gronder les responsables de la police et de la gendarmerie, qui finiront par essayer de faire du chiffre pour avoir la paix. Le président peut affirmer, sur TF1 et France 2 en marge du G20, sans rire et contre toute réalité: «les paradis fiscaux c'est fini».

Ce n'est pas qu'une simple et banale affaire de promesses non tenues ou de mensonges éhontés, c'est plutôt une mauvaise appréciation de la puissance de son discours ou de la puissance de la réalité face sa propre volonté! Depuis le début du quinquennat de Nicolas Sarkozy, il y a un problème d'adaptation de son discours la réalité. On ne compte plus les affirmations qui ne reposent sur rien, les projets ambitieux sans lendemain, les promesses de rupture ensablées, les révolutions annoncées qui n'aboutissent pas. La discrimination positive, la laïcité positive, la réforme de la Françafrique. Travailler plus pour gagner plus... tant d'autres sujets n'ont été que des thèmes de discours sans réalité concrète.

Le Président a l'habitude de dire à son entourage que les Français veulent qu'il mouille sa chemise et qu'il ne se résigne pas. Il se compare toujours à son prédécesseur plan-plan. L'hyper Président se démène. Mais le résultat de cette hyperactivité, de cette multiplication des discours, c'est qu'il n'y a pas plus de résultats. Se différencier de Jacques Chirac commence apparaître un peu court. C'est peut être Michel Rocard qui avait raison quand il disait que dans notre cinquième République, «les qualités qu'il faut pour être élu ne sont pas celles qu'il faut pour gouverner».

Quelques réactions que j'ai retenues. (Lutte de classe)

1- Partisan UMP ayant voté sarkosy et revotant UMP aux prochaines présidentielles cet article m'enerve ! Car c'est la première fois que je lis une attaque réaliste de l'action présidentielle...avec laquelle je n'ai pas vraiment de désaccord !

2- Ce qui est fascinant depuis l'élection de Sarkozy, ce n'est pas me semble-t-il, qu'il ait un problème d'adaptation de son discours à la réalité, on pourrait sans doute en dire de même de bien des hommes politiques qui passent de l'opposition au pouvoir, c'est qu'il ne fait même pas semblant d'essayer. La parole est une posture. Elle n'a pas à s'adapter au réel. Ministre du précédent Président, il fait campagne comme s'il avait été dans l'opposition à ce gouvernement.

Il se fait élire en célébrant le capitalisme anglo-saxon. Si je me souviens bien, l'ouverture du crédit hypothécaire aux ménages modestes était même une de ses promesses de campagne. La crise mondiale arrive et il se met à brûler ce qu'il avait adoré, comme si de rien n'était, comme s'il n'en avait pas été le chantre précédemment.

L'affaire Jean Sarkozy est particulièrement symbolique, parce qu'il n'y a même plus de décalage dans le temps. Le même jour, il célèbre la méritocratie et justifie l'élection de son fils. Mais c'est toujours le même processus.

Le discours sert l'image, mais il n'a pas plus à rendre de compte de la réalité qu'il n'a à rendre des comptes à la réalité. Dans son utilisation du verbe, Sarkozy est plus proche de l'Afrique ou de l'Union Soviétique que de la tradition démocratique européenne.

Mais quel talent à l'oral, tant qu'il n'a pas de contradicteur.

3- Peu à peu et pour ceux qui ne l'avaient pas encore compris, N. Sarkozy démontre qu'il n'a pas les capacités pour diriger la France.

Tout d'abord le France n'est pas à lui; chaque jour sort une histoire qui démontre qu'il outre-passe ses pouvoirs. Hier on apprenait ses contrats de réalisation de sondage ou de conseil en communication où son propre chef de cabinet avoue qu'ils ne respectent pas les règles des marchés publics. Avant hier il achetait la démission d'un conseiller général pour qu'il laisse sa place à son fils. Avant avant hier, il intronisait ministre un animateur sous prétexte qu'il s'appelle Mitterrand. M. Etrosi fait pareil à Nice mais là on est quand même à la tête d'un grand état. Les Français ne veulent plus voir cela.

Ensuite, N. Sarkozy est bien trop préoccupé par son image et sa réélection pour gouverner sereinement. Il en est réduit aujourd'hui à faire tous ses déplacements soit en mode hyperprotégé soit en douce comme hier. Soit il convoque 100 caméras, soit il les exclut comme hier aussi. Les ministres sont tous réduits à un rôle de responsable de communication et rivalisent dans le cirage de pompes. En bout de course personne ne gouverne et le président de la république en est réduit à faire toutes les annonces lui-même comme sur le lycée la semaine dernière. Les mesurette prises par tous ces dirigeants sont annoncées par le grand homme et seul le décorum donne de l'importance à l'annonce. Sarkozy tue la communication politique et ne dit plus rien. Le Petit journal de Canal+ retrace chaque jour ces pantalonnades de communication. Mais quand on rit chaque jour de la pratique du pouvoir, n'y a-t-il pas un problème ?

Enfin, N.. Sarkozy s'est épuisé sur le pan des idées. Pendant sa campagne j'avais des doutes, on l'avait déjà vu piétiner longuement sur la sécurité. Le fait qu'il s'épuise à limiter sa politique de l'emploi à l'encouragement des heures supp m'avait mis aussi la puce à l'oreille. Il s'est épuisé sur les idées pour une raison simple: à vouloir apparaître comme celui qui traite définitivement un sujet, il est condamné à ériger une mesure en solution définitive. Une fois qu'il a dit "les paradis fiscaux n'existent plus" que peut-il dire d'autre ? Rien. Sur tous les sujets, il prétend avoir apporté des solutions. Tout ce qu'il dit devient alors suspect. Les Brésiliens achèteront-ils vraiment des Rafales et les Libyens ? Combien de temps pourra-t-il tenir à résister sur le bouclier fiscal ? Par sa gestion inconsidérée il entraîne les Français vers une hausse prolongée des impôts et les riches y échapperaient ? Ce n'est pas les riches qu'il faut encourager, mais ceux qui ont des idées. L'argent qu'un grand patron gagne dort gentiment dans de l'immobilier ou sur de l'assurance vie. Il n'y a aucune grandeur dans toute cette politique, aucune réflexion qui la sous-tend. En se répétant à lui-même que ce qu'il fait c'est ce qu'il fallait faire, N. Sarkozy s'enferme lui-même dans l'immobilisme.

Nous voilà à la veille de décider d'un grand emprunt; pourquoi les dirigeants politiques et le premier d'entre-eux n'ont-ils pas d'idée ? Il ne sait pas ce qu'il faut faire pour désembourber la France mis à part attendre la croissance ? Des montagnes d'argent vont être là mais pour faire quoi ? Je cherche et ne trouve qu'une réponse : Sarkozy va se payer sa réélection en donnant de l'argent emprunté à droite et à gauche. La France mérite mieux que ce monsieur.

Quatrième jour de grève des employés de Servisair (18.10)

Lepoint.fr - 17.10

Les employés de Servisair - groupe Derichebourg - sont toujours en grève samedi pour le quatrième jour d'affilée. Le mouvement perturbe le trafic aérien à Orly Sud et plus particulièrement les vols de la compagnie Easyjet, a-t-on appris de sources aéroportuaires et auprès d'un syndicaliste. Servisair, en charge des enregistrements, chargements et ravitaillement de plusieurs compagnies, a perdu sa licence à Orly et cessera son activité le 31 octobre. Deux sociétés sont susceptibles d'être repreneuses, Europe Handling (services aéroportuaires) et OFS, filiale du groupe de manutention WFS.

Outre Easyjet, les compagnies Royal Air Maroc et Air Caraïbes sont touchées par cette grève, qui a un impact sur 30 % du trafic d'Orly Sud, selon une source aéroportuaire. Pour les vols internationaux, Easyjet et la Royal Air Maroc devaient faire partir leurs voyageurs de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, a précisé une autre source aéroportuaire.

Samedi matin, entre soixante et quatre-vingts salariés de Servisair manifestaient dans l'aérogare d'Orly Sud, perturbant l'enregistrement des bagages des passagers d'autres compagnies. Les grévistes demandent un engagement des repreneurs à employer la totalité des salariés de Servisair (432 contrats à durée indéterminée) et ont réclamé vendredi la présence d'un médiateur pour tenter de trouver une issue au conflit.

Taux de grévistes record à Pôle emploi (21.10)

Reuters - 20.10

Plus du tiers des 45.000 salariés de Pôle emploi étaient en grève mardi, la plus forte mobilisation pour l'amélioration des conditions de travail au sein du nouveau service public de l'emploi, créé cette année.

Le taux de grévistes était de 34,5% en milieu de journée selon Pôle emploi et de 40% selon les organisations syndicales.

Sur les 1.500 agences en France, 322 étaient fermées, a annoncé la direction de l'administration.

"Le ras-le-bol est réel, et pour des raisons financières certains n'ont pas participé au mouvement", a dit à Reuters Stéphane Guillou, de la CGT. "Ce n'est pas le premier appel que l'on fait mais c'est celui qui a le plus de succès."

Le 5 janvier, lors de l'ouverture du nouvel organisme issu de la fusion de l'ANPE et des Assedic, la direction de Pôle emploi avait fait état de 19% de grévistes. Ils étaient légèrement moins nombreux lors d'une deuxième grève le 18 juin.

Sept des neuf syndicats de Pôle emploi ont appelé les salariés à se mettre en grève ce mardi.

Les syndicats devaient être reçus à 15h00 au ministère de l'Economie et de l'Emploi.

"On craint un épuisement qui mène à des actes désespérés", a dit Stéphane Guillou, qui dénonce l'absence de formation et la précarité des locaux.

Depuis le début de l'année, selon les syndicats, un suicide a été enregistré parmi les agents ainsi que cinq tentatives de suicide.

"Il est urgent d'agir pour éviter de créer un nouveau France Télécom", dit le Parti socialiste dans un communiqué.

La semaine dernière, le secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, Laurent Wauquiez, a annoncé que les plateformes téléphoniques de Pôle emploi, créées mi-août pour alléger le travail des agences saturées, seraient maintenues et élargies.

Les personnes recrutées cet été pour des CDD de six mois sur les plateformes passeront ainsi en CDI.

Interrogé mardi sur France Inter, Laurent Wauquiez a refusé de faire une pause dans la fusion ANPE-Assedic, ce que réclament les syndicats.

"C'est un grand chantier qu'on ne doit pas arrêter mais sur lequel on doit prendre le temps d'adapter notre méthode, en fonction des difficultés qu'on rencontre dans la crise", a-t-il dit.

Assurant que les méthodes de gestion du personnel de Pôle emploi n'étaient pas comparables avec celles de France Télécom, Laurent Wauquiez a néanmoins annoncé qu'un questionnaire serait adressé aux agents à partir du mois de novembre.

Depuis lundi, les salariés de France Télécom, entreprise confrontée depuis près de deux ans à plusieurs suicides, peuvent répondre à un questionnaire sur leur mal-être au travail.

Manifestation nationale pour la défense de l'emploi industriel jeudi à Paris (22.10)

AP - 21.10

La CGT appelle, jeudi, à une manifestation nationale à Paris pour la défense de l'emploi dans l'industrie, une branche qui connaît de nombreux plans sociaux depuis plusieurs mois. La confédération compte mobiliser à cette occasion quelque 20.000 personnes entre la place Denfert-Rochereau et Bercy.

Les manifestants, venus de toutes la France et de nombreuses entreprises des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, ou encore de la chimie, se rassembleront à la mi-journée place Denfert-Rochereau avant de défiler à partir de 13h jusqu'au ministère de l'Economie et de l'Industrie.

La CGT entend à cette occasion faire une démonstration de force dans les rues de Paris, alors que les syndicats peinent à donner une suite aux grandes manifestations organisées dans toute la France avant l'été pour exiger un changement de politique du gouvernement et du patronat face à la crise.

L'union syndicale Solidaires -qui regroupe de nombreux syndicats Sud- a décidé de se joindre au cortège et annonce la participation de salariés de Michelin, Goodyear Dunlop, Freescale, Chaffoteaux, Continental ou encore Molex.

"La désindustrialisation actuelle n'est pas une fatalité, dans un contexte où les responsables de la crise veulent faire payer la facture aux seuls salariés et retraités du pays!", déclare la CGT dans un communiqué. "Partout monte l'exigence revendicative d'une rupture avec les logiques de rentabilité financière, répondant aux seules exigences des actionnaires et des marchés financiers".

Selon la CGT, "les licenciements économiques ont progressé de 60% en un an, 600.000 jeunes entrent sur le marché du travail, le chômage augmente", et "l'emploi industriel chute de 15%" alors que les grandes entreprises du CAC 40 ont engrangé à elles seules "35 milliards d'euros de bénéfices lors du premier semestre 2009" et que les banques "ont perçu plus de 90 milliards d'euros d'aides publiques sans aucune contrepartie".

"Chaque jour, les responsables de la crise veulent faire payer aux salariés le prix fort: licenciements, chômage partiel, dégradation des conditions de travail, blocage des salaires", dénonce de son côté Solidaires, qui considère que "les directions d'entreprises profitent de la crise pour restructurer à bon compte et détruire massivement l'emploi".

L'organisation syndicale entend faire de cette journée "une étape importante dans la construction d'un rapport de force général".

Manifestation à Paris pour l'emploi dans l'industrie (23.10)

Reuters et AP - 22.10

La CGT fait une démonstration de force à Paris. Plusieurs milliers de salariés de l'industrie (13.000 selon la police, 30.000 selon le syndicat) ont défilé jeudi dans les rues de la capitale, à l'appel de la confédération, pour la défense de leurs emplois, dans un secteur particulièrement touché par la crise et les plans sociaux.

"La situation est gravissime, et ce rassemblement est conçu pour donner un signal d'alerte", a déclaré le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, quelques minutes avant le départ de la manifestation.

Selon lui, "20.000 emplois sont supprimés par mois actuellement dans le secteur industriel, et 300.000 emplois sont menacés à terme".

Rassemblés à la mi-journée place Denfert-Rochereau, les manifestants ont défilé en début d'après-midi jusqu'à Bercy pour exiger "une vraie politique pour le développement industriel et l'emploi".

Le cortège, très dense et parfois noyé dans la fumée blanche dégagée par des torches d'alerte, évoluait dans le vacarme des sirènes, sifflets, cornes de brume et détonations de pétards.

Parmi les manifestants, on comptait des salariés des arsenaux de Brest, des verreries de Cognac, de Michelin à Clermont-Ferrand, de Airbus à Nantes, de Bosch à Angers, du site Continental de Clairoux (Oise) ou encore de Total et Renault venus de plusieurs sites de France.

"Tous ensemble, tous ensemble, grève générale!", ou encore "C'est pas les salariés, c'est pas les retraités, c'est les profits qu'il faut taxer", scandaient les manifestants. Sur plusieurs banderoles, on pouvait lire: "La crise c'est eux. La solution c'est nous!".

"La crise a bon dos", "Usines mortes, merci patrons", "Pas question de payer leur crise", pouvait-on lire sur des panneaux et des banderoles brandies par les manifestants armés de sifflets, de tambours et de pétards.

"Après avoir présenté la crise comme un cataclysme parti des Etats-Unis, un nouveau refrain est apparu: 'C'est bientôt la reprise! c'est déjà la reprise, il faut être patient!' crient en coeur ministres et médias", a lancé Bernard Thibault s'exprimant du haut d'un podium avant le défilé.

"La reprise annoncée, c'est la reprise des affaires, celles qui se mènent en Bourse, pas la reprise de l'emploi industriel. Il y a de l'indécence! Il y a du mépris pour les ouvriers traités comme des Kleenex", a-t-il ajouté.

L'intervention du secrétaire général de la CGT a été sifflée par plusieurs dizaines de salariés, dont certains scandaient: "démission!".

"Sur les sites, les dirigeants syndicaux, on ne les voit que lorsque les gros médias parlent de nous", a déclaré à l'Associated press Francis Thomann, un salarié de l'entreprise Nexans, spécialisée dans la production de câbles de cuivre, et qui vient d'annoncer la fermeture de deux usines avec, à la clé, la suppression de 240 emplois à Chauny (Aisne), a-t-on appris de source syndicale.

"Ils sont juste là pour la photo, et le reste du temps, sont fourrés à l'Elysée ou à Bercy", a-t-il ajouté. Sur la banderole des salariés de Nexans, qui avaient pris la tête du cortège, on pouvait lire: "Nexans dans la galère, familles dans la misère".

Pour Jean Camonin, employé de la Snecma, il était important de "se retrouver avec des gens inquiets à juste titre pour leur avenir et qui croient à la lutte collective".

"On a énormément de travail et l'entreprise fait énormément de bénéfices, par contre c'est zéro embauches", a-t-il dit.

"Des gens en apprentissage qu'on aurait besoin de garder sont virés à la fin de leur formation. Des postes vacants depuis des mois ne sont pas pourvus", a-t-il déploré.

Olivier Besancenot a évoqué une "lutte de tous les salariés qui résistent aux licenciements et aux restructurations".

"Les employeurs de l'industrie annoncent une reprise, des chiffres qui sont meilleurs et le moins que l'on puisse dire, c'est que du point de vue de l'emploi, des salaires et des conditions de travail, c'est tout le contraire", a-t-il déclaré. "Il est grand temps d'interdire les licenciements dans tous ces secteurs touchés par la crise".

Cette manifestation nationale avait lieu alors que le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a lancé le 15 octobre les "Etats généraux de l'industrie", au cours desquels, durant trois mois dans les régions, syndicats, chefs d'entreprise et élus doivent réfléchir à une relance de l'économie française via l'industrie.

Lors de ce lancement, M. Estrosi a proposé une "prime à la relocalisation" pour les entreprises. "On jugera au résultat de ces états-généraux. Mais nous ne sommes pas dupes, alors que la première proposition du ministre semble être d'offrir de nouveaux cadeaux financiers aux entreprises", a commenté Bernard Thibault, jeudi.

De nouvelles périodes de chômage partiel chez Renault Sandouville (23.10)

AP - 23.10

Deux nouvelles périodes de chômage partiel seront observées à partir du 11 novembre prochain à l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime), a-t-on appris vendredi auprès de la direction de l'usine.

Ces deux semaines de chômage partiel qui seront observées la semaine du 11 novembre, ainsi que celle du 30 novembre au 4 décembre, concernera les 2.600 salariés de l'usine où sont fabriquées la Laguna, l'Espace et la Vel Satis.

La direction explique que ces nouvelles périodes de chômage partiel sont mises en place pour "répondre à la demande commerciale".

Au cours du mois d'octobre, l'usine a déjà fermé ses portes durant 10 jours pour cause de ventes insuffisantes.

En juin dernier, un plan de départs volontaires a touché 1.300 employés dans cette usine, où les salariés espèrent la production d'un nouveau modèle, avant le véhicule utilitaire promis à partir de 2012.

Stéphane Gatignon (PCF) : "Je propose une nouvelle alliance avec les écologistes" (24.10)

Le Monde - 23.10

Europe Ecologie n'en finit plus d'attirer de nouvelles vocations. Après Eric Loiselet, principal animateur du "pôle écolo" du PS, la magistrate Laurence Vichniewsky ou la fille de José Bové, Marie Bové, c'est au tour du maire communiste de Sevran, Stéphane Gatignon de trouver la mariée écologiste décidément plus belle.

Ce fils spirituel du député rénovateur François Asensi - aujourd'hui en rupture - vient d'envoyer une lettre à Marie-George Buffet l'enjoignant de s'allier avec les Verts aux élections régionales. Samedi 24 octobre, lors d'un conseil national, la secrétaire nationale devait proposer une alliance dans le Front de gauche - avec le Parti de gauche, de Jean-Luc Mélenchon, et la Gauche unitaire, de Christian Picquet - sans exclure quelques exceptions où le PCF partirait dès le premier tour avec le PS. C'est une impasse pour la gauche, explique le maire, de Sevran, 40 ans.

A la veille du conseil national du PCF qui va proposer une ligne nationale d'alliance avec le Front de gauche, vous avancez une autre hypothèse, celle d'un rapprochement avec Europe Ecologie. Pourquoi ?

On ne sait pas, pour le moment, quelle est la stratégie de la direction du PCF, sinon des alliances à la carte : suivant les régions, c'est soit avec le Parti socialiste, soit avec le Front de gauche qui avance difficilement. Ce que je propose, c'est que le parti engage une discussion avec les Verts et Europe Ecologie pour travailler à un projet, un programme et une nouvelle alliance électorale dès les régionales.

C'est un vrai virage et un changement d'alliances que vous proposez ?

Pour moi, c'est la seule voie à suivre aujourd'hui. L'alliance avec le PS ne fonctionne plus parce qu'il n'a plus de projet pour faire évoluer la société. La gauche traditionnelle a vécu. L'union de la gauche, c'est désormais du passé. Il faut l'acter et bouger pour faire bouger l'ensemble de la gauche. Si on part dans une stratégie de listes autonomes pour faire 7- 8 %, ce sera encore le PS qui restera hégémonique et qui vassalisera le PCF. Cela ne fera qu'accélérer la régionalisation du parti en vue de sauver quelques majorités régionales socialistes et quelques sièges communistes. C'est ce que vit le parti dans tout un tas de villes où il n'existe plus vraiment.

Pour vous, le PS, les majorités de gauche, c'est fini ?

J'en ai marre de voter au deuxième tour pour un Huchon ou pour un candidat socialiste à la présidentielle avec toujours les mêmes projets, la même routine alors que les enjeux ont changé. Le Parti socialiste va de crise en crise, perdu dans l'espoir vain de sauver son appareil. Aucune alliance ne pourra enrayer ce processus.

Il nous faut revoir notre projet d'émancipation sociale au regard de la crise environnementale et participer activement à la refondation

écologique, sociale et démocratique de la gauche.

L'intérêt général n'a jamais été aussi visible, les peuples les plus pauvres sont menacés par le réchauffement climatique et nous devons comprendre que l'écologie est avant tout un enjeu social. Elle est posée non seulement en termes de défense des acquis sociaux mais surtout en termes de rupture avec un modèle de croissance qui épuise notre planète.

Le PCF devrait être aux avant-postes de ces préoccupations. Les élections régionales nous en offrent l'occasion : faire alliance avec les écologistes peut créer un électrochoc dans la classe politique et sur l'ensemble de la gauche.

Vous pensez pouvoir être entendu de vos camarades ?

Pourquoi pas ? Si ce n'est pas le cas, je verrais. Aujourd'hui, je n'exclus rien. Ni de participer à la campagne d'Europe Ecologie ni d'être candidat. J'attends d'abord la réponse de mon parti.

Des listes MoDem autonomes au 1er tour partout aux régionales (25.10)

Reuters - 24.10

Les instances du MoDem ont acté samedi le principe de listes autonomes au premier tour pour les élections régionales de mars prochain, apprend-on auprès de la direction du parti centriste.

Le conseil national réuni à Paris a également approuvé l'idée d'alliances au deuxième tour sans plus de précision sur les partenaires éventuels du mouvement centriste.

"Il y a des gens bien, des élus responsables dans toutes les tendances", a fait valoir le président du MoDem, François Bayrou lors d'un point presse.

"Nous avons manifesté notre volonté d'ouverture mais, évidemment, cette ouverture ne peut en aucun cas être ralliement ou effacement", a-t-il prévenu.

La question des têtes de liste n'a pas été abordée samedi.

L'autonomie au premier tour, "c'est la bonne stratégie", a déclaré à Reuters la numéro deux du MoDem, Marielle de Sarnez.

"Il faut assumer son identité d'abord et opérer ensuite des rassemblements nouveaux", a ajouté la députée européenne.

Même si elle a été décidée par une majorité des membres du conseil national, l'autonomie n'est pas la bonne solution aux yeux de Corinne Lepage, vice-présidente du MoDem, qui n'a pas pris part à la réunion de samedi.

"Je trouve qu'on loupe un peu le coche", a-t-elle expliqué à Reuters. "J'étais favorable à des listes de premier tour avec Europe Ecologie qui nous auraient peut-être permis de passer devant les socialistes dans plusieurs régions" notamment Rhône-Alpes, l'Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, a-t-elle ajouté.

Les Verts ont repoussé mi-octobre la main tendue de François Bayrou, au niveau national. "Il aurait fallu un peu insister" auprès des dirigeants du mouvement écologiste, a estimé Corinne Lepage.

Le parti écologiste n'a cependant pas écarté un rapprochement régional avec des mouvements qui composent le MoDem, comme Cap 21 dirigé par Corinne Lepage, ou le Mouvement écologiste indépendant (MEI) d'Antoine Waechter.

Le secrétaire national adjoint du parti écologiste, Jean-Vincent Placé, a évoqué les régions d'Alsace, de Haute-Normandie et des Pays de la Loire.

Le PCF tente un petit tour sans le PS et puis... (25.10)

Libération.fr - 22.10

Comme aux européennes. Après les Verts, c'est au tour du Parti communiste de partir sans les socialistes au premier tour des régionales

de mars 2010.

La direction du PCF proposera ce week-end au conseil national (le «parlement» du parti) de reconduire la formule éprouvée en juin : un «front de gauche», autonome du PS et «ouvert», avec entre autres, le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon. Une proposition arrêtée par la direction lundi, en comité exécutif. Quant au second tour, le numéro 2 du parti, Pierre Laurent, plaide pour «des majorités de gauche», avec le PS et les écologistes. Condition : que le Modem de François Bayrou n'en fasse pas partie.

«Pour apporter nos propositions dans le pot commun et que les exécutifs régionaux mènent de vraies politiques de gauche, il faut que l'on crée un rapport de force au premier tour», justifie Marie-Pierre Vieu, membre de la direction. Et mieux vaut qu'il soit favorable : le PCF doit sauver un maximum de ses 185 conseillers régionaux et vice-présidents sortants.

Pour cela, les listes Front de gauche devront passer cette sacrée barre des 5%, autorisant une liste à fusionner. En 2004, sur les 8 régions de métropole où les listes PCF avaient fait cavalier seul, la moitié n'avait pas franchi ce cap. Aux européennes, les listes Front de gauche avaient dépassé ce seuil dans 15 régions. Mais un membre de la direction prévient : «il y aura des exceptions». Certains élus préférant la sécurité offerte par le PS. Le dernier mot reviendra aux militants, consultés fin novembre région par région.

L'«offre» des communistes devrait convenir au PG qui souhaitait reconduire des listes sans ses ex-camarades PS. En revanche, si cette proposition n'exclut pas d'office le NPA, elle rend quasi-impossible une alliance avec le parti d'Olivier Besancenot, qui se refuse toujours à une gestion commune des régions avec le PS. «Son espace devient de plus en plus restreint, analyse un dirigeant communiste. Ça va leur faire très mal s'ils continuent de faire cavalier seul.»

Un salarié de PSA s'est suicidé sur son lieu de travail (25.10)

Reuters - 24.10

Un salarié de Peugeot Citroën s'est suicidé vendredi dans son bureau à Vélizy-Meudon, dans les Yvelines, apprend-on samedi auprès de la direction du groupe automobile français.

"C'était un décès par suicide vendredi après-midi sur son lieu de travail. L'homme avait une quarantaine d'années. Un enquête a été ouverte", a déclaré à Reuters un porte-parole de PSA sans plus de précision.

L'annonce de ce suicide chez PSA survient alors que France Télécom tente d'enrayer une série noire - 25 employés ont mis fin à leurs jours en moins de deux ans.

L'opérateur télécoms a gelé les mutations internes et les restructurations jusqu'à la fin de l'année et la signature d'un accord interne sur les conditions de travail.

En 2008, cinq salariés des usines PSA de Mulhouse avaient mis fin à leurs jours - des suicides qui avaient coïncidé avec le lancement d'un programme d'amélioration de la productivité interne.

Plus d'une centaine de blocs opératoires menacés de fermeture par un arrêté (25.10)

Lepoint.fr - 24.10

Un projet d'arrêté pourrait entraîner la fermeture des blocs opératoires qui pratiquent moins de 1.500 interventions par an, a-t-on appris auprès du ministère de la Santé samedi, confirmant une information publiée la veille dans le Quotidien du Médecin.

Selon le projet de texte cité par le journal, "l'activité minimale de chirurgie (...) est fixée, par site, à 1.500 séjours chirurgicaux avec acte (...) opératoire". "Il y a un bien un projet d'arrêté de fermeture de blocs", a-t-on indiqué dans l'entourage de Roselyne Bachelot, en précisant que le texte devrait paraître "d'ici la fin de l'année".

Le seuil de 1.500 actes annuels est "le chiffre le plus vraisemblable mais c'est encore à l'état de discussions", a-t-on ajouté de même source. "Ce chiffre a fait l'objet de discussions auprès des professionnels de santé" et "on estime qu'en dessous de ce seuil, la sécurité des patients n'est pas assurée", a-t-on précisé.

D'après les chiffres de la Direction de l'Hospitalisation et de l'Organisation des Soins (DHOS) cités par le Quotidien du Médecin, 182 blocs opératoires pratiquent moins de 1.500 actes chirurgicaux par an. Selon le journal, le texte fixe aussi un seuil minimal de 100 interventions pour les maternités qui pratiquent des actes chirurgicaux, mais le ministère de la Santé n'a pas souhaité commenter ce chiffre.

Le Front de gauche reconduit pour les régionales (26.10)

Reuters - 25.10

Le Parti communiste a décidé dimanche de présenter des listes d'union avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon au premier tour des élections régionales de mars 2010 en France, excluant de ce fait de s'allier avec le Parti socialiste.

La démarche des dernières élections européennes, où le Front de gauche (PCF, Parti de gauche et Gauche unitaire) avait obtenu 6,05% des voix et quatre sièges à l'assemblée de Strasbourg, est donc logiquement reconduite.

"Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux, qui dans leur diversité partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de rassemblement", dit le PCF dans un communiqué.

L'option a été adoptée par le Conseil national, le "parlement" du PC à 82%, précise-t-on, soit 126 voix pour, 22 contre et neuf abstentions. "Nous lançons un appel à toutes les forces de gauche, aux hommes et aux femmes qui ont aujourd'hui un engagement local, syndical et démocratique, pour constituer ensemble au premier tour un front de gauche avec nos partenaires d'extrême gauche des européennes (...) mais aussi avec tous ceux et toutes celles qui veulent nous rejoindre", a pour sa part dit Marie-Georges Buffet, secrétaire nationale du PCF, au micro d'i-Télé.

Jean-Luc Mélenchon a pour sa part déclaré sur i-Télé qu'il n'excluait pas des alliances entre le Front de gauche et le Nouveau parti anti-capitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot.

"Si c'est nous qui sommes devant (au premier tour), on va proposer aux autres de gauche de venir faire un exécutif avec nous, de diriger les régions ensemble. Si c'est les socialistes ou Europe écologie, il faut qu'on aille avec eux dans les exécutifs si certaines conditions sont remplies", a-t-il dit.

"Premièrement, nous ne voulons pas voir le Modem (de François Bayrou). Deuxièmement, nous voulons être représentés à proportion de ce que nous avons recueilli comme voix et, troisièmement, nous voulons que le programme soit un programme de claire rupture."

Le PS dirige actuellement 20 régions métropolitaines sur 22.

Légère accélération de la hausse du chômage en septembre (27.10)

Reuters - 26.10

La hausse du chômage a légèrement accéléré en France en septembre, selon les données publiées par le ministère de l'Economie et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté de 21.600 personnes ou 0,8% par rapport à août en métropole, à 2.574.900 personnes. Sur un an, la hausse est de 25,1%.

En prenant en compte les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), la progression ressort à 1,2% le mois dernier (+44.900 personnes) en variation mensuelle et à 20,8% d'une année sur l'autre.

"Fin septembre 2009, en France métropolitaine, 3.745.200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (3.972.400 en France y compris Dom), dont 2.574.900 étaient sans emploi (catégorie A) et 1.170.300 exerçaient une activité réduite, courte ou longue (catégories B, C)", indiquent le ministère et Pôle Emploi dans un communiqué commun.

Toujours en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A a augmenté de 1,3% pour les hommes (33,9% sur un an) et 0,3% pour les femmes (+16,5% sur un an).

Pour les catégories A, B, C, la hausse est de 1,3% pour les hommes (+28,4% sur un an) et de 1,1% chez les femmes (+14,0%).

Chez les jeunes de moins de 25 ans, le nombre de chômeurs a augmenté de 0,1% en catégorie A (+30,2% sur un an) et de 0,2% pour les catégories A, B et C (+28,7% sur un an).

Le nombre de chômeurs de longue durée - inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus - a augmenté de 3,4% en septembre pour les catégories A, B, C (+20,5% sur un an).

Les entrées au service public de l'emploi ont progressé de 2,1% en septembre par rapport à août.

Les sorties de catégorie A, B, C ont quant à elles diminué de 0,9% en septembre. Parmi les motifs, les sorties pour "cessations d'inscription pour défaut d'actualisation" ont augmenté de 3,1% alors que celles pour reprises d'emplois déclarées ont reculé de 1,0%.

Si le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi n'a progressé "que" de 0,1% sur un mois, sur un an le nombre de jeunes de moins de 25 ans inscrits en catégorie A a connu une hausse 30,2%, et même de 40,4% pour les seuls hommes de moins de 25 ans. (AP 26.10)

La moitié des cadres ont été augmentés en 2008 (28.10)

Lefigaro.fr - 28.10

Le salaire moyen annuel, part variable incluse, se situe à 51.000 euros.

L'Association pour l'emploi des cadres (Apec) rend publique ce mercredi son enquête annuelle sur «Les salaires des cadres». En 2008, le salaire médian annuel (fixe + variable) n'avait pas varié en un an, se situant à 45 000 euros. Le salaire moyen est quant à lui un peu plus élevé à 51 000 euros. Le pourcentage de cadres restés dans la même entreprise qui ont été augmentés a grimpé de 5 points un an, pour atteindre 51 %. «Pour 82% d'entre eux, cette augmentation est de nature individuelle sur le salaire fixe», note l'Apec.

Les mieux lotis sont les cadres situés dans le secteur des études et de la R&D (58% d'entre eux ont été augmentés) et les moins bien servis, ceux qui officient dans le secteur sanitaire, social et culturel (25%).

La taille de l'entreprise est un autre facteur déterminant de progression salariale. Si un cadre sur trois a été augmenté dans les entreprises de moins de 20 salariés, deux sur trois l'ont été dans celles de plus de 5 000.

Mieux vaut également avoir changé d'entreprise que d'être sorti du chômage pour bénéficier d'une revalorisation salariale. 62% des cadres qui ont changé d'entreprise en 2008 ont ainsi vu leur rémunération croître, contre 30% de ceux qui étaient passés par Pôle emploi. Par ailleurs, le salaire annuel moyen à l'embauche en 2008 se situait à 55 000 euros, contre 46 000 pour le salaire médian.

Six sur dix satisfaits

L'âge est un autre facteur discriminant à l'augmentation. Si les deux tiers des cadres de moins de 30 ans ont connu une progression salariale en 2008, seuls 38% des plus de 50 ans ont connu le même sort.

Six cadres sur dix, note l'Apec, se disent aujourd'hui «satisfaits de leur rémunération» même si la plupart «ont le sentiment qu'elle ne reflète pas totalement leur niveau de responsabilité ou leur implication au travail». Plus de la moitié comptent en demander une ou l'ont même déjà fait pour 2009. Interrogés en plein cœur de la crise économique il y a quelque temps, seuls 32% des cadres pensaient néanmoins que leurs perspectives étaient «intéressantes» à un horizon de trois à cinq ans. 42% les jugeaient «peu intéressantes». Les salaires proposés aux jeunes diplômés ont enfin enregistré une légère hausse dans les trois secteurs qui les recrutent le plus, traditionnellement : l'informatique, la recherche et développement ainsi que le marketing commercial, avec des niveaux de rémunérations qui allaient en 2008 de 32 500 à 35 000 euros brut annuels.

Réaction d'un internaute.

Pendant ce temps là, voilà la réalité : 1 français sur 2 gagne moins de 1528 euro par mois. (chiffres Insee). Beaucoup gagnent donc encore moins. Et peu gagnent bien plus, la règle étant que plus on monte dans les salaires, moins cela concerne de monde.

Et en France, ils sont 8 millions de pauvres, selon la définition légale (chiffres observatoire de la pauvreté 2007), c'est à dire environ moins de 750 euro par mois.

Et combien entre les deux ? Qui ne sont pas vraiment pauvres mais qui peinent tous les mois ?

Combien juste au dessus ? Pas vraiment riches, mais qui peuvent encore se permettent quelques vacances, quelques cinémas en famille.

C'est cela la réalité. Les cadres, qui sont loin d'être privilégiés, s'en sortent à peu près (mais au prix de quels sacrifices...). Et les plus riches

se goinfrent, encore et toujours, sous le regard bienveillant d'une élite complice.

Le plan d'aides aux agriculteurs à la loupe (28.10)

Lefigaro.fr - 27.10

Le plan d'aides de près d'1,8 milliard d'euros présenté mardi par le président de la République répond à plus de 80 % des sommes demandées par la FNSEA. À côté de ces mesures d'urgence sonnantes et trébuchantes de court terme, Nicolas Sarkozy en a présenté deux autres à plus longue échéance.

- 1 milliard d'euros de prêts bancaires de trésorerie.

- 650 millions d'euros de soutiens exceptionnels de l'État.

- 170 millions d'euros consacrés au remboursement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) payée par l'ensemble des agriculteurs en 2010.

- 120 millions d'euros de remboursement de 75 % de la taxe carbone début 2010.

- 60 millions d'euros pour les prêts à taux bonifiés.

- 50 millions d'euros de prise en charge des cotisations des agriculteurs à la MSA.

- 50 millions d'euros d'exonération sur la taxe du foncier non bâti.

- 170 millions d'exonération en totalité des charges patronales due à la MSA pour les saisonniers.

- Instaurer une régulation rénovée de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Europe et au plan international.

- Modernisation des outils nationaux de régulation.

Jean-Luc Domenach : "La France n'est plus un partenaire majeur pour la Chine" (29.10)

Lepoint.fr - 28.10

Un protocole entre l'UMP et le Parti Communiste chinois (PCC) a été signé le 22 octobre pour favoriser les échanges entre les deux partis. Alors que plusieurs députés UMP manifestent leur incompréhension, Jean-Luc Domenach, politologue, sinologue et chercheur à Sciences-Po, livre son analyse au point.fr.

lepoint.fr : Que pensez-vous du protocole signé entre l'UMP et le PCC ?

Jean-Luc Domenach : Le protocole a une faible teneur idéologique et il est assez vague. Le PCC et l'UMP s'engagent à faire des efforts pour se comprendre. Il ne faut pas en faire un drame ! C'est quelque chose que les Chinois font depuis bien longtemps. Ils nouent des relations avec des partis démocratiques dans le monde depuis une bonne vingtaine d'années. En France, il y a eu des relations avec le PCC sous le général de Gaulle ainsi qu'au temps du RPR (1976-2002). Des contacts entre le PCC et le Parti socialiste existent aussi depuis le début des années 1980. Le Parti communiste français n'est pas en reste. Leurs rapports sont d'ailleurs exécrationnels pour une raison simple : les communistes français se prennent au sérieux et trouvent que la Chine est un pays atrocement capitaliste !

Comment a été perçu ce protocole en Chine ?

Vu de Pékin, la France est toute petite ! C'est à peine si ce protocole est remarqué ! Il y a eu seulement quelques images à la télévision. Nous ne sommes plus un grand partenaire de la Chine. Et si nous en avons été un, fut un temps, nous avons déçu. Les Chinois ne nous pardonneront jamais l'insulte qui leur a été faite au printemps 2008 lors du passage de la flamme des Jeux olympiques à Paris. On leur a fait perdre la face en jouant le jeu des journées révolutionnaires antichinoises. Et c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les télévisions chinoises ne manquent pas une occasion d'être insultantes à l'égard de la France. Dernier exemple en date : la presse chinoise s'est largement moquée de l'affaire Jean Sarkozy, accusant le chef de l'État de népotisme.

Pourtant les relations entre Paris et Pékin se réchauffent depuis avril dernier...

Après avoir commis beaucoup d'erreurs, l'Élysée a désormais choisi d'être aimable avec Pékin. Ce protocole en est une preuve. Ces derniers temps, Nicolas Sarkozy a mené une politique instable vis-à-vis de la Chine. Désormais, il entend suivre une politique selon les canons post-gaullistes, qui existent depuis la fin des années 1970. Nous avons avec Pékin des relations d'une qualité rare. La Chine nous prouve que nous sommes encore une puissance mondiale. Mais Paris n'en tire pas profit. Tout d'abord, parce que la France accepte des conditions économiques et commerciales désastreuses. La France représente un peu plus de 1 % du marché chinois depuis près d'un siècle et demi alors que l'Allemagne est aux alentours de 5 à 6 %. D'autre part, les Chinois n'ont pas fait de progrès décisifs sur le plan des droits de l'homme. Ce qui s'est passé au Tibet et au Xinjiang devrait interroger les démocraties. D'où la grogne de quelques députés UMP aujourd'hui. Finalement, que la France soit plus sévère ou au contraire plus aimable avec Pékin, les répercussions ne sont pas considérables. La France n'est plus un partenaire majeur aux yeux de l'empire du Milieu.

Un employé tue son patron et le fils de ce dernier à Toulouse (31.10)

Reuters - 30.10

Un employé d'une société de transport de Toulouse a tué vendredi matin à l'aide d'un fusil de chasse son patron et le fils de ce dernier, a déclaré le procureur de la République de Toulouse, Michel Valet.

Le tireur a été interpellé, a-t-on appris de source policière.

« Ce matin vers 7 heures, un employé d'une société sous-traitante d'un grand groupe de transports a tué le directeur de cette société et son fils », a dit Michel Valet à Reuters.

Selon les premiers éléments de l'enquête et différents témoignages recueillis sur place, le meurtrier présumé a d'abord abattu le fils du directeur sur le quai de déchargement de cette entreprise installée sur la zone industrielle Fondeyre, dans la périphérie nord de Toulouse.

Quelques minutes plus tard, l'employé a abattu sur le même quai le directeur de l'entreprise.

L'homme a ensuite déposé son fusil au sol et n'a opposé aucune résistance aux policiers venus l'interpeller.

Selon plusieurs témoignages, l'employé devait effectuer vendredi son dernier jour de travail dans cette entreprise à laquelle il avait adressé sa démission la veille.

Un différend lié aux conditions financières de cette démission serait à l'origine de ce double meurtre.

Dans la soirée de jeudi, cet employé avait prévenu par téléphone un de ses collègues de sa démission en invoquant des surcharges de travail devenues insupportables.

Le meurtrier présumé a été placé en garde à vue au commissariat central de Toulouse.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

Politique et social

- Le virage à hauts risques du Parti communiste (03.12)
- Ces faux partis politiques qui financent de vrais candidats (03.12)
- Grève reconductible confirmée au ministère de la Culture, à partir de mercredi (02.12)
- Grève à l'usine Continental de Sarreguemines (02.12)

- Manifestation en faveur des sans-papiers à Paris (30.11)
- Grève dans les transports à Bordeaux (28.11)
- Le Centre Pompidou paralysé par la grève (28.11)
- Dans les banques aussi les salariés font grève (27.11)
- La Guadeloupe se prépare à deux jours de grève générale (27.11)
- Grèves à La Poste et dans l'enseignement cette semaine (23.11)
- Xavier Darcos menace les entreprises employant des sans-papiers (23.11)
- Au 'Forum Copenhague', Cohn-Bendit et Bayrou scellent leurs retrouvailles (23.11)
- Le PCF tente le pari risqué de s'affranchir du PS aux régionales (21.11)
- Le PCF tente le pari risqué de s'affranchir du PS aux régionales (21.11)
- Le gouvernement veut étendre les zones commerciales ouvertes le dimanche à Paris (21.11)
- La prime de Noël reconduite, les mères seules vont en bénéficier (18.11)
- L'union, le peuple de gauche voudrait y croire (18.11)
- AP-HP : le projet de suppression de 1 000 postes par an inquiète (18.11)
- Manifestation pour la régularisation des travailleurs sans-papiers à Paris (15.11)
- «Portrait social» de la France: chômage et pouvoir d'achat en berne (14.11)
- La Poste : nouvelle grève le 24 novembre (11.11)
- Les Maisons du handicap financièrement étranglées par l'Etat (10.11)
- Les sympathisants de gauche seraient pessimistes sur la société (10.11)
- Pourquoi la méthode Sarkozy ne fonctionne plus (10.11)
- « Cette photo de Sarkozy à Berlin, je l'ai faite le 10 à 22h00 » (10.11)
- Après Jean, l'Élysée se met au service de Pierre Sarkozy (09.11)
- Sarkozy invente les travailleurs low-cost (08.11)

Sarkozy invente les travailleurs low-cost (08.11)

L'Humanité - 7.11

À deux reprises en quelques jours, l'Élysée a fortement suggéré aux producteurs de légumes de recourir à des contrats précaires de type Bolkestein pour embaucher à vil prix des travailleurs d'Europe centrale dans les serres et dans les champs.

Répondez à notre question du jour : la mise en concurrence des salariés entre eux est-elle acceptable ?

L'information qui suit ne devait pas sortir. D'ailleurs, l'Agence France-Presse ne s'y était pas encore intéressée, hier, en milieu d'après-midi. La veille, pourtant, Reuters indiquait dès 16h16 depuis Strasbourg que le conseiller agricole de l'Élysée avait suggéré aux producteurs français de légumes « de faire venir des intérimaires polonais aux conditions du pays d'origine » pour travailler dans les champs de légumes et dans les serres de l'Hexagone...

L'information a été donnée à notre confrère Gilbert Reilhac par Denis Digel, producteur alsacien de légumes et administrateur de Légumes de France, un syndicat spécialisé de la FNSEA. Récemment, Denis Digel accompagnait à l'Élysée Angélique Delahaye, présidente de

Légumes de France. Évoquant les propos du conseiller agricole de l'Élysée Christophe Malvezin, le maraîcher alsacien a déclaré à Reuters : « souhaitent nous aider à créer des structures d'intérim à l'étranger pour faire venir des salariés. Ce n'est pas ce que veut la profession. On l'a toujours dénoncé (...), on ne peut pas tolérer qu'on fasse venir des travailleurs étrangers dans nos entreprises alors qu'on se bat pour le développement de l'emploi local »

On peut donc dire aujourd'hui que l'Élysée fait le forcing pour que le syndicalisme agricole majoritaire collabore afin de mettre en place un système de précarisation massive.

Sollicité par Gilbert Reilhac pour Reuters, Christophe Malvezin a expliqué dans la soirée de jeudi que sa proposition était « d'analyser ce qui se passe dans les autres pays », conformément au souhait exprimé par le président de la République dans son discours de Poligny. Ce dernier avait en effet donné une feuille de route en ce sens à Bruno Le Maire, son ministre de l'Agriculture. Selon Reuters, la proposition a également été formulée par le conseiller de l'Élysée devant un responsable agricole du Vaucluse le mercredi 4 novembre. On peut donc dire aujourd'hui que l'Élysée fait le forcing pour que le syndicalisme agricole majoritaire collabore afin de mettre en place un système de précarisation massive et de sous-rémunération des salariés de l'agriculture. Cette offensive est aujourd'hui en vigueur dans des pays qui ont transposé en droit intérieur la directive Bolkestein, amendée et finalement votée par une majorité de parlementaires européens, dont ceux de la droite française. Et les dégâts qu'elle occasionne vont bien au-delà de la baisse des coûts du travail saisonnier dans les serres, les champs de légumes et les vergers.

En Allemagne, les porcheries industrielles, les abattoirs et leurs ateliers de découpe fonctionnent désormais avec de plus en plus de main-d'œuvre polonaise, roumaine ou bulgare. L'absence de salaire minimum dans les régions autonomes de notre voisin d'outre-Rhin facilite cet appel à la main-d'œuvre étrangère cantonnée dans les contrats précaires renouvelables pour les tâches les plus difficiles et les plus faiblement rémunérées.

L'Europe délocalise les travailleurs pour réduire encore la part des salaires.

Selon une étude rendue publique le 17 février 2009 en France par l'Institut du porc, dès 2008, plus des deux tiers des salariés de l'industrie de la viande porcine en Allemagne étaient des travailleurs des pays d'Europe centrale fournis par des prestataires de services. Cette étude indiquait que le coût de cette main-d'œuvre était de 7 euros de l'heure pour les industriels allemands de la découpe contre 15 euros avec des nationaux et 20 euros en France. L'étude ajoutait à ce propos : « On estime que cette situation s'est traduite par un avantage de coût de la main-d'œuvre d'au moins 5 centimes par kilo traité en abattage-découpe. Les abattages allemands sont en forte croissance ces dernières années (...). Ce système gagne plusieurs pays européens comme l'Irlande ou le Royaume-Uni. On estime que l'Espagne bénéficie d'un avantage du même ordre. Le Danemark, l'Allemagne, l'Espagne ont aussi plus de facilité pour employer de la main-d'œuvre étrangère dans les élevages ». Faute de pouvoir délocaliser certaines productions agricoles aussi facilement que des activités industrielles et de services, l'Europe délocalise les travailleurs pour réduire encore la part des salaires dans la valeur ajoutée. La voilà, la signification de la proposition faite par Nicolas Sarkozy dans son discours de Poligny le 27 octobre.

Après Jean, l'Elysée se met au service de Pierre Sarkozy (09.11)

Libération.fr - 08.11

Un conseiller est intervenu auprès de la Société civile des producteurs phonographiques, après le refus de cette dernière d'attribuer au producteur de rap Pierre Sarkozy une aide pour un projet musical.

Après Jean, Pierre? Suite au refus par la Société civile des producteurs phonographiques (SCPP) d'octroyer une aide à Pierre Sarkozy, producteur de rap (il a notamment produit Doc Gynéco), pour l'un de ses projets, un conseiller de l'Elysée serait intervenu auprès de cette dernière pour qu'elle revienne sur sa décision et apporte son soutien au fils du président.

Selon le site Electronlibre.info, qui a révélé cette affaire samedi, la SCPP aurait alors promis de tout arranger et que, «lors de la prochaine commission, l'affaire serait réglée dans le sens qu'il convient».

Ce coup de pouce de l'Elysée pour aider l'un des fils du président en intervenant auprès d'un organisme indépendant survient quelques semaines après la bronca entourant l'arrivée de Jean Sarkozy à la tête de l'Etablissement public de la Défense.

Présidée par le patron d'Universal Music France Pascal Nègre, la SCPP regroupe plusieurs dizaines de producteurs, dont les quatre majors (Universal, EMI, Sony-BMG, Warner). Elle est chargée de collecter la rémunération de ses membres auprès des utilisateurs de leurs catalogues (sites web, radios etc.) La loi lui impose de réserver une partie de ces sommes au soutien à la création, et c'est le rôle de la commission des aides, justement, de choisir les projets parmi les dossiers qu'elle reçoit.

Contacté par Rue89, le directeur général de la SCPP, Marc Guez, a confirmé avoir reçu un appel de l'Elysée suite au refus, fin septembre,

Nous décidons de quitter Paris avec Alain Juppé pour participer à l'événement qui se profile. Arrivés à Berlin Ouest, nous filons vers la porte de Brandebourg où une foule enthousiaste s'est déjà amassée à l'annonce de l'ouverture probable du mur (...)

Nous filons ensuite vers Check Point Charlie pour passer du côté est de la ville, et enfin confronter ce mur dans lequel nous avons pu donner quelques coups de pioche.

Autour de nous, des familles se rassemblaient pour abattre le béton. Certaines venaient nous parler pour nous expliquer leurs sentiments, leurs ambitions nouvelles, et partager leurs émotions après des décennies de séparation. »

Dès dimanche, le journaliste de Libération Alain Auffray montre que ce récit ne tient pas la route. Pourtant, à l'Elysée comme dans l'entourage du Président, on maintient cette version contre toutes les évidences. Au risque de s'emmêler les pinceaux.

Alain Juppé : le 9, le 10, le 11, le 16 novembre ?

Dans une vidéo postée le 3 novembre dernier, l'ancien Premier ministre raconte s'être rendu rendu à Berlin le 9 novembre 1989 au matin avec Nicolas Sarkozy.

Or, quelques jours plus tard, il déclare à TV5 avoir été à Berlin le 10 ou 11 novembre 1989. Une confusion dont il s'explique sur son blog :

« 9 novembre ou quelques jours plus tard ? Quelle affaire ! Les personnes qui m'accompagnaient sont formelles : c'était le 9. »

Le 9 novembre, Alain Juppé était à la cérémonie de commémoration de la mort de Charles de Gaulle. Une cérémonie matinale ; il ne peut donc pas avoir pris l'avion le matin comme l'écrit Nicolas Sarkozy sur sa page Facebook.

Et comme si tout cela n'était pas assez confus, ce passage repéré par le blog Offnotes, indique qu'il était à Berlin le 16 novembre, ce que confirme une coupure de presse :

« Lorsqu'il retourne à Berlin six mois plus tard, le 16 novembre, avec François Léotard et Alain Madelin, Alain Juppé découvre un autre univers. Là, il touche les quelques pans de mur encore debout, passe de l'autre côté, tandis que des Allemands de l'Est accélèrent à coups de pioche la désagrégation de quarante années de honte. Onze ans plus tard, il se souvient encore d'un jeune soldat dont le visage rayonnait de bonheur. »

Embarrassé par cette affaire, Alain Juppé a mis en ligne une nouvelle version de sa vidéo dans la journée. La mention au « 9 novembre » est coupée.

François Fillon a confirmé sa présence à Berlin le 9 novembre. Il s'en souvient :

« J'étais à Berlin depuis le 7 novembre, je participais à un colloque organisé à la fois par l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est sur les relations Est-Ouest (...)

Nous avons passé toute l'après-midi, toute la soirée, à assister aux premières grandes manifestations autour du mur et vers 23h00, nous avons croisé entre la porte de Brandebourg et le Check Point Charlie Alain Juppé, qui était accompagné de Nicolas Sarkozy et de Philippe Martel, chargé des relations internationales au RPR. Nous avons bavardé quelques minutes ensemble.

Et puis ensuite, avec les personnes qui m'accompagnaient, nous avons vers minuit passé le Check Point Charlie et nous avons retrouvé de l'autre côté une équipe de télévision de TF1 qui était conduite par Ulysse Gosset. Et nous sommes allés ensemble dîner dans un restaurant à Berlin Est. Vous savez tout. Je suis rentré le 10 au soir. »

Nouveau problème dans ce témoignage. Selon Philippe Martel, organisateur du voyage, si Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et lui-même ont bien croisé François Fillon, ils n'ont pas passé la soirée avec lui.

Selon Libération, Ulysse Gosset se trouvait à Moscou ce soir là. Par ailleurs, François Fillon ne pouvait être à Berlin depuis le 7 novembre puisque le 8 novembre, il est intervenu à l'Assemblée Nationale.

Alain Madelin : « Je n'y étais pas le 9 novembre » Joint par Rue89, Alain Madelin, qui était du voyage selon les souvenirs d'Alain Juppé, a une seule certitude :

« Je n'y étais pas le 9 novembre. Peut-être le 10, peut-être plus tard. Je dois vérifier. Je ne vois pas bien comment j'aurais pu y être, personne ne pouvait prévoir un événement pareil et réagir aussi rapidement. Ce sont les jours qui ont suivi que les uns et les autres ont commencé à y aller. Je n'y suis pas allé avec Alain Juppé, je l'ai rencontré là bas. »

Une version qui confirme celle que Paul Clave a livré à Rue89.

Philippe Martel : le témoin-clé assure qu'il s'agissait du 9 novembre 1989 Contacté par Rue89, Philippe Martel, chargé en 1989 de l'international au RPR, confirme le récit présidentiel. En contradiction avec le récit de Paul Clave, dont il a pourtant lui-même donné le nom à Rue89 :

« Je ne comprends pas la polémique. J'ai cherché dans mes cartons, j'ai vérifié dans mon agenda 1989. C'est bien le 9 novembre.

On a pris l'avion, un avion privé. Nous sommes arrivés à Berlin vers 18 heures 30. On a croisé François Fillon qui était seul. Il est resté seul après. Je me souviens très bien avoir rencontré Alain Madelin et d'autres UDF. La photo a été prise près du chek-point Charlie. »

Or Paul Clave comme Alain Madelin affirment que tout cela s'est passé le 10.

Jean-Jacques de Peretti : un souvenir de train Dans une dépêche truffée de rectificatifs de l'intéressé, l'AFP rapporte les souvenirs de Jean-Pierre Perreti, ancien ministre RPR :

« C'était le 9 au soir, j'en suis sûr. Sur les photos qu'on avait prises il y avait la date de l'appareil photo, donc je peux pas me tromper. L'une d'elles nous montre Juppé, Sarko, et moi le poing levé devant l'ambassade soviétique (...).

On avait été informés du moment où cela allait se passer. C'était Juppé qui avait eu un contact. On était (avec lui) à une réunion du RPR et on s'est dit qu'il fallait à tout prix faire quelque chose. On a bouclé l'opération dans les 48h00.

On y était le soir du 9. On a dû partir dans l'après-midi à mon avis. On a pris le train pour y aller et on a dormi là-bas. Il y avait Philippe Martel, Sarko, Juppé et moi. Sur place, on a rencontré Fillon et Madelin et on a dormi dans un hôtel près de l'aéroport. »

Dans ce seul témoignage, deux contradictions avec la version de Philippe Martel :

L'information de la chute du mur provenait d'un ami de Philippe Martel

Le voyage s'est fait en train

Et encore une fois, Madelin dément y avoir été le 9. Comme Paul Clave, qui mentionne bien la présence de Perreti avec Juppé et Sarkozy le 10.

Un rendez-vous avec le maire de Berlin ? Pas de souvenirs

Dans la journée, l'Elysée a maintenu la version de Nicolas Sarkozy :

« Dans l'après-midi, ils avaient rencontré le maire de Berlin. Ils ont dormi deux heures dans un hôtel de Berlin dans la nuit du 9 au 10. »

Contacté par l'AFP, l'ancien chargé de presse de Walter Momper a démenti cette rencontre. Paul Clave, lui, confirme la rencontre, mais le 10. Pas le 9 novembre...

Pourquoi la méthode Sarkozy ne fonctionne plus (10.11)

Slate.fr - 09.11

C'est la méthode même du sarkozysme qui semble se gripper. On a déjà beaucoup décrit et commenté cette méthode fondée sur le rythme et l'intensité des réformes. Certain l'ont appelée «la technique du tapis de bombes». Si l'on veut filer une métaphore plus positive, on retiendra «théorie des architectes». Nicolas Sarkozy expliquait volontiers, au début de son quinquennat, que pour réformer notre pays, il fallait faire face à une très grande pression sociale, une pression dite des conservatismes. Cette pression est toujours la même quoi que l'on fasse. Alors plutôt que de faire les réformes, l'une après l'autre et subir, à chaque fois, la totalité de la pression, l'idée du Président était de faire toutes les réformes quasiment en même temps pour que cette fameuse pression soit répartie. Un peu comme un architecte qui répartirait le poids de sa structure sur de multiples petits piliers plutôt que de la faire reposer sur trois ou quatre gros piliers.

La réalité est un peu différente car plutôt que de parler du rythme des réformes, l'on devrait parler du rythme des annonces de réformes. Ces annonces quasi quotidiennes sont le fait du Président. Elles ne sont pas exprimées de façon particulièrement apaisée et créent inmanquablement des débats. Seulement le débat n'est pas tant politique que polémique parce qu'il ne s'adresse pas au monde politique, il s'adresse directement à la population via les médias. Nicolas Sarkozy gouverne au rythme accéléré et quotidien de la production d'infos par les médias. Il ne gouverne pas au rythme politique classique, fait d'évaluations, d'avis du Conseil d'Etat, d'allers et retours entre les chambres parlementaires. Ce rythme politique, qui est celui de la fabrication du droit, est forcément long. Du coup, la confrontation des deux rythmes, médiatique et politique, aboutit à un point de blocage. On y est.

Les parlementaires en ont assez de voir trop de projets discutés avec la procédure d'urgence. Ils acceptent mal ce décalage entre les sujets qui agitent les médias et la réalité de leur débat. Ces derniers temps, l'exécutif a lancé un débat sur l'identité nationale (qui n'a pas vocation à trouver une traduction législative), plus tard il est question de couvrir le feu pour les mineurs.

Ce qui était efficace, pour donner l'impression que le Président agissait et réformait avec énergie contre vents et marées, ne marche plus. L'impression maintenant, c'est que tous les grands discours aboutissent à de petits résultats et à de grandes polémiques. Le grand discours sur le grand Paris devient un simple projet de ligne de métro (petit résultat) et l'impression que l'Etat veut préempter des dizaines d'hectares autour des gares au détriment des villes (grande polémique). Nicolas Sarkozy, lui-même, ne peut plus suivre le rythme fou.

L'affaire des copier-coller de ses discours devant le monde agricole, et, (on s'en est aperçu depuis) de biens d'autres discours, en est la preuve. Il y avait un truc pratique avec la cinquième république, c'était quand il y avait un Premier ministre. Souvenez-vous: c'est lui qui conduisait, au jour le jour, la politique du pays. Il était responsable devant l'assemblée et pouvait juger en permanence, par le biais des représentants de la nation, de la pertinence, de l'efficacité de sa politique; il pouvait savoir si oui ou non elle était acceptée. Il pouvait même parfois tenter de passer en force, quitte à prendre le risque de se faire renverser par les députés ou renvoyé par le Président.

Mais aujourd'hui, si le Président décidait de changer de Premier ministre, ça n'aurait pas beaucoup plus de répercussions sur sa politique que s'il décidait de porter un nœud papillon plutôt qu'une cravate. C'est sans doute d'avoir confondu rythme médiatique et rythme politique et de ne pas avoir voulu distinguer gouverner et présider, ou bien - pour synthétiser - de ne pas distinguer la méthode utile à la conquête du pouvoir de celle de l'exercice du pouvoir, que souffre le sarkozysme aujourd'hui.

Les sympathisants de gauche seraient pessimistes sur la société (10.11)

Reuters - 09.11

Les sympathisants de gauche en France sont très pessimistes sur l'état de la société, à leurs yeux de plus en plus injuste, selon un sondage Viavoice à paraître mardi dans Libération.

A la question de savoir ce qu'il considèrent comme "vraiment insupportable dans notre société actuelle", 28% des personnes interrogées ont répondu "l'accroissement des inégalités" et 25% "la misère". Les salaires des grands patrons arrivent en troisième position, à 20%. Trois réponses étaient possibles.

Pour 91% des sympathisants de gauche sondés, "les citoyens devraient davantage être consultés lors des prises de décisions politiques".

Ils sont aussi une écrasante majorité (84%) à considérer que "la société dans laquelle nous vivons va de plus en plus mal".

Pour 83% d'entre eux, "nous vivons dans une démocratie où en réalité le pouvoir est aux mains d'un petit groupe de personnes" et "les partis politiques ne s'intéressent qu'au pouvoir et pas aux citoyens".

Pour atteindre une société idéale, 39% des sondés pensent qu'il faut "réformer très progressivement", alors que 14% parlent de "faire la révolution".

L'égalité entre les gens, citée par 34% des personnes interrogées, la solidarité (33%) et l'écologie (32%) arrivent en tête des préoccupations.

A égalité à 13%, la sécurité des biens et des personnes et l'anticapitalisme arrivent loin derrière dans cette liste.

Le sondage a été réalisé du 1er au 14 octobre sur un échantillon de 804 personnes se déclarant de gauche, extrait d'un échantillon de 2.023 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Les Maisons du handicap financièrement étranglées par l'Etat (10.11)

Le Monde - 09.11

L'Etat doit 34,3 millions d'euros aux Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). C'est la conclusion de l'enquête sur les financements de l'Etat mené par l'Association des directeurs de MDPH rendu le 16 octobre dernier. A l'origine de cette dette qui menace la pérennité des services aux personnes handicapées, des non-compensations de postes. Résultat : l'Etat a été mis en demeure de paiement avant fin novembre, selon Le Parisien du 9 novembre. "En cas de non-versement, les structures de Paris et Seine-et-Marne déposeront un recours contre lui auprès du tribunal administratif", écrit le quotidien.

Créées le 1er janvier 2006 et placées sous l'égide des conseils généraux, ces Maisons du handicap ont été constituées dans chaque département pour servir de "guichet unique" auprès duquel les personnes handicapées peuvent faire valoir leurs droits. L'accord initial "engage l'Etat à prendre en charge les personnels des MDPH. Les fonctionnaires ont par ailleurs une possibilité de retour dans leur administration d'origine, l'Etat doit alors verser une compensation permettant l'embauche d'un remplaçant", explique Christine Dupré, directrice de la MDPH de Seine-et-Marne et membre de l'Association des directeurs de MDPH de France. "Dans les faits, nous cumulons des postes vacants depuis le début de la mise en place de ce système. Des postes que nous tentons d'assurer afin de mener à bien nos missions. Nous faisons intervenir des vacataires alors que les versements de compensation ne correspondent pas aux montants prévus", note-t-elle.

INÉGALITÉS ENTRE DÉPARTEMENTS

Cette alerte n'est pas la première. Déjà, dans un rapport publié le 24 juin, les sénateurs Paul Blanc (UMP) et Annie Jarraud-Vergnolle (PS) mettaient en cause les dysfonctionnements du dispositif. Côté finances, les parlementaires soulignaient la "grande disparité des situations entre les départements", avec une part de l'Etat qui peut varier de 12 % à 67 %, amenant les conseils généraux à compenser le manque financier. Cela pose "la question de l'équité de traitement sur tout le territoire", selon M. Blanc. On remarque que la dette de l'Etat vis-à-vis de Paris se monte à plus de 1,2 million d'euros. La situation est encore plus difficile en Seine-Saint-Denis, où le montant atteint 1,8 million d'euros selon l'Association des directeurs de MDPH. D'autres départements ne semblent pas touchés : le montant dû par l'Etat au département des Hauts-de-Seine est ainsi de 0 euro.

"A Paris, le département devrait budgeter 100 000 euros de subventions pour 2010" indique Véronique Dubarry, adjointe au maire de Paris chargée des personnes en situation de handicap et présidente de la MDPH de la capitale. Cette somme ne couvre pas le montant dû par l'Etat. Tous les départements français ne sont en outre pas en mesure de provisionner un tel montant. "Certains conseils généraux ont atteint leurs limites dans leur capacité à nous aider", s'inquiète Christine Dupré.

BESOIN D'UN INVESTISSEMENT LOCAL ET DE MOYENS

Parallèlement à la publication de son rapport, l'Association des directeurs de MDPH a proposé au ministère du travail et de la solidarité un plan en dix recommandations pour résoudre la question du financement des Maisons du handicap. "Nous n'avons aujourd'hui reçu aucune réponse", s'inquiète Christine Dupré.

Le 4 novembre, le ministre Xavier Darcos et Nadine Morano, sa secrétaire d'Etat chargée de la famille et de la solidarité, ont présenté en conseil des ministres un décret créant le comité interministériel du handicap chargé "de tenir les engagements pris par le président de la République lors de la conférence nationale du handicap et de concrétiser les objectifs de la loi du 11 février 2005 d'assurer la pleine citoyenneté aux personnes en situation de handicap". "Un objectif qui passe par un investissement local et des moyens", rappelle, désabusée, Véronique Dubarry, présidente de la MDPH de Paris. Sollicitée par le Monde.fr, Nadine Morano n'a pas répondu.

La Poste : nouvelle grève le 24 novembre (11.11)

AP - 10.11

Cinq syndicats de La Poste appellent à une nouvelle grève le 24 novembre contre le changement de statut et l'ouverture du capital de l'entreprise publique, dans un communiqué commun diffusé mardi. Les syndicats menacent également d'une manifestation nationale à Paris « dans la semaine du 13 décembre ».

Cet appel intervient alors que les sénateurs ont adopté lundi soir le projet de loi sur le changement de statut de La Poste, au terme d'une semaine d'examen du texte.

« Au regard de l'attitude du gouvernement et de La Poste dans leur volonté de poursuivre le processus législatif de présentation du projet de loi », les syndicats CGT, Sud, CFTD, FO et CFTC appellent « nationalement les postiers à la grève le 24 novembre », précise le

communiqué signé des cinq organisations syndicales. Elles annoncent aussi « débattre dès maintenant avec les postiers », des suites à donner à ce nouveau mouvement.

« Si le gouvernement persistait dans son objectif de faire voter cette loi par l'Assemblée nationale », les syndicats « conviennent d'ores et déjà de créer les conditions d'une manifestation nationale dans la semaine du 13 décembre, date à laquelle est annoncée la mise en débat du projet ».

Par ailleurs, le « Comité national contre la privatisation de La Poste », qui regroupe une soixantaine de syndicats, associations, et partis de gauche, appelle à une journée de manifestations le 28 novembre.

« Portrait social » de la France: chômage et pouvoir d'achat en berne (14.11)

Libération.fr - 13.11

Comme chaque année, l'Institut national de la statistique et des études économiques publie le bilan des évolutions économiques et sociales observées au cours de l'année écoulée.

La France a subi en 2008 les premières conséquences sociales de la crise, notamment une forte augmentation du chômage et un ralentissement des salaires.

Mais «L'ensemble des conséquences sociales de la crise économique apparaîtra dans la durée», souligne l'Insee dans «France, portrait social - Edition 2009», où l'institut national de la statistique propose une vue d'ensemble de la société découpée en chapitres thématiques (démographie, éducation, emploi, salaires, revenus, redistribution, conditions de vie et inégalités sociales), ainsi qu'une trentaine de fiches avec les chiffres essentiels de chaque thème et des comparaisons européennes.

Croissance Une première estimation des chiffres de la croissance française au troisième trimestre 2009 devrait confirmer que la page de la récession est tournée, avec une progression attendue du produit intérieur brut d'au moins 0,3%.

En octobre, l'Insee prévoyait une hausse du PIB de 0,5% au troisième trimestre, après la bonne surprise du trimestre précédent (+0,3%) qui avait permis de mettre un terme à une année de reflux de l'activité.

L'industrie a vu sa production augmenter de 2,9% au troisième trimestre malgré une rechute en septembre. A grands renforts de «prime à la casse», la production du secteur automobile, le plus durement touché, a bondi de 20,7% sur le trimestre.

Le commerce extérieur français a connu un sursaut. Le déficit commercial s'est réduit en septembre à 1,755 milliard d'euros et s'est établi au troisième trimestre à son niveau le plus faible depuis fin 2004.

Quant à la consommation des ménages, traditionnel moteur de la croissance en France, les dépenses en produits manufacturés - un quart seulement de la consommation totale mais un bon indicateur de la tendance globale - n'ont baissé que de 0,2% au troisième trimestre.

Emploi et chômage

Après plus de 100.000 pertes d'emplois en 2008 dans les secteurs marchands, les plus sensibles à la conjoncture, le recul du marché du travail s'est amplifié au premier semestre 2009, avec plus de 270.000 pertes d'emplois. Et «les perspectives à court terme sont médiocres», précise l'Insee.

Quant au taux de chômage, il est passé de 7,1% au premier trimestre 2008 à 9,1% au deuxième trimestre 2009 en métropole, soit une augmentation de 2 points, après deux ans de baisse régulière en 2006 et 2007.

Le nombre de chômeurs augmente donc de presque 30% en un an et demi.

Par ailleurs, le chômage partiel (lorsqu'une entreprise réduit ou arrête momentanément tout ou une partie de son activité) a été plus que décuplé en un an environ pour atteindre 320.000 personnes au deuxième trimestre 2009, soit un niveau équivalent à celui de 1993.

Une situation qui, selon l'Insee, pèse sur les revenus et niveaux de vie des chômeurs ainsi que des personnes en emploi. vSalaire vL'écart entre les très hauts salaires, le 1% de salariés à temps complet les mieux payés du privé, et les autres, s'est «accentué» au cours des dix dernières années.

En 2007, les 1 % de salariés à temps complet les mieux rémunérés du secteur privé, soit 133 000 personnes, ont disposé, en moyenne, d'un salaire annuel brut de 215 600 euros, soit trois fois plus que le salaire moyen des 10 % de salariés à temps complet les mieux rémunérés, et près de sept fois le salaire moyen de l'ensemble des salariés à temps complet du secteur privé (31.984 euros).

L'écart s'est accentué au cours de la période 1996-2007: les très hauts salaires ont gagné 8,5 fois le salaire médian en 2007, contre 6,6% en 1996, et percevaient 6,8% de la masse salariale totale des temps complets, contre 5,5% en 1996.

Pouvoir d'achat

«Le niveau de vie moyen stagne en 2008, essentiellement en raison d'une forte inflation en début d'année, mais aussi d'un ralentissement des revenus d'activité. Début 2009, il augmente grâce à un fort recul de l'inflation, et malgré un net ralentissement des revenus», indique l'Insee.

L'indice général des prix à la consommation - inflation - est resté quasiment stable en octobre par rapport au mois précédent (+0,1%), mais a poursuivi une baisse sur un an (-0,2%), pour le sixième mois d'affilé.

L'évolution de l'inflation en octobre est liée à «l'accroissement des prix des produits frais» et aux «hausse saisonnières dans les services, au total un peu supérieurs à la baisse des prix des produits manufacturés et pétroliers» relève l'Insee.

Par ailleurs, de premiers résultats d'enquêtes auprès des ménages indiquent qu'entre le début 2009 et le troisième trimestre, le nombre de personnes en situation de découverts bancaires très fréquents ou ayant du mal à boucler leur budget a augmenté.

Redistribution

L'Insee dresse le bilan de la redistribution opérée par les prestations monétaires et les impôts directs en 2008, dernière année avant l'arrivée du revenu de solidarité active.

Le niveau de vie moyen, avant redistribution, du dernier quintile (les 20 % de personnes les plus riches) est 7,5 fois plus élevé que celui du 1er quintile (les 20 % les plus modestes). Après transferts, ce même rapport est de 4,1.

Les prélèvements et prestations ne contribuent cependant pas tous à même hauteur à la réduction des inégalités de niveau de vie.

Ainsi, sur le champ des transferts étudiés, les prestations monétaires contribuent davantage à la réduction des inégalités (63 %) que l'ensemble des prélèvements (37 %).

Démographie

L'Insee se demande si la crise ne va pas affecter temporairement le nombre de naissances, qui a pourtant continué à croître en 2008, car «des études ont montré que la fécondité diminue pendant une période de récession, avec un décalage d'un à deux ans par rapport à l'évolution économique».

Au 1er janvier 2009, la population française est estimée à 64,3 millions d'habitants, l'espérance de vie atteint 77,5 ans pour les hommes et 84,3 ans pour les femmes.

Education

Pour l'année scolaire 2008-2009, les effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants en France métropolitaine et dans les Dom s'élèvent à 14,9 millions. C'est donc 23,5 % de la population en France qui est scolarisée.

Le nombre d'élèves, d'apprentis et d'étudiants est en recul de 0,2 % par rapport à la rentrée précédente. Cette diminution globale cache toutefois des évolutions contrastées selon les niveaux d'enseignement.

Déplacements

En 2008, comme en 1994, les personnes résidant en France métropolitaine effectuent chaque jour environ trois déplacements dans un périmètre local (à moins de 80 kilomètres du domicile et sur le territoire national) et consacrent ainsi un peu moins d'une heure de leur journée à se déplacer.

Cette tendance à la stabilité de la mobilité locale ne doit pas faire omettre certaines évolutions majeures dont une moindre utilisation de la

voiture. Si ce moyen de transport est toujours largement majoritaire dans la mobilité locale, il ne connaît pas une croissance aussi spectaculaire qu'entre 1982 et 1994.

Conditions de vie

Ressentir des difficultés à accomplir certains actes de la vie quotidienne n'est pas réservé aux personnes âgées ou vivant en institutions spécialisées dans le handicap.

Au total, une personne sur deux, âgée de 20 à 59 ans et vivant en ménage ordinaire déclare au moins une limitation physique ou cognitive (c'est-à-dire psychique ou comportementale).

24% des adultes de 20 à 59 ans déclarent se voir reprocher d'être trop impulsifs ou agressifs et 20% affirment avoir des trous de mémoire.

D'autres limitations sont fréquentes, qu'elles soient motrices (avoir des difficultés à se baisser ou s'agenouiller : 8 %), comportementales (par son comportement se mettre en danger : 8 %) ou sensorielles (entendre ce qui se dit dans une conversation avec plusieurs personnes, même aidé d'un appareillage : 9 %).

Cette édition 2009 renferme aussi des éclairages particuliers sur les parcours scolaires des bacheliers de « première génération », la mixité des métiers ou encore le passage de la prime pour l'emploi au revenu de solidarité active.

Manifestation pour la régularisation des travailleurs sans-papiers à Paris (15.11)

AP - 14.11

Quelque 1.600 personnes, selon la préfecture de police, ont participé samedi à une manifestation pour la régularisation des sans-papiers à Paris.

Les manifestants se sont rassemblés à 14h sur la place Denfert-Rochereau pour gagner le ministère de l'Immigration, rue de Grenelle, qualifié par l'association "Droits devant!!" de "ministère de la honte".

Aucun incident n'a été signalé pendant cette manifestation organisée à l'appel du "Collectif des sans-papiers 75" et des "Collectifs de la rue Baudélique".

L'objectif de cette manifestation était "d'exiger à nouveau du gouvernement la mise en place d'un processus de régularisation globale de toutes et tous les travailleurs sans-papiers, seule solution pour que cessent les discriminations, la surexploitation et la répression", a précisé l'association "Droits devant!!" dans un communiqué.

AP-HP : le projet de suppression de 1 000 postes par an inquiète (18.11)

Le Monde - 16.11

Le malaise monte à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), qui regroupe 40 établissements hospitaliers à Paris et dans la petite couronne. Le professeur Pierre Coriat, président de la Commission médicale d'établissement (CME), qui représente les médecins, a menacé, dimanche 15 novembre dans le Parisien, de démissionner si n'était pas revu à la baisse un projet de suppression de 1 150 postes, en 2010, qui pourrait nuire, selon lui, à la qualité des soins.

Egalement chef du service anesthésie-réanimation de la Pitié-Salpêtrière, cet opposant à la loi "Hôpital, patients, santé et territoires", adoptée en juillet, dit craindre une "spirale déflationniste" à l'AP-HP. Cette suppression de postes pourrait entraîner, selon lui, une diminution d'activité donc une baisse des recettes de l'AP-HP et une nouvelle réduction d'effectifs.

Interpellée dimanche au Sénat, la ministre de la santé, Roselyne Bachelot, n'a pas nié l'existence d'un tel plan de réductions de postes, mais précisé que le chiffre était issu d'un document de travail de cadrage pluriannuel "non définitif". "Il ne s'agit que de réorganisations structurelles destinées à rétablir durablement la situation budgétaire de l'établissement", a-t-elle dit. La ministre a expliqué que le budget 2010 de l'AP-HP ne sera pas discuté avant 2010, et que le nombre de suppressions de postes ne sera confirmé qu'alors.

Tension permanente

L'AP-HP, qui compte plus de 70 000 emplois avec un budget annuel de 6 milliards d'euros, est sous tension permanente. D'ici à 2012, 350 millions d'euros devront être économisés sous forme de réduction des coûts structurels. Ce qui équivaut à réduire les effectifs de 1 000 postes par an.

"L'idée est de réussir à faire aussi bien avec moins de moyens", nous indique l'AP-HP, rappelant qu'il n'est pas question de licencier, car chaque année, il y a 6 000 à 7 000 départs naturels. "Il faut mettre en phase les diminutions d'effectifs avec les restructurations en cours, ce qui n'est pas le cas", réplique le professeur Coriat.

"C'est très bien que le professeur Coriat se décide enfin à prendre position", estime Nadine Prigent, pour la CGT-Santé, pointant des "restructurations à la hussarde". En plus des suppressions de postes elle affirme que les "activités médicales étiquetées non rentables", comme les centres IVG et de consultations sida, sont menacées.

Le personnel est sous le coup, déjà, d'une mesure de 700 suppressions de postes en 2009, qui provoque des tensions dans l'organisation du travail. Le projet de rapprochement des hôpitaux parisiens Tenon, Rothschild, Armand Trousseau et Saint-Antoine, qui pourrait faire disparaître la maternité de ce dernier, inquiète également. Enfin, plusieurs suicides ont été recensés à l'AP-HP ces derniers mois. Ils interpellent sur la souffrance des personnels face aux réformes hospitalières qui ont instauré une culture de la performance.

L'union, le peuple de gauche voudrait y croire (18.11)

Libération.fr - 16.11

Bien... mais. L'initiative de Vincent Peillon de réunir samedi à Dijon (Côte-d'Or) l'arc-en-ciel rose-rouge-vert-orange est, en cette période où l'opposition semble en déshérence, la bienvenue. Selon notre sondage Viavoice (1), 61 % des Français saluent cette démarche contre 21 % qui la désapprouvent. Ces taux s'accroissent auprès des publics directement concernés par la «rassemblement social, écologique et démocrate» : 74 % des sympathisants de gauche (échantillon de 433 personnes) et 77 % des sympathisants socialistes (échantillon de 193 personnes) l'acclament. Chez les électeurs écologistes, ils sont 78 % à la plébisciter et 70 % chez les sympathisants du Modem. «Ces scores, décrypte François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice, s'expliquent parce que la démarche est fédératrice, et parce qu'elle bouscule les organisations partisanes traditionnelles, auxquelles les Français accordent un crédit très limité. Ils s'expliquent également par le fait que, aux yeux des sympathisants de gauche et du centre, l'initiative offre des perspectives de victoire en 2012 pour l'opposition.»

De fait, 50 % des sympathisants de gauche jugent que l'approche initiée dès le mois d'août à Marseille par l'eurodéputé socialiste, est «une démarche de rassemblement qui donnent de vraies chances de battre Nicolas Sarkozy» à la prochaine présidentielle. 56 % des électeurs de gauche et 47 % des ceux des Verts partagent ce point de vue. Et ils sont 55 % des sympathisants du Modem à se reconnaître dans cette affirmation. Mais les Français dans leur ensemble sont, eux, très dubitatifs : ils estiment à 41 % que cette démarche «accroît les divisions à gauche et profitera à Nicolas Sarkozy».

Et c'est le second enseignement de notre enquête : si la démarche est jugée avec sympathie, elle manque de vraisemblance. En effet, 48 % des Français pensent qu'elle n'est pas crédible, «la gauche et le Modem de François Bayrou n'ont rien à voir». Seuls 35 % jugent que gauche et Modem «ont beaucoup de valeurs communes». Sur ce point de la crédibilité, les sympathisants de gauche sont partagés (43 % estiment que la démarche n'est «pas crédible», et 44 % qu'elle l'est), ainsi que les sympathisants Verts (43 % contre 44 % également). Néanmoins, les sympathisants socialistes et du Modem sont moins sévères : 53 % des premiers et 70 % des seconds croient à la vraisemblance de la démarche. «Ainsi, souligne François Miquet-Marty, cet enjeu de la "crédibilité" de la proximité entre la gauche et le Modem apparaît fortement déterminé par le positionnement politique des Français. Les sympathisants socialistes et Modem, dans leur ensemble, voient des convergences là où la plupart des autres doutent, ou n'aperçoivent aucune valeur commune entre gauche et Modem.»

A l'heure où la gauche et le centre peinent à se faire entendre, le rassemblement PS-Modem-Europe Ecologie peut représenter une alternative. Mais, dans l'enquête sur les identités de la gauche que Libération a publiée les 10 et 11 novembre (2), il apparaissait également que les sympathisants de gauche privilégiaient à 89 % une ouverture du Parti socialiste aux écologistes. Loin devant une ouverture au centre (56 %) ou à la gauche antilibérale (68 %).

(1) Réalisé par téléphone les 12 et 13 novembre auprès de 1 004 personnes représentatives de la population âgées de 18 ans et plus (méthode des quotas). (2) Sondage réalisé par Viavoice par téléphone, du 1er au 14 octobre auprès de 804 personnes se déclarant de gauche, extrait d'un échantillon de 2 023 personnes représentatif de la population française.

«La démarche est fédératrice. [...] Aux yeux des sympathisants de gauche et du centre, elle offre des perspectives de victoire en 2012.»

Le directeur associé de l'institut Viavoice

La prime de Noël reconduite, les mères seules vont en bénéficier (18.11)

Reuters - 16.11

La prime de Noël est reconduite cette année et sera versée à l'ensemble des bénéficiaires du Revenu de solidarité active, annonce le Haut commissaire chargé des solidarités actives, Martin Hirsch.

Cela signifie que pour la première fois cette aide bénéficiera aux mères seules vivant avec l'allocation pour parent isolé (API).

La prime de Noël sera également versée, dans le courant du mois de décembre, aux chômeurs en fin de droits qui perçoivent l'allocation spécifique de solidarité (ASS) ou l'allocation équivalent retraite (AER), peut-on lire dans un communiqué du cabinet de Martin Hirsch.

"Le président de la République a décidé que (...) la prime de Noël serait versée à l'ensemble des personnes pour lesquelles le RSA s'est substitué au RMI ou à l'API, c'est-à-dire aux personnes pour lesquelles le revenu de solidarité active constitue la totalité ou l'essentiel des revenus, sans en priver les mères isolées avec enfants", poursuit le texte.

Son montant sera de 152,45 euros pour une personne seule, 228,67 euros pour un foyer de deux personnes, avec 45 euros de plus pour chaque personne supplémentaire à charge.

Environ un million et demi de foyers bénéficieront de cette prime, qui coûtera à l'Etat 375 millions d'euros, a précisé Martin Hirsch à l'issue du conseil des ministres.

Le gouvernement veut étendre les zones commerciales ouvertes le dimanche à Paris (21.11)

LeMonde.fr - 19.11

Le gouvernement a proposé, jeudi, d'étendre largement la carte des zones touristiques à Paris où les commerces pourraient ouvrir le dimanche. Selon un document présenté par le ministère du travail, la nouvelle carte proposée créerait notamment une vaste zone de chalandise au coeur de Paris, allant du quartier de Montparnasse et Saint-Germain-des-Prés jusqu'aux Grands Boulevards, en englobant Notre-Dame, le Louvre, l'Opéra, et d'autres hauts lieux prisés des visiteurs.

La nouvelle carte ferait passer de 500 à 10 000 le nombre de commerces pouvant ouvrir le dimanche, a indiqué le ministre du travail Xavier Darcos à la presse, en présentant une étude remise par le préfet de la région Ile-de-France. En outre, les périmètres actuels des zones Montmartre et Champs-Élysées seraient élargis et trois nouvelles zones seraient ajoutées, au Palais des congrès de la porte Maillot (ouest), à Bercy village (sud-est), et tout autour de la porte de Versailles près du parc des expositions (sud-ouest), selon cette carte.

'Il reste au maire de Paris à s'exprimer', a ajouté M. Darcos, la décision revenant au final au maire socialiste de la capitale Bertrand Delanoë. 'Cette délimitation n'emporte pas ouverture automatique des commerces mais ouvre un droit, une possibilité aux commerçants qui souhaiteront ouvrir le dimanche', a rappelé le ministre. 'La situation n'est pas satisfaisante et même il serait dangereux que Paris reste un lieu musée' a-t-il estimé.

Il existe actuellement sept étroites bandes touristiques à Paris : une partie de la rue de Rivoli, la place des Vosges et la rue des Francs-Bourgeois, la rue d'Arcole, l'avenue des Champs-Élysées, une partie du viaduc des Arts avenue Daumesnil, une partie du boulevard Saint-Germain, une partie du quartier de la butte Montmartre.

Le PCF tente le pari risqué de s'affranchir du PS aux régionales (21.11)

LeMonde.fr - 18.11

La direction du PCF a décidé du mal à faire passer son virage vers la gauche radicale. Il y avait déjà eu le départ de Robert Hue, sénateur du Val-d'Oise, qui s'affiche sans vergogne avec les socialistes aux côtés du MoDem. Puis le ralliement de Stéphane Gatignon,

de la commission chargée d'attribuer les aides d'apporter son soutien au projet de Pierre Sarkozy, évalué à 80.000 euros au total. «Nous avons préféré privilégier les membres de notre association. Il est très rare que nous versions des aides à des non-membres, même si c'est déjà arrivé», a-t-il expliqué, indiquant que Pierre Sarkozy n'est pas adhérent de la SCPP. Marc Guez se défend pour autant d'avoir subi des pressions et affirme que «ce conseiller ne [lui] a pas demandé de faire en sorte que cette aide lui soit versée».

Une affirmation répétée dimanche après-midi par un communiqué officiel de l'organisme expliquant que, si «la SCPP a été interrogée», ses services ou sa direction n'ont, à «aucun moment, directement ou indirectement, (...) été sollicités pour accorder un traitement de faveur» à la société dont Pierre Sarkozy est actionnaire (Mind's corporation), «sous quelque forme que ce soit, pour le présent comme pour l'avenir.»

Sur ce point, Electronlibre.info, site spécialisé dans l'information sur les médias et la culture réputé fiable, assure qu'au contraire la SCPP a apporté toutes les «garanties» pour que cette aide soit in fine débloquée.

«Cela n'arrivera pas», assure le président de la société de production Abeille Musique et membre de la SCPP, Yves Riesel, contacté par Libération dimanche. Lui-même a longtemps siégé à la commission, et il la décrit comme «très formaliste et cherchant toujours à distribuer les sommes de façon équitable». Il confirme qu'avec la crise du disque et l'augmentation du nombre de dossiers, «cela fait des mois et des mois que les aides sont réservées aux membres» de la SCPP. Et que rien n'empêche Pierre Sarkozy d'adhérer.

«Si ce petit garçon n'est pas capable de téléphoner lui-même à la SCPP pour demander des explications comme n'importe quel producteur et qu'il demande à l'Elysée de le faire, ça le regarde», dit Yves Riesel.

Dans la soirée de dimanche, le conseiller culture et communication de Nicolas Sarkozy, Eric Garandeau, a précisé à l'AFP qu'il avait effectivement demandé des explications à la SCPP, affirmant qu'il était «sollicité en permanence par des producteurs à qui on a refusé une subvention et [qu'il] demande systématiquement les raisons du refus». Cette fois, il aurait en plus «pris deux précautions: j'ai mentionné par oral et écrit que l'Elysée ne demandait aucun traitement de faveur et je n'ai pas cité le nom de Pierre Sarkozy».

« Cette photo de Sarkozy à Berlin, je l'ai faite le 10 à 22h00 » (10.11)

Rue89 - 09.11

Rue89 a retrouvé l'auteur de la photo du Président à Berlin, qui confirme bien qu'il est arrivé sur place le 10 dans l'après-midi.

Nicolas Sarkozy est bien allé au pied du mur de Berlin en novembre 1989. Une photo (ci-dessus), publiée sur la page Facebook du Président le prouve. Mais contrairement au récit qu'en fait le Président, cette photo n'a pas été prise le 9 novembre, mais bien le 10, comme l'affirmait Rue89 dès ce lundi matin.

Cette information, c'est l'auteur de la photo lui-même qui nous l'a confirmée ce lundi soir. Pour venir en aide au Président, dont la version des faits a été contestée toute la journée, Philippe Martel, organisateur du voyage, nous a donné le nom du photographe : Paul Clave, représentant des Français de Berlin à l'Assemblée des Français de l'étranger de 1982 à 2007. Nous l'avons immédiatement contacté. Voici son témoignage, très précis :

« Nicolas Sarkozy est arrivé à Berlin le 10 septembre dans l'après-midi, dans un avion Air France. Il était accompagné d'Alain Juppé et de Peretti. Madelin est arrivé plus tard dans un avion privé.

Personne ne pouvait savoir pour la chute du Mur le 9 novembre. J'ai appelé le journaliste Nicolas Poincaré le 9 à 18h00 pour lui dire que les choses bougeaient. Puis Didier Quentin, directeur des relations internationales à la mairie de Paris, pour qu'il envoie Chirac. Mais il partait au Japon, d'où la décision d'envoyer la délégation de Juppé.

Cette photo je m'en souviens, je l'ai faite le 10 au soir à 22h00. A 17h00 on avait pris un café au check-point avec Madelin. Je n'ai pas souvenir d'avoir croisé François Fillon. Puis on est allé dans un café jusqu'à 2h00 du matin. A 6h30 le 11, ils prenaient un avion pour rentrer à Paris. »

Un récit qui ne cadre pas du tout avec celui fait par le Président sur sa page Facebook et que l'Elysée et plusieurs proches ont pourtant confirmé toute la journée :

« Souvenirs de la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989. J'étais alors secrétaire général adjoint du RPR. Le 9 novembre au matin, nous nous intéressons aux informations qui arrivent de Berlin, et semblent annoncer du changement dans la capitale divisée de l'Allemagne.

maire de Sevran (Seine-Saint-Denis), à la liste d'Europe Ecologie en Ile-de-France. Ce sont désormais plusieurs élus PCF sortants qui ont fait savoir qu'ils rejoindraient les listes menées par le PS dans quelques régions-clés.

La ligne. La direction du PCF, Marie-George Buffet en tête, a bataillé depuis un mois pour faire passer sa nouvelle ligne d'alliance au sein du Front de gauche (avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et la Gauche unitaire de Christian Picquet) pour les régionales de mars 2010.

Les résultats des conférences régionales communistes sont une vraie réussite : 17 fédérations régionales ont approuvé la présentation de listes autonomes avec le Front de gauche. Seules quatre fédérations – Champagne-Ardenne, Lorraine, Bourgogne et Poitou-Charentes – ont opté pour une alliance au premier tour avec les socialistes. La Bretagne, elle, a préféré renvoyer sa décision à début janvier, une fois la ligne adoptée par toutes les autres fédérations...

Le vote des militants. Désormais, c'est aux militants de donner leur avis par une consultation qui doit se tenir les 19, 20 et 21 novembre. Et il semble acquis qu'un vote massif de la base pour une autonomie de leur parti vis-à-vis du PS amplifie ce vent d'indépendance. Les militants pourraient ainsi désavouer la consigne pro-PS de leurs cadres en Bourgogne et en Poitou-Charentes notamment.

Mme Buffet a compris qu'elle ne pourrait pas revenir à une ligne d'alliance avec le PS après l'expérience des européennes, la rencontre avec une autre culture militante – celle des amis de Jean-Luc Mélenchon – et un score qui a permis aux communistes de se prendre à rêver d'exister à nouveau. Ces élections vont marquer un véritable tournant pour le PCF : pour la première fois depuis des années, il va préférer à l'égard des socialistes un discours radical et critique à un rassemblement qui lui assurait une existence dans des régions où il n'en avait plus guère.

En 2004, les communistes étaient partis avec les socialistes dans 17 régions, et avaient ainsi obtenu 185 élus régionaux. A l'issue du vote interne, le PCF pourrait partir sans le PS avec ses amis du Front de gauche dans 19 ou 20 régions.

Le sauve-qui-peut de certains élus. Si la grosse majorité des élus adhèrent à cette ligne du Front de gauche, certains ont compris que cette nouvelle alliance ne leur assurait pas leur réélection. Dans certaines régions, le PCF n'existe que grâce à ses alliances locales avec le PS. C'est ainsi qu'il a obtenu des élus qui font vivre, grâce à leurs indemnités, des fédérations moribondes. C'est le cas notamment en Loire-Atlantique, en Bretagne, Poitou-Charentes ou en Bourgogne, où des élus ont fait savoir qu'ils ne se plieraient pas à la discipline du parti et se présenteraient sur la liste d'union du PS.

En Languedoc-Roussillon, les élus sortants, dont Jean-Claude Gayssot, ex-ministre du gouvernement de Lionel Jospin, sont même prêts à transgresser l'interdit lancé contre George Frêche. Dans un appel aux militants, ils expliquent que "pour laisser toutes les chances à la possibilité de construire une campagne dans l'union la plus large et se donner les moyens de garder la région à gauche", il faut voter pour une union dès le premier tour.

Plus de voix mais moins d'élus. Le PCF peut se retrouver dans une situation paradoxale au sortir des élections régionales : parvenir à faire, avec le Front de gauche, des scores honorables dans certaines régions – Auvergne, Languedoc Roussillon, Nord ou Ile-de-France –, comme le montrent les premiers sondages, mais sortir du scrutin avec un nombre d'élus fortement amoindri.

Les communistes doivent, en effet, partager le nombre de sièges auxquels ils peuvent prétendre avec leurs alliés du Parti de gauche ou de la Gauche unitaire, mais aussi avec les personnalités d'ouverture qu'ils cherchent à attirer. De plus, au soir du premier tour, le PS sera plus enclin à donner la part du lion aux écologistes, qui seront probablement devenus, avec des scores plus importants qu'en 2004, leur allié principal. Les pronostics internes, place du Colonel-Fabien, parient sur une centaine d'élus... "Quelle que soit la stratégie, le parti va trinquer", analyse un cadre.

Et en Ile-de-France ? Marie-George Buffet ne parvient pas à imposer son numéro 2, Pierre Laurent, comme tête de liste en Ile-de-France. Après les signaux envoyés par les élus sortants, un certain nombre de maires de la région ont fait savoir qu'ils préféreraient, eux aussi, la candidature du député unitaire Patrick Braouezec. Du coup, alors que les proches de Pierre Laurent, appuyé par le patron de la fédération de Paris, Patrice Bessac, auraient souhaité faire désigner leur poulain comme tête de liste, lors de la conférence régionale les 14 et 15 novembre, Mme Buffet est intervenue pour qu'aucune décision ne soit prise.

Une "commission" est chargée, sous la houlette de Michel Laurent, frère de Pierre et responsable de la région, de trouver un compromis avant une nouvelle conférence le 14 décembre. Une nouvelle offre a été faite à M. Braouezec : qu'il prenne la tête de liste du "93", plus un poste honorifique de porte-parole de la campagne, tandis que Pierre Laurent serait tête de liste régionale. Le député de Seine-Saint-Denis a décliné. "Si la direction ne comprend pas que je suis mieux placé pour faire des voix, je me retirerai de la campagne", prévient-il.

Nombre d'élus locaux sont sur la même longueur d'onde. Un vrai casse-tête pour Mme Buffet alors que la campagne s'annonce difficile. Avec en face, d'autres listes qui auront aussi "leurs" communistes.

Au 'Forum Copenhague', Cohn-Bendit et Bayrou scellent leurs retrouvailles (23.11)

LeMonde.fr - 22.11

Daniel Cohn-Bendit (Europe-Ecologie) et François Bayrou (MoDem) ont scellé leurs retrouvailles samedi lors d'une réunion transpartisane sur le sommet de Copenhague, aux côtés de Michel Rocard, mais sans le PS. Les deux hommes se sont retrouvés au 'Forum Copenhague', organisé à l'Assemblée nationale à l'initiative d'Europe-Ecologie, à l'approche du sommet sur le climat de l'ONU (7-18 décembre).

'Pour faire quelque chose de sérieux sur ce sujet, il faut se rassembler. Pour faire quelque chose de sérieux pour la France, il faudra aussi se rassembler', a expliqué M. Bayrou, anticipant sur les échéances électorales de 2012. Pour le député des Pyrénées-Atlantiques, 'l'idée qu'on pourrait rester chacun chez soi et chacun pour soi en pensant qu'on peut prendre le pas et la domination sur les autres est une idée stupide'.

Minimisant la portée de ces retrouvailles après leur empoignage du mois de juin lors d'un débat télévisé pour les européennes, - 'ce n'est pas une révolution' -, M. Bayrou qui a serré chaleureusement la main à 'Dany' devant une nuée de caméras, a assuré que l'incident des européennes était 'sans aucun doute' oublié.

'IL FAUT QU'ON AIT DES AMBITIONS' POUR COPENHAGUE

Restée très discrète au fond de la salle à l'arrivée de M. Bayrou, la secrétaire nationale des Verts Cécile Duflot, pas très MoDem-compatible, a 'regretté' que les partis de gauche, et notamment la numéro un socialiste Martine Aubry, n'aient pas participé au forum auxquels ont pris part les députés Eric Diard (UMP), Sophie Auconie (Nouveau centre) et Jacqueline Fraysse (PCF) venue à titre personnel. 'Au-delà des clivages', on peut avoir 'sans renier ses convictions mais en toute franchise, un débat sur des enjeux qui sont ceux de l'humanité', a-t-elle argumenté, ironisant sur la présence du PS dimanche au concert L'Ultimatum climatique au Zénith.

Jugeant le PS 'malade', Michel Rocard a estimé que 'le ballet de qui vient, qui ne vient pas' est 'bien secondaire'. 'Nous n'aurons qu'un mauvais accord' à Copenhague, mais il faudra 'trouver un compromis', a dit l'ex-premier ministre socialiste qui a par moment monopolisé la parole lors d'un débat parfois loin des enjeux de Copenhague. 'Pour un compromis le moins mauvais possible, il faut qu'on ait des ambitions', lui a rétorqué M. Cohn-Bendit. 'Notre boulot est de mettre la pression sur les gouvernants', a conclu M. Bayrou. Plus tôt, Mme Duflot a estimé que les dirigeants politiques n'avaient 'pas le droit' de faire de Copenhague une 'opération de communication', critiquant la 'stratégie de bouc-émissaire' de Nicolas Sarkozy.

Xavier Darcos menace les entreprises employant des sans-papiers (23.11)

Reuters - 22.11

Le gouvernement français menace de fermer les entreprises employant des étrangers en situation irrégulière, dont l'opposition socialiste demande une large régularisation.

Cette mesure annoncée par le ministre du Travail, Xavier Darcos, fera l'objet d'un projet de loi présenté dans les prochaines semaines, a dit le ministre de l'Immigration, Eric Besson.

Elle viserait notamment les secteurs de la restauration, du bâtiment et du nettoyage où travaillent souvent les étrangers en situation irrégulière, au nombre de plusieurs centaines de milliers en France, selon des estimations officielles.

L'annonce intervient alors que se prolonge depuis plusieurs semaines une grève de travailleurs sans papiers qui demandent leur régularisation. Des négociations sont en cours entre les syndicats et le ministère de l'Immigration, et une régularisation est en vue, selon le Gisti (Groupe d'information et de soutien aux immigrés).

"S'il est avéré que l'activité de l'entreprise est construite autour du travail illégal ou de l'emploi de travailleurs étrangers sans titre de travail, on pourra fermer administrativement cette entreprise. Les préfets auront ce nouveau pouvoir", dit le ministre du Travail dans un entretien publié dimanche dans Le Parisien-Aujourd'hui en France.

Il ajoute que dans le cas d'une fermeture, les indemnités dues aux employés seront néanmoins versées, et assure même qu'elles le seraient aux travailleurs étrangers rapatriés.

Xavier Darcos annonce aussi des sanctions contre les donneurs d'ordre acceptant que certains de leurs sous-traitants travaillent avec des étrangers sans papiers. Il évoque la suppression des exonérations de charges sociales.

Le coût du travail illégal est évalué par le ministre à 4% du PIB, soit 60 milliards d'euros, mais Xavier Darcos ne définit pas précisément la notion.

AUBRY DEMANDE UNE LARGE RÉGULARISATION

Les dispositions évoquées par le ministre du Travail feront l'objet d'un projet de loi, a pour sa part annoncé Eric Besson, qui entend doter les autorités "d'un arsenal complet de lutte contre les abus en la matière".

"Je vais proposer l'inéligibilité à tout appel d'offres privé ou public de toute entreprise qui aurait employé des étrangers en situation irrégulière. Je vais demander à ce que les amendes soient majorées et je vais demander le remboursement des aides publiques", a-t-il énuméré dans C Politique, sur France 5.

Face à ces développements, Martine Aubry a déclaré dimanche que le PS était favorable à une "large" régularisation des étrangers qui revendiquent actuellement des papiers.

"Les Français ont compris que ces milliers de sans-papiers qui sont aujourd'hui exploités dans les entreprises et qui font grève doivent avoir leurs papiers", a dit le Premier secrétaire du PS devant les jeunes socialistes réunis à Grenoble.

Interrogé par Reuters, Stéphane Maugendre, président du Gisti, a estimé que la déclaration de Xavier Darcos visait à donner une image de fermeté artificielle pour compenser l'effet d'une régularisation que le gouvernement, selon lui, prépare.

"Cela fait des années qu'on sait que des pans entiers de l'économie, la restauration, le textile, la construction, s'effondreraient du jour au lendemain si on fermait les entreprises employant des sans-papiers", a-t-il dit.

Le dossier est récurrent dans la société française depuis une vingtaine d'années, le travail des sans-papiers se généralisant dans les secteurs de main d'oeuvre à bas salaires.

Plusieurs faits divers ont illustré le phénomène, comme en 2007, lorsque la police a découvert des personnes dans cette situation sur le chantier de rénovation du Pavillon de la Lanterne, résidence de l'Etat utilisée par le président Nicolas Sarkozy.

Les gouvernements se sont toujours refusés à une régularisation globale demandée par les associations, mais acceptent des régularisations au cas par cas.

A l'automne 2008, le ministre de l'Immigration d'alors, Brice Hortefeux, y avait consenti après une grève de sans-papiers salariés dans la restauration parisienne, soutenue par le patronat.

Des organisations patronales avaient alors défendu leurs salariés en estimant que, vivant en France depuis très longtemps et payant pour certains des impôts sur le revenu, étant même déclarés par leurs employeurs, ils n'avaient pratiquement plus rien de clandestins.

Grèves à La Poste et dans l'enseignement cette semaine (23.11)

AP - 22.11

La semaine s'annonce chargée sur le front social avec notamment deux grèves nationales, l'une à La Poste, l'autre dans l'enseignement, et la publication des chiffres du chômage pour le mois d'octobre.

Lundi, plusieurs syndicats de La Poste et le Collectif national contre la privatisation de La Poste organisent une conférence de presse à proximité de l'Élysée. Ils comptent ensuite s'y rendre pour demander à être reçus par le président Nicolas Sarkozy afin de lui remettre les feuilles d'émargement de la "votation citoyenne" organisée en octobre contre la privatisation de La Poste, et à laquelle 2,3 millions de personnes ont participé dans toute la France, selon le collectif.

Le lendemain, mardi, cinq syndicats de La Poste appellent à une nouvelle grève contre le changement de statut et l'ouverture du capital de l'entreprise publique. Et ces syndicats -CGT, Sud, CFDT, FO et CFTC- menacent d'organiser une manifestation nationale "dans la semaine du 13 décembre", "si le gouvernement persistait dans son objectif de faire voter" le projet de loi mettant en oeuvre cette réforme. Ce projet

de loi a été adopté le 9 novembre par le Sénat et doit être examiné à l'Assemblée nationale à la mi-décembre.

Cette journée de grève de mardi sera suivie, samedi, par une journée d'actions décentralisées à l'appel du Collectif national contre la privatisation de La Poste.

Mardi également, plusieurs syndicats de l'Education et de l'Enseignement supérieur (FSU, CGT, Sud, et UNEF notamment) appellent à une journée de grève et à des manifestations et rassemblements un peu partout en France contre les suppressions de postes, le manque de moyens, les modalités de réforme du lycée et celles de la formation des maîtres.

A Paris, un cortège quittera les abords du RER Port Royal à 14h30 pour un défilé jusqu'au boulevard des Invalides, non loin du ministère de l'Education nationale. De son côté, l'Union nationale lycéenne (UNL), premier syndicat lycéen, appelle ce jour-là "tous les lycéens à organiser des réunions d'information et des débats pour se saisir des enjeux", de la réforme du lycée.

Jeudi, le ministère de l'Economie rendra public le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi à la fin du mois d'octobre, attendu à nouveau en hausse. Pour le mois de septembre, Bercy avait annoncé une hausse de 0,8% du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie-A, soit 21.600 demandeurs d'emploi de plus.

La Guadeloupe se prépare à deux jours de grève générale (27.11)

LeMonde.fr - 23.11

La Guadeloupe va à nouveau connaître des grèves mardi 24 et mercredi 25 novembre. Les organisations membres du Liyannaj kont pwofitasyon (LKP) ont appelé à la grève générale pour "rappeler l'Etat à ses engagements".

Près de huit mois après le conflit très dur qui avait paralysé l'île, le leader du LKP, Elie Domota, estime que "l'Etat ne cesse de faire marche arrière" sur bien des points de l'accord du 4 mars. Parmi les 12 points de revendication figurent notamment "la reprise des négociations sur les 146 points de la plate-forme de revendications du LKP", "l'annulation de l'augmentation de 6 centimes" du prix des carburants intervenue en septembre, et "le respect et l'application de l'accord Bino".

En mars, l'accord signé par le LKP et des organisations patronales minoritaires instituait une augmentation salariale de 200 euros définitivement acquise dans trois ans. Elle est versée transitoirement par les employeurs (50 euros en 2009, 100 en 2010), les conseils régional et général (50 euros en 2009 seulement), et l'Etat avec le revenu supplémentaire temporaire d'activité (100 euros).

Mais depuis le ministère de l'outre-mer a changé de mains. Marie-Luce Penchard a remplacé Yves Jégo, qui avait négocié les accords, et le LKP a l'impression qu'on ne le prend pas au sérieux. "Elle est arrivée là comme si elle n'était au courant de rien et veut remettre en cause ce qui a été décidé, dénonce Elie Domota. Sur les questions clés qui ont été posées pendant les quarante-quatre jours de grève du précédent conflit, les engagements ne sont pas respectés."

Le collectif, dont l'audience s'est sérieusement effritée depuis la fin de la crise sociale en mars, semble avoir voulu jouer la prudence en n'appelant qu'à une grève générale "d'avertissement de 48 heures". Le caractère très général des revendications formulées à cette occasion laisse au LKP une grande marge d'initiative dans l'éventualité où la mobilisation populaire serait au rendez-vous.

Dans les banques aussi les salariés font grève (27.11)

Libération.fr - 23.11

«Nos dirigeants se servent aujourd'hui de la crise financière, dont ils sont pourtant les initiateurs, comme alibi pour faire payer la note aux salariés et à la société toute entière.» Les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FO et SNB/CGC avaient appelé leurs adhérents à se mobiliser ce mardi sur tout le territoire. Premiers à les avoir entendus, les employés de la Société Générale et de HSBC.

8,5% des quelque 60.000 salariés de la Société Générale ont ainsi fait grève aujourd'hui selon la direction. Pour la CFDT-banques, premier syndicat du secteur, ils étaient entre 30 et 40%. Chez la britannique HSBC, la direction a recensé 6% de grévistes à Paris, 12,8% en province, tandis que l'intersyndicale avançait 10% de grévistes en France.

Deux poids, deux mesures

Motif de la grogne de ces salariés: les rémunérations indues, selon eux, des dirigeants, et la rigueur imposée à la base. A la Société Générale, la direction a proposé 0,7% d'augmentation générale et un «dividende du travail» (complément d'intéressement) de 600 euros. Ce que l'ensemble des syndicats juge insuffisant alors que les salariés se sont «serré la ceinture» l'an dernier après l'affaire Kerviel et les débuts de la crise économique.

Même tendance à l'individualisation chez HSBC, où «une enveloppe salariale significative» est prévue pour valoriser les salariés les plus méritants, les augmentations collectives étant «focalisées» sur les bas salaires.

«C'est la première fois que je vois autant de jeunes en grève, note Véronique Descacq, secrétaire générale de la CFDT-banques. Et, chose inédite, ils se prononcent assez largement contre l'individualisation des rémunérations.»

La rémunération variable dénoncée

Là est le principal point de friction entre les salariés et les directions des établissements bancaires. «On est allés trop loin dans la rémunération variable, dénonce Véronique Descacq. Il faut revenir à des modes de rémunération traditionnels. Et que font les directions? Exactement le contraire, sous le prétexte que le contexte actuel découlant de la crise ne permet pas de faire des mesures d'augmentations générales.»

«Les salariés ne comprennent pas l'attitude des patrons qui continuent d'accorder bonus et grosses rémunérations à un petit groupe de très hauts cadres, parce que soi-disant ils ne peuvent faire autrement dans le monde d'aujourd'hui, assène Véronique Descacq. L'écart se creuse entre «les smicards et les millionnaires», observe-t-elle, dans un secteur où le salaire moyen s'établit à 37.000 euros par an et le salaire médian (50% touchent plus, 50% moins) à 33.000 euros.

LCL prêt à entrer dans le mouvement

A LCL aussi, l'exaspération monte et une intersyndicale annonce des «actions» dans les semaines à venir. La direction de l'ex-Crédit Lyonnais, arguant d'une inflation faible, a mis sur la table une enveloppe de 1,3% d'augmentation de la masse salariale pour 2010, essentiellement par des augmentations individuelles, d'après les syndicats.

Sans compter que le malaise déborde la question des salaires. Surtout à la Société Générale où «la pression s'accroît», selon les syndicats, qui redoutent une réduction des effectifs des agences de 25% et observent «des contrôles tatillons sur les salariés, sanctionnés à la moindre petite faute».

Le Centre Pompidou paralysé par la grève (28.11)

LeMonde.fr - 27.11

Le Centre Pompidou a connu, vendredi 27 novembre, son cinquième jour de grève consécutif depuis lundi et est resté fermé au public. Les personnels du musée protestent contre la perspective d'une baisse des effectifs.

'Une délégation de l'intersyndicale a été reçue vendredi soir par la conseillère sociale du ministre de la culture Frédéric Mitterrand mais il n'y eu aucune avancée', a déclaré un représentant de la CGT du Centre Pompidou. 'Le ministère de la culture ne bouge pas. Il refuse d'entrer dans une négociation', selon ce syndicaliste.

Les syndicats contestent notamment l'application au Centre Pompidou à compter du 1er janvier 2010 de la règle du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, qui est de mise dans la fonction publique. Cette règle affecterait particulièrement le Centre Pompidou en raison de sa pyramide des âges, 44 % du personnel ayant plus de 50 ans. Cela signifierait la suppression de 26 emplois en 2010 et de 23 emplois en 2011.

Les organisations CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, SUD, UNSA du ministère ont déposé jeudi un préavis de grève pour le 2 décembre afin de s'opposer à ces projets. Elles appellent à la tenue d'assemblées générales dans les différents établissements publics pour que les salariés se prononcent sur ce mot d'ordre de grève.

La grève au Centre Pompidou est reconduite jour après jour après un vote le matin. On ne sait donc pas encore si le musée ouvrira ses portes ce week-end.

Grève dans les transports à Bordeaux (28.11)

Reuters - 27.11

Quasiment aucun bus et un tramway sur deux seulement circulent vendredi matin dans l'agglomération bordelaise en raison d'un mouvement de grève, apprend-on de source syndicale et auprès de l'opérateur des transports en commun, Keolis.

L'intersyndicale CFTD, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO conteste le projet de réorganisation des réseaux de transports urbains à Bordeaux, estimant qu'il manquera du personnel pour le mettre en application.

Une manifestation était prévue devant l'hôtel de la Communauté urbaine de Bordeaux dans la matinée.

Manifestation en faveur des sans-papiers à Paris (30.11)

Reuters - 29.11

Quelque 2.700 personnes, selon la police, ont manifesté à Paris pour la régularisation des sans-papiers et une politique de l'immigration "respectueuse des droits fondamentaux".

"Non à l'immigration jetable", clamaient les collectifs de sans-papiers auxquels s'étaient joints les principaux syndicats, des représentants des Verts, du Parti socialiste, du Parti de gauche et du Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, et Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, étaient présents.

Les manifestants, en majorité des sans-papiers, ont défilé du jardin du Luxembourg aux abords du ministère de l'Immigration.

Quelque 5.500 travailleurs sans papiers sont en grève depuis plus de six semaines en France pour demander leur régularisation.

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a estimé mardi dernier qu'un millier de travailleurs sans titre de séjour employés avant le 1er juillet 2008 en France pourraient bénéficier d'une régularisation sur la base d'une nouvelle circulaire qu'il a adressée le 24 novembre aux préfets.

Les critères exigés pour ces régularisations au cas par cas seraient les suivants : l'ancienneté du séjour en France, qui doit être au moins égale à cinq ans, l'ancienneté dans l'entreprise, qui doit être égale ou supérieure à 12 mois, la nature de la promesse d'embauche qui doit être supérieure à 12 mois et "l'intégration du demandeur".

RÉGULARISATIONS "SUR CRITÈRES"

Syndicats et associations dénoncent "l'arbitraire" des préfets dans les régularisations tandis que Martine Aubry, premier secrétaire du Parti socialiste, a appelé le gouvernement à une "large régularisation" des travailleurs sans papiers.

Lors de la convention nationale de l'UMP, Nicolas Sarkozy a accusé samedi la dirigeante socialiste d'"agiter le chiffon rouge" du Front national en prônant cette large régularisation, à trois mois des élections régionales.

Le chef de l'Etat a rappelé mercredi dernier lors du conseil des ministres que l'Union européenne s'était engagée sous la présidence française, en 2008, à ne plus recourir à des régularisations massives en signant un pacte européen pour l'immigration.

"Lorsque Martine Aubry parle de régularisation large des sans-papiers, je préférerais qu'elle nous dise comme on pense nous, c'est-à-dire en fonction des situations", a dit Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée, sur i>Télé.

Le député socialiste Arnaud Montebourg a précisé dimanche sur Radio J que le PS était favorable à des "régularisations larges sur critères".

"Il y a les critères liés au travail, la scolarisation des enfants, la durée significative de la présence et l'intégration effective que nous pourrions mesurer à travers certains" indicateurs comme "apprendre le français", a-t-il dit.

Ségolène Royal, présidente socialiste de la région Poitou-Charentes, s'est dite favorable sur France 5 à des régularisations "justes" au cas par cas "dans le cadre de critères transparents et objectifs".

Grève à l'usine Continental de Sarreguemines (02.12)

LeMonde.fr - 30.11

Des salariés de l'usine Continental de Sarreguemines (Moselle) ont lancé un mouvement de grève, vendredi 27 novembre, pour protester contre un projet de réorganisation de la production dans ce site de fabrication de pneumatiques. D'après la CFDT, la direction voudrait augmenter la durée du travail tout en maintenant les rémunérations au même niveau : les équipes de semaine seraient amenées à faire 135 heures en plus sur l'année et celles du week-end 314 heures en plus.

Ce projet a été présenté, jeudi, aux représentants du personnel, précise un porte-parole de la direction. 'Il vise à ramener le temps de pause d'une heure et quart à 45 minutes sur une journée de 8 heures pour les équipes de semaine', ajoute-t-il. Les équipes du week-end, elles, travailleraient tous les vendredis (au lieu d'un vendredi sur deux) pour compenser la perte de revenus entraînée par la suppression de la majoration de salaire qui était, jusqu'à présent, accordée pour la journée du samedi. Le fabricant de pneus invoque le recul de la demande et la sous-utilisation des capacités de production pour expliquer cette refonte des horaires.

Jeudi, la direction et les représentants du personnel étaient convenus que le projet serait soumis à un vote des salariés, affirme un porte-parole de Continental. Mais cet accord a volé en éclats le lendemain. 'Nous voulons que le projet soit retiré', confiait, lundi matin, Pierre Rubeck, de la CFTC.

Grève reconductible confirmée au ministère de la Culture, à partir de mercredi (02.12)

AP - 30.11

Les syndicats du ministère de la Culture, réunis lundi à Paris, ont confirmé leur appel à une grève reconductible à l'administration centrale et dans les musées nationaux à compter de mercredi, contre les restrictions budgétaires et les suppressions de postes.

Cette rencontre intersyndicale nationale a eu lieu alors que les personnels du Centre Pompidou à Paris, réunis en assemblée générale lundi, ont reconduit leur mouvement engagé depuis le 23 novembre.

"Au huitième jour de grève, la détermination des agents du Centre Pompidou reste intacte contre les restrictions budgétaires, contre les suppressions d'emplois, contre la réduction des subventions, et plus largement contre le désengagement de l'Etat", écrivent les syndicats du ministère de la Culture dans un communiqué commun.

Jugeant "cette lutte (...) emblématique du combat des personnels du ministère de la Culture tout entier contre la RGPP", (Révision générale des politiques publiques), les syndicats confirment leur appel à la grève nationale reconductible à compter de mercredi.

Une rencontre entre les syndicats et Frédéric Mitterrand est prévue mercredi. Ce rendez-vous avait été fixé avant la grève du Centre Georges Pompidou et son extension.

Les organisations syndicales précisent dans leur communiqué qu'elles "comptent clairement s'emparer de ce rendez-vous puisque, jusqu'à présent, le ministre n'a pas jugé utile d'ouvrir des négociations". Ils appellent les personnels à se rassembler mercredi à partir de 16h devant le ministère à Paris, une demi-heure avant la réunion avec le ministre.

Ces faux partis politiques qui financent de vrais candidats (03.12)

LeMonde.fr - 02.12

La France compte plus de deux cents organisations politiques "fantômes, sans militants et sans programme", dont la seule raison d'être est de financer les campagnes de candidats tout ce qu'il y a de plus réels, révèle le Canard enchaîné dans son édition du mercredi 2 décembre. L'hebdomadaire se fonde sur un rapport, paru cette année, du Groupe d'Etats contre la corruption (Greco), qui analyse les mœurs

françaises en matière de financement politique.

Selon la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, il existait, en 2004, pas moins de deux cent trente-huit formations politiques en France. Seules les principales, ainsi qu'une quarantaine de petites formations, se partagent les financements publics. L'écrasante majorité est constituée de "coquilles vides" servant "à récolter des sous et à contourner la loi de 1988 sur le financement des partis politiques", explique le Canard.

"IRRÉGULARITÉS"

"Si une entreprise ne peut en aucun cas financer un parti, un autre parti est en droit de le faire. D'où l'avantage de créer plusieurs formations politiques. Soit pour permettre de savants mouvements de vases communicants. Soit pour permettre à une même personne de verser plusieurs contributions", explique l'hebdomadaire.

Outre l'UMP, Nicolas Sarkozy dispose ainsi de deux "groupements politiques" dédiés à sa cause. L'Association de soutien à l'action de Nicolas Sarkozy, qui affichait en 2007 un budget d'environ 250 000 euros essentiellement destiné à financer ses campagnes, et l'Association des amis de Nicolas Sarkozy, que la Commission des comptes de campagne a déjà rappelée à l'ordre pour "irrégularités", rapporte le Canard.

Nicolas Sarkozy est loin d'être le seul à "s'affranchir quelque peu de la légalité", poursuit l'hebdomadaire. En plus du Mouvement pour la France, Philippe de Villiers compte ainsi sur deux autres partis : Combat pour les valeurs et Non à la Turquie en Europe. Quant à Désirs d'avenir, la formation politique de Ségolène Royal jusqu'à la présidentielle de 2007, elle s'est depuis transformée en association pour "accueillir légalement de généreux donateurs privés et anonymes".

Le virage à hauts risques du Parti communiste (03.12)

Le Monde - 02.12

Le Parti communiste français (PCF) a choisi l'autonomie pour les élections régionales des 14 et 21 mars 2010. Il a ainsi décidé de couper en partie les ponts avec le Parti socialiste. Les militants communistes viennent en effet de confirmer par un vote sans appel - 78,7 % - leur choix de constituer des listes "Front de gauche" pour les régionales. Ainsi dans 17 régions, le PCF présentera des listes en alliance avec le Parti de gauche (PG), de Jean-Luc Mélenchon, et la Gauche unitaire (GU), de Christian Picquet, auxquels d'autres petites formations comme les Alternatifs et la Fédération devraient se joindre.

L'alliance avec le PS n'a été retenue que dans cinq autres régions - Basse-Normandie, Bretagne, Champagne-Ardenne, Lorraine et Bourgogne. En 2004, à l'inverse, le PCF était parti, dès le premier tour, avec le PS dans 14 régions. C'est donc un véritable tournant que vient de prendre le Parti communiste après des années d'alliance avec les socialistes.

Marie-George Buffet avait compris, au lendemain du scrutin européen du 7 juin, qu'elle ne pourrait plus revenir en arrière. Le relatif succès du Front de gauche, le plaisir pris par ses militants à faire campagne avec les amis de M. Mélenchon et à exister à nouveau, et le rejet - désormais viscéral - du PS, sont autant d'ingrédients de la nouvelle humeur politique de la base communiste dont elle doit tenir compte. Ses élus régionaux avaient beau être majoritairement pour la reconduction des alliances avec les socialistes, Mme Buffet devait se résoudre à prendre le tournant si elle voulait garder sa majorité.

Mais c'est un pari coûteux que font les communistes. Coûteux en nombre d'élus puisqu'en 2004 le parti avait réussi à faire élire 185 conseillers régionaux grâce à la courte échelle du PS. Or il doit cette fois-ci partager ses places éligibles avec ses partenaires mais aussi faire face, lors de la distribution des postes au second tour, à la concurrence gourmande des écologistes.

Coûteux aussi car ces élus contribuent largement au financement des activités des fédérations communistes : dans nombre de départements, le PCF ne peut, avec les seules cotisations de ses adhérents, s'offrir un local ou un permanent. Or, même si les sondages nationaux d'intentions de vote pour le Front de gauche leur donnent un score honorable (7 % selon l'IFOP pour Paris Match du 26 novembre), soit au-dessus des 5 % nécessaires pour la fusion de listes au second tour, il est fort probable qu'il perde un nombre significatif d'élus estampillés PCF. Les pronostics internes tablent sur une centaine d'élus... Sans compter le brouillage provoqué par les départs de Robert Hue, s'inscrivant avec son Mouvement unitaire progressiste (MUP) dans l'orbite des socialistes, et de Stéphane Gatignon, maire communiste de Sevran (Seine-Saint-Denis) à Europe Écologie.

C'est donc au prix d'un affaiblissement prévisible que le PCF va se lancer dans la campagne pour les régionales. Certains de ses élus l'ont si bien compris qu'ils ont engagé en sous-main, pour sauver leur poste, des discussions avec le PS pour figurer sur ses listes. C'est le cas en Pays de la Loire et en Bourgogne, où des élus ont pris langue avec les présidents socialistes. C'est également le cas en Languedoc-Roussillon où les élus sortants, dont l'ex-ministre Jean-Claude Gayssot, négocient avec Georges Frêche. Mme Buffet est au courant mais

se tait. Elle sait que ces "désertions" lui permettent d'adresser un signe au PS pour le rassurer. En présentant les résultats du vote interne, Mme Buffet a ainsi martelé : "Nous voulons donner à voir qu'il existe un projet d'alternative au premier tour et faire bouger le curseur à gauche. Au deuxième tour, on se rassemble avec toute la gauche pour constituer des majorités de gauche." En clair, le PCF reste dans la gauche de gouvernement - sous entendu pas comme le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), qui veut devenir l'"opposition de gauche" dans les conseils à majorité socialiste. Mais pas à n'importe quel prix : plus question d'apparaître comme les supplétifs d'un PS trop "libéral".

Car derrière ce scrutin, c'est le leadership sur l'espace politique entre le PS et le NPA qui est en jeu. Depuis 2007, le PCF a encore perdu du terrain et a de plus en plus de mal à peser au niveau national. Il subsiste grâce à ses députés et sénateurs, ses mairies et ses quelque 134 000 adhérents revendiqués - sans doute un quart de moins en réalité. La secrétaire nationale sait que M. Mélenchon rêve d'occuper cet espace et se prépare pour lui damer le pion en 2012. Or les communistes peinent à faire émerger un leader crédible. Mme Buffet ne peut plus jouer ce rôle depuis son score calamiteux (1,93 %) à la présidentielle de 2007. Son numéro deux, Pierre Laurent, un homme d'appareil peu connu, ne parvient même pas à s'imposer comme tête de liste régionale en Ile-de-France.

Le PCF dépérit. Il lui faut rebondir, tenter, encore une fois, de rassembler la gauche critique, orpheline depuis l'échec d'une candidature unitaire en 2007 mais qui ne se retrouve pas dans la percée solitaire et sectaire d'Olivier Besancenot. Réussir le pari du Front de gauche aux régionales est son dernier atout, vital. Sans lui, cette alliance n'est rien. Mais sans cette alliance qui le refait exister, le PCF continuera à mourir à petit feu.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

Syndicalisme

- SNCF: vers un préavis de grève d'au moins 6 syndicats le 19 mars (28.02)
- L'Unef appelle les étudiants à manifester le 5 mars (24.02)
- Grève du 19 mars : les syndicats espèrent un mouvement plus fort que le 29 janvier (24.02)
- Les syndicats: des mesures "insuffisantes", "maintenir la pression" (19.02)
- Communiqué de l'ATPC suite au décès du camarade de la CGTG (19.02)
- Convergences Thibault (CGT), Chérèque (CFDT), Mailly (FO) (18.02)
- Appel à la mobilisation dans les hôpitaux le 5 mars (17.02)
- Négociations suspendues en Martinique (15.02)
- Guadeloupe : le LKP refuse les propositions des collectivités locales (15.02)
- La Réunion: appel du collectif syndical à une grève générale le 5 mars (15.02)
- Une intersyndicale de l'enseignement supérieur se joint à la mobilisation du 19 février (14.02)
- L'UNEF appelle les étudiants à deux nouvelles journées de mobilisation mardi et jeudi prochains (13.02)
- Le gouvernement discute avec les syndicats en vue du 18 février (11.02)
- Les syndicats annoncent une nouvelle journée d'action nationale le 19 mars. (10.02)
- Brice Hortefeux consulte les partenaires sociaux avant la réunion avec Nicolas Sarkozy. (10.02)
- Une nouvelle mobilisation syndicale en perspective. (10.02)
- Universités: le SNESUP refuse d'aller "discuter d'une charte" avec Valérie Pécresse. (08.02)
- Darcos: les "positions fortes" de l'extrême gauche "embarrassent" autant le ministre que les syndicats. (08.02)
- Contestation du droit de grève: la SNCF déboutée (06.02)
- Les principales réactions syndicales à l'intervention de Nicolas Sarkozy. (06.02)

- 29 JANVIER....Appel des organisations syndicales CFDT,CFE-CGC, CFTC,CGT,FO,FSU,SOLIDAIRES,UNSA.(28.01)
- Deux syndicats policiers appellent à une manifestation nationale le 28 mars. (27.01)
- Les syndicats comptent faire entendre jeudi "un cri de colère" (27.01)
- Première mobilisation des enseignants-chercheurs. (27.01)
- Journée d'action du 29 janvier : les dirigeants syndicaux donnent de la voix. (27.01)
- Darcos ne convainc pas les lycéens aux Etats généraux de la Fidl. (25.01)
- Universités : le SNESUP appelle à la "paralysie" le 29 janvier et "au-delà". (23.01)
- Grève dans les universités à partir du 2 février. (23.01)
- Claude Lelièvre : "la droite ne comprend pas le monde enseignant" (22.01)
- En primaire, la défiance des enseignants à l'égard du gouvernement s'amplifie. (22.01)
- Nicolas Sarkozy reçoit les syndicats de l'éducation.(22.01)
- Medef/UIMM : règlements de comptes au patronat. (20.01)
- La réforme du lycée devient consensuelle, estime Xavier Darcos. (20.01)
- Education : nouvelle journée de mobilisation samedi. (17.01)
- La grogne des policiers grandit, les syndicats menacent. (15.01)
- L'UNEF appelle les étudiants à manifester le 29 janvier. (15.01)
- Nicolas Sarkozy entend conserver un lien direct avec les dirigeants syndicaux. (15.01)
- Crise : Sarkozy décide la tenue de réunions avec les syndicats sur les restructurations industrielles. (14.01)
- La CFTC refuse elle aussi de signer la convention d'assurance-chômage. (13.01)

- La semaine sociale: grève à France 3, manifestations dans l'Education. (12.01)
- Les syndicats de l'Education boycottent les voeux de Sarkozy. (10.01)

Les syndicats de l'Education boycottent les voeux de Sarkozy. (10.01)

Reuters - Les fédérations syndicales de l'Education ont décidé de ne pas assister aux voeux du président Nicolas Sarkozy aux personnels enseignants, qui seront présentés lundi, annonce le syndicat UNSA Education.

Les organisations FAEN, Ferc-CGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN-CFDT et Unsa Education n'enverront aucun représentant à ces voeux à Saint-Lô, dans la Manche, et appellent leurs adhérents à ne pas y assister s'ils ont été conviés, a précisé à Reuters Gilles Moindrot, secrétaire général du SNUipp-FSU.

A l'appel des syndicats, un rassemblement des manifestants est en outre prévu à Saint-Lô à l'arrivée de Nicolas Sarkozy.

Les six fédérations présenteront concurremment à ceux du chef de l'Etat leurs voeux pour l'Education, alors qu'ils sont engagés dans une lutte contre les 13.500 suppressions de postes prévues à la rentrée 2009 et ont appelé à une grève massive le 17 janvier.

Les syndicats ont salué un recul du ministre de l'Education Xavier Darcos, qui ne supprimerait plus selon eux que 1.500 postes sur les 3.000 prévus dans les Rased (réseaux d'aide aux élèves en difficulté).

Ces personnels devraient se voir attribuer des classes en remplacement de professeurs partant en retraite et leur maintien équivaut donc à 1.500 suppressions de postes en moins, a expliqué Gilles Moindrot.

La semaine sociale: grève à France 3, manifestations dans l'Education. (12.01)

AFP - La semaine sociale sera principalement marquée par une nouvelle grève à France 3 lundi, des manifestations dans l'Education samedi et l'ouverture de négociations sur la médecine du travail jeudi.

Dans l'audiovisuel public, cinq syndicats de France 3 (SNJ, CFDT, CFTC, CGC et Sud) appellent à une grève de 24 heures lundi, réclamant notamment le maintien de la rediffusion des éditions locales à une heure de forte audience.

Ils critiquent "le refus de la direction de modifier la nouvelle grille de rentrée conçue comme un +aspirateur à publicité+", alors même que la suppression de la publicité est effective depuis une semaine.

Samedi, personnels de l'Education, élèves et parents d'élèves sont appelés à une journée de manifestations dans tous les départements, pour "protester contre les suppressions de postes inscrites au budget 2009" (13.500) et "contre les mesures éducatives du gouvernement".

Cet appel émane d'un collectif regroupant les principales fédérations enseignantes de l'Education, les lycéens de l'UNL et de la Fidl, les étudiants de l'Unef, les parents de la FCPE.

Il intervient alors que, selon les syndicats, le ministre de l'Education Xavier Darcos a lâché du lest cette semaine sur la question des enseignants en "Rased" (spécialistes de la difficulté scolaire) en ramenant de 3.000 à 1.500 le nombre des postes supprimés en 2009.

Côté partenaires sociaux, la CFTC dira lundi si elle signe ou non l'accord sur l'assurance chômage conclu à la veille de Noël. Elle a regretté que ce texte ne soit pas "à la hauteur de la crise" et demandé d'ultimes modifications de la clause prévoyant la baisse des cotisations chômage au 1er juillet. Seule jusqu'ici, la CFDT a annoncé sa signature.

Dans la sidérurgie, une ultime réunion entre direction et syndicats aura lieu mardi chez ArcelorMittal sur les mesures du plan de départs volontaires. Les syndicats se prononceront à l'issue de ce rendez-vous. En novembre, ArcelorMittal avait annoncé un plan social de 1.400 départs volontaires.

Dans le domaine de la santé, syndicats et patronat entament jeudi une négociation pour réformer la médecine du travail, régulièrement accusée d'être inféodée aux employeurs et de n'avoir pas toujours détecté les risques de santé au travail, comme la présence d'amiante.

La CFTC refuse elle aussi de signer la convention d'assurance-chômage. (13.01)

AP - A l'instar des syndicats CGT et FO, la CFTC a annoncé lundi qu'elle ne signera pas la nouvelle convention d'assurance-chômage, demandant "la réouverture des négociations d'un avenant".

Réuni dans la matinée, le bureau confédéral de la CFTC "a décidé à l'unanimité de ne pas signer la nouvelle convention d'assurance chômage", jugeant que le texte "n'est pas à la hauteur des enjeux que la crise nous impose pour que la CFTC engage sa signature".

Si la convention est agréée, "les personnes en situation de précarité et les jeunes, et dans une moindre mesure les seniors, se verront laisser au bord de la route", reproche la CFTC dans un communiqué, jugeant aussi "prématurée" la baisse automatique des cotisations à partir du 1er juillet 2009.

"Bien qu'insuffisante, cette convention comprend des avancées portées par la CFTC pendant la négociation", souligne-t-elle toutefois. La CFTC "n'exercera donc pas son droit d'opposition, mais demande au gouvernement d'appuyer sa demande d'ouverture de négociation d'un avenant" à l'article 7 de la convention sur la baisse des cotisations.

Celle-ci doit être conditionnée, selon la CFTC, à une "amélioration de l'indemnisation des demandeurs d'emploi", passant par la "généralisation de l'indemnisation" dès quatre mois et la possibilité "d'ajouter des droits anciens non consommés avec des droits nouveaux".

La semaine dernière, la CGT et Force Ouvrière avaient annoncé leur refus de signer la nouvelle convention d'assurance-chômage, tandis que la CFDT avait donné son accord. La CGC doit donner sa réponse le 20 janvier.

Crise : Sarkozy décide la tenue de réunions avec les syndicats sur les restructurations industrielles. (14.01)

AP - Nicolas Sarkozy a décidé mardi la tenue de réunions au niveau de chaque filière industrielle et dans chaque département, autour des préfets, pour "mieux informer et consulter les organisations syndicales" sur les restructurations et plans de licenciement engagés dans le secteur industriel.

Lutte de classe. Traduisons : Sarkozy demande aux dirigeants syndicaux d'accompagner les restructurations et les plans de licenciement. S'il entreprend cette démarche, c'est parce qu'il sait à qui il a à faire et qu'il peut compter sur eux pour tenter de neutraliser le mouvement ouvrier et de contenir la colère qui monte des profondeurs de la classe ouvrière. Notons qu'aucun dirigeant syndical n'a annoncé son refus de participer à ces réunions sous la houlette des préfets. Le combat dans les syndicats pour la rupture des relations avec l'Etat, ses institutions et ses représentants demeure plus que jamais à l'ordre du jour.

"Au niveau national, une série de réunions, une par secteur d'activité, sera organisée" par Bercy avec les représentants des syndicats, afin "d'examiner la situation économique du secteur, les prévisions sur les prochains mois et les cas d'entreprises connus", selon un communiqué de l'Elysée. "La première réunion interviendra avant la fin du mois de janvier et sera consacrée au secteur automobile".

Lutte de classe. Traduisons : sur le plan pratique, selon la "situation économique du secteur", les dirigeants syndicaux seront donc amenés à légitimer le chômage partiel ou les plans de licenciement décidés par les patrons.

Les autres secteurs concernés sont l'agroalimentaire, la filière bois-imprimerie-édition, les semi-conducteurs, le BTP et la chimie, précisait-on dans l'entourage de Nicolas Sarkozy.

Parallèlement, des réunions du même type se tiendront dans chaque département autour des préfets.

Le chef de l'Etat a réuni mardi après-midi à l'Elysée les organisations syndicales alors que celles-ci accusent des entreprises de profiter de la crise pour mener des restructurations ou des plans sociaux que leur situation économique ne justifie pas.

Lutte de classe. Ce que j'ai indiqué trois paragraphes plus haut est dit clairement ici. Il s'agit bien dans tous les secteurs d'activité, à tous les échelons, d'associer les syndicats à la gestion de la crise du capitalisme. Et Thibault de s'en féliciter.

"Il semble que dorénavant le président soit pour un dispositif de surveillance, de suivi de ce qui se passe dans le secteur industriel un peu plus précis" et "qui implique les organisations syndicales", a constaté le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault.

Lutte de classe. Collabo !

Il s'agit de "distinguer les entreprises qui ont réellement des difficultés et celles qui profitent de la crise avec possibilité de sanction", a expliqué le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly. "Maintenant, il faut des résultats concrets (...) Si c'est uniquement de la com', ça ne sert à rien", a-t-il averti.

Lutte de classe. Vous vous souvenez peut-être que Mailly avait dit qu'il serait possible d'espérer aussi "le meilleur" de Sarkozy une fois élu, ce qui indiquait au passage les limites de sa conception de "l'indépendance" de son syndicat face au capitalisme. Il récidive ici en faisant croire qu'il serait possible d'attendre des "résultats concrets" de la part de Sarkozy à travers de simples réunions, si tel était le cas, à quoi bon alors se mobiliser, recourir à la grève, c'est une façon comme une autre de s'en remettre à lui et de tenter de briser la mobilisation en cours pour faire du 29 janvier une journée de combat contre le régime.

Bernard Thibault s'est toutefois montré sceptique : "J'attends de voir ce que cette réunion produira comme résultats". En attendant, "nous allons continuer de soulever le cas d'entreprises profitables" qui "maintiennent des plans de restructuration ou de licenciement alors que leur situation économique ne justifie pas ces mesures".

Lutte de classe. Car si "leur situation économique" le justifie, il n'y a plus qu'à aller pointer au chômage, le combat et la mobilisation pour l'expropriation des capitalistes : à la trappe ! Thibault et sa clique de bureaucrates pourris : dehors !

Il a notamment cité le cas de l'entreprise Molex de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne). Il va "falloir faire la démonstration que tous les employeurs ne peuvent pas, au motif qu'il y a une crise économique, justifier toute restructuration, y compris injustifiable", a prévenu M. Thibault. "On ne peut pas à la fois clamer la nécessité de réformer le capitalisme en profondeur et que rien ne change dans le fonctionnement des entreprises".

Lutte de classe. Il en remet une loupe et précise qu'il reconnaît qu'il y a des restructurations justifiables, du point de vue des capitalistes uniquement évidemment, ainsi Thibault se fait le défenseur de leurs intérêts.

"Tant qu'il n'y a pas de résultat, pour nous il faut que la pression continue", a-t-il ajouté. Les syndicats ont appelé à une journée de mobilisation nationale pour le 29 janvier.

Lutte de classe. Voilà un double langage avec lequel Sarkozy s'accommodera fort bien, car il a besoin que Thibault encadre ses troupes et évite tout débordement qui serait dommageable au capitalisme. Question. Qu'avaient à gagner les partis ouvriers dans les syndicats tels qu'ils sont du point de vue des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière depuis plus de 60 ans ? Absolument rien pas plus hier qu'aujourd'hui ou demain. On en vient à se demander qui s'en rendra compte un jour. C'est par pur dogmatisme ou opportunisme qu'ils ont tenu à conserver des liens avec les appareils pourris des syndicats, pour finalement défendre des intérêts qui n'ont rien à voir avec le combat du mouvement ouvrier pour en finir avec le capitalisme, parce qu'ils ont rompu avec le marxisme.

Leur conception de la lutte des classes se confond davantage avec les intérêts de leurs appareils petits bourgeois qui s'accommodent très bien de la survie du capitalisme. En creusant un peu plus et en mettant les faits bout à bout, on trouve de troublantes similitudes entre leur stratégie et l'idéologie réformiste bourgeoise diffusée par Bernstein et consorts. Cette stratégie devait soi-disant permettre de construire le parti. Bien, prenons-les au mot : qu'ont-ils construit ? Rien !

Question : 60 ans plus tard, ne pensez-vous pas qu'il serait indispensable enfin de tirer le bilan de cette stratégie suicidaire ? On reviendra plus tard sur cette question dans un article consacré à la place du syndicalisme dans le combat des militants révolutionnaires.

Dors et déjà on pourrait réfléchir à une question : quand votre sort dépend entièrement du bon vouloir de votre patron, de votre propriétaire ou de votre banquier, quoi que vous puissiez dire ou faire, n'ont-ils pas finalement toujours le dernier mot ? Vous vous soumettez à leur volonté ou vous êtes viré impitoyablement, vous êtes jeté à la rue, dites-moi si je me trompe ? Je parle dans le cas des 75% d'exploités du secteur privé, la situation est différente si vous êtes fonctionnaire évidemment, ce qui démontre une fois de plus au passage que nous ne sommes pas tout à fait confrontés à la même réalité et que nous ne l'abordons pas non plus de la même manière. (voir le rapport avec la composition des partis et leurs directions...)

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a évoqué quant à lui le cas des grands groupes automobiles propriétaires de leurs sous-traitants. "Ils s'engagent à ne pas fermer d'usines dans leurs maisons mères mais ils ferment des usines chez leurs sous-traitants", a-t-il accusé. "Il ne faut pas se moquer de nous. On voit très bien que les fermetures d'usines chez Faurecia, c'est Peugeot qui les décide".

Lutte de classe. Chérèque se pose en commentateur ou observateur des agissements des patrons.

Il a donc demandé "que les contreparties demandées dans les grands groupes, ils les assument aussi pour leurs sous-traitants dont ils sont propriétaires".

Par ailleurs, "je n'ai pas pu m'empêcher de faire remarquer" à Nicolas Sarkozy "qu'aujourd'hui (...) certaines entreprises vont retrouver les 35 heures pour pouvoir permettre à leurs salariés de n'être ni au chômage partiel ni licenciés", a ajouté M. Chérèque. "C'était une pique que je ne pouvais pas loucher".

Lutte de classe. Ce qui est intéressant, c'est que la complicité de Thibault et de Mailly avec Sarkozy permet au jaune Chérèque de se faire passer pour le défenseur des travailleurs, alors qu'en réalité il n'a jamais cessé d'être à la pointe du combat contre eux au côté de Sarkozy.

"Quand je parlais (...) des 35 heures qui sont des éléments de souplesse de l'économie, on s'est moqué de moi, mais aujourd'hui on est bien content que les entreprises n'aient pas bradé leurs accords sur les 35 heures", a-t-il souligné.

Lutte de classe. Plus cynique tu meurs, puisque parmi les "éléments de souplesse de l'économie" qui ont accompagné les 35 heures figure l'annualisation du temps de travail qui permet au patronat d'organiser la production à sa guise en fonctionnement de son carnet de commandes, faisant voler en éclat la notion de durée légale journalière de travail, ouvrant la voie à la journée de 10 heures ou plus, à la semaine de 6 jours, au travail le dimanche, bref, à l'exploitation effrénée.

Nicolas Sarkozy entend conserver un lien direct avec les dirigeants syndicaux. (15.01)

En confiant le ministère du travail au ministre le plus honni de son gouvernement, le cynique Hortefeux, il est clair que Sarkozy entend utiliser la provocation poussée à l'extrême pour diviser et intimider puis réprimer brutalement le mouvement ouvrier. Il se dispose à affronter la mobilisation de la classe ouvrière, sachant qu'elle va s'amplifier dans les semaines et les mois à venir.

LeMonde.fr - Tout en confiant le ministère du travail à son "*meilleur ami*", Brice Hortefeux, Nicolas Sarkozy entend conserver un lien direct avec les syndicats et le patronat. Il n'est pas question, pour l'Elysée, de déléguer cette mission à qui que ce soit.

Le chef de l'Etat l'a montré en recevant les leaders des cinq confédérations syndicales, mardi 13 janvier, pour évoquer les restructurations dans l'industrie, comme il s'y était engagé, début décembre, à la veille de l'annonce du plan de relance. M. Sarkozy devrait recevoir à nouveau les cinq dirigeants syndicaux, accompagnés cette fois des représentants des organisations patronales, lundi, pour une cérémonie de vœux. Le président de la République devrait évoquer à cette occasion l'agenda social 2009, comportant les réformes à venir, qui devrait être officiellement présenté début février.

Le périmètre du ministère confié à M. Hortefeux a déjà fait l'objet de longues discussions.

Dans un entretien au *Figaro* du 5 janvier, le président du Sénat et ancien ministre aux relations du travail Gérard Larcher, a suggéré le rapprochement de l'emploi, actuellement rattaché à Bercy, et du travail.

"*En pleine crise, ce n'est pas le moment de tout bouleverser et le lien entre situation économique et politique de l'emploi n'a jamais été aussi évident*", fait-on valoir à l'Elysée. Le secrétaire d'Etat à l'emploi, Laurent Wauquiez, qui n'est "*pas demandeur d'un changement*", selon ses mots, accompagnait Christine Lagarde, la ministre de l'économie, lors de la réunion organisée mardi soir avec M. Sarkozy.

L'UNEF appelle les étudiants à manifester le 29 janvier. (15.01)

AP - L'UNEF a appelé mercredi les étudiants à manifester "*aux côtés des salariés*" le 29 janvier dans le cadre de la journée de mobilisation interprofessionnelle pour la défense de l'emploi, des salaires, du pouvoir d'achat, de la protection sociale et des services publics face à la crise économique.

"*En creusant les inégalités entre universités, en supprimant des postes dans 75% d'entre elles à la rentrée prochaine et en refusant d'améliorer les conditions de vie étudiantes ou de sécuriser l'accès à l'emploi des jeunes diplômés, le gouvernement fragilise l'avenir des jeunes qui vont devoir affronter sans protection la crise et la remontée du chômage*", estime l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) dans un communiqué diffusé mercredi.

L'UNEF "*appelle les étudiants à faire entendre leur voix et à manifester le 29 janvier prochain aux côtés des salariés pour obtenir des réponses du gouvernement afin de protéger les jeunes des conséquences de la crise et préparer l'avenir*". Les syndicats lycéens UNL et FIDL ont également appelé à la mobilisation ce jour-là, de même que toutes les fédérations de l'Education.

Au niveau interprofessionnel, tous les syndicats de France (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) ont appelé à la mobilisation le 29 janvier et ont déjà prévu de se revoir le 2 février pour décider des suites à donner à ce mouvement.

Des grèves sont déjà annoncées dans tout le secteur public, les transports, et dans plusieurs branches professionnelles du privé. Dans leur appel à cette journée de mobilisation lancé le 15 décembre dernier, les syndicats estiment notamment que surmonter la crise économique actuelle "*implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises pour être au service de l'emploi et des rémunérations*".

La grogne des policiers grandit, les syndicats menacent. (15.01)

Reuters - Deux syndicats de police menacent le gouvernement d'une "manifestation monstre" à Paris s'il ne revient pas sur les suppressions d'emploi et la remise en cause d'acquis sociaux prévues au sein des forces de l'ordre.

Nicolas Comte, le secrétaire général du SGP-FO, à l'origine du mouvement avec l'Unsa-police, appelle Nicolas Sarkozy, qui présente ses vœux ce mercredi aux forces de l'ordre à Orléans, à prendre la mesure de la grogne policière.

Les syndicats tempêtent contre l'annonce de la suppression de 4.800 emplois d'ici 2011, toutefois compensée par le recrutement en 2009 de 1.400 adjoints de sécurité (ADS), qui entraînerait de fait un surcroît de travail des policiers.

"Depuis plusieurs années, les efforts des fonctionnaires de police ont été énormes et aujourd'hui, ce qu'ils attendent c'est une reconnaissance de ce travail accompli par une augmentation de leur pouvoir d'achat", dit Nicolas Comte à Reuters.

"Or, la seule chose qu'on voit poindre à l'horizon, c'est une réduction des jours de congés, puisqu'en gros, on veut nous supprimer une semaine de congés", ajoute-t-il.

Le SGP-FO et l'Unsa-police, qui représentent 60% des effectifs, décideront d'organiser ou non une manifestation nationale fin février ou début mars à la lumière d'une réunion technique le 16 janvier au ministère de l'Intérieur.

"Si vendredi ces textes sont effectivement adoptés, il y a toutes les chances pour qu'un mot d'ordre de manifestation soit donné", précise Nicolas Comte. *"On peut se retrouver avec plusieurs dizaines de milliers de policiers dans les rues."*

La dernière grande manifestation de policiers remonte à 2001, année qui avait révélé un profond malaise au sein des forces de l'ordre.

Selon Nicolas Comte, ce sont en réalité 10.000 emplois qui manqueraient aux forces de police d'ici 2012 si l'on ajoute aux 4.800 suppressions de postes les emplois que le ministre de l'Intérieur en 2004, Dominique de Villepin, s'était engagé à créer et qui resteront lettre morte.

"Au lieu de 110.000 à l'horizon 2012, on sera 100.000", assure-t-il.

"Maintenir l'efficacité des services de police telle qu'elle est aujourd'hui ne sera pas possible. Pour l'instant, la réponse trouvée par le ministère de l'Intérieur, c'est de faire travailler plus les policiers", déplore le syndicaliste.

Lutte de classe. On peut mesurer ici les conséquences de la collaboration de classes. Les syndicats demandent plus de personnel attaché au maintien de l'ordre, à la répression du mouvement ouvrier, du prolétariat et sa jeunesse. Revendication qui ne peut se concevoir que dans le cadre d'une politique axée sur la défense des institutions et du régime capitaliste. En admettant que les policiers obtiennent satisfaction, ils n'auront plus qu'à se ranger en bloc au côté du flic-président.

On nous objectera que les policiers sont des travailleurs comme les autres qui subissent la crise et les conséquences de la politique de Sarkozy. Faux, ce ne sont pas des travailleurs comme les autres, ils occupent une fonction particulière dans l'appareil d'Etat, celui de protéger l'Etat, ses institutions et la propriété privé des moyens de production, de les faire respecter en toute circonstance par l'ensemble des citoyens.

Qu'il y soit fait un travail syndical et politique, c'est nécessaire, à condition cependant que ce travail soit résolument orientée vers la nécessité d'en finir avec le capitalisme et le régime, ici plus que dans n'importe quel secteur d'activité, car dans le cas où il ne situerait pas dans cette perspective, il s'inscrirait forcément dans une autre perspective qui ne peut être que le maintien du régime en place contre lequel les travailleurs sont et seront amenés à engager le combat. On pourrait faire exactement la même analyse et tirer les mêmes conclusions concernant les usines d'armement.

Que les dirigeants syndicaux s'accommodent parfaitement d'un régime policier n'a rien de surprenant, c'est l'aspect militaire de l'idéologie réformiste bourgeoise au service du capitalisme.

Cette idéologie a fait des merveilles en Amérique Latine ces derniers temps encore, en refusant de s'en prendre à la Constitution au Chili et en Argentine, ses représentants au pouvoir ont permis aux généraux-dictateurs de rester en liberté et d'échapper finalement à la justice, Pinochet est même mort tranquillement dans son lit.

Education : nouvelle journée de mobilisation samedi. (17.01)

AP - Le gouvernement n'en a pas fini avec la grogne dans l'Education. Les syndicats d'enseignants, les principales organisations lycéennes et étudiantes, la FCPE (parents d'élèves) et de nombreuses associations du secteur éducatif appellent à manifester dans toute la France samedi pour dénoncer la politique du gouvernement, avec comme principale revendication l'arrêt des suppressions de postes.

Selon le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU, première fédération de l'Education) Gérard Aschieri, plus de cent manifestations sont prévues avec "au moins un défilé ou rassemblement par département".

A Paris, le cortège quittera la place de la République vers 14h30 pour se rendre aux abords de la place de l'Opéra.

En province, rassemblements et manifestations sont notamment annoncés à La Rochelle, Rennes, Strasbourg, Nancy, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Montpellier, Marseille, Besançon, Belfort, Périgueux, Bayonne, Caen, Clermont-Ferrand, Nice, ou encore Toulouse.

Dans un appel commun, syndicats et associations dénoncent le "spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'Education qu'un moyen d'économiser".

Les signataires dénoncent les 13.500 suppressions de postes prévues cette année, "à rajouter aux 11.200 suppressions" de 2008.

"Rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un toujours moins de postes. Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions", écrivent associations et syndicats, ces derniers déplorant depuis plusieurs mois un "manque de concertation" du ministre de l'Education Xavier Darcos.

"Je pense que cette journée va montrer que la mobilisation est toujours là, sérieuse, et qu'il s'agit d'un mécontentement très large contre une politique qui remet en cause le service public d'Education", a déclaré Gérard Aschieri à l'Associated Press, alors que le monde éducatif s'est déjà largement mobilisé lors de précédentes journées nationales d'action depuis la mi-octobre 2008, sans compter les manifestations lycéennes de décembre.

Et selon le secrétaire général de la FSU, la confirmation du report de la réforme des lycées par Nicolas Sarkozy lors de son déplacement à Saint-Lô (Manche) lundi, et l'ouverture d'une très large concertation sur ce dossier pour une application en septembre 2010 "n'a pas changé grand-chose".

A l'occasion de la venue du président à Saint-Lô, entre 2.000 et 4.000 personnes avaient manifesté dans les rues de la commune pour dénoncer la politique du gouvernement en matière d'éducation, "une mobilisation d'ampleur pour une ville comme Saint-Lô qui témoigne de l'importance du mécontentement", explique Gérard Aschieri.

"Après la réforme des lycées, il ne me paraît pas impossible de faire plier le gouvernement sur les suppressions de postes, d'autant plus qu'il y a un soutien de l'opinion publique", assure-t-il.

Et les syndicats d'enseignants promettent que cette journée de manifestations ne sera pas "une de plus sans lendemain" si le gouvernement "ne fait pas un geste budgétaire". Ils appellent d'ailleurs à faire grève et à manifester à nouveau le 29 janvier, jour d'une mobilisation interprofessionnelle plus large pour interpeller le gouvernement et le patronat sur la situation des salariés face à la crise.

La réforme du lycée devient consensuelle, estime Xavier Darcos. (20.01)

Reuters 18.01 - La mobilisation du monde de l'éducation faiblit en France car la réforme du lycée devient "consensuelle", a estimé dimanche le ministre de l'Education, Xavier Darcos.

La mobilisation lycéenne, importante avant les vacances de Noël, s'essouffle depuis que Xavier Darcos a repoussé d'un an son projet de réforme du lycée qui avait suscité une vive contestation.

"Nous avons rouvert le dialogue et nous avons pris du temps pour que la réforme devienne plus consensuelle. Il n'y a pas de raisons objectives aujourd'hui de protester contre une décision qui va se prendre collectivement", a déclaré Xavier Darcos dans le Grand Rendez-vous Europe 1 - Le Parisien/Aujourd'hui en France.

"Je n'entends plus dire aujourd'hui: 'il ne faut pas de réforme du tout'. (...) Les gens disent: 'c'est vrai, au fond, qu'il faut une réforme'", a-t-il ajouté, rappelant que la réforme aurait lieu à la rentrée 2010.

"La réforme du lycée n'est pas enterrée. Nous voulions la réforme et le dialogue. Nous l'avons", s'est félicité le ministre.

Samedi, des manifestations contre les suppressions d'emplois dans l'éducation nationale ont eu lieu dans plusieurs grandes villes de France sans faire le plein. Quelque 8.000 personnes ont défilé à Paris.

Xavier Darcos a confirmé la suppression de 13.500 emplois en 2009, une mesure qui ne modifiera pas selon lui le taux d'encadrement des élèves. "Nous ne verrons pas à la rentrée pour autant de classes surchargées ou des élèves qui auront moins d'enseignants", a-t-il dit.

Commentaire : mauvais perdant, Sarkozy refusant d'admettre qu'il a été obligé de reculer, Darcos n'a pas trouvé mieux que produire une contrevérité ou de prendre ses désirs pour la réalité pour masquer leur trahison des lycéens et des enseignants.

Quant à la méthode pour faire passer sa réforme, toujours la même, elle consiste à prétendre que ceux qui en seront les victimes la réclament eux-mêmes, en y associant de préférence les dirigeants pourris des syndicats.

En passant j'en profite pour prendre position sur la question de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis.

Il est plus que temps de constituer des fractions dans tous les syndicats pour rassembler tous les militants révolutionnaires qui entendent combattre sur une ligne de lutte de classe, autrement dit pour interdire aux dirigeants syndicaux de collaborer plus longtemps avec le régime et ses institutions, de renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle largement inspirée par le marxisme. Les dirigeants syndicaux supportent la politique du gouvernement au service du capitalisme, nous, nous devons la combattre dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, pour le socialisme.

Comme disait Trotsky, l'indépendance syndicale ne peut se concevoir que par rapport à l'Etat bourgeois. Ceux qui parlent à tort et à travers d'unité, sont justement ceux qui ont oublié que l'unité du prolétariat passait par l'unité du combat syndical et politique dans la même où ils poursuivent le même objectif : l'abolition du capitalisme.

Il faut en finir une fois pour toute avec cette conception révisionniste du combat syndical et politique qui consiste à combattre pour l'amélioration des conditions de travail ou d'existence de la population laborieuse dans l'unique perspective de l'aider à mieux supporter les conséquences de la survie du capitalisme, car cela ne peut aboutir qu'à l'enchaîner plus solidement encore au char du capitalisme, au lieu de mener ce combat dans la perspective de son émancipation et de la préparer à vaincre le capital.

Medef/UIMM : règlements de comptes au patronat. (20.01)

LePoint.fr - Laurence Parisot était-elle au courant des mouvements de fonds suspects au sein de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) ? Pour avoir affirmé qu'elle en avait parfaitement connaissance, l'ancien président de l'UIMM, Daniel Dewavrin, est assigné en diffamation par la présidente du Medef, devant la 17e chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, lundi après-midi. L'audience débutera à 14 h 30. Ce nouvel épisode s'inscrit dans la lignée des règlements de compte entre le Medef et l'UIMM lancés à la rentrée 2007. Branche ultra-puissante du patronat français, organisation dans l'organisation, riche et influente, l'UIMM a longtemps régné en maître sur les relations sociales.

Jusqu'à la révélation dans Le Figaro , en septembre 2007, des retraits d'argent en petites coupures effectués par son président, Denis Gautier-Sauvagnac (DGS) pendant 8 ans, recensés par la cellule Tracfin (une cellule de Bercy chargée de traquer l'argent sale), pour une somme d'abord estimée à 5,6 millions d'euros puis réévaluée à 19 millions. Des fonds censés aider à "fluidifier" les relations sociales, sans que le nom des bénéficiaires ne soit jamais dévoilé.

La mise à jour, dans la foulée, de la caisse noire de l'UIMM (Epim), qui totalise 600 millions d'euros, tombe mal pour la nouvelle patronne du Medef, élue en 2005, qui tente de moderniser et de redorer le blason du patronat. Le positionnement de cette habile communicante est alors tout trouvé : la vieille garde de l'UIMM doit quitter ses fonctions (ce qu'elle finira par faire). Et Laurence Parisot, qui maintient avoir appris ces pratiques d'un autre âge "la veille de leur parution dans la presse", tente de reprendre le pouvoir dans son organisation en verrouillant les mandats-clés (formation professionnelle, 1 % logement, assurance chômage, retraites complémentaires...).

"La survie du Medef passe par la disparition pure et simple de l'UIMM..."

Dans son ouvrage (*) très documenté, le journaliste Guillaume Delacroix, qui suit le patronat français pour Les Echos, revient sur cet épisode encore émaillé de multiples points d'interrogation. Notamment concernant ce fameux "secret de famille", comme l'a appelé la patronne des patrons. Sa connaissance des pratiques financières de l'UIMM sera au coeur de l'audience, aujourd'hui. Extraits.

"En privé, DGS raconte que c'est Laurence Parisot, au printemps 2007, qui a abordé le sujet qui fâche, pour savoir si les contributions en petites coupures continuaient." "Évidemment personne n'a aucune preuve de cette prétendue conversation confirmée par Arnaud Leenhardt, l'ancien président de l'UIMM qui avait recruté DGS en 1993...", écrit Guillaume Delacroix. "Devant les juges, DGS réitère et prétend que la présidente du Medef voulait vérifier, en juin, trois mois avant la publication de l'article du Figaro, si l'argent liquide circulait toujours, comme la plupart des dirigeants patronaux le savaient depuis la nuit des temps", relate encore le journaliste.

Quant à Denis Kessler, ex-numéro 2 du Medef, consulté par Laurence Parisot avant sa candidature officielle, "il consent (...) à lui dresser un rapide portrait du patronat qu'il connaît comme sa poche et pour lequel il n'existe pas de mode d'emploi. (...) S'agissant de la métallurgie, Denis Kessler lui indique clairement que la survie du Medef passe par la disparition pure et simple de l'UIMM parce que le fric donne le pouvoir et que le fric est avenue Wagram [ndlr : siège de l'UIMM], pas avenue Bosquet [ndlr : siège du Medef]. (...) Il lui dit que (...) la métallurgie utilise des méthodes particulières pour faire triompher ses intérêts (...)".

(*) Enquête sur le patronat, dans les coulisses du scandale MEDEF/UIMM, Guillaume Delacroix, Plon, janvier 2009, 356 pages.

Nicolas Sarkozy reçoit les syndicats de l'éducation. (22.01)

AP 21.01 - Les dirigeants des principaux syndicats de l'éducation ont été discrètement reçus mardi par Nicolas Sarkozy pour un tour d'horizon "sur les dossiers actuels", a annoncé l'Elysée dans un communiqué, un peu plus d'une semaine avant la vaste mobilisation annoncée pour la journée de grèves et de manifestations du 29 janvier.

Le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri, la co-secrétaire générale du SNES (premier syndicat des collèges et lycées) Frédérique Rollet et le secrétaire général du SNUIPP (premier syndicat chez les professeurs du primaire) Gilles Moindrot ont indiqué avoir répondu à l'invitation du président.

Cet entretien, qui n'était pas annoncé à l'agenda du président, "a donné lieu à un échange informel sur la situation à l'Education nationale et sur les dossiers actuels", avance l'Elysée. "Le président voulait connaître l'état d'esprit de la profession", a expliqué M. Aschieri à quelques journalistes.

Les questions de la maternelle, la réforme du lycée ainsi que la revalorisation de la condition des enseignants ont été abordées, ont rapporté les syndicalistes.

Cette rencontre intervient à quelques jours de la journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles, à laquelle appellent tous les syndicats de France dont ceux de l'Education, destinée à interpeller le gouvernement et le patronat sur la situation des salariés face à la crise, et pour la défense des services publics.

Commentaires : Simple coïncidence évidemment ! Vous vous souvenez qu'ils avaient boycotté les voeux de Sarkozy lundi 12 à Saint-Lô et leurs valets de service de le relever à la page 6 du n°30 d'*Informations ouvrières* : "On ne peut que s'en féliciter", bref, ils ont encore perdu une occasion de se taire et leur opportunisme saute de plus en plus aux yeux,.

Pire, pour faire croire que les dirigeants syndicaux pourris pourraient changer résolument et durablement d'attitude avec le pouvoir, ils ajoutaient : "Au moment où se prépare la grève interprofessionnelle massive du 29 janvier, le refus par les organisations des « concertations » sur les contre-réformes avec patronat et gouvernement n'est-il pas plus que jamais à l'ordre du jour ?". Comme s'ils en avaient l'intention, après les avoir féliciter d'avoir fait preuve de tant d'hypocrisie, vous avouerez que c'est prendre les enseignants pour des crétins. Commencez donc vous-mêmes par rompre avec les appareils et les institutions, vous serez peut-être plus crédibles après !

Sarkozy s'inquiète à quelques jours de ce qui sera peut-être la plus vaste mobilisation de la classe ouvrière et sa jeunesse depuis très longtemps. Il interroge, jauge, requiert l'avis de ses partenaires, normal.

Grève dans les universités à partir du 2 février. (23.01)

AFP 22.01 - La Coordination nationale des universités a annoncé jeudi appeler à une grève "illimitée" dans les universités à partir du 2 février si le gouvernement n'a pas retiré d'ici-là le projet modifiant le statut des enseignants-chercheurs et la réforme de la formation.

Cette Coordination nationale s'est réunie jeudi en assemblée générale à l'université Paris-I, et a adopté une motion appelant à une grève "illimitée" à compter du 2 février, en cas de non retrait de ces projets, a-t-on appris de sources concordantes.

Selon les organisateurs, étaient présents des membres de 46 des 85 universités françaises, des représentants de plusieurs sociétés savantes, d'associations comme Qualité de la science française (QSF), Sauvons la Recherche (SLR) ou Sauvons l'Université (SLU) et des chercheurs précaires.

Des représentants de plusieurs syndicats étaient également présents.

Quand il a lancé, dans la matinée, "Il faut que l'Université s'arrête le 1er février", le porte-parole de SLU Jean-Louis Fournel a été vivement applaudi par les quelque 200 personnes présentes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, préparé par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, doit concrétiser le transfert de la gestion des carrières aux universités.

Lors de l'assemblée générale, ses opposants ont manifesté leurs inquiétudes sur plusieurs points, dont les risques que leur soient imposées davantage d'heures d'enseignement et les possibilités d'arbitraire de la part des présidents d'universités.

Ils veulent en outre que le Conseil national des universités (CNU) conserve son rôle actuel dans la gestion des carrières des universitaires et juge de façon générale que leur statut risque de perdre son caractère national.

Universités : le SNESUP appelle à la "paralysie" le 29 janvier et "au-delà". (23.01)

AP 22.01 - Le SNESUP, principal syndicat de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a appelé jeudi à la grève "avec l'objectif de paralyser les universités, tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche", le 29 janvier "et au-delà selon les réponses apportées par le gouvernement".

Selon un communiqué du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP) diffusé jeudi, le mouvement commencerait en fait lundi prochain pour prendre progressivement de l'ampleur jusqu'à la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle du 29 janvier.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Valérie Pécresse et le gouvernement "s'acharnent dans le sabotage des universités et de la recherche", estime l'organisation syndicale qui exige notamment "la suspension immédiate des 1.030 suppressions d'emplois prévues au budget 2009".

Le SNESUP appelle "à la grève à partir du lundi 26 janvier, avec l'objectif de paralyser les universités, tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche le jeudi 29 et au-delà selon les réponses apportées par le gouvernement".

Darcos ne convainc pas les lycéens aux Etats généraux de la Fidl. (25.01)

AFP 24.01 - Après avoir reporté sa réforme du lycée et laisser Richard Descoings, directeur de Sciences-Po, conduire le dossier, le ministre de l'Education Xavier Darcos a tenté samedi de "renouer" avec les lycéens de la Fidl réunis en états généraux à Paris, sans pour autant les convaincre.

"Si on m'avait il y a encore un mois que je viendrais (...), j'aurais été un peu surpris, parce que c'était une période de tension. Je vois maintenant que nous pouvons repartir sur des bases nouvelles", a commenté d'emblée le ministre devant un auditoire d'environ 200 personnes.

Le 15 décembre, en accord avec le chef de l'Etat, M. Darcos a reporté d'un an la réforme du lycée qui devait commencer à s'appliquer à la rentrée 2009, notamment devant la grogne croissante dans les lycées.

Sans cravate, cherchant à paraître décontracté, M. Darcos a estimé qu'il avait "renoué" avec les lycéens réunis pour deux jours de débats à Paris par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (Fidl).

"Vous et moi considérons que la situation actuelle (dans les lycées, ndlr) n'est pas satisfaisante", a-t-il lancé, tentant de faire cause commune avec son auditoire.

Sous forme de mea culpa, il a reconnu que "l'appropriation" par les lycéens de la réforme est "ce qui a manqué" à la première mouture qui devait être présentée en décembre. "Nous ne voulons pas renouveler cette erreur", a-t-il dit.

Avant d'ajouter: "peut-être (que) ce sera plus facile avec quelqu'un de nouveau". Richards Descoings, le directeur de Science-Po Paris, qui n'était pas présent, a en effet été chargé début janvier par Nicolas Sarkozy de mener la concertation sur le lycée.

M. Darcos a également tenté de répondre aux questions des lycéens, parfois vives et à leurs commentaires, sous forme d'interpellations: "vous supprimez des postes... Vous enlevez des pions (surveillants, ndlr). Vous favorisez l'échec scolaire Monsieur le ministre", lui a notamment lancé un élève, sous un tonnerre d'applaudissements.

"Il y a des problèmes d'effectifs, on est toujours 35 par classe. Vous êtes plus le ministre de l'économie de l'Education nationale que le ministre de l'Education nationale", a renchéri un autre, tout aussi applaudi.

"Ne pensez-vous pas que le mouvement de décembre, c'est une crise d'angoisse de la jeunesse?", a demandé un autre lycéen.

M. Darcos répète que la question des moyens est selon lui dépassée et qu'il s'agit plutôt de "rationaliser", que le taux d'encadrement, s'il est inégal, a été meilleur en 2008 qu'en 2007, ou encore qu'il ne peut résoudre à lui seul la crise internationale.

Sans vraiment convaincre, ni l'assistance, où de nombreuses mains se levaient pour poser encore des questions, ni, à la tribune, la présidente de la Fidl, Alix Nicolet, qui n'a pas hésité à lui couper la parole et lui dire en substance qu'il manquait de "volonté".

"Je me doutais bien que je ne vous convainrais pas", mais "j'invite à ce que le dialogue continue", a déclaré M. Darcos avant de quitter la salle.

"Il n'y a pas d'avancées sur les questions des postes, des moyens, et surtout de l'encadrement, on est restés sur notre faim", a regretté Alix Nicolet devant la presse.

Journée d'action du 29 janvier : les dirigeants syndicaux donnent de la voix. (27.01)

AFP 26.01 - Les dirigeants syndicaux ont donné de la voix lundi, à trois jours d'une journée de grèves et manifestations en France, Bernard Thibault (CGT) promettant une mobilisation "impressionnante" face à la crise, tandis que François Chérèque (CFDT) justifiait "un cri de colère".

L'ensemble des syndicats appellent à cette journée d'action le 29 janvier pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des services publics, refusant que les salariés soient "*les premières victimes de la crise*" alors que, selon M. Chérèque, "*mois après mois, on découvre que la récession sera encore plus importante que prévu*".

Selon le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, invité de France Inter, "*cette journée va avoir une participation des salariés très importante, très impressionnante, bien au-delà sans doute de ce que l'on a vécu ces dernières années*". Il en veut pour preuve des "*signes tout à fait spectaculaires*" dans les entreprises.

"*Il ne faut pas uniquement des mesures d'aide aux entreprises, aux établissements financiers, il faut des mesures concernant l'emploi, le pouvoir d'achat*", a-t-il estimé, fustigeant des aides aux entreprises "*uniquement pour maintenir le niveau des dividendes reversés aux actionnaires*".

Dans un entretien au quotidien *Les Echos*, M. Thibault a prévenu que "*si la journée du 29 a la puissance que l'on prédit, il y aura certainement des suites*". Une réunion intersyndicale est programmée pour le 2 février. (Donc Thibault n'envisage pas que la grève se poursuive le 30 - Lutte de classe.)

Le nouveau ministre du Travail, Brice Hortefeux, "*commence par le travail le dimanche ou le service minimum, il part avec une mauvaise note*". Quant à un feu vert du gouvernement à l'accord très minoritaire sur l'assurance chômage, "*dans cette ambiance sociale-là, à sa place, je réfléchirais à deux fois*".

Il a multiplié aussi les mises en garde au gouvernement. Si le Pour sa part, François Chérèque a estimé sur BFM que les grèves et

manifestations de jeudi seraient *"un cri de colère"* des salariés contre les effets de la crise qu'ils subissent et pour demander des contreparties aux aides aux entreprises.

"On veut dire au gouvernement : vous aidez les entreprises, on souhaite que la contrepartie de ces aides aux entreprises, elle se fasse sur des résultats concrets avec une discussion, une négociation sur les conséquences de ces aides", a déclaré François Chérèque. (Vous aurez reconnu la méthode, celle que Thibault lui avait emprunté la veille de la grève contre la remise en cause des régimes spéciaux de retraite en décembre 2006 pour la briser - Lutte de classe.)

Dans un entretien publié lundi dans la *Tribune*, le dirigeant syndical a demandé que cette négociation se fasse *"au niveau de la branche ou de l'entreprise"*. (Nous y voilà, la suite de la méthode évoquée plus haut - Lutte de classe.)

Selon le numéro un de la CFDT, *"les règles qui encadrent les plans sociaux doivent être débattues"*. *"Une entreprise dégageant des bénéfices ne peut pas supprimer des emplois sans s'engager à en créer par ailleurs un nombre équivalent"*, a-t-il revendiqué. (Il ne s'agit évidemment pas de s'y opposer, mais de collaborer à leur application - Lutte de classe.)

M. Chérèque a estimé que le plan de relance gouvernemental *"s'avère insuffisant"* dans le soutien à *"la consommation"* et *"aux entreprises, en particulier les petites"*. *"A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles"*, a-t-il résumé.

De son côté, Christian Mahieux, délégué national de Sud, interrogé par *Aujourd'hui en France/Le Parisien*, a déclaré que jeudi sera *"une journée puissante de grèves et de manifestations"* et que celle-ci *"n'est qu'une étape"*.

Sud, a-t-il ajouté, travaille à *"la construction d'un mouvement social de très grande ampleur"*. M. Mahieux a averti aussi qu'il n'est *"pas question de revenir sur le droit de grève"*, alors que le gouvernement entame une réflexion sur ce sujet.

Première mobilisation des enseignants-chercheurs. (27.01)

Reuters 26.01 - Des enseignants-chercheurs ont fait grève lundi dans les départements de Droit et de Sciences économiques des universités contre la réforme de leur statut, en prélude à la journée de mobilisation du 29 janvier.

Parallèlement, une coordination menace d'une grève illimitée à partir du 2 février si le gouvernement ne retire pas ses projets.

Ces mouvements traduisent l'opposition grandissante des universitaires aux réformes qui ne cessent de se multiplier et plus récemment au décret visant à modifier le statut des 57.000 enseignants-chercheurs et aux questions de formation.

Selon le Snesup-FSU, qui appelait à la grève de lundi, le mouvement était *"extrêmement suivi"* à plus de 60% dans les départements de Droit et Sciences économiques, concernant environ 10.000 enseignants.

"Il y a une volonté de monter en puissance, nous avons fait du 29 une journée-phare avec l'objectif de paralyser les universités, tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche le jeudi 29 et au-delà selon les réponses apportées par le gouvernement", a dit son secrétaire général, Jean Fabbri, à Reuters.

"Le décret contesté fait exploser le statut et transforme les présidents d'université en potentats", a-t-il estimé.

Deux pétitions lancées récemment ont recueilli selon le Snesup-FSU plus de 25.000 signatures.

De son côté, une Coordination nationale rassemblant 46 des 85 universités a lancé un ultimatum au gouvernement, lui demandant de retirer ses projets sur le statut et la formation avant le 2 février.

Outre ces deux points, les enseignants-chercheurs protestent contre la suppression de 900 postes prévue en 2009.

Des milieux jusqu'alors réputés pour leur calme se mobilisent pour refuser la réforme du statut et les signes provenant de nombreux sites universitaires menacent la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, d'une véritable fronde.

Le Snesup-FSU estime que Nicolas Sarkozy s'en est pris une nouvelle fois le 22 janvier *"à l'existence et au rôle des organismes de recherche, en particulier au CNRS."*

Ses propos *"visaient bien plus l'opinion publique que les acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur dont il continue d'ignorer"*

les analyses, les propositions et les revendications", écrit-il sur son site internet.

Les syndicats comptent faire entendre jeudi "un cri de colère" (27.01)

Reuters 26.01 - Les syndicats français veulent faire entendre "un cri de colère" face à la crise et aux réformes gouvernementales jeudi lors d'une journée-test de grèves et de manifestations.

L'ancien ministre du Travail Xavier Bertrand, nouveau secrétaire général de l'UMP, s'attend à un mouvement "important", qu'il analyse comme "une forme de réponse pour les salariés" au coeur d'une crise "pas comme les autres".

L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin n'y voit pour sa part qu'"une poussée de fièvre", "une manifestation, une grève un peu ramasse-tout". (On voit ici le dégoût profond, la haine que lui inspire la classe ouvrière, normal ! - Lutte de classe.)

Bernard Thibault dément.

"J'entends bien la petite musique que commence à diffuser l'exécutif selon laquelle ce serait l'expression d'un mouvement d'humeur passager. Je ne le crois pas, et si la journée du 29 a la puissance que l'on prédit, il y aura certainement des suites", déclare le secrétaire général de la CGT dans un entretien publié dans *Les Echos*.

"Cette journée va voir une participation des salariés très importante, très impressionnante, bien au-delà sans doute de ce que l'on a vécu ces dernières années", a-t-il renchéri sur France Inter.

La CGT souhaite que le chef de l'État "réagisse" à la mobilisation du 29 janvier.

Le socialiste François Hollande, ex-dirigeant du PS, appelle Nicolas Sarkozy à "prendre la mesure des menaces qui pèsent sur la France." (La seule menace qui pèse sur la France, c'est que le capitalisme perdure ! - Lutte de classe.)

"Ou il s'obstine, s'entête, se rengorge, et 'tout est possible', comme il l'avait dit lui-même, ou il engage une grande concertation avec l'opposition, les partenaires sociaux et les collectivités locales, et alors le pays pourra, dans cette crise exceptionnelle, prendre des mesures exceptionnelles", dit-il dans *La Tribune*, à paraître mardi. (A bas le PS et la collaboration de classes ! Rupture immédiate des syndicats et des partis ouvriers dont le PS ne fait pas partie, avec Sarkozy, le gouvernement et les institutions - Lutte de classe.)

Nicolas Sarkozy se rend mardi à Châteauroux (Indre) pour un déplacement sur le thème de l'emploi.

"On veut dire au gouvernement : 'vous aidez les entreprises, on souhaite que la contrepartie de ces aides aux entreprises, elle se fasse sur des résultats concrets avec une discussion, une négociation sur les conséquences de ces aides'", a expliqué François Chérèque sur BFM.

"Il y a une vraie nécessité pour les salariés de dire que c'est injuste que ce soit eux qui payent sur leur salaires, sur leurs emplois, sur leurs avantages, les effets de la crise dont ils ne sont pas responsables", a poursuivi le secrétaire général de la CFDT. "Il y a un cri de colère", a-t-il lancé.

"L'ALBATROS DE BAUDELAIRE"

Dans *La Tribune*, François Chérèque juge nécessaire de débattre des règles encadrant les plans sociaux.

"Une entreprise dégageant des bénéfices ne peut pas supprimer des emplois sans s'engager à en créer par ailleurs un nombre équivalent", précise-t-il.

Xavier Bertrand a dit comprendre que les salariés veulent "être entendus", "respectés dans leurs entreprises, dans la société en général". "Je pense que c'est cela qui motive l'action de nombreux salariés et qui fera que ce mouvement peut être important", a-t-il dit sur France 2. (Ce ne sont pas "leurs" entreprises, la question qui est posée est celle de l'expropriation sans indemnité des capitalistes - Lutte de classe.)

Jean-Pierre Raffarin, vice-président du conseil national de l'UMP, juge pour sa part que la mobilisation du 29 janvier est "une manifestation politique". (Au moins là il n'a pas dit une connerie. On attend que les dirigeants des partis ouvriers en disent autant, si ce n'est pas trop leur demander - Lutte de classe.)

"Ce qui me frappe, c'est qu'il n'y a pas un thème central, c'est une manifestation, une grève un peu ramasse-tout et quand on ramasse tout,

en fait on n'exprime pas grand-chose", a-t-il déclaré sur Canal+. (Au delà du mépris affiché ici, il a raison sur un point, "tout", toutes les contre-réformes mises en oeuvre par Sarkozy depuis son élection conduit à mobiliser l'ensemble des exploités contre le gouvernement, et pose la question politique de la remise en cause du régime qu'il faudra bien abattre si l'on veut satisfaire la totalité de nos revendications. Ce qu'il craint, c'est l'unité du prolétariat qui est en train de se réaliser à travers cette mobilisation, c'est cela le "tout" qui l'angoisse - Lutte de classe.)

"C'est l'Albatros de Baudelaire : ses grandes ailes sont tellement grandes, la revendication est tellement large, que ça l'empêche de voler", a-t-il ironisé.

Xavier Bertrand a souligné que le service minimum serait appliqué jeudi. *"Il n'est pas possible que le service public soit l'otage de quelques-uns seulement"*, a-t-il dit, citant le syndicat Sud à l'origine du conflit social de la gare Saint-Lazare, à Paris. (Il n'est pas possible que la majorité de la population de ce pays qui vit de son travail soit l'otage d'une poignée de rentiers et de capitalistes, 1824 exactement - Lutte de classe.)

Le député UMP Frédéric Lefebvre a introduit un distinguo entre les syndicats. *"Moi, je fais la différence entre la CGT et Sud, je fais la différence entre la CGT et M. Thibault, et un certain nombre de syndicalistes qui n'ont comme seul objectif que d'essayer d'abuser du droit de grève"*, a-t-il dit sur I-Télé. (Thibault le briseur de grève est propre sur lui et convient à ce monsieur, normal. - Lutte de classe.)

Deux syndicats policiers appellent à une manifestation nationale le 28 mars. (27.01)

AP 26.01 - Plusieurs dizaines de policiers appartenant au Syndicat général de la police-Force ouvrière (SGP-FO) et à l'UNSA Police ont manifesté lundi matin devant une annexe du ministère de l'Intérieur pour dénoncer *"l'enterrement des acquis sociaux"*. Ces deux organisations syndicales, qui représentent 60% des gardiens de la paix, ont annoncé qu'elles organiseraient une manifestation nationale le 28 mars dans la capitale.

Les policiers en colère se sont rassemblés rue Nélaton (XVe arrondissement) où se réunissait le Comité technique paritaire central (CTPC). Cette instance devait entériner la signature d'un protocole accepté par certaines organisations syndicales comme Alliance et Synergie Officiers. Il prévoit notamment la suppression de 4.829 emplois d'ici 2011. *"C'est un passage en force car une majorité de policiers ne veut pas d'une réduction d'effectifs et de la perte d'une semaine de congés"*, dénonce Nicolas Comte, secrétaire général du SGP-FO.

Le ministère de l'Intérieur fait savoir que ce plan s'inscrit dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) et rappelle que la masse salariale (salaires, mesures catégorielles, pensions) augmentera sur la même période de 3,3%, soit un effort de 200 millions d'euros. De plus, 1.400 adjoints de sécurité (ADS) devraient également être recrutés durant ces trois ans. *"On ne peut pas remplacer ces postes par des gens qui n'ont pas la même formation et les mêmes missions que les policiers"*, regrette Nicolas Comte.

Le SGP-FO et l'UNSA Police, qui ont entrepris de fusionner dans les prochains mois, dénoncent la rupture totale du dialogue social avec la place Beauvau, n'excluent pas des actions régionales d'ici la journée du 28 mars.

29 JANVIER....Appel des organisations syndicales CFDT,CFE-CGC, CFTC,CGT,FO,FSU,SOLIDAIRES,UNSA.(28.01)

L'ensemble des syndicats français, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa, ont élaboré une plateforme revendicative commune pour la journée de grèves et de manifestations qu'ils organisent le 29 janvier.

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité. Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier 2009 : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations. Elles appellent à agir massivement et interpellent les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

défendre l'emploi privé et public ;

lutter contre la précarité et les dérèglements économiques et sociales ;

exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;

défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale ;

des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité

Appel des organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA.

Les principales réactions syndicales à l'intervention de Nicolas Sarkozy (06.02)

AFP 05.02 -

Marcel Grignard (CFDT):

"Il y a très peu de choses concrètes, c'est une déception face aux enjeux et après la mobilisation du 29 janvier. Le maintien des objectifs de réduction de l'emploi dans la fonction publique est aussi décevant: ça nous paraît intenable dans cette période.

"Il y a aussi des ouvertures intéressantes" comme sur le chômage partiel ou le partage des profits, "mais on veut que ces pistes de négociations aboutissent sur du concret. Pour cela, il faudra aussi que le patronat prenne ses responsabilités" et dans cette "phase importante (...) il faudra maintenir la pression pour obtenir des avancées" (à l'AFP).

Bernard van Craeynest (CFE-CGC):

"Il a ouvert beaucoup de pistes, mais il me semble surtout qu'il cherche à gagner du temps". "La technique qui consiste à faire porter le chapeau ou à nous associer très gentiment pour vouloir sans doute nous faire porter une partie de la responsabilité du fardeau ne nous a pas échappé".

"Il y a des choses intéressantes" mais sans "aucun axe stratégique clair" et surtout "combien de temps va-t-il falloir encore patienter pour que des éléments concrets permettent que les Français puissent mieux respirer?" (AFP).

Pierre Khalfa (Solidaires):

"C'est un discours en trompe-l'oeil, de dénonciation d'une situation qu'il a lui-même contribué à créer. En même temps, il est assez intelligent pour prendre la mesure du rapport de force et voir que sa politique a été condamnée par les Français, donc il essaie de donner du grain à moudre à la négociation.

Mais c'est totalement insuffisant et ça ne répond pas aux vrais problèmes face à la crise" (AFP).

Alain Olive (Unsa, autonomes):

"Le 29 janvier a permis de faire bouger les lignes. Même si toutes les réponses ne nous conviennent pas, les fils du dialogue ne sont pas rompus. On est loin d'avoir satisfaction sur tout ce qu'on demandait, mais il y a des choses qui ne sont pas négligeables, comme une meilleure indemnisation du chômage partiel.

"Nous avons une interrogation sur la suppression de la Taxe professionnelle, car 8 mds d'euros cela ne se trouve pas sous les sabots d'un cheval" et "pour nous il reste une contradiction principale: les efforts pour les emplois privés parallèlement au maintien de la suppression des postes de fonctionnaires" (AFP).

Gérard Aschieri (FSU):

"Il aurait pu prendre ses responsabilités (...), il les a esquivées ou a dit non, avec des arguments souvent caricaturaux: dire que l'emploi public est essentiellement une dépense qui va créer du chômage, qui va détruire de l'emploi privé, c'est une caricature".

"Ce n'est à la hauteur ni de la crise, ni des attentes exprimées par les manifestations. Il y a des sujets sur lesquels il pouvait agir de façon immédiate", comme le smic ou "la suspension des suppressions d'emploi public". (AFP).

CFTC:

"Nicolas Sarkozy dit vouloir répondre aux attentes exprimées. Mais, il faudra des actes concrets (...) Or, pour l'instant, la CFTC constate que le Président de la République a surtout renvoyé ces questions devant les partenaires sociaux. Il ne s'agirait pas de botter en touche".

"Certaines propositions CFTC" comme notamment le soutien à l'emploi ou la partage du profit "ont été semble-t-il entendues", mais le 18 février "c'est au gouvernement d'aller au bout de ses responsabilités et de proposer des solutions concrètes (communiqué).

(Une seconde dépêche de la même agence de presse.)

FO:

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a estimé jeudi qu'il n'y avait "pas d'annonce concrète et immédiate" dans les déclarations radio-télévisées de Nicolas Sarkozy, laissant entendre que les syndicats devraient "maintenir la pression" pour obtenir satisfaction.

"Ce que je retiens, c'est qu'il n'y a pas d'annonce concrète et immédiate. Tout est renvoyé à des discussions. Discuter de la répartition des richesses avec le Medef en ce moment, ça peut durer des mois sans que ça aboutisse. Le meilleur moyen de répartir les richesses dans l'entreprise, le plus rapide, c'est d'augmenter les salaires", a déclaré M. Mailly à France 2.

Interrogé sur ce qu'allaient maintenant faire les syndicats qui se réunissent lundi, le dirigeant de FO a répondu: "Ou on décide d'attendre le 18 (date du rendez-vous des partenaires sociaux avec le chef de l'Etat) mais ça risque d'être un peu court" compte-tenu des attentes des salariés, "ou on décide d'une date dès lundi prochain, même si c'est après le 18, pour maintenir la pression sur (cette réunion) et obtenir satisfaction".

Dans cette deuxième hypothèse, "si on obtient satisfaction, on lèvera (le mot d'ordre de mobilisation, ndlr), si on n'obtient pas satisfaction, on mobilisera", a ajouté Jean-Claude Mailly.

Dans un communiqué, le bureau confédéral de FO a rappelé "qu'il est de la seule responsabilité de l'Etat de donner un coup de pouce au SMIC". Il insiste sur "la nécessité d'un plan de relance pour la consommation et l'urgence de légiférer sur les contreparties exigées des entreprises percevant des aides publiques.

"S'agissant enfin du secteur public, Force Ouvrière n'accepte pas le maintien de la diminution des effectifs", a ajouté le communiqué.

Contestation du droit de grève: la SNCF déboutée (06.02)

AP 04.02 - Le juge des référés du tribunal de grande instance de Marseille a débouté mercredi la SNCF de son action engagée contre treize conducteurs grévistes de trains express régionaux (TER) de Nice (Alpes-Maritimes), et trois syndicats (CGT, CFDT, FGAAC).

La direction estimait que le mouvement commencé le 9 décembre constituait un "exercice abusif du droit de grève". Elle sollicitait de la justice qu'elle ordonne la cessation de la grève.

L'avocat de la CFDT, Me Richard Pellegrino, s'est déclaré mercredi "très satisfait de cette décision qui rappelle les termes mêmes de la loi".

Dans son ordonnance, le juge des référés rappelle que les faits n'étaient constitutifs, selon lui, ni d'une voie de fait, ni d'un trouble manifestement illicite.

Les conducteurs grévistes et les trois syndicats ont obtenu 5.000 euros de frais de justice de la SNCF. Ils observent une grève tournante et discontinuée depuis le 9 décembre et réclament davantage de personnel.

Darcos: les "positions fortes" de l'extrême gauche "embarrassent" autant le ministre que les syndicats. (08.02)

AFP 07.02 - Le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, a évoqué samedi sur France Culture, les "positions fortes" acquises par

l'extrême-gauche dans le système éducatif, affirmant qu'elles "embarrassent" autant les syndicats que le ministre.

Au moment où le Nouveau Parti Anticapitaliste d'Olivier Besancenot voit le jour, le ministre a été interrogé sur le rôle de l'extrême gauche. "De fait nous avons vu l'extrême gauche prendre des positions fortes dans le système éducatif, nous voyons des coordinations locales, souvent tenues par des militants qui souvent relèvent de cette politique-là", a-t-il répondu.

Le ministre juge "tout à fait normal que dans des périodes de crise extrême ou la mondialisation est mise en cause tout ce qui est altermondialiste, altercapitaliste, tout ce qui essaie d'inventer une utopie, suscite l'attention et l'intérêt, et que la montée des extrêmes, de l'extrême gauche en particulier, soit dans ce contexte presque un phénomène réactif inévitable": "même, si évidemment", a-t-il ajouté, "vous vous en doutez, je considère que c'est une pensée fausse" et qu'il n'y a "rien" à en "espérer".

M. Darcos a fait valoir d'autre part que "comme dans cette extrême gauche, il y a une part de théorisation importante, un rattachement à des doctrines", il est compréhensible que soient partie prenante "un certain nombre d'intellectuels et naturellement beaucoup d'enseignants et professeurs".

Pour autant, "les syndicats réformateurs qui veulent parler avec nous restent extrêmement forts", a ajouté le ministre, affirmant: "ils sont aussi embarrassés que moi par cette situation".

"Quand je parle avec les fédérations", il ressort des discussions que "ça embarrasse le ministre qu'il y ait eu des gens incontrôlables sur le territoire mais" que "ça embarrasse aussi les confédérations car ça ne facilite pas des politiques raisonnables".

Commentaire : on aurait pu classer cet article dans le fichier : la dictature en marche ! Ce que ne supporte ni Darcos ni les bureaucrates pourris qui contrôlent les syndicats, c'est qu'il y a toujours dans ce pays des militants sincères et courageux qui continuent de se battre sur une position de lutte de classes, classe contre classe.

Au passage, Darcos l'avoue ou plutôt le dit ouvertement et ce n'est pas un hasard, les dirigeants syndicaux sont sur la même longueur d'onde que lui, en quelque sorte il leur propose un front commun contre les camarades qui tiennent une position de classe à défaut de pouvoir les chasser des syndicats, mieux de les emprisonner pour incitation à la violence, par exemple.

Universités: le SNESUP refuse d'aller "discuter d'une charte" avec Valérie Pécresse. (08.02)

AP 06.02 - Le secrétaire général du SNESUP-FSU, premier syndicat des enseignants du supérieur, Jean Fabbri, a annoncé vendredi à l'Associated Press que son organisation ne se rendrait pas à la rencontre prévue le 11 février avec Valérie Pécresse "s'il s'agit uniquement de discuter d'une charte qu'on a déjà rejetée à plusieurs reprises".

La ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse a annoncé jeudi qu'elle recevrait les représentants du secteur universitaire mercredi prochain au sujet de la charte de "bonne utilisation" du décret réformant le statut des enseignants-chercheurs. Jeudi soir lors de son intervention télévisée, Nicolas Sarkozy a confirmé que le gouvernement était prêt à discuter des "modalités" de la réforme, mais pas de son principe.

"Sur cet ordre du jour, nous n'irons pas et nous invitons les autres organisations à faire de même", a précisé le secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP-FSU), organisation à la tête de la mobilisation des enseignants-chercheurs avec la coordination nationale des universités.

"Nous estimons que la mobilisation exceptionnelle appelle complètement autre chose puisque ce n'est évidemment pas de ça dont il est question. Nos revendications sont parfaitement claires et on ne va pas aller accompagner une charte qu'on a déjà rejetée à plusieurs reprises. Il faut changer la donne, retirer les textes et ensuite on discutera", a-t-il poursuivi.

Depuis le 2 février, la coordination nationale des universités et le SNESUP ont lancé un mouvement de grève illimitée pour exiger le retrait du décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, l'arrêt des restrictions budgétaires et des suppressions de postes, ou encore la titularisation des personnels précaires.

Les étudiants et les autres organisations syndicales se sont joints au mouvement depuis mercredi. Après une première journée de manifestations réussie jeudi, une nouvelle journée de mobilisation est prévue mardi prochain avec une manifestation nationale à Paris, à la veille de la rencontre avec le ministre.

Une nouvelle mobilisation syndicale en perspective. (10.02)

Reuters 09.02 - Une nouvelle journée d'action intersyndicale, après la mobilisation réussie du 29 janvier, est probable après la rencontre du 18 février avec Nicolas Sarkozy, confirment Bernard Thibault et François Chérèque.

Les huit confédérations syndicales se retrouvent ce lundi à 17h30 pour décider des suites à donner aux grèves et manifestations de fin janvier.

Lors de son intervention radiotélévisée, jeudi dernier, le chef de l'Etat a convié les responsables syndicaux le 18 février à l'Elysée pour discuter d'une série de chantiers sociaux.

"Je pense que dans la soirée il est fort probable que l'ensemble des organisations syndicales annoncent un autre rendez-vous revendicatif dans le prolongement du 29 janvier", a déclaré Bernard Thibault sur France Info.

"Etant entendu qu'entre ce nouveau rendez-vous probable et aujourd'hui, il y aura eu la rencontre à l'Elysée avec le président de la République", a précisé le secrétaire général de la CGT.

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, confirme ce scénario dans l'édition de lundi de Libération.

"Nous sommes reçus le 18 février par le président : cela ne sert à rien de nous mobiliser avant. Autour du 15 mai, nous allons organiser dans plusieurs pays européens des manifestations. Entre ces deux dates, tout est ouvert", dit-il.

Pour Chérèque il faut gagner du temps comme si chaque jour qui passe la crise ne s'aggravait pas et ne réduisait pas les marges de manoeuvre du gouvernement. Il rend service à son maître, il sera balayé avec lui. (Lutte de classe.)

"Une nouvelle journée d'action, sous des formes peut-être différentes, peut très bien être organisée à la mi-mars", précise-t-il.

Je crois qu'ils n'ont pas compris que n'importe quelle date à présent conviendra aux travailleurs qui sont prêts à en découdre. Cela doit les effrayer. (Lutte de classe)

Pour Bernard Thibault, cette nouvelle mobilisation serait "un moyen pour rappeler que nous attendons des mesures concrètes et rapides que nous n'avons pas perçues dans le discours du président de la République la semaine dernière".

Nous, nous n'attendons rien de Sarkozy, sauf qu'il quitte le pouvoir. Il est l'homme du capital, le capital a failli, l'heure a sonné de tirer le rideau et de passer au socialisme. (Lutte de classe)

"Il y a urgence sur le pouvoir d'achat. On ne peut pas, tout comme sur l'emploi, nous renvoyer à des chantiers qui nécessitent de longs mois de réflexion", a-t-il déclaré.

Brice Hortefeux consulte les partenaires sociaux avant la réunion avec Nicolas Sarkozy (10.02)

AP 09.02 - Le ministre du Travail Brice Hortefeux entame à partir de mardi une série de consultations avec les partenaires sociaux en préparation de la rencontre prévue avec Nicolas Sarkozy le 18 février, a annoncé lundi le cabinet du ministre dans un communiqué.

"Conformément au souhait exprimé par le président de la République dans son allocution radio-télévisée" du 5 février, Brice Hortefeux "recevra, à compter du mardi 10 février, les délégations des partenaires sociaux pour préparer la réunion du 18 février qui se tiendra à l'Elysée et qui sera présidée" par Nicolas Sarkozy, annonce le cabinet du ministre dans son communiqué.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde, celui du Budget et de la Fonction publique Eric Woerth, le secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi Laurent Wauquiez, celui de la Fonction publique André Santini ainsi que le Haut commissaire aux solidarités actives contre la Pauvreté et à la Jeunesse Martin Hirsch, participeront à ces consultations.

La CFDT ouvrira la marche mardi à partir de 16h suivie de la CFTC à 18h30. La CGPME sera reçue mercredi à partir de 8h30 suivie du MEDEF à partir de 11h et de la CGT à 16h. M. Hortefeux rencontrera jeudi FO à 8h30, la CGC vendredi à 9h30, puis l'UPA le 17 février à 10h.

Le 5 février lors de son allocution radio-télévisée, après l'importante mobilisation interprofessionnelle du 29 janvier, Nicolas Sarkozy a

annoncé vouloir consacrer 1,4 milliard d'euros en 2009 à des mesures sociales et donné rendez-vous aux syndicats le 18 février, en leur proposant de supprimer la première tranche de l'impôt sur le revenu ou d'augmenter les allocations familiales.

Pas convaincus, les syndicats devaient se réunir lundi en fin d'après-midi à Paris pour décider d'une nouvelle journée d'action mi-mars, après les vacances d'hiver.

Les syndicats annoncent une nouvelle journée d'action nationale le 19 mars (10.02)

AFP 09.02 - Les syndicats ont décidé d'appeler les salariés français à une nouvelle journée d'action nationale le jeudi 19 mars, pour faire suite à leur mobilisation du 29 janvier, ont indiqué les huit confédérations réunies lundi soir à Paris.

Les syndicats considèrent que le "sommet social" du 18 février à l'Élysée, annoncé la semaine dernière par Nicolas Sarkozy, est "un élément important", mais regrettent que le président de la République maintienne "pour l'essentiel ses orientations", ont indiqué les huit organisations dans une déclaration commune, lue par le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri à l'issue d'une réunion de près de trois heures.

Les organisations syndicales "attendent du rendez-vous du 18 février des réponses concrètes", et d'autre part, elles jugent "indispensable" de "maintenir la pression dans l'unité d'action", ajoutent les syndicats dans leur texte commun.

"Elles décident d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 19 mars" dont les modalités (grève, manifestation..) ne sont pas encore fixées. Les modalités seront définies "en fonction des résultats de la réunion du 18 février" a précisé Maryse Dumas (CGT).

Les annonces gouvernementales face à la crise "restent loin des attentes et des exigences de la mobilisation du 29 janvier et de la déclaration intersyndicale du 5 janvier" ajoute le texte commun.

Les huit confédérations qui avaient appelé à la journée d'action du 29 janvier (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa et Solidaires), marquée par des manifestations massives (entre un et 2,5 millions de personnes), s'étaient réunies pour mettre sur pied une stratégie commune face à la politique gouvernementale sur le pouvoir d'achat et la lutte contre le chômage.

Après les annonces de Nicolas Sarkozy la semaine dernière et l'annonce du "sommet social" de l'Élysée, les syndicats avaient souligné que "les salariés sont les premières victimes de la crise" et réclamé que le plan de relance gouvernemental, axé sur des aides publiques à l'investissement, soit complété par des mesures de soutien à la consommation.

Le gouvernement discute avec les syndicats en vue du 18 février (11.02)

AFP 09.02 - Le gouvernement entame aujourd'hui une série de discussions avec les syndicats préalables au sommet social du 18 février avec, en point de mire, la menace d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 19 mars.

Les huit organisations syndicales se sont mises d'accord hier soir sur le principe de cette nouvelle journée de mobilisation commune afin de "maintenir la pression" sur le gouvernement tout en laissant une porte ouverte à la discussion.

Les syndicats ont en effet prévu de se réunir à nouveau le 23 février pour évaluer les résultats de la rencontre prévue avec Nicolas Sarkozy et le patronat le 18.

La CFDT et la CFTC seront aujourd'hui les deux premiers syndicats reçus par une délégation de plusieurs ministres et secrétaires d'Etat comprenant notamment Christine Lagarde (Economie), Brice Hortefeux (Travail), Eric Woerth (Budget et Fonction publique) et Laurent Wauquiez (Emploi).

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a mis en garde le gouvernement contre les risques d'une "spirale dangereuse" si les revendications des syndicats n'étaient pas entendues le 18 février.

"Si le gouvernement (...) ne donne pas de signes forts - 'on a compris cette crainte et on investit plus dans la relance pour faire en sorte que les salariés dans notre pays s'en sortent bien' - inévitablement, c'est une spirale dangereuse", a-t-il dit sur France Inter.

FO RÉCLAME UN CONTRÔLE ACCRU SUR LES LICENCIEMENTS

François Chérèque a déclaré qu'il proposerait au gouvernement l'instauration d'un "fonds d'investissement social", d'un montant de cinq à dix milliards d'euros, destiné à "former les salariés français".

"L'investissement, ce n'est pas seulement de construire des autoroutes, de construire des centrales nucléaires (...) L'investissement, c'est aussi investir dans l'humain. Profitons de cette crise pour investir dans l'élévation du niveau de qualification" des salariés français, a-t-il dit.

Ce fonds permettrait selon lui à la France d'être "plus efficace parce que mieux qualifiée" à la sortie de la crise.

Son homologue de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a appelé de son côté à "un contrôle accru des pouvoirs publics sur les licenciements".

"Nous constatons qu'il y a des entreprises qui profitent de la crise. Il n'y aurait pas eu la crise, elles n'auraient pas fait de plans sociaux", a-t-il déclaré sur France 2, réclamant notamment "des engagements précis au niveau des équipementiers".

"Le contrôle public des licenciements, j'en parlerai bien entendu (le 18 février)", a-t-il ajouté.

Jean-Claude Mailly, qui doit être reçu jeudi matin par les ministres concernés, a réitéré son appel à "un coup de pouce" en faveur du pouvoir d'achat des Français.

"On demande un coup de pouce au smic, on voulait une vraie prime transport, elle n'a pas été obtenue, on veut conditionner les exonérations de cotisations patronales à l'existence d'accord sur les salaires", a-t-il égayé.

Pour sa part, le ministre chargé de la Relance, Patrick Devedjian, a jugé "incompréhensible" de recourir à des grèves "au moment où la crise frappe si fort".

"Ça donne quels résultats ? (...) Ça ne va pas nous faire gagner beaucoup de points de croissance une grève générale, ça ne va pas fournir beaucoup de revenus aux salariés", a-t-il déclaré sur LCI.

L'UNEF appelle les étudiants à deux nouvelles journées de mobilisation mardi et jeudi prochains (13.02)

AP 12.02 - L'UNEF a appelé jeudi à deux nouvelles journées de mobilisation la semaine prochaine, estimant à l'issue d'une rencontre avec le ministre de l'Enseignement supérieur que "Valérie Pécresse n'a pas apporté de réponse à ce stade aux étudiants mobilisés".

"Valérie Pécresse n'a pas apporté de réponse à ce stade aux étudiants mobilisés, ni sur la précarité, ni sur les suppressions de postes ou le financement des universités à la performance", a déclaré le président de l'UNEF, Jean-Baptiste Prévost, à l'issue d'un peu plus d'une heure d'entretien avec la ministre.

"Nous appelons les étudiants à amplifier le mouvement en se réunissant en assemblées générales et en votant la grève, et nous appelons à une journée d'actions diversifiées mardi et à de nouvelles manifestations dans toute la France jeudi", a-t-il ajouté.

Mercredi, la coordination nationale des universités avait elle aussi appelé à de nouvelles manifestations le 19 février.

Valérie Pécresse recevait les syndicats étudiants jeudi après-midi dans le cadre de la réouverture du "chantier sur la vie étudiante".

Une intersyndicale de l'enseignement supérieur se joint à la mobilisation du 19 février (14.02)

Le Monde et AFP 13.02 - Une large intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche – réunissant des syndicats comme la FSU, la CGT, FO, Solidaires, ainsi que des associations dont Sauvons la recherche et Sauvons l'université – a appelé à participer à la journée nationale de manifestations contre les réformes du gouvernement, le jeudi 19 février.

Les enseignants viennent gonfler le mouvement lancé par la coordination nationale des universités, qui dit représenter des enseignants-chercheurs et étudiants de 79 établissements. Cette coordination avait appelé ses collègues, du primaire à l'université, à se mobiliser à cette date. Des enseignants des écoles, collèges et lycées, avaient déjà approuvé cette initiative, tout comme l'UNEF.

"Le gouvernement reste sourd aux revendications", a résumé l'intersyndicale dans un communiqué, visant autant la ministre de l'éducation supérieure Valérie Pécresse, qui "organise une parodie de concertation pour présenter une médiatrice qui n'a pour seule mission que de modifier à la marge le décret", que son collègue de l'éducation Xavier Darcos. "Il vient de refuser de modifier le calendrier de sa réforme [de la formation des enseignants] en termes méprisants", note-t-elle.

L'université de Strasbourg, la plus importante de France en termes d'effectifs, s'est jointe à ces demandes, exigeant, dans une motion adoptée à l'unanimité par son congrès, "le retrait des projets de textes et décrets affectant la communauté universitaire dans son ensemble".

LE GOUVERNEMENT VEUT EXPLORER DE "NOUVELLES PISTES"

En guise de réponse, l'Élysée a demandé à Mme Pécresse et à la médiatrice désignée par la ministre, Claire Bazy-Malaurie, d'explorer "rapidement" de "nouvelles pistes" en ce qui concerne le statut des enseignants-chercheurs, un des principaux casus belli des manifestants. La présidence n'a pourtant donné aucune précision sur les intentions ou souhaits du chef de l'État en la matière.

Les enseignants-chercheurs redoutent que le projet de décret accorde trop de pouvoirs aux présidents d'université, notamment en matière de répartition du temps de travail. Mme Bazy-Malaurie a indiqué être prête à façonner, en collaboration avec les membres de la communauté universitaire, un "texte nouveau (...) sur les bases de l'ancien texte".

La Réunion: appel du collectif syndical à une grève générale le 5 mars (15.02)

AFP 12.02 - Le Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion a appelé jeudi à une journée de grève générale et de manifestation le 5 mars. Le Collectif a arrêté une liste de quatre "mesures immédiates" pour lesquelles il compte "mobiliser la population", notamment une hausse de 200 euros nets des salaires, a indiqué à l'AFP l'un de ses porte-parole.

Composé de 25 organisations (contre 13 lors de sa constitution mardi), le Collectif rassemble les principaux syndicats de l'île (CGTR, CFDT, CFTC, FO, FSU, UNSA), les partis de gauche (PCR, PS, NPA, LO, Parti de gauche) ainsi que des associations (dont ATTAC et Agir contre le chômage). Sa première revendication porte sur "une augmentation de 200 euros nets sur les salaires, les minimas sociaux, les retraites et les bourses étudiantes". Il réclame également une "baisse de 20% des produits de consommation courante", un "gel des loyers sociaux" et, enfin, une "baisse de 5 euros sur la bouteille de gaz".

Avec 750.000 habitants, la Réunion est le plus peuplé des quatre départements d'outre-mer. "Dans un premier temps, notre préoccupation sera de mobiliser la population sur ces revendications" a déclaré un porte-parole du Collectif, Eric Sorret, qui a qualifié de "véritable succès" la constitution de cette plate-forme. "Ce qui nous fédère c'est notre opposition à la politique actuelle du gouvernement. Nous allons créer un rapport de forces" a-t-il ajouté.

Le collectif va se réunir à nouveau dimanche pour "arrêter d'autres revendications sur les questions de l'emploi, du logement, des services publics et de l'agriculture" a-t-il dit. Il compte demander "rapidement" une audience au préfet et va rencontrer les parlementaires insulaires pour tenter de faire modifier le contenu du projet de loi-programme du secrétaire d'État à l'Outre-mer, Yves Jégo.

Le collectif entend aussi "interpeller prochainement les responsables de la grande distribution sur les prix" a déclaré M. Sorret. L'annonce du collectif réunionnais intervient alors que la Guadeloupe et la Martinique connaissent une grève générale contre "la vie chère" qui paralyse l'activité de ces deux îles.

Guadeloupe : le LKP refuse les propositions des collectivités locales (15.02)

LeMonde.fr 15.02 - De nouvelles manifestations étaient attendues en Guadeloupe, samedi 14 février, au vingt-cinquième jour d'un mouvement social contre la vie chère. Les négociations entre partenaires sociaux sont toujours au point mort.

Dans cette optique, les collectivités locales de l'île ont proposé au patronat et au collectif LKP, à l'origine du mouvement, de mettre en place une prime temporaire de 100 euros pour les plus bas salaires afin de désamorcer le conflit. Une mesure que le leader du LKP, Elie Domota, refuse. Il craint que l'argent utilisé pour cette prime soit issu de l'aide sociale, comme l'explique l'envoyée spéciale du Monde, Béatrice Gurrey, qui l'a rencontré samedi. Lire la suite l'article

Victorin Lurel, président (PS) du conseil régional, et Jacques Gillot, son homologue du conseil général, ont expliqué que cette prime bénéficiera à tous les salariés touchant moins de 1,4 fois le smic, soit près de 40 000 personnes, 'jusqu'en mai, peut-être en juin'. 'Nous tendons une perche au LKP et au patronat pour qu'ils trouvent les voies et moyens d'un accord,' a déclaré M. Lurel, estimant qu'en

contrepartie, les manifestants doivent s'engager à 'un assouplissement de la grève générale pour que le pays vive plus normalement'. Pour Béatrice Gurrey, le LKP sent bien qu'il y a une 'lassitude' et a conscience des conséquences économiques qui frappent l'île. M. Domota recherche 'une sortie par le haut' pour mettre fin au conflit.

Si le LKP se dit prêt à signer un document, il demande qu'il s'agisse d'un protocole d'accord négocié avec le gouvernement. Ce document comprend, outre une augmentation de 200 euros nets pour les bas salaires, des négociations de branches pour tous les autres salaires sur la base d'une augmentation de 3 % et le droit pour les travailleurs à temps partiel de bénéficier du RSA. Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Yves Jégo, dément avoir donné son accord pour une augmentation de 200 euros nets pour les salaires compris entre 1 et 1,6 smic, financée grâce à des exonérations de charges. Documents à l'appui, M. Domota a expliqué à Béatrice Gurrey comment les partenaires sociaux s'apprêtaient à signer ce protocole d'accord avant le départ de M. Jégo pour Paris.

Samedi, M. Jégo, qui affirme avoir 'apporté 131 réponses à 132 revendications' du LKP, a multiplié les rencontres pour tenter d'obtenir une issue au conflit. Il assuré avoir reçu 'mandat du premier ministre pour réadapter' le projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer, afin qu'il 'soutienne les entreprises les plus fragiles'. M. Jégo a également rencontré le président de l'Autorité de la concurrence, afin de revoir 'les conditions de distribution de l'essence et des produits de consommation courante' en outre-mer. 'Si l'organisation de l'économie insulaire outre-mer n'est pas conforme au droit français, nous irons à des sanctions', a prévenu le secrétaire d'Etat. Une initiative appuyée par la député de Guyane, Christine Taubira. Dans un entretien au JDD, à paraître dimanche, elle estime en effet qu'une sortie de crise est 'possible' dans l'ensemble des Antilles si l'Etat s'engage à y 'installer la transparence', et à mettre fin aux 'pratiques frauduleuses' et à faire 'la lumière soit faite sur l'opacité des prix'.

Négociations suspendues en Martinique (15.02)

LeMonde.fr 15.02 - Le collectif du 5 février a annoncé peu avant 13 heures (18 heures, heure de Paris), samedi 14 février, la suspension des négociations en préfecture dans l'attente d'une 'réponse positive' de la grande distribution.

Lors d'un point de presse, le porte-parole du collectif, Michel Monrose, a déclaré qu'il n'avait 'toujours pas de réponse sur notre exigence sur les familles de produits' qui doivent faire l'objet d'une baisse de 20 %. Le collectif et les représentants de la grande distribution étaient tombés d'accord la semaine dernière pour une baisse de 20 % sur les produits de première nécessité.

Un groupe de travail avait été constitué pour déterminer la liste des produits en question. Au cours des travaux de ce groupe, il était vite apparu un différend sur la notion de 'produits'. La grande distribution privilégie l'idée d'articles et le collectif, celle d'une gamme de produits.

Selon Michel Monrose, les négociations ne reprendront que si le président du Médef Martinique, qui s'est rendu auprès des responsables de la grande distribution, revenait avec 'une réponse'. Le porte-parole du collectif du 5 février a encore dit qu'il mettait à profit cette suspension pour préparer la suite des négociations.

Appel à la mobilisation dans les hôpitaux le 5 mars (17.02)

Reuters 16.02 - Plusieurs syndicats ont appelé lundi à une journée de mobilisation le 5 mars contre le projet de loi sur la réforme hospitalière actuellement en débat à l'Assemblée nationale.

Les fédérations hospitalières de la CGT, Force ouvrière, la CGC, Sud et la CFTC, l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF), la Confédération des praticiens hospitaliers et l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers battent le rappel "pour défendre l'hôpital public", a-t-on appris de source syndicale.

Une manifestation est prévue à Paris ainsi que de nombreux rassemblements dans les régions et les départements.

"La logique du projet de loi n'a pas évolué : c'est un gros danger pour l'hôpital public", a déclaré à Reuters Nadine Prigent, de la CGT-Santé. "Il contient tous les outils pour continuer les restructurations et transformer l'hôpital public en entreprise privée", a-t-elle ajouté.

Descendus en nombre dans la rue le 29 janvier, les syndicats hospitaliers appellent également leurs membres à se joindre à la journée de mobilisation du 19 mars pour la défense du pouvoir d'achat.

Convergences Thibault (CGT), Chérèque (CFDT), Maily (FO) (18.02)

AFP 18.02 - Les secrétaires généraux des trois principales centrales syndicales, Bernard Thibault (CGT), François Chérèque (CFDT) et Jean-Claude Mailly (FO), ont marqué leurs convergences lors d'une émission télévisée à laquelle ils ont participé côte à côte mardi, pour la première fois.

"On en a tous conscience: Dans cette situation de crise, dans un pays où il y a peu de syndiqués, et beaucoup de syndicats, nous n'avons pas le droit de cultiver d'abord notre esprit de chapelle si c'est au détriment de notre intérêt collectif", a déclaré M. Thibault, invité comme ses homologues du Grand journal de Canal+ à la veille d'une conférence sociale autour du président Nicolas Sarkozy.

"Ca ne veut pas dire que nous sommes tous d'accord sur tous les points", a-t-il ajouté.

M. Chérèque a affirmé, quant à lui, que si les revendications des syndicats n'étaient pas toutes les mêmes, il n'a "pas entendu de propositions contradictoires" parmi celles qui sont faites par les représentants des salariés.

Les patrons de la CGT et de FO ont répondu à la présidente du Medef, qui avait affirmé le matin même qu'une hausse du SMIC "mettrait au tapis des dizaines de PME".

"Dès qu'on parle salaires, on a l'impression qu'on dit un gros mot", s'est exclamé M. Mailly qui s'est plu aussi à rappeler, sans nommer l'ex-chef de l'Etat, cette phrase de Jacques Chirac: "la feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi".

Pour Bernard Thibault, "le mot +négociation+, dans le discours patronal, est rayé depuis des années".

François Chérèque a plaidé pour "des réponses ambitieuses" lors du sommet social. "L'objectif n'est pas de grapiller. Il ne s'agit pas de prendre deux-trois mesurètes", a-t-il dit. "Ce qu'on attend demain, ce sont des réponses précises", a ajouté Jean-Claude Mailly.

Rappelant qu'avant la journée d'action du 29 janvier, le président de la République avait exclu une revalorisation du pouvoir d'achat faute d'argent dans les caisses de l'Etat, M. Chérèque a affirmé: "on voit bien que le gouvernement est en train de changer de cap, petit à petit". Sur ce point, MM. Thibault et Mailly n'ont pas livré leur appréciation.

Communiqué de l'ATPC suite au décès du camarade de la CGTG (19.02)

<http://ugtg.org> - 18.02 - COMMUNIQUÉ

Malgré les inlassables appels du collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon, LKP, le patronat, l'Etat français ont laissé pourrir la situation.

Au lieu de faciliter réellement les négociations les représentants de l'Etat sont allés de dérobades en dérobades (départ du préfet de la table de négociation le 28 janvier, fuite du secrétaire d'Etat à l'Outre Mer le 8 février suivi du reniement des engagements de l'Etat) tandis qu'ils faisaient venir en Guadeloupe plus de 2000 gendarmes mobiles.

Ce qui était prévisible arriva.

Les travailleurs, les jeunes n'ont pas accepté la violence perpétrée contre les syndicalistes et une partie de la population par les forces de répression lundi 16 février. Depuis la situation ne pouvait que dégénérer. Dans la nuit du 17 au 18 février un syndicaliste de la CGTG a été tué par balles ; nous ne savons pas encore les circonstances exactes mais les larmes de crocodiles pleuvent.

L'Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe, ATPC, dénoncent le rôle du patronat et de l'Etat qui ont joué le pourrissement du mouvement pour ensuite et créer la situation que nous connaissons aujourd'hui.

L'ATPC lance un appel aux organisations de la Caraïbe pour qu'elles condamnent cette répression et exigent la réouverture immédiate des négociations et la satisfaction des revendications

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DE GUADELOUPE !

ATPC

Pointe à Pitre le 18 février 2009.

Les syndicats : des mesures "insuffisantes", "maintenir la pression" (19.02)

AFP - 18.02 - Les leaders syndicaux ont appelé à "maintenir la pression" sur le gouvernement et le patronat au sortir du sommet social de mercredi, jugeant "insuffisantes" les mesures annoncées par le président Nicolas Sarkozy. Cette première réaction augure d'une deuxième journée d'action unitaire le 19 mars, dont les syndicats fixeront "le sens, le contenu, les modalités" lors d'une réunion commune lundi prochain.

A l'inverse, le patronat a réagi de manière très mesurée, le président de la CGPME Jean-François Roubaud se félicitant que l'exécutif ait "fait attention à ne pas pénaliser les entreprises davantage, y compris les TPE et PME".

Selon François Chérèque (CFDT), "l'action syndicale a permis une première inflexion dans la politique gouvernementale". "Les quelques mesures annoncées aujourd'hui, en particulier pour les familles modestes, vont dans ce sens. Mais face à la situation des salariés, les mesures sont insuffisantes".

"Comme l'action syndicale commence à payer, la CFDT estime qu'il faut continuer à mettre la pression sur le gouvernement et le patronat" pour "aller jusqu'à un vrai changement de cap", a-t-il ajouté.

Son homologue de la CGT Bernard Thibault a qualifié les décisions présidentielles de "série de mesures d'accompagnement social à la crise".

Rappelant que le coût des mesures avoisine 2,6 milliards d'euros, il s'est dit "bien obligé de ramener ce chiffre à la somme de 8 mds d'euros" au bénéfice des entreprises avec la suppression annoncée de la taxe professionnelle.

M. Thibault a estimé qu'il allait "falloir pousser plus fort pour changer vraiment la situation": "Nous nous rendrons à la rencontre unitaire de lundi avec l'esprit de travailler à un prochain rendez-vous revendicatif, qui est programmé le 19 mars".

Jean-Claude Mailly (FO) a relevé "quelques éléments qui bougent un peu", sur le chômage partiel -même si "c'est encore insuffisant"-, la formation et les allègements fiscaux.

"Mais c'est beaucoup trop court" et "nous avons essuyé une fin de non-recevoir sur le Smic et les négociations salariales de branches", a encore affirmé M. Mailly, critiquant le "refus d'un moratoire sur les 30.000 emplois publics" dont la suppression est programmée cette année".

Jacques Voisin (CFTC) a lui aussi jugé que si "les lignes ont un peu bougé", "le compte n'y est pas", notamment sur les salaires. "Il y a certes eu un effort sur les familles modestes mais c'est bien insuffisant".

Bernard Van Crayenest (CFE-CGC) s'est montré moins critique. "Il y a eu quelques avancées sur le dialogue social, un consensus sur l'emploi mais il y a encore beaucoup à faire pour améliorer l'indemnisation du chômage partiel", a-t-il dit.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a "répété que sauver des emplois aujourd'hui, c'est d'abord préserver les entreprises". Avec "les dispositifs particuliers pour le chômage partiel, la formation professionnelle, l'assurance chômage, les entreprises françaises ont mis sur la table du social un milliard et demi d'euros", a-t-elle affirmé, se déclarant "prête à accélérer leur mise en oeuvre".

Sommet social: le compte n'y est pas, pour les organisations syndicales (19.02)

AP - 19.02 -

Les dirigeants syndicaux, qui ont fait état d'une réunion dans une ambiance "tendue", ont confirmé la tenue de la nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars prochain.

Les organisations syndicales se réuniront lundi prochain pour faire ensemble le point sur les mesures proposées par le chef de l'Etat et décider des conditions d'organisation de la mobilisation du 19 mars, qui devrait prendre, comme le 29 janvier, la forme de grèves et de manifestations interprofessionnelles, a-t-on précisé de sources syndicales.

Cette réunion devrait se tenir lundi à partir de 10h au siège de la CFTC en présence de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, de la

CGC, de la FSU, de l'UNSA et de Sud-Solidaires, dont les représentants n'avaient pas été conviés à l'Elysée mercredi, malgré leur participation à l'intersyndicale et aux manifestations du 29 janvier dernier.

Grève du 19 mars : les syndicats espèrent un mouvement plus fort que le 29 janvier (24.02)

lepoint.fr - 23.02 - Les huit confédérations syndicales ont confirmé, lundi, la tenue d'une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle le 19 mars, avec "grèves et manifestations", en espérant que le mouvement sera encore "plus fort" que lors de la journée d'action du 29 janvier. Selon elles, en effet, le sommet social du 18 février n'a conduit qu'à "une légère inflexion sociale" au plan de relance gouvernemental, car "les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique".

Dans un "appel" adopté lors d'une réunion au siège de la CFTC, CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa (autonomes) et Solidaires (dont les syndicats Sud) critiquent le refus d'augmentation du Smic, de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires et sur les 30.000 suppressions de postes dans la Fonction publique. S'y ajoute, ont-ils déploré, "l'attitude dogmatique du patronat". Une nouvelle réunion intersyndicale est prévue le 20 mars, au lendemain de la journée de mobilisation.

"L'objectif, c'est de faire encore plus fort" que le 29 janvier

La première grande mobilisation interprofessionnelle, le 29 janvier, à l'appel des mêmes confédérations, avait réuni entre 1 et 2,5 millions de manifestants. Selon Gabrielle Simon (CFTC), les syndicats se sont donné pour but de "mobiliser plus fortement" que le 29 janvier. "L'objectif, c'est de faire encore plus fort" que ce jour-là, a ajouté Annick Coupé (Solidaires). Le 19 mars doit permettre de "franchir un pas nouveau" sur les questions du pouvoir d'achat et du partage des richesses, selon Marcel Grignard (CFDT). "C'est par le rapport de force et la mobilisation que nous obtiendrons de nouvelles mesures pour sortir de la crise", a pour sa part jugé Maryse Dumas (CGT).

Presque tous les dirigeants syndicaux ont critiqué l'attitude du Medef et de sa présidente Laurence Parisot. Marcel Grignard lui a reproché de "ressortir le discours économique d'il y a trois ou quatre ans". "Le président de la République va plus vite qu'elle dans la compréhension politique du monde", a-t-il dit. L'Unsa et la CFTC ont critiqué ses déclarations "quelquefois provocatrices" et la CFE-CGC a jugé que celles-ci nourrissent "de fortes suspicions sur la volonté du Medef de s'impliquer véritablement" dans le dialogue social.

Les syndicats ont d'autre part récusé tout attentisme en renvoyant à dans un mois le nouveau rendez-vous social. "Ça se prépare. On n'appuie pas sur un bouton !", a fait valoir Michèle Biagi (FO). Ils se sont enfin félicités du maintien de l'unité d'action, "en dépit des tentatives de nous diviser", a fait observer Gérard Aschieri (FSU) dans une allusion au fait que seuls cinq des huit syndicats avaient été invités au sommet social.

L'Unef appelle les étudiants à manifester le 5 mars (24.02)

Reuters - 23.02 - Le syndicat étudiant Unef appelle à une journée de mobilisation dans les universités le 5 mars en France pour maintenir la pression sur le gouvernement, annonce son président.

"L'Unef appelle à voter la grève dans les universités cette semaine, alors que certaines zones sont en vacances. L'idée est de maintenir la pression jusqu'à la semaine prochaine, quand tout le monde sera rentré", a déclaré à Reuters le président de l'Unef, Jean-Baptiste Prévost.

"La priorité, c'est la réussite du 5 mars", a-t-il ajouté.

Selon le syndicat, des assemblées générales ont rassemblé plusieurs milliers d'étudiants lundi à Rennes et Nantes, notamment.

Les enseignants-chercheurs, soutenus par les étudiants, protestent depuis plus d'un mois contre la réforme de leur statut décidée par le gouvernement.

L'Unef réclame également des mesures pour "lutter contre la précarité des étudiants".

SNCF: vers un préavis de grève d'au moins 6 syndicats le 19 mars (28.02)

AFP - 27.02 - Au moins six syndicats de la SNCF (CGT, Sud Rail, FO, CFDT, Fgaac, Unsa) sont favorables au dépôt d'un préavis de grève

commun pour le 19 mars, journée nationale d'action interprofessionnelle, a-t-on appris jeudi de sources syndicales.

Ces six fédérations de cheminots se sont réunies jeudi et mises d'accord sur le principe d'un préavis de grève de 24 heures concernant toutes les catégories de personnels, qui devrait être déposé en milieu de semaine prochaine.

La CGT-cheminots a proposé également un appel formel à la grève pendant 24 heures.

Les revendications des syndicats portent sur "l'avenir du service public SNCF, l'emploi et les salaires", dans la continuité de la journée interprofessionnelle du 29 janvier "qui n'a pas entraîné de réponses de la part de la SNCF", a précisé Laurent Russeil (CGT-cheminots).

Seules la CFE-CGC de la SNCF et la CFTC-cheminots étaient absentes de la réunion. La CFTC avait déposé un préavis de grève en son seul nom pour le 29 janvier.

Lundi, les huit centrales syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Unsa (autonomes) et Solidaires (dont syndicats Sud) ont confirmé la tenue de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars, "qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays", selon leur déclaration commune.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Syndicalisme

- Les syndicats partagés sur une journée nationale de grève (28.04)
- Nouvelle rencontre intersyndicale le 4 mai (28.04)
- Bernard Thibault annonce 277 manifestations le 1er mai (24.04)
- Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)
- Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)
- G20: les syndicats soulignent un pas en avant et l'absence du social (05.04)
- Les syndicats pénitentiaires appellent à bloquer les prisons (02.04)
- Les syndicats réclament une meilleure prise en compte des droits sociaux (01.04)

- Les syndicats français appellent à un 1er mai unitaire (31.03)
- Au CE de la SNCF, la CGT joue au «patron voyou» (30.03)
- Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)
- Les syndicats se donnent du temps pour décider des suites aux manifestations de jeudi (21.03)
- Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs (21.03)
- Manifestations syndicales record depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (20.03)
- "Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales" (19.03)
- Plus de 200 manifestations prévues à travers la France jeudi (19.03)
- Appel à la grève dans l'enseignement professionnel le 24 mars (18.03)
- Des syndicats à la fois confortés et fragiles(18.03)
- Social : "le gouvernement devra lâcher", selon FO (17.03)
- François Chérèque évoque d'autres mouvements après le 19 mars (16.03)
- La CGT refuse la "délibération sociale" proposée par Laurence Parisot (05.03)
- SNCF: sept syndicats déposent un préavis de grève pour le 19 mars (05.03)
- Hôpitaux: neuf syndicats appellent les personnels à la mobilisation jeudi (05.03)
- Appel de la coordination nationale étudiante d'Angers du 1er mars (03.03)

Appel de la coordination nationale étudiante d'Angers du 1er mars (03.03)

npa.org - 02.03

Nous étudiants de 57 universités, réunis en coordination nationale à Angers les 28 février et 1er mars appelons à poursuivre et amplifier la mobilisation en cours contre la casse de l'université publique et de nos diplômes.

Le 1er ministre François Fillon a fait de premières annonces en réponse à la mobilisation : réécriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, pas de suppressions de postes dans l'enseignement supérieur en 2010 et 2011 et la mise en place d'une commission de suivi de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants. Ces annonces sont insuffisantes et ne répondent pas aux principales revendications de la mobilisation qui touche la majorité des universités depuis un mois maintenant.

Les annonces de Fillon prouvent que le gouvernement craint cette mobilisation qui rassemble l'ensemble de la communauté universitaire : enseignants, étudiants et personnels. C'est pourquoi nous appelons les étudiants à poursuivre et à amplifier la grève pour obtenir satisfaction sur nos revendications

Nous exigeons l'abrogation immédiate de la LRU sans conditions, ni négociations. Nous soutenons l'ensemble des revendications de la Coordination Nationale Universitaire (CNU) qui appelle à la convergence des luttes de la maternelle à l'enseignement supérieur et pour la première fois à l'abrogation de la LRU. Nous refusons les attaques qui frappent l'enseignement supérieur depuis plusieurs années maintenant et qui visent à soumettre l'université aux besoins des entreprises, à des logiques de compétitivité et de rentabilité. Le Plan campus, le plan licence (qui s'inscrivent dans la logique de la stratégie de Lisbonne et du processus de Bologne) mettent en concurrence les universités entre elles, soumettent le contenu des diplômes aux besoins immédiats du marché, individualisent les diplômes et cassent les garanties collectives des futurs salariés. L'application de la LRU renforce de manière importante cette logique, c'est elle qui permet aujourd'hui la mise en place des nouveaux décrets. C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de la LRU et de ses conséquences : le retrait du décret sur l'allocation des moyens, le retrait du contrat doctoral unique. Nous exigeons un système d'aide sociale étudiant sur critères sociaux permettant de lutter contre la sélection sociale à l'université accrue par la LRU.

Nous exigeons le retrait pur et simple du décret sur le statut des enseignant-chercheurs. La mesure de modulation de service, qui est le cœur de cette réforme, va dégrader considérablement les conditions de travail des enseignant-chercheurs en réduisant leurs possibilités de faire de la recherche. Cette mesure va faire de l'enseignement une sanction. En déconnectant l'enseignement de la recherche, la qualité des enseignements et donc de nos diplômes va en pâtir.

Nous exigeons le retrait de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants (réforme dite des IUFM). Cette réforme ne fait que dégrader la formation des enseignants, en ouvrant les concours à bac + 5, elle ne fait qu'augmenter la sélection et en supprimant l'année de stages rémunérés après le concours, elle aggrave la sélection.

Nous appelons donc l'ensemble des enseignants et des étudiants à se mettre en grève et à faire cesser l'ensemble des cours par tous les moyens nécessaires (piquets de grève, blocages, barrages filtrants,...). L'arrêt des cours est le seul moyen pour permettre à tous les étudiants de pouvoir se mobiliser et de pouvoir dégager du temps libre pour construire la mobilisation. Sur les facs, nous devons briser la routine et mettre en place des piquets de grève, chercher à convaincre la majorité des étudiants de s'impliquer activement dans la grève.

La destruction du service public de l'enseignement supérieur, les suppressions de postes, s'inscrit dans une casse générale de tous les services publics (hôpitaux, poste...). L'individualisation de nos diplômes aujourd'hui c'est accroître la mise en concurrence des salariés sur le marché du travail demain (casse de nos statuts, de nos salaires). L'ensemble de nos protections collectives gagnées hier est consciemment détruit aujourd'hui par la classe dirigeante.

C'est pour cela que la grève doit être généralisée à l'ensemble des secteurs aujourd'hui victimes de ces attaques. De même que l'ensemble de nos revendications sont légitimes, l'ensemble des revendications des habitants d'Outre-mer doivent être satisfaites. La combativité des travailleurs d'Outre-Mer, dans l'unité contre la classe dirigeante reste un exemple pour le mouvement social en France.

Nous exigeons la régularisation massive et sans conditions de tous les étudiants sans-papiers. Une carte étudiante=une carte de séjour.

Contre la casse du service public d'éducation, de la maternelle à l'université nous soutenons l'appel à la réunion des Etats Généraux de l'enseignement supérieur, pour que les étudiants prennent toute leur place dans la construction d'un projet alternatif progressiste pour l'enseignement supérieur.

Nous appelons l'ensemble de l'éducation, enseignants du primaire et du secondaire, lycéens, à se joindre à nous pour la défense de l'éducation publique, à rejoindre la grève et les manifestations appelées par la coordination des universités. Nous appelons à une journée d'action en direction du reste de l'éducation le mardi 3 Mars : nous invitons l'ensemble des universités à aller distribuer des tracts devant les lycées, les collèges ou les écoles pour les inviter à rejoindre la mobilisation. Nous appelons à une journée de manifestation le jeudi 5 mars.

Nous restons mobilisés pour obtenir :

- Abrogation de la LRU
- Retrait du plan licence
- Retrait de la réforme du statut des enseignants-chercheurs
- Retrait de la réforme du recrutement et formation des enseignants
- Retrait de la réforme de l'allocation des moyens, pour des financements 100% publics
- Pour l'embauche massive de personnel dans l'enseignement supérieur

- Pour la mise en place d'un véritable système d'aides sociales étudiant basé sur des critères sociaux
- Cadrage national des diplômes
- Titularisation de tous les personnels BIATOSS, ainsi que de tous les personnels du CROUS

Hôpitaux: neuf syndicats appellent les personnels à la mobilisation jeudi (05.03)

AP - 03.03 Neuf syndicats de personnels et de médecins des hôpitaux publics appellent à une journée de grève et à une manifestation nationale jeudi à Paris pour dénoncer les fermetures de lits, les restrictions budgétaires, les conditions de travail et le projet de loi Hôpital, patients, santé et territoires (HPST) qu'ils accusent de "fragiliser le service public de santé au profit d'une logique privée".

Les syndicats appellent à manifester à partir de 10h30 des abords du métro Sèvres-Babylone jusqu'à l'Assemblée nationale où le projet de loi défendu par la ministre de la Santé Roselyne Bachelot est en cours d'examen.

Des rassemblements et des défilés sont également annoncés en province, notamment devant les Agences régionales d'hospitalisation (ARH) et les Directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS).

"Depuis de nombreuses années, les établissements hospitaliers sont victimes de la politique d'austérité et d'un véritable étranglement financier. Le déficit atteint un niveau record (1 milliard d'euros), ce qui entraîne de nombreuses suppressions de lits et des dizaines de milliers de suppressions d'emplois", dénoncent les syndicats CGT, FO, SUD, CFTC, CGC, AMUF, CPH, INPH et SNPHAR.

"Aujourd'hui, les patients et les personnels sont les premières victimes d'une gestion purement et exclusivement comptable de la santé", ajoutent les syndicats. Dans ce contexte, la loi de financement de la Sécurité sociale 2009 et le projet de loi HPST "n'apportent pas de réponse" et fragilisent "davantage le service public de santé et de l'Etat au profit d'une logique privée".

Cette mobilisation intervient alors que dans une pétition lancée depuis la fin janvier, quelque 400 professeurs, chefs de service, praticiens ou encore infirmiers en appellent à Nicolas Sarkozy pour le gel des réformes en cours et l'organisation d'un débat national sur l'avenir de l'hôpital.

"L'hôpital public a subi plusieurs attaques: pénurie de personnel médical (...), manque d'infirmières aggravé par les conditions d'application de la loi des 35 heures aux hôpitaux, sous financement délibéré par la tarification dite à l'activité (...), limitation abusive de l'enveloppe budgétaire nationale", dénoncent les signataires.

Selon un sondage TNS Sofres/Logica publié mardi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France", plus de neuf Français sur dix (93%) jugent que le personnel de l'hôpital public est compétent mais que l'hôpital manque de moyens financiers et humains (89%). Par ailleurs, 73% des sondés estiment que l'hôpital public "offre une meilleure qualité de soins en France que dans les autres pays européens" et 69% craignent que demander aux hôpitaux publics d'être rentables financièrement ne nuise à la qualité des soins.

SNCF: sept syndicats déposent un préavis de grève pour le 19 mars (05.03)

AP - 04.03 Sept fédérations syndicales de cheminots ont déposé mercredi auprès de la direction de la SNCF un préavis de grève pour la journée interprofessionnelle de mobilisation du 19 mars, a-t-on appris auprès de la direction.

Selon la direction de la SNCF, le préavis déposé mercredi après-midi a été signé par toutes les fédérations de cheminots à l'exception de la CFTC.

Dans un communiqué commun, les fédérations de cheminots CGT, CFDT, FO, Sud-Rail, UNSA, CFE-CGC et FGAAC mettent en avant des revendications portant sur le développement du service public ferroviaire SNCF, le "maintien du caractère intégré et de l'unicité de la SNCF", une "autre politique de l'emploi" et l'ouverture de négociations salariales.

Le 23 février dernier, les grandes organisations syndicales françaises ont appelé à de nouvelles grèves et manifestations interprofessionnelles le 19 mars, avec l'objectif d'obtenir un "vrai changement de cap" en faveur des salaires, de l'emploi et des services publics dans la politique gouvernementale.

Les organisations syndicales veulent dépasser l'ampleur des défilés du 29 janvier qui avaient mobilisé entre 1 et 2,5 millions de personnes dans toute la France.

Dans les transports, les syndicats d'Air France ont déjà appelé à cesser le travail ce jour-là. Des préavis de grève seront également déposés dans les transports urbains des villes de province ainsi qu'à la RATP, a-t-on indiqué de source syndicale.

La CGT refuse la "délibération sociale" proposée par Laurence Parisot (05.03)

AP - 04.03 La CGT a adressé une fin de non-recevoir à la proposition d'une "délibération sociale" sur la "modernisation du marché du travail" faite par la présidente du MEDEF Laurence Parisot, dans un courrier rendu public mercredi.

La présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) avait écrit aux syndicats le 23 février pour leur proposer d'ouvrir une "délibération sociale" -c'est-à-dire des mois de discussions préalables à une éventuelle négociation- d'une part sur le paritarisme, d'autre part sur la "modernisation du marché du travail".

"Nous remarquons que votre démarche s'engage parallèlement à celle du gouvernement pour fixer l'agenda social 2009", écrit le secrétaire général de la CGT à Laurence Parisot, dans son courrier rendu public mercredi par la confédération.

"Nous n'ignorons pas, d'expérience, que vous privilégiez l'élaboration de 'délibérations' au détriment de 'négociations', ce qui laisse apparaître votre organisation disponible pour le dialogue social dès lors qu'il ne débouche pas sur de nouvelles obligations pour les employeurs", ajoute Bernard Thibault.

"Vous avez d'ailleurs très clairement précisé lors de la rencontre organisée par le président de la République le 18 février votre disponibilité pour 'la délibération' et votre réticence pour 'la négociation au niveau national'", ajoute M. Thibault.

"Dans ces conditions", conclut-il, "la CGT décline votre invitation à délibérer et vous réaffirme sa disponibilité pour négocier sur les différents enjeux sociaux et économiques de la période".

François Chérèque évoque d'autres mouvements après le 19 mars (16.03)

Reuters - 16.03 Les syndicats français ont d'autres mouvements en perspective après la journée de grèves et de manifestations du 19 mars, mais peut-être "d'une façon différente", a déclaré François Chérèque.

Le secrétaire général de la CFDT a évoqué au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro la traditionnelle journée du 1er mai en France, un mouvement au niveau européen les 14 et 15 mai et une mobilisation le 28 mars à Londres.

Il a estimé que la mobilisation jeudi serait "au moins aussi importante" que la précédente du 29 janvier, qui avait rassemblé un à 2,5 millions de personnes, selon les sources.

"Je pense que le mouvement sera important, et que le gouvernement sera obligé de donner d'autres réponses ou au moins de compléter celles qu'il a apportées", a ajouté François Chérèque.

Le gouvernement a affirmé qu'il ne débloquerait aucune enveloppe supplémentaire aux mesures annoncées au "sommet social" du 18 février.

S'il restait sur la même ligne, "il faudra trouver des solutions", a dit François Chérèque.

"Le 1er mai, ce n'est pas si loin que ça (...) On a d'autres mouvements qui sont en perspective, peut-être d'une façon différente", a-t-il expliqué.

François Chérèque a souligné que la journée du 19 mars aurait l'avantage de canaliser la colère des salariés face à la crise et d'éviter des débordements, comme ceux qui sont intervenus au cours de la semaine passée.

"La crise, maintenant, elle a un visage. Jusqu'à maintenant, c'était des statistiques, du pourcentage. Aujourd'hui, ça a des noms, Continental, Sony", a-t-il dit.

"Quand les salariés ont le sentiment qu'on ne répond pas à leur problème et qu'on ne prend pas en charge leurs difficultés, inévitablement, vous avez des débordements", a ajouté François Chérèque.

Selon le dirigeant syndical, ces incidents "résultent généralement d'un manque de dialogue, d'un manque de réponse." "Et si les syndicats organisent des journées d'action, c'est pour que ces personnes là puissent s'exprimer dans des moments démocratiques", a-t-il dit.

Social : "le gouvernement devra lâcher", selon FO (17.03)

AP - 16.03 Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a prévenu lundi que "le gouvernement devra lâcher d'une manière ou d'une autre" face à la mobilisation du 19 mars, qui "sera au moins du même niveau que le 29 janvier", qui avait réuni entre 1 et 2,5 millions de personnes dans toute la France.

"Il faut bien comprendre que les gens en ont marre, ils n'en peuvent plus", a prévenu Jean-Claude Mailly sur Canal+. "Je suis persuadé qu'à un moment donné, le gouvernement devra lâcher d'une manière ou d'une autre" car "la situation économique va le nécessiter".

Le gouvernement "attend, il attend, il attend" mais "il va devoir le faire: il devra lâcher sur le soutien à la consommation pour des raisons économiques", a-t-il assuré. "On est en récession (...) pourquoi attendre?".

Qualifiant de "mesurettes" les aides décidées par le gouvernement pour faire face à la crise, le secrétaire général de FO a assuré que "tout le monde sait que c'est insuffisant". Et de lancer que la mobilisation du 19 mars "sera au moins du même niveau que le 29 janvier, avec un détermination plus grande des salariés du privé et du public".

Interrogé sur le recours à la violence par certains salariés d'entreprises qui vont fermer, Jean-Claude Mailly a estimé que "d'une certaine manière elle est légitime" et il "la comprends. "Les salariés n'ont plus rien à perdre, ils ont le sentiment qu'on ne s'occupe pas d'eux, qu'on les méprise".

Quant à Olivier Besancenot qui appelle à un mouvement au-delà de la journée de jeudi, le responsable syndical a prévenu qu'il "n'a pas leçon à recevoir", alors qu'Olivier Besancenot "est responsable politique, ce n'est pas eux qui appellent à des manifestations, à la grève".

Commentaire. Pour qui se prend-il celui-là ? Depuis quand un dirigeant d'un parti politique ne pourrait-il pas appeler à faire grève et à manifester pour des revendications économiques et sociales ? Où a-t-il vu jouer cela ?

Merci monsieur Mailly, vous éclairez les militants sur le contenu de la soit-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis : les bureaucrates pourris des syndicats dont fait partie Mailly, ont le droit d'organiser des journées d'action au lieu d'appeler à la grève générale illimitée, les partis ouvrier ont tout juste le droit de se plier à ce diktat et de la fermer.

Monsieur Mailly, le mouvement ouvrier ne vous appartient pas, la classe ouvrière n'est pas votre propriété, et si un parti ouvrier décide de soutenir ou d'appeler à une grève ou une manifestation, ce n'est pas un syndicaliste jaune qui l'en empêchera.

Des syndicats à la fois confortés et fragiles (18.03)

Le Monde - 17.03 A la veille des manifestations du jeudi 19 mars, les syndicats croient à leur succès. Ils espèrent voir autant si ce n'est plus de monde dans les rues que lors de la précédente journée d'action du 29 janvier qui avait réuni de 1 à 2,5 millions selon les sources de salariés du privé et du public. La multiplication des plans sociaux, la tension grandissante dans les conflits, comme chez Sony (Landes) et Continental (Oise), la bonne santé affichée de certains groupes qui, à l'instar de Total, suppriment des emplois, contribuent à la montée de l'exaspération.

Trois Français sur quatre trouvent "justifiée" la journée d'action de jeudi, selon un sondage BVA-Les Echos-France Info-BPI, publié mardi (échantillon de 1 003 personnes interrogées , les 13 et 14 mars).

Conscients que l'union fait la force , les responsables des huit syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FSU, FO, Solidaires, UNSA) avancent un front commun avec des revendications précises telles la suppression du bouclier fiscal et une politique plus contraignante de l'Etat à l'égard des entreprises pour limiter les plans sociaux. Mais ils savent en même temps qu'ils auront beaucoup plus de mal à se faire entendre que le 29 janvier : l'Elysée n'a pas prévu de nouveau sommet social et , sur fond de déficits records, le gouvernement exclut tout nouveau geste. "Il n'y aura aucune enveloppe supplémentaire , car c'est de la dette supplémentaire" a prévenu le premier ministre François

Fillon. Du coup, la situation pour les syndicats devient plus compliquée et le jeu plus subtil. Faut-il privilégier l'emploi ou le pouvoir d'achat ? Obtenir une victoire symbolique sur le bouclier fiscal en exploitant au mieux les divisions de la droite ou se battre autour du fonds social d'investissement voulu par la CFDT pour encourager la formation des salariés et le retour dans l'emploi ? Remis en scelle par la crise, les syndicats restent structurellement fragiles . Comparés à leur voisins européens, ils ont peu d'adhérents et doivent constamment lutter contre les germes de la division, en évitant la surenchère et les risques de débordement . Au-delà du 19 mars, leur défi sera de rester uni , de ne pas laisser par la répétition de journées d'action dont on ne voit plus très bien le débouché et de monter leur efficacité. Ils appellent doré et déjà un 1er mai revendicatif et cherchent de nouvelles formes de mobilisation.

LE MEDEF SUR LA DÉFENSIVE

Leur chance est que Nicolas Sarkozy a besoin d'eux. Pour éviter les débordements, le président de la République doit mettre en scène un minimum de dialogue social et conforter les organisations syndicales, Solidaires exclu mais CGT comprise. Tandis que François Fillon soigne la CFDT- "L'important pour nous, est de consolider le fond d'investissement social autour de la CFDT", explique-t-on à Maignon - l'Elysée assure que son intention n'est pas d'enfoncer un coin dans le front syndical : "La position de l'Elysée n'est pas de décrocher les uns des autres, assure Raymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy. De nombreux chantiers sont ouverts avec les partenaires sociaux."

Encore faut-il que le patronat joue le jeu de la négociation . Sur le chômage partiel, les discussions avancent mais d'autres chantiers, voulus par le président de la République, ne sont pas encore ouverts . Notamment en raison de l'attitude défensive de Laurence Parisot. Désireuse avant tout de préserver l'autonomie de décision des entreprises, la patronne du Medef fait la sourde oreille à tout ce qui pourrait ressembler à une contrainte.

Appel à la grève dans l'enseignement professionnel le 24 mars (18.03)

AP - 17.03 L'intersyndicale CGT, FSU, Sud et FAEN de l'enseignement professionnel a appelé mardi à une journée de grève le 24 mars prochain contre la réforme prévue par le gouvernement à la rentrée 2009 dans ce secteur de l'Education, et contre les suppressions de postes.

Dans un communiqué, l'intersyndicale "appelle dès maintenant les personnels à poursuivre après le 19 mars la mobilisation engagée depuis plusieurs mois contre les réformes Darcos et les suppressions massives d'emplois".

L'intersyndicale "décide d'appeler à la grève le mardi 24 mars (...) pour refuser la mise en application de la réforme de l'enseignement professionnel imposée dès la rentrée 2009".

Les syndicats exigent la maintien de "formations BEP + bac en quatre ans", la "restitution des milliers de postes supprimés", et le retrait "de grilles horaires annualisées, lourdes de risque pour le statut de tous les enseignants".

Plus de 200 manifestations prévues à travers la France jeudi (19.03)

LeMonde.fr avec Reuters et AFP - 18.03 La journée de mobilisation de jeudi, à l'appel de huit organisations syndicales, s'annonce "aussi importante, voire plus que le 29 janvier", a annoncé la CGT dans un communiqué. Près de 215 manifestations et rassemblements sont prévus à travers le pays, contre 195 le 29 janvier dernier, selon la CGT. Entre les deux journées d'action, la tension sociale a monté, alimentée par la combativité payante des universitaires ou des Guadeloupéens, et des salariés partagés entre colère et désarroi face au raz-de-marée sans précédent de suppressions d'emploi.

En quelques semaines, les perspectives économiques, déjà peu engageantes, se sont rapidement dégradées, le régime d'assurance-chômage n'excluant pas un scénario jamais vu de près d'un demi-million de chômeurs supplémentaires en 2009, pas forcément indemnisés. Le couperet des plans sociaux, tombé pour de nombreux salariés depuis septembre (Camif, La Redoute, Amora, Natixis, Valeo, etc.), est tombé en février-mars sur de nouvelles entreprises.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a douté mardi de l'utilité de la journée d'action de jeudi pour exiger un changement de cap politique et économique, coûteuse selon elle pour l'économie française et empreinte de "démagogie". "S'il s'agit de dire à quel point nous sommes mécontents de ce qui se passe et inquiets [...], nous pouvons tous dire ça, le patronat aussi. Est-ce vraiment utile [...] de le dire ainsi ?", a-t-elle déclaré, lors de sa conférence de presse mensuelle. La journée a aussi un "coût en terme de démagogie, d'illusions créées. C'est une facilité, je ne crois pas que ce soit une réponse", a-t-elle enchaîné, avant de s'en prendre à la CGT, accusée de "provoquer des destructions d'emplois" à Marseille. "On reproche beaucoup de choses aux chefs d'entreprises en ce moment [...] mais je voudrais qu'on parle aussi de la responsabilité de la CGT sur la disparition d'entreprises à Marseille", a-t-elle attaqué, sans citer les entreprises

concernées.

Bernard Thibault a répliqué mercredi, brocardant "l'archaïsme d'un autre temps" du patronat français. "Mme Parisot est dans une extrême difficulté pour justifier ce qui se passe dans les entreprises, pour justifier les aides publiques dont bénéficient les grandes entreprises qui restructurent aujourd'hui et tentent pour s'en sortir de porter le discrédit sur les syndicats de salariés", a fait valoir le secrétaire général de la CGT sur Europe 1. "Si par là Mme Parisot (...) laisse entendre qu'il n'y a plus de place pour la revendication, je crois qu'elle va être déçue."

"Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales" (19.03)

LeMonde.fr - 18.03

Peters : Pensez-vous que la manifestation de demain peut véritablement pousser le gouvernement à revenir sur ses positions ?

Michel Doneddu, secrétaire confédéral de la CGT : La manifestation de demain va être d'une ampleur vraisemblablement exceptionnelle. Elle ne permettra pas au gouvernement de rester muet. Cela étant, le rapport de force à construire pour obtenir des avancées notables, notamment en matière de salaires, appelle à ce que ces manifestations trouvent leur prolongement dans des actions d'entreprise. En tout état de cause, sans réponse suffisante, les organisations syndicales appelleront à de nouvelles initiatives nationales.

Lucas : Les salariés sont conscients qu'une grève de vingt-quatre heures ne fera pas plier le gouvernement. La CGT est-elle donc prête à organiser des grèves plus dures pour exiger l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et des indemnités chômage, un gel des prix et des loyers ainsi que d'éventuels nouveaux acquis (jours de congé supplémentaire et baisse du temps de travail pour redistribuer celui-ci) ?

Michel Doneddu: Nous pensons que l'ampleur des mobilisations est de nature à apporter des réponses aux revendications qui sont posées. Déjà, même si c'est très insuffisant, le gouvernement a été obligé de prendre quelques mesures après le 29 janvier. Ce qui est très important, c'est que les rapports de force créés par les actions nationales puissent se prolonger dans des actions d'entreprise, parce que par exemple des revendications comme les salaires, c'est à l'entreprise qu'elle se gagne. Et la démarche d'action revendicative, c'est que les actions à l'entreprise et les actions nationales s'épaulent les unes les autres.

Hoube : La situation grave dans laquelle se débattent chaque jour nombre de gens en raison des attaques du patronat et de Sarkozy sur l'emploi et le pouvoir d'achat, mérite que leur soient proposées des actions énergiques et reconductibles. Qu'en pensez-vous ?

Michel Doneddu: Il est sûr que le rapport de force que nous devons créer doit être durable. Il doit y avoir de nouvelles initiatives et dès vendredi matin, l'intersyndicale se réunira pour examiner les suites. Mais le prolongement des actions doit aussi s'envisager dans les entreprises.

Diabaram : J'en ai un peu assez des journées de grève disparates, éloignées les unes des autres, très policées et qui au final ne servent pas à grand chose. Ne faudrait-il pas désormais réfléchir à une action de grande ampleur, un mouvement insurrectionnel comme a si bien su le faire le LKP ?

Michel Doneddu: L'objectif de la CGT n'est certainement pas d'aller à un mouvement insurrectionnel, qui dans la situation actuelle n'aurait aucun débouché. Toute notre démarche consiste à permettre aux salariés de se rassembler pour exercer un rapport de force tant vis-à-vis du patronat que du gouvernement.

C'est aussi par le prolongement dans les entreprises que des succès revendicatifs peuvent être obtenus. D'ailleurs, depuis le 29 janvier, des actions revendicatives se sont multipliées dans les entreprises, en particulier dans le secteur privé, et ont enregistré déjà quelques acquis en matière d'augmentation de salaires. C'est sans doute la raison pour laquelle la présidente du Medef est sortie de son silence pour stigmatiser les syndicats, et en particulier la CGT.

yoploi : Espérez-vous ou craignez-vous une révolte globale comme d'aucuns le suggèrent ?

Michel Doneddu: Le but de l'action syndicale revendicative n'est pas de dériver vers des violences. Au contraire, elle vise à ce que les sentiments de colère puissent s'exprimer dans des actions de masse déterminées, dont l'objectif est d'avancer vers les revendications qui sont posées. Certains caricaturent les journées d'action du 29 janvier et du 19 mars comme des sortes d'exutoires face à la crise ou des manifestations de désespoir. C'est tout l'inverse. Ces actions visent à soutenir une plate-forme commune intersyndicale.

Melanie_Monjean_1 : Quel message souhaiteriez-vous adresser aux Français qui craignent une dégradation de la situation ?

Michel Doneddu : Eh bien, qu'il n'y a aucune raison justifiée que leur situation se dégrade. Comme on dit : la crise, c'est eux, la solution, c'est nous. Il faut donc se mobiliser, participer à la journée d'action de demain, et poursuivre.

Pablo11 : Pensez-vous que l'unité syndicale actuelle soit amenée à perdurer ? Nicolas Sarkozy ne va-t-il pas chercher à tout prix à diviser les syndicats déjà affaiblis, comme le montre par exemple la stratégie de stigmatisation excessive d'un syndicat pourtant que trop peu représentatif tel que SUD ?

Michel Doneddu : On a affaire à une unité syndicale d'un niveau assez exceptionnel, puisque cinq confédérations et trois autres organisations nationales ont adopté une plate-forme revendicative commune. Et ont appelé ensemble à deux actions nationales le 29 janvier et le 19 mars, pas simplement pour protester contre une politique gouvernementale, mais pour défendre les revendications de cette plate-forme commune. Donc l'unité syndicale est réellement ancrée sur un projet commun, et la CGT fera tout pour qu'elle perdure.

Michel Doneddu : La journée d'action de demain appelle déjà l'ensemble des salariés, qu'ils soient du public ou du privé, à exprimer leurs revendications ensemble. Les organisations de fonctionnaires sont partie prenante des appels pour le 19 mars.

Geoffroy : Que ce soit les salariés dont l'usine Continental se trouve en Picardie ou en Allemagne, ils sont tous victimes des licenciements. Les syndicats ont-ils invité des salariés d'Allemagne pour participer à la journée du 19 mars ? Ne serait-ce pas l'occasion de démontrer que la situation des salariés est identique partout en Europe, victimes de la spéculation financière, au moment où les partis politiques se préparent aux élections européennes ?

Michel Doneddu : C'est très juste. La Confédération européenne des syndicats appelle courant mai à une série de journées d'action coordonnée dans tous les pays d'Europe. Par exemple il y aura le 14 mai à Bruxelles, le 15 mai à Berlin, le 16 mai à Prague, et dès le 23 mars, il y aura une manifestation européenne à l'appel des syndicats à Londres, dont les objectifs revendicatifs portent sur des sujets similaires à notre action nationale du 19 mars.

DARKVAD09 : La fameuse formule "trop de syndicats et pas assez de syndicalistes ou de militants", n'est-elle pas en train de refaire surface ?

Michel Doneddu : Cette formule n'a malheureusement pas été démentie. Il y a un trop faible nombre de syndiqués en France, et s'il y en avait plus, les salariés seraient plus forts pour exprimer leurs revendications, tant vis-à-vis du gouvernement que des directions d'entreprise et du patronat.

Melanie_Monjean_1 : Quelle légitimité pour les syndicats au regard du faible taux de syndicalisation en France ?

Michel Doneddu : Je crois que la légitimité des syndicats est aussi démontrée par leur capacité de mobilisation, dont ils font la preuve en ce moment. La légitimité des syndicats s'acquiert aussi dans la confiance que les salariés leur manifestent dans les entreprises, notamment à l'occasion des élections professionnelles, qui connaissent en général une forte participation. C'est un fait que leur capacité d'influence serait renforcée par une syndicalisation plus importante.

Tata_Yoyo : Les travailleurs pauvres sont-ils syndiqués ?

Michel Doneddu : Rien n'empêche aux travailleurs de se syndiquer quels que soient leurs revenus. C'est un fait que la syndicalisation est rendue d'autant plus difficile que les situations de travail sont précaires.

Par exemple des salariés en contrat à durée déterminée changent fréquemment d'entreprise, et devraient donc adhérer à un nouveau syndicat à chaque contrat. C'est la raison pour laquelle la CGT étudie aussi des formes d'organisation permettant aux salariés précaires ou saisonniers une continuité syndicale.

Melanie_Monjean_1 : Une baisse des cotisations pourrait-elle augmenter le taux de syndicalisme ? Michel Doneddu : Je n'y crois pas du tout. L'adhésion à un syndicat n'est pas un acte marchand. Par exemple la cotisation syndicale à la CGT, c'est 1 % du salaire net primes comprises. On constate que lorsque des salariés décident de se syndiquer, parce qu'ils en ressentent la nécessité au regard de la situation qu'ils vivent dans l'entreprise, ce niveau de cotisation ne pose pas de problème.

Ahmed : Pensez-vous réellement aujourd'hui que les syndicats disposent des compétences suffisantes pour proposer des solutions adaptées et REALISTES.

Michel Doneddu : Ce qu'on peut déjà constater, c'est que les solutions mises en œuvre par les tenants du marché libéral ont conduit aux catastrophes économiques qu'on connaît. Il est donc grand temps qu'on change de logique et qu'on écoute la voix des salariés.

Igar_1 : Les syndicats patronaux sont-ils eux aussi à la hauteur de la crise sociale ?

Michel Doneddu : La réponse à la crise apportée par le Medef et la CGPME consiste à défendre la situation des grands patrons et des actionnaires. Quand on parle de partage des profits, Laurence Parisot répond que cela contredit le droit de propriété selon lequel les profits appartiennent aux seuls actionnaires. Récemment, elle s'en prend encore aux réactions des salariés de Continental qui subissent la fermeture de leur entreprise alors qu'ils avaient accepté un allongement de leur temps de travail pour sauver leur emploi, et que l'attribution d'aides publiques dans le cadre du plan automobile devait garantir le maintien de l'emploi.

Melanie_Monjean_1 : Pourquoi ne pas envisager les rapports entre le patronat et le salariat sur le mode de la discussion plutôt que sur le mode du conflit ?

Michel Doneddu : Des discussions, on en a énormément. Ce que les salariés attendent, c'est des réponses. Donc quand les questions restent sans réponse, le conflit est inévitable.

Melanie_Monjean_1 : Quels sont les leviers d'action pour lutter contre les fermetures d'entreprise et les délocalisations ?

Michel Doneddu : Il faudrait obtenir deux types de droits nouveaux : tout d'abord, que les salariés puissent exercer, par l'intermédiaire de leurs élus au comité d'entreprise, un droit suspensif de toute restructuration, afin de vérifier si elle est justifiée par de réelles difficultés économiques ou de marché. Il faudrait également obtenir une véritable sécurité sociale professionnelle, garantissant à tout salarié le maintien de son lien salarial en cas de suppression de poste. Ce sont des revendications importantes que la CGT porte dans les mouvements actuels.

Tata_Yoyo : J'ai 43 ans, je suis caissière à mi-temps dans un supermarché, je dois également nourrir mes trois enfants en bas âge, comment se mobiliser ?

Michel Doneddu : Il faudrait qu'il y ait une organisation syndicale dans votre supermarché qui appelle à une grève demain, ou à un arrêt de travail, afin que vous puissiez y participer. S'il n'y a pas d'organisation syndicale, eh bien il faudrait songer qu'avec les collègues qui vivent la même situation vous en créez une. D'ailleurs, demain, la mobilisation sera importante parce que de nombreux salariés du secteur privé ont d'ores et déjà décidé d'y participer par des arrêts de travail.

Melanie_Monjean_1 : Comment défendre les intérêts des travailleurs en ces temps de montée de l'individualisme ?

Michel Doneddu : On parle beaucoup d'individualisme. Les semaines qu'on vit montrent que les salariés sont aussi capables de beaucoup de solidarité.

Melanie_Monjean_1 : Les syndicats ne sont-ils pas dépassés par la mondialisation ?

Michel Doneddu : Les syndicats du monde entier ont décidé en 2006 de créer une organisation syndicale internationale réunifiée dont l'un des grands objectifs est de peser sur la mondialisation. Au niveau des institutions internationales - FMI, OMC par exemple -, afin d'y intégrer des clauses sociales, et également au niveau des grands groupes multinationaux. L'une des premières initiatives de cette CSI (Confédération syndicale internationale) a été d'appeler à une journée d'action mondiale pour le travail décent le 7 octobre dernier. Ce type d'initiative devrait se multiplier.

Tata_Yoyo : Les syndicats sont-ils en crise?

Michel Doneddu : Non, il n'y a pas de crise des syndicats. La majorité des salariés considèrent qu'ils jouent un rôle utile à l'entreprise et dans la société. En revanche, il y a un trop faible nombre de syndiqués, et c'est préjudiciable à la capacité de l'ensemble des salariés à faire entendre leur point de vue. Il serait déterminant que les fortes mobilisations qui se construisent en ce moment débouchent aussi sur un accroissement de la syndicalisation.

Melanie_Monjean_1 : En situation de crise, une hausse des bas salaires est-elle défendable ?

Michel Doneddu : Non seulement elle est défendable, mais elle est nécessaire. Une des grandes causes de la crise, c'est la montée des inégalités et le déséquilibre qui s'est opéré entre revenus du capital et revenus du travail. La revalorisation des salaires n'est donc pas simplement un enjeu de justice sociale, c'est aussi une nécessité économique.

Antoinet1 : Comment pourrait-on renouer un dialogue constructif entre les entrepreneurs qui souhaitent avant tout sauvegarder leur entreprise et les syndicats qui réclament la protection des plus vulnérables?

Michel Doneddu : Beaucoup d'entrepreneurs à la tête de petites entreprises sont aujourd'hui confrontés aux politiques des entreprises donneuses d'ordre, qui exercent sur eux une pression énorme pour obtenir des baisses de prix de leurs prestations.

Plutôt que répercuter ces pressions sur leurs salariés, ces patrons de PME auraient effectivement intérêt à des expressions convergentes avec leurs salariés.

Tata_Yoyo : Paradoxalement, les syndicats n'ont-ils pas leur part de responsabilité dans la détérioration du dialogue social ?

Michel Doneddu : Je crois que dans la crise qu'on connaît, les réponses patronales qui sont faites aux salariés ont tendance à montrer que ce n'est pas la responsabilité syndicale qui est en cause. Si le dialogue social apparaît souvent dégradé, c'est notamment que dans les négociations, peu de réponses sont apportées aux revendications des salariés, notamment en matière de salaires et de conditions de travail, qui font partie des préoccupations essentielles.

Tata_Yoyo : Après un siècle de charte d'Amiens, et quelques scandales (UIMM), les syndicats sont-ils des partis politiques déguisés ou des membres actifs de la société civile ?

Michel Doneddu : Les actions auxquelles les syndicats, et notamment la CGT, appellent aujourd'hui ont des objectifs revendicatifs, et non politiques. Il s'agit des revalorisations de salaires, de la défense de l'emploi, du niveau des retraites, de la protection sociale et de la qualité des services publics. Certes, certaines de ces revendications s'adressent tout particulièrement au gouvernement, mais cela fait partie du rôle revendicatif des syndicats que de porter des exigences vis-à-vis des pouvoirs publics.

Melanie_Monjean_1 : Peut-on espérer des avancées aussi considérables en France métropolitaine que celles obtenues en Guadeloupe ?

Michel Doneddu : Les niveaux de revendications salariales qui s'expriment dans les entreprises de la métropole sont souvent du même ordre que celles qui ont été exprimées en Guadeloupe.

Cela étant, la situation sociale en Guadeloupe est spécifique aux DOM et les réponses apportées ne peuvent pas se décalquer. En particulier les revalorisations salariales à obtenir en métropole doivent être financées par les entreprises, et non par les contribuables.

Manifestations syndicales record depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (20.03)

AFP - 20.03

Un nombre record de manifestants depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée est descendu jeudi dans la rue mais le Premier ministre, François Fillon, a écarté dans la soirée tout nouveau plan de relance, réclamé par les syndicats.

Sous un soleil printanier, entre 1,2 million (police) et 3 millions (CGT) de personnes ont défilé dans 219 manifestations à l'appel des huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, FSU, Unsa). Le 29 janvier, de 1,08 million (police) à 2,5 millions de personnes (syndicats) avaient battu le pavé.

Ces manifestations, qualifiées de "réussite" par les syndicats, et soutenues par la gauche, égalent les pics de mobilisation de 2006 contre le Contrat première embauche (CPE), et montrent l'ampleur de l'inquiétude et du mécontentement suscitées par la crise et la saignée de l'emploi qui l'accompagne.

Cependant, la réponse du gouvernement ne sera "certainement pas un nouveau plan de relance", a confirmé sur TF1 François Fillon.

Tout en reconnaissant "une inquiétude très légitime" des Français, il a estimé que "la mobilisation ne résoudra pas les problèmes de la crise mondiale".

Selon Raymond Soubie, conseiller social de Nicolas Sarkozy, "l'on n'avait pas franchi d'étape dans la protestation par rapport au 29 janvier".

En début de semaine, Bernard Thibault (CGT) avait estimé que "si la mobilisation est plus importante que le 29 janvier, ce sera un événement politique".

Le cortège parisien a rassemblé entre 85.000 personnes selon la police (65.000 le 29 janvier), et 350.000 personnes (300.000) selon la CGT.

Lors de la dispersion dans la soirée place de la Nation environ 300 personnes ont été interpellées, dont 49 feront l'objet d'une procédure judiciaire, selon la préfecture de police et neuf policiers ont été blessés par des jets de projectiles.

Outre les grandes villes, de Rennes (14.000 à 40.000) à Marseille (30.000 à 320.000) en passant par Bordeaux (36.000 à 100.000), l'affluence a été très forte quasiment partout, y compris dans des villes moyennes (Le Havre, Tarbes...).

"C'est la mobilisation de M. et Mme Toutlemonde, qui expriment leur ras-le-bol", s'est exclamé Gilbert Debard (Unsa), parmi les manifestants lyonnais (de 24.000 à 45.000).

A Clairoix (Oise), symbole de la colère des salariés, un millier d'employés de Continental, dont la fermeture est annoncée, sont allés gonfler les rangs des manifestants à Compiègne.

A Paris, les dirigeants syndicaux ont jugé, comme François Chérèque (CFDT), que le "silence complet" du gouvernement et du patronat ne devait pas être la réponse, au risque d'aggraver encore la crise sociale.

"C'est maintenant qu'il faut soutenir la consommation et prendre des décisions", a déclaré Jean-Claude Mailly (FO).

François Fillon a déjà prévenu qu'il n'y aurait aucune "enveloppe supplémentaire" après les mesures adoptées lors du sommet social du 18 février.

"Il faut changer de cap", "Bouclier social": pancartes ou slogans invitaient jeudi le gouvernement à modifier en profondeur sa politique en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Dans la Fonction publique, la grève a été moins importante que le 29 janvier, notamment dans l'éducation. Nombre de fonctionnaires ont défilé, comme les enseignants-chercheurs, au nombre de 100.000 dans toute la France (selon Unef et FSU), la plus grosse mobilisation depuis le début du mouvement.

Les perturbations dans les transports ont été globalement limitées, en partie grâce au service minimum. En région parisienne, les transports en commun ont circulé légèrement mieux que le 29 janvier, mais ont été très affectés à Bordeaux, Reims, Strasbourg et Nice.

La plupart des grandes villes avaient décidé de mettre en oeuvre, au moins en partie, le service minimum d'accueil, mais à Paris seuls 2.400 écoliers sur 136.000 en ont profité, selon la mairie.

Les dirigeants syndicaux se retrouvent vendredi. Tous ont d'ores et déjà souligné la nécessité de "durer" et de rester unis.

Complément avec d'autres dépêches de l'AFP, Reuters et AP, même date.

Selon un communiqué de la CFTC, le gouvernement ne peut laisser la situation sociale "se déliter". "Face à l'ampleur de la mobilisation de ce 19 mars, le gouvernement ne peut pas se contenter de dire qu'il ne lâchera rien, comme vient de le faire François Fillon (à TF1. Il ne peut pas, systématiquement, se retrancher derrière la mondialisation de la crise ou les déficits publics pour justifier sa politique" Pour la CFTC, "la crise financière et économique est en train de se transformer en crise sociale. Il est de la responsabilité du gouvernement de répondre aux inquiétudes manifestées, aujourd'hui, par le monde du travail et à la colère qui monte en agissant. Le maintien des emplois doit être la priorité des priorités. M. Fillon et son gouvernement doivent impérativement entendre ce message fort qui vient d'être délivré et ne pas laisser la situation se déliter".

De son côté, Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, estime que "face aux urgences sociales et à la nécessité d'imposer des politiques alternatives, la question de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un mouvement de grève générale interprofessionnelle est posée".

"D'ores et déjà, il est indispensable que l'intersyndicale propose un nouveau rendez-vous interprofessionnel avant la fin du mois", ajoute-t-elle.

En effet, juge Solidaires, "malgré la mobilisation (de jeudi), le gouvernement fait la sourde oreille comme l'a fait le Premier ministre François Fillon (...). Il faut le forcer à entendre la colère qui monte et les urgences sociales qui s'expriment. L'enjeu aujourd'hui est de savoir qui paiera la crise actuelle".

Les organisations syndicales devaient se retrouver vendredi à 11h00 pour décider de la suite du mouvement, alors que des manifestants en appelaient dans les cortèges à un "nouveau Mai 68" ou à La Commune, période insurrectionnelle qui dura près de deux mois à Paris en 1871.

Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs (21.03)

Le Monde - 20.03

"On continue !" Les mots sont repris par François Chérèque (CFDT), Bernard Thibault (CGT), Jean-Claude Mailly (FO)... et tous les dirigeants syndicaux présents en première ligne du cortège parisien, jeudi 19 mars. Avec le sourire des beaux jours de manifestation.

"Laurence Parisot (la présidente du Medef) organise nos manifestations, nous devons lui dire merci, quand elle parle, elle nous rajoute des centaines de milliers de manifestants", ironisait M. Chérèque. M. Mailly ciblait, lui, le chef de l'Etat : "M. Sarkozy n'a peut-être pas été élu pour augmenter les impôts, mais il n'a pas été élu pour baisser le pouvoir d'achat et augmenter le chômage !"

Mais le succès a un prix pour les syndicats. Il leur faut proposer de nouvelles actions, face à la fermeté exprimée par le premier ministre François Fillon, au soir même des manifestations. "Il y a plus de monde aujourd'hui que le 29 janvier, pourquoi s'inquiéter sur nos capacités de mobiliser", se rassurait le secrétaire général de la CGT.

Atout pour la mobilisation, l'intransigeance patronale et gouvernementale pose aussi problème aux syndicats. Comment obtenir des résultats ? Les huit organisations se sont retrouvés, vendredi, pour en discuter et proposer de nouvelles initiatives. Premier objectif, il faut, disent-ils, tenir et inscrire le mouvement dans la durée, celle d'une crise annoncée longue. "On doit gérer la durée, trouver le bon rythme", explique Alain Olive (UNSA). Jacques Voisin (CFTC), lui, expose la stratégie du billard : "Nous devons pousser le gouvernement à faire bouger le patronat." Le président de la confédération des cadres, la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest, veut éviter les dérapages : "Il faut qu'il y ait de plus en plus de monde dans la rue et éviter que ne se développent des conflits durs dans les entreprises."

Prochaine étape donc, le 1er mai. Fait exceptionnel, FO devrait défiler aux côtés des autres syndicats, ce que la confédération n'a quasiment jamais fait. "Nous n'excluons aucune hypothèse, disait M. Mailly dans le cortège parisien, pas même un 1er mai unitaire."

Si le rendez-vous fait consensus, les syndicats divergent sur d'autres initiatives. Solidaires réclame "une nouvelle journée d'action nationale, pas forcément avec grève mais avant les vacances de printemps", selon Annick Coupé. Gérard Aschiéri (FSU) penche, lui, pour un samedi de mobilisation avant les vacances. Pour faire face à cette longue période qui débute le 4 avril pour finir le 4 mai, les huit envisageaient des mobilisations régionales tournantes, ou par secteur professionnel.

Cela va-t-il répondre aux attentes des salariés et éviter le développement de conflits durs ? "Ce n'est pas parce qu'on ferait une manifestation par semaine que cela éviterait les problèmes durs dans les boîtes", fait valoir M. Chérèque. "La grève générale ne se décrète pas par les directions, prévient M. Mailly. Si le gouvernement et le patronat ne bougent pas, rien n'est à exclure."

Quel que soit le calendrier retenu, tous les syndicats affichaient, au soir du 19 mars, leur volonté unitaire.

Signe de cet exceptionnel climat, pour la première fois dans l'existence de Solidaires et des syndicats SUD nés d'une exclusion de la CFDT, la centrale de François Chérèque a poussé la porte de leur local. C'est en effet dans les murs du syndicat le plus turbulent, que se tenait la réunion unitaire d'"après manif".

Les syndicats se donnent du temps pour décider des suites aux manifestations de jeudi (21.03)

AP - 20.03 Les syndicats à l'origine des grèves et des manifestations du 19 mars ont décidé vendredi de ne pas donner de suite immédiate au mouvement et de se retrouver le 30 mars pour rechercher les "modalités" permettant de donner "plus d'efficacité aux prochaines mobilisations". Tous dénoncent les "intransigences" du gouvernement et du patronat.

Les huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires) ont fait cette annonce à l'issue d'une réunion intersyndicale d'une durée de quatre heures vendredi matin au siège de Solidaires à Paris.

Au lendemain des manifestations qui ont rassemblé entre 1,2 et 3 millions de personnes selon les sources, Nicolas Sarkozy a annoncé lors d'une conférence de presse à l'issue d'un conseil européen à Bruxelles son intention d'évaluer "avant l'été" avec les partenaires sociaux les mesures sociales décidées pour faire face à la crise, se montrant prêt à les compléter "s'il le faut".

Lors du sommet social du 18 février, le président avait annoncé aux partenaires sociaux la mise en place d'un "comité d'évaluation et de suivi de la crise et des politiques économiques et sociales", réunissant l'Etat et les partenaires sociaux. M. Sarkozy en présidera la première réunion.

Vendredi, le chef de l'Etat a en revanche exclu de prendre tout de suite de nouvelles décisions.

"Les revendications en matière d'emploi dans le privé comme dans le public, de pouvoir d'achat et de relance économique, de garanties collectives, de services publics et de réglementation de la sphère financière qui s'étaient déjà exprimées le 29 janvier sont encore plus d'actualité aujourd'hui face à l'aggravation de la crise et de ses conséquences", écrivent les huit organisations dans une déclaration commune.

"Le gouvernement s'entête à justifier des mesures comme le bouclier fiscal ou la défiscalisation des heures supplémentaires alors même qu'elles aggravent les injustices et sont contre-productives face au développement du chômage. Il persiste dans sa politique de suppression d'emplois publics", ajoutent-elles.

Le patronat est également interpellé. "Des entreprises continuent à privilégier la rentabilité financière et à utiliser la crise pour accélérer des restructurations. Les suppressions d'emplois qui s'enchaînent renforcent les inquiétudes des salariés pour leur avenir et rendent légitime leur colère".

"Face aux intransigeances" du gouvernement et du patronat, les syndicats annoncent vouloir se donner un peu de temps pour "rechercher les modalités les plus adaptées pour donner encore plus d'efficacité aux prochaines mobilisations".

Pour l'heure, les organisations syndicales "mettent en débat l'étape importante que constitue le 1er Mai", et annoncent qu'elles "se retrouveront le 30 mars pour décider (...) des prolongements au 29 janvier et au 19 mars". Cette nouvelle rencontre se tiendra au siège de la CFDT.

"La longueur de la réunion n'est pas liée à la longueur des débats que nous avons eu. Par contre, nous avons passé un temps infini sur la rédaction du texte", a assuré vendredi après-midi à l'Associated Press le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri.

Pour le reste, "tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut une suite, mais personne n'avait d'idée tranchée sur une hypothèse. Et il y a toute une série d'organisations qui n'avaient pas de mandat de leurs instances pour trancher de suite".

Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)

AP - 26.03 Le collectif "Une école, votre avenir" -qui regroupe 25 organisations dont les principaux syndicats de l'Education- a appelé jeudi à organiser "1.000 manifestations" diverses à travers toute la France le 2 avril contre la politique éducative du gouvernement.

"Plus que jamais dans ce contexte de crise, l'enseignement et la formation des jeunes ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir. Ils sont le meilleur rempart contre le chômage", écrit le collectif, composé notamment de la FSU, du SGEN-CFDT, de la FERC-CGT, de la FAEN, de Sud, de l'UNSA ou encore de l'UNEF, de la FIDL, de l'UNL et de la FCPE.

Le collectif "appelle tous ceux qui veulent défendre et transformer le service public d'éducation pour une meilleure réussite des élèves, à le faire savoir haut et fort le 2 avril, dans toute la France, dans tous les lieux où se forme la jeunesse d'aujourd'hui et se forment les savoirs de demain".

Le collectif dénonce une "entreprise de démolition de l'École, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publics", de la part du gouvernement.

Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)

Liberation.fr - 28.03 Pas toujours facile d'avoir pour employeur la CGT. Les mille salariés des différents comités d'entreprise (CE) de la SNCF se sentent un peu parias. Jusqu'à accuser la fédération CGT des cheminots de se comporter en «patron voyou». Partant du principe que l'argent du CE doit profiter avant tout aux salariés de la SNCF (534 euros par tête), la CGT-patron mène la vie dure à ses propres employés : salaires parfois en dessous du Smic, CDD en cascades, turnover accéléré... Pour finir par une multitude de procédures prud'homales et de plaintes pénales pour harcèlement.

«Nous ne sommes pas un îlot de socialisme», a un jour rétorqué le dirigeant CGT d'un CE parisien, face aux revendications de ses salariés. Du coup, aux dernières élections du personnel des CE, le syndicat a perdu la majorité au profit de Tous ensemble (dissidents cégétistes) associé à SUD, qui dénonce un «climat fait de pressions, mises au placard, rapports tendus avec la hiérarchie». La CGT se défousse sur la direction de la SNCF, dont la dotation sociale aux CE serait trop faible. «Faux prétexte», rétorque Philippe Chabin, dissident cégétiste : «On utilise l'argent des cheminots pour monter des coups contre les salariés des CE.»

Refus. Le 4 mars, Pierre, informaticien d'un CE parisien et délégué du personnel (CGT puis SUD), a été victime d'un infarctus gare d'Austerlitz à Paris. Il a passé quarante-huit heures dans le coma. En décembre, la direction de son CE avait saisi l'inspection du travail en vue d'obtenir une autorisation de licenciement malgré son mandat de délégué du personnel. Refus.

Le mois dernier, Pierre est réélu triomphalement avec 50 % des voix, battant le candidat officiel de la CGT. La direction du CE refuse d'afficher le résultat des élections. Pierre s'en offusque, échanges verbaux. Puis c'est l'infarctus. Sur son lit d'hôpital, il confie à son épouse : «Ils ont gagné.»

Harcèlement. Pour sa part, Chantal Dupont, de Tous ensemble, reste vent debout. Elle est à l'origine d'une plainte pour harcèlement et discrimination contre quatre salariés, l'audience aux prud'hommes aura lieu en mai. Elle envisageait la constitution d'un CE à l'intérieur du CE, comme à Air France. A défaut, elle a «tenté une parade» en exigeant un CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail), le minimum syndical. Nouveau refus, nouvelle procédure judiciaire. «Quatre ans de bagarre pour faire appliquer le code du travail», note-t-elle. Salauds de patrons.

Les syndicats français appellent à un 1er mai unitaire (31.03)

Reuters - 31.03 Les huit syndicats à l'origine des grèves et manifestations des 29 janvier et 19 mars ont appelé lundi à un 1er mai unitaire pour peser sur la politique économique et sociale du gouvernement.

C'est une initiative rarissime en France : le défilé de la Fête du Travail rassemblera l'ensemble des confédérations, des cadres de la CFE-CGE aux "durs" de Solidaires en passant par la CGT, première organisation du pays, et les réformistes de la CFTC et la CFDT.

Il s'agira de la troisième journée d'action commune, après celles du 29 janvier qui avait rassemblé entre un et 2,5 millions de personnes selon les sources, et celle du 19 mars, durant laquelle entre 1,2 et trois millions de personnes avaient défilé.

Les syndicats demandent l'abandon par le gouvernement de certains allègements fiscaux pour les plus favorisés, du subventionnement des heures supplémentaires, des suppressions de postes de fonctionnaires.

Ils réclament une augmentation du salaire minimum, l'ouverture de négociations salariales dans les entreprises et des mesures pour les chômeurs.

Les responsables des syndicats n'ont pu dire si les huit dirigeants syndicaux défileraient ou non ensemble, symboliquement, à Paris.

"Les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat", peut-on lire dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion au siège de la CFDT.

Le texte ouvre la voie à des défilés séparés dans les régions. Les syndicats "appellent leurs organisations locales à rechercher les modalités appropriées pour réussir cette journée de revendication syndicale en tenant compte des situations locales", ajoute ce texte adopté en début de soirée.

"MOBILISATIONS" EN AVRIL

Les huit confédérations sont également convenues de faire du mois d'avril "un mois de mobilisations" et de se rencontrer à nouveau le 27 avril pour faire le point. "Il faut se défoncer au mois d'avril", a dit Maryse Dumas, de la CGT.

"En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les organisations syndicales débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives (grève interprofessionnelle, manifestations, mobilisations)", ajoute le communiqué.

"Quand on est engagé dans la construction d'un rapport de forces vis-à-vis d'un pouvoir politique et d'un patronat parmi les plus durs qu'on ait connus, il faut trouver des modalités de mobilisation qui vont permettre à un maximum de gens de s'engager", a dit Maryse Dumas.

Les défilés du 1er mai permettront aux Français de faire masse en manifestant en famille sans perdre une journée de salaire, ont souligné les syndicalistes. Une action commune permet de dire au pays que les proclamations d'unité syndicale "ne sont pas de belles paroles pour masquer un échec ou une indécision", a dit Gérard Aschieri, du syndicat enseignant FSU.

Les syndicats réclament une meilleure prise en compte des droits sociaux (01.04)

Le Monde - 31.03 Lundi matin 30 mars, Nicolas Sarkozy est allé s'entretenir à son domicile avec son lointain prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing, avant le nouveau sommet du G20, jeudi à Londres.

Puis, en fin de matinée, le chef de l'Etat a reçu, durant près de deux heures, les dirigeants des cinq organisations syndicales "représentatives" (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO). Ceux-ci ont plaidé pour une relance économique conjuguée à une politique sociale juste. "Une chose est de réguler la finance internationale, une autre est de dessiner une économie qui intègre les droits sociaux", a expliqué Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT. Pour François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, "il n'est pas normal que le FMI, l'OMC et la Banque mondiale assistent au G20 et que l'Organisation internationale du travail (OIT) en soit exclue".

M. Sarkozy leur a redit, selon le communiqué de l'Elysée, "les objectifs spécifiques portés par la France pour réguler et surveiller la finance internationale, qui est une des conditions pour rétablir la croissance sur des bases saines et durables". Cette priorité ne doit pas empêcher la prise en compte des objectifs sociaux, leur a-t-il assuré.

La situation française et le mouvement social ont aussi été évoqués lors de cet entretien. Les responsables syndicaux ont fait part du mécontentement grandissant. "Il y aura des initiatives plus dures comme les séquestrations de patron que nous voyons aujourd'hui, si les salariés ne voient pas rapidement les effets des mesures annoncées", s'est inquiété M. Chérèque. Pour M. Thibault, "le chef de l'Etat se veut pragmatique et ne semble pas insensible à la pression sociale". Il a annoncé aux dirigeants syndicaux qu'il les reverrait en juin.

"AVANCÉES DÉCISIVES"

A l'heure du déjeuner, enfin, M. Sarkozy a reçu les membres du groupe de travail sur la crise financière constitué par les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le chef de l'Etat leur a assuré vouloir que, "cette fois-ci", il y ait "des avancées décisives". Il s'est ainsi dit déterminé à obtenir que le G20 publie une liste des paradis fiscaux, ou au moins qu'il donne mandat aux organismes qualifiés de la publier.

Sur ce point, les Etats-Unis et la Chine apparaissent les plus réticents, "au niveau des administrations". "Il pense que les Anglais devraient aider à convaincre les Etats-Unis", note Gilles Carrez (UMP), rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée. Le chef de l'Etat estime avoir "fait ce qu'il fallait du côté de Monaco et d'Andorre", selon le président de la commission, Didier Migaud (PS), pour "faire bouger les lignes".

Les syndicats pénitentiaires appellent à bloquer les prisons (02.04)

Reuters - 01.04 Les principaux syndicats pénitentiaires français appellent à bloquer les 194 centres de détention du 4 au 7 mai pour demander des effectifs supplémentaires et des mesures contre la surpopulation.

"Les syndicats CGT, Ufap (Union fédérale autonome pénitentiaire) et FO appellent l'ensemble des personnels à des actions de blocage", a dit à Reuters Céline Verzeletti, responsable CGT, à l'issue d'une réunion de ces trois organisations à Fleury-Mérogis (Essonne).

Les 4 et 5 mai, il s'agira d'empêcher les extractions et transferts de détenus, a-t-elle dit. Les 6 et 7 mai, les personnels sont appelés à empêcher en plus l'accès de tous les employés qui assurent l'approvisionnement et le fonctionnement logistique des prisons, sauf pour l'alimentation, a-t-elle dit.

Une réunion de l'intersyndicale est prévue ensuite pour réfléchir à de nouvelles actions si rien n'est obtenu. Le départ de la ministre de la Justice Rachida Dati, déjà décidé, doit intervenir avant le mois de mai. Son successeur n'est pas connu.

Les syndicats demandent des recrutements au ministère de la Justice et des mesures afin de mettre fin à la surpopulation carcérale. Au 1er mars, 62.700 personnes étaient incarcérées en France pour 51.000 places disponibles.

Alors que les syndicats veulent environ 3.000 recrutements, le ministère a seulement évoqué jusqu'ici une "optimisation du budget" avec 177 emplois de plus, ce qui porterait selon lui les créations de postes en 2009 à 1.264 au total.

VAGUE DE SUICIDES ET D'HOMICIDES

L'annonce du blocage met fin à une période de dialogue entre les syndicats et Rachida Dati, qui avait déjà évité de justesse un conflit en fin d'année dernière.

La situation dans les prisons s'est dégradée depuis la fin de 2008, avec une vague d'homicides et de suicides, au nombre de 115 en 2008 et presque un par jour pour le seul mois de janvier.

Dans certaines maisons d'arrêt, les détenus s'entassent parfois à quatre ou cinq par cellule, ce qui compromet l'organisation d'activités et les visites. La surpopulation entraîne des problèmes d'hygiène, avec par exemple des cas de tuberculose dans plusieurs prisons.

Les syndicats assurent qu'ils ne sont plus à même de remplir leurs missions. Ils demandent l'annulation des consignes de surveillance renforcée des détenus "à risque" la nuit, lancées par le ministère. Elles fatiguent détenus et surveillants et sont inopérantes, estiment les syndicats.

Le gouvernement a répondu par un projet de loi pénitentiaire, qui vise notamment à favoriser les aménagements de peine et les sorties de prison anticipées. Il doit aussi fixer les droits des détenus, actuellement très flous.

Les acteurs du monde carcéral estiment que ce texte contredit certaines lois adoptées depuis 2007, notamment celle sur les "peines-plancher" minimales pour les récidivistes, et la fin des grâces présidentielles.

Ces mesures ont mécaniquement fait augmenter la population carcérale, avec des milliers de détenus condamnés à de très courtes peines, et vont inévitablement continuer de le faire, estiment la gauche et les syndicats pénitentiaires.

G20: les syndicats soulignent un pas en avant et l'absence du social (05.04)

AFP - 04.04 La Confédération syndicale internationale (CSI) a souligné vendredi le pas en avant effectué lors du G20 de Londres, à l'instar des syndicats FO, CFDT et CFTC qui ont néanmoins souligné le manque de thèmes sociaux abordés lors de ce rendez-vous.

"L'issue de ce sommet fournit une vraie occasion de commencer à bâtir une mondialisation donnant la priorité aux gens", a déclaré le secrétaire général de la CSI, Guy Ryder, tout en précisant dans un communiqué qu'"énormément de choses restent encore à faire".

Pour FO, "si le G20 de Londres marque un pas vers une coordination multilatérale des chefs d'Etat et de gouvernement pour la mise en oeuvre d'une relance internationale, et de mesures de régulation du système financier, force est de constater que les normes sociales et internationales du travail de l'OIT ne figurent pas sur la photo".

"Si le rôle des institutions financières, dont le FMI, qui voit son budget accru de 750 milliards de dollars, apparaît renforcé, il manque que les conditions d'intervention de ces institutions intègrent le respect des droits des travailleurs et des normes sociales", poursuit la confédération syndicale dans un communiqué.

FO appelle à "mettre au coeur du +nouvel ordre économique mondial+ l'Organisation internationale du travail (OIT), les conventions internationales du travail, la protection sociale et le service public.

La CFDT a estimé vendredi que le sommet du G20 avait gagné "le pari de conjuguer une relance budgétaire massive des économies mondiales avec un renforcement de la régulation de la finance internationale", mais a appelé à une "mise en oeuvre rapide et concrète" des mesures annoncées.

Tout en saluant "un effort de coordination sans précédent" entre les principales économies de la planète, la CFDT dit aussi "regretter la faiblesse de la déclaration sur l'assainissement du système bancaire".

La CFDT souhaite enfin que "le social et l'environnemental soient au coeur de la lutte globale contre la crise" et demande, tout comme la CFTC, que l'Organisation internationale du travail (OIT) doit participer au prochain sommet du G20.

Pour la CFTC aussi, "il faut passer aux actes sans tarder" et "aller au bout de cette logique en interdisant notamment les paradis fiscaux qui détournent chaque année de l'impôt des milliards". La Confédération appelle aussi à une refonte du système monétaire, des normes comptables, et des agences de notation.

La CSI, qui rassemble 312 organisations affiliées dans 157 pays et territoires, s'est aussi dit satisfaite du "renforcement du rôle de l'OIT", mentionné à l'article 26 de la déclaration finale.

Commentaires : Rompre avec la CSI qui constitue une institution internationale au service du capital, devrait être une des priorités de tout militant prétendant combattre pour abattre le capitalisme. En lisant ces réactions, on s'étrangle, on a envie de dire : quelle image détestable du syndicalisme ils donnent, quelle pourriture !

Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)

Le Monde - 07.04 Alors que les suppressions d'emplois se multiplient, la crise est un défi pour les syndicats européens : comment contenir la colère sociale qui commence à monter dans certains pays comme la France ?

La négociation reste-t-elle de mise dans les pays à fort dialogue social comme l'Allemagne lorsque les plans de suppressions d'emplois deviennent massifs ? Dans une Europe marquée par des taux de syndicalisation et des traditions sociales très différents, la Confédération européenne des syndicats qui regroupe 82 syndicats dans 36 pays tente, tant bien que mal, de coordonner les ripostes.

Elle appelle à des défilés le 14 mai à Madrid en Espagne, le 15 mai à Bruxelles en Belgique, le 16 à Berlin en Allemagne et à Prague en République tchèque, cette dernière destination correspondant à la présidence de l'Union européenne. Son objectif : obtenir que les différents gouvernements apportent des réponses européennes à la crise au lieu de mesures au cas par cas. "Il y a accord entre nous : les plans de relance, quand ils existent, sont insuffisants, la question sociale n'est pas assez présente et la réponse européenne est faible", explique le secrétaire général de la CES, le Britannique John Monks qui veut lutter contre la montée du protectionnisme et du nationalisme.

Les grèves qui ont été menées en Grande-Bretagne, début février, pour que les "emplois anglais soient réservés aux Anglais" ont inquiété. "Il fallait dénoncer les risques du protectionnisme, sans stigmatiser personne, et dénoncer les entreprises qui n'offrent pas une égalité de traitement à tous leurs salariés, en fonction des pays d'origine", explique-t-il.

Difficile cependant de dégager des combats communs tant les situations sont disparates "La France dispose d'amortisseurs sociaux importants, là où d'autres pays en manquent, explique le Français Joël Decaillon, secrétaire confédéral de la CES qui précise : " en République tchèque, la couverture chômage n'est que de trois ou quatre mois, en Roumanie et en Bulgarie, près de la moitié de l'économie n'est pas déclarée et n'offre pas de protection sociale".

Les traditions sociales varient aussi fortement d'un pays à l'autre. "Il est rare que dans les pays du Nord, les syndicats s'opposent à une fermeture d'entreprise. Si celle-ci doit fermer, qu'elle le fasse, il faut alors apporter des sécurités aux salariés. En France, on s'opposera, parfois durement, et on voudra protéger les emplois", constate Marcel Grignard, représentant de la CFDT au comité exécutif de la CES. Habitué à une certaine forme de cogestion sociale, les syndicats allemands et nordiques adhèrent moins que d'autres à la forme protestataire. A tel point que quand la Confédération européenne des syndicats (CES) a voulu organiser une manifestation en Europe, les Suédois ont décliné la proposition d'un défilé à Stockholm : "Ce n'est pas trop notre genre", ont-ils expliqué.

John Monks souligne que "dans tous les pays, la situation sociale risque de se dégrader fortement cette année" mais il ajoute que "dans ceux où la tradition du dialogue social est forte, comme les Pays-Bas, l'Autriche, les pays du Nord, cela se passe mieux."

Des signes de durcissement apparaissent néanmoins. En Espagne, le dialogue social, qui était organisé structurellement, a implosé sous l'effet de la crise. Le gouvernement doit contraindre les partenaires sociaux à reprendre le dialogue. En Italie, c'est l'unité syndicale qui a volé en éclat. La CGIL a mobilisé seule plusieurs centaines de milliers de manifestants samedi 4 avril à Rome "contre la crise et la politique de Silvio Berlusconi". Elle dénonce les deux autres grandes confédérations, CISL et UIL, qui ont signé des accords avec le patronat et l'Etat.

Bernard Thibault annonce 277 manifestations le 1er mai (24.04)

Reuters - 24.04 La mobilisation pour la journée d'action unitaire du 1er mai s'annonce historique, a déclaré le secrétaire général de la CGT, annonçant que 277 manifestations étaient programmées dans toute la France.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement d'entendre les revendications des syndicats face aux effets de la crise, car il s'exposerait à des mouvements plus violents dans le cas contraire.

"J'ai recensé aujourd'hui 277 manifestations ou rassemblements programmés, organisés pour le 1er mai, c'est un chiffre jamais atteint depuis très longtemps", a-t-il dit sur France 2.

"Si nous ne sommes pas entendus dans le cadre normal des créneaux démocratiques qui sont à notre disposition, il ne faudra pas s'étonner que cette colère s'exprime par d'autres canaux et différemment", a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de la CFDT, également invité sur France 2, a adressé le même message. "On a prévenu depuis le début que si on ne

nous écoutait pas, ce sentiment de colère se manifesterait avec des risques de radicalisme, on le voit aujourd'hui", a dit François Chérèque.

Plusieurs conflits sociaux ont dégénéré en France ces dernières semaines, avec la séquestration de dirigeants de Caterpillar, 3M ou Sony ou le saccage mardi de la sous-préfecture de Compiègne par des salariés de Continental dont l'usine est menacée de fermeture.

En l'absence de réponse du gouvernement, "nous pensons qu'il faudrait que l'ensemble des syndicats appellent clairement à une grève de 24 heures sur tout le pays", a dit le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, également présent sur France 2.

Commentaire : une grève de 24h de plus pour rien ? Grève générale illimitée avec constitution de comités centraux de grève élus dans toutes les grandes villes du pays pour la satisfaction de toutes nos revendications, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Nouvelle rencontre intersyndicale le 4 mai (28.04)

AP - 28.04 Les syndicats à l'origine des journées de mobilisation des 29 janvier et 19 mars ont annoncé lundi soir dans un communiqué commun qu'il se réuniraient à nouveau le 4 mai prochain pour décider de la suite à donner à leur mobilisation. Ils appellent en attendant, à des manifestations "massives" vendredi prochain à l'occasion du 1er mai.

Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires se sont réunis lundi après-midi pendant quatre heures au siège de FO dans le XIVe arrondissement de Paris. La rencontre s'est achevée peu après 21h, a-t-on constaté sur place.

Après les importantes manifestations des 29 janvier et 19 mars dernier, les syndicats entendent rester mobilisés et appellent à une journée de manifestation unitaire le 1er mai pour obtenir un changement de cap de la politique économique et sociale face à la crise.

La rencontre de ce lundi avait pour objectif de discuter dès maintenant d'éventuelles suites à ces manifestations, mais les syndicats ne sont pas parvenus à un terrain d'entente.

Dans leur communiqué commun, ils dénoncent "les annonces quotidiennes de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises", qui selon eux "témoignent d'une situation qui se dégrade et dont ni gouvernement, ni patronat, n'ont apprécié la durée et la gravité".

"Malgré quelques réponses gouvernementales, dont certaines restent encore à concrétiser, les organisations syndicales constatent que ni le maintien de l'emploi, ni l'amélioration du pouvoir d'achat, ni la relance économique tournée vers la consommation (...) n'ont fait l'objet de négociations de la part du gouvernement et du patronat", poursuit le communiqué.

"Pire encore", ajoutent les syndicats, "le gouvernement ressort du tiroir un projet de loi sur le travail du dimanche et ferme la porte à tout coup de pouce au SMIC".

Quant au patronat, selon les organisations syndicales, il n'a engagé "aucune négociation sur les sujets au coeur de la crise: emploi, redistribution des richesses, rémunération des dirigeants, pouvoir des actionnaires".

Les huit organisations "appellent tous les salariés, les chômeurs, les retraités, à participer massivement à tous les rassemblements et manifestations organisés, à l'occasion du 1er Mai". Lundi, les syndicats en avaient recensé 280. A Paris, le cortège du premier défilé unitaire du 1er Mai partira à 14h de la place Denfert-Rochereau pour gagner la place de la Bastille.

Enfin, les organisations syndicales annoncent qu'elles se retrouveront le 4 mai prochain, à partir de 17h au siège de la CFTC à Paris "pour débattre des objectifs, des modalités et du calendrier des prochaines initiatives".

Les syndicats partagés sur une journée nationale de grève (28.04)

AP - 28.04 Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly souhaite lundi que les huit syndicats qui défilèrent unis le 1er mai "appellent à une grande grève public-privé de 24 heures", une proposition que son homologue de la CFDT François Chérèque a rejetée.

"Ce n'est pas une manifestation de plus qui fera bouger le gouvernement. Si nous voulons être efficaces, nous devons changer de méthode", explique-t-il dans "Les Echos".

"Nous proposons que les huit appellent à une grève public-privé de 24 heures", souligne Jean-Claude Mailly. "Nous remettrons donc cette proposition sur la table après le 1er Mai, en espérant que toutes les centrales l'acceptent".

"Pour des raisons d'efficacité, il faut un appel commun", observe le secrétaire général de FO.

"Nous avons toujours dit que nous n'étions pas favorables à ces journées ou ces déclenchements de grève", a répondu sur Europe-1, François Chérèque. "Les salariés savent très bien que ce n'est pas une grève qui réglera leurs problèmes".

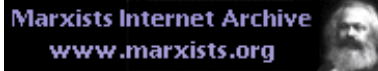
De plus "on a déjà un mouvement qui est important à la mi-mai qui est déjà décidé. Les 14, 15 et 16 mai, il y aura des manifestations partout en Europe pour montrer que le problème de la crise n'est pas qu'un problème français".

Le leader de la CFDT a invité à "des journées qui posent le problème au niveau national pour avoir des réponses nationales, puis travailler concrètement dans chaque entreprise quand les problèmes se posent".

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Syndicalisme

- Deux syndicats policiers fondent l'Union syndicale majoritaire (18.06)
- Les syndicats ratent leur journée de mobilisation unitaire (14.06)
- Manifester puis rentrer chez soi ne fera pas plier ce gouvernement" (13.06)
- A Marseille, les militants s'interrogent sur la stratégie de leur syndicat (13.06)
- Mailly: "On n'est pas des G.O du social" (13.06)
- Les partenaires sociaux négocient la "gestion sociale de la crise" (10.06)

- Appel des syndicats de l'éducation contre les mesures de Sarkozy (31.05)
- Patronat et syndicats discutent d'un nouveau calendrier de négociations sociales (27.05)
- Bernard Thibault briguera un 4e mandat à la tête de la CGT (21.05)
- Controverse après l'arrestation de syndicalistes de GDF et EDF (16.05)
- Quatre syndicats de la SNCF appellent à la grève mardi 26 mai (16.05)
- Les syndicats de Caterpillar divisés sur l'offre de la direction (15.05)
- Brice Hortefeux veut dialoguer "sans tabou" avec les syndicats (06.05)
- Hôpitaux : nouvel appel à la grève et à des manifestations le 14 mai (06.05)
- Appel du LKP à une nouvelle "mobilisation générale" (05.05)
- Deux organisations de sages-femmes appellent à manifester mardi à Paris (05.05)
- Nouvelles mobilisations interprofessionnelles les 26 mai et 13 juin (05.05)

Nouvelles mobilisations interprofessionnelles les 26 mai et 13 juin (05.05)

AP - 05.05 Les huit grandes organisations syndicales françaises à l'origine des journées de manifestations des 29 janvier, 19 mars et 1er mai, ont appelé lundi soir à des nouvelles mobilisations interprofessionnelles unitaires les 26 mai et 13 juin prochains pour exiger du gouvernement et du patronat une autre politique économique et sociale face à la crise.

Les huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) ont annoncé leur décision dans un communiqué commun à l'issue d'une réunion intersyndicale de près de cinq heures au siège de la CFTC à Paris. Les syndicats n'ont lancé aucun mot d'ordre de grève interprofessionnelle pour la journée du mardi 26 mai, laissant aux syndicats dans les entreprises et dans les branches la liberté de fixer les modalités d'action "en fonction de la réalité du terrain dans chaque région", a précisé la CGT.

La journée du samedi 13 juin est en revanche marquée par un appel à des manifestations dans toute la France.

Dans leur communiqué, les syndicats soulignent, selon eux, le caractère "historique" du 1er mai dernier "tant en raison de l'unité des huit organisations syndicales qu'en raison de l'ampleur de la mobilisation au travers de plus de 280 rassemblements dans toute la France".

Les manifestations organisées vendredi dernier à l'occasion d'un 1er mai unitaire pour la première fois dans l'histoire du syndicalisme français ont rassemblé entre 465.000 et 1,2 million de personnes, selon les sources.

Pour les syndicats, cette mobilisation, la troisième depuis la fin janvier, "témoigne d'un enracinement de la mobilisation et de la détermination des salariés, demandeurs d'emplois et retraités à exprimer leurs revendications et à obtenir des réponses".

"Le gouvernement et le patronat auraient tort de les traiter par le déni et le mépris, alors que la crise, le chômage, les licenciements, les

suppressions d'emplois et les politiques de fragilisation des services publics les percutent de plein fouet", ajoutent les syndicats.

Les organisations syndicales "appellent solennellement le gouvernement et le patronat à prendre en compte l'ampleur de ces rassemblements qui expriment inquiétude, désarroi et profond sentiment d'injustice".

Les syndicats précisent qu'ils formuleront "dans les prochains jours des propositions sur lesquelles ils attendent des réponses rapides du gouvernement et du patronat".

Avec leur décision et leur communiqué commun, les organisations syndicales sont parvenues lundi soir à maintenir un front unitaire constitué depuis la fin de l'année 2008.

Deux organisations de sages-femmes appellent à manifester mardi à Paris (05.05)

AP - 04.05 Deux organisations de sages-femmes -dont une association d'étudiants- appellent à manifester mardi à Paris pour exiger que leur formation soit intégrée dans le cursus universitaire "au même titre que les autres professions médicales".

Selon l'Organisation nationale des syndicats de sages-femmes (ONSSF) et l'Association nationale des étudiants sages-femmes (ANESF), un amendement en ce sens déposé dans le cadre de l'examen au Parlement du projet de loi Bachelot Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) a été rejeté.

Les deux organisations appellent à un rassemblement d'étudiants et d'étudiantes de ce secteur mardi en fin de matinée à proximité du Panthéon à Paris, avant un défilé avec des sages-femmes confirmées en direction du ministère de l'Enseignement supérieur, puis en direction du ministère de la Santé, manifestation qui sera ponctuée d'actions surprises. Selon l'ANESF, quelque 2.000 participants sont attendus.

"La filière sage-femme est la seule formation médicale non universitaire. Depuis des années, le champ de compétences des sages-femmes s'étend pour assurer les missions de santé publique. Dans la continuité de cette évolution, le parcours universitaire s'impose au même titre que les autres professions médicales", écrivent l'ONSSF et l'ANESF dans un communiqué diffusé lundi.

"Les sages-femmes demandent, par l'intégration universitaire de leur cursus, des structures de formation cohérentes avec la profession et ses responsabilités. Cette évolution, proposée sous forme d'amendement dans le cadre de la loi HPST a été rejeté en raison d'un manque d'implication des pouvoirs publics", ajoutent les deux organisations.

Cette mobilisation aura lieu à l'occasion de la Journée internationale de la sage-femme, et alors que les syndicats des personnels des hôpitaux et des organisations de médecins préparent de nouvelles manifestations le 14 mai contre plusieurs dispositions du projet de loi HPST. Le texte sera examiné au Sénat à partir du 11 mai.

Appel du LKP à une nouvelle "mobilisation générale" (05.05)

LePoint.fr - 04.05 Le collectif Lyannaj kont pwofitasyon (LKP), à l'origine de la grève générale qui avait affecté la Guadeloupe pendant 44 jours, appelle les salariés de l'île à une "mobilisation générale" vendredi, sans cependant préciser la forme qu'elle doit revêtir. "Le 7 mai, la mobilisation prendra de l'ampleur pour soutenir les camarades qui, dans leurs entreprises cherchent à faire entendre raison à leurs directions ou à leurs employeurs", a indiqué Alex Lollia, dirigeant de la centrale syndicale indépendantiste CTU, membre du LKP.

M. Lollia, qui s'exprimait sur RFO Radio-Guadeloupe, se référait aux dix à quinze entreprises affectées par des grèves pour l'application de l'accord Bino ou des revendications propres. L'accord Bino, signé par des organisations patronales minoritaires et partiellement étendu par arrêté du ministre du Travail, prévoit une augmentation salariale de 200 euros avec une participation de l'Etat et des collectivités locales durant 3 ans. A l'issue de cette période, les 200 euros doivent, selon l'accord, être intégralement pris en charge par les entreprises, mais cette disposition n'a pas été retenue par l'arrêté d'extension.

A l'issue du défilé du 1er mai, qui avait réuni 10 à 15.000 personnes selon le quotidien France-Antilles et 30.000 selon le LKP, son porte-parole Elie Domota avait déclaré que "nous faisons un appel à une mobilisation générale le 7 mai", sans donner plus de précisions. Interrogé lundi pour savoir "à quoi doit-on s'attendre", M. Lollia a répondu : "à ce que toutes les mobilisations apportent, c'est-à-dire des manifestations, des rassemblements, des protestations, car nous ferons en sorte que le maximum de travailleurs abordent cette journée avec les moyens qui sont les leurs". "Tous les moyens sont bons pour faire entendre raison au patronat", a-t-il poursuivi.

Hôpitaux: nouvel appel à la grève et à des manifestations le 14 mai (06.05)

AP - 06.05 Onze organisations des personnels médicaux ou non des hôpitaux publics ont appelé mardi soir à une nouvelle grève et à des manifestations le 14 mai contre le projet de loi Bachelot, les suppressions de postes et les restrictions budgétaires.

Les syndicats s'opposent à "la transformation de l'hôpital en entreprise prévue par la loi Bachelot", écrivent la CGT, FO, Sud, la CFTC, la CGC et, côté médecins, la CPH, l'AMUF, l'INPH, le SNPHAR, l'IDEPP et le MDHP dans un communiqué commun diffusé mardi soir.

Les organisations signataires "s'opposent aux suppressions d'emplois qui ne pourront qu'entraîner une détérioration de la qualité des soins", ainsi qu'à "la convergence tarifaire qui instaure une concurrence déloyale entre établissements et qui sert à justifier les suppressions d'emplois".

Les syndicats demandent le report de la loi qui doit être examinée à partir du 11 mai par le Sénat et réclament "l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public".

Les onze organisations "appellent en conséquence à organiser partout des rencontres, des réunions, des assemblées générales des personnels médicaux et non médicaux pour élargir la mobilisation et préparer la grève nationale du 14 mai".

"Cette journée de grève et de manifestations doit permettre toutes les formes d'actions innovantes, visibles, médiatiques permettant aux personnels hospitaliers, médecins et usagers de se retrouver ensemble sur des revendications convergentes", ajoutent les signataires.

Cet appel fait suite à la journée de grève et de manifestations du 28 avril dernier, marquée notamment par un défilé de 8.000 à 18.000 personnes, dont plusieurs grands noms des hôpitaux publics, dans les rues de Paris contre le projet de loi Bachelot Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST).

Brice Hortefeux veut dialoguer "sans tabou" avec les syndicats (06.05)

Reuters - 06.05 Le gouvernement compte avancer sans "aucun tabou" dans un dialogue "constant" avec les syndicats pour continuer à répondre à la crise par "du concret", assure Brice Hortefeux.

Au lendemain d'un nouvel appel à la mobilisation des organisations syndicales françaises, les 26 mai et 13 juin, le ministre du Travail et des Relations sociales a réaffirmé sur LCI que les syndicats seraient de nouveau reçus à l'Élysée "fin juin" pour une évaluation des mesures gouvernementales mises en oeuvre depuis le 1er avril.

"Nous sommes partisans du dialogue, la porte est toujours ouverte. Je souhaite que nous nous engagions dans un dialogue social durable, constant, permanent", a-t-il souligné.

"Nous avancerons avec pragmatisme quels que soient les sujets. Il n'y a aucun tabou", a-t-il déclaré. "Nous devons répondre à ces attentes par du concret".

Ainsi Brice Hortefeux s'est-il dit prêt à "réfléchir" à la proposition de Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, d'allonger la durée d'indemnisation du chômage.

"Nous n'avons aucune posture idéologique, nous n'avons aucun a priori", a dit le ministre.

"On est à l'écoute, on est attentifs, on veut du concret, on veut de la justice", a-t-il insisté, confirmant que les syndicats seraient reçus par le président de la République "à l'été, fin juin".

"C'est un calendrier qui est assez précis. (...) Les mesures se déploient depuis le 1er avril, donc il faut leur laisser le temps d'application", a-t-il justifié.

Les syndicats ont appelé lundi soir à une journée interprofessionnelle le 26 mai et à une "grande journée de manifestations" dans toute la France le 13 juin.

Ils formuleront dans les prochains jours des propositions sur lesquelles "ils attendent des réponses rapides du gouvernement et du

patronat".

Commentaire : parce qu'ils ne les connaissent pas déjà ? A moins qu'il ne s'agisse de propositions patronales ! Il faut matraquer sans relâche cette pourriture et tous ceux qui s'en accommodent, tout en tirant à boulets rouges sur le gouvernement et particulièrement Sarkozy

Les syndicats de Caterpillar divisés sur l'offre de la direction (15.05)

Reuters - 14.05 Les syndicats de Caterpillar sont divisés sur une solution permettant de réduire le nombre de salariés qui perdraient leur emploi sur les sites isérois du fabricant américain d'engins de chantier.

La CFDT, la CFTC et FO se sont rapprochés des propositions de la direction pour tenter de ramener de 733 à 600 le nombre de licenciés, tandis que la CGT restait opposée au protocole d'accord présenté par le constructeur.

La tension est montée jeudi matin entre les deux groupes de syndicalistes qui en sont venus aux mains.

Alors que la direction avait décidé lundi suspendre les négociations et de procéder au licenciement de 733 salariés en raison du blocage, les trois syndicats majoritaires sont prêts à négocier de nouveau pour limiter les dégâts.

"La direction a maintenant décidé d'abandonner l'idée des horaires tournants, ce qui gênait le personnel de production", a expliqué à Reuters Alain Massy, délégué CFDT.

"Nous sommes persuadés que, dans ces conditions, les salariés seraient prêts à accepter l'accord et le 'oui' l'emporterait si un nouveau référendum était organisé."

"Nous allons tout faire pour que ça se passe comme ça", a-t-il ajouté, espérant que la direction acceptera de reprendre les négociations et de passer à 600 suppressions d'emploi.

Pour François Meyer, chargé de la communication de Caterpillar, "la porte est ouverte".

Il a confirmé que la direction était prête à revenir sur les horaires tournants, qui obligerait les salariés à travailler de nuit. "Il serait effectivement stupide de laisser partir 133 postes supplémentaires", a-t-il ajouté.

Il a précisé que la direction étudiait comment les discussions pouvaient être réengagées et dans quelle mesure un nouveau référendum pouvait être organisé.

Seule la CGT campe pour l'instant sur ses positions.

"Nous n'entrerons pas dans une polémique inutile, mais pour nous, seuls les intérêts des salariés comptent", a déclaré Nicolas Benoît, délégué CGT.

"Si la direction de Caterpillar a de nouvelles propositions modifiant l'accord cadre qui a été rejeté le 7 mai, alors elle doit le soumettre à un nouveau référendum", a-t-il ajouté.

Les sites isérois de Caterpillar à Grenoble et Echirolles sont actuellement fermés pour deux semaines pour cause de chômage partiel.

Quatre syndicats de la SNCF appellent à la grève mardi 26 mai (16.05)

LeMonde.fr - 15.05 Les quatre syndicats de la SNCF (CGT, CFDT, SUD-Rail, UNSA) vont déposer un préavis de grève pour le 26 mai, journée nationale d'action à l'appel des huit principales centrales syndicales françaises. Le préavis doit courir du lundi 25 mai à 20 heures au mercredi 27 mai à 8 heures.

"Nous nous inscrivons dans le mouvement interprofessionnel mais avons aussi des exigences propres à la SNCF : l'avenir du fret, le caractère intégré de l'entreprise, une revalorisation des salaires et des retraites, un meilleur dialogue social", a déclaré le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, vendredi 15 mai. 'Nous prévoyons d'appeler à la grève', a précisé Alain Cambi (SUD-Rail).

Les huit confédérations syndicales, auxquelles appartiennent les syndicats de la SNCF, ont décidé le 4 mai d'organiser le mardi 26 mai 'une journée de mobilisation décentralisée dans les modalités diverses en fonction des réalités locales' et le samedi 13 juin 'une grande journée de manifestations', afin de donner une suite à leur mobilisation unitaire du 1er Mai et à leurs précédentes journées des 29 janvier et 19 mars.

Controverse après l'arrestation de syndicalistes de GDF et EDF (16.05)

Reuters - 15.05 L'arrestation, jeudi à Paris, de 74 syndicalistes de GDF Suez et d'EDF accusés de dégradations aux sièges d'organisations patronales a provoqué une controverse politique entre majorité et opposition.

La gauche a estimé que la violence résultait de l'absence de négociations salariales dans ces entreprises et demandé au gouvernement de les favoriser. La CGT a dénoncé une "rafle" et des "gardes à vue politiques". L'UMP, le parti majoritaire, a fermement condamné ce type de violences.

Le parquet, qui est sous l'autorité hiérarchique du ministère de la Justice, n'a pas engagé de poursuites pour l'instant, dans l'attente de l'examen des procédures de police, a dit une porte-parole.

Les syndicalistes, dont plusieurs dirigeants CGT du secteur, ont été placés en garde à vue avant d'être remis en liberté au terme d'interrogatoires de plusieurs heures.

Les manifestants, qui demandent des augmentations de salaires, ont fait irruption au siège de l'organisation patronale du gaz et au siège d'ERDF et de GRDF, les filiales de distribution, dans le VIIIe arrondissement.

Selon une source judiciaire, ils ont arraché des câbles, écrit des slogans sur les murs à la peinture et renversé des tables. La CGT assure qu'aucune dégradation n'a été commise, parle de "mascarade" dans un communiqué. Elle demande "l'arrêt de toutes les sanctions en cours".

Il est courant en France que ce type d'action, usuel par exemple dans les manifestations d'agriculteurs, ne donne lieu à aucune poursuite. Les procureurs, maîtres de l'opportunité des poursuites, n'y sont pas tenus. Ils peuvent légalement recevoir des instructions du gouvernement visant à apaiser les conflits.

BUFFET ÉCRIT A FILLON

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du Parti communiste, a écrit au Premier ministre pour protester et lui demander de favoriser l'ouverture de négociations. "Cette stratégie de dénégation du fait syndical et de provocation de salariés en lutte est indigne d'entreprises nationales dont l'Etat reste le principal actionnaire", dit-elle.

Le député socialiste Claude Bartolone a renchéri. "Si on veut éviter ces violences, il faut montrer que la négociation sert à quelque chose", a-t-il estimé sur RTL.

Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, a rejeté de son côté le recours à la violence comme forme d'action syndicale.

"J'aimerais bien qu'aucun responsable politique ne s'amuse à légitimer des faits d'une telle violence. La violence n'a jamais été une forme d'action syndicale, ça n'a jamais rien réglé dans notre pays", a-t-il souligné sur LCI.

Depuis fin mars, les salariés de GDF et d'EDF, conduits notamment par le syndicat CGT, mènent diverses actions pour demander des augmentations de salaires, avec notamment des coupures sauvages partout dans le pays.

Une enquête préliminaire de police a été ouverte en avril à la suite de coupures volontaires de gaz, mais là encore personne n'a été poursuivi à ce jour.

En pleine crise économique, un débat s'ouvre sur le recours à la violence. Des séquestrations de cadres dans quelques usines promises à la fermeture, condamnées par la classe politique, ont presque toutes contraint les directions des sociétés à améliorer leurs offres ou à ouvrir des discussions.

Bernard Thibault briguera un 4e mandat à la tête de la CGT (21.05)

Reuters - 20.05 Dirigeant de la CGT depuis 1999, Bernard Thibault sera à nouveau candidat à sa propre succession lors du prochain congrès de la confédération, en décembre à Nantes, indique la CGT.

Le "parlement" de la CGT, le comité confédéral national, a pris acte mardi "par un vote unanime moins deux abstentions de la candidature de Bernard Thibault", précise-t-elle dans un communiqué.

Le secrétaire général, qui s'était révélé lors du conflit des cheminots de 1995 en devenant un symbole du renouveau de la CGT, s'est attaché ces dernières années à donner une image plus réformatrice de la centrale.

Sa décision de briguer un quatrième mandat à l'âge de 50 ans était attendue en raison de sa capacité à redresser les effectifs et à renforcer le rôle de la CGT dans le paysage syndical.

Léger accroc, Bernard Thibault avait été mis en minorité en février 2005 en raison de ses positions en faveur du traité constitutionnel européen, sans que cela remette en cause son mandat à la tête de l'organisation.

Commentaire : Thibault 1999-2009 : ça suffit, dehors !

Patronat et syndicats discutent d'un nouveau calendrier de négociations sociales (27.05)

AP - 26.05 Les partenaires sociaux se retrouvent mercredi pour discuter d'un agenda de négociations sociales, alors qu'après une quatrième journée de mobilisation unitaire, les syndicats demandent d'une seule voix au patronat de "prendre ses responsabilités" face à la crise et d'accepter de discuter des salaires, de l'emploi ou du partage des richesses produites.

De son côté, le gouvernement attend des partenaires sociaux qu'ils ouvrent plusieurs chantiers "au plus tard d'ici le second semestre", selon le Premier ministre François Fillon, notamment sur la gouvernance des entreprises ou les institutions représentatives du personnel.

Les organisations syndicales et patronales se retrouvent à partir de 15h au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) à Paris. Pour le MEDEF, il s'agit avant tout d'une "délibération sociale", c'est-à-dire une entrevue préalable à l'ouverture de négociations futures.

Mais les syndicats veulent aller vite et affichent pour l'heure un front uni dans un contexte de crise et après quatre journées de mobilisation interprofessionnelle dont la dernière ce mardi.

A l'issue de celle-ci, les syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires) ont, dans une déclaration commune, exigé du patronat qu'il "prenne ses responsabilités" et accepte d'engager des négociations sur les salaires, les politiques industrielles, l'emploi, un "accès facilité pour tous au chômage partiel, l'amélioration de la durée et du niveau de son indemnisation, associés à des formations qualifiantes".

Ils demandent également l'ouverture de négociations sur la répartition des richesses produites dans les entreprises, le "respect et l'amélioration des droits syndicaux et des institutions représentatives du personnel".

"Ces questions sont celles que nous allons proposer à la négociation. Nous souhaitons que tout soit sur la table et j'espère que le patronat l'acceptera", a déclaré mardi à l'Associated Press la secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas.

Quant à entrer dans un processus de "délibération sociale" sur plusieurs semaines, Maryse Dumas répond: "Les parloles, ça suffit! Notre pays est plongé dans une crise très grave et il y a besoin de vraies négociations sur le fond qui permettent de répondre à cette crise".

Appel des syndicats de l'éducation contre les mesures de Sarkozy (31.05)

Reuters - 30.05 Plusieurs syndicats d'enseignants, lycéens et parents d'élèves ont signé samedi un appel à une autre politique de lutte contre la violence dans les établissements scolaires, deux jours après les annonces de Nicolas Sarkozy sur ce thème.

"Les établissements d'éducation doivent avant tout rester des lieux de confiance, d'apaisement et de sérénité", écrivent neuf syndicats dans

cet appel commun rédigé à Saint-Etienne, à l'occasion du congrès national de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE).

"C'est une façon de répondre de manière unitaire à tout ce qui a été dit sur la sécurité dans l'école", a expliqué à Reuters Alix Nicolet, présidente de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (Fidl).

"Le ministre sait que la fouille des cartables est impossible à mettre en place et ne règlera rien; il sait que la création d'une brigade volante d'intervention n'a aucun sens; il sait que vouer aux gémonies les parents dits 'démissionnaires' n'est pas une solution", énumèrent les signataires de l'appel (Fidl, UNL, FCPE, Unsa Education, FERC-CGT, Snes, Unef, SGEN-CFDT, FSU).

"Rien ne peut remplacer les rapports humains, l'éducation, la prévention, toutes choses que les portiques et les caméras de vidéosurveillance ne sont pas en mesure d'apporter", affirment-ils.

Jeudi, Nicolas Sarkozy a annoncé plusieurs mesures à la suite d'une série d'incidents médiatisés dans les établissements scolaires. Les chefs d'établissement et leur personnel d'encadrement seront habilités à fouiller cartables et sacs des élèves à la recherche d'armes éventuelles et à la saisir.

Le chef de l'Etat a évoqué le développement de la vidéosurveillance dans les établissements scolaires et son ministre de l'Education nationale Xavier Darcos l'installation de portiques de détection.

"Les agressions de personnels de l'Education nationale sont inadmissibles. Les intrusions de bandes armées de battes de base-ball dans un établissement sont intolérables", peut-on lire dans l'appel syndical.

"Néanmoins, il ne s'agit pas des formes les plus fréquentes de violence perpétrées dans les écoles et les établissements scolaires. Les agressions commises avec arme contre les personnels de l'Education nationale sont heureusement rarissimes (10 cas recensés depuis 2007)."

Selon les auteurs du texte, la politique de l'éducation du Président depuis son élection a favorisé le développement de la violence à l'école.

"Par bien des aspects la politique suivie renforce les phénomènes de violence: déssectorisation, suppressions de dizaines de milliers de postes d'enseignants et de personnels vie scolaire, déstabilisation des équipes, dégradation des conditions de travail et d'étude, insuffisance du dialogue avec les parents..."

Les partenaires sociaux négocient la "gestion sociale de la crise" (10.06)

AP - 09.06 A trois jours de nouvelles manifestations interprofessionnelles, les partenaires sociaux entament mercredi des négociations sur la "gestion sociale de la crise" et ses conséquences sur l'emploi. Mais pas question d'ouvrir le dossier du partage des profits, un sujet que refuse d'aborder le patronat malgré la demande des syndicats et la volonté de Nicolas Sarkozy de recevoir leurs propositions avant le 15 juillet.

Les négociations commenceront à partir de 8h30 au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) à Paris. Les modalités d'accès au chômage partiel, le développement de l'employabilité, la mobilité professionnelle, l'emploi et la formation des jeunes, la sécurisation des parcours professionnels, l'articulation entre les dispositifs d'assurance-chômage et le régime de solidarité pour les chômeurs de longue durée devraient être abordés lors de ces négociations.

Les syndicats comptent afficher à nouveau un front uni face au MEDEF, à trois jours de leur cinquième journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle pour exiger du patronat et du gouvernement un changement de politique économique et sociale face à la crise. Plus de cent manifestations ont d'ores et déjà été recensées par la CGT pour cette journée d'action de samedi, dont un défilé à Paris.

Les partenaires sociaux ont décidé d'ouvrir ces négociations lors d'une rencontre le 27 mai, destinée à fixer leur agenda social 2009.

Un nouvelle réunion est d'ores et déjà inscrite au calendrier pour le 24 juin, mais aucune date butoir n'a été fixée concernant la fin des négociations.

Les partenaires sociaux ont également décidé d'ouvrir des discussions sous la forme d'une "délibération sociale" -concept inventé par le MEDEF consistant à ouvrir des débats durant des semaines voire plusieurs mois sur un thème en préalable à d'éventuelles négociations-sur le dialogue social, la politique industrielle et économique et le fonctionnement et la gestion du paritarisme.

S'ils se félicitent dans l'absolu de l'ouverture des discussions, les syndicats sont tous mécontents sur le fond et le calendrier, alors que le 26

mai dernier, à l'issue d'une nouvelle journée de mobilisation, ils avaient exigé l'ouverture de négociations sur plusieurs dossiers, dont "la répartition et la redistribution des richesses produites dans les entreprises" et "l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi".

"Il apparaît au grand jour que (le patronat) cherche tous les échappatoires à l'ouverture de réelles négociations. La seule proposée concerne la gestion sociale de la crise et non les moyens d'en sortir", dénonce ainsi la CGT dans un communiqué.

"Les problèmes d'emploi étant intimement liés à ceux de la gouvernance des entreprises, nous avons particulièrement insisté sur ce dernier point qui, malheureusement, ne figure que dans le chapitre du dialogue social sous la forme d'une délibération", déplore de son côté la CGC. La confédération des cadres juge par ailleurs "regrettable que le patronat ait rejeté (sa) demande de négocier le partage des richesses produites par l'entreprise".

"Faute de s'emparer de ce dossier de manière responsable, nous ne doutons pas que le législateur se substituera aux partenaires sociaux! Peut-être est-ce d'ailleurs ce que souhaite le patronat?", souligne la CGC, alors que Nicolas Sarkozy a demandé aux syndicats et au patronat d'ouvrir des discussions sur cette question.

"Au moment où notre pays traverse, comme le reste du monde, une crise d'une ampleur inédite, il nous faut accorder une attention particulière à la répartition des fruits de l'effort collectif", avait en effet écrit le chef de l'Etat dans une lettre aux partenaires sociaux le 14 mai, après avoir reçu le rapport du directeur de l'INSEE Jean-Philippe Cotis sur le partage de la valeur ajoutée.

"J'aimerais que vous puissiez me faire part des conclusions de vos discussions avant le 15 juillet", ajoute le président, une date-butoir qui à l'évidence ne sera pas respectée. Lors du sommet social en février, il avait déclaré à ce sujet: "Si des progrès ne sont pas réalisés, l'Etat prendra alors ses responsabilités". Une déclaration et une lettre qui sont pour l'heure restées sans effet sur le MEDEF.

Mailly: "On n'est pas des G.O du social" (13.06)

AP - 12.06 "On n'est pas des G.O du social", a lancé vendredi soir le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly à l'adresse de son homologue de la CGT Bernard Thibault, observant que des salariés doutaient de "l'efficacité" des modalités d'action comme celles prévues samedi.

Les syndicats sont "capables" d'infléchir la politique sociale du gouvernement "s'ils choisissent les bonnes modalités d'action", a-t-il expliqué sur France Info. Or, il y a un "problème": "nous, ça fait un mois à Force ouvrière qu'on explique que des manifs tous les mois, ou tous les mois et demi, ça use les salariés" et qu'il existe "le sentiment que ce n'est pas ce qui fera bouger le gouvernement".

"Je constate (...) qu'il y a une vraie colère sur les questions d'emploi" et de "pouvoir d'achat" mais "qu'ils doutent de l'efficacité de modalités d'action comme demain ou le 26 mai".

Pour Jean-Claude Mailly, "il faudrait" que Bernard Thibault "comprenne que quand on est responsable syndical, on n'est pas des maîtres de cérémonies festives ou manifestives. On n'est pas des G.O (gentils organisateurs) du social".

"L'unité d'action, c'est important, mais à condition qu'on soit bien clairs sur les modalités d'action et qu'on prenne les décisions nécessaires pour que ce soit efficace", a souligné le secrétaire général de FO.

"Si les manifs, ça suffit pas", "est-ce qu'on peut ensemble (...) appeler à une journée de grève? Ce n'est pas fin juin que l'on peut faire ce genre de choses. Mais si on l'avait fait avant" et "si l'ensemble des syndicats appelait, eh bien, ça pourrait avoir un effet", a jugé Jean-Claude Mailly. "On l'a pas essayé".

A Marseille, les militants s'interrogent sur la stratégie de leur syndicat (13.06)

LeMonde.fr - 12.06 Comment continuer la mobilisation ? Manifester, à quoi ça sert ? Nombre de militants se posent ces questions à la veille de la sixième journée d'action à l'appel des huit syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA), samedi 13 juin.

A Marseille, la trublione qui aime rivaliser avec Paris avec les chiffres de manifestants annoncés sur la Canebière, beaucoup pestent contre la succession de journées d'action : six en six mois. Dans tous les syndicats, on reconnaît avoir du mal à mobiliser. Beaucoup rêvent de mouvements " victorieux " mais avouent ne pas savoir comment faire. Certains ont fait la "grève de la grève", le 26 mai, à l'occasion de la dernière journée d'action.

Lors du comité départemental de la CGT des Bouches-du-Rhône, lundi 8 juin à Arles, le débat a été vif. Pour Yves Castino, secrétaire général de la fédération santé à Marseille, "il y a une vraie colère des salariés, partout, et le syndicat doit être capable de travailler aux convergences : beaucoup d'actions se déroulent les unes derrière les autres, ou à côté des autres, rien n'est coordonné". Ce dirigeant, 51 ans dont 27 ans de service dans les hôpitaux, s'inquiète d'une stratégie qui s'inscrit trop dans la durée : "Attention au retour de manivelle si on attend trop, avec un gouvernement qui joue le pourrissement." Pour lui, la journée du 26 mai, pour laquelle les huit syndicats prônaient des actions "locales et diversifiées", c'était "la montagne qui accouche d'une souris".

"ENTERREMENT DE PREMIÈRE CLASSE"

Même son de cloche pour Lionel Zaouati, secrétaire de la CGT des Caisses d'allocation familiale : "Le 26 mai a été un enterrement de première classe, les gens sont prêts à en découdre mais avec des chances de victoire, pas pour faire des barbecues, des sardinades", dit-il.

Secrétaire du syndicat CGT des Mutuelles de Provence, Gérard Luigi est plus remonté encore. "On nous promène depuis des mois, la direction de la confédération ne veut pas en découdre avec le patronat et le gouvernement", proclame-t-il. L'unité "historique" des huit est une bonne chose, "mais si cela débouche sur une journée d'action tous les deux mois, elle ne sert à rien". Il préférerait "trois ou quatre journées consécutives, pour forcer le gouvernement à négocier", mais il reconnaît dans le même temps que, dans son entreprise du privé, "pour une journée de grève, on appelle à une demi-journée afin que les gens ne perdent pas trop d'argent et aillent à la manif".

Le responsable des marins CGT, Serge Melchione, dit que les choses sont compliquées. "Le rapport de forces et la grève sont ancrés culturellement chez les marins, explique-t-il. Mais ce n'est pas facile d'amplifier le mouvement, de dire aux gens que s'ils ne bougent pas, ils n'auront rien. Et ce n'est pas forcément en appelant à la grève générale que ça peut mobiliser." Ce débat traverse tous les syndicats. Claude Argy, responsable du puissant syndicat des territoriaux FO de Marseille veut "une grève générale franche". Le 26 mai ? "On n'y a pas été, ce n'était pas à la hauteur de la situation", dit-il. Et samedi, il n'ira pas non plus pour "préserver ses forces pour les combats à venir" explique ce dirigeant, 56 ans dont 38 de syndicat.

"UNE BATAILLE PLUS DURE"

La grève de la grève, certains l'ont faite. "Le 26 mai, je suis allée travailler, explique ainsi Brigitte Ibanez, militante SUD-PTT. J'en ai marre des actions ponctuelles et de perdre un jour de salaire pour rien." Mais cette militante qui travaille depuis trente ans aux chèques postaux se dit "prête à une bataille plus dure, plusieurs de jours de grève".

À la CFDT, on s'interroge aussi sur les nouvelles formes d'action à trouver. Lydia Auer, responsable du syndicat marseillais de la propreté, en a "ras le bol". "On fait, on fait, mais ça ne débouche pas et les gens nous disent 'pourquoi ?', confie-t-elle. Ce serait bien de faire comme à la Guadeloupe, ce serait plus efficace, mais les gens ne suivraient pas, ils ont des crédits, ils doivent manger."

Les directions nationales connaissent ces difficultés. Pour Marcel Grignard (CFDT), "s'il y a peu de critiques sur la stratégie, il y a un débat légitime sur l'efficacité d'une action au regard de ce qu'elle permet d'obtenir". Et les mobilisations depuis janvier ont, selon lui, permis d'avancer. Annick Coupé (Solidaires) tempère ce sentiment : "Le bilan, c'est que les actions de l'intersyndicale n'ont pas permis de faire reculer le gouvernement et le patronat et c'est normal qu'il y ait des doutes." Maryse Dumas (CGT) reconnaît une situation "compliquée". "La crise dure, le débat sur la tactique des luttes se fait dans un contexte difficile, dit-elle, mais pour parler de reconduction ou de généralisation des grèves, il faut voir déjà qui est en grève une journée."

Manifester puis rentrer chez soi ne fera pas plier ce gouvernement" (13.06)

LeMonde.fr - 12.06 Le risque de la démobilisation, par Philippe LEBRUN Je suis solidaire de ce mouvement, mais manifester tous les deux mois ne conduit qu'à la démobilisation comme on le verra, hélas, probablement samedi 13. Le seul moyen, visiblement, d'être entendu, c'est de bloquer les entreprises, comme l'on fait hier, le LKP en Guadeloupe, et comme le font aujourd'hui les producteurs de lait.

Retraité depuis peu, avec 1 500 euros par mois, je fais paraître partie des retraités "privilégiés" alors que je me demande comment on peut vivre — et non survivre — avec moins.

Patrons et gouvernement ne cessent d'exhorter les salariés à s'adapter au "changement". Je suggère qu'ils montrent l'exemple en échangeant, durant un an, leur revenu actuel contre ce nouveau RSA qu'ils nous présentent comme un pactole !

Quand je vois dans le même temps que les produits de luxe ne se sont jamais aussi bien vendus, je pense que nous sommes dans un système complètement pervers et révoltant. Qu'on y prenne garde : « Qui sème la misère, récolte la colère ».

La techno-structure syndicale se trompe de stratégie par Daniel BIRO

Je suis délégué du personnel CFTC dans une entreprise privée (énergie-équipements du bâtiment).

Mon syndicat, comme les autres, appelle à l'action, mais nous n'avons rien reçu de notre fédération. Mes collègues CFDT, CGT et autres sont dans le même cas.

Cette journée d'action ne nous concerne pas. C'est une affaire entre d'une part le MEDEF et le gouvernement, d'autre part les fonctionnaires et les salariés des grandes entreprises.

En fait, le monde "salarié" s'est divisé en plusieurs groupes dont les intérêts divergent. La chose fut très claire au moment des retraites.

Que signifiait pour nous le mot d'ordre "37,5 annuités" ? Nous avons tous commencé avant 18 ans et il y aura bien une dizaine de réformes avant que nos enfants soient concernés.

Dans des métiers à faible espérance de vie, le seul vrai mot d'ordre était "15 ans de retraite pour tous !". Mais cela était inenvisageable pour la techno-structure syndicale élue par les fonctionnaires et les salariés des grosses entreprises.

Avec moins de 1% de syndicalisation, nous ne pesons pas. De nouveaux syndicats sont à inventer (il n'y a pas l'équivalent des Verts dans le monde syndical !). Coupés de nos directions syndicales, nous sommes donc un peu à la dérive.

La journée d'action prévue ne nous concerne donc pas Pour ma part, je participerai ce jour-là à une réunion sur l'Espéranto dans un éco-village... et mes collègues seront à la pêche ou à Carrefour !

Solidaire, oui mais pas à la journée ! par Pierre Thomé

Une journée d'action de plus qui va rassembler, soyons optimiste, 1 à 2 % (dont bon nombre de fonctionnaires) de la population française, quel sens cela peut avoir, sinon de rassurer quelques militants syndicaux ?

En ce moment, le rôle des syndicats ne serait-il pas dans un premier temps de fédérer les luttes, de les populariser et ensuite, et seulement ensuite, d'organiser de grandes manifestations de soutien en générant un grand mouvement de solidarité... Souvenons-nous de LIP en 1973... Voir ou revoir le film "LIP, l'imagination au pouvoir" (C. Rouaud, 2007) .

Sans efficacité aucune par Janus Ambidextre

Ce type de rassemblement est dévoyant. Nul n'est dupe que le contexte est la mollesse des marchés et la préférence des consommateurs pour les produits importés. Nous sommes tous complices du chômage. Sans aller jusqu'à revendiquer l'autarcie, les manifestants devraient concentrer leur demande sur des aides à la baisse des coûts de production. La TVA sociale aurait été une alternative favorable à la reprise. Hélas ce projet a été politisé. Puis abandonné. Dommage.

T'as pas voté ? Alors assume maintenant... par Eric Cousin

Animé par des valeurs de gauche, je ne compte pas mes jours de grève [ndlr : PAS payés] et de manifs, je ne manque aucune élection. Pas vraiment militant, mais participant activement, depuis de longues années, en ligne ou dans la vraie vie, au débat politique au sens large.

Personnellement, j'ai un bon boulot, je ne souffre pas de la crise.... Non, je ne suis pas à plaindre ! Mais on peut vouloir lutter pour autre chose que pour son seul cas personnel : pour un idéal, pour les autres, pour nos enfants, pour une société plus équitable, plus solidaire, plus respectueuse de la vie et de la nature, moins égoïste... Tout un programme.

J'ai 46 ans. Serais-je déjà sur le déclin ? Toujours est-il que je vis un enfer depuis 2007... Je suis en effet complètement dépité, dégoûté de voir ces hordes de gogos qui se font exploiter, perdent leur boulot, subissent au plus près les affres de la crise et qui pourtant votent Sarkozy (élections présidentielles) ou, en s'abstenant de voter (européennes), en cautionnent indirectement la politique. Oui je le reconnais, je perds la foi.

Alors, faudrait-il que je prenne (encore) de mon temps pour manifester samedi (ou tout autre jour) pour montrer mon soutien à des gens qui l'ont bien cherché, qui ne font pas l'effort de réfléchir aux causes de leur condition, qui trouvent plus important que les magasins soient ouverts le dimanche que de voter, ou qui ne pensent qu'à eux. Cette fois-ci, ce sera sans moi. Démerdez-vous ! Aide-toi, le ciel t'aidera !

Oui et Non par Rémi LELONG

Je ne suis pas partisan des manifestations qui ont jalonnées le début de l'année 2009 et je pense pour ma part que le gouvernement fait ce qu'il doit avec les moyens qui sont les leurs (les nôtres!!!)

Bien sur je souhaite plus de pouvoir d'achat !

Bien sur je souhaite une sortie de crise rapide !

Bien sur je souhaite voir la croissance repartir à la hausse !

Bien sur je souhaite une hausse conséquente des salaires (et du mien par la même occasion) !

Je salut cela dit le choix des syndicats de manifester un samedi plutôt qu'un mardi ou un jeudi... C'est une initiative que je trouve plus que responsable. Une manifestation le samedi coûte à l'économie beaucoup moins chère qu'en semaine, les possibilités pour les manifestants souhaitant si rallier sont peut-être plus simple, et surtout la vision des français sur ce mouvement en sera valorisé.

Alors bravo pour ce choix, même je ne suis pas d'accord sur le fond!

De l'inutilité des mouvements sociaux de faible amplitude. par Alain Trouilliez

Ce Nième "mouvement" ne sert à rien.

L'émiettement des mouvements dans le temps, la disparité des revendications et, malheureusement, le manque de convergences syndicales durables, font que ces manifestations sont vouées à l'échec ,tout au plus un os à ronger comme trophée !

Temps et revenus perdus inutilement!

Seule l'action massive et concertée des salariés ,et ce dans la durée, fera plier ce gouvernement qui n'a d'yeux que pour le capital.

Pourquoi ? par Alexis - Baudu

Je me demande pourquoi nous devrions aller manifester... Je ne savais pas que c'était Sarkozy qui était le "fondateur" de la crise. Non, mais je crois qu'il faut arrêter de se plaindre tout le temps. Les mesures, je pense que le gouvernement essaye de nous sortir de cette crise. Peut être que quelques points sont à revoir.

Mais croyez-vous que si Mme Royal aurait été notre chef elle aurait mieux fait ? Pas certains. Venez voir en Deux-Sèvres, le développement industriel est énorme (ironique).

Certains, iront manifester pour sauver leur emploi ou bien défendre les produits qu'ils vendent (le lait) mais d'autres n'iront manifester que pour protester le gouvernement en place. Qui organise ces manifestations ? Soyons réalistes.

Le PS voulait à tout prix casser du Sarko lors des élections (le MoDem et le PNA également) la seule chose qu'ils ont réussi à faire c'est de se casser les dents. Je dis bien fait. Je n'approuve pas forcément tous les choix de Mr Sarkozy, cependant quand on est contre on présente autre chose.

Et n'ayant pas encore de soucis avec mon travail, et ne souhaitant pas être solidaire de personnes qui pensent qu'à critiquer sans proposer je dis non. Je n'irais pas à cette journée.

Ca ne sert plus a rien ! par Greze Philippe

Je pense inutile tous les mouvements anti crise, je ne dit pas qu'il sont illegitime, je dis qu'il sont inutile. Inutile car le systeme economique dans lequel nous vivons est arrivé a son terme, il meurt, comme un malade meurt d'un cancer, on peut traiter par petites touches mais rien sauver vraiment, c'est la fin. Non, ce qu'il faut c'est tout changer, mais par quoi ? une fin de règne c'est toujours difficile, voire meurtrier, mais pourtant incontournable sera cette étape avant un vrai changement, que j'espere plus beau, plus sain, plus juste, en un mot plus humain pour les futures génération.

une fréquence trop forte nuit aux mouvements de grève par Robin-Cortade

J'ai peur qu'avec des grèves chaque mois, le caractère exceptionnel, signe du ras le bol ne s'estompe. On a l'impression que ces grèves ne servent plus aux syndicats qu'à faire état de leur "puissance" mobilisatrice au gouvernement. J'ai bien peur que cette stratégie ne les desserve.

undefined par Guillaume B.

Dimanche dernier lors des élections européennes, j'ai choisi de m'abstenir en refusant d'apporter une légitimité populaire à une Europe originellement libérale - ultra ou néo - féroce antisociale et antidémocratique, la morgue profonde manifestée par les élites politico-médiatiques dès le soir du résultat du référendum de 2005 sur la constitution n'en étant que l'exemple le plus visible.

De même, bien que je ne compte plus le nombre de jours de grève effectués et de manifestations à mon actif, je refuse, pour une fois donc, de défilier demain en compagnie de syndicats qui, endossant les habits contre-nature de la médiation et de la paix sociale, ont d'abord et surtout montré depuis la grande grève du 29 janvier dernier leur capacité à étouffer, jusqu'à la nausée, toute amplification des luttes, préférant sauvegarder, ou développer pour Sud, leur boutique. De ce point de vue, rien de nouveau certes, mais, là, l'écœurement est devenu trop fort. J'en profiterai donc pour lire Le Moment machiavélien de Pocock.

C'est une crise mondiale, manifester ne sert à rien. par Henri Ngo C'est comme si on manifestait contre le mauvais temps....

Dilluer pour régner par Stéphane Motreff

Organiser des manifestations espacées dans le temps, le samedi ect... Est le meilleur moyen de dilluer l'opposition. Solidaire, je suis surtout déçu par des syndicats faisant plus le jeu du gouvernement que le nôtre. Quelles sont leurs motivations ? Une vraie question que je ne suis plus le seul à me poser. Pourquoi ne donnent ils pas un rendez vous récurrent (tous les jeudis soirs par exemple). La récurrence donnerait une force à ce mouvement.

Beaucoup trop évasif. par Robert GUITARD

Il n'y a pas de crise de l'emploi ni des salaires, mais crise financière et crise internationale aux répercussions nationales. Personne ne peut répondre à cette question si ce n'est l'Europe toute entière qui doit s'unir pour combattre ce mal, et établir des règles communes à tous les pays qui la compose.

Donc Europe politique, et Europe sociale pourraient être les points forts actuellement.

Je ne suis donc pas solidaire de ce mouvement qui ne sert à rien, et je n'irai pas manifester non plus.

Non. par Antoine Malliarakis

Je veux bien croire que l'interventionnisme de l'état peut avoir des côtés rassurants, mais assez avec cette espèce de mode du "Je suis pas content, je vais me plaindre auprès des politiques". Si les gens ne veulent pas finir dans un système communiste soviétique (où les libertés étaient souvent laissées sur le bord de la route, rappelons-le), il faudra bien qu'ils se prennent par la main pour changer les choses et améliorer leur quotidien.

Alors plutôt que demander à notre cher P de la R ce qu'il va faire pour améliorer mon quotidien (ce qui reviendrait, in fine, à se défausser de nos responsabilités dans mes réussites / échecs), je vais travailler ce jour là pour vivre et (essayer d')améliorer mon quotidien.

La promenade syndicale par François Schockweiller

Je participerai à la manifestation mais avec peu d'espoir de changement. Les syndicats font le jeu du gouvernement en dispersant les journées de mobilisation de manière mensuelle. Il n'y a aucun moyen d'inscrire l'action dans la durée et les gens n'y croient plus.

Je commence surtout à en avoir assez de voir ces syndicats censés aider les travailleurs, les abandonner aux CRS à chaque fois. Du coup la plupart des journalistes quittent les lieux en même temps qu'eux et il n'y a plus de grands témoins gênants. La conséquence c'est qu'on est dès lors chassé sans ménagements par les CRS et si on a le malheur d'être encore là vers 22H on est emmené dans les cars de la gendarmerie au commissariat pour un contrôle d'identité. La dernière fois le motif de ce "déplacement" était soit disant un refus de subir le contrôle, ce qui est faux puisque nos identités étaient prises à la montée du bus. Il y a en France une certaine dissuasion politique qui persiste et en toute impunité.

Non à la mascarade par Erwan Bernier

Je ne participerais pas à ce que je considère être une mascarade.

Manifester puis rentrer chez soi ne fera pas plier ce gouvernement persuadé de sa légitimité depuis les élections européennes, malgré son faible score (à peine 12% des inscrits). Face à la casse sociale organisée, je pense qu'un tournant radical est plus que nécessaire. Quand les producteurs menacent de bloquer l'approvisionnement des grandes surfaces, ils obtiennent satisfaction. Ce n'est pas un hasard, mais le résultat d'une action aux répercussions économiques. Dès que l'on atteint le pays là où ça fait mal, le gouvernement est prêt à reculer.

Malheureusement, les syndicats veulent garder une place prépondérante dans ce mouvement. Je suis convaincu qu'ils veulent un "accord historique" comme en 1968, afin de flatter leur misérable ego. En aucun cas je souhaite entrer dans leur petit jeu. Leur combat n'est pas le mien!

Enfin je voulais dire aux personnes qui critiquent les grèves et dénoncent "les prises d'otages. Si vous êtes un tant soit peu cohérent, renoncez à vos congés payés car les premiers ont été obtenu grâce à ces mêmes grèves et ces mêmes "prises d'otages

Carnet de commande vide, manifestation dans le vide. par Evelyne Eliot

Non, je ne manifesterai pas le 13. A quoi sert de descendre dans la rue au risque de semer la pagaille parmi les gens qui iront faire leurs courses chez des commerçants qui ont un besoin vital de travailler y compris le week-end ? La crise de l'emploi n'est pas du fait du gouvernement. La crise qui je le rappelle est mondiale ne va pas se dissiper en claquant des doigts. Nous sommes tous touchés par cette situation. Certains malheureusement ont perdu ou vont perdre leur emploi, c'est un fait mais plutôt que de descendre dans la rue en brandissant des pancartes et en rendant le gouvernement responsable de tout, ne serait il pas plus intelligent de se creuser la tête et de retrousser ses manches pour affronter l'avenir. Depuis des années, nous vivons au dessus de nos moyens. Nous voulons tout tout de suite comme des enfants gâtés que nous sommes. La vie à crédit n'est pas la vraie vie, nous avons pris l'habitude de vivre en virtuel et non dans la réel, si bien que nous ne savons plus faire la part des choses. Nous voulons toujours plus sans en avoir les moyens. Il faut rendre au travail sa légitimité. Nous sommes devenus un pays d'assistés. Tout ça coûte cher, très cher. Qui paye ?

Cette crise tant bien que mal va je l'espère remettre les pendules à l'heure et redistribuer les cartes. Tu veux ta place au soleil, tu es en bonne santé ?, tu travailles, tu produis, tu fais tourner la machine. Tu pleurniches, tu attends tout des autres ? Débrouilles toi. Je ne peux rien pour toi.

Les syndicats ratent leur journée de mobilisation unitaire (14.06)

AP - 13.06

La cinquième journée de manifestations interprofessionnelles pour une autre politique économique et sociale face à la crise a faiblement mobilisé, samedi. Le front syndical commence à se fissurer, la CGT et FO affichant publiquement leurs divergences quant aux modalités de la mobilisation. A trois semaines des vacances d'été, les syndicats donnent rendez-vous à la rentrée mais n'ont encore fixé aucune date de réunion pour décider des suites.

La CGT a recensé plus de 150.000 participants sur un total de 159 manifestations et rassemblements. A Paris, la plus grosse manifestation de la journée a rassemblé 30.000 personnes selon les syndicats, 9.000 selon la police qui avait compté 85.000 manifestants le 19 mars, ou encore 65.000 les 29 janvier et 1er mai.

"La participation est incontestablement en dessous de ce qu'on aurait souhaité", a reconnu le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault présent dans le cortège parisien au côté de tous les secrétaires généraux et présidents des organisations syndicales à l'origine de cette journée (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA, Solidaires).

M. Thibault a expliqué la faible mobilisation du fait, selon lui, que "les médias ont peu informé sur cette journée, contrairement aux précédentes, en raison d'une actualité politique chargée". Mais selon lui, "les manifestants d'aujourd'hui ont été les porte-parole d'une large part de la population qui demeure majoritairement sévère à l'égard de la politique économique et sociale du gouvernement et du comportement des organisations d'employeurs dans ce contexte de crise".

Il a également taclé FO qui critique l'absence d'appel à la grève nationale interprofessionnelle: "Une voix syndicale a contribué ces derniers jours à semer le doute sur la pertinence de cette mobilisation. Et ce ne sont pas forcément ceux qui prônent les formes les plus radicales d'action qui, sur le terrain, s'engagent au plus haut niveau aux côtés des salariés", a-t-il grincé.

Sans répondre à cette attaque, le secrétaire général de FO, présent à quelques mètres de M. Thibault, a noté un "phénomène d'usure". "Il faut monter d'un cran car les manifestations n'ont pas été suffisantes pour faire céder le gouvernement alors qu'il réagira s'il y a un appel national unitaire à la grève interprofessionnelle", a-t-il dit.

Ailleurs en France, la mobilisation était également beaucoup moins forte que lors des précédentes journées d'action. Ainsi, à Marseille, ville dans laquelle la mobilisation avait été imposante, la police a comptabilisé 500 à 600 manifestants, les syndicats 3.000. La situation était la même à Bordeaux avec environ un millier de manifestants. Dans l'Est, la police a comptabilisé 2.000 manifestants à Metz, 800 à Nancy ou encore 750 à Strasbourg. A Montpellier, il y avait entre 600 et 1.500 manifestants, selon les sources.

A Lyon, le défilé a rassemblé entre 2.000 et 5.000 personnes selon les sources, là encore une mobilisation en forte baisse. "Nous sommes très déçus par la participation, mais je conseille à l'Etat de ne pas faire de triomphalisme avec ce qui nous attend à l'automne", a déclaré à l'Associated Press Anne-Marie Colangeli, secrétaire générale de l'union départementale CFDT du Rhône.

"Les licenciements continuent, les licenciements individuels se multiplient, et nous avons très peur également pour les futurs jeunes diplômés qui arriveront sur le marché du travail en septembre", a-t-elle ajouté.

Entre 2.000 et 6.000 personnes selon les sources ont également défilé samedi matin dans les rues de Toulouse. Dans le cortège, on retrouvait en nombre des salariés du secteur privé, mais surtout des fonctionnaires, notamment enseignants, et des étudiants.

"Cette nouvelle mobilisation a rassemblé moins de monde que les précédentes", a reconnu le secrétaire départemental FSU Bernard Debeban. "Mais les salariés restent cependant mobilisés contre la politique du gouvernement qui veut faire payer la crise capitaliste aux Français".

Deux syndicats policiers fondent l'Union syndicale majoritaire (18.06)

AP - 17.06

Deux syndicats policiers, Unité police (ex-UNSA police, majoritaire chez les gardiens de la paix et les gradés) et le Syndicat général de la police-Force ouvrière (SGP-FO, troisième syndicat), ont annoncé mercredi qu'ils s'alliaient pour créer l'Union syndicale majoritaire (USM).

Le nouveau syndicat affirme représenter désormais 60% des gardiens et dit être devenu "un partenaire incontournable pour le gouvernement et le ministère de l'Intérieur".

A l'occasion d'un congrès mercredi à Villejuif (Val-de-Marne) qui réunissait 500 militants, un vote à l'unanimité a permis l'élection d'un bureau de 15 membres, une commission exécutive de 30 membres et la nomination de Nicolas Comte, secrétaire général du SGP-FO, comme secrétaire général de l'USM. Dans son discours, ce dernier a dénoncé "la politique du chiffre" du ministère de l'Intérieur et les suppressions d'effectifs dans la police.

Cette union entérine une intersyndicale démarrée en 2008 qui avait notamment conduit Unité Police et le SGP-FO à s'opposer aux accords salariaux d'octobre dernier et à organiser plusieurs manifestations nationales. Cette opposition a conduit le ministère à rouvrir il y a quelques semaines des discussions sur la revalorisation indiciaire des gardiens de la paix et des gradés.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)





Syndicalisme

- La Poste: appel à une journée de grève le 22 septembre (28.08)
- "La CGT a laissé ses propres délégués dans la merde". (27.08)
- Le président de la CGC ne renonce pas fusionner avec l'UNSA. (26.08)
- Plans sociaux et soutien aux chômeurs, priorités des syndicats. (26.08)
- Selon un délégué CGT de Clairoix, Bernard Thibault est une "racaille". (18.08)
- Les syndicats de France Télécom s'alarment d'un nouveau suicide. (13.08)
- Les comptes des syndicats bientôt consultables sur Internet. (12.08)

- La CGT déplore la menace d'explosions d'usines par des salariés. (23.07)
- Les syndicats de New Fabris sortent déçus du ministère. (23.07)
- La CGT a limogé l'expulseur de la Bourse. (15.07)
- Syndicats et patronat demandent à l'Etat d'étendre l'accès au chômage partiel. (10.07)
- La CGT s'interroge sur son avenir. (07.07)
- Crise : Nicolas Sarkozy consulte les partenaires sociaux. (01.07)

Crise: Nicolas Sarkozy consulte les partenaires sociaux (01.07)

AP - 30.06 Près de cinq mois après le "sommet social" du 18 février, Nicolas Sarkozy reçoit mercredi les partenaires sociaux pour un bilan d'étape des mesures prises face à la crise et un premier échange sur les priorités d'avenir. Les syndicats estiment avoir obtenu des premiers résultats après cinq journées de mobilisation interprofessionnelle, mais réclament toujours un changement de politique économique et sociale.

Les partenaires sociaux seront reçus par le président à partir de 15h30 mercredi.

Lors de son discours du 22 juin devant le congrès de Versailles, M. Sarkozy a esquissé de nouvelles priorités, en particulier la lutte contre le déficit, et l'investissement notamment dans l'Education. Il a promis de ne pas décider seul et d'associer parlementaires et partenaires sociaux à des discussions qui devraient durer "trois mois", et porter notamment sur les mesures à financer avec l'emprunt que le gouvernement compte lancer.

Dans l'entourage du chef de l'Etat, on prévenait avant cette rencontre que "les mesures contre la crise ne relèvent pas de l'emprunt", mais que "ce sont des mesures conjoncturelles qui impliquent des financements conjoncturels".

Cette rencontre aura également lieu dans un contexte marqué par la polémique sur le report de l'âge légal de départ à la retraite, relancée par le gouvernement, et auquel tous les syndicats s'opposent.

Symbole fort, ils se rendront à l'Elysée le jour où la hausse du SMIC de 1,3% sans "coup de pouce" pour la troisième année consécutive, entre en vigueur, alors que les syndicats réclament une revalorisation du salaire minimum, des minima sociaux et des pensions, dans leur plateforme commune actualisée le 26 mai après leur quatrième journée de mobilisation.

Les syndicats demandent aussi le conditionnement de toute aide publique ou allègement de cotisations aux entreprises à des contreparties en matière d'emploi, de qualification et de rémunération. Ils veulent également un plan en faveur de l'emploi et de la qualification des jeunes, que l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droit soit prolongée et des moyens supplémentaires pour le Pôle Emploi.

Ils réclament aussi la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires et du bouclier fiscal, ainsi que la mise à contribution des "stock-options au titre de la solidarité". Dans la Fonction publique, les organisations syndicales exigent essentiellement l'arrêt des suppressions de postes.

"On n'a rien contre le principe d'un emprunt, mais ça devra être pour financer des mesures structurelles avec un volet économique et un volet social, portant sur les moyens stratégiques de l'Etat, et, côté social, les retraites, la dépendance, et la formation", a précisé à l'Associated Press le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly.

"Nous réaffirmerons" au président "notre détermination à obtenir les moyens d'accompagner les plus vulnérables face à la crise, en particulier les 650.000 jeunes qui vont arriver en septembre sur le marché du travail", explique de son côté le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, dans un éditorial du journal de son syndicat.

"Nous serons très offensifs et très fermes avec le président qui, derrière des discours anticapitalistes, n'a rien modifié de son orientation très libérale", a expliqué de son côté à l'Associated Press la secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas.

Selon elle, "Nicolas Sarkozy ne fait rien pour valoriser les revenus du travail et limiter le pouvoir des actionnaires". Quant aux retraites, "puisque'il a mis la réforme sur la table, nous redirons notre opposition ferme à un report de l'âge légal, nuisible pour l'embauche des jeunes et nuisible pour les retraites versées".

La CGT s'interroge sur son avenir (07.07)

Le Monde - 06.07 La CGT doit évoluer. A six mois de son 49e congrès confédéral, le projet de document d'orientation, qui va être envoyé aux syndicats en septembre, cerne les enjeux de la mutation : nouvelle articulation entre "construction du rapport de forces" et négociation, "développement d'un syndicalisme d'adhérents", constitution d'un "front uni" syndical, restructurations internes... Autant de points qui font débat.

Comme sa principale concurrente, la CFDT, qui vient de rendre public un rapport intitulé "Le syndicalisme à un tournant... oser le changement !", la CGT accélère l'évolution. Et le principal défi pour la direction emmenée par Bernard Thibault, qui se représentera en décembre pour un troisième mandat à la tête de la confédération, est de convaincre ses propres cadres.

La CGT revendique toujours la première place dans la compétition syndicale et met en avant son score aux prud'homales, 34 % devant les 21,8 % de la CFDT. Elle revendique 655 000 cotisants quand la CFDT en annonce 814 000. Mais ce chiffre reste faible rapporté aux 5 % de syndiqués en France dans le privé - moins de 10 % avec le secteur public. Son avenir est incertain compte tenu aussi du vieillissement de ses adhérents.

Certes, elle n'est pas menacée comme la CFTC, la CFE-CGC, voire FO, par la réforme de la représentativité qui impose aux syndicats de faire 8 % au niveau interprofessionnel ou dans une branche pour pouvoir négocier. Mais cette réforme la place en situation délicate. "Dans un grand nombre de cas (...) c'est de la signature de la CGT que dépendra la validation, ou l'invalidation, de tel ou tel accord collectif", explique le rapport. La CGT, qui signe "plus de 80 % des accords d'entreprise", dit Maryse Dumas, secrétaire confédérale, est confrontée à "de nouvelles responsabilités".

NÉGOCIATION ET CONTESTATION

Et, en interne, beaucoup continuent de penser qu'il est difficile d'engager la signature de la CGT. Au dernier congrès, à Lille en 2006, le mot "compromis" avait été rejeté : assimilé à la compromission. Il est, pour l'heure, installé dans le projet mais continue de faire débat. Une version antérieure du texte faisait état de la volonté "d'acter toutes les évolutions, si minimes soient-elles, favorables aux salariés". Le "si minimes soient-elles" a disparu. Pour définir ce nouvel équilibre entre négociation et contestation, la CGT s'appuie sur la réforme de la représentativité et en appelle à "la consultation des salariés comme élément décisif de la pratique syndicale". Pour faire face aux évolutions du salariat, il lui faut modifier ses structures, rapprocher des fédérations dont les secteurs professionnels ont quasiment disparu. Cette bataille, moins visible, est probablement la plus difficile à mener car les résistances sont vives.

Des bouleversements sont aussi attendus dans le paysage syndical. Des contacts avec la FSU (principale fédération enseignante) existent, même si la direction de la CGT se défend de vouloir organiser une OPA. Comme le dit Mme Dumas, aucune évolution ne pourra se décréter d'en haut, car "si la base n'en veut pas, ce sera une catastrophe à l'arrivée, avec moins de syndiqués au total".

Syndicats et patronat demandent à l'Etat d'étendre l'accès au chômage partiel (10.07)

Le Monde - 09.07 Syndicats et patronat ont finalisé, mercredi 8 juillet, après deux séances de négociation, un projet d'accord sur "la gestion sociale des conséquences de la crise économique sur l'emploi". Ce projet vise à améliorer certains dispositifs comme l'accès au chômage partiel ou à mieux indemniser les salariés en convention de reclassement personnalisé (CRP).

La feuille de route avait été rappelée, la veille, par un courrier du chef de l'Etat. Nicolas Sarkozy a demandé aux partenaires sociaux d'étudier l'amélioration du niveau d'indemnisation pour les signataires d'une CRP, une meilleure prise en charge des salariés en CDD et en intérim, l'extension de l'accès au chômage partiel.

Le projet d'accord, dont les mesures s'appliqueraient jusqu'au 1er janvier 2011, prévoit l'augmentation de l'indemnisation de la CRP à 80 % du salaire brut (quasi 100 % du net) pendant un an, comme pour le contrat de transition professionnelle (CTP). Elle était de 80 % pendant huit mois et 70 % les quatre derniers mois.

Les partenaires sociaux demandent à l'Etat d'ouvrir, dans les bassins expérimentant le CTP, le dispositif aux anciens CDD et intérimaires indemnisés par l'assurance-chômage. Par ailleurs, le chef de l'Etat a précisé, dans son courrier, qu'il comptait étendre le nombre de ces expérimentations, prévues au nombre de 25 actuellement.

Les syndicats ont néanmoins regretté la volonté du patronat de ne pas ouvrir la CRP qui est, elle aussi, réservée aux licenciés économiques, aux anciens CDD et intérimaires.

L'Elysée, en fin de soirée mercredi, pointait cette contradiction : "les deux systèmes s'inspirant des mêmes pratiques, cela défierait toute logique de faire dans le CTP ce qu'on ne ferait pas dans la CRP."

La principale autre mesure concerne l'extension du chômage partiel. Syndicats et patronat demandent que le quota autorisé soit porté de 800 à 1 000 heures dans tous les secteurs, comme cela est le cas dans l'automobile, le textile, le cuir et l'habillement.

Ils proposent aussi un dispositif d'individualisation qui permette aux petites entreprises de répartir les heures chômées entre salariés, alors que le chômage partiel est un dispositif collectif.

Parmi les autres points étudiés, le prêt de personnel d'une entreprise à une autre est mieux encadré : "En cas de modification de l'un des éléments du contrat de travail", il devra être soumis à l'accord préalable du salarié.

Patronat et syndicat sont aussi tombés d'accord sur la mise en place de plusieurs groupes de travail, notamment sur les groupements d'employeurs, la question de l'assiette des revenus pour le chômage partiel ou les questions de logement pour les jeunes.

Mercredi soir, outre la délégation patronale, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et, en termes plus pesés, FO, ont indiqué leur volonté de signer ce projet. Seule la CGT a considéré que "l'équilibre du texte n'était pas satisfaisant, avec des mesures qui n'auront aucun impact direct pour les salariés".

Pour Stéphane Lardy (FO) au contraire, "les solutions proposées, rapides et pragmatiques, sont plutôt équilibrées". Laurence Laigo (CFDT) a estimé que "le but recherché était modeste. Nous avons apporté des améliorations limitées à des situations concrètes".

La chef de file du Medef, Dominique Castéra, a rappelé que le cadre de la négociation était de "ne pas augmenter les charges pour les entreprises et de ne pas demander de nouvelles aides à l'Etat".

Le conseiller social de l'Elysée, Raymond Soubie a jugé que l'accord était "un pas positif dans la bonne direction notamment pour les salariés en chômage partiel".

La CGT a limogé l'expulseur de la Bourse (15.07)

Libération.fr - 14.07 L'expulsion des sans-papiers de la Bourse du travail de la rue Charlot à Paris, le 24 juin, n'a pas été cautionnée par la direction nationale de la CGT, malgré le silence de ses responsables. Dès le 29 juin, le bureau confédéral du syndicat a «démis de ses fonctions» son responsable confédéral chargé de la sécurité pour avoir, entre autres choses, coordonné l'opération d'évacuation de la Bourse.

Lunettes. Ce sont des hommes masqués qui ont fait irruption au siège de la Bourse du travail occupée. Equipés de matraques et de grenades lacrymogènes, ils sont une cinquantaine. Certains d'entre eux ont des lunettes de plongée, pour se protéger des gaz qu'ils ont prévu d'employer contre les sans-papiers. «Le commando du service d'ordre qui nous a gazés, avant même que nous réalisions ce qui se passait, a fait irruption par la première porte à gauche passé le portail d'entrée, la porte qui donne accès aux bureaux que nous n'avons

jamais occupés», explique la Coordination 75 des sans-papiers. Après plusieurs charges du service d'ordre cégétiste, dans la cour et dans les bâtiments, la centaine de sans-papiers encore présents se réfugie dans la grande salle, d'où ils tentent de résister, avant d'être évacués par la police.

«Après quatorze mois d'occupation stérile [des sans-papiers, ndlr], la CGT 75 a été malheureusement contrainte de prendre cette décision d'évacuation», a annoncé l'union départementale (UD) CGT de Paris. «Libération de la Bourse du travail», claironne leur communiqué. Mais, sur place, les responsables de l'opération ont quitté leurs masques. Sur les photos et les vidéos, on les identifie. Le responsable confédéral de la sécurité est présent.

Au niveau national, la CGT met plusieurs jours à réagir. Officiellement, elle ne condamne pas l'expulsion. Au contraire, son communiqué du 29 juin, intitulé «La lutte aux côtés des travailleurs sans papiers continue plus que jamais», s'en prend aux «instigateurs de l'occupation de la Bourse du travail» coupables d'avoir fait miroiter une régularisation aux occupants.

Lettre. «A la CGT, les syndicats sont automnes», lâche pour toute réponse Francine Blanche, responsable confédérale chargée de l'immigration. «Il s'agit d'une décision prise par l'union départementale de Paris, sans nous consulter, explique un permanent confédéral. Mais, statutairement, ils n'ont pas l'obligation de nous demander notre avis.» Treize conseillers fédéraux chargés des questions internationales ont par ailleurs écrit une lettre de protestation à Bernard Thibault. Le syndicat du livre national (Filpac) CGT a demandé qu'on établisse «la responsabilité du ou des organisateurs» de l'opération et signale que des adhérents avaient refusé d'y participer.

De son côté, la CFDT Paris, qui poursuit en justice deux intermittents pour une brève occupation de ses locaux, s'est «félicitée» de «la libération» de la Bourse.

Précision : Le texte d'Emmanuel Terray sur l'évacuation de la Bourse (Libération d'hier) n'était pas cautionné par le collectif Uni(e)s contre une immigration jetable mais écrit à titre personnel.

Les syndicats de New Fabris sortent déçus du ministère (23.07)

Reuters - 22.07 Les représentants syndicaux du sous-traitant automobile en liquidation New Fabris sont ressortis déçus d'une réunion avec le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, mercredi, malgré des "avancées".

Durant cette réunion d'une heure et demie, il leur été notamment proposé de reverser aux salariés les quelque quatre millions d'euros provenant du rachat du stock et de l'outillage de leur usine par Renault et PSA Peugeot Citroën.

Cela représente environ 11.000 euros par salarié de cette entreprise de Châtelleraut (Vienne), que les employés ont menacé de faire sauter à l'aide de bonbonnes de gaz, alors que ces derniers en réclament 30.000, soit 10 millions au total.

Pour Guy Eyermann, délégué CGT, le compte n'y est pas.

"Nous, on veut du boulot pour les 366 personnes qui viennent de se faire virer lamentablement", a-t-il dit à la presse à l'issue de la réunion à Paris. "On n'est pas des terroristes, on n'est pas des voyous, les voyous c'est eux."

Dominique Duval, délégué FO, a reconnu des avancées mais il s'est dit "pas satisfait du tout".

"Renault et PSA nous mettent dehors. On ne peut pas se permettre de s'abaisser sur 11.000 euros. Ils doivent payer."

Eric Poisson, délégué CFDT, a dit espérer des progrès.

"Nous sommes dans la construction", a-t-il dit. "On savait très bien qu'on n'aurait pas tout aujourd'hui."

Il a toutefois prévenu : "S'il n'y a pas plus d'avancées, les bonbonnes vont revenir".

Les bonbonnes de gaz avaient été retirées lundi dernier par les salariés en signe d'apaisement et pour obtenir la réunion avec Christian Estrosi.

Une assemblée générale des employés de New Fabris prévue jeudi à 13h00 doit décider de leur éventuel retour.

Une réunion est prévue ce même jour à la sous-préfecture de Châtelleraut.

"LA MENACE EST UNE IMPASSE"

Lors d'un point de presse à Bercy, le ministre de l'Industrie a souligné que les débats n'étaient pas clos.

"Nous sommes dans la recherche d'un compromis. Pour moi, c'est une discussion qui s'ouvrait et qui ne s'achevait pas", a-t-il dit, parlant de "délai de réaction et d'ajustement".

En dehors de la prime supra légale - que Christian Estrosi qualifie "d'aide personnelle à la recherche d'emploi" -, les salariés de New Fabris toucheront l'indemnisation prévue par la loi, qui se monte à 17.500 euros en moyenne. Mais elle tombe à 3.000 euros pour certains ouvriers, ont fait remarquer les syndicats.

En outre, 236 employés ont choisi de bénéficier du Contrat de transition professionnelle qui leur garantit 95% de salaire net pendant un an et un accompagnement personnalisé.

La réunion de Bercy, à laquelle participaient des élus comme l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, sénateur UMP de la Vienne, a confirmé le versement par l'Etat de 1,5 million d'euros pour revitaliser l'emploi à Châtelleraut. L'idée est d'y implanter des entreprises créatrices d'au moins 400 emplois, qui seront proposés en priorité aux anciens de New Fabris.

"La région a lancé des appels à projets dans les secteurs du photovoltaïque et du véhicule électrique", a expliqué à Reuters Jean-François Macaire, vice-président socialiste du Conseil régional de Poitou-Charentes.

Christian Estrosi a rappelé son opposition à l'emploi de la force par les salariés des entreprises en difficulté.

"Sous la menace, il n'y a pas de discussion possible", a-t-il dit. "La menace est une impasse. Le dialogue, c'est la construction de l'avenir".

Depuis le début de la crise économique, les séquestrations de patrons, destructions de matériels et autres menaces de faire sauter les usines se multiplient en France.

Mardi soir, quatre membres de la direction de Michelin, dont le directeur du site de Monceau-les-Mines (Saône-et-Loire), ont été séquestrés pendant plusieurs heures par des salariés.

Mercredi à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire), une centaine de salariés du fabricant de roulements à billes SKF ont bloqué le site après avoir incendié mardi des machines pour protester contre la fermeture de l'usine de Fontenay-le-Comte (Vendée).

La CGT déplore la menace d'explosions d'usines par des salariés (23.07)

Reuters - 22.07 Le syndicat CGT estime qu'il est contre-productif de détruire les instruments de travail pour obtenir de fortes indemnités de licenciement au moment où cette pratique se répand en France.

Très discrète depuis que les salariés de Nortel et New Fabris ont placé des bonbonnes de gaz dans les usines, tandis que d'autres détruisaient des machines, la CGT rappelle que d'autres combats sociaux ont été gagnés sans menaces et autour de projets industriels soutenus par "la force syndicale".

"Ces combats pour les indemnités de départ (...) ne résolvent en rien les problèmes de fond", écrit le syndicat dans un communiqué alors que les salariés de plusieurs entreprises ont menacé en juillet de faire sauter leurs usines ou machines.

Le syndicat dit sa préférence pour le maintien des emplois et "la reconquête industrielle" par rapport à l'obtention de primes de licenciement supérieures aux obligations légales.

Pour autant, la CGT dit comprendre "le désespoir qui gagne les salariés" face au "manque de dialogue social dans les entreprises".

Les comptes des syndicats bientôt consultables sur Internet (12.08)

LeMonde.fr - 11.08 Tous les syndicats de salariés ainsi que les organisations patronales vont devoir publier leurs comptes, selon un décret

qui devrait paraître à l'automne', indiquent Les Echos, mardi 11 août. Le quotidien économique précise que ceux qui ont des ressources supérieures à 230 000 euros devront utiliser le site du Journal officiel.

Cette mesure ferait partie de la réforme de la représentativité syndicale. Le décret reprendra les préconisations comptables élaborées par un groupe de travail avec les partenaires sociaux dans le cadre du Conseil national de la comptabilité qui devrait les valider le 3 septembre. L'objectif du ministre du travail, Xavier Darcos, est de publier tous ces textes réglementaires fin septembre-début octobre', expliquent Les Echos.

Pour les organisations syndicales comme patronales dont les ressources dépassent 230 000 euros, comme pour les associations recevant plus de 153 000 euros de subventions publiques, les comptes devront être publiés sur le site du Journal officiel, et donc consultables sur simple clic.

'Toutes les fédérations de la CGT et de la CFDT seront concernées, comme une bonne partie de leurs niveaux intermédiaires : plus de 50 % des unions départementales de la CGT et les principaux syndicats territoriaux de la CFDT, dans la chimie et la métallurgie en particulier, dépassent le seuil', précise le journal.

Les syndicats de France Télécom s'alarment d'un nouveau suicide (13.08)

Reuters - 12.08 Les syndicats de France Télécom s'alarment d'un nouveau suicide dans le groupe, réclamant à la direction des actes forts pour protéger la santé physique et mentale des employés.

Un jeune technicien travaillant à Besançon a mis fin à ses jours lundi, ce qui porte à vingt, selon les syndicats, le nombre de suicides au sein de l'entreprise depuis février 2008, date à laquelle ils ont décidé d'en tenir le décompte.

"Rien que depuis la mi-juillet, on en est à quatre suicides et deux tentatives. Il faut absolument réagir", dit Patrick Ackermann, délégué syndical Sud-PTT.

Pour la CFDT, le lien entre les conditions de travail et les suicides sont "très délicats à démontrer" ce qui impose de "prendre du recul et d'analyser collectivement les causes de ce phénomène".

Mais, "une chose est sûre, France Télécom a fortement mis l'accélérateur sur les réorganisations et cela se fait souvent avant ou pendant l'été. Les salariés peuvent se sentir seuls et isolés", explique Laurent Riche, délégué syndical CFDT.

"France Télécom se targue de ne pas faire de plans sociaux mais il ne fait pas tellement mieux en créant des situations difficiles pour ses salariés. Sans accompagnement, on leur dit qu'ils gardent leur travail mais que ce sera désormais à 150 km de leur domicile", explique-t-il.

A Besançon, une centaine d'employés de l'unité où travaillait le jeune technicien qui s'est tué ont débrayé mercredi matin à l'appel de la CGT et de Sud, a-t-on appris de sources syndicales.

"MANAGEMENT PAR LA TERREUR"

Mi-juillet, un salarié de France Télécom à Marseille s'est suicidé en laissant une lettre dans laquelle il dénonce ses conditions de travail et un "management par la terreur".

Après l'annonce de ce suicide, les six syndicats de France Télécom ont écrit début août au P-DG du groupe, Didier Lombard, pour "que l'entreprise prenne enfin en considération autre chose que la seule rentabilité financière de court terme dans ses choix de gestion".

Interrogé par Reuters, un porte-parole de France Télécom a fait part mercredi de l'émotion du groupe "par rapport à une situation personnelle dramatique" à Besançon.

"Les salariés les plus proches et les managers de ce jeune homme avaient décelé son mal-être et alerté la médecine du travail et l'assistante sociale", a-t-il précisé.

Dans un groupe employant plus de 100.000 personnes en France, France Télécom "n'a pas attendu les derniers événements dramatiques pour mettre en place des actions pour s'attaquer aux risques psycho-sociaux", ajoute-t-il.

Il cite entre autres la mise en place d'une "commission stress" dans le groupe et le lancement imminent d'une enquête sur les risques

psycho-sociaux en collaboration avec l'Association nationale d'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Les syndicats réclament l'ouverture de négociations globales sur les conditions de travail et demandent que la question des suicides soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion du comité national d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, prévue le 10 septembre.

Selon un délégué CGT de Clairoix, Bernard Thibault est une "racaille" (18.08)

nouvelobs.com - 17.08 Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental à Clairoix, a traité de "racaille" lundi 17 août sur France Info, "les Thibault et compagnie", s'en prenant ainsi au secrétaire général de son organisation syndicale Bernard Thibault.

"La CGT, on les a pas vus. Les Thibault et compagnie, c'est juste bon qu'à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille", a déclaré Xavier Mathieu.

"Thibault, on l'a jamais vu"

"Ca fait quatre mois que je ronge mon frein, que je dis rien parce que je suis obligé, par rapport (...) aux ouvriers, aux collègues. Thibault, on l'a jamais vu, on n'a jamais eu un appel. Trouve-moi une interview (...) où il cite le mot "Continental". Jamais!, a-t-il ajouté.

Xavier Mathieu s'en était déjà pris à Bernard Thibault et à son homologue de la CFDT François Chérèque, lors d'une manifestation des "Conti" à Paris fin juin, leur reprochant leur absence. "Les Thibault, les Chérèque ne sont pas là (...) Il faudrait leur dire que c'est eux qui devraient être là aujourd'hui et ils préfèrent frayer avec le gouvernement", avait-t-il lancé au micro.

Quelques réactions d'internautes.

La cgt canal historique ou hysterique ?

Je lis et je me dis que ce cher Mr Matthieu il va finir permanent au NPA, ou a LO. Je suis syndicaliste et je pense que si continental fini comme cela ça fait mal pour tous les salariés qui luttent actuellement. Moi le chef de la CGT qu'il vienne où qu'il ne vienne pas je m'en tape, moi c'est avec les collègues que je lutte pas avec des colonel habillés en castafiore, qui viennent pour la photo des journaux et se cassent en disant j'y étais. C'est bon pour les big boss syndicaux comme pour les politiciens qui sur un conflit récent dans ma région nous disait mais on est avec vous, ce qui n'a pas empêché la boîte de fermer. Ou qui ont boycotté la manif de soutien des salariés de DOUX à Locminé parce que besancenot venait, il faut dire que le député du coin est à l'UMP... Merci pour les salariés de Doux.

ma carte CGT, je l'ai bouffée...

ainsi, elle a fini à sa vraie place... et je n'en ai pas repris d'autre, tous pareils !

il a raison

Thibault et Cie ont vendu la retraite des cheminots au gouvernement. Je pense que s'en est fini des syndicats classiques et que la colère générale partira de la base (comme tous les conflits majeurs du XXIème siècle)

THIBAUT EST SOUMIS A L'ELYSEE THIBAUT EST SOUMIS A L'ELYSEE BERNARD THIBAUT ET FRANCOIS CHEREQUE PRENNENT DIRECTEMENT LEURS ORDRES CHEZ RAYMOND SOUBIE SELON LE CANARD ENCHAINE D'IL Y A TROIS SEMAINES LE BRAS DROIT DE BERNARD THIBAUT DECLARAIT CECI : Dans "le Parisien" (25-26/07), le bras droit de Bernard Thibault à la CGT, Maurad Rabhi, le dit tout net : "Il n'y aura pas de grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres." Et le camarade nous annonce ça sans le moindre ménagement ! Les obsèques de la lutte des classes, c'est pour la semaine prochaine ?

THIBAUT EST SOUMIS A L'ELYSEE LES ADHERENTS SAVENT CE QU'ILS LEURS RESTENT A FAIRE RENDRE LEUR CARTES

Strasbourg

ça me rappelle exactement l'attitude de la CGT à Strasbourg lors des agressions policières dans le cadre des manif contre l'OTAN. Après s'être autoproclamés tête de cortège et avoir gesticulé et donné des ordres aux manifestants des heures durant, juchés tranquillement dans leur camionnette, les trois-quatre guignols du syndicat ont tout simplement pris la poudre d'escampette dès qu'ils ont senti le vent tourner : quand les flics ont chargé la foule, impossible de les retrouver, les trois péquenots de la CGT! Evaporée, la camionnette qui donnait des leçons de manifestation à des milliers de gens! Eh bien visiblement c'est la même chose à grande échelle!

bravo

enfin quelqu'un qui ose dire tout haut, ce que quelques uns pensent tout bas!!! c'est exactement ce que je pense d'eux, leur confort avant tout, ils se moquent du peuple, nous ne les avons vu à aucune manifestation pour soutenir les contis et autres, ils n'y a plus aucun vrais syndicalistes de valables et c'est bien regrettable

Il a tout à fait raison

Bravo Monsieur Mathieu pour ce coup de gueule ! Mais je ne vous félicite pas pour le saccage de locaux publics... Il est grand temps que M. Thibaut laisse sa place car sa crédibilité est remise en cause lorsqu'on accepte les invitations élyséennes ! C'est pas normal ! Je suis syndiqué CGT et j'en vomis encore... Il y a mélange des genres là ! Je quitterais la CGT pour un autre syndicat si statut quo à l'avenir...

tiens donc !

Ah, mais! c'est que ca commence a se voir que la conf. CGT s'est alignée sur la CFDT ! Et oui, ils sont vendus, y a pas de doute ! Desesperant !

Il faut que la base réagisse

Il suffit de regarder comment ils ont tué le mouvement social en début d'année!!! 1 mai, etc... ils nous prennent pour des c... Il faut que la base réagisse et s'organiser sans ces dirigeants syndicaux.

enfin un qui ose dire la vérité !

Ce délégué a raison : OUI, les dirigeants des grandes confédérations ont tué le syndicalisme. Vive le syndicalisme qui vient de la base ! Ce n'est pas leur appel à manifester toutes les 6 semaines qui changera le sort des salarié-e-s ! Construisons la grève interpro public/privé reconductible ! L'unité n'est qu'une mascarade pour nous faire avaler la pilule : il n'y a pas d'unité à avoir avec des traites !

La preuve par 9

La CGT et autres ne bougent pas alors que tout les acquis sociaux sont en régression, que la précarisation est légion c'est scandaleux! Chéréque est une honte il est prêt à signer tout et n'importe quoi, d'ailleurs il l'a fait à maintes reprise, les gens ne sont pas dupes ils ont bien compris son petit jeu

Attention DANGER

Mr thibault et les autres représentants syndicaux émargent à 70/100 par l'etat ; donc le pouvoir en place ce même pouvoir à déjà réduit l'opposition politique à néant , il en fait de même avec les organisations syndicales cela devient tres dangereux pour la démocratie sarkozy devrait faire attention à jouer ce petit jeu de monopolisation du pouvoir , lorsque la colère gronde il n'y plus rien pour la contrer et elle risque de "péter à la gueule" de celui qui à si bien orkestrer les choses ; à bon entendeur SALUT !!!

Attention danger Il est un fait que les syndicats ne représentent plus rien du tout le pouvoir en place à fait comme pour l'opposition politique elle est laminée , mais attention lorsqu'il n'y a plus rien pour contrer le pouvoir en place cela devient dangereux et ça sarkozy devrait peut être y penser car cela risque fort de lui "péter à la gueule" dans peu de temps lorsque la colère gronde et qu'il n'y a plus personne pour la tempérer cela même droit à la révolution .Pensez y les grands stratèges !!!!!

Très clair

Il semble clair pour tout le monde que Sarkozy a tenté de mettre les partenaires sociaux dans sa poche et que ceux-ci ont également tenté de mettre les manifestants à la base, dans la leur, c'est à dire qu'ils ont manoeuvré pour limiter la casse. Thibaut, comme les autres a 2 discours. Celui qui convient avec le gouvernement et l'autre avec sa base. Mais les partenaires sociaux, s'ils ont réussi à faire des réformes de Sarkozy des non-réformes pour une bonne part, ne s'occupent pas des vraies questions qui meurtrissent les ouvriers des groupes qui ferment leurs portes en France. Les responsables syndicaux nationaux, quels qu'ils soient ne sont plus au côté des ouvriers dans le caca. Ils évoluent dans un autre monde, celui des responsables(on se demande bien de quoi, d'ailleurs)de l'opposition au niveau national, et des responsables gouvernementaux. La grande idée de Sarko c'est la réforme des syndicats eux-mêmes, comme ds les pays du nord. Mais tt en France est différent

Thibault : la nouvelle prise de Sarko....

Comme les patrons des autres centrales, il préfère les invitations de l'Elysée à celles du bon peuple...la soupe est meilleure et permet surtout d'assurer le lendemain...et pourtant, il y a du travail à combattre toutes les régressions sociales votées ces derniers temps... nos ancêtres qui ont tant lutté et parfois sont morts pour obtenir ces droits sociaux depuis un siècle, doivent se retourner dans leurs tombes...

Rien d'étonnant !

A force de prendre les ouvriers pour des c..s en les forçant à manifester et à être systématiquement contre le patronnat, ça devait arriver. Ce monsieur ne risque pas le licenciement lui ! A votre avis, qu'est-ce qui le fait vivre ? La seule chose surprenante, c'est qu'on ne lui ait pas dit plus tôt.

Simple

Revenons à la Charte d'Amiens.

Sarko peut dormir tranquille.

Avec cette valetaille syndicale qui tempore tout. Avec Thibault et Chérèque c'est un pas en avant et deux en arrière. Mis a part faire battre le pavé pour des clous et tourner en rond les manifestants. Ce délégué a raison de dénoncer cette réalité qui nuit aux intérêts des travailleurs.

un syndicat dit ouvrier, pour qui ?

Enfin quelqu'un qui dit la vérité sur la réalité du syndicalisme aujourd'hui.... déléguée hier j'ai vu inexorablement faire mon syndicat mano el mano avec le patronat voire même "penser" à la place du patron.... si bien que j'ai tout quitté tant "on" oeuvrait pour le patron contre les salariés à la finale.....

dakodak

pas étonnant... cgt adepte du double discours... marre de subventionner cela... et après on s'étonne de la faible syndicalisation... bel exemple

Playmobil, en avant les histoires !

ça fait du bien de l'entendre! Bernard Thibaut ne ressemble pas à un Playmobil qu'à cause de sa coiffure, mais aussi parce qu'il est juste bon à être manipulé. Croire encore à la CGT... pffff, même l'UMP me semble moins cynique!

les révoltes de base

"L'embourgeoisement" des responsables syndicaux, leur "peopolisation" produisent cette rupture avec leur base et la frilosité, voire l'absence de réaction de leur part dans des conflits majeurs qui vont sans doute à terme consacrer la rupture, comme il en est du parti socialiste actuellement...

chez nous

dans notre usine sidérurgique ou je travaillais, la direction buvait le champagne avec la C.F.D.T. quand il y a eu un changement de directeur, et il ne faut pas oublier que tout les syndicats ont étouffés les revendications des ouvriers,et des employés quand la gauche était au pouvoir

100% raison

Nous devons faire changer la CGT et en finir avec les compromis.

Plans sociaux et soutien aux chômeurs, priorités des syndicats (26.08)

Reuters - 25.08 Plutôt que de miser sur de nouvelles manifestations en cette rentrée sociale, les syndicats français se fixent pour objectifs la riposte aux plans sociaux, dont ils craignent une multiplication, et l'accompagnement des chômeurs.

Malgré le retour inattendu de la croissance au deuxième trimestre, « les chiffres du chômage vont augmenter de façon catastrophique d'ici à la fin de l'année », a déclaré mardi le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque.

Sur Europe 1, il a demandé au gouvernement de mettre l'accent sur « tout ce qui va vers l'accompagnement des personnes en difficulté et tout ce qui va vers le principe " Mieux vaut former les salariés plutôt que de les mettre au chômage " ».

Le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, qui prévoit 800 000 chômeurs de plus cette année, estime dans un entretien publié mardi dans Le Figaro que « l'indemnisation des chômeurs en fin de droit doit être prolongée pour que des centaines de milliers de personnes ne basculent pas dans les minima sociaux ».

La progression du chômage s'est ralentie depuis le début de l'année mais les économistes s'attendent à ce que le taux de chômage atteigne 10 % fin 2009, un niveau inédit depuis la récession de 1993.

Les chiffres du chômage de juillet seront publiés mercredi.

Face à la recrudescence des plans sociaux, Jean-Claude Mailly estime que la réponse syndicale « ne doit plus être des manifestations à répétition qui ont démontré leur inefficacité », une référence aux journées d'action du premier semestre pour lesquelles la participation a fini par s'étioler.

La vice-présidente de la CFTC, Gabrielle Simon, estime pour sa part qu'« il n'est pas satisfaisant de reproduire des manifestations qui mobilisent peu et qui n'ont aucun résultat ». « On ne va pas continuer longtemps comme cela », dit-elle au Figaro.

Les syndicats doivent se retrouver dans les prochaines semaines pour discuter de la rentrée sociale et de l'avenir de l'unité syndicale, maintenue depuis le début de la crise.

Force ouvrière maintient sa proposition de grève générale de vingt-quatre heures, à laquelle la CGT et la CFDT sont opposées. Jean-Claude Mailly prévient d'ores et déjà que FO ne « s'asseoira » pas sur ses revendications au nom de l'unité syndicale. « L'intersyndicale n'a jamais eu vocation à être permanente, ce n'est pas une fin en soi », souligne-t-il.

Le président de la CGC ne renonce pas fusionner avec l'UNSA (26.08)

AP - 25.08 A moins de six mois du congrès de la CGC, le président du syndicat des cadres Bernard Van Craeynest se prononce, dans un entretien au quotidien "La Croix" de mercredi, pour un rapprochement avec d'autres organisations et confirme son intention de fusionner avec l'UNSA.

"Il faut continuer à travailler au rapprochement avec d'autres syndicats, non seulement dans les entreprises, mais aussi au niveau confédéral", dit-il, plaidant pour qu'émerge "une troisième force syndicale face à la CGT et à la CFDT".

Malgré le refus exprimé par sa base en mars, M. Van Craeynest reste favorable à une fusion avec l'UNSA parce que ce syndicat est "en progression depuis des années dans le privé" et qu'il préfère s'en faire "un ami plutôt qu'un concurrent". Mais il reconnaît que ce rapprochement pourrait aussi se faire avec la CFTC, "très menacée".

"Si je prône un rapprochement avec d'autres, c'est parce que la crise comme la loi sur la représentativité conduisent à un affaiblissement supplémentaire du syndicalisme", explique le No1 du syndicat des cadres. "Je veux que nous soyons plus forts au service des salariés, y compris ceux de l'encadrement".

Conscient de l'hostilité des fédérations chimie et métallurgie de la CGC à sa stratégie de fusion, Bernard Van Craeynest juge "possible" d'avoir un adversaire lors du congrès de février 2010 et compte défendre son bilan.

"Mais, quoi qu'il arrive, avec moi à sa tête ou avec quelqu'un d'autre, la CFE-CGC ne pourra pas faire l'économie d'un débat sur son identité, catégorielle ou non", conclut-il.

"La CGT a laissé ses propres délégués dans la merde" (27.08)

LeMonde.fr - 26.08 Délégué CGT de l'usine Continental Clairoux promise à la fermeture, Xavier Mathieu s'est récemment attaqué aux

dirigeants syndicalistes, les traitant de "racaille" et leur reprochant de "frayer avec le gouvernement". Selon lui, les "Conti", qui ont obtenu 50 000 euros d'indemnités de licenciement n'auraient pas eu autant s'ils avaient confié leur sort aux confédération syndicales.

A l'issue du conflit de Continental Clairoux, vous vous en êtes pris aux instances dirigeantes des syndicats, notamment au vôtre, la CGT, en traitant Bernard Thibault de "racaille". Pourquoi ?

Ce n'est pas une attaque contre la CGT. J'ai trop de respect pour tous les salariés et délégués qui se battent comme des fous durant les conflits. J'ai plutôt parlé en leur nom, et je peux vous assurer que beaucoup pensent comme moi, à savoir qu'on n'est pas assez soutenus. D'ailleurs, je ne reproche pas à Bernard Thibault de ne pas venir devant les usines. Ce que je reproche à la direction, c'est qu'elle a refusé de nous soutenir quand nous étions convoqués au tribunal (pour les destructions dans la préfecture de l'Oise). Quand on a demandé de l'aide, il n'y a que des partis politiques de gauche qui sont venus et aucune confédération syndicale. Alors que dans les sept convoqués, il y avait trois élus CGT, deux syndiqués et deux sympathisants. Dans les confédérations paysannes ou autres, on n'abandonne jamais ses adhérents. La CGT a laissé ses propres délégués dans la merde. C'est honteux.

Il y a une fracture entre les directions des confédérations et la base ?

La fracture entre la base et les directions est générale. Pas seulement du côté de la CGT. C'est pareil à FO ou à la CFDT. Je ne regrette pas mon coup de colère. Quand le mec pour qui je paie mes timbres depuis 18 ans refuse de venir soutenir des ouvriers poursuivis au tribunal pour s'être battus, je n'ai pas de respect pour lui. Ce n'est pas parce qu'il est au-dessus de moi que je suis obligé de l'adorer. D'ailleurs, je vais arrêter de répondre là-dessus. J'ai juste un conseil à leur donner : c'est d'arrêter de penser que tous ceux qui sont en colère sont manipulés par l'extrême gauche. Ça, c'est le même discours que l'UMP. Et franchement, ce n'est pas très respectueux de la classe ouvrière, de penser que nous sommes des moutons incapables de nous battre tout seuls.

On vous a pourtant accusé de rouler pour le NPA d'Olivier Besancenot...

Ça fait quatre mois et demi qu'on nous répète les mêmes conneries. A la CGT de Continental Clairoux, il n'y a aucun encarté, ni au NPA, ni au PC, ni à LO. Aucun. C'est la mode : dès qu'on n'est pas content, on est taxé d'être d'extrême gauche. Je suis allé à l'université d'été du NPA parce qu'ils m'ont invité. J'avais dit, à l'époque où différents partis nous avaient soutenus, que j'étais prêt à venir parler de la lutte des Conti. Je l'ai fait pour Lutte ouvrière en juin, je l'ai fait au NPA, je le ferai le 12 septembre à la Fête de l'Humanité. Si les Verts, le PS ou le PRG me le demandent, je le ferai.

Mais mettre dos-à-dos les politiques et les syndicalistes, c'est de la connerie. Quand Thibault demande l'interdiction des licenciements ou la hausse du SMIC, ce n'est pas de la politique ? Est-ce que Bové n'a pas été syndicaliste avant d'être homme politique ? La CGT reproche ça uniquement si tu n'es pas au Parti communiste, tout le monde le sait. Thibault refuse d'aller au NPA, mais il va bien à la Fête de l'Huma. S'il ne veut pas faire de politique, il n'a rien à y foutre. Comment on peut dire, si on est syndicaliste, qu'on ne fait pas de politique ? Le syndicalisme, c'est de la politique ou alors je comprends rien.

Est-ce que les rencontres que vous avez faites pendant ces derniers mois peuvent aboutir à une coordination des luttes ?

Je ne sais pas. Tant que ça ne sont que les gens qui sont dans la merde qui appellent à l'aide, ça n'aboutit pas. Ça bougera quand ce seront les gens qui n'ont pas de problèmes qui viendront aider. En plus, je vois bien que quand on était dans notre lutte, on avait d'autres choses à faire que d'aller organiser des coordinations avec d'autres boîtes.

Et puis, je ne suis pas un professionnel de tout ça. Il y a six mois de ça, je faisais mes trois parties de pêche par semaine, je regardais le foot à la télé. Je défendais mes copains à l'usine, mais toutes ces histoires, ça me dépassait.

L'après-Continental, vous le voyez comment ?

Je ne sais même pas ce que je vais devenir. Je suis en train de réaliser aujourd'hui ce que les copains me disent depuis plusieurs mois : "Tu t'exposes trop." Alors peut-être que mon plus gros combat, ça ne va pas être Conti, mais de retrouver du travail. J'espère que je me trompe, même si je ne regrette pas ce qui s'est passé. Tout ce qu'on a vécu durant ces six mois, tous ces efforts et cette chaleur humaine, je ne sais pas si les gens qui me critiquent peuvent le comprendre.

La Poste: appel à une journée de grève le 22 septembre (28.08)

AP - 27.08 Les syndicats CGT, Sud, FO et CFTC de La Poste ont annoncé jeudi qu'ils allaient organiser le 22 septembre une nouvelle journée nationale unitaire de grèves et de manifestations contre le projet de réforme du statut de l'établissement public.

Le projet de loi modifiant le statut de La Poste et ouvrant son capital sera examiné au Parlement à la rentrée. La Poste devrait ainsi abandonner au 1er janvier 2010 son statut d'établissement public pour celui de société anonyme, tandis que son capital sera ouvert, mais uniquement à des acteurs publics. Le gouvernement a promis que le statut des quelque 300.000 agents ne sera pas modifié.

Manifestant une fois de plus leur "opposition résolue" au changement de statut, les syndicats font part dans un communiqué commun de "leur exigence d'un véritable service public postal moderne et rénové assurant l'avenir de La Poste et garantissant l'emploi, le maintien et l'amélioration des garanties de tous les personnels".

Fin juillet, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi avait assuré qu'il veillerait "scrupuleusement, lors des débats parlementaires, au respect des engagements" pris par Nicolas Sarkozy en décembre 2008: un capital qui "ne sera détenu que par des acteurs publics", le maintien et le financement pérenne des missions de service public (service universel du courrier, aménagement du territoire, accessibilité bancaire et distribution de la presse). Enfin, "les droits et statuts des postiers seront intégralement préservés.

Depuis l'annonce du projet d'ouverture du capital et de changement de statut de La Poste fin août 2008, les syndicats ont tenté à plusieurs reprises de mobiliser les postiers et l'opinion publique sur le sujet, sans réel succès.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

Syndicalisme

- Appel à la grève à la Société générale (31.10)
- Université: les syndicats appellent à manifester le 13 novembre devant l'Assemblée nationale (29.10)
- Arrêts maladie : FO dénonce une "véritable provocation" (29.10)
- SNCF: Les syndicats "minoritaires" refusent leur mise à l'écart (29.10)
- Quand la base de la CGT se rebelle (29.10)
- Un Valenciennois face à Bernard Thibault au prochain congrès de la CGT à Nantes (27.10)
- Congrès de la CGT : les minoritaires ont un candidat (27.10)
- Sud-Education appelle à la grève le 24 novembre (24.10)
- La FSU appelle à la grève dans l'Education le 24 novembre (22.10)
- Bataille judiciaire dans la grande distribution sur le calcul des rémunérations (14.10)
- Les syndicats de Pôle emploi appellent à la grève le 20 octobre (14.10)
- Réforme du lycée: un plan "prudent et en partie décalé", selon le SNES (14.10)
- Les syndicats s'interrogent sur la mise en oeuvre de la réforme du lycée (14.10)
- La question salariale pourrait fédérer un mouvement social éclaté (10.10)
- Chèreque: "Acceptons qu'en France, l'action syndicale ce ne soit pas toujours des manifestations" (08.10)
- Mobilisation syndicale en demi-teinte en France (08.10)
- "L'immobilisme des salariés serait suicidaire", prévient Bernard Thibault (07.10)
- France Télécom: les syndicats appellent à la mobilisation les 6 et 7 octobre (03.10)
- Fonctionnaires: tollé des syndicats après la confirmation de 34.000 suppressions de postes en 2010 (01.10)

- Des syndicalistes barricadés au siège des Transports en commun lyonnais après une semaine de grève (30.09)
- Appel à la grève chez Marionnaud mercredi pour défendre l'emploi (29.09)
- Crise: l'intersyndicale confirme la journée d'action du 7 octobre (29.09)
- Fret: Sud-Rail appelle les cheminots à manifester mardi à Paris (22.09)
- Préavis de grève illimitée dans les bureaux de poste parisiens à compter de lundi (19.09)
- Avant le congrès de la CGT, Bernard Thibault occupe le terrain (19.09)
- Les syndicats veulent que le social ne soit pas oublié au G20 (15.09)
- FO décline la proposition de la CGT de manifestations le 7 octobre (05.09)
- Bernard Thibault appelle à une journée d'action le 7 octobre (05.09)
- Les syndicats peinent à donner des suites au mouvement interprofessionnel (05.09)
- « La CGT abandonne la lutte des classes » (05.09)

« La CGT abandonne la lutte des classes » (05.09)

Rue89 - 01.09

Au cœur de l'été, le charismatique leader des « Conti » de Clairoux, Xavier Mathieu, avait traité Bernard Thibault de « racaille ». Il a depuis été condamné par le « parlement » du syndicat, a remplacé « racaille » -trop « sarkozyste » - par « parasite », et a été privé de fête de l'Huma. Il y a en revanche un endroit à la CGT où on le qualifie d'« homme de la rentrée » : un lieu virtuel, le blog Où va la CGT ? Interview d'un de ses animateurs.

Le syndicaliste de la CGT qui parle au bout du fil requiert l'anonymat le plus strict, car « dans la CGT, c'est pas cool, ils sont capables d'aller très loin, de faire preuve d'une violence inouïe ». Le blog qu'il anime avec deux autres cégétistes se réclame de l'organisation communiste marxiste-léniniste (OCML) Voie prolétarienne, sur le site de laquelle on peut lire notamment que « la CGT est en plein recentrage vers la collaboration de classe, masquée sous un discours de lutte ».

Rue89 : Combien d'adhérents de la CGT pensez-vous représenter ? L'animateur d'Où va la CGT ? : On n'a pas la prétention de représenter des gens. Ce qui est sûr, c'est qu'on a une très forte influence, on a des élus partout, on a même un espion attiré au niveau confédéral. Sur le blog, il y a une quarantaine de contributeurs et environ 5000 visiteurs uniques par mois selon notre compteur.

Xavier Mathieu en fait-il partie ?

Je ne sais pas. Peut-être qu'il n'a jamais entendu parler de ce blog.

Que reprochez-vous à la direction de la CGT ?

D'abandonner tous les terrains de la lutte des classes pour être l'interlocuteur responsable et privilégié du gouvernement, ce qu'on appelle la « CFDTisation » de la CGT. Pour nous, ce ne sont pas des amis qui se trompent, mais des ennemis qui se cachent.

Etes-vous un courant d'opposition à la direction ?

Non, il s'agit d'un blog et d'un lieu de débat, d'où l'ouverture de notre forum. Ce blog est un courant d'opinion, il ne représente pas l'opposition de la CGT. En tant que militants, nous faisons partie du courant informel qu'on pourrait appeler « de la lutte des classes », qui regroupe les militants favorables aux actions des Conti, des Goodyear et des New Fabris.

Mais il y a d'autres formes d'opposition interne à la CGT : les « vieux », qui pensent à l'ancienne comme au temps de Frachon, Séguy ou Krasucki, ou le courant du NPA. Il y a une énorme confusion parmi les militants opposés à la CFDTisation de la CGT. Notre syndicat a une grande tradition : on critique dans les couloirs, et on vote (pour) en public.

Pensez-vous que Bernard Thibault pourrait ne pas être réélu lors du congrès de décembre ?

Non, pas du tout ! Thibault ne craint rien, le congrès est déjà plié. Les délégués ont été désignés avant même que les textes à débattre soient publiés. Reste la question de l'ampleur de la résistance face à lui. Personne ne peut le dire.

Commentaires de quelques internautes.

1- (?) Il ne faut pas rêver, effectivement Thibault sera encore secrétaire après décembre...

la question est que faire avec cette donnée :

les bureaucraties des principales centrales syndicales sont là pour bloquer la contestation, pour empêcher la lutte des classes, pour empêcher toute grève reconductible où la base pourrait choisir comment agir lors d'assemblée générale... ?

Comment casser ce verrou ? Comment déborder les directions syndicales ? Est-ce de créer une contestation à l'intérieur de la CGT et risquer de perdre son énergie en stratégie interne ? Est-ce de construire à la base une unité entre syndiqués et non syndiqués prêts à bouger et de ne plus écouter les « parasites » d'en haut ? Est-ce de quitter la CGT et de rejoindre des syndicats plus combattifs comme SUD et la CNT ?

Bref quand sort-on du constat pour inverser la situation ?

2- (Citoyen) « la CGT est en plein recentrage vers la collaboration de classe, masquée sous un discours de lutte ».

Ca fait bien 40 ans qu'elle n'en finit pas de l'abandonner...

Je ne suis pas le seul à le dire - Lutte de classe.

3- (cadre Sud) Il y a longtemps que THIBAULT joue le jeu du gouvernement contre les salariés ! Dès la réformes des retraites en 2003 il avait trahi leurs intérêts. Il ne lui reste plus qu'à se faire pousser la barbe pour ressembler un peu plus à l'autre collaborateur de la CFDT ! Dommage pour ces milliers d'adhérents au syndicats sincères, résolus combattifs admirables qui se battent comme des lions, alors que leur chef se vautre dans les allées du pouvoir.

Aujourd'hui F.O est plus sur des positions de classe que la CGT. THIBAULT est sûr d'être réélu car tout son bureau confédéral est composé de feignasses à ses ordres qui n'ont jamais travaillé et qui comptent bien que cela continue !

Ah qu'elle est bonne la soupe !

Quelle honte pour ces ouvriers des chantiers navals, des ports des cheminots qui ont mené des grèves dures jusqu'à l'exclusion parfois !

THIBAULT tu vas rester comme une immense tâche dans ce syndicat !

4- (agent SNCF) Faire porter le chapeau sur un seul homme c'est un peu gros ! Aujourd'hui il n'y a plus que 8% de salarié qui sont syndiqués (tous syndicats confondus) ; une donnée à prendre en compte.

Pendant les grèves sur les retraites des cheminots on a terminé à 20% de grévistes ; peut-on dans ces conditions parler de grève illimitée ? Non la CGT n'abandonne pas la lutte de classe. Négociateur est le rôle du syndicat. La différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'avant on se battait pour obtenir des acquis et maintenant on résiste pour les conserver ! Pourquoi ? Il faut revenir au 8% de syndiqués et de la nécessité de se battre avant qu'il ne soit trop tard.

Les syndicats peinent à donner des suites au mouvement interprofessionnel (05.09)

AP - 03.09

Rentrée morose pour les syndicats. Tous estiment que le patronat et le gouvernement ont peu répondu à la revendication d'un "changement de cap" face à la crise, posée lors des cinq journées de mobilisation nationale organisées depuis janvier. Pourtant, l'unité semble très difficile à maintenir, même si la CGT propose une nouvelle date d'action interprofessionnelle le 7 octobre.

"La CGT a souhaité que la prochaine réunion intersyndicale ait lieu rapidement", a déclaré le secrétaire général de cette confédération Bernard Thibault jeudi lors de sa conférence de presse de rentrée au siège du syndicat à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

"Nous proposerons notamment de faire du 7 octobre la prochaine journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle", a-t-il ajouté. Reste que les syndicats, qui ont peiné à mobiliser lors de la dernière journée de manifestations du 13 juin, ne sont toujours pas parvenus à s'entendre sur une date de nouvelle rencontre.

Le 6 juillet, une réunion intersyndicale s'est déjà tenue dans la plus grande discrétion, sans aboutir à une décision ni sur la suite, ni sur une nouvelle date de réunion.

Il faut dire qu'à l'occasion des manifestations du 13 juin (qui avaient mobilisé 150.000 personnes dans toute la France contre 1,2 million le 1er mai, ou encore 2,5 millions le 29 janvier, de source syndicale), FO et la CGT affichaient clairement des positions divergentes quant à la forme à donner à la mobilisation.

"Une voix syndicale a contribué ces derniers jours à semer le doute sur la pertinence de cette mobilisation. Et ce ne sont pas forcément ceux qui prônent les formes les plus radicales d'action qui, sur le terrain, s'engagent au plus haut niveau aux côtés des salariés", avait grincé Bernard Thibault face aux critiques de FO qui déplorait les journées d'action "saute-mouton", et souhaite toujours un mot d'ordre national de grève générale.

"Il y a des contacts pour une date mais on n'a pas encore trouvé. On est dans l'expectative", a expliqué le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU) Gérard Aschieri jeudi à l'Associated Press.

"L'unité est difficile à tenir. D'abord parce qu'il y a des divergences sur les formes de mobilisation mais aussi en raison de la difficulté à mobiliser dans cette période de crise. Et puis il y a aussi les conséquences des nouvelles règles de représentativité qui commencent à se faire sentir au niveau de certaines organisations", a-t-il ajouté.

Même sur la plateforme commune, qui comporte de nombreuses revendications allant de la hausse du SMIC à la répartition des richesses en passant par une meilleure indemnisation du chômage, les positions commencent à diverger.

"Avant les moyens de pression, il faut se mettre d'accord sur les cibles à atteindre. Est-ce qu'on reste sur un cahier des charges très général ou est-ce qu'on se donne des priorités? Tout ça c'est à discuter", a expliqué jeudi à l'Associated Press Gabrielle Simon, de la CFTC.

Et pour le secrétaire général de l'UNSA, Alain Olive, "il faut faire de la question de l'emploi la question centrale", et débattre "d'autres sujets", afin d'avoir une position intersyndicale sur le grand emprunt ou encore la "taxe carbone".

"Quant à l'action", estime-t-il, "aujourd'hui, à l'UNSA, on ne croit pas que les conditions d'une mobilisation importante soient réunies. Ni la grève que veut FO, ni les grandes journées interprofessionnelles qu'il y a eu ne semblent pertinentes. Donc il faut en débattre".

Bernard Thibault appelle à une journée d'action le 7 octobre (05.09)

Reuters - 03.09

Bernard Thibault a renouvelé son appel à une nouvelle journée d'action interprofessionnelle le 7 octobre en France en insistant sur la nécessité de l'unité syndicale face à la crise.

"Nous écoutons les préoccupations et les opinions des salariés. Je pense, et nous pensons, que les syndicats doivent de nouveau reprendre l'initiative dans cette rentrée", a déclaré le secrétaire général de la CGT à l'occasion de sa conférence de presse de rentrée.

La CGT invite les autres organisations syndicales à une réunion la semaine prochaine pour "analyser la situation et pourquoi pas réfléchir à de nouvelles initiatives que nous pourrions avoir en commun", a dit Bernard Thibault.

"A ce titre, nous suggérons de programmer une prochaine journée de mobilisation dans le pays qui pourrait se situer le 7 octobre", a-t-il précisé.

La Confédération syndicale internationale (CSI) a fait du 7 octobre une journée mondiale d'action syndicale pour le travail décent.

FO décline la proposition de la CGT de manifestations le 7 octobre (05.09)

Reuters - 03.09

Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a décliné vendredi la proposition de la CGT de faire du 7 octobre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle pour exiger du gouvernement et du patronat une autre politique face à la crise.

Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a décliné vendredi la proposition de la CGT de faire du 7 octobre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle pour exiger du gouvernement et du patronat une autre politique face à la crise.

"Le 7 octobre, c'est une journée de sensibilisation internationale sur le travail décent et le respect des normes internationales du travail. On ne veut pas mélanger les choses", a-t-il déclaré à l'Associated Press.

Le secrétaire général de FO a rappelé qu'une journée similaire avait été organisée le 7 octobre 2008 à l'initiative de la Confédération syndicale internationale (CSI) et qu'à l'époque, plusieurs syndicats avaient proposé d'étendre les revendications à des sujets franco-français, ce que FO avait déjà refusé.

"S'il y a une intersyndicale pour décider des suites au mouvement interprofessionnel, on y sera", a-t-il assuré. "Mais le 7 octobre, c'est différent".

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a proposé jeudi de faire du 7 octobre la prochaine journée de mobilisation

interprofessionnelle en France, dans un contexte de division entre organisations sur les suites à donner à ces manifestations impulsées en janvier dernier.

Les syndicats veulent que le social ne soit pas oublié au G20 (15.09)

Reuters - 14.09

Les syndicats plaident pour que le social ne soit pas oublié au sommet du G20 qui se réunit en fin de semaine prochaine à Pittsburgh (Etats-Unis).

"Aujourd'hui le sentiment que beaucoup de salariés ont, c'est que tout va recommencer comme avant et qu'il est absolument nécessaire que des décisions claires, fermes soient prises," a déclaré François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT.

Il s'exprimait à sa sortie de l'Elysée où le président Nicolas Sarkozy a reçu les cinq confédérations syndicales françaises pour les consulter en vue de la réunion de Pittsburgh comme il l'avait déjà fait avant les deux précédents G20 de Washington et Londres.

François Chérèque a fait état d'une forte attente des salariés pour que le sommet agisse "pour maîtriser l'enrichissement de certains dans le domaine financier par une régulation forte des finances mondiales" et qu'il y ait en outre "une véritable régulation du social et de la protection de la planète".

Son homologue la CGT, Bernard Thibault, a souligné pour sa part que son syndicat n'avait pas participé au concert de louanges qui avait accueilli les décisions du sommet de Londres sur la régulation financière "dans la mesure où nous estimons, et nous estimons toujours, que des questions récurrentes n'avaient pas été traitées à ce G20".

Au-delà de questions chères à Nicolas Sarkozy comme l'encadrement des bonus des traders, "il faudra pouvoir traiter, ce qui n'est pas encore à l'ordre du jour, la vocation, les missions des institutions financières et des banques," a-t-il dit.

"EFFETS DE MANCHE"

"Nous constatons avec beaucoup de citoyens, et pas seulement des citoyens français, que si les Etats, la puissance publique sont venus au secours du système financier, on n'a pas apporté de modifications fondamentales sur la manière dont les banques continuent de fonctionner au point qu'aujourd'hui l'accès aux moyens financiers pour des projets reste difficile pour des entreprises comme pour les ménages," a ajouté Bernard Thibault.

Le dirigeant de la CGT a estimé en outre que, pour modifier l'économie, il fallait intégrer des normes sociales fondamentales dans les règles du commerce, déplorant encore que cette question ne soit pas à l'ordre du jour de Pittsburgh.

Dans un communiqué, l'Elysée a indiqué que Nicolas Sarkozy avait souligné de son côté que les Européens présenteraient un front uni à Pittsburgh et exprimé sa détermination à obtenir des résultats concrets pour conforter la reprise économique et réguler le système financier international.

Il a en outre rappelé que, comme il l'avait demandé, le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) serait présent au sommet des 24 et 25 septembre.

A la question de savoir si Nicolas Sarkozy avait réitéré sa menace de claquer la porte du sommet s'il n'obtenait pas les résultats désirés, Bernard Thibault a répondu :

"Il ne nous l'a pas redit, mais ce n'est pas le plus important. Dans la diplomatie internationale, chacun a bien conscience qu'il y a des effets d'annonce, pour ne pas dire parfois des effets de manche de tous les chefs d'Etat qui ont leur propre stratégie, qui ont aussi leur propre opinion publique à convaincre. Et donc je crois que ça participe de cet exercice-là, sans plus."

Avant le congrès de la CGT, Bernard Thibault occupe le terrain (19.09) (15.09)

Le Monde - 17.09

Sandwich à la main, cigarette au bec, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault, est de retour, ce mercredi 9 septembre sur le site de l'usine Molex, à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne). Dix mois après sa première visite, il est revenu soutenir les 283 salariés en conflit depuis novembre 2008.

"Je n'ai pas de gage à donner sur la qualité des contacts que j'ai avec les militants dans les entreprises", lance-t-il, comme en écho à l'attaque du délégué CGT de Continental-Clairoix, il y a un mois à peine. Xavier Mathieu l'avait traité de "racaille", accusé de ne pas soutenir les salariés en lutte. A trois mois du 49e congrès de son organisation, Bernard Thibault se veut serein. L'ancien dirigeant cheminot, animateur du mouvement social de l'hiver 1995, ne lâche rien, se dit proche de la base en assumant son rôle de numéro un. "Lorsque je rencontre le chef de l'Etat, je n'ai pas l'impression de vendre mon âme au diable, j'assume mes responsabilités comme le font des milliers de délégués syndicaux face à leurs employeurs", a-t-il asséné à la Mutualité à Paris, la veille de son déplacement à Molex. Avant de répondre directement à Xavier Mathieu, sous les applaudissements de milliers de militants, qu'"il n'y a pas de racaille à la CGT, à quelque niveau que ce soit". Et il enfonce le clou en déclarant dans Les Echos du 17 septembre qu'"à la CGT on n'apprécie pas ceux qui jouent contre leur camp".

Alors, à Molex, il est venu faire son job de secrétaire général et parler de ses contacts avec l'Elysée, qu'il avait encore au téléphone quelques minutes avant de rejoindre les salariés. "C'est bien qu'il soit là, ça aide vu qu'il est en contact avec le président de la République et avec le ministre Estrosi, il a plus d'infos que nous", concède le délégué CFDT, Denis Serres. Et d'ajouter : "Dommage que François Chérèque ne soit pas venu." Un regret partagé par d'autres. "En un an, nos dirigeants auraient pu trouver l'occasion de venir au moins une fois, ce serait un juste retour des choses pour les militants de base", estime José Dumas-Vidau, élu CFE-CGC.

M. Thibault, lui, multiplie les rencontres. Une séance à huis clos avec la trentaine de cégétistes de l'entreprise, d'abord. Une intersyndicale improvisée, ensuite. Sans oublier la traditionnelle rencontre avec les politiques locaux. Ces derniers sont venus nombreux au rassemblement de soutien de la fin d'après-midi. Jusqu'à la maire UMP de Montauban, Brigitte Barèges, venue témoigner des efforts de l'Etat.

Et cerise sur le gâteau, Bernard Thibault n'oublie pas la poignée de main au curé de la paroisse, le Père Philippe Bachet, soutien de la première heure des Molex.

En plein débat de congrès, ces clichés ne sont pas inutiles. Alors que les plans sociaux se succèdent et que le chômage continue son ascension à l'assaut des 10 %, le numéro un de la CGT ne veut pas laisser croire que son organisation ne soutiendrait pas les salariés en conflit. C'est aussi l'occasion pour lui de dénoncer la "délinquance patronale" et le manque d'engagement concret du gouvernement.

"A trois mois de son congrès, il essaye de trouver une ligne médiane : il consolide le binôme avec la CFDT, tout en essayant de montrer que la CGT reste la grande force revendicative", analyse un spécialiste du fait syndical à Maignon.

Pour autant, tout n'est pas réglé. "Il faut qu'il soit plus sur le terrain, dit Vincent Alouze, délégué CGT à Ford Blanquefort, venu de Bordeaux pour le rassemblement de soutien, et moins à l'Elysée et à Maignon." Comme lui, Didier Soulet, militant CFDT de l'entreprise toulousaine Freescale, en conflit, estime que "les confédérations n'en font pas assez et refusent de coordonner les luttes".

Cette antienne, le délégué de Continental, Xavier Mathieu, l'a reprise à l'occasion d'un débat à la fête de L'Humanité, samedi 13 septembre, à quelques dizaines de mètres de Bernard Thibault engagé dans un autre débat. Entouré des "pirates" de Conti, tee-shirt noir et bandana rouge, le militant est revenu à la charge. "On ne peut faire face en réclamant du patronat qu'il change ou en discutant avec Sarkozy d'une autre politique industrielle, il faut leur arracher par la lutte l'interdiction de tous les licenciements !", a-t-il déclaré.

Pour maintenir la pression, la CGT organisait une manifestation des salariés du secteur automobile jeudi à Paris.

Préavis de grève illimitée dans les bureaux de poste parisiens à compter de lundi (19.09)

AP - 18.09

Quatre syndicats de La Poste (CGT, FO, Sud et CFTC) ont déposé un préavis de grève illimitée pour l'ensemble des bureaux de postes parisiens, à compter de lundi, pour dénoncer les modalités de réorganisation, a-t-on appris vendredi de source syndicale.

La direction, qui confirme ce dépôt de préavis, affirme de son côté que le plan de réorganisation des bureaux de poste parisiens vise à "moderniser" les services, à "limiter les temps d'attente" et n'a eu "aucune conséquence sociale". Les syndicats dénoncent pour leur part des suppressions de postes.

Ce préavis a été déposé alors que ces quatre syndicats, et la CFDT, appellent à une journée nationale de grève et de manifestations contre le changement de statut de l'entreprise mardi prochain.

Fret: Sud-Rail appelle les cheminots à manifester mardi à Paris (22.09)

AP - 21.09

Sud-Rail appelle les cheminots à manifester mardi à Paris contre la restructuration du fret, qui pourrait entraîner 6.000 à 8.000 suppressions de postes selon le syndicat, et à rejoindre le défilé des facteurs contre le projet d'ouverture du capital et de changement de statut de La Poste.

Les cheminots sont appelés à se rassembler devant le siège de la SNCF près de la gare Montparnasse à partir de 11h, à l'occasion d'un comité central d'entreprise au cours duquel le dossier du fret sera évoqué. Sud-Rail a déposé un préavis de grève pour "couvrir" les cheminots qui se rendront à ce rassemblement.

La direction ne prévoit aucune conséquence sur la circulation des trains.

L'organisation syndicale espère mobiliser au moins 500 personnes, et appelle ensuite à rejoindre la manifestation des facteurs qui partira à 14h du siège de La Poste en direction du Sénat. "Unité de toutes celles et tous ceux qui agissent pour défendre leurs droits, le service public et l'emploi!", écrit Sud-Rail dans un communiqué.

Concernant le fret, Sud dénonce la "suppression presque totale du trafic de 'wagons isolés'", la "fermeture des triages qui subsistent encore", ou encore "6.000 à 8.000 suppressions d'emplois".

Le syndicat dénonce également l'"éclatement de l'activité fret en sous-activités autonomes et privatisées".

Crise: l'intersyndicale confirme la journée d'action du 7 octobre (29.09)

AP - 28.09

Les syndicats à l'origine des manifestations lancées depuis le 29 janvier dernier ont confirmé leur appel à une nouvelle mobilisation le 7 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale pour le travail décent organisée ce jour-là par la Confédération syndicale internationale (CSI).

"Dans toute la France, seront organisés dans l'unité, des rassemblements, meetings, manifestations, conférences de presse, actions dans les entreprises, débats, rencontres avec les élus, qui feront écho à des mobilisations semblables partout dans le monde ce jour-là", écrivent la CGT, la CFTD, la CGC, la CFTC, l'UNSA, la FSU et Solidaires dans un communiqué commun.

"La crise, dans sa dimension économique et sociale, continue de frapper durement salariés, chômeurs, jeunes et retraités: à la pression mise par les entreprises sur les salariés, aux destructions d'emplois dans le public et dans le privé, au développement de la précarité et des inégalités se rajoutent des choix gouvernementaux désastreux en matière de fiscalité", ajoutent les sept organisations.

"Non seulement les salariés souffrent parce que le chômage s'aggrave, mais ils sont en plus victimes de nouvelles taxations et de hausses de cotisations, alors que les revenus du patrimoine et du capital sont préservés", précisent les syndicats en référence à la hausse annoncée du forfait hospitalier ou au projet de taxer les indemnités journalières des accidentés du travail.

Les syndicats se sont réunis lundi soir au siège de l'UNSA à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) près de Paris. Seule FO n'a pas participé à cette réunion.

Les syndicats ont prévu de se revoir pour discuter des suites au 7 octobre, "à une date qui reste à déterminer", selon la FSU.

Peut-être avant 2012 ! Comment ne pas voir qu'ils ont strictement rien à foutre du sort de la classe ouvrière, comment peut-on avoir des relations avec ces gens-là ? En avoir revient à se décrédibiliser ou à dire : vous avez raison, finalement il n'y en a pas un qui vaut mieux que les autres, on est tous pareils ! Qui sont les véritables fossoyeurs du syndicalisme ? Les appareils et leurs complices qui refusent de rompre avec eux. (Lutte de classe)

Un complément de l'agence Reuters du 28.09.

Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, a répété lundi sur France info qu'il n'était pas partisan de manifestations à répétition, estimant qu'elles pouvaient être contreproductives.

Le dirigeant de FO a plaidé en vain jusqu'à présent pour une "journée de grève interprofessionnelle", seule susceptible à ses yeux de peser sur le gouvernement et le patronat.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a estimé que le "potentiel de mobilisation" restait intact et que les sujets de mécontentement des salariés ne manquaient pas, sur l'emploi, les salaires mais aussi le recul de l'âge du départ à la retraite envisagé par le gouvernement.

Raison de plus pour tenter de briser ce "potentiel" en organisant des journées d'action, plus cynique tu meurs !

Appel à la grève chez Marionnaud mercredi pour défendre l'emploi (29.09)

Reuters - 28.09

Plusieurs syndicats du groupe de parfumerie Marionnaud appellent à faire grève mercredi pour protester contre la suppression annoncée de près 700 postes en France.

Une intersyndicale (FO, CFDT, CGT et CGC) invite les salariés à se rassembler devant le siège national de l'entreprise dans le VIII^e arrondissement de Paris avant de rejoindre le magasin-phare de la marque, avenue des Champs-Élysées.

FO Commerce dénonce dans un communiqué "la pression de la direction pour valider par les interlocuteurs sociaux le plan de sauvegarde de l'emploi prévoyant la suppression d'environ 700 postes avec licenciements à la clef".

Ce plan doit être présenté lors d'un comité d'entreprise le 6 octobre.

Pour Brice Bellon, secrétaire fédéral adjoint de FO Commerce, les emplois de Marionnaud pourraient être sauvés.

"Il n'y a pas eu assez d'efforts au niveau de la gestion des magasins, il y a eu des erreurs", a-t-il dit à Reuters. "La crise a bon dos : cette entreprise est loin de souffrir comme les équipementiers automobiles".

La direction a déclaré à Reuters avoir "pris acte" de la journée d'action de mercredi.

"Le principe de cette réorganisation s'appuie sur notre parc de magasins dont nous avons entrepris un vaste programme de rénovation depuis deux ans", déclare Gildas Delon, directeur des ressources humaines de Marionnaud France, dans un communiqué.

"C'est la volonté de garantir la proximité auprès de nos clients et la qualité de service qui nous a fait concevoir un projet qui ne ferme aucun magasin et conduit un certain nombre de ceux-ci à se réorganiser pour parvenir au niveau de rentabilité des autres boutiques du réseau", ajoute-t-il.

Racheté en 2005 par le groupe chinois AS Watson, Marionnaud compte 562 magasins en France qui emploient environ 4.200 personnes.

Des syndicalistes barricadés au siège des Transports en commun lyonnais après une semaine de grève (30.09)

AP - 29.09

Vingt-quatre représentants du personnel des TCL (Transports en Commun Lyonnais) se sont barricadés mardi après-midi dans une salle de réunion du siège de Kéolis Lyon, le gestionnaire des TCL, après une nouvelle réunion de négociations qui s'est soldée par un échec au 6^e jour de grève, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction.

"Nous occupons la salle et on y restera tant que les dirigeants ne reviendront pas avec des propositions décentes pour les salariés", a déclaré Jacky Albrand, le secrétaire général de la CGT TCL.

La grève débutée jeudi dernier est le dernier épisode d'un bras de fer engagé il y a 15 mois quand Kéolis Lyon a pris la décision de remettre à plat tous les accords d'entreprise. L'intersyndicale a déposé un préavis de grève renouvelable quotidiennement sur 99 jours. La direction prévoyait mardi que le trafic serait assuré à 68% mercredi.

Fonctionnaires: tollé des syndicats après la confirmation de 34.000 suppressions de postes en 2010 (01.10)

AP - 30.09

La confirmation mercredi du gouvernement qu'il allait supprimer près de 34.000 postes supplémentaires de fonctionnaires en 2010 a provoqué un tollé des syndicats. La FSU dénonce notamment une politique "idéologique et irresponsable dans la période actuelle", tandis que l'UNSA estime que la "gestion de l'endettement" ne doit pas conduire "à terme à la remise en cause des services publics".

Le gouvernement a en effet confirmé la poursuite de sa politique de suppression massive de postes dans la Fonction publique, avec près de 34.000 départs en retraite non remplacés en 2010, dont 16.000 à l'Education nationale. En huit ans, depuis le budget 2003, l'Etat aura supprimé plus de 126.000 postes dont plus de 92.000 depuis que Nicolas Sarkozy est président.

"Tous les services publics vivent aujourd'hui sous tension à cause de ces suppressions de postes, d'une part à cause des conditions de travail, d'autre part des missions moins bien rendues aux usagers", a déclaré à l'Associated Press le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri.

"Ces suppressions de postes ne rapportent pas grand chose par rapport à la perte des recettes liée aux choix fiscaux du gouvernement", a-t-il ajouté. M. Aschieri a notamment cité la baisse de la TVA accordée aux restaurateurs. En outre, pour lui, "ces postes supprimés sont autant d'emplois en moins pour les jeunes".

De son côté, FO évoque dans un communiqué une "mécanique (...) destructrice d'emplois, alors qu'il est urgent d'en créer, comme il est tout aussi impératif de renforcer les services publics dont la disparition serait douloureuse pour les citoyens".

"La gestion de l'endettement ne doit pas reposer sur la réduction drastique des dépenses qui conduisent à terme à la remise en cause des services publics", juge pour sa part l'UNSA, qui "rappelle que si l'action publique a un coût, l'inaction en aurait un plus élevé encore".

Pour Gaby Bonnard, secrétaire national de la CFDT, le projet de budget 2010 "manque singulièrement de colonne vertébrale et fait plutôt penser à une succession de mesures, souvent injustes tant fiscalement que socialement, qu'à un tout cohérent".

La suppression de 34.000 postes de fonctionnaires "en est un exemple symptomatique qui renforce l'impression que l'Etat n'est géré qu'en vertu de règles strictement comptables au détriment de débats de fond", ajoute-t-il dans un éditorial de "Syndicalisme Hebdo", le journal de l'organisation syndicale.

"Nous condamnons cette politique dogmatique de suppressions d'emplois qui va conduire à dégrader encore les conditions de travail et à amoindrir le service rendu à l'utilisateur", a déclaré à l'AP le secrétaire général de la CGT-Fonction publique Jean-Marc Canon.

Selon lui, "il y a une volonté de réduire l'intervention publique car on a un gouvernement qui privilégie la sphère marchande".

France Télécom: les syndicats appellent à la mobilisation les 6 et 7 octobre (03.10)

AP - 02.10

L'intersyndicale de France Télécom appelle les salariés du groupe, confronté à une vague de suicides, à se mobiliser les 6 et 7 octobre "sous toutes les formes y compris par la grève (...) pour que les choses changent en profondeur et durablement" dans l'entreprise.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO, CGC et Sud rappelle dans un communiqué diffusé jeudi que la prochaine réunion de négociation nationale sur le stress dans l'entreprise se tiendra le 6 octobre. Elle appelle par ailleurs les salariés à se mobiliser aussi le 7 octobre dans le cadre de la journée nationale interprofessionnelle pour le travail décent.

Les syndicats précisent avoir déposé des préavis de grève nationaux pour ces deux journées.

Les syndicats avaient appelé un peu plus tôt les salariés à observer un arrêt de travail et à se rassembler ce jeudi en milieu d'après-midi sur les sites du groupe, au moment des obsèques de leur collègue d'Annecy qui s'est suicidé lundi.

La ministre de l'Economie Christine Lagarde a reçu le PDG de France Télécom Didier Lombard jeudi matin. Elle lui a "renouvelé (...) sa pleine et entière confiance pour faire traverser à l'entreprise cette période difficile et douloureuse", selon un communiqué de Bercy. La ministre a "souligné que l'enjeu était celui d'une mobilisation totale de l'entreprise", autour du plan d'action lancé en interne depuis le 15 septembre pour faire face à cette série de suicides.

Depuis 18 mois, 24 salariés de France Télécom ont mis fin à leurs jours, selon les syndicats qui exigent l'arrêt des restructurations et une remise à plat complète de la stratégie de l'entreprise et des méthodes de management interne.

Jeudi matin dans un communiqué, l'Association pour la défense de l'épargne et de l'actionnariat des salariés de France Télécom-Orange

(ADEAS), dont les membres détiennent ensemble 4% du capital, a réclamé de la part de la direction un "capitalisme à visage humain".

L'association, qui fédère les salariés actionnaires, demande notamment à la direction "la baisse immédiate du niveau des dividendes, qui saignent actuellement l'entreprise, au détriment de l'investissement et du désendettement", "l'arrêt de la distribution de stock-options, qui a dévoyé le management de l'entreprise" et "l'arrêt d'une politique uniquement basée sur la réduction des coûts, où les personnels ne sont plus considérés que comme une charge".

"L'immobilisme des salariés serait suicidaire", prévient Bernard Thibault (07.10)

AP - 02.10

Face à une situation sociale qui "va continuer de se dégrader", "l'immobilisme des salariés serait suicidaire", prévient le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France" de ce mercredi, date d'une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC, CGC, UNSA, FSU et Solidaires.

"La vocation première de cette journée est de rendre de nouveau crédible l'utilité de l'action collective", explique Bernard Thibault dans un entretien au "Parisien". "Nous attendons des salariés qu'ils se mettent d'accord dans les entreprises sur les sujets revendicatifs prioritaires afin de prendre des initiatives pour les faire aboutir".

Pour le secrétaire général de la CGT, "la situation sociale va continuer de se dégrader". "C'est sans précédent", dit-il. "Le diagnostic est clair: l'immobilisme des salariés serait suicidaire".

"Non seulement nous sommes loin d'une sortie de crise, mais les plans sociaux se multiplient et les décisions du gouvernement vont encore accroître la précarité des salariés", dénonce encore Bernard Thibault.

Ainsi, "le budget 2010 et celui de la sécurité sociale se caractérisent principalement par de nouveaux transferts financiers vers les entreprises au détriment des ménages et des foyers modestes", accuse-t-il, citant "l'augmentation du forfait hospitalier, l'imposition des indemnités pour accident du travail, l'instauration d'une taxe carbone".

Mobilisation syndicale en demi-teinte en France (08.10)

Reuters - 07.10

La mobilisation a été clairsemée mercredi lors d'une journée nationale d'action à l'appel de sept syndicats, la sixième depuis le début de l'année en France pour exiger une autre politique économique sociale.

Contrairement aux précédentes mobilisations, cette journée a entraîné peu de perturbations. Des manifestations n'ont été organisées que dans quelques villes, les salariés optant majoritairement pour des rassemblements.

L'appel à manifester, lancé par la CGT, la CFDT, la CFE-CGC, la FSU, l'Unsa, la CFTC et Solidaires, s'inscrivait dans le cadre de la Journée mondiale pour le travail décent organisée par la Confédération syndicale internationale.

Force ouvrière, qui juge ces manifestations à répétition contre-productives, n'a pas souhaité s'y associer.

Pour le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, cette journée a confirmé "un climat revendicatif" qui s'est traduit par "un nombre importants d'actions dans les entreprises, sous des formes diverses".

"Le gouvernement doit mesurer que la situation sociale est loin de s'améliorer et qu'il ne suffit pas de multiplier les discours sur les affaires pour considérer qu'au plan social, il est quitte", a-t-il dit lors du rassemblement parisien.

Entre 2.000 et 3.000 personnes s'étaient rassemblées aux abords du siège du Medef, l'organisation patronale, dans le VIIe arrondissement de Paris.

Le dirigeant de la CGT a regretté la défection de FO mais Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, a rétorqué que cette journée d'actions était de "l'agitation".

PRÉAVIS DE GRÈVE À LA SNCF

Pour François Chérèque, cette journée internationale est le moyen d'attirer l'attention des gouvernements et du patronat sur la dégradation des conditions de travail.

Un avis partagé par Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, pour qui il y a "une dégradation de l'emploi mais aussi des conditions de travail" à l'image de France Télécom, où la grève et des négociations sur le stress au travail ont été reconduites mercredi après une vague de suicides.

L'exemple de France Télécom illustre "les effets de l'organisation du travail sur la santé", a-t-il dit lors du rassemblement parisien.

Les organisateurs réclament toujours "une autre politique économique et sociale afin de protéger les emplois, s'opposer aux licenciements et défendre les salariés".

En province, les manifestations n'ont pas fait recette en dépit du renfort de salariés de France Télécom.

De 400 personnes selon la police à 500 selon les syndicats se sont ainsi rassemblées à Bordeaux.

"Nous devons construire un rapport de force puissant pour nous faire entendre et obtenir partout l'ouverture de négociations", a déclaré Jean-Bernard Sipié, secrétaire général de la CGT-33, qui demande "une répartition des richesses plus favorable aux salariés, des droits d'intervention dans les choix des entreprises".

A Lyon, les manifestants étaient au nombre de 3.500 selon les syndicats, 1.300 selon la police.

Là aussi, des salariés de France Télécom étaient présents, comme Didier Guthmann, délégué CGT dans l'entreprise. "On est passé de la souffrance à la résistance, maintenant, plus personne ne baisse la tête", a-t-il dit.

Selon un sondage BVA pour La Tribune et BFM, 70% des Français trouvent cette mobilisation "justifiée". Mais ils sont partagés sur son utilité puisque 46% d'entre eux jugent que les mouvements de ce genre "ne servent à rien", contre 49% qui estiment qu'il s'agit du "meilleur moyen de se faire entendre".

Après les premières journées marquées par d'importantes manifestations le 29 janvier et le 19 mars, avec au moins un million de personnes défilant en France pour réclamer des mesures en faveur du pouvoir d'achat, la mobilisation avait paru s'essouffler ensuite le 1er mai, le 26 mai et le 13 juin.

Une nouvelle journée d'action "sur les enjeux industriels" est d'ores et déjà programmée le 22 octobre. Deux syndicats, la CGT et la CFDT, vont par ailleurs déposer un préavis de grève à la SNCF pour le 20 octobre.

Chérèque: "Acceptons qu'en France, l'action syndicale ce ne soit pas toujours des manifestations" (08.10)

AP - 07.10

"Acceptons qu'en France, l'action syndicale, ce ne soit pas toujours des manifestations", suggère le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, alors que la mobilisation à l'occasion de la nouvelle journée d'action interprofessionnelle ce mercredi s'annonce très symbolique.

"Je crois qu'il faut un petit peu casser cette image", selon laquelle "les organisations syndicales depuis la rentrée ne sont pas actives", a déclaré François Chérèque mercredi sur France Inter.

Selon lui, les grandes manifestations organisées avant l'été faisaient partie d'un "moment d'urgence sociale, d'indignation, avec une nécessité de crier à la face du monde ce sentiment d'injustice".

Ces manifestations ont amené des "résultats concrets", a expliqué François Chérèque, citant "des centaines de milliers de salariés au chômage partiel qui sont mieux indemnisés, des personnes qui sont en formation plutôt que d'être licenciées", ou encore "plusieurs millions de personnes qui ont eu des allègements d'impôts".

Depuis l'été, "on est plus sur des actions dans les entreprises (...), des actions concrètes sur les plans sociaux, sur les conditions de travail, sur les salaires", souligne François Chérèque, "acceptons qu'en France l'action syndicale, ce ne soit pas toujours des manifestations".

La question salariale pourrait fédérer un mouvement social éclaté (10.10)

Le Monde - 08.10

"Introuvable". Employé dans une note d'Entreprises & Personnel, un organisme qui réunit les directions des ressources humaines des plus grandes entreprises françaises, l'adjectif est pertinent. Il ne signifie pas l'absence de mouvement social. Si "le climat social paraît relativement stable", s'il n'y a pas de "collectivisation des actions", les auteurs soulignent "la dégradation des rapports sociaux dans la société elle-même, la montée des frustrations et des ressentiments".

Mobilisation réduite en faveur du "travail décent" Quelques dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations organisées, mercredi 7 octobre, par l'intersyndicale - réduite à sept organisations (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA, Solidaires, FSU) après le départ de FO -, dans le cadre de la mobilisation internationale en faveur du "travail décent". Les salariés de France Télécom étaient présents dans de nombreux cortèges.

A Paris, les manifestants étaient quelques milliers devant le siège du Medef. Pour François Chèreque (CFDT), "le syndicalisme n'a pas vocation à proposer un mode d'action unique, la manifestation". "Le gouvernement doit faire attention et ne pas se contenter d'une approche quantitative du mécontentement", a prévenu Bernard Thibault (CGT).

Le faible nombre des participants à la journée d'action internationale en faveur du "travail décent", mercredi 7 octobre, ne doit pas masquer le nombre de conflits sociaux, grèves, occupations d'usine, qui émaillent le territoire. Les auteurs de l'étude d'Entreprises & Personnel intitulée "Entre colères et fatalisme", présentée le 29 septembre, recensent aussi les phénomènes de "sous-travail", d'absentéisme, de "présentéisme contemplatif", de risques psychosociaux liés aux "impératifs de restructuration".

Le malaise social est toujours là alors que, malgré quelques signes de reprise, la crise n'en finit pas de se traduire sur le terrain par l'annonce de fermetures ou de réorganisations d'entreprises et, plus globalement, par la montée du chômage. La grogne sociale ne se mesure plus au nombre de participants aux manifestations interprofessionnelles, elle se vérifie par entreprise ou par secteur.

Les appels à l'action sont nombreux et témoignent de la diversité de ce mouvement social "introuvable" : les routiers qui bloquent des plates-formes, mardi 6 octobre, les cheminots qui s'opposent à la réorganisation du fret et sont appelés à la grève le 20 octobre, les deux millions de participants à la votation sur le statut de La Poste, le préavis de grève dans les services publics pour le 22 octobre, par ailleurs journée de manifestation organisée par la CGT pour "une autre politique industrielle". Jean-Pierre Basilien, responsable de la note d'Entreprises & Personnel, n'écarte pas que le leader du LKP guadeloupéen, Elie Domota, ou le médiatique syndicaliste CGT des Continental, Xavier Mathieu, puissent "devenir pour certains des exemples". Mais ce risque est limité tant par l'activisme présidentiel que par "la capacité de canaliser la colère" des syndicats - les auteurs parlent même de "cogestion de la crise".

En fait, les dangers sont ailleurs. Si la crise continue, "la question de la cohésion sociale se posera", explique M. Basilien. Et de rappeler "les émeutes de 2005" avec l'effet amplificateur de la crise sur les difficultés des jeunes.

Si la reprise arrive, alors "la question du pouvoir d'achat reviendra au premier plan", selon l'association. Le conflit des routiers porte bien sur la question salariale et pourrait préfigurer d'autres mouvements. "Au fur et à mesure que beaucoup de salariés se sentiront rassurés sur leur emploi, la question du pouvoir d'achat va revenir au centre des débats et annonce des négociations salariales périlleuses", écrit Entreprises & Personnel. Sur fond de débat sur la rémunération des dirigeants, de partage de la valeur ajoutée, "toute mesure pouvant susciter un sentiment d'injustice ou d'incompréhension pourrait servir de détonateur à un conflit".

Dans une étude réalisée pour la FSU par Viaoice (du 9 au 12 septembre auprès de 1 004 personnes), les Français citent en tête "les salaires et le pouvoir d'achat" comme types de revendications collectives pour lesquelles "ils seraient prêts à se mobiliser". Si un quart d'entre eux envisagent de participer à "au moins un mode d'action", ils ne sont que 7 % à parler de grève, 12 % chez les salariés et 19 % dans le secteur public. Des chiffres que les syndicats voudraient bien voir augmenter lors des prochaines mobilisations.

Les syndicats s'interrogent sur la mise en oeuvre de la réforme du lycée (14.10)

AP - 13.10

Les principaux syndicats d'enseignants et de lycéens étaient, mardi, dubitatifs sur la réforme du lycée présentée par Nicolas Sarkozy. Certains notent des "pistes intéressantes", mais un ensemble "flou". Et tous s'interrogent sur les conditions de mise en oeuvre de la réforme, alors que le gouvernement supprimera 16.000 postes supplémentaires en 2010 à l'Education nationale.

Le ministre de l'Education nationale Luc Chatel a entamé mardi après-midi deux mois de concertation avec les syndicats d'enseignants, de lycéens, et les organisations de parents d'élèves, sur la mise en oeuvre de la réforme.

"On a une interrogation sur la cohérence de l'ensemble, parce que ça part un petit peu dans tous les sens", a déclaré mardi à l'Associated

Press le secrétaire général du SGEN-CFDT Thierry Cadart.

Surtout, "comment ça va être traduit sur le terrain?", s'interroge le responsable syndical. "Des réformes, on en a connu beaucoup dans le système éducatif. Et les collègues ne veulent pas que ça se traduise encore par un alourdissement de la charge de travail", a-t-il noté.

"Vous voulez une réforme ambitieuse? Chiche! Mais si vous voulez la mettre en oeuvre, la question des moyens va se poser inévitablement", souligne-t-il. "Par exemple, on ne peut pas développer l'oral dans des classes de 30 élèves, il faut des moyens".

"Pas de refondation à l'horizon, mais un aménagement de l'existant par l'introduction d'un peu de souplesse dans l'organisation des études", note pour sa part le Syndicat des enseignants-UNSA (SE-UNSA) dans un communiqué. "Si modestes soient-elles", se réjouit timidement le syndicat, "ces propositions vont dans le sens d'une meilleure prise en compte des besoins des lycéens tels qu'ils les ont exprimés l'an dernier".

Mais là encore, la question des moyens est posée pour l'UNSA, qui réclame des "dotations suffisantes pour que les nouvelles marges d'autonomie ne se transforment pas en gestion de la pénurie", une formation et un accompagnement des enseignants "pour qu'ils puissent développer de nouvelles professionnalités", ou encore une "clarification des rôles et des missions de chacun dans l'orientation".

Et pour l'UNSA, "si ces exigences peuvent paraître évidentes à n'importe quel décideur, elles ne vont pas de soi dans l'Education nationale, qui s'est fait une spécialité des réformes sans moyens, sans accompagnement et sans suivi".

"Se plaçant d'entrée dans une posture solennelle et théâtrale pour marquer son implication personnelle, le président de la République a présenté un plan de réforme du lycée prudent et en partie décalé", déclare de son côté le Syndicat national des enseignements de second degré-FSU (SNES-FSU) dans un communiqué.

Pour le SNES, Nicolas Sarkozy "prend acte au passage des dysfonctionnements du lycée actuel sans pour autant reconnaître la responsabilité de sa politique éducative que ce soit sur l'enseignement des langues vivantes, l'orientation scolaire et les conditions de travail".

Du côté des lycéens, le président de l'UNL Antoine Evennou demande notamment "la mise en place d'un véritable service public scolaire pour aider les lycéens dans leur choix", ainsi qu'une "aide pour les élèves en difficulté qui se fasse avec un taux d'encadrement élevé, ce que le Président n'a pas indiqué dans son discours".

"Si les concertations ne répondent pas aux questions posées, si elles ne prennent pas en compte les revendications, le gouvernement devra prendre la responsabilité d'un nouveau mouvement social", prévient le président de l'Union nationale lycéenne (UNL).

"Il y a des pistes intéressantes, mais ça reste à l'état de brouillon. C'est large et vague", estime pour sa part la porte-parole de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) Charlotte Allegret. L'organisation lycéenne a d'ailleurs diffusé un communiqué de réaction intitulé: "Ah bah oui mais bon...".

Seule l'UNI-Lycée (émanation du syndicat étudiant UNI, classé à droite), "salue les orientations retenues par le président de la République en ce qui concerne l'orientation, la revalorisation de la voie technologique et l'apprentissage des langues vivantes (...) des avancées attendues par les lycéens".

Réforme du lycée: un plan "prudent et en partie décalé", selon le SNES (14.10)

AP - 13.10

Le SNES-FSU, premier syndicat des enseignants du second degré, a estimé mardi que le plan de réforme du lycée présenté par Nicolas Sarkozy était "prudent et en partie décalé".

"Se plaçant d'entrée dans une posture solennelle et théâtrale pour marquer son implication personnelle, le président de la République a présenté un plan de réforme du lycée prudent et en partie décalé", déclare le Syndicat national des enseignements de second degré-FSU (SNES-FSU) dans un communiqué diffusé mardi.

Pour le SNES, Nicolas Sarkoy "prend acte au passage des dysfonctionnements du lycée actuel sans pour autant reconnaître la responsabilité de sa politique éducative que ce soit sur l'enseignement des langues vivantes, l'orientation scolaire et les conditions de travail".

"Le discours est cependant décalé car les mesures annoncées ne répondent pas à la principale revendication des personnels: améliorer les

conditions de travail et d'étude", ajoute le SNES.

Les syndicats de Pôle emploi appellent à la grève le 20 octobre (14.10)

AP - 13.10

Les syndicats de Pôle emploi (La CFDT, la CFE-CGC, la CGT, le Snu, le Snap, l'Unsa et Solidaires) ont appelé, mardi, à une grève de 24 heures le 20 octobre pour dénoncer les conditions de travail et le manque des moyens des agents face à la hausse continue du chômage.

"Aujourd'hui, nous constatons tous les jours sur le terrain, dans les unités et les services, que la situation devient de plus en plus difficile et intolérable. Au nom de l'affichage d'une fusion 'réussie', Pôle Emploi crée mal-être pour les agents et services dégradés pour les usagers", écrivent les syndicats dans un communiqué diffusé mardi par l'UNSA.

Depuis la fusion entre les antennes Assedics et l'ANPE, effective depuis janvier dernier et donnant naissance à Pôle emploi, "les conditions de travail se dégradent de plus en plus", dénoncent les syndicats.

Les syndicats pointent notamment "des orientations et des formations professionnelles insatisfaisantes, déstabilisantes", des "convocations systématiques des demandeurs d'emploi profondément inadaptées à leurs besoins réels", des charges de travail trop lourdes pour les agents, ou encore "un nombre de CDD de plus en plus important".

Les syndicats dénoncent également "une sous-traitance et une externalisation livrant aux organismes privés la mission de placement et d'accompagnement des chômeurs" et "les plates-formes téléphoniques et les services informatiques".

Ils déplorent aussi un "management par objectifs dont sont également victimes les cadres, placés eux-mêmes sous pression permanente pour respecter des objectifs quantitatifs inatteignables".

Bataille judiciaire dans la grande distribution sur le calcul des rémunérations (14.10)

Le Monde - 13.10

La grande distribution aurait-elle profité de la réduction du temps de travail pour rogner sur les salaires de ses employés ? C'est ce qu'affirment les syndicats CGT et CFDT d'Auchan France, porte-paroles de quelque 1 600 salariés en bataille judiciaire contre leur groupe.

Après l'échec d'une audience de conciliation devant le conseil des prud'hommes de Lannoy (Nord) vendredi 9 octobre, ils se disent prêts à se battre d'ici à l'audience de jugement prévue le 2 avril. "On ira jusqu'au bout, il n'y a aucune raison qu'Auchan soit au dessus des lois, il faut qu'ils paient ce qu'ils nous doivent !", réclame Gerald Villeroy, délégué CGT central.

Les syndicats accusent Auchan d'avoir "spolié" certains de ses employés pendant sept ans, juste après le passage aux 35 heures. Le cœur du conflit concerne la prise en compte ou non des heures de pause dans le calcul de la rémunération minimale de base, le smic. "Avant on travaillait un peu plus de 37 heures (hors pause) et nous étions payés pour 39 heures, c'était la règle. Auchan a profité du passage aux 35 heures pour changer la donne", explique Guy Laplatine, délégué central CFDT.

Après l'entrée en vigueur des lois Aubry, en 2000, les heures de pause n'étaient, selon eux, plus incluses dans le salaire de base. "Ils nous ont bouffé 5 % de salaire", traduit M. Laplatine. Le préjudice cumulé au cours des sept années s'élèverait in fine à quelque 4 000 euros pour chaque salarié.

Auchan n'est pas le seul à être dans le collimateur des syndicats. Ailleurs en France et dans d'autres groupes d'hypermarchés les litiges se multiplient. Champion (devenu Carrefour Market) est poursuivi en ce moment tout comme Auchan devant le tribunal de police de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) pour une affaire similaire. Et Carrefour a déjà été condamné par le tribunal de police de Lyon en octobre 2008 à verser plus de 1,2 million d'euros d'amendes au Trésor public pour avoir payé ses salariés à un taux inférieur au smic horaire.

"C'est "le" sujet de la grande distribution, les entreprises se sont servi des forfaits pause pour atteindre le smic", accuse Aline Levrone, responsable de la fédération des services à la CFDT. Selon les syndicats, après la révélation de ces affaires les conflits ne peuvent que se multiplier.

Du côté d'Auchan et Carrefour, on reste toutefois serein. "C'est en fait un sujet technique qui consiste à déterminer si oui ou non il faut compter les heures de pause dans le salaire de base, et devant la justice le sujet n'est pas tranché", indique Laurent Marquet de Vasselot avocat chez Francis Lefebvre pour Auchan.

Et ce dernier de mentionner une précédente décision de justice, rendue le 10 juin à Illkirch (Bas-Rhin), où la société Auchan France a été relaxée de poursuites tandis que les parties civiles, dont la CGT, ont été déboutées de leur demande de condamnation.

Pour M. Marquet de Vasselot les arguments des syndicats évoquant le passage aux 35 heures qui date d'octobre 1999 soit avant la mise en place de la loi Aubry chez Auchan est "troublant". "Auchan a une politique de rémunération ambitieuse qui n'a jamais été remise en cause", rappelle-t-il. "Il n'y a aucun lien entre ces litiges et le passage aux 35 heures (...) Il n'y a pas de débat à avoir à ce sujet là", assure-t-on aussi chez Carrefour.

Pour la grande distribution le sujet est définitivement clos depuis le début 2008. Au moment où un nouvel accord de branche a été signé qui prévoit de fixer, dans la grande distribution, le salaire minimal à 5 % au-dessus du smic. Que l'on intègre ou non le temps de pause.

Pour autant la crise pourrait faire naître d'autres conflits, dans ce secteur en particulier où la plupart des employés sont aux minima salariaux. "Pour gagner de l'argent un hypermarché ne doit pas dépasser plus de 8 % de frais salariaux, explique George Chétochine, consultant spécialiste de la grande distribution. Si les ventes continuent de décliner, il y aura de plus en plus de problèmes sociaux."

La FSU appelle à la grève dans l'Education le 24 novembre (22.10)

AP - 21.10

La FSU a appelé mercredi à une journée de grève et de manifestations le 24 novembre dans l'Education, "pour un système éducatif qui assure la réussite de tous les jeunes".

Dans un communiqué, la Fédération syndicale unitaire (FSU, première fédération d'enseignants) appelle à cette journée "contre les suppressions de postes, pour l'augmentation des recrutements aux concours, pour une autre réforme de la formation des enseignants, contre la précarité, pour les salaires et la revalorisation de l'ensemble des personnels, et pour la défense des statuts".

La FSU précise prendre contact "avec l'ensemble des organisations syndicales de l'éducation" pour leur "proposer l'organisation commune de cette journée".

Sud-Education appelle à la grève le 24 novembre (24.10)

AP - 23.10

Le syndicat Sud a appelé à son tour, vendredi, à la grève le 24 novembre à l'Education nationale contre les suppressions de postes et les restrictions budgétaires, rejoignant ainsi la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Dans un communiqué intitulé "Avis d'alerte rouge", Sud-Education observe que "les prévisions de budget 2010 laissent présager un état d'asphyxie pour l'Education Nationale".

L'organisation syndicale dénonce "plus de 10.000 postes supprimés (...) qui s'ajoutent aux 30.000 déjà supprimés ces deux dernières années". Pour Sud, "le gouvernement poursuit sa politique de casse généralisée des services publics en démolissant l'éducation, la poste", ou encore "le fret ferroviaire".

"En conséquence", Sud-Education "appelle l'ensemble des personnels à la grève, le mardi 24 novembre 2009", et menace de ne pas en rester là.

Jugeant "insuffisantes", les "journées de grève tous les deux mois, qui sont souvent la seule perspective donnée par les directions syndicales", Sud appelle les personnels à se réunir en assemblées générales le 24 novembre "afin d'organiser collectivement la suite du mouvement".

L'organisation syndicale estime qu'il "faut mettre en débat dès maintenant la question de la grève reconductible" dans l'Education nationale, et "la construction d'un véritable rapport de force au niveau interprofessionnel".

Congrès de la CGT : les minoritaires ont un candidat (27.10)

Le Monde - 26.10

Un candidat face à Bernard Thibault ! Ce serait une première pour la CGT depuis 1948 et la scission avec Force ouvrière. Le secrétaire général, Bernard Thibault, qui se présente pour un quatrième mandat à la tête du premier syndicat français (en audience), pourrait avoir un challenger lors du 49e congrès qui se tiendra à Nantes du 7 au 11 décembre. Samedi 24 octobre, à Paris, une cinquantaine d'adhérents ont avancé le nom de Jean-Pierre Delannoy, 57 ans, responsable des métallurgistes du Nord, comme porte-parole de l'opposition et candidat potentiel. Pour aller au bout de cette démarche, il faudrait que ce dernier soit élu à la commission exécutive qui élit le secrétaire général.

"C'est une candidature symbolique mais cela créera un précédent pour peser dans le débat sur l'orientation de la CGT", reconnaît l'intéressé, qui a travaillé chez Bombardier (ferroviaire) et est adhérent de la CGT depuis 1972.

face à une banderole "Pour un syndicalisme de classe et de masse", se sont retrouvés des opposants historiques comme "Continuer la CGT" ou "Tous ensemble", des représentants d'unions locales (UL) du Nord, des militants de Rhône-Alpes, de la région parisienne. Ils prévoient un meeting à Nantes dans les premiers jours du congrès mais restent sans illusions. "C'est un congrès d'opérette, les délégués sont triés", a dénoncé un métallurgiste, membre de l'UL de Douai. Ils reprochent à M. Thibault un syndicalisme "d'adaptation au capitalisme" calqué sur celui de la CFDT. "La direction tend à liquider l'identité de classe de la CGT qui fait sa force et son histoire", dit une courte déclaration rédigée à l'issue de la réunion.

Virulents, les opposants sont conscients de leurs faiblesses. "On a du mal à rassembler, reconnaît Robert Pelletier, responsable CGT chez Schindler (ascenseurs), et il n'y a aucun représentant des boîtes comme Continental, Molex, GoodYear..." Le risque pour la direction réside dans la conjonction de ces oppositions avec le mécontentement de nombreux militants.

La critique du capitalisme, vivifiée par la crise, réveille les tenants d'un syndicalisme de "lutte de classes". "Avec la crise, l'orientation de la CGT, sa participation à l'intersyndicale avec le peu de résultats obtenus face au gouvernement et au patronat, semble patiner, analyse René Mouriaux, spécialiste du syndicalisme. La direction est en difficulté face aux impatiences d'une partie de la base."

Bernard Thibault, lui, n'est pas inquiet. "Il y a des militants qui se la racontent un peu sur le potentiel de mobilisation des salariés, explique-t-il au Monde, et c'est une vraie divergence sur l'analyse de la situation." "Que l'on s'interroge sur ce que la CGT fait, ne fait pas ou devrait faire, c'est légitime, mais dire que la direction a une responsabilité particulière dans la dégradation de la situation sociale n'est pas sérieux", fait valoir M. Thibault, qui présente la "progression" (en pourcentage) de son syndicat lors des élections prud'homales de décembre 2008 comme un élément clé de son bilan.

Un Valenciennois face à Bernard Thibault au prochain congrès de la CGT à Nantes (27.10)

la Voix du Nord - 24.10

Jean-Pierre Delannoy part à l'assaut de la «forteresse».

Un an et demi que ça couvait, au moins dans les préparatifs. L'annonce sera faite cet après-midi à Paris, à l'issue d'une réunion du « Rassemblement des organisations syndicales, des collectifs et mouvements » : Bernard Thibault, secrétaire général sortant de la Confédération générale du travail depuis 1999, va devoir s'attendre à affronter un candidat à ce poste lors du prochain congrès de la CGT qui doit se tenir du 7 au 11 décembre à Nantes. Jean-Pierre Delannoy, 57 ans en décembre, c'est lui, a franchi le Rubicon.

Le secrétaire général de l'union des syndicats CGT des travailleurs de la métallurgie du Hainaut-Cambrésis depuis 1988, devenu secrétaire régional des trois USTM du Nord - Pas-de-Calais en 2005, devrait être nommé aujourd'hui « porte-parole » - comprenez candidat au poste de secrétaire général de la CGT - d'un mouvement dont les adhérents dénoncent certaines dérives de la confédération, le rapprochement avec la CFDT n'étant pas le moins critiqué. « Nous en appelons à l'histoire de la CGT. On voit ce qu'on n'a jamais vu de la part de la CGT : la non-prise en compte de cette misère et de cette souffrance qu'on voit aujourd'hui, avec des dizaines de milliers d'hommes et de femmes jetés à la rue. Tout le monde est sur une base de renoncement, c'est inquiétant. Il faut redonner de la force à l'outil de lutte, construire un rapport de force. » C'est un résumé de la posture dans laquelle le Valenciennois se trouve aujourd'hui, avec ses « camarades ». Aboutissement d'âpres luttes internes entamées depuis l'accession de Bernard Thibault à la tête de la CGT, la démarche de Jean-Pierre Delannoy vise ni plus ni moins à la « reconquête de la forteresse par l'intérieur ». Historique. J.-M. B.

Quand la base de la CGT se rebelle (29.10)

Slate.fr - 28.10

Les dissidents qui s'élèvent contre la direction de la CGT révèlent un malaise de l'organisation syndicale.

Ils sont désespérément minoritaires, numériquement microscopiques, et comme ils ne sont pas éligibles, ils ne pourront même pas se compter, au prochain congrès de la CGT, à Nantes, du 7 au 11 décembre. Ils sont tellement anachroniques, dans le contexte économico-médiatique actuel, qu'ils en deviendraient presque poétiques. Fantômes surgis d'un temps disparu, celui de «la lutte de classe», front contre front, quand un peuple ouvrier, encore sociologiquement repérable, rêvait de contraindre «les 200 familles» à partager la galette.

Ils ne sont rien, mais ils brouillent pourtant l'image de leur centrale syndicale, depuis l'été. Et d'abord la figure du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, qui briguera, en décembre, un quatrième mandat. Il y a eu d'abord Xavier Mathieu, le délégué CGT des «Conti» de Clairoux qui à bout de solitude et d'impuissance à empêcher les licenciements massifs de ses compagnons de travail, a usé de l'insulte contre la personne du premier représentant de son organisation. «Les Thibault et compagnie, c'est juste bon à frayer avec le gouvernement (...), a-t-il lancé à l'adresse d'une caméra, devant son usine. Ils servent juste qu'à ça, toute cette racaille!». Depuis des semaines, les Conti se plaignaient de devoir se battre seuls, sans soutien, sans les interventions espérées du leader cégétiste, contre l'imminence du plan social qui leur était imposé.

Idem pour ceux de Ford Blanquefort, de Continental Toulouse, de Freescale ou de Goodyear. Le printemps finissait, l'été étirait ses plus belles journées, et des centaines de salariés passaient leurs vacances à faire le pied de grue, devant les grilles verrouillées de leurs entreprises, autour de leurs banderoles et de leurs pique-nique «solidaires». Obligés, on l'a vu, d'inventer à la hâte un syndicalisme de base plus radical, des tentatives de rapport de forces qui frisaient les atteintes au droit commun, dans l'espoir d'attirer l'attention des médias. Bernard Thibault devait être à la page, comme les autres dirigeants syndicaux. «Thibault n'est jamais venu, on n'a jamais eu un appel», a encore expliqué le chef des Conti.

Jean-Pierre Delannoy, le nouvel outsider Un autre homme a pris le relais. Encore un dur. Ouvriériste. Jean-Pierre Delannoy, le secrétaire régional de la CGT Métallurgie pour le Nord-Pas-de-Calais. Un «lutteur de classe», comme l'écrit le site de La Voixéco.

Irrédentiste de conceptions sociales considérées à peu près partout comme caduques, pour avoir assez montré leur inefficience. Cet ancien de chez Bombardier, militant de tous les combats nordistes, influencé par un prêtre ouvrier communiste dans les années 70, a symboliquement déposé sa candidature au poste de secrétaire général de sa confédération. Avec une poignée d'adhérents épars, des unions locales du Nord ou de Rhône-Alpes, il tente de faire accréditer l'idée que le temps est revenu d'un «syndicalisme de classe». «La CGT? Une dérive réformiste à la confédération, répond-il, des technocrates qui s'épuisent en discussions de salons».

«Face à la plus grave crise du capitalisme depuis les années 1920, la seule réponse ne peut pas être la lutte entreprise par entreprise ou des journées d'actions nationales tous les deux ou trois mois, en total décalage avec la réalité des enjeux et la souffrance des travailleurs», écrivent ces adhérents marginaux. A les écouter, «la direction (...) s'enfoncé chaque jour davantage dans une stratégie d'accompagnement et d'adaptation au système capitaliste au lieu de le combattre réellement». Il ont même un argument plus virulent, que tous les cégétistes peuvent comprendre: pour eux, la CGT commence à ressembler à la CFDT, chantre de la co-gestion avec le patronat. Peut-être la pire des insultes.

Les dirigeants du syndicat se sentent à l'abri La direction confédérale n'a rien à craindre. Jean-Pierre Delannoy, à Nantes, ne pourra même pas accéder à la tribune. Il ne fera pas partie des délégués mandatés. En désespoir de cause, il envisage avec ses compagnons de tenir dans la même ville un meeting pendant le congrès. Il n'empêche: c'est la première fois depuis 1948, et la scission avec FO, que le premier dirigeant, à l'aube d'un nouveau mandat acquis d'avance, voit se lever un concurrent de congrès, même de pur témoignage.

A ces contestations larvées, répétons-le, ultra-groupusculaires, comme aux quelques sifflets qui ont salué son intervention, lors de la dernière manifestation parisienne, Bernard Thibault a jusqu'ici répondu par un certain dédain: «il y a des militants qui se la racontent un peu sur le potentiel de mobilisation des salariés», a-t-il lâché. Sans doute. Reste que l'opinion a pu constater, l'été dernier, et cet automne encore, l'absence de toute parole syndicale forte, dans la crise économique. Effectivement, comme s'il était un peu inutile, désormais, de s'élever contre un capitalisme moderne, devenu, lui, plus cynique, par bien des aspects, qu'aux temps reculés de «la lutte des classes». Ce n'est pas le moindre des paradoxes de l'actualité nationale.

SNCF: Les syndicats "minoritaires" refusent leur mise à l'écart (29.10)

AP - 28.10

La recomposition du paysage syndical se poursuit à la SNCF. Les fédérations de cheminots FO, CGC et CFTC, écartées des négociations nationales en raison des nouvelles règles de représentativité, annoncent leur intention de "bâtir un partenariat" pour renforcer leur poids et préparer les élections professionnelles de mars 2011.

"L'ambition est de rétablir le pluralisme syndical au sein de la SNCF et d'offrir aux cheminots une alternative à la politique menée de concert par les syndicats CGT, UNSA, CFDT, Sud-Rail", précisent les trois syndicats dans un communiqué commun diffusé mercredi.

Les trois fédérations "envisagent de bâtir un partenariat en vue de reconquérir une représentativité nationale à la SNCF", et ont décidé de "poser les fondements d'une stratégie commune dans la perspective des élections professionnelles SNCF de mars 2011".

Les trois syndicats représentaient près de 14% des voix aux dernières élections à la SNCF de mars 2009. Mais chacun totalise moins de 10%, un score qui ne permet plus d'être considéré comme représentatif au niveau national selon les règles fixées par la loi sur la démocratie sociale et le temps de travail, qualifiée de "scélérate" par les trois organisations.

Elles ne siègent plus au Comité central d'entreprise et sont systématiquement écartées des réunions intersyndicales CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail.

Arrêts maladie : FO dénonce une "véritable provocation" (29.10)

AP - 28.10

FO a qualifié mercredi de "véritable provocation" l'amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2010 visant à prolonger d'une journée le délai de versement des indemnités journalières en cas d'arrêt maladie.

Dans un communiqué, Force ouvrière "s'insurge contre l'argument qui consiste à vouloir responsabiliser les assurés en instituant une 'journée de carence d'ordre public'". "Les trois jours de carence sont déjà un dispositif lourd pour les salariés n'étant pas couverts par leur employeur. Une fois de plus ce sont les salariés les plus fragiles et les précaires qui seront pénalisés par une telle mesure", déplore l'organisation syndicale.

"Au même titre que la fiscalisation des indemnités journalières des accidents de travail", FO estime que cette mesure est "profondément injuste" et qu'elle "aboutira à renforcer la création d'un système de sécurité sociale à deux vitesses entre les salariés".

Le député UMP Yves Bur, rapporteur du PLFSS examiné à l'Assemblée, propose dans un amendement de prolonger d'une journée le délai de carence au-delà duquel l'indemnité journalière est versée aux assurés en cas d'arrêt maladie, le faisant passer de trois à quatre jours, et cela "afin d'éviter la multiplication des arrêts de travail du vendredi ou du lundi".

A l'heure actuelle, en cas d'arrêt de travail pour cause de maladie, les indemnités journalières sont versées par la Sécurité sociale après un délai de trois jours. La journée de carence supplémentaire s'appliquerait "sauf en cas d'accident ou d'hospitalisation", précise l'amendement d'Yves Bur qui sera soumis au vote des députés.

Université: les syndicats appellent à manifester le 13 novembre devant l'Assemblée nationale (29.10)

AP - 28.10

Les principaux syndicats des enseignants du supérieur appellent à manifester devant l'Assemblée nationale le 13 novembre contre le projet de budget 2010 qui, selon eux, "ne permet en rien de rattraper le retard abyssal de l'enseignement supérieur et de la recherche en France".

"Ce budget traduit une politique gouvernementale qui tourne le dos à une politique publique répondant aux besoins économiques et sociaux", estiment l'organisation étudiante UNEF et les syndicats FSU, UNSA, CGT, CFDT de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans un communiqué commun diffusé mercredi.

"Alors que la ministre se vante d'un bilan du chantier 'carrières' et d'une revalorisation 'historique' des enseignants-chercheurs (...), rien n'est prévu pour la résorption de la précarité, alors que le recours aux CDD ne fait que croître avec la multiplication des financements sur projets", dénoncent notamment les syndicats.

Ils déplorent également que le financement du 10e mois de bourse étudiante annoncé par Nicolas Sarkozy ne figure pas dans le projet de budget 2010.

Les syndicats réclament un plan pluriannuel de recrutements, le "rétablissement de tous les postes supprimés en 2009" ou encore "l'inscription immédiate de 155 millions d'euros supplémentaires dans le budget vie étudiante pour financer le 10e mois de bourse".

Ils appellent à un rassemblement devant l'Assemblée nationale le 13 novembre à 10h, "jour du vote du budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche".

Appel à la grève à la Société générale (31.10)

Lefigaro.fr - 30.10

C'est un événement rare dans le monde bancaire en général et à la Société générale en particulier: le personnel est appelé à faire grève le 24 novembre prochain. C'est l'échec, jeudi soir, de la négociation salariale annuelle qui est à l'origine de cette poussée de fièvre sociale. L'intersyndicale (CFDT, CFTC, CGT, FO, SNB) a claqué la porte de la réunion, jugeant «ridicule» la proposition de la direction d'une augmentation globale de 0,7% quand les salariés espéraient 2%.

Une grève à la Générale, cela fait du bruit. Car cela constitue un signe de plus de la dégradation du climat interne de cette banque, dont les salariés, et leur cohésion en partie cimentée par l'actionariat, ont toujours constitué une force, et même parfois un rempart. En 1999, puis en 2008 dans le sillage de l'affaire Kerviel, l'hostilité du personnel à une prise de contrôle par BNP-Paribas a pesé dans la balance.

Le mouvement d'humeur des syndicats de la banque de la Défense s'inscrit aussi dans un contexte plus large. « A nous le discours il faut serrer les boulons, aux marchés le communiqué triomphant sur le succès de l'augmentation de capital et le remboursement de l'Etat », écrit l'intersyndicale dans son communiqué, stigmatisant au passage les « gros bonus » des traders. La fracture entre le réseau et les activités de marché n'est pas nouvelle, mais la crise a élargi le fossé. Un phénomène qui pourrait atteindre tout le secteur bancaire, bien au-delà de la seule Société générale.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)

Marxists Internet Archive
www.marxists.org



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Syndicalisme

- Thibault : «Je n'ai passé aucun deal avec Sarkozy» (06.12)
- Appel à la grève dans les transports routiers le 13 décembre (02.12)
- Bernard Thibault procède à un renouvellement inédit de la direction de la CGT (02.12)
- Restauration: accord salarial entre deux syndicats et le patronat (02.12)
- Appel intersyndical à la mobilisation dans l'Education et l'Enseignement supérieur le 15 décembre (02.12)
- La Poste a supprimé 11 500 emplois en 2009, selon SUD (02.12)

- Quand Sarkozy adhère à la CGT. (30.11)
- Retraites: François Chérèque s'attend à de "*mauvaises nouvelles*" après les régionales (30.11)
- Thibault à Sarko : « *Donnez- moi quatre jours, je vous promets la reprise du travail.* » (28.11)
- L'UNSA veut construire un pôle syndical réformiste (28.11)
- Nicolas Sarkozy recevait les partenaires sociaux sur le grand emprunt, mercredi. Réactions. (27.11)
- L'Unsa rêve de jouer dans la cour des grands (27.11)
- Les doutes existentiels des syndicats (18.11)
- "*Compromis ne veut pas dire compromission*" (10.11)
- Face à la crise, Nicolas Sarkozy mise sur les syndicats (04.11)
- Dumas et Le Duigou quittent définitivement la direction de la CGT (04.11)

Dumas et Le Duigou quittent définitivement la direction de la CGT (04.11)

Les Echos - 04.11

Le secrétaire général de la CGT s'y était engagé fin août auprès de ses troupes. Après l'émoi créé en interne par sa volonté de revoir l'organisation de la direction de la centrale, Bernard Thibault a précisé hier ses intentions. Il s'exprimait à l'occasion de la dernière réunion du comité confédéral national avant la tenue, du 7 au 11 décembre, du 49e Congrès de la centrale, à Nantes.

Le leader syndical, qui y sera confirmé pour un quatrième mandat, a réservé une petite surprise aux membres de cette instance, qui est en quelque sorte le « parlement » de l'organisation. On savait déjà que les deux poids lourds de son équipe, Jean-Christophe Le Duigou et Maryse Dumas, quitteraient le bureau confédéral. Mais ils devaient rester à la direction de la centrale puisqu'ils devaient continuer à siéger à sa commission exécutive (« Les Echos » du 6 août), conduisant à s'interroger sur la réalité de leur prise de distance. En définitive, ils la quitteront aussi.

Pour Bernard Thibault, le départ de l'un n'allait pas sans celui de l'autre : Jean-Christophe Le Duigou, un de ses proches, artisan de l'ouverture de la centrale, faisait en effet la balance avec Maryse Dumas, partisane d'une ligne plus axée sur la contestation.

Pour la première fois depuis son arrivée à la tête de la CGT, en 1999, le numéro un cégétiste va donc composer une direction totalement à samain. Mais il faudra attendre un peu pour en connaître les contours. Le leader syndical en a renvoyé l'annonce au congrès.

Une importance particulière Tout l'art sera dans les retranchements : il a annoncé hier son intention de réduire le bureau confédéral de 12 à 8 membres s'engageant aussi à ce qu'il respecte la parité hommes-femmes. Mais, de fait, cela signifie, alors qu'au total 5 départs du bureau sont annoncés, que toute arrivée éventuelle prendra une importance particulière au regard d'une succession future. Bernard Thibault s'est refusé jusqu'à présent à dire si son prochain mandat sera le dernier, mais, en 2012, il aura déjà passé treize ans comme secrétaire général de la CGT. François Chérèque, son homologue de la CFDT, arrivé trois ans après lui, s'est déjà attelé à organiser sa succession.

Face à la crise, Nicolas Sarkozy mise sur les syndicats (04.11)

Reuters 04.11

Face à la crise et à la montée du chômage en France, Nicolas Sarkozy mise sur les relations inédites qu'il a établies avec les grandes centrales syndicales pour désamorcer les tensions sociales.

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, l'Élysée est devenu le centre névralgique du processus de décision, sous la houlette du très influent conseiller social du chef de l'État, Raymond Soubie.

Rompant avec les habitudes de ses prédécesseurs, le président avait reçu les partenaires sociaux dès les premiers jours de son quinquennat, en mai 2007, pour leur proposer de les associer à l'élaboration d'une série de réformes.

Il a multiplié depuis les rencontres avec les dirigeants de la CFDT, de la CGT, de FO, de la CFE-CGC et de la CFTC, séparément, ensemble ou lors de sommets sociaux.

"On n'a jamais vu un président de la République consulter aussi souvent les organisations syndicales en France", souligne Guy Groux, du centre de recherches politiques de l'Institut de sciences politiques de Paris, le Cevipof.

"Il y a une sorte de désacralisation des rapports entre le président de la République et les directions syndicales, ce qui est incontestablement nouveau", ajoute-t-il.

Les responsables syndicaux font état d'échanges "directs" et "sans protocole" avec Nicolas Sarkozy.

Dans un livre qui lui a valu d'être un temps en froid avec l'Élysée, le patron de la CFDT, François Chérèque, raconte les tentatives du chef de l'État d'établir une connivence, lors de déjeuners au restaurant ou à sa résidence de la Lanterne. (à vomir !)

RAPPROCHEMENT AVEC LA CGT

Mais c'est sans doute avec le leader de la CGT, Bernard Thibault, que Nicolas Sarkozy appelle par son prénom, selon un ministre, que le rapprochement a été le plus spectaculaire. (alors Bernard le briseur de grèves, tu te mets à table.)

"Il y a toujours des relations très confiantes avec la CFDT. Mais on a instauré pour la première fois des relations de même nature avec la CGT", explique Raymond Soubie. (pour passer à la vitesse supérieure de la soumission du capitalisme français au capitalisme mondial, il fallait bien cela.)

Quand ce n'est pas avec Nicolas Sarkozy, c'est avec son conseiller social que les dirigeants syndicaux traitent.

Ce dialogue continu n'a pas empêché le bras de fer de fin 2007 sur la réforme des régimes spéciaux de retraite ou les accusations de trahison de la parole gouvernementale lors de celle de la semaine de 35 heures, début 2008. (Rien ne vous choque ici ? C'est en réalité Thibault qui a trahi les cheminots le jour même du début de leur grève. Attention, les journalistes vont défendre Thibault contre son concurrent à la direction de la CGT comme je l'ai indiqué à un camarade, on en a ici indirectement la démonstration.)

Mais à mi-mandat, s'il y a un front sur lequel Nicolas Sarkozy semble pour le moment gagner son pari, c'est celui-là.

Les dirigeants des grandes centrales syndicales disent certes ne pas être "dupes" de ce qui participe à leurs yeux de la stratégie de communication du chef de l'État.

Ils n'en apprécient pas moins qu'il ait repris l'idée de la CFDT d'un Fonds d'investissement social, celle de la CGT d'états généraux de l'industrie, ou obtenu que l'Organisation mondiale du travail soit désormais invitée aux sommets du G20. (il faut lire l'Organisation internationale du travail (OIT) chère au POI !)

Les syndicats ont aussi été associés à la mise en oeuvre de l'extension du chômage partiel, pour éviter les plans sociaux, ou au traitement local des restructurations industrielles. (ils ont été associés à toutes les saloperies pondues par le gouvernement depuis deux ans.)

Quitte à crier à la récupération en faisant valoir qu'ils n'ont pas attendu le gouvernement pour signer des accords de chômage partiel dans des entreprises touchées par la crise. (Était-il nécessaire de le préciser ? Plus royalistes que le roi les bureaucrates pourris !)

PLUS DURE SERA LA SORTIE DE CRISE

La CGT n'a dit mot lors de la désignation du patron de Veolia Henri Proglio pour prendre la tête d'EDF, si ce n'est pour espérer que son arrivée permettra d'assainir le climat social dans l'entreprise. (La direction de la CGT aime les patrons !)

Le fait qu'Henri Proglio ait de bonnes relations avec les syndicats a été "un élément" de la décision, confirme l'Elysée. (C'est peut-être Thibault qui l'a soufflé à La Talonnette, qui sait !)

Les grandes centrales ont-elles indirectement rendu service au chef de l'Etat en canalisant l'expression des salariés lors des journées de manifestations de janvier, mars et mai ? (Mais non, mais non !)

Une thèse rejetée par François Chérèque : "Je sais très bien que certains essayent de distiller l'idée dans l'opinion qu'on aurait organisé des manifestations pour empêcher les gens de se révolter. C'est une galéjade", a-t-il dit à Reuters. (Ordure !)

Le président de la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest, n'est cependant pas loin de penser qu'il y a "une forme de cogestion des risques d'explosion liés à la crise". (Ah bon, non ?)

Raymond Soubie se félicite, lui, de ce que les syndicats aient eu "depuis le début de la crise un comportement totalement responsable" et qu'ils aient "condamné les extrémistes". (A bas la lutte de classe et vive le capitalisme !)

"Il faut comprendre que les syndicats ont besoin d'occuper le terrain contestataire. C'est une de leurs missions et s'ils ne l'occupaient pas, d'autres le feraient", souligne-t-il. (Voilà où ils voulaient en venir.)

L'Elysée et la plupart des dirigeants syndicaux n'en récusent pas moins toute idée de "cogestion", terme qui renvoie aux relations entre patronat et syndicats allemands et reste tabou dans le monde syndical français, où il est associé à celle de compromission avec le pouvoir politique. (Cela dure depuis 1945, en France bien sûr !)

Tous s'accordent en tout cas à prédire une sortie de crise plus dure à gérer pour le chef de l'Etat que la crise elle-même. (Qui le croirait ? Ils ont raison de craindre le pire...)

Nicolas Sarkozy "en est conscient, j'en ai discuté avec lui", souligne le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly, dont le témoignage recoupe celui d'autres dirigeants. (Etonnant comme genre de discussions entre le représentant de l'Etat et un syndicaliste, à croire que la même chose les préoccupe et qu'ils ont les mêmes intérêts, non ?)

"La crise calme les ardeurs et il y a en France un système d'amortisseurs sociaux qui fonctionne", estime pour sa part un ministre. "Mais quand les bonus flamberont et quand la bourse remontera, les syndicats retrouveront leur vigueur." (Pas les syndicats, le prolétariat, ce n'est pas la même chose, c'est même deux choses complètement différentes...)

"Compromis ne veut pas dire compromission" (10.11)

Le Monde - 09.11

A un mois de l'ouverture du 49e congrès de la CGT, le 7 décembre à Nantes, Bernard Thibault expose les grandes lignes de sa stratégie. Candidat à sa propre succession au poste de secrétaire général, il doit faire face, en pleine crise économique, à une CGT qui doute. Certes, la confédération n'est pas menacée par la réforme de la représentativité qui est en train de rebattre les cartes au sein du monde syndical. Mais l'évolution "réformiste" de la CGT, sa stratégie unitaire qui a permis un rapprochement avec la CFDT, la stagnation des effectifs à 650 000 adhérents vont alimenter les débats à Nantes. Certain d'être réélu pour un quatrième mandat, M. Thibault va devoir construire une nouvelle direction, après les départs de ses "numéros deux", Maryse Dumas et Jean-Christophe Le Duigou, qui veulent laisser place à la relève.

Un candidat d'opposition - Jean-Paul Delannoy, métallurgiste du Nord - va se présenter contre le secrétaire général sortant. N'est-ce pas le signe que le mécontentement grandit ?

C'est une candidature individuelle, elle n'a pas été présentée suivant les règles statutaires, elle ne sera donc pas prise en compte. Jean-Paul Delannoy veut incarner une autre orientation pour la CGT. Ce débat sera réglé au congrès. Contrairement à lui, je suis persuadé que les salariés n'ont aucun doute sur la CGT, sa démarche, ses analyses et ses revendications. Sinon, on ne comprendrait pas pourquoi nous avons été les seuls à progresser aux dernières élections prud'homales (décembre 2008).

(Les certitudes de Thibault sur l'état d'esprit des masses reflète en grande partie l'absence de perspective politique du syndicalisme ancré au capitalisme - Lutte de Classe)

Les mots durs à votre égard du leader CGT de Continental, Xavier Mathieu, cet été, ont montré qu'il existait des impatiences, des doutes ...

Si les travailleurs doutaient de la CGT, il n'y aurait pas ce niveau d'attentes et d'exigences à notre égard. Il n'y a pas de divergence d'appréciation entre nous sur les impasses que génère le capitalisme. La question n'est pas de savoir si la CGT est ou n'est pas anticapitaliste : la CGT "combat l'exploitation capitaliste ". C'est dans l'article 1 de nos statuts et ils n'ont pas changé. Ce que veulent les salariés, c'est un syndicat utile pour améliorer leur sort ici et maintenant. Un syndicat composé d'une avant-garde éclairée serait marginalisé par la grande majorité des salariés et donc inefficace.

(Thibault par une formule s'approprie les "attentes et (les) exigences" des travailleurs envers la CGT. Il reconnaît ici que les "impasses que génère le capitalisme" fixent les limites du syndicalisme tel qu'il le conçoit, ce qui signifie qu'il capitule et que son objectif n'est pas de le remettre en cause, encore moins de le renverser, cela a le mérite d'être clair. Il le précise lorsqu'il dit qu'il se réfère à l'article 1 des statuts de la CGT qui stipule que la CGT "combat l'exploitation capitaliste " mais pas pour en finir avec l'exploitation, il le confirme en ajoutant que la CGT combat pour améliorer le sort des travailleurs "ici et maintenant", mais pas au-delà, car cela signifierait que ce combat se situerait dans la perspective d'abattre le capitalisme. Dans ces conditions, en l'absence de cette perspective dans le combat de la CGT, effectivement une "avant-garde éclairée" n'a pas sa place à la direction du syndicat, Thibault et sa clique stalino-réformiste font très bien l'affaire - Lutte de classe)

On vous reproche d'avoir transformé la CGT en un syndicat réformiste. Revendiquez-vous cette évolution ?

La puissance de la CGT doit être mise à profit pour accrocher des avancées sociales, même partielles. C'est cela que les salariés attendent de nous. A la création de la CGT, l'objectif était bien de modifier le rapport de forces entre salariés et employeurs, en forçant à la négociation. Parmi les critiques, nous entendons que la négociation avec le chef de l'Etat et le gouvernement serait par principe impossible. Cela signifie-t-il qu'il faut attendre un changement politique ou de société pour que les négociations soient envisageables ?

(Il enfonce le clou, les travailleurs n'attendent rien d'autres du syndicalisme que l'amélioration de leur condition sans autre perspective, ce qui veut dire qu'ils sont condamnés à vivre en régime capitaliste parce qu'il n'existe aucune autre alternative. Il précise que l'objectif du syndicalisme n'est pas de combattre pour aboutir à un changement de société qui viendrait forcément de l'extérieur du syndicat. S'il insiste tant sur le rôle de la négociation, c'est parce qu'elle remplit un rôle démobilisateur des masses, elle conduit les travailleurs à tout attendre de l'Etat et du patronat, finalement elle conduit à subordonner le prolétariat au capitalisme, le véritable et seul objectif de Thibault - Lutte de classe)

Notre objectif est d'être utile en toutes circonstances, sans ignorer que le contexte politique influe évidemment sur la possibilité d'être entendu. Parmi ceux qui critiquent les orientations actuelles de la CGT, certains sont en fait en mal de perspectives politiques et demandent au syndicat de combler ce manque. Quant au réformisme, c'est un débat philosophique vieux comme le syndicalisme. Classer les syndicats, les militants de la CGT est d'abord source de division. Ceux qui font signer une pétition ou qui occupent une entreprise ne se posent pas la question de savoir s'ils sont réformistes ou révolutionnaire : ils travaillent à la mobilisation.

(En voulant "être utile en toutes circonstances" tout en tenant compte du "contexte politique", on a là la traduction et la justification de la collaboration de classes. Il revient sur le sujet précédent en affirmant que le syndicat n'aurait pas d'objectif politique, or combattre pour l'émancipation du capitalisme, c'est un objectif politique commun aux syndicats et partis, enterré depuis la Charte d'Amiens. Vaut mieux ne pas se poser la question de savoir ce qui différencie le réformiste du révolutionnaire, puisque l'objectif du syndicat n'a rien de révolutionnaire, mais s'il n'est pas révolutionnaire, il est forcément réactionnaire ! Et se contenter de combattre pour des revendications alimentaires, c'est réactionnaire puisque cela participe à l'ancrage de la classe ouvrière au capitalisme - Lutte de classe)

Le "compromis" n'est plus un gros mot à la CGT ?

Compromis ne veut pas dire compromission. Il reflète un rapport de forces à un moment donné. Tout syndicaliste doit être à même d'apprécier, à l'issue d'une négociation, si le résultat améliore ou non la situation des salariés. Xavier Mathieu a signé un compromis dans son entreprise.

(Passer un compromis avec l'ennemi sans mobiliser la classe pour le combattre, cela s'appelle une capitulation, être compromis - Lutte de classe)

Certains de vos opposants craignent que la CGT ne devienne une CFDT bis...

Où serait l'intérêt pour la CGT à copier les méthodes, les objectifs de la CFDT qui, elle, a reculé aux élections prud'homales ? Je remarque aussi qu'un discours très vindicatif, comme celui de Force ouvrière, lorsqu'il n'est pas conforme aux actes, fait perdre en influence. La différence principale avec la CFDT tient au degré de critiques à l'encontre du système capitaliste. La CFDT, au fil des ans, a remis au

second plan son ambition de transformation de la société .Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des choses à faire ensemble comme avec l'ensemble des syndicats.

(On retrouve ici ce qui caractérise le réformisme : coller au mouvement spontané et inconscient des masses, ne pas aller à contre-courant des masses, soutenir une politique que dans la perspective d'un résultat immédiat, ne pas aller au-delà de ce qui est possible, ne pas se fixer un objectif qui ne collerait pas à l'état d'esprit actuel des masses, pour finalement inscrire son combat dans aucune perspective - Lutte de classe)

Vous aviez critiqué le NPA et Olivier Besancenot pour leur ingérence dans le débat sur la stratégie syndicale. D'autres partis, comme le PCF, se permettent aussi des commentaires. Comment réagissez-vous ?

Que des responsables politiques s'intéressent à la stratégie des syndicats, pourquoi pas. La CGT est un objet public qui fait partie de l'identité nationale. Peut-être parce que c'est elle qui donne le la au syndicalisme français. Autre chose est que des partis prétendent dicter ce qui doit être notre ligne de conduite syndicale. Depuis que l'on a eu une rencontre avec le NPA, il y a moins de déclarations de sa part sur ce sujet. Le PCF respecte l'indépendance syndicale dans le dialogue nécessaire entre syndicats et partis politiques.

(Que le NPA se couche devant l'appareil de la CGT n'étonnera personne, et que le PCF se retrouve dans la même situation non plus, sauf que les rôles sont inversés par rapport à autrefois car le PCF n'est plus qu'un cadavre moribond - Lutte de classe)

Avec un peu plus de 650 000 adhérents, vous êtes loin du million, objectif fixé voici deux congrès. N'est-ce pas un échec ?

C'est un échec. On atteindra peut-être les 45 000 adhésions pour cette année lors du congrès. Mais ce rythme n'est pas à la hauteur de nos ambitions. Pour améliorer leurs conditions, les salariés doivent être organisés, il n'y a pas d'alternative. La question des libertés syndicales reste récurrente : le patronat ne veut pas que le syndicalisme se développe dans les entreprises. La CGT a aussi une responsabilité. Nous sommes implantés dans les secteurs où l'emploi recule et absents des secteurs où l'emploi se développe. J'espère que ce constat occupera une place centrale au congrès pour faire évoluer nos structures.

Les suicides sur le lieu de travail se sont multipliés. N'est-ce pas un constat d'échec pour le syndicalisme ?

On ne peut pas tout mettre sur le dos du syndicalisme. La longue dégradation des conditions au travail est d'abord la conséquence d'une course à la productivité et d'une dévalorisation du travail et des travailleurs. Mais il faut probablement mieux articuler revendications collectives et prise en charge des situations individuelles.

(Non monsieur Thibault, la "longue dégradation des conditions au travail" est le produit de la collaboration de classe des dirigeants de la CGT avec le capital. On sait ce qu'il en est dans la bouche de Thibault de l'articulation entre revendications collectives et "situations individuelles" : la liquidation des premières au profit de l'individualisation des conditions de travail - Lutte de classe)

Pourquoi refusez vous de participer au débat sur l'emprunt ?

On va faire payer aux contribuables le fait que les entreprises ont accumulé un retard d'investissement parce qu'elles ont privilégié leurs actionnaires . Il faut savoir ne pas perdre son temps . En plus, Nicolas Sarkozy a déjà tout décidé.

(Quel manipulateur, la crise du capitalisme n'est pas le produit d'une mauvaise gestion des entreprises, elle repose sur les contradictions qui constituent les fondements du système économique capitaliste - Lutte de classe)

Les doutes existentiels des syndicats (18.11)

Le Figaro - 16.11

Inquiets de ne pas conquérir les PME ou les jeunes, ils restent plus divisés que jamais.

« Limiter la casse » pendant la crise et, au-delà, poursuivre les « conquêtes sociales » : les patrons des huit confédérations françaises, exceptionnellement réunis ce lundi par l'Association des journalistes de l'information sociale pour débattre de l'avenir du syndicalisme, assurent n'avoir renoncé à aucune de leurs ambitions. Mais alors, où est passée l'intersyndicale qui, en début d'année, a rassemblé des millions de Français dans la rue et obtenu des réponses non négligeables face à la crise (chômage partiel mieux indemnisé, allocations, Fonds d'investissement social...) ? « L'intersyndicale, répond Gérard Aschieri (FSU), travaille à des précisions sur la plate-forme » de revendications. Pas très spectaculaire...

«Les congrès qui viennent font peut-être qu'on n'arrive pas à faire repartir cette intersyndicale», admet Alain Olive (Unsa). De fait, d'ici à juin, l'Unsa, puis la CGT, la FSU, la CFE-CGC et enfin la CFDT tiendront leur «grand-messe» respective - une période plus propice à la surenchère qu'au consensus. Gérard Aschieri évoque, lui, «les suspicions et les craintes» qui découlent de la loi sur la représentativité syndicale de 2008. Ce texte, voulu par les deux plus grosses organisations (CGT et CFDT) mais rejeté par d'autres comme FO ou la CFTC, privera de tout rôle d'ici à 2013 les syndicats n'ayant pas recueilli 10 % des voix dans leur entreprise et 8% au niveau national.

Améliorer «le pouvoir d'attraction»

Plus d'un an après son adoption, ses opposants et possibles victimes ruminent encore leur amertume. «Un mauvais coup porté au syndicalisme», grogne Jacques Voisin (CFTC) qui, directement menacé, dénonce une atteinte au «pluralisme». «Les endroits où on trouve un seul syndicat sont les systèmes anglo-saxons et les dictatures», grince Jean-Claude Mailly (FO). Plus nuancé, Alain Olive rappelle que l'Unsa est «très critique» (les seuils fixés risquent de priver la jeune organisation de toute représentativité nationale), mais «préfère mille fois une légitimité assise sur les élections que sur un arrêté de 1966», comme c'est le cas jusqu'ici au bénéfice de la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC.

Au-delà de ces tensions conjoncturelles, les syndicats, qui souffrent déjà de la faiblesse de leurs effectifs, reconnaissent l'ampleur de leur tâche pour les années à venir. «L'économie est de plus en plus globale, et nos organisations ont toutes des bases nationales. On a du mal à relever ce défi», note Bernard Thibault (CGT). «40% des militants seront à la retraite d'ici à dix ans», relève Bernard Van Craeynest (CFE-CGC). Sauf à améliorer le «pouvoir d'attraction des syndicats», ils seront «moribonds» à cet horizon, prévient-il. Mais comment peuvent-ils être attractifs quand «les syndicats défendent les salariés qui en ont le moins besoin : ceux du secteur public et ceux des grandes entreprises, en CDI», s'interroge sans fard Alain Olive, dont le syndicat est pourtant né sur les décombres de la FEN (Éducation nationale). «Le syndicalisme doit devenir plus représentatif du monde du travail, renchérit Annick Coupé (Solidaires) : femmes, jeunes, sous-traitants, salariés précaires...»

François Chérèque (CFDT) ne veut toutefois pas plaider coupable seul, dénonçant la «schizophrénie bien française» de l'État sur le dialogue social. Et d'épingler le ministre du Travail, Xavier Darcos, «un champion». «On ne supporte pas l'autonomie des partenaires sociaux et de la négociation. On intervient tout le temps dans la discussion. On espère à la limite qu'il n'y ait pas d'accord sur les négociations en cours pour pouvoir dire "C'est moi qui ai fait".» Le patronat, lui aussi, est visé par Chérèque mais aussi par Thibault, pour qui «la première raison pour un salarié de ne pas se syndiquer, c'est la trouille».

L'Unsa rêve de jouer dans la cour des grands (27.11)

LeFigaro.fr - 23.11

L'Unsa est ce mardi la première centrale à ouvrir, à Pau, le bal des congrès syndicaux qui vont s'étaler jusqu'à juin 2010. Cinq rendez-vous, dont celui de la CGT dans quinze jours à Nantes, et celui de la CFDT dans sept mois à Tours. Fort de la loi sur la représentativité syndicale qui lui permet notamment de pouvoir se présenter au premier tour des élections d'entreprise, le petit Poucet du syndicalisme (307 000 adhérents et 6,3% aux dernières élections prud'homales) s'impose de plus en plus dans le paysage syndical.

«La donne a changé, explique Alain Olive, l'actuel secrétaire général, qui sera reconduit jeudi pour un cinquième et dernier mandat. Les entreprises, ainsi que les syndicats déjà installés, ne nous traînent plus en justice pour nous empêcher de nous implanter.» Conséquence, l'Unsa a pu désigner 480 représentants de section syndicale depuis le début de l'année dans des entreprises privées. Un exploit pour une petite centrale plutôt, créée en 1993 sur les décombres de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et centrée sur le service public (65% de ses forces). «Nous commençons à nous implanter dans des secteurs où nous étions absents, comme dans l'industrie et la métallurgie», confirme Jean Grosset, le secrétaire général adjoint.

Un «grand pôle réformiste»

Le regard des pouvoirs publics a en outre changé depuis que l'Unsa a gagné sa représentativité dans une cinquantaine de branches. Pour preuve, Alain Olive a été reçu en juin pour la première fois par Nicolas Sarkozy à l'Élysée, avec ses homologues des centrales «historiques» (Bernard Thibault, François Chérèque...), pour discuter du discours que le chef de l'État allait prononcer à l'Organisation internationale du travail.

Pour autant, le syndicat réformiste n'a pas encore partie gagnée. Pour être jugé représentatif en 2013 au niveau national, il lui faudra d'abord dépasser 8% des voix globalement et dans quatre grosses branches professionnelles, dont la construction et la métallurgie. Rien n'est moins certain. Sans cela, l'Unsa ne pourra ni négocier ni signer d'accord interprofessionnel. Autrement dit, il sera condamné à continuer à jouer les seconds rôles, voire à disparaître. «C'est l'enjeu du congrès : être capable de mobiliser toutes les forces de l'Unsa afin de créer une nouvelle dynamique, mais sans renier ce que nous sommes, une union de syndicats autonomes», reconnaît Luc Bérille, futur secrétaire national à l'action revendicative et successeur désigné à mi-mandat d'Alain Olive.

Pour y parvenir, l'Unsa a deux stratégies dont les militants débattront à Pau. Primo, se développer dans les PME-TPE. «Les syndicats défendent historiquement les salariés qui ont le moins besoin de l'être, en CDI et dans les grandes entreprises, analyse Alain Olive. Il nous faut entrer dans les petites structures pour épauler les 8 millions de salariés des entreprises de moins de 50 personnes.» Deuzio, participer à la constitution d'un «grand pôle réformiste», malgré l'échec de son rapprochement au printemps avec la CFE-CGC. «On garde la porte ouverte», confirme Alain Olive, qui assure discuter avec d'autres organisations. Comme la CFDT, dont le secrétaire général, François Chérèque, sera l'un des invités du congrès. Prémices d'un rapprochement CFDT-Unsa attendu depuis longtemps ?

Nicolas Sarkozy recevait les partenaires sociaux sur le grand emprunt, mercredi. Réactions. (27.11)

AP - 23.11

Le président de la République Nicolas Sarkozy doit recevoir, mercredi, les partenaires sociaux "pour évoquer avec eux les priorités et les modalités de l'emprunt national", selon l'Elysée.

La rencontre est prévue à partir de 16h30, "en présence du Premier ministre et des ministres concernés", précise un communiqué de la présidence.

Dans son rapport remis le 19 novembre à Nicolas Sarkozy, la commission présidée par Michel Rocard et Alain Juppé propose que les 35 milliards d'euros du grand emprunt soient utilisés pour favoriser l'innovation -l'enseignement supérieur et la recherche bénéficiant à eux seuls de 16 milliards d'euros.

Du côté des syndicats, la CFDT "a le sentiment d'avoir été entendue" et "partage le constat sur les défis auxquels nous devons faire face", écrit la confédération de François Chérèque dans un communiqué.

L'organisation syndicale cite ainsi deux principes: "revoir notre modèle de croissance pour mieux tenir compte des enjeux du développement durable" et "prendre en compte l'évolution démographique et le vieillissement de la population".

La CFDT souhaite ainsi que ces investissements "se fassent dans l'intérêt des générations futures", et ne veut pas que l'emprunt "soit un remake de la politique des grands travaux, mais qu'il puisse permettre à la France de faire un saut technologique, en rattrapant les retards accumulés et en anticipant la transition vers l'économie et la société de demain".

"Il faudra que les moyens de l'emprunt s'articulent avec les autres dispositifs déjà existants (Fonds stratégique d'investissement, Fonds d'investissement social, Oséo)", ajoute la CFDT.

De son côté, la CFE-CGC déclare avoir "trop longtemps déploré la faiblesse des investissements publics pour 'bouder' une opération qui vise précisément à y remédier".

Le syndicat des cadres estime que dans le rapport de la commission, il "retrouve bien sous des formes différentes" ses préconisations, et "se réjouit en particulier du soutien à des structures d'enseignement et de recherche de haut niveau".

"Les orientations sur l'énergie, sur les technologies de l'information et sur la santé sont elles aussi de bon augure", souligne l'organisation syndicale.

La CFTC est, elle, très critique sur le contenu du rapport. Si Nicolas Sarkozy "suit les recommandations contenues dans ce document, le 'grand emprunt national' ne sera ni 'grand' ni 'national' et ce ne sera même pas un 'emprunt'", juge ainsi le président de ce syndicat Jacques Voisin, dans un communiqué.

"En effet", pour la CFTC, "il ne peut être qualifié de 'grand'", du fait que sur les 35 milliards, "13 milliards correspondront à la restitution des sommes prêtées aux banques en 2008. On ne peut dire non plus qu'il soit 'national', puisqu'il ne serait plus ouvert au public, comme cela était envisagé initialement, mais uniquement aux investisseurs institutionnels qui se serviront au passage".

"Enfin", selon l'organisation syndicale, "il ne s'agirait pas d'un emprunt, mais d'une banale dépense financée, comme n'importe quel autre, par le déficit budgétaire".

Les syndicats divisés sur le grand emprunt (27.11)

AP - 24.11

À la sortie d'une réunion avec le président de la République, les principales organisations syndicales ont affiché mercredi leur division sur le grand emprunt, mais ont insisté d'une seule voix sur "l'absence de dimension" sociale de la mesure telle que préconisée par le rapport Juppé-Rocard. Si la CGT est opposée au principe-même d'un grand emprunt, les autres syndicats, FO et la CFDT en tête, y sont plutôt favorables, mais restent très divisées sur les modalités d'application et les priorités.

"J'ai dit qu'il n'était pas normal pour nous qu'il n'y ait pas de dimension sociale. L'emprunt, c'est certes de l'investissement pour l'avenir, cela doit aussi être facteur de cohésion économique et sociale. Or rien sur les questions de dépendance ou de retraite", a regretté le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly.

Pour Bernard Thibault, le patron de la CGT, "il est quand-même assez significatif" qu'il n'y ait pas de "position à caractère social dans ce rapport". "On parle beaucoup de recherche, mais dans une vision très élitiste de la population susceptible d'être concernée par la mesure", a-t-il estimé. "On peut parler de technologies de demain aussi. Si on ne forme pas aux métiers de demain, si on ne permet pas à la masse des salariés d'acquérir les savoirs d'aujourd'hui, il y a peu de chances que notre économie soit compétitive dans les technologies de demain", a-t-il ajouté.

Se voulant rassurant, Nicolas Sarkozy leur "a rappelé que l'effort de modernisation et de préparation de l'avenir engagé grâce au grand emprunt ne se ferait pas au détriment des politiques sociales et des investissements déjà décidés dans les infrastructures", a souligné l'Élysée dans un communiqué.

Pour Bernard Thibault, le grand emprunt "se fait en substitution à l'insuffisance des investissements de la part des entreprises privées" et sur le dos du contribuable. "On parle d'emprunt pour des investissements publics, mais parallèlement à des économies sur les budgets publics existants", a encore dénoncé le leader de la CGT.

M. Mailly et François Chérèque de la CFDT sont cependant favorables à l'idée d'un emprunt qui se ferait exclusivement auprès des marchés. "Nous ne sommes pas favorables à un emprunt grand public parce que ça permettrait à certains de s'enrichir, en particulier ceux qui ont pu économiser pendant la crise, mais un emprunt obligatoire pour ceux qui paient les tranches d'imposition les plus élevées qui bénéficient en particulier du bouclier fiscal", a suggéré le patron de la CFDT.

La patronne des patrons, Laurence Parisot, n'a pas souhaité s'exprimer à l'issue de la réunion.

Dans son rapport remis le 19 novembre à Nicolas Sarkozy, la commission présidée par Michel Rocard et Alain Juppé propose que les 35 milliards d'euros du grand emprunt soient utilisés pour favoriser l'innovation -l'enseignement supérieur et la recherche bénéficiant à eux seuls de 16 milliards d'euros. Les arbitrages définitifs seront rendus publics début décembre par Nicolas Sarkozy.

L'UNSA veut construire un pôle syndical réformiste (28.11)

Le Monde - 27.11

À l'heure où le cinquième congrès de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) s'est achevé, jeudi 26 novembre, à Pau, de grandes questions restent en suspens.

La loi sur la représentativité d'août 2008 jette une ombre sur l'avenir en imposant à tout syndicat qui voudra compter sur les scènes nationale et interprofessionnelle de recueillir 8 % des voix des salariés. L'UNSA n'en comptait que 6,25 % aux prud'homales de décembre 2008.

Pour augmenter son poids, l'Union compte donc sur un grossissement de ses rangs, certes, mais aussi sur la signature d'alliances et de regroupements. En concluant les travaux de son congrès, Alain Olive, 59 ans, réélu secrétaire général, a clairement opté pour la construction d'un pôle réformiste. "C'est tout le débat sur les coopérations, le travail en commun, les alliances, les rassemblements dans un pôle réformiste", a-t-il affirmé aux quelque 800 congressistes.

M. Olive vise la CFTC, la CFE-CGC et, surtout, la CFDT, syndicat avec lequel les relations s'étaient fortement tendues, au lendemain de la réforme des retraites de 2003. Oubliées donc les critiques à l'encontre de la CFDT qui a porté, avec la CGT, la réforme de la représentativité, accusées toutes deux de vouloir se partager la scène syndicale.

Présent au congrès, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a d'ailleurs envoyé un signe positif. "Cette perspective me va bien, a-t-il expliqué au Monde, c'est le sens de ma présence ici et, sans se précipiter vers des fusions, sans fantasmes sur l'avenir, on peut aller vers des travaux communs privilégiés." Ces grandes manœuvres à venir pourraient compliquer la tâche de Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, qui, en ouvrant son 49e congrès, dans dix jours à Nantes, va devoir clarifier son orientation.

Présent aussi au congrès, Michel Donnedu, secrétaire confédéral de la CGT, a rejeté cette grille d'analyse. "Pourquoi ressortir une ligne de démarcation entre syndicat réformiste et syndicat contestataire ?, s'est-il demandé. Je me sens en totale convergence avec ce que dit Alain Olive, hormis sur le dossier des retraites. Cette proposition de pôle réformiste me semble contradictoire et en décalage avec l'analyse de la situation et les convergences de ces derniers mois face à la crise."

Autre défi

Autre invité, Pierre Khalfa (Solidaires) estime, lui, que l'emploi du terme "réformiste" n'est pas adéquat. "Derrière ce vocable se cache en fait un projet d'accompagnement social des politiques néolibérales", estime-t-il. Reste qu'à l'intérieur même de l'UNSA, le débat n'est pas non plus réglé. Pour nombre de délégués, ce syndicat "réformiste" est plutôt conçu comme un troisième pôle aux côtés de la CGT et de la CFDT. Les scores à la soviétique, de 98,2 % sur le bilan d'activité et de 92 % sur la résolution générale, reflètent cette volonté d'affirmation identitaire et d'autonomie.

Ce sera l'autre défi de la nouvelle direction, autour d'Alain Olive et de Luc Bérille (ex-secrétaire général de l'UNSA-Education) et successeur annoncé de M. Olive. Il leur faut construire un syndicat interprofessionnel, qui se développe dans le privé, où l'UNSA est moins implantée. En répondant aux délégués, le numéro un de l'UNSA a insisté : "Nous sommes encore une organisation habitée par des réflexes corporatistes. Ce n'est pas injurieux, la défense du métier est nécessaire, mais il nous faut nous tourner plus vers l'interprofessionnel."

Thibault à Sarko : « *Donnez- moi quatre jours, je vous promets la reprise du travail.*» (28.11)

Nouvel Observateur - 28.11

Thibault, le réformiste.

Le leader de la CGT sera réélu, début décembre, pour un dernier mandat. Paradoxalement, il a installé une relation de confiance avec l'Élysée de Nicolas Sarkozy. Il a aussi profondément changé la culture de la première centrale syndicale française

"*Sarkozy, au moins, il a des c... Il défend l'industrie française !* » Cri du coeur d'un parlementaire sarkozyste pur sucre ? Pas du tout ! Cet éloge émane d'un très proche de... Bernard Thibault, le leader de la CGT, qui, le 7 décembre à Nantes, va ouvrir le 49e Congrès de la centrale syndicale. Thibault va bien sûr être réélu pour trois ans à la tête du premier syndicat français. Mais ce devrait être son dernier mandat : il compte ensuite «faire monter» Frédéric Imbrecht, le leader de la Fédération de l'Énergie. Ça tombe bien : ce serait Imbrecht qui - en 2004 - aurait donné à un Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Économie, le «*goût*» de la CGT, au moment de l'ouverture du capital d'EDF...

Hé oui. Il semblerait que l'arrivée de Sarkozy à l'Élysée ait installé une version moderne des «gaullo-coco», le mythique attelage gaullistes-communistes d'après la Seconde Guerre mondiale. Bernard Thibault, le héros des grèves des transports de 1995, qui a 50 ans aujourd'hui, ne nie pas le réchauffement : «*Pour Sarko, tous les sujets passent par des relations personnelles. Mais il y a longtemps que j'ai épuisé mes capacités d'influencer ses décisions !*» Pour Raymond Soubie, le conseiller social du chef de l'État, «*ils ont, certes, tous les deux un penchant pour l'industrie. Mais au plus le président tient tout simplement compte du principe de réalité qui fut sous-estimé dans le passé : la CGT est la première organisation syndicale française. L'équilibre est rétabli*». Si François Mitterrand n'avait pas de syndicaliste préféré, de fait, le chouchou de Jacques Chirac, c'était Marc Blondel, à l'époque secrétaire général de FO. Blondel, la bonne chère, les bonnes bières. Et le préféré de son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin ? François Chérèque, le numéro un de la CFDT, le réformiste. Longtemps après la chute du mur de Berlin, ces deux hommes politiques de droite continuaient à se méfier de la CGT, historiquement trop proche des communistes.

Les signes de cette entente paradoxale abondent. Souvenez-vous de la grève des cheminots, à l'automne 2007. Le président Sarkozy décide de réformer les régimes spéciaux de retraite de la SNCF, de la RATP et des électriciens-gaziers. Il veut, en 2012, faire passer de 40 à 41 le nombre d'années de cotisation. La grève éclate à la mi-octobre. Prévue pour 24 heures, elle dure. Le secrétaire général de la CGT ne sait comment arrêter ses troupes. Didier Le Reste, un «*dur*», responsable de la Fédération CGT des Cheminots, est embêté : il a peur de la concurrence de SUD-Rail. Thibault se rend à l'Élysée, où Sarkozy lui répète qu'il ne cédera pas. Thibault lui dit en substance : «*Donnez- moi quatre jours, je vous promets la reprise du travail.*» Son entourage doute, mais Sarkozy croit à cet engagement. Thibault propose alors un deal à Xavier Bertrand, ministre du Travail : si les négociations ont lieu entreprise par entreprise, en présence d'un représentant de l'État, le mouvement cessera. Marché conclu. Et, après quelques hoquets... le travail reprend effectivement. Le numéro un de la CGT vient d'entrer définitivement dans le clan des réformistes !

Recherche de compromis

Autre épisode : à la rentrée 2008, Nicolas Sarkozy reçoit à l'Élysée l'ensemble des syndicats. Il serre longuement la main de Bernard

Thibault, lui demande s'il a passé de bonnes vacances. Mais il passe devant François Chérèque comme s'il ne l'avait pas vu. Sarkozy n'a pas du tout apprécié le livre que le leader de la CFDT vient de publier (1). Dans cet ouvrage, Chérèque révèle que le président de la République lui a proposé une amnistie, quelques semaines après le scandale de l'UIMM, il faudra toute l'habileté de Raymond Soubie pour ramener son patron à de meilleures intentions. Plus récemment, le choix d'Henri Proglio, le président de Veolia, pour remplacer Pierre Gadonneix à la tête d'EDF s'est fait avec l'appui de Bernard Thibault. La CGT émettait des critiques sur les acquisitions internationales de l'électricien.

Cette propension à réformer la centrale, à chercher des compromis sur les grands sujets, faisait bien partie du mandat de Bernard Thibault quand son prédécesseur Louis Viannet lui passe le relais, en 1999. Mais la stratégie n'allait pas de soi pour cet homme au parcours étonnant. Enfant, le jeune Bernard ne lit pas les journaux. Son père est bûcheron à la Ville de Paris, sa mère élève ses trois enfants. Le week-end, il bricole son Solex. A 16 ans, il entre dans un centre d'apprentissage de la SNCF. Pas rebelle pour un sou. Ce n'est qu'en 1977 qu'il s'encarte à la CGT : un vieux syndicaliste est harcelé par un petit chef, ce qu'il ne supporte pas. Moins de vingt ans plus tard, il portera pendant trois semaines la grève lancée par les cheminots (sauf les cédétistes) contre la... réforme des régimes spéciaux de retraite voulue par Alain Juppé. C'est la grève historique de décembre 1995 qui finit par faire reculer le Premier ministre. Ce pragmatisme est davantage dans les gènes de l'autre grande centrale. «*Thibault fait ce que la CFDT a décidé avant lui, et il s'y tient. Et je pense qu'il s'y tiendra, estime Marcel Grignard, secrétaire national de la CFDT. Le problème, c'est l'évolution nécessaire des structures de la CGT. Et ça, je ne sais pas comment il s'y prendra.*» Bernard Thibault, lui, est serein. «*Aujourd'hui, affirme-t-il, nous sommes dans le vrai. Nous n'avons plus de crise identitaire.*» Pourtant, la contestation interne a été bruyante ces derniers temps. Il y a eu Xavier Mathieu, responsable cégétiste de Continental, qui - déçu du faible soutien de la centrale - a traité son secrétaire général de «*racaille*»... Et aussi Jean-Pierre Delannoy responsable de la CGT Métallurgie du Nord-Pas-de-Calais, opposant de toujours à la ligne réformistes, qui, pour la première fois, se présente à Nantes contre Thibault.

Pas de quoi affoler le numéro un. «*Le syndicalisme à la «Conti» n'est pas le nôtre, explique le secrétaire général. Dans une négociation, notre premier objectif n'est pas d'obtenir la prime de départ la plus importante.*» Il reste cependant beaucoup à faire, concède Thibault : «*Nous n'avons toujours pas atteint le million d'adhérents. Il nous faut conquérir les jeunes, leur parler vrai*» Autre objectif majeur : favoriser l'unité d'action pour parvenir au «*syndicalisme rassemblé*». Depuis quelque temps, on voit souvent Thibault et Chérèque bras dessus, bras dessous. Finies les fâcheries de 2003, quand le numéro un de la CFDT signait seul l'accord sur les retraites de François Fillon, alors ministre du Travail. Les retrouvailles ont été scellées en août 2008, avec l'accord sur la représentativité des organisations syndicales.

Le congrès de Nantes doit, enfin, s'attaquer à la question des structures de la CGT. Le nombre des dirigeants va être considérablement réduit. Ce qui signera le départ de piliers historiques comme Jean-Christophe Le Duigou, le monsieur «*retraites*», et Maryse Dumas, la madame «*emploi*». Thibault installe la relève avant de passer la main.

(1)«*Si on me cherche...*», avec Carole Barjon, Albin Michel.

Longtemps Force ouvrière et son secrétaire général André Bergeron ont été les interlocuteurs privilégiés des présidents de la République comme de Gaulle, Pompidou ou Giscard d'Estaing.

Le chouchou de Jacques Chirac, c'était Marc Blondel, le patron de FO, avant qu'il ne lui préfère Nicole Notât à la suite des grèves de 1995.

Retraites: François Chérèque s'attend à de "mauvaises nouvelles" après les régionales (30.11)

AP - 29.11

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a regretté dimanche que le président Nicolas Sarkozy ait reporté à après les élections régionales le débat sur la réforme des retraites, que le gouvernement entend mener à bien l'an prochain.

"Quand un responsable politique nous annonce des décisions après les campagnes régionales, ça fait peur", a-t-il observé sur Europe-1. "Si ces décisions semblent positives, on les prend avant."

Selon lui, de "mauvaises nouvelles" sont à craindre si "on n'en parle pas maintenant". Mais Nicolas Sarkozy est "maître du temps".

Sur le fond, la CFDT souhaite que cette réforme "ne concerne pas uniquement, comme on l'a fait en 2003, quelques paramètres, qu'on revoie les choses d'une façon beaucoup plus globale", à savoir l'évolution d'une carrière professionnelle "avec les différentes étapes: la fin de carrière, la pénibilité au travail, l'espérance de vie, la dépendance".

Favorable au maintien d'un système par répartition, paramétrique ou par points, M. Chérèque dit vouloir "tout étudier" afin de "choisir le meilleur, le plus sûr et le plus clair pour les jeunes générations".

Le secrétaire général de la CFDT préconise "un système souple avec des choix individuels, où on tient compte de la durée de cotisation et non pas de l'âge en intégrant les éléments de pénibilité au travail".

A ses yeux, "il y a une inégalité incroyable" dans le principe d'une fixation de l'âge de la retraite au-delà de 60 ans parce que "globalement, c'est l'allongement de la durée de cotisation des ouvriers qui paiera le système de retraite".

Il appelle cependant à "débatte suffisamment dans le temps" pour pouvoir "décider d'ici la fin de l'année" 2010 et "s'adresser ensuite à la population".

Quand Sarkozy adhère à la CGT. (30.11)

Marianne - 30.11

En ces temps de crise, le chef de l'Etat et le secrétaire général du premier syndicat de France vivent une étrange idylle. Mais les sujets de discorde menacent...

Dans les couloirs de l'Elysée et sous les lambris des ministères, à Matignon comme au Palais-Bourbon, se raconte une étrange histoire : Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, et Nicolas Sarkozy, le président du « *travailler plus pour gagner plus* », vivaient une sorte d'idylle. Cette entente, aussi incongrue que parfaite, aurait permis à la France de traverser dans la sérénité une des pires crises économique, financière et donc sociale qu'elle ait eu à connaître. « *C'est un automne miraculeux, se réjouit un conseiller du président, pas le moindre patron séquestré, pas un étudiant dans la rue, pas une manif !* » « *Sarkozy et Thibault ont canalisé le mécontentement, ils ont éteint les feux de concert, et nous avons ainsi passé dans le calme une période épouvantable* », se félicite un autre. Alors, Elysée-CGT, même combat?

« Irréprochable » CGT...

Il est en tout cas bien loin, le temps où le candidat Sarkozy faisait siffler le nom de Thibault, le syndicaliste rouge, dans les meetings UNIE. Aujourd'hui, au plus haut sommet de l'Etat, il est de bon ton de vanter les mérites de celui qui s'apprête à rempiler pour un quatrième mandat à la tête de la confédération. « *Thibault est quelqu'un de très responsable, très sûr, très intelligent!* Elysée », s'enthousiasme le ministre du Travail, Xavier Darcos. « *C'est un bonheur sans nom de travailler avec la CGT, c'est carré, on sait à quoi s'en tenir* », se souvient un proche de Xavier Bertrand, l'un de ses prédécesseurs Rue de Grenelle. Devant les journalistes de « *Marianne* », le 6 novembre, Alain Minc, qui a l'oreille du président, parle, lui, carrément de « cogestion » du pouvoir avec la centrale de Montreuil! La conduite de la CGT pendant la crise, considérée comme « *irréprochable* » au Château, en serait la parfaite illustration. La nomination récente d'Henri Proglio, le patron de Veolia, à la présidence d'EDF en serait une autre. « *Thibault a clairement fait savoir à l'Elysée que Proglio était le candidat de la CGT* », assure un conseiller de Nicolas Sarkozy. La confédération syndicale se serait laissée séduire par le projet industriel (un rien mégalomanie) du grand patron. Et elle apprécie la façon dont Proglio travaille avec les syndicats. Mais peut-on pour autant aller jusqu'à la cogestion?

Officiellement, la CGT réfute cette thèse. « *En l'absence d'un réel débat droite gauche, le pouvoir doit montrer coûte que coûte qu'il discute* », explique Jean-Christophe Le Duigou, un proche de Thibault.

« *Sarkozy et Thibault ont canalisés le mécontentement. Ils ont éteint les feux de concert.* » Un conseiller du président

Il met d'autant plus en scène ses relations avec notre centrale que l'emploi est redevenu la première préoccupation des Français et que le Medef est aux abonnés absents. « *Il ne faut surtout pas prononcer le mot de cogestion, murmure en écho un dirigeant de l'UMP, ça signifierait la mort de la CGT* » A l'approche du congrès de la CGT, qui s'ouvre le 7 décembre, les opposants se saisissent d'ailleurs de l'argument pour mettre Thibault en difficulté. Ce ri est ni le souhait ni l'intérêt de... Nicolas Sarkozy

Les deux hommes se sont jaugés en 2004. En bon héritier du balladurisme, le ministre de l'Economie Sarkozy ne jure alors que par les privatisations, les dérégulations et l'orthodoxie financière. « *Lors de nos premières rencontres, il a essayé* » de nous tutoyer tout employant un langage brutal. Le climat était tendu, voire glacial », se souvient un proche de Thibault. C'est donc avec un autre responsable de la CGT, Frédéric Imbrecht, secrétaire de la puissante fédération de l'énergie, que Sarkozy va s'entendre. En dépit des manifestations qui noient le pavé parisien d'une marée bleue de gaziers et d'électriciens, Imbrecht comprend vite qu'il n'évitera pas un changement de statut d'EDE. Mais, en échange d'une victoire politique, l'ambitieux Sarkozy est prêt à garantir le statut des personnels et à préserver leurs oeuvres sociales. La CGT découvre aussi l'autre visage du futur candidat UMP, le gaullo-pragmatique capable de remiser son libéralisme pour investir 800 millions de francs d'argent public pour sauver Alstom au bord du dépôt de bilan. « *Sarkozy est un ancien avocat, il a la culture du deal* », commente un proche du chef de l'Etat. La CGT saura s'en souvenir.

«Syndicalisme de conquête»

Lors de la campagne présidentielle, pour arracher aux rangs lepénistes une fraction de l'électorat ouvrier, Sarkozy n'hésite pas à s'inspirer d'un projet cher à la CGT : la sécurisation des parcours professionnels. Il la décline sous forme de la « flexi-sécurité ». Dès son élection, et avant même son intronisation, il reçoit les leaders des confédérations syndicales. Le geste plaît. « *Avant l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, les relations du président de la République avec les dirigeants syndicaux étaient rares et plutôt formelles, et en particulier avec le secrétaire général de la CGT* », rappelle Raymond Soubie, conseiller social de l'Élysée. Dès les premiers jours de la mandature, Sarkozy et Soubie élaborent une « *nouvelle doctrine* » concernant les relations entre le gouvernement et la CGT, jusque-là persona non grata à droite. Cette doctrine repose sur une analyse

La CGT a pris ses distances avec le communisme, elle cherche une autre voie, notamment par la conquête de nouveaux secteurs ; il faut donc l'aider car l'État a besoin d'un partenaire solide. La CGT étant le syndicat le plus puissant, l'exécutif ne doit plus le laisser en dehors du jeu martèle Soubie. De fait, la confédération n'a jamais été autant invitée au Château « On les écoute, on les met en lumière, or leur donne des tribunes, ils sont gagnant: dans l'opération », ajoute le conseiller social. Ainsi Sarkozy et Thibault se voient régulièrement et se découvrent des points communs. « *Le président se sent d'autant plus à l'aise avec le patron de la CGT que ce dernier affectionne, comme lui, les rapports de force et respecte le principe de réalité* », explique Raymond Soubie. « *Dans le discours de Sarko qui consiste à se prévaloir de la gauche, le rapprochement avec Thibault prend tout son sens* », ajoute un ministre qui reconnaît que les deux hommes partagent une « *conception industrielle de l'économie* ». L'axe Thibault Sarkozy s'inscrit aussi dans une répartition des rôles encore plus vaste. « *Fillon traite avec la CFDT et Chérèque avec qui il s'entend bien depuis qu'il a été ministre des Affaires sociales, et, ici, à l'Élysée, on bichonne la CGT* », décrypte un conseiller du président de la République.

« *La CGT a pris ses distances avec le communisme. Elle cherche une autre voie. Il faut l'aider car l'État a besoin d'un partenaire solide* »

Dès son élection, en 2007, le chef de l'État s'est appliqué à montrer qu'il donnait des gages aux grandes confédérations, leur accordant la réforme de la représentativité syndicale. Cette révolution, qui consiste à exclure des négociations d'entreprises les organisations recueillant moins de 8 % des voix aux élections professionnelles, assure, en effet, le pouvoir aux « *gros* » syndicats. Un super cadeau. Depuis cette concession majeure, les confédérations et, notamment, la CGT n'ont pas obtenu grand-chose. Ainsi Thibault doit-il faire face à des contestations internes. Au siège de la confédération, à Montreuil, ce pas de deux inédit agace certains, raidit autant qu'il flatte.

Pris à partie par les « *rouge vif* » de sa base, partisans d'un syndicalisme de classe qui exclut qu'un camarade prenne le café avec le patron, Bernard Thibault défend son « *syndicalisme de conquête* », ce syndicalisme associant contestation et négociation, élaboré dès la fin des années 90 avec son prédécesseur Louis Viannet pour permettre à la CGT vieillissante, et peu présente dans les secteurs tertiaires précarisés, de se redéployer. « *Lorsque je rencontre le chef de l'État, je n'ai pas l'impression de vendre mon âme au diable, martèle le secrétaire général. J'assume mes responsabilités, comme le font des milliers de délégués syndicaux face à leur employeur, des centaines de dirigeants locaux qui s'adressent aux préfets, aux maires. J'y vais avec nos exigences, nos analyses et nos propositions.* » Et d'égrener quelques acquis: la reprise de la fonderie morbihannaise SBFM par Renault; la mise en place d'une filière nationale de déconstruction des navires lors du « *Grenelle de la mer* » ; un début de réforme de la formation professionnelle.

Alors, véritable cogestion ou dialogue constructif entre adversaires qui se respectent ? « *Il n'y a pas eu de deal entre l'Élysée et la CGT sur le mode « signons une trêve pendant la crise »* ; tranche Pierre Feracchi, président du groupe Alpha (Secafi), soutien de nombreux comités d'entreprises confrontés à des licenciements. *En revanche, le gouvernement a surfé avec habileté sur la très grande responsabilité et l'unité des organisations syndicales.* » Un exemple de cette « *coproduction* » ? Le traitement du chômage partiel de longue durée enduré au deuxième trimestre 2009 par 319 000 salariés. Dès le 15 décembre 2008, les partenaires sociaux amélioraient leur indemnisation à 75 % du salaire net. Mais, au lendemain du sommet social élyséen de février 2009, ils autorisaient, avec l'accord de l'Etat, que cette rémunération corresponde à 90 % du revenu net. Un accord paraphé par la CGT. Dans la foulée, le chef de l'Etat accordait à la centrale de Montreuil, effarée par les milliers de destructions d'emplois dans l'industrie, le lancement d'états généraux de ce secteur. Un pur exercice de communication ? « *Si c'est le cas, nous serons là pour dénoncer la manoeuvre* », prévient Thibault, échaudé par le piètre plan de reprise proposé par le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, aux salariés de l'Américain Molex. « *Mais, si nous gagnons une opportunité de faire avancer nos idées, nous ne devons pas la laisser passer. Les salariés ne le comprendraient pas.* » Et le leader à cheveux longs d'ajouter: « *Sarkozy est le premier à savoir qu'on ne roule pas la CGT dans la farine...* »

Bientôt, la fin de la lune de miel ?

Bernard Thibault estime d'ailleurs impensable qu'après la crise les affaires reprennent... comme avant. « *Tout en se présentant comme un fervent partisan de la moralisation du capitalisme, Nicolas Sarkozy mène dans les faits une politique de renflouement du système* », accuse-t-il. Menacés par une avalanche de plans sociaux, dans l'industrie notamment, les salariés ont compris qu'ils constituaient la première variable d'ajustement d'un modèle économique privilégiant toujours

« *Sarkozy ne fonctionnant qu'au rapport forcer, les salariés savent qu'ils devront livrer un combat de longue haleine.* » Bernard Thibault.

La rentabilité à court terme. « *Ils ne veulent plus être ravalés au rang de victimes de la crise, argumente le secrétaire général de la CGT. Ils veulent être respectés par leur employeur, par l'Etat et être en mesure de peser sur les principaux choix stratégiques de leur entreprise. Sarkozy ne fonctionnant qu'au rapport de force, ils savent que, pour conquérir cette place, il leur faudra livrer un combat de longue haleine.* » Ce combat passera sans aucun doute par une terrible et nouvelle négociation sur les retraites, le partage de la valeur ajoutée et la

réforme financière du paritarisme promise, dès 2007, par le président.

Dès lors, la lune de miel entre la CGT et l'Élysée, entre Nicolas Sarkozy et Bernard Thibault, pourrait prendre fin. Vite, très vite.

La Poste a supprimé 11 500 emplois en 2009, selon SUD (02.12)

LeMonde.fr - 30.11

La Poste a supprimé près de 11 500 emplois en 2009, selon des calculs de SUD-PTT publiés lundi 30 novembre par le syndicat, un chiffre que la direction n'a pas confirmé.

Selon ces calculs, La Poste aura supprimé précisément 11 428 emplois en 2009, ce qui correspond à une baisse de 4,2 % des effectifs. En 2008, La Poste, qui employait 295 742 personnes, dont 52 % de fonctionnaires, avait déjà supprimé 7 718 emplois, souligne SUD-PTT, qui évoque des 'incitations au départ qui sont de plus en plus pressantes'. Selon le syndicat, les chiffres du bilan 2008 avaient révélé 'un malaise profond', avec une progression de 23,38 % des démissions entre 2007 et 2008 (de 2 189 à 2 701) et de 38 % des licenciements (de 1 063 à 1 474).

'LOGIQUEMENT CORRÉLÉES'

SUD-PTT a calculé cette baisse en se fondant sur le nombre de jours d'absence syndicale, calculé chaque année en fonction de l'évolution des effectifs permanents, que la direction lui accorde pour 2010 (79 985 journées), comparé au nombre de jours accordés en 2009 (83 474 journées).

La direction a indiqué qu'elle ne confirmait pas ce chiffre, mais a précisé ne pas être en mesure d'en donner un maintenant, l'année 2009 n'étant pas terminée. Elle indique que ces augmentations des départs et du nombre de salariés de droit privé donc pouvant légalement être licenciés sont 'logiquement corrélées' puisque La Poste 'ne recrute plus de fonctionnaires, mais uniquement des salariés de droit privé depuis 2002'.

Appel intersyndical à la mobilisation dans l'Education et l'Enseignement supérieur le 15 décembre (02.12)

AP - 01.12

Seize organisations syndicales de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ont appelé mardi à une journée nationale de mobilisation contre les modalités de réforme de la formation des maîtres, le 15 décembre, et menacent d'une "situation explosive" dans les universités et les établissements scolaires à la rentrée 2010.

Dans un communiqué commun, les syndicats FSU, UNSA, CFDT, CGT, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ou encore les organisations lycéennes et étudiantes FIDL, UNL et UNEF, estiment que "malgré l'importance de ce dossier qui constitue un véritable choix de société, le gouvernement a fait le choix d'une réforme controversée et du passage en force".

"Nos organisations jugent inacceptables en l'état" des orientations "qui confirment la mise en place d'une réforme régressive pour la formation des futurs enseignants et bouleversent l'organisation de l'offre de master dans les universités", poursuivent les signataires.

"Si de profondes inflexions ne sont pas rapidement apportées au projet de réforme, le gouvernement prépare les conditions d'une situation explosive dans les universités et les établissements scolaires lors de la mise en oeuvre de la réforme à la rentrée 2010", préviennent les seize organisations.

Elles appellent également à une journée nationale de mobilisation mardi 15 décembre "dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur pouvant se traduire par des initiatives de grèves, des rassemblements, des assemblées générales de débat", ou encore "des manifestations".

Restauration: accord salarial entre deux syndicats et le patronat (02.12)

AP - 01.12

Les négociations entre trois syndicats et patronat de la restauration sur les salaires ont été rompues dans la nuit de lundi à mardi. Les deux autres organisations, la CFDT et CFE-CGC, ont signé un protocole d'accord.

"On ne peut que regretter qu'il n'y ait pas un accord majoritaire sur la question des salaires dans la restauration", a reconnu le porte-parole du gouvernement Luc Chatel. "Cette nuit, il y a eu accord minoritaire, seulement deux syndicats ont accepté de signer". "Il faut aller plus loin, la messe n'est pas dite à mon sens", a toutefois assuré Luc Chatel sur LCI. "Les discussions vont pouvoir continuer".

FO, la CFTC et la CGT ont quitté la table des négociations vers 4h30. Stéphane Fustec, représentant de la CGT, dit avoir eu "le sentiment" que les employeurs s'étaient moqués d'eux. Mardi soir, il a expliqué à l'Associated Press que les trois organisations travaillaient "à faire valoir leur droit d'opposition à l'accord", même s'il y avait "encore une fenêtre pour la négociation", Luc Chatel ayant dit "que l'accord était insuffisant". "Une décision doit être prise dans la journée de mercredi", a-t-il ajouté.

Les partenaires sociaux de la restauration se retrouvent exactement dans la même situation que le 24 juillet dernier, lors de la signature d'un premier accord par la CFDT et la CGC contre l'avis de la CGT, de FO et de la CFTC, qui avaient fait valoir leurs droit d'opposition. Les discussions sont ouvertes depuis mai et la partie patronale s'était donnée jusqu'au 31 décembre pour aboutir à un accord.

Les négociations ont butté sur la question d'une prime versée aux salariés. "Alors que dans les débats, les employeurs indiquaient que la prime serait pérenne, cela ne s'est pas retrouvé dans les textes", a regretté Stéphane Fustec. Les syndicats ayant quitté la table des négociations comptent interpeller les élus, "qui ont fait un chèque de trois milliards" et n'assurent pas le suivi, a-t-il conclu.

Le gouvernement avait fixé ce lundi comme date butoir pour parvenir à un accord sur les salaires en contrepartie de la baisse de la TVA à 5,5% obtenue depuis le 1er juillet.

"Si on a baissé la TVA à 5,5%, c'est pour obtenir des contreparties sur les prix. On a fait la moitié du chemin sur les prix, c'est insuffisant; sur l'emploi, je pense qu'on a évité un certain nombre de fermetures de restaurants grâce à la TVA à 5,5 depuis six mois, et enfin c'est pour qu'il y ait un accord sur les salaires", a rappelé Luc Chatel.

"J'ai cru comprendre que la discussion n'était pas complètement close", avec le secrétaire d'Etat chargé du Commerce Hervé Novelli, a indiqué le porte-parole du gouvernement. Et le "15 décembre prochain, Hervé Novelli réunira le comité de suivi de toutes les contreparties de la baisse de TVA à 5,5", a-t-il précisé.

Bernard Thibault procède à un renouvellement inédit de la direction de la CGT (02.12)

Le Monde - 01.12

A la veille de l'ouverture de son 49e congrès, lundi 7 décembre à Nantes, le secrétaire général de la CGT a surpris et déconcerté son entourage en dévoilant la liste des huit personnes qu'il propose pour le prochain bureau confédéral.

En réduisant de douze à huit membres la composition de cette instance qui dirige quotidiennement la CGT, en laissant prendre leur retraite les deux poids lourds de son équipe Maryse Dumas et Jean-Christophe Le Duigou, et en faisant partir la moitié des autres sortants, Bernard Thibault recentre le pouvoir. Si ça n'avait tenu qu'à lui il aurait encore plus réduit la taille du bureau. "Il veut avoir les mains libres, mais pour quoi faire ? Beaucoup s'interrogent au sein même de la confédération sur la lisibilité de sa stratégie" commente René Mouriaux, auteur de nombreux ouvrages sur le syndicalisme.

Officiellement, le numéro un de la CGT dit vouloir "rééquilibrer les rôles et donner plus de pouvoir politique à la commission exécutive" (CE). Cette "direction politique" de 54 membres se réunit tous les quinze jours. Elle verra la moitié de ses effectifs renouvelée au congrès. Du jamais vu. "Je veux que la direction, le suivi des dossiers soient assumés par la CE : le bureau ne servira qu'à organiser le travail." assure le secrétaire général de la CGT

Il n'est cependant pas certain que cette instance soit de nature à contrebalancer le pouvoir du secrétaire général.

Ce que les observateurs notent en revanche c'est que parmi les cinq nouveaux entrants au bureau confédéral, il n'y a pas de dirigeants confirmés : Michèle Chay (commerce-services), Agnès Le Bot (Nord-Pas-de-Calais), Nadine Prigent (santé), Mohamed Oussedik (verre-céramique), Philippe Lattaud (Val-d'Oise) devront faire leur preuve au côté de Michel Donnedue (administrateur, trésorier) et d'Agnès Naton (presse).

Jusqu'à présent le secrétaire général de la CGT s'appuyait sur deux personnalités qui représentaient un équilibre au sein du bureau. Maryse Dumas, en charge des dossiers revendicatifs, incarnait une CGT fidèle à son image contestataire ; Jean-Christophe Le Duigou, qui suivait l'économie et les retraites incarnait un syndicat engagé dans un aggiornamento réformiste. Leur départ pourrait signifier que Bernard Thibault passe à une nouvelle étape de la réforme.

"Il centralise"

"La CGT a trop de fédérations, analyse M. Mouriaux. Pour répondre au morcellement, réformer les structures et mettre fin à "l'anarchie" où chacun fait ce qu'il veut, il centralise." Dominique Labbé, auteur d'un livre à charge contre les syndicats (avec Dominique Andolfatto, Toujours moins !, le déclin du syndicalisme à la française, Gallimard) va dans le même sens : "Le problème de M. Thibault est au Comité confédéral national (le parlement de la CGT qui compte environ 300 membres). C'est que se retrouvent les grands féodaux des fédérations professionnelles et des unions départementales."

Bernard Thibault cherche aussi à retarder, autant que possible, la question de sa succession, alors qu'il entame son quatrième et probable dernier mandat. En renouvelant son équipe, il veut éviter que le bureau confédéral soit une écurie de course. Si plusieurs noms circulent déjà - Frédéric Imbrecht (énergie), Thierry Le Paon, proche de Maryse Dumas, Eric Aubin (retraites et Unédic), aucun n'appartient au bureau confédéral.

Appel à la grève dans les transports routiers le 13 décembre (02.12)

Reuters - 01.12

Cinq syndicats de salariés du transport routier appellent à une grève illimitée en France à partir du 13 décembre au soir pour exiger une revalorisation des salaires et de leur profession.

A l'approche des fêtes de fin d'année, les syndicats ont prévu des blocages d'entreprises et de zones industrielles mais ne veulent pas en dévoiler les modalités pour l'instant afin de pouvoir compter sur l'effet de surprise.

A la suite de cet appel, Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat chargé des transports a jugé "urgent de trouver un accord afin de prévenir un conflit qui ne peut être que néfaste au transport routier durement touché par la crise actuelle et à l'économie" du pays.

Plus de 610.000 salariés sont concernés par cet appel à la grève, à partir de 21h30 (20h30 GMT), ont précisé les organisations CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC lors d'une conférence de presse à Paris.

"On part pour un mouvement sur une durée illimitée", a déclaré Richard Jaubert, secrétaire général de la CG transports.

Les syndicalistes ont souligné que les blocages viseraient surtout le transport routier de marchandises liées aux fêtes de Noël mais qu'aucune décision n'avait encore été prise concernant les dépôts pétroliers.

"Une grève, il faut que ça perturbe pour se faire entendre", a dit Thierry Duine, dirigeant de la CFTC.

Selon l'Union nationale du transport frigorifique, qui ne s'associe pas à la grève, "il y a un gros risque que les Français ne puissent avoir dans leur assiette les produits frais traditionnels des fêtes, comme les huîtres, le foie gras, la dinde, le saumon."

PROFESSION PAUPÉRISÉE ?

Les organisations de salariés dénoncent le gel des salaires imposé depuis deux ans par le patronat, qui invoque les conséquences de la crise sur le secteur.

Or, selon les syndicalistes, les suppressions d'emplois ont été beaucoup moins lourdes qu'annoncé, signe que la profession ne se porte pas si mal.

Ils réclament le passage à 10 euros de l'heure pour les salariés au coefficient le plus élevé, 4% d'augmentation pour toute la grille et 3% pour l'augmentation des frais de déplacement.

Ils demandent également une protection sociale conventionnelle pour tous ainsi que la généralisation du 13e mois.

Selon Maxime Dumont, secrétaire général de la CFDT transports, principal syndicat du secteur, la profession est "complètement paupérisée" et en janvier, lors de la revalorisation du smic, l'intégralité de la grille sera en dessous du salaire minimum.

Le salaire moyen à l'embauche est actuellement de 1.300 euros bruts par mois et la couverture des frais de déplacement est de 800 euros, a-t-il précisé.

Contrairement aux autres fédérations patronales qui ne veulent pas entendre parler d'augmentations de salaires pour le moment, la Fédération des entreprises de transport et logistique de France (TLF) a fait des propositions de hausse salariale pour 2009.

Mais les syndicats les jugent inopérantes, estimant qu'il s'agit surtout d'un signal donné au gouvernement.

"Les entreprises essaient de brouiller le jeu en faisant de vraies fausses propositions", a dit Maxime Dumont.

Les organisations disent ne pas savoir combien de temps la grève durera ni si elle perturbera les fêtes de Noël, tout dépendant selon eux de la volonté du patronat d'accepter ou non des négociations.

"Si les patrons veulent négocier avant la grève, tant mieux", a dit le dirigeant de la CFDT.

Thibault : «Je n'ai passé aucun deal avec Sarkozy» (07.12)

Figaro - 06.12

LE FIGARO. - Les syndicats ne sont plus capables de parler d'une seule voix alors que le chômage grimpe toujours. L'unité est-elle morte ?

BERNARD THIBAUT- Le premier semestre 2009 a été caractérisé par des journées de mobilisation exceptionnelles et par de nombreux conflits disparates. Nous avons ensuite buté sur un problème structurel : la faiblesse de l'implantation syndicale dans les entreprises. Et l'attitude de certaines centrales, FO en tête, n'a pas aidé à maintenir l'unité. Mais aucune organisation n'a aujourd'hui la capacité d'inverser seule le cours des choses. Nous avons donc intérêt à poursuivre dans cette démarche d'unité pour peser face au gouvernement et au patronat.

Que retenez-vous de votre action, depuis dix ans à la tête de la CGT ?

Une grande majorité pensait en 1999 que la mort, même lente, de la CGT était inscrite. Non seulement nous avons démenti les pronostics les plus sombres d'une CGT marginalisée et symbolique, mais nous avons au contraire réussi au fil des ans à affirmer notre statut de syndicat français de salariés le plus influent. Cela ne doit pas pour autant nous rendre euphoriques. J'annoncerai aujourd'hui en introduction du congrès que nous sommes 654 500 adhérents, soit autant qu'il y a dix ans. Nous ne pouvons pas nous en satisfaire. Cela veut dire néanmoins que, compte tenu des changements intervenus dans l'économie depuis dix ans, nous avons réussi à nous implanter, même faiblement et insuffisamment, dans de nouveaux secteurs.

Pourquoi avez-vous du mal à vous implanter dans le privé et les PME ?

La trouille reste le principal obstacle à un salarié qui songe à se syndiquer ! On ne reproche jamais à un médecin, un avocat ou une entreprise d'adhérer à un syndicat, mais on ne l'admet pas d'un salarié. La discrimination syndicale est un frein objectif. Par ailleurs, l'écart se creuse de plus en plus entre les lieux où nous sommes implantés et ceux où le salariat se développe. Nous devons donc revoir notre organisation interne pour coller mieux à la réalité du terrain. Tous nos syndicats devront réfléchir à leur périmètre. L'avenir n'est pas à un corpora-tisme poussé à l'extrême mais à la définition d'un rapport de forces plus large qu'aujourd'hui.

Vous parlez de réforme de structures, mais ne faut-il pas surtout changer les pratiques syndicales ? Une nouvelle grève commence samedi à la SNCF : comment le salarié du privé bloqué sur un quai de gare peut-il avoir envie de se syndiquer ?

Je vous rassure tout de suite : le même salarié s'adressera à la CGT dès que son emploi sera menacé ! Et ce, même s'il subit parfois les conséquences d'une grève qu'il lui arrive de comprendre et de soutenir.

La CGT s'affiche de plus en plus avec la CFDT. Jusqu'où ira votre duo avec François Chérèque ?

C'est la CGT qui se rapproche de la CFDT ou l'inverse ? La CFDT m'a invité à débattre de l'avenir du syndicalisme lors de son université d'été. Il y a quelques années, elle était persuadée d'incarner seule cet avenir... Peut-être se dit-elle que la CGT n'a pas tout faux dans ce

qu'elle dit et fait.

Le rendez-vous 2010 sur les retraites ne va-t-il pas faire exploser cette entente, comme le précédent, en 2003 ?

Les retraites ont toujours été un sujet de clivage entre nous et il est possible qu'elles le soient encore. À chaque fois que les organisations syndicales se sont présentées en ordre dispersé, l'addition a été salée pour les salariés. Jamais la CGT n'acceptera une remise en cause de la retraite à 60 ans, comme le souhaite le Medef. Les retraites sont un sujet qui a toujours mobilisé les Français, et les gouvernements y ont laissé parfois plus que des plumes. Nous serons donc présents au rendez-vous, avec des propositions.

L'équité entre retraites du public et du privé va revenir en débat. Quelle sera votre position ?

Le président de la République, qui se félicite d'être le premier à avoir retouché les régimes spéciaux, a vendu cette réforme à l'opinion en se basant sur le principe d'équité. Il ne pourra pas nous faire deux fois le même coup, la cartouche a déjà été utilisée.

Nicolas Sarkozy a déclaré mardi que la France pouvait être «fière de son mouvement syndical» qui n'a pas «cédé à la démagogie». Vous le prenez comme un compliment ou cela vous gêne ?

Le chef de l'État aurait tort de croire que le climat social s'est amélioré en se basant uniquement sur l'absence de grandes mobilisations nationales. Il y a aujourd'hui un vrai climat revendicatif dans notre pays, même s'il est plus diffus qu'au premier semestre. Et il s'en rendra compte tôt ou tard.

Les propos du président sous-entendent que vous avez efficacement canalisé la colère des salariés. Considérez-vous que c'est votre rôle ?

Notre boulot est de faire en sorte que les salariés ne se cantonnent pas à exprimer leur colère mais qu'ils l'expriment en revendications et obtiennent des résultats.

Certains militants vous reprochent de négocier sans réserve avec Nicolas Sarkozy. Que leur répondez-vous ?

Certains pensent qu'il ne faut pas discuter avec le président actuel parce qu'aucune de nos revendications ne peut, par principe, trouver de réponse satisfaisante. Dois-je attendre 2012 ou plus tard, qu'un autre occupe le poste, pour essayer d'améliorer la situation des salariés ? Ce n'est pas l'histoire ni l'identité de la CGT. En même temps, le président raisonne en termes de rapport de forces sur tous les sujets. Si on veut que nos propositions soient examinées avec sérieux, il faut afficher une mobilisation de haut niveau.

Vous parlez de rapport de forces, mais on vous prête des « deals » avec le chef de l'État. Dernier en date : vous auriez validé la nomination d'Henri Proglio à EDF...

On m'attribue des phrases entre guillemets qui sont pur mensonge. J'aurais aussi dit au chef de l'État, lors de la réforme des régimes spéciaux : « Donnez-moi quatre jours et je mets fin à la grève. » C'est totalement faux. Certains cherchent à instaurer du doute sur la loyauté du secrétaire général de la CGT. Je mets au défi quiconque d'en apporter la preuve : j'ai été fidèle aux orientations fixées par le précédent congrès et en aucun cas coupable ou responsable de quelque « deal » que ce soit avec le président de la République, avec un ministre, avec un conseiller de l'Élysée, ou avec quiconque.

Qui voudrait «instaurer le doute» ? L'extrême gauche, le NPA, parfois soupçonné de vouloir infiltrer la CGT ?

Dès lors que vous occupez la première place, on cherche à vous déstabiliser. Mais je n'interprète pas les critiques comme quelque chose de structuré politiquement. Et, de toute façon, je n'ai aucune inquiétude : les premiers qui auraient la tentation de vouloir structurer la vie interne de la CGT sur des bases politiques seraient combattus par la grande majorité de nos militants et de nos adhérents. Il y a à la CGT une pluralité d'opinions qui s'exprime, d'autant plus que la majorité de nos adhérents n'appartient à aucun parti politique. Ce qui fait la force de la CGT est de pouvoir afficher son indépendance vis-à-vis de quelque parti que ce soit. Quant au NPA, il nous est arrivé récemment de faire une mise au point avec Olivier Besancenot, qui, en tant que responsable politique, prétendait s'ériger en professeur syndical. Et je note que ça va beaucoup mieux depuis.

Est-ce votre dernier mandat ?

La question se posera un jour ou l'autre mais pas aujourd'hui.

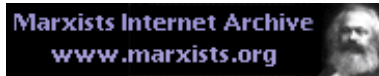
Vous n'aurez en tout cas que 53 ans à l'issue de votre prochain mandat. Y a-t-il une vie après qu'on a été secrétaire général de la CGT ? Retournerez-vous à la SNCF réparer des trains ?

Les matériels que je réparaiss n'existent plus ! Cela dit, j'espère bien qu'il y a une vie après, même si je n'ai pas le temps d'y réfléchir pour le moment. J'ai cet avantage d'être issu d'une entreprise à statut public qui assure une reconversion professionnelle à ses syndicalistes. Je ne serai pas à la rue, je demeure cheminot.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Suède. Les Suédois s'inquiètent pour leurs retraites en partie placées en Bourse (25.02)
- Allemagne. Les Allemands travaillent moins pour garder leur emploi (24.02)
- Afghanistan. Treize civils ont été tués par un bombardement américain en Afghanistan (23.02)
- Irlande. Gigantesque manifestation à Dublin contre les coupes budgétaires (23.02)
- Guatemala. Le Guatemala fait ses excuses officielles à Cuba pour la "Baie des cochons" (18.02)
- Afghanistan : 17.000 soldats américains supplémentaires (18.02)
- Afghanistan : 2.118 civils tués en 2008, 40% de plus qu'en 2007, selon l'ONU (18.02)
- Japon. Le ministre japonais des Finances dément avoir été ivre au G7 de Rome (17.02)
- Venezuela. Le président Chavez gagne le droit de se représenter (16.02)
- Italie. Grande manifestation dans Rome contre la politique de Berlusconi (14.02)
- Chine. Pékin s'apprête à créer une liste noire des journalistes chinois (14.02)
- USA: accord au Congrès sur le plan de relance (13.02)
- General Motors ouvre un guichet de départ pour 62.000 salariés (13.02)
- Afghanistan. Recul du soutien des Afghans à leur gouvernement et ses alliés (10.02)
- A Munich, Joe Biden donne le ton de la nouvelle diplomatie américaine (10.02)
- Manœuvres de l'impérialisme américain et de l'Etat sioniste pour amadouer leur allié turc. (09.02)
- Italie. Un cas d'euthanasie crée une crise politique en Italie (08.02)
- L'Equateur ordonne l'expulsion d'un diplomate de l'ambassade américaine. (08.02)
- Madagascar. Plus de 20 morts dans des manifestations à Antananarivo. (08.02)
- La grogne paysanne enfle en Europe face à la crise. (06.02)
- Kirghizstan : Le gouvernement décide de fermer une base américaine. (06.02)
- G-B : les grèves contre les travailleurs étrangers se poursuivent. (03.02)
- Japon : A Nagoya, fief de Toyota, les travailleurs précaires sont les premières victimes. (03.02)
- Chine : Environ 26 millions de travailleurs migrants sans emploi. (03.02)
- G-B : Le scandale de l'"Erminegate" met en lumière des pratiques douteuses des Lords britanniques. (31.01)
- Madagascar : Emeutes à Madagascar: 68 morts depuis lundi, plus de 80 selon Paris. (29.01)
- Islande : Démission du Premier ministre islandais. (27.01)
- Le pape réintègre dans l'Église un évêque négationniste. (25.01)
- Islande : Des milliers d'Islandais dans la rue malgré l'annonce d'élections anticipées. (25.01)
- Italie : Berlusconi envisage de déployer 30.000 soldats dans les rues (25.01)
- Bolivie : La Bolivie nationalise une société pétrolière argentine-britannique. (24.01)
- République Tchèque : Les Tchèques reportent encore la ratification du traité. (23.01)
- Allemagne : Prochain référendum à Berlin sur l'enseignement religieux. (23.01)
- Islande : En Islande les manifestations tournent à l'émeute. (23.01)
- Russie : Stas assassiné en plein centre de Moscou. (21.01)
- Salvador: la gauche victorieuse, mais non majoritaire, vise la présidence. (21.01)
- Allemagne : Elections régionales de Hesse en Allemagne : scrutin largement favorable à Angela Merkel. (20.01)
- Trêve à Gaza, les forces israéliennes débutent leur retrait. (19.01)
- Gaza : Plusieurs dizaines de milliers de manifestants contre l'intervention israélienne. (18.01)

- Gaza : dimanche des manifestations dans le monde. (12.01)
- Gaza : samedi des centaines de milliers de manifestants en France et dans le monde. (11.01)
- Grèce : Jeunes et policiers se sont à nouveau affrontés à Athènes. (10.01)

Grèce : Jeunes et policiers se sont à nouveau affrontés à Athènes. (10.01)

AFP - Jeunes et policiers se sont à nouveau affrontés à Athènes vendredi, à l'issue d'un défilé dans le centre ville de près de 3.000 enseignants, étudiants et élèves contre la politique du gouvernement de droite.

Des escarmouches ont d'abord opposé, devant le siège de l'Université, des dizaines de jeunes encagoulés et des policiers des forces anti-émeutes (MAT), qui ont fait usage de gaz lacrymogènes pour les disperser. Les fauteurs de trouble ont mis le feu à des poubelles et lancé des morceaux de bois et des pierres sur les policiers.

Les incidents se sont poursuivis dans la zone, fermée à la circulation et où des centaines de manifestants sont restés massés. D'importantes forces anti-émeutes ont chargé à plusieurs reprises pour les disperser, effectuant de nombreuses interpellations.

Parmi les personnes interpellées à l'écart des échauffourées figuraient notamment 14 avocats, relâchés après une intervention du barreau d'Athènes, tandis que des journalistes et opérateurs ont été pris à partie par des policiers.

L'influente Union des journalistes d'Athènes (ESHEA) a protesté auprès du ministère de l'Intérieur contre "ces attaques brutales et passages à tabac".

"Il peut y avoir eu des excès condamnables, nous enquêtons à ce sujet, mais la police a fait son travail", a commenté le ministre, Procopis Pavolopoulos, sur la télé Méga.

En début de soirée, le calme était revenu après une ultime charge des MAT contre un groupe rassemblé près du siège de la police pour protester contre les interpellations.

La manifestation de départ, du siège de l'Université jusqu'au parlement, commémorait la mort du professeur Nikos Temponéras, tué en 1991 à coups de barre de fer par un syndicaliste de droite à Patras (ouest).

Elle intervient un mois après la mort d'un adolescent tué par un policier à Athènes, qui avait déclenché une série de manifestations et troubles urbains à travers le pays.

"Temponéras vit, lutte pour la démocratie, la paix, l'éducation et l'emploi", proclamait la banderole du syndicat des professeurs du secondaire, l'Olme, en tête du cortège.

"A bas le gouvernement des assassins", "L'argent pour l'éducation et non pas pour les banquiers", "A bas le gouvernement du sang, de la pauvreté et des privatisations", lisait-on sur d'autres banderoles.

Le centre ville avait été bouclé à la circulation, et de très nombreuses forces anti-émeutes y avaient été déployées.

Gaza : samedi des centaines de milliers de manifestants en France et dans le monde. (11.01)

Reuters-AFP-Reuters-AP.

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les grandes villes d'Europe, mais aussi au Canada et à Washington contre l'offensive israélienne à Gaza, entrée samedi dans sa troisième semaine.

Environ 123.000 personnes ont manifesté dans 130 villes françaises, a précisé à l'AFP le ministère de l'Intérieur.

Les manifestations ont réuni à Paris de 30.000, selon la police, à 100.000 personnes, selon les organisateurs.

Selon le ministère de l'Intérieur, les villes de province où la mobilisation a été la plus importante ont été Lille avec 10.000 personnes, Lyon (8.000, 20.000 selon les organisateurs), Marseille (5.000, 20.000 selon les organisateurs) et Nantes avec 4.000 personnes (7.000 selon les

organiseurs).

A Bordeaux, les manifestants étaient de 2.000 à 5.000 selon les sources. A Toulouse, près de 4.000 personnes, pour les organisateurs, 1.600 environ pour la police. Selon la police, 2.000 personnes se sont également rassemblées à Nancy et 800 ont défilé à Besançon.

Toutes les manifestations, de Strasbourg à Nice en passant par La Roche-sur-Yon ou Evry, ont eu lieu à l'appel d'un Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, qui regroupe associations, syndicats et partis de gauche.

Peu d'incidents ont été dénombrés. Cependant à Paris environ 180 personnes ont été interpellées et 12 policiers blessés en marge de la manifestation, a indiqué la préfecture de police de la capitale.

A Nice, sept policiers ont été légèrement blessés et 11 personnes interpellées en marge d'incidents.

Partout, les mêmes mots d'ordre: "Halte au massacre", "Israël assassin", "Nous sommes tous des Palestiniens".

A Paris, la manifestation était organisée à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, regroupant de nombreuses organisations, parmi lesquelles Agir contre la guerre (ACG), ATTAC, le MRAP et Droits devant...

Plusieurs partis politiques français avaient également appelé à défiler: Les Alternatifs, la LCR, le NPA (Nouveau parti anticapitaliste), le Parti communiste français, le PCOF (Parti communiste des ouvriers de France) et les Verts. La CGT, la FSU, le Ligue des droits de l'homme (LDH) et l'UNEF figuraient aussi parmi les autres mouvements ou syndicats qui soutenaient la manifestation.

De nombreuses personnalités de gauche figuraient dans le cortège parisien, au côté de la déléguée de Palestine en France Hind Koury, qui a dénoncé "un massacre de plus" et exigé "que l'Onu impose des sanctions au gouvernement d'Israël".

"Nous sommes là pour exiger l'arrêt de cette guerre inacceptable, il y a plus de 800 victimes dont de nombreux enfants, des civils", a affirmé à Reuters la dirigeante communiste Marie-George Buffet, qui participait à la manifestation parisienne.

"Il faut dire à l'Union européenne: 'Vous avez les moyens de faire arrêter cette guerre, vous avez les moyens de saisir les Nations unies pour que soit mise en place une force de protection internationale et que reprennent les discussions politiques'", a-t-elle ajouté.

Egalement dans le cortège, Alain Lipietz, député Vert européen, il s'est dit "indigné" par la situation dans la Bande de Gaza. "L'Europe pourrait taper du poing sur la table et dire 'ça suffit'. Elle ne le fait pas", a-t-il déploré.

Il s'agit de "montrer du doigt l'hypocrisie de la communauté internationale qui vote des tonnes de résolutions qu'elle n'applique jamais" et d'affirmer aussi que "la position de la population française ne peut pas se résumer à celle de Nicolas Sarkozy", a déclaré le porte-parole de la LCR Olivier Besancenot.

"Il faut que l'agression contre le peuple palestinien cesse, je pense que le gouvernement d'Israël commet une immense faute contre l'image d'Israël et les droits humains. Toutes les bornes ont été franchies", a fait valoir Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du Parti de gauche.

A Stockholm, entre 4.000 et 5.000 personnes se sont rendues devant l'ambassade israélienne, scandant "Fermez l'ambassade" ou encore "Boycott Israël, longue vie à la Palestine". A Oslo, des incidents ont émaillé la manifestation qui a rassemblé 2.000 personnes.

A Londres, quelque 12.000 personnes selon la police --100.000 selon les organisateurs-- se sont rassemblées en début d'après-midi près de Hyde Park. Le cortège, emmené par des artistes et hommes politiques de gauche, s'est ensuite dirigé vers l'ambassade israélienne.

Des manifestations de moindre ampleur ont également eu lieu à Newcastle dans le nord de l'Angleterre, et à Belfast en Irlande du Nord.

En Allemagne, quelque 8.500 personnes se sont rassemblées à Berlin sur l'Alexanderplatz avant de marcher en direction de la principale gare ferroviaire de la ville, scandant notamment: "Israël et Etats-Unis: l'Intifada est de retour".

Dans la ville allemande de Duisbourg (ouest), quelque 10.000 personnes ont manifesté.

Plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue à Milan et Turin (nord de l'Italie). En Italie, plusieurs centaines de personnes brandissant des drapeaux palestiniens ont défilé à Milan, Florence et Venise en signe de protestation contre l'offensive israélienne. A Milan, les participants ont brûlé un drapeau blanc frappé de l'Etoile de David, et certains portaient des affiches présentant un drapeau israélien et une croix gammée, selon l'agence italienne ANSA.

Elles étaient 7.000 à Berne, 3.500 à Innsbruck (ouest de l'Autriche), 2.000 à Athènes et Salonique (nord de la Grèce), un millier à Budapest et autant à Sarajevo, 500 à Utrecht aux Pays-Bas.

En Espagne, à Barcelone environ 30.000 personnes ont manifesté leur soutien aux Palestiniens et demandé la fin de l'intervention israélienne, à Las Palmas (Canaries) environ 5.000 et à Pampelune quelque 3.000 personnes ont fait de même.

En Norvège, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser au moins 1.000 protestataires, après des jets de bouteilles et de pierres sur les forces de l'ordre durant une manifestation pro-palestinienne à Oslo.

A Athènes, des manifestants pro-palestiniens ont été rejoints par plusieurs groupes de gauche jusqu'à former une foule d'environ 2.000 personnes qui ont défilé en direction de l'ambassade d'Israël. Des drapeaux israéliens et américains ont été brûlés mais aucun incident majeur n'a été rapporté.

Au Canada des milliers de personnes ont pris part à des manifestations dans des villes comme Toronto, Vancouver, Ottawa et Calgary pour exiger un arrêt des hostilités à Gaza.

A Montréal, ils étaient environ 2.000 à défiler dans les rues du centre-ville en scandant des slogans comme "Israël assassin" et en arborant des pancartes réclamant un "cessez-le-feu immédiat"

A Washington, plusieurs milliers de personnes --dix mille selon les organisateurs-- ont manifesté devant la Maison Blanche pour soutenir les Palestiniens de Gaza.

"Il y a beaucoup de jeunes. Nous avons le sentiment qu'il s'agit de la plus importante manifestation jamais tenue aux Etats-Unis pour la Palestine", a affirmé Eugene Puryear, un des coordonnateurs du rassemblement organisé par la coalition anti-guerre ANSWER (Action now to stop the war and end racism).

A Tel-Aviv, plusieurs centaines d'Israéliens ont manifesté samedi soir pour un cessez-le-feu immédiat avec le Hamas. Rassemblés à l'appel du mouvement anti-colonisation La Paix Maintenant, les manifestants ont scandé "Non à la guerre" et "Arrêtez le feu pour les enfants" israéliens et palestiniens.

Des manifestations de soutien à Israël étaient prévues dimanche à Berlin, Londres, Prague, et des rassemblements pro-palestiniens à Bruxelles et Madrid.

Selon le chef des services d'urgence palestiniens Mouawiya Hassanein, l'offensive a coûté la vie à 854 Palestiniens, dont 270 enfants et 98 femmes et des dizaines d'autres civils, et fait plus de 3.490 blessés depuis son lancement.

Côté israélien, trois civils et 10 soldats ont été tués depuis le début de l'opération "Plomb durci", selon l'armée.

"Alors que les opérations militaires entrent dans leur troisième semaine, la situation des civils devient de plus en plus précaire", a averti le Comité international de la Croix-Rouge.

Un million de personnes vivent sans électricité, 750.000 sont sans eau et les hôpitaux fonctionnent grâce à des générateurs de secours qui risquent de s'arrêter en cas de manque d'essence, selon l'ONU.

M. Mubarak a proposé un plan prévoyant notamment "un cessez-le-feu immédiat pour une période limitée", permettant l'établissement de couloirs humanitaires et laissant le temps à l'Egypte d'oeuvrer pour un cessez-le-feu "global et définitif".

M. Abbas a estimé que l'initiative égyptienne constituait "un mécanisme" permettant l'application de la résolution de l'ONU, soulignant que quiconque la rejetait serait "responsable de l'effusion de sang".

Il a exhorté le Hamas à accepter "sans hésitation" le plan égyptien et a appelé au déploiement d'une force internationale à Gaza chargée de protéger les civils, ce que le Hamas rejette.

Depuis Damas, le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, a défié Israël l'accusant de perpétrer un "holocauste" et rejetant toute négociation d'une trêve "sous le feu".

Dans un discours à la télévision publique syrienne, M. Mechaal a assuré que l'armée israélienne n'avait "atteint aucun de ses objectifs" et écarté toute négociation sur un cessez-le-feu tant que l'opération israélienne se poursuivrait.

"Nous demandons en premier la fin immédiate de l'agression, puis le retrait immédiat des forces ennemies de Gaza et ensuite la levée du

siège de Gaza, car c'est ce siège injuste imposé depuis plusieurs années qui a mené à l'explosion dans la région", a-t-il lancé.

Il a exigé l'ouverture de tous les points de passage de la bande de Gaza. "Nous n'acceptons pas de négocier d'une trêve sous le feu dirigé contre nous".

Gaza : dimanche des manifestations dans le monde. (12.01)

AP - . De nouvelles manifestations ont été organisées dimanche dans de nombreux pays du monde arabe, d'Europe et d'Asie pour protester contre l'offensive israélienne, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes.

En Espagne, 100.000 personnes ont manifesté à Madrid et à Séville, exhortant Israël à "arrêter le massacre à Gaza". Des milliers de personnes ont aussi défilé contre l'offensive israélienne à Bruxelles -où des incidents ont donné lieu à une dizaine d'interpellations- et à Londres. En Italie, quelques milliers de personnes ont participé à des manifestations pro-palestiniennes à Rome, Naples et Vérone.

A Beyrouth, quelque 2.500 Libanais et Palestiniens se sont rassemblés pacifiquement dans le centre de la capitale libanaise, exhortant la communauté internationale à intervenir pour faire cesser l'offensive, alors qu'à Damas, plusieurs centaines de manifestants lançaient des insultes à l'encontre de l'Etat hébreu et des dirigeants arabes.

D'autres manifestations ont aussi été organisées à Karachi, où quelque 2.000 personnes ont manifesté, à Manille et à Tokyo.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants contre l'intervention israélienne. (18.01)

AFP 17.01 - Des dizaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois défilé samedi dans plusieurs villes de France pour réclamer la fin de l'intervention militaire israélienne à Gaza et l'arrêt du "massacre du peuple palestinien".

A Marseille le secrétaire général du rassemblement franco-palestinien pour la paix, Mustapha Mohammadi a estimé que "c'est un Oradour-sur-Glane, un Guernica, un Srebrenica qui se déroule devant les caméras et dans la passivité des Américains et des Européens".

Dans cette ville, les manifestants étaient 2.500 selon la police, 25.000 selon les organisateurs.

A Paris, la préfecture a dénombré 2.600 manifestants contre plusieurs dizaines de milliers selon les organisateurs dans un premier cortège alors qu'un autre organisé par le Parti des Musulmans de France (PMF), contre Israël et en faveur du port du voile, a réuni 450 personnes selon la police, 2.000 selon les organisateurs.

Dans la première manifestation, les forces de l'ordre ont utilisé des grenades lacrymogènes après que des manifestants eurent essayé de forcer une grille de l'Opéra Garnier. Plusieurs personnes ont été interpellées.

Une femme a été évacuée à la suite d'un malaise et la vitrine d'un restaurant McDonald's a été brisée.

A Nice, où le dernier rassemblement avait dégénéré, la préfecture avait décidé d'annuler la manifestation par crainte de "troubles à l'ordre public".

Mais cette décision n'a pas empêché des groupes de jeunes de s'en prendre à des commerces, des voitures et du mobilier urbain, selon la préfecture et la police.

Quatorze personnes étaient en garde à vue samedi soir.

A Grenoble, les manifestants (entre 4.000 et 2.900 personnes) ont défilé, aux cris de "Livni, Barak, c'est vous les terroristes !" ou "Israël terroriste, Europe complice !"

On pouvait lire sur les pancartes: "Respect de la synagogue mais boycott d'Israël", "Vive la Palestine et vive la résistance" ou encore "Hamis résistance".

A Nîmes, le rassemblement (entre 2 et 3.000 personnes) a réuni de nombreux collégiens, lycéens et des jeunes des quartiers défavorisés de la ville défilant au cri de "Silence, Israël assassine". A Montpellier, ils étaient environ 500, simulant "un cimetière des enfants martyrs de

Gaza".

De 2.500 à 4.500 personnes dont quelques membres de l'Union juive française pour la paix (UJFP) ont manifesté à Toulouse et, à Bordeaux, entre 1.600 et 8.000 personnes ont observé une minute de silence "pour tous les martyrs de Gaza et tous les martyrs du peuple palestinien depuis 60 ans".

Rose-Marie Lou, co-présidente du Comité Action Palestine (CAP), l'une des associations à l'origine de ce rassemblement a déclaré que "depuis trois semaines, Israël, un pays soi-disant démocratique, se livre à des massacres, c'est inacceptable".

Des défilés ont eu lieu à Lyon (3.000 personnes selon police et organisateurs), Annecy (1.500 selon les organisateurs), Limoges (550 selon la préfecture), Clermont-Ferrand (500), Roanne (entre 250 et 350), Dunkerque (entre 250 et 400), Angoulême, Agen ou Pau.

Dans le nord-ouest, ils étaient environ 3.000 (police) à Nantes à demander "Liberté, Paix, Justice pour le peuple palestinien". A Rennes, on dénombrait 650 manifestants selon la préfecture tandis qu'à Brest, ils étaient entre 400 et 1.000. En Basse-Normandie, il y eu 350 manifestants à Flers (Orne) selon police, 500 à 1000 selon les organisateurs. A Blois, ils étaient 500, selon la police et 800 à Tours.

Dans l'est, entre 500 et 1.000 personnes ont défilé à Strasbourg. A Mulhouse, organisateurs et police ont compté 1.500 manifestants.

Dans la plupart des cortèges, les partis de gauche (PCF, NPA, PS) étaient représentés ainsi que certaines associations comme la Ligue des Droits de l'Homme.

AP 17.01 - Des milliers de syndicalistes, défenseurs des droits de l'homme, artistes et autres représentants de la société civile tunisienne ont protesté samedi contre l'offensive israélienne et manifesté leur solidarité avec la population de Gaza.

Organisée à l'appel de la centrale syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), une première marche a rassemblé dans la matinée quelque 4.000 manifestants qui ont parcouru pendant plus d'une heure l'avenue Mohammed V, l'une des principales artères de Tunis, sous une forte escorte policière.

"Stop war against Gaza", "la normalisation (avec Israël) équivaut à un appui au sionisme", pouvait-on lire sur certaines banderoles, tandis que des slogans stigmatisaient "les régimes arabes, valets de l'impérialisme" aux cris de "honte à vous dirigeants (arabes), vous avez vendu Gaza pour des dollars".

Dans l'après-midi, plus de 2.000 défenseurs des droits de l'homme et autres cinéastes, musiciens, femmes et hommes de théâtre ont répondu à l'appel notamment de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), du Syndicat des journalistes tunisiens (SJT) et de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) pour dénoncer "les crimes de l'armée israélienne à Gaza".

"Halte au génocide", "les femmes tunisiennes solidaires avec les femmes palestiniennes", "les criminels sionistes doivent être jugés par le Tribunal pénal international", lançaient les manifestant(e)s qui appelaient au boycott d'Israël.

Trêve à Gaza, les forces israéliennes débutent leur retrait. (19.01)

Reuters - Le Hamas a annoncé dimanche un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, donnant une semaine à Israël pour se retirer de l'enclave quelques heures après la mise en place d'une trêve unilatérale par l'Etat juif.

Le Premier ministre Ehud Olmert a assuré que les Israéliens avaient "l'intention de quitter ce territoire le plus rapidement possible" dès qu'il n'y aurait plus de risques pour la sécurité d'Israël.

Selon la présidence française, ce retrait pourrait prendre moins d'une semaine, comme l'exige le Hamas. L'armée israélienne, indique-t-on de source militaire, a d'ailleurs commencé à se retirer dimanche soir de la bande de Gaza.

Six chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, dont Nicolas Sarkozy, ont rencontré dimanche soir Olmert à Jérusalem, après avoir participé à une conférence internationale à Charm el Cheikh à l'invitation du président égyptien Hosni Mubarak.

Ismail Haniyeh, dirigeant du mouvement islamiste Hamas dans la bande de Gaza, a affirmé quant à lui que l'offensive israélienne se soldait par un échec et n'avait pas fait plier les Palestiniens. "L'ennemi n'a pas atteint ses objectifs", a-t-il dit dans un discours retransmis par la télévision du Hamas.

Le responsable du Hamas au Caire, Ayman Taha, a précisé que le cessez-le-feu serait observé par tous les groupes palestiniens du territoire, mais des doutes naissent déjà sur la capacité du mouvement à le faire respecter.

Au moins trois roquettes ont été tirées après l'annonce du cessez-le-feu du Hamas, selon la police israélienne.

Le groupe islamiste palestinien avait dit plus tôt qu'il n'arrêterait pas sa "résistance" tant qu'Israël ne se retirerait pas de Gaza. Tsaahal a répliqué dimanche matin à 17 tirs de roquettes par deux attaques aériennes et a tué un civil palestinien près de Khan Younés.

UN SOMMET SANS LE HAMAS NI ISRAËL

Le mouvement islamiste palestinien s'est dit prêt dans un communiqué à "coopérer à tous les efforts, particulièrement ceux de l'Égypte, pour parvenir à un accord définitif qui satisferait nos revendications consistant en une levée permanente du blocus et l'ouverture de tous les points de passage".

Mais le Hamas n'a pas été invité au sommet réuni par l'Égypte à Charm el Cheikh et rassemblant une demi-douzaine de dirigeants européens, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, un représentant de la Ligue arabe et le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a critiqué les dirigeants mondiaux pour avoir exclu le Hamas du processus de paix et dit que l'Ouest était "responsable de cette situation".

Estimant qu'il fallait "consolider ce cessez-le-feu", Sarkozy a déclaré à Charm el Cheikh qu'un "sommet à vocation humanitaire" serait organisé par l'Égypte afin de permettre l'acheminement de l'aide aux victimes du conflit. Ce sommet devrait avoir lieu durant la première semaine de février et porter notamment sur la reconstruction de la bande de Gaza.

Les Etats-Unis, par la voix de leur secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, se sont réjouis de la trêve unilatérale d'Israël sans réclamer explicitement la fin du blocus, à l'inverse du Premier ministre britannique Gordon Brown, ni le retrait des troupes, contrairement à Ban ou Sarkozy.

Le président élu Barack Obama a promis d'accompagner Palestiniens et Israéliens sur le chemin de la paix et fait savoir qu'il s'exprimerait davantage après sa prestation de serment qui aura lieu mardi.

Le pape Benoît XVI, dans sa déclaration la plus ferme jusqu'ici sur la situation, a condamné la violence qui a tué "des centaines (...) de victimes innocentes".

"Si le cessez-le-feu tient, et j'espère qu'il tiendra, vous verrez les points de passage s'ouvrir et laisser passer une énorme aide humanitaire", a dit le porte-parole d'Olmert, Mark Regev, à la chaîne de télévision britannique Sky News.

Mais le blocus ne cessera pas selon lui tant que le soldat israélien Gilad Shalit, enlevé lors d'un raid transfrontalier en 2006, ne sera pas libéré par ses ravisseurs palestiniens.

ACCALMIE À GAZA

Les Gazaouis ont retrouvé leurs rues en ruines et parfois des morts après 22 jours passés dans des abris de fortune.

Au moins 1.300 Palestiniens, dont 700 civils, ont été tués depuis le début de l'offensive israélienne, selon les médecins gazaouis. Dix soldats et trois civils israéliens ont péri durant la même période.

Dans la ville de Beit Lahiya, les ambulances palestiniennes ont ramassé dans la matinée une centaine de cadavres, la plupart étant des activistes. Les policiers du Hamas étaient répartis très prudemment dans cette région où les combats continuaient de façon sporadique.

Selon le bureau palestinien des statistiques, 4.000 immeubles d'habitations ou simples maisons ont été réduits à l'état de décombres par les bombes israéliennes.

Olmert a affirmé samedi soir, après le vote du cabinet de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu unilatéral, que le Hamas serait "à nouveau surpris" s'il se lançait dans une offensive.

Il a aussi mentionné des accords avec l'Égypte appuyés par la communauté internationale pour empêcher le Hamas de réarmer.

Elections régionales de Hesse en Allemagne : scrutin largement favorable à Angela Merkel. (20.01)

La Tribune 18.01 -D'après les premiers sondages fournis par les télévisions, c'est le CDU, le parti de la chancelière allemande Angela Merkel, qui remporterait sans surprise les élections du lãnder de Hesse, l'un des plus riches du pays comprenant notamment Francfort, la capitale économique et financière.

La chaîne publique allemande ARD crédite ainsi pour l'instant l'Union chrétienne-démocrate de 37,5% des voix, soit une légère hausse par rapporte aux 36,8% remportés aux élections indécises voici un an. Les sondages, quant à eux, prévoient 41% des intentions de vote en faveur du CDU et prédisaient une dégringolade du parti social-démocrate SPD à 25%, contre 36,7% un an plus tôt.

Selon la chaîne, ce dernier n'aurait recueilli que 23,5% des suffrages. Le taux de participation -de 60%- est en revanche bien moins élevé qu'il y a un an (64%).

L'an dernier à la même époque, le résultat du vote avait été si serré qu'aucun des deux grands partis chrétien-démocrate ou social-démocrate n'avait pu former un gouvernement stable, ce qui explique ce nouveau scrutin. La CDU avait, en l'attente d'un nouveau scrutin, continué de diriger la Hesse à la tête d'un cabinet minoritaire. Or, ce scénario ne devrait pas se répéter car le parti des libéraux, le FDP aurait, toujours selon les projections de l'ARD, gagné près de 7 points par rapport à l'année dernière et réunirait 16,1% des suffrages. Un score qui devrait donc permettre à la CDU de constituer un gouvernement régional en Hesse. Toujours selon les projections de la chaîne de télévision publique, la CDU gagnerait un siège au parlement régional, avec 43 sur un total de 110 ; le SPD en perdrait 15, le FDP en conquiert sept de plus.

Quant aux Verts crédités de 14%, ils profitent de la déroute du SPD en gagnant sept sièges.

La Gauche, avec 5,1%, peut continuer de siéger au parlement de Hesse, puisqu'elle franchit le seuil des 5% indispensable pour cela.

Ce scrutin de ce dimanche 18 janvier qui comptait sur 4,4 millions d'électeurs, ouvre une série de 16 consultations électorales, - communales, régionales, présidentielle, et européennes- qui culminera avec les législatives du 27 septembre prochain.

Salvador: la gauche victorieuse, mais non majoritaire, vise la présidence. (21.01)

AFP 20.01 - L'ancienne guérilla de gauche du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) a proclamé sa victoire aux élections législatives de dimanche au Salvador en affichant pour ambition de remporter l'élection présidentielle du 15 mars.

Tout indique toutefois qu'elle devra trouver des alliés à l'Assemblée pour gouverner, comme le fait l'actuel président conservateur Elias Antonio Saca, faute de majorité absolue.

"Nous avons gagné la première manche, un gros travail nous attend aux côtés de Mauricio Funes et Salvador Sanchez Ceren", candidats à la présidence et à la vice-présidence du FMLN, a commenté Medardo Gonzalez, un dirigeant du FMLN.

"La présidentielle, nous allons la gagner", a assuré Mauricio Funes en "félicitant" le peuple du Salvador "pour avoir ouvert le chemin qui nous conduira à la victoire définitive le 15 mars".

La droite, représentée par l'Alliance républicaine nationaliste (Arena) de M. Saca, préside ce petit pays d'Amérique centrale depuis vingt ans.

Après dépouillement de près de 75% des bulletins, à 11H00 locales (17H00 GMT), le FMLN a obtenu 46,3% des suffrages aux législatives, contre 36,5% à l'Arena, selon le Tribunal suprême électoral (TSE).

Les autres formations sont très distancées, avec un total de 15%.

Selon les projections officieuses, le FMLN obtiendrait 37 députés (sur un total de 84), gagnant cinq sièges. L'Arena en perdrait un, à 33.

La gauche victorieuse n'aurait cependant pas la majorité absolue. Pour gouverner, il lui faudrait donc trouver des alliances avec les partis minoritaires, qui auraient 14 sièges, soit quatre de moins que dans la précédente législature.

Le FMLN qui s'est proclamé "première force politique du pays" a revendiqué la victoire dans au moins 85 des 262 municipalités du pays,

dont 5 des 14 préfectures. Il dirigeait 58 villes jusqu'alors.

Le FMLN perdrait toutefois la mairie de San Salvador, qu'il détient depuis 1997, au profit du candidat de l'Arena, Norman Quijano. Le candidat présidentiel Mauricio Funes a implicitement reconnu ce cuisant revers du FMLN en indiquant: "il faut attendre et respecter les résultats mais cela ne signifie pas qu'ils (la droite) ont gagné la présidentielle", a-t-il déclaré à ses partisans.

Au moins la moitié des 4,2 millions d'électeurs salvadoriens ont participé au scrutin, l'un des plus surveillés par des observateurs nationaux ou étrangers, depuis la fin de la guerre civile, en 1992. Les opérations de vote se sont déroulées sans incidents notables, selon les missions d'observation étrangères.

La campagne électorale avait donné lieu à des incidents, parfois violents.

Outre 17.000 policiers, plus de 2.000 observateurs avaient été déployés pour ces élections qui constituaient un test capital avant la présidentielle. Pour le moment, Mauricio Funes, ancien journaliste de télévision est donné favori par les sondages face au candidat de droite Rodrigo Avila.

Les ex-guérilleros avaient déjà gagné les législatives en 2003 mais ils avaient échoué à la présidentielle l'année suivante, face à M. Saca.

Aujourd'hui, ils ont adouci leur discours, basé sur le slogan du "changement dans la sécurité".

Les Etats-Unis, dont l'intervention avait été décisive en faveur du pouvoir actuel dans la guerre civile, officiellement terminée en 1992, et qui pèsent sur l'économie "dollarisée" du pays, sont directement intéressés par les résultats des législatives et de la présidentielle.

Mauricio Funes a déjà promis que le Salvador demeurerait un allié convaincu de Washington s'il devenait président, et non un "satellite" du Venezuela et des autres forces de gauche de la région, comme l'affirment ses adversaires de droite.

Stas assassiné en plein centre de Moscou. (21.01)

19 janvier 2009

Stas était de tous les combats, sur tous les fronts, à défendre les victimes des injustices, à propager ses idées, à voyager aux quatre coins de la Russie. Et toujours avec le sourire et la blague prête à partir. Jamais à se prendre au sérieux. Un copain, un camarade courageux, intelligent, simple et chaleureux. Pour des centaines et des centaines de militants de la plupart des régions de Russie.

Il a été assassiné, en plein centre de Moscou, en plein jour, d'une balle dans la tête. La seule envie après ça, c'est de crier et hurler, sa douleur, son indignation, sa colère ! Personne ne le rendra à la vie, mais les coupables et surtout les commanditaires doivent payer. C'est l'escalade ces derniers mois, trop de crimes et d'agressions, trop de sang versé, pourquoi ? Qui en Russie est persuadé que la lutte pour la justice peut ainsi être stoppée d'un coup de revolver ou d'un coup de batte de baseball ? C'est vraiment prendre les gens pour des idiots ou du bétail, ce que ne se gênent pas de faire publiquement quantité de hauts fonctionnaires et hommes politiques véreux. Ou alors c'est vouloir que dans ce pays, les conflits sociaux et politiques se règlent non pas devant les tribunaux ou dans les manifestations, mais le revolver au poing. Qui précipite la Russie dans une nouvelle ère de banditisme politique ? Qui ? Stanislav Markelov était de ceux qui s'étaient engagés corps et âme dans le combat pour la justice, en croyant jusqu'au bout aux armes du droit, de la solidarité, de l'information indépendante et du militantisme.

C'était un avocat, mais un avocat militant, et de gauche, en plus, qualité rare en Russie, si ce n'est unique. Un allié infatigable des mouvements sociaux. Les flics venaient vous arrêter en pleine nuit au lendemain d'une action antifachiste ou d'un blocage d'une tentative d'expulsion ? On pouvait appeler Stas, toujours prêt à prodiguer au moins conseils, si ce n'est à prendre le premier métro si l'affaire était sérieuse et dangereuse pour le soi-disant inculpé.

On parle surtout de ses activités en Tchétchénie. Depuis la première guerre en Tchétchenie il travaillait sans relâche pour que les coupables de crimes de guerre paient, et paient à la mesure de leurs actes. La dernière affaire en date, qui lui a sans doute valu d'être ainsi exécuté, concernait celle de la famille Koungaïev dont il s'était fait l'avocat. Leur petite fille Elza, a été violée et étranglée par le colonel Boudanov en mars 2000. Celui-ci a été condamné en 2003 à 10 ans de prison, mais a été relâché de façon anticipée le 15 janvier 2009. Markelov avait fait appel de cette décision devant la Haute Cour de justice. Il a été assassiné en sortant de la conférence de presse qu'il donnait à ce sujet, le 19 janvier.

Au-delà de la Tchétchénie, Stas était un fin connaisseur du Caucase, oeuvrant sans fin à la pacification de la région, à l'entente entre les peuples et au développement des initiatives citoyennes indépendantes. Entre autres, il a animé un débat à ce sujet au Forum social

européen de Malmö en septembre 2008, où il avait fait venir militants ingouches, géorgiens et ossètes pour un débat houleux mais fraternel et puissant symboliquement.

Il s'est énormément mobilisé dans le combat antifachiste, représentant dans les procès les militants antifachistes injustement accusés de meurtres ou d'agressions sur les fachistes (la police russe a la facheuse tendance de confondre fachistes et antifachistes et d'éprouver une certaine sympathie pour les premiers), plaidant pour les victimes des agressions fachistes, multipliant publications et interventions publiques contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et de fachisme.

Il défendait tous les militants sincères et menant le combat contre la corruption, pour le respect minimal des droits sociaux, écologiques, syndicaux. Il fut ainsi l'avocat de Mikhail Beketov, ce journaliste et militant du mouvement des habitants de la ville de Khimki en banlieue de Moscou, passé à tabac le 13 novembre et toujours au bord de l'agonie aujourd'hui.

Il participait aux Forums sociaux de Russie, aux manifestations des mouvements sociaux, mettant son savoir de juriste au service des militants, expliquant sans relâche comment se comporter devant les policiers, comment utiliser la législation à bon escient, comment faire respecter ses droits. Lors du dernier Forum social à Irkoutsk, début août 2008, il m'avait dit en avoir marre d'en être réduit à son rôle d'avocat et vouloir également participer aux débats politiques du mouvement, pour pouvoir exprimer ses idées et ses convictions.

Car c'était un homme de conviction. Un militant de gauche au sens noble du mot : pour la justice, l'autoorganisation, l'égalité entre les peuples, les hommes et les femmes. Contre le libéralisme ravageur et le capitalisme brutal régnant en Russie depuis les années 90 qui, selon lui, avait mené à la catastrophe politique et humaine des années 2000, notamment à la montée du fachisme et du banditisme politico-économique.

Pour qu'il n'y ait pas de confusion, et en mémoire de lui, je tiens à préciser qu'il n'avait rien à voir avec ceux qu'on appelle en Occident « l'opposition au Kremlin ». Il a toujours condamné cette « Autre Russie » de Kasparov et Limonov, accusant ses leaders d'être des droitiers libéraux, des fachistes méprisant le peuple.

La dernière fois qu'on s'est vu, c'était au rassemblement du 30 novembre à Moscou contre la série d'agressions que venaient de subir des militants du mouvement social et syndical (je faisais alors parti de la liste). Il a fait une intervention à la tribune condamnant ces attaques « contre la justice » et appelant les militants à organiser collectivement leur auto-défense. Il m'avait alors confié qu'il avait désormais peur de répondre au téléphone : « chaque fois que le téléphone sonne, j'ai peur qu'on m'apprenne qu'un nouveau camarade et ami a fait l'objet d'une agression ».

Aujourd'hui, Stas, personne ne t'appellera, mais on a tous reçu ce coup de téléphone assassin...

Carine Clément.

Carine Clément, sociologue, directeur de l'Institut de l'action collective à Moscou

source : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article12665>

En Islande les manifestations tournent à l'émeute. (23.01)

Reuters 22.01 - La perspective d'élections anticipées s'est confirmée jeudi en Islande, la ministre des Affaires étrangères du pays s'étant prononcée en ce sens tandis que, dans un contexte de crise qui frappe durement l'île, des manifestations tournaient à la violence.

L'Islande a basculé en octobre, victime de la crise économique mondiale qui a provoqué l'effondrement de sa monnaie et l'implosion de son système financier sous le poids des dettes contractées par ses banques.

Ingibjorg Gisladdottir, chef de la diplomatie islandaise et dirigeante du Parti social-démocrate islandais, l'une des composantes du gouvernement de coalition, a exprimé le souhait de voir organiser des élections anticipées au printemps. Mais elle s'est engagée à continuer de collaborer avec le Parti de l'Indépendance du Premier ministre Geir Haarde.

"Aucun des deux partis ne suspend l'activité du gouvernement de coalition et nous continuerons d'oeuvrer ensemble aussi longtemps que nous le pourrons, si je puis m'exprimer ainsi", a-t-elle dit à la radio nationale.

"Toutefois, je considère que des élections devraient avoir lieu ce printemps et, à mon retour dans mon pays, je m'appliquerai à ce que ce soit fait", a déclaré Gisladdottir, qui a suivi en Suède un traitement contre une tumeur au cerveau.

Haarde, que son opposition à un scrutin anticipé met en porte-à-faux avec plusieurs responsables de son parti, s'est montré jusqu'ici résolu à rester malgré la chute de popularité de son gouvernement. A ses yeux, des élections anticipées ne feraient qu'entraver les efforts mis en oeuvre pour stabiliser l'économie.

Les prochaines élections législatives ne sont censées avoir lieu qu'en 2011. Les services de Haard ont refusé de commenter les perspectives électorales jusqu'ici mais ont fait savoir que le Premier ministre ferait une déclaration vendredi.

Des manifestations ont lieu régulièrement le samedi depuis que la crise a éclaté, mais cette semaine il y en eu chaque jour depuis mardi. L'une d'elles a tourné à la violence jeudi et la police a dû faire usage de gaz lacrymogènes pour la première fois depuis l'adhésion du pays à l'Otan en 1949.

Prochain référendum à Berlin sur l'enseignement religieux. (23.01)

LeMonde.fr 22.01 - L'instruction religieuse va-t-elle être inscrite au programme des écoles publiques berlinoises ? Soutenue par les Eglises protestante et catholique de la capitale allemande, l'association Pro Reli en a fait son cheval de bataille. Elle réclame que les élèves puissent avoir le choix entre des leçons d'éthique, les seules obligatoires actuellement, ou des cours de religion, organisés séparément pour chaque confession.

Les Berlinoises seront appelés aux urnes pour trancher cette question. Pro Reli est parvenue à recueillir plus de 180 000 signatures à sa pétition. Ce nombre est suffisant pour contraindre le Sénat de Berlin à convoquer un référendum local. Les militants de l'association n'ont pas ménagé leur peine : pendant près de quatre mois, ils ont multiplié les distributions de tracts, les spots à la radio et les envois massifs de courriels. Leur démarche a reçu le soutien d'organisations juives et musulmanes et de certaines personnalités politiques.

25 % DES INSCRITS

Le débat a largement gagné l'opinion en Allemagne, où les Eglises chrétiennes sont des acteurs de poids de la vie sociale et politique. Dans la quasi-totalité des Länder, l'enseignement religieux est d'ailleurs une matière officielle, incluse dans le système de notation au même titre que l'histoire ou les mathématiques. Berlin fait exception. Les cours de religion y sont facultatifs depuis la fin de la guerre.

Gouvernée par une coalition de gauche, la ville-Etat a choisi d'imposer au collège un cours d'éthique, plus proche de l'instruction civique. Elle a rendu cet enseignement obligatoire en 2006, quelques mois après la découverte d'un terrible fait divers : un 'crime d'honneur' commis par un jeune Turc à l'encontre de sa soeur. 'L'objectif du cours d'éthique est de rassembler des élèves de différentes origines pour réfléchir sur des thèmes tels que l'identité et l'amitié, la violence et la tolérance', explique Jens Stiller, porte-parole de la municipalité.

Les Tchèques reportent encore la ratification du traité. (23.01)

LeMonde.fr 22.01 -Le traité de Lisbonne n'est décidément pas pour demain. Au blocage des Irlandais, qui doivent se prononcer à nouveau par référendum, et à celui du président polonais Lech Kaczynski, qui refuse d'apposer sa signature, s'ajoute celui du Parlement tchèque.

Mirek Topolánek, le premier ministre tchèque, avait d'abord assuré que le traité serait ratifié dans son pays avant le début de sa présidence de l'Union européenne, le 1er janvier ; puis que les députés se prononceraient lors de la première session parlementaire, à partir du 3 février.

Tout est à nouveau reporté. Les parlementaires de l'ODS, le Parti libéral-conservateur de M. Topolánek, ainsi que les communistes, ont bloqué les travaux des commissions des affaires étrangères et des lois, réunies mardi 20 et mercredi 21 janvier. Elles ne devraient reprendre l'étude du traité que le 15 février, ce qui permettrait, dans le meilleur des cas, une ratification lors de la session du mois de mars.

"*La politique d'obstruction des députés de l'ODS est scandaleuse et inacceptable !*", déclare au Monde Katerina Jacques, députée des Verts et membre de la commission des affaires étrangères. "*Ce non-respect de l'engagement de la République tchèque de ratifier le traité de Lisbonne le plus tôt possible discrédite le pays aux yeux de nos partenaires européens*", estime-t-elle à l'issue de cette réunion "houleuse".

'PLAISANTERIE'

Le rôle de M. Topolánek est ambigu vis-à-vis du traité de Lisbonne. Plus pragmatique que l'europhobe président de la République, Vaclav Klaus, il cherche à ménager la chèvre et le chou : les eurosceptiques de son parti et ses partenaires européens. Officiellement favorable à

la ratification, il a pourtant déclaré devant le Parlement européen, le 14 janvier : *"Le traité de Lisbonne est pire que le traité de Nice (actuellement en vigueur) : c'est ainsi que je le vois à titre personnel. J'ai négocié et signé le traité, nous l'avons approuvé et je voterai au Parlement (tchèque). Mais l'idée que nous devrions dire à tous les Etats membres qu'ils sont tenus de ratifier le document est absurde"*.

La Bolivie nationalise une société pétrolière argentino-britannique . (24.01)

AFP 23.01 -Le président bolivien Evo Morales a nationalisé vendredi l'entreprise pétrolière Chaco, gérée par la société Panamerican Energy (PAE), à capitaux argentins et britanniques, à deux jours d'un référendum populaire sur la nouvelle Constitution du pays.

"Petit à petit nous récupérons nos entreprises", a déclaré M. Morales, à l'occasion de la cérémonie publique qui s'est tenue dans les bureaux du groupe Chaco, dans la localité de Entre Ríos, dans le département de Cochabamba (centre), où il a signé le décret de nationalisation.

PAE a réagi en déclarant qu'il "défendrait devant toutes les instances ses intérêts légitimes".

"Panamerican Energy confirme sa volonté de poursuivre les efforts qui permettent d'aligner ses intérêts légitimes -- qu'elle défendra devant toutes les instances -- sur les objectifs et les intérêts de la Bolivie", a déclaré le groupe dans un communiqué.

"PAE a fait preuve tout au long de ces dernières années de son engagement en faveur de la Bolivie et de l'intégration énergétique régionale encouragée par son gouvernement", a plaidé le groupe.

"L'effort d'investissement de l'entreprise pétrolière Chaco a fait de la compagnie une pièce clé pour augmenter la livraison de gaz naturel à destination du marché intérieur bolivien, ainsi qu'à l'exportation, en particulier vers l'Argentine", a poursuivi PAE.

Le président Morales avait déjà annoncé la nationalisation de Chaco le 1er mai 2008 avant d'ouvrir une phase de négociations avec Panamerican Energy sur les conditions de transfert de la totalité des actions en vue de prendre le contrôle total de l'entreprise.

Evo Morales a fait irruption avec des militaires dans les bureaux de Chaco en se plaignant que "les entreprises pétrolières ne respectent pas les normes boliviennes". Le président a ajouté que son gouvernement "respecterait les investissements privés, si on respecte les normes boliviennes".

Cette mesure survient à deux jours d'un référendum populaire pour l'adoption ou le rejet d'une nouvelle Constitution plus étatiste et indigéniste voulue par sa majorité.

La compagnie publique des hydrocarbures YPFB prendra le contrôle de 99% des actions de Chaco, qui travaille en Bolivie dans l'exploration et l'exploitation de gisements, gère une compagnie d'électricité et une usine de distribution de gaz naturel et de gaz dérivé du pétrole.

La compagnie Chaco, qui a depuis plusieurs années un contentieux juridique avec l'Etat bolivien, n'est pas parvenu à un accord, rappelle-t-on dans les milieux pétroliers.

La plupart des compagnies pétrolières étrangères opérant en Bolivie ont reporté leurs investissements dans l'exploration et l'exploitation de gisements de gaz. Elles se contentent de faire de la maintenance pour leurs installations existantes, explique la Chambre bolivienne des Hydrocarbures de Santa Cruz (est), la région la plus riches de Bolivie.

Les compagnies pétrolières critiquent régulièrement le manque de sécurité juridique depuis l'arrivée au pouvoir en 2006 du président de gauche.

La Bolivie possède les deuxièmes réserves de gaz d'Amérique du sud après celles du Venezuela.

Berlusconi envisage de déployer 30.000 soldats dans les rues (25.01)

Reuters 24.01 - Réagissant à une série de viols, le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, annonce que le nombre de soldats patrouillant dans les rues des villes de la péninsule pourrait être multiplié par dix, portant leurs effectifs à 30.000.

Trois viols sordides ont été commis depuis le début de l'année à Rome, replaçant la lutte contre la criminalité au coeur du débat politique italien.

Berlusconi, revenu au pouvoir en avril dernier en partie sur ses promesses en matière de sécurité, a ordonné à l'armée de participer à la lutte contre la criminalité, déployant rapidement 3.000 soldats dans les rues des grandes villes d'Italie.

Samedi, il a déclaré que son gouvernement étudiait la possibilité de multiplier leur nombre par dix.

Mais pour la gauche italienne, la stratégie suivie par Berlusconi a échoué et Marco Minniti, porte-parole de l'opposition pour les questions relatives au ministère de l'Intérieur, a jugé que la mobilisation "sans précédent" de l'armée revenait à mettre en oeuvre "un état de siège".

Des syndicats policiers se sont également interrogés sur l'opportunité de recourir à l'armée. "Il ne suffit pas de mettre des soldats dans les rues pour combattre la criminalité. Le crime, surtout le crime organisé, se combat par des renseignements et des investigations", a dit Nicola Tanzi, du syndicat SAP.

Commentaire : 10 fois plus que 3.000, revient à mettre en oeuvre "un état de siège", 10 fois plus que 30.000 revient à mettre en oeuvre une dictature.

Des milliers d'Islandais dans la rue malgré l'annonce d'élections anticipées. (25.01)

AFP 24.01 - L'annonce d'élections anticipées n'aura pas apaisé le courroux des Islandais qui étaient encore des milliers à manifester samedi, réclamant la démission immédiate du gouvernement au plus bas dans les sondages. Plus de cinq mille personnes étaient rassemblées à Reykjavik peu avant 18H00 GMT, a constaté une journaliste de l'AFP.

Il s'agit de la manifestation la plus importante depuis novembre, selon les organisateurs qui ne décolèrent pas depuis l'effondrement de l'économie du pays nordique en octobre et malgré les promesses faites vendredi par le Premier ministre conservateur, Geir Haarde, de redresser le pays.

"C'est bien d'organiser des élections mais ce n'est pas suffisant", a résumé Hildur Valsdottir, la cinquantaine, au chômage comme nombre de ses compatriotes.

Les manifestants ont scandé "Nouvelle République!". La plupart portait des vêtements orange, couleur symbolisant leur volonté de rester pacifistes après des incidents cette semaine.

"Nous voulons une nouvelle république, une nouvelle constitution. Sur le papier, cela paraît bien mais dans les faits il n'y a pas de séparation entre l'exécutif et le judiciaire", a dit à l'AFP une infirmière d'une soixantaine d'années, sous couvert d'anonymat, allusion aux décisions prises à la hâte par le gouvernement au début de la crise, en particulier la privatisation des trois grandes banques.

L'Islande, petite île de 320.000 habitants non membre de l'Union européenne, qui avait basé sa prospérité sur un secteur bancaire hypertrophié, a vu son économie terrassée par la crise internationale à l'automne.

Depuis octobre, des manifestations rassemblant entre plusieurs centaines et quelques milliers de personnes sont organisées chaque week-end dans la capitale islandaise.

Cette semaine, la colère est montée d'un cran avec des rassemblements quotidiens devant le Parlement émaillés d'incidents.

Pour éviter les débordements, les organisateurs ont appelé samedi à la fin du rassemblement à 20H00 GMT.

Le mandat du gouvernement, qui réunit le Parti de l'indépendance (conservateur) et le parti social-démocrate, devait s'achever en 2011. Mais le Premier ministre Geir Haarde, 57 ans, a annoncé vendredi des législatives anticipées le 9 mai.

Il a en outre déclaré qu'il ne se représenterait pas pour des raisons de santé.

La grande incertitude samedi était de savoir si la coalition pouvait résister à ces développements. Les tractations ont par ailleurs commencé. Ingibjorg Solrun Gisladdottir, la dirigeante du parti social-démocrate et actuelle ministre des Affaires étrangères, devait rencontrer le chef du gouvernement, selon la radio publique.

Celle-ci avait affirmé jeudi qu'elle souhaitait que les deux partis restent unis.

Mais cette rencontre intervient alors que la cote du gouvernement s'est effondrée au profit du parti Gauche-Verts (écologistes de gauche), qui dispose désormais du plus large soutien, selon un sondage.

Selon cette enquête, publiée samedi par le quotidien Frettabladid, 20,3% des Islandais approuvent l'action du gouvernement de coalition islandais, contre 31,6% en novembre et 71,9% en février 2008.

Le parti de l'Indépendance ne recueillerait plus que 22,1% des suffrages, contre 36,6% lors des élections de mai 2007. Quant au parti social-démocrate, il ne recueille plus que 19,2% contre 33,69% en novembre.

Le parti Gauche-Verts est en revanche crédité de 32,6% d'intentions de vote contre 27,8% en novembre et alors qu'il n'a recueilli que de 14,3% des suffrages aux dernières élections.

Ce sondage a été réalisé par téléphone par Frettabladid jeudi soir auprès de 800 personnes de plus de 18 ans.

Le pape réintègre dans l'Église un évêque négationniste. (25.01)

Reuters 24.01 - Le pape a réhabilité l'évêque traditionaliste Richard Williamson, qui soutient les thèses révisionnistes niant la Shoah, en dépit des mises en garde de représentants juifs sur les conséquences pour les relations entre les catholiques et leur communauté.

Benoît XVI a promulgué un décret levant l'excommunication des quatre évêques traditionalistes de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X - parmi lesquels Mgr Williamson - prononcée en 1988 parce qu'ils avaient été sacrés sans l'accord du Saint-Siège.

La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, hostile aux innovations introduites par le Concile Vatican II au début des années 1960, revendique environ 600.000 fidèles. Elle a été fondée en 1970 par l'évêque français Marcel Lefebvre, décédé en 1991. Ce dernier avait sacré des évêques à Ecône (Suisse) sans autorisation du Vatican en juin 1988.

Le pape, qui souhaitait mettre fin à vingt ans de schisme "lefebvrisme", avait fait plusieurs gestes envers les traditionalistes, comme ses initiatives en faveur de la réintroduction du rite traditionnel tridentin, en latin.

Le Vatican précise que les excommunications ont été levées après que les évêques eurent donné l'assurance qu'ils acceptaient les enseignements de l'Église et l'autorité du pape.

Mgr Williamson, qui est d'origine britannique, a contesté à plusieurs reprises l'extermination de six millions de Juifs et l'existence de chambres à gaz homicides dans les camps de concentration nazis, admises par la plupart des historiens.

Mercredi, il avait déclaré à la télévision suédoise qu'il n'y avait "pas eu de chambres à gaz" et que le nombre de Juifs exterminés dans les camps de concentration se situait entre 200.000 et 300.000.

"Nous n'avons pas l'intention de nous ingérer dans les affaires intérieures de l'Église catholique, cependant, l'empressement avec lequel un négationniste a été ramené dans l'Église jettera une ombre sur les relations entre les juifs et l'Église catholique", a dit à Reuters le représentant d'Israël au Vatican, Mordechai Lewy.

Rappelant que Jean Paul II avait qualifié l'antisémitisme de péché contre Dieu et contre les hommes, le rabbin David Rosen, chargé des relations interreligieuses au sein du Comité juif américain, a estimé qu'"en accueillant dans l'Église catholique un négationniste sans rétractation de sa part, le Vatican se moque du geste de Jean Paul II, de sa répudiation et de sa condamnation de l'antisémitisme".

DÉCRET SANS LIEN AVEC LES OPINIONS EXPRIMÉES

Dans son interview à la télévision suédoise, l'évêque avait dit: "Je crois que les preuves historiques condamnent sans ambiguïté la thèse selon laquelle six millions de personnes ont été tuées dans des chambres à gaz sur décision politique d'Adolf Hitler."

Interrogé sur ces propos, le père Federico Lombardi, porte-parole principal du Saint-Siège, a dit qu'ils étaient "entièrement étrangers" à la levée des excommunications.

"Cet acte concerne la levée des excommunications, un point c'est tout", a déclaré Lombardi. "Cela n'a rien à voir avec les opinions personnelles d'une personne, qui peuvent être critiquées mais n'ont aucun rapport pertinent avec ce décret."

Elan Steinberg, vice-président du Rassemblement américain des survivants de l'Holocauste et de leurs descendants (American Gathering of Holocaust Survivors and their Descendants), avait déclaré à Reuters avant la promulgation du décret: "Pour le peuple juif et tous ceux qui ressentent la douleur des années terribles de la Shoah, un tel événement porte un coup sévère au dialogue entre les religions et encourage les semeurs de haine à travers le monde."

Commentaire : Berlusconi envisage de mettre 30.000 militaires dans les rues de Rome, au même moment le pape réhabilite les chemises brunes de l'Eglise catholique : normal ils se complètent.

Démission du Premier ministre islandais. (27.01)

Reuters 26.01.

Le Premier ministre islandais, Geir Haarde, a annoncé lundi qu'il remettrait sa démission dans la journée à la suite de la dislocation de sa coalition avec les sociaux-démocrates, emportée par la crise économique.

L'Islande, qui était encore classée en 2007 parmi les pays les plus riches de la planète, a été frappée de plein fouet par la crise financière en octobre dernier, provoquant l'effondrement de son système bancaire et la chute de sa devise, la couronne.

"Je regrette vraiment que nous ne puissions maintenir cette coalition. Je crois que cela aurait été le meilleur résultat", a dit à la presse le chef du gouvernement, qui souffre d'une tumeur à l'oesophage.

La ministre social-démocrate des Affaires étrangères, Ingibjorg Gisladdottir, citée le plus souvent comme premier ministrable, a fait savoir qu'elle n'était pas candidate pour le poste et qu'elle allait prendre un congé d'un mois ou deux. Elle souffre d'une tumeur au cerveau.

Elle a suggéré que sa collègue des Affaires sociales, Johanna Sigurdardottir, également social-démocrate, soit nommée chef du gouvernement.

Vendredi, Geir Haarde, chef de file du Parti de l'indépendance, avait proposé la tenue d'élections anticipées le 9 mai prochain.

Mais il est peu probable que l'opinion publique, excédée par l'effondrement de l'économie nationale, soit disposée à attendre le printemps pour se prononcer dans les urnes.

Les manifestations en plein hiver nordique n'ont pas cessé depuis l'annonce de la faillite des principales banques du pays, particulièrement exposées aux subprimes et au blocage du marché du crédit.

PROFOND REJET

Des milliers de manifestants avaient réclamé samedi devant l'Althing, le Parlement national, la démission immédiate du gouvernement et exigé des élections.

A l'annonce de la démission de Haarde, des opposants se sont rassemblés devant le parlement. Ils ont célébré l'événement à coups de klaxon et par un concert improvisé d'ustensiles de cuisine.

Les derniers sondages montrent un profond rejet de la coalition au pouvoir et une montée en puissance de l'alliance entre les Verts et la gauche.

"Il est clair que la gauche fera un très bon score aux élections. Le verdict du peuple islandais, c'est qu'il veut voir le gouvernement actuel écarté du pouvoir", estime Lars Christensen, responsable des marchés émergents à la Danske Bank.

Pour continuer à faire équipe avec la droite, les sociaux-démocrates auraient demandé d'amender la constitution pour autoriser l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Union européenne avant les prochaines élections.

Emeutes à Madagascar: 68 morts depuis lundi, plus de 80 selon Paris. (29.01)

AFP 28.01.

Au moins 68 personnes sont mortes à Madagascar depuis lundi lors d'émeutes et de pillages liées aux manifestations appelées par le maire de la capitale contre le régime, a indiqué mercredi à l'AFP un haut responsable de la gendarmerie malgache.

Mais à Paris sur la chaîne de télévision privée LCI, le secrétaire d'Etat français à la Coopération et à la Francophonie, Alain Joyandet, a fait état de 80 morts.

"Il y a maintenant plus de 80 morts en quelques jours, donc la situation est très préoccupante", a déclaré M. Joyandet.

Le haut responsable de la gendarmerie malgache a toutefois indiqué que le calme était revenu. "Ce soir, la situation est calme dans le pays", a dit ce dirigeant s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Selon lui, la majorité des victimes est morte lundi et dans la nuit de lundi à mardi.

Selon son décompte, dans la capitale, 42 personnes ont péri, dont 30 -contre 25 annoncé précédemment- dans l'incendie d'un centre d'achats dont la toiture s'est effondrée sur des pillards.

A Toliara, sur la côte sud-ouest de l'île, les forces de l'ordre ont recensé 16 morts, dont 11 victimes d'une "électrocution", indique ce haut responsable qui n'a pas fourni de précision sur les causes de cette électrocution.

Des troubles ont également fait 4 morts à Antsirabe, 2 à Fianarantsoa (centre), 2 à Toamasina (côte est), 1 à Sambava (côte nord-est) et 1 à Mahajanga (côte ouest), a-t-il ajouté.

"Il y a un couvre-feu dans toutes les régions soit-disant chaudes", a indiqué ce responsable sans les nommer. Cette mesure a été décrétée par les autorités locales, selon lui.

M. Joyandet a indiqué que "tout était possible dans ce genre de situation car il y a beaucoup de manifestants, plusieurs de dizaines de milliers", en se disant "préoccupé" notamment pour la sécurité des quelque 20.000 Français installés dans cette ancienne colonie française.

Le président Ravalomanana a accusé mercredi auprès de l'AFP le maire d'être "l'initiateur des troubles", en ayant visité les locaux de la radio nationale malgache, incendiés par des émeutiers lundi.

Les deux hommes entretiennent des rapports tendus depuis l'élection du maire en décembre 2007 comme candidat indépendant.

Le bras de fer s'est nettement durci depuis la fermeture par le gouvernement le 13 décembre 2008 de la télévision privée de M. Rajoelinau, "Viva", qui avait diffusé une interview de l'ex-président en exil Didier Ratsiraka.

"TGV", surnom du maire à Madagascar, fustige aussi l'absence de liberté d'expression et de démocratie dans la Grande Ile et la "spoliation" des terres malgaches dans un colossal projet agricole mené par le Sud-Coréen Daewoo.

Le scandale de l'Erminegate' met en lumière des pratiques douteuses des Lords britanniques (31.01)

LeMonde.fr 28.01.

L'Erminegate' - cette affaire de trafic d'influence au sein de la Chambre des lords révélée dimanche 25 janvier par le Sunday Times - a mis les projecteurs sur le fonctionnement opaque de l'institution. Des journalistes de l'hebdomadaire dominical, qui se sont fait passer pour les intermédiaires d'une entreprise de Hongkong, ont trouvé quatre Lords travaillistes prêts à défendre leurs intérêts (Lord Truscott, Lord Snape, Lord Moonie et Lord Taylor of Blackburn), contre des sommes allant de 24 000 livres (25 500 euros) à 120 000 livres (128 000 euros). 'Des entreprises sont prêtes à me rémunérer 100 000 livres par an. Ce n'est pas cher payé', leur a dit Lord Taylor of Blackburn. 'Il faut me donner faim pour me convaincre de travailler pour vous', a ajouté l'ancien consultant de British Aerospace.

Est-ce parce que la Chambre des lords s'oppose plus souvent aux projets gouvernementaux que celle des Communes - depuis 1997, elle l'a fait à 489 reprises quand les députés n'ont mis l'exécutif en échec que quatre fois - que les lobbyistes y tentent leur chance ? Ou parce

que le règlement de la Haute Assemblée leur laisse un espace ? Certes, le 'code de conduite' de 2002 interdit aux Lords toute rémunération pour 'l'utilisation de leur influence parlementaire'. Mais il autorise l'activité de conseil, tant que celle-ci n'interfère pas avec les travaux législatifs et qu'elle est signalée à l'administration.

Le lobbying à Westminster aussi est permis. Les revenus qu'il occasionne doivent être déclarés, contrairement à ceux issus du conseil non parlementaire, et le Lord lobbyiste ne peut participer aux débats parlementaires qui concernent ses clients. En revanche, rien ne l'empêche d'y participer lorsque les débats concernent des clients de l'entreprise de lobbying pour laquelle il travaille, mais qui ne sont pas ses propres clients.

Celui qui veut se glisser dans les brèches de ce texte n'a pas loin à chercher, d'autant que les contrôles sont rares. Lord Taylor of Blackburn s'est ainsi déclaré consultant non parlementaire de la société de services financiers Experian, dont il a pourtant assuré au Sunday Times avoir servi les intérêts au Parlement. Et, à la question des journalistes qui voulaient savoir si, pour ce faire, il avait lui-même amendé un projet de loi, il s'est exclamé : 'Non. Ce serait stupide. Ce qu'il faut faire, c'est discuter avec les parlementaires qui travaillent sur le texte.

Chine: environ 26 millions de travailleurs migrants sans emploi. (03.02)

AP - 02.02.

La crise économique mondiale est durement ressentie dans les campagnes pauvres chinoises, où des millions de migrants sont rentrés après avoir perdu leur travail à l'usine. D'après les estimations communiquées lundi par le gouvernement chinois, près de 26 millions d'ouvriers venus des zones rurales se retrouvent aujourd'hui sans emploi.

Selon une récente étude du gouvernement, un peu plus de 15% des 130 millions de travailleurs migrants, soit environ 20 millions, sont revenus chez eux et n'ont plus de travail, a rapporté Chen Xiwen, directeur du Bureau dirigeant central du travail rural, une instance consultative gouvernementale. Et entre cinq et six millions de nouveaux migrants entrent chaque année sur le marché du travail, a-t-il ajouté.

"Donc, si nous additionnons ces chiffres, nous avons environ 25 à 26 millions de travailleurs migrants des zones rurales" qui ont dû mal à trouver du travail, a-t-il expliqué.

La veille, Pékin avait averti que ce serait "probablement l'année la plus dure" de la décennie et appelé au développement des zones rurales pour contrer les conséquences de la crise.

"Le gouvernement ne doit pas rester sans rien faire et décevoir les agriculteurs", souligne Liu Shanying, un chercheur en sciences politiques de l'Académie chinoise des sciences sociales. "S'ils sont sans emplois pendant longtemps, ce sera une bombe à retardement".

Avec la crise, les usines chinoises font face à une baisse de la demande mondiale en jouets, chaussures et matériels électroniques chinois. Des millions de travailleurs migrants ont ainsi perdu leur travail et tentent désormais de survivre dans les campagnes, une perspective inquiétante pour un gouvernement soucieux d'éviter des troubles sociaux.

La gravité de la situation sera sans doute plus nette dans les semaines à venir, quand les ouvriers reviendront chercher du travail après avoir passé les fêtes du nouvel an chinois avec leurs familles à la campagne.

Déjà, les agences qui mettent en relation les migrants et les usines signalent une baisse de la demande. Dans la province de Shenzhen, dans le sud du pays, l'un des centres industriels de la Chine, Zhang Quanshou, directeur de l'une de ces agences, explique que les demandes des usines en main d'oeuvre ont baissé de moitié par rapport à l'an dernier.

"Les commandes sont en baisse donc il y a comparativement, moins de travail pour les travailleurs comparativement", expliquait-il lundi alors qu'une foule d'ouvriers venus de la province agricole du Henan, remplissait des formulaires dans son agence.

Dans les campagnes, le travail a toujours été rare et les travailleurs migrants apportent 65% des revenus d'une famille rurale moyenne, selon une recherche de la Banque populaire de Chine.

A Nagoya, fief de Toyota, les travailleurs précaires sont les premières victimes. (03.02)

LeMonde.fr - 02.02.

Au sein de l'industrie japonaise, fer de lance d'une économie qui a connu six années de croissance entre 2002 et 2008, les difficultés de Toyota font figure de symbole des risques économiques et sociaux qui menacent l'Archipel. Confronté à d'importantes baisses des ventes, le constructeur multiplie les fermetures dans ses douze usines du Japon. Trois jours en janvier, 11 en février et mars.

Dans son fief de Nagoya, l'heure est au 'Toyota shock'. 'Dans la région, on ne vit que par les activités du constructeur', rappelle Yoshihiko Uchida, de la Chambre de commerce locale. Toute l'activité souffre de la chute de ses performances. Les compagnies aériennes suppriment les vols, hier remplis avec les personnels du constructeur et de ses sous-traitants, au départ de Nagoya.

Plus grave, les réductions de personnel s'accroissent. Les salariés à temps partiel, en intérim ou à durée déterminée, sont les premiers touchés. Toyota en employait 9 000 fin mars 2008. En mars 2009, ce chiffre devrait tomber à zéro.

Le problème de Nagoya illustre celui de tout l'Archipel, où les précaires représentent 34,5 % des actifs, contre 23,6 % en 1998. Quelque 124 800 d'entre eux ont perdu leur emploi depuis octobre 2008 et ce nombre pourrait atteindre 400 000 fin mars.

Ces départs se traduisent par une ruée dans les agences du réseau public d'aide au retour à l'emploi Hello Work. Leur fréquentation aurait bondi de 20 % en décembre, sur un an. Certains viennent même s'ils ont du travail. 'Mon entreprise peut renvoyer les gens n'importe quand', s'inquiète un routier venu consulter à Tokyo.

DE NOMBREUX SANS-ABRI

Pour ces précaires, la situation peut vite devenir cauchemardesque. 'Leur salaire horaire équivaut à 60 % de celui d'un salarié en CDI, explique Kazuya Ogura, de l'Institut japonais pour la politique du travail et la formation. Ils n'ont le plus souvent aucune couverture sociale ou assurance chômage.' Beaucoup sont logés par leurs employeurs. Renvoyés, ils se retrouvent sans abri. Les 24 centres d'accueil de chômeurs du pays sont saturés depuis décembre.

GB : les grèves contre les travailleurs étrangers se poursuivent (03.02)

AFP - 02.02.

Des centaines d'employés temporaires de sites énergétiques ont continué à faire grève lundi à travers tout le Royaume-Uni, pour protester contre l'emploi de travailleurs étrangers, malgré l'appel du gouvernement et de l'opposition à cesser le mouvement.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Peter Mandelson, a indiqué lundi devant le Parlement que la production n'était pas perturbée.

Plusieurs nouveaux sites ont imité lundi la vingtaine d'autres entrés dans l'action vendredi, dont les employés intérimaires de deux centrales nucléaires, Sellafield et Heysham, dans le nord-ouest.

Les syndicats ont appelé leurs membres du secteur du bâtiment à se joindre au mouvement, destiné à l'origine à protester contre l'emploi par un sous-traitant italien de Total de plusieurs centaines d'Italiens et de Portugais sur un projet d'extension de la centrale de Lindsey (est de l'Angleterre), troisième raffinerie du pays où Total emploie déjà 550 personnes et entre 200 et 1.000 intérimaires.

Les grévistes estiment qu'ils auraient pu être tout aussi qualifiés pour ce travail.

Les dirigeants de Total et des représentants des syndicats et du sous-traitant devaient se rencontrer dans la journée, autour d'un médiateur.

Le Premier ministre Gordon Brown a qualifié de "contre-productives" ces grèves, tout en disant "comprendre l'inquiétude des gens quant à leur emploi".

Le ministre du Commerce, Peter Mandelson, a insisté sur le fait que Total s'était publiquement engagé à ne faire aucune discrimination contre les travailleurs britanniques. Il a estimé que "cela devrait rassurer les gens et faire cesser ces grèves non officielles". Il a promis cependant que le gouvernement ferait appliquer la loi s'il s'avérait que celle-ci avait été bafouée.

Mais il a rappelé aussi devant le Parlement que "300.000 entreprises britanniques travaillaient en Europe hors du Royaume-Uni" et il a défendu les règles économiques d'échange en vigueur dans l'Union européenne, indiquant qu'il était "important de respecter et de garantir" ce principe.

Le ministre du Commerce du gouvernement fantôme conservateur, Kenneth Clarke, a lui aussi indiqué "comprendre que les gens soient anxieux pour leur travail". "Mais je ne pense pas que ce soit la meilleure façon de le démontrer", a-t-il dit.

Alstom, qui emploie également des ouvriers au Royaume-Uni, s'est défendu comme Total de toute discrimination envers les ouvriers britanniques.

Le syndicat Unite, derrière ce mouvement, a estimé que le gouvernement "ne comprenait pas les problèmes fondamentaux dans cette affaire".

"Il ne s'agit pas des ouvriers d'autres pays européens travaillant au Royaume-Uni ou de sous-traitants étrangers obtenant des contrats au Royaume-Uni, mais d'employeurs qui empêchent les travailleurs britanniques de postuler même à ces contrats", a-t-il indiqué.

Le Fonds monétaire international (FMI) a prédit le mois dernier que le Royaume-Uni connaîtrait la pire contraction (-2,8%) du PIB de tous les grands pays industrialisés en 2009.

Commentaires. J'ai entendu hier soir aux infos de TV5 Monde Asie, un responsable syndical expliqué que le mouvement qu'ils avaient engagé n'était pas tourné contre les travailleurs étrangers, mais contre les patrons qui recourent systématiquement à de la main d'oeuvre sous-payée en violant la législation du travail en vigueur qui ne concernerait plus que les travailleurs britanniques.

Il a ajouté qu'il y avait un chômage massif dans le pays, que des travailleurs britanniques au chômage avaient les qualifications requises pour occuper les emplois vacants, mais que les patrons n'en voulaient pas, ils préféraient aller les chercher dans d'autres pays afin de pouvoir détourner la loi et de réaliser des économies sur les salaires. Ajoutons que cette pratique est conforme à une directive européenne que la législation britannique à adopter.

Je précise que le titre scélérat de l'article est de l'AFP.

Kirghizstan : Le gouvernement décide de fermer une base américaine (06.02)

AFP - 04.02.

Le gouvernement du Kirghizstan a décidé mercredi de fermer une base aérienne américaine dans cette ex-république soviétique d'Asie centrale et a soumis un projet de loi en ce sens au Parlement, a annoncé à l'AFP un porte-parole du gouvernement.

Le gouvernement kirghiz a approuvé un projet de loi "pour dénoncer l'accord avec les Etats-Unis sur la présence de la base américaine au Kirghizstan", a déclaré le porte-parole Marat Kydyraliev.

Selon lui, le Parlement doit examiner le texte jeudi. L'Assemblée étant contrôlée par les partisans du président kirghiz Kourmanbek Bakiev, son approbation ne faisait guère de doute.

Aux termes de l'accord russo-américain, la base sera fermée six mois après la dénonciation du document par l'une des parties.

La décision de principe avait été annoncée mardi à Moscou par M. Bakiev, aux côtés de son homologue russe Dmitri Medvedev, quelque minutes après l'octroi au Kirghizstan d'un crédit russe de deux milliards de dollars.

La Russie souhaitait depuis longtemps la fermeture de cette base située à l'aéroport Manas de Bichkek.

La base américaine (1.200 militaires) sert depuis fin 2001 de plate-forme de soutien logistique aux troupes de la coalition internationale engagées en Afghanistan.

L'ambassade des Etats-Unis à Bichkek a déclaré mercredi n'avoir reçu aucune notification de la décision du Kirghizstan de fermer prochainement ces installations.

Dès mardi, le gouvernement américain s'était empressé de dire qu'il espérait pouvoir "continuer" de se servir de la base, selon le porte-parole du Pentagone, Geoff Morrell, la jugeant "extrêmement importante" pour les Etats-Unis.

La grogne paysanne enflé en Europe face à la crise (06.02)

AFP - 04.02.

De la Grèce à la Bulgarie ou la Lettonie, en passant par la France et l'Allemagne, le mécontentement des agriculteurs européens grandit face à la crise économique qui fait chuter les prix, notamment dans le secteur laitier, mettant Bruxelles dans l'embarras.

C'est en Grèce que la grogne est la plus virulente, depuis plus de deux semaines. Des échauffourées se sont encore produites mardi à Athènes entre des agriculteurs crétois et les forces de l'ordre. Les exploitants manifestent contre les prix jugés trop bas de leurs produits.

Le ministre grec de l'Agriculture Sotiris Hatzigakis a du reste rencontré mercredi à Bruxelles à ce sujet la commissaire européenne à l'Agriculture Mariann Fischer-Boel.

Le mouvement a fait tâche d'huile en Bulgarie où plusieurs actions ont été menées mercredi. Une centaine d'éleveurs ont ainsi bloqué le principal poste-frontière bulgaro-roumain pour réclamer de meilleurs prix d'achat du lait.

Et en Lettonie, le ministre de l'Agriculture a démissionné mercredi sous la pression de la profession. Là encore, les agriculteurs réclament des aides dans le secteur laitier, avec garantie des prix et moratoire d'un an sur le remboursement des prêts.

La colère se focalise depuis déjà plusieurs mois sur la baisse du prix du lait. Il n'est nullement limité à l'Est ou au Sud de l'Europe, de nombreuses manifestations ayant eu lieu en fin d'année dernière en Allemagne notamment, ou en France.

"Le mécontentement concerne toute l'Union européenne", souligne une responsable de la confédération syndicale agricole européenne Copa-Cogeca, Marie-Christine Ribera.

Après avoir atteint un pic fin 2007 sous l'effet de la flambée mondiale et généralisée des cours des matières premières agricoles, le prix du lait à la production a chuté en moyenne de 50% l'an dernier. En cause: la récession mondiale qui entraîne une baisse de la demande.

"Les agriculteurs sont coincés car les prix faibles mettent en péril leur activité", souligne Mme Ribera.

Selon Gérard Choplin, de la Coordination paysanne européenne, "la plupart des producteurs de lait en Europe vendent à perte, en dessous de leurs coûts de production, donc ils se révoltent et manifestent".

Le phénomène touche aussi le secteur des céréales avec une chute de moitié des prix du blé depuis un an. Problème: selon la Copa-Cogeca la chute des prix n'est pas répercutée par la grande distribution sur les étals, "alors qu'ils devraient l'être pour relancer la consommation", proteste Mme Ribera.

"Ce sont les intermédiaires qui se font leur marge sur le dos des producteurs", accuse-t-elle.

La Commission européenne est du coup sous pression et voit mise à mal la philosophie libérale de la réforme de la Politique agricole commune qu'elle défend.

Elle a ainsi beaucoup milité pour obtenir le relèvement progressif dans l'UE des quotas laitiers, qui restreignent la production. "On augmente la production au moment où on est déjà dans une situation excédentaire, c'est catastrophique", dit Gérard Choplin.

L'Union européenne vient aussi d'être contrainte de réintroduire dans l'urgence des aides au secteur que Bruxelles voulait enterrer: soutiens au stockage pour le beurre et surtout les subventions à l'exportation pour les produits laitiers, au grand dam de ses concurrents comme l'Australie ou l'Argentine.

"Nous sommes conscients des difficultés en Europe, c'est précisément la raison pour laquelle nous avons annoncé ces mesures", souligne le porte-parole de la Commission chargé des questions agricoles, Michael Mann, en promettant de nouvelles possibilités d'aides aux producteurs les plus fragiles l'an prochain dans le cadre de la Politique agricole commune.

Plus de 20 morts dans des manifestations à Antananarivo (08.02)

Reuters - 07.02.

Une vingtaine de personnes ont été tuées samedi lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur une manifestation contre le gouvernement du président malgache Marc Ravalomanana à Antananarivo, a-t-on appris samedi de source policière.

On compte "jusqu'à 25 morts", a déclaré à Reuters un haut responsable de la police présent sur les lieux.

Ces nouvelles victimes portent à au moins 125 morts le bilan des violences qui ont émaillé deux semaines de manifestations sur fond d'opposition entre le chef de l'Etat et l'ancien maire de la capitale, Andry Rajoelina.

Quelque 180 personnes sont en outre arrivées au principal hôpital de la capitale, Ravoahangy Andrianavalona, dont beaucoup étaient en sang, ont rapporté des médecins.

L'ancien maire d'Antananarivo, limogé par le chef de l'Etat après avoir pris les rênes de la contestation, a accusé le gouvernement d'assassiner des civils.

"Les gens n'étaient pas armés, ils avaient seulement leur courage", a dit Rajoelina sur l'antenne de sa radio privée Viva. "La résistance populaire va continuer. Les manifestations ne s'arrêteront pas là."

De son côté, Ravalomanana a imputé ces violences au chef de file de l'opposition.

"(Rajoelina) a emmené les gens de force au palais présidentiel et ne savait pas comment les contrôler", a dit le chef de l'Etat à la télévision publique. "Ce n'est pas comme ça que Madagascar va se développer."

GOUVERNEMENT-BIS

Accusant Ravalomanana de se comporter en dictateur, son impétueux et jeune opposant s'était déclaré "en charge" du pays la semaine dernière.

Démis de ses fonctions cette semaine, il avait menacé de d'installer un gouvernement-bis d'ici le week-end si le président refusait de démissionner.

Il a mis sa menace à exécution samedi en nommant un Premier ministre pour prendre la tête d'un gouvernement intérimaire, mais Ravalomanana affirme qu'il détient toujours le pouvoir et a appelé son opposant au dialogue pour mettre fin au bain de sang.

L'émissaire spécial des Nations unies Haile Menkerios est arrivé samedi à Madagascar pour tenter de mener une médiation.

Jadis réputée pour ses épices, Madagascar est devenue une destination touristique prisée parce que plus sûre, et a vu affluer les compagnies minières occidentales.

Mais les violences ont plongé le pays dans une "situation catastrophique", selon l'ambassadeur américain Niels Marquardt.

"Il n'y a presque plus de touristes. Les commandes de textile chutent de jour en jour, les contrats sont annulés", a-t-il dit vendredi à Reuters.

L'Equateur ordonne l'expulsion d'un diplomate de l'ambassade américaine. (08.02)

AFP - 08.02.

Le président équatorien Rafael Correa a ordonné samedi l'expulsion sous 48 heures d'un diplomate de l'ambassade des Etats-Unis, accusé d'avoir conditionné une aide économique au choix du commandant d'une unité de la police.

"Monsieur Armando Astorga (a 48 heures pour faire sa valise et se +tirer+ du pays. Ici nous n'accepterons de personne d'être traités comme une colonie", a déclaré Rafael Correa au cours de son allocution radiotélévisée hebdomadaire.

Le président socialiste a accusé le diplomate d'avoir tenté d'imposer à la police équatorienne le choix du commandant d'une unité de lutte contre la contrebande, en échange d'une aide économique de 340.000 dollars.

"Ici, il y a de la souveraineté et de la dignité, gardez votre argent sale!" a encore dit M. Correa en traitant le diplomate "d'insolent".

Selon le président, qui a lu à la télévision une lettre attribuée à ce diplomate, faute d'accord sur cette nomination, l'aide américaine a été "gelée" et une autre allocation de 160.000 dollars destinée à la lutte contre le trafic d'êtres humains a également été suspendue.

"Dans cette unité (de lutte contre la contrebande, ndlr), ils choisissaient le personnel, ils choisissaient le commandant de l'unité. J'ai donné l'ordre au commandant d'en finir avec cette pratique. Quelle insolence", a déclaré M. Correa.

Le chef de l'Etat équatorien a également annoncé qu'il n'accepterait pas l'atterrissage d'avions des garde-côtes américains - chargés de la lutte antidrogue - sans avoir au préalable "sélectionné les pilotes de ces avions, pour éviter que des délinquants arrivent dans notre pays".

Rafael Correa a en effet reçu une demande américaine d'autorisation d'atterrissage d'avions non militaires sur le sol équatorien, pour compenser la fermeture en novembre d'une importante base antidrogue américaine en territoire équatorien, à Manta (sud-ouest).

La base sera démantelée à la suite de l'adoption en septembre d'une constitution d'inspiration socialiste qui interdit la présence de troupes étrangères.

Rafael Correa, qui a fait de la restauration de la souveraineté économique et politique de son pays un de ses thèmes de prédilection depuis son accession au pouvoir en 2006, est aussi en campagne pour sa réélection, aux élections générales qui seront organisées le 26 avril.

En 2008, le gouvernement avait déjà dénoncé une "infiltration" de l'agence américaine de renseignement (CIA) dans ses propres services.

Les autorités équatoriennes avaient également affirmé que la CIA savait que l'armée colombienne bombarderait un camp de la guérilla colombienne des Farc en territoire équatorien, opération dans laquelle 25 personnes ont été tuées le 1er mars 2008 et qui a entraîné la rupture par Quito des relations diplomatiques colombo-équatoriennes.

L'ambassade des Etats-Unis, contactée samedi par l'AFP pour commenter ces affirmations, n'était pas immédiatement disponible.

Un cas d'euthanasie crée une crise politique en Italie (08.02)

Reuters - 06.02.

Un cas d'euthanasie a provoqué vendredi en Italie un conflit entre le Premier ministre Silvio Berlusconi et le président de la République.

Le gouvernement italien a ordonné aux médecins d'une clinique d'Udine, dans le nord du pays, de continuer à alimenter une femme de 38 ans, plongée dans le coma depuis 1992 et dont le père souhaite que soit reconnu le "droit à mourir".

Eluana Englaro est plongée dans un état végétatif depuis un accident de la route il y a dix-sept ans.

Mardi dernier, son père a bravé le gouvernement italien et le Vatican en la faisant admettre dans une clinique privée pour que soit retiré le tube d'alimentation qui la maintient en vie.

En réponse, le gouvernement de centre droit de Silvio Berlusconi a publié un décret interdisant aux médecins de cesser d'alimenter un patient, ce qui revient à annuler dans les faits une décision de la Cour suprême donnant le feu vert au père.

"Tant que nous n'avons pas de législation sur la fin de vie, on ne peut cesser de nourrir et d'hydrater un patient, quelles que soient les circonstances", a dit le président du Conseil.

Peu après la publication du décret, le président italien Giorgio Napolitano a fait savoir qu'il refusait de le ratifier.

Le chef de l'Etat, constitutionnellement, peut bloquer la mise en application de ce décret. Dans ce cas, Silvio Berlusconi a dit qu'il convoquerait le parlement, où il dispose d'une confortable majorité, pour faire adopter une loi allant dans le sens des militants "pro-vie".

L'opposition de centre-gauche a accusé le chef du gouvernement d'avoir suscité un affrontement sans précédent avec la plus autorité du pays.

Gianfranco Fini, président du parlement et l'un des plus proches alliés de Berlusconi, a fait part de sa profonde préoccupation.

De nombreux catholiques se sont mobilisés pour dénoncer la décision du père d'Eluana, qu'ils considèrent comme un acte d'euthanasie.

"Dans quelques jours, l'Italie va appliquer la peine de mort pour la première fois depuis 1948", avait estimé mardi dernier Alfredo Mantovano, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Vendredi, un prêtre a célébré une messe près de la clinique où se trouve la jeune femme, devant des banderoles proclamant "Berlusconi, sauve Eluana".

Dans une interview au quotidien La Repubblica, le cardinal Javier Lozano Barragan, qui est en quelque sorte le "ministre de la Santé" du Vatican, a condamné la décision des proches de la malade : "Lui retirer l'eau et la nourriture ne signifie qu'une seule chose - la tuer de manière délibérée."

Le père d'Eluana, Beppino Englaro, livre bataille depuis près de dix ans pour obtenir que sa fille dispose du droit à mourir. Selon les médecins, la mort d'Eluana Englaro pourrait intervenir deux semaines après l'interruption de son alimentation et la malade, placée sous sédatifs, ne souffrirait pas.

A Munich, Joe Biden donne le ton de la nouvelle diplomatie américaine (10.02)

Le Monde – 07.02.

Pour la première intervention d'un haut responsable américain en Europe depuis l'investiture de Barack Obama, samedi 7 février, le vice président des Etats-Unis, Joe Biden, a lancé un message d'ouverture aux dirigeants de la planète. "Nous allons pratiquer le dialogue. Nous allons écouter. Nous allons consulter. L'Amérique a besoin du reste du monde tout comme, je crois, le reste du monde a besoin de l'Amérique", a lancé M. Biden à ses partenaires réunis à Munich pour la conférence sur la sécurité qui se tient chaque année dans la ville bavaroise.

Abordant les grands sujets chauds à l'agenda de l'administration américaine, Joe Biden a assuré que les Etats-Unis étaient "déterminés à instaurer un ton nouveau" dans ses relations internationales. "L'Amérique fera plus, mais l'Amérique demandera plus à ses partenaires", a-t-il ajouté.

La France dans l'OTAN. Selon son vice-président, Barack Obama soutient fortement une participation pleine et entière de la France à l'OTAN, "si tel devait être le souhait de la France". M. Biden a relevé que la France était une "contributeur majeure" aux opérations de l'OTAN. La décision formelle de la France de reprendre toute sa place dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, qu'elle a quittée en 1966, désormais jugée prévisible, ne devrait pas être annoncée par M. Sarkozy avant le sommet de l'alliance prévu début avril à Strasbourg et Kehl. Samedi matin, le président français a promis la tenue d'un "débat" sur le sujet avant ce sommet.

Iran. Les Etats-Unis sont disposés à dialoguer avec l'Iran, a dit M. Biden, mais Téhéran risquera l'isolement s'il ne renonce pas à son programme nucléaire. "Nous avons la volonté de discuter avec l'Iran et de lui offrir un choix très clair : poursuivre dans la même voie et faire face à la pression et à l'isolement ou abandonner votre programme nucléaire illicite et le soutien au terrorisme et obtenir des mesures d'encouragement significatives", a déclaré le vice-président américain devant un parterre de responsables. La communauté internationale doit travailler de concert pour convaincre l'Iran de renoncer au développement de l'arme atomique, a-t-il ajouté.

Afghanistan. Les Etats-Unis cherchent des objectifs "clairs et réalisables" en Afghanistan dans le cadre d'une stratégie globale que Washington, mais aussi ses alliés, doivent prendre en charge, a expliqué M. Biden. Cette stratégie devra mobiliser les ressources militaires et civiles américaines afin d'empêcher que l'Afghanistan ne soit un repaire du terrorisme islamiste, a-t-il ajouté. "Aucune stratégie pour l'Afghanistan ne peut réussir sans le Pakistan", a encore souligné Joe Biden.

Guantanamo. Dans le combat contre le terrorisme, "nous devons coopérer avec les autres pays à travers le monde, et nous aurons besoin de votre aide", a dit M. Biden. "Par exemple, nous demanderons aux autres de prendre leur part de responsabilité quand il s'agit de certains prisonniers de Guantanamo."

Russie. "Les dernières années ont vu une dangereuse dérive dans les relations entre la Russie et les membres de notre alliance", a reconnu le vice-président. "Le moment est venu d'appuyer sur le bouton de redémarrage et de réexaminer les nombreux domaines dans lesquels nous pouvons et devrions travailler ensemble", a-t-il dit, invoquant la nécessité d'une coopération en Afghanistan.

Il a prévenu que des désaccords subsisteraient : "Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud comme des Etats indépendants". Sur le bouclier ant-missiles que Washington entend installer en Europe de l'Est, source de conflit avec Moscou, M. Biden a repris la position de prudence développée par Barack Obama. "Nous allons continuer à développer nos défenses antimissiles pour contrer les capacités grandissantes de l'Iran, à condition que la technologie fonctionne et que le coût en vaille la peine", a déclaré Joe Biden. "Nous

le ferons en concertation avec nos alliés de l'OTAN et avec la Russie".

Crise financière. Le vice-président américain a réaffirmé la nécessité de la "coopération" entre les Etats-Unis et leurs partenaires étrangers.

Réchauffement climatique. Les Etats-Unis sont "prêts une fois de plus à donner l'exemple" et à agir "énergiquement" contre le réchauffement climatique, a promis M. Biden.

Recul du soutien des Afghans à leur gouvernement et ses alliés (10.02)

AP - 09.02.

Le soutien des Afghans à leur gouvernement et ses alliés occidentaux décline, au moment où l'administration de Barack Obama prône un renforcement de la présence militaire des Etats-Unis et de leurs alliés en Afghanistan, selon un sondage publié lundi.

L'étude commandée par ABC News, la BBC et la chaîne allemande ARD révèle que le pourcentage d'Afghans croyant que leur pays va dans la bonne direction est passé de 77% en 1995 à 40% aujourd'hui. C'est la première fois que la cote de confiance passe sous les 50%. En outre, 52% des personnes interrogées soutiennent le président afghan Hamid Karzaï et 49% son gouvernement, contre 83% pour le chef de l'Etat et 80% pour son exécutif en 2005.

L'enquête montre par ailleurs que l'approbation du travail effectué par les Etats-Unis en Afghanistan est passée de 68% en 2005 à 32% maintenant. L'approbation pour les pays de l'OTAN était à peine plus élevée, à 37%.

A Washington, le président Obama a placé le dossier afghan parmi les plus grandes priorités de son mandat et il envisage de déployer jusqu'à 30.000 autres soldats américains en Afghanistan, ce qui doublerait quasiment le contingent actuel de 32.000 hommes.

Sondage réalisé par le Centre afghan de recherche socio-économique et sur l'opinion de Kaboul, entre le 30 décembre 2008 et le 12 janvier 2009, auprès de 1.534 Afghans interrogés en face-à-face dans tout le pays; marge d'erreur de plus ou moins 2,5 points de pourcentage.

General Motors ouvre un guichet de départ pour 62.000 salariés (13.02)

La Tribune - 12.02.

General Motors poursuit sa restructuration.

Le premier constructeur automobile américain, détrôné cette année par le japonais Toyota de la place de numéro un mondial qu'il occupait sans partage depuis 77 ans, va ainsi ouvrir un nouveau guichet de départ à destination de ses 62.000 ouvriers affiliés à l'United Auto Workers (UAW), le principal syndicat américain du secteur de l'automobile. 22.000 salariés sont éligibles à un départ à la retraite, les autres volontaires toucheront des compensations financières. Aucun objectif chiffré n'a été communiqué.

Le but de ce nouveau guichet de départ est de permettre à GM d'embaucher plus d'ouvriers ayant des salaires et des prestations moins élevés lorsque l'activité reprendra. Les salaires et les acquis sociaux des ouvriers syndiqués sont en effet jugés trop élevés, freinant la productivité du géant de Detroit et le pénalisant face à ses concurrents étrangers, notamment japonais.

Le Congrès américain avait pointé du doigt les coûts salariaux des constructeurs américains, lors des auditions de leur patron pour bénéficier d'un prêt relais de l'Etat. General Motors, dont la situation financière n'a cessé de se dégrader ces derniers mois, a déjà touché 9,4 milliards de dollars de prêt de la part des autorités américaines.

Une dernière tranche de 4 milliards de dollars supplémentaires pourrait être débloquée à la mi-février après la présentation le 17 février des grandes lignes du plan de restructuration exigé par les parlementaires américains.

Mardi, GM a annoncé la suppression de 10.000 postes administratifs dans le monde. A la Bourse de New York, le titre a perdu 3,28% à 2,65 dollars ce jeudi.

USA: accord au Congrès sur le plan de relance (13.02)

AP - 12.02.

Le chef de la majorité au Sénat, Harry Reid, a annoncé mercredi après-midi la conclusion d'un accord au Congrès américain sur le plan de relance de l'économie de Barack Obama.

Lors d'une conférence de presse à Washington, il a affirmé que le projet de loi devrait permettre de créer 3,5 millions d'emplois, une fois que le président américain l'aura signé et qu'il entrera en vigueur, ce qui pourrait être fait dans les jours qui viennent.

Susan Collins, sénatrice républicaine du Maine, a évalué le coût de ce plan à 789 milliards de dollars (612 milliards d'euros), soit un montant inférieur à ce qui avait été adopté dans un premier temps par les deux Chambres du Congrès.

Harry Reid a souligné que le compromis trouvé allait permettre de créer "plus d'emplois que le projet de loi initial du Sénat" et coûter "moins que le projet de loi initial de la Chambre des représentants".

Les négociateurs avaient fait état d'avancées lors d'intenses tractations menées mardi dans la foulée du vote au Sénat. La Maison Blanche et des parlementaires démocrates cherchaient un compromis sur une version définitive du plan, destiné à combattre la pire crise économique aux Etats-Unis depuis les années 1930.

Des élus démocrates avaient indiqué que le plan pourrait, afin de satisfaire les républicains modérés du Sénat, être ramené à environ 800 milliards de dollars (618 milliards d'euros).

Les négociateurs de la Maison Blanche avaient insisté pour rétablir des dépenses supprimées portant sur la construction d'écoles, mais s'étaient résignés à ce que l'aide aux Etats de l'union soit réduite d'un montant substantiel, jusqu'à 40 milliards de dollars (31 milliards d'euros).

Le Sénat avait approuvé mardi par 61 voix contre 37 un plan de 838 milliards de dollars, mais le texte n'avait été soutenu que par trois républicains modérés, qui avaient exigé que son coût soit révisé à la baisse dans le compromis final.

Quelques heures après le vote du Sénat, le secrétaire général de la Maison Blanche, Rahm Emanuel, et d'autres collaborateurs de M. Obama avaient rencontré les leaders démocrates du Congrès ainsi que des sénateurs centristes des deux partis, dont le soutien était crucial pour tout accord final.

Les chefs de file démocrates de la Chambre des représentants avaient promis de se battre pour rétablir une partie des 16 milliards de dollars (12 milliards d'euros) de fonds supprimés au Sénat qui étaient destinés à la construction d'écoles. Cette mesure pourrait créer 100.000 emplois, selon Will Straw, un économiste du Centre pour le progrès américain.

Les sénateurs modérés républicains qui ont soutenu le texte, Olympia Snowe et Susan Collins, représentantes du Maine, et Arlen Specter (Pennsylvanie), demandaient que le compromis final entre les deux chambres ne s'éloigne pas du plan voté au Sénat, qui consacre 42% de son montant à des baisses d'impôts. La précédente version de 820 milliards de dollars (634 milliards d'euros) votée par la Chambre des représentants était constituée d'environ un tiers de baisses d'impôt.

Susan Collins avait fait savoir la semaine dernière qu'elle ne voterait pour aucun texte final dépassant les 800 milliards. De son côté, Arlen Specter avait averti que le plan voté au Sénat devait rester "quasiment intact"...

Chine. Pékin s'appête à créer une liste noire des journalistes chinois (14.02)

AP - 14.02.

Pékin s'appête à créer une liste noire des journalistes chinois qui ne respectent pas les règles officielles en matière de reportages, ont rapporté vendredi des médias chinois.

Selon "China Press and Publishing Journal", l'agence publique chargée des médias prévoit de "constituer une banque de données de professionnels des médias ayant un mauvais dossier".

Les journalistes qui enfreignent les règlements ou les lois se verront retirer leurs cartes de presse. "Leurs noms seront inscrits dans la liste",

a expliqué Li Dongdong, un des responsables de l'Administration générale de la presse et de l'édition, cité par "China Press and Publishing Journal".

Ces mesures ne s'appliquent pas aux journalistes étrangers exerçant en Chine. Les citoyens chinois n'ont pas le droit de travailler comme journalistes pour des médias étrangers.

"Quand le gouvernement dit qu'il traque les fausses nouvelles, il traque aussi les journalistes indépendants et les reportages qui sont critiques", a observé pour sa part Vincent Brossel, de Reporters sans frontières.

Italie. Grande manifestation dans Rome contre la politique de Berlusconi (14.02)

Reuters - 14.02.

Sept cent mille travailleurs en grève ont défilé vendredi dans les rues de Rome à l'appel de la plus grande centrale syndicale italienne, la CGIL, pour protester contra la politique économique du président du Conseil Silvio Berlusconi, ont déclaré les organisateurs.

Les ministres des Finances des pays du G7 convergeaient au même moment vers Rome pour leur réunion prévue ce week-end, consacrée à la crise financière internationale.

La manifestation a duré huit heures. En tête ont marché les métallurgistes et les fonctionnaires, en réclamant de meilleurs contrats de travail et des hausses d'impôt pour les riches.

Le président Chavez gagne le droit de se représenter (16.02)

AP - 16.02.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a remporté son pari en obtenant par référendum le droit de se représenter à la présidentielle de 2012, avec une large avance.

Le vote écarte les limites qui l'auraient obligé à céder la place à l'issue de son mandat actuel. Le chef de la commission nationale électorale Tibisay Lucena a indiqué que sur 94% des bulletins dépouillés, 54% appuyaient la proposition présidentielle. La tendance ne peut donc plus être inversée.

Des explosions de pétards ont salué la nouvelle alors que les partisans de Hugo Chavez parcouraient Caracas en trompétant leur victoire. Le président est apparu au balcon du palais présidentiel pour chanter l'hymne national, avec des milliers de partisans rassemblés sous ses fenêtres.

Le président Chavez a affirmé dimanche qu'après une décennie agitée, il avait besoin de plus de temps pour transformer le Venezuela en Etat socialiste. "Aujourd'hui, mon avenir politique se décide, avait déclaré le président avant le vote. Le futur du pays est en jeu".

Les votants des deux camps ont conscience que ce vote va façonner l'avenir du pays, dont Chavez utilise les ressources pétrolières pour faire reculer les inégalités sociales.

Les électeurs favorables à Chavez rappellent qu'il a nourri les pauvres en maintenant bas les prix alimentaires, permis leur éducation et leur a donné accès aux soins médicaux. Il les a aussi associé au pouvoir avec son discours de lutte des classes après des décennies de gouvernement soutenus par les Etats-Unis qui favorisaient les riches. Aucun successeur ne se dessinent et ils craignent de perdre ces avantages si Chavez quittait son poste. "Si Chavez partait, ses réalisations sociales disparaîtraient" estime Richard Mijares, un secrétaire de 40 ans.

Les opposants estiment qu'il a déjà trop de pouvoir, en influençant les tribunaux, l'assemblée et le conseil électoral. En repoussant la limite de 12 ans de mandat posée en 1999, il devient incontrôlable. "S'il gagne, plus rien ne le retiendra et il va faire du Venezuela un autre cuba, parce que c'est ce qu'il veut" redoutait Adriana Hernandez, une étudiante en ingénierie de 19 ans. "Il créera des lois par décret, et s'en prendra à la propriété privée".

Chavez est arrivé au pouvoir en 1999 et a obtenu la même année une nouvelle constitution lui permettant de servir deux mandats de six

ans. Ce dimanche, il a modifié la donne, après un échec en décembre 2007.

Il a prévenu ses adversaires que "toute tentative de prendre le chemin de la violence en refusant de reconnaître les résultats du vote populaire serait neutralisée".

Le ministre japonais des Finances dément avoir été ivre au G7 de Rome (17.02)

AFP - 16.02.

Le ministre japonais des Finances Shoichi Nakagawa a démenti lundi avoir été saoul lors d'une conférence de presse du G7 à Rome et justifié son état par l'absorption de médicaments contre le rhume. L'opposition a immédiatement exigé la démission du ministre, ajoutant un scandale supplémentaire au fardeau du Premier ministre Taro Aso, critiqué de toutes parts.

Les chaînes de télévision japonaises ont diffusé en boucle des images de M. Nakagawa, 55 ans, connu pour son goût immodéré pour la boisson, répondant samedi soir avec difficulté aux journalistes japonais, la bouche empâtée, le regard vague, s'endormant même à plusieurs reprises.

M. Nakagawa est apparu le visage rouge, luttant visiblement pour garder les yeux ouverts, au côté du gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Masaaki Shirakawa, très digne.

"Quelque chose comme une déclaration a été publiée...", a-t-il articulé péniblement, en réponse à une question. "Les taux d'intérêt, euh, fixés par la Banque du Japon vont de zéro à 0,25% et sont très bas...", a-t-il ajouté, au grand désarroi du gouverneur de la Banque centrale. Le taux directeur de la BoJ est en fait de 0,1%.

M. Nakagawa a également interrompu un journaliste qui posait une question à M. Shirakawa sur la politique monétaire. "Euh, euh, euh. Quoi? Est-ce que vous pouvez répéter?"

Lorsqu'un autre journaliste a pris le micro, le ministre a demandé d'une voix forte: "Où êtes-vous?", en regardant du côté opposé de la salle, jusqu'à ce qu'un assistant lui indique la bonne direction.

A son retour au Japon, M. Nakagawa a démenti devant la presse avoir été sous l'emprise de l'alcool.

"J'ai un rhume et honnêtement, les médicaments ont été trop puissants", a-t-il dit, en reniflant bruyamment. Il a nié catégoriquement avoir consommé de l'alcool pendant le G7.

Interrogé par les journalistes sur son éventuelle démission, M. Nakagawa a répondu: "C'est une décision qui relève du Premier ministre".

Ce nouveau scandale fait l'affaire de l'opposition, qui surfe depuis quelques semaines sur une courbe ascendante dans les sondages alors que M. Aso voit son taux de popularité chuter à une vitesse vertigineuse.

"Cela mérite un limogeage immédiat. C'est scandaleux", a déclaré le secrétaire général du principal parti d'opposition, le Parti démocrate du Japon (PDJ-centre), Yukio Hatoyama. "Les dommages causés à l'intérêt national sont incommensurables", a-t-il ajouté.

Le porte-parole du gouvernement Takeo Kawamura a reconnu qu'il s'agissait d'un incident "extrêmement regrettable", mais a relevé que M. Nakagawa avait présenté ses excuses.

Selon un sondage réalisé au cours du week-end pour le compte de la chaîne de télévision privée NTV, le gouvernement de M. Aso est passé pour la première fois sous la barre des 10%, enregistrant seulement 9,7% d'opinions favorables.

Il s'agit du plus mauvais score depuis celui enregistré par l'ancien Premier ministre Yoshiro Mori, crédité d'un taux de soutien de moins de 9% à la fin de son mandat en 2001.

Commentaire : Cette dépêche me rappelle le directeur du personnel qui m'invitait tous les midis à déjeuner au restaurant du Tennis club de La Défense (92) quand j'étais délégué syndical FP chez U-Bix (Konica copieur). Il croyait pouvoir me compromettre le pauvre. Ah la table était excellente, il me demandait toujours de choisir ce que je voulais à la carte, par contre, je le laissais choisir le pinard car il picolait beaucoup plus que moi, un verre ou deux maximum me suffisait amplement, je n'étais pas habitué à boire de l'alcool le midi, d'ailleurs je crois bien que ce fut la seule exception de ma vie.

Il se faisait un devoir de finir le Côte de Provence rosé qu'il choisissait en général, il aurait été indécent de laisser un fond dans la bouteille, et dans son verre évidemment, ce qui me faisait bien marrer, car pendant ce temps-là je le faisais causer et il était très bavare. En prime pour le remercier de ses largesses, je lui ai collé la première grève (illimitée et totale, la boîte paralysée) depuis que l'entreprise existait, il payait toujours l'addition évidemment, donc j'ai simplement rajouté les revendications salariales du personnel, et on a tout obtenu au bout de 4 jours !

Il m'invitait souvent à venir boire un verre le soir dans le bureau du PDG japonais, mais j'ai toujours refusé. Toute la direction japonaise était réunie au grand complet, ils ressortaient à moitié bourrés à chaque fois, je peux en témoigner. Ils organisaient des cocktails à la moindre occasion où j'étais toujours invité en tant que délégué du personnel et élu du CE, champagne, whisky et petits fours des meilleurs traiteurs de Paris à volonté, puis fiesta en boîte dans Paris entièrement payée par la direction, je me limitais à quelques coupes de champagne avant de m'éclipser, mon épouse était hyper jalouse et ne supportait pas mes retards !

Un jour le directeur du personnel avait dû rentrer en taxi, car il avait été infoutu de retrouver l'endroit où il avait garé sa voiture. Donc je pense que le contenu de cette dépêche n'a pas été inventé.

Afghanistan : 2.118 civils tués en 2008, 40% de plus qu'en 2007, selon l'ONU (18.02)

AFP - 17.02.

Quelque 2.118 civils ont été tués dans des violences en Afghanistan en 2008, soit une hausse de 40% par rapport à 2007, ont annoncé mardi les Nations unies, dans un rapport selon lequel les forces pro-gouvernementales sont responsables de 39% de ces pertes.

"La mission d'assistance des Nations unies à l'Afghanistan (Unama) a recensé en 2008 un total de 2.118 civils tués. La hausse du nombre des victimes, de presque 40% par rapport aux 1.523 morts civils enregistrés en 2007, est l'objet d'une forte inquiétude pour les Nations unies", a indiqué l'Unama.

L'année 2008 se révèle ainsi la plus meurtrière pour les civils depuis la chute du régime des talibans, renversé fin 2001 par une coalition dirigée par les Etats-Unis, a souligné l'Unama.

"Parmi les 2.118 victimes recensées en 2008, 1.160 (55%) ont apparemment été tués par des éléments anti-gouvernementaux et 828 (39%) par les forces pro-gouvernementales. La responsabilité de la mort des 130 restants (6%) n'a pas pu être attribuée à l'une ou l'autre partie", a précisé l'Unama dans son rapport, destiné à améliorer la protection des civils.

"Dans la majorité des cas (41%), les victimes ont péri dans le sud de l'Afghanistan, où plusieurs provinces ont été le théâtre de violents combats", a noté l'Unama.

Le sud de l'Afghanistan, et en particulier les provinces de Kandahar et du Helmand, sont des bastions des talibans.

"La très grande majorité (85%) des civils tués par les éléments anti-gouvernementaux ont péri dans des attentats suicides ou l'explosion de bombes improvisées", a-t-elle affirmé, ajoutant que "l'année 2008 a connu une nette tendance de l'opposition armée à mener des attaques dans des zones résidentielles, sans souci apparent des pertes importantes causées aux civils".

"Les frappes aériennes ont été largement responsables (64%) des pertes civiles attribuées aux forces pro-gouvernementales en 2008", a expliqué l'Unama.

Les bavures lors des bombardements des forces internationales en Afghanistan provoquent une forte colère de la population et des autorités afghanes, en particulier du président Hamid Karzaï, qui a menacé de renégocier le mandat des forces internationales si ces frappes meurtrières ne cessaient pas.

Les violences des insurgés afghans, parmi lesquels les talibans chassés du pouvoir fin 2001 par une coalition emmenée par les Etats-Unis, ont redoublé d'intensité depuis deux ans malgré la présence de près de 70.000 soldats étrangers.

Afghanistan : 17.000 soldats américains supplémentaires (18.02)

AFP - 18.02.

Le président américain Barack Obama a annoncé mardi l'envoi d'environ 17.000 hommes supplémentaires en Afghanistan d'ici à l'été, commençant à tenir la grande promesse faite pendant la campagne de mener une autre politique étrangère.

"Pour faire face à d'urgents besoins en matière de sécurité, j'ai accédé à la requête du secrétaire (à la Défense Robert) Gates qui demandait le déploiement d'une brigade expéditionnaire de Marines au printemps et d'une brigade Stryker (blindée) de l'Armée de Terre et des forces de soutien nécessaires cet été", a indiqué M. Obama dans un communiqué.

Selon un responsable de la Défense, une brigade de Marines compte environ 8.000 hommes, une brigade de l'Armée de Terre de 3.500 à 4.000 hommes. Les effectifs de la force de soutien se chiffreront à environ 5.000 hommes, dont l'ordre de mission sera signé un peu plus tard, a dit un porte-parole du Pentagone, Bryan Whitman.

Les Etats-Unis ont déjà 38.000 soldats en Afghanistan, sur les 70.000 au total de la force internationale.

Selon un responsable de l'administration, l'objectif est de déployer les 17.000 hommes avant la présidentielle du 20 août, qui s'annonce comme un moment éminemment délicat.

Il s'agit de la première décision majeure prise par M. Obama en matière de déploiement de soldats depuis son investiture le 20 janvier.

M. Obama commence ainsi à tenir l'une de ses grandes promesses électorales: transférer l'effort militaire d'Irak, où son prédécesseur George W. Bush a engagé une guerre qu'il réprouvait, à l'Afghanistan, premier front selon lui du combat contre l'extrémisme.

Dans son communiqué, M. Obama indique que le retrait qu'il prévoit des troupes américaines d'Irak lui donne la "souplesse" indispensable pour renforcer les effectifs en Afghanistan.

M. Obama affirme que l'Afghanistan n'a pas reçu l'attention et les ressources que les circonstances réclament d'urgence.

La décision, singulièrement annoncée sans grande solennité, répond à la "détérioration" de la situation afghane, dit M. Obama.

Mais il insiste aussi sur le danger venu du Pakistan voisin, qui sert de base arrière aux insurgés combattant en Afghanistan et où l'intensification des activités extrémistes en général est devenue un sujet de préoccupation grandissant pour le gouvernement américain.

M. Obama rappelle qu'il a ordonné une révision de la stratégie américaine pour l'Afghanistan, mais aussi pour le Pakistan et plus largement pour la région.

M. Obama souligne que la décision annoncée mardi ne préempte aucunement l'issue de ce réexamen, alors que le commandement américain en Afghanistan a demandé jusqu'à 30.000 troupes supplémentaires.

La divulgation de cette nouvelle stratégie semble très proche, et M. Obama passe communément pour devoir annoncer qu'il accède à la demande de 30.000 hommes supplémentaires.

M. Obama souligne cependant que sa stratégie sera "globale", qu'elle portera non pas seulement sur le combat contre les talibans, mais aussi sur le développement d'un pays qui reste parmi les plus pauvres au monde.

Dans son communiqué, M. Obama dit sa volonté d'agir de concert avec les alliés des Etats-Unis, une manière de rappeler l'effort entrepris par son gouvernement pour obtenir d'eux qu'ils s'engagent davantage en Afghanistan. M. Obama devait soulever la question afghane au Canada jeudi lors de son premier déplacement étranger en tant que président. Le Canada a signifié qu'il mettrait fin en 2011 à la mission de ses 2.750 soldats. Dans un entretien accordé à la chaîne canadienne CBC, M. Obama a exprimé l'"espoir" mardi de recevoir d'Ottawa à sa "stratégie d'ensemble", ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il demandera à M. Harper de reconsidérer la décision de retrait.

Guatemala. Le Guatemala fait ses excuses officielles à Cuba pour la "Baie des cochons" (18.02)

AFP - 18.02.

Le président du Guatemala, Alvaro Colom, a présenté mardi des excuses officielles à Cuba pour la "Baie des Cochons", la tentative d'invasion orchestrée en 1961 par les Etats-Unis afin de renverser Fidel Castro.

"Je veux présenter des excuses à Cuba pour avoir prêté notre pays, notre territoire, pour avoir préparé l'invasion de Cuba", a déclaré M. Colom, lors d'un discours à l'Université de La Havane, où il effectue une visite d'Etat.

La "Baie des Cochons" fait référence à l'invasion avortée menée en avril 1961 par un groupe d'exilés cubains, qui avaient été formés par la CIA, l'agence de renseignement américain, à partir du territoire du Guatemala.

A la suite de cet épisode, Fidel Castro, bête noire de l'administration américaine, avait annoncé officiellement le caractère socialiste de la Révolution cubaine.

Les relations diplomatiques entre le Guatemala et Cuba, gelées durant des décennies à l'époque de la Guerre froide, n'ont été renouées qu'en 1998.

Salué par une forte ovation, M. Colom a précisé qu'il présentait "officiellement" ses excuses "en tant que président, chef de l'Etat et commandant en chef de l'armée". "Ce n'était pas nous, mais c'était notre territoire", a-t-il souligné.

Durant sa visite, la cinquième d'un chef d'Etat latino-américain à Cuba depuis le début de l'année, M. Colom a signé des accords économique avec son homologue Raul Castro, qui a succédé en juillet 2006 à son frère Fidel, éloigné du pouvoir par la maladie.

Le président social-démocrate du Guatemala, qui séjourne jusqu'à mercredi à La Havane, a réclamé la levée de l'embargo "injuste" imposé à Cuba par les Etats-Unis depuis 1962.

Il a enfin fait remettre à Fidel Castro la plus haute récompense honorifique du Guatemala, en remerciement à l'aide médicale de Cuba. Plus de 3.500 médecins cubains travaillent au Guatemala et les échanges bilatéraux ont atteint 25 millions de dollars en 2007.

Gigantesque manifestation à Dublin contre les coupes budgétaires (23.02)

LeMonde.fr - 22.02.

Environ 120 000, personnes selon la police, ont manifesté ce samedi dans le centre-ville de Dublin, pour protester contre un plan d'austérité annoncé par le gouvernement irlandais en réaction à la crise économique. Le plan, qui table sur une économie de 1,4 milliards d'euros cette année, prévoit notamment l'introduction d'une nouvelle contribution sociale sur les salaires des fonctionnaires pour financer les retraites.

Le premier ministre Brian Cowen, qui estime que l'économie du pays pourrait se contracter de 10% entre 2008 et 2010, a annoncé qu'il comptait procéder à des coupes budgétaires de 15 milliards d'euros au total : des mesures qu'il estime 'difficiles et dans certains cas douloureuses', mais 'nécessaires et justes'.

Une analyse que ne partage pas l'ICTU, le principal regroupement de syndicats irlandais, qui avait organisé la manifestation de ce samedi. Ce sera le 'premier pas d'une campagne continue d'actions', a averti David Begg, le secrétaire-général de l'organisation, pour qui ces mesures 'privilégient la stabilisation des finances publiques au détriment du renouvellement économique et de la protection des emplois'.

L'ampleur peu commune de cette première manifestation, qui a essentiellement rassemblé des fonctionnaires, place les syndicats en position de force pour négocier des aménagements au plan de réduction des coûts. L'Irlande compte environ 350 000 agents de la fonction publique.

Treize civils ont été tués par un bombardement américain en Afghanistan (23.02)

AP - 23.02.

Une opération présentée initialement par l'armée américaine comme une "frappe de précision" a tué treize civils afghans, aux côtés de trois activistes, a reconnu samedi le commandement américain, après trois jours d'enquête.

Les violences infligées aux civils sont une cause constante de tension entre les Etats-Unis et le président afghan Hamid Karzai, qui a demandé à plusieurs reprises à l'armée américaine et aux forces de l'OTAN de ne plus tuer de civils, et de s'adjoindre des militaires afghans pour éviter de telles méprises.

Le communiqué des forces américaines précise qu'un général a été envoyé sur place dans la province de Herat (ouest du pays) pour enquêter, ce qui montre que l'armée américaine prend la question au sérieux. Au départ, l'armée avait annoncé avoir tué 15 militants mardi dans une opération de la coalition dans le district de Gozara de la province d'Herat. Les autorités afghanes ont rectifié, indiquant que trois enfants et six femmes se trouvaient parmi les tués, des nomades vivant dans des tentes.

Allemagne. Les Allemands travaillent moins pour garder leur emploi (24.02)

Reuters - 23.02.

Des économistes allemands reconnus expliquent que l'Allemagne pourrait connaître cette année une récession d'une ampleur sans précédent depuis la réunification de 1990. Pourtant, ils estiment que moins de personnes perdront cette fois leur travail.

La raison tient en un mot "Kurzarbeit", c'est-à-dire la réduction du temps de travail.

En dépit d'une chute sans précédent de la demande pour ce qui constitue le coeur de l'industrie allemande - les voitures, les machines - les entreprises ont réussi pour l'instant à éviter des licenciements massifs en utilisant une disposition légale qui leur permet de réduire la durée horaire de travail pendant un maximum de 18 mois.

Le texte de loi qui assouplit les conditions de mise en oeuvre de cette disposition a été soutenu par les syndicats et a permis de réduire les tensions sociales tout en amortissant le choc de la crise économique et financière.

"Les comités d'entreprise considèrent la réduction du temps de travail comme un mal nécessaire", explique Frank Ernicke, un responsable du premier syndicat allemand, IG Metall. "On espère que cela permettra de contourner la crise".

Les pouvoirs publics espèrent également que le dispositif atténuera quelque peu la récession et permettra à l'économie allemande de sortir de la crise en meilleure position.

"Dans les pays où il est seulement possible de recourir au licenciement, les entreprises feront face à un problème lorsque la reprise sera là, elles devront à nouveau trouver des salariés", explique Hans-Theodor Kutsch, directeur général de l'entreprise de plastiques Albis, basée à Hambourg.

La société, qui emploie un millier de personnes, a réduit de 40% la durée horaire de travail de ses salariés. Le "Kurzarbeit" lui permet de réaliser environ 25% d'économies sur ce que lui coûte la récession en termes de perte de chiffre d'affaires.

Tous les économistes s'accordent à le dire: la réduction du temps de travail permet de limiter les suppressions d'emplois. Mais cela ne pourrait être que temporaire: l'Allemagne, première économie européenne, devrait connaître cette année la pire récession de son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale.

La semaine dernière, les chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK) ont prédit un recul de 3% du produit intérieur brut en 2009. Certains économistes estiment que la contraction du PIB pourrait être quasiment deux fois supérieure.

L'économie allemande ne s'est jamais contractée de plus de 1% depuis 1945 et elle a enregistré son recul le plus marqué en 1993 avec une baisse de 0,8% du PIB.

UN MILLION DE SALARIÉS CONCERNÉS

Cette année-là, le nombre de chômeurs a augmenté de 450.000. Cette année, la DIHK n'en prévoit que 300.000 de plus.

"Cela dépendra du Kurzarbeit", explique Stefan Bielmeier, analyste à la Deutsche Bank, dont l'économiste en chef, Norbert Walter, estime que le PIB allemand pourrait reculer de 5% en 2009.

La plupart des grands employeurs comme Volkswagen, Siemens et BASF ont déjà réduit le temps de travail ou projettent de le faire et leur nombre ne cesse d'augmenter.

Pour le seul mois de janvier, les entreprises ont demandé à bénéficier du dispositif sur la réduction du temps de travail pour 300.000 de leurs salariés. A titre de comparaison, les demandes n'ont concerné que 200.000 salariés sur les neuf premiers mois de l'année.

Klaus Zimmermann, président du groupe de réflexion économique DIW, estime que la récession est telle que la réduction du temps de travail pourrait bientôt concerner plus d'un million de personnes. "Il faut garder à l'esprit qu'une baisse du nombre d'heures ne peut compenser qu'une perte temporaire de travail", a-t-il expliqué à Reuters. "S'il n'y a pas de lumière au bout du tunnel concernant les commandes au bout d'une certaine période de temps, les entreprises vont devoir se résoudre de plus en plus à se défaire de leurs salariés", ajoute-t-il.

L'institut de recherche économique Ifo a indiqué la semaine dernière qu'il prévoyait une forte hausse du chômage à partir de l'été.

La chancelière Angela Merkel a modifié la réglementation concernant le Kurzarbeit, dont l'origine remonte à 1910, en réduisant les charges financières qu'il impose aux entreprises et en supprimant un certain nombre de lourdeurs administratives.

Auparavant, les entreprises devaient assumer l'ensemble des cotisations de Sécurité sociale, mais avec le nouveau texte de loi, l'Office du Travail en assumera 50%. Ce pourcentage peut atteindre 100% si des salariés suivent une formation en dehors du temps de travail.

En règle générale, l'Office compense à hauteur de 60% (67% pour les salariés qui ont des enfants) le salaire net perdu en raison de la réduction du temps de travail.

Toutefois, le feu vert des comités d'entreprise est obligatoire et certains obtiennent des garanties supplémentaires pour les salariés.

"Pour l'instant, notre opinion est que la baisse du nombre d'heures travaillées devrait être utilisée à tous les degrés nécessaires pour sauver autant d'emplois que possible", assure Gudrun Krüger, qui dirige le comité d'entreprise de Mercedes-Benz à Ludwigsfelde, près de Berlin.

Suède. Les Suédois s'inquiètent pour leurs retraites en partie placées en Bourse (25.02)

Le Monde - 24.02.

STOCKHOLM CORRESPONDANCE

Souvent encensé en France, le système de retraite instauré en Suède au cours de la décennie passée est aujourd'hui source d'inquiétude pour la plupart des Suédois, qui voient fondre une partie de leur retraite placée d'office en Bourse.

"Je viens de recevoir mon enveloppe orange et c'est un choc en l'ouvrant", déclare Maria Beckius Aronsson, une employée du ministère suédois des affaires étrangères. Après trente-deux ans passés au service de l'Etat, cette Suédoise est effarée : "C'est avec ça qu'il faudra vivre ?". Comme beaucoup de Suédois, elle a commencé à épargner à titre privé, consciente que le système public ne suffit plus.

Un système de retraite qui s'autofinance

Le système de retraite suédois a été progressivement instauré partir du milieu des années 1990. L'ancien système était en passe d'être déficitaire et défavorisait les carrières les plus modestes puisque le montant en était défini sur les quinze meilleures années. Toute la carrière est désormais prise en compte. Un total de 18,5 % du revenu est versé au régime de retraite, dont 16 % à la pension fondée sur le revenu (par répartition) et 2,5 % à la retraite par capitalisation. Le système, fruit d'un large consensus, fonctionne grâce à un modèle qui ne nécessite plus d'intervention politique. Il tient compte de l'espérance de vie lors du départ à la retraite, de la santé de l'économie (indexation sur l'évolution des salaires). Un mécanisme automatique d'équilibre permet au système de s'autofinancer.

Depuis que la Suède a réformé son système de retraite, l'une des mesures les plus spectaculaires est l'introduction d'une retraite par capitalisation : une part des cotisations sociales payées par les salariés représentant 2,5 % de leur revenu est capitalisée, c'est-à-dire placée sur des fonds, généralement en actions, que chacun peut choisir et changer, parmi un catalogue de fonds privés ou publics (773 à ce jour) validés par une agence publique, PPM.

Après avoir augmenté de 30,2 % en 2005, 12 % en 2006 et 5,6 % en 2007, la valeur annuelle des fonds PPM a baissé en 2008 de 34,5 %. Et tous les ans, les Suédois reçoivent une enveloppe orange dans laquelle est projetée leur retraite future en fonction de l'âge auquel ils s'arrêteront de travailler (dans les exemples donnés, à 61 ans, 65 ans ou 70 ans) et de la croissance de l'économie (0 % ou 2 %).

Entre s'arrêter à 61 ans, lorsque la croissance est de 0 %, et à 70 ans lorsqu'elle est de 2 %, la retraite triple, passant de 900 à 3 000 euros brut par mois. "Ce n'est pas drôle d'ouvrir cette enveloppe, raconte Dan Rohlen, un coiffeur âgé de 61 ans qui officie dans le sud de Stockholm. Moi encore ça va, car je bénéficie en partie de l'ancien système qui était plus généreux. Mais pour les plus jeunes, ce sera dur."

En Suède, on peut percevoir ses droits à la retraite dès 61 ans, l'âge normal du départ est 65 ans et la loi protège les salariés jusqu'à 67

ans. Le nouveau système est limpide : plus on retarde l'âge du départ à la retraite, plus la retraite augmente puisque l'on a moins longtemps à vivre. Et on touchera plus si la croissance est bonne, et vice-versa. "Je pousserai peut-être jusqu'à 67 ans, réfléchit Dan Rohlen. D'abord parce que je trouve ça sympa de travailler. Et puis deux ans de plus, ça ferait environ 2 000 couronnes (180 euros) brut de plus par mois de retraite, ça peut valoir le coup."

Linda Wagenius, une bibliothécaire de 32 ans qui travaille depuis quatre ans pour la municipalité de Stockholm, ne s'intéresse pas à cette enveloppe. "Cela semble si loin. Et puis cela fait si peu d'argent que c'est déprimant". Comme beaucoup d'autres, Linda Wagenius a compris ce que les instigateurs du système voulaient que les Suédois comprennent : "Ce que je vois, c'est que ma retraite ne repose pas sur mon travail mais sur l'état de l'économie. Je ne suis pas sûre de pouvoir influencer ma retraite par mon travail".

Quand elle avait reçu la fameuse enveloppe orange pour la première fois, où on lui demandait de choisir sur quels fonds d'épargne placer ses 2,5 % de cotisations destinées à être capitalisées, Linda Wagenius avait barré le tout au gros feutre noir en écrivant en travers du formulaire qu'elle ne voulait pas "participer à ce foutu système capitaliste". Car, estimait-elle, cela ne fait que favoriser la spéculation.

Mais le système est tel que même si elle ne fait pas de choix actif, ses 2,5 % sont placés d'office sur un fonds d'Etat. Même contre leur volonté, les Suédois sont ainsi devenus acteurs de la Bourse.

Dans les journaux, les experts en retraite tentent de calmer les esprits. Comme l'explique le quotidien Svenska Dagbladet, "les retraites ne rendent pas compte du développement actuel mais de l'évolution des prix l'année précédente et des salaires les trois dernières années". L'impact sera surtout sensible en 2010, mais les projections indiquent déjà une baisse des retraites de 4 % dès cette année.

Le gouvernement discute d'une éventuelle compensation, sans être plus précis pour l'instant. D'autres rappellent que le système par capitalisation ne représentera au total en moyenne qu'environ 14 % de la retraite. Et que les bonnes années qui ne manqueront pas de venir compenseront les aléas de la crise.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr



Syndicalisme

- Les syndicats partagés sur une journée nationale de grève (28.04)
- Nouvelle rencontre intersyndicale le 4 mai (28.04)
- Bernard Thibault annonce 277 manifestations le 1er mai (24.04)
- Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)
- Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)
- G20: les syndicats soulignent un pas en avant et l'absence du social (05.04)
- Les syndicats pénitentiaires appellent à bloquer les prisons (02.04)
- Les syndicats réclament une meilleure prise en compte des droits sociaux (01.04)

- Les syndicats français appellent à un 1er mai unitaire (31.03)
- Au CE de la SNCF, la CGT joue au «patron voyou» (30.03)
- Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)
- Les syndicats se donnent du temps pour décider des suites aux manifestations de jeudi (21.03)
- Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs (21.03)
- Manifestations syndicales record depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (20.03)
- "Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales" (19.03)
- Plus de 200 manifestations prévues à travers la France jeudi (19.03)
- Appel à la grève dans l'enseignement professionnel le 24 mars (18.03)
- Des syndicats à la fois confortés et fragiles(18.03)
- Social : "le gouvernement devra lâcher", selon FO (17.03)
- François Chérèque évoque d'autres mouvements après le 19 mars (16.03)
- La CGT refuse la "délibération sociale" proposée par Laurence Parisot (05.03)
- SNCF: sept syndicats déposent un préavis de grève pour le 19 mars (05.03)
- Hôpitaux: neuf syndicats appellent les personnels à la mobilisation jeudi (05.03)
- Appel de la coordination nationale étudiante d'Angers du 1er mars (03.03)

Appel de la coordination nationale étudiante d'Angers du 1er mars (03.03)

npa.org - 02.03

Nous étudiants de 57 universités, réunis en coordination nationale à Angers les 28 février et 1er mars appelons à poursuivre et amplifier la mobilisation en cours contre la casse de l'université publique et de nos diplômes.

Le 1er ministre François Fillon a fait de premières annonces en réponse à la mobilisation : réécriture du décret sur le statut des enseignant-chercheurs, pas de suppressions de postes dans l'enseignement supérieur en 2010 et 2011 et la mise en place d'une commission de suivi de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants. Ces annonces sont insuffisantes et ne répondent pas aux principales revendications de la mobilisation qui touche la majorité des universités depuis un mois maintenant.

Les annonces de Fillon prouvent que le gouvernement craint cette mobilisation qui rassemble l'ensemble de la communauté universitaire : enseignants, étudiants et personnels. C'est pourquoi nous appelons les étudiants à poursuivre et à amplifier la grève pour obtenir satisfaction sur nos revendications

Nous exigeons l'abrogation immédiate de la LRU sans conditions, ni négociations. Nous soutenons l'ensemble des revendications de la Coordination Nationale Universitaire (CNU) qui appelle à la convergence des luttes de la maternelle à l'enseignement supérieur et pour la première fois à l'abrogation de la LRU. Nous refusons les attaques qui frappent l'enseignement supérieur depuis plusieurs années maintenant et qui visent à soumettre l'université aux besoins des entreprises, à des logiques de compétitivité et de rentabilité. Le Plan campus, le plan licence (qui s'inscrivent dans la logique de la stratégie de Lisbonne et du processus de Bologne) mettent en concurrence les universités entre elles, soumettent le contenu des diplômes aux besoins immédiats du marché, individualisent les diplômes et cassent les garanties collectives des futurs salariés. L'application de la LRU renforce de manière importante cette logique, c'est elle qui permet aujourd'hui la mise en place des nouveaux décrets. C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de la LRU et de ses conséquences : le retrait du décret sur l'allocation des moyens, le retrait du contrat doctoral unique. Nous exigeons un système d'aide sociale étudiant sur critères sociaux permettant de lutter contre la sélection sociale à l'université accrue par la LRU.

Nous exigeons le retrait pur et simple du décret sur le statut des enseignant-chercheurs. La mesure de modulation de service, qui est le cœur de cette réforme, va dégrader considérablement les conditions de travail des enseignant-chercheurs en réduisant leurs possibilités de faire de la recherche. Cette mesure va faire de l'enseignement une sanction. En déconnectant l'enseignement de la recherche, la qualité des enseignements et donc de nos diplômes va en pâtir.

Nous exigeons le retrait de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants (réforme dite des IUFM). Cette réforme ne fait que dégrader la formation des enseignants, en ouvrant les concours à bac + 5, elle ne fait qu'augmenter la sélection et en supprimant l'année de stages rémunérés après le concours, elle aggrave la sélection.

Nous appelons donc l'ensemble des enseignants et des étudiants à se mettre en grève et à faire cesser l'ensemble des cours par tous les moyens nécessaires (piquets de grève, blocages, barrages filtrants,...). L'arrêt des cours est le seul moyen pour permettre à tous les étudiants de pouvoir se mobiliser et de pouvoir dégager du temps libre pour construire la mobilisation. Sur les facs, nous devons briser la routine et mettre en place des piquets de grève, chercher à convaincre la majorité des étudiants de s'impliquer activement dans la grève.

La destruction du service public de l'enseignement supérieur, les suppressions de postes, s'inscrit dans une casse générale de tous les services publics (hôpitaux, poste...). L'individualisation de nos diplômes aujourd'hui c'est accroître la mise en concurrence des salariés sur le marché du travail demain (casse de nos statuts, de nos salaires). L'ensemble de nos protections collectives gagnées hier est consciemment détruit aujourd'hui par la classe dirigeante.

C'est pour cela que la grève doit être généralisée à l'ensemble des secteurs aujourd'hui victimes de ces attaques. De même que l'ensemble de nos revendications sont légitimes, l'ensemble des revendications des habitants d'Outre-mer doivent être satisfaites. La combativité des travailleurs d'Outre-Mer, dans l'unité contre la classe dirigeante reste un exemple pour le mouvement social en France.

Nous exigeons la régularisation massive et sans conditions de tous les étudiants sans-papiers. Une carte étudiante=une carte de séjour.

Contre la casse du service public d'éducation, de la maternelle à l'université nous soutenons l'appel à la réunion des Etats Généraux de l'enseignement supérieur, pour que les étudiants prennent toute leur place dans la construction d'un projet alternatif progressiste pour l'enseignement supérieur.

Nous appelons l'ensemble de l'éducation, enseignants du primaire et du secondaire, lycéens, à se joindre à nous pour la défense de l'éducation publique, à rejoindre la grève et les manifestations appelées par la coordination des universités. Nous appelons à une journée d'action en direction du reste de l'éducation le mardi 3 Mars : nous invitons l'ensemble des universités à aller distribuer des tracts devant les lycées, les collèges ou les écoles pour les inviter à rejoindre la mobilisation. Nous appelons à une journée de manifestation le jeudi 5 mars.

Nous restons mobilisés pour obtenir :

- Abrogation de la LRU
- Retrait du plan licence
- Retrait de la réforme du statut des enseignants-chercheurs
- Retrait de la réforme du recrutement et formation des enseignants
- Retrait de la réforme de l'allocation des moyens, pour des financements 100% publics
- Pour l'embauche massive de personnel dans l'enseignement supérieur

- Pour la mise en place d'un véritable système d'aides sociales étudiant basé sur des critères sociaux
- Cadrage national des diplômes
- Titularisation de tous les personnels BIATOSS, ainsi que de tous les personnels du CROUS

Hôpitaux: neuf syndicats appellent les personnels à la mobilisation jeudi (05.03)

AP - 03.03 Neuf syndicats de personnels et de médecins des hôpitaux publics appellent à une journée de grève et à une manifestation nationale jeudi à Paris pour dénoncer les fermetures de lits, les restrictions budgétaires, les conditions de travail et le projet de loi Hôpital, patients, santé et territoires (HPST) qu'ils accusent de "fragiliser le service public de santé au profit d'une logique privée".

Les syndicats appellent à manifester à partir de 10h30 des abords du métro Sèvres-Babylone jusqu'à l'Assemblée nationale où le projet de loi défendu par la ministre de la Santé Roselyne Bachelot est en cours d'examen.

Des rassemblements et des défilés sont également annoncés en province, notamment devant les Agences régionales d'hospitalisation (ARH) et les Directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS).

"Depuis de nombreuses années, les établissements hospitaliers sont victimes de la politique d'austérité et d'un véritable étranglement financier. Le déficit atteint un niveau record (1 milliard d'euros), ce qui entraîne de nombreuses suppressions de lits et des dizaines de milliers de suppressions d'emplois", dénoncent les syndicats CGT, FO, SUD, CFTC, CGC, AMUF, CPH, INPH et SNPHAR.

"Aujourd'hui, les patients et les personnels sont les premières victimes d'une gestion purement et exclusivement comptable de la santé", ajoutent les syndicats. Dans ce contexte, la loi de financement de la Sécurité sociale 2009 et le projet de loi HPST "n'apportent pas de réponse" et fragilisent "davantage le service public de santé et de l'Etat au profit d'une logique privée".

Cette mobilisation intervient alors que dans une pétition lancée depuis la fin janvier, quelque 400 professeurs, chefs de service, praticiens ou encore infirmiers en appellent à Nicolas Sarkozy pour le gel des réformes en cours et l'organisation d'un débat national sur l'avenir de l'hôpital.

"L'hôpital public a subi plusieurs attaques: pénurie de personnel médical (...), manque d'infirmières aggravé par les conditions d'application de la loi des 35 heures aux hôpitaux, sous financement délibéré par la tarification dite à l'activité (...), limitation abusive de l'enveloppe budgétaire nationale", dénoncent les signataires.

Selon un sondage TNS Sofres/Logica publié mardi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France", plus de neuf Français sur dix (93%) jugent que le personnel de l'hôpital public est compétent mais que l'hôpital manque de moyens financiers et humains (89%). Par ailleurs, 73% des sondés estiment que l'hôpital public "offre une meilleure qualité de soins en France que dans les autres pays européens" et 69% craignent que demander aux hôpitaux publics d'être rentables financièrement ne nuise à la qualité des soins.

SNCF: sept syndicats déposent un préavis de grève pour le 19 mars (05.03)

AP - 04.03 Sept fédérations syndicales de cheminots ont déposé mercredi auprès de la direction de la SNCF un préavis de grève pour la journée interprofessionnelle de mobilisation du 19 mars, a-t-on appris auprès de la direction.

Selon la direction de la SNCF, le préavis déposé mercredi après-midi a été signé par toutes les fédérations de cheminots à l'exception de la CFTC.

Dans un communiqué commun, les fédérations de cheminots CGT, CFDT, FO, Sud-Rail, UNSA, CFE-CGC et FGAAC mettent en avant des revendications portant sur le développement du service public ferroviaire SNCF, le "maintien du caractère intégré et de l'unicité de la SNCF", une "autre politique de l'emploi" et l'ouverture de négociations salariales.

Le 23 février dernier, les grandes organisations syndicales françaises ont appelé à de nouvelles grèves et manifestations interprofessionnelles le 19 mars, avec l'objectif d'obtenir un "vrai changement de cap" en faveur des salaires, de l'emploi et des services publics dans la politique gouvernementale.

Les organisations syndicales veulent dépasser l'ampleur des défilés du 29 janvier qui avaient mobilisé entre 1 et 2,5 millions de personnes dans toute la France.

Dans les transports, les syndicats d'Air France ont déjà appelé à cesser le travail ce jour-là. Des préavis de grève seront également déposés dans les transports urbains des villes de province ainsi qu'à la RATP, a-t-on indiqué de source syndicale.

La CGT refuse la "délibération sociale" proposée par Laurence Parisot (05.03)

AP - 04.03 La CGT a adressé une fin de non-recevoir à la proposition d'une "délibération sociale" sur la "modernisation du marché du travail" faite par la présidente du MEDEF Laurence Parisot, dans un courrier rendu public mercredi.

La présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) avait écrit aux syndicats le 23 février pour leur proposer d'ouvrir une "délibération sociale" -c'est-à-dire des mois de discussions préalables à une éventuelle négociation- d'une part sur le paritarisme, d'autre part sur la "modernisation du marché du travail".

"Nous remarquons que votre démarche s'engage parallèlement à celle du gouvernement pour fixer l'agenda social 2009", écrit le secrétaire général de la CGT à Laurence Parisot, dans son courrier rendu public mercredi par la confédération.

"Nous n'ignorons pas, d'expérience, que vous privilégiez l'élaboration de 'délibérations' au détriment de 'négociations', ce qui laisse apparaître votre organisation disponible pour le dialogue social dès lors qu'il ne débouche pas sur de nouvelles obligations pour les employeurs", ajoute Bernard Thibault.

"Vous avez d'ailleurs très clairement précisé lors de la rencontre organisée par le président de la République le 18 février votre disponibilité pour 'la délibération' et votre réticence pour 'la négociation au niveau national'", ajoute M. Thibault.

"Dans ces conditions", conclut-il, "la CGT décline votre invitation à délibérer et vous réaffirme sa disponibilité pour négocier sur les différents enjeux sociaux et économiques de la période".

François Chérèque évoque d'autres mouvements après le 19 mars (16.03)

Reuters - 16.03 Les syndicats français ont d'autres mouvements en perspective après la journée de grèves et de manifestations du 19 mars, mais peut-être "d'une façon différente", a déclaré François Chérèque.

Le secrétaire général de la CFDT a évoqué au Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro la traditionnelle journée du 1er mai en France, un mouvement au niveau européen les 14 et 15 mai et une mobilisation le 28 mars à Londres.

Il a estimé que la mobilisation jeudi serait "au moins aussi importante" que la précédente du 29 janvier, qui avait rassemblé un à 2,5 millions de personnes, selon les sources.

"Je pense que le mouvement sera important, et que le gouvernement sera obligé de donner d'autres réponses ou au moins de compléter celles qu'il a apportées", a ajouté François Chérèque.

Le gouvernement a affirmé qu'il ne débloquerait aucune enveloppe supplémentaire aux mesures annoncées au "sommet social" du 18 février.

S'il restait sur la même ligne, "il faudra trouver des solutions", a dit François Chérèque.

"Le 1er mai, ce n'est pas si loin que ça (...) On a d'autres mouvements qui sont en perspective, peut-être d'une façon différente", a-t-il expliqué.

François Chérèque a souligné que la journée du 19 mars aurait l'avantage de canaliser la colère des salariés face à la crise et d'éviter des débordements, comme ceux qui sont intervenus au cours de la semaine passée.

"La crise, maintenant, elle a un visage. Jusqu'à maintenant, c'était des statistiques, du pourcentage. Aujourd'hui, ça a des noms, Continental, Sony", a-t-il dit.

"Quand les salariés ont le sentiment qu'on ne répond pas à leur problème et qu'on ne prend pas en charge leurs difficultés, inévitablement, vous avez des débordements", a ajouté François Chérèque.

Selon le dirigeant syndical, ces incidents "résultent généralement d'un manque de dialogue, d'un manque de réponse." "Et si les syndicats organisent des journées d'action, c'est pour que ces personnes là puissent s'exprimer dans des moments démocratiques", a-t-il dit.

Social : "le gouvernement devra lâcher", selon FO (17.03)

AP - 16.03 Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a prévenu lundi que "le gouvernement devra lâcher d'une manière ou d'une autre" face à la mobilisation du 19 mars, qui "sera au moins du même niveau que le 29 janvier", qui avait réuni entre 1 et 2,5 millions de personnes dans toute la France.

"Il faut bien comprendre que les gens en ont marre, ils n'en peuvent plus", a prévenu Jean-Claude Mailly sur Canal+. "Je suis persuadé qu'à un moment donné, le gouvernement devra lâcher d'une manière ou d'une autre" car "la situation économique va le nécessiter".

Le gouvernement "attend, il attend, il attend" mais "il va devoir le faire: il devra lâcher sur le soutien à la consommation pour des raisons économiques", a-t-il assuré. "On est en récession (...) pourquoi attendre?".

Qualifiant de "mesurettes" les aides décidées par le gouvernement pour faire face à la crise, le secrétaire général de FO a assuré que "tout le monde sait que c'est insuffisant". Et de lancer que la mobilisation du 19 mars "sera au moins du même niveau que le 29 janvier, avec un détermination plus grande des salariés du privé et du public".

Interrogé sur le recours à la violence par certains salariés d'entreprises qui vont fermer, Jean-Claude Mailly a estimé que "d'une certaine manière elle est légitime" et il "la comprends. "Les salariés n'ont plus rien à perdre, ils ont le sentiment qu'on ne s'occupe pas d'eux, qu'on les méprise".

Quant à Olivier Besancenot qui appelle à un mouvement au-delà de la journée de jeudi, le responsable syndical a prévenu qu'il "n'a pas leçon à recevoir", alors qu'Olivier Besancenot "est responsable politique, ce n'est pas eux qui appellent à des manifestations, à la grève".

Commentaire. Pour qui se prend-il celui-là ? Depuis quand un dirigeant d'un parti politique ne pourrait-il pas appeler à faire grève et à manifester pour des revendications économiques et sociales ? Où a-t-il vu jouer cela ?

Merci monsieur Mailly, vous éclairez les militants sur le contenu de la soit-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis : les bureaucrates pourris des syndicats dont fait partie Mailly, ont le droit d'organiser des journées d'action au lieu d'appeler à la grève générale illimitée, les partis ouvrier ont tout juste le droit de se plier à ce diktat et de la fermer.

Monsieur Mailly, le mouvement ouvrier ne vous appartient pas, la classe ouvrière n'est pas votre propriété, et si un parti ouvrier décide de soutenir ou d'appeler à une grève ou une manifestation, ce n'est pas un syndicaliste jaune qui l'en empêchera.

Des syndicats à la fois confortés et fragiles (18.03)

Le Monde - 17.03 A la veille des manifestations du jeudi 19 mars, les syndicats croient à leur succès. Ils espèrent voir autant si ce n'est plus de monde dans les rues que lors de la précédente journée d'action du 29 janvier qui avait réuni de 1 à 2,5 millions selon les sources de salariés du privé et du public. La multiplication des plans sociaux, la tension grandissante dans les conflits, comme chez Sony (Landes) et Continental (Oise), la bonne santé affichée de certains groupes qui, à l'instar de Total, suppriment des emplois, contribuent à la montée de l'exaspération.

Trois Français sur quatre trouvent "justifiée" la journée d'action de jeudi, selon un sondage BVA-Les Echos-France Info-BPI, publié mardi (échantillon de 1 003 personnes interrogées , les 13 et 14 mars).

Conscients que l'union fait la force , les responsables des huit syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FSU, FO, Solidaires, UNSA) avancent un front commun avec des revendications précises telles la suppression du bouclier fiscal et une politique plus contraignante de l'Etat à l'égard des entreprises pour limiter les plans sociaux. Mais ils savent en même temps qu'ils auront beaucoup plus de mal à se faire entendre que le 29 janvier : l'Elysée n'a pas prévu de nouveau sommet social et , sur fond de déficits records, le gouvernement exclut tout nouveau geste. "Il n'y aura aucune enveloppe supplémentaire , car c'est de la dette supplémentaire" a prévenu le premier ministre François

Fillon. Du coup, la situation pour les syndicats devient plus compliquée et le jeu plus subtil. Faut-il privilégier l'emploi ou le pouvoir d'achat ? Obtenir une victoire symbolique sur le bouclier fiscal en exploitant au mieux les divisions de la droite ou se battre autour du fonds social d'investissement voulu par la CFDT pour encourager la formation des salariés et le retour dans l'emploi ? Remis en scelle par la crise, les syndicats restent structurellement fragiles . Comparés à leur voisins européens, ils ont peu d'adhérents et doivent constamment lutter contre les germes de la division, en évitant la surenchère et les risques de débordement . Au-delà du 19 mars, leur défi sera de rester uni , de ne pas laisser par la répétition de journées d'action dont on ne voit plus très bien le débouché et de monter leur efficacité. Ils appellent doré et déjà un 1er mai revendicatif et cherchent de nouvelles formes de mobilisation.

LE MEDEF SUR LA DÉFENSIVE

Leur chance est que Nicolas Sarkozy a besoin d'eux. Pour éviter les débordements, le président de la République doit mettre en scène un minimum de dialogue social et conforter les organisations syndicales, Solidaires exclu mais CGT comprise. Tandis que François Fillon soigne la CFDT- "L'important pour nous, est de consolider le fond d'investissement social autour de la CFDT", explique-t-on à Matignon - l'Elysée assure que son intention n'est pas d'enfoncer un coin dans le front syndical : "La position de l'Elysée n'est pas de décrocher les uns des autres, assure Raymond Soubie, le conseiller social de Nicolas Sarkozy. De nombreux chantiers sont ouverts avec les partenaires sociaux."

Encore faut-il que le patronat joue le jeu de la négociation . Sur le chômage partiel, les discussions avancent mais d'autres chantiers, voulus par le président de la République, ne sont pas encore ouverts . Notamment en raison de l'attitude défensive de Laurence Parisot. Désireuse avant tout de préserver l'autonomie de décision des entreprises, la patronne du Medef fait la sourde oreille à tout ce qui pourrait ressembler à une contrainte.

Appel à la grève dans l'enseignement professionnel le 24 mars (18.03)

AP - 17.03 L'intersyndicale CGT, FSU, Sud et FAEN de l'enseignement professionnel a appelé mardi à une journée de grève le 24 mars prochain contre la réforme prévue par le gouvernement à la rentrée 2009 dans ce secteur de l'Education, et contre les suppressions de postes.

Dans un communiqué, l'intersyndicale "appelle dès maintenant les personnels à poursuivre après le 19 mars la mobilisation engagée depuis plusieurs mois contre les réformes Darcos et les suppressions massives d'emplois".

L'intersyndicale "décide d'appeler à la grève le mardi 24 mars (...) pour refuser la mise en application de la réforme de l'enseignement professionnel imposée dès la rentrée 2009".

Les syndicats exigent la maintien de "formations BEP + bac en quatre ans", la "restitution des milliers de postes supprimés", et le retrait "de grilles horaires annualisées, lourdes de risque pour le statut de tous les enseignants".

Plus de 200 manifestations prévues à travers la France jeudi (19.03)

LeMonde.fr avec Reuters et AFP - 18.03 La journée de mobilisation de jeudi, à l'appel de huit organisations syndicales, s'annonce "aussi importante, voire plus que le 29 janvier", a annoncé la CGT dans un communiqué. Près de 215 manifestations et rassemblements sont prévus à travers le pays, contre 195 le 29 janvier dernier, selon la CGT. Entre les deux journées d'action, la tension sociale a monté, alimentée par la combativité payante des universitaires ou des Guadeloupéens, et des salariés partagés entre colère et désarroi face au raz-de-marée sans précédent de suppressions d'emploi.

En quelques semaines, les perspectives économiques, déjà peu engageantes, se sont rapidement dégradées, le régime d'assurance-chômage n'excluant pas un scénario jamais vu de près d'un demi-million de chômeurs supplémentaires en 2009, pas forcément indemnisés. Le couperet des plans sociaux, tombé pour de nombreux salariés depuis septembre (Camif, La Redoute, Amora, Natixis, Valeo, etc.), est tombé en février-mars sur de nouvelles entreprises.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a douté mardi de l'utilité de la journée d'action de jeudi pour exiger un changement de cap politique et économique, coûteuse selon elle pour l'économie française et empreinte de "démagogie". "S'il s'agit de dire à quel point nous sommes mécontents de ce qui se passe et inquiets [...], nous pouvons tous dire ça, le patronat aussi. Est-ce vraiment utile [...] de le dire ainsi ?", a-t-elle déclaré, lors de sa conférence de presse mensuelle. La journée a aussi un "coût en terme de démagogie, d'illusions créées. C'est une facilité, je ne crois pas que ce soit une réponse", a-t-elle enchaîné, avant de s'en prendre à la CGT, accusée de "provoquer des destructions d'emplois" à Marseille. "On reproche beaucoup de choses aux chefs d'entreprises en ce moment [...] mais je voudrais qu'on parle aussi de la responsabilité de la CGT sur la disparition d'entreprises à Marseille", a-t-elle attaqué, sans citer les entreprises

concernées.

Bernard Thibault a répliqué mercredi, brocardant "l'archaïsme d'un autre temps" du patronat français. "Mme Parisot est dans une extrême difficulté pour justifier ce qui se passe dans les entreprises, pour justifier les aides publiques dont bénéficient les grandes entreprises qui restructurent aujourd'hui et tentent pour s'en sortir de porter le discrédit sur les syndicats de salariés", a fait valoir le secrétaire général de la CGT sur Europe 1. "Si par là Mme Parisot (...) laisse entendre qu'il n'y a plus de place pour la revendication, je crois qu'elle va être déçue."

"Sans réponse le 19 mars, les syndicats appelleront à de nouvelles initiatives nationales" (19.03)

LeMonde.fr - 18.03

Peters : Pensez-vous que la manifestation de demain peut véritablement pousser le gouvernement à revenir sur ses positions ?

Michel Doneddu, secrétaire confédéral de la CGT : La manifestation de demain va être d'une ampleur vraisemblablement exceptionnelle. Elle ne permettra pas au gouvernement de rester muet. Cela étant, le rapport de force à construire pour obtenir des avancées notables, notamment en matière de salaires, appelle à ce que ces manifestations trouvent leur prolongement dans des actions d'entreprise. En tout état de cause, sans réponse suffisante, les organisations syndicales appelleront à de nouvelles initiatives nationales.

Lucas : Les salariés sont conscients qu'une grève de vingt-quatre heures ne fera pas plier le gouvernement. La CGT est-elle donc prête à organiser des grèves plus dures pour exiger l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et des indemnités chômage, un gel des prix et des loyers ainsi que d'éventuels nouveaux acquis (jours de congé supplémentaire et baisse du temps de travail pour redistribuer celui-ci) ?

Michel Doneddu: Nous pensons que l'ampleur des mobilisations est de nature à apporter des réponses aux revendications qui sont posées. Déjà, même si c'est très insuffisant, le gouvernement a été obligé de prendre quelques mesures après le 29 janvier. Ce qui est très important, c'est que les rapports de force créés par les actions nationales puissent se prolonger dans des actions d'entreprise, parce que par exemple des revendications comme les salaires, c'est à l'entreprise qu'elle se gagne. Et la démarche d'action revendicative, c'est que les actions à l'entreprise et les actions nationales s'épaulent les unes les autres.

Hoube : La situation grave dans laquelle se débattent chaque jour nombre de gens en raison des attaques du patronat et de Sarkozy sur l'emploi et le pouvoir d'achat, mérite que leur soient proposées des actions énergiques et reconductibles. Qu'en pensez-vous ?

Michel Doneddu: Il est sûr que le rapport de force que nous devons créer doit être durable. Il doit y avoir de nouvelles initiatives et dès vendredi matin, l'intersyndicale se réunira pour examiner les suites. Mais le prolongement des actions doit aussi s'envisager dans les entreprises.

Diabaram : J'en ai un peu assez des journées de grève disparates, éloignées les unes des autres, très policées et qui au final ne servent pas à grand chose. Ne faudrait-il pas désormais réfléchir à une action de grande ampleur, un mouvement insurrectionnel comme a si bien su le faire le LKP ?

Michel Doneddu: L'objectif de la CGT n'est certainement pas d'aller à un mouvement insurrectionnel, qui dans la situation actuelle n'aurait aucun débouché. Toute notre démarche consiste à permettre aux salariés de se rassembler pour exercer un rapport de force tant vis-à-vis du patronat que du gouvernement.

C'est aussi par le prolongement dans les entreprises que des succès revendicatifs peuvent être obtenus. D'ailleurs, depuis le 29 janvier, des actions revendicatives se sont multipliées dans les entreprises, en particulier dans le secteur privé, et ont enregistré déjà quelques acquis en matière d'augmentation de salaires. C'est sans doute la raison pour laquelle la présidente du Medef est sortie de son silence pour stigmatiser les syndicats, et en particulier la CGT.

yoploi : Espérez-vous ou craignez-vous une révolte globale comme d'aucuns le suggèrent ?

Michel Doneddu: Le but de l'action syndicale revendicative n'est pas de dériver vers des violences. Au contraire, elle vise à ce que les sentiments de colère puissent s'exprimer dans des actions de masse déterminées, dont l'objectif est d'avancer vers les revendications qui sont posées. Certains caricaturent les journées d'action du 29 janvier et du 19 mars comme des sortes d'exutoires face à la crise ou des manifestations de désespoir. C'est tout l'inverse. Ces actions visent à soutenir une plate-forme commune intersyndicale.

Melanie_Monjean_1 : Quel message souhaiteriez-vous adresser aux Français qui craignent une dégradation de la situation ?

Michel Doneddu : Eh bien, qu'il n'y a aucune raison justifiée que leur situation se dégrade. Comme on dit : la crise, c'est eux, la solution, c'est nous. Il faut donc se mobiliser, participer à la journée d'action de demain, et poursuivre.

Pablo11 : Pensez-vous que l'unité syndicale actuelle soit amenée à perdurer ? Nicolas Sarkozy ne va-t-il pas chercher à tout prix à diviser les syndicats déjà affaiblis, comme le montre par exemple la stratégie de stigmatisation excessive d'un syndicat pourtant que trop peu représentatif tel que SUD ?

Michel Doneddu : On a affaire à une unité syndicale d'un niveau assez exceptionnel, puisque cinq confédérations et trois autres organisations nationales ont adopté une plate-forme revendicative commune. Et ont appelé ensemble à deux actions nationales le 29 janvier et le 19 mars, pas simplement pour protester contre une politique gouvernementale, mais pour défendre les revendications de cette plate-forme commune. Donc l'unité syndicale est réellement ancrée sur un projet commun, et la CGT fera tout pour qu'elle perdure.

Michel Doneddu : La journée d'action de demain appelle déjà l'ensemble des salariés, qu'ils soient du public ou du privé, à exprimer leurs revendications ensemble. Les organisations de fonctionnaires sont partie prenante des appels pour le 19 mars.

Geoffroy : Que ce soit les salariés dont l'usine Continental se trouve en Picardie ou en Allemagne, ils sont tous victimes des licenciements. Les syndicats ont-ils invité des salariés d'Allemagne pour participer à la journée du 19 mars ? Ne serait-ce pas l'occasion de démontrer que la situation des salariés est identique partout en Europe, victimes de la spéculation financière, au moment où les partis politiques se préparent aux élections européennes ?

Michel Doneddu : C'est très juste. La Confédération européenne des syndicats appelle courant mai à une série de journées d'action coordonnée dans tous les pays d'Europe. Par exemple il y aura le 14 mai à Bruxelles, le 15 mai à Berlin, le 16 mai à Prague, et dès le 23 mars, il y aura une manifestation européenne à l'appel des syndicats à Londres, dont les objectifs revendicatifs portent sur des sujets similaires à notre action nationale du 19 mars.

DARKVAD09 : La fameuse formule "trop de syndicats et pas assez de syndicalistes ou de militants", n'est-elle pas en train de refaire surface ?

Michel Doneddu : Cette formule n'a malheureusement pas été démentie. Il y a un trop faible nombre de syndiqués en France, et s'il y en avait plus, les salariés seraient plus forts pour exprimer leurs revendications, tant vis-à-vis du gouvernement que des directions d'entreprise et du patronat.

Melanie_Monjean_1 : Quelle légitimité pour les syndicats au regard du faible taux de syndicalisation en France ?

Michel Doneddu : Je crois que la légitimité des syndicats est aussi démontrée par leur capacité de mobilisation, dont ils font la preuve en ce moment. La légitimité des syndicats s'acquiert aussi dans la confiance que les salariés leur manifestent dans les entreprises, notamment à l'occasion des élections professionnelles, qui connaissent en général une forte participation. C'est un fait que leur capacité d'influence serait renforcée par une syndicalisation plus importante.

Tata_Yoyo : Les travailleurs pauvres sont-ils syndiqués ?

Michel Doneddu : Rien n'empêche aux travailleurs de se syndiquer quels que soient leurs revenus. C'est un fait que la syndicalisation est rendue d'autant plus difficile que les situations de travail sont précaires.

Par exemple des salariés en contrat à durée déterminée changent fréquemment d'entreprise, et devraient donc adhérer à un nouveau syndicat à chaque contrat. C'est la raison pour laquelle la CGT étudie aussi des formes d'organisation permettant aux salariés précaires ou saisonniers une continuité syndicale.

Melanie_Monjean_1 : Une baisse des cotisations pourrait-elle augmenter le taux de syndicalisme ? Michel Doneddu : Je n'y crois pas du tout. L'adhésion à un syndicat n'est pas un acte marchand. Par exemple la cotisation syndicale à la CGT, c'est 1 % du salaire net primes comprises. On constate que lorsque des salariés décident de se syndiquer, parce qu'ils en ressentent la nécessité au regard de la situation qu'ils vivent dans l'entreprise, ce niveau de cotisation ne pose pas de problème.

Ahmed : Pensez-vous réellement aujourd'hui que les syndicats disposent des compétences suffisantes pour proposer des solutions adaptées et REALISTES.

Michel Doneddu : Ce qu'on peut déjà constater, c'est que les solutions mises en œuvre par les tenants du marché libéral ont conduit aux catastrophes économiques qu'on connaît. Il est donc grand temps qu'on change de logique et qu'on écoute la voix des salariés.

Igar_1 : Les syndicats patronaux sont-ils eux aussi à la hauteur de la crise sociale ?

Michel Doneddu : La réponse à la crise apportée par le Medef et la CGPME consiste à défendre la situation des grands patrons et des actionnaires. Quand on parle de partage des profits, Laurence Parisot répond que cela contredit le droit de propriété selon lequel les profits appartiennent aux seuls actionnaires. Récemment, elle s'en prend encore aux réactions des salariés de Continental qui subissent la fermeture de leur entreprise alors qu'ils avaient accepté un allongement de leur temps de travail pour sauver leur emploi, et que l'attribution d'aides publiques dans le cadre du plan automobile devait garantir le maintien de l'emploi.

Melanie_Monjean_1 : Pourquoi ne pas envisager les rapports entre le patronat et le salariat sur le mode de la discussion plutôt que sur le mode du conflit ?

Michel Doneddu : Des discussions, on en a énormément. Ce que les salariés attendent, c'est des réponses. Donc quand les questions restent sans réponse, le conflit est inévitable.

Melanie_Monjean_1 : Quels sont les leviers d'action pour lutter contre les fermetures d'entreprise et les délocalisations ?

Michel Doneddu : Il faudrait obtenir deux types de droits nouveaux : tout d'abord, que les salariés puissent exercer, par l'intermédiaire de leurs élus au comité d'entreprise, un droit suspensif de toute restructuration, afin de vérifier si elle est justifiée par de réelles difficultés économiques ou de marché. Il faudrait également obtenir une véritable sécurité sociale professionnelle, garantissant à tout salarié le maintien de son lien salarial en cas de suppression de poste. Ce sont des revendications importantes que la CGT porte dans les mouvements actuels.

Tata_Yoyo : J'ai 43 ans, je suis caissière à mi-temps dans un supermarché, je dois également nourrir mes trois enfants en bas âge, comment se mobiliser ?

Michel Doneddu : Il faudrait qu'il y ait une organisation syndicale dans votre supermarché qui appelle à une grève demain, ou à un arrêt de travail, afin que vous puissiez y participer. S'il n'y a pas d'organisation syndicale, eh bien il faudrait songer qu'avec les collègues qui vivent la même situation vous en créez une. D'ailleurs, demain, la mobilisation sera importante parce que de nombreux salariés du secteur privé ont d'ores et déjà décidé d'y participer par des arrêts de travail.

Melanie_Monjean_1 : Comment défendre les intérêts des travailleurs en ces temps de montée de l'individualisme ?

Michel Doneddu : On parle beaucoup d'individualisme. Les semaines qu'on vit montrent que les salariés sont aussi capables de beaucoup de solidarité.

Melanie_Monjean_1 : Les syndicats ne sont-ils pas dépassés par la mondialisation ?

Michel Doneddu : Les syndicats du monde entier ont décidé en 2006 de créer une organisation syndicale internationale réunifiée dont l'un des grands objectifs est de peser sur la mondialisation. Au niveau des institutions internationales - FMI, OMC par exemple -, afin d'y intégrer des clauses sociales, et également au niveau des grands groupes multinationaux. L'une des premières initiatives de cette CSI (Confédération syndicale internationale) a été d'appeler à une journée d'action mondiale pour le travail décent le 7 octobre dernier. Ce type d'initiative devrait se multiplier.

Tata_Yoyo : Les syndicats sont-ils en crise?

Michel Doneddu : Non, il n'y a pas de crise des syndicats. La majorité des salariés considèrent qu'ils jouent un rôle utile à l'entreprise et dans la société. En revanche, il y a un trop faible nombre de syndiqués, et c'est préjudiciable à la capacité de l'ensemble des salariés à faire entendre leur point de vue. Il serait déterminant que les fortes mobilisations qui se construisent en ce moment débouchent aussi sur un accroissement de la syndicalisation.

Melanie_Monjean_1 : En situation de crise, une hausse des bas salaires est-elle défendable ?

Michel Doneddu : Non seulement elle est défendable, mais elle est nécessaire. Une des grandes causes de la crise, c'est la montée des inégalités et le déséquilibre qui s'est opéré entre revenus du capital et revenus du travail. La revalorisation des salaires n'est donc pas simplement un enjeu de justice sociale, c'est aussi une nécessité économique.

Antoinet1 : Comment pourrait-on renouer un dialogue constructif entre les entrepreneurs qui souhaitent avant tout sauvegarder leur entreprise et les syndicats qui réclament la protection des plus vulnérables?

Michel Doneddu : Beaucoup d'entrepreneurs à la tête de petites entreprises sont aujourd'hui confrontés aux politiques des entreprises donneuses d'ordre, qui exercent sur eux une pression énorme pour obtenir des baisses de prix de leurs prestations.

Plutôt que répercuter ces pressions sur leurs salariés, ces patrons de PME auraient effectivement intérêt à des expressions convergentes avec leurs salariés.

Tata_Yoyo : Paradoxalement, les syndicats n'ont-ils pas leur part de responsabilité dans la détérioration du dialogue social ?

Michel Doneddu : Je crois que dans la crise qu'on connaît, les réponses patronales qui sont faites aux salariés ont tendance à montrer que ce n'est pas la responsabilité syndicale qui est en cause. Si le dialogue social apparaît souvent dégradé, c'est notamment que dans les négociations, peu de réponses sont apportées aux revendications des salariés, notamment en matière de salaires et de conditions de travail, qui font partie des préoccupations essentielles.

Tata_Yoyo : Après un siècle de charte d'Amiens, et quelques scandales (UIMM), les syndicats sont-ils des partis politiques déguisés ou des membres actifs de la société civile?

Michel Doneddu : Les actions auxquelles les syndicats, et notamment la CGT, appellent aujourd'hui ont des objectifs revendicatifs, et non politiques. Il s'agit des revalorisations de salaires, de la défense de l'emploi, du niveau des retraites, de la protection sociale et de la qualité des services publics. Certes, certaines de ces revendications s'adressent tout particulièrement au gouvernement, mais cela fait partie du rôle revendicatif des syndicats que de porter des exigences vis-à-vis des pouvoirs publics.

Melanie_Monjean_1 : Peut-on espérer des avancées aussi considérables en France métropolitaine que celles obtenues en Guadeloupe ?

Michel Doneddu : Les niveaux de revendications salariales qui s'expriment dans les entreprises de la métropole sont souvent du même ordre que celles qui ont été exprimées en Guadeloupe.

Cela étant, la situation sociale en Guadeloupe est spécifique aux DOM et les réponses apportées ne peuvent pas se décalquer. En particulier les revalorisations salariales à obtenir en métropole doivent être financées par les entreprises, et non par les contribuables.

Manifestations syndicales record depuis l'élection de Nicolas Sarkozy (20.03)

AFP - 20.03

Un nombre record de manifestants depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée est descendu jeudi dans la rue mais le Premier ministre, François Fillon, a écarté dans la soirée tout nouveau plan de relance, réclamé par les syndicats.

Sous un soleil printanier, entre 1,2 million (police) et 3 millions (CGT) de personnes ont défilé dans 219 manifestations à l'appel des huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, FSU, Unsa). Le 29 janvier, de 1,08 million (police) à 2,5 millions de personnes (syndicats) avaient battu le pavé.

Ces manifestations, qualifiées de "réussite" par les syndicats, et soutenues par la gauche, égalent les pics de mobilisation de 2006 contre le Contrat première embauche (CPE), et montrent l'ampleur de l'inquiétude et du mécontentement suscitées par la crise et la saignée de l'emploi qui l'accompagne.

Cependant, la réponse du gouvernement ne sera "certainement pas un nouveau plan de relance", a confirmé sur TF1 François Fillon.

Tout en reconnaissant "une inquiétude très légitime" des Français, il a estimé que "la mobilisation ne résoudra pas les problèmes de la crise mondiale".

Selon Raymond Soubie, conseiller social de Nicolas Sarkozy, "l'on n'avait pas franchi d'étape dans la protestation par rapport au 29 janvier".

En début de semaine, Bernard Thibault (CGT) avait estimé que "si la mobilisation est plus importante que le 29 janvier, ce sera un événement politique".

Le cortège parisien a rassemblé entre 85.000 personnes selon la police (65.000 le 29 janvier), et 350.000 personnes (300.000) selon la CGT.

Lors de la dispersion dans la soirée place de la Nation environ 300 personnes ont été interpellées, dont 49 feront l'objet d'une procédure judiciaire, selon la préfecture de police et neuf policiers ont été blessés par des jets de projectiles.

Outre les grandes villes, de Rennes (14.000 à 40.000) à Marseille (30.000 à 320.000) en passant par Bordeaux (36.000 à 100.000), l'affluence a été très forte quasiment partout, y compris dans des villes moyennes (Le Havre, Tarbes...).

"C'est la mobilisation de M. et Mme Toutlemonde, qui expriment leur ras-le-bol", s'est exclamé Gilbert Debard (Unsa), parmi les manifestants lyonnais (de 24.000 à 45.000).

A Clairoix (Oise), symbole de la colère des salariés, un millier d'employés de Continental, dont la fermeture est annoncée, sont allés gonfler les rangs des manifestants à Compiègne.

A Paris, les dirigeants syndicaux ont jugé, comme François Chérèque (CFDT), que le "silence complet" du gouvernement et du patronat ne devait pas être la réponse, au risque d'aggraver encore la crise sociale.

"C'est maintenant qu'il faut soutenir la consommation et prendre des décisions", a déclaré Jean-Claude Mailly (FO).

François Fillon a déjà prévenu qu'il n'y aurait aucune "enveloppe supplémentaire" après les mesures adoptées lors du sommet social du 18 février.

"Il faut changer de cap", "Bouclier social": pancartes ou slogans invitaient jeudi le gouvernement à modifier en profondeur sa politique en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Dans la Fonction publique, la grève a été moins importante que le 29 janvier, notamment dans l'éducation. Nombre de fonctionnaires ont défilé, comme les enseignants-chercheurs, au nombre de 100.000 dans toute la France (selon Unef et FSU), la plus grosse mobilisation depuis le début du mouvement.

Les perturbations dans les transports ont été globalement limitées, en partie grâce au service minimum. En région parisienne, les transports en commun ont circulé légèrement mieux que le 29 janvier, mais ont été très affectés à Bordeaux, Reims, Strasbourg et Nice.

La plupart des grandes villes avaient décidé de mettre en oeuvre, au moins en partie, le service minimum d'accueil, mais à Paris seuls 2.400 écoliers sur 136.000 en ont profité, selon la mairie.

Les dirigeants syndicaux se retrouvent vendredi. Tous ont d'ores et déjà souligné la nécessité de "durer" et de rester unis.

Complément avec d'autres dépêches de l'AFP, Reuters et AP, même date.

Selon un communiqué de la CFTC, le gouvernement ne peut laisser la situation sociale "se déliter". "Face à l'ampleur de la mobilisation de ce 19 mars, le gouvernement ne peut pas se contenter de dire qu'il ne lâchera rien, comme vient de le faire François Fillon (à TF1. Il ne peut pas, systématiquement, se retrancher derrière la mondialisation de la crise ou les déficits publics pour justifier sa politique" Pour la CFTC, "la crise financière et économique est en train de se transformer en crise sociale. Il est de la responsabilité du gouvernement de répondre aux inquiétudes manifestées, aujourd'hui, par le monde du travail et à la colère qui monte en agissant. Le maintien des emplois doit être la priorité des priorités. M. Fillon et son gouvernement doivent impérativement entendre ce message fort qui vient d'être délivré et ne pas laisser la situation se déliter".

De son côté, Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, estime que "face aux urgences sociales et à la nécessité d'imposer des politiques alternatives, la question de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un mouvement de grève générale interprofessionnelle est posée".

"D'ores et déjà, il est indispensable que l'intersyndicale propose un nouveau rendez-vous interprofessionnel avant la fin du mois", ajoute-t-elle.

En effet, juge Solidaires, "malgré la mobilisation (de jeudi), le gouvernement fait la sourde oreille comme l'a fait le Premier ministre François Fillon (...). Il faut le forcer à entendre la colère qui monte et les urgences sociales qui s'expriment. L'enjeu aujourd'hui est de savoir qui paiera la crise actuelle".

Les organisations syndicales devaient se retrouver vendredi à 11h00 pour décider de la suite du mouvement, alors que des manifestants en appelaient dans les cortèges à un "nouveau Mai 68" ou à La Commune, période insurrectionnelle qui dura près de deux mois à Paris en 1871.

Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs (21.03)

Le Monde - 20.03

"On continue !" Les mots sont repris par François Chérèque (CFDT), Bernard Thibault (CGT), Jean-Claude Mailly (FO)... et tous les dirigeants syndicaux présents en première ligne du cortège parisien, jeudi 19 mars. Avec le sourire des beaux jours de manifestation.

"Laurence Parisot (la présidente du Medef) organise nos manifestations, nous devons lui dire merci, quand elle parle, elle nous rajoute des centaines de milliers de manifestants", ironisait M. Chérèque. M. Mailly ciblait, lui, le chef de l'Etat : "M. Sarkozy n'a peut-être pas été élu pour augmenter les impôts, mais il n'a pas été élu pour baisser le pouvoir d'achat et augmenter le chômage !"

Mais le succès a un prix pour les syndicats. Il leur faut proposer de nouvelles actions, face à la fermeté exprimée par le premier ministre François Fillon, au soir même des manifestations. "Il y a plus de monde aujourd'hui que le 29 janvier, pourquoi s'inquiéter sur nos capacités de mobiliser", se rassurait le secrétaire général de la CGT.

Atout pour la mobilisation, l'intransigeance patronale et gouvernementale pose aussi problème aux syndicats. Comment obtenir des résultats ? Les huit organisations se sont retrouvés, vendredi, pour en discuter et proposer de nouvelles initiatives. Premier objectif, il faut, disent-ils, tenir et inscrire le mouvement dans la durée, celle d'une crise annoncée longue. "On doit gérer la durée, trouver le bon rythme", explique Alain Olive (UNSA). Jacques Voisin (CFTC), lui, expose la stratégie du billard : "Nous devons pousser le gouvernement à faire bouger le patronat." Le président de la confédération des cadres, la CFE-CGC, Bernard Van Craeynest, veut éviter les dérapages : "Il faut qu'il y ait de plus en plus de monde dans la rue et éviter que ne se développent des conflits durs dans les entreprises."

Prochaine étape donc, le 1er mai. Fait exceptionnel, FO devrait défiler aux côtés des autres syndicats, ce que la confédération n'a quasiment jamais fait. "Nous n'excluons aucune hypothèse, disait M. Mailly dans le cortège parisien, pas même un 1er mai unitaire."

Si le rendez-vous fait consensus, les syndicats divergent sur d'autres initiatives. Solidaires réclame "une nouvelle journée d'action nationale, pas forcément avec grève mais avant les vacances de printemps", selon Annick Coupé. Gérard Aschiéri (FSU) penche, lui, pour un samedi de mobilisation avant les vacances. Pour faire face à cette longue période qui débute le 4 avril pour finir le 4 mai, les huit envisageaient des mobilisations régionales tournantes, ou par secteur professionnel.

Cela va-t-il répondre aux attentes des salariés et éviter le développement de conflits durs ? "Ce n'est pas parce qu'on ferait une manifestation par semaine que cela éviterait les problèmes durs dans les boîtes", fait valoir M. Chérèque. "La grève générale ne se décrète pas par les directions, prévient M. Mailly. Si le gouvernement et le patronat ne bougent pas, rien n'est à exclure."

Quel que soit le calendrier retenu, tous les syndicats affichaient, au soir du 19 mars, leur volonté unitaire.

Signe de cet exceptionnel climat, pour la première fois dans l'existence de Solidaires et des syndicats SUD nés d'une exclusion de la CFDT, la centrale de François Chérèque a poussé la porte de leur local. C'est en effet dans les murs du syndicat le plus turbulent, que se tenait la réunion unitaire d'"après manif".

Les syndicats se donnent du temps pour décider des suites aux manifestations de jeudi (21.03)

AP - 20.03 Les syndicats à l'origine des grèves et des manifestations du 19 mars ont décidé vendredi de ne pas donner de suite immédiate au mouvement et de se retrouver le 30 mars pour rechercher les "modalités" permettant de donner "plus d'efficacité aux prochaines mobilisations". Tous dénoncent les "intransigences" du gouvernement et du patronat.

Les huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires) ont fait cette annonce à l'issue d'une réunion intersyndicale d'une durée de quatre heures vendredi matin au siège de Solidaires à Paris.

Au lendemain des manifestations qui ont rassemblé entre 1,2 et 3 millions de personnes selon les sources, Nicolas Sarkozy a annoncé lors d'une conférence de presse à l'issue d'un conseil européen à Bruxelles son intention d'évaluer "avant l'été" avec les partenaires sociaux les mesures sociales décidées pour faire face à la crise, se montrant prêt à les compléter "s'il le faut".

Lors du sommet social du 18 février, le président avait annoncé aux partenaires sociaux la mise en place d'un "comité d'évaluation et de suivi de la crise et des politiques économiques et sociales", réunissant l'Etat et les partenaires sociaux. M. Sarkozy en présidera la première réunion.

Vendredi, le chef de l'Etat a en revanche exclu de prendre tout de suite de nouvelles décisions.

"Les revendications en matière d'emploi dans le privé comme dans le public, de pouvoir d'achat et de relance économique, de garanties collectives, de services publics et de réglementation de la sphère financière qui s'étaient déjà exprimées le 29 janvier sont encore plus d'actualité aujourd'hui face à l'aggravation de la crise et de ses conséquences", écrivent les huit organisations dans une déclaration commune.

"Le gouvernement s'entête à justifier des mesures comme le bouclier fiscal ou la défiscalisation des heures supplémentaires alors même qu'elles aggravent les injustices et sont contre-productives face au développement du chômage. Il persiste dans sa politique de suppression d'emplois publics", ajoutent-elles.

Le patronat est également interpellé. "Des entreprises continuent à privilégier la rentabilité financière et à utiliser la crise pour accélérer des restructurations. Les suppressions d'emplois qui s'enchaînent renforcent les inquiétudes des salariés pour leur avenir et rendent légitime leur colère".

"Face aux intransigeances" du gouvernement et du patronat, les syndicats annoncent vouloir se donner un peu de temps pour "rechercher les modalités les plus adaptées pour donner encore plus d'efficacité aux prochaines mobilisations".

Pour l'heure, les organisations syndicales "mettent en débat l'étape importante que constitue le 1er Mai", et annoncent qu'elles "se retrouveront le 30 mars pour décider (...) des prolongements au 29 janvier et au 19 mars". Cette nouvelle rencontre se tiendra au siège de la CFDT.

"La longueur de la réunion n'est pas liée à la longueur des débats que nous avons eu. Par contre, nous avons passé un temps infini sur la rédaction du texte", a assuré vendredi après-midi à l'Associated Press le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri.

Pour le reste, "tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut une suite, mais personne n'avait d'idée tranchée sur une hypothèse. Et il y a toute une série d'organisations qui n'avaient pas de mandat de leurs instances pour trancher de suite".

Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)

AP - 26.03 Le collectif "Une école, votre avenir" -qui regroupe 25 organisations dont les principaux syndicats de l'Education- a appelé jeudi à organiser "1.000 manifestations" diverses à travers toute la France le 2 avril contre la politique éducative du gouvernement.

"Plus que jamais dans ce contexte de crise, l'enseignement et la formation des jeunes ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir. Ils sont le meilleur rempart contre le chômage", écrit le collectif, composé notamment de la FSU, du SGEN-CFDT, de la FEREC-CGT, de la FAEN, de Sud, de l'UNSA ou encore de l'UNEF, de la FIDL, de l'UNL et de la FCPE.

Le collectif "appelle tous ceux qui veulent défendre et transformer le service public d'éducation pour une meilleure réussite des élèves, à le faire savoir haut et fort le 2 avril, dans toute la France, dans tous les lieux où se forme la jeunesse d'aujourd'hui et se forment les savoirs de demain".

Le collectif dénonce une "entreprise de démolition de l'École, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publics", de la part du gouvernement.

Education : 25 organisations appellent à "1.000 manifestations" le 2 avril (27.03)

Liberation.fr - 28.03 Pas toujours facile d'avoir pour employeur la CGT. Les mille salariés des différents comités d'entreprise (CE) de la SNCF se sentent un peu parias. Jusqu'à accuser la fédération CGT des cheminots de se comporter en «patron voyou». Partant du principe que l'argent du CE doit profiter avant tout aux salariés de la SNCF (534 euros par tête), la CGT-patron mène la vie dure à ses propres employés : salaires parfois en dessous du Smic, CDD en cascades, turnover accéléré... Pour finir par une multitude de procédures prud'homales et de plaintes pénales pour harcèlement.

«Nous ne sommes pas un îlot de socialisme», a un jour rétorqué le dirigeant CGT d'un CE parisien, face aux revendications de ses salariés. Du coup, aux dernières élections du personnel des CE, le syndicat a perdu la majorité au profit de Tous ensemble (dissidents cégétistes) associé à SUD, qui dénonce un «climat fait de pressions, mises au placard, rapports tendus avec la hiérarchie». La CGT se défousse sur la direction de la SNCF, dont la dotation sociale aux CE serait trop faible. «Faux prétexte», rétorque Philippe Chabin, dissident cégétiste : «On utilise l'argent des cheminots pour monter des coups contre les salariés des CE.»

Refus. Le 4 mars, Pierre, informaticien d'un CE parisien et délégué du personnel (CGT puis SUD), a été victime d'un infarctus gare d'Austerlitz à Paris. Il a passé quarante-huit heures dans le coma. En décembre, la direction de son CE avait saisi l'inspection du travail en vue d'obtenir une autorisation de licenciement malgré son mandat de délégué du personnel. Refus.

Le mois dernier, Pierre est réélu triomphalement avec 50 % des voix, battant le candidat officiel de la CGT. La direction du CE refuse d'afficher le résultat des élections. Pierre s'en offusque, échanges verbaux. Puis c'est l'infarctus. Sur son lit d'hôpital, il confie à son épouse : «Ils ont gagné.»

Harcèlement. Pour sa part, Chantal Dupont, de Tous ensemble, reste vent debout. Elle est à l'origine d'une plainte pour harcèlement et discrimination contre quatre salariés, l'audience aux prud'hommes aura lieu en mai. Elle envisageait la constitution d'un CE à l'intérieur du CE, comme à Air France. A défaut, elle a «tenté une parade» en exigeant un CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail), le minimum syndical. Nouveau refus, nouvelle procédure judiciaire. «Quatre ans de bagarre pour faire appliquer le code du travail», note-t-elle. Salauds de patrons.

Les syndicats français appellent à un 1er mai unitaire (31.03)

Reuters - 31.03 Les huit syndicats à l'origine des grèves et manifestations des 29 janvier et 19 mars ont appelé lundi à un 1er mai unitaire pour peser sur la politique économique et sociale du gouvernement.

C'est une initiative rarissime en France : le défilé de la Fête du Travail rassemblera l'ensemble des confédérations, des cadres de la CFE-CGE aux "durs" de Solidaires en passant par la CGT, première organisation du pays, et les réformistes de la CFTC et la CFDT.

Il s'agira de la troisième journée d'action commune, après celles du 29 janvier qui avait rassemblé entre un et 2,5 millions de personnes selon les sources, et celle du 19 mars, durant laquelle entre 1,2 et trois millions de personnes avaient défilé.

Les syndicats demandent l'abandon par le gouvernement de certains allègements fiscaux pour les plus favorisés, du subventionnement des heures supplémentaires, des suppressions de postes de fonctionnaires.

Ils réclament une augmentation du salaire minimum, l'ouverture de négociations salariales dans les entreprises et des mesures pour les chômeurs.

Les responsables des syndicats n'ont pu dire si les huit dirigeants syndicaux défileraient ou non ensemble, symboliquement, à Paris.

"Les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat", peut-on lire dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion au siège de la CFDT.

Le texte ouvre la voie à des défilés séparés dans les régions. Les syndicats "appellent leurs organisations locales à rechercher les modalités appropriées pour réussir cette journée de revendication syndicale en tenant compte des situations locales", ajoute ce texte adopté en début de soirée.

"MOBILISATIONS" EN AVRIL

Les huit confédérations sont également convenues de faire du mois d'avril "un mois de mobilisations" et de se rencontrer à nouveau le 27 avril pour faire le point. "Il faut se défoncer au mois d'avril", a dit Maryse Dumas, de la CGT.

"En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les organisations syndicales débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives (grève interprofessionnelle, manifestations, mobilisations)", ajoute le communiqué.

"Quand on est engagé dans la construction d'un rapport de forces vis-à-vis d'un pouvoir politique et d'un patronat parmi les plus durs qu'on ait connus, il faut trouver des modalités de mobilisation qui vont permettre à un maximum de gens de s'engager", a dit Maryse Dumas.

Les défilés du 1er mai permettront aux Français de faire masse en manifestant en famille sans perdre une journée de salaire, ont souligné les syndicalistes. Une action commune permet de dire au pays que les proclamations d'unité syndicale "ne sont pas de belles paroles pour masquer un échec ou une indécision", a dit Gérard Aschieri, du syndicat enseignant FSU.

Les syndicats réclament une meilleure prise en compte des droits sociaux (01.04)

Le Monde - 31.03 Lundi matin 30 mars, Nicolas Sarkozy est allé s'entretenir à son domicile avec son lointain prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing, avant le nouveau sommet du G20, jeudi à Londres.

Puis, en fin de matinée, le chef de l'Etat a reçu, durant près de deux heures, les dirigeants des cinq organisations syndicales "représentatives" (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO). Ceux-ci ont plaidé pour une relance économique conjuguée à une politique sociale juste. "Une chose est de réguler la finance internationale, une autre est de dessiner une économie qui intègre les droits sociaux", a expliqué Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT. Pour François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, "il n'est pas normal que le FMI, l'OMC et la Banque mondiale assistent au G20 et que l'Organisation internationale du travail (OIT) en soit exclue".

M. Sarkozy leur a redit, selon le communiqué de l'Elysée, "les objectifs spécifiques portés par la France pour réguler et surveiller la finance internationale, qui est une des conditions pour rétablir la croissance sur des bases saines et durables". Cette priorité ne doit pas empêcher la prise en compte des objectifs sociaux, leur a-t-il assuré.

La situation française et le mouvement social ont aussi été évoqués lors de cet entretien. Les responsables syndicaux ont fait part du mécontentement grandissant. "Il y aura des initiatives plus dures comme les séquestrations de patron que nous voyons aujourd'hui, si les salariés ne voient pas rapidement les effets des mesures annoncées", s'est inquiété M. Chérèque. Pour M. Thibault, "le chef de l'Etat se veut pragmatique et ne semble pas insensible à la pression sociale". Il a annoncé aux dirigeants syndicaux qu'il les reverrait en juin.

"AVANCÉES DÉCISIVES"

A l'heure du déjeuner, enfin, M. Sarkozy a reçu les membres du groupe de travail sur la crise financière constitué par les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le chef de l'Etat leur a assuré vouloir que, "cette fois-ci", il y ait "des avancées décisives". Il s'est ainsi dit déterminé à obtenir que le G20 publie une liste des paradis fiscaux, ou au moins qu'il donne mandat aux organismes qualifiés de la publier.

Sur ce point, les Etats-Unis et la Chine apparaissent les plus réticents, "au niveau des administrations". "Il pense que les Anglais devraient aider à convaincre les Etats-Unis", note Gilles Carrez (UMP), rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée. Le chef de l'Etat estime avoir "fait ce qu'il fallait du côté de Monaco et d'Andorre", selon le président de la commission, Didier Migaud (PS), pour "faire bouger les lignes".

Les syndicats pénitentiaires appellent à bloquer les prisons (02.04)

Reuters - 01.04 Les principaux syndicats pénitentiaires français appellent à bloquer les 194 centres de détention du 4 au 7 mai pour demander des effectifs supplémentaires et des mesures contre la surpopulation.

"Les syndicats CGT, Ufap (Union fédérale autonome pénitentiaire) et FO appellent l'ensemble des personnels à des actions de blocage", a dit à Reuters Céline Verzeletti, responsable CGT, à l'issue d'une réunion de ces trois organisations à Fleury-Mérogis (Essonne).

Les 4 et 5 mai, il s'agira d'empêcher les extractions et transferts de détenus, a-t-elle dit. Les 6 et 7 mai, les personnels sont appelés à empêcher en plus l'accès de tous les employés qui assurent l'approvisionnement et le fonctionnement logistique des prisons, sauf pour l'alimentation, a-t-elle dit.

Une réunion de l'intersyndicale est prévue ensuite pour réfléchir à de nouvelles actions si rien n'est obtenu. Le départ de la ministre de la Justice Rachida Dati, déjà décidé, doit intervenir avant le mois de mai. Son successeur n'est pas connu.

Les syndicats demandent des recrutements au ministère de la Justice et des mesures afin de mettre fin à la surpopulation carcérale. Au 1er mars, 62.700 personnes étaient incarcérées en France pour 51.000 places disponibles.

Alors que les syndicats veulent environ 3.000 recrutements, le ministère a seulement évoqué jusqu'ici une "optimisation du budget" avec 177 emplois de plus, ce qui porterait selon lui les créations de postes en 2009 à 1.264 au total.

VAGUE DE SUICIDES ET D'HOMICIDES

L'annonce du blocage met fin à une période de dialogue entre les syndicats et Rachida Dati, qui avait déjà évité de justesse un conflit en fin d'année dernière.

La situation dans les prisons s'est dégradée depuis la fin de 2008, avec une vague d'homicides et de suicides, au nombre de 115 en 2008 et presque un par jour pour le seul mois de janvier.

Dans certaines maisons d'arrêt, les détenus s'entassent parfois à quatre ou cinq par cellule, ce qui compromet l'organisation d'activités et les visites. La surpopulation entraîne des problèmes d'hygiène, avec par exemple des cas de tuberculose dans plusieurs prisons.

Les syndicats assurent qu'ils ne sont plus à même de remplir leurs missions. Ils demandent l'annulation des consignes de surveillance renforcée des détenus "à risque" la nuit, lancées par le ministère. Elles fatiguent détenus et surveillants et sont inopérantes, estiment les syndicats.

Le gouvernement a répondu par un projet de loi pénitentiaire, qui vise notamment à favoriser les aménagements de peine et les sorties de prison anticipées. Il doit aussi fixer les droits des détenus, actuellement très flous.

Les acteurs du monde carcéral estiment que ce texte contredit certaines lois adoptées depuis 2007, notamment celle sur les "peines-plancher" minimales pour les récidivistes, et la fin des grâces présidentielles.

Ces mesures ont mécaniquement fait augmenter la population carcérale, avec des milliers de détenus condamnés à de très courtes peines, et vont inévitablement continuer de le faire, estiment la gauche et les syndicats pénitentiaires.

G20: les syndicats soulignent un pas en avant et l'absence du social (05.04)

AFP - 04.04 La Confédération syndicale internationale (CSI) a souligné vendredi le pas en avant effectué lors du G20 de Londres, à l'instar des syndicats FO, CFDT et CFTC qui ont néanmoins souligné le manque de thèmes sociaux abordés lors de ce rendez-vous.

"L'issue de ce sommet fournit une vraie occasion de commencer à bâtir une mondialisation donnant la priorité aux gens", a déclaré le secrétaire général de la CSI, Guy Ryder, tout en précisant dans un communiqué qu'"énormément de choses restent encore à faire".

Pour FO, "si le G20 de Londres marque un pas vers une coordination multilatérale des chefs d'Etat et de gouvernement pour la mise en oeuvre d'une relance internationale, et de mesures de régulation du système financier, force est de constater que les normes sociales et internationales du travail de l'OIT ne figurent pas sur la photo".

"Si le rôle des institutions financières, dont le FMI, qui voit son budget accru de 750 milliards de dollars, apparaît renforcé, il manque que les conditions d'intervention de ces institutions intègrent le respect des droits des travailleurs et des normes sociales", poursuit la confédération syndicale dans un communiqué.

FO appelle à "mettre au coeur du +nouvel ordre économique mondial+ l'Organisation internationale du travail (OIT), les conventions internationales du travail, la protection sociale et le service public.

La CFDT a estimé vendredi que le sommet du G20 avait gagné "le pari de conjuguer une relance budgétaire massive des économies mondiales avec un renforcement de la régulation de la finance internationale", mais a appelé à une "mise en oeuvre rapide et concrète" des mesures annoncées.

Tout en saluant "un effort de coordination sans précédent" entre les principales économies de la planète, la CFDT dit aussi "regretter la faiblesse de la déclaration sur l'assainissement du système bancaire".

La CFDT souhaite enfin que "le social et l'environnemental soient au coeur de la lutte globale contre la crise" et demande, tout comme la CFTC, que l'Organisation internationale du travail (OIT) doit participer au prochain sommet du G20.

Pour la CFTC aussi, "il faut passer aux actes sans tarder" et "aller au bout de cette logique en interdisant notamment les paradis fiscaux qui détournent chaque année de l'impôt des milliards". La Confédération appelle aussi à une refonte du système monétaire, des normes comptables, et des agences de notation.

La CSI, qui rassemble 312 organisations affiliées dans 157 pays et territoires, s'est aussi dit satisfaite du "renforcement du rôle de l'OIT", mentionné à l'article 26 de la déclaration finale.

Commentaires : Rompre avec la CSI qui constitue une institution internationale au service du capital, devrait être une des priorités de tout militant prétendant combattre pour abattre le capitalisme. En lisant ces réactions, on s'étrangle, on a envie de dire : quelle image détestable du syndicalisme ils donnent, quelle pourriture !

Les syndicats européens malmenés par la crise (08.04)

Le Monde - 07.04 Alors que les suppressions d'emplois se multiplient, la crise est un défi pour les syndicats européens : comment contenir la colère sociale qui commence à monter dans certains pays comme la France ?

La négociation reste-t-elle de mise dans les pays à fort dialogue social comme l'Allemagne lorsque les plans de suppressions d'emplois deviennent massifs ? Dans une Europe marquée par des taux de syndicalisation et des traditions sociales très différents, la Confédération européenne des syndicats qui regroupe 82 syndicats dans 36 pays tente, tant bien que mal, de coordonner les ripostes.

Elle appelle à des défilés le 14 mai à Madrid en Espagne, le 15 mai à Bruxelles en Belgique, le 16 à Berlin en Allemagne et à Prague en République tchèque, cette dernière destination correspondant à la présidence de l'Union européenne. Son objectif : obtenir que les différents gouvernements apportent des réponses européennes à la crise au lieu de mesures au cas par cas. "Il y a accord entre nous : les plans de relance, quand ils existent, sont insuffisants, la question sociale n'est pas assez présente et la réponse européenne est faible", explique le secrétaire général de la CES, le Britannique John Monks qui veut lutter contre la montée du protectionnisme et du nationalisme.

Les grèves qui ont été menées en Grande-Bretagne, début février, pour que les "emplois anglais soient réservés aux Anglais" ont inquiété. "Il fallait dénoncer les risques du protectionnisme, sans stigmatiser personne, et dénoncer les entreprises qui n'offrent pas une égalité de traitement à tous leurs salariés, en fonction des pays d'origine", explique-t-il.

Difficile cependant de dégager des combats communs tant les situations sont disparates "La France dispose d'amortisseurs sociaux importants, là où d'autres pays en manquent, explique le Français Joël Decaillon, secrétaire confédéral de la CES qui précise : " en République tchèque, la couverture chômage n'est que de trois ou quatre mois, en Roumanie et en Bulgarie, près de la moitié de l'économie n'est pas déclarée et n'offre pas de protection sociale".

Les traditions sociales varient aussi fortement d'un pays à l'autre. "Il est rare que dans les pays du Nord, les syndicats s'opposent à une fermeture d'entreprise. Si celle-ci doit fermer, qu'elle le fasse, il faut alors apporter des sécurités aux salariés. En France, on s'opposera, parfois durement, et on voudra protéger les emplois", constate Marcel Grignard, représentant de la CFDT au comité exécutif de la CES. Habitué à une certaine forme de cogestion sociale, les syndicats allemands et nordiques adhèrent moins que d'autres à la forme protestataire. A tel point que quand la Confédération européenne des syndicats (CES) a voulu organiser une manifestation en Europe, les Suédois ont décliné la proposition d'un défilé à Stockholm : "Ce n'est pas trop notre genre", ont-ils expliqué.

John Monks souligne que "dans tous les pays, la situation sociale risque de se dégrader fortement cette année" mais il ajoute que "dans ceux où la tradition du dialogue social est forte, comme les Pays-Bas, l'Autriche, les pays du Nord, cela se passe mieux."

Des signes de durcissement apparaissent néanmoins. En Espagne, le dialogue social, qui était organisé structurellement, a implosé sous l'effet de la crise. Le gouvernement doit contraindre les partenaires sociaux à reprendre le dialogue. En Italie, c'est l'unité syndicale qui a volé en éclat. La CGIL a mobilisé seule plusieurs centaines de milliers de manifestants samedi 4 avril à Rome "contre la crise et la politique de Silvio Berlusconi". Elle dénonce les deux autres grandes confédérations, CISL et UIL, qui ont signé des accords avec le patronat et l'Etat.

Bernard Thibault annonce 277 manifestations le 1er mai (24.04)

Reuters - 24.04 La mobilisation pour la journée d'action unitaire du 1er mai s'annonce historique, a déclaré le secrétaire général de la CGT, annonçant que 277 manifestations étaient programmées dans toute la France.

Bernard Thibault a demandé au gouvernement d'entendre les revendications des syndicats face aux effets de la crise, car il s'exposerait à des mouvements plus violents dans le cas contraire.

"J'ai recensé aujourd'hui 277 manifestations ou rassemblements programmés, organisés pour le 1er mai, c'est un chiffre jamais atteint depuis très longtemps", a-t-il dit sur France 2.

"Si nous ne sommes pas entendus dans le cadre normal des créneaux démocratiques qui sont à notre disposition, il ne faudra pas s'étonner que cette colère s'exprime par d'autres canaux et différemment", a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de la CFDT, également invité sur France 2, a adressé le même message. "On a prévenu depuis le début que si on ne

nous écoutait pas, ce sentiment de colère se manifesterait avec des risques de radicalisme, on le voit aujourd'hui", a dit François Chérèque.

Plusieurs conflits sociaux ont dégénéré en France ces dernières semaines, avec la séquestration de dirigeants de Caterpillar, 3M ou Sony ou le saccage mardi de la sous-préfecture de Compiègne par des salariés de Continental dont l'usine est menacée de fermeture.

En l'absence de réponse du gouvernement, "nous pensons qu'il faudrait que l'ensemble des syndicats appellent clairement à une grève de 24 heures sur tout le pays", a dit le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, également présent sur France 2.

Commentaire : une grève de 24h de plus pour rien ? Grève générale illimitée avec constitution de comités centraux de grève élus dans toutes les grandes villes du pays pour la satisfaction de toutes nos revendications, en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Nouvelle rencontre intersyndicale le 4 mai (28.04)

AP - 28.04 Les syndicats à l'origine des journées de mobilisation des 29 janvier et 19 mars ont annoncé lundi soir dans un communiqué commun qu'il se réuniraient à nouveau le 4 mai prochain pour décider de la suite à donner à leur mobilisation. Ils appellent en attendant, à des manifestations "massives" vendredi prochain à l'occasion du 1er mai.

Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA et Solidaires se sont réunis lundi après-midi pendant quatre heures au siège de FO dans le XIVe arrondissement de Paris. La rencontre s'est achevée peu après 21h, a-t-on constaté sur place.

Après les importantes manifestations des 29 janvier et 19 mars dernier, les syndicats entendent rester mobilisés et appellent à une journée de manifestation unitaire le 1er mai pour obtenir un changement de cap de la politique économique et sociale face à la crise.

La rencontre de ce lundi avait pour objectif de discuter dès maintenant d'éventuelles suites à ces manifestations, mais les syndicats ne sont pas parvenus à un terrain d'entente.

Dans leur communiqué commun, ils dénoncent "les annonces quotidiennes de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises", qui selon eux "témoignent d'une situation qui se dégrade et dont ni gouvernement, ni patronat, n'ont apprécié la durée et la gravité".

"Malgré quelques réponses gouvernementales, dont certaines restent encore à concrétiser, les organisations syndicales constatent que ni le maintien de l'emploi, ni l'amélioration du pouvoir d'achat, ni la relance économique tournée vers la consommation (...) n'ont fait l'objet de négociations de la part du gouvernement et du patronat", poursuit le communiqué.

"Pire encore", ajoutent les syndicats, "le gouvernement ressort du tiroir un projet de loi sur le travail du dimanche et ferme la porte à tout coup de pouce au SMIC".

Quant au patronat, selon les organisations syndicales, il n'a engagé "aucune négociation sur les sujets au coeur de la crise: emploi, redistribution des richesses, rémunération des dirigeants, pouvoir des actionnaires".

Les huit organisations "appellent tous les salariés, les chômeurs, les retraités, à participer massivement à tous les rassemblements et manifestations organisés, à l'occasion du 1er Mai". Lundi, les syndicats en avaient recensé 280. A Paris, le cortège du premier défilé unitaire du 1er Mai partira à 14h de la place Denfert-Rochereau pour gagner la place de la Bastille.

Enfin, les organisations syndicales annoncent qu'elles se retrouveront le 4 mai prochain, à partir de 17h au siège de la CFTC à Paris "pour débattre des objectifs, des modalités et du calendrier des prochaines initiatives".

Les syndicats partagés sur une journée nationale de grève (28.04)

AP - 28.04 Le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly souhaite lundi que les huit syndicats qui défilèrent unis le 1er mai "appellent à une grande grève public-privé de 24 heures", une proposition que son homologue de la CFDT François Chérèque a rejetée.

"Ce n'est pas une manifestation de plus qui fera bouger le gouvernement. Si nous voulons être efficaces, nous devons changer de méthode", explique-t-il dans "Les Echos".

"Nous proposons que les huit appellent à une grève public-privé de 24 heures", souligne Jean-Claude Mailly. "Nous remettrons donc cette proposition sur la table après le 1er Mai, en espérant que toutes les centrales l'acceptent".

"Pour des raisons d'efficacité, il faut un appel commun", observe le secrétaire général de FO.

"Nous avons toujours dit que nous n'étions pas favorables à ces journées ou ces déclenchements de grève", a répondu sur Europe-1, François Chérèque. "Les salariés savent très bien que ce n'est pas une grève qui réglera leurs problèmes".

De plus "on a déjà un mouvement qui est important à la mi-mai qui est déjà décidé. Les 14, 15 et 16 mai, il y aura des manifestations partout en Europe pour montrer que le problème de la crise n'est pas qu'un problème français".

Le leader de la CFDT a invité à "des journées qui posent le problème au niveau national pour avoir des réponses nationales, puis travailler concrètement dans chaque entreprise quand les problèmes se posent".

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Afghanistan. La prison de Bagram, un Guantánamo afghan (26.06)
- USA. Internet, meilleure source d'information pour les Américains (18.06)
- USA. Quelque 80 milliards de dollars supplémentaires pour l'Irak et l'Afghanistan votés à la Chambre (18.06)
- En Turquie, le chômage des jeunes explose (18.06)
- Allemagne. Des dizaines de milliers d'étudiants dans les rues en Allemagne (18.06)
- Allemagne. Angela Merkel déclare ouverte l'ère de l'austérité en Allemagne (17.06)
- Nigéria. Deux millions de personnes vivent dans des bidonvilles à Nairobi, selon Amnesty (16.06)
- Iran. La réélection d'Ahmadinejad saluée par des émeutes à Téhéran (14.06)
- L'Otan appuie l'action US en Afghanistan, enverra des renforts (13.06)
- Grande-Bretagne. Des soupçons de torture planent sur la police londonienne (11.06)
- En Russie, les blocages d'usines se multiplient (11.06)
- Partout en Europe, la gauche reste sans voix (10.06)
- La Chine impose un logiciel de filtrage des sites Internet sur les ordinateurs (10.06)
- Bruxelles perçu comme fauteur de crise (06.06)
- USA. Le taux de chômage a atteint 9,4% en mai aux Etats-Unis (06.06)
- Pérou. Des affrontements au Pérou font une trentaine de morts (06.06)
- USA. Discours d'Obama au Caire: les principales citations (05.06)
- USA. Discours d'Obama au Caire: les réactions (05.06)
- Chine. Printemps de Pékin: les autorités chinoises s'appliquent à museler toute commémoration (05.06)

- L'ONU accusée de silence sur le sort des Tamouls (31.05)
- Sri-Lanka. Plus de 20.000 civils auraient été tués au Sri Lanka (30.05)
- Israël. La Knesset veut pénaliser la négation d'Israël comme Etat juif (28.05)
- Emirats. La France ouvre une base aux Emirats, un de ses grands clients (26.05)
- Espagne. Zapatero légifère pour une justice moins universelle (25.05)
- Equateur. Le président équatorien veut nationaliser les secteurs-clés (25.05)
- Parlement européen: des alliances politiques surprenantes (23.05)
- Venezuela. Le gouvernement vénézuélien nationalise la première banque du pays (23.05)
- Russie. Flambée du chômage en Russie, où la récession s'est accentuée (23.05)
- Irlande. Rapport accablant pour les institutions catholiques d'Irlande (22.05)
- Pakistan: l'armée choisit la tactique du pilonnage dans la vallée de Swat (19.05)
- Allemagne. Grande manifestation à Berlin contre le chômage (17.05)
- Inde. Le parti du Congrès garde le pouvoir en Inde (17.05)
- Afghanistan. Le raid américain du 3 mai a tué 140 civils afghans, dit Kaboul (17.05)
- Sri-Lanka. Le soutien de Pékin, précieux atout du pouvoir sri-lankais (17.05)
- Nigéria. Les compagnies pétrolières priées d'évacuer le Nigeria (14.05)
- En Europe, 8,5 millions d'emplois sont menacés (09.05)
- Grande-Bretagne. Nouveau scandale des "notes de frais" pour la classe politique britannique (09.05)
- Tunisie : la police empêche la ligue des droits de l'Homme de célébrer son anniversaire (09.05)
- Le Vénézuéla rachète la société sidérurgique Sidor pour 1,97 milliard de dollars (08.05)

- Etats-Unis : 17% des enfants en bas âge menacés par la faim, selon une étude (08.05)
- Afrique. "La récession fera mourir 700 000 enfants africains par an" (06.05)
- Moldavie. Des centaines de jeunes torturés par la police (en Moldavie) (06.05)
- Afghanistan. Des dizaines de civils tués dans un bombardement américain, selon les Afghans (06.05)
- Guantanamo: l'administration Obama ne renoncera pas aux tribunaux militaires d'exception de son prédécesseur (04.05)

Guantanamo: l'administration Obama ne renoncera pas aux tribunaux militaires d'exception de son prédécesseur (04.05)

AP - 03.05 Si l'administration Obama a ordonné la fermeture de la prison de Guantanamo d'ici à janvier 2010, elle ne renoncera pas aux tribunaux militaires d'exception, mis en place par son prédécesseur pour juger les 241 terroristes présumés encore détenus à Cuba, selon deux membres anonymes de l'administration samedi.

Lors de son entrée en fonction, le président américain avait suspendu ces tribunaux et toutes les procédures judiciaires pendant 120 jours, jusqu'au 20 mai. Barack Obama pourrait demander une prorogation de 3 mois, a rapporté samedi le quotidien "New York Times", le temps de réorganiser et de redémarrer ces tribunaux décidés par George W. Bush.

Barack Obama pourrait profiter de ce délai pour demander au Congrès de modifier les statuts des tribunaux militaires actuels afin de garantir les droits juridiques des détenus. Parmi les nouvelles mesures prises au sein de ces tribunaux, il pourrait être envisagé de ne pas considérer les preuves classées secret défense.

A une question posée au Sénat sur l'abandon du système judiciaire en place à Guantanamo, le secrétaire américain à la Défense avait répondu jeudi: "Pas du tout". Robert Gates avait alors ajouté: "Les commissions militaires restent une option".

Le ministre américain de la Justice Eric Holder est allé plus loin, lors d'une audition à la Chambre des représentants, affirmant que les commissions militaires pourraient encore être utilisées mais qu'elles "seraient différentes de celles en place précédemment".

Ce passage devant un tribunal militaire concerne les deux tiers des détenus, le dernier tiers devant, soit être libéré, soit extradé pour être jugé dans un autre pays que les Etats-Unis.

L'idée de reconduire ces commissions a soulevé samedi un tollé parmi les organisations de défense des Droits de l'homme et des libertés civiles. "Relancer un système fatal et mauvais, spécifiquement conçu pour échapper à une procédure régulière et à la primauté du droit, serait une grave erreur et un énorme pas en arrière", s'est insurgé Jameel Jaffer, avocat au Syndicat des libertés civiles américaines.

"Lorsque vous devenez président et que vous voyez toute la panoplie des problèmes auxquels vous devez faire face, certaines des choses qui semblaient faciles à promettre ou à dire pendant la campagne paraissent parfois plus difficiles à réaliser", a expliqué Paul Rothstein, professeur d'Ethique du Droit à l'Université de Georgetown. Mais "nous voulons un président qui réagit à ce qu'il voit quand il est réellement là, plutôt que quelqu'un qui s'accroche à ce qu'il a dit auparavant".

Des dizaines de civils tués dans un bombardement américain, selon les Afghans (06.05)

AP - 05.05 Des dizaines de civils, qui s'étaient mis à l'abri de combats entre talibans et forces afghanes et internationales, ont été tués dans des bombardements américains lundi dans l'ouest de l'Afghanistan, ont annoncé des officiels afghans mardi. Les Etats-Unis ont promis une enquête conjointe.

Les bilans divergent, divers témoignages de villageois faisant état de chiffres allant de 70 morts à plus d'une centaine, selon les responsables locaux et régionaux. Un responsable provincial a dit avoir vu 30 cadavres, principalement de femmes et d'enfants, acheminés depuis le village.

Les morts causés par les opérations américaines au sein de la population civile sont un sujet croissant de friction entre Kaboul et Washington, le président Hamid Karzaï ayant fréquemment fait part de sa colère et exhorté les officiels américains à faire preuve de retenue.

Ce nouvel épisode intervient alors que Karzaï se trouve actuellement aux Etats-Unis, où il doit être reçu mercredi par Barack Obama.

Les derniers combats ont éclaté lundi, dans la province de Farah (ouest), près de la frontière avec l'Iran. Des villageois ont expliqué avoir mis les femmes et enfants à l'abri des affrontements dans plusieurs maisons du village de Gerani, qui a ensuite été bombardé par des avions de chasse, selon Belqis Roshan, du conseil provincial de Farah.

Le colonel Greg Julian, porte-parole américain en Afghanistan, a confirmé que des forces américaines avaient participé aux combats dans la province de Farah.

Selon un responsable occidental s'exprimant sous le couvert de l'anonymat à Kaboul, ce sont les forces spéciales des Marines qui auraient demandé ces frappes aériennes.

Les responsables de la province ont renoncé mardi à envoyer une commission d'enquête sur place, le secteur étant trop dangereux.

Mais plusieurs camions ont amené des morts et blessés à Farah, où des villageois blessés étaient soignés et ont parlé de ce qui s'était passé, une fillette racontant avoir perdu sept membres de sa famille.

Mohammad Nieem Qadderdan, ancien responsable du district de Bala Baluk, a expliqué par téléphone s'être rendu dans le village de Gerani et avoir vu des dizaines de cadavres. "Ces maisons qui étaient pleines d'enfants, de femmes et de vieillards ont été bombardées. C'est très dur de dire combien il y a de morts, personne ne peut les compter, c'est trop tôt", a-t-il dit. "Les gens sont en train de creuser dans les décombres à la main et à la pelle".

Il a estimé que le bilan était "pire qu'à Azizabad", référence à un autre bombardement, en août 2008, dans un district juste au nord de Bala Baluk. Selon une commission d'enquête afghane, soutenue par l'ONU, une opération américaine y avait fait 90 victimes civiles. Les Américains, après avoir démenti toute victime dans la population, ont reconnu 33 civils tués.

Des centaines de jeunes torturés par la police (en Moldavie) (06.05)

Le Monde - 05.05 Dans la salle du conseil municipal de Chisinau, ce 28 avril, une soixantaine de jeunes Moldaves sont venus témoigner, devant une délégation du Parlement européen, des sévices qu'ils ont subis de la part de la police, dans les jours qui ont suivi les événements du 7 avril.

Ils sont assis, un peu penauds, dans les rangées de sièges. Visages d'adolescents encore tétanisés par le calvaire qu'ils ont traversé. Ils ont été raflés par la police, souvent en plein jour, dans la rue, dans des cafés, des écoles, ou encore dans des locaux de l'université, Certains sont mineurs.

"J'étais sur la place de la manifestation, lorsque la police m'a attrapé, raconte un jeune homme blond, un bras dans le plâtre. On m'a poussé vers un minibus. Il y en avait cinq ou six, plein de jeunes. Ils nous ont conduits au commissariat central. On a été frappés dans le dos avec des matraques, des coups de pied, des crosses de fusil. J'ai perdu connaissance. Les policiers voulaient que je signe une déclaration disant que j'avais été payé pour me rendre à la manifestation et pour causer des destructions." Son dos, comme le montre une photo, est couvert d'hématomes.

"On nous a conduits ensuite vers un autre commissariat, poursuit l'étudiant. Dans une pièce, on était quinze à vingt. On avait du mal à respirer. On est resté là deux jours, sans eau ni nourriture. La nuit, ils nous frappaient. Je me jetais au sol et couvrais ma tête de mes bras. Je ne voyais pas leurs visages. Ils ont dit "une arme est pointée sur ta tête, on va te tuer". Après cette torture, j'ai signé la feuille."

"ACTION DE TERREUR"

Le régime est tombé à bras raccourcis sur la jeunesse de Chisinau, après les événements du 7 avril. Les interpellations se sont faites à l'aveuglette. Les jeunes ont été emmenés dans des commissariats et des centres de détention, situés parfois en dehors de la capitale.

Combien ont subi ce traitement ? Les chiffres varient. Le pouvoir a reconnu environ 250 interpellations. Mais certains observateurs, comme le président du Comité Helsinki, Stefan Uritu, parlent de "800 à 1 000" victimes d'une "action de terreur" qui aurait visé à décourager toute contestation de rue ultérieure.

Un mineur raconte que le 10 avril, il a été conduit au commissariat, et "battu, pendant une heure et demie, par cinq à six personnes". Il a deux côtes cassées. L'une des techniques employées par les geôliers était "le couloir de la mort", racontent ces jeunes : il fallait traverser une haie de policiers qui distribuaient des coups. Des jeunes filles ont aussi été raflées. Des rumeurs de viols ont circulé. L'une a raconté qu'elle avait été forcée de se dévêtir devant les policiers, et de faire "des mouvements de gymnastique".

Le 15 avril, le président Vladimir Voronine, sous la pression des chancelleries occidentales, a annoncé une "amnistie". Mais huit jeunes restent à ce jour détenus, et deux personnes sont portées disparues.

L'opposition considère que la répression a fait trois morts. Le corps de Valeriu Boboc, 23 ans, un jeune employé sur les marchés, a été retrouvé après la manifestation. Il était couvert de bleus. Le pouvoir moldave prétend qu'il a succombé à "une inhalation de gaz". Celui du jeune Ion Tabuleac, qui venait d'arriver par train de Moscou, le soir du 7 avril, a été découvert sur les marches d'un hôpital, où une voiture de police l'aurait déposé. Il portait de nombreuses traces de coups. La dépouille mortelle d'Eugen Tapu, un joueur de rugby de 26 ans, a été rendue à sa famille dans un cercueil scellé. Les autorités disent qu'il s'est pendu avec ses lacets.

Marianne Mikko, la chef de la délégation d'élus européens, a conclu que l'ensemble des jeunes arrêtés avaient subi "des mauvais traitements qui s'apparentent à de la torture".

"La récession fera mourir 700 000 enfants africains par an" (06.05)

Le Monde - 05.05 Entretien avec Shantayanan Devarajan, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique.

La Banque mondiale redoute que la crise économique, qui commence à affecter l'Afrique subsaharienne, n'y fasse basculer 6 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, avec moins de 1,25 dollar par jour de revenu. Shantayanan Devarajan, son économiste en chef pour l'Afrique, précise les menaces qui pèsent sur ce continent.

L'Afrique avait été relativement épargnée par la crise jusqu'au début de 2009. Quelle va être la dégradation de sa conjoncture ?

La crise l'a atteinte en janvier-février et elle se diffuse par quatre canaux : la chute de la demande de matières premières, le reflux des investissements étrangers, le recul vraisemblable de l'aide internationale et la baisse des envois de fonds à leur famille des travailleurs émigrés. Nous avons calculé que ces envois reculeraient de 4,4 % cette année.

La croissance africaine de 5 % par an avait permis de faire reculer la pauvreté de 8 points (de 58 % à 50 %) de 1995 à 2005. En matière de lutte contre la pauvreté, l'Afrique a fait mieux que l'Inde. C'est dire les progrès de ce continent et la menace que fait peser une croissance qui retombera de 4,9 % à 2,4 % en 2009 du fait de la crise. Des problèmes politiques vont apparaître.

Pourquoi ?

Pendant plus de dix ans, la forte croissance, le recul de la séropositivité et de la pauvreté, une meilleure alimentation ont récompensé les réformes de structures et de gouvernance parfois douloureuses que ces pays ont eu le courage de mener dans les années 1990. De ce fait, les opinions publiques étaient en train de se rallier à ces efforts, qui ont fait tomber le taux d'inflation africaine de 18 % à 11 %.

Si la récession s'installe, le soutien populaire risque de disparaître. D'autant que les pays riches conduisent des politiques inverses de celles qu'ils ont conseillées aux pays africains. Ils nationalisent leurs banques et accroissent leurs déficits budgétaires après avoir dit qu'il fallait privatiser et réduire les dépenses. Inévitablement, les hommes politiques africains se demandent s'ils doivent faire pareil !

Pourtant, vous prévoyez que les économies africaines ne tomberont pas en récession...

En Europe, la récession multiplie dramatiquement le nombre des chômeurs, mais quand la reprise sera là, tout rentrera dans l'ordre. En Afrique, le simple recul de la croissance de 2 % ou 3 % a des conséquences graves et persistantes. Nous avons calculé à partir des précédentes crises que la récession contribuera à faire mourir au cours de leur première année 700 000 enfants africains par an.

Les causes de cette surmortalité sont toutes imputables à la crise : nutrition dégradée, eau potable plus rare, assainissement plus inefficace, services de santé moins présents, parents obligés de délaisser leurs enfants pour assurer la subsistance de la famille, etc.

L'Afrique avait-elle décollé avant que la crise ne la frappe ?

La croissance y demeurait fragile. Son taux d'investissement (15 %) était trop faible par rapport aux taux d'Asie du Sud (25 %), sans parler de la Chine (35 %). Les entreprises y ont du mal à se développer, par exemple en raison de réglementations paralysantes : au Kenya, par exemple, il faut pour créer une entreprise satisfaisante à dix procédures qui durent en moyenne 48 jours, alors qu'en Asie du Sud il suffit de sept procédures et de 32 jours. Cela coûte cher !

Le manque d'infrastructures (routes, ports, lignes électriques) nuit à la rentabilité des investissements. Il n'y a toujours pas d'augmentation de la productivité agricole. Les services demeurent insuffisants : nous avons calculé que, sur 100 dollars dépensés pour le service de santé

au Tchad, 1 seul dollar sert effectivement au malade. Le taux d'absentéisme des enseignants ougandais s'élève à 27 % : un jour sur quatre, les élèves n'ont pas de cours !

Que fait la Banque mondiale pour combattre la récession ?

Sur les 43 milliards de dollars d'aides que la Banque mondiale dépense en trois ans pour les pays les plus pauvres dans le cadre de l'Association internationale de développement (AID), la moitié est destinée à l'Afrique. Nous augmentons l'aide à l'agriculture qui reçoit, cette année, 1 milliard de dollars contre 400 millions par an seulement, il y a cinq ans. Nous espérons que les bailleurs de fonds tiendront leurs promesses d'aide.

Etes-vous optimiste, malgré tout ?

Oui, car en quelques mois le continent a subi une crise pétrolière et une crise alimentaire et les gouvernements y ont bien réagi, refusant de céder à la démagogie, comme l'instauration d'un contrôle des prix, et affirmant qu'il fallait maintenir le cap des réformes sans lequel aucun développement durable n'est possible.

Etats-Unis: 17% des enfants en bas âge menacés par la faim, selon une étude (08.05)

AP - 07.05 Quelque 3,5 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans sont menacés par la faim aux Etats-Unis, soit plus de 17% d'enfants qui pourraient souffrir de problèmes intellectuels ou de développement, selon un rapport basé sur des données gouvernementales et publié jeudi par Feeding America, une association luttant contre la malnutrition.

Feeding America a basé son rapport sur les données collectées par le Bureau fédéral du Recensement et le ministère de l'Agriculture. Ce rapport est le premier à être consacré à des enfants de moins de cinq ans.

Ce rapport également que plus de 20% de petits Américains âgés de moins de cinq ans courent un risque de famine dans 11 des 50 Etats Américains. La Louisiane est l'Etat le plus touché avec un quart des enfants concernés, suivi dans l'ordre par la Caroline du Nord, l'Ohio, le Kentucky, Le Texas, le Nouveau-Mexique, le Kansas, la Caroline du Sud, le Tennessee, l'Idaho et l'Arkansas.

Selon les chiffres du ministère de l'Agriculture publiés avant l'aggravation de la crise économique à la fin 2008, 11% des foyers américains n'ont pas suffisamment de nourriture pour avoir une vie active et saine.

Cette étude passe en revue toutes les catégories d'enfants de ceux qui n'ont accès qu'à une alimentation pauvre et peu variée à ceux qui connaissent régulièrement la faim.

"Les enfants qui ne bénéficient pas d'une nutrition équilibrée n'ont aucune chance de se développer", a souligné Vicki Escarra, la présidente de Feeding America.

Le manque d'aliment nutritif, en particulier lors des premières années de formation, peut avoir un impact durable sur la santé physique et le comportement de l'enfant ainsi que sur son développement et sa scolarité.

Sur le Net: Feeding America: <http://www.feedingamerica.org/>

Le Vénézuéla rachète la société sidérurgique Sidor pour 1,97 milliard de dollars (08.05)

AP - 07.05 Une filiale du conglomérat italo-argentin Techint a annoncé jeudi qu'elle avait accepté de vendre au Vénézuéla sa part de 59,7% dans le géant sidérurgique Sidor, pour 1,97 milliards de dollars.

La société détenue par l'Etat vénézuélien Corporacion Venezolana de Guayana a payé 400 millions de dollars jeudi, et versera le reste en deux phases séparées, d'ici octobre 2010, a déclaré la société Ternium dans un communiqué.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé en mai que l'Etat allait prendre le contrôle de Sidor, l'une des plus importantes sociétés sidérurgiques d'Amérique latine, dans le cadre d'une vague de nationalisations.

Tunisie : la police empêche la ligue des droits de l'Homme de célébrer son anniversaire (09.05)

AP - 08.05 Les forces de l'ordre ont empêché vendredi la célébration du 32ème anniversaire de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme (LTDH), la plus ancienne organisation du genre dans le monde arabe et en Afrique, a constaté l'Associated Press sur place.

Seuls les membres du comité directeur ont été autorisés à accéder aux locaux de l'organisation, près du centre de Tunis. Les militants et autres invités ainsi que les journalistes ont été refoulés par un cordon policier renforcé.

Le président de la ligue, Me Mokhtar Trifi a qualifié cet empêchement de "mesure inappropriée" n'ayant "aucune justification légale".

La LTDH est paralysée depuis plusieurs années. Une décision judiciaire rendue à la suite d'une plainte déposée par des membres proches du pouvoir accusant ses dirigeants de "violation de la charte et du règlement intérieur", limite ses activités à l'organisation d'un nouveau congrès, qui tarde à venir en l'absence de compromis entre les différentes parties.

Le comité directeur accuse le pouvoir de vouloir "mettre au pas" l'organisation et "étouffer sa voix indépendante".

Les autorités réfutent, quant à elles, ces allégations en avançant que la LTDH est en proie à "une crise interne".

Nouveau scandale des "notes de frais" pour la classe politique britannique (09.05)

AP - 08.05 Le quotidien britannique "Daily Telegraph" relance vendredi, par une enquête très fouillée, le scandale dit des "notes de frais" et épingle pas moins de 13 ministres dont le Premier ministre Gordon Brown lui-même qui se seraient fait indûment rembourser des frais aux dépens du contribuable.

Sur neuf pages, le "Telegraph" dresse un tableau peu flatteur d'une classe politique "vivant sur la bête" après le scandale en mars 2008 au cours duquel la ministre de l'Intérieur Jacqui Smith n'avait pas hésité à se faire rembourser des films pornographiques que louait son mari. Elle avait ensuite dû présenter ses excuses.

Cet épisode n'a apparemment pas freiné l'ardeur des autres membres du gouvernement à abuser de leurs notes de frais. A commencer par Gordon Brown qui se faisait rembourser par le contribuable une femme de ménage qu'il partageait avec son frère, Andrew, un haut dirigeant d'EDF Energy. Les deux frères vivaient dans deux appartements du quartier de Westminster, le Premier ministre ayant choisi de ne pas résider au 10 Downing Street.

Un porte-parole de Gordon Brown a également confirmé que le Premier ministre avait reçu un remboursement de 150 livres (168 euros) pour des travaux de plomberie en 2006 mais a souligné "une erreur due à l'inadvertance" dont Gordon Brown "s'est acquitté dès qu'il en a été informé".

Selon les éléments à charge et apparemment incontestables présentés par le "Telegraph", le ministre de la Justice Jack Straw a réussi le tour de force de se faire rembourser des impôts locaux qu'il n'avait pas payés. Après avoir présenté des excuses pour cette "bêvue", Straw a expliqué pour sa défense que la comptabilité n'avait jamais été son point fort.

De son côté, le secrétaire au Foreign Office David Miliband s'est fait rembourser près de 30.000 livres sterling (33.600 euros) de frais occasionnés en l'espace de cinq ans sur la résidence de sa circonscription d'une valeur de 120.000 livres (134.600 euros). Parmi les frais, Miliband déclarait 180 livres (202 euros) tous les trois mois pour des travaux de jardin dans sa propriété de la ville côtière de South Shields, près de Newcastle, dans le nord-est de l'Angleterre.

Le secrétaire chargé du Pays de Galles Paul Murphy a poussé le bouchon un peu plus loin en se faisant rembourser plus de 3.000 livres (3.370 euros) que lui a coûté un nouveau système d'eau chaude pour sa résidence secondaire. Il a justifié ces travaux par une lettre au Bureau des dépenses du Parlement dans laquelle il explique que l'eau était... trop chaude.

La ministre du Logement Margaret Becket a changé trois fois de maison en l'espace, se faisant "offrir" à chaque fois un nouveau téléviseur. La ministre, comme d'autres avant elle, avaient su profiter de la loi qui autorise des frais pour une deuxième résidence lorsqu'un parlementaire ne représente pas une circonscription de Londres. Selon le "Telegraph", l'astuce consistait donc à déclarer sa résidence principale comme deuxième résidence pour s'en faire rembourser tous les frais.

L'opposition n'est pas épargnée par le "Telegraph" et attend son tour d'être égratignée puisque le quotidien s'intéressera à ses

parlementaires dans son édition de samedi.

En Europe, 8,5 millions d'emplois sont menacés (09.05)

Le Monde - 05.05 La montée du chômage s'est, selon la Commission, d'abord fait sentir dans la construction, avant de toucher l'ensemble des secteurs de l'industrie et des services. Elle est particulièrement forte dans les pays les plus touchés par la récession et l'éclatement de la bulle immobilière : l'Espagne, où le taux de chômage devrait dépasser les 20 % en 2010, l'Irlande et les Etats baltes (entre 14 % et 16 %).

Tous les pays de l'Union européenne sont cependant touchés. Joaquin Almunia, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, parle de "signaux encourageants" aux Etats-Unis ou en Chine, mais il se garde bien de prédire la moindre reprise en 2010 pour l'Union européenne. Tout juste espère-t-il que la situation économique commence à "se stabiliser" après la chute brutale de l'activité ces derniers mois.

"La crise économique que nous traversons jette dans le désespoir des millions d'Européens", a constaté lundi soir le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, en craignant une crise sociale "potentiellement explosive". Alors que les plans sociaux se multiplient sur le continent, M. Juncker a appelé les entreprises à "éviter les licenciements précipités et massifs".

INERTIE COLLECTIVE

Le premier ministre et grand argentier luxembourgeois met également en cause l'inertie collective des dirigeants européens dans le domaine de l'emploi. "Lorsqu'on n'a pas d'idées, ce n'est pas une raison pour ne pas s'occuper des problèmes", a lancé M. Juncker, en regrettant que le sommet sur l'emploi d'abord prévu à vingt-sept à l'initiative de la Commission ait lieu, jeudi 7 mai à Prague, en formation réduite. Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement, dont Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, ont refusé la perspective d'un sommet, en appelant que les politiques pour l'emploi n'avaient pas à être gérées au niveau européen.

La hausse du chômage devrait, enfin, contribuer à creuser des déficits publics déjà affectés par la chute des rentrées fiscales et la multiplication des mesures de relance. Le niveau des déficits devrait atteindre 7,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010 sur l'ensemble de l'Union européenne, contre un quasi-équilibre avant le déclenchement de la crise, en 2007. Vingt et un des vingt-sept Etats membres devraient voir leur déficit franchir le seuil des 3 % de PIB défini par le pacte de stabilité. L'Allemagne, qui est parvenue à maîtriser le dérapage de ses comptes publics en 2008, ne devrait plus faire exception en la matière, avec un déficit proche de 6 % en 2010.

Nigéria. Les compagnies pétrolières priées d'évacuer le Nigeria (14.05)

Reuters - 13.05 Les séparatistes nigériens du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (Mend) ont invité les compagnies pétrolières opérant dans le delta à évacuer leurs employés à la suite d'accrochages avec les forces de sécurité.

Dans un communiqué envoyé par internet, le Mend donne 24 heures aux compagnies pour retirer leur personnel du secteur, qui est au coeur de l'industrie pétrolière du Nigeria.

"La totalité des combattants de la liberté du delta du Niger ont été placés en état d'alerte pour défendre leurs positions et déclencher de très gros dégâts pour le secteur pétrolier et l'ensemble de l'économie nigérienne", dit le Mend.

"Nous conseillons aux compagnies pétrolières opérant dans le secteur d'évacuer leurs employés dans les 24 heures à venir pour éviter d'être impliqués dans les statistiques d'une guerre civile en devenir".

Le Mend, qui exige du gouvernement central un meilleur partage des recettes tirées de l'exploitation du pétrole, accuse l'armée fédérale d'avoir attaqué "sans avoir été provoquée" deux bases importantes des séparatistes dans le delta du Niger.

L'état-major a admis l'existence d'un accrochage dont il a imputé la responsabilité aux activistes du Mend.

"Nos hommes qui effectuaient ce matin une patrouille de routine sur les canaux sont tombés dans une embuscade tendue par des activistes. Lors de la fusillade, certains des nôtres ont été blessés, sans gravité toutefois", a déclaré un porte-parole militaire, le colonel Rabe Abubakar.

Sri-Lanka. Le soutien de Pékin, précieux atout du pouvoir sri-lankais (17.05)

Le Monde - 16.05 L'armée sri-lankaise a annoncé, samedi 16 mai, avoir pris le contrôle de la totalité du littoral pour la première fois en vingt-cinq années de guerre contre les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Ces derniers se trouvent désormais piégés dans une zone de 1 kilomètre carré. L'assaut final contre les Tigres pourrait survenir alors que le directeur de cabinet du secrétaire général de l'ONU doit arriver à Colombo pour tenter de convaincre les autorités de négocier la fin du conflit. - (AP.)

Alors que le bilan des combats s'aggrave autour de la localité de Mullaitivu dans le nord-est de l'île, l'Occident est confronté à un dilemme. D'un côté, l'appel à un cessez-le-feu afin de soulager les souffrances des civils s'impose pour des raisons autant morales que politiques (la mobilisation de la diaspora tamoule dans les capitales occidentales). Mais l'exaspération de Colombo face aux critiques occidentales ne fait que le pousser à resserrer ses liens avec des alliés sûrs, au premier rang desquels figure le régime de Pékin. A New York, la Chine veille au grain pour bloquer toute initiative des Nations unies visant à dénoncer les combats.

Si Pékin protège ainsi Colombo, c'est que ses intérêts dans l'ex-Ceylan sont cruciaux. L'île occupe une position stratégique dans l'océan Indien, au coeur même des routes énergétiques qui approvisionnent l'empire du Milieu en hydrocarbures achetés au Moyen-Orient. Du détroit d'Ormuz à Shanghai en passant par le détroit de Malacca, cet axe est vital pour la pérennité de la croissance chinoise.

La Chine achète à l'étranger près de 40 % de ses besoins en pétrole, dont les deux tiers au Moyen-Orient. Pékin s'emploie à sécuriser les circuits maritimes empruntés par ses pétroliers. Ainsi s'explique sa participation aux projets portuaires de Gwadar au Pakistan, à Chittagong au Bangladesh ou à Sittwe en Birmanie, autant d'étapes tressant un "collier de perles", selon la formule forgée par l'expert américain Christopher J. Pehrson.

Depuis 2007, le Sri Lanka occupe une place de choix dans ce "collier de perles". Les ingénieurs de Pékin ont commencé la construction d'un port en eau profonde à Hambantota, dans le sud de l'île. Ce projet est l'aboutissement d'une "amitié" sino-sri-lankaise fort ancienne. Les Chinois ont toujours été reconnaissants à Colombo d'avoir bravé le veto américain en signant en 1952, en pleine guerre de Corée, un accord de troc commercial (riz chinois contre caoutchouc sri-lankais).

Cette proximité s'est resserrée alors que l'Occident refusait de vendre des armes à Colombo dans les années 1980 et 1990 au motif de ne pas alimenter le conflit entre l'armée et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). La Chine a alors généreusement équipé les troupes sri-lankaises.

Cette percée de Pékin au Sri Lanka suscite l'embarras de New Delhi, qui observe avec anxiété le jeu de son rival asiatique dans son environnement immédiat (Pakistan, Népal, Bangladesh). L'Inde cherche à y répondre en flattant, elle aussi, Colombo. L'affaire eût été impossible au début des années 1980 quand les services secrets indiens armaient et entraînaient les séparatistes tamouls. Mais depuis l'assassinat de l'ex-premier ministre Rajiv Gandhi, en 1990, par le LTTE, le divorce entre New Delhi et la rébellion tamoule est consommé.

L'Inde collabore aujourd'hui étroitement avec Colombo dans le domaine du renseignement. Sa marine participe également au blocus maritime qui a brisé les approvisionnements du LTTE en provenance du sud de l'Inde. "L'Inde nous a beaucoup aidés à isoler les Tigres", déclare au Monde le général Udaya Nanayakkara, le porte-parole de l'armée sri-lankaise. La marge de manoeuvre de New Delhi reste pourtant limitée. Car il doit composer avec les pressions émanant du Tamil Nadu, l'Etat méridional de la fédération où vivent 60 millions de Tamouls éprouvant un sentiment de solidarité à l'égard de leurs "frères" du Sri Lanka.

Aussi l'Inde se refuse-t-elle à vendre des armes offensives à l'armée de Colombo afin d'éviter d'attiser les passions au Tamil Nadu. "Si nous avions dû dépendre de l'Inde, nous aurions déjà perdu la partie", déclare K. Godage, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Sri Lanka. La rente stratégique de Pékin dans le pays a encore de beaux jours devant elle.

Le raid américain du 3 mai a tué 140 civils afghans, dit Kaboul (17.05)

Reuters - 16.05 Le bombardement mené le 3 mai par l'aviation américaine dans l'ouest de l'Afghanistan a tué 140 civils dont 93 enfants, annonce le ministère afghan de la Défense.

Ce bilan est le plus lourd pour une seule série de frappes aériennes depuis l'arrivée des forces américaines en Afghanistan dans les semaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

Reuters a pu consulter la liste des victimes établie par les enquêteurs afghans, qui comporte le nom et l'âge des civils tués le 3 mai dans le district de Bala Boluk, dans la province de Farah.

Sur 140 morts, 93 sont des enfants et 22 des hommes adultes. La plus jeune victime était âgée de huit jours.

"Aucune nouvelle ne m'attriste ni ne m'afflige davantage que la mort de civils lors d'opérations militaires", a déclaré le président afghan Hamid Karzaï, selon le communiqué du ministère de la Défense.

WASHINGTON CONTESTE LE BILAN

Le gouvernement afghan a indemnisé les proches des victimes à hauteur de 2.000 dollars pour les tués et 1.000 dollars pour les quelque 25 blessés, précise le document.

Les bombardements ont eu lieu à la demande de militaires américains et afghans, pris sous le feu des taliban. Selon les civils habitant à proximité, plusieurs familles se précipitaient à l'abri dans des maisons lorsque les avions américains ont attaqué.

L'armée américaine estime que le bilan est moins élevé que le disent les autorités afghanes mais reconnaît ne pas être en mesure d'avancer un chiffre, les victimes ayant été rapidement enterrées.

Washington accuse les taliban de mettre délibérément les civils en danger et estime que certains noms de la liste sont faux. De plus, l'armée américaine pense que plusieurs des victimes étaient des combattants et que certains des civils tués l'ont été par des grenades des combattants islamistes.

Deux enquêtes militaires américaines sont en cours à ce sujet, a indiqué un porte-parole. L'une a été demandée immédiatement par le commandement militaire en Afghanistan, l'autre plus récemment par le Commandement central américain, qui supervise notamment les conflits en Irak et en Afghanistan.

Le parti du Congrès garde le pouvoir en Inde (17.05)

AP - 16.05 Faisant mentir les sondages qui leur prédisaient une victoire étroite, voire une défaite, le Parti du Congrès au pouvoir et ses alliés ont remporté haut la main les élections législatives en Inde à l'issue d'un mois de scrutin.

"Le peuple indien a parlé, et parlé avec une grande clarté", a déclaré samedi devant les journalistes le Premier ministre Manmohan Singh, exprimant sa "profonde gratitude" pour cette "générosité" et ce "mandat massif" confié à la coalition de centre-gauche. "Le peuple indien sait ce qui est bon pour lui, et fait toujours le bon choix", a lancé pour sa part la présidente du Congrès, Sonia Gandhi.

Le Bharatiya Janata Party (BJP, nationaliste hindou), principale formation de l'opposition, a reconnu la défaite. "Nous acceptons le verdict populaire", a déclaré Arun Jaitley, haut responsable du parti, avant d'ajouter: "il y a certainement quelque chose qui a mal marché".

Le Congrès aspire à un "gouvernement stable et solide, engagé dans des valeurs laïques", a ajouté Singh, référence au BJP, qui aura donc échoué à convaincre les électeurs de changer d'équipe en ces temps d'incertitude économique et d'instabilité régionale, à l'heure où la guerre s'embrase en Afghanistan et au Pakistan.

Alors que le dépouillement était quasiment terminé, la Commission électorale annonçait que l'alliance réunie autour du Congrès avait remporté ou était sur le point de remporter 254 des 543 sièges du Lok Sabha (Chambre du peuple), contre 153 au BJP. Seul, le Congrès obtiendrait 204 sièges.

La majorité absolue nécessaire pour gouverner seul étant de 272 sièges, et donc difficile à décrocher, des gouvernements de coalition sont au commandes de l'Inde depuis quasiment 20 ans.

Les élections auxquelles étaient appelés 714 millions d'Indiens se sont étalées sur un mois, le scrutin se déroulant en cinq phases à compter du 16 avril. La participation totale a atteint environ 60%, selon la commission nationale électorale, soit un peu plus que les 58% aux dernières élections nationales en 2004.

Mais le Congrès fait mieux qu'on ne s'y attendait: depuis des mois, sondages et experts prédisaient qu'aucun des deux grands partis ne réussirait à tirer son épingle du jeu, et agitaient le spectre d'une vaste et instable coalition.

Le "Troisième Front", alliance de partis communistes, régionaux ou défendant des intérêts de caste, et qui avait été considéré comme susceptible de prendre une importance considérable, semble avoir échoué: la plupart des chaînes de télévision lui prédisaient moins de 70 sièges.

Le scrutin montre aussi que les partis communistes, force traditionnelle de la politique indienne, ont chuté de 60 sièges habituellement à moins de la moitié, un "grave revers", reconnu par Prakash Karat, secrétaire général du Parti communiste d'Inde (marxiste). Alliés au Congrès pendant une bonne partie de la législature précédente, les communistes ont claqué la porte à cause de l'accord indo-américain sur le nucléaire civil, qui a resserré les liens entre New Delhi et Washington.

Alors que les résultats continuaient à tomber, les partisans du Congrès ont laissé éclater leur joie, dansant dans la rue et brandissant des portraits de Sonia Gandhi et de ses enfants.

"Nous avons remporté une majorité écrasante. Le succès commence et termine avec le Congrès et la famille Gandhi", se réjouissait le militant Parag Jain, devant le siège du Congrès d'un quartier chic du sud de la capitale.

Le Congrès a toujours dit que l'économiste et technocrate Singh, 76 ans, garderait son poste de Premier ministre en cas de victoire. Mais ce scrutin aura également été marqué par l'émergence d'un nouveau dirigeant, le fils de Sonia Gandhi, Rahul, 38 ans. Encore néophyte il y a peu, le jeune homme s'est révélé au cours de cette campagne, dont il a été l'un des principaux stratèges. Devenu le visage le plus visible du parti, il est de plus en plus considéré comme un probable futur Premier ministre.

Dernier rejeton de la dynastie politique la plus puissante d'Inde, dont le sort se marie avec l'histoire tragique du pays, Rahul est le fils de feu Rajiv Gandhi et de "l'Italienne", petit-fils d'Indira Gandhi et arrière-petit-fils de Jawaharlal Nehru, premier chef de gouvernement de l'Inde indépendante.

Grande manifestation à Berlin contre le chômage (17.05)

Reuters - 16.05 Des dizaines de milliers de travailleurs allemands ont défilé samedi dans les rues de Berlin afin d'exiger une meilleure protection des emplois face à la montée du chômage.

L'Allemagne est plongée dans sa plus profonde récession depuis 1945 et le chômage y augmente depuis six mois consécutifs. A quatre mois des élections législatives, les syndicats tentent d'obtenir du gouvernement de coalition des garanties sur l'emploi.

Le président du Parti social-démocrate (SPD), Franz Müntefering, s'est joint au cortège. Le SPD participe au gouvernement au côté de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel.

"Nous sommes ici pour nous opposer au capitalisme financier international. Nous devons tout faire aujourd'hui pour protéger l'emploi", a dit Müntefering.

Selon la fédération syndicale DGB, qui organisait le rassemblement, 100.000 personnes ont défilé. La police faisait quant à elle état de "plusieurs dizaines de milliers" de manifestants.

Quelque 300.000 emplois ont été détruits en Allemagne depuis la mise en faillite, en septembre, de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers, épice de la crise financière et économique.

Le ralentissement de l'économie mondiale a nettement entamé la demande en biens allemands, alors que l'économie du pays était essentiellement tournée vers l'exportation.

Le PIB allemand devrait se contracter de 6% cette année, selon les prévisions de Berlin, tandis que le chômage devrait continuer à augmenter jusqu'en 2010.

Pakistan: l'armée choisit la tactique du pilonnage dans la vallée de Swat (19.05)

AP - 18.05 Depuis trois semaines, l'offensive pakistanaise contre les talibans dans le nord-ouest du pays, et principalement dans la vallée de Swat, mise essentiellement sur la force de frappe des hélicoptères de combat et sur les bombardements aériens, pour éviter les combats au sol. Cette tactique s'est pourtant révélée peut fructueuse lors des précédentes opérations militaires.

"Si le gouvernement, l'armée veulent vraiment contrôler et écraser les talibans, pourquoi n'envoient-ils pas des troupes terrestres pour les déloger?", s'interroge ainsi Yar Mohammad, maçon de 50 ans qui a fui la vallée de Swat et s'est abrité dans un camp de réfugiés. "Pourquoi font-ils seulement ce pilonnage, qui touche en premier la population et crée un sentiment antigouvernemental?"

Les précédentes offensives dans la zone frontalière avec l'Afghanistan, qui étaient plus restreintes, ont tourné court après des dommages collatéraux dans des villes et des villages et l'exode massif des habitants.

Les Etats-Unis, soucieux de stopper l'extension de l'influence des talibans, ont fourni à l'armée pakistanaise des milliards de dollars d'aide et engagé une trentaine de formateurs militaires américains pour soutenir les troupes dans le nord-ouest du pays.

Pendant plus de 50 ans, les soldats pakistanais ont été entraînés en vue de batailles conventionnelles dans les plaines du Pendjab contre l'Inde hindouiste, et non au combat rapproché face à d'autres Pakistanais musulmans dans une région montagneuse. L'armée a actuellement plus de 100.000 de ses 500.000 soldats stationnés près de l'Afghanistan. La plupart des autres sont à la frontière indienne, selon les experts militaires.

"Ils essayent de changer leurs priorités, mais les pensées restent toujours tournées vers l'Inde", souligne le général à la retraite Talat Masood. "Ils ne peuvent pas ignorer l'héritage du passé et les tensions actuelles", précise-t-il en faisant référence aux attaques terroristes de Mumbai l'an dernier, après lesquelles les deux armées ont envoyé des troupes à la frontière.

Dans la vallée de Swat, les talibans seraient jusqu'à 7.000 hommes, selon les estimations -dont la plupart ont l'expérience des combats, et sont armés de grenades auto-propulsées, d'explosifs et d'armes automatiques. Ils font face à environ 15.000 soldats de l'armée régulière.

La bataille de la vallée de Swat représente l'opération la plus importante dans le nord-ouest du pays, depuis une campagne de six mois dans les districts de Bajur et Mohmand, qui s'est conclue en mars par une déclaration de victoire. L'armée a chassé et tué de nombreux talibans, mais elle a aussi rasé des villes et forcé 500.000 personnes à fuir, des déplacés qui ne sont toujours pas rentrés chez eux.

"Si on regarde ce qui s'est passé dans le Bajur, il semble que l'armée était fatiguée de subir des pertes et a utilisé ses armes pour écraser des localités", explique Shaun Gregory, membre de l'Unité de recherche sur la sécurité au Pakistan, à l'université de Bradford en Grande-Bretagne. "Ce n'est pas vraiment une stratégie faite pour gagner les coeurs et les esprits ni pour mettre en échec les militants (islamistes)".

Toutefois, selon les spécialistes, cette fois la population est plus unie derrière la stratégie militaire d'Islamabad. Les talibans sont considérés comme responsables d'avoir rompu la trêve en quittant leur bastion de Swat pour se rapprocher du district voisin de Buner, alors même que le gouvernement avait cédé, acceptant l'application de la loi islamique sur toute la région.

Mais le grand nombre de victimes civiles et le regroupement de jusqu'à un million de personnes déplacées dans le nord-ouest et la situation humanitaire d'urgence à laquelle elle donne lieu pourrait très rapidement mettre à mal le soutien de l'armée dans l'opinion publique pakistanaise.

Irlande. Rapport accablant pour les institutions catholiques d'Irlande (22.05)

Reuters - 20.05 Des prêtres et moines ont battu et violé des enfants pendant plusieurs décennies dans nombre d'institutions catholiques d'Irlande, apprend-on dans un rapport rendu public mercredi.

Les orphelinats et les écoles techniques, dans l'Irlande du XXe siècle, ont été des lieux de peur, d'abandon et de violences sexuelles, ajoutent les auteurs de ce rapport, élaboré par une commission d'enquête créée par le gouvernement de Dublin en 2000.

"Un climat de peur, créé par des sanctions omniprésentes, excessives et arbitraires, s'est propagé à la majeure partie des institutions, en tout cas à toutes les institutions de garçons", écrivent-ils. "Les enfants vivaient dans un climat de terreur quotidien, en se demandant d'où viendraient les prochains coups."

Ce rapport, qui compte cinq volumes, est le fruit de neuf années d'enquête sur des institutions qui ont aujourd'hui fermé leurs portes et ont accueilli des enfants des années 1930 à 1990. Il pointe du doigt la déférence qui était celle du ministère de l'Education envers les ordres religieux et son incapacité à faire cesser les violences infligées aux enfants.

Pour mettre au point son rapport, la commission d'enquête a interrogé 1.090 hommes et femmes qui ont été hébergés dans 216 institutions, dont des foyers pour enfants, des hôpitaux et des écoles.

Tom Sweeney, qui a passé cinq années dans des écoles techniques, dont deux dans une où, selon le rapport, les violences sexuelles étaient un "problème chronique", a déclaré aux auteurs que l'école technique d'Artane continuait de hanter la mémoire de ses anciens pensionnaires.

"Ceux qui sont passés par Artane ne sont jamais devenus des personnes heureuses et, malheureusement, il y a eu pas mal de suicides. Beaucoup d'autres ont fini dans des hôpitaux(...)."

"Vous n'oubliez pas Artane, jamais", résume ce témoin.

Flambée du chômage en Russie, où la récession s'est accentuée (23.05)

Reuters - 22.05 Le chômage touche plus de 10% de la population active en Russie, où la récession a continué de s'accroître le mois dernier, selon les indicateurs publiés vendredi.

En avril, 200.000 personnes ont perdu leur emploi dans le pays, ce qui porte le nombre de chômeurs à 7,7 millions, son niveau le plus haut depuis neuf ans, et le taux de chômage à 10,2%.

Les chiffres des mois précédents ont en outre été révisés à la hausse, soit 400.000 chômeurs de plus qu'initialement annoncé en janvier et 700.000 de plus en février.

Le décompte mensuel n'avait pas été publié pour le mois de mars.

Depuis août dernier, ce sont 3,2 millions de Russes qui ont perdu leur emploi, tandis que d'autres ont dû accepter des mesures de chômage technique ou des baisses de salaires.

Les salaires réels ont baissé de 3% en avril en rythme annuel, moins que prévu même si cela représente la diminution la plus marquée depuis près de dix ans.

Sans surprise dans ce contexte, les ventes au détail ont reculé en avril pour le troisième mois d'affilée. Elles ont diminué de 5,3% en rythme annuel.

Les dépenses d'investissement ont fondu de 16,2%, la statistique se révélant, comme celle des ventes au détail, plus mauvaise que prévu.

L'investissement direct étranger, dont les données ont également été publiées vendredi, a chuté de 43% au premier trimestre.

La production industrielle, dont les chiffres ont été diffusés lundi, a subi une chute sans précédent de 16,9% en avril en rythme annuel, un recul là aussi bien plus important que ce à quoi s'attendaient les économistes. Le secteur manufacturier a été le plus touché avec une chute de 25,1%.

La Russie est confrontée à sa première récession depuis 10 ans. Les analystes s'accordent à dire que le pays, frappé par la baisse de la demande et des cours des matières premières, mettra du temps à relancer sa machine économique.

L'économie russe ne va pas se stabiliser au deuxième trimestre comme celles des autres principales économies émergentes (Chine, Brésil et Inde), a notamment estimé Lars Rasmussen, chez Danske Bank.

Le gouvernement vénézuélien nationalise la première banque du pays (23.05)

AP - 22.05 Le gouvernement vénézuélien a trouvé un accord vendredi avec la banque Santander (Madrid: SAN.MC - actualité) , basée en Espagne, pour nationaliser sa filiale dans le pays, en échange d'1,05 milliard de dollars. Après des mois de négociations, l'Etat prend ainsi le contrôle de l'acteur numéro 1 du secteur financier.

Le président de la Banque centrale du Vénézuéla, Michel Goguilian, a qualifié l'accord de "très satisfaisant" pour la banque et pour le gouvernement vénézuélien.

Le Vénézuéla devra s'acquitter d'un versement initial de 630 millions de dollars lorsqu'il prendra officiellement le contrôle de la banque le 3 juillet, a précisé le vice-président Ramon Carrizalez. Le reste sera payé en deux parties, en octobre et en décembre.

Parlement européen : des alliances politiques surprenantes (23.05)

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/about.html> - 22.05 Le sénateur Jean-Luc Mélenchon, ex-socialiste et fondateur du « Front de gauche », martèle sur toutes les ondes que socialistes et conservateurs, c'est blanc bonnet et bonnet blanc : "le PSE et la droite européenne n'ont pas tellement envie de discuter de leur exploit au parlement européen, par exemple sur la directive électricité qu'ils ont voté ensemble. Comme ils ont d'ailleurs voté ensemble 97% des décisions qui sont prises au PE. C'est quand même incroyable : droite et gauche se tirent la bourre en France, mais dès qu'ils arrivent là bas (à Bruxelles, NDLR), c'est fini, ils s'arrangent entre eux", a-t-il ainsi déclaré sur France 3 le 11 mai. Un chiffre de 97 % qui a également été cité par Olivier Besancenot, le leader du NPA, hier sur France 2.

Mélenchon et Besancenot ont été prendre leurs renseignements sur un site eurosceptique tenu par des proches de Philippe de Villiers, « L'observatoire de l'Europe ». Ce site s'appuie sur une étude (mais n'y renvoie pas directement) d'un chercheur en sciences politiques suédois, un certain Jan Johansson, qui a analysé les 535 votes finaux (et non amendement par amendement) par appel nominal intervenu en 2008. Conclusion du site, qui ne s'en tient pas à l'année 2008, « depuis le début de la dernière mandature, neuf fois sur dix, les groupes où siègent l'UMP, le PS et le Modem votent de manière identique au Parlement européen. Un score digne de la Douma de l'ex Union soviétique ». Ce n'est pas la première fois que la droite et la gauche radicale échange ainsi leurs arguments : durant la campagne référendaire de 2005, le fameux « plombier polonais » a été inventé par le vicomte avant de faire la fortune du « non de gauche ».

L'argument de la complicité « objective » entre la gauche et la droite « ne tient pas compte des conditions d'élaboration de la loi européenne », comme le dit Pervenche Berès, présidente socialiste de la commission des affaires économiques et monétaires (et noniste...) : Mélenchon, Besancenot et les Villiéristes pourraient aussi dénoncer le fait que des gouvernements de droite, de centre et de gauche travaillent ensemble au sein du Conseil des ministres de l'Union et du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement et élaborent des compromis pour construire l'Europe. Par nature, l'Union ne fonctionne pas « front contre front » : Union d'États, elle doit parvenir à des décisions dans lesquelles chacun se retrouve. Si une majorité de gouvernements de droite imposait systématiquement une politique de droite à des gouvernements de gauche, il est peu probable que l'Union y survivrait. C'est cette logique « bipartisane » qui est à l'œuvre au sein du Parlement européen. D'autant qu'aucun groupe politique n'y dispose de la majorité absolue à lui seul.

Or, pour obliger le Conseil des ministres à tenir compte des amendements à un projet de directive ou de règlement, il faut que le Parlement réunisse une majorité absolue de députés, soit 393 voix. Durant la législature 2004-2009, le principal groupe politique, le PPE (conservateurs) n'avait que 288 membres, le second, le PSE, 216 et les libéraux de l'ADLE (où siège le Modem), 99. Il faut donc négocier entre groupes politiques pour atteindre le chiffre magique de 393 : « Il y a 120 partis politiques représentés au Parlement, venant de 27 pays, parlant 23 langues et utilisant 3 alphabets différents », s'amuse Gérard Onesta, vice-président Vert du Parlement. Le compromis ainsi trouvé aura d'ailleurs de fortes chances d'être accepté par un Conseil des ministres lui-même composé de gouvernements de droite et de gauche et qui doit voter le texte à la majorité qualifiée (grosso modo, au moins vingt pays sur vingt-sept). « La négociation européenne, c'est comme une négociation syndicale : on se bat, mais au final il faut conclure un accord tenant compte du rapport de force », analyse Pervenche Berès.

Bien sûr, le vote amendement par amendement ne recoupe pas toujours le vote final : « cela dépend de l'appréciation que fera chaque groupe : s'il juge que le verre est à moitié plein, il votera pour, à moitié vide, il votera contre », résume Gérard Onesta. Ainsi, les socialistes français qui ont voté tous les amendements à la directive « services » dite Bolkestein n'ont finalement pas voté le texte global par opportunité politique... De même, le vote des amendements est loin d'être pertinent : « il y a une bonne partie des textes que nous votons qui ne posent strictement aucun problème. Ce qui est important, ce sont les votes de différenciation politique et ceux-là ne concernent qu'une petite partie des projets de directives », précise Onesta. Comme le constate Pervenche Berès, sur ces votes, la « majorité naturelle se fait entre le PPE et l'ADLE ».

Un site infiniment plus sérieux que « l'observatoire de l'Europe », votewatch.eu, mis au point par des chercheurs de la London School of Economics et de l'Université libre de Bruxelles, montre que les majorités (amendement par amendement) sont autrement plus complexes que ne le disent Mélenchon et Philippe de Villiers. Ainsi, dans 13,22 % des cas, la majorité a réuni le PPE, le PSE, l'ADLE, les souverainistes de l'UEN, les Verts et les...communistes de la GUE. La seconde « coalition gagnante » (dans 12,47 % des cas) a réuni les mêmes plus les Villiéristes d'Indépendance et démocratie (ID). Le troisième type de « coalition gagnante » (7,76 % des cas) réunit le PPE, le PSE, les libéraux de l'ADLE, l'UEN et...ID. Dans plus de 46 % des cas, les Villiéristes font partie de ces coalitions et dans 52 % des cas, les communistes... Le PSE, lui, pointe à plus de 81 % des cas. Le PPE n'est exclu d'une coalition gagnante que dans 5,37 % des votes (majorité PSE, ADLE, Verts et communistes).

Le PPE et le PSE ne votent au final ensemble que dans 69,70 % des cas (mais seulement 56 % dans les affaires sociales et 52,5 % dans le domaine économique). Les Villiéristes votent avec les socialistes dans 40 % des cas alors que les communistes votent avec le PPE dans 42 % des cas et avec les Villiéristes dans 40,90 % des cas... Donc l'argument du « qui vote avec qui » peut être retourné comme un gant...

Le président équatorien veut nationaliser les secteurs-clés (25.05)

Reuters - 24.05 Le président socialiste équatorien Rafael Correa a estimé que les secteurs-clés de l'économie, comme le pétrole et les

mines, devaient appartenir à l'Etat.

Durant ses deux premières années à la tête de l'Etat, Correa s'était montré dur avec les compagnies pétrolières et minières, qu'il a obligées à signer de nouveaux contrats plus favorables à l'Etat, mais il n'avait jusque-là pas évoqué de nationalisation.

Correa s'exprimait samedi à l'occasion d'une visite de son homologue vénézuélien, Hugo Chavez, qui a promis de son côté de poursuivre la nationalisation des secteurs stratégiques au Venezuela.

Chavez a également annoncé la création d'un fonds d'investissement avec le Brésil doté de plusieurs milliards de dollars. Le Venezuela a déjà des fonds communs d'investissements destinés aux infrastructures avec la Chine et l'Equateur.

Zapatero légifère pour une justice moins universelle (25.05)

liberation.fr - 23.05 Les crimes chinois de «lèse humanité» contre les Tibétains, le génocide maya au Guatemala, les bombardements israéliens contre des civils palestiniens à Gaza... D'ici peu, les juges espagnols ne pourront plus enquêter sur ce qu'ils considèrent être des «crimes contre l'humanité». Les députés socialistes et conservateurs (environ 80 % de la Chambre basse) se sont en effet entendus pour limiter la compétence de l'Audience nationale, à Madrid, la principale instance judiciaire du pays.

«Représailles». Désormais, un juge ne pourra plus mettre en examen des responsables étrangers si, dans l'affaire, aucun plaignant est de nationalité espagnole - ou si aucun suspect ne réside en Espagne. Autrement dit, le nouveau projet de loi impose une limite là où il n'y en avait pas : depuis une sentence du Tribunal constitutionnel de 2005, tout juge de l'Audience nationale pouvait à loisir ouvrir des procédures pour «crimes contre l'humanité» et «tortures», commis contre des responsables en activité - si le pays en question n'a pas ouvert d'enquête. Ainsi, en mai, le juge Pedraz avait mis en examen trois ministres chinois pour «attaque généralisée contre la population civile tibétaine». En mars, le juge Andreu ouvrait une enquête pour «crimes de guerres» contre un ministre israélien pour un bombardement à Gaza ayant tué 14 civils en 2002.

Ce faisant, Zapatero retire une épine du pied de son ministre des Affaires étrangères, Miguel-Angel Moratinos. Ces derniers mois, celui-ci a dû essuyer une série de remontrances courroucées de ses homologues israéliens et chinois. Début mai, exaspéré, Pékin a exigé de Zapatero «le retrait immédiat des poursuites judiciaires». Plus tôt, la ministre des Affaires étrangères israélienne, Tzipi Livni, menaçait Madrid de «représailles sur les relations bilatérales». Moratinos avait beau souligner l'indépendance des juges, il ne cessait d'avaler des coulevres diplomatiques.

Pinochet. Il peut souffler : sur les 13 affaires en cours relevant de la «justice universelle», cinq devraient être rapidement stoppées. Parmi ces dossiers, figurent ceux concernant la répression chinoise contre la secte Falun Gong et une récente attaque aérienne israélienne à Gaza. Le juge Baltasar Garzón, qui avait fait arrêter Pinochet à Londres en 1998, maintient toutefois son enquête contre des avocats américains pour «crimes de lèse humanité» commis à Guantánamo. Mais, la justice américaine ayant refusé de collaborer, cette mise en examen devrait rester lettre morte.

La France ouvre une base aux Emirats, un de ses grands clients (26.05)

Reuters - 25.05 Nicolas Sarkozy est arrivé lundi en fin de journée à Abou Dhabi pour une courte visite dont le temps fort sera l'inauguration, mardi matin, de la première base militaire française dans le Golfe.

La France entend par ce geste spectaculaire, qui répond à une demande des Emirats arabes unis (EAU), marquer son engagement dans une région stratégique par où transitent 40% des exportations mondiales de pétrole, en même temps que renforcer ses liens avec son meilleur client du Moyen-Orient.

L'ouverture de cette base interarmes, qui doit accueillir un peu plus de 450 militaires à l'horizon 2010, intervient sur fond de tensions avec l'Iran, sur la rive opposée du Golfe, alors que le président Mahmoud Ahmadinejad a une nouvelle fois rejeté lundi les appels au gel du programme nucléaire de son pays.

Dans une interview à l'agence de presse émiratie WAM, Nicolas Sarkozy a répété qu'il serait "inacceptable" que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, pour ajouter toutefois que l'approche d'un "dialogue exigeant" avec Téhéran, privilégiée par les Européens et rejointe récemment par les Etats-Unis, devait continuer de prévaloir.

"Est-ce que cela sera suffisant ? Je n'en sais rien. Je l'espère évidemment. Mais c'est maintenant aux autorités iraniennes de choisir entre

le retour dans la communauté internationale ou l'isolement croissant", a-t-il ajouté.

La "Base de la paix" française est divisée en trois pôles.

La partie navale, installée dans l'enceinte du port de Mina Zayed à Abou Dhabi, dispose notamment d'un quai de 300 m de long qui permet l'accueil de bâtiments de toute taille, à l'exception toutefois du porte-avions Charles de Gaulle.

L'armée de l'air bénéficie pour sa part d'installations à l'intérieur de la grande base aérienne d'Al-Dhafra, à 40 km d'Abou Dhabi, où devraient stationner en permanence jusqu'à six avions de combat. Le dispositif est complété par un "groupement terre" logé dans un camp militaire où sera installé un centre d'entraînement en zones désertique et urbaine.

PAS DE CHASSE GARDÉE

Quatre accords bilatéraux doivent être signés lors de la visite de Nicolas Sarkozy, dont celui actualisant l'accord de défense en vigueur depuis 1975 entre les deux pays.

L'Elysée a prévenu qu'il ne fallait s'attendre à aucun contrat commercial mais la présence dans sa délégation de plusieurs patrons d'entreprises du CAC 40 illustre l'importance des Emirats arabes unis pour la balance commerciale française.

Les deux compagnies aériennes du pays, Emirates et Etihad, figurent parmi les plus grands clients d'Airbus et l'armée émiratie est équipée à plus de 50% par des matériels français, disposant notamment de 380 chars Leclerc et de plus de 60 Mirage 2000 construits par Dassault Aviation.

Le remplacement de ceux-ci par des Rafale, un appareil qui n'a pas encore trouvé de débouchés à l'exportation, fait l'objet de négociations entre les deux pays, que Dassault espère voir aboutir avant la fin de l'année.

Le PDG de Dassault Aviation, Charles Edelstenne, est du déplacement de Nicolas Sarkozy, avec des représentants de la famille Dassault, Serge et Olivier.

Dans une interview à la revue Diplomatie, le chef de l'Etat dément que l'objectif de la base française soit de vendre des équipements militaires. Mais il ajoute aussitôt que plus la coopération entre les deux armées se développera, "plus nos partenaires émiratis auront l'occasion de se familiariser avec les matériels français et d'en apprécier les performances".

L'autre grand contrat convoité par la France est celui de la première d'une série de centrales nucléaires - entre 12 et 16 - que les EAU projettent.

Areva, GDF Suez et Total ont créé un consortium qui pourrait, selon l'Elysée, être ouvert ultérieurement à EDF, pour être mieux à même de répondre aux grandes ambitions du pays dans le nucléaire civil.

Pour tous ces contrats, que ce soit le Rafale ou le nucléaire, la France devra affronter une forte concurrence des Etats-Unis.

Elle estime néanmoins avoir ses chances en soulignant que les Emirats arabes unis "sont tout sauf une chasse gardée, ni des Etats-Unis, ni de la France, ni de personne". "Nous sommes en compétition avec les Etats-Unis mais c'est une compétition saine", veut-on croire dans l'entourage de Nicolas Sarkozy.

La Knesset veut pénaliser la négation d'Israël comme Etat juif (28.05)

Reuters - 27.05 Un projet de loi punissant d'un maximum d'un an de prison la négation du droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif a franchi une première étape à la Knesset.

Ce texte interdisant la publication de tout "appel à nier l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique, lorsque le contenu d'une telle publication pourrait avoir comme conséquence de provoquer un acte de haine, de mépris ou de déloyauté" envers Israël doit encore être soumis à d'autres votes du Parlement et être revu par une commission avant d'être adopté définitivement.

Des militants des droits civiques estiment qu'il risque de réduire les droits des citoyens arabes.

La plupart des Arabes israéliens, qui constituent le cinquième environ de la population israélienne, sont des descendants de Palestiniens

restés dans le pays au moment où des centaines de milliers d'autres fuyaient ou étaient chassés lors de la fondation de l'Etat d'Israël, en 1948.

Naomi Chazan, président du Fonds du Nouvel Israël, a dénoncé un projet de loi approuvé dimanche par le cabinet israélien qui interdirait toute manifestation publique de deuil lors de la commémoration de la naissance d'Israël, appelée "naqba" - catastrophe - par les Palestiniens.

Chazan a affirmé que ce texte constituait une "tentative de fouler aux pieds les sentiments de peine des Arabes israéliens", ce qui risquerait de porter atteinte aux efforts en vue d'améliorer la coexistence entre Juifs et Palestiniens.

Un autre projet de loi soumis cette semaine par le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, chef du parti ultranationaliste Yisrael Beitenu, imposerait aux Israéliens de prêter serment de fidélité à l'Etat juif pour recevoir une carte nationale d'identité.

Le cabinet israélien devrait discuter la semaine prochaine de ce serment de fidélité.

Plus de 20.000 civils auraient été tués au Sri Lanka (30.05)

Reuters - 29.05 Plus de 20.000 civils tamouls ont été tués dans les derniers jours de l'offensive de l'armée sri-lankaise qui a permis de vaincre la guérilla séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), rapporte le quotidien britannique Times.

Le gouvernement de Colombo assure que ses troupes avaient arrêté dès le 27 avril de tirer à l'arme lourde sur les positions rebelles dans le nord-est du pays et affirme que les Tigres ont utilisé comme des "boucliers humains" les 100.000 civils bloqués dans la zone des combats.

Citant des documents confidentiels de l'Onu, le Times affirme qu'un millier de civils ont péri quotidiennement dans les affrontements entre la fin avril et le 19 mai, le jour où le chef des Tigres, Vellupillai Prabhakaran, a été tué.

Au total, l'Onu estime que la guerre civile au Sri Lanka, qui durait depuis 1983, a fait entre 80.000 et 100.000 morts.

L'ONU accusée de silence sur le sort des Tamouls (31.05)

Le Monde - 30.05 Le quotidien The Times a mis, vendredi, «le feu aux Nations unies», selon un des membres de l'organisation à Colombo. En affirmant que plus de 20 000 civils ont été tués dans les dernières semaines du conflit entre l'armée sri-lankaise et les rebelles tamouls, le journal britannique a plongé l'ONU dans l'embarras et le doute.

Témoignages. En s'appuyant sur des «documents confidentiels des Nations unies», The Times rappelle d'abord que 7 000 personnes ont été tuées entre janvier et fin avril. Ce que l'ONU disait depuis plusieurs jours. Il ajoute que le «nombre de victimes a ensuite explosé, avec 1 000 civils tués en moyenne chaque jour jusqu'au 19 mai», le lendemain de la mort de Velupillai Prabhakaran, le chef de la rébellion des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). «Cela pourrait porter le bilan final à plus de 20 000» décès «sous les canons du gouvernement», écrit le quotidien. Qui précise que le bilan serait même «supérieur», selon une source de l'ONU. The Times dit fonder ses informations sur l'analyse de photos aériennes, sur des témoignages et des experts.

«Si ces enquêtes ont été sérieusement réalisées et recoupées, c'est une vraie bombe», affirme un responsable des Nations unies. Lui dit avoir vu des notes internes faisant état de «rapports monstrueux» en terme de pertes humaines. «Entre la fin avril et les tout premiers jours de mai, nous avons eu des bilans avec plus de 1 000 morts quotidiens.» Rien au-delà de cette date. Mais, ces chiffres restent difficiles à recouper car il n'y avait plus beaucoup de sources dans la mal nommée «zone de sécurité».

Sur la foi d'informations collectées par l'ONU, le journal le Monde avançait jeudi le chiffre de 7 720 morts (dont 678 enfants) et 18 465 blessés (dont 2 384 enfants) entre le 20 janvier et le 13 mai. Plus grave, il citait un officiel des Nations unies évoquant «une tentative de suppression systématique de ce matériel». L'ONU n'a pas voulu «commenter» ces affirmations, vendredi. L'organisation a seulement fait état d'un nombre «inacceptable» de civils tués.

«Pas le moindre civil n'a été tué par des bombardements du gouvernement», a déclaré sans rire un porte-parole sri-lankais au Times. Depuis le début du conflit, Colombo a systématiquement été pris en défaut sur le sort des civils dans la zone de guerre. Trois jours avant la fin des combats, le 15 mai, les autorités militaires claironnaient qu'il ne restait «quasiment plus personne» dans l'enclave. Avant de recueillir près de 80 000 personnes piégées entre les soldats et les LTTE.

Ratio. S'agissant du bilan côté gouvernemental, c'est le black-out. Mi-mai, un diplomate sri-lankais avançait le chiffre de «plusieurs centaines» de soldats tués au combat depuis janvier. A Colombo, un officier évoquait récemment un ratio «d'un soldat tué pour douze guérilleros morts» en se gardant bien de communiquer le moindre chiffre précis. Colombo préfère déclarer qu'il détient 9 100 anciens combattants des Tigres dans des «centres de réhabilitation». Dont on ne sait absolument rien.

Chine. Printemps de Pékin: les autorités chinoises s'appliquent à museler toute commémoration (05.06)

AP - 05.06 Les autorités chinoises s'appliquaient jeudi à empêcher toute commémoration du 20e anniversaire de l'écrasement dans le sang du mouvement étudiant pour la démocratie. Les policiers ont bouclé la place Tiananmen à Pékin, alors que le dissident Wu'er Kaixi a été placé en détention à Macao.

Aux alentours de la place Tiananmen, les journalistes étrangers ont été bloqués par des agents en civil, insultés et menacés. Les autorités ont également ciblé plus de 6.000 sites Internet référencés dans des écoles et des universités. Les pages d'accueil signalent que les sites sont en "maintenance technique" jusqu'à samedi. Le site YouTube est toujours bloqué en Chine depuis mars.

Certaines chaînes étrangères, telles que CNN, sont également remplacées par un écran noir à chaque fois qu'elles diffusent des sujets sur Tiananmen. Les dissidents ont été assignés à résidence ou obligés à quitter Pékin, afin de museler toute tentative de protestation ou de débat.

Wu'er Kaixi, un des dirigeants du "Printemps de Pékin", a été arrêté par les services de l'immigration à Macao, une région administrative spéciale du sud de la Chine, alors que l'on venait de lui refuser d'entrer sur le continent chinois, une interdiction qu'il a qualifiée de "tragédie".

Il a expliqué à l'Associated Press par téléphone avoir passé la nuit en cellule à l'aéroport de Macao, après avoir refusé d'embarquer pour un vol qui le ramenait à Taïwan.

Elena Au, membre du service de presse du gouvernement chinois, a expliqué jeudi qu'elle ne disposait d'aucune information sur la manière dont était traité le dissident. Le gouvernement chinois a également dit respecter "les désirs personnels" de Wu'er Kaixi de retourner en Chine.

Le jeune homme s'était fait connaître pendant la contestation étudiante du Printemps de 1989. Alors gréviste de la faim, il avait interpellé le Premier ministre de l'époque Li Peng, lors d'une rencontre télévisée pendant les manifestations.

Numéro deux sur la liste du gouvernement des 21 chefs de la contestation étudiante les plus recherchés après la répression, il a pris la fuite et vit, depuis, en exil à Taïwan.

Dans un communiqué diffusé par un ami, il a dit vouloir se rendre aux autorités chinoises pour pouvoir aller voir ses parents, non autorisés à venir lui rendre visite à Taïwan, et pour mettre au défi les autorités chinoises d'engager un dialogue public sur les événements de Tiananmen. "Quand je me rendrai, j'utiliserai la tribune de la salle d'audience chinoise pour débattre avec le gouvernement chinois de cet incident", promet-il.

Les autorités chinoises s'appliquent à empêcher toute commémoration du Printemps de Pékin, dont elles n'ont jamais révélé le bilan humain -plusieurs centaines de morts, voire plusieurs milliers selon des estimations. Le pouvoir tente de museler toutes les voix qui pourraient raconter Tiananmen, notamment à une jeunesse largement ignorante de ce qui s'est vraiment passé sur la place il y a 20 ans.

A Washington, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a déclaré dans un communiqué mercredi que la Chine doit "examiner ouvertement les événements plus sombres de son passé et fournir un bilan public sur ceux qui ont été tués, détenus ou disparus, à la fois pour apprendre et pour panser les plaies". Elle a exhorté Pékin à relâcher tous les manifestants encore en prison et à entamer des discussions avec les familles des victimes.

Le porte-parole du ministre chinois des Affaires étrangères a qualifié ces propos d'"ingérence dans les affaires intérieures de la Chine".

"Nous appelons les Etats-Unis à mettre de côté leur préjugés politiques et à corriger leur mauvaise conduite, et à s'abstenir d'interrompre ou de saper les relations bilatérales", a déclaré le porte-parole lors d'une conférence de presse, refusant de commenter les mesures de sécurité mises en place, et même de les confirmer. "Ce jour est comme n'importe quel autre jour", a-t-il lâché.

A Hong Kong en revanche, la situation contraste avec celle du reste de la Chine. Des dizaines de milliers de personnes étaient attendues

jeudi dans l'ancienne colonie britannique pour participer à des veilles à la bougie organisées chaque année en souvenir des victimes de la répression.

Discours d'Obama au Caire: les réactions (05.06)

AP - 05.06 Voici les principales réactions au discours prononcé jeudi par le président américain Barack Obama à l'université du Caire:

- Saeb Erekat, chef des négociateurs palestiniens et conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas:

"Le discours du président Obama pose les bases d'une solution à deux Etats. Maintenant, j'espère que dans les prochains mois, le président Obama va exposer un vrai plan, avec des dates limites, des contrôles et des mécanismes pour mettre en oeuvre et traduire la vision de deux Etats en voie politique réaliste".

- Nabil Abou Rdeneh, conseiller du président Mahmoud Abbas:

"Il montre qu'il y a une politique américaine nouvelle et différente vis-à-vis de la de la question palestinienne (...). La partie du discours d'Obama sur la question palestinienne est un pas important dans le cadre de nouveaux départs. C'est le début d'une nouvelle politique américaine et cette politique crée une nouvelle atmosphère pour construire l'Etat palestinien".

- Fawzi Barhoum, porte-parole du Hamas dans la Bande de Gaza:

"Il y a un changement entre le discours du président Obama et les précédents discours de George W. Bush. Mais les propos d'aujourd'hui à l'université du Caire étaient fondés sur une 'diplomatie douce' destinée à améliorer l'image des Etats-Unis".

- Mahmoud Ramahi, député du Hamas au pouvoir à Gaza:

De "nombreux points positifs" dans le discours de M. Obama. "Il y a une différence entre sa politique et celle de Bush. Je vois un changement dans le discours américain de politique étrangère. Mais le problème est toujours sur le terrain. Parviendront-ils à un Etat palestinien indépendant? S'il (Obama) fait ça, ce serait un soulagement et un bien pour toutes les parties".

- Communiqué commun de huit factions radicales palestiniennes basées en Syrie, dont le Hamas à Damas:

"Le discours d'Obama est une tentative pour tromper le peuple et créer plus d'illusions pour améliorer l'image agressive de l'Amérique dans le monde arabe et islamique".

- Communiqué du gouvernement israélien de Benyamin Nétanyahou:

"Nous partageons l'espoir du président Obama que l'effort américain annonce le début d'une nouvelle ère qui apportera la fin du conflit et conduira à une reconnaissance arabe générale d'Israël comme la patrie du peuple juif, vivant en paix et en sécurité au Moyen-Orient". Le communiqué réaffirme que la sécurité d'Israël doit être garantie lors de toute initiative de paix future.

- Danny Seaman, directeur du Bureau de presse du gouvernement israélien:

"En définitive, ce n'est pas mauvais. Je ne crois pas qu'il y ait ici une chose avec laquelle nous soyons en désaccord".

- Le président israélien Shimon Peres, prix Nobel de la paix:

"Le discours d'Obama avait une vision, un discours courageux, qui demande un dur travail de toutes les parties impliquées pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient"

- Yuli Tamir, député israélien du parti travailliste:

"C'est l'un des discours les plus importants jamais prononcés, un discours-clé pour changer le climat au Moyen-Orient. Israël fera une grosse erreur si il l'ignore".

- Michael Ben-Ari, député israélien ultranationaliste

"Sa haine pour le peuple d'Israël l'a conduit à prononcer un discours très dangereux qui a révélé ses tendances pro-islamiques, destinées à entamer la vision du peuple d'Israël revenant dans sa patrie".

- Aliza Herbst, porte-parole de Yesgha, le conseil des colons juifs de Cisjordanie:

"Sa vision est tellement déconnectée de la réalité (...). Vous pouvez demander à ceux qui écrivent vos discours de trouver toutes les bonnes choses qu'un musulman ait faites. Mais l'histoire plus moderne, c'est que le monde musulman est en guerre contre le monde occidental".

- Saad Hariri, fils de l'ex-Premier ministre assassiné Rafic Hariri, chef de la majorité parlementaire libanaise antisyrilienne:

"C'est le premier président que nous voyons aux Etats-Unis qui parle de la question palestinienne, de résoudre la question palestinienne dans les six premiers mois de sa présidence. D'habitude, c'est dans les deux derniers mois de la présidence".

- Ayman Nour, dissident égyptien récemment relâché de prison:

"C'était de fait mieux que nous l'attendions, mais pas aussi bien que nous l'espérions (...). Son propos sur la démocratie était très général, un peu faible, nous espérions plus de détails".

- Le ministère français des Affaires étrangères:

"Il s'agit d'un discours qui fera date, dont la portée symbolique mais aussi politique est majeure. Il montre des Etats-Unis d'Amérique résolument tournés vers le dialogue, la tolérance, le respect mutuel, le refus de toute perspective de tensions entre cultures, entre civilisations".

"Ce discours indique clairement et sans détour l'engagement des Etats-Unis en faveur de la paix - en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, dans le Moyen-Orient,... - du droit et de la justice, avec notamment la réaffirmation de la fermeture de Guantanamo, et de la démocratie. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique avec lesquels nous sommes heureux de travailler".

- Le président français Nicolas Sarkozy dans un entretien téléphonique avec son homologue égyptien Hosni Moubarak qui l'avait appelé pour lui présenter ses condoléances après la disparition du vol AF447 d'Air France, selon l'Elysée:

Le Président de la République a "salué la vision et l'ouverture du discours prononcé au Caire par le Président Obama".

Discours d'Obama au Caire: les principales citations (05.06)

AP - 05.06 Les principales citations extraites du discours au monde musulman prononcé jeudi par le président américain Barack Obama à l'Université du Caire:

Un nouveau départ

"Je suis venu ici au Caire pour rechercher un nouveau départ entre les Etats-Unis et les musulmans à travers le monde, basé sur un intérêt commun et un respect mutuel, basé sur le fait avéré que l'Amérique et l'islam ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et n'ont pas besoin d'être concurrence."

"Ce cycle de la suspicion et de la discorde doit cesser"

"Plus récemment, les tensions ont été alimentées par le colonialisme qui niait leurs droits et leurs chances à de nombreux musulmans et une Guerre froide au cours de laquelle les pays à majorité musulmane étaient trop souvent traités par procuration, sans tenir compte de leurs propres aspirations."

Stéréotypes négatifs

"Je considère qu'il est de ma responsabilité de président des Etats-Unis de lutter contre les stéréotypes négatifs sur l'islam, où qu'ils se manifestent."

"Tout comme les musulmans ne correspondent pas aux stéréotypes sommaires, l'Amérique n'est pas le stéréotype sommaire d'un empire uniquement préoccupé de ses intérêts."

Conflit israélo-palestinien

"Les liens forts de l'Amérique avec Israël sont bien connus. Ce lien est inaltérable. Il est fondé sur des liens culturels et historiques et sur la reconnaissance de ce que l'aspiration à une patrie juive est enracinée dans une histoire tragique qui ne peut être niée."

"Le Hamas doit mettre un terme à la violence, reconnaître les accords passés et reconnaître le droit à l'existence d'Israël."

"L'Autorité palestinienne doit développer sa capacité à gouverner, avec des institutions qui répondent aux besoins de son peuple."

"Israël doit reconnaître que, tout comme le droit à l'existence d'Israël ne peut être nié, celui de la Palestine non plus. Les Etats-Unis n'acceptent pas la légitimité de la poursuite de la colonisation israélienne. (...) Il est temps que cette colonisation cesse."

"Ne vous y trompez pas, nous ne voulons pas maintenir nos troupes en Afghanistan. Nous ne cherchons à y installer aucune base militaire. (...) Il est difficile financièrement et politiquement de poursuivre ce conflit."

"Et, malgré les coûts, l'engagement de l'Amérique ne faiblira pas."

"Leurs actions (celles des extrémistes, NDLR) sont irréconciliables avec les droits des êtres humains, le progrès des nations et avec l'islam."

"Ceci dit, nous savons aussi que la puissance militaire ne va pas, à elle seule, résoudre les problèmes en Afghanistan et au Pakistan."

Irak, démocratie et unilatéralisme

"Même si je crois que le peuple irakien, en fin de compte, se porte mieux sans la tyrannie de Saddam Hussein, je crois aussi que les événements en Irak ont rappelé à l'Amérique la nécessité d'avoir recours à la diplomatie et de bâtir un consensus international pour résoudre nos problèmes, chaque fois que cela est possible."

"Je sais qu'il y a eu une controverse concernant la promotion de la démocratie ces dernières années. Et, l'essentiel de cette controverse est lié à la guerre en Irak. Je veux donc être clair. Aucun système de gouvernement ne peut ou ne doit être imposé à un pays par tout autre pays. Cela ne réduit pas, pour autant, mon attachement aux gouvernements qui reflètent la volonté du peuple."

"L'Amérique ne prétend pas savoir ce qui est le mieux pour chacun, tout comme nous ne prétendrions pas choisir l'issue d'une élection pacifique."

"Plutôt que de rester prisonnier du passé, j'ai fait savoir clairement aux dirigeants et au peuple iraniens que mon pays est prêt à aller de l'avant. La question, à présent, n'est pas de savoir ce contre quoi est l'Iran, mais plutôt l'avenir qu'il veut construire."

"Ce sera dur de surmonter des décennies de méfiance, mais nous avancerons avec courage, rectitude et détermination. (...) Mais, s'agissant des armes nucléaires, nous touchons à un point décisif. Il ne s'agit pas simplement des intérêts de l'Amérique. Il s'agit de prévenir une course aux armes nucléaires au Moyen-Orient qui pourrait conduire cette région et le monde sur une voie extrêmement dangereuse."

"Tout pays, y compris l'Iran, doit avoir le droit d'accéder à l'énergie nucléaire pacifique s'il respecte ses responsabilités au terme du Traité de non-prolifération nucléaire. (...) J'espère que tous les pays de la région pourront partager cet objectif."

Des affrontements au Pérou font une trentaine de morts (06.06)

Reuters - 05.06 Une trentaine de personnes ont été tuées et des dizaines d'autres ont été blessées vendredi dans le nord du Pérou au cours d'affrontements entre la police et des tribus amazoniennes opposées à l'octroi de concessions à des compagnies minières étrangères dans la forêt tropicale.

Des chefs indigènes ont accusé des policiers opérant à bord d'hélicoptères d'avoir ouvert le feu sur des centaines de manifestants pour mettre fin au blocage d'une autoroute à 1.400 km au nord-est de Lima, la capitale.

La police a dit que les manifestants avaient tiré les premiers, mais les chefs tribaux ont affirmé ne pas avoir d'armes à feu et n'être munis que de lances traditionnelles.

Les chefs locaux et le ministère de l'Intérieur ont fait état de la mort de 22 manifestants et de neuf policiers.

Des milliers d'Amérindiens s'emploient depuis avril à bloquer routes et voies d'eau pour obtenir l'abrogation d'une série de lois adoptées l'an dernier pour encourager des compagnies étrangères à investir en Amazonie.

"Il y a douze morts par balles (...) tirées depuis des hélicoptères", a déclaré le dirigeant indigène Alberto Pizango à des journalistes à Lima. "Je tiens le gouvernement du président Alan Garcia responsable d'avoir ordonné ce génocide."

Le gouvernement a lancé un mandat d'arrêt contre Pizango pour avoir encouragé les manifestations. Imputant les violences aux manifestants, le président Garcia a déclaré le moment venu de mettre fin aux blocages des routes, des rivières et des installations énergétiques.

La compagnie argentine Pluspetrol, qui avait déjà pratiquement arrêté les activités de sa concession 1AB dans le Nord péruvien, a fait savoir qu'elle y cessait la production. Elle extrait en temps normal un cinquième environ de la production pétrolière péruvienne.

Le taux de chômage a atteint 9,4% en mai aux Etats-Unis (06.06)

AP - 05.06 Le taux de chômage aux Etats-Unis a atteint 9,4% en mai, le plus élevé depuis le record de fin 1982 (10,8%), selon les chiffres publiés vendredi par le ministère américain du Travail.

Quelque 14,5 millions d'Américains sont aujourd'hui sans emploi. De nombreux économistes estiment que le taux de chômage devrait franchir la barre des 10% avant la fin 2009. Les plus pessimistes pronostiquent un chiffre de 10,7% au deuxième trimestre 2010. D'après la Banque centrale américaine, le chômage devrait rester élevé jusqu'à 2011, en raison des faibles perspectives de croissance.

Depuis le début officiel de la récession aux Etats-Unis, en décembre 2007, six millions d'emplois ont été détruits. L'économie américaine a perdu en mai 2009 quelque 345.000 emplois, à un rythme moins important que les mois précédents. Les suppressions de postes concernent notamment l'industrie (156.000) et le bâtiment (59.000).

Seul signe encourageant, le nombre d'Américains inscrits à l'assurance chômage aux Etats-Unis a baissé légèrement la semaine dernière pour la première fois depuis 20 semaines, tandis que le nombre des nouvelles inscriptions a également baissé, selon les chiffres diffusés jeudi par le département du Travail.

Le nombre de nouvelles inscriptions à l'indemnisation chômage est passé la semaine dernière à 621.000 en données corrigées des variations saisonnières alors qu'il s'établissait à 625.000 la semaine précédente. Une évolution quasiment conforme aux attentes des analystes.

Le nombre total de personnes inscrites à l'assurance chômage a de son côté reculé de 15.000, enregistrant ainsi sa première baisse depuis début janvier. Il s'élève à 6,7 millions.

Le président de la Fed, Ben Bernanke, a réaffirmé cette semaine que la récession devrait prendre fin en 2009, suivie d'une lente reprise.

Bruxelles perçu comme fauteur de crise (06.06)

Le Monde - 05.06 Les Européens estiment que les «politiques menées par l'Union» n'ont pas amorti la crise, mais, au contraire, l'ont «amplifié» voire, contre toute évidence, en sont «entièrement responsables». Un constat terrible pour l'Union et pour ses Etats membres. Les Espagnols sont les plus sévères, eux qui ont pourtant le plus bénéficié depuis vingt ans des aides communautaires : ils sont 20 % à considérer que l'Europe est totalement responsable de la crise et 33 % qu'elle l'a amplifiée. Viennent ensuite les Allemands, les Français, les Italiens et les Suédois, qui ne sont pas dans la zone euro.

Repli. Le rôle amortisseur de l'Europe et de l'euro n'est reconnu que par 31 % des Français, 27 % des Italiens, 24 % des Allemands et 20 % des Espagnols. Cette perception négative du rôle de l'Union a sans doute plusieurs facteurs d'explications dont les principaux sont la propension des gouvernements à rejeter la faute sur Bruxelles et la tentation permanente de chacun pour soi dont l'Allemagne a fourni le

plus bel exemple. D'ailleurs, environ deux tiers des Européens pensent que «les intérêts nationaux l'ont emporté sur la cohésion européenne». Mais les politiques d'ouverture à la concurrence menée depuis vingt ans par les Etats membres et l'échec du tout-marché que sanctionne la crise actuelle sont aussi pour quelque chose dans ce jugement d'une grande sévérité.

Pré carré. Alors que la crise est mondiale, les citoyens ont tendance à se réfugier dans leur pré carré national : les gouvernements nationaux sont considérés comme les mieux à même de trouver «des solutions à la crise» : 33 % des Allemands le pensent, ce qui confirme le désengagement européen de ce pays (lire page 12). Si la proportion est à peu près équivalente dans les cinq pays sondés, 39 % des Italiens font quand même confiance à l'UE pour sortir de la crise, 33 % des Espagnols, 27 % des Allemands, 25 % des Suédois et 24 % des Allemands. Il est frappant de constater que dans trois pays, une majorité relative des personnes interrogées ne fait tout simplement confiance à... personne.

La Chine impose un logiciel de filtrage des sites Internet sur les ordinateurs (10.06)

AP - 09.06 Le gouvernement de Pékin a défendu mardi sa décision d'imposer sur les ordinateurs vendus en Chine un logiciel filtrant les contenus en ligne, arguant que cette mesure visait à empêcher la propagation de la pornographie et d'autres contenus "malsains".

Le ministère chinois de l'Industrie et de la Technologie de l'information a annoncé sur son site que tous les fabricants de PC seront tenus d'installer le logiciel de filtrage "Green Dam-Youth Escort" sur les ordinateurs vendus dans le pays à compter du 1er juillet, y compris les machines importées.

L'Association de l'industrie informatique et des télécommunications (CCIA), basée à Washington, a critiqué la décision, dénonçant la volonté de la Chine d'intégrer des "capacités de censure" dans la matériel informatique.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Qin Gang, a défendu la mesure, arguant que le logiciel "vise à bloquer et filtrer des contenus malsains, dont la pornographie et la violence".

La Chine, qui compte la plus forte population mondiale d'internautes -plus de 250 millions-, est déjà l'un des pays qui contrôle le plus strictement le Web. Pékin bloque régulièrement des sites politiques, notamment ceux qui contestent la ligne du Parti communiste, font l'apologie des réformes démocratiques ou prônent l'indépendance du Tibet.

Le gouvernement chinois interdit la pornographie sur Internet et a lancé cette année une campagne nationale de répression qui a conduit à la fermeture de près de 2.000 sites Web.

Selon le message posté par le ministère de l'Industrie, le logiciel de filtrage peut être installé directement sur le disque dur ou être joint sous la forme d'un compact disc. Les fabricants devront indiquer aux autorités chinoises combien de PC ont été livrés avec le logiciel, fabriqué par une société chinoise. Le logiciel pourrait être utilisé pour bloquer des sites autres que pornographiques, sur la base de mots-clé plutôt que d'adresses Web spécifiques.

Même si les utilisateurs peuvent en théorie débloquent les sites ou désinstaller le logiciel, beaucoup ne chercheront pas à le faire ou ne sauront pas comment procéder, estime John Palfrey, un expert de la censure sur Internet, de l'université de Harvard.

Il y a aussi le risque que le logiciel laisse des traces ou encore pousse à l'autocensure. "L'un des éléments les plus efficaces des contrôles en Chine est l'autocensure, le sentiment que l'on vous épie ou bloque", explique M. Palfrey. En outre, ajoute-t-il, il serait tout à fait possible qu'une future mise à jour donne au logiciel des capacités de surveillance.

Partout en Europe, la gauche reste sans voix (10.06)

Libération.fr - 09.06 Les socialistes et sociaux-démocrates européens sont en déroute. Ceux qui gouvernent seuls, comme en Grande-Bretagne où le Labour, usé par douze ans au pouvoir, fait son plus mauvais score depuis 1918. Quand la gauche est en coalition avec la droite, comme en Allemagne, en Autriche ou aux Pays-Bas, c'est elle qui paie le prix fort : le SPD allemand enregistre ainsi son pire résultat de l'après-guerre. Mais l'opposition ne suffit pas à lui redonner du souffle comme on le voit en France ou en Italie. Le paysage d'après la bataille est affligeant (lire aussi pages 12-13).

«Triste soirée». Complaisant face à la mondialisation libérale, le «blairisme», qui a été pendant plus d'une décennie le modèle d'une partie de la gauche européenne, est aujourd'hui politiquement agonisant. C'est vrai aussi bien dans son berceau britannique ou aux Pays-Bas que dans les ex-pays de l'Est, comme en Hongrie où le scrutin européen marque le triomphe d'une droite dure. Mais le repli sur les certitudes

du passé n'est guère plus porteur. «C'est certainement une triste soirée pour la social-démocratie européenne» reconnaissait dimanche dans la nuit Martin Schultz, le chef de file des socialistes européens dans le Parlement sortant. Seul le Pasok grec a réussi à battre une droite au pouvoir affaiblie par les scandales.

Keynésianisme. «Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, la gauche européenne n'a été aussi faible et divisée qu'aujourd'hui. Et il s'agit d'une situation d'autant plus paradoxale qu'avec la crise financière et économique jamais, depuis très longtemps, les conditions internationales n'ont été aussi favorables pour la relance d'une gauche réformatrice moderne», notait déjà avant le scrutin de dimanche Mario Telo. Le président de l'Institut européen de Bruxelles soulignait également qu'«en l'absence d'alternatives crédibles les électeurs s'accrochent aux gouvernements en place».

Les droites au pouvoir dans 21 des 27 pays de l'Union n'hésitent pas à mettre en avant des politiques très classiquement «keynésiennes» fondées sur des nationalisations, des plans de relance et la régulation des marchés qui lui coupe l'herbe sous les pieds. «Dans les années 30, le retour de l'intervention publique dans l'économie pour suppléer à la crise du libéralisme a donné aussi bien le New Deal "roosveltien" que l'Etat-providence des social-démocraties scandinaves ou l'étatisme autoritaire du nazisme. La droite occupe ce terrain prenant la gauche à contre-pied», souligne Mario Telo.

Autocritique. Partout ou presque en Europe, les partis de la gauche réformatrice semblent incapables de formuler des projets ou des modèles de gouvernement. Avant les élections européennes, le PSE avait élaboré un nouveau programme avec une claire autocritique de ce que fut le «blairisme» pour remettre en avant les fondamentaux du modèle social-démocrate comme la politique fiscale, la redistribution, ou l'éducation. Cela n'a pas été suffisant, même au Danemark ou en Suède. «La droite a donné l'image de la stabilité et de la protection, l'alternative étant vécue comme trop faible en Italie, en Allemagne ou en France où Nicolas Sarkozy arrive à mettre en avant une image de réformatrice tout en sachant parler à la droite profonde», explique Antonio Missiroli, du European Policy Center.

Décus. Cette crise de la gauche réformatrice n'a apparemment nulle part chez les Vingt-Sept profité à une gauche de la gauche, en fait porteuse d'un même modèle même si sous une forme radicalisée. En Allemagne Die Linke, alliance des anciens communistes de la défunte RDA et de décus du SPD ne réunit que 7 % des suffrages alors qu'il y en avait encore quelques mois ils étaient crédités du double dans les sondages. En Italie aussi, pour la première fois, les communistes n'arrivent pas à franchir la barre pour avoir des élus.

En Russie, les blocages d'usines se multiplient (11.06)

Le Monde - 10.06 Après des mois de protestations, les 2 000 ouvriers du combinat de cellulose et de papier de Baïkalsk, dans la région d'Irkoutsk (Sibérie), au chômage depuis sept mois, ont obtenu gain de cause. Lundi 8 juin, l'usine, détenue à 51 % par l'oligarque Oleg Deripaska, un proche du Kremlin, a consenti à leur payer 88 millions de roubles (2 millions d'euros) d'arriérés de salaires et d'indemnités.

A Baïkalsk, une ville de 15 670 habitants sur la rive sud du lac Baïkal, une personne sur dix travaillait au combinat. Quand l'usine, en cessation de paiement, a fermé ses portes en novembre 2008, les ouvriers ont compris qu'ils risquaient de ne jamais recevoir leur dû. Les esprits se sont échauffés. Les médias n'en ont rien dit, mais les protestations ont pris de l'ampleur. Les manifestations étaient quasi quotidiennes ; un petit groupe a entamé une grève de la faim, et des tentes de toile ont été installées au centre-ville.

Le problème des arriérés de salaires est revenu en force avec la crise économique, après avoir été récurrent dans les années 1990. A l'époque, les ouvriers de Baïkalsk, en mal de liquidités, avaient érigé un "péage" improvisé sur la route nationale, empêchant la circulation. Lundi 8 juin, ils ont menacé de recommencer.

Bloquer la grand-route est désormais l'arme de choc des chômeurs russes en mal d'indemnités. Le 2 juin, les ouvriers de Pikaliovo, dans la région de Leningrad, et leurs familles ont interrompu la circulation sur la route nationale, causant un bouchon de 400 kilomètres. Quelques semaines plus tôt, ils avaient pris d'assaut la mairie, réclamant leurs salaires ainsi que le rétablissement de l'eau chaude coupée pour non-paiement des factures. Depuis que les trois usines de Pikaliovo (20 000 habitants) ont fermé et 4 500 personnes sont privées de ressources.

L'affaire a fait tant de bruit que le premier ministre, Vladimir Poutine, s'est rendu à Pikaliovo. A peine sorti de son hélicoptère, VVP (Vladimir Vladimirovitch Poutine), comme on dit ici dans un clin d'oeil (VVP signifie aussi "produit intérieur brut") s'est rendu à l'usine de ciment BaselCement, propriété d'Oleg Deripaska, un des milliardaires les plus touchés par la crise économique. "Pourquoi votre usine est-elle si négligée ? Vous en avez fait une vraie poubelle", a lancé le premier ministre.

JET DE STYLO

Tout le monde en a pris pour son grade. Les propriétaires des trois usines, présents, dont Oleg Deripaska, ont été accusés de "cupidité" et les fonctionnaires locaux comparés à des "cafards courant partout" et incapables de prendre la moindre décision. Pour finir, le chef du gouvernement a lancé son stylo vers Oleg Deripaska le sommant de signer un contrat destiné à relancer la production. "Je ne vois pas

vosre signature. Venez et signez !" a-t-il ordonné. La scène a été montrée par toutes les chaînes de télévision.

En bon tsar, VVP a tout réglé. Le jour de sa visite à Pikaliovo, la Vnechtorgbank a versé 1,5 milliard de roubles (345 millions d'euros) sur les comptes des trois usines.

Les ouvriers sont satisfaits mais les analystes s'interrogent. "Il y aura de nouvelles actions de ce type. Voyant que le premier ministre en personne s'est déplacé et a résolu le problème, d'autres seront tentés de faire de même", estime l'économiste Sergueï Gouriev.

Des soupçons de torture planent sur la police londonienne (11.06)

LeMonde.fr et AP - 10.06 L'instance indépendante de contrôle de la police britannique chargée de gérer les plaintes, l'Independent Police Complaints Commission (IPCC), a ouvert une enquête, mercredi 10 juin, à l'encontre de six policiers londoniens soupçonnés d'avoir torturé des suspects arrêtés dans le cadre de la lutte anti-drogue. Les faits remonteraient au 4 novembre 2008, lorsque les agents ont procédé à des perquisitions à Enfield, un quartier situé au nord de Londres, au domicile de quatre personnes.

D'après divers médias britanniques, dont les quotidiens The Daily Mail et The Times, ainsi que la chaîne de télévision Sky News, ces policiers, membres de la brigade anti-criminalité, auraient notamment eu recours à une variante de la technique vivement décriée du waterboarding (simulation de noyade), qui a déjà jeté l'opprobre sur la CIA aux Etats-Unis. Ils auraient, à plusieurs reprises, maintenu la tête des suspects immergée dans des seaux d'eau afin d'obtenir des informations sur l'emplacement de la drogue.

ENQUÊTE APPROFONDIE

La police londonienne a d'ores et déjà fait savoir que les agents avaient été suspendus, tout en se refusant à commenter les accusations dont ils font l'objet. Elle a néanmoins précisé qu'un policier, probablement un collègue des agents incriminés, avait déjà exprimé à sa hiérarchie son inquiétude à propos d'"un petit nombre de policiers" à Enfield et que l'affaire avait été renvoyée devant l'instance de contrôle en avril.

Le maire conservateur de Londres, Boris Johnson, s'est emparé de l'affaire, soulignant que ces accusations étaient "très graves et devaient faire l'objet d'une enquête approfondie". Les responsables de la police ont souligné que, dans le cas où ces accusations seraient prouvées, ils "prendraient des actions très fortes".

Neuf policiers d'Enfield ont été suspendus en février à la suite d'une enquête portant sur des faits de corruption. Les six agents actuellement soupçonnés de torture figurent parmi eux. Ils sont également accusés d'avoir utilisé des moyens disproportionnés pour disperser les manifestations qui ont eu lieu à l'occasion de la tenue du G20, début avril, à Londres.

L'Otan appuie l'action US en Afghanistan, enverra des renforts (13.06)

Reuters - 12.06 L'Otan a apporté vendredi son soutien à une réorganisation du commandement américain en Afghanistan et a confirmé le déploiement d'entre 8.000 et 10.000 hommes supplémentaires pour assurer la sécurité des élections présidentielles du mois d'août.

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a espéré que cette double décision marque un tournant dans la guerre contre les Taliban et il s'est félicité du soutien des ministres de la Défense de l'Alliance, qui étaient réunis à Bruxelles.

La réorganisation américaine, inspirée de l'expérience acquise par Washington en Irak, consiste à séparer la gestion stratégique de la guerre de sa gestion au quotidien.

Les Etats-Unis ont donc nommé le général de l'armée américaine Stanley McChrystal pour superviser le commandement des forces alliées, américaines et de l'Otan. Il sera assisté de deux adjoints, l'un responsable des opérations militaires, l'autre de l'entraînement des forces de sécurité afghanes.

"La logique est claire, avec l'accroissement de la mission à plus de 60.000 hommes et son accroissement futur (...) Il y a un besoin encore plus grand de coordination", a dit le secrétaire général de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer, en référence à la composante de la mission placée sous le commandement de l'Otan.

Le chef de la Défense américaine, Robert Gates, a quant à lui estimé que cette nouvelle politique en Afghanistan porterait ses fruits dans les prochains mois.

"Je pense qu'avec ces forces additionnelles et avec tout ce que nous faisons (...) nous avons une chance d'inverser la tendance au cours de l'année qui vient", a-t-il déclaré.

Washington a accru sa présence de 32.000 soldats fin 2008 à 56.000 actuellement et ce chiffre pourrait être porté à 68.000 d'ici l'automne.

Quelque 33.000 soldats supplémentaires sont déployés en Afghanistan venant de l'Otan ou des pays alliés.

Comme attendu, le secrétaire général de l'Alliance, Jaap De Hoop Scheffer a indiqué que les ministres s'étaient engagés à Bruxelles à dépêcher entre 8.000 et 10.000 soldats pour assurer la sécurité de l'élection présidentielle afghane.

Ils ont également appuyé la mise en oeuvre sous l'égide de l'Otan d'une mission de formation des forces de sécurité afghanes, avec pour but de constituer à terme un corps de plus de 200.000 policiers et soldats.

De Hoop Scheffer n'en a pas moins indiqué qu'il serait tout sauf facile de relever les défis posés par la situation en Afghanistan, citant notamment les élections, l'insurrection islamiste et les progrès très lents de la reconstruction.

Il a dit espérer que les pays qui vont envoyer des troupes supplémentaires à l'occasion des élections accepteraient de les laisser sur place et a appelé à un plus grand engagement financier pour couvrir le fonds mis sur pied pour couvrir les besoins matériels des forces de sécurité afghanes.

La réélection d'Ahmadinejad saluée par des émeutes à Téhéran (14.06)

AP - 13.06 Des émeutes ont éclaté samedi à Téhéran après l'annonce de la réélection du président sortant Mahmoud Ahmadinejad dès le premier tour. L'ultraradical président sortant l'a facilement emporté avec près de 63% des voix, balayant les espoirs de "vague verte" des partisans de son principal rival, le réformateur Mir Hossein Moussavi, qui dénonce une "manipulation".

Peu avant la proclamation des résultats, des affrontements ont commencé entre la police anti-émeute et les partisans de M. Moussavi, qui ont érigé des barricades de pneus enflammés. Il s'agissait des troubles les plus sérieux dans la capitale iranienne depuis les manifestations étudiantes de 1999. Le téléphone portable ne passait plus à Téhéran.

Dans la soirée, la police a arrêté plusieurs chefs de file de l'opposition au siège du principal parti réformateur, le Front de participation à l'Iran islamique, selon des militants ayant requis l'anonymat. Les autorités n'ont pas confirmé.

Des manifestations pro-Moussavi ont également été signalées par des témoins à Ahvaz, dans la province pétrolière du Khouzistan, dans le sud du pays.

L'ancien Premier ministre Mir Hossein Moussavi n'a obtenu que 33,75% des voix, contre 62,62% au président sortant lors du scrutin de vendredi, selon le ministère de l'Intérieur. Mahmoud Ahmadinejad a appelé la population à respecter les résultats, et accusé la propagande étrangère de s'être "totalement mobilisée contre le peuple iranien" qui l'a réélu. Mais "une nouvelle ère a commencé dans l'histoire de la nation iranienne et un brillant et glorieux avenir s'ouvre à la nation iranienne", a-t-il lancé. "J'invite tout le monde à se joindre à moi dans la construction de l'Iran." Certains de ses partisans paraient en voiture à Téhéran en criant "Moussavi est mort!"

Plusieurs centaines de manifestants, dont beaucoup portaient le vert devenu le symbole du camp réformateur, se sont, eux, massés près du ministère de l'Intérieur au moment de l'annonce des résultats scandant "le gouvernement a menti au peuple".

Mir Hossein Moussavi a dénoncé une "trahison du vote populaire" et une manipulation du scrutin, appelant ses partisans à résister au pouvoir du "mensonge et de la dictature", tout en les exhortant à éviter la violence. "Le peuple ne respectera pas ceux qui prennent le pouvoir par la fraude", a-t-il dit, demandant l'intervention de l'ayatollah Ali Khamenei, qui détient le véritable pouvoir en Iran.

Mais le guide suprême de la révolution iranienne s'est félicité de la participation record -85% des 46,2 millions d'électeurs inscrits-, et a qualifié ces résultats de "bénédiction divine". Il a demandé au peuple de s'unir derrière le président sortant et aux candidats de l'opposition d'"éviter une attitude de provocation".

L'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, qui a apparemment profité de son image d'homme du peuple pour obtenir un nouveau mandat de quatre ans, bénéficie de l'appui de la puissante théocratie iranienne.

Mercredi, le puissant corps des Gardiens de la Révolution, les pasdarans, bras armé des mollahs, avait prévenu qu'il réprimerait toute "révolution" contre le régime islamique menée par le "mouvement vert" de M. Moussavi. Samedi, le ministre de l'Intérieur Sadeq Mahsouli, a mis en garde contre tout "rassemblement non-autorisé". Des appels au calme ont par ailleurs été lancés depuis les quartiers généraux de M. Moussavi.

Mais dans la capitale, d'épaisses colonnes de fumée noire montaient des barricades de pneus et de poubelles en feu. Un bus vide a été incendié dans une rue. Près du ministère de l'Intérieur, la police anti-émeute a chargé à coups de matraque. Des policiers casqués pourchassaient à pied ou à moto des groupes de manifestants, qui se regroupaient pour jeter des pierres sur les forces de l'ordre.

Un photographe de l'Associated Press a vu une femme frappée à coups de matraque par un policier en civil. La RAI rapportait qu'une de ses équipes s'était retrouvée au milieu d'affrontements près du QG de Mir Hossein Moussavi. Selon la télévision publique italienne, leur interprète iranien a été frappé à coup de matraque et les policiers ont confisqué les bandes des caméramen.

Dans tout le pays, l'envoi de SMS restait impossible, une tentative apparente pour bloquer l'un des principaux moyens de communication du mouvement de M. Moussavi, qui avait fortement mobilisé les jeunes Iraniens. Plusieurs sites Internet pro-Moussavi restaient difficiles d'accès. Les examens de fin d'année qui devaient commencer samedi dans les universités iraniennes ont été reportés au mois prochain.

"Presque tous les gens que je connais ont voté pour Moussavi mais c'est Ahmadinejad qui est déclaré vainqueur", s'étonnait l'un de ses partisans, Nasser Amiri, employé dans un hôpital de Téhéran. "Ce que le gouvernement a annoncé, ce n'est rien d'autre qu'une fraude généralisée. C'est très, très décevant. Plus jamais je ne voterai en Iran."

La veille, Barack Obama avait dit croire en "la possibilité d'un changement en Iran". Avant le scrutin, le nouveau président américain avait tendu la main à l'Iran, offrant un dialogue à Téhéran pour sortir de la crise du nucléaire iranien. Samedi, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a espéré que le résultat du scrutin reflétait réellement "la volonté et le désir profonds" du peuple iranien.

Malgré plusieurs vagues de sanctions du conseil de sécurité de l'ONU, l'Iran refuse toujours de geler ses activités sensibles, comme l'enrichissement d'uranium, pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires. Et les tensions avec les Occidentaux ont été attisées par la rhétorique agressive de Mahmoud Ahmadinejad, ses provocations répétées vis-à-vis d'Israël et ses propos négationnistes.

Nigéria. Deux millions de personnes vivent dans des bidonvilles à Nairobi, selon Amnesty (16.06)

AP - 12.06 Plus de la moitié de la population de Nairobi vit dans des bidonvilles ou dans campements de fortune, menacée d'expulsion et privée de services de base comme l'accès à l'eau courante ou l'éducation, a annoncé vendredi Amnesty International.

"C'est un scandale au niveau des droits de l'homme et un affront à leur dignité humaine", a affirmé Irene Khan, secrétaire générale de l'organisation des droits de l'homme, qui s'est rendue dans la capitale du Kenya cette semaine pour présenter un rapport de 44 pages, intitulé "La majorité invisible: les deux millions d'habitants des bidonvilles de Nairobi".

Le gouvernement kenyan n'est pas parvenu à mettre en place une politique susceptible de fournir aux habitants des alternatives viables à long terme, comme des logements à loyer modéré, souligne le rapport. Kibera, qui se trouve à Nairobi, est considéré comme le plus grand bidonville d'Afrique.

"Il y a deux millions de personnes exploitées par des logeurs, menacées par la police, extorquées par des gangs. Il y a un trou noir au niveau des droits de l'homme, avec des habitants privés de leurs droits fondamentaux et qui n'ont pas voix au chapitre en ce qui concerne leur avenir", a souligné Irene Khan lors d'une conférence de presse à Nairobi.

Everline Sande, qui vit à Deep Sea, un bidonville de Nairobi, confie qu'elle craint de perdre son logement.

"Mes demandes sont simples: une bonne maison, de bons services médicaux, de l'eau potable et un métier lucratif", a remarqué Everline Sande, qui gagne trois dollars par jour en gardant les enfants de mères célibataires dans le bidonville.

Amnesty, qui présente dans son rapport les témoignages de plusieurs centaines d'habitants des bidonvilles, note qu'ils craignent constamment de perdre leur logement, malgré une décision de justice d'une Haute cour qui, en 2007, a interdit les expulsions forcées.

Angela Merkel déclare ouverte l'ère de l'austérité en Allemagne (17.06)

Le Monde - 16.06 Halte à l'endettement. Telle est la noble devise que le gouvernement allemand vient d'adopter... enfin, pas avant 2016, et seulement si la situation est redevenue "normale". Le plan allemand fixe un cap qu'il serait bon de franchir bien avant 2016, sous peine de voir la planète subir les répercussions d'une série de crises liées à l'endettement des pays développés.

Cette décision soulage sans doute la conscience d'Angela Merkel. La chancelière s'alarme à juste titre de l'ampleur du déficit national en 2009, qui s'élèvera à 4 % du PIB. Si les autres dirigeants politiques suivaient le même raisonnement qu'elle, ils pourraient, eux aussi, se sentir mal à l'aise. Parmi les pays dont le déficit public est supérieur à 10 % du PIB, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Irlande. Les générations à venir paieront l'addition.

Dans de nombreux cas, les déficits d'aujourd'hui viennent grever un endettement préexistant considérable. Les dettes du Japon et de l'Italie excèdent déjà le montant de leurs PIB respectifs. Les critères de Maastricht définis pour les pays de la zone euro - déficit budgétaire en deçà de 3 % du PIB et dette totale inférieure à 60 % du PIB - paraissent de plus en plus obsolètes.

Pour l'instant, les marchés arrivent à absorber les nouveaux emprunts émis par les Etats. Mais l'on touche maintenant aux limites de leur capacité.

L'Irlande a dû admettre qu'elle n'avait pas les moyens de s'autoriser très longtemps de gros déficits budgétaires, même si sa dette globale ne représentait que 25 % de son PIB lorsque la crise l'a frappée. Les prêteurs redoutent l'insolvabilité. C'est pourquoi elle a pris ses premières mesures d'austérité alors que la récession et la déflation sévissent.

BON SENS

Les Etats-Unis n'ont pas encore pris ce virage et les investisseurs font sentir qu'il ne faudrait plus abuser très longtemps de leur patience. Le déficit budgétaire pourrait pousser les taux à la hausse. Ce qui est certain, c'est qu'il a sapé le dollar.

Les gouvernements doivent redéfinir ce qu'est une situation "normale" pour ajuster leurs politiques. Les critères de Maastricht n'étaient pas assez stricts. Déficit modéré en temps de prospérité deviendra abyssal en temps de récession. La bonne méthode, c'est de viser un résultat légèrement excédentaire lorsque la croissance est correcte. On peut ainsi réduire son endettement et se ménager des marges de manoeuvre utiles lorsque sonne l'heure des déficits et des plans de relance.

Il est impossible d'atteindre cet objectif sans en passer par la réduction des dépenses et l'augmentation des impôts, aussitôt que la crise sera résorbée. Mme Merkel a raison : le bon sens doit primer sur l'appétit de relance.

Allemagne. Des dizaines de milliers d'étudiants dans les rues en Allemagne (18.06)

Reuters - 17.06 Entre 100.000 et 200.000 étudiants, lycéens et enseignants ont défilé mercredi dans quelque 80 villes d'Allemagne pour dénoncer le manque de moyens et l'iniquité dont ils taxent le système scolaire et universitaire.

Des facultés et des bâtiments administratifs ont été occupés dans la plupart des grands centres urbains tels que Berlin ou Munich et dans les villes universitaires comme Heidelberg ou Göttingen.

S'ils réclament davantage d'investissements publics et des réformes structurelles, les manifestants n'ont pas réellement de mot d'ordre. La plupart des universités allemandes ne dépendent que des fonds publics et le manque de moyens y est chronique.

"Crachez le pognon!" ou "Sauvez l'éducation, pas seulement les banques!", pouvait-on lire sur les banderoles.

Les organisateurs ont dénombré 240.000 manifestants, deux fois plus que la police, selon la presse allemande.

En Turquie, le chômage des jeunes explose (18.06)

Le Monde - 17.06 Pour sceller l'année scolaire, près de 1,4 million de lycéens ont planché, dimanche 14 juin, sur l'examen national d'entrée à l'université (ÖSS). A la rentrée, la moitié d'entre eux obtiendront une place dans un établissement universitaire. Mais pour la plupart des candidats, la réussite à cet examen n'offre plus la même garantie que par le passé : "Même avec un diplôme, plus personne n'est à l'abri du chômage", constate Ece, une étudiante d'Istanbul.

La crise économique se manifeste en Turquie par une hausse brutale du chômage. Selon les statistiques officielles publiées lundi par le ministère de l'économie et l'Institut national des statistiques, le taux de sans-emploi s'est établi à 15,8 % de la population active pour la période allant de février à avril. Un recul symbolique : au premier trimestre, le taux de chômage avait atteint un niveau record de 16,1 %.

En quelques mois, le nombre de chômeurs est passé de 2,5 millions à près de 4 millions. Le ratio était de 11,9 % début 2008. Hors secteur agricole, il atteint près de 20 %. Une tendance qui devrait persister. Selon une étude récente du Centre de recherches économiques et sociales de l'université Bahçesehir d'Istanbul, la hausse du chômage continuera jusqu'en 2012, pour atteindre près de 19 % et 4,6 millions de chômeurs déclarés.

UN PROBLÈME STRUCTUREL

Parmi ces nouveaux chômeurs, les moins de 25 ans sont en première ligne : 28,5 % d'entre eux sont sans emploi, alors qu'ils n'étaient que 17 % au début de la crise financière. Dans les villes turques, un jeune sur trois se retrouve écarté du marché du travail. Fait nouveau, les étudiants issus de l'enseignement supérieur ne sont pas épargnés : ils représentent 18 % du total. D'ailleurs, les sites Internet de petites annonces ciblant les jeunes diplômés se multiplient.

Sous l'effet de la crise, l'économie locale a perdu de son dynamisme. La croissance, encore de 4,7 % en 2007, pourrait s'établir autour de - 5,1 % en 2009, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI). L'industrie tourne au ralenti, conséquence de la baisse des exportations et de la consommation intérieure.

La plus grande peur des jeunes turcs est de perdre son emploi ou de ne pas en trouver, comme le prouve une enquête de l'Association des jeunes entrepreneurs d'Ankara (Angiad). Face à cette incertitude, de plus en plus de jeunes diplômés se tournent vers l'étranger ou le service militaire de longue durée, comme l'a révélé fin mai le ministre de la défense, Vecdi Gönül.

La crise, seule, ne suffit pas à expliquer cette évolution. "Il y a un problème structurel de chômage. La population active très élevée, cela renforce l'impact de la crise globale", note Erol Katircioglu, directeur du département d'économie à l'université de Bilgi, à Istanbul. Avec une population dont la moitié est constituée de jeunes de moins de 28 ans, et, chaque année, de centaines de milliers de nouveaux entrants sur le marché du travail, la Turquie ne parvient plus à créer suffisamment d'emplois.

Certains économistes craignent un chômage élevé de longue durée, avec un risque de tensions sociales. "La société turque est différente sur ce point des sociétés européennes, note M. Katircioglu. Le pouvoir des syndicats est faible et les révoltes sociales sont plus liées à des questions politiques."

Quelque 80 milliards de dollars supplémentaires pour l'Irak et l'Afghanistan votés à la Chambre (18.06)

AP - 17.06 La Chambre des représentants a approuvé mardi le déblocage de 80 milliards de dollars (57,8 milliards d'euros) pour financer les opérations militaires en Irak et en Afghanistan.

Le projet de loi est passé, malgré le désaccord de presque tous les républicains, opposés à l'intégration de ce budget dans le Fonds monétaire international mis en place par les Etats-Unis pour venir en aide aux pays pauvres.

Cette mesure a été approuvée par 226 voix contre 202, seuls cinq républicains ont voté pour et 32 démocrates, contre. Le Sénat devrait examiner le projet de loi dès cette semaine. La somme totale de 106 milliards de dollars (76,6 milliards d'euros) devrait être disponible d'ici à la fin septembre.

Le projet de loi contient également une enveloppe de 10 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) pour aider au développement et à la sécurité dans des pays comme le Pakistan, l'Irak, le Mexique ou la Géorgie, 7,7 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros) pour combattre la pandémie de grippe A(H1N1) et 1 milliard de dollars (0,7 milliard d'euros) de prime à la casse, pour encourager les consommateurs à changer leur vieille voiture contre un modèle moins gourmand en carburant.

Le Pentagone a déclaré que sans cette loi, l'armée américaine pourrait manquer de fonds dès juillet. Le président Barack Obama avait qualifié le projet de loi de crucial pour l'Irak et l'Afghanistan.

Le vote de cette loi fait passer le budget total consacré aux guerres et aux mesures de sécurité depuis le 11-Septembre 2001 à 1.000 milliards de dollars, dont plus de 70% consacrés à l'Irak, selon l'analyse des services de recherche du Congrès.

USA. Internet, meilleure source d'information pour les Américains (18.06)

AP - 17.06 Internet est de loin la source d'information préférée des Américains, devant la télévision, les journaux et la radio, selon un sondage rendu public mercredi aux Etats-Unis.

Cette enquête a été réalisée à partir d'un échantillon de 3.030 adultes interrogés par l'institut de sondage Zogby.

Seule une petite fraction des personnes interrogées considère cependant les réseaux sociaux comme Facebook et MySpace comme une bonne source d'information, et ils sont moins encore à désigner Twitter.

Plus de la moitié des sondés indiquent qu'ils choisiraient internet s'ils ne pouvaient accéder qu'à une seule source d'information. Loin derrière, la télévision est plébiscitée par 21%, et 10% penchent plutôt pour la presse écrite et la radio.

Internet est également tenu pour la source d'information la plus fiable par près de 40% des personnes interrogées, contre 17% pour la télévision et 16% pour les journaux, 13% pour la radio.

Afghanistan. La prison de Bagram, un Guantánamo afghan (26.06)

Libération.fr - 25.06 L'autre Guantánamo, la prison de Bagram en Afghanistan où l'armée américaine détient plus de 600 prisonniers dans un vide juridique total, n'a rien à envier à l'original. D'anciens détenus affirment y avoir subi de nombreux sévices, selon une enquête de la BBC publiée hier. Emprisonnés sur la base militaire américaine de Bagram entre 2002 et 2008, ces ex-prisonniers ont rapporté à la chaîne britannique avoir été battus, privés de sommeil ou menacés avec des chiens. La BBC a interrogé 27 anciens détenus vivant en Afghanistan sur une période de deux mois. Le Pentagone, qui n'a jamais autorisé de journalistes à visiter la prison, a nié ces accusations et assuré que tous les détenus de Bagram étaient «traités humainement».

«Pistolet». Soupçonnés d'appartenir à Al-Qaeda, d'être des talibans ou de les soutenir, aucun des anciens détenus n'a été inculpé ni jugé. Certains ont même reçu des excuses après leur libération, selon la BBC. Seuls deux d'entre eux assurent avoir été bien traités pendant leur séjour en prison. Les autres reprennent les mêmes accusations de mauvais traitements : sévices physiques, recours à des positions de stress, tortures psychologiques, humiliations publiques. Quatre disent même avoir été menacés de mort avec une arme à feu. «Ils ont fait des choses que vous ne feriez pas à des animaux, encore moins à des êtres humains», a déclaré à la BBC l'un d'eux, présenté comme le «Dr Khandan». «Ils nous versaient dessus de l'eau froide en hiver, de l'eau chaude en été. Ils utilisaient des chiens contre nous. Ils pointaient un pistolet ou une arme sur votre tête et vous menaçaient de mort», a-t-il raconté.

Interrogé, un porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Mark Wright, a assuré que les conditions de détention à Bagram respectaient ce qu'il a appelé les «critères internationaux». «Il y a eu des cas bien documentés où cette politique n'a pas été suivie» et les militaires impliqués «ont été tenus responsables dans ces cas», a-t-il ajouté.

L'association internationale de défense des droits de l'homme Amnesty International a de son côté estimé que ces témoignages «venaient à point nommé pour rappeler la nécessité constante de protéger totalement les droits des prisonniers détenus en Afghanistan par les Etats-Unis». «Les affirmations [de la BBC, ndlr] sont connues», a déclaré dans un communiqué Rob Freer d'Amnesty International, basée à Londres.

Agrandissement. Le président américain, Barack Obama, a ordonné l'interdiction de la torture et la fermeture de la prison de Guantánamo, à Cuba, avant le 20 janvier 2010. Il a toutefois refusé de revenir sur la politique de l'administration Bush concernant les détenus de Bagram. A l'inverse, il a ordonné un agrandissement de la prison, sans doute en vue d'une offensive américaine contre la guérilla islamiste qui se prépare avec l'arrivée de plus de 20 000 GI en renfort.

Les prisonniers de Bagram vivent, à bien des égards, un cauchemar pire qu'à Guantánamo. Ils n'ont pas droit à un avocat ni ne sont autorisés à contester leur détention, qui peut durer indéfiniment. Certains de ces détenus, qui portent aussi la combinaison orange, ont été kidnappés par la CIA dans des pays étrangers. Barack Obama ne s'est pas interdit de recourir à cette pratique.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Israël. L'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert inculpé pour corruption (31.08)
- Allemagne. En baisse aux régionales allemandes, la CDU peut douter (31.08)
- Japon : défaite historique du PLD aux législatives (31.08)
- USA. Aux Etats-Unis, le scandale des combats de clochards (28.08)
- Inde : Vague de suicides chez les paysans (28.08)
- Chine. Les conflits sociaux se multiplient en Chine (28.08)
- Etats-Unis : le taux de chômage "réel" atteindrait 16 % (27.08)
- Suède. Le gouvernement suédois veut assouplir le marché du travail (23.08)
- Les villes scandinaves sont les plus chères du monde (21.08)
- USA. La CIA a eu recours illégalement à une société privée contre Al-Qaida (21.08)
- Italie. La Ligue du Nord s'en prend aux symboles de l'unité italienne (20.08)
- Afghanistan: données sur la force de l'OTAN (19.08)
- La gauche radicale allemande d'Oskar Lafontaine capte une partie de l'électorat populaire du SPD (18.08)
- La Belgique secouée par un scandale judiciaire (15.08)
- Colombie. L'armée américaine s'incruste en Colombie (14.08)
- L'Algérie décale son week-end pour faire face à la crise (14.08)
- Russie. Assassinat d'un journaliste au Daghestan (12.08)
- Afghanistan. Pas d'opium, pas d'argent pour les villageois d'Afghanistan (09.08)
- USA. Chômage : le «raz-de-marée» (04.08)
- Australie. En Australie, la trahison de l'ex-rocker écolo devenu ministre (03.08)
- Malaisie. Plus de 5.000 manifestants défient les forces de l'ordre en Malaisie (02.08)
- Venezuela. Le gouvernement vénézuélien ferme 13 stations de radio (02.08)
- Venezuela. Réforme du code électoral au Venezuela (02.08)
- Chine. Shanghai rompt le dogme de l'enfant unique (02.08)
- Chine. 1,6 milliard de Chinois d'ici 2030 (02.08)
- Afghanistan. Les victimes civiles en hausse de 24% en Afghanistan, selon l'ONU (01.08)
- Vietnam. Le Vietnam toujours truffé de mines (01.08)

- Chine. Peine de mort : la Chine reste le pays qui exécute le plus, selon un rapport (31.07)
- Grande-Bretagne. Afghanistan : l'appel d'un déserteur à Gordon Brown (31.07)
- Grève au Niger contre la tenue d'un référendum (31.07)
- Allemagne. Les Verts allemands prêts à collaborer avec la CDU (30.07)
- Italie. Berlusconi régularise en masse des «sans-papiers» (29.07)
- L'Europe compte 5 millions de jeunes chômeurs (25.07)
- Chine. Les autorités chinoises révoquent des avocats et ferment un centre de documentation juridique à Pékin (19.07)
- Russie. Hommage à Grozny à la militante des droits de l'homme Natalia Estemirova (18.07)
- Congo. Sassou-Nguesso, élu sans électeurs (16.07)
- Allemagne. L'Allemagne s'interroge sur la pertinence de sa mission en Afghanistan (13.07)
- Grande-Bretagne. La stratégie militaire britannique en Afghanistan mise en doute (13.07)
- Encyclique : le credo social de Benoît XVI (09.07)

- Benoît XVI poursuit la réintégration des lefebvristses (09.07)
- Grande-Bretagne. 1 000 criminels en liberté, Londres sur les dents (09.07)
- Pérou. Manifestations au Pérou contre la politique d'Alan Garcia (09.07)
- Chronologie de cent ans de coups d'Etat en Amérique latine (07.07)
- Algérie. L'armée algérienne mise en cause pour la mort de moines français (07.07)
- Chine. Les émeutes au Xinjiang, en Chine, ont fait 140 morts (07.07)
- Iran. Les divisions se creusent entre dignitaires religieux iraniens (06.07)
- USA. Biden: Washington ne s'opposera pas à une action militaire d'Israël contre l'Iran (06.07)
- Italie : rondes noires et chemises grises (02.07)
- Espagne. Batasuna est déclaré illégal par la Cour européenne des droits de l'homme (02.07)
- Russie. Une étude tire la sonnette d'alarme sur l'alcool en Russie (01.07)
- Afghanistan. Les Etats-Unis révisent leur politique antidrogue en Afghanistan (01.07)
- Nigéria. "Tragédie des droits de l'homme" au delta du Niger (01.07)
- Bangladesh. Des ouvriers du textile se rebellent au Bangladesh (01.07)

Des ouvriers du textile se rebellent au Bangladesh (01.07)

Reuters - 29.06 Des employés du secteur textile réclamant le paiement de leurs salaires ont mis le feu à une usine au Bangladesh, où des manifestations agitent depuis trois jours la principale industrie exportatrice du pays sur fond de crise économique mondiale.

Les ouvriers protestaient aussi contre la mort de deux collègues, abattus selon eux par la police lors d'une manifestation analogue ce week-end à la périphérie de Dacca.

"La situation est maintenant maîtrisée", a déclaré un responsable de police après des incidents durant lesquels les forces de l'ordre ont fait usage de balles de caoutchouc et de gaz lacrymogènes pour disperser les employés. Une trentaine de personnes ont été blessées dans les accrochages.

Abdus Salam Murshedy, président de la fédération des fabricants et exportateurs de produits de confection du Bangladesh, a déclaré que la crise mondiale frappait les exportateurs du textile. Certains connaissent de sérieuses difficultés financières. Selon une étude gouvernementale publiée dimanche, 122 usines textiles n'ont pas versé les salaires de leurs ouvriers à temps entre janvier et mai.

Les exportations de textile du Bangladesh lui ont rapporté 11 milliards de dollars l'an dernier, soit plus de 75% de ses revenus à l'exportation et l'équivalent de 17% de son PIB.

Le mécontentement s'aggrave depuis quelques années dans le secteur textile sous l'effet des arriérés de salaires et des heures de travail supplémentaires. Le salaire mensuel minimum d'un ouvrier du textile est inférieur à 25 dollars.

Les exportateurs ont exclu toute hausse de salaire en raison de la baisse des ventes à l'étranger.

Le Bangladesh compte environ 4.500 fabriques de vêtements qui emploient plus de 2,5 millions d'ouvriers.

"Tragédie des droits de l'homme" au delta du Niger (01.07)

Lexpress.fr - 30.06 La pollution causée par un demi-siècle d'exploitation du pétrole dans le sud du Nigeria est un exemple de la "malédiction des ressources naturelles". Malédiction dont Amnesty International décrit les mécanismes et fustige les acteurs, dans un rapport accablant, publié ce mardi.

Habillés de blanc, une quinzaine de militants d'Amnesty International France s'affairent devant une station service de Shell de Pantin, en Seine-Saint-Denis. Pancarte dans une main, brosse ou balai dans l'autre, ils frottent, astiquent, nettoient. Comme ils aimeraient que Shell nettoie, à son tour, les sites pollués notamment par les déversements de pétrole dans le delta du Niger, dans le sud du Nigéria. En Europe, une quinzaine de mini-blocage de ce type étaient prévus ce mardi.

Derrière ces apparences relativement bon enfant, une situation dramatique mêlant "pétrole, pollution et pauvreté dans le delta du Niger".

C'est le titre du nouveau rapport publié ce mardi par Amnesty International.

Pétrole d'abord. Les réserves du Nigéria sont les deuxième du continent africain derrière la Libye et le pays est n°1 en terme de capacités de production avec près de 3 millions de barils par jour. Le Golfe de Guinée est perçu par la communauté internationale comme une alternative à la dépendance énergétique vis-à-vis du Moyen-Orient. Les plus grands groupes y sont implantés: Shell donc, mais aussi Total, ExxonMobil, ENI ou Chevron.

Pollution ensuite. D'après les Nations unies, plus de 6800 fuites pétrolières entre 1976 et 2001 ont entraîné le déversement de 3 millions de barils dans l'ensemble de la région quadrillée de milliers de kilomètres de pipe-lines.

Francis Perrin, membre du bureau exécutif d'Amnesty International, utilise une image glaçante: "Depuis le début de l'exploitation pétrolière de la région, il y a une cinquantaine d'années, c'est comme si un Exxon Valdes y déversait le contenu de ses cales chaque année". C'était déjà une catastrophe en Alaska (50 000 tonnes de pétrole déversées dans la mer le 24 mars 1989). Là, 31 millions de personnes en subissent les conséquences directes.

Pauvreté enfin. Parce que non seulement les habitants ne bénéficient-ils guère de la manne pétrolière - quelque 600 milliards de dollars dégagés depuis les années 1960 - mais ils doivent cultiver des terres polluées, boire de l'eau contaminée, y pêcher et se laver avec, ou encore respirer un air affecté par les torchères de gaz.

Amnesty vise en particulier Shell

D'après ce rapport, l'industrie pétrolière n'apporte que pollution et pauvreté, et nuit au droit à un environnement sain et au droit de gagner sa vie. Cette situation nourrit la frustration des communautés affectées, les protestations des groupes rebelles et, en réponse, la répression par des forces armées fortement mobilisées, dont les civils font parfois les frais. Dans le delta du Niger, grand comme l'Ecosse ou la Belgique, se trame donc une "tragédie des droits de l'homme" en condensé.

Une campagne plus vaste

Ce rapport sur le delta du Niger s'inscrit dans une campagne plus vaste qu'Amnesty International va mener pendant six ans. Baptisée "Exigeons la dignité", cette opération permettra à l'ONG de "mobiliser l'opinion publique pour faire en sorte que les acteurs soient tenus de rendre des comptes pour toutes les atteintes aux droits humains qui participent à l'extension et à l'aggravation de la pauvreté". Le delta du Niger n'est que la première région à passer sous le "coup de projecteur" de l'organisation dans ce cadre.

Parmi les entreprises présentes sur ce petit territoire, Shell est particulièrement visé par Amnesty International. Francis Perrin reconnaît que le géant anglo-néerlandais "n'est certes pas le seul... mais il est incontournable". En effet, la plupart des sites affectés se trouvent dans la zone où opère la Shell Petroleum Development Company (SPDC), consortium qui produit 40% de la capacité de production nationale, et dont Shell, premier opérateur étranger dans le pays, détient 30%.

Amnesty donne symboliquement cent jours au nouveau directeur général de Shell, Peter Voser, qui prend ses fonctions mercredi, pour changer de cap et rompre avec ses "mauvaises pratiques", parmi lesquelles Antonio Manganella, responsable de la Commission Entreprises d'Amnesty International, épingle: "peu ou pas de mesures préventives, refus de dépolluer, manque d'informations rendues publiques, pratiques déloyales pendant les investigations".

Contacté par L'EXPRESS.fr, Shell expose sa vision de la situation au delta du Niger. "Ce rapport ignore tout des réalités du terrain", explique Rainer Winzenried, porte-parole pour Royal Dutch Shell. Shell refuse de dépolluer? "C'est faux. Nous nous engageons à nettoyer mais nous ne pouvons pas toujours le faire, en raison des risques courus sur place. La rébellion menace d'enlever nos agents". Les installations ne sont pas assez entretenues, il n'y a pas assez de prévention des fuites? "En 2008, 85% du volume des déversements sont imputables aux actes de vandalisme commis par les rebelles", affirme-t-il.

Quel rôle pour les rebelles et le gouvernement?

Ces sabotages ne sont en effet pas rares: le Mend (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) en a revendiqué deux sur des infrastructures du groupe, la semaine dernière, et une ce lundi dans la région de Forcados. Cette organisation qui affirme se battre pour les droits de la cause ijaw, une ethnie de 14 millions de personnes, a déclaré une véritable "guerre du pétrole". Les attaques de ce type entraînent régulièrement des chutes de production à environ 1,7 million de barils par jour alors que le pays a la capacité d'en produire près de 3 millions.

A Amnesty, sans pour autant excuser ces violences, Antonio Manganella reproche au groupe de "se cacher derrière l'excuse des sabotages, alors que la corrosion des oléoducs est souvent en cause".

Le groupe pétrolier a d'autres arguments... "Shell respecte la législation nationale. Ce rapport cible l'industrie pétrolière et gazière alors que

c'est la pauvreté, la corruption, le crime, la rébellion et la violence qui sont à la racine de la crise humanitaire du delta du Niger. Et que les gouvernements fédéraux et locaux sont les premiers responsables du manque de redistribution des profits générés... dont ils récupèrent 95% en contributions volontaires, taxes ou royalties", avance Rainer Winzenried qui estime qu'Amnesty laisse de côté cet aspect du casse-tête nigérian.

Pourtant, Amnesty n'oublie pas le gouvernement fédéral d'Abuja, loin de là. Pour Janine Escriou, co-responsable de la région Afrique pour Amnesty, Shell et les autres multinationales "jouissent d'une certaine impunité car ils profitent des carences du gouvernement fédéral nigérian, des négligences administratives et du manque d'indépendance des organismes de surveillance".

Si l'ONG émet des recommandations à Shell, elle s'adresse au gouvernement avec la même fermeté. "Nous demandons au gouvernement et au Parlement du Nigeria de faire respecter les législations existantes et de durcir les réglementations anti-pollution", a expliqué Francis Perrin. Mais aussi d'intégrer au projet de loi sur le pétrole, examiné par le Parlement, les dispositions qui rendent obligatoire le respect des droits civils, politiques, économiques et culturels. Pour commencer, petit à petit, à rompre le cercle vicieux dans lequel le delta du Niger a été entraîné.

Les Etats-Unis révisent leur politique antidrogue en Afghanistan (01.07)

Reuters - 27.06 Les Etats-Unis vont remanier de fond en comble leur stratégie antidrogue en Afghanistan en abandonnant peu à peu l'éradication du pavot, a déclaré samedi l'émissaire de Washington au Pakistan et en Afghanistan.

Richard Holbrooke, qui prenait part à une conférence du Groupe des Huit (G8) sur la stabilisation de l'Afghanistan, s'est aussi entretenu des mesures visant à y favoriser le bon déroulement du scrutin présidentiel du 20 août prochain.

Washington a quasiment doublé ses effectifs militaires pour combattre l'insurrection des taliban et assurer la sécurité durant l'élection.

"La politique occidentale contre la culture de l'opium, la culture du pavot, a échoué. Elle n'a porté aucun préjudice aux taliban mais a mis des cultivateurs au chômage", a dit Holbrooke à Reuters après une série d'entretiens bilatéraux à Trieste.

"Nous ne favoriserons plus l'éradication des cultures. Nous allons l'abandonner progressivement", a-t-il indiqué en précisant que l'effort porterait dorénavant sur l'interception des drogues et des produits chimiques utilisés pour les fabriquer ainsi que sur la chasse aux trafiquants.

Quelques activités d'éradication pourraient rester tolérées mais exclusivement dans des zones restreintes, a-t-il ajouté.

L'Afghanistan produit plus de 90% de l'héroïne mondiale.

Malgré les millions de dollars consacrés à la politique anti-stupéfiants, la production de drogue a considérablement augmenté jusqu'à l'an dernier. Selon des statistiques de l'Onu, la production afghane d'opiacés a été multipliée par plus de 40 depuis la chute des taliban, chassés de Kaboul par l'intervention alliée de la fin 2001.

Selon Franco Frattini, chef de la diplomatie italienne, Holbrooke a informé les délégués que les Etats-Unis allaient réduire le financement des programmes d'éradication tout en débloquent plusieurs centaines de millions de dollars pour soutenir les cultures légales.

ÉLECTION CRUCIALE

Antonio Maria Costa, directeur de l'Office de l'Onu pour le contrôle des drogues et la répression du crime, a déclaré à Reuters que la stratégie d'éradication américaine s'était réduite à "une triste plaisanterie" :

"Triste, parce que beaucoup de policiers et de soldats afghans (...) ont été tués et qu'on n'a éradiqué qu'environ 5.000 hectares, soit à peu près trois pour cent du volume."

L'Iran a refusé de participer à la réunion, mais Antonio Maria Costa a dit que Téhéran coopérait à une action multilatérale visant à contrer le trafic en provenance d'Afghanistan et avait lancé des opérations anti-stupéfiants avec les autorités afghanes et pakistanaises.

"C'est tout à fait nouveau, cela ne se voyait pas dans le passé", a-t-il noté.

Dans un communiqué, les 45 pays et organisations internationales présents à la conférence s'engagent à étudier les moyens d'accroître

l'aide humanitaire au Pakistan, où près de deux millions d'habitants ont été déplacés par des combats.

Richard Holbrooke a déclaré que les alliés n'en faisaient pas assez. "Les Etats-Unis sont de loin le premier donateur dans la crise des réfugiés du Pakistan. Cela ne me gêne pas (...) mais d'autres pays ne font pas ce qu'on peut attendre à mon sens", a-t-il dit, ajoute que certains ministres lui avaient assuré en privé que leurs pays accentueraient leur effort.

Le scrutin afghan est jugé crucial pour le président Hamid Karzaï et pour Washington. Des délégués ont souligné - non sans songer à la présidentielle iranienne - l'importance d'une consultation libre, équitable et crédible.

Karzaï a exhorté samedi les taliban et leurs alliés à voter au lieu de perturber les opérations électorales. Frattini s'en est réjoui en notant que les pays de la Ligue arabes et du Golfe se montraient très intéressés par cette démarche.

Richard Holbrooke a dit que de hauts responsables américains considéraient cette élection comme "l'événement le plus important de l'année". "L'équité de cette élection déterminera la crédibilité et la légitimité du gouvernement. Nous venons d'assister à un cas spectaculairement malheureux tout près de là, en Iran", a-t-il déclaré.

"Dans ces situations, la gouvernance devient plus difficile. Aussi (...) aimerions-nous voir un gouvernement élu par son peuple dans des conditions crédibles, qui serait jugé légitime par le peuple et par la communauté internationale."

Une étude tire la sonnette d'alarme sur l'alcool en Russie (01.07)

Reuters - 30.06 L'alcool bon marché et illicite cause plus de la moitié des décès chez les Russes âgés de 15 à 54 ans, montre une étude publiée par le journal Lancet.

Cette enquête conduite dans trois villes industrielles - Tomsk, Barnaul et Biysk - souligne "que l'excès de mortalité dû au cancer du foie, au cancer de la gorge, aux maladies du foie et du pancréas est largement ou entièrement provoqué par l'alcool".

Le taux de mortalité chez les hommes de 15 à 54 ans est cinq fois plus élevé qu'en Europe occidentale. Pour les femmes de la même catégorie d'âge, il est trois fois plus élevé.

La Russie doit cesser ou taxer l'alcool illicite, estiment les chercheurs, ajoutant que cela signifie "affronter le crime organisé et la corruption au sein des administrations". "Ce qu'il faut, c'est de faire de la santé publique une priorité."

David Zaridze, chef du centre russe de recherche sur le cancer et principal auteur de l'étude, précise que sur 1,3 million de Russes qui meurent chaque année de maladies cardio-vasculaires, "il est possible de suggérer qu'au moins un tiers de ces décès est lié à la consommation d'alcool et non à une pathologie cardiaque particulière".

Les morts liées à l'alcool comprennent aussi des suicides, des meurtres, des noyades, ajoute-t-il.

Dans une étude parue en avril, les Nations unies estimaient que la conjonction d'un régime alimentaire médiocre, d'une forte consommation d'alcool et d'une forte incidence des morts violentes pourrait réduire la population russe de 142 millions d'habitants actuellement à 131 millions d'ici 2025.

Espagne. Batasuna est déclaré illégal par la Cour européenne des droits de l'homme (02.07)

Le Monde - 01.07 L'horizon semble définitivement bouché pour Batasuna, l'historique vitrine politique de l'organisation séparatiste basque armée ETA. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a confirmé, mardi 30 juin, à Strasbourg, la décision de la justice espagnole qui, en 2003, avait déclaré ce parti illégal à cause de ses liens avec une organisation terroriste.

"Compte tenu de la situation existant en Espagne depuis plusieurs années concernant les attentats terroristes, ces liens peuvent être considérés objectivement comme une menace pour la démocratie", ont estimé les juges de Strasbourg dans un arrêt déboutant Herri Batasuna et Batasuna de leurs requêtes pour "violation du droit à la liberté d'association et d'expression".

Non seulement la CEDH n'a pas jugé que le Tribunal suprême espagnol avait violé la Convention européenne des droits de l'homme en prononçant leur dissolution, mais elle dit que cette décision "répondait à une nécessité sociale impérieuse". Pour l'instance strasbourgeoise,

"un parti politique dont les responsables incitent à recourir à la violence ou qui propose un projet ne respectant pas les règles de la démocratie ne peut recourir à la protection de la Convention européenne des droits de l'homme".

Pour les mêmes motifs, les juges ont rejeté à l'unanimité les recours de candidats au Parlement de Navarre et aux élections européennes déclarés inéligibles qui plaidaient "une entrave à la liberté d'expression des électeurs". Pour le chef du gouvernement socialiste, José Luis Rodriguez Zapatero, ces arrêts prouvent que "les garanties juridiques sont respectées en Espagne".

Avec ces décisions s'éteignent les derniers espoirs de la gauche nationaliste radicale, dite "abertzale" (patriote), d'être représentée électoralement. Deux partis censés reprendre l'héritage de Batasuna - l'Action nationaliste basque (ANV) et le Parti communiste des terres basques (PCTV) - ont été mis hors la loi à l'automne 2008, et les listes abertzales ont été interdites pour les élections régionales du 1er mars.

Cette mouvance pèse pourtant d'un poids non négligeable. Lors des élections européennes du 7 juin, la liste Initiative internationaliste-Solidarité entre les peuples (II-SEP) portant les couleurs du nationalisme radical, un temps interdite puis finalement autorisée à se présenter, a recueilli 116 000 votes au Pays basque, soit environ 16 % des suffrages exprimés. En Guipuzcoa, la province de Saint-Sébastien, II-SEP a même séduit près d'un électeur sur quatre (23,4 %).

L'absence de représentants de la mouvance Batasuna au nouveau Parlement basque a facilité l'élection d'un socialiste, Patxi Lopez, comme président d'une région gouvernée depuis vingt-neuf ans par le Parti nationaliste basque (PNV).

Italie : rondes noires et chemises grises (02.07)

Slate.fr - 01.07 Par Cesare Martinetti, directeur adjoint de La Stampa.

Les gardes du Pô ont été les premières. Ils portaient chemise verte, répondaient aux mots d'ordre du leader Umberto Bossi, et donnaient au peuple padane de la Ligue du Nord ce sentiment de sécurité que les agents de la police d'Etat n'étaient plus en mesure de lui procurer.

Puis sont venus les «city angels» déployés un peu partout dans les grandes villes du nord. Organisations dont on ne connaît bien ni l'origine exacte, ni la véritable finalité. Mais dans les métropoles du Nord (Turin, Milan, Gênes) elles arrangeaient bien les autorités locales: en patrouillant dans les villes la nuit, elles donnaient la sensation de pallier les manques de la sécurité et rassuraient les citoyens.

Et lorsque la droite de Berlusconi a repris les rênes du pouvoir en 2008, les paroles ont laissé place aux faits: les «rondes» sont arrivées. Petites cellules de police privée, idéologiques (comme dans le cas de la ligue du Nord), couvertes par une loi d'Etat qui instituait l'existence même des «rondes». Pas pour substituer la police, mais pour la seconder. Une aide, en somme, sur fond de privatisation des services, mais pas uniquement.

Les «rondes» sont devenues désormais une idée-force du gouvernement, semblant donner de la sécurité tout en suscitant de nombreuses interrogations dans la frange de l'opinion publique la plus sensible à l'essence de la démocratie. La sécurité est un bien précieux, mais le fait qu'elle soit garantie dans le respect des lois l'est tout autant. L'Italie est un pays qui a vécu le fascisme lequel a vu le jour avec les «chemises noires» de Benito Mussolini, des «rondes» aussi. Pas étonnant qu'une part non négligeable de l'opinion publique s'alarme de la présence de petites milices privées et affiliées à des partis politiques qui, la nuit, se promènent à travers les villes.

Il y a quelques jours, par exemple, on a découvert l'existence de la «Garde nationale italienne», aussitôt rebaptisée «rondes noires». Il s'agit d'une Onlus (organisation non gouvernementale) créée en marge du Mouvement social italien (MSI, le parti historique héritier du fascisme), forte d'environ 2.000 volontaires actuellement présents dans presque toute l'Italie, mais concentrés principalement au Piémont, en Lombardie, dans le Lazio, en Campanie et en Sicile. La «Garde» est un des bras du Parti Nationaliste italien naissant, dirigé par Gaetano Saya. Un homme politique qui a déjà été renvoyé devant la justice pour diffusion d'idées fondées sur la supériorité et la haine raciales.

La «Garde» dispose naturellement d'un uniforme: chemise grise ornée du symbole de l'aigle impérial romain, ceinture noire, cravate noire, pantalon gris à bande latérale noire, béret ou képi gris rehaussés eux aussi de l'emblème de l'aigle. Il y a aussi le casque, les 4X4 noirs, les gants de peau noire et une grosse torche, noire elle aussi. La plupart des volontaires déjà enrôlés sont des fonctionnaires des forces de l'ordre à la retraite. Surtout des carabinieri. Saya, le fondateur, a déclaré: «nous, nous ne sommes pas une milice idéologique, nous sommes même apolitiques». Saya considère que le fascisme est une idéologie du passé, anachronique, mais il tient à l'uniforme car il permet la reconnaissance des rondes et évite toute confusion avec la police.

«Un déconcertant délire» pour les opposants de centre gauche, surtout pour Marco Minniti, le bras droit de Massimo D'Alema, qui précise: « Et voilà que les chemises grises organisées par le MSI (Mouvement social italien) se joignent aux chemises vertes. L'idée que le contrôle du territoire puisse être confié à des associations, des milices qui s'identifient avec une couleur politique, est un coup au cœur des principes

de toute démocratie libérale ».

Mais Silvio Berlusconi se moque de tous ces commentaires et persévère. «Les gens sont avec moi», continue-t-il à dire; et pour l'instant il a encore raison. L'idéologie sécuritaire qui émane de ces rondes est ainsi à son tour mise en valeur. Les délits n'ont cependant pas cessé, la criminalité a même augmenté cette dernière année sous Berlusconi. Pourtant, le sentiment de sécurité des citoyens s'est accru. Le Cavaliere, en campagne électorale, avait martelé, au delà de l'idéologie, le côté «social» de l'argument: les forces de police sont sur le point d'être décimées par les coupes dues aux économies. Un syndicat de police a fait les comptes: au cours des trois prochaines années, les effectifs de fonctionnaires de police diminueront de 4.000 unités, de même que les budgets consacrés à l'habillement et à l'entretien des moyens. Dans une telle situation, il est clair que les rondes sont utiles: elles suppléent aux coupes budgétaires et donnent un sens idéologique à l'action du gouvernement Berlusconi. Et enfin, pour quelques-uns, elles sont aussi un business.

USA. Biden: Washington ne s'opposera pas à une action militaire d'Israël contre l'Iran (06.07)

AP - 06.07 Les Etats-Unis ne feront pas obstacle à Israël si l'Etat hébreu juge nécessaire une action militaire pour éliminer la menace nucléaire iranienne, car c'est un pays souverain, a déclaré dimanche le vice-président américain Joe Biden.

Les Etats-Unis "ne peuvent pas dicter à un autre pays souverain ce qu'il peut ou ne peut pas faire", a déclaré M. Biden sur la chaîne de télévision ABC. L'Etat hébreu peut déterminer par lui-même "ce qui est dans son intérêt et ce qu'il décide vis-à-vis de l'Iran ou tout autre pays".

"Que nous soyons d'accord ou non, ils ont le droit de le faire. Tout pays souverain a le droit de le faire", a-t-il ajouté. "Si le gouvernement (de Benjamin) Nétanyahou décide d'agir différemment de ce qui est fait actuellement, cela relève de leur droit souverain. Le choix ne nous appartient pas."

Barack Obama a estimé jeudi dans un entretien à l'Associated Press que la possession de l'arme nucléaire par l'Iran était "la recette d'une catastrophe potentielle" car cela aboutirait probablement à une course à l'armement dans toute la région.

Israël et Washington accusent l'Iran de développer un volet militaire clandestin dans son programme nucléaire, ce que Téhéran dément.

L'Etat hébreu considère l'Iran comme son adversaire le plus dangereux, d'autant plus que le président Mahmoud Ahmadinejad, qui vient d'être réélu pour quatre ans, prêche et souhaite régulièrement la disparition de ce qu'il appelle "le régime sioniste". Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou dit préférer la voie diplomatique pour stopper le programme nucléaire iranien mais n'a pas exclu une intervention militaire.

Interrogé sur les propos de Joe Biden, l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmes, a estimé que la position de Washington au sujet d'une intervention militaire en Iran relevait d'une "décision politique".

"Cela fait quelque temps que je suis préoccupé par une éventuelle frappe contre l'Iran. Je redoute que ce ne soit très déstabilisant, pas seulement en tant que tel mais par les conséquences involontaires d'une telle frappe", a-t-il dit sur la chaîne CBS. "En même temps, je pense que l'Iran ne devrait pas posséder d'armes nucléaires et que (ce serait) très déstabilisant", a-t-il ajouté.

Iran. Les divisions se creusent entre dignitaires religieux iraniens (06.07)

Reuters - 06.07 Une organisation chiite iranienne réformatrice a jugé dimanche "invalide" le résultat de la présidentielle, malgré sa confirmation par le guide suprême Ali Khamenei, donnant un nouveau signe de la fracture au sommet du pouvoir religieux.

L'Assemblée des étudiants et chercheurs du séminaire de Qom, ville sainte et coeur de l'apprentissage chiite en Iran, a également appelé les autorités à libérer l'ensemble des Iraniens arrêtés lors des troubles consécutifs au scrutin du 12 juin.

La réélection de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, contestée par l'opposition qui crie à la fraude, a provoqué un mouvement populaire sans précédent depuis la révolution islamique de 1979 et fait apparaître des divisions profondes dans les arcanes du pouvoir.

"Les plaintes des autres candidats et les preuves fermes de fraude électorale ont été ignorées (...) Les manifestations pacifiques des Iraniens ont été violemment réprimées (...) des dizaines d'Iraniens ont été tués et des centaines illégalement arrêtés", a déclaré cette organisation sur son site internet.

"Le résultat n'est pas valide", était-il encore écrit.

Cette assemblée n'a qu'une influence politique limitée mais sa déclaration constitue un symbole fort de défiance dans la mesure où Qom, ville située à 125 km environ au sud de Téhéran, est le siège du pouvoir religieux.

Cette prise de position intervient au lendemain des appels du camp conservateur à juger les chefs de file de l'opposition.

Les Gardiens de la révolution, corps d'élite du régime, ont affirmé dimanche que les opposants "tentaient de renverser les institutions islamiques".

RÉVOLUTION "NEUTRALISÉE"

"Nous avons anticipé une révolution de velours. Mais elle a été neutralisée grâce à notre vigilance", a déclaré le général Yadollah Javani, cité par l'agence officielle Irna.

Le chef de la police iranienne a affirmé mercredi que 1.032 personnes avaient été arrêtées en marge des manifestations, dont la plupart ont été libérées. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment toutefois que 2.000 opposants, étudiants, professeurs ou journalistes sont encore détenus.

Les chiffres sont difficiles à vérifier en raison du contrôle de l'information et de l'interdiction faite aux médias étrangers de couvrir les troubles.

Les autorités iraniennes ont annoncé dimanche la libération d'un journaliste grec du Washington Times, tandis que le secrétaire britannique au Foreign Office David Milliband disait s'attendre à la remise en liberté imminente d'un des deux employés de l'ambassade de Grande-Bretagne encore détenus.

La diplomatie iranienne n'a fait aucun commentaire sur les personnels de la mission britannique, dont l'arrestation a conduit les membres de l'Union européenne à convoquer de façon coordonnée les ambassadeurs d'Iran dans les Vingt-sept.

LÉGITIMITÉ EN QUESTION

Les autorités iraniennes nient toute fraude électorale à l'occasion d'une élection présentée comme la plus "saine" depuis 1979. Malgré la répression et l'officialisation du résultat, l'opposition assure qu'elle n'entend pas abdiquer.

Si certains dignitaires religieux se sont rangé derrière le pouvoir, deux grands ayatollahs - le dissident Hossein Ali Montazeri, architecte de la révolution islamique tombé en disgrâce, et le modéré Yusof Saanei - ont pris fait et cause pour l'opposition.

"Avec tous ces problèmes, comment la légitimité du résultat pourrait-elle être reconnue? Comment le prochain gouvernement pourrait-il être reconnu comme légitime?", a résumé l'assemblée de Qom, reprenant une interrogation déjà formulée par les candidats malheureux Mirhossein Moussavi et Mehdi Karoubi.

"Un gouvernement qui n'a pas le soutien du peuple n'a pas de légitimité (...) Notre lutte va continuer", a ainsi écrit Mehdi Karoubi dimanche sur son site internet.

Les deux hommes sont les principales cibles des ultraconservateurs, aux côtés de l'ancien président Mohammad Khatami, et sont considérés comme "une dangereuse opposition au système", selon les termes d'un éditorial du quotidien Kayhan.

Samedi, le rédacteur en chef de ce journal Hossein Shariatmadari, réputé proche de l'ayatollah Ali Khamenei, avait appelé les autorités à juger Mirhossein Moussavi et Mohammad Khatami pour leurs "terribles crimes".

Chine. Les émeutes au Xinjiang, en Chine, ont fait 140 morts (07.07)

Reuters - 06.07 Des émeutes, imputées par le gouvernement à des séparatistes musulmans en exil, ont fait au moins 140 morts dans le Xinjiang, région du nord-ouest de la Chine peuplée pour moitié d'Ouïghours appartenant à la communauté turcophone et sunnite.

Des violences se sont produites dimanche lorsque de 300 à 500 civils, selon les autorités, sont descendus dans les rues d'Urumqi, capitale de la province autonome. D'autres sources ont estimé le nombre des manifestants à 3.000.

Des véhicules ont été saccagés ou incendiés et des heurts ont opposé manifestants et forces de sécurité qui ont procédé à des centaines d'arrestations, rapporte l'agence officielle Chine nouvelle.

Les autorités parlaient dimanche soir de trois civils de l'ethnie Han tués dans ces émeutes mais le chef du Parti communiste local, Li Zhi, a avancé lundi le bilan de 140 morts, selon l'agence semi-officielle de presse China News.

Chine nouvelle pour sa part fait état de 816 blessés et précise que l'hôpital du peuple, principale structure médicale d'Urumqi, a admis 291 personnes dont 17 sont ensuite décédées.

Parmi les victimes, 233 étaient des Hans, la nationalité majoritaire en Chine, 39 des Ouïghours et les autres appartenaient à d'autres minorités ethniques.

"La situation était maîtrisée" lundi matin et les autorités ont fermé les rues à la circulation dans certains quartiers, écrit Chine nouvelle. On ne signalait pas de violences ailleurs dans la province. Des habitants ont rapporté que l'accès à internet avait été coupé à Urumqi.

EXEMPLE DU TIBET

Les émeutes ont débuté après une manifestation contre la réponse du pouvoir chinois à des heurts entre des membres de l'ethnie Han et des ouvriers ouïghours, fin juin dans l'extrême sud-est de la Chine. Deux membres de l'ethnie ouïghoure avaient été tués à Shaoguan, ville du Guangdong.

Un haut responsable du gouvernement chinois a imputé ces troubles aux forces extrémistes de l'étranger, laissant entendre que les autorités allaient sévir dans cette région sous haute tension.

"Il s'agit de violences criminelles qui étaient préméditées et organisées", a dit ce responsable cité par Chine nouvelle.

"Après l'incident (de Shaoguan), les trois forces de l'étranger se sont évertuées à faire monter tout ça et ont saisi cette occasion pour nous attaquer, appelant à des manifestations dans les rues", a déclaré Nuer Baikeli, gouverneur du Xinjiang, dans un discours télévisé.

L'expression "trois forces" se rapporte à des groupes que le gouvernement accuse de velléités séparatistes, d'actions militantes et d'extrémisme religieux.

Les organisations ouïghoures en exil ont nié l'existence d'un complot présumé et disent que les émeutes sont le fruit de la colère grandissante envers les politiques gouvernementales et la domination de l'ethnie Han dans le secteur économique.

"Ils nous accusent afin de détourner l'attention des Ouïghours de la discrimination et de l'oppression qui ont provoqué cette manifestation", a déclaré Dilxat Raxit, porte-parole du Congrès ouïghour mondial exilé en Suède.

"Ça a commencé comme une assemblée pacifique. Il y avait des milliers de gens qui criaient pour la fin des discriminations ethniques (...) Ils n'en peuvent plus de souffrir en silence", a-t-il ajouté.

Les accusations de complot à l'encontre des mouvements indépendantistes en exil font écho à celles lancées l'année dernière, lors des émeutes au Tibet imputées par Pékin à "la clique du dalaï-lama".

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a appelé à un respect du droit de manifestation. "Il s'agit d'un principe de base de la démocratie. Je renouvelle mon appel en ce sens à tous les pays du monde", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Genève.

Algérie. L'armée algérienne mise en cause pour la mort de moines français (07.07)

Reuters - 06.07 De nouvelles dépositions font penser que sept moines français assassinés en Algérie en 1996 ont été victimes non pas des islamistes mais d'une "bavure" de l'armée algérienne, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

Comme l'ont révélé le Figaro et Mediapart, un général à la retraite, François Buchwalter, a déclaré le 25 juin dernier au juge d'instruction antiterroriste Marc Trévidic que, selon ses informations, les moines avaient été tués par erreur lors d'un raid aérien de l'armée algérienne sur un bivouac.

Attaché de défense en Algérie à l'époque, entre 1995 et 1998, le militaire dit avoir obtenu ces informations à l'époque d'un gradé algérien et en avoir informé le ministère de la Défense et l'ambassade. Rien n'avait jamais filtré jusqu'ici. Le gouvernement était à l'époque dirigé par Alain Juppé. (j'ai entendu hier soir aux infos sur TV5 Monde Asie, que ce gradé algérien était présent au moment des faits dans l'hélicoptère qui a mitraillé les moines, il s'agit donc d'un témoin direct, qu'il aurait averti immédiatement l'ambassadeur de France à Alger de la bavure et que celui-ci aurait exigé le silence total sur cet incident. Chirac et Juppé se seraient entendus secrètement avec les autorités algériennes qui auraient ensuite maquillé cette bavure pour la mettre au compte des radicaux islamistes - Lutte de classe)

La procédure, ouverte en 2004, pourrait relancer la polémique entre Alger et Paris sur cette affaire jamais élucidée. Alger a imputé officiellement le crime à la guérilla islamiste.

Une demande de levée du secret défense en France et les auditions de responsables du gouvernement de l'époque vont être sollicitées par les parties civiles, a dit à Reuters leur avocat, Me Patrick Baudoin.

L'ex-Premier ministre UMP Jean-Pierre Raffarin a qualifié la nouvelle version des faits de "très troublante" lundi sur LCI.

"Je pense qu'il faut lever le secret défense, il faut qu'on connaisse vraiment ce qui s'est passé. C'est une affaire très douloureuse, c'est une cicatrice que nous gardons tous au coeur", a-t-il dit.

AUTRES SOUPÇONS SUR LES ALGÉRIENS

Les sept moines français avaient été enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 dans leur monastère de Tibéhirine situé près de Médéa, à 100 km d'Alger, dans les montagnes de l'Atlas.

Leur mort avait été annoncée par un communiqué du Groupe islamique armé (GIA) le 21 mai. Le 31 mai, les médias algériens avaient fait état de la découverte de corps.

Une autre déposition recueillie par le juge Marc Trévidic accrédite l'idée d'une dissimulation post-mortem.

Le père Armand Veilleux, qui était le "procureur général" de l'ordre cistercien, a en effet déclaré au magistrat que, lorsqu'il est venu à Alger après la mort des moines, il avait dû insister auprès de l'ambassade de France pour faire ouvrir les cercueils plombés où avaient été placés leurs restes.

Ce n'est qu'alors qu'il s'est rendu compte qu'il n'en restait que les têtes. Il pense qu'il s'agissait de dissimuler leurs blessures car, selon la déposition de François Buchwalter, les moines ont été victimes d'armes lourdes embarquées sur des hélicoptères ayant détruit en mai 1996 un bivouac du Groupe islamique armé où ils se trouvaient.

"Ils ont tiré sur le bivouac (...) Une fois posés, ils ont découvert qu'ils avaient notamment tiré sur les moines. Les corps des moines étaient criblés de balles", dit-il selon les extraits de sa déposition repris par Le Figaro et Mediapart.

L'instruction pourrait aussi tenter d'éclaircir un autre élément trouble de cette affaire, à savoir l'identité des auteurs de l'enlèvement des moines.

Il est jusqu'ici attribué aux islamistes, mais des témoignages d'anciens militaires algériens se succèdent dans la presse pour affirmer que l'armée algérienne aurait utilisé des "faux" islamistes qu'elle manipulait pour cet enlèvement.

Il s'agissait selon cette thèse de punir ou d'envoyer un avertissement aux moines, à qui il était reproché d'accueillir dans leur monastère des maquisards islamistes blessés.

"Sur les circonstances de la mort, nous avons désormais une version très crédible et convaincante, il faut poursuivre certaines investigations et auditions", a dit Me Baudoin.

"Il subsiste d'autres questions : qui a enlevé les moines, où ont-ils été détenus ? Tout cela conforte ce que nous soutenons depuis le départ, la version officielle n'est en aucun cas crédible, on nous dissimule des choses et ça nous conforte dans notre recherche de vérité", a-t-il ajouté.

Lexpress.fr - 06.07

1910-1920 - MEXIQUE. Avec pour objectif initial de renverser la dictature de Porfirio Díaz, la révolution mexicaine se mue rapidement en une révolte générale. En 1913, Francisco Madero est chassé du pouvoir par celui qu'il a lui-même nommé à la tête de l'armée, le général Victoriano Huerta. Ce dernier ne reste au pouvoir que quelques mois, incapable de s'imposer ni aux groupes réclamant la réforme agraire conduits par Venustiano Carranza, Pancho Villa et Emiliano Zapata, ni aux Américains.

1945 - BRESIL. En 1937, la dictature de Getulio Vargas instaure "l'Etat Nouveau". Chassé par un coup d'Etat militaire en 1945, il est ensuite élu en 1951 président de la République.

1943 - ARGENTINE. Après une tentative ratée de coup d'Etat en juin 1943, l'armée prend le pouvoir à l'automne. C'est "le coup d'Etat des colonels". En 1946, Juan Domingo Peron, colonel de la junte, est élu président de la République.

1945 - SALVADOR. Le général Salvador Castañeda accède au pouvoir par un coup d'Etat. Il dirige le pays jusqu'en 1948 quand des officiers se rebellent et mettent en place "un conseil révolutionnaire civil et militaire".

1954 - GUATEMALA. Le gouvernement élu de Jacobo Arbenz est renversé par un putsch soutenu par les Etats-Unis. Début de 40 années d'exactions des escadrons de la mort, faisant plus de 200 000 victimes.

1954 - PARAGUAY. Le général Alfredo Stroessner prend le pouvoir et instaure une longue dictature où se mêlent népotisme, corruption, prébendes et violences, et qui perdure jusqu'en 1989.

COSTA RICA. Plusieurs tentatives de renversement du régime et même d'assassinat du président José Figueres dans les années 1950 puis dans les années 1970.

Années 60

Une dizaine de coups d'Etat contre des gouvernements pour la plupart démocratiquement élus bouleversent le paysage politique de l'Amérique latine des années 1960.

1960 - SALVADOR. En octobre 1960, une junte moderniste motivée par l'expérience cubaine, formée de militaires et de civils, renverse le pouvoir détenu par le Parti révolutionnaire de l'Unité démocratique, au pouvoir depuis la révolution de 1948, afin de transformer le pays. Mais très vite, leurs projets de réformes économiques et agraires inquiètent les élites et la junte est renversée en janvier 1961 par celle du lieutenant-colonel Julio Rivera.

1962 - ARGENTINE. En 1962 puis en 1966, les gouvernements argentins sont destitués par des coups d'Etat.

1963 - EQUATEUR. En juillet 1963, l'armée renverse Carlos Julio Arosemena, le président en poste depuis 1961. Les militaires l'accusent notamment d'être favorable au communisme. La junte militaire est renversée à son tour sans violence, en mars 1966.

1964 - BOLIVIE. Le coup d'Etat du colonel Barrientos en 1964 marque le début d'une succession de régimes militaires et de coups d'Etat. La dictature est "officiellement" instaurée à partir de 1974.

1964 - BRESIL. Le coup d'Etat militaire qui renverse le président élu Joao Goulart instaure une dictature violemment anti-communiste, qui sévit pendant plus de 15 ans.

1968 - PANAMA. En 1968, un coup d'état militaire mène le Général Omar Torrijos Herrera au pouvoir. Il y reste jusqu'à sa mort en 1981.

1968 - PEROU. En octobre 1968, des militaires, dirigés par le commandant Juan Velasco Alvarado, renversent le président élu Fernando Belaunde Terry et instaurent un régime aux accents nationalistes.

Années 70

Une série de coups d'Etat militaires porte au sommet de l'Etat des gouvernements déterminés à éradiquer par tous les moyens les forces de gauche.

1973 - CHILI. En 1973, un coup d'Etat dirigé par le général Augusto Pinochet et soutenue par les Etats-Unis renverse le gouvernement de Salvador Allende. On dénombre 3 000 morts (bilan officiel) au cours des premiers mois, des milliers de disparus, et des dizaines de milliers de personnes torturées.

1973 - URUGUAY. En 1973, le régime du président Bordaberry est renversé par une junte militaire qui entreprend le contrôle systématique de la population. En une décennie, 80 000 Uruguayens passeront par les geôles de la junte.

1976 - ARGENTINE. Après le retour, la réélection puis la mort de Juan Peron, une junte militaire s'empare du pouvoir en 1976. Sept années de dictature feront 10000 morts et disparus.

Les années 1980 et le début des années 1990 sont plus calmes et marquent une période de "transition démocratique" en Amérique latine.

1992 - VENEZUELA. En février puis en novembre le Mouvement révolutionnaire bolivarien de Hugo Chavez provoque deux tentatives de coup d'état, qui échouent.

1996 - PARAGUAY. Lino Oviedo échoue dans sa tentative de coup d'Etat. En mai 2000, nouvelle tentative de coup d'Etat : un groupe de militaires se soulève contre le gouvernement du président Luis Gonzalez Macchi. L'état d'urgence est décrété pour 60 jours dans tout le pays

2000 - EQUATEUR. En janvier 2000, un soulèvement indien aboutit à la destitution du président Jamil Mahuadau profit d'une junte militaire. Le triumvirat porté au pouvoir est composé du chef d'état-major des forces armées et de deux civils dont le leader du mouvement indien Antonio Vargas. Sous la pression internationale, la junte cède le pouvoir au vice-président Gustavo Noboa.

2002 - VENEZUELA. En avril 2002, un coup d'Etat avorté contraint Hugo Chavez à démissionner. Les violentes manifestations dans les rues de Caracas font plus de 20 morts. Dès le lendemain, Chavez retourne au pouvoir.

2009 - HONDURAS. Coup d'Etat au Honduras contre le président Manuel Zelaya.

Pérou. Manifestations au Pérou contre la politique d'Alan Garcia (09.07)

Reuters - 08.07

Des milliers de Péruviens sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays pour protester contre la politique libérale du président Alan Garcia, lequel avait accepté mardi de remanier son équipe gouvernementale.

Ces manifestations avaient lieu sur fond de grève nationale, laquelle, en dehors de la capitale Lima, a été particulièrement suivie dans des villes comme Cuzco et Arequipa, dans les environs desquelles se trouvent de grandes mines.

Garcia, dont la cote de popularité est tombée à 21%, est en difficulté depuis juin, mois au cours duquel des manifestations d'Indiens dans la partie péruvienne de l'Amazonie ont dégénéré en violences qui ont fait au moins 34 morts. Les Indiens avaient mis en place des barrages routiers en réclamant l'abolition de lois qui encouragent l'activité minière et pétrolière dans cette région de forêt équatoriale.

Les enseignants et les employés du secteur des transports, à la pointe des manifestations de mercredi, exigent du gouvernement qu'il augmente les dépenses dans le secteur de l'éducation, qu'il lutte contre la pauvreté et qu'il revienne sur de nouvelles lois prévoyant des sanctions plus sévères en cas d'infractions au code de la route.

"Garcia peut bien changer ses ministres, sa politique restera la même", estimait un chauffeur d'autobus participant à un rassemblement à Lima. "Garcia a du sang sur les mains après ce qui s'est passé à Bagua (en Amazonie). Il est fidèle aux compagnies étrangères, pas au peuple."

La ministre de l'Intérieur, Mercedes Cabanillas, a indiqué que 32.000 policiers et 6.000 soldats avaient été déployés pour encadrer les manifestations mais qu'aucune violence n'a été signalée.

Garcia a l'intention d'annoncer son remaniement ministériel au cours du week-end.

1 000 criminels en liberté, Londres sur les dents (09.07)

Libération.fr - 08.07

La chasse à l'homme est lancée. Les forces de police britanniques sont à la recherche de 954 criminels, dont 20 meurtriers et 15 violeurs, évanouis dans la nature au cours des vingt-cinq dernières années. Un rapport, le premier du genre, des services des ministères de la Justice et de l'Intérieur, a révélé qu'environ 100 000 condamnés, initialement libérés sous conditions entre 1984 et 2009, ont vu leur libération révoquée pour n'avoir pas respecté leur contrôle judiciaire. Or, sur ce nombre, 954 n'ont jamais été retrouvés et réincarcérés. Outre les 20 meurtriers et 15 violeurs, 18 ont été condamnés pour agressions sexuelles, 126 pour vols et 138 pour des agressions, selon le rapport, publié discrètement sous forme de communiqué, au grand dam de l'opposition qui a réclamé du ministre de la Justice, Jack Straw, une déclaration devant les députés.

«Violents». «Le principe de la libération anticipée de prisonniers est de pouvoir les contrôler et les renvoyer en prison s'ils ne respectent pas les conditions», s'est indigné Dominic Grieve, responsable de la justice au sein du cabinet «fantôme» de l'opposition conservatrice. «Le public sera choqué d'apprendre que le gouvernement a perdu la trace de presque un millier de criminels en fuite, dont des meurtriers, des pédophiles et des agresseurs sexuels», a-t-il ajouté.

Le «Criminal Justice Act», voté en 2003, prévoit la libération anticipée automatique, à la moitié de leur peine, des prisonniers condamnés après le 4 avril 2005, assortie d'un contrôle judiciaire pour les condamnations à plus d'un an de prison.

Les forces de police d'Angleterre et du pays de Galles ont été placées sur le qui-vive avec pour instruction de «prendre en priorité des initiatives pour arrêter et placer de nouveau en détention toutes les personnes condamnées auparavant pour crimes violents ou sexuels». «Le système de révocation [d'une libération conditionnelle, ndlr] fonctionne bien. Sur le nombre [de criminels] rappelés en détention entre 1999 et juin 2008, seuls 0,7 % n'ont pas été appréhendés», s'est défendu Jack Straw.

«Dangereux». Parmi ces 0,7 % figurait Daniel Sonnex, dit Dano, 23 ans, qui aurait dû retourner en prison en avril 2008 après avoir manqué plusieurs rendez-vous pour son contrôle judiciaire. Considéré comme «extrêmement dangereux», une erreur administrative l'a laissé libre d'assassiner sauvagement, le 28 juin 2008, en compagnie d'un complice, deux étudiants français, Laurent Bonomo et Gabriel Ferez. Après sa condamnation à la réclusion à perpétuité pour ces crimes début juin, Jack Straw s'était excusé auprès des familles des victimes. «Daniel "Dano" Sonnex aurait pu ou aurait dû se trouver en détention au moment où il a commis ces crimes. C'est à cause de graves dysfonctionnements du système de la justice criminelle qu'il n'a pas été arrêté et incarcéré quelques semaines avant les crimes», avait-il piteusement reconnu.

Benoît XVI poursuit la réintégration des lefebvristes (09.07)

Le Figaro - 08.07

Un motu proprio visant à faciliter le dialogue avec les disciples de Mgr Lefebvre pour les admettre dans l'Église catholique a été publié mercredi à Rome.

Le texte est sobre mais vaste est sa portée. Rome a publié mercredi le décret qui ouvre les négociations sur le fond avec les disciples de Mgr Lefebvre. Le rétablissement de la messe en latin selon l'ancien rite, il y a deux ans, puis la levée des excommunications, il y a six mois, des quatre évêques consacrés par Mgr Lefebvre en 1988 (dont Mgr Williamson), n'étaient que des prémices. Les affaires vraiment sérieuses commencent : il s'agit de trouver un accord entre Rome et Ecône sur la cause même de la rupture, le concile Vatican II.

Les premières discussions, confiées à des théologiens des deux parties, devraient commencer cet automne. Elles pourraient durer de longs mois vu les abysses qui séparent les deux rives. Si un accord était trouvé, un statut canonique ad hoc serait défini pour la Fraternité Saint Pie X. Elle serait établie de plein droit dans l'Église catholique comme l'une de ses familles spirituelles.

Signé de Benoît XVI et daté du 2 juillet 2009, le motu proprio, nom de ce décret d'application, porte en fait réforme de la commission Ecclesia Dei. Créée au lendemain du schisme lefebvrisme de 1988, cette commission vaticane avait pour mission d'accueillir les disciples de Mgr Lefebvre qui auraient refusé de le suivre dans l'acte de désobéissance qu'il avait posé en ordonnant des évêques (dans la tradition chrétienne ce geste, sans retour, correspond à la création d'une nouvelle Église).

Avec ce décret, la commission Ecclesia Dei passe sous la responsabilité de la congrégation pour la Doctrine de la foi. Ce qui indique que le dossier change de nature. De «disciplinaire», la gestion d'un groupe réfractaire, il devient «doctrinal», il règle un différend théologique. Ce qui signifie aussi qu'en acceptant le dialogue Rome admet, sans y adhérer, la recevabilité des objections théologiques d'Ecône.

Volonté d'aboutir

Le responsable de la commission réformée est le président de la congrégation pour la Doctrine de la foi, l'Américain et cardinal William Joseph Levada. Il remplace ainsi le cardinal Dario Castrillon Hoyos, parti à la retraite. Mais l'homme clé est le secrétaire de cette commission. Nommé mercredi, il s'appelle Mgr Guido Pozzo. Ce proche du Pape était secrétaire adjoint de la commission théologique

internationale (un club de théologiens internationaux de haut vol qui joue un rôle de laboratoire de recherche pour le Vatican). Dans une interview récente, Mgr Guido Pozzo a expliqué que «le point faible de l'Église est son identité catholique souvent pas claire». Il ajoutait : «Ce n'est pas en renonçant à sa propre identité que l'Église se mettra dans de meilleures conditions pour dialoguer avec le monde, c'est exactement le contraire.» Et concluait : «Nous avons besoin de sortir de cette illusion optimiste, quasi irénique, qui a caractérisé l'après-concile.» Benoît XVI a donc placé à ce poste stratégique un homme plutôt bien disposé à l'égard de cette frange de l'Église qui milite pour un retour à une identité catholique sans compromis. Le Pape marque, une nouvelle fois, sa volonté d'aboutir, même si les quinze cardinaux, conseillers de la congrégation pour la Doctrine de la foi, viennent de finaliser un texte - non publié - visant à cadrer les négociations avec Ecône en affirmant les positions non négociables sur le concile Vatican II.

Il est toutefois probable que les échanges théologiques avec les lefebvristes aboutiront, malgré tout. Non à un accord sur le concile, cela paraît trop difficile mais à une solution qui reconnaîtrait l'interprétation traditionaliste du concile. Benoît XVI avait prévenu. En 2005, dans son discours programme de pontificat, il annonçait qu'avec lui l'Église interpréterait dorénavant le concile non plus «en rupture» avec le passé mais «en continuité» avec... la tradition.

Encyclique : le credo social de Benoît XVI (09.07)

Le Figaro - 08.07

Dans le document publié mardi par le Vatican, le Pape condamne les excès du capitalisme financier et voit dans la crise l'occasion de réorganiser l'économie mondiale.

«Non, ce n'est pas une encyclique anticapitaliste !» Professeur renommé d'économie à l'université de Bologne, Stefano Zamagni est -formel. Aux côtés de deux cardinaux, l'Italien Renato Raffaele Martino et l'Allemand Paul Josef Cordes, respectivement présidents des conseils pontificaux Justice et Paix et Cor Unum, il était le seul laïque, mardi au Vatican, à présenter la troisième encyclique de Benoît XVI, «L'amour dans la vérité» («Caritas in veritate»).

Dans cette longue lettre de Benoît XVI - 145 pages - ne figure pas le mot «capitalisme» financier. Mais elle critique implicite-ment «les effets délétères sur -l'économie réelle d'une activité financière mal utilisée et, qui plus est, spéculative». Et condamne les «prodiges de la finance» qui ne soutiennent qu'«une croissance artificielle liée à une consommation excessive».

Il faut se rendre à l'évidence, lance le Pape : «Le marché n'arrive pas à produire la cohésion sociale.» Et devant «la complexité et la gravité de la situation économique», il appelle à «une nouvelle synthèse humaniste» car «l'activité économique ne peut résoudre tous les problèmes sociaux par la simple extension de la logique marchande».

De toute façon, estime-t-il, le monde n'a pas le choix : «La crise nous oblige à reconsidérer notre itinéraire, à nous donner des nouvelles règles (...). La crise devient ainsi une occasion de discernement et elle met en capacité d'élaborer de nouveaux projets.»

Le rôle du «gratuit»

Il avance alors une première idée-force : «Séparer l'agir économique, à qui il reviendrait seulement de produire de la richesse, de l'agir politique, à qui il reviendrait de rechercher la justice au moyen de la redistribution, est une cause de graves déséquilibres».

Pour y pallier, il faut renforcer le rôle de l'État : «La sagesse et la prudence nous suggèrent de ne pas proclamer trop hâtivement la fin de l'État». Il vient de faire la preuve de son utilité dans «la correction des erreurs et des dysfonctionnements». Et il faudrait favoriser, c'est la même idée sur le plan international, «une véritable autorité politique mondiale» pour améliorer la «gouvernance» de la mondialisation.

Seconde idée-force de Benoît XVI, le rôle du «gratuit» et du don de soi, vecteurs de la prospérité. «L'économie mondialisée semble privilégier la logique de l'échange contractuel, mais elle montre qu'elle a besoin de la logique politique et de la logique du don sans contrepartie.» Ainsi, «pour fonctionner correctement, l'économie a besoin de l'éthique» et, par exemple, «les pauvres ne sont pas à considérer comme un fardeau mais au contraire comme une ressource, même du point de vue économique».

Pourquoi, dès lors, ne pas repenser «l'entrepreneuriat» et «la façon de concevoir l'entreprise». Il faut des entreprises à visées économiques mais aussi des «microprojets» ou entreprises à visées sociales. La «classe cosmopolite de managers» animée par «le profit à court terme» qui ne démontre aucun attachement aux entreprises et aux hommes est ici clairement rejetée.

Priorité à «l'accès au travail»

Le Pape encourage aussi «les coopératives de consommation». Elles permettent de «consommer de manière plus sobre» et assurent aux

producteurs «une rétribution plus décente». Dans le même esprit, il suggère de créer «la subsidiarité fiscale qui permettrait aux citoyens de décider de la destination d'une part de leurs impôts versés à l'État» de façon à aider les pays en voie de développement. Enfin, pour lutter «contre l'affaiblissement des réseaux de protection sociale», il suggère de favoriser davantage «la liberté syndicale». C'est «aujourd'hui plus pertinent encore qu'hier», car il faut «se donner comme objectif prioritaire l'accès au travail».

Au fond, cette vision plus solidaire de la vie économique - elle suppose aussi un «dynamisme démographique» - n'est pas une affaire de «bons sentiments». Benoît XVI l'appelle «interaction éthique». Il en résume l'enjeu : «Sans vérité, sans confiance, sans amour du vrai, il n'y a pas de conscience, ni de responsabilité sociale, et l'agir social devient la proie d'intérêts privés et de logiques de pouvoir qui ont pour effet d'entraîner la dégradation de la société et cela d'autant plus dans une société en voie de mondialisation.»

Grande-Bretagne. La stratégie militaire britannique en Afghanistan mise en doute (13.07)

LeMonde.fr et AFP - 11.07

Depuis le 1er juillet, quinze soldats britanniques ont trouvé la mort en Afghanistan.

Le nombre de militaires britanniques tués en Afghanistan est maintenant supérieur à celui des tués en Irak. C'est ce qu'a annoncé, vendredi 10 juillet, le ministère de la défense britannique (MoD). Depuis fin 2001, date de l'intervention des forces internationales menées par les Etats-Unis contre les talibans 184 soldats britanniques sont morts en Afghanistan, alors que 179 militaires ont perdu la vie en Irak depuis l'invasion du pays en 2003, précise le MoD. Cent-quarante sept militaires ont été tués des suites d'actions hostiles en Afghanistan. Ils sont 136 à avoir été tués dans des actions hostiles en Irak, selon le MoD.

Le ministère de la défense a annoncé hier la mort de huit soldat : six ont été vendredi dans trois explosions, un septième a été tué dans des conditions similaires jeudi. Le huitième a été abattu par un tireur. Depuis le 1er juillet, quinze soldats britanniques ont trouvé la mort en Afghanistan. En 2006, les 14 membres de l'équipage d'un avion de surveillance avaient été tués dans un crash.

Le premier ministre Gordon Brown a prévenu que l'été serait "très dur" pour les troupes en Afghanistan. "Ce n'est pas terminé mais il est crucial que la communauté internationale aille jusqu'au bout de son engagement", a déclaré M. Brown. L'armée britannique mène depuis le 23 juin une offensive d'envergure - opération Panchai Palang (Griffe de panthère) - contre les talibans dans la province du Helmand, leur fief. Le chef d'état-major de l'armée de l'air Sir Jock Stirrup a reconnu que les troupes britanniques traversaient un "moment difficile car les talibans ont à juste titre identifié le Helmand comme un terrain d'importance vitale. S'ils perdent là alors ils perdent partout et ils y mobilisent tout ce qu'ils ont". De son côté, David Miliband, le ministre des affaires étrangères a souligné samedi sur radio BBC4 que les troupes britanniques luttent pour "l'avenir du Royaume-Uni", estimant qu'il était essentiel d'empêcher l'Afghanistan de redevenir un "incubateur du terrorisme" visant l'Occident.

Mais la stratégie menée en Afghanistan est mise en doute samedi par la presse britannique. The Times publie en "Une" la photo des 184 soldats britanniques tués en Afghanistan depuis 2001 et s'interroge : "Avons-nous eu tort de partir en guerre ?" "L'augmentation du nombre de victimes fait naître la crainte que l'Afghanistan est en train de se transformer en bourbier", écrit le journal. Le tabloïde The Sun, plus fort tirage du pays, souligne "la critique croissante de la façon dont la guerre est conduite". "Nous devons envoyer davantage de soldats pour que le travail soit fait et leur fournir davantage et de meilleurs hélicoptères et des véhicules plus robustes", dit-il. Pour le Daily Mirror, "un débat public sur le but et les objectifs --ainsi que les risques-- de l'engagement du Royaume-Uni en Afghanistan est salutaire. (...) Mais nous devrions également être honnêtes et admettre que c'est un conflit que nous ne pouvons esquiver", poursuit le journal. Le Daily Mail et le Daily Express estiment que le gouvernement devrait envisager un retrait des troupes.

La contingent britannique, stabilisé autour de 8 300 soldats, a été augmenté en prévision des élections présidentielle et provinciale du 20 août prochain.

Allemagne. L'Allemagne s'interroge sur la pertinence de sa mission en Afghanistan (13.07)

Le Monde - 11.07

La Bundeswehr participe-t-elle ou non à une "guerre" en Afghanistan ? Le débat, lancinant outre-Rhin, a regagné en vigueur depuis la mort, fin juin, de trois soldats tombés au cours d'une embuscade. Prudemment, Berlin préfère s'en tenir au vocabulaire officiel : le contingent déployé au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) de l'OTAN est en "mission de stabilisation". Pourtant, l'armée allemande a déjà perdu 35 hommes depuis le début de son engagement sur les contreforts de l'Hindou-Kouch, en 2002. Plus de la moitié sont morts au combat.

Ces chiffres passent mal auprès de l'opinion publique, qui reste attachée à l'image d'une armée quasi démilitarisée, occupée à l'aide à la reconstruction et au maintien de la paix. Résultat, la mission en Afghanistan bat des records d'impopularité : 61 % des Allemands sont favorables à un retrait des troupes, selon un sondage Forsa paru début juillet. En 2002, ils étaient deux fois moins nombreux à penser ainsi. Témoin de ce malaise grandissant, la lettre ouverte adressée par le célèbre écrivain Martin Walser à la chancelière Angela Merkel, dans l'hebdomadaire Die Zeit du 9 juillet. "Le gouvernement que vous dirigez approuve la guerre en Afghanistan. Je pourrais même dire : la conduit. Et nous, la population, nous devrions comprendre cela", s'indigne cette figure de la gauche intellectuelle, osant le parallèle avec le Vietnam. Et de réclamer : "D'abord, arrêtons les renforts. Ensuite, envisageons le retrait."

L'Allemagne dispose d'environ 3 700 soldats au sein de la Fias. Pour l'élection présidentielle en Afghanistan fin août, le gouvernement s'est engagé à déployer 600 hommes supplémentaires, dont deux tiers resteront sur place après l'été. Le Bundestag vient aussi d'approuver l'envoi de 300 militaires à bord d'avions-radar Awacs. Pour autant, le ministre de la défense, Franz Josef Jung, a précisé que leur rôle ne serait pas de diriger des combats au sol mais de "réguler le trafic aérien dans l'espace afghan" : pas question de mission "guerrière".
PASSER à L'OFFENSIVE

La réalité du terrain place le gouvernement face à un dilemme. Selon le mandat de la Bundeswehr en Afghanistan, approuvé par le Bundestag, les forces allemandes ne sont pas censées participer à des missions de combat. Elles sont soumises à des règles d'engagement beaucoup plus restrictives que celles des autres contingents de la Fias : les soldats ne peuvent ouvrir le feu qu'en cas de légitime défense. Il leur est interdit de mener des actions préventives ou de "faire la chasse" aux talibans, sous peine de poursuites judiciaires.

Le nord du pays, où sont cantonnées les troupes allemandes, est certes moins exposé aux violences que le sud. Mais les combats se multiplient dans la zone. D'après l'hebdomadaire Der Spiegel, Berlin songe à modifier ces fameuses règles : les soldats doivent pouvoir passer plus rapidement à l'offensive.

Le gouvernement devrait y procéder dans la plus grande discrétion. D'ici les législatives du 27 septembre, Mme Merkel, comme son rival social-démocrate, le ministre des affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, souhaite autant que possible éviter la thématique "Afghanistan". Trop sensible. Opportunément, le vote du Bundestag pour renouveler le mandat de la Bundeswehr a été repoussé en décembre. Reste à espérer, pour Mme Merkel, que les Américains se garderont d'intervenir jusque-là. Leurs revendications en faveur d'un engagement plus ferme de l'Allemagne ont été mises en sourdine ces derniers temps. "Ils attendent juste que les élections soient passées, explique Oliver Schmidt, expert à la société allemande de politique étrangère (DGAP). Mais il est clair que, pour eux, l'Allemagne n'en fait pas assez." Outre des moyens humains et financiers supplémentaires, Washington voudrait que les troupes allemandes s'investissent davantage dans les régions plus dangereuses du sud.

En attendant, à Berlin, certains préfèrent spéculer sur un calendrier de retrait. Franz Josef Jung a parlé d'un délai de "cinq à dix ans", une fois que l'Afghanistan sera "capable de s'occuper de sa sécurité". Plus pressée, la CSU, petite soeur bavaroise de la CDU de Mme Merkel, a suggéré de réfléchir dès maintenant à une stratégie de départ du contingent.

Congo. Sassou-Nguesso, élu sans électeurs (16.07)

Libération.fr - 15.07

Les résultats de l'élection présidentielle au Congo devaient être annoncés officiellement hier, mais la proclamation a finalement été reportée à aujourd'hui. Comme il l'a annoncé et promis à son camp, le président sortant Denis Sassou-Nguesso, 66 ans - dont déjà 25 passés à la tête de ce pays pétrolier d'Afrique centrale - devrait sortir gagnant d'un scrutin joué d'avance. Son principal rival et ancien ministre des Finances, Mathias Dzon, avait appelé au boycott du scrutin, avec cinq autres candidats, pour protester contre un fichier électoral «gonflé à volonté».

De fait, le chiffre le plus attendu est sans doute celui du taux de participation. La grande majorité des bureaux de vote sont restés vides dimanche. A Brazzaville, la situation était identique dans les quartiers nord, fiefs historiques de Sassou-Nguesso, comme dans les quartiers sud : les assesseurs des bureaux se sont ennuyés ferme. Depuis la présidentielle de 1992, «c'est la première fois [qu'une élection] se passe comme ça. Dans le passé, les gens se bousculaient», s'étonnait le président d'un bureau. D'après les résultats obtenus dans les centres de vote visités par les 12 observateurs de la Communauté économiques des Etats d'Afrique centrale, «un taux de plus de 20 % n'est pas réaliste et même surévalué», estime Pierre Athomo Ndong, chef de la délégation.

Dès la fermeture des bureaux, Dzon et ses alliés, qui dénoncent des fraudes, ont pointé un «taux d'abstention record de 90 %». Mais aussitôt, les autorités ont salué un «vote massif», créant la polémique. Lundi, Raymond Mboulou, le ministre de l'Administration du territoire, indiquait que le taux serait supérieur à 50 %. Et d'expliquer qu'il n'y avait pas eu «affluence» grâce à la bonne organisation du scrutin, l'objectif étant de «faire en sorte que les Congolais ne s'attardent pas devant les bureaux». Le camp de Sassou-Nguesso ne semble pas prêt à reconnaître que son candidat a été mal élu, quitte à modifier quelques chiffres. Mathias Dzon et ses alliés, qui ont appelé «l'opinion nationale et internationale (à) faire constater l'illégitimité de Denis Sassou-Nguesso», n'ont guère de chance d'être entendus. Richard, un

chauffeur de taxi de la capitale, fait partie de ceux qui n'ont pas voté : «Je savais, qu'on le veuille ou non, que le président sortant serait réélu. Pourquoi, dans ces conditions, perdre mon temps à aller voter ?»

Russie. Hommage à Grozny à la militante des droits de l'homme Natalia Estemirova (18.07)

AP - 17.07

Un rassemblement à la mémoire de la militante des droits de l'homme Natalia Estemirova, retrouvée assassinée mercredi en Ingouchie, a eu lieu jeudi à Grozny, où elle avait été enlevée quelques heures auparavant. Ce "crime sera puni", a assuré le président russe Dimitri Medvedev.

Le dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov, installé au pouvoir par Moscou, a de son côté affirmé qu'il superviserait en personne l'enquête sur l'assassinat. Ses propres forces de sécurité sont pourtant de nouveau montrées du doigt, comme après l'assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa à Moscou en 2006.

Le cadavre de Natalia Estemirova a été retrouvé mercredi sur le bord d'une route en Ingouchie, république voisine de la Tchétchénie, avec deux balles dans la tête. La militante avait été enlevée neuf heures plus tôt, en plein jour, dans la capitale tchétchène Grozny, par quatre hommes qui l'avaient poussée dans une voiture, selon des témoins cités par l'ONG russe Memorial pour laquelle elle travaillait.

Natalia Estemirova, mère célibataire âgée de 50 ans, enquêtait sur les crimes commis en Tchétchénie depuis 1999. Elle avait collaboré avec deux autres militants des droits de l'Homme dans le Caucase: la journaliste Anna Politkovskaïa, et l'avocat Stanislas Markelov, lui aussi abattu dans la capitale russe, en janvier dernier.

Une centaine de personnes se sont rassemblées devant le siège de Memorial, à Grozny, pour partager leur tristesse et réclamer que justice soit faite. Un peu plus tard, une cinquantaine d'hommes et de femmes ont accompagné la dépouille de la militante vers sa dernière demeure. "Qui répondra de cela?, Qui est le prochain?", pouvait-on lire sur une pancarte portée par une femme en tête de cortège.

"Je n'arrive pas à prendre conscience du fait que maman ne sera plus là, que je ne lui préparerai plus son café le matin", a déclaré Lana, 15 ans, la fille de la militante assassinée.

"Ils ont tué notre âme", a commenté Oleg Orlov, responsable de l'ONG Memorial. "Une campagne de terreur est menée en Russie, une campagne contre ceux qui osent dire des choses déplaisant aux autorités, qui osent parler des crimes de ceux au pouvoir", a-t-il dénoncé. "Mais pourquoi, pourquoi?", sanglotait Taus Djankhotova, 50 ans, venue rendre hommage à Natalia Estemirova. "Ici, ils ne tuent que les gens bien. Si elle avait été mauvaise, on ne l'aurait pas touchée".

L'assassinat a suscité une très vive émotion parmi les organisations de défense des droits de l'homme, tant en Russie qu'à l'étranger.

Tatiana Lokchina, de Human Rights Watch, a rendu hommage au courage de Natalia Estemirova: "elle faisait des recherches sur les violations des droits de l'homme les plus horribles, les exécutions de masse", "elle avait fait des choses que personne d'autre n'osait faire" pour apporter les preuves d'exactions. Natalia Estemirova recueillait également des témoignages pour Human Rights Watch.

Ludmilla Alexeïeva, directrice du mouvement Moscou-Helsinki, a mis en cause au cours d'une conférence de presse à Moscou la responsabilité du leader tchétchène Ramzan Kadyrov, du Premier ministre et ancien président russe Vladimir Poutine et de l'actuel chef du Kremlin Dimitri Medvedev.

"L'impunité et l'omnipotence de Ramzan Kadyrov dépend du soutien (...) de Poutine. Tant que Poutine le soutiendra, personne ne touchera un cheveu de la tête de Kadyrov, même s'il nous tue tous", a ajouté Ludmilla Alexeïeva. Oleg Orlov a de son côté déclaré que Kadyrov éprouvait de la haine pour Natalia Estemirova, la considérant comme "une ennemie personnelle".

"Les plus hauts responsables des années récentes et d'aujourd'hui en Russie, dont Poutine et Medvedev, sont responsables de la mise en place en Tchétchénie d'un climat d'impunité pour la perpétration de crimes graves, de masse, par des représentants de l'Etat", a-t-il ajouté.

Le porte-parole de Vladimir Poutine, Dimitri Peskov, a rejeté ces accusations, "contraires aux vrais efforts entrepris par M. Poutine au cours de la dernière décennie pour apporter paix, stabilité et règne du droit" en Tchétchénie.

"De tels crimes ne doivent pas rester impunis", a souligné quant à lui Dimitri Medvedev à l'issue d'un entretien à Munich avec la chancelière allemande Angela Merkel. Il a réaffirmé que l'assassinat de la militante ferait l'objet d'une enquête très approfondie, se disant "convaincu que les assassins seraient retrouvés". Angela Merkel a pour sa part qualifié l'assassinat de Natalia Estemirova d'"événement inacceptable",

appelant à faire toute la lumière sur cet homicide.

Ramzan Kadyrov a pour sa part évoqué un meurtre "cynique" et "provocateur" et juré de traduire ses auteurs en justice, selon son porte-parole Alvi Kerimov.

A Washington, la Maison Blanche s'est déclarée "préoccupée et attristée" par cet assassinat, souhaitant que ses auteurs soient traduits en justice.

Les autorités chinoises révoquent des avocats et ferment un centre de documentation juridique à Pékin (19.07)

AP - 18.07

Les autorités chinoises ont fermé vendredi un centre de documentation juridique du mouvement de défense des droits de l'Homme Gongmeng à Pékin, et révoqué l'autorisation d'exercer de 53 avocats de la capitale chinoise.

Selon Tian Qizhuang, un responsable de Gongmeng, une vingtaine de membres du Bureau des affaires civiles de Pékin se sont présentés vendredi matin au centre de documentation juridique pour confisquer du matériel et signifier sa fermeture. "Ils ont dit que le centre n'était pas dûment enregistré", explique Tian.

Xu Zhiyong, un enseignant en droit qui travaille avec les avocats de Gongmeng, a démenti les allégations des autorités, soulignant que le centre a bien été enregistré. Le centre fournit une aide juridique et des avocats de Gongmeng ont représenté des parents dont les enfants ont été malades après avoir consommé du lait contaminé à la mélamine.

Par ailleurs, 53 avocats de Pékin, dont certains ont défendu des militants des droits de l'Homme, ont perdu leur autorisation d'exercer. Selon le Bureau des affaires juridiques de Pékin, ces avocats ne sont pas correctement enregistrés ou leurs cabinets ne se sont pas soumis aux évaluations demandées.

Amnesty International a condamné vendredi ces mesures, un "coup porté au mouvement de défense des droits de l'Homme en Chine".

L'Europe compte 5 millions de jeunes chômeurs (25.07)

Le Monde - 24.07

Les jeunes travailleurs sont les premières victimes de la crise économique en Europe : au premier trimestre 2009, leur nombre a atteint 5 millions. Après trois années de diminution, le chômage des 15-24 ans a grimpé en flèche parmi les Vingt-Sept : 18,3 % d'entre eux sont sans emploi, révèlent des statistiques d'Eurostat. Le taux de chômage global est de 8,2 % dans l'Union (+ 1,5 % par rapport à 2008).

En un an, le chômage des jeunes s'est accru de 3,7 %. Il a grimpé partout, sauf en Bulgarie. C'est dans les Etats baltes que sa progression est la plus spectaculaire : + 17,2 % en Lettonie (28,2), + 16,5 % en Estonie (24,1), + 14,1 % en Lituanie (23,6). La hausse la plus faible est recensée en Allemagne, avec + 0,3 % et 10,5 % des jeunes sans travail.

C'est en Espagne que la situation est la plus préoccupante (33,6 % des jeunes y sont aujourd'hui sans emploi). Et aux Pays-Bas qu'elle est la moins défavorable : 6 % de jeunes chômeurs. Quant au taux de chômage des jeunes Français (22,3 %), il se situe au-delà de la moyenne européenne, comme le niveau général du chômage (9,3 % au premier trimestre, + 1,7 %).

Ces données confirment l'importance de la récession : la décroissance du produit intérieur des Vingt-Sept a atteint - 4,7 % au premier trimestre. Alors que l'objectif de stratégie de Lisbonne, établie en 2000, était d'atteindre le plein-emploi en 2010, le taux d'emploi européen (la proportion des 15-64 ans qui ont un travail) est désormais de 64,6 %, inférieur d'un point à son niveau de 2008.

Cette forte progression du chômage, et singulièrement parmi les jeunes, conforte les critiques à l'encontre de la Commission de Bruxelles. Des parlementaires européens, qui entendent faire pression sur José Manuel Barroso, président en titre et candidat à sa propre succession, s'en empareront pour réclamer une action plus vigoureuse et plus coordonnée contre la crise économique. M. Barroso devra, à coup sûr, intégrer la question de l'emploi et les remèdes éventuels à y apporter dans le programme qu'il devra présenter aux eurodéputés avant la relance du débat sur sa reconduction, en septembre.

DÉCROISSANCE BRUTALE

Sa mission sera d'autant plus difficile que la quasi-totalité des paramètres économiques restent négatifs en Europe. Selon les chiffres de la direction générale de l'emploi de la Commission, la demande intérieure, les exportations et les investissements ont chuté de manière brutale dans les trois premiers mois de 2009. Seule la Pologne a échappé à la décroissance durant cette période. Mais la récession a été plus importante que prévu en Allemagne (- 3,8 %) et en Grande-Bretagne (- 2,4 %), la France limitant les dégâts (- 1,2 %).

Tout aussi inquiétant : la confiance des consommateurs est à son niveau plancher et leurs inquiétudes pour l'emploi restent très élevées. De quoi menacer une hypothétique relance. Les experts soulignent un ultime paramètre négatif : au cours des prochains trimestres, le taux de chômage de longue durée devrait croître "de manière significative".

Italie. Berlusconi régularise en masse des « sans-papiers » (29.07)

Le Figaro - 28.07

En Italie, 350 000 à 400 000 étrangers en situation irrégulière devraient sortir de la clandestinité pour des raisons économiques au cours des prochaines semaines.

Pour Elena, septembre marquera la fin de sa clandestinité en Italie. Cette Russe de 34 ans est employée comme garde-malade dans une famille romaine. Six jours sur sept, elle assure une permanence de tous les instants auprès d'un couple d'octogénaires qui ont perdu leur autonomie. Cela fait deux ans qu'elle se trouve à leur service. Avec l'entrée en vigueur, le 8 août prochain, de la nouvelle loi sur la sécurité qui durcit les conditions de séjour des immigrés et prévoit l'expulsion immédiate des clandestins, elle craignait de devoir rentrer dans son pays.

Comme Elena, de 350 000 à 400 000 domestiques et gardes-malades d'origine extracommunautaire devraient bénéficier de la régularisation « sélective » adoptée par la Chambre des députés. Le gouvernement évite de parler d'une « amnistie » au caractère général qui tomberait sous le coup du pacte européen sur l'immigration et le droit d'asile adopté l'an dernier sous la présidence française pour discipliner les flux migratoires dans l'Union.

L'initiative n'est pas comparable à la première amnistie décidée en 2002 par le deuxième gouvernement de Silvio Berlusconi juste avant l'entrée en vigueur de la première législation restrictive sur l'immigration, la loi Fini/Bossi. Près d'un million de clandestins en avaient profité.

De très nombreux emplois de gardes-malades

Elle ne ressemble pas non plus aux nombreuses « mesures d'assainissement » décidées entre 2006 et 2007 par le gouvernement de gauche présidé par Romano Prodi.

Cette régularisation répond à une exigence exprimée par la société civile, en premier lieu par les familles de la bonne bourgeoisie angoissées à l'idée de perdre leurs domestiques philippins, somaliens ou d'Europe de l'Est.

Carlo Giovanardi, secrétaire d'État à la Présidence du Conseil responsable de la famille, a le premier mis l'accent sur l'urgence de trouver une solution à un problème qui risquait de devenir un drame pour nombre de collaborateurs domestiques et un risque pour leurs employeurs, désormais passibles de prison pour employer un clandestin.

Dans un premier temps, la Ligue du Nord a cherché à s'opposer à cette régularisation. L'ineffable ministre de la Simplification des lois Roberto Calderoli, qui avait déjà provoqué en 2006 une vaste polémique internationale en arborant un tee-shirt reproduisant une caricature d'Allah devant les caméras de télévision, a créé un nouveau scandale en affirmant que la majorité de ces gardes-malades étaient en fait des « ouvrières du sexe et des courriers de la drogue » : « pas question de les régulariser. Qui travaille au noir en Italie doit repartir. »

Cette intransigeance n'a pas tenu longtemps face aux réalités du système économique. L'Italie est le pays d'Europe qui emploie le plus de gardes-malades. Pratiquement dix fois plus qu'en Angleterre.

La nouvelle loi met des garde-fous. Il appartiendra à l'employeur de régulariser son collaborateur domestique en versant 500 euros d'amende libératoire auprès de l'Institut national de prévoyance sociale (INPS, l'équivalent des Allocations familiales) au titre d'arriérés de contributions. Cet employeur devra déclarer au fisc un minimum de 20 000 euros de revenu par an s'il est célibataire et 25 000 s'il vit en famille. C'est un plafond élevé dans un pays où quatre Italiens sur cinq prétendent gagner moins. Quant à l'immigré, il devra séjourner en Italie depuis au moins trois mois. Enfin, la demande de régularisation devra être déposée en septembre auprès des préfectures de police.

L'INPS en attend un surcroît de contributions sociales évalué à 1,3 milliard d'euros d'ici à la fin 2012.

Les Verts allemands prêts à collaborer avec la CDU (30.07)

Reuters - 29.07

A deux mois des élections législatives en Allemagne, les Verts se disent ouverts à tout type de coalition pour revenir aux affaires nationales, y compris à une alliance a priori contre nature avec les conservateurs (CDU-CSU) de la chancelière Angela Merkel.

Dans un entretien accordé à Reuters, le chef de file du parti, Cem Özdemir, explique que l'objectif déclaré des Verts est de s'imposer comme la troisième force sur l'échiquier politique allemand derrière les conservateurs et les sociaux-démocrates (SPD).

"Nous voulons revenir au pouvoir. Nous voulons devenir le troisième parti du pays car cela nous ouvrirait des possibilités pour influencer le cours des événements après les élections et cela nous permettrait, au bout du compte, de participer à l'élaboration des politiques", dit-il.

Crédités de 12 à 13% des voix, les Verts sont actuellement quatrièmes dans les sondages, loin derrière les conservateurs (38%) et le SPD (23%) mais au coude à coude avec les libéraux du FDP (opposition de centre-droit).

Ils s'acheminent a priori vers un score bien plus élevé qu'en 2005, lorsqu'ils avaient récolté 8,1% après avoir passé sept années au pouvoir avec le SPD.

Conscients de n'avoir aucune chance de pouvoir reformer une coalition avec les sociaux-démocrates, les Verts lancent désormais des appels du pied aux conservateurs, leurs ennemis historiques.

"Vous ne pouvez pas vous lancer dans la bataille en disant : 'nous ne ferons rien avec personne'", explique Cem Özdemir. "C'est pourquoi notre objectif est de faire des Verts le parti le plus fort possible et de voir ensuite ce qu'il se passe."

DIVERGENCES SUR LA TURQUIE ET LE NUCLÉAIRE

Selon lui, les alliances nouées au niveau local avec la CDU sont la preuve que l'animosité des années 1980 - lorsque les conservateurs voyaient dans les écologistes de dangereux activistes - appartient au passé.

"Nous avons eu plusieurs coalitions CDU-Verts avec succès au niveau municipal et même au niveau du Land de Hambourg cela fonctionne bien."

Cem Özdemir, 43 ans, reconnaît toutefois des divergences de fond au niveau national : les deux partis sont en effet aux antipodes sur certains sujets cruciaux comme le nucléaire - les Verts veulent la fermeture des centrales d'ici 2020 - ou l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

"A cause de tout cela, je reste sceptique sur le fait que cela puisse fonctionner avec les conservateurs au niveau national", dit-il.

Cem Özdemir sait que les Verts, dont les idées séduisent de plus en plus, sont devenus attractifs pour les autres formations car "il sera compliqué de former une coalition dans un système à cinq partis où les deux principaux sont si faibles".

"Les Verts étaient autrefois considérés comme des 'amoureux des arbres'. Aujourd'hui, j'ai le sentiment que les autres partis et le secteur industriel se transforment en 'amoureux des Verts'", sourit-il.

Cem Özdemir, qui en tant que fils d'immigrés turcs est le premier représentant d'une minorité à diriger un parti allemand, ne se fait guère d'illusions sur la notoriété actuelle des Verts, conséquence directe selon lui des inquiétudes suscitées par le réchauffement climatique.

"J'aimerais penser que c'est parce que nous proposons de bonnes politiques mais ce n'est pas le cas. C'est parce que chacun réalise, après une analyse objective, que nous devons entrer dans une 'ère verte' pour sauver la planète. Ce sont des choses que l'industrie et même le président américain ont comprises aujourd'hui."

Il se réjouit de voir que les dirigeants d'entreprise qui "se moquaient des Verts adoptent maintenant ce que nous avons toujours dit très sérieusement".

Parmi les mesures simples qu'il promet d'appliquer si les Verts accèdent au pouvoir, Cem Özdemir évoque l'introduction d'une limitation de vitesse sur les autoroutes. Cela permettrait, selon lui, de réduire de 9% les émissions de gaz à effet de serre.

"Nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer plus longtemps chaque occasion de réduire les émissions de CO2", dit-il.

Grève au Niger contre la tenue d'un référendum (31.07)

Reuters - 30.07

Des travailleurs nigériens ont déclenché jeudi une grève de 48 heures à l'appel de sept centrales syndicales qui veulent contraindre le président Mamadou Tandja à renoncer à un référendum sur une nouvelle constitution qui lui permettrait de perpétuer son régime. Lire la suite l'article Le second quinquennat du président Tandja, 71 ans, s'achève le 22 décembre et il ne peut en briguer un troisième, aux termes de la Constitution de type semi-présidentiel en vigueur depuis 1999.

Il a convoqué les électeurs pour un référendum le 4 août afin de doter le pays d'une Constitution de type présidentiel qui lui accorderait aussi une transition sur trois années supplémentaires, en dépit d'une décision de la Cour constitutionnelle, juridiction suprême, qui a stipulé que le projet était contraire aux dispositions de la Loi fondamentale.

Le mot d'ordre de grève des centrales est motivé officiellement par des revendications salariales, mais il s'agit de contourner l'interdiction faite aux syndicats de lancer des actions à l'appui de revendications politiques, a expliqué Amadou Harouna, porte-parole de l'Intersyndicale des travailleurs du Niger, coalition des sept centrales qui, comme l'opposition politique, dénoncent "un coup d'Etat constitutionnel".

PLEINS POUVOIRS

Jeudi, le mot d'ordre a été partiellement suivi dans les administrations publiques et ignoré du secteur privé, en particulier des marchés et commerces, des banques et assurances, des transports collectifs et des entreprises.

"On ne peut lancer un mot d'ordre de grève et dire qu'il va réussir à cent pour cent, mais en tout cas, les ministères ont été affectés", a dit Amadou Harouna à la presse.

Le 23 juillet, la justice avait interdit une grève de 48 heures des travailleurs prévue pour les mêmes motifs, jugeant ces motifs illégaux.

Le chef de l'Etat nigérien, pour faire aboutir son projet de référendum, a dissous le parlement, seule institution à même de le poursuivre pour haute trahison, s'est adjugé les pleins pouvoirs en particulier ceux d'ordre législatif, et a remplacé les membres de la Cour constitutionnelle qui lui étaient hostiles.

Tandja affirme que les Nigériens souhaitent son maintien au pouvoir afin de mener plusieurs chantiers importants, entre autres un projet minier avec le français Areva qui fera du pays le deuxième producteur d'uranium à l'horizon 2012, un projet de raffinerie avec la Chine et de construction d'un barrage hydroélectrique avec les bailleurs de fonds.

Des critiques ont été émises à l'étranger mais le chef de l'Etat nigérien a dit qu'il ne céderait pas aux pressions ni aux menaces de sanctions économiques.

L'Union européenne a déjà annoncé la suspension d'une aide budgétaire.

Grande-Bretagne. Afghanistan : l'appel d'un déserteur à Gordon Brown (31.07)

Le Figaro - 30.07

Joe Glenton estime que les soldats britanniques, qui ont perdu 22 des leurs au cours du seul mois de juillet, sont utilisés par les États-Unis. Il reflète l'avis d'une part de plus en plus grande de l'opinion.

Accompagné par l'association pacifiste Stop the War, Joe Glenton a remis jeudi au 10 Downing Street une lettre expliquant sa décision de quitter les rangs de l'armée il y a deux ans. Âgé de 27 ans, le soldat de 1re classe du régiment du Royal Logistic Corp, qui sera traduit en cour martiale lundi pour avoir refusé de retourner servir en Afghanistan, s'adresse directement au premier ministre Gordon Brown. Sa

principale inquiétude, écrit-il, est que «le courage et la ténacité de ses camarades soient devenus des instruments de la politique étrangère américaine». Pour Joe Glenton, qui risque deux ans de prison, la cause n'est ni juste, ni bonne : «La guerre en Afghanistan ne réduit pas le risque terroriste et, loin d'améliorer la vie des Afghans, sème la mort et la désolation dans tout le pays. La Grande-Bretagne n'a rien à faire là-bas.» Le premier soldat à critiquer publiquement la guerre termine sa missive en demandant au premier ministre un retrait d'Afghanistan : «Je vous implore, Monsieur, de faire rentrer les soldats à la maison.»

Un souhait proféré par un nombre de plus en plus grand de Britanniques qui pleurent le retour des soldats, dont certains ont tout juste 18 ans, dans des cercueils recouverts de l'Union Jack, le drapeau du Royaume-Uni. Selon de récents sondages, 52 % des Britanniques sont désormais favorables à un retrait immédiat des troupes, et 58 % d'entre eux pensent que la guerre est vouée à l'échec. Pour l'association Stop the War, les chiffres parlent d'eux-mêmes et indiquent que «les militaires britanniques ont sous-estimé la force des adversaires en face d'eux lorsqu'ils ont lancé l'offensive ».

L'opération Griffon de Panthère contre les talibans a été meurtrière dans les rangs britanniques. En juillet, 22 «boys » ont péri, ce qui porte à 191 le nombre de morts depuis le début de la guerre. C'est aussi le mois qui a connu le plus fort taux de blessures, selon les chiffres du ministère de la Défense, le MoD.

Ne pas relâcher l'effort

Sur les deux seules premières semaines de juillet, 57 soldats ont été blessés, contre 46 en juin et 24 en mai. Un chirurgien de l'armée, le colonel Nigel Tai, a déclaré à la BBC qu'avec l'augmentation du nombre de morts et de blessés, «les temps étaient très durs pour les équipes soignantes militaires. C'est très difficile de voir de jeunes gens en bonne santé devoir subir de multiples amputations ».

La dénonciation par Joe Glenton de l'instrumentalisation des soldats par les États-Unis intervient au lendemain d'une conférence de presse tenue à Washington par le ministre des Affaires étrangères britannique, David Miliband, et la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton. Cette dernière a affirmé que les deux pays «continueraient à se serrer les coudes ». La Grande-Bretagne et les États-Unis se sont engagés à ne pas relâcher l'effort de guerre en Afghanistan, malgré le scepticisme dans leurs pays respectifs. David Miliband a estimé que l'Afghanistan avait été une sorte de couveuse pour les terroristes du 11 septembre 2001 et soutenu que les Britanniques le comprenaient.

Peine de mort: la Chine reste le pays qui exécute le plus, selon un rapport (31.07)

AP - 29.07

Le nombre de prisonniers exécutés dans le monde a baissé en 2008 et la Chine reste le pays qui applique le plus la peine de mort, souligne l'organisation de défense des droits de l'homme Hands Off Cain (HOC) dans un rapport publié mercredi.

Au moins 5.727 exécutions ont eu lieu dans le monde en 2008, contre 5.851 l'année précédente, selon le rapport. La peine de mort était en vigueur dans 46 pays l'an dernier, soit trois de moins qu'en 2007. Le Burundi et l'Ouzbékistan l'ont en effet abolie alors que la Sierra Leone, où aucune exécution n'a eu lieu depuis plus de dix ans, s'est rangée de facto dans le camp abolitionniste, précise HOC.

Selon le rapport, la Chine a été le théâtre d'au moins 5.000 exécutions l'an dernier, soit 87,3% du total. HOC précise que cette estimation se fonde sur des informations des médias et de groupes de défense des droits de l'Homme, le nombre exact des exécutions restant couvert par le secret en Chine.

Selon l'ONG, basée à Rome, l'Iran a exécuté au moins 346 personnes l'an dernier, contre 355 en 2007, et l'Arabie saoudite 102, contre 166 en 2007. A la date du 30 juin, les personnes exécutées dans les deux pays incluaient quatre mineurs en Iran et trois en Arabie saoudite, et ce en violation avec la Convention internationale des droits de l'enfant, souligne le rapport.

Un grand nombre d'exécutions étaient fondées sur des accusations de terrorisme en Afghanistan, Indonésie, Iran et Irak, note également HOC.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont exécuté 37 personnes l'an dernier, soit cinq de moins qu'en 2007, confirmant une tendance à la baisse observée depuis le pic de 98 exécutions enregistré dans le pays en 1999. Près de la moitié des exécutions aux Etats-Unis se sont déroulées au Texas.

Le rapport précise que 111 condamnations à mort ont été prononcées aux Etats-Unis l'an dernier, soit le chiffre le plus bas depuis le rétablissement de la peine capitale dans le pays en 1976.

HOC a décerné le titre d'"Abolitionniste de l'année" au gouverneur du Nouveau-Mexique Bill Richardson et à Gail Chasey, un élu de l'Etat,

pour leur rôle dans l'abolition de la peine de mort dans cet Etat américain en mars.

Vietnam. Le Vietnam toujours truffé de mines (01.08)

AP - 31.07

Plus d'un tiers des terres de six provinces centrales du Vietnam ont encore des mines terrestres et des bombes dans leur sol, selon une étude publiée vendredi.

Près de 35 ans après la fin de la guerre, les civils vietnamiens meurent ou sont blessés quotidiennement par des engins explosifs. Au total, plus de 42.000 personnes sont mortes depuis 1975 à cause de bombes ou de mines, selon le Vietnam.

Un étude réalisée par la Fondation américaine des vétérans du Vietnam et le ministère vietnamien de la Défense dresse un inventaire actualisé du nombre d'engins explosifs et de leur localisation dans une des provinces qui a connu les bombardements les plus intenses et les combats les plus violents pendant la guerre du Vietnam.

Ce projet américano-vietnamien, pour lequel les Etats-Unis ont contribué à hauteur de 2 millions de dollars (1,42 millions d'euros), prévoit également de déminer près de 1.354 hectares à travers 1.361 communautés de six provinces.

Mais la tâche reste titanesque. D'après le ministère vietnamien de la Défense, il y aurait environ 6,6 millions d'hectares de terres recelant des mines, a expliqué Thao Nguyen, directeur pour le Vietnam de la Fondation. "Le déminage est loin d'être fini."

L'ambassadeur des Etats-Unis Michael Michalak estime que cette étude permettra d'établir des priorités dans le travail futur de déminage. Les Etats-Unis ont versé 46 millions de dollars (32,6 millions d'euros) depuis 1989 pour le déminage du Vietnam, a-t-il affirmé.

L'étude, qui examine les provinces de Quang Tri, Quang Binh, Thua Thien Hue, Quang Ngai, Nghe An et Ha Tinh, montre que 34% des victimes ont été blessées en récupérant des engins n'ayant pas explosé pour les revendre au poids du métal, 27% en cultivant la terre ou en travaillant avec le troupeau, et 21% en jouant ou en bricolant les bombes.

Les provinces les plus contaminées sont celle de Quang Binh et celle, voisine, de Quang Tri, site de la zone démilitarisée pendant la guerre. Les mines et bombes ont tué ou blessé près de 7.000 personnes depuis la fin de la guerre dans la province de Quang Tri et 6.000 dans celle de Quang Binh.

Complément avec une dépêche de l'agence Reuters du même jour.

Au rythme actuel, les opérations de déminage et de suppression des pièces d'artillerie au Viêtnam pourraient durer encore 300 ans et coûter plus de 10 milliards de dollars, déclare un colonel de l'armée vietnamienne.

Le rapport précise que la présence de mines retarde aussi des projets d'infrastructure et bloque l'accès à des ressources naturelles.

Afghanistan. Les victimes civiles en hausse de 24% en Afghanistan, selon l'ONU (01.08)

AP - 31.07

Le nombre de victimes civiles du conflit afghan a augmenté de 24% depuis le début de l'année par rapport à la même période en 2008, a annoncé l'ONU vendredi.

Les attentats attribués aux talibans et les frappes aériennes des forces internationales sont les premières causes de cette augmentation.

Selon le rapport de l'ONU pour la première moitié de 2009, les attentats sont de plus en plus meurtriers, les talibans étant passés des bombes sur le bord des routes aux attentats kamikazes.

L'ONU attribue 595 décès de civils aux attaques de talibans et autres insurgés, et 310 aux opérations des forces gouvernementales et de la coalition internationale.

Le bilan total est de 1.013 civils tués, soit 24% de plus que pour les six premiers mois de 2008, et 58% supérieur à la même période en 2007.

Mai a été le mois le plus meurtrier pour la population, avec 261 morts, dont 81 tués par les forces afghanes ou internationales.

Chine. 1,6 milliard de Chinois d'ici 2030 (02.08)

Libération.fr - 01.08

En 1949, la République populaire de Chine comptait un peu plus de 500 millions d'habitants. En trente-cinq ans, la population a doublé, un baby-boom encouragé par Mao qui estimait que la force du pays était proportionnelle au nombre de ses habitants, usant de slogans tel que «Une bouche à nourrir, c'est deux bras pour travailler».

Puis, en 1979, avec l'ouverture, les autorités instaurent la politique de l'enfant unique, bouleversant la tradition de soutien familial par la descendance, sans qu'un système performant de retraite ne soit mis en place.

Aujourd'hui, le pays compte 1,345 milliard d'habitants, l'objectif étant de stabiliser la population à 1,6 milliard avant 2030, puis de la faire décroître progressivement. En 2050, selon l'ONU, un quart de la population aura plus de 60 ans.

Chine. Shanghai rompt le dogme de l'enfant unique (02.08)

Libération.fr - 01.08

A Shanghai, les responsables du planning familial ont lancé, il y a quelques jours, une campagne pour encourager les habitants à avoir deux enfants. Brochures d'information, «conseil» à domicile aux jeunes mariés, spots télévisés à l'appui : c'est la première fois dans le pays qu'on encourage activement les couples à procréer, depuis trente ans que la politique de l'enfant unique est en vigueur.

«Pas le temps». C'est que dans cette ville moderne et riche de vingt millions d'habitants, où jusqu'ici le planning familial avait été strictement appliqué, les gens font de moins en moins d'enfants et la population vieillit vite. Plus d'une personne sur cinq y est âgée de plus de 60 ans, et le nombre de retraités a crû deux fois plus vite que la moyenne nationale (lire ci-dessous). Avec l'amélioration du niveau de vie et le rythme urbain, à l'instar des pays occidentaux, de plus en plus de jeunes couples shanghaiens ne souhaitent pas avoir d'enfant. Ce sont les «Double income no kids», autrement dit les «double salaire, zero enfant». Dans la mégapole, 97 % des résidents de moins de 30 ans sont eux-mêmes des enfants uniques.

Chen Lian, jeune employée d'une société d'import-export, vit en couple mais ne veut ni se marier ni être mère. «La génération de mes parents trouvait cela bien d'avoir le plus d'enfants possible, c'était la tradition et c'était un besoin économique, mais, avec mon copain, nous préférons rester indépendants, on n'a pas vraiment le temps de s'occuper d'enfants.»

Avoir un second enfant est déjà permis par la loi dans certains cas : si les deux parents sont eux-mêmes des enfants uniques, si leur premier enfant est handicapé et, à la campagne, si c'est une fille. Mais aussi si les parents sont issus d'une minorité ethnique ou bien s'ils sont assez riches pour payer les amendes s'élevant à plus d'un an de salaire moyen... Plus développée, Shanghai bénéficie d'exceptions supplémentaires. Les parents divorcés ont par exemple le droit d'avoir un deuxième enfant avec leur nouveau conjoint, ainsi que les parents titulaires d'un doctorat. La politique de l'enfant unique est plus souple dans une ville où le niveau de vie et d'éducation est élevé, tandis qu'elle reste sévèrement appliquée dans les campagnes pauvres, avec de nombreux cas rapportés d'avortements et de stérilisations forcées.

«Mauvais signal». «Avoir deux enfants dans notre ville n'est pas un poids pour le pays, alors que ne pas en avoir menace notre système de sécurité sociale et accroît la pression sur les jeunes générations», a déclaré Xie Xingli, directeur du planning familial de la municipalité, qui réclame en outre la gratuité de la crèche et des aides à l'éducation pour un petit deuxième.

En décidant d'encourager les naissances, Shanghai a suscité de très vives réactions à travers le pays. Le très officiel China Daily a dénoncé cet arbitrage : «Shanghai se comporte comme si elle était une république indépendante. Encourager les naissances est un très mauvais signal lancé au pays, alors que les problèmes liés à un excès de population restent très graves.» Les autorités centrales, qui avaient donné leur aval, ont également pris leurs distances avec la campagne nataliste shanghaienne, considérant qu'une telle décision devait rester l'exception. Il y a quelques jours, elles déclaraient : «La politique de contrôle des naissances n'est pas remise en question et continuera à être strictement appliquée dans tout le pays pendant plusieurs décennies.»

Venezuela. Réforme du code électoral au Venezuela (02.08)

Reuters - 01.08

L'assemblée nationale vénézuélienne a adopté vendredi une réforme du code électoral, qui, estime l'opposition, va accroître les chances des partisans du président socialiste Hugo Chavez de remporter les législatives de l'année prochaine.

Hugo Chavez devrait signer le texte de loi dans les jours à venir. Cette réforme vise à donner au parti arrivé en tête plus de sièges que le pourcentage de voix qu'il a obtenu ne lui en donnerait proportionnellement. Elle permet en outre au Conseil électoral, contrôlé par le pouvoir, d'effectuer de nouveaux découpages électoraux, et ainsi, de réduire l'importance des fiefs de l'opposition.

Le Parti socialiste uni de Chavez domine actuellement l'assemblée nationale, où l'opposition ne détient qu'une poignée des 167 sièges.

La popularité de Hugo Chavez, qui est au pouvoir depuis plus d'une décennie, est tombée dans les sondages aux alentours de 50-54%, contre 64% au début de l'année. Et en 2008, les partis de l'opposition ont remporté cinq élections à des postes de gouverneur.

Pour les dirigeants de l'opposition, la nouvelle loi électorale est contraire à la Constitution et risque d'empêcher plusieurs petits partis d'obtenir des sièges à la prochaine assemblée en 2010.

Commentaire : à quand des sièges uniquement attribués au parti arrivé en tête ? Le spectre du parti unique.

Venezuela. Le gouvernement vénézuélien ferme 13 stations de radio (02.08)

Reuters - 01.08

Treize stations de radio vénézuéliennes ont cessé d'émettre sur ordre du gouvernement, qui prévoit d'en fermer 21 autres, toutes accusées de discréditer la politique du président Hugo Chavez.

Les partisans du chef de l'Etat disent avoir lancé une "guerre des médias" contre les stations de radio privées, très critiques envers Hugo Chavez.

Les adversaires du président dénoncent une atteinte à la liberté d'expression. "Ils interdisent tout espace à la dissidence au Venezuela", a déclaré William Echeverria, qui dirige le Conseil national des journalistes vénézuéliens.

Diosdado Cabello, ministre des Travaux publics dont dépend Conatel, la haute autorité de l'audiovisuel, a déclaré que certaines des radios étaient interdites parce qu'elles n'avaient pas renouvelé leur licence ou l'avaient transférée illégalement aux nouveaux propriétaires des stations.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1999, Hugo Chavez a cherché à contrebalancer le poids des radios et télévisions privées en créant de nouvelles stations publiques et des stations dirigées par des associations ou des communautés.

Malaisie. Plus de 5.000 manifestants défient les forces de l'ordre en Malaisie (02.08)

AP - 31.07

La police malaisienne a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser plus de 5.000 partisans de l'opposition, manifestant samedi à Kuala Lumpur contre une loi autorisant la détention sans jugement pour une période indéfinie.

Des dizaines de personnes ont été arrêtées qui cherchaient à participer à la manifestation, ont précisé des responsables de l'opposition.

Selon Lim Kit Siang, dirigeant du parti de l'Action démocratique, au moins 60 personnes ont été arrêtées devant la grande mosquée de la

capitale du pays, avant le départ du cortège, interdit par les autorités.

Les forces de l'ordre avaient dressé des barrages pour empêcher l'accès au centre ville, et des centaines de policiers anti-émeutes étaient déployés, ainsi que des camions équipés de canons à eau.

Les restaurants et magasins avaient baissé leurs rideaux, par crainte de débordements et de violences.

L'opposition cherche à pousser le gouvernement à suspendre cette Loi sur la Sécurité intérieure, qui permet de garder indéfiniment sous les verrous et sans jugement les personnes considérées comme des menaces pour la sécurité.

Les manifestants envisageaient de se rendre au palais royal pour remettre une pétition au roi.

Selon les militants des droits de l'homme, au moins 17 personnes sont détenues en vertu de ce texte, instauré sous la colonisation britannique. Ils considèrent qu'il permet d'emprisonner ceux qui critiquent le gouvernement et d'étouffer ainsi toute dissidence. Le gouvernement de son côté affirme que c'est un instrument nécessaire à la protection de la sécurité nationale.

Commentaire : très intéressant l'origine de cette loi...

Australie. En Australie, la trahison de l'ex-rocker écolo devenu ministre (03.08)

Le Monde - 01.08

Il y a encore deux ans, Peter Garrett était l'une des célébrités les plus populaires d'Australie. La rock star, chanteur du groupe Midnight Oil, s'était fait une réputation d'environmentaliste forcené, après des années à haranguer sur scène compagnies minières et pollueurs de tous poils. Mais depuis qu'il est entré dans le gouvernement travailliste, fin 2007, le ministre de l'environnement et de la culture est dans une position délicate. Et sa décision, il y a quelques jours, d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle mine d'uranium dans le sud du pays, pourrait marquer longtemps la mémoire de ses fans.

La mine de Four Mile, en Australie méridionale, devrait produire 1 400 tonnes d'oxyde d'uranium par an et permettre la création de 100 emplois à partir de 2010. Mais approuver son développement est un acte difficile pour le ministre, longtemps adversaire du nucléaire, qui a même consacré des chansons au sujet, dont la célèbre The Dead Heart. En 2007, Peter Garrett avait manifesté son opposition lorsque le parti travailliste avait décidé de changer de ligne et d'autoriser de nouvelles mines - tout en continuant de refuser le recours à l'énergie nucléaire.

Aujourd'hui, l'assurance donnée par M. Garrett que la mine de Four Mile sera la plus fiable au monde fait bondir ses anciens alliés. "La nappe phréatique va être polluée. Le ministre aurait pu exiger des conditions plus strictes, il aurait dû exiger un processus de réhabilitation du site", juge David Noonan, de l'Australian Conservation Foundation, organisation environnementale présidée durant dix ans par... Peter Garrett.

Poussé par les médias à expliquer son revirement, le ministre s'est justifié : "J'ai rejoint le parti travailliste, je suis devenu membre du gouvernement. Et j'ai dit à l'époque que j'accepterai, en tant que membre de l'équipe, les décisions du gouvernement."

"JOIES FACILES DE L'ADULATION"

Mais la mine s'ajoute à d'autres décisions controversées. "Il accepte les dossiers qu'on lui soumet", critique le sénateur vert Scott Ludlam, peu tendre vis-à-vis de celui que l'on surnommait le "géant vert". Peter Garrett, accusé par l'opposition - qui soutient l'exploitation de l'uranium - d'être un "phoney", un charlatan, est éreinté par la presse. Un groupe intitulé "Peter Garrett est l'homme le plus décevant d'Australie" s'est même créé sur le réseau social sur Internet Facebook.

Malgré tout, des fidèles continuent de le défendre. "Combien d'entre nous sacrifieraient les joies faciles de l'adulation pour la tâche décourageante qui attend celui qui travaille à l'intérieur du système ?", interroge la journaliste Annabel Crabb, dans le Sydney Morning Herald. "S'il ne pensait pas qu'il peut changer davantage les choses de l'intérieur que de l'extérieur, il aurait déjà démissionné. La nature même de la vie politique a amené ses fans à être déçus. Mais ils devraient être fiers que Peter reste en première ligne, malgré les coups portés à son image, pour défendre la planète", soutient Mark Dodshon, proche du ministre et auteur d'une biographie de Midnight Oil. Un argument que tous les fans ne semblent pas prêts à entendre.

Commentaire. Confirmation, l'écologie : une valeur... réactionnaire !

USA. Chômage : le «raz-de-marée» (04.08)

Libération.fr - 03.08

Des récessions, Henry Silverman, directeur de l'agence du chômage de Brooklyn, en a vu d'autres, cinq ou six depuis trente ans qu'il travaille dans ce bureau de l'Etat de New York. «Mais aucune n'a été aussi sévère et on n'a pas encore touché le fond», affirme-t-il. Si New York a longtemps résisté à la crise, la ville accuse désormais le coup. Et, ironie du sort, alors que Wall Street retrouve une partie de ses forces, avec les banques qui affichent des profits grâce au plan de sauvetage de l'Etat, le taux de chômage de juin a désormais rattrapé le taux national à 9,5 %, alors qu'il était de 5,4 % il y a un an.

Les nouveaux emplois promis par Barack Obama et son plan de relance économique sont encore bien rares. «Le raz-de-marée est terrible dans la finance, mais aussi dans le commerce de détail, la mode, l'édition», commente Silverman. Son agence voit défiler plus de 150 personnes par jour, contre moins d'une centaine il y a un an. «Les gens viennent surtout pour s'inscrire à l'assurance chômage, certains aux cours de formation, mais question placement, nous n'avons pas grand-chose à offrir à l'exception des secteurs de la santé et, curieusement, de la sécurité», poursuit-il.

«Soupes populaires». Dans la pièce principale, grande comme une salle de gym, qui compte une cinquantaine d'ordinateurs, pas trace pourtant des cols blancs de Wall Street. «Nous n'avons pas beaucoup d'emplois à plus de 500 000 dollars annuels à proposer, sourit Silverman. Non, sérieusement, ces gens n'ont pas besoin de nous, ils fonctionnent par réseaux, même si certains suivent nos cours de reconversion dans les professions de la santé. Il y a de nombreuses offres au niveau managérial.»

Les services de l'agence s'adressent avant tout aux ouvriers peu qualifiés. Beaucoup sont issus des minorités noires et latinos. «Ils vont souffrir longtemps, certains sont à la limite de l'illettrisme, plus de 40 % d'entre eux n'ont pas les bases minimales en informatique, les recaser va être difficile. Si nous ne pouvons pas nous substituer à l'école, nous offrons quelques cours d'informatique», explique Khalil Rashid, agent de placement. A peine 15 % des chômeurs passant par l'agence retrouvent un emploi, 30 % se contentent de boulots temporaires ou à temps partiel. «De quoi leur permettre de prolonger leur droit au chômage», commente Rashid.

Rosa Agnant fait partie de ces temporaires éternels. Licenciée il y a quatre ans d'un centre de service à la clientèle, elle va de job temporaire en job temporaire, souvent à temps partiel. «Je ne touche plus que 100 dollars [70 euros, ndlr] par semaine de l'assurance chômage et dans un mois, c'est fini», raconte cette femme d'une quarantaine d'années qui dit vivre de la générosité des amis qui l'hébergent. Pour la première fois de sa vie, elle touche les coupons alimentaires que l'Etat accorde aux indigents. Elle soupire : «J'ai essayé les soupes populaires, mais je ne peux pas manger que des conserves. Avec ces coupons j'ai au moins droit aux produits frais du marché.» Malgré tout, elle garde confiance. «J'ai profité de cette période de chômage pour me perfectionner, j'ai suivi des cours dans le secteur hôtelier. A New York, ça peut toujours servir.» En attendant, elle vend des filtres à eau de fabrication japonaise. Elle espère pouvoir développer la filiale new-yorkaise de cette entreprise qui teste le marché américain depuis peu. «Il y a de l'avenir, les gens sont de plus en plus sensibles aux questions environnementales.»

Miguel Arias, 41 ans, père de trois enfants, affiche le même optimisme, malgré sa situation précaire. Il a perdu son emploi de manutentionnaire dans une entreprise de toilettes portatives. «Ce n'est pas glamour, mais ça payait le loyer», dit-il avec un sourire résigné. Il a été licencié pour avoir osé demander le remboursement d'heures supplémentaires qui s'accumulaient. En retard sur le paiement de son loyer, il est désormais menacé d'expulsion. «Ce n'est pas avec les 330 dollars par semaine que je touche du chômage que je pourrai payer les 1 100 dollars de loyer et faire vivre ma famille.»

«Détresse». C'est là l'une des violences du système américain. Le chômage ne verse que la moitié du dernier salaire sur une moyenne de douze mois, mais au plus 405 dollars par semaine. Et les New-Yorkais peuvent encore s'estimer heureux. Plus social que d'autres, leur Etat offre une rallonge de vingt semaines aux vingt-six garanties par l'Etat fédéral. Dans certains Etats, rien n'est proposé en complément du paquet fédéral. Et encore, les vingt-six semaines sont un cadeau du plan de «stimulus économique» mis en place par Barack Obama. Avant cela, le maximum garanti par l'Etat n'était que de treize semaines.

«Nous voyons beaucoup de détresse», s'inquiète Khalil Rashid. «Les gens sont forcés de revoir leur mode de vie. Certains retournent vivre chez leurs parents à 40 ans passés, parfois avec leurs enfants.» Pour Miguel Arias, la décision est prise. Il quitte New York pour Louisville, Kentucky, dès qu'il aura passé son permis poids lourds. Il rayonne. Il vient d'apprendre que l'Etat de New York va l'aider à financer les 2 500 dollars que coûteront les leçons de conduite. «Dans le Kentucky, tout sera plus facile, un cousin y vit, tout y est moins cher. Et pour un routier, vivre à New York ou à Louisville, ça ne change rien.», dit-il.

Afghanistan. Pas d'opium, pas d'argent pour les villageois d'Afghanistan (09.08)

AP - 08.08

D'aussi loin que les habitants s'en souviennent dans ce coin perdu de l'Hindu Koush, on n'avait pas besoin d'argent: la devise servant aux échanges poussait chez tous les villageois, c'était l'opium.

Les enfants payaient leurs bonbons avec, les femmes le tissu ou l'huile. Même une visite chez le coiffeur pouvait se régler en opium.

Mais toute l'économie locale de Shahran (province du Badakshan) s'est effondrée l'année dernière, depuis que le gouvernement afghan applique de force l'interdiction de cultiver les fleurs de pavot. Privées de leur seule source de revenus, des communautés entières plongent dans la pauvreté.

L'opium était inextricablement intégré à la trame de la vie quotidienne, comme dans le financement de l'insurrection fondamentaliste. L'Afghanistan fournit 93% de l'opium mondial, qui est aussi l'une des principales sources de revenus des talibans. Dans les zones sous leur contrôle, la production bat toujours son plein, alors qu'elle a dégingolé dans les zones gouvernementales.

Il y a deux ans, l'opium, qui sert à la fabrication de l'héroïne, couvrait 0,2 million d'hectares. La récolte était estimée à environ quatre milliards de dollars (2,8 milliards d'euros) -la moitié du PIB de l'Afghanistan en 2007- dont un dixième tombait dans les poches des seigneurs de guerre locaux, talibans compris, selon l'Office de l'ONU contre la drogue et le crime (ONUDC).

Sous la pression internationale, Kaboul a redoublé ses efforts anti-droque. L'année dernière, la surface d'opium avait diminué d'un tiers, sans mettre à mal pour autant les finances des talibans: 98% de la production provient aujourd'hui de sept provinces seulement (sur 34), toutes sous contrôle total ou partiel des talibans.

Au Badakshan, l'opium était implanté depuis si longtemps qu'on raconte que Marco Polo y avait goûté, déjà, au XIIIe siècle. Mais l'année dernière, la production avait chuté de 95%.

Il y a deux ans, les villageois de Shahran ont décidé d'arrêter, le gouvernement menaçant de détruire les cultures et d'emprisonner les contrevenants.

Ils ont donc planté du blé, de l'orge, de la moutarde, des melons... cultures nécessitant beaucoup plus de soins que le très rustique pavot, qui fleurit sans guère d'eau ou d'engrais. Et, même là où la récolte a été correcte, ils disent qu'ils pourraient avoir gagné entre deux et dix fois plus avec le pavot.

"Vous voyez ce champ de moutarde? Ca fait vivre ma famille un mois", raconte Abdul Saboor, 25 ans. "Quand on plantait l'opium sur ce champ, ça couvrait nos dépenses pour un an".

Les commerçants souffrent aussi. Abdul Ahmed fait parti de la quarantaine à ne pas avoir quitté le bazar, qui comptait autrefois 400 échoppes: "nous ouvrons le matin et repartons le soir. Personne n'achète rien. Il n'y a plus d'argent dans ce village. L'opium était notre seul revenu".

Du coup, c'est l'exode vers l'Iran voisin, où les villageois vendent leur force de travail comme journaliers. Ceux qui restent s'endettent, pour acheter des produits de base comme l'huile et le riz, des graines et de l'engrais, louer des ânes pour apporter leur blé au marché...

Abdulhamid, 55 ans, va revenir à l'opium si personne ne l'aide: aucun de ses champs n'est irrigué, le blé n'y pousse pas. "Nous sommes plus pauvres de jour en jour. Que dois-je faire? Tuer mes enfants pour ne plus avoir à les nourrir?"

Des subventions, il y en a. Le Badakshan reçoit un millier de dollars pour chaque hectare sauvé du pavot, soit dix millions de dollars cette année. Qui financent la construction de trois dispensaires, trois écoles, la reconstruction de six ponts effondrés... Des travaux d'infrastructure qui ne vont pas nourrir leurs enfants, grognent les paysans.

L'opium a été remplacé par la pauvreté et la colère, alimentant peut-être aussi le terrorisme: la province de Nangahar, débarrassée du pavot en 2008 et montrée en exemple, a connu une forte augmentation de l'extrémisme, selon une étude de David Mansfield, consultant spécialisé pour l'ONU et la Banque mondiale. En avril, la province a renoncé à contrôler les mouvements de forces anti-gouvernementales sur sa frontière avec le Pakistan. En octobre suivant, il y avait des checkpoints talibans dans la province...

Et la répression dans le nord ne stoppe pas le flux d'opium et d'argent dans le Sud, fief taliban: dans la province de Zaboul, d'où est originaire le mollah Omar, la production a augmenté de 45% l'année dernière.

Quant à celle de Helmand, autre bastion taliban, elle a tellement produit d'opium en 2008 qu'elle est rien qu'à elle seule premier producteur mondial, selon Gretchen Peters, auteur d'un ouvrage sur le financement des talibans par la drogue.

En revanche, au Badakshan, les destructions vont bon train. Même si nombreux ont, comme Zainuddin, chef de la sécurité du district de Darayim, le coeur brisé en arrachant les pavots: "je sais que ces gens sont pauvres et que je leur enlève la seule chose qu'ils ont".

Nasrullah, 35 ans, a bien essayé la discrétion: il a planté trois petits carrés de pavots blancs et violets au milieu d'une grande colline de blé, espérant que les fleurs illégales passeraient inaperçues sous les gerbes céréalières.

L'autre matin, il regardait neuf policiers détruire ses plantations. "Je n'ai pas planté ça pour le plaisir, mais pour nourrir ma famille. Tout le reste ne vaut rien", soupirait-il en balayant du geste sa colline de blé. "Je n'ai plus le choix qu'entre me tuer ou quitter le pays".

Russie. Assassinat d'un journaliste au Daghestan (12.08)

AP - 11.08

Un journaliste a été assassiné au Daghestan, a annoncé mardi le ministère de l'Intérieur de cette république située dans la région russe très troublée du Nord-Caucase (sud de la Russie).

Selon un porte-parole du ministère, le journaliste, Malik Akhmedilov, a été retrouvé mort mardi dans sa voiture, abattu d'une balle dans la tête.

Les assassinats de journalistes et militants des droits de l'homme se multiplient dans le Nord-Caucase, comprenant la Tchétchénie. La dirigeante de l'ONG "Sauvons la Génération", Zarema Sadoulaïeva, et son mari ont été retrouvés assassinés mardi près de la capitale tchétchène Grozny, au lendemain de leur enlèvement par des inconnus.

"La situation des défenseurs des droits de l'homme en Tchétchénie et dans toute la région du Caucase du Nord devient insoutenable. La menace qui pèse sur ces militants ne peut plus être tolérée dans un Etat membre du Conseil de l'Europe. Nous comptons demander à l'Assemblée de se saisir de cette affaire au plus vite", a commenté mardi le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Lluís Maria de Puig.

Le 15 juillet, la militante de l'organisation de défense des droits de l'homme Memorial Natalia Estemirova, qui enquêtait sur les enlèvements, exécutions et assassinats de masse en Tchétchénie, a été enlevée en plein Grozny. Elle a été retrouvée morte avec deux balles dans la tête sur le bord d'une route en Ingouchie, la république voisine, quelques heures plus tard.

Les défenseurs des droits de l'homme ont mis en cause les forces de sécurité du président tchétchène pro-russe Ramzan Kadirov, également montrées du doigt pour de nombreuses exactions commises dans la république, ainsi qu'après l'assassinat de la journaliste d'opposition Anna Politkovskaïa à Moscou en 2006.

"Notre appel aux autorités suite à l'assassinat de Natalia Estemirova, le mois dernier, est resté lettre morte. Les auteurs de ces crimes doivent être retrouvés et traduits en justice. L'illégalité et l'impunité en Tchétchénie et dans toute la région du Caucase du Nord doivent être combattues: il y va de la crédibilité et de la responsabilité des autorités", a souligné l'APCE.

L'Algérie décale son week-end pour faire face à la crise (14.08)

lefigaro.fr - 13.08

Marche arrière. Plus de trente ans après avoir fixé au jeudi et vendredi le repos hebdomadaire obligatoire pour se démarquer des pays occidentaux, l'Algérie décale son week-end. A partir de cette semaine, le repos obligatoire devra être observé le vendredi et le samedi. Une mesure décrétée en Conseil des ministres le mois dernier pour adapter l'économie du pays à celles des pays occidentaux, et en particulier de l'Union européenne, avec qui l'Algérie a réalisé plus de la moitié de ses échanges en 2008.

En pleine crise mondiale, la Banque mondiale estimait que le manque à gagner représenté par ce décalage de week-end s'élevait à 1,2 point de croissance annuelle du PIB. Une étude de la Société financière internationale (SFI) chiffrait même à 600 millions de dollars le manque à gagner annuel. Sans remettre en question le repos du vendredi - jour de grand prière chez les musulmans -, le gouvernement algérien espère que ce nouveau week-end «semi-universel» concourra à relancer son économie.

«Un signe d'ouverture de l'Algérie vers l'économie mondiale»

Réclamée de longue date par le patronat algérien et déjà adoptée depuis de nombreux mois par les banques, les assurances et plusieurs groupes privés tels que ArcelorMittal ou Air Liquide, la mesure a d'ores et déjà été largement saluée par les chefs d'entreprise, algériens mais aussi étrangers. «C'est un premier signe d'ouverture de l'Algérie vers l'économie mondiale», se réjouit Anthony Bouthelier, président du Conseil français des investisseurs en Afrique, interrogé jeudi dans Le Parisien.

En passant au repos hebdomadaire semi-universel, l'Algérie quitte un groupe de pays tels que la Libye et l'Arabie Saoudite - où le week-end est toujours observé le jeudi et le vendredi -, et rejoint des pays comme la Jordanie et les Emirats arabes unis. Mais plusieurs observateurs estiment que la décision du gouvernement algérien pourrait n'être qu'une première étape vers le passage au week-end universel (samedi et dimanche). Un pas déjà franchi par nombre de pays musulmans, comme le Maroc, la Tunisie, le Liban ou la Syrie.

L'armée américaine s'incruste en Colombie (14.08)

libération.fr - 13.08

Depuis qu'elle a accepté de mettre à la disposition des Etats-Unis cinq à sept de ses bases militaires pour lutter, officiellement, contre «le narcotrafic, le terrorisme et d'autres délits», la Colombie a suscité la colère de ses voisins sud-américains et une guéguerre de petites phrases à travers tout le continent.

La fermeture, le mois dernier, de la base américaine de Manta, en Equateur, devait marquer la fin de la présence militaire de Washington en Amérique du Sud. C'était sans compter sur Bogotá, qui négocie actuellement un accord de coopération militaire avec les Etats-Unis visant à renforcer le très controversé «plan Colombie», en vigueur depuis 1999.

«Incursion». Ce vaste programme, financé par Washington, prévoit une aide militaire et l'entraînement de soldats et policiers dans la lutte contre les narcotrafiquants et la guérilla marxiste des Farc. La nouvelle mouture du plan Colombie ouvrirait la porte à l'installation de troupes américaines dans le pays, qui mettrait à disposition de l'US Army des bases navales et aériennes. Un casus belli pour plusieurs pays de la région, à commencer par le Venezuela de Hugo Chávez.

Depuis un mois, le ton ne cesse de monter entre Bogotá et Caracas. Dimanche, le président vénézuélien a demandé au peuple et à l'armée de se tenir «prêts au combat», alors qu'il dénonçait une «une incursion de soldats (colombiens) en territoire vénézuélien». En représailles, il a annoncé l'arrêt de la fourniture à la Colombie de pétrole au tarif actuel, privilégié. Bogotá a formellement démenti toute incursion.

Au-delà de la dramatisation entretenue par Chávez, peut-être destinée à détourner l'attention internationale de son projet de «loi spéciale contre les délits médiatiques», d'autres dirigeants régionaux n'ont pas caché leurs inquiétudes. Le ministre équatorien des Affaires étrangères a estimé dimanche que cette décision risquait de déclencher «une course aux armements», tandis que la Bolivie, le Nicaragua et le Chili ont fait part de leur vive préoccupation. Seuls le Brésil et le Pérou ont appelé à respecter une décision souveraine de la Colombie.

Tournée. Le président colombien, Alvaro Uribe, a entamé la semaine dernière une tournée «explicative», sans réussir à calmer les inquiétudes de ses pairs. Isolé et critiqué, Uribe ne s'est pas rendu, lundi, au sommet des présidents de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) à Quito, en Equateur. L'Unasur a décidé de convoquer un sommet extraordinaire sur ce sujet explosif, fin août en Argentine. Barack Obama pourrait y être invité, a suggéré le chef de l'Etat brésilien, Lula Da Silva.

La Belgique secouée par un scandale judiciaire (15.08)

lefigaro.fr - 14.08

La Belgique est-elle à l'aube d'un scandale judiciaire sans précédent ? C'est en tout cas toute la justice belge qui vacille après les révélations du quotidien économique flamand De Tijd. Le journal rapporte dans son édition de jeudi que la police judiciaire soupçonne des hauts magistrats du royaume d'avoir mis en place un système de corruption et de faux en écriture. Elle accuse aussi le parquet de Bruxelles et celui de la Cour de cassation de vouloir entraver son enquête pour protéger ces magistrats, raison pour laquelle le ministre de la Justice a été directement saisi.

Ce dernier, Stefaan De Clerck, a confirmé jeudi «avoir reçu un courrier de la part de la police judiciaire fédérale de Bruxelles» et assuré «suivre attentivement le déroulement de ce dossier». «L'enquête étant en cours, aucune déclaration ne peut être faite», a précisé la porte-parole du ministre. Le chef de la police judiciaire, Glenn Audenaert, a de son côté confirmé au Soir la véracité des informations concernant le mécanisme de corruption à l'œuvre dans la magistrature. Et le système était bien rôdé.

Toute débute en 2004 par une perquisition chez un avocat, Robert Peeters, soupçonné de malversations. Ce dernier aurait exercé un chantage sur des hommes d'affaires, les menaçant de rendre public l'existence de leur argent noir. L'avocat aurait bénéficié pour ce chantage de l'aide systématique de juges et de conseillers à la cour d'appel. Ces derniers auraient, selon les enquêteurs, prononcé des jugements et des arrêts permettant d'envoyer des huissiers à ces entrepreneurs, afin de les mettre sous pression. Les magistrats et conseillers concernés auraient alors touché au passage de l'argent en remerciement de leur collaboration.

La présidente du tribunal de commerce de Bruxelles visée

Là où l'affaire prend une plus grande ampleur, c'est lorsqu'on apprend que l'un de ces juges est Francine de Tandt, actuelle présidente du tribunal de commerce de Bruxelles. Or, c'est cette magistrate qui avait, en novembre 2008, estimé justifiée, dans l'intérêt de toute l'économie du pays, la décision du gouvernement belge d'adosser le bancassureur Fortis à BNP Paribas, déboutant la plainte de milliers de petits actionnaires qui avaient vu fondre leurs investissements. Sa décision avait ensuite été cassée par la cour d'appel de Bruxelles, qui avait donné raison aux petits actionnaires, prolongeant la saga Fortis de plusieurs mois. La presse avait alors parlé de «Fortisgate» tant les conséquences politiques de l'affaire furent importantes.

Les répercussions que pourraient avoir aujourd'hui ce scandale judiciaire sont considérables. Si ce dossier, caché au public depuis des années, éclate au grand jour, «les conséquences pour la crédibilité de la magistrature seront incalculables», explique De Tijd.

Visée en premier lieu, Francine de Tandt a assuré au Standaard être l'enjeu d'une mise en scène et n'être au courant d'aucune des accusations portées contre elle. Robert Peeters, l'avocat suspecté de fraude, s'est lui aussi vertement défendu au micro de RTL.be : «C'est ridicule, ce sont des allégations qui arrangent bien certaines personnes, qui veulent mettre en cause des jugements que Mme De Tandt a rendus», explique-t-il. Selon lui, les décisions de justice prononcées par Francine De Tandt et qui n'ont pas fait l'objet d'appel, pourraient bénéficier d'une réouverture, si la présidente est reconnue coupable des faits aujourd'hui mis à l'instruction.

La révélation en décembre que des membres de cabinets ministériels avaient pris contact avec des magistrats impliqués dans les dossiers Fortis, tant en première instance qu'en appel, avait entraîné les démissions du premier ministre Yves Leterme et du ministre de la Justice, Jo Vandeurzen. En mars, une commission d'enquête parlementaire avait conclu qu'en agissant de la sorte, ces collaborateurs avaient bien «mis en péril» le principe de la séparation des pouvoirs entre le judiciaire et l'exécutif. Le terme de corruption n'avait toutefois jusqu'ici jamais été prononcé.

La gauche radicale allemande d'Oskar Lafontaine capte une partie de l'électorat populaire du SPD (18.08)

Le Monde - 17.08

Dans les interventions d'Oskar Lafontaine, il y a toujours cette envie d'en découdre. Sans que l'on sache vraiment ce qui compte le plus pour l'ancien patron des sociaux-démocrates (SPD), aujourd'hui chef de file de Die Linke, le parti de la gauche radicale allemande : remporter une bataille ou jouer les trouble-fête, à quelques semaines des élections législatives du 27 septembre.

Le revoilà qui bat les estrades électorales en Sarre, un petit Land de l'ouest de l'Allemagne, où il est candidat aux régionales du 30 août. Il a déjà dirigé cette région frontalière de la France entre 1985 et 1998 sous les couleurs du SPD. En troisième position, son parti y est aujourd'hui crédité de 18 % des voix, aux dépens de ses anciens camarades. Sans une alliance avec Die Linke, les sociaux-démocrates n'ont aucune chance de renverser l'actuel gouvernement du chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller.

Pour Oskar Lafontaine, la campagne régionale se confond avec celle des législatives. Tête de liste de son parti aux élections générales, il veut montrer qu'il est capable de servir d'aiguillon. A Sarrebruck, devant plusieurs centaines de sympathisants, le fougueux Sarrois cogne tous azimuts : contre la chancelière CDU, Angela Merkel, contre ses alliés "néolibéraux" du FDP avec lesquels elle voudrait former une coalition après les législatives, contre le SPD, bien sûr, à l'origine des dernières réformes du marché du travail. Il dénonce leurs "combines", leur complicité dans le démantèlement de l'Etat social.

Le trublion de la gauche allemande rappelle les promesses de Die Linke : la suppression de la retraite à 67 ans, une prolongation des allocations-chômage, un salaire horaire minimum à 10 euros, la gratuité des frais universitaires...

Celui qui se veut le héraut de la classe ouvrière affirme qu'il suffit de prendre l'argent où il se trouve : "Il faut davantage taxer les riches", lance-t-il en cette fin d'après-midi ensoleillée. Dans une ambiance de kermesse où bières et saucisses grillées sont distribuées en abondance "à des prix sociaux", le public applaudit, ravi, sa revendication d'un impôt sur la fortune. Il l'a baptisé "l'impôt des millionnaires".

En ces temps de crise économique, le "linkspartei" n'a pourtant plus le vent en poupe comme il y a un an. A l'époque troisième force politique du pays, le parti qui réunit depuis 2007 les héritiers des communistes de l'ex-RDA et les déçus de la social-démocratie est

aujourd'hui relégué à la dernière place dans les sondages, entre 9 % et 11 %, derrière le FDP et les Verts.

Mais pour le SPD, la capacité de nuisance d'Oskar Lafontaine est toujours grande. Car Die Linke chasse sur ses terres : les chômeurs, les retraités, les ouvriers sont leur clientèle commune. Incapables de trouver la parade, les sociaux-démocrates sont au plus bas dans les intentions de vote. Le dernier sondage Infratest-Dimap, publié le 13 août, les situe à 22 %.

"Sur les sujets essentiels, comme les questions sociales, le SPD a perdu son identité. Voilà pourquoi il est si faible", confie l'ancien ministre des finances de Gerhard Schröder qui avait quitté avec fracas, en 1999, ce parti devenu trop centriste à son goût. Depuis, jusque dans l'aile gauche du SPD, M. Lafontaine passe pour un inconsistant et un "populiste". Un traître aussi qui n'a cessé, pour remonter la pente, de vilipender ses anciens amis.

Reste un dilemme : en refusant à long terme de coopérer avec Die Linke, les sociaux-démocrates risquent de s'infliger une interminable cure d'opposition. Dans les Länder de l'ex-RDA, le SPD est certes prêt à s'allier avec les anciens communistes. La ville-Etat de Berlin est d'ailleurs gouvernée par une coalition dite rouge-rouge. Mais à l'Ouest, une collaboration entre les frères ennemis reste un tabou.

A moins que les élections en Sarre ne changent la donne. M. Lafontaine sait qu'il n'a presque aucune chance de s'y faire élire ministre-président. Mais il y reste fort populaire. Surnommé le Kumpel ("copain"), il aime déambuler dans les rues de Sarrebruck pour prouver que son aura est intacte. Très à l'aise sur ses terres, il serre des mains, tutoie, offre des photos Polaroid dédicacées. "Ici, on le surnomme toujours le Napoléon de la Sarre", s'amuse un militant.

Le chrétien-démocrate Peter Müller, dont la réélection n'est pas assurée, l'a une fois désigné comme son principal adversaire. Quant au candidat social-démocrate, Heiko Maas, il s'est dit prêt à négocier avec Die Linke en fonction des résultats du scrutin. "C'est un premier pas, dit M. Lafontaine. Le SPD doit nous considérer comme une option de pouvoir crédible." D'ici les législatives de 2013, peut-être...

Afghanistan: données sur la force de l'OTAN (19.08)

AP - 18.08

La Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN, qui a annoncé mardi la suspension de ses opérations militaires en Afghanistan le temps des élections, a été mise en place fin 2001 afin de protéger Kaboul et sa région dans un premier temps, puis tout le pays, et de faciliter l'émergence des institutions démocratiques aux côtés du gouvernement afghan.

L'opération est passée sous le contrôle de l'OTAN en 2003 et compte aujourd'hui quelque 64.500 militaires mis à disposition par 42 pays, dont les 28 membres de l'Alliance atlantique.

Voici les principales données chiffrées concernant l'ISAF:

Répartition par secteur:

- Commandement régional de Kaboul: 6.200 hommes environ

- Sud: 29.400

- Est: 19.000

- Nord: 5.600

- Ouest: 3.400

Composition par pays:

- Contingents des pays membres de l'OTAN:

Albanie: 140

Allemagne: 4.050

Belgique: 510

Bulgarie: 470

Canada: 2.800

Croatie: 295

Danemark: 700

Espagne: 780

Estonie: 150

Etats-Unis: 29.950

France: 3.250

Grande-Bretagne: 9.000

Grèce: 145

Hongrie: 310

Islande: 8

Italie: 2.795

Lettonie: 165

Lituanie: 200

Luxembourg: 9

Norvège: 485

Pays-Bas: 1.770

Pologne: 2.000

Portugal: 90

République tchèque: 340

Roumanie: 1.025

Slovaquie: 230

Slovénie: 80

Turquie: 730

- Contingents des pays non membres de l'OTAN:

Australie: 1.090

Autriche: 3

Azerbaïdjan: 90

Finlande: 110

Géorgie: 1

Irlande: 7

Jordanie: 7

Macédoine: 165

Nouvelle-Zélande: 160

Singapour: 8

Suède: 430

Ukraine: 10

Total: 64.500 environ

- août 2003: 5.581 hommes

- août 2004: 8.065

- juillet 2005: 9.685

- septembre 2006: 19.597

- novembre 2007: 31.267

- mars 2008: 47.332

- juin 2008: 52.700.

- juillet 2009: 64.500

Source: décompte au 23 juillet 2009, selon le site Web de l'ISAF.

Italie. La Ligue du Nord s'en prend aux symboles de l'unité italienne (20.08)

Le Monde - 19.08

Pour la Ligue du Nord, parti populiste et xénophobe allié de Silvio Berlusconi, le mois d'août n'est pas la morte-saison de la politique. Et Umberto Bossi, son président, fait feu de tout bois pour s'attirer les faveurs médiatiques. Lundi 17 août, le ministre de la réforme s'en est pris à l'hymne national italien dans lequel il voit le symbole de la prééminence de Rome, en soutenant que "personne n'(en) connaissait" les paroles.

Cet hymne, Fratelli d'Italia, est régulièrement pris à parti par les sympathisants de la Ligue qui lui préfèrent Va Pensiero tiré du Nabucco, de Verdi. En 2008, à pareille époque, M. Bossi avait été autrement plus direct en pointant un doigt d'honneur au moment où le texte dû au poète Goffredo Mameli (1847) évoque l'Italie, "esclave de Rome".

Cette offensive d'août vise également la langue italienne et son drapeau. M. Bossi a soutenu que l'étude des "dialectes régionaux" devait être obligatoire à l'école. Il a aussi déclaré vouloir soumettre une proposition de loi permettant de joindre, lors des manifestations officielles, des oriflammes régionales au drapeau tricolore. Un autre poids lourd de la Ligue, le ministre de l'agriculture Luca Zaia, a exigé que la RAI, la chaîne de télévision publique, produise davantage de "fictions régionales".

Autrefois ouvertement autonomiste, la Ligue du Nord milite aujourd'hui pour une conception fédéraliste de l'Italie dans laquelle le Nord, riche et puissant, laisserait le Sud à son sous-développement endémique. La réforme dite du "fédéralisme fiscal" (chaque région ne pouvant dépenser plus que ce qu'elle gagne) est une étape sur ce chemin.

La Ligue veut également porter, à la rentrée, un projet plus radical encore. Roberto Calderoli, le ministre de la simplification, a évoqué l'idée de "salaires différenciés" selon les régions en vertu du fait que le coût de la vie dans l'Italie du Sud serait moindre que dans l'Italie septentrionale.

Pour faire passer ce message, dénoncé comme "séparatiste" par l'opposition et une bonne partie de la droite et du centre, tout est bon pour remettre en cause l'unité de l'Italie à travers ses symboles (l'hymne, le drapeau, la langue), pour mieux s'attaquer au principe de la solidarité nationale, comme si le fossé entre le Nord et le Sud était un état de fait dont il serait préférable de s'accommoder plutôt que de chercher à le combler. Encore problématique, l'unité italienne fêtera ses 150 ans en 2011.

POLITIQUE SÉCURITAIRE

"Nous devons considérer les déclarations de Bossi comme des messages d'amour à ses électeurs", a voulu minimiser M. Berlusconi. Selon le Corriere della Sera, il aurait toutefois confié son inquiétude : "Pour gagner 0,2 % en Lombardie, Bossi est prêt à faire perdre 2 % à toute la majorité." L'analyse est juste, mais le président du Conseil est-il en mesure de contrecarrer les desseins de son allié, qui a doublé son résultat aux élections européennes de juin et qui croît dans les sondages, en particulier dans l'électorat populaire ?

La première année de son troisième mandat de président du Conseil est marquée de nombreuses concessions à la Ligue. On retrouve sa marque dans le durcissement de la politique sécuritaire, au travers de la création des "rondes citoyennes" et de l'institution d'un délit d'immigration clandestine.

Par-dessus tout, elle a su imposer l'agenda politique. En préemptant, en plein mois d'août, les thèmes du débat de la rentrée, la Ligue prend date. "L'hymne ne nous intéresse pas, a précisé ensuite M. Bossi. Ce qui compte pour nous, ce sont les salaires territoriaux."

L'influence grandissante de la Ligue provoque un malaise dans les rangs du Parti de la liberté (PDL, droite), présidé par M. Berlusconi. "Nous devons être la force entraînant de la coalition", insiste le ministre de la défense, Ignazio La Russa, un des coordinateurs du PDL. Le danger pour ce parti mastodonte issu de la fusion de Forza Italia et de l'Alliance nationale, se situe en Lombardie et en Vénétie où, avec ces mots d'ordre quasiment séparatistes, la Ligue espère bien devenir le premier parti lors des élections régionales de 2011.

Un parti en progression

Origine

Née en 1991 de la fusion de la Ligue lombarde et de la Ligue de Vénétie, la Ligue du Nord, dirigée par Umberto Bossi depuis sa création, est désormais le plus vieux parti politique italien.

Elus

Forte de 60 députés, 30 sénateurs, 4 ministres et 8 secrétaires d'Etat, elle a remporté plus de 8 % des suffrages aux élections générales d'avril 2008. En juin 2009, au scrutin européen, elle a obtenu plus de 10 % des voix (avec des pointes à plus de 30 % dans certaines villes), envoyant neuf députés à Strasbourg. Depuis les élections locales, elle dirige 13 provinces.

Objectifs

La Ligue du Nord compte devenir le premier parti en Lombardie et en Vénétie lors des élections régionales de 2011.

USA. La CIA a eu recours illégalement à une société privée contre Al-Qaida (21.08)

Slate.fr - 20.08

La CIA (Agence centrale de renseignements) a engagé en 2004 la société de sécurité privée Blackwater dans le cadre d'un programme secret visant à pister et assassiner des dirigeants d'Al-Qaida, révèle le New York Times dans son édition du 19 août. Blackwater a contribué à des missions d'organisation, d'entraînement et de surveillance dans ce programme qui a coûté plusieurs millions de dollars sans permettre la capture ou l'assassinat d'un seul activiste, rapporte le quotidien.

Blackwater qui a récemment changé de nom pour devenir Xe Services, a joué un rôle controversé en Irak et a été notamment vivement critiquée après une fusillade en 2007 en plein Bagdad qui avait coûté la vie à dix-sept civils irakiens. Depuis les dirigeants irakiens ont refusé d'accorder à Blackwater une licence pour opérer en tant que service de sécurité.

Selon les fonctionnaires cités par le New York Times, il n'y a jamais eu de contrat formel signé entre la CIA et Blackwater sur ce programme d'élimination, mais des accords individuels avec certains des responsables de Blackwater, à commencer par son fondateur, Erik D. Prince, un ancien des Navy Seals, une unité des forces spéciales de nageurs de combat de la marine américaine.

Le recours à une société extérieure pour un programme clandestin qui est hors-la-loi a contraint le directeur de la CIA, Leon Panetta, à avouer en juin au Congrès que l'agence avait dissimulé les détails de ce projet durant sept ans, rapporte le journal. Une commission parlementaire enquête actuellement sur les raisons pour lesquelles les parlementaires américains et les Commissions du renseignement du Sénat et de la Chambre des Représentants n'ont jamais été informés de ces faits.

En 1976, à la suite des tentatives ratées d'assassinat de Fidel Castro par la CIA, le président Gerald Ford avait signé un décret interdisant à la CIA de se livrer à des assassinats. Pour permettre à l'agence de contourner cette interdiction, l'administration Bush a pris le parti de considérer que tuer des membres d'une organisation qui avait attaqué les Etats-Unis comme Al-Qaida était assimilable à tuer des soldats ennemis au champ de bataille.

Dianne Feinstein, la sénatrice démocrate de Californie qui dirige la Commission sur le renseignement du Sénat, estime «qu'il est trop facile d'externaliser des tâches dont vous ne voulez pas accepter de prendre la responsabilité». D'autres démocrates laissent entendre que le «programme Blackwater» n'était qu'un parmi d'autres que l'administration Bush a caché au Congrès et au public.

Des officiels de la CIA justifient le programme comme une alternative aux frappes de missiles avec des drones qui ont tué de nombreux civils au cours des dernières années et ne peuvent pas être employées dans les zones urbaines où les terroristes se cachent, notamment au Pakistan.

Les villes scandinaves sont les plus chères du monde (21.08)

Le Monde - 20.08

Oslo, Copenhague, Zurich, Genève, New York et Tokyo sont les villes où la vie est la plus chère. Telle est la conclusion d'une enquête, publiée mercredi 19 août par UBS, comparant le pouvoir d'achat dans 73 villes. La banque suisse établit ce classement tous les trois ans en comparant le prix d'un panier de 122 biens et services.

Londres, qui était la deuxième ville la plus chère en 2006, chute de vingt places suite à l'effondrement de la livre sterling et se retrouve dans la moyenne de l'Europe de l'Ouest. La capitale britannique est dépassée par Paris, neuvième, et Lyon, dix-huitième. A l'autre extrémité, Kuala Lumpur, Manille, Delhi et Bombay sont les villes où la vie est la moins chère.

1 902 HEURES DE TRAVAIL PAR AN

Pour pallier les différences dans les habitudes de consommation d'un pays à l'autre, UBS calcule aussi pour chaque ville le temps de travail nécessaire pour s'offrir le fameux Big Mac de McDonald's. Pour la première fois, la banque a également utilisé comme étalon un produit non alimentaire : l'iPod Nano d'Apple (avec huit giga-octets de mémoire). A Zurich et à New York, un salarié peut s'offrir un iPod après neuf heures de travail, alors qu'il faut environ 20 jours de salaire à Bombay pour l'obtenir.

Autre enseignement : malgré l'élargissement à l'Est, l'écart de pouvoir d'achat entre l'Europe orientale et occidentale reste très marqué, proche de 35 %. Le salaire brut dans les métropoles d'Europe de l'Ouest est en moyenne plus de trois fois supérieur à celui pratiqué à l'Est. C'est en Bulgarie et en Roumanie que les rémunérations sont les plus faibles. Elles sont les plus élevées en Suisse, au Danemark et aux Etats-Unis.

La durée du travail ressort en moyenne à 1 902 heures par an dans les villes étudiées. C'est en Asie et au Proche-Orient qu'on s'investit le plus. Le Caire enregistre le temps de travail annuel le plus élevé (2 373 heures), devant Séoul (2 312). On passe le moins de temps au travail à Lyon et à Paris, avec 1 582 et 1 594 heures.

Suède. Le gouvernement suédois veut assouplir le marché du travail (23.08)

Le Monde - 21.08

Les Suédois vont devoir se retrousser les manches et redécouvrir des emplois délaissés. Tel est le message transmis par le premier ministre conservateur suédois, Fredrik Reinfeldt, alors que le marché du travail s'enfoncé dans la grisaille et connaît des dysfonctionnements.

Pour sa 99e visite hebdomadaire sur le terrain depuis son élection, à l'automne 2006, M. Reinfeldt avait choisi, mercredi 19 août, l'agence de l'emploi de Hanninge, dans la banlieue sud de Stockholm. Face aux responsables et employés de l'agence, le premier ministre écoute, prend des notes, donne son avis. Le ton est civil, chacun écoute l'autre. Mais pour le chef du gouvernement, la ligne est claire : "Différents types d'emplois doivent exister. Certains ont disparu de notre pays. Mais nous en avons besoin pour permettre, notamment aux jeunes, de mettre un pied dans le monde du travail."

Le choix est d'actualité, alors que les chiffres du chômage continuent de grimper. En juin, quelque 250 000 Suédois étaient officiellement au chômage, soit 9,8 % de la population active. C'est plus de 100 000 chômeurs supplémentaires en un an. Le chômage des jeunes a plus que doublé. A Hanninge, les offres d'emploi ont diminué de 40 % en un an.

Le budget de la Suède va se discuter dans les jours à venir, et l'Agence de l'emploi réclame plus de fonds. Ces dernières semaines, plusieurs rapports sont venus écorner l'image d'un système suédois qui fonctionnerait comme sur des roulements à billes.

La Confédération syndicale des cadres (TCO) a récemment rapporté que les indemnités de chômage, qui représentent officiellement 80 % du salaire, étaient dans les faits bien moins généreuses pour les salaires moyens à cause du plafond de remboursement. "Seul un salarié à temps complet sur quatre peut aujourd'hui prétendre à une indemnisation à hauteur de 80 % de son salaire antérieur", note Thomas Janson, expert des questions européennes de TCO.

Plus récemment encore, la Cour des comptes a épinglé l'Agence de l'emploi. Selon elle, les chômeurs doivent attendre trop longtemps le paiement de leurs allocations, et trop souvent de mauvais montants sont alloués sur des bases erronées.

En outre, la règle officielle selon laquelle les chômeurs doivent chercher du travail partout dans le pays et dans n'importe quelle branche n'est, dans la pratique, pas appliquée. "De fait, admet Annette Johansson, la directrice de l'Agence de l'emploi de Hanninge, il est très rare que l'on pousse les gens à déménager et qu'on les menace de leur retirer leurs allocations. La règle dit : si le temps de travail plus le temps de trajet est supérieur à douze heures, vous pouvez dire non à une proposition. Cela représente jusqu'à quatre heures par jour de transport. Demandez à n'importe quel Suédois, il vous dira que c'est inacceptable."

"C'est la passivité qui est dangereuse, explique M. Reinfeldt. Même en cette période de basse conjoncture, un million de gens ont changé d'emploi."

SYNDICATS SUR LE QUI-VIVE

La crise actuelle lui permet d'argumenter en prenant moins de gants en faveur d'une vieille idée. "Plus notre économie est développée, plus les emplois les plus simples disparaissent. Cela peut être bon pour la productivité, mais pas si cela va trop loin, déclare M. Reinfeldt au Monde. La mentalité "fais-le toi-même" est très importante dans ce pays. Beaucoup de Suédois bricoleurs pourraient faire (de cette capacité) de vrais emplois."

C'est ce que redoutent l'opposition de gauche et les syndicats depuis l'arrivée du gouvernement de centre droit au pouvoir en 2006 : un marché du travail à deux vitesses, une main-d'oeuvre non qualifiée que l'on peut payer moins cher sans avoir à toucher au droit du travail ni aux accords collectifs, défendus comme le Saint Graal par les centrales syndicales.

A un responsable de l'Agence qui juge souhaitable de pouvoir miser plus encore sur l'apprentissage des langues pour les immigrés, le premier ministre répond : pour certains types d'emplois, on n'a pas besoin de bien parler suédois. Les syndicats sont d'autant plus sur le qui-vive que les travailleurs étrangers se syndiquent rarement.

Or depuis deux ans, l'érosion syndicale se poursuit. Le taux de syndicalisation est passé, sur cette période, de 77 % à 71 %. C'est le problème des syndicats, répond M. Reinfeldt. Au début de son mandat, sa politique avait conduit à rendre plus chère l'adhésion aux syndicats et aux caisses de chômage, généralement gérées par les mêmes syndicats.

Etats-Unis : le taux de chômage "réel" atteindrait 16 % (27.08)

LEMONDE.FR avec AFP - 26.08

Le taux de chômage réel aux Etats-Unis atteint 16 % si l'on prend en compte les "travailleurs découragés" ayant cessé de chercher un emploi et ceux qui ne travaillent pas autant qu'ils le souhaiteraient, a déclaré mercredi 26 août Dennis Lockhart, un des responsables de la banque centrale (Fed) américaine.

"Si l'on prend en compte les gens qui voudraient un emploi mais ont cessé d'en chercher un [les travailleurs dits "découragés"] et ceux qui travaillent un nombre d'heures inférieur à ce qu'ils souhaiteraient, le taux de chômage passerait des 9,4 % officiels à 16 %", a déclaré M. Lockhart.

Bien que recensées, ces deux catégories de personnes ne sont pas comptabilisées dans la population active dans les données publiées chaque mois par le département du travail américain, chargé de déterminer le taux de chômage officiel, et échappent donc au décompte du nombre de chômeurs.

M. Lockhart, qui dirige l'antenne de la Réserve fédérale à Atlanta, en Géorgie, est le premier responsable de la banque centrale à reconnaître ainsi l'ampleur réelle du chômage. Il a par ailleurs jugé que le rythme de la reprise du marché de l'emploi risquait d'être "péniblement long".

Chine. Les conflits sociaux se multiplient en Chine (28.08)

Slate.fr - 27.08

Le drame est venu des décisions chinoises de restructurer la sidérurgie pour cause de surproduction d'acier. Chen Guojun venait d'être nommé PDG de Tonghua Iron steel, société d'Etat de la province du Jilin dans le Nord-est. Sa mission: préparer le rachat de cette aciérie par l'investisseur privé Jianlong steel. Très vite, il annonce le licenciement de 25.000 salariés sur 30.000. La colère se déchaîne dans l'entreprise à la fois contre la privatisation et contre les seulement 200 yuans d'indemnités mensuelles pour les futurs chômeurs. Le directeur, lui, touche 3 millions de yuans par an (312.000 euros). Le 24 juillet, une discussion dans son bureau s'envenime. Une foule de protestataires le frappe et empêche l'ambulance d'approcher lorsqu'il s'effondre. Quand il arrive enfin à l'hôpital, Chen Guojun est mort.

Aux pires moments de la révolution culturelle, quand Mao Zedong avait lancé le slogan «il est bon de se révolter», des directeurs d'usines qualifiés de «révisionnistes» avaient succombé sous les coups d'employés fanatisés. Dans la Chine d'aujourd'hui, au contraire, Hu Jintao souhaite que s'épanouisse une «société harmonieuse».

Des médias chinois n'ont pas caché la gravité de l'événement. Les internautes l'ont commenté en affirmant que «l'intérêt des ouvriers a été négligé» (sur le site Tianya) ou en félicitant les salariés d'avoir «osé défier l'inégalité sociale» (sur Wangyi). Difficile de trouver un blogueur qui plaigne le directeur de l'usine, comme s'il lui était reproché d'avoir été victime de sa propre maladresse.

Le 7 août, le gouvernement du Jilin nomme une nouvelle direction à Tonghua et annonce que le groupe Jianlong est «exclu à jamais» de toute future restructuration de l'aciérie. Pas d'allusion à d'éventuelles sanctions contre les meurtriers. Un parti pris ouvrieriste qu'explique Jean-Louis Rocca, directeur de l'atelier de Sociologie à l'université Tsinghua de Pékin. «La période des fermetures de grandes usines d'Etat est terminée depuis plusieurs années. La classe moyenne a pris une place centrale dans la société chinoise. Mais dans un pays qui se dit communiste, l'appareil d'Etat garde des liens historiques et culturels forts avec la classe ouvrière».

Un conflit social comparable va alors permettre d'afficher un autre mode de gestion. A Linzhou, dans le Henan, une aciérie d'Etat, là encore, a été vendue à un prix très bas (64 millions de dollars) et n'a offert que de faibles compensations aux travailleurs licenciés (1000 yuans par an). Le 12, ils sont un millier à occuper l'usine et prennent un cadre supérieur en otage. Les autorités régionales se rendent sur place. Leurs voitures sont renversées en protestation contre la coupure du téléphone décidée par la police!

Mais le dialogue s'instaure dès que les autorités admettent que les travailleurs auraient du être consultés sur la privatisation: «Les responsables de cette entreprise ont pris des décisions, déterminantes pour son destin, sans en faire délibérer l'assemblée générale des ouvriers, ce qui a provoqué la colère des ouvriers, qui ont choisi un moyen d'expression irrégulier» résume devant la presse le vice secrétaire du Parti Communiste du Henan.

La violence ouvrière s'illustre aussi chez les «mingong». Ces paysans, venus vers les villes pour travailler en usines ou dans le bâtiment, s'en prennent souvent à des petits patrons qui les exploitent. Mais ils sont dispersés et sans réelle force collective. Le désœuvrement de

beaucoup d'entre eux inquiète pourtant les autorités surtout dans le sud du pays où les entreprises travaillant à l'exportation ont réduit leurs activités ou fermé à cause de la crise internationale. Les «mingong» désirant rentrer dans leurs campagnes ont droit à des aides financières et des formations. Mais la plupart espèrent être embauchés dans la construction des infrastructures, routières, ferroviaires et autres, prévues par le plan de relance économique chinois.

A Pékin, nombre de sociologues ou juristes proches du gouvernement admettent le besoin urgent d'un vrai système de relation sociale en Chine. Les salariés n'imaginent pas être défendus par les syndicats officiels totalement affiliés au Parti communiste. Il arrive d'ailleurs que le parti ait tellement besoin d'interlocuteurs qu'il demande à des grévistes de désigner qui peut parler en leur nom. Ce qui a permis notamment de régler la grève des chauffeurs de taxi dans l'île de Hainan et à Chongqing en octobre 2008.

En 2007, le pays a officiellement connu 80.000 «incidents de masses», terme désignant les manifestations et émeutes. Pour 2008, ce serait 120.000. Ce sont des conflits d'inégale importance où interviennent parfois des avocats ou des associations locales d'entraides plus ou moins tolérés par les autorités. Pour l'essentiel, les différents se règlent au cas par cas. Ce qui n'incite pas le Parti unique au pouvoir à instituer de nouvelles formes de dialogue social. Sauf peut-être si la crise amplifiait les conflits.

Inde : Vague de suicides chez les paysans (28.08)

<http://fr.globalvoicesonline.org> - 26.08

L'Inde est le second pays au monde par sa population, de 1,2 milliards de personnes, et c'est encore un pays rural, puisque 70 % de celle-ci vit dans des villages. Plus de 450 millions d'Indiens (42 % de la population) vivent avec moins de 1,25 \$ par jour, sous le seuil de pauvreté reconnu au niveau international. Bien que l'agriculture ne produise que 28 % de la richesse nationale, elle représente plus de la moitié des emplois. Malheureusement, de plus en plus de paysans ont recours aux moyens les plus extrêmes pour échapper à l'endettement et à la pauvreté : des milliers d'entre eux se suicident chaque année, et ce depuis longtemps.

Devinder Sharma, un analyste des politiques alimentaires et commerciales vivant en Inde, écrit sur le blog Ground Reality (Réalité du terrain) :

60 paysans se sont suicidés [dans l'état d'Andhra Pradesh] en juillet [2009]. Et au 10 août, 16 autres ont mis fin à leurs jours. Qu'un tel drame mortifère continue de se produire dans les campagnes malgré toutes les commissions et les mesures d'aide en dit beaucoup sur l'apathie criminelle qui prévaut parmi l'élite urbaine et les décideurs politiques. Ce qui est tragique est que personne n'a franchement envie de s'attaquer aux causes qui produisent ces souffrances humaines sans fin.

Pourquoi ces paysans se suicident-ils ? La journaliste indépendante Nita J. Kulkarni l'explique sur son blog A Wide Angle View of India (L'Inde vue grand angle) :

Les paysans tombent dans l'endettement à cause d'un ensemble de coûts d'exploitation élevés, les semences hybrides (soit disant à haut rendement) et les pesticides vendus par les multinationales ayant un prix exorbitant, alors que leur production ne se vend pas à un bon prix, en partie à cause des importations. La sécheresse s'est ajoutée à leurs malheurs. L'irrigation est trop coûteuse pour ces paysans, et le gouvernement ne les a pas aidés.

Sur son blog My Thoughts (Ce que je pense), S Gupta critique l'inefficacité de l'organisation des secours publics, face à la sécheresse de l'été 2009, en affirmant que la distribution directe de nourriture va à l'encontre de la dignité de beaucoup, qui préfèrent ne rien recevoir, et que d'autre part le riz et le blé de bonne qualité sont détournés et revendus au marché noir.

Sonia Faleiro, une journaliste et romancière indienne reconnue, explique comment les cultivateurs de coton de la région de Vidarbha, dans l'état du Maharashtra, sont enlisés dans l'endettement, en l'absence d'aide publique :

Une culture touchée par la maladie, ou bien l'achat malencontreux de fausses semences, par exemple, rendent un emprunt nécessaire. Seulement cinq pour cent des paysans peuvent emprunter auprès des coopératives ou des banques, [les autres en étant exclus] le plus souvent à cause d'un précédent défaut de remboursement. Ceux-là [les exclus du crédit bancaire] sont contraints de se retrouver entre les griffes d'usuriers, le plus souvent hostiles, qui arrachent environ 500 roupies d'intérêt tous les quatre mois pour 1 000 roupies empruntées.

Vikas, sur Asociación Prabhat, le blog d'une ONG espagnole et indienne qui soutient les efforts de développement dans les villages de régions oubliées de l'Inde, s'indigne de l'inaction du gouvernement et du manque d'intérêt des autres :

Si le gouvernement veut résoudre le problème des paysans, alors pourquoi les paysans ne reçoivent-ils pas des aides particulières après une sécheresse ou une inondation (le plus souvent dans l'état du Bihar). Pourquoi les paysans dans beaucoup de régions n'ont même pas un droit légal au crédit auprès des banques commerciales... Pourquoi personne ne parle de la malnutrition et de la faim qui touche une

grande partie de l'Inde (25 % des pauvres sous-alimentés du monde vivent en Inde) ?

Pourquoi les médias ne parlent-ils pas de ce lent massacre systématique des paysans dans beaucoup d'endroits en Inde ?

Je pense que l'Inde est trop occupée par son progrès économique et qu'elle ne veut que continuer à vivre dans son rêve où elle s'imagine se rapprocher des pays développés (et que les 25 % des pauvres du monde qui vivent en Inde n'existent pas).

La réalisatrice, enseignante et blogueuse indienne Harini Calamur s'indigne également du manque de couverture médiatique des souffrances des paysans qui ont recours au suicide, en le comparant à l'importante couverture médiatique des célébrités :

Le jour où Shahrukh Khan a été arrêté pendant deux heures [...] 21 paysans se sont suicidés en Andhra Pradesh parce qu'ils ne pouvaient rembourser leurs dettes.

Mais les suicides des paysans ne sont pas sponsorisés, ils ne font pas monter l'audience et ils ne sont absolument pas propices aux vociférations improvisées de nos estimés « journalistes ».

Himanshu Rai, expert en informatique et blogueur, souligne également la sélectivité des Indiens devant les problèmes :

Les disparités croissantes entre les campagnes et les villes engendrent un grand vide dans le modèle de développement. Ce qu'il y a d'ironique est que personne ne se soucie plus des pauvres, ni du besoin d'un changement réel.

La classe moyenne urbaine, qui représente moins de 5 % de la population, bénéficie d'une couverture médiatique disproportionnée. Les suppressions d'emploi dans les compagnies aériennes deviennent un problème plus important que les suicides de masse des paysans dans notre pays.

Un rapport récent du Navdanya Trust, un groupe de pression indien en faveur de l'environnement, indiquait qu'il y a « plus d'affamés en Inde qu'en Afrique sub-saharienne », et que les plus affamés des indiens sont ses paysans.

Les paysans ont beau manifester, leur seule arme reste le suicide. Après quatre années de sécheresse, 5 000 paysans de l'état du Jharkhand ont conclu un pacte de suicide, en se plaignant que le gouvernement n'ait rien fait pour améliorer leur sort.

La philosophe et militante écologiste et féministe Vandana Shiva en rend responsable les transformations économiques négatives que subit l'agriculture et la mondialisation. Comme le taux de chômage dépasse les 7 %, les paysans ont peu d'opportunités de pouvoir changer de métier pour survivre.

Les réalisateurs amateurs Vibhu Mohunta et Ashish Dhadade ont réalisé Mitti, une courte vidéo [10 minutes] qui veut sensibiliser à la détresse des paysans indiens.

Le journaliste indien reconnu Palagummi Sainath écrit sur Counterpunch que la pauvreté et la faim augmentent rapidement chez les paysans indiens :

Des millions de petits paysans indiens sont des acheteurs nets de céréales. Ils ne parviennent pas à produire assez pour nourrir leur famille et doivent travailler sur les champs des autres et ailleurs pour boucher les trous. Comme ils doivent acheter ce dont ils manquent sur le marché, ils sont profondément affectés par les brusques hausses des prix alimentaires, comme il s'en est produit depuis 1991, qui ont été particulièrement brutales cette année. La faim est vraiment une réalité pour ceux qui produisent la nourriture. Il faut y ajouter le fait que la « disponibilité nette par personne » des céréales a fortement diminué depuis le début des réformes, de 510 grammes par Indien [par jour] en 1991 à 422 grammes vers 2005 (ce n'est pas une diminution de 88 grammes, c'est une diminution de 88 multipliée par 365 puis par un milliard d'Indiens). Comme le professeur Utsa Patnaik, le meilleur économiste indien s'agissant d'agriculture, l'a constamment souligné, une famille pauvre moyenne dispose actuellement d'environ 100 kg de moins que dix ans plus tôt.

Les paysans indiens pauvres connaîtront encore plus de problèmes si les nappes phréatiques ne sont pas gérées convenablement, comme l'explique le géologue Suvrata Kher. L'absence de mécanismes de crédit comme le microcrédit, et le manque de diversification des cultures, et d'autres sources de revenus, ne feront qu'accroître leurs difficultés. Ils sont pris dans le cycle de la pauvreté, et les calamités naturelles comme les sécheresses les plongent dans la détresse. L'économiste et environnementaliste Sanjeev Sanyal pense que l'Inde a besoin de repenser radicalement son agriculture pour arrêter ces morts.

USA. Aux Etats-Unis, le scandale des combats de clochards (28.08)

Libération - 27.08

On appelle cela des «bum fights». Littéralement, des «combats de clochards». Un phénomène violent et sordide, en nette expansion aux Etats-Unis, selon une association d'aide aux sans-abris. Le principe: inciter des SDF, pour quelques dollars ou packs de bières, à se battre entre eux, filmer les combats, et diffuser les vidéos sur Internet.

En 2008, 106 SDF ont été agressés gratuitement, dont 27 en sont morts, soit le chiffre le plus élevé depuis 2001, selon un rapport publié par la National Coalition for the Homeless (NCH). «Les SDF sont devenus une nouvelle minorité qu'il est toléré de haïr. Si cela arrivait à une autre minorité, il y aurait une protestation organisée», s'indigne Michael Stoops, directeur du NCH, cité par l'AFP.

En juillet, on comptait sur youtube près de 86.000 vidéos dégradantes sur des clochards, soit 15.000 de plus qu'un an plus tôt, selon un décompte du NCH. Pas moins de 5.700 vidéos -1.400 de plus qu'en avril 2008- montraient spécifiquement les «bum fights».

Durcissement de la législation

Si certains sans-abris acceptent de se prêter à ces humiliations, c'est parce qu'«ils sont alcooliques, psychologiquement perturbés et qu'ils n'ont pas d'argent», selon Michael Stoops. Par ailleurs, certaines victimes hésitent souvent à témoigner de ces actes auprès de la police. Les auteurs, eux, sont souvent des jeunes hommes, voire des adolescents.

Pour le New York Times, «une combinaison de facteurs a donné de l'ampleur au problème: la hausse du chômage et les saisies de logements poussent de plus en plus les gens dans la rue». Selon une autre association d'aide, la National Alliance to End Homelessness, près de 700.000 personnes dorment chaque nuit dans la rue ou en foyer aux Etats-Unis. Sur un an, on dénombre entre 2,5 et 3,5 millions de personnes qui ont subi ce sort au moins une fois.

Devant l'augmentation des violences, certains Etats, comme le Maryland (est) ou le Maine (nord-est), intègrent désormais les agressions contre des SDF dans leurs lois contre les crimes racistes ou discriminatoires. Washington, la Californie (ouest) et la Floride, l'Etat qui a connu le plus de violences avec une trentaine d'agressions de SDF, comptent faire de même.

Japon : défaite historique du PLD aux législatives (31.08)

Reuters - 30.08

Les électeurs japonais ont donné dimanche une victoire historique à l'opposition démocrate, écartant les conservateurs du pouvoir qu'ils dominaient depuis des décennies et confiant à un parti sans expérience gouvernementale la tâche de relancer une économie en berne.

Le succès du Parti démocrate du Japon (PDJ) de Yukio Hatoyama met fin à l'hégémonie du Parti libéral démocrate (PLD), qui gouvernait de façon quasi continue depuis 54 ans. Il débloque l'action parlementaire et ouvre la voie à une politique centrée sur la consommation, la réduction du gaspillage budgétaire et du poids des bureaucrates.

Mais le PDJ, qui doit encore faire ses preuves, aura peu de temps pour garder le soutien de l'électorat, qui s'inquiète de la hausse record du chômage et du vieillissement rapide de la société, qui alourdit les coûts de la sécurité sociale.

"Les gens sont aujourd'hui en colère contre la politique et la coalition au pouvoir. Nous avons bien senti qu'ils tenaient à voir changer leurs moyens d'existence et nous avons abordé ces élections pour provoquer un changement de gouvernement", a dit Yukio Hatoyama, qui est âgé de 62 ans.

Riche petit-fils d'un ancien Premier ministre, Hatoyama devrait présenter lundi une équipe de transition qui préparera la mise en place d'un nouveau gouvernement.

Selon les projections des médias, les démocrates pourraient obtenir les deux tiers des 480 sièges de la chambre basse. Les sondages d'opinion préalables au scrutin annonçaient une très lourde défaite du (PLD) du Premier ministre Taro Aso.

FIN DU SYSTÈME DE L'APRÈS-GUERRE

La déroute des conservateurs fait voler en éclats le partenariat formé par le PLD, la haute finance et les bureaucrates, qui transforma le Japon en poids lourd économique après sa défaite de 1945. Cette stratégie s'est embourbée avec l'éclatement de la "bulle" économique nippone à la fin des années 1980 et la croissance du pays stagne depuis lors.

"C'est la fin du système politique de l'après-guerre au Japon", selon Gerry Curtis, spécialiste du Japon à l'Université Columbia qui voit venir une période de "grande incertitude".

Les marchés financiers attendaient impatiemment la fin du blocage parlementaire qui freinait l'action politique depuis que l'opposition était devenue majoritaire à la chambre haute en 2007.

Selon les sondages sortie des urnes diffusés par les médias, le PDJ a obtenu environ 320 sièges à la Chambre des représentants, contre 115 sièges dans l'assemblée sortante. Le PLD est crédité d'un peu plus de 100 sièges (contre 300).

Le Premier ministre Taro Aso a dit endosser la responsabilité de la défaite, ajoutant que le PLD allait s'employer à lui désigner un successeur.

L'agence de presse nipponne Jiji fait état du plus mauvais score réalisé par le PLD depuis sa fondation en 1955. Une atmosphère lourde régnait au siège du parti, dont plusieurs représentants - y compris des ministres en place - ont été battus dans leurs circonscriptions.

La cote du PLD a chuté sous l'effet des scandales, des volte-face politiques et d'une incapacité apparente à traiter le problème grandissant du vieillissement de la population.

"Il va être très difficile au PJD de répartir les fonds correctement, mais je crois que nous devons leur donner une chance", déclare Yasuhiro Kumasawa, restaurateur de 38 ans. "Si ça ne marche pas, nous pouvons réélire le PLD dans quatre ans."

RÉORIENTATION DIPLOMATIQUE

Fondé en 1998 par des transfuges du PLD, d'anciens socialistes et de jeunes conservateurs, le Parti démocrate s'est engagé à concentrer les dépenses budgétaires sur les ménages. Il entend améliorer le pouvoir d'achat des ménages et favoriser la natalité via le versement d'allocations familiales.

Il tient aussi à réduire l'emprise des bureaucrates sur le pouvoir, beaucoup leur imputant l'échec des tentatives pour remettre à flot un système de retraites qui bat de l'aile.

"La question est de savoir ce que les démocrates peuvent réellement accomplir dans les cent premiers jours. S'ils forment un cabinet rapidement, cela apaisera les craintes du marché au sujet de leur capacité à gouverner", estime Koichi Haji, économiste à l'institut de recherches NLI de Tokyo.

"L'espoir de changement est si grand que la déception serait énorme si les démocrates ne produisaient pas de résultats."

Le PDJ souhaite aussi adopter une position diplomatique plus indépendante des Etats-Unis. "On regrettera sans doute plus le PLD à Washington qu'au Japon", déclare Michael Austin, de l'American Enterprise Institute établi à Washington.

Le parti d'opposition mise en outre sur de meilleures relations avec le reste de l'Asie, souvent affectées par les souvenirs des années de guerre.

Hatoyama a exprimé l'intention d'intégrer de petites formations politiques à une coalition gouvernementale.

Le nouveau gouvernement aura pour tâche de sortir le Japon de sa plus grave récession économique depuis 1945, alors que le chômage y a atteint en juillet un taux sans précédent (5,7%).

Allemagne. En baisse aux régionales allemandes, la CDU peut douter (31.08)

Reuters - 30.08

La gauche allemande est en mesure de prendre aux conservateurs les Länder de Sarre et de Thuringe après des scrutins régionaux dimanche qui pourraient marquer un tournant dans la campagne législative.

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel, en nette baisse dans ces deux Länder, sort légèrement affaiblie des élections locales où le Parti de la Gauche (Die Linke) progresse nettement.

Pour Angela Merkel, la bonne nouvelle vient de la forte progression des libéraux du FDP, avec lesquels elle espère diriger le pays après les élections du 27 septembre et ainsi se débarrasser du SPD, son partenaire actuel.

Des alliances Die Linke-SPD permettraient à la gauche de prendre le pouvoir en Sarre et en Thuringe mais la CDU, favorite des législatives dans les sondages, reste en tête partout.

La CDU conserve la Saxe, troisième Land concerné par ces élections, où elle est créditée de 40,5% selon les dernières projections contre 21% au Parti de la Gauche (Die Linke), et 10,1% au FDP comme au SPD.

La grande coalition CDU-SPD qui prévaut en Saxe et au niveau fédéral devrait être remplacée dans ce Land de l'est du pays par une alliance CDU-FDP.

COALITION "ROUGE-ROUGE" À L'OUEST ?

Dans la Thuringe voisine, la CDU obtiendrait 31,1%, en baisse de 11,9 points par rapport à 2004. A gauche, Die Linke (27,6%) devance le SPD (18,6%).

Les deux partis peuvent diriger l'état ensemble mais les sociaux-démocrates pourraient refuser de seconder Die Linke, qui critique fréquemment les positions du SPD, et choisir une alliance avec la CDU.

Dans le petit Land de Sarre, à la frontière française, la CDU aurait récolté 34,5% des voix (-13 points) selon des résultats partiels, contre 24,5% au SPD et 21,3% à Die Linke.

Une coalition entre les deux partis de gauche et les Verts (5,9%) devrait se dessiner dans les prochains jours.

Heiko Maas, le chef de file du SPD dans la Sarre, aurait préféré une alliance à trois avec les Verts et le FDP plutôt qu'un gouvernement "rouge-rouge-vert" avec Oskar Lafontaine, ancien président du SPD, ministre-président de Sarre entre 1985 et 1998 et candidat de Die Linke dans son Land de toujours.

Mais les résultats de Lafontaine le rendent incontournable et Heiko Maas doit se préparer à ce qu'aucun dirigeant du SPD n'a osé faire jusqu'ici en Allemagne de l'Ouest: gouverner avec Die Linke. Les deux partis sont déjà alliés à la tête de l'exécutif de Berlin.

En raison de la nécessité de bâtir des coalitions, les gouvernements locaux ne devraient pas être en place avant des semaines.

Frank-Walter Steinmeier, ministre des Affaires étrangères et chef de file du SPD aux législatives de septembre, s'est félicité de cette aide opportune dans une campagne jugée plutôt terne jusqu'ici.

"J'ai entendu à plusieurs reprises ces dernières semaines que l'élection fédérale était jouée. Cette soirée montre que c'était faux", a-t-il dit, radieux, au siège du parti à Berlin.

Frank-Walter Steinmeier a écarté l'hypothèse d'un gouvernement "rouge-rouge" au niveau fédéral en raison de désaccords majeurs sur les politiques étrangère et économique.

Mais dans des entretiens accordés ce week-end à des médias allemands, il a laissé ouverte la possibilité de conclure une telle alliance dans la Sarre.

"PAS BEAUCOUP D'ESPOIRS AU SPD"

Le SPD ne gouverne plus que cinq des seize Länder allemands contre onze en 1998. S'il en récupère un à l'issue de ces élections, ce sera une première depuis 2001, et Angela Merkel sera forcée d'adopter dans la dernière ligne droite de la campagne nationale un style offensif qu'elle affectionne peu.

Pour les chrétiens-démocrates, les mauvais souvenirs de 2002 et 2005 pourraient alors remonter à la surface. A chaque fois lors de ces deux derniers scrutins fédéraux, leur large avance dans l'opinion s'était dissoute dans les dernières semaines de campagne.

"La CDU demeure le parti le plus fort dans les trois états mais il a subi des pertes significatives", note Gerd Langguth, politiste à l'université de Bonn.

"Le SPD a de gros problèmes - en Saxe ils obtiennent de très mauvais résultats, et en Thuringe ils n'arrivent qu'en troisième position

derrière Die Linke, donc ces élections régionales ne donnent pas beaucoup d'espoirs au SPD."

"Le SPD a l'aura du vainqueur, ce dont ils auront besoin dans les prochaines semaines", dit à l'inverse Karl-Rudolf Korte, son homologue de l'université de Duisbourg-Essen.

"Le SPD attend ce coup de pouce depuis longtemps. Ce pourrait être un tournant dans la campagne électorale."

Israël. L'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert inculpé pour corruption (31.08)

AP - 30.08

Un an après sa démission en septembre 2008, l'ancien Premier ministre israélien Ehoud Olmert a été inculpé dimanche à Jérusalem de trois chefs de corruption, une première dans l'histoire de l'Etat hébreu.

Selon le dossier présenté par le bureau du procureur général Menahem Mazouz, M. Olmert, 63 ans, est inculpé pour avoir accepté illégalement des fonds d'un homme d'affaires américain, Morris Talansky, surfacturé des déplacements à l'étranger, d'abord comme maire de Jérusalem (1993-2003) puis comme ministre du Commerce et de l'Industrie (2005-2006), et d'avoir frauduleusement dissimulé des revenus. Ces faits sont antérieurs à son mandat de Premier ministre, à partir de 2006.

M. Olmert, qui a toujours protesté de son innocence, a présenté sa démission en septembre 2008 en raison de sa mise en cause dans plusieurs affaires de corruption. Il a quitté ses fonctions après la nomination de Benyamin Nétanyahou comme chef de gouvernement en mars 2009.

Ehoud Olmert a réagi dimanche en se déclarant dans un communiqué "convaincu de pouvoir prouver son innocence une fois pour toutes devant la justice". C'est la première fois en Israël qu'un ancien chef de gouvernement est inculpé.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr

Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Honduras. Vers une sortie de crise au Honduras (31.10)
- Ben Ali, Mugabe, Karimov... Le Top10 des dictateurs les mieux élus au monde (29.10)
- Guinée. Grève générale en Guinée un mois après le massacre du stade de Conakry (29.10)
- Afghanistan. Wali, le frère du président Karzaï, à la solde de la CIA (29.10)
- Israël accusé de priver d'eau les Palestiniens. (28.10)
- Afghanistan : un diplomate américain claque la porte. (28.10)
- Les partis européens d'extrême droite forment une alliance (25.10)
- Afghanistan: un second tour le 7 novembre pour sortir de l'impasse présidentielle (21.10)
- Inde. Deux articles sur l'Inde. (19.10)
- Mexique. Importante manifestation à Mexico contre la fermeture de la compagnie publique d'électricité (17.10)
- Espagne. Le Parlement espagnol limite la portée du principe de juridiction universelle (16.10)
- Allemagne. Les Verts allemands lorgnent à droite (15.10)
- Afrique du Sud. Nouvelles manifestations dans les townships sud-africains (14.10)
- Roumanie. Chute du gouvernement roumain après une motion de censure (14.10)
- Chine: boom de l'économie, explosion des déchets sociale (13.10)
- La Corée du Sud devra moderniser ses outils de protection sociale (13.10)
- Danemark. La 'flexicurité' danoise trouve ses limites dans un marché en berne (13.10)
- Mexique. Le gouvernement mexicain dissout la compagnie publique d'électricité (12.10)
- En Russie, des centaines de villes vont disparaître, victimes de la mono-industrie (11.10)
- G-B. Quand le premier ministre britannique offrait des millions de livres sterling au colonel Kadhafi (07.10)
- Guinée. Le chef de la junte en Guinée fustige la France (07.10)
- Et la Finlande découvrit la corruption... (06.10)
- G-B. Le groupe d'armement britannique BAE Systems inquiété pour corruption (06.10)
- L'Onu mise à l'index sur la fraude électorale en Afghanistan (06.10)
- La Grèce bascule à gauche (06.10)
- Italie. Le Parlement italien adopte une mesure d'amnistie fiscale controversée (06.10)
- Equateur: un mort et 49 blessés dans une manifestation d'Indiens (03.10)
- En Espagne, José Luis Rodriguez Zapatero recherche des alliés pour voter un budget de rigueur critiqué de toute part (01.10)
- La Chine va réduire son armée de terre de 700.000 hommes (01.10)

- "L'ensemble du socialisme européen se trouve en difficulté" (30.09)
- Honduras : le double jeu des Américains (30.09)
- Guinée. Au moins 58 manifestants tués dans des affrontements à Conakry (29.09)
- Portugal. Les socialistes remportent les élections législatives au Portugal (28.09)
- Autriche. Forte progression de l'extrême-droite autrichienne lors des régionales partielles (28.09)
- Allemagne. Deux articles sur les élections législatives. (28.09)
- Venezuela. Hugo Chavez appelle à la création d'un monde multipolaire (28.09)
- Allemagne. Sale ère du pauvre (26.09)
- Italie. La loi d'amnistie fiscale du gouvernement italien très critiquée (25.09)

- Allemagne. Ignorés, les jeunes Allemands se tournent vers les marges (25.09)
- Allemagne. Le 3e âge de plus en plus influent en Allemagne (25.09)
- Allemagne. Des syndicats allemands plus forts et plus indépendants (23.09)
- Honduras. Retour du président déchu Manuel Zelaya au Honduras (22.09)
- Suisse : manifestation "contre la crise et les pertes d'emplois" (20.09)
- Belgique. L'enquête judiciaire sur l'affaire Fortis atteint les plus hauts magistrats belges (19.09)
- Inde: vendre sa femme pour payer ses dettes (17.09)
- USA. Un syndicat appuie l'option "publique" du système santé d'Obama (14.09)
- En Allemagne, la gauche radicale s'impose dans la campagne électorale (12.09)
- Russie. Dimitri Medvedev s'en prend vivement à son propre pays (12.09)
- Birmanie. Total épinglé en Birmanie... et ailleurs (11.09)
- Vietnam. Agent orange: le Vietnam somme les États-Unis d'accélérer l'indemnisation des victimes (09.09)
- USA. Deux-tiers des armes vendues au monde sont américaines (08.09)
- Chili : Dictature Pinochet: mandats d'arrêt au Chili contre 129 anciens agents suspectés de meurtres (02.09)

Dictature Pinochet: mandats d'arrêt au Chili contre 129 anciens agents suspectés de meurtres (02.09)

AP - 01.09

Le juge chilien Victor Montiglio a ordonné mardi l'arrestation de 129 anciens agents de sécurité pour leurs liens dans la disparition de dissidents de gauche et le meurtre de responsables du parti communiste, pendant la dictature militaire d'Augusto Pinochet.

C'est la plus importante vague d'arrestations jamais organisée, concernant la "sale guerre" du général et ses violations des droits de l'Homme, de 1973 à 1990. "Nous enquêtons sur tous ceux qui ont participé à la privation de libertés des victimes", explique Victor Montiglio, ajoutant être beaucoup plus "proche de la fin" du processus.

Les personnes recherchées appartenaient à l'armée, à l'armée de l'air et à la police en uniforme. Ils travaillaient pour la police secrète DINA (Direction du renseignement national). Leurs crimes auraient été commis pendant l'opération Condor, l'opération Colombo et la "Street Conference" (du 30 avril au 6 mai 1976), au Chili et dans d'autres pays d'Amérique du Sud.

En 1973, le général Pinochet, au pouvoir jusqu'en 1990, renverse avec sa junte militaire le président marxiste élu Salvador Allende. Plusieurs tentatives ont eu lieu au Chili et ailleurs, pour juger le général avant sa mort, il y a deux ans, à l'âge de 91 ans. Sans succès.

Un rapport officiel parle de 3.197 opposants de gauche, tués pour leurs opinions politiques, certains tout simplement disparus, vraisemblablement enlevés, tués, puis enterrés dans des tombes anonymes, sans avoir pu adressé un seul mot à leurs proches.

En 2007 déjà, Victor Montiglio avait lancé des mandats d'arrêt contre 74 anciens agents de sécurité de la dictature militaire chilienne.

Deux-tiers des armes vendues au monde sont américaines. (08.09)

Le Figaro - 07.09

C'est un rapport du Congrès américain qui le dit. Les Etats-Unis ont confirmé en 2008 leur statut de premier marchand d'armes du monde. En dépit de la crise économique, Washington a ainsi signé des contrats d'armements équivalents à 37,8 milliards de dollars l'an dernier, contre 25,4 en 2007. Le tout alors que sur le plan international le marché des ventes d'armes a reculé de 7,6% à 55,2 milliards de dollars, selon ce rapport cité par le New York Times. Il s'agit du chiffre le plus bas depuis 2005, selon l'étude.

Les contrats d'armements américains représentaient 68,4% en 2008, soit les deux tiers du marché mondial des armes. Cette orientation à la hausse «doit être attribuée non seulement à d'importantes nouvelles commandes au Proche-Orient et en Asie, mais également à la poursuite de contrats significatifs de service d'équipements et de maintenance avec un nombre importants de clients américains dans le monde», souligne l'étude réalisée par le Congressional research service (CRS), un département de recherche dépendant du Congrès américain.

L'Italie, au deuxième rang

Les principaux clients de Washington sont les Emirats arabes unis, le Maroc et Taiwan. Des accords ont aussi été signés avec l'Inde, l'Irak, l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Corée du Sud ou le Brésil. Toujours selon cette étude, les Etats-Unis sont les plus gros fournisseurs des pays en développement. Ce seul marché représentait 42,2 milliards de dollars l'année dernière, en légère augmentation sur un an.

Selon l'étude, avec un montant de contrats d'armements équivalent à 3,7 milliards de dollars, l'Italie se place au deuxième rang en 2008, tandis que la Russie, avec des contrats estimés à 3,5 milliards de dollars - contre 10,8 milliards de dollars en 2007 - occupe la troisième place. Moscou conserve l'Inde et la Chine comme clients principaux dans les pays en développement mais s'intéresse de plus en plus aux pays d'Amérique centrale, le Venezuela en particulier. La France est troisième sur le seul critère des ventes d'armes aux pays en développement.

Agent orange: le Vietnam somme les États-Unis d'accélérer l'indemnisation des victimes (09.09)

AP - 08.09

Les autorités vietnamiennes ont exhorté mardi les États-Unis à accélérer l'indemnisation des victimes de l'agent orange, alors que débutait la 4e réunion annuelle sur la mise en œuvre du nettoyage des régions contaminées par l'herbicide toxique utilisé par les forces américaines pendant la guerre.

L'armée américaine a répandu l'agent orange dans la jungle pour priver les troupes vietnamiennes de la protection du sol. Le Vietnam estime entre 1 et 4 millions le nombre de ses citoyens en ayant subi les conséquences.

Jusqu'à-là, les efforts de nettoyage se sont concentrés sur l'aéroport de Danang, une ancienne base aérienne située dans le centre du pays. C'est là que les troupes américaines stockaient, mélangeaient et chargeaient l'agent orange dans leurs avions pendant la guerre du Vietnam.

Les deux parties ont d'ores et déjà pris des mesures provisoires pour contenir la dioxine, l'élément le plus toxique de l'agent orange, sur le site de Danang. Ils cherchent maintenant les moyens de l'extraire de la terre. Par ailleurs, les deux parties travaillent en collaboration pour aider les Vietnamiens handicapés dont les problèmes de santé pourraient être en rapport avec l'agent orange.

Le coût global de cette opération n'est pas encore connu.

Le gouvernement vietnamien estime qu'à lui seul le nettoyage de Danang et des deux autres sites les plus contaminés coûteraient l'équivalent de 58 millions de dollars (40 millions d'euros). Jusqu'à-là, Washington a provisionné 8 millions de dollars (5,5 millions d'euros) pour régler les problèmes environnementaux et sanitaires en rapport avec l'herbicide.

Les associations caritatives et les donateurs internationaux ont contribué au financement, mais la somme reste encore insuffisante.

Alors que s'ouvre la réunion annuelle, la partie vietnamienne souhaite que les États-Unis accélère le financement de l'aide aux handicapés, estimant qu'elle ne vient pas assez rapidement.

« Nous savons tous que l'exposition à la dioxine est la cause de grandes souffrances pour les victimes », a déclaré mardi Nguyen Xuan Cuong, vice-ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Le ministère des Anciens combattants fournit une allocation aux vétérans de la guerre du Vietnam exposés à l'agent orange, atteints par la suite de différents cancers. Mais les États-Unis soutiennent que des études scientifiques supplémentaires sont nécessaires pour comprendre le lien entre l'agent orange et les handicaps physiques dont souffrent les habitants des régions où il a été utilisé.

Selon les Vietnamiens, de nombreux bébés de soldats exposés sont nés avec des malformations congénitales graves.

Dans son discours d'ouverture, l'ambassadeur américain Michael Michalak a annoncé que les États-Unis avaient mis en place trois projets en faveur des handicapés vivant près de l'aéroport de Danang. « Nous ne faisons pas que parler. Nous travaillons ensemble sur des projets concrets », a-t-il fait valoir.

Après des années de mésentente, les deux parties ont commencé à collaborer sur ce dossier en 2006. Une étude menée conjointement à Danang a révélé que les niveaux de dioxine étaient 300 à 400 fois plus élevés que les limites internationales acceptées.

Total épinglé en Birmanie... et ailleurs (11.09)

Lexpress.fr - 10.09

Une ONG accuse Total et le groupe américain Chevron d'enrichir la junte birmane avec un projet gazier et pétrolier, et de dissimuler les exactions commises par les forces de sécurité sur les populations locales. Retour sur les accusations et les procès qui ont visé Total.

Earth Rights International (ERI), organisation non gouvernementale établie aux Etats-Unis, affirme dans deux rapports distincts révélés le 10 septembre 2009 que "le projet de gaz de Yadana de Total et Chevron a généré 4,83 milliards de dollars pour le régime birman". L'ONG dénonce les autorités birmanes de détourner une grande partie de cet argent qui reposerait dans des banques basées à Singapour et échapperait ainsi au budget national.

Total et la Birmanie

Dans les années 1990, Total a construit un gazoduc en Birmanie. Plusieurs plaintes de réfugiés birmans accusent le groupe français d'avoir utilisé des travailleurs forcés mis à sa disposition par la junte. En 2002, deux Birmans déposent une plainte en France contre Total. Ils sont représentés par William Bourdon, président de l'association Sherpa. Le groupe pétrolier entame alors des négociations en vue d'une indemnisation des dommages subis. En 2005, un accord est conclu entre Total, l'association et huit ressortissants birmans. Un non-lieu a été prononcé en 2006 par le tribunal de Nanterre.

Par ailleurs, en 2003, Bernard Kouchner a rédigé un rapport blanchissant la compagnie de l'usage de travail forcé.

En 2005 en Belgique, la cour constitutionnelle juge recevable l'action introduite en 2002 par quatre réfugiés birmans ; mais la Cour de cassation dessaisit la justice car les plaignants n'étaient pas belges. Depuis 2007, la justice belge a décidé d'instruire ces plaintes à l'encontre de la junte pour crimes contre l'humanité, et de Total pour complicité de ces crimes en vertu de la loi sur la "compétence universelle" pour crimes contre l'humanité.

Les comptes occultes

Dans les années 1990, Total aurait mis en place un système de commissions en Iran, en Irak, au Cameroun ou en Russie. Christophe de Margerie, directeur général de Total, a été mis en examen en 2007 pour "corruption d'agents publics étrangers et abus de biens sociaux" dans une enquête sur des malversations présumées en marge d'un contrat gazier avec l'Iran.

L'Erika et la marée noire

Total a été reconnu coupable de pollution maritime par le tribunal correctionnel de Paris le 16 janvier 2008 pour le naufrage en 1999 du pétrolier Erika et la marée noire qui s'en est suivie. Le groupe pétrolier ainsi que le propriétaire du navire ont été condamnés à verser 192 millions d'euros de réparation. Mais pour Total, "c'est une affaire qui à ce stade n'est ni gagnée, ni perdue". L'affaire doit être rejugée en appel.

Affaire "Pétrole contre nourriture"

Total a été accusé de verser des commissions lors de l'achat de pétrole brut à l'Irak. En 1995, l'ONU autorise l'Irak à vendre du pétrole dans le monde, et lui impose deux conditions: le produit de la transaction doit servir à acheter des biens d'équipement et de consommation pour la population. Deuxième condition, les 248 sociétés pétrolières agréées - dont Total - pour acheter du brut doivent mettre l'argent destiné à l'Irak sur un compte séquestre à la BNP Paribas de New York. Mais les autorités irakiennes allouent, via des sociétés-écrans, des coupons de barils de pétrole à des personnalités amies du régime.

Dans cette affaire, "pétrole contre nourriture", le parquet de Paris a requis le 4 septembre 2009 un non-lieu pour le patron de Total Christophe de Margerie et l'ancien ministre Charles Pasqua, allant à l'encontre du juge d'instruction qui les soupçonnait d'avoir contourné le programme onusien en Irak.

L'explosion de l'usine AZF

Le tribunal correctionnel de Toulouse a placé Total et son ex-PDG, Thierry Desmarest, au rang des prévenus du procès de l'explosion de l'usine AZF, qui a fait 31 morts en 2001. Le tribunal correctionnel de Toulouse rendra son jugement le 19 novembre 2009.

Affaire de corruption en Italie

En février 2009, le Nouvel Observateur révèle une enquête préliminaire sur des faits de "corruption" et des "appels d'offres truqués" menée en Italie contre Total. En décembre 2008, Lionel Levha, le patron de Total pour l'Italie, avait été interpellé avec quatorze autres personnes, soupçonnées d'avoir versé des pot-de-vin lors d'appels d'offre. La concession d'exploitation de Total Italie, situé en Basilicate, a été suspendue en février 2009 par la justice italienne.

Dimitri Medvedev s'en prend vivement à son propre pays (12.09)

AP - 11.09

Le président russe Dimitri Medvedev s'est livré vendredi à une critique acerbe de son propre pays, estimant notamment que la démocratie y était faible, l'économie seulement dépendante des matières premières, et l'Etat trop présent.

"Une économie inefficace, une sphère sociale à demi soviétique, une démocratie faible, des tendances démographiques négatives, et un Caucase instable. Ce sont de très gros problèmes, même pour un Etat tel que la Russie", écrit M. Medvedev dans une tribune publiée sur le site Internet du Kremlin et dans plusieurs quotidiens.

Le chef du Kremlin s'en prend également à la "dépendance humiliante aux matières premières" de la Russie, à "la présence excessive du gouvernement" dans la société et l'économie, et condamne "des siècles de corruption débilantes". Il appelle enfin à un système politique "ouvert, flexible et intérieurement complexe".

Pour les observateurs, cette critique acerbe de son propre pays peut être lue comme un moyen pour Dimitri Medvedev de se démarquer de son prédécesseur Vladimir Poutine, qui l'a pratiquement installé au Kremlin quand la Constitution l'a empêché d'effectuer un nouveau mandat. Aujourd'hui Premier ministre, Poutine a façonné à sa guise la Russie d'aujourd'hui et apparaît toujours comme celui qui prend les décisions dans le pays.

"Cela pourrait être interprété comme un signe de différence entre les programmes politiques de Poutine et de Medvedev", estime Masha Lipman, du groupe de réflexion Moscou Carnegie Center.

Les rumeurs de divisions entre les deux hommes circulent depuis plusieurs mois dans les sphères du pouvoir russe. Medvedev a notamment plusieurs fois souhaité une approche plus libérale de la politique en Russie et s'est déclaré favorable au démantèlement des grands groupes consolidés sous Poutine.

"Cet article illustre le fait qu'il y a deux factions" à la tête de l'Etat russe, selon Sergueï Markov, parlementaire pro-Kremlin et ancien analyste politique. "Une est pour le status quo, et l'autre privilégie la modernisation. Elles sont actuellement en lutte".

En Allemagne, la gauche radicale s'impose dans la campagne électorale (12.09)

Le Monde - 11.09

A moins de trois semaines des élections législatives allemandes, le sondage publié mercredi 9 septembre par l'institut Forsa n'est pas passé inaperçu : le parti de la gauche radicale allemande Die Linke y est crédité de 14 % d'intentions de vote pour le 27 septembre, après des mois à stagnation sous la barre des 10 %. Un petit événement dans cette campagne électorale où tout paraissait joué d'avance, avec la chancelière chrétienne-démocrate, Angela Merkel, pour grande favorite.

Selon le directeur de Forsa, Manfred Güllner, la formation d'Oskar Lafontaine serait devenue plus "fréquentable" aux yeux des électeurs après les récents succès engrangés lors de trois scrutins régionaux fin août : en Sarre, en Saxe et en Thuringe, le parti a remporté entre 21 % et 27 % des voix.

Trois ans après sa création, Die Linke entend bien jouer les trouble-fête. Bien ancré à l'est de l'Allemagne, le parti continue sa tranquille conquête de l'ouest : il y a déjà intégré cinq parlements régionaux et prouvé sa capacité à perturber le jeu des coalitions. Né de la fusion entre les anciens communistes d'ex-République démocratique allemande (RDA) et les déçus de la social-démocratie - une cohabitation souvent difficile -, il séduit un électorat encore flou et aux mouvances très diverses. Entre attente de justice sociale, vote identitaire et désamour pour le SPD, portrait de trois électeurs.

Andreas Böttger, 34 ans, secouriste

Il ne parle pas, il rugit. Contre les prix trop chers, les salaires trop bas, les politiques "hypocrites". "Ceux qui nous gouvernent n'ont aucune idée de nos difficultés de tous les jours", récrimine ce secouriste de la Croix-Rouge, âgé de 34 ans, qui vit avec sa femme et son petit garçon dans un village de Basse-Saxe (ouest). Le jeune père fait tous les jours 70 km pour se rendre à son travail. Il est d'astreinte la nuit, souvent les jours fériés. "Pourtant j'arrive tout juste à entretenir ma famille, je ne peux pas les emmener en vacances. Est-ce normal ?", s'indigne-t-il.

Andreas Böttger apprécie que Die Linke promette un Etat plus fort, plus présent. Un Etat qui fasse pression sur les employeurs pour que les salaires grimpent et que le pouvoir d'achat augmente. "Au lieu de ça, aujourd'hui, on donne des milliards aux banquiers, fustige-t-il. Dans cette crise, ce sont encore les plus riches qui s'en sont sortis gagnants sur notre dos."

Il ne veut pas que son fils d'un an et demi grandisse dans une société "injuste". Autrefois, il croyait aux valeurs du Parti social-démocrate (SPD) : "Malheureusement ces quatre dernières années, le parti s'est compromis pour de bon, il a prouvé que seul le pouvoir l'intéresse." Sinon, s'interroge M. Böttger, pourquoi n'a-t-il pas empêché l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'augmenter la TVA de trois points, de 16 % à 19 % ? Une mesure qui fait bien mal au porte-monnaie. "Mon vote pour Die Linke est à la fois protestataire et définitif", conclut-il, déterminé.

René Wilke, 25 ans, étudiant en psychologie

Il était si jeune quand le mur de Berlin est tombé : cinq ans tout juste ! Etudiant en psychologie à Francfort-sur-l'Oder (Est), René Wilke n'a rien en commun avec ces "perdants" de la réunification bercés de "nostalgie". Sinon de partager leurs choix politiques. Depuis qu'il a l'âge de voter, il s'est naturellement tourné vers Die Linke, qui fait souvent jeu égal avec la CDU et le SPD dans les Länder d'ex-RDA.

"Le clivage Est-Ouest compte moins pour ma génération", affirme le jeune homme. Même s'il regrette que l'ancienne Allemagne de l'Est soit souvent "si mal comprise et trop critiquée, alors que tout n'y était pas mauvais". Sans être lui-même concerné, il se dit très sensible "aux problèmes sociaux" qui touchent encore les nouveaux Länder avec une dureté particulière. Dans sa ville natale, Francfort-sur-l'Oder, le taux de chômage est de 13 %. "Comment expliquer aux gens qu'on diminue leurs allocations chômage, comme l'a fait le SPD, quand il n'y a tout simplement pas d'emplois disponibles ?", interroge-t-il en choisissant ses mots avec précaution.

Avec Die Linke, René Wilke n'a pas du tout l'impression de plébisciter un parti extrême, "mais un parti qui connaît les difficultés des gens d'ici et leur propose des solutions". Lui-même s'imagine bien faire carrière en politique. Son père, ancien chimiste, votait déjà PDS, rassemblement des ex-communistes de RDA et ancêtre des Linke à l'Est. Mais fi du passé ! L'étudiant pense que cet héritage, mal perçu à l'Ouest, finira par s'estomper.

Gabriele Sedatis, 62 ans, syndicaliste

Elle a grandi à Berlin-Ouest. Elle a connu le Mur de près et donner sa voix à Die Linke le 27 septembre la chiffonne un peu. Savoir qu'il y a toujours d'anciens cadres de la RDA actifs dans le parti, "cela ne me plaît pas trop", lâche cette femme menue de 62 ans, dessinatrice industrielle depuis peu à la retraite.

Après tant et tant d'années à voter pour les sociaux-démocrates ou les Verts, elle vit cela presque comme une transgression. Mais c'est ainsi : il faut donner une leçon à ces partis établis qui "ne s'occupent plus des droits des travailleurs". Douce et posée, Gabriele Sedatis n'est pas une rebelle contestataire. Juste "une syndicaliste engagée". A l'université où elle a passé toute sa carrière, elle s'alarme de voir se multiplier les contrats précaires. Sans parler du recul de l'âge de la retraite à 67 ans. "Heureusement, j'y ai échappé", note-t-elle. Et se désole : "A force de gouverner avec la CDU, le SPD a perdu son identité."

Die Linke lui plaît parce qu'on y parle de "justice sociale". Mais aussi parce qu'elle y retrouve ses idéaux d'"ancienne soixante-huitarde" : "J'ai grandi avec le mot d'ordre : Plus jamais la guerre !" Aujourd'hui, estime-t-elle, le pacifisme est une notion bien malmenée : "Il faut se retirer d'Afghanistan. Die Linke est seul à le réclamer ouvertement." Gabriele Sedatis n'ose pas dire à tout le monde qu'elle va voter pour la gauche radicale, "mais c'est tout de même mieux que l'abstention".

USA. Un syndicat appuie l'option "publique" du système santé d'Obama (14.09)

Reuters - 13.09

La plus grande centrale syndicale américaine prépare une campagne de lobbying intensive pour préserver le point le plus disputé du projet de réforme de la santé du président Barack Obama: "l'option publique", un programme d'assurance maladie financé par l'administration fédérale.

Richard Trumka, qui sera vraisemblablement élu mercredi à la tête de l'AFL-CIO, a l'intention de mobiliser aussitôt les 11 millions d'adhérents de l'organisation en faveur de ce texte et d'autres projets de loi de la sphère sociale pour amorcer un mouvement qui doit conduire aux élections de mi-mandat, l'année prochaine.

"Nous allons être immédiatement en campagne et cela pendant toute l'année 2010", a-t-il déclaré lors d'un entretien téléphonique accordé à Reuters.

"La dernière fois, nous étions au-dessus de 26% des voix aux élections générales", a-t-il poursuivi, évoquant la participation des adhérents de la centrale. "Nous avons l'intention de faire mieux. Nous allons avoir le taux le plus fort, le plus élevé que nous ayons jamais eu et nous allons nous y atteler dès maintenant."

"NOUS SERONS LÀ!"

Richard Trumka, actuel trésorier de l'AFL-CIO, qui devrait succéder à John Sweeney, aux commandes de la centrale depuis 14 ans, a d'ores et déjà fait savoir aux élus qu'un éventuel échec de la réforme du système de santé serait suivi de représailles lors du scrutin de 2010.

La centrale a investi par le passé plusieurs millions de dollars pour mobiliser ses adhérents, dont le poids a été décisif dans la victoire de Barack Obama en 2008 ou des candidats démocrates dans les Etats clés de Pennsylvanie, de l'Ohio, du Michigan, du Wisconsin ou du Minnesota, en 2008.

L'AFL-CIO voit dans "l'option publique" le meilleur moyen de faire baisser le coût de l'assurance maladie pour les salariés. Le projet suscite toutefois des réticences parmi les partisans du statu quo fiscal au sein du parti démocrate et une franche hostilité dans les rangs républicains.

Barack Obama, qui y est favorable, a toutefois laissé entendre qu'il n'en ferait pas un obstacle et a invité les défenseurs de cette disposition à envisager des alternatives.

"Nous n'avons rien vu de mieux jusqu'ici", a assuré Richard Trumka. "Les républicains n'ont rien proposé. Certains démocrates ont proposé d'autres choses, mais elles sont loin d'être aussi efficaces que l'option publique pour briser le monopole des compagnies d'assurance", a poursuivi le syndicaliste, qui ne croit guère à un compromis sous l'impulsion de Max Baucus, président de la commission des finances du Sénat.

"Il risque ne pas aller assez loin avec sa commission, mais nous allons nous assurer qu'une bonne loi en sortira. Si elle ne permet pas de briser le monopole, nous l'avons déjà dit et nous le répéterons, nous serons là!", a-t-il averti.

Inde: vendre sa femme pour payer ses dettes (17.09)

Slate.fr - 16.09

Des années de sécheresses successives et de mauvaises récoltes ont plongé des milliers de paysans indiens dans la spirale du surendettement, rappelle le site aujourdhuilinde.com. N'ayant accès ni aux prêts bancaires, ni même à un compte à leur nom, ils sont nombreux à se tourner vers des prêteurs privés qui pratiquent des taux usuraires et sont souvent liés aux mafias. Certains habitants de la région du Bundelkhand n'ont d'autre choix parfois que de vendre leurs femmes et leur filles pour satisfaire leurs créanciers.

Des travailleurs sociaux ont décidé d'alerter l'opinion indienne et mondiale pour dénoncer ce phénomène, considéré comme un recours de la dernière chance. «Pour ces paysans endettés, vendre leur femme ou leur fille est devenu la solution de la dernière chance», confie l'un d'entre eux sous couvert d'anonymat. Selon les médias locaux, plus de 500 paysans acculés se sont suicidés ces 5 dernières années, tandis que près de la moitié de la population a déserté la région, en quête de travail dans les grandes villes.

Une épouse serait vendue jusqu'à 250 dollars, parfois sous le couvert de mariages arrangés, à la suite desquels ces femmes sont introduites dans des réseaux de prostitution. La région du Bundelkhand est connue pour être particulièrement touchée par le trafic d'êtres humains, mais la population s'y résigne par désespoir, explique aujourdhuilinde.com:

Selon Ranjana Kumari, directrice du Centre de recherche sociale à New Delhi, les enquêtes montrent que le Bundelkhand est connu pour être l'une des régions les plus vulnérables à l'exploitation sexuelle. Selon elle, les paysans savent qu'ils vendent leur femme à des réseaux de prostitution mais «ils le font dans le désespoir le plus total.

Près de la moitié de l'Inde est en proie à une sécheresse similaire, le déficit pluviométrique atteignant maintenant jusqu'à 35% dans le nord-ouest du pays. En revanche, à quelques milliers de kilomètres de là, au Bengale Occidental cette fois, des inondations massives liées à la mousson ont causé la mort de 5 personnes la semaine passée.

Belgique. L'enquête judiciaire sur l'affaire Fortis atteint les plus hauts magistrats belges (19.09)

Le Monde - 18.09

Un juge de Gand est en train de révolutionner le monde judiciaire belge. L'enquête du magistrat instructeur Henri Heimans sur les fuites intervenues dans l'affaire du démantèlement et de la revente de la banque Fortis, à l'automne 2008, a, cette fois, abouti à la mise en examen d'Ivan Verougstrate, président de la chambre flamande de la Cour de cassation. L'un des magistrats les plus importants du royaume.

Un avocat de premier plan a subi le même sort. Il s'agit de Christian Van Buggenhout, qui défendait les intérêts de l'Etat belge et de son bras financier, la Société fédérale d'investissement, dans le dossier Fortis.

Au coeur de l'instruction du juge Heimans, il y a un arrêt du 12 décembre 2008 de la cour d'appel de Bruxelles. Cette instance avait jeté un pavé dans la mare en ordonnant la suspension de la vente de Fortis. Diverses parties, dont le gouvernement fédéral, alors dirigé par Yves Leterme, avaient apparemment eu connaissance de cet arrêt avant même qu'il soit prononcé.

Le gouvernement craignait à l'époque l'échec de son opération de cession de Fortis à BNP Paribas et à l'Etat néerlandais ainsi qu'une confrontation avec des actionnaires furieux d'avoir subi des pertes abyssales. L'affaire a pris une telle ampleur qu'elle entraîna, à la fin 2008, la chute de M. Leterme et de son ministre de la justice, Jo Vandeurzen, suite à une intervention très inhabituelle du premier président de la Cour de cassation.

Le dossier Fortis a aussi éclaboussé Christine Schurmans, l'un des trois magistrats de la cour d'appel de Bruxelles à l'origine du fameux arrêt du 12 décembre 2008.

Mme Schurmans est soupçonnée d'avoir rompu le secret du délibéré. Evoquant des "irrégularités", elle avait notamment appelé à la rescousse M. Verougstraete, à la Cour de cassation. Celui-ci lui aurait, dans un message, confirmé une "intervention". Le haut magistrat a-t-il, dans la foulée, informé l'avocat de l'Etat, Me Van Buggenhout ? Le juge d'instruction de Gand poursuit, sur ce point, des investigations. Diverses sources affirment déjà que l'avocat de l'Etat belge a bénéficié, via une amie de Mme Schurmans, d'un "tuyau" devant lui permettre d'exiger une réouverture des débats avant le prononcé de l'arrêt.

Intenses pressions

Il se pourrait, enfin, que l'affaire éclabousse une autre magistrate de renom, Francine De Tandt, la présidente du tribunal de commerce de Bruxelles. Aujourd'hui suspendue et mise en examen pour corruption et usage de faux, Mme Tandt, décrite comme proche de Me Van Buggenhout, avait, en première instance, rendu un jugement favorable à l'Etat belge dans le dossier Fortis. Contre l'avis d'un substitut qui aurait été soumis à d'intenses pressions.

Face à ce grand déballage et à ce qui apparaît comme une véritable affaire d'Etat, les partis au pouvoir réagissent en ordre dispersé. Le PS francophone a exigé une réunion urgente des leaders de la Chambre des députés. Les partis chrétien-démocrate et libéral flamands, ainsi que les centristes francophones temporisent. Le Mouvement réformateur (MR, libéral) prône la prudence "pour ne pas interférer avec les procédures judiciaires". Il songe aussi à protéger son leader, le ministre des finances Didier Reynders, particulièrement exposé dans ce dossier.

Suisse : manifestation "contre la crise et les pertes d'emplois" (20.09)

AP - 19.09

Quelque 30.000 personnes, selon les organisateurs, ont afflué samedi vers la Place fédérale à Berne pour participer à la manifestation nationale "contre la crise et les pertes d'emplois". Les syndicats avaient appelé à venir protester "contre les cadeaux fiscaux aux entreprises, les diminutions de salaires pour les employés, les licenciements massifs et le démantèlement des assurances sociales".

"Nous manifestons contre la provocation ici devant le Palais fédéral, contre une politique qui a investi 68 milliards de francs (suisse, soit environ 45 milliards d'euros) dans l'UBS, mais qui vient de refuser cette semaine des mesures efficaces contre la crise; cela alors que la crise n'a été rien de moins que provoquée par les abus dans le secteur financier", a lancé le député socialiste Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse (USS).

Si aucune mesure efficace n'est prise, il faudra s'attendre à un chômage de masse et un chômage des jeunes que la Suisse n'a jamais connu, a-t-il mis en garde.

"Nous en avons assez des chevaliers du bonus, assez des managers avec leurs excès salariaux et leurs parachutes dorés qui seront encore soutenus politiquement au Palais fédéral", a-t-il encore martelé.

"Nous sommes tous ici présents aujourd'hui pour exiger plus de respect de la part des politiciens, surtout plus de respect pour notre travail, plus de respect pour le travail fiable, précis et intègre que nous effectuons en Suisse, qui a rendu la Suisse prospère et contribué aussi à la bonne image de notre pays à l'étranger", a expliqué pour sa part Martin Flügel, président de Travail.Suisse.

"Nous demandons une politique pour tous ceux qui gagnent leur salaire avec un travail fiable et intègre, une politique pour tous ceux qui ont perdu leur travail à cause de l'irresponsabilité des banquiers", a-t-il renchéri.

Honduras. Retour du président déchu Manuel Zelaya au Honduras (22.09)

AP - 21.09

Près de trois mois après avoir été expulsé, le président déchu du Honduras Manuel Zelaya est rentré lundi dans son pays, malgré les mises en garde du gouvernement intérimaire, qui a décrété dans l'après-midi un couvre-feu pour contenir les manifestations déclenchées par ce retour. Lire la suite l'article Manuel Zelaya a été vu à l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, la capitale du Honduras, où il s'est réfugié après avoir initialement affirmé qu'il se trouvait dans les bureaux des Nations unies dans la ville, apparemment pour induire en erreur les autorités.

Son retour surprise a déclenché des manifestations dans les rues à proximité de l'ambassade du Brésil, ainsi que près des locaux des Nations unies. Dans un communiqué diffusé à la radio et à la télévision, le gouvernement intérimaire a décrété un couvre-feu "sur l'ensemble du territoire national de 16h lundi à 7h mardi (22h-13GMT)".

Le couvre-feu a été imposé "en raison des événements des dernières heures" et a "pour unique but de protéger la tranquillité, la vie et les biens de la population", a affirmé le gouvernement.

Lors d'une allocution à la télévision, Manuel Zelaya a appelé les habitants du Honduras à se rassembler à Tegucigalpa pour des manifestations pacifiques. "C'est le moment de la réconciliation", a-t-il déclaré lors de cette allocution où l'on entendait sa voix mais ne voyait pas son image.

Dans un entretien à l'Associated Press par téléphone, il a par ailleurs dit souhaiter entamer des négociations avec le gouvernement intérimaire pour trouver une solution à la crise ouverte par son expulsion manu miliari le 28 juin.

"A partir d'aujourd'hui, nous commencer à chercher le dialogue", a-t-il déclaré, sans fournir de détails. La médiation assurée par le président du Costa Rica Oscar Arias est au point mort depuis des semaines, achoppant sur le refus du gouvernement intérimaire d'accepter le retour de Manuel Zelaya à la présidence.

Manuel Zelaya a été renversé le 28 juin par l'armée et expulsé du pays, avec le soutien de la Cour suprême et du Parlement, pour avoir voulu organiser un référendum jugé illégal par la Cour suprême. L'élection présidentielle est prévue le 29 novembre prochain et le mandat de M. Zelaya prend fin le 27 janvier 2010.

En rentrant au Honduras, il prend le risque d'être arrêté, le chef d'Etat intérimaire, Roberto Micheletti ayant à plusieurs reprises fait savoir qu'il serait incarcéré arrêté en cas de retour au pays.

L'expulsion de Zelaya a été condamnée par la communauté internationale, qui a exigé le retour du président élu. Roberto Micheletti a, lui, affirmé qu'il se retirerait du pouvoir après l'élection présidentielle du 29 novembre.

Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) Jose Miguel Insulza a appelé au calme et mis en garde les autorités honduriennes contre toute violation de la mission diplomatique brésilienne. "Ils doivent rendre compte sur la sécurité du président Zelaya et de l'ambassade du Brésil", a-t-il déclaré.

Le ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorin a affirmé que ni son pays ni l'OEA n'avait joué un rôle dans le retour de Manuel Zelaya.

"Nous espérons que cela ouvrira une nouvelle phase de négociations", a-t-il déclaré, mettant également en garde contre toute violence. "Si quelque chose arrive à Zelaya ou à notre ambassade, cela serait une violation du droit international".

Manuel Zelaya a affirmé avoir "évité mille obstacles" pour rentrer au Honduras. Le président v n zuelien Hugo Chavez, un de ses proches partisans, a salué ce retour. "Le président Manuel Zelaya et quatre compagnons ont voyagé par la route pendant deux jours, franchissant des montagnes et des rivières, risquant leurs vies. Et ils sont parvenus au Honduras", a-t-il déclaré.

Allemagne. Des syndicats allemands plus forts et plus indépendants (23.09)

Reuters - 22.09

Naguère appelés le "véritable fléau de l'Allemagne" par Guido Westerwelle, chef du FDP avec qui les conservateurs souhaitent former une coalition au soir des législatives de dimanche, les syndicats allemands retrouvent influence et popularité et pourraient bien mettre des b tons dans les roues aux projets de réformes de la droite.

Les derniers sondages en date laissent penser que la chancelière Angela Merkel a de bonnes chances d'obtenir un second mandat de quatre ans et de pouvoir enfin former la coalition entre son bloc conservateur (CDU-CSU) et les libéraux du FDP, qui lui avait échappé en 2005.

"L'opinion publique a évolué à l'égard des syndicats, qui jouissent d'un soutien important", explique Michael Vester, spécialiste de sciences politiques à l'université de Hanovre. "Les syndicats auront une influence importante lors des tractations pour former la prochaine coalition, probablement plus que la dernière fois", ajoute-t-il.

Après avoir vu leur pouvoir diminuer pendant des années, les syndicats allemands ont enrayé leur déclin, modernisé leur image et mobilisé la jeunesse, à un moment où les hommes politiques cherchent, eux aussi, à s'assurer de nouveaux soutiens.

Les syndicats ne manqueront sans doute pas, en coulisse, de faire pression sur le prochain gouvernement pour qu'il renforce les dépenses sociales et ne touche pas, comme le FDP en a l'intention, aux lois restreignant le droit de licenciement.

Les syndicats ne manquent aucune occasion de lier les excès du système économique et les orientations du FDP, stratégie qui lui avait valu un afflux de jeunes, notamment depuis la crise financière et la remise en cause de certains aspects du capitalisme.

"Le FDP veut réduire en miettes l'Etat-providence", affirmait encore ce mois-ci Berthold Huber, dirigeant d'IG Metall, le plus puissant syndicat d'Allemagne. "Ceux qui veulent  a méritent aussitôt un carton rouge!"

Et les propos tenus en 2005 par Guido Westerwelle, le très libéral chef du FDP, sur les syndicats "véritable fléau de l'Allemagne", sont toujours très présents dans les esprits.

Pour autant, ces dernières années, aucun autre parti n'a souffert plus que les sociaux-démocrates (SPD), traditionnels défenseurs des intérêts des syndicats, qui ont gouverné en grande coalition avec la CDU-CSU depuis 2005.

LES JEUNES BOUDENT LES PARTIS, PAS LES SYNDICATS

Cette année, IG Metall a refusé d'appeler ses adhérents à voter SPD aux législatives. Nombreux sont ceux qui ont vu dans ce camouflet le signe d'un soutien croissant de cette centrale au parti de la gauche radicale, Die Linke (La Gauche), ainsi qu'une volonté de représenter une partie plus large de l'électorat.

La participation du SPD à la grande coalition semble avoir permis indirectement aux syndicats de jouer un rôle accru. Ils l'ont traduit dans la réalité en s'impliquant davantage dans des initiatives populaires comme la promotion d'un salaire minimum national, d'une hausse des allocations chômage ou encore en faveur d'un renforcement de la régulation des marchés financiers.

"Les syndicats ont tiré parti de leur rôle comme mouvance politique indépendante", explique Josef Esser, politologue à l'université de Francfort. "Et ça les a aidés."

L'évolution de leurs effectifs laisse penser que les syndicats sont plus en forme qu'il y a quatre ans - tout du moins en regard des grands partis politiques.

Le SPD compte à peine la moitié du nombre d'adhérents qu'il revendiquait en 1976. Par contraste, le nombre de membres d'IG Metall n'a reculé depuis lors que de 10%, pour se situer aujourd'hui à 2,3 millions, ce qui correspond au total des membres de tous les partis de la classe politique allemande.

En 2008, les grands syndicats ont pu stabiliser leurs effectifs, grâce à l'arrivée de nouveaux membres, notamment des jeunes. Chez IG Metall, le nombre des jeunes adhérents, âgés de 27 ans et moins, a augmenté l'an dernier de plus de 6%.

"Les partis politiques sont très inquiets de voir la jeune génération les boudier. Mais ils ne font rien pour contrer cette tendance", estime Michael Vester.

Car les jeunes savent se mobiliser : en juin, des étudiants de l'ensemble de l'Allemagne sont descendus dans les rues pour réclamer de meilleures conditions d'éducation. Selon les organisateurs, plus de 250.000 jeunes ont pris part à ce mouvement. Et ce mois-ci, 50.000 jeunes ont afflué à Francfort pour un rassemblement organisé par IG Metall, au cours duquel le syndicat a stigmatisé les réformes préconisées par la droite.

Allemagne. Le 3e âge de plus en plus influent en Allemagne (25.09)

Reuters - 24.09

Lorsqu'ils pensent "influence électorale", les hommes politiques allemands ne songent pas tout d'abord au lobby automobile, pas non plus aux agriculteurs et pas même aux syndicats.

Aucune autre catégorie que les personnes âgées n'a autant d'influence et aucun candidat sain d'esprit n'imaginerait d'aller à leur rencontre.

Les retraités sont la catégorie d'électeurs qui croît le plus rapidement, compte tenu du vieillissement de la population allemande, mais aussi parce qu'ils ont survécu à un conflit mondial, traversé la guerre froide, une dictature, voire deux, ce sont ceux qui se mobilisent le plus les jours de scrutin.

Ils sont devenus une force incontournable lors des élections, comme l'explique Dietmar Herz, politologue à l'université d'Erfurt. "Dans notre société vieillissante, leur influence ne cesse de croître. C'est une catégorie d'électeurs qui va toujours voter. Aucun parti ne peut se permettre de se les mettre à dos".

Pour Jürgen Falter, politologue à l'université de Mayence, "On leur accorde une attention disproportionnée".

"Etant donné que les retraités participent bien plus que les jeunes aux élections, ils représentent une puissance notable".

Juste à temps pour les législatives du 27 septembre, les retraités ont obtenu, en juillet, une généreuse revalorisation de 2,4% de leurs pensions, alors même que le taux d'inflation est proche de 0%.

Les 20 millions de retraités représentent un quart de la population et un tiers environ des 62 millions d'électeurs. Ce pourcentage ne cesse d'augmenter et on prévoit qu'ils représenteront la moitié des électeurs à l'horizon 2025. En 2005, aux dernières législatives, 85% des retraités s'étaient rendus aux urnes, pour un taux de participation global de 77,7%.

Autre cadeau préélectoral offert par la grande coalition aux retraités : une nouvelle loi prohibant les baisses de leurs pensions, cela indéfiniment. Les pensions continueront d'augmenter chaque année, même si les salaires diminuent.

"Si la participation est faible, vous ne pourrez pas vous en prendre aux personnes âgées", fait remarquer Joachim Paulick, maire de Görlitz, ville à la frontière germano-polonaise et dont une bonne partie de la population appartient au troisième âge.

LA DROITE N'A PLUS LE MONOPOLE DES RETRAITÉS

Les deux grands candidats, que ce soit la conservatrice Angela Merkel, chancelière sortante, ou le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier, consacrent beaucoup de temps à séduire l'électorat des retraités, même si, comme le fait remarquer Jürgen Falter, ils votent bien davantage pour le centre-droit que pour le centre-gauche.

Comme explication à cela, Jürgen Falter avance cette analyse : "Ceux qui constituent aujourd'hui la génération des plus de 60 ans sont ceux qui ont été socialisés à l'époque d'Adenauer (chancelier conservateur de l'immédiat après-guerre) et pendant les années du miracle économique, et qui ont intégré les valeurs de la CDU".

La prédominance de la droite chez les personnes âgées n'a pas empêché le SPD d'en détourner vers lui une part notable aux législatives de 2002, lorsque le chancelier social-démocrate sortant d'alors, Gerhard Schröder, s'était prononcé haut et fort contre une guerre en Irak - une question de premier plan pour une génération qui a traversé la Seconde Guerre mondiale.

Ce qui permet à Dietmar Herz de noter que "la CDU n'a plus autant que par le passé le monopole de l'électorat âgé".

L'expansion de l'électorat âgé tient à deux facteurs : un taux de natalité très bas depuis le début des années 1970 et une espérance de vie en augmentation.

L'Allemagne est le premier pays au monde à connaître une période aussi longue où le nombre de décès dépasse celui des naissances, cela depuis 1972, fait remarquer le démographe Reiner Klingholz, qui dirige l'Institut de la population et du développement, à Berlin.

L'Allemagne voit sa population vieillir plus vite que les autres pays du fait de la chute du nombre de naissances. Dans les années 1960, on comptait 1,4 million de naissances par an en Allemagne. Aujourd'hui, elles sont inférieures à 700.000.

Pour Reiner Klingholz, l'influence du troisième âge dans la vie du pays conduit à des décisions politiques injustes pour les jeunes générations, comme par exemple la hausse des pensions de retraite en juillet. "Ils ont tous peur de contrarier les retraités", dit-il des hommes politiques.

Allemagne. Ignorés, les jeunes Allemands se tournent vers les marges (25.09)

Reuters - 24.09

La toute nouvelle génération d'électeurs allemands, dont certains sont nés après la chute du mur de Berlin, rejette les partis traditionnels qui dominent la vie politique depuis 1945 et accorde plutôt son soutien à de nouvelles formations, souvent marginales.

A en croire un sondage de l'institut Infratest dimap en vue des législatives de dimanche, réalisé auprès des 18-24 ans sûrs d'aller voter, 8% seulement comptent accorder leur voix au bloc conservateur de la CDU-CSU de la chancelière Angela Merkel.

Ils sont à peine plus (9%) à souhaiter la victoire des sociaux-démocrates (SPD, centre gauche) de leur candidat à la chancellerie, Frank-Walter Steinmeier.

Il faut dire que ces jeunes électeurs ne sont pas au cœur des pensées des partis politiques, car ils ne représentent que 10% des 62 millions d'électeurs et ne se mobilisent guère pour aller voter. Ils sont moins courtisés que les retraités, qui votent massivement et représentent un tiers de l'électorat.

"Les deux principaux candidats ne font guère d'efforts pour attirer à eux les jeunes, ce qui doit inciter un peu plus ces derniers à se tourner vers quelque chose de nouveau", estime Richard Hilmer, directeur d'Infratest.

Les préférences de vote des jeunes, attirés vers des formations nouvelles, laissent penser que le paysage politique allemand, longtemps dominé par trois grands blocs ou partis (SPD, FDP et CDU-CSU), risque de se fragmenter un peu plus dans les années à venir.

Ainsi, certains jeunes électeurs se tournent vers des formations comme le Parti pirate, qui a centré sa campagne sur le rejet de toute censure sur le réseau internet. Le "Piratenpartei Deutschland" a été créé en septembre 2006.

Ce mois-ci, le réseau social internet StudieVZ déclarait que près de la moitié des 200.000 membres du site qui avaient pris part à une enquête électorale se disaient favorables au Parti pirate.

FORMATIONS MARGINALES

Selon le sondage d'Infratest, 28% des jeunes électeurs disent vouloir voter pour une nébuleuse de formations marginales qui ne sont pas représentées au Bundestag et n'ont généralement aucune expérience du pouvoir.

Sur les partis représentés au parlement, les Verts sont le plus populaire parmi les jeunes électeurs.

L'âge moyen en Allemagne est aujourd'hui de 42 ans et a tendance à augmenter, ce qui conduit les hommes politiques à s'intéresser avant tout aux retraités. Sur les affiches électorales du SPD, Frank-Walter Steinmeier, avec ses cheveux impeccablement blancs, pose aux côtés de personnes âgées dont il promet de préserver les économies.

"Ils sont tout simplement ennuyeux. Même les spots de campagne sont ternes, ils ne parlent pas vraiment à ma génération", déclare à propos des grands candidats Anika Pankow, 19 ans, employée d'un stand qui vend des jus de fruits sur Friedrichstrasse, dans le centre de Berlin.

Cette désaffection des jeunes en Allemagne contraste avec la mobilisation des jeunes aux Etats-Unis, où ils ont joué un rôle de premier plan dans l'élection de Barack Obama.

C'est un avertissement adressé à la CDU-CSU et au SPD, appelés en Allemagne les "Volksparteien" (partis populaires), qui cherchent pourtant à enrayer leur déclin. Le SPD, notamment, risque fort, si l'on en croit les sondages, d'essuyer sa pire défaite depuis la création de la république fédérale en 1949.

Le déclin des partis traditionnels complique leur tâche pour former des coalitions. En 1998, le SPD a dû faire alliance avec les Verts. Aujourd'hui, le SPD paraît si faible qu'il a fait un appel du pied au FDP - rejeté par l'intéressé - pour former avec lui et les Verts une coalition tripartite, dite "feu tricolore".

Quant à Die Linke (La Gauche), nouveau venu sur la scène politique, il contribue à l'effritement de l'électorat de gauche. Le SPD refuse toute alliance avec cette formation au plan fédéral, mais a déjà accepté d'en mettre sur pied au plan régional ou municipal.

En 2005, le SPD et le bloc CDU-CSU ont recueilli, ensemble 70% des voix, un record à la baisse. Les sondages laissent penser que dimanche, ce niveau pourrait tomber autour de 60%.

Italie. La loi d'amnistie fiscale du gouvernement italien très critiquée (25.09)

Reuters - 24.09

L'opposition et le plus grand syndicat d'Italie se sont élevés mercredi contre un projet d'amnistie du gouvernement de Silvio Berlusconi qui ouvre la voie à l'absolution temporaire du délit d'évasion fiscale.

La polémique a pour origine un amendement adopté mardi par une commission du Sénat en vue d'étendre la loi d'amnistie à l'argent dissimulé sur des comptes bancaires à l'étranger.

L'amendement a été approuvé mercredi en séance plénière par les sénateurs, ce qui a provoqué une levée de boucliers dans l'opposition.

"C'est une insulte aux gens honnêtes et une incitation à l'évasion fiscale. Le message est celui-ci : ne voyez-vous pas que cela rapporte de ne pas payer d'impôts", a déclaré Concita De Gregorio, rédactrice en chef du quotidien de gauche L'Unita.

"L'amnistie de la honte", accuse le journal d'extrême gauche Manifesto, joignant sa voix à celles de nombreux observateurs de gauche et du centre.

Le sénateur centriste Gianpiero D'Alia a lui aussi parlé de "honte" devant la chambre haute du parlement. "Avec ça, les mafiosi et les terroristes peuvent rapatrier illégalement le capital gagné sans aucun contrôle de l'Etat", a-t-il dit.

Le gouvernement de Silvio Berlusconi a adopté en août une nouvelle loi d'amnistie fiscale, la troisième en neuf ans, avec l'objectif annoncé de voir les Italiens rapatrier les milliards d'euros détenus sur des comptes à l'étranger et de gonfler ainsi les recettes de l'Etat pour faire face à la crise économique.

L'amendement du Sénat prévoit que la justice ferme les yeux sur les sommes dissimulées au fisc jusqu'à lors si elles sont transférées en Italie ou si les entreprises ou personnes concernées s'acquittent d'une amende équivalente à 5% des fonds.

La loi d'amnistie doit encore être approuvée dans son intégralité par le Sénat et les députés.

600 MILLIARDS À L'ÉTRANGER

Le gouvernement a défendu son projet en expliquant qu'il valait mieux voir des capitaux travailler en Italie que cachés à l'étranger. A l'avenir, toute somme détenue à l'étranger et non déclarée sera considérée comme le fruit de l'évasion fiscale, a-t-il assuré.

"Ce sont des affaires de gredins", a réagi Guglielmo Epifani, dirigeant du plus important syndicat du pays, la CGIL.

Les cas dont l'administration fiscale s'est saisie avant le 5 août ne pourront pas bénéficier de l'amnistie, mais les économistes estiment que ces procédures ne concernent qu'une minorité des fonds, au vu du nombre d'Italiens échappant aux contrôles.

On estime de sources bancaires à 600 milliards d'euros les capitaux italiens déposés dans des paradis fiscaux. Des banquiers affirment que l'amnistie pourrait permettre le rapatriement d'une somme supérieure aux 80 milliards revenus en Italie grâce aux deux lois précédentes.

La loi offrira jusqu'au 15 décembre la possibilité de rapatrier les fonds ou de payer l'amende.

"Ce n'est rien moins qu'un cadeau à la classe des cols blancs et une insulte faite aux principes d'éthique et d'équité", s'est insurgé Giuliano Barbolini, parlementaire de l'opposition démocrate.

L'amendement est même contesté par des centristes ayant approuvé le texte initial à contre-cœur parce qu'il était susceptible de contribuer à la relance de l'économie. Ils invoquent l'absence d'informations sur les comptes à l'étranger.

"Nous avons toujours fait des discours sur la nécessité de l'éthique dans l'économie et que faisons-nous maintenant, on efface tout ?", a commenté Pier Ferdinando Casini, ancien allié de Berlusconi et chef du parti centriste UDC.

L'année dernière, le ministre de l'Economie, Giulio Tremonti, avait promis de ne pas recourir à l'amnistie fiscale.

Les économistes s'attendent à observer un afflux de liquidités mais préviennent que la loi pourrait inciter à l'évasion fiscale à long terme.

Allemagne. Sale ère du pauvre (26.09)

Libération.fr - 25.09

Elle habite l'une de ces barres de béton anonymes construites à la hâte un peu partout à l'ouest de Berlin dans les années 60. Cette Polonaise avenante de 45 ans vit dans le quartier populaire de Wedding avec son mari et ses deux enfants depuis cinq ans. Quatre étages, une cage d'escalier carrelée, des petits rideaux à volants aux fenêtres... Tout le confort standard. «Je ne me plains pas, les voisins sont calmes et plutôt sympathiques. Mais l'immeuble aurait bien besoin de réparations. Le vent passe entre les fenêtres et en été, il fait une chaleur insupportable. Le gérant de l'immeuble dit qu'il ne fera rien : ici, presque tout le monde est sans travail et vit comme nous de Hartz IV.»

«Hartz IV» ? Le mot qui fait désormais partie du langage courant outre-Rhin est devenu synonyme de précarité et de pauvreté. Il désigne un système d'aide sociale né des réformes adoptées en 2004 par les Verts et les sociaux-démocrates et devenu si impopulaire qu'il a coûté sa réélection à Gerhard Schröder fin 2005.

Jusqu'à perdre toute dignité

Aujourd'hui, alors que 17 % des Berlinoises vivent de Hartz IV, ce système est la cible principale de la campagne électorale des néocommunistes de Die Linke, crédités de 10 % des voix dans les sondages, mais dont le score pourrait dépasser 25 % dans certaines régions de l'ex-RDA particulièrement touchées par le chômage. Hartz IV embarrasse au plus haut point le SPD (sociaux-démocrates) et la CDU (démocrates-chrétiens) de la chancelière Angela Merkel. Tous deux évitent autant que faire se peut d'aborder un sujet socialement explosif qui a toutefois largement contribué au redressement des finances publiques.

Fin 2004, l'Allemagne comptait plus de cinq millions de chômeurs et le système de protection sociale du pays, hérité des années fastes de la RFA était au bord de la faillite. Peter Hartz, ancien directeur du personnel de Volkswagen et conseiller de Gerhard Schröder, était convaincu que le niveau élevé des indemnités chômage dissuadait de nombreux demandeurs d'emploi peu qualifiés de reprendre une activité. Avant d'être emporté par un scandale de pots-de-vin et de prostitution, l'homme a donné son nom à une loi qui a créé un système englobant les fins de droits et les bénéficiaires de l'aide sociale.

Depuis janvier 2005, en vertu de cette loi, la durée des indemnités chômage est limitée à un an. Au-delà, le demandeur d'emploi devient un candidat à Hartz IV : il ne touchera rien de l'Etat tant qu'il peut vivre de ses économies. Une fois celles-ci croquées, chose dûment vérifiée par les autorités compétentes, son loyer sera pris en charge par les services sociaux qui se réservent le droit de l'obliger à déménager pour un logement plus modeste. Pour vivre, le chômeur et sa famille recevront 359 euros par adulte et par mois, 287 euros par adolescent et 215 euros par enfant. S'il retrouve du travail, mais ne gagne pas assez pour vivre - ce qui est possible dans un pays où il n'existe pas de salaire minimum légal et où on est parfois payé moins de 5 euros de l'heure, surtout à l'Est - il aura droit à «un complément de salaire», payé par l'Etat.

C'est le cas de Natasha. Elle travaille trente heures par semaine comme secrétaire intérimaire, à 9 euros de l'heure. Une fois son loyer payé, il ne lui reste que 400 euros pour vivre et elle a droit à 50 euros de «complément de salaire» versés par le Job Center, le nouveau nom donné à l'ANPE allemande depuis les réformes Schröder. «Cette situation est inhumaine, se plaint la jeune femme. Plus qu'une question d'argent, c'est une question de dignité. On nous traite comme des moins que rien, alors que je travaille ! Il n'est pas normal que les patrons touchent des millions, alors que les plus pauvres doivent vivre avec presque rien !» Un discours qui semble tout droit sorti de la campagne de Die Linke, dont les affiches réclament «la richesse pour tous». Natasha, qui assure voter pour le SPD par tradition familiale, pourrait flancher plus à gauche.

«Avec Hartz IV, on perd toute dignité», résume Elke Reinke. Sans emploi depuis la chute du Mur, cette ingénieure est-allemande a touché Hartz IV pendant quelques mois avant d'être élue députée au Bundestag sur la liste de Die Linke, fin 2005. «Tout ce que vous possédez est examiné à la loupe. Il n'y a pas longtemps, j'ai eu le cas d'une famille à qui on a coupé une partie de ses indemnités parce que leur fille s'était achetée une guitare. Même l'argent que gagnent les enfants en faisant du baby-sitting peut être considéré comme une source de revenus et entraîner une réduction des indemnités.» Les contrôles menés par les Job Centers peuvent survenir à tout moment. La présence de deux brosses à dents dans la salle de bain d'un chômeur censé vivre seul peut entraîner un flot de questions sur l'aide fournie par le partenaire présumé...

Bonnes affaires

En trois ans (de 2005 à fin 2007), 12 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont touché Hartz IV pendant au moins un mois, soit un cinquième des Allemands de moins de 65 ans. Ces chiffres figurent dans une étude alarmante publiée en mars dernier par l'IAB, un institut dépendant de l'équivalent allemand de l'ANPE. Selon cette étude, seul un chômeur de longue durée sur deux a retrouvé un emploi pendant cette période, le plus souvent précaire (40 % vivait de nouveau des prestations sociales un an plus tard.)

«Quand on vit de Hartz IV, explique Ella, il est impossible de chercher du travail.» Elle connaît par cœur le prix du lait, du beurre, du pain, du café ou des pommes de terre de tous les supermarchés des environs et étudie soigneusement la double page des offres spéciales publiée chaque semaine par le discounter Aldi dans la presse régionale. «Mon mari et moi ne nous déplaçons jamais sans un sac, explique-t-elle. Nous sautons sur la moindre occasion...» Entre la chasse aux bonnes affaires et quelques heures de ménage ou de bricolage au noir, le couple vit dans l'angoisse des propositions d'emploi et autres stages de formation de leur Job Center.

Pas question, en effet, dans l'esprit du législateur, de payer les gens à ne rien faire : les bénéficiaires de Hartz IV jugés aptes au travail se voient régulièrement proposer des petits boulots payés 1 euro de l'heure par le Job Center, ils compléteront les indemnités touchées, dans la limite de 100 euros par mois. Ces jobs sont proposés, le plus souvent, par des associations du secteur social ou par des communes surendettées.

Le «un euro de l'heure» est l'autre versant contesté de Hartz IV. «Il y a six mois, on m'a donné un petit job dans l'église catholique du quartier, se souvient Ella. Je devais faire un peu de ménage et de secrétariat, trente heures par semaine payés un euro de l'heure. Mais en réalité, ça nous a mis dans une situation très difficile parce qu'en même temps mon mari s'est vu imposer un stage d'allemand, et aucun de nous deux ne pouvait travailler au noir...» Certes, bien des associations et des communes y trouvent leur compte, ce qui n'empêche pas Gilles Duhem, président d'une association sociale de quartier dans l'arrondissement populaire de Neuköln, à Berlin, de rester lucide. «Sans Hartz IV et les emplois à 1 euro de l'heure, c'est tout le système social allemand qui s'écroulerait, dit-il. Tous les six mois, le Job Center nous envoie de nouvelles personnes, sans la moindre qualification pour le job. Parmi toutes celles que j'ai ainsi vu défiler, il n'y a personne que j'aurais embauché si j'avais eu un budget pour le faire !Hartz IV est une aberration !» «On ne demande pas aux gens de travailler pour un euro de l'heure, rectifie Christian Holzner, de l'institut économique IFO de Munich, proche du patronat. Les gens peuvent ainsi améliorer un peu le montant des prestations, c'est différent.»

Dans un bâtiment triste de Caritas, les services sociaux organisés par l'Eglise, en plein centre de Berlin, Silke Nehles reçoit les plus démunis : «Des gens surendettés, des mères qui ne peuvent payer ni école de musique ni club de foot à leur enfant, des parents dont les enfants ont pris 10 centimètres en un an et qui n'arrivent plus à acheter de nouveaux vêtements, des personnes qui ont besoin de lunettes, de soins dentaires, d'un frigo, des gens qui ignorent tout de leurs droits, des gens qui ont un travail qui ne leur permet pas de vivre dignement...» Silke Nehles égraine le quotidien de la misère : «Avec 359 euros par mois, on peut tout juste payer l'électricité, sa carte de transport et la nourriture. Le moindre imprévu est une catastrophe.»

Des experts divisés

De fait, Hartz IV ne marche pas sans système D et travail au noir. Natasha ne va au cinéma que lorsqu'elle accompagne une amie handicapée. «Sa carte lui donne le droit d'amener quelqu'un qui l'aide à se déplacer...» Mario ramasse les bouteilles consignées qui traînent dans la rue, à la recherche de quelques dizaines d'euros pour finir le mois. «En fin de mois, je me demande chaque matin si je préfère prendre une douche ou allumer la télé. Avec moins de douze euros par mois, je sais que je ne peux pas faire les deux. Quand je suis raide, je ne mange plus que la soupe aux lentilles d'Aldi à 38 centimes la boîte !»

«Ce qui est grave avec Hartz IV, c'est que la multiplication des jobs à 1 euro pour justifier le versement des prestations a aggravé la pression sur les salaires vers le bas», critique Gustav Horn, directeur scientifique de l'institut IMK, proche des syndicats. «Depuis 2005, l'économie allemande a créé, grâce à Hartz IV, un million d'emplois de plus que l'économie n'aurait pu en créer en phase de croissance, s'il n'y avait pas eu ces réformes, rétorque Christian Holzner. Avant les réformes, les gens n'avaient pas la possibilité de travailler plus pour gagner un peu plus s'ils étaient au chômage. C'était un gros problème... Grâce à Hartz IV, même les gens peu qualifiés ont la possibilité de trouver un emploi.»

Les experts sont divisés autant sur le bilan des réformes du marché du travail que sur les causes de cette réforme. Pour le gouvernement, Hartz IV est le fruit de la globalisation et des délocalisations. Pour Gustav Horn, c'est le prix à payer pour la réunification, financée à crédit et responsable de l'endettement colossal de l'Allemagne.

Natasha, Ella, Mario... Tous attendent avec une certaine angoisse le résultat des élections, dimanche soir. «J'ai très peur d'une coalition Merkel avec les libéraux du FDP, explique Natasha. S'ils arrivent au pouvoir, la situation des bénéficiaires de Hartz IV risque bien d'empirer...»

Les libéraux du FDP, alliés potentiels de la chancelière au sein du prochain gouvernement allemand, entendent réduire encore les budgets sociaux et réformer Hartz IV de telle sorte que les gens retrouvent un vrai travail. Bien des chefs d'entreprise sont convaincus que les parents d'une famille nombreuse préfèrent vivre des allocations plutôt que d'accepter un emploi non qualifié.

Hugo Chavez appelle à la création d'un monde multipolaire (28.09)

Reuters - 27.09

Le président vénézuélien Hugo Chavez a exhorté samedi les dirigeants africains et latino-américains réunis pour un sommet sur l'île de Margarita à construire un monde "multipolaire" débarrassé de l'influence économique occidentale.

"C'est le début du salut de notre peuple", a lancé le président socialiste dans son discours d'ouverture de la réunion, qui s'achève ce dimanche.

Parmi ses hôtes figurent Mouammar Kadhafi, à la tête de la Libye depuis quatre décennies, ainsi que Robert Mugabe, 85 ans, qui dirige le Zimbabwe depuis son accession à l'indépendance il y a près de trente ans.

Chavez gouverne le Venezuela depuis à peine plus de dix ans, mais il ne fait pas mystère de son désir de se maintenir encore longtemps à la présidence pour transformer le pays en un Etat socialiste.

Il a expliqué que ce deuxième sommet afro-latino américain, auquel participent de nombreux présidents récemment élus, aiderait leurs pays, le plus souvent pauvres, à resserrer leurs liens commerciaux et à réduire leur dépendance envers l'Europe et les Etats-Unis.

"Le XXIe siècle ne sera pas un monde bipolaire, il ne sera pas unipolaire. Il sera multipolaire. L'Afrique sera un pôle géographique, économique et social important, tout comme l'Amérique du Sud", a-t-il ajouté dans son discours.

Le modèle d'ouverture à la libre entreprise allié des préoccupations sociales, cher au Brésil et à l'Afrique du Sud représentés par leurs présidents respectifs, semble toutefois attirer de nombreux pays africains davantage que l'approche plus radicale de Chavez.

Les dirigeants doivent signer dimanche un document approuvant le renforcement des liens entre les deux continents et appelant les institutions internationales comme l'Onu ou la Banque mondiale à leur accorder plus de poids.

Certains analystes estiment que des économies émergentes telles que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine pourraient éclipser les économies des pays les plus riches d'ici 2050.

Kadhafi, qui a fait venir spécialement une limousine blanche au Venezuela, n'est pas passé inaperçu. Il est venu accompagné d'une suite remplissant deux Airbus et il a planté une grande tente de bédouin à côté de la piscine du Hilton.

"Le monde n'est pas les cinq pays du Conseil de sécurité", a déclaré le dirigeant libyen. "Les puissances mondiales veulent continuer à préserver leur pouvoir. Quand ils ont eu l'occasion de nous aider, ils nous ont traités comme des animaux, ils ont détruit nos terres. Nous avons aujourd'hui la chance de construire notre propre puissance."

Allemagne. Angela Merkel gouvernera avec le FDP, le SPD dans l'opposition (28.09)

Reuters - 27.09

Sur fond de participation historiquement basse, les électeurs allemands ont accordé dimanche un second mandat de quatre ans à la chancelière conservatrice sortante, Angela Merkel, qui devrait pouvoir gouverner cette fois avec les Libéraux du FDP, partenaires traditionnels de la CDU/CSU.

En cette année où l'on s'apprête à fêter les 20 ans de la chute du Mur de Berlin, le centre-droit va se retrouver seul aux affaires pour la première fois depuis l'ère Helmut Kohl (1982-1998).

C'en est fini de quatre années de "grande coalition" entre les conservateurs et la gauche sociale-démocrate, qui, dimanche, essuie une débâcle avec son pire score en 60 ans: autour de 23%.

Avec 33,6 à 33,8% selon les estimations, la CDU/CSU recule d'environ 1,5 point par rapport à 2005 mais obtiendrait 230 sièges.

Avec les 93 sièges du FDP, la future coalition "noir-jaune" disposerait d'un total de 323 sur un total minimum de 598 au Bundestag, soit une majorité claire et nette, sans attendre l'attribution des quelques "mandats supplémentaires" découlant d'un système électoral complexe. Le bloc de gauche (SPD, Die Linke et les Verts) réunirait lui autour de 290 députés.

La chancelière s'est réjouie des nouvelles perspectives de coalition : "Nous avons atteint notre objectif électoral consistant à pouvoir mettre sur pied un gouvernement stable", a-t-elle dit, souriante, devant des militants chrétiens-démocrates enthousiastes.

"Je crois que ce soir, nous pouvons nous laisser aller à faire la fête!", a-t-elle lancé à ses partisans. "Ce soir, je suis satisfaite et heureuse!"

Tout ne sera sans doute pas facile lors du second mandat Merkel. "Gouverner l'Allemagne va être plus difficile maintenant. Il y aura une opposition plus forte qu'auparavant", fait remarquer Dietmar Herz, politologue à l'université d'Erfurt. "Il existe des différences notables entre les conservateurs de Merkel et le FDP en politique économique, et il y aura des conflits entre eux", ajoute-t-il.

SE RENOUVELER DANS L'OPPOSITION

Le FDP, qui préconise des baisses d'impôt plus marquées que la CDU et un assouplissement des conditions de licenciement, est avec son chef Guido Westerwelle le principal gagnant de la soirée. Les dernières projections lui donnent 14,6%, score dont il se prévaudra lors des négociations qui vont s'ouvrir pour la formation du nouveau cabinet.

Westerwelle, dont le parti était dans l'opposition depuis 1998, s'est félicité du "résultat électoral exceptionnel", soulignant que, désormais, "nous voulons participer au gouvernement".

Lui est a priori réservé le portefeuille des Affaires étrangères, celui-là même que détenait le candidat malheureux du SPD à la chancellerie, Frank-Walter Steinmeier, jusqu'alors vice-chancelier et numéro deux de la coalition sortante.

Ce dernier a reconnu que son parti subissait une "amère" défaite. "Les électeurs ont tranché et ce résultat marque un jour amer pour la social-démocratie allemande", a-t-il dit.

Avec 23% des voix, le SPD devrait n'obtenir que 148 sièges, soit une perte de 73 par rapport à la chambre sortante. Jusqu'alors, son score le plus faible depuis la fondation de la République fédérale en 1949 avait été 28,8% en 1953.

"Il n'y a aucun moyen de le présenter favorablement, ce résultat est une amère défaite", a ajouté devant ses partisans Steinmeier, 53 ans, qui entend désormais devenir le chef de l'opposition au Bundestag et diriger le groupe parlementaire de son parti.

Pour le maire social-démocrate de Berlin, Klaus Wowereit, le SPD va devoir maintenant se renouveler dans l'opposition, après une longue période au pouvoir. "Le SPD va devoir passer par un processus de renouvellement et de rajeunissement", a-t-il dit à la chaîne ZDF.

APPEL DU PIED DE DIE LINKE AU SPD

De l'avis des experts, le SPD a souffert d'un report des voix au sein de la gauche. En 2005, il avait obtenu 34,2% des voix, déjouant des sondages qui le donnaient pour nettement battu.

Dans le même temps, le parti Die Linke progresse spectaculairement sur la gauche du SPD. En 2005, le PDS, dont il est issu, avait réuni 8,7% des suffrages; dimanche, Die Linke a engrangé autour de 12,5% des voix, soit 53 sièges.

Il est le quatrième parti d'Allemagne, devant les Verts. "Nous sommes désormais le parti qui fera pression pour que l'Etat social soit reconstitué", a déclaré son coprésident Oskar Lafontaine, transfuge du SPD qu'il présida dans les années 1990.

Die Linke entend continuer de ravir au SPD certains thèmes de gauche, même si l'une de ses figures de proue, l'ancien avocat Gregor Gysi, lui a fait dimanche soir un appel du pied, en soulignant que Die Linke et les sociaux-démocrates pourraient désormais, dans l'opposition, se rapprocher.

Les Verts passent pour leur part de 8,1% à 10,0-10,4%. Tout en se félicitant de ce bon score, Jürgen Trittin, candidat des Verts à la chancellerie et ancien ministre de l'Environnement, a estimé que "même des Verts super-bons n'ont pas pu compenser le désastre du SPD".

Le taux de participation a été historiquement bas dimanche à ces élections au 17e Bundestag, 72,5% contre 77,7% en 2005, qui marquait déjà un record à la baisse. Dans les années 1980, la participation était comprise entre 84 et 90%.

Allemagne. Les deux gros partis allemands pèsent de moins en moins l'opposition (28.09)

Reuters - 27.09

Les deux grands "Volksparteien" (partis populaires) d'Allemagne, la CDU/CSU conservatrice et le SPD de centre-gauche, ont obtenu dimanche leur plus mauvais score depuis des décennies, et ces législatives ont profité aux trois petites formations représentées au Bundestag: le FDP, Die Linke et, dans une moindre mesure, les Verts.

Si la CDU/CSU va pouvoir en finir avec la grande coalition avec le SPD, elle le doit non pas à elle-même, puisque son score recule de 1,5% par rapport aux législatives de 2005, mais aux Libéraux du FDP, lesquels étaient dans l'opposition depuis onze ans.

La CDU/CSU essuie son deuxième plus mauvais score depuis la fondation de la République fédérale allemande, avec autour de 33,5-34% dimanche, contre 31% en 1949.

L'autre parti de la grande coalition, le SPD, enregistre une véritable débâcle, avec 23% d'après les dernières projections, soit de loin son pire score depuis 1949; jusqu'à dimanche, sa pire défaite remontait à 1953 avec 28,8%.

Les deux grands partis recueillent là les fruits amers de quatre années de gestion commune du pays, et de la crise financière et financière, qui a conduit les conservateurs et les sociaux-démocrates à trouver des compromis pour réussir enfin à tirer la première économie d'Europe de la récession.

La chancelière Angela Merkel et son vice-chancelier social-démocrate Frank-Walter Steinmeier n'ont pas réussi à convaincre les Allemands qu'ils avaient les bonnes recettes pour tirer le pays hors de la crise, et ils font figure de perdants de ces législatives, même si la première restera au pouvoir.

L'union CDU/CSU était entrée en campagne avec pour objectif d'atteindre "40% et plus" et avait misé sur la forte popularité de sa chef de file, sans véritablement parler du fond.

"La victoire c'est la victoire!", s'empresaient de souligner les partisans de Merkel dimanche soir. "Angela Merkel est incontestée", soulignait un des barons de la CDU, Christian Wulff. Et pourtant, il est clair d'ores et déjà que les questions soulevées par la perte d'influence de la CDU en termes de voix vont éroder l'autorité de la chancelière.

C'est une union CDU/CSU quelque peu affaiblie qui va former une alliance avec un FDP remonté et son chef Guido Westerwelle qui marchandera cher son soutien. Pour la CDU, les temps à venir seront sans doute plus difficiles que sous la grande coalition.

LES VERTS ATTIRÉS PAR LE NOIR DE LA CDU ?

D'une part, politiquement, l'opposition au gouvernement va être plus puissante: SPD, Die Linke et les Verts auront de quoi lui mener la vie plus dure que le FDP, Die Linke et les Verts, très désunis, ne l'ont menée à la grande coalition.

Et d'autre part, les problèmes à régler sont immenses: une dette publique abyssale, la crise économique toujours là, un chômage en augmentation, de nouveaux déficits dans les caisses sociales, sans parler de l'impopularité de plus en plus grande de la présence militaire allemande en Afghanistan.

Ensemble, la CDU/CSU et le SPD, ces deux "Volksparteien" qui ont toujours dominé la vie politique de la RFA puis de l'Allemagne réunifiée, n'ont totalisé dimanche qu'autour de 56-57% des voix. En 2005, ils totalisaient 69,4% et en 2002, 77%. Dans les années 1980, cette proportion dépassait même les 81% en 1987, et les 87% en 1980.

L'Allemagne fait donc face à un spectaculaire émiettement de son électorat, entamé au début des années 1980 avec l'irruption des Verts sur la scène politique, puis de celle du PDS dans les années 1990.

Le renforcement de ces deux partis, conjugué au très bon score du FDP, a accentué un peu plus ce phénomène dimanche.

La situation des sociaux-démocrates est particulièrement dramatique après 11 années au pouvoir. Le SPD représente tout juste un peu plus que le total des voix des Verts et de Die Linke, les deux autres formations qui vont former l'opposition à la nouvelle coalition de droite d'Angela Merkel.

Le SPD doit d'urgence trouver une nouvelle voie pour revenir au pouvoir, dans la mesure où le FDP, avec lequel il lui arriva de gouverner dans les années 1970, ne veut plus s'allier qu'aux conservateurs.

Le paysage politique plus clair qui va se dégager du nouveau Bundestag, avec la CDU/CSU et le FDP au pouvoir et le SPD, Die Linke et les Verts dans les rangs de l'opposition, pourrait favoriser l'émergence de cette nouvelle voie.

Frank-Walter Steinmeier a certes exclu une alliance au plan fédéral avec Die Linke, jusqu'à la fin de la nouvelle législature en 2013. Mais Gregor Gysi, l'un des ténors de Die Linke, a prophétisé dimanche soir que dans l'opposition, les rouges du SPD et les rouges de Die Linke sauraient se rapprocher.

Les Verts, eux, sont à la croisée des chemins. Doivent-ils, comme ils l'ont déjà laissé entendre, se tourner vers la CDU, ou explorer d'autres possibilités? Les stratèges du parti écologiste pèsent le pour et le compte depuis un certain temps, mais leur coprésident Cem Özdemir n'est pas a priori hostile à un rapprochement avec les conservateurs.

Pour l'heure, ils constatent que leur objectif électoral, devenir la troisième force politique du pays, leur a échappé, puisqu'ils ne devraient être que cinquièmes, au bout du compte, derrière le FDP et Die Linke.

Autriche. Forte progression de l'extrême-droite autrichienne lors des régionales partielles (28.09)

LeMonde.fr - 27.09

Les conservateurs au pouvoir ont aisément remporté dimanche les élections régionales en Haute-Autriche ; avec 46% des suffrages, le Parti du peuple (droite) a renforcé sa main sur cette région de tradition conservatrice, la troisième la plus peuplée du pays avec la ville industrielle de Linz. Mais la progression la plus spectaculaire a été celle du Parti de la liberté d'extrême droite, qui a doublé son score de 2003 pour atteindre 16 % des voix. C'est la deuxième fois en une semaine que cette formation réalise une telle percée. Dimanche dernier, il avait doublé son score aux régionales dans la région de Vorarlberg, également contrôlée par les conservateurs, en obtenant 25% des voix.

Le parti extrémiste aurait notamment bénéficié de défections d'électeurs traditionnellement sociaux-démocrates ; ces derniers ont plongé de plus de 13 points par rapport au précédent scrutin régional pour tomber à 25 %. Cette défaite des sociaux-démocrates s'inscrit dans la continuité d'une série de revers locaux ininterrompue depuis qu'ils ont remporté les législatives il y a un an et pourrait accroître la pression sur le chancelier Werner Faymann.

La droite dure bénéficie d'un soutien croissant en Autriche, malgré le faible score de l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche de l'ancien dirigeant populiste Jörg Haider. Le Parti de la liberté s'appuie notamment sur un sentiment xénophobe de plus en plus fort, la montée du chômage et les inquiétudes grandissantes de l'électorat sur la situation économique, malgré le plan de relance massif adopté par le gouvernement.

Portugal. Les socialistes remportent les élections législatives au Portugal (28.09)

AP - 27.09

Malgré un taux de chômage le plus élevé au Portugal depuis 20 ans, le Parti socialiste du Premier ministre sortant José Socrates a remporté dimanche les élections législatives, mais sans obtenir une majorité absolue au Parlement, selon un sondage sortie des urnes.

"Nous avons été choisis une fois de plus pour gouverner le Portugal" a souligné le Premier ministre socialiste Jose Socrates, ajoutant "c'est une victoire claire et extraordinaire".

Selon des résultats basés sur 99% des bulletins dépouillés, les socialistes récoltent 36,5% des suffrages, contre 29% pour le principal parti d'opposition, le parti social-démocrate (PSD) de centre-droit. Le PSD a concédé sa défaite.

Trois autres partis recueilleraient chacun 7 à 12% des suffrages, obtenant ainsi des sièges au Parlement. Le Bloc de gauche remporterait 10% des suffrages, la coalition Verts/Communistes près de 8%, et le Parti populaire (conservateur) 10,5%. Onze partis marginaux n'ont pas assez de voix pour figurer au Parlement.

Quelque 9,4 millions de Portugais étaient appelés aux urnes pour renouveler leur Parlement qui compte 230 sièges. La participation s'est montée à 60,5%.

Le PS a axé sa campagne sur les dépenses publiques afin de relancer une économie qui, au second trimestre, s'est contractée de 3,7% par rapport à la même période l'année dernière. Le chômage est quant à lui passé de 7,9% à 9,1%, avec environ 500.000 demandeurs d'emploi. C'est le taux de chômage le plus élevé depuis 20 ans.

Pour relancer l'économie, le PS propose des grands travaux: cinq milliards d'euros pour la construction d'un nouvel aéroport lisboète, trois milliards pour une liaison TGV avec l'Espagne, et 1,7 milliard pour un nouveau pont géant au-dessus du Tage à Lisbonne.

Des dépenses publiques jugées excessives par la "dame de fer" portugaise, grande rivale de Socrates et patronne du PSD, Manuela Ferreira Leite. Conservatrice au plan social, elle est opposée au projet socialiste d'autoriser le mariage homosexuel.

José Socrates, 52 ans, qui depuis quatre ans a mené de nombreuses réformes, n'aura pas réussi à réitérer l'exploit du raz-de-marée qui l'avait porté au pouvoir en 2005.

Faute de majorité absolue, le PS devrait constituer un gouvernement de coalition. Seul un gouvernement minoritaire a été à son terme en 33 ans de vie démocratique au Portugal. Avant le raz-de-marée PS de 2005, le pays avait vu se succéder trois gouvernements en trois ans.

Guinée. Au moins 58 manifestants tués dans des affrontements à Conakry (29.09)

Reuters - 29.09

Au moins 58 personnes ont été tuées à Conakry lorsque les forces de sécurité ont tiré à balles réelles pour disperser des milliers d'opposants au régime militaire du capitaine Moussa Dadis Camara.

Selon des témoins, Cellou Dalein Diallo, chef du principal groupe d'opposition, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UCFD), et plusieurs autres dirigeants hostiles à Camara, qui a pris le pouvoir en 2008 en Guinée à la faveur d'un coup d'Etat militaire, ont été arrêtés.

"Dans un seul hôpital, nous avons compté 58 corps. Il semble qu'il y en ait beaucoup plus" dans un autre hôpital, a déclaré à Reuters Thierno Maadjou Sow, président de l'Organisation guinéenne des droits de l'homme, qui parlait jusqu'à lors d'un bilan de 14 morts excluant les possibles victimes transportées dans les hôpitaux.

Des témoins ont fait état d'une vingtaine de blessés par balles. D'autres ont rapporté qu'un poste de police avait été incendié. Des émeutiers se sont emparé de plusieurs véhicules et d'équipements et ont enlevé un policier, ont-ils ajouté.

Les manifestants, qui étaient des milliers, se sont répandus dans les rues, attaquant les forces de l'ordre et pénétrant de force dans le stade du 28-Septembre, où la junte avait interdit un meeting de l'opposition.

Cette flambée de violence fait suite à des mois de querelles entre le jeune capitaine Camara, qui n'a pas exclu de se présenter à l'élection présidentielle prévue début 2010, et ses rivaux.

Après l'arrestation de plusieurs dirigeants de l'opposition, Moussa Dadis Camara a seulement déclaré à la radio sénégalaise RFM : "J'ai demandé s'ils étaient en bonne santé et on m'a dit qu'ils l'étaient."

LA FRANCE CONDAMNE

Durant le week-end, des milliers de Guinéens s'étaient rassemblés à Labé, au coeur du massif du Fouta Djallon, dans le nord du pays, pour protester contre la venue du capitaine Camara.

Sa visite s'est finalement déroulée sans incidents, les forces de l'ordre ayant déployé un dispositif de sécurité important.

Redoutant des violences ce lundi, de nombreux Guinéens avaient constitué dès dimanche soir des stocks de provisions au cas où l'agitation se poursuive pendant plusieurs jours.

A la suite des heurts survenus dans la capitale, la junte a prévenu qu'elle ne négocierait pas avec ceux qui la défient.

"Ceux qui veulent défier l'autorité de l'Etat, nous les en empêcheront", a dit le commandant Moussa Diegbo Camara sur une radio locale.

Les bailleurs de fonds de la Guinée, de même que la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédeao) qui joue les médiateurs, ont invité l'homme fort de Conakry à ne pas se présenter en 2010.

Celui-ci ne s'est toujours pas prononcé officiellement, tout en confiant à des diplomates qu'il serait candidat.

Dans un communiqué, le ministère français des Affaires étrangères a condamné "avec la plus grande fermeté la répression violente exercée par l'armée contre les Forces vives de Guinée au cours d'une manifestation pacifique organisée à Conakry".

"La France appelle à la libération immédiate et sans condition de toutes les personnes arrêtées au cours de cette manifestation", ajoute le Quai d'Orsay dans un communiqué.

Selon Paris, le respect de l'engagement librement souscrit par le capitaine Dadis Camara, président du CNDD, devant la communauté internationale de ne pas se présenter à l'élection présidentielle de 2010 "est de nature à permettre le retour au calme."

"La France consulte ses partenaires au sein de l'Union européenne et du Groupe international de contact sur la Guinée afin d'étudier les conséquences à tirer rapidement de ces événements", dit encore le ministère.

Honduras : le double jeu des Américains (30.09)

Libération.fr - 29.09

Enfin des gestes de bonne volonté. Le président putschiste du Honduras, Roberto Micheletti, s'est dit prêt lundi soir à «abroger» son décret instaurant un état de siège de 45 jours et a renouvelé son invitation à une mission de médiation de l'Organisation des Etats américains (OEA) qu'il avait fait expulser la veille. En parallèle, son rival Manuel Zelaya, toujours réfugié à l'ambassade du Brésil, appelait la communauté internationale à «restaurer l'état de droit» dans le pays, rompant ainsi avec ses précédentes déclarations encourageant le soulèvement populaire.

Washington avait rappelé à l'ordre les deux hommes lundi par l'intermédiaire d'un des représentants des Etats-Unis à l'OEA, Lewis Amselem. Ce dernier avait qualifié l'expulsion des diplomates de l'OEA d'«insultes à la communauté internationale», tout en décrivant le retour clandestin de Manuel Zelaya d'«acte irresponsable et idiot». Hillary Clinton serait en fait furieuse que ce retour impromptu, facilité par le Brésil et le Venezuela, ait fait échouer la médiation du président costaricain Oscar Arias, fidèle allié des Etats-Unis.

Usual suspects

Lors du putsch mené le 28 juin, les protestations américaines étaient pourtant restées timides, accreditant la thèse d'un blanc-seing de Washington, voire d'un pilotage secret d'anciens membres de l'administration Bush, dont le diplomate John Negroponte.

Au début des années 1980, ce dernier était ambassadeur de Ronald Reagan à Tegucigalpa, la capitale hondurienne. Il reste considéré comme le coordinateur de l'Iragate, soit le financement des Contras du Nicaragua, les paramilitaires opposés à la révolution sandiniste de l'actuel président nicaraguayen Daniel Ortega, par l'intermédiaire de ventes d'armes clandestines à l'Irak, alors en guerre contre l'Irak.

Après le 11 septembre 2001, George W. Bush avait nommé Negro Ponte ambassadeur à l'ONU, puis à Bagdad, avant de le placer en février 2005 à la tête de la direction du renseignement national, un placard doré créé pour lui, d'où il était sorti début 2007 pour devenir l'adjoint de Condoleezza Rice au Département d'Etat. Depuis l'élection d'Obama, le nervi républicain conserve un poste de conseiller dans l'équipe d'Hillary Clinton.

Un autre homme possède un CV suspect. L'actuel ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, Hugo Llorens, proche de Negro Ponte, avait déjà été cité comme instigateur du coup d'Etat avorté contre Hugo Chavez en février 2002. Il dirigeait alors les affaires andines au conseil de sécurité nationale. Début juin, quelques jours avant le putsch, le réfugié cubain naturalisé avait déclaré au sujet du projet de Zelaya de modifier la constitution: «On ne peut pas enfreindre la constitution pour créer une autre constitution, parce que si l'on ne respecte pas la constitution, nous vivons tous sous la loi de la jungle.»

La Françafrique américaine

Les Américains, inquiets de la poussée gauchiste en Amérique latine et soucieux de préserver leur base militaire hondurienne de Soto Cano, à Palmerola, ne manquaient pas de mobiles pour souhaiter la chute de Zelaya, dont le rapprochement avec Hugo Chavez lui valait des ennemis jusque dans son propre camp du parti libéral.

L'implication souterraine des réseaux néoconservateurs semble plus que probable au regard du lourd passif de ces derniers. Reste à savoir si l'administration Obama a ignoré, fermé les yeux, ou encouragé leurs manoeuvres dans le pré carré latino-américain des Etats-Unis, qui n'a décidément rien à envier à notre Françafrique.

"L'ensemble du socialisme européen se trouve en difficulté" (30.09)

LeMonde.fr - 29.09

Alain Bergounioux, historien et directeur de La Revue socialiste, commente la défaite subie par le Parti social-démocrate allemand (SPD) aux élections législatives du 27 septembre.

Comment expliquez-vous la défaite du SPD ?

Dans une coalition rassemblant la droite et la gauche, il y a toujours un gagnant. A la fin des années 1960, le SPD avait tiré son épingle du jeu. C'est cette fois le tour de la CDU [Union chrétienne-démocrate]. Le SPD avait abordé la coalition en état de faiblesse. Il était déstabilisé par les réformes menées par le gouvernement Schröder, qui avaient ébranlé une partie des catégories populaires et provoqué une mésentente avec les syndicats.

Ce contexte avait contribué à susciter la création du parti Die Linke [gauche radicale], la formation d'Oskar Lafontaine. Au pouvoir, le SPD a perdu sa spécificité à partir du moment où les chrétiens-démocrates ont adopté des mesures de régulation pour lutter contre la crise. Son repositionnement à gauche ne lui a pas permis de regagner des voix dans les catégories populaires et lui en a fait perdre dans les classes moyennes.

Le résultat des élections allemandes constitue-t-il un avertissement pour le Parti socialiste français ?

Il n'y a pas de loi générale. Lors du même week-end, le Parti socialiste portugais a remporté les élections législatives... Cela étant, il est vrai que l'ensemble du socialisme européen se trouve en difficulté.

Les droites européennes – en Allemagne, en France, en Angleterre comme en Scandinavie – ont recentré leurs discours, alors que le socialisme européen n'a pas défendu de politique alternative face la crise. Il se trouve confronté à un problème de renouvellement des hommes et des structures, ainsi qu'à des questions communes : comment assurer la redistribution et la protection sociale dans des économies dont les ressources diminuent ? Comment faire face à la fragmentation sociale et culturelle de la société ?

Pour répondre à ces deux grands défis, le socialisme européen doit mener un très gros travail politique et idéologique. Il lui est impossible de revenir à la vision étatique et redistributive qui était celle de la social-démocratie au début des années 1980, et il lui faut également tenir compte des insuffisances du social-libéralisme qui a servi de fondement à la troisième voie blairiste.

Le PS doit-il tenir compte des échecs de ses voisins pour refonder sa stratégie d'alliances ?

Les droites européennes ont à peu près unifié leurs camps, alors que la gauche a eu tendance à se fragmenter en trois ou quatre courants. Il lui faut construire des coalitions, faute de quoi le PS ne disposera pas de la crédibilité nécessaire au moment des élections. Les électeurs, en effet, ne donnent pas de majorité politique à la seule protestation. Ni la gauche de la social-démocratie ni les Verts aujourd'hui ne constituent l'axe d'une alternative à la droite.

Quels peuvent être les contours de ces coalitions ?

En France, la solution se trouve plutôt dans un accord entre le PS, les Verts et la partie de la gauche du PS susceptible de l'accepter. C'est ce socle de crédibilité qui permettra ensuite d'ouvrir des discussions avec le centre.

La Chine va réduire son armée de terre de 700.000 hommes (01.10)

Reuters - 30.09

La Chine prévoit de réduire les effectifs de son armée de terre de 700.000 hommes au cours des deux à trois prochaines années dans le cadre de la modernisation de sa défense, apprend-on mercredi de deux sources proches de l'armée.

L'Armée populaire de libération compte aussi renforcer le personnel de sa marine et de son armée de l'air avec l'objectif de se transformer en une force plus réduite s'appuyant sur la haute technologie, rapportent ces deux sources qui ont requis l'anonymat.

L'APL est issue de l'Armée rouge, une armée forte de cinq millions de paysans. Elle est devenue la force nationale armée chinoise lors de la création de la République populaire de Chine, dont les 60 ans seront célébrés jeudi.

"L'APL doit développer sa marine et son armée de l'air", a indiqué une des sources à Reuters. "Elle recrutera des diplômés de l'université."

La réduction des forces terrestres et l'augmentation des forces navales et aériennes aboutiront à une réduction globale des effectifs de l'APL, actuellement de 2,3 millions d'hommes. Mais on ignore le solde définitif et il pourrait y avoir d'autres modifications des effectifs.

La Chine a déjà réduit le nombre de ses soldats ces dernières années pour affecter l'argent ainsi économisé à d'autres postes, comme la formation ou l'armement. La marine envisage par exemple la construction d'un porte-avions.

Aucune des deux sources interrogées n'a su dire quand ces décisions seraient annoncées. Elles doivent encore être approuvées par la commission militaire centrale du Parti communiste, dirigée par le chef du Parti et président Hu Jintao.

Les forces armées chinoises sont bien plus nombreuses que la deuxième plus grande armée du monde, celle des Etats-Unis, dont les effectifs atteignent environ 1,5 million d'hommes.

En Espagne, José Luis Rodriguez Zapatero recherche des alliés pour voter un budget de rigueur critiqué de toute part (01.10)

LeMonde.fr - 30.09

José Luis Rodriguez Zapatero devra batailler ferme - et négocier finement - pour faire voter son projet de loi de finances pour 2010. Les petites formations de gauche sur lesquelles comptait le chef du gouvernement espagnol ont fraîchement accueilli la perspective d'un budget de rigueur qui prévoit une réduction des dépenses publiques de 3,9 %. Mais ce sont surtout les hausses d'impôts directs et indirects, destinées à drainer 11 milliards d'euros de recettes supplémentaires, qui provoquent une unanime hostilité, à droite comme à gauche.

Pour l'ensemble des experts consultés par la presse espagnole, le relèvement du taux général de TVA de 16 % à 18 %, l'augmentation de la fiscalité des plus-values dépassant 6 000 euros et la suppression pour tous les contribuables d'une déduction de 400 euros instaurée en 2008 vont pénaliser essentiellement la classe moyenne. Contrairement au récent discours de M. Zapatero devant le comité directeur du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) mettant en accusation "les puissants", le tour de vis fiscal concerne peu les tranches les plus élevées.

Au moment de transmettre au Congrès des députés, mardi 29 septembre, le détail de la loi de finances, M. Zapatero a toutefois défendu, dans un entretien à la radio, "la claire progressivité des hausses d'impôts" dans le cadre d'un "budget solidaire". S'il demande "un petit effort" à chaque Espagnol, c'est parce que, dit-il, "nous devons sortir tous ensemble de la crise avec une cohésion sociale maximale".

"Projet injuste"

Face à l'ampleur d'une récession (- 3,6 % en 2009) qui a mis près de 2 millions de personnes au chômage en un an, la cure de rigueur proposée pour 2010, afin de réduire un déficit estimé à près de 10 %, fait grimacer à gauche. "Le projet complique les possibilités d'accord, prévient Gaspar Llamazares, porte-parole d'Izquierda unida (IU, écolo-communistes). C'est un pas en arrière, cela démontre que nous n'avons pas été entendus." Les deux principales centrales syndicales, UGT et CCOO, jusque-là modérées vis-à-vis de l'exécutif socialiste malgré les plans sociaux et les fermetures d'entreprises, sont également montées au créneau : "Ce projet qui touche les revenus bas et moyens est déséquilibré et injuste, il va à l'encontre des déclarations officielles."

Les petites formations censées venir en aide au PSOE, à qui il manque 6 sièges pour être majoritaire, ne sont pas en reste. Notamment la gauche nationaliste catalane. Joan Herrera, d'Initiative pour la Catalogne, Verts (ICV, écolo-communistes), dénonce "une rhétorique de gauche qui ne se retrouve pas dans les actes". Face à un projet de budget jugé "hasardeux, improvisé, irréaliste", Esquerra Republicana de Catalunya (ERC, gauche nationaliste) compte cyniquement "profiter de la précarité parlementaire de José Luis Rodríguez Zapatero" pour marchander ses 3 voix aux Cortes.

Le Parti nationaliste basque (PNV, 6 députés) semble mieux disposé, alors que des critiques fusent au sein même de la famille socialiste. L'ancien ministre Jordi Sevilla évoque "une occasion perdue pour rendre notre système fiscal plus équitable". Cet ancien proche de M. Zapatero au sein du PSOE rejoint les accusations d'"improvisation" émises par la droite. "On a voulu contenter tout le monde et cela a accouché d'un Frankenstein", a-t-il martelé. M. Sevilla fait partie des trois ex-ministres de M. Zapatero à avoir renoncé à son siège de député ces dernières semaines.

Equateur: un mort et 49 blessés dans une manifestation d'Indiens (03.10)

AP - 02.10

Des affrontements entre la police et des Indiens d'Amazonie qui protestaient mercredi contre des lois sur l'eau, le pétrole et les mines, ont fait causé la mort d'un Indien et blessé au moins 40 policiers et neuf Indiens, ont annoncé les autorités équatoriennes. Deux civils auraient été tués selon les Indiens.

Les affrontements se sont déroulés près du fleuve Upano, dans la province Morona Santiago, dans la jungle, dans le sud-est du pays, où des Indiens bloquent les routes depuis le début de la semaine pour protester contre des lois qu'ils jugent dangereuses pour leurs terres.

Le président Rafael Correa a accusé les Indiens d'avoir provoqué un bain de sang et réitéré son appel au dialogue pour répondre aux accusations des Indiens d'Amazonie.

"Des groupes extrêmement violents armés de pistolets et de fusils ont attendu la police pour lui tirer dessus", a déploré Rafael Correa lors d'une conférence de presse. "Nous devons déplorer la mort d'un frère équatorien". L'autopsie a montré que l'Indien a été tué par une balle de plomb, souvent utilisée par les chasseurs dans la jungle.

Le ministre de l'Intérieur Gustavo Jalkh avait expliqué, avant la déclaration du président équatorien, que les Indiens ont blessé des policiers à balles de plomb souvent utilisées par les chasseurs dans la jungle. Il a assuré que la police avait fait un usage "progressif de la force" pour dégager l'autoroute située dans l'Amazonie, dans le sud-est du pays, mais a nié toute utilisation d'armes à feu.

La fédération indienne d'Amazonie, CONFENAIE, a affirmé dans un communiqué que deux Indiens Shuar ont été tués et neuf blessés par balles dans ces affrontements.

Les Indiens d'Equateur bloquent les routes depuis lundi pour contester ces lois, bien que le président équatorien Rafael Correa ait rencontré mercredi des représentants des Indiens. Après huit heures de discussions, les représentants de plusieurs groupes d'Indiens ont rompu les pourparlers et dénoncé la répression du gouvernement.

Dans toute la région des Andes, les Indiens se battent contre les gouvernement de droite comme de gauche qui développent des projets pétroliers et miniers sur leurs terres.

Les lois proposées par le gouvernement équatorien menacent leurs terres et privatisent l'eau, selon eux. Ce que réfute Rafael Correa.

Italie. Le Parlement italien adopte une mesure d'amnistie fiscale controversée (06.10)

Le Monde - 05.10

Il Sole 24 Ore, le grand quotidien économique italien soutenu par le syndicat des patrons, a publié lundi 5 octobre un "Guide de l'amnistie fiscale". Il semble promis au succès après l'adoption définitive vendredi par le Parlement d'une mesure controversée d'amnistie. Moyennant une taxe de 5 %, les Italiens vont pouvoir rapatrier capitaux, immobilier, titres financiers, yachts et bijoux. En prime, l'Etat amnistie également certains délits tels que la présentation de faux bilans. Les intermédiaires financiers ne seront plus tenus d'alerter les autorités s'ils soupçonnent un blanchiment d'argent.

"Nous avons besoin de sacro-saint argent " pour la santé et la recherche, a expliqué, avant le vote, Silvio Berlusconi plaidant pour le "réalisme" alors que la gauche, l'Association nationale des magistrats et l'hebdomadaire catholique Famiglia Christiana dénoncent "l'Etat mafieux", un "cadeau honteux " aux fraudeurs, une "insulte aux honnêtes gens".

La brigade financière estime à 300 milliards d'euros les avoirs transalpins à l'étranger, dont 125 milliards en Suisse (surtout dans les banques de la région de Lugano), 86 au Luxembourg et... 2 milliards dans la République de San Marino. Le ministre de l'économie, Giulio Tremonti, a ainsi justifié le coup d'éponge judiciaire : " On ne pouvait pas courir le risque que le recours à l'amnistie soit synonyme pour le fraudeur chef d'entreprise à une auto-dénonciation donc à une forme de suicide". Selon la presse italienne, la fraude fiscale est surtout pratiquée par les habitants de l'industrielle Italie du Nord.

Lors d'un premier vote à l'Assemblée, plusieurs élus de gauche avaient quitté l'Hémicycle pour protester contre cette mesure. Certains n'hésitant pas à juger l'Italie moins vertueuse que " le cartel de Medellin"... Jeudi, l'ancien juge Antonio di Pietro, chef du parti de l'Italie des valeurs, s'est déguisé en mafieux d'opérette (béret et cigare) pour dénoncer "un blanc-seing" à la criminalité organisée. Ironie du sort, si l'opposition avait été au complet pour le vote définitif vendredi, elle aurait pu repousser cette mesure.

Reste à savoir combien elle rapportera à l'Etat italien, le plus endetté d'Europe. Les deux précédentes amnisties (2000 et 2002) avaient généré deux milliards d'euros. M. Tremonti se refuse à faire des pronostics expliquant que la somme de 300 milliards d'euros d'évasion ne pourrait être retenue comme base de calcul. "Dans ce chiffre, a-t-il déclaré, il y a des fonds produits par les activités criminelles qui ne rentreront jamais en Italie, amnistie ou pas." Bonne surprise pour le gouvernement : l'intensification de la lutte contre l'évasion décidée il y a quelques mois a permis au fisc de mettre la main sur près de 4 milliards d'euros.

La Grèce bascule à gauche (06.10)

AP - 05.10

Le PASOK de Georges Papandréou renvoie les conservateurs de la Nouvelle Démocratie dans l'opposition. Les socialistes ont remporté une large victoire aux élections législatives anticipées de dimanche en Grèce, décrochant la majorité absolue au Parlement, selon des résultats encore partiels.

Dans la soirée, le Premier ministre sortant Costas Caramanlis (ND), qui avait pris l'initiative risquée de convoquer ce scrutin anticipé à mi-mandat, a tiré les leçons de son pari perdu et de cette cuisante défaite en annonçant sa démission de la présidence de la Nouvelle Démocratie, un parti que son oncle défunt Constantin Caramanlis a fondé il y a 35 ans, jour pour jour.

M. Caramanlis a également appelé son adversaire socialiste Georges Papandréou, chef du PASOK, pour le "féliciter" et lui souhaiter "bonne chance". Pour sa part, le PASOK parle d'une victoire "historique".

Après dépouillement de 82% des bulletins de vote, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) obtenait 43,92% des voix, contre 34,15% des suffrages pour la Nouvelle Démocratie, soit près de 10 points d'écart, ce qui constitue le plus mauvais score jamais réalisé par les conservateurs. La participation s'est élevée à 70,24% dans ce pays où le vote est théoriquement obligatoire.

Si les résultats définitifs confirment ces chiffres encore partiels, les socialistes décrocheraient 159 des 300 sièges au Parlement, soit plus de la majorité absolue. Le PASOK serait donc en mesure de gouverner seul, sans avoir besoin de faire alliance avec d'autres partis.

Ces résultats sont conformes aux sondages d'avant-scrutin qui donnaient les socialistes largement vainqueurs des élections dans les intentions de vote. Elles confirment la perte de popularité des conservateurs, au pouvoir depuis cinq ans en Grèce, minés par une série de scandales de corruption et par la crise économique.

"Nous portons la grande responsabilité de changer le cap de ce pays", a déclaré M. Papandréou devant une foule de partisans en liesse rassemblés devant le siège du PASOK dans le centre d'Athènes. "Je connais très bien le potentiel de ce pays, un potentiel miné par la corruption, le favoritisme, l'anarchie et le gaspillage."

Les deux camps défendaient des approches radicalement différentes face à la crise économique. Costas Caramanlis, 53 ans, prônait l'austérité, avec notamment un gel des salaires et des retraites, quand son adversaire socialiste, Georges Papandréou, 57 ans, jugeait indispensable des mesures de relance.

M. Caramanlis avait convoqué ces élections anticipées à mi-chemin de son deuxième mandat de quatre ans dans l'espoir de conforter sa légitimité pour mener des réformes difficiles, qu'il jugeait essentielles pour l'économie grecque.

Mais la popularité du neveu du défunt Premier ministre conservateur Constantin Caramanlis a été ébranlée par une série de scandales financiers et la dégradation de l'économie tandis que son parti était à la peine au Parlement où la ND n'était majoritaire que d'un siège.

Le scandale le plus préjudiciable a porté sur un accord d'échange de terres passé par l'Etat avec un monastère grec-orthodoxe. Comparant la valeur des terrains échangés, des enquêteurs ont démontré que l'Etat était perdant d'environ 100 millions d'euros dans l'opération. L'affaire a provoqué la démission de deux ministres, dont un des plus proches collaborateurs de M. Caramanlis.

Le gouvernement a également été critiqué pour sa gestion des émeutes de décembre dernier déclenchées par la mort d'un jeune tué par la police, et plus récemment par un vaste incendie qui s'est produit dans la région d'Athènes cet été.

Georges Papandréou, dont le parti, fondé par son père Andréas, a connu en 2007 sa pire débâcle électorale en 30 ans, défend une autre approche. Il plaide pour un plan de relance de l'économie et promet d'augmenter les investissements dans les infrastructures ainsi que des revalorisations de salaire supérieures à l'inflation pour les fonctionnaires.

M. Papandréou, dont le père et le grand-père ont été Premier ministre, et M. Caramanlis sont tous deux les héritiers de dynasties politiques. Ces deux familles rivales ont gouverné le pays pendant 32 des 47 années de régime démocratique qu'a connues la Grèce depuis 1955.

A Paris, le président français Nicolas Sarkozy a adressé ses "félicitations" et ses "vœux de succès" à M. Papandréou et a souhaité renforcer le partenariat bilatéral "dans tous les domaines".

L'Onu mise à l'index sur la fraude électorale en Afghanistan (06.10)

Reuters - 05.10

Peter Galbraith, diplomate américain récemment exclu de la mission des Nations unies en Afghanistan, accuse l'organisation d'avoir ignoré les fraudes massives qui ont, selon lui, émaillé la présidentielle du 20 août et de lui avoir enjoint de se taire avant de dissimuler son limogeage.

"Ne parlez pas à la presse!", ont été les dernières instructions que le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon lui a adressées, dit-il dimanche dans les colonnes du Washington Post.

L'ex-adjoint de Kai Eide, représentant spécial de l'Onu à Kaboul, dit avoir accepté et avoir reçu ensuite l'assurance que son départ serait expliqué par un différend avec son supérieur au sujet des fraudes électorales.

L'Onu, poursuit-il, a en fait annoncé qu'il avait été limogé "dans l'intérêt de la mission", à la suite d'une brouille d'ordre personnel avec Kai Eide, son ami de longue date.

"J'aurais même toléré ce dernier acte malhonnête d'une querelle qui remontait à plusieurs mois si les enjeux n'étaient pas si importants".

"Mais, à mon sens, la fraude était un fait que les Etats-Unis devaient reconnaître pour préserver leur crédit auprès des nombreux afghans qui n'ont pas soutenu le président Hamid Karzaï", écrit le diplomate proche de Richard Holbrooke, émissaire américaine en Afghanistan et au Pakistan.

"Eide m'a ordonné de ne pas évoquer davantage les bureaux de vote fantômes. Le jour du scrutin, ces sites ont produit des centaines de milliers de bulletins frauduleux", poursuit-il évoquant les 1.500 bureaux restés selon lui portes closes en raison de l'insécurité.

La Commission des plaintes électorales (ECC), qui dépend de l'Onu, a ordonné un nouveau décompte dans 3.000 bureaux de vote où elle soupçonne l'existence de fraudes. Les résultats préliminaires créditent le président sortant Hamid Karzaï de 54,6% des suffrages.

"Le président Obama a besoin d'un partenaire afghan ayant toute légitimité pour qu'une nouvelle stratégie porte ses fruits. Or les fraudes massives qui ont eu lieu le 20 août garantissent pratiquement que l'administration issue de ce scrutin tronqué ne sera pas crédible aux yeux de nombreux Afghans", conclut Peter Galbraith.

Le groupe d'armement britannique BAE Systems inquiété pour corruption (06.10)

Le Monde - 03.10

Traîner en justice le groupe britannique de défense BAE Systems pour faits de corruption à l'étranger : le Serious Fraud Office (SFO), l'autorité anti-fraudes du Royaume-Uni, pourrait réussir cette gageure malgré la haute portée politique de cette affaire. En cas de culpabilité, le premier marchand d'armes européen est passible d'une amende équivalente à un milliard d'euros.

La requête d'ouverture de poursuites judiciaires déposée par l'organisme britannique de lutte contre la délinquance en col blanc auprès du conseiller juridique de la Couronne porte sur des contrats d'armement signés avec quatre pays : l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Roumanie et la République tchèque. L'annonce du jeudi 1er octobre ne concerne pas les pots-de-vin prétendument versés par BAE à des membres de la famille régnante d'Arabie saoudite dans le cadre du contrat Al-Yamamah conclu dans les années 1980. Ce scandale avait été étouffé en 2006 sous la pression du premier ministre d'alors, Tony Blair, au nom de l'entente antiterroriste entre les deux pays.

Furieux de l'interruption de l'enquête sur les supposées commissions saoudiennes, le SFO prend aujourd'hui sa revanche en constituant un solide dossier sur d'autres grands contrats controversés signés par BAE. Le gouvernement travailliste devrait donner son accord à son action. Le premier ministre, Gordon Brown, est en effet conscient du préjudice causé à l'image du Royaume-Uni par cette série d'affaires de corruption.

"Il est dans l'intérêt national de punir la corruption" : à l'instar du quotidien de centre gauche The Independent, les organisations non gouvernementales (ONG) ont salué cette décision en soulignant qu'un arrêt de la procédure serait catastrophique pour la réputation des entreprises britanniques. Reste que, même en cas de soutien gouvernemental, bien des obstacles demeurent sur la route du SFO. Pour brouiller les pistes, BAE Systems a eu recours à des paradis fiscaux de la Couronne, comme Jersey ou les îles Vierges britanniques, réticents à fouiller dans les comptes des banques offshore qu'ils abritent.

Par ailleurs, les intermédiaires sulfureux utilisés pour soudoyer les dirigeants en Europe de l'Est et en Afrique bénéficient de protections au plus haut niveau dans ces pays. Aussi, les autorités des nations visées rechignent à coopérer avec les enquêteurs britanniques. Tel est le cas de l'Afrique du Sud dont le parti au pouvoir, l'African National Congress (ANC), aurait largement bénéficié des largesses de BAE pour faciliter la vente de chasseurs Gripen et d'avions d'entraînement Hawk.

La fourniture de frégates à la Roumanie, d'appareils Gripen à la République tchèque et d'un système de défense anti-aérien à la Tanzanie aurait donné lieu à l'octroi de juteuses enveloppes. Le laxisme de la législation britannique dénoncé à maintes reprises par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) constitue un dernier écueil.

Pour BAE le coup est dur. En se réformant de fond en comble, la compagnie, dotée d'une nouvelle direction, espérait avoir tourné la page. La voici confrontée à un choix impossible. En admettant sa culpabilité en échange d'une réduction de l'amende, la société se verrait pénalisée dans la course aux contrats militaires européens. Une telle décision aurait des répercussions aux Etats-Unis où le groupe réalise près de la moitié de son chiffre d'affaires et où la justice a de surcroît ouvert une enquête pour corruption en 2007 visant BAE. Mais, un procès entraînerait un déballage en public, extrêmement préjudiciable à l'image que la compagnie veut se donner.

Et la Finlande découvre la corruption... (06.10)

Le Monde - 03.10

Pendant longtemps, la Finlande a pu se targuer de figurer en tête des pays les plus intègres du monde. Un sentiment confirmé, année après année, par l'indice de perception de la corruption, établi par l'ONG Transparency International, qui attribuait systématiquement la meilleure note à la Finlande. Certes, ses habitants avaient «quelques soupçons», selon la politologue Asa Bengtsson, «mais ceux-ci n'avaient jamais été confirmés». Le grand déballage de ces derniers mois s'en est chargé.

Premières révélations au printemps 2008. Le président du groupe centriste au Parlement reconnaît qu'il n'a pas encore rendu public ses comptes de campagne pour les législatives de 2007. Puisque la loi de 2002 sur le financement électoral ne prévoit aucune sanction, il n'en voit pas l'utilité. Scandale. Le député est forcé d'admettre qu'il a bénéficié des largesses de plusieurs hommes d'affaires, ainsi que d'une mystérieuse association, baptisée Kehittyvien Maakuntien Suomi.

Les médias s'emparent de l'affaire. Ils révèlent, non seulement, que l'association a été créée pour rassembler des fonds pour le Parti centriste, mais qu'elle a reçu 145 000 euros d'une compagnie immobilière, Nova Group, dont le PDG avouera plus tard qu'il pensait qu'une victoire de la droite serait bonne pour ses affaires. «Ce n'était peut-être pas illégal, mais c'était moralement discutable, et surtout cela aurait dû être rendu public», affirme Asa Bengtsson. Nouveau rebondissement en mai. La direction de Nova Group, au bord de la banqueroute, reconnaît avoir également versé 125 000 euros, sur les comptes du Parti centriste. Le Premier ministre, qui en a lui-même profité, commence par nier, avant de reconnaître les faits. Espérant détourner les critiques, il met au défi les autres partis de rendre publics leurs comptes de campagne.

Depuis septembre, les révélations se succèdent. Syndicats, entreprises publiques, associations subventionnées par l'Etat... Tous ont mis la main à la poche. Le modèle finlandais se fissure. Un sondage montre que la crédibilité des personnalités politiques a diminué de 60%. A gauche, l'opposition réclame de nouvelles élections. Le Premier ministre Matti Vanhanen (centre) s'y refuse, arguant qu'il ne peut pas être tenu seul responsable d'une pratique qui existe depuis des décennies. Ultime révélation : la chaîne publique Yle accuse le chef du gouvernement d'avoir obtenu gratuitement du matériel de construction pour sa maison, fourni par une entreprise proche d'une fondation qui a contribué au financement de sa campagne.

Guinée. Le chef de la junte en Guinée fustige la France (07.10)

Reuters - 06.10

Le chef de la junte militaire au pouvoir en Guinée a fustigé la France, l'ancienne puissance coloniale, pour avoir annoncé son intention de rompre avec Conakry à la suite de la répression sanglante par l'armée de la manifestation du 28 septembre dans la capitale.

"La Guinée n'est pas une sous-préfecture, pas un arrondissement français. Lorsque le ministre français des Affaires étrangères dit des choses comme ça, c'est une manière de dénigrer le peuple d'Afrique", déclare l'homme fort de Conakry le capitaine Moussa Dadis Camara, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision France 24.

Dimanche, Bernard Kouchner avait déclaré sur RTL que Paris estimait "ne plus pouvoir travailler avec le chef de la junte en Guinée" et misait désormais sur une forme d'intervention internationale.

Le capitaine Dadis Camara, arrivé au pouvoir en décembre à la faveur d'un coup d'Etat sans effusion de sang au lendemain de la mort du général-président Lansana Conté, a refusé toute responsabilité personnelle dans le carnage du 28 septembre, qui a fait officiellement 53 morts, et 157 selon une ONG locale.

L'opposition manifestait ce jour-là pour protester contre l'intention prêtée au jeune officier de revenir sur sa promesse de ne pas se présenter à l'élection présidentielle prévue le 31 janvier en Guinée, premier pays exportateur mondial de bauxite.

"J'ai été pris en otage par l'armée", avait-il auparavant expliqué au micro de RFI.

ULTIMATUM DE L'UA

Sur France 24, il affirme que les événements du 28 septembre feront l'objet d'une commission d'enquête nationale et internationale.

Tenant d'expliquer le chaos qui a régné ce jour-là, le capitaine Dadis Camara déclare, selon le site internet de France 24: "Notre armée n'a jamais été structurée, c'est la seule armée du monde où un caporal ou un sergent peut dire 'merde' à un général". "(...) Personne ne peut maîtriser cette armée", lance-t-il à l'adresse de l'opposition. "Les civils ne peuvent pas maîtriser cette armée".

L'Union africaine a donné au président putschiste jusqu'à la mi-octobre pour confirmer qu'il ne se présenterait pas au scrutin du 31 janvier, sous peine de faire l'objet de sanctions.

A Monrovia, le gouvernement a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête sur les informations émanant de témoins sur place faisant état de la présence, lors de la manifestation du 28 septembre à Conakry, d'anciens miliciens libériens accusés d'avoir ouvert le feu sur la foule.

"Nous avons dit dans le passé que le territoire du Liberia ne pourra être utilisé par personne - organisation ou individu - pour provoquer des

troubles dans cette région", a déclaré à Reuters le ministre de l'Information. "Si nos investigations montrent que certains anciens combattants libériens étaient là, alors ils devront en payer le prix".

D'après le récit d'un responsable de l'opposition guinéenne, d'anciens miliciens libériens du Mouvement uni de libération (ULM, aujourd'hui dissous) parlant anglais et disséminés au sein de l'armée guinéenne auraient ouvert le feu sur les manifestants au stade de Conakry.

Quand le premier ministre britannique offrait des millions de livres sterling au colonel Kadhafi (07.10)

Le Monde - 06.10

En 1975, la Grande-Bretagne avait offert 14 millions de livres - l'équivalent aujourd'hui de 500 millions de livres (543 millions d'euros) - au colonel Kadhafi pour que Tripoli cesse de fournir des armes à l'Armée républicaine irlandaise (IRA), et resserre ses liens économiques avec Londres.

Selon des documents déclassifiés par les Archives nationales et révélés par The Independent, lundi 5 octobre, Harold Wilson, le premier ministre entre 1974 et 1976, avait écrit un "message personnel" en 1975 au numéro un libyen pour aborder le sujet. "Je ne souhaite pas anticiper sur les résultats des négociations à venir, mais il me semble utile de mentionner deux sujets capitaux pour nous, écrivait-il. Le premier concerne l'Irlande du Nord. Le second est relatif, évidemment, aux questions financières non réglées entre la Libye et la Grande-Bretagne."

Ainsi, Londres réclamait des compensations pour les expropriations que la Grande-Bretagne avait subies après la prise de pouvoir de Kadhafi en 1969. De son côté, Tripoli exigeait que le Royaume-Uni indemnise les Libyens qui avaient été victimes des mines laissées par la 8e armée britannique sur le sol libyen alors qu'elle combattait durant la seconde guerre mondiale les Italiens et les Allemands. Selon les Nations unies, entre 1940 et 1975, 5 670 Libyens ont été tués et 4 935 blessés par ces mines.

"J'espère que ces questions pourront être réglées au plus vite", poursuivait M. Wilson dans son courrier. Le gouvernement britannique a ensuite rédigé un protocole d'accord où il détaillait les conditions auxquelles les 14 millions de livres seraient payés. "Le gouvernement libyen, conscient que la majorité des (Irlandais du Nord) ont choisi de rester au sein du Royaume-Uni, s'engagera à n'offrir aucun soutien politique, moral ou matériel à l'IRA ou à toute autre organisation commettant des violences en Irlande du Nord", y était-il stipulé.

Indemnisations

Fin 1976, Harold Wilson avait cédé la place à James Callaghan. Mais l'offre de Londres restait valable. D'autant que, comme le signale un mémorandum du ministère des affaires étrangères de cette époque, "notre part de marché en Libye a été réduite de moitié depuis cinq ans". Tripoli a refusé, jugeant que ce n'était pas 14 millions de livres qu'il lui fallait mais 51 millions. La Libye a donc continué à fournir des armes au principal groupe armé catholique en Irlande du Nord.

Depuis 2005, l'IRA a abandonné la lutte armée. Et ce sont désormais les victimes des attentats de l'ancienne organisation terroriste qui réclament des indemnisations à la Libye tandis que Tripoli poursuit son combat pour les victimes libyennes des mines posées par les Britanniques.

Le 20 août, Edimbourg a libéré Abdelbaset al-Megrahi, atteint d'un cancer en phase terminale. Le seul condamné à ce jour pour l'attentat de Lockerbie, qui avait fait 270 morts en 1988, est rentré en héros à Tripoli. Les affaires, elles, ont repris.

En Russie, des centaines de villes vont disparaître, victimes de la mono-industrie (11.10)

Le Monde - 10.10

La population de Vorkouta, ville minière au milieu de la toundra à 150 kilomètres du cercle polaire, est inquiète. Leur ville est vouée à disparaître. Les mines de charbon vont fermer, les 117 000 habitants vont devoir mettre la clé sous la porte. C'est ce que dit un rapport du ministère russe des régions dont le journal des affaires Vedomosti a rendu compte le 29 septembre. Crise oblige, le gouvernement s'est penché sur le sort des villes "mono-industrielles", héritées du système soviétique, quand une usine ou un combinat occupe 25 % de la population en âge de travailler.

La Fédération russe compte actuellement 400 "mono-villes", soit 25 millions de personnes, sur une population totale de 142 millions dans la Fédération. Le rapport classe ces villes en deux catégories : les "progressives" et les "dépressives". Les premières, environ 280, seront

aidées par l'Etat, les autres devront improviser ou périr.

Deux villes minières du Grand Nord, Vorkouta et Inta, seront vidées de leur population. Le processus sera lent et discret : à 1 515 kilomètres des lumières de la capitale, où 80 % des ressources financières sont concentrées, l'effacement progressif de cinquante ans de peuplement forcé a commencé.

A l'inverse de ce qui a été entrepris pendant des décennies, pour fixer des millions de Russes dans ces contrées inhospitalières, aux températures extrêmes et au sol riche en minerais, un vaste exode va commencer.

Vorkouta, surnommée "la guillotine de glace" était un des camps les plus dur du goulag (système des camps de travail) mis en place par Staline. Après la mort du tyran en 1953, les prisonniers sont devenus des mineurs rémunérés. La ville a beau avoir périclité au moment de la transition des années 1990 - les "gueules noires" étaient venues jusqu'à Moscou pour manifester sous les fenêtres du gouvernement - elle produit encore 22 % du charbon à coke en Russie. Et pourtant Vorkouta est vouée au démantèlement.

Parmi les agglomérations dépressives, dix-sept sont qualifiées d'"explosives". "Dans ces villes-là, la situation peut déborder à tout moment et réclamer des mesures d'urgence", explique Andreï Nechtchadine, du ministère des régions à Vedomosti.

Parmi elles, on compte Pikaliovo, où le premier ministre Vladimir Poutine s'était rendu en juin pour calmer le mécontentement, et aussi Togliatti, la ville des bords de la Volga où l'usine automobile Avtovaz (102 000 ouvriers) prévoit de licencier 28 000 personnes d'ici à la fin de l'année.

Avant la crise, les mono-villes généraient 40 % du produit intérieur brut (PIB). Aujourd'hui, i leurs ouvriers doivent se contenter d'une semaine de travail de trois jours et d'un salaire réduit de 50 %, voire totalement impayé si le combinat ou l'usine a périclité.

C'est le cas du combinat de cellulose et de papier de Baïkalsk, qui compte 15 200 habitants, dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie. Au chômage depuis dix mois, ses 2 000 ouvriers ne savent plus à quel saint se vouer. Le combinat, seul gros pourvoyeur d'emploi pour la ville, a fermé. A Baïkalsk comme dans la plupart des autres mono-villes, l'usine produit aussi l'électricité et le chauffage pour toute la population. Jusque-là, la station thermique du combinat continue de fonctionner, mais pour combien de temps encore ?

L'administration régionale veut croire que Baïkalsk va réussir à diversifier ses activités. On parle de stations de ski, de pistes et d'installations sportives. Il est vrai que, depuis que le combinat a fermé, l'odeur aigre de la pâte à papier n'indispose plus les narines. La région pourrait se lancer dans le tourisme, mais où trouver l'argent que ces transformations requièrent ?

Depuis la crise, l'accès au crédit s'est raréfié. Doté de la troisième réserve or et devises au monde (environ 300 milliards d'euros), l'Etat est riche. Il va aider, mais ne pourra se porter au secours des 400 mono-villes.

A Svetlogorie, dans l'Extrême-Orient russe, la fermeture de la mine de tungstène a laissé 227 familles sans ressources. Située loin de la grand-route et de la voie ferrée, Svetlogorie est probablement vouée à disparaître. Selon Vedomosti, le gouvernement ne soutiendra pas les villes où "les entreprises fonctionnent avec une technologie vieille de trente à quarante ans, où aucune modernisation n'a été entreprise depuis quinze ans, et qui sont très éloignées des marchés d'écoulement de leur production". Le rapport reste flou sur leur avenir.

Les mono-villes sont un vrai casse-tête pour l'Etat. Elles mettent à mal le "système Poutine", quand les prix élevés du pétrole ont, ces dix dernières années, alimenté la croissance de l'économie et la stabilité du système politique. C'est en grande partie grâce aux pétrodollars que le Kremlin a pu édifier sa "démocratie contrôlée", caractérisée par l'érosion des libertés tout juste acquises après l'écroulement de l'empire soviétique en 1991.

Avec la crise, rien n'a changé. La Russie, qui rivalise aujourd'hui avec l'Arabie saoudite pour l'hégémonie des exportations de pétrole, est toujours aussi dépendante des matières premières. En revanche, la production industrielle est à son plus bas niveau depuis dix ans.

Ces dernières années, la Fédération russe était le seul pays à forte croissance où le PIB grimpait plus vite que la production industrielle. Voilà pourquoi elle est bien plus touchée par la crise que ses homologues des BRIC (Brésil, Inde et Chine).

"La désindustrialisation a commencé avec l'effondrement de l'URSS, mais s'est accélérée sous Vladimir Poutine. Au lieu de restaurer la croissance industrielle, le gouvernement a préféré se reposer sur les revenus du pétrole et du gaz (...)", écrit l'économiste Viatcheslav Inozemtsev dans une étude récente sur la Russie. Il ne croit guère à la "modernisation" tant évoquée par le président Dmitri Medvedev. "Il n'a pas de consensus. L'élite politique prétend que l'économie russe est un succès, et la plupart des entrepreneurs et de la bureaucratie tirent leurs richesses de l'extraction du gaz et du pétrole ou d'autres ressources naturelles. Ils n'ont aucun intérêt à moderniser l'industrie", déplore-t-il.

Mexique. Le gouvernement mexicain dissout la compagnie publique d'électricité (12.10)

AP - 11.10

Le président Felipe Calderon a dissout dimanche la compagnie publique d'électricité au motif que le déficit de Luz y Fuerza del Centro menaçait la fourniture de courant à quelque 25 millions de consommateurs de Mexico et de la région. Lire la suite l'article Selon l'audit gouvernemental, les coûts entre 2003 et 2008 se sont élevés à 433 milliards de pesos (environ 22 milliards d'euros; 32,5 milliards de dollars) pour des recettes de 236 milliards.

Or Felipe Calderon, confronté à la chute des revenus du pétrole, tente de limiter les dépenses publiques. "La situation de Luz y Fuerza del Centro était intenable, (l'entreprise) devenait un fardeau pour tous les Mexicains", a asséné le ministre de l'Intérieur, Fernando Gomez-Mont, assurant qu'il n'était pas question de privatisation.

Il a précisé que la Commission fédérale de l'électricité, qui fournit le courant dans le reste du pays, prendrait le relais de Luz y Fuerza. Le ministre du Travail Javier Lozano a ajouté que le gouvernement indemniserait les salariés et garantirait les retraites.

Les décisions commerciales de Luz y Fuerza, bien qu'il s'agisse d'une entreprise publique, étaient largement dictées par le puissant Syndicat mexicain des électriciens, que le pouvoir accuse d'être de plus en plus coupé des préoccupations des consommateurs.

Le syndicat, qui compte 66.000 adhérents, a affirmé qu'il contesterait la décision du gouvernement. "Nous ne les laisserons pas privatiser notre compagnie et priver 66.000 familles de leur gagne-pain", a déclaré le président, Martin Esparza, s'adressant à une foule de quelque 10.000 personnes à Mexico. Un cortège a ensuite marché sur le ministère de l'Intérieur, protégé par des centaines de policiers en tenue anti-émeute.

Le gouvernement ne reconnaît pas la légitimité du scrutin qui a porté M. Esparza à la tête du syndicat.

Danemark. La 'flexicrité' danoise trouve ses limites dans un marché en berne (13.10)

LeMonde.fr - 12.10

Depuis que le modèle danois de 'flexicrité' a été mis en place, au milieu des années 1990, c'est la première fois qu'il se trouve exposé à une forte crise. Il semble bien y résister puisque, depuis la mi-2008, le taux de chômage est passé de 1,7 % à 3,7 % de la population active, faible donc par rapport au reste de l'Europe. Mais il n'est pas certain que ce succès soit dû aux caractéristiques du modèle - il allie la facilité de licencier pour l'entreprise et une forte incitation à la recherche d'emploi sous peine de sanctions, à des allocations plutôt généreuses et à un accès rapide à la formation continue.

Tout d'abord, le secteur privé est bien plus touché que le public (fonction publique n'est pas, au Danemark, synonyme de garantie de l'emploi). Parmi les adhérents du syndicat Metal, principale organisation du privé, le taux de chômage est passé en un an de 1 % à 8 %. Dans le secteur public en revanche, il se maintient à un niveau très bas grâce aux nombreux départs en retraite, tous remplacés.

Ensuite, les allocations chômage supposées généreuses sont plafonnées à 100 euros par jour. Sur le papier, elles représentent 90 % du salaire. Dans la réalité, elles ne dépassent pas, en moyenne, 55 %, et sont en baisse régulière depuis vingt ans.

Autre constat : depuis l'entrée en vigueur du système, les aspects formation et incitation ont été, en réalité, peu utilisés. Jusqu'en 2008, la croissance danoise était telle que les chômeurs n'avaient pas de peine à retrouver vite un emploi. Ils ont donc été peu nombreux à suivre des formations vraiment qualifiantes. Et les autorités n'ont guère eu besoin de brandir la menace des baisses d'allocations.

Maintenant que les emplois sont plus durs à trouver, la réponse du gouvernement a été de débloquer, début septembre, un milliard de couronnes (134 millions d'euros) pour créer 5 000 nouvelles places de stages afin d'occuper des jeunes chômeurs. Il est en effet difficile de pousser ou de préparer ces derniers à occuper des emplois... que les entreprises ne sont pas en mesure de proposer !

La Corée du Sud devra moderniser ses outils de protection sociale (13.10)

Le Monde économie - 12.10

Les difficultés économiques actuelles obligent la Corée du Sud à s'interroger sur son modèle social devenu inégalitaire. Depuis la crise asiatique de 1997 et la fin du mythe du plein-emploi - garanti notamment par les conglomérats locaux (chaebols) -, la 13e économie du monde a connu une période de croissance annuelle moyenne de 4 % à 5 %.

Le marché de l'emploi a évolué et s'est polarisé. D'un côté, on trouve "les grandes firmes, les institutions financières ou le secteur public, où vous pouvez bénéficier d'un quotidien de qualité équivalent à celui des autres pays développés", explique Choi Young-ki, de l'Institut coréen du travail, à Séoul. Avec "des hausses salariales annuelles et des avantages sociaux multiples". A l'opposé, se développe un second marché du travail, caractérisé par des salaires bas, l'absence de protection sociale et de cotisations retraite. Le pays compte près de 15 millions d'employés à durée indéterminée, à temps partiel, intérimaires ou sous contrat et plus de 2 millions de journaliers. Le chômage est faible, entre 3 % et 4 %, mais le chiffre officiel ne prend en compte que les personnes en quête active d'un emploi.

Ces inégalités soulèvent des interrogations sur le fonctionnement du système de protection de l'emploi, introduit en 1996. Celui-ci prévoit des aides en cas de chômage et pour la formation. Mais en 2008, seuls 39,2 % des employés sous contrat précaire y cotisaient, contre 81,7 % des salariés à temps plein.

Dans ce contexte, le gouvernement voudrait recréer un consensus national pour trouver des solutions. En 1998, il y était parvenu avec le "pacte social pour surmonter la crise". Cette année, il a initié la réunion du 23 février sur la conclusion d'un nouveau pacte, avec la promotion du partage du travail et une baisse des salaires dans les administrations et les grands groupes pour embaucher des jeunes diplômés. Mais rien ne dit que cela suffira. Selon le professeur Choi, pour surmonter la crise et ressouder la société, il faudra passer par "une modernisation des outils de protection sociale".

Chine: boom de l'économie, explosion des déchets sociale (13.10)

AP - 12.10

Le village de Zhanglidong, les visiteurs le sentent, avant de le voir. A l'entrée de ce bourg de la banlieue de Zhengzhou, un immense site d'enfouissement de déchets s'étend à perte de vue. La médaille du boom économique que connaît la Chine depuis des années a son revers: l'explosion des ordures ménagères et détritiques en tout genre que les villes déversent à la campagne.

Sur la route étroite menant à Zhanglidong, village situé à une trentaine de kilomètres de Zhengzhou (est), mégapole de huit millions d'habitants et capitale de la province du Henan, une centaine de camions poubelle regorgeant d'ordures sont alignés, attendant patiemment de déverser leurs déchets dans cette décharge grande comme 15 terrains de football.

En moins de cinq ans, le Projet global d'enfouissement et de traitement de déchets de Zhengzhou a littéralement submergé ce hameau d'un millier d'âmes, un village jusque là plutôt propre. Aujourd'hui, les pêches et les cerises pourrissent sur les arbres, infestés par toutes sortes d'insectes attirés par l'odeur pestilentielle. Les champs, contaminés par des détritiques toxiques, sont laissés à l'abandon.

Chaque jour, c'est la bagatelle d'une centaine de tonnes de déchets qui arrivent aux abords du village, en provenance de Zhengzhou, la grande métropole voisine. "En un instant, la vie ici est passée du paradis à l'enfer", raconte une vieille habitante de 78 ans, Wang Xiuhua, tout en chassant des nuées de moustiques et de mouches. Soudain, la septuagénaire est prise de quintes de toux incontrôlées. Elle explique que les gaz émanant de la décharge irritent ses bronches.

A mesure que le boom économique se répand dans la population et sur le territoire chinois, des montagnes de détritiques sont produites et s'accumulent. Dans les villes, les capacités de traitement saturent et les autorités tentent tant bien que mal de gérer le phénomène.

La quantité de papier, carton, plastique, métal, verre et autres ordures ménagères a plus que triplé en 20 ans pour atteindre quelque 300 millions de tonnes de détritiques par an dans tout le pays, estime Nie Yongfeng, spécialiste en gestion des déchets à l'Université Tsinghua de Pékin.

En proportion de leur population, les Etats-Unis sont encore loin devant la Chine: les Américains, qui sont quatre fois moins nombreux que les Chinois, ont produit 254 millions de tonnes de déchets en 2007, même s'il est vrai que le tiers de ces ordures sont recyclées ou compostées, selon les chiffres fournis par l'Agence de protection environnementale américaine.

Mais, pour la Chine, le problème constitue une vraie révolution dans les comportements alors qu'il y a seulement une génération, les familles, largement rurales et pauvres, utilisaient et recyclaient à peu près tout.

"La question des ordures n'était jamais compliquée auparavant, parce que nous n'avions pas de supermarchés, nous n'avions pas tous ces emballages sophistiqués et ces choses sans fin à acheter", rappelle M. Nie. "Aujourd'hui, soudain, le gouvernement panique face aux montagnes de déchets qui s'entassent, sans savoir où les mettre tous."

Les détritiques n'empoisonnent pas seulement l'air et le sol, mais aussi les relations sociales. Dans les villes, les protestations de la population - plus éduquée, mieux organisée - ont incité les autorités à déverser leurs déchets dans les zones rurales. Mais, à la campagne, les villageois sont souvent mis devant le fait accompli et n'ont que des moyens dérisoires pour exprimer leur colère.

Ainsi, à Zhanglidong, les habitants n'ont que leurs cris et leurs corps pour s'interposer entre les camions-poubelle et le site d'enfouissement. "La ville de Zhengzhou est impeccable parce que leurs ordures sont déversées dans notre village", dénonce un habitant, Li Qiaohong, qui accuse la décharge d'être responsable de l'eczéma de son fils de cinq ans.

La famille Li fait partie des quelques foyers qui vivent à une centaine de mètres seulement du site d'enfouissement, séparé par une simple barrière. Chacune de ces familles touche 100 yuans (10 euros) du gouvernement en compensation.

"Nous, les villageois, sommes trop naïfs. Nous ne savions pas ce qu'était un site d'enfouissement", explique M. Li. "Si nous avions été informés plus tôt de toute la pollution que cela causerait, nous aurions tout fait pour stopper le processus de construction. Maintenant, il est trop tard."

Chute du gouvernement roumain après une motion de censure (14.10)

Reuters - 13.10

Le gouvernement minoritaire de Roumanie a été renversé mardi lors du vote d'une motion de censure adoptée par 258 députés contre 176.

L'opposition centriste et de gauche avait déposé la motion de censure après une scission au sein du gouvernement de coalition du Premier ministre Emil Boc.

A un peu plus d'un mois de l'élection présidentielle du 22 novembre, le pays est plongé en pleine crise politique au moment où il tente de combattre la récession.

La semaine dernière, plus de 800.000 employés du secteur public avaient observé une journée de grève pour protester contre les mesures d'austérité exigées par le Fonds monétaire international en échange d'une aide de 20 milliards d'euros.

Le président sortant Traian Basescu, allié d'Emil Boc, est en tête des intentions de vote pour le scrutin du 22 novembre.

Selon un sondage de l'institut CSOP publié lundi, Traian Basescu recueillerait 37% des voix. Mircea Geoana, dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) qui a quitté la coalition, arrive en deuxième position avec 24% des intentions de vote, contre 21% à 28% dans divers sondages réalisés en août.

Le chef de l'Etat, habilité à nommer le prochain Premier ministre, va probablement chercher à gagner du temps et attendre l'issue du second tour de l'élection présidentielle, le 6 décembre, pour prendre une décision.

En cas de réélection, il serait alors en position de force pour imposer son choix au parlement. Selon certains commentateurs, il pourrait à ce moment-là désigner à nouveau Emil Boc, à charge pour ce dernier de forger de nouvelles alliances politiques.

Ses compatriotes sont nombreux à reconnaître au président sortant bon sens et réalisme politique.

Ancien capitaine de marine, Traian Basescu est arrivé au pouvoir en 2004 en promettant de combattre la corruption. S'il compte un grand nombre de partisans, une partie de la société roumaine lui reproche cependant une attitude conflictuelle.

Sur le plan économique, la Roumanie, le pays le plus pauvre de l'Union européenne, est passé en un an, à la faveur de la crise économique, de championne de la croissance à zone à risques pour les investisseurs.

Nouvelles manifestations dans les townships sud-africains (14.10)

Reuters - 13.10

La police sud-africaine a fait usage de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc mardi pour disperser des milliers d'habitants de townships réclamant une amélioration de leurs conditions de vie.

Des manifestants du township de Standerton, dans la région de Mpumalanga (nord-est), avaient dressé des barricades fermant l'accès à leur bidonville et défilé vers le siège de l'administration municipale en dénonçant la corruption dans l'administration locale.

La tension était également forte, selon la radio SAFM, dans le township de Palm Ridge à l'est de Johannesburg où la police est présente en force au lendemain d'incidents violents.

A Siyathithuka, un autre township du Mpumalanga, des manifestants ont incendié un bâtiment municipal, rapporte SAFM.

Les manifestations dans les townships surviennent régulièrement depuis l'élection en avril de Jacob Zuma à la présidence, qui a promis de réduire la pauvreté et les inégalités.

Les habitants des townships réclament des mesures des autorités pour améliorer les services de santé, d'éducation ou la fourniture d'eau et d'électricité.

Après dix ans de croissance économique, le gouvernement est confronté à la récession, la première vécue par le pays depuis 1992.

HOTLINE SATURÉE

Le porte-parole de Jacob Zuma, Vincent Magwenya, a déclaré que le chef de l'Etat n'avait pas l'intention de recevoir une délégation des protestataires et a conseillé à ces derniers de transmettre leurs doléances par la ligne téléphonique ouverte à la présidence.

"Il existe des voies disponibles aux communautés pour saisir le gouvernement sur les défis auxquels elles sont confrontées dans le fonctionnement des services publics. Nous encourageons les communautés à utiliser la hotline présidentielle", a dit le porte-parole.

Lancée le mois dernier, la hotline a été saturée d'appels et de nombreuses personnes n'ont pu y accéder.

Avec l'arrivée de Zuma à la présidence, "on s'attendait à ce que les choses s'améliorent pour la classe ouvrière et les couches modestes de la société. Mais cela ne s'est pas produit", souligne Nel Marais, politologue à Executive Research Association.

"L'économie n'est tout simplement pas suffisamment performante pour améliorer les conditions de vie de ces gens. Je pense que, dans ces circonstances, il est relativement facile pour des leaders locaux d'exploiter la situation et de mobiliser les gens", estime-t-il.

Les troubles interviennent en outre moins de huit mois avant le coup d'envoi en Afrique du Sud de la Coupe du monde de football, pour laquelle des centaines de milliers de visiteurs étrangers sont attendus.

Les Verts allemands lorgnent à droite (15.10)

Libération.fr - 13.10

Les Verts ont-ils trahi la gauche ? La Sarre était appelée à devenir le premier Land ouest-allemand à réaliser l'union de la gauche, avec un gouvernement SPD soutenu par les néocommunistes de Die Linke et les Verts. Mais les Verts sarrois ont décidé dans la soirée de dimanche de virer à droite. Le CDU Peter Müller formera le prochain gouvernement régional, soutenu par les libéraux du FDP et les Verts. «Les chrétiens- démocrates et le FDP nous ont fait d'importantes concessions», explique le chef des Verts de la région, Hubert Ulrich : abolition des frais d'inscription à l'université, davantage de place pour les énergies renouvelables, plus de transports en commun et moins de charbon... En s'alliant avec la droite, les Verts couchent dans le futur contrat de coalition l'essentiel de leur programme électoral.

«Jamaïque». Jamais encore l'Allemagne n'avait connu de coalition dite «Jamaïque» (vert, jaune - la couleur fétiche des libéraux - et noir, pour la CDU) et la décision des Verts de Sarre provoque un raz de marée politique. «C'est une grande erreur que de placer les Verts à gauche, estime le politologue Peter Lösche, professeur à l'université de Göttingen. On les classe à gauche sur la base des trois mouvements dont ils sont nés, les féministes, les activistes pour la paix et les défenseurs de l'écologie. Mais entre-temps, les Verts se sont normalisés. En termes de coalitions, ils sont à même de s'entendre avec tout le monde. Et ils ont le même profil d'électeurs que le FDP : très bon niveau de formation, revenus supérieurs à la moyenne nationale. La seule différence porte sur leur conception du rôle de l'Etat. Les Verts sont en général favorables à son intervention contrairement aux libéraux.»

De fait, les Verts ont cessé depuis longtemps de tirer à boulets rouges sur la droite, et inversement. Dans le sud de l'Allemagne, la richissime municipalité de Bad Homburg, un repaire de millionnaires votant traditionnellement à droite aux élections fédérales, s'est donné un maire vert le mois dernier. «Dans la politique locale qui ne fait pas de mal et qui ne lève pas d'impôt sur la fortune, les catégories aisées votent vert, probablement pour se prouver à elles-mêmes qu'elles sont ouvertes et tolérantes, ironise l'hebdomadaire Die Zeit. Un maire vert comble le même besoin qu'une Toyota hybride en guise de troisième véhicule !» A Hambourg, les Verts sont alliés à la CDU depuis 2008 et depuis 2006 à Francfort. «En vieillissant, les Verts ne font plus peur aux électeurs conservateurs», constate Dieter Oberndörfer, professeur de sciences politiques à Fribourg.

Irritation. Mais l'inverse n'est pas encore vrai partout. Le patron des Verts au niveau fédéral et représentant de l'aile gauche, Jürgen Trittin, n'a pas caché son irritation à l'annonce du choix de la fédération sarroise. «Le type d'alliance que les Verts viennent de conclure avec la droite en Sarre pourrait poser des problèmes au parti si elle se reproduisait à court terme dans un autre Land car une bonne partie de leur électorat traditionnel y est très hostile, estime Bernhard Wessels, politologue à l'institut WZB de Berlin. Mais au-delà de l'Allemagne, je pense que c'est une tendance qu'on pourrait observer chez les Verts européens. Faire cohabiter les droits des citoyens avec l'environnement, c'est une recette qui pourrait séduire ailleurs.»

Le Parlement espagnol limite la portée du principe de juridiction universelle (16.10)

AP - 15.10

Le Parlement espagnol a définitivement approuvé jeudi une réduction du mandat du principe de juridiction universelle, qui permet aux magistrats espagnols d'engager des poursuites contre des personnes étrangères pour certains crimes particulièrement graves commis dans d'autres pays.

Cette réforme de la loi avait été votée par la chambre basse du Parlement en juin, et ensuite par le Sénat après de légers amendements, qui ont été définitivement adoptés jeudi par la chambre basse par 317 voix pour, cinq contres et trois abstentions. Fait rare, les députés socialistes et les conservateurs (opposition) s'étaient alliés pour faire voter ce texte.

En vertu de la nouvelle loi, les magistrats espagnols ne pourront plus engager de poursuites dans le cadre de la juridiction universelle que lorsque des Espagnols seront victimes dans les affaires concernées ou lorsque les auteurs présumés des faits se trouveront en Espagne.

Cette réforme fait suite à plusieurs critiques de pays étrangers, dont Israël, qui se sont plaints de faire l'objet de procédures initiées par l'Audience nationale, la plus haute instance judiciaire espagnole, sur la base de cette disposition.

Le principe de juridiction universelle a notamment été utilisé par Baltasar Garzon, le plus célèbre juge d'Espagne, pour ouvrir de nombreuses enquêtes ayant trait aux droits de l'Homme, comme celle qui a visé l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet.

En avril, il avait ouvert une enquête sur les tortures qu'aurait autorisées l'administration Bush dans la prison américaine de Guantanamo, à Cuba.

Mexique. Importante manifestation à Mexico contre la fermeture de la compagnie publique d'électricité (17.10)

AP - 16.10

Au moins 33.000 personnes ont manifesté jeudi soir à Mexico contre la dissolution de la compagnie publique d'électricité qui alimente Mexico et sa région, selon les autorités municipales. Le président Felipe Calderon a fait fermer l'entreprise dimanche au motif que sa gestion désastreuse menaçait à terme la fourniture de courant. Lire la suite l'article

Parmi les manifestants se trouvaient nombre des 44.504 salariés de Luz y Fuerza, dont beaucoup exigent la démission du chef de l'Etat, accusé de vouloir privatiser l'électricité dans la région. Ils ont appelé les Mexicains à cesser de payer leur facture pour les soutenir.

Après la fermeture de Luz y Fuerza, la Commission fédérale de l'électricité, qui fournit le reste du pays, a pris le relais pour les quelque 25 millions de consommateurs de Mexico et sa région. Le gouvernement a promis d'indemniser les salariés de Luz y Fuerza et de garantir les retraites. Le puissant Syndicat mexicain des électriciens a promis de contester la dissolution en justice.

Inde. Deux articles sur l'Inde. (19.10)

L'homme le plus riche d'Inde réduit son salaire des deux tiers, à 3,3 millions de dollars

AP - 15.10

L'homme le plus riche d'Inde, Mukesh Ambani, a annoncé jeudi qu'il se contenterait de toucher 150 millions de roupies (environ 2,2 millions d'euros; 3,3 millions de dollars) cette année afin de "donner un exemple personnel de modération" salariale.

Cette somme représente environ un tiers de ce que le patron du conglomérat Reliance Industries s'était versé l'an dernier, souligne le groupe. En 2008, le milliardaire avait empoché 440,2 millions de roupies (6,4 millions d'euros; 9,6 millions de dollars), ce qui ne représente guère qu'une goutte d'eau dans l'océan de sa fortune, estimée à 19,5 milliards de dollars (13 milliards d'euros) par le magazine américain "Forbes".

En mars, le frère cadet de Mukesh Ambani, Anil, avait carrément renoncé à toute rémunération, alors qu'il avait touché 520,8 millions de roupies (7,6 millions d'euros; 11,3 millions de dollars) l'année précédente, a souligné un porte-parole de son groupe, Tony Jesudasan.

Les deux frères se déchirent au sujet du partage de l'empire fondé par leur père, Dhirubhai Ambani. L'affaire devrait être examinée par la Cour suprême la semaine prochaine.

La question des rémunérations des dirigeants est largement passée inaperçue en Inde, où des règles existent déjà et où la croissance économique est restée relativement forte. En outre, les dirigeants indiens gagnent beaucoup moins que leurs homologues occidentaux. Le gouvernement leur demande cependant de faire preuve de retenue salariale, dans un pays où plus de 450 millions d'habitants vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. Quelques responsables du secteur public ont réduit leur salaire et leurs primes dans le cadre de la campagne d'austérité du Parti du Congrès au pouvoir, mais le secteur privé reste réticent.

L'homme le plus riche d'Inde réduit son salaire des deux tiers, à 3,3 millions de dollars

AP - 16.10

Les Indiens se passionnent pour la saga des frères ennemis les plus riches du pays, les milliardaires Mukesh et Anil Ambani, dont les rebondissements sont à faire pâlir Bollywood. Mais l'affaire qui arrive devant la Cour suprême mardi représente plus qu'un énième épisode du drame familial, car elle jette le doute sur la gestion politique et économique de l'énergie par le gouvernement.

Depuis que leur père Dhirubhai Ambani est mort sans laisser de testament en 2002, Mukesh, 52 ans, et Anil, 50 ans, classés respectivement 7e et 34e hommes les plus riches du monde par le magazine américain "Forbes", se déchirent l'empire industriel qu'il a créé.

Même les accords ne règlent pas la question, comme en témoigne le dossier actuellement examiné par la justice, qui porte, selon certaines estimations, sur la coquette somme d'au moins 17 milliards de dollars (environ 11,4 milliards d'euros).

En 2005, le conglomérat familial, Reliance Industries (RIL), dirigé par Mukesh, s'est engagé à vendre à Reliance Natural Resources, une filiale détenue par Anil, au moins le tiers de la production de gaz du gisement du bassin de Krishna Godavari. Ce champ, le plus grand d'Inde à ce jour, pourrait doubler la production nationale de gaz naturel. Mais le prix convenu à l'époque est bien inférieur à ce qui pourrait être demandé aujourd'hui et Mukesh refuse désormais d'honorer le contrat. Le gouvernement le soutient, au motif qu'il n'a jamais approuvé cette vente à bas prix.

La dispute dépasse largement le cadre familial, car l'énergie joue un rôle crucial dans ce pays en pleine croissance de 1,2 milliard d'habitants, dont plus de 450 millions survivent avec moins de 1,25 dollar par jour (un euro).

Or, selon des analystes, l'affaire Ambani, couplée à la récession mondiale, décourage l'investissement dans le pétrole et le gaz indiens. De leur côté, les frères ennemis rendent l'énergie plus difficile d'accès pour la population, affirmant chacun que la bataille judiciaire les empêche de vendre du gaz ou de construire de nouvelles centrales.

En juin, la Haute cour de Mumbai (ex-Bombay) a validé l'accord de 2005. Mukesh Ambani et le ministère du Pétrole ont saisi la Cour suprême. Si le groupe de Mukesh obtient le droit de relever le prix du gaz de Krishna Godavari, il espère en tirer 11,5 milliards de dollars. Si Anil gagne, RIL pourrait perdre 5,4 milliards de dollars.

Le cadet des frères ennemis affirme que c'est l'avenir même de Reliance Natural Resources qui dépend de l'issue du procès. Et, selon

Deepak Pareek, analyste chez Angel Broking, le cours de la société pourrait effectivement plonger de 75%.

Rompant avec le silence feutré qui entoure traditionnellement les enjeux de pouvoir en Inde, Anil multiplie les encarts dans les journaux et les déclarations incendiaires, dénonçant les tentatives de RIL pour "se soustraire à ses obligations solennelles, légales et contractuelles", et ce qu'il considère comme de la collusion entre son frère et le gouvernement.

Reliance Natural Resources accuse même un haut responsable de l'énergie, V.K. Sibal, d'avoir accepté des avantages en nature en échange de décisions qui devraient permettre à RIL d'augmenter ses profits. Une enquête a été ouverte malgré les dénégations de M. Sibal. RIL et le gouvernement ont également rejeté toutes les accusations.

Anil Ambani, quant à lui, s'est rendu la semaine dernière en pèlerinage dans deux sanctuaires hindous de l'Himalaya pour y "chercher l'inspiration divine et des bénédictions afin de panser les plaies", a-t-il dit. Il est rentré convaincu que l'affaire du gaz pouvait se régler à l'amiable, mais RIL a répondu que la justice trancherait.

En attendant, la dispute a mis en lumière le manque de transparence dans la gestion de l'énergie en Inde. Le gouvernement cherche un difficile équilibre pour garder le contrôle d'une ressource naturelle qui représente un enjeu national, sans pour autant sembler interférer dans des contrats privés.

L'affaire rappelle aussi que le secteur du gaz naturel, de l'exploration à la distribution, est dominé par l'Etat et les frères Ambani. En outre, c'est le ministère du Pétrole qui dicte la politique énergétique et fixe les prix du gaz et du pétrole. "Il y a trop de pouvoir arbitraire, et cela corrompt", estime Harinder Kohli, du cabinet de conseil américain Centennial Group, qui plaide pour la création d'une autorité indépendante de fixation des prix du gaz.

Afghanistan: un second tour le 7 novembre pour sortir de l'impasse présidentielle (21.10)

AP - 20.10

Sous la pression internationale, le président sortant Hamid Karzaï a accepté un second tour en Afghanistan: les électeurs seront rappelés aux urnes le 7 novembre prochain pour départager les candidats à la présidentielle, a annoncé mardi la Commission électorale afghane, deux mois jour pour jour après les élections du 20 août.

Après des semaines de confusion politique, en pleine expansion de l'insurrection des talibans, la Commission électorale indépendante a donc statué qu'aucun candidat n'avait obtenu plus de 50% des suffrages le 20 août dernier, et fixé le second tour au 7 novembre.

La veille, la commission des plaintes électorales (ECC), une instance sous l'égide de l'ONU et chargée de vérifier la régularité du premier tour, avait invalidé près d'un tiers des bulletins de vote favorables à Karzaï, excluant de ce fait toute victoire du président sortant dès le premier tour.

Si elle a exprimé encore "quelques réserves" sur ces conclusions, la Commission électorale a néanmoins décidé d'organiser un second tour en raison des "contraintes du calendrier, de l'arrivée imminente de l'hiver et de l'existence de problèmes dans le pays". On ne pouvait laisser plus longtemps "le peuple d'Afghanistan dans l'incertitude", a expliqué le président de la Commission, Azizullah Lodin.

La commission électorale a établi que Karzaï avait obtenu 49,7% des suffrages, un total plus élevé que les estimations indépendantes, mais toutefois insuffisant pour l'emporter dès le premier tour.

Le président sortant a donc reconnu devant la presse la nécessité d'un second tour, "légitime, légale et conforme à la constitution de l'Afghanistan". Signe des intenses pressions internationales pour le faire changer d'avis, Hamid Karzaï était flanqué du sénateur démocrate John Kerry, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, et du représentant des Nations unies en Afghanistan Kai Eide.

Les entretiens de John Kerry avec Hamid Karzaï s'étaient visiblement poursuivis jusqu'à la dernière minute pour convaincre l'ancien protégé de Washington, au pouvoir depuis la chute des talibans fin 2001.

Les grandes capitales occidentales ont aussitôt salué la décision de Karzaï, qui affrontera donc son principal rival Abdullah Abdullah, ancien ministre des Affaires étrangères, au second tour.

"Les actions constructives du président Karzaï ont établi un précédent important pour la nouvelle démocratie d'Afghanistan", s'est félicité le président américain Barack Obama. Sa décision montre "qu'il est un homme d'Etat, qui sait distinguer l'essentiel, dans l'intérêt supérieur de

son pays et de l'unité du peuple afghan", a souligné son homologue français Nicolas Sarkozy.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a également félicité Karzaï, tout en soulignant que l'organisation de ce second tour représentait un "défi énorme" après les leçons utiles mais "douloureuses" du premier tour. Il a promis davantage d'aide de l'ONU pour ce scrutin.

Rome a de son côté promis que les 400 soldats supplémentaires envoyés en renfort pour assurer la sécurité des élections du 20 août, resteraient en Afghanistan pour le second tour.

D'après des sources diplomatiques, un accord de partage du pouvoir, dont la forme reste floue, était l'une des options envisagées lors des discussions pour sortir de l'impasse. Mais il faudrait sans doute plusieurs semaines ou plusieurs mois pour sceller un accord entre les deux rivaux. Hamid Karzaï l'a exclu devant la presse, assurant "qu'il n'y a pas de place pour un gouvernement de coalition dans la loi".

Mais l'accord sur la tenue d'un second tour pourrait malgré tout n'être que le prélude de négociations pour aplanir les différends entre les camps de Karzaï et d'Abdullah. Si John Kerry a assuré ne pas avoir discuté de partage du pouvoir avec le président sortant, d'autres diplomates ont affirmé que le sujet faisait partie des discussions.

Car beaucoup s'inquiètent qu'un second tour, dont Karzaï serait largement favori, ne produise pas de meilleurs résultats que le premier. Les mêmes risques de fraude, de violences, d'attentats meurtriers des talibans et de tensions ethniques pèsent sur le scrutin du 7 novembre. Et en cas de report, le vote pourrait être entravé par la neige qui paralyse la majeure partie du nord de l'Afghanistan dès la mi-novembre.

L'accord de mardi intervient au moment où Barack Obama doit se prononcer sur sa stratégie en Afghanistan et un éventuel renforcement massif des troupes américaines dans le pays. A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs a dit qu'il n'était pas encore décidé si le président des Etats-Unis attendrait les résultats du second tour pour faire connaître sa décision, toujours attendue dans "les prochaines semaines".

Les partis européens d'extrême droite forment une alliance (25.10)

AP - 24.10

Cinq partis européens d'extrême droite ont annoncé samedi avoir formé une alliance pour s'opposer à l'Union européenne et à la mondialisation.

Le Front national de France et celui de Belgique se sont alliés à la Flamme tricolore italienne, aux Démocrates nationaux suédois et au parti hongrois Jobbik. Ils espèrent être rejoints bientôt par le Parti national britannique, le FPO autrichien et leurs homologues espagnol et portugais.

Ces formations ont en commun de s'opposer à l'immigration et aux droits des homosexuels et de considérer que la mondialisation met en péril les cultures nationales. Elles voient d'un mauvais oeil tout transfert de souveraineté vers un corps supranational tel que l'Union européenne.

Aux dernières élections européennes en juin dernier, ces partis ont obtenu des scores relativement élevés. En remportant 15% des voix en Hongrie, Jobbik a décroché trois sièges à Strasbourg, tandis que le Parti national britannique s'octroyait 6% des suffrages et deux sièges.

"C'est une étape importante (...) pour la renaissance des nations souveraines", a commenté Marc Abramsson, président des Démocrates nationaux suédois. "C'est une lutte pour notre propre culture et notre héritage".

Des délégués des cinq partis (français, belge, italien, hongrois et suédois) ont signé un accord précisant leurs objectifs communs: remplacer l'UE par une confédération d'Etats souverains, renforcer le soutien aux familles pour juguler les pertes démographiques en Europe, s'opposer à "l'impérialisme religieux, politique, économique ou financier".

Afghanistan : un diplomate américain claque la porte. (28.10)

Lefigaro.fr et AFP - 27.10

Selon le Washington Post, Matthew Hoh est le premier représentant officiel des États-Unis à renoncer à ses fonctions par opposition à cette guerre. Une nouvelle qui met la Maison Blanche dans l'embarras.

C'est une démission qui fait grand bruit dans les couloirs de la Maison Blanche. Matthew Hoh, un jeune diplomate américain en poste en Afghanistan, a renoncé à ses fonctions pour protester contre la politique qu'y mène son gouvernement. Il est ainsi, selon le Washington Post de mardi, le premier représentant officiel des États-Unis connu à démissionner par opposition à la guerre dans ce pays.

Ancien capitaine des Marines et principal représentant du département d'État dans la province afghane de Zabul, considérée comme un bastion des talibans, Hoh a présenté sa démission le mois dernier, selon le quotidien. «Je ne comprends plus et j'ai perdu confiance dans les objectifs stratégiques» de la présence des États-Unis en Afghanistan, écrit le diplomate dans une lettre adressée le 10 septembre au responsable du personnel du département d'État. «J'ai des doutes et des réserves sur notre stratégie actuelle et sur la stratégie prévue pour le futur, mais ma démission est basée non sur le fait de savoir comment nous allons continuer cette guerre, mais pourquoi et dans quel but», ajoute-t-il. Des déclarations qui interviennent quelques semaines après que le commandant des forces américaines en Afghanistan, le général Stanley McChrystal, a estimé que les talibans ont pris le dessus dans le pays, et demandé des renforts au niveau des troupes déployées sur le terrain.

«Je ne suis pas un pacifiste»

Selon le Washington Post, les responsables du gouvernement américain ont fait - en vain - leur possible pour convaincre Matthew Hoh de rester, préoccupés de le voir devenir un critique important de la nouvelle politique du gouvernement en Afghanistan. Le diplomate, âgé de 36 ans, s'est vu offrir un poste important à l'ambassade des États-Unis à Kaboul, qu'il a refusé, et a été envoyé à Washington pour un entretien en tête-à-tête avec le représentant spécial américain pour l'Afghanistan et le Pakistan, Richard Holbrooke. «Nous avons pris sa lettre très au sérieux, parce que c'était un bon officier», indique ce dernier au Washington Post.

Dans un premier temps, Holbrooke aurait convaincu Hoh - qui a également servi comme militaire au Pentagone et comme civil en Irak - qu'en restant en poste, il pourrait changer plus efficacement la politique en Afghanistan. Mais le diplomate a finalement changé d'avis et a confirmé sa démission, qui est devenue effective mercredi.

Alors que le président Barack Obama est en train de soupeser la possibilité d'envoyer des dizaines de milliers de soldats supplémentaires en Afghanistan, Matthew Hoh indique qu'il souhaite influencer l'opinion publique. «Je ne suis pas un pacifiste, un hippie fumeur d'herbe qui veut que tout le monde s'aime, affirme-t-il au Post. Je veux que les gens en Iowa, les gens en Arkansas, les gens en Arizona, appellent leurs députés pour dire 'Écoutez, je ne pense pas que ce soit une bonne chose'».

Israël accusé de priver d'eau les Palestiniens. (28.10)

Lefigaro.fr et AFP - 27.10

Israël prive d'eau les Palestiniens, tout en laissant ses colons de Cisjordanie profiter de quantités «presque illimitées». C'est la conclusion d'un rapport d'Amnesty International publié mardi. L'organisation de défense des droits de l'homme parle de «politiques discriminatoires » de la part d'Israël. D'après les conclusions de l'enquête, l'Etat hébreu utilise plus de 80 % de l'eau disponible, et limite à seulement 20 % la consommation des Palestiniens. Parmi ceux-ci, près de 200.000 n'ont même pas accès à l'eau courante en Cisjordanie.

Dans certaines régions, des colonies utilisent même 20 fois plus d'eau par tête d'habitant que les localités palestiniennes voisines. «Piscines, pelouses bien arrosées et vastes exploitations agricoles irriguées dans les colonies contrastent avec les villages palestiniens voisins dont les habitants doivent se battre quotidiennement pour assurer leurs besoins en eau», décrit le rapport.

Les Palestiniens, eux, survivent avec seulement 70 litres par personnes et jour, soit bien en-dessous du minimum de 100 litres recommandé par l'Organisation mondiale de la santé. Les Israéliens en consomment quatre fois plus, soit 300 litres par personne et par jour.

L'eau polluée dans la bande de Gaza

Dans la bande de Gaza, des enfants Palestiniens vont chercher de l'eau potable.

Selon Amnesty, les Palestiniens ne sont pas autorisés à creuser des nouveaux puits ou à restaurer les anciens sans permis des autorités israéliennes. En outre, de nombreuses routes de Cisjordanie sont fermées ou limitées à la circulation, ce qui contraint les camions-citernes à faire des détours pour ravitailler les villages qui ne sont pas reliés au réseau de distribution d'eau.

Dans la bande de Gaza, la situation est encore plus critique. L'offensive israélienne de l'hiver dernier, «Plomb durci» a endommagé les réservoirs d'eau, les puits, les égouts et les stations de pompage, des dégâts qui s'ajoutent à l'impact des blocus israélien et égyptien du territoire. Le système de traitement des eaux usées a été particulièrement touché car Israël interdit l'importation des tuyaux et autres équipements métalliques de crainte qu'ils ne servent à fabriquer des roquettes artisanales. En outre, sur les côtes de Gaza, la mer et les plages sont polluées par l'infiltration des égouts.

Amnesty appelle donc Israël à «à lever immédiatement toutes les restrictions imposées aux Palestiniens» pour leur permettre un accès équitable à l'eau. L'organisation a adressé également une lettre à l'Union européenne, principal donateur des Palestiniens, pour l'inviter à protester auprès des Israéliens.

Le ministère israélien des Affaires étrangères conteste les conclusions du rapport. Les Palestiniens ont droit à 23,6 millions de m3 par an selon un accord bilatéral et «dans les faits bénéficient de deux fois plus», se défend le ministère.

Afghanistan. Wali, le frère du président Karzaï, à la solde de la CIA (29.10)

Lefigaro.fr - 28.10

Suspecté de tremper dans le trafic de drogue, ce «baron» de Kandahar renseignerait les Américains depuis huit ans.

Ahmed wali Karzaï, suspecté de participer au trafic d'opium, serait payé par la CIA depuis huit ans pour divers services tout en jouant un rôle contre-productif pour Washington. Ces révélations embarrassantes du New York Times, qui cite des responsables américains, arrivent à un moment délicat alors que l'Administration Obama reste divisée sur sa nouvelle stratégie en Afghanistan.

Selon le journal, la CIA rétribue pour un montant inconnu le frère du président Hamid Karzaï, notamment pour former un groupe paramilitaire chargé d'effectuer des raids contre les insurgés dans la province de Kandahar, bastion des talibans. Certains raids seraient illégaux. Wali Karzaï, puissante figure de la ville de Kandahar, est également payé pour jouer les intermédiaires entre la CIA et les talibans, via leurs partisans. Le frère du président reçoit aussi des versements de l'agence de renseignement pour la location, à l'extérieur de la ville, de l'ancien centre du mollah Mohammed Omar, fondateur des talibans et bête noire de Washington.

À la lumière de ces informations, les Américains, déjà peu convaincus de la nécessité d'envoyer des troupes dans un pays quasi incontrôlable et dirigé par un gouvernement corrompu, risquent de s'interroger sur les compromis que le gouvernement américain semble prêt à faire. Ils pourraient en conclure que l'argent de la CIA sert à financer le trafic de drogue et à renforcer le pouvoir des talibans au lieu d'améliorer la sécurité nationale américaine.

Selon le New York Times, les liens financiers de la CIA avec Wali Karzaï ont créé de «profondes divisions» dans l'Administration Obama et chez les militaires. Ils «compromettent la relation de plus en plus tendue» entre la Maison Blanche et le président Hamid Karzaï, considéré comme une marionnette des États-Unis par les talibans. Certains experts estiment qu'ils nuisent à la mise en place d'un gouvernement central efficace, qui permettrait à terme aux Américains de quitter le pays.

Marché de l'héroïne en hausse

«Si l'on doit mener une stratégie centrée sur la population en Afghanistan et que celle-ci nous perçoit comme les sponsors de voyous, alors c'est toute notre crédibilité qui est mise à mal», a déclaré au journal le général Michael T. Flynn, responsable du renseignement militaire en Afghanistan. Les pratiques de la CIA laissent en outre penser que «les États-Unis ne font pas tout ce qu'ils peuvent pour éradiquer le trafic de drogue en Afghanistan», qui est l'une des principales sources de revenus des talibans, souligne le journal. La CIA a refusé de commenter ces révélations, sans pour autant démentir. L'agence privilégie traditionnellement la coopération avec les chefs locaux, indépendamment de leur rôle dans le trafic de drogue et les crimes de guerre, comme elle l'avait fait pendant l'occupation soviétique, favorisant finalement l'apparition d'al-Qaïda.

Le département d'État estime au contraire que le soutien aux chefs locaux - tous plus ou moins impliqués dans le trafic d'opium - alimente la corruption au sein du gouvernement et compromet la stabilité de l'État afghan. L'ONU a récemment sonné l'alarme. Elle évalue le marché de l'exportation de l'héroïne d'Afghanistan à 65 milliards de dollars, en hausse vertigineuse depuis la chute des talibans en 2001. De nombreux diplomates occidentaux et responsables de la lutte antidrogue appellent depuis longtemps Hamid Karzaï à mettre son frère à l'écart. Il a toujours répondu qu'aucune preuve n'avait été apportée sur l'implication de ce dernier dans le trafic d'opium.

Wali Karzaï, qui est soupçonné de contrôler tous les accès autour de Kandahar et de lever des droits de passage astronomiques auprès des trafiquants, reconnaît avoir des liens avec les responsables civils et militaires américains, mais dément les allégations du New York Times sur ses rétributions et son rôle dans le marché de l'héroïne. À part certaines sources de revenus qu'il ne détaille pas, il affirme ne toucher que 17 000 afghanis mensuels, environ 290 dollars...

Guinée. Grève générale en Guinée un mois après le massacre du stade de Conakry (29.10)

AP - 28.10

Des dizaines de milliers de Guinéens ont fait grève mercredi pour commémorer les meurtres et les viols commis il y a un mois par des militaires à Conakry.

D'après les organisateurs de la protestation, des dizaines de personnes entamaient également une grève de la faim de cinq jours.

"J'ai honte de ce que les femmes ont subi dans le stade", confiait l'un des participants, Halimatou Barry. "C'est atroce (...) Il faut que justice soit faite".

La plupart des commerces et des bureaux étaient fermés mercredi dans la capitale dans le cadre de cette grève générale.

Seulement 3.000 des 97.000 fonctionnaires se sont présentés au travail, a estimé Mohamed Camara, un responsable de l'opposition.

D'après une association de défense des droits de l'Homme guinéenne, 157 personnes ont été tuées et plus de 1.200 blessées le 28 septembre lorsque des membres de la garde présidentielle ont tiré sur la foule dans un stade de football où s'étaient regroupées quelque 50.000 personnes. Le gouvernement affirme que le bilan ne s'élève qu'à 57 morts, piétinés pour la plupart.

D'après Human Rights Watch, ces violences étaient préméditées. Des dizaines de femmes qui se trouvaient dans le stade ont été enlevées et conduites à bord de véhicules militaires vers des villas où elles ont été violées durant plusieurs jours par des hommes en uniformes.

"Nous, femmes de Guinée, sommes blessées dans notre âme et humiliées par les événements du 28 septembre", a déclaré la militante Diaraye Haidara. "Un jour du souvenir peut nous faire sentir mieux mais il ne guérira pas les blessures ouvertes de ces viols".

Ben Ali, Mugabe, Karimov... Le Top10 des dictateurs les mieux élus au monde (29.10)

Slate.fr - 28.10

Le président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali a été réélu sans surprise dimanche 28 octobre pour un cinquième mandat sur un score triomphal de 89,62%. Ils sont vieux, sont au pouvoir depuis des dizaines d'années et peuvent tous se targuer d'avoir été plébiscités à la tête de leur pays: voici le classement des 10 dictateurs encore en activité les mieux élus au monde.

A noter que certaines dictatures ne s'embarrassent pas de simulacres de démocratie. Elles n'entrent pas dans ce classement. Les dirigeants qui ne sont pas à la tête de régimes autoritaires ne sont pas davantage inclus dans le classement. Pour comparaison, l'ancien président français Jacques Chirac aurait figuré à la 6e place avec ses 82,21% au deuxième tour de 2002.

10e - Paul Biya, Cameroun: 70,92%

A la tête du pays depuis 27 ans, il est réélu pour un nouveau septennat en 2004. Le procès verbal d'un bureau de vote de Douala indiquait un score de 106% [PDF] en faveur du candidat président.

9e - Denis Sassou Nguesso, Congo Brazzaville: 78,61%

Réélu en juillet 2009 avec un taux de participation de plus de 66%, malgré le boycott de l'opposition. Les listes électorales utilisées sont celles de 2002. Des journalistes de France 24 et de la BBC sont molestés pendant les élections.

8e - Emomalii Rahmon, Tadjikistan: 79,3%

Réélu pour son troisième mandat en 2006 dans des élections boycottées par trois partis d'opposition, qui rejettent notamment les changements constitutionnels lui ayant permis de se représenter. Aucun de ses adversaires ne l'a critiqué publiquement pendant la campagne.

7e - Blaise Compaoré, Faso Burkina: 80,35%

Réélu face à 12 autres candidats en 2005, il est président depuis 1987. L'opposition avait déclaré son souhait de se représenter en 2005 comme anticonstitutionnel à cause d'un amendement passé en 2000, limitant un président à deux mandats. Mais le conseil constitutionnel a jugé que Compaoré étant un président en exercice en 2000, l'amendement ne pouvait pas prendre effet avant la fin de son second mandat.

6e - Robert Mugabe, Zimbabwe: 85,5%

En 2008, après un premier tour serré et un score indigne du Top 10 (seulement 43,2% contre 47,9% à Morgan Tsvangirai), Mugabe redresse la barre au second tour et reste à la tête du pays qu'il dirige depuis 1980. La participation est de 42%. A noter qu'il était alors le seul candidat, Tsvangirai s'étant retiré entre les deux tours pour cause de violences contre les sympathisants de son parti.

5e - Islom Karimov, Ouzbékistan: 88,1%

Réélu en 2007, il fait moins bien que son précédent score de 91,6% en 2000. Trois autres candidats alternatifs participaient au scrutin, mais ils ont tous soutenu implicitement la candidature de leur «rival» Karimov. Il est le seul président que le pays ait connu depuis l'indépendance en 1991.

4e - Hosni Moubarak, Egypte: 88,6%

Il remporte la première présidentielle multipartite du pays en 2005 avec une faible participation, 23%. Au pouvoir depuis 28 ans, il est en baisse de régime: il a gagné en 1987, 1993 et 1999 avec des scores supérieurs à 95%.

3e - Zine el-Abidine Ben Ali, Tunisie: 89,62%

C'est donc le dernier élu du Top 10, où il perd une place. Pour son 5e mandat, il a fait moins bien que lors des deux dernières élections, en 1999 et 2004, où il avait dépassé les 90%. Il est au pouvoir depuis 22 ans. Il a remporté 99% des suffrages dans deux des 26 régions du pays, et au moins 54% dans les autres.

2e - Noursoultan Nazarbaïev, Kazakhstan: 91%

Le premier et seul président de l'histoire du Kazakhstan a été réélu en 2005, lors d'un scrutin qualifié par l'OSCE de non conforme aux normes internationales en matière d'élections démocratiques. Mais Nazarbaïev est soutenu par la communauté internationale, qui applaudit la santé économique du Kazakhstan. Lors de la campagne, l'ancien ministre et principal opposant de Nazarbaïev, Zamanbek Nurkadilov, est retrouvé mort à son domicile, gisant avec deux balles dans la poitrine et une dans la tête. La justice a conclu à un suicide pour raisons familiales.

1er - Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Guinée Equatoriale: 97,1 %

Au pouvoir depuis 1979, c'est le dictateur le mieux élu du monde. En plus de son score impressionnant, il peut se targuer d'une légitimité sans conteste: la participation était officiellement de 98%. La mission d'observation francophone de l'élection a écrit dans son rapport [PDF]: «Le retrait des candidats de l'opposition dès 11 h du matin le jour même du scrutin au motif du vote public dans 90% des bureaux de vote du pays et d'autres graves irrégularités a été une bonne illustration finale de la principale caractéristique d'un scrutin pluraliste certes, mais très peu concurrentiel.»

Honduras. Vers une sortie de crise au Honduras (31.10)

Reuters - 30.10

Le gouvernement de facto en place au Honduras depuis le putsch du 28 juin dernier a cédé à la pression internationale et accepté le retour au pouvoir du président déchu Manuel Zelaya.

L'avancée a été obtenue jeudi soir à la suite de nouvelles pressions de l'administration américaine sur Tegucigalpa.

Une délégation américaine, emmenée par le secrétaire d'Etat adjoint Tom Shannon et l'assistant de la Maison blanche pour l'hémisphère ouest, Dan Restrepo, avait entamé des tractations avec les intéressés dans la capitale hondurienne jeudi matin.

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est félicitée vendredi de voir que le Honduras s'acheminait vers une sortie de crise.

"Nous nous sommes très clairement rangés du côté du retour à l'ordre constitutionnel, et cela englobe la tenue d'élections", a dit Clinton aux journalistes, au cours de sa visite au Pakistan.

"Il s'agit d'une avancée importante pour le système interaméricain et pour son engagement en faveur de la démocratie", a ajouté la chef de la diplomatie américaine.

"C'est un triomphe pour la démocratie hondurienne", a réagi de son côté Manuel Zelaya, qui, au terme de trois mois d'exil après le coup d'Etat, s'était infiltré fin septembre au Honduras et avait dû vite trouver refuge à l'ambassade du Brésil, assiégée depuis lors par les forces de sécurité fidèles à Micheletti.

"Nous sommes satisfaits. Nous avons des raisons d'espérer que mon rétablissement en fonctions est imminent", a dit le président déchu, qui avait été expulsé vers l'étranger dès son renversement fin juin.

Depuis le 28 juin, le Honduras est isolé sur la scène diplomatique et a perdu une grande partie des aides internationales dont il disposait.

ZELAYA POURRA REDEVENIR PRÉSIDENT

Les auteurs du coup d'Etat accusent Manuel Zelaya d'avoir voulu modifier la constitution du pays pour repousser la limitation du nombre de mandats présidentiels, ce qu'il réfute.

Le rapprochement qu'il avait effectué en direction du président vénézuélien Hugo Chavez, socialiste, lui avait en outre aliéné une grande partie des élites économiques et militaires honduriennes.

Roberto Micheletti, installé au pouvoir dans les heures consécutives à la chute de Manuel Zelaya, avait refusé à maintes reprises d'accepter le rétablissement en fonctions de son rival déchu, avant de faire marche arrière jeudi.

"J'ai autorisé mon équipe de négociateurs à signer un accord marquant le début de la fin de la situation politique actuelle du pays", a expliqué Roberto Micheletti aux journalistes jeudi soir.

En vertu de cet accord, Manuel Zelaya pourra redevenir président et aller jusqu'au terme de son mandat prévu au mois de janvier. Il lui faudra pour cela obtenir un vote du Congrès qui aura été autorisé par la Cour suprême du Honduras.

Aucune précision n'a été fournie sur ce qu'il adviendrait des autres éléments de l'accord si le Congrès s'oppose au rétablissement de Zelaya dans ses fonctions.

L'accord prévoit que les deux parties reconnaîtront le résultat d'une élection présidentielle qui se tiendra le 29 novembre. L'accord prévoit en outre que l'armée passe sous le contrôle des autorités électorales suprêmes.

Toujours en vertu de cet accord, une "commission de vérité" sera mise sur pied pour enquêter sur les événements des derniers mois, et la communauté internationale se verra demander de lever les mesures de sanctions qu'elle avait prises.

L'administration de Barack Obama a suspendu une partie de l'aide américaine accordée au Honduras, après le putsch, mais s'est vu reprocher par certains pays d'Amérique latine de ne pas exercer suffisamment de pressions pour contraindre Micheletti et les putschistes à faire machine arrière.

L'échec des négociations entre rivaux honduriens, survenue la semaine dernière, avait conduit Hillary Clinton à dépêcher une délégation américaine à Tegucigalpa afin de faire davantage pression en faveur d'un règlement négocié.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page](#) ↕ [Haut de page](#) ↕



Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes

International

- Les Suisses refusent d'interdire l'exportation d'armes de guerre (30.11)
- Référendum sur l'interdiction des minarets en Suisse: le "oui" l'emporte par 57,5% (30.11)
- José Mujica serait en tête au second tour en Uruguay avec 51,2% (30.11)
- Hugo Chavez menace de nationaliser les banques (30.11)
- L'AIEA approuve une résolution contre l'Iran sur le nucléaire (28.11)
- L'émirat de Dubaï au bord de la faillite (27.11)
- Turquie. Grève dans l'administration turque (27.11)
- Irlande. Grève dans le secteur public irlandais (27.11)
- USA. Un spot publicitaire pour aider la CIA à recruter des Arabes-américains (27.11)
- Chine: interpellation après la manifestation d'un millier de personnes contre la délocalisation d'un marché (27.11)
- G-B Londres préparait la guerre en Irak depuis le début 2002, selon des documents internes du gouvernement (23.11)
- Bolivie. Peu de changements chez Morales (23.11)
- USA. Les ventes d'armes explosent aux Etats-Unis (21.11)
- USA: les saisies immobilières frappent davantage d'Américains ayant contracté des prêts à taux fixe (21.11)
- La Somalie est le pays le plus corrompu de la planète, selon le classement de Transparency International (18.11)
- Hausse du nombre d'Américains n'ayant pas assez à manger (18.11)
- Emirats arabes unis. En misant sur l'aéronautique, les Emirats arabes unis préparent l'après-pétrole (18.11)
- Bangladesh. Les étangs du Bangladesh empoisonnés à l'arsenic (18.11)
- Les Pays-Bas annoncent l'instauration à partir de 2012 d'une taxe au kilomètre parcouru (15.11)
- Allemagne. Sigmar Gabriel, la nouvelle star du Parti social-démocrate allemand (15.11)
- Italie. Examen d'une loi qui pourrait aider Berlusconi dans ses démêlés avec la justice (14.11)
- Allemagne. Les Verts s'allient avec la droite en Sarre (12.11)

Allemagne. Les Verts s'allient avec la droite en Sarre (12.11)

Le Monde - 11.11

Un air de Jamaïque flotte sur le petit Land de Sarre, à l'extrémité ouest de l'Allemagne : le ministre-président sortant, le chrétien-démocrate (CDU) Peter Müller, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête d'un nouveau gouvernement régional rassemblant les conservateurs, les Verts et les libéraux (FDP). Une telle coalition, noire-vert-jaune - les couleurs des trois partis qui sont aussi celles du drapeau jamaïcain - n'a jamais été expérimentée outre-Rhin.

L'issue des négociations a créé la surprise. Après le scrutin régional du 30 août, la Sarre aurait dû devenir le premier Land de l'ouest du pays à réaliser l'union de la gauche : les résultats avaient dégagé une nette majorité pour le bloc formé par le Parti social-démocrate (SPD), les Verts et la gauche radicale Die Linke, d'Oskar Lafontaine. Mais les écologistes sarrois ont tourné casaque. En octobre, ils ont annoncé leur intention d'ouvrir des négociations avec la droite. Cette volte-face a des causes d'abord régionales. Les Verts craignaient de s'allier au trop puissant Oskar Lafontaine. Ex-ministre-président de Sarre et vainqueur du scrutin avec 21,3 % des voix, il n'inspirait pas confiance à ses partenaires potentiels. D'autant qu'il n'a cessé de les égratigner durant la campagne.

Mais à Berlin, chacun glose sur les leçons à tirer de ce nouveau modèle "jamaïcain". Des Verts qui virent à droite, un signal révélateur ? Depuis des mois, l'allié traditionnel du SPD revendique sa place de pivot sur l'échiquier politique allemand. "Nous nous sommes imposés au centre de la société", a redit la chef du groupe parlementaire, Renate Künast, lors d'un congrès du parti fin octobre. Les Verts n'en sont pas à leur premier flirt avec la droite. Ils gouvernent la ville-Etat de Hambourg avec la CDU depuis 2008.

"On aurait tort de les classer comme un parti de gauche uniquement, confirme Oskar Niedermayer, politologue à l'Université libre de Berlin. Ils sont conscients qu'il leur faut multiplier les options stratégiques s'ils veulent revenir un jour au pouvoir." Aux élections législatives de

septembre, les écologistes ont réalisé leur meilleur résultat historique (10,7 %). Mais la débâcle du SPD leur a ôté toute chance de retrouver une place au gouvernement.

En attendant 2013 et les législatives, la Sarre fera office de laboratoire pour cette coalition d'un nouveau genre. Un coup dur pour les sociaux-démocrates, rejetés dans l'opposition après les élections générales, et en plein questionnement sur la "fidélité" de leur partenaire traditionnel.

La CDU sarroise, quant à elle, se félicite du ralliement des Verts qui lui permet de rester au pouvoir malgré une perte de 13 points aux régionales. La chancelière Angela Merkel y trouve son compte, assurée de garder la majorité au Bundesrat, la chambre des Länder, au moins jusqu'aux élections de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en mai 2010.

Examen d'une loi qui pourrait aider Berlusconi dans ses démêlés avec la justice (14.11)

AP - 12.11

Le Parlement italien a entamé jeudi l'examen d'une proposition de loi qui limiterait la durée des procédures judiciaires, ce qui pourrait rendre service au chef du gouvernement Silvio Berlusconi, accusé dans deux procès qui reprendront ce mois-ci à Milan.

Une nouvelle fois, ses détracteurs accusent le Cavaliere de se tailler des lois sur mesure pour échapper aux poursuites judiciaires, tandis que ses partisans affirment agir dans le seul intérêt du pays.

Le texte, rédigé par les alliés du président du Conseil et piloté par son principal conseiller juridique, a causé des tensions au sein de la coalition au pouvoir.

Il prévoit de limiter la durée totale de certaines procédures à six ans, du premier jugement à la cassation. Cela ne concernerait que les affaires dans lesquelles l'accusé ne risque pas plus de dix ans de prison et exclurait les récidivistes ainsi que les accusés d'association de malfaiteurs ou de pornographie infantine.

L'association des magistrats italiens a cependant estimé jeudi que la proposition de loi mettrait fin à 10.000 procédures judiciaires dans les deux prochaines années. Et, selon le quotidien économique "Il Sole 24Ore" notamment, les affaires Berlusconi en feraient partie.

Deux dossiers Berlusconi sont encore en cours et doivent revenir devant les tribunaux ce mois-ci. Dans celui du groupe Mediaset, le chef du gouvernement est accusé de fraude fiscale liée à l'achat de droits télévisuels. Le procès doit reprendre lundi prochain, mais les avocats de la défense tentent d'obtenir son report. L'autre procès, pour corruption dans l'affaire Fininvest, est prévu pour le 27 novembre. Le baron des médias se dit innocent et victime d'un complot politique de l'opposition et de magistrats communistes.

Le texte soumis au Parlement jeudi est censé fluidifier le fonctionnement de la justice italienne, notoirement lente et inefficace, et de ce fait encombrée par des dossiers qui traînent pendant de longues années. Si le constat est largement partagé - la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a déjà condamné l'Italie-, les conséquences d'une réforme sur les affaires personnelles du chef du gouvernement empoisonnent le débat depuis des années.

La proposition a été élaborée après l'invalidation par la Cour constitutionnelle le mois dernier d'une loi garantissant l'immunité judiciaire à Silvio Berlusconi pendant son mandat, ce qui a ouvert la voie à la reprise des procès de Milan.

Allemagne. Sigmar Gabriel, la nouvelle star du Parti social-démocrate allemand (15.11)

Le Monde - 14.11

Ce visage rond incarne tous les espoirs d'un Parti social-démocrate (SPD) en pleine déroute. Sigmar Gabriel, élu vendredi 13 novembre à la tête du plus vieux parti allemand, ne se leurre pas sur la difficulté de la mission qui lui échoit. "Même quelqu'un comme moi a un peu le trac face à ce qui nous attend", s'est risqué l'ex-ministre de l'environnement du précédent gouvernement de grande coalition, un fin sourire aux lèvres.

Réunis en congrès, à Dresde, les militants l'ont ouvertement plébiscité en lui accordant 94,2 % de leurs suffrages. Avec un mandat : tirer le SPD de la crise dans laquelle il se débat depuis des mois. M. Gabriel, 50 ans, prend la place de Franz Müntefering, qui a choisi de se retirer après la déculottée historique subie aux élections législatives fin septembre.

Avide de justifier sa candidature, cet excellent orateur a tenu un discours fleuve de près de deux heures. Mais les dix premières minutes lui ont suffi pour s'imposer. Déboussolés, tentés de sombrer à nouveau dans les ancestrales divisions entre aile gauche et aile droite du parti, les militants ont retrouvé pendant quelques instants ce qui leur manquait le plus : un propos à la fois lucide et combatif.

"Avec dix millions d'électeurs en moins depuis 1998, nous avons perdu la moitié de nos partisans, a-t-il détaillé. Et nous les avons perdus au profit de tous les autres partis. (...) Cela signifie une chose : nous n'avons pas de contours clairs." Et de compléter : "Les électeurs n'attendent pas de nous que l'on fasse des réflexions sur les autres partis mais que l'on réfléchisse un peu plus sur nous-mêmes."

Il est comme ça, Sigmar Gabriel, la langue leste, tout d'une pièce. Pas du genre à peindre la vie en rose quand l'horizon est complètement bouché. Sa candidature, annoncée au lendemain de la défaite électorale, en a pourtant surpris plus d'un. Il y a deux ans, M. Gabriel n'avait même pas obtenu suffisamment de voix au comité central du SPD pour être élu parmi les seize membres de la présidence. Sa faiblesse ? Un manque de réseau et d'ancrage idéologique. Ce pragmatique n'appartient ni à la gauche ni à la droite du parti.

Cette fois, il a su fédérer différents courants autour de lui grâce à la campagne très pugnace qu'il a menée pour les législatives. Pourfendeur du nucléaire civil, il a dénoncé sans relâche les "compromis" des conservateurs sur l'atome. Les sociaux-démocrates se sont laissés séduire par l'allant de cet habitué des talk-shows, au caractère bien trempé. Lui que l'on surnomme toujours "Siggi Pop" en souvenir du mandat le plus incongru qu'il a eu à exercer au sein du parti, comme "chargé de la musique et de la culture pop".

Sa nomination aujourd'hui couronne une carrière en dents de scie, faite d'ascension fulgurante et de traversées du désert. Entré au SPD à 18 ans, cet héritier de Gerhard Schröder succède à l'ex-chancelier à la tête du Land de Basse-Saxe à 40 ans seulement. Mais le plus jeune ministre-président d'Allemagne est renversé à peine cinq ans plus tard. Une défaite si sévère qu'on le donne pour mort politiquement.

Son passage au ministère de l'environnement (2005-2009) lui vaut de se forger une nouvelle popularité. Chacun se rappelle comme il a tenu tête au gouvernement de George Bush lors de la conférence sur le climat à Bali, en 2007.

Les défis qui l'attendent à la tête du SPD sont tout autres. Réputé colérique et impatient, il lui faudra manoeuvrer avec précaution, le poste de président de parti ayant pris ces dernières années des allures de "siège éjectable". Pas moins de sept personnes s'y sont succédé en dix ans.

Au congrès de Dresde, M. Gabriel a appelé à conduire une "analyse impitoyable" des causes de la débâcle électorale. Très attendu sur la question des relations à établir avec le parti de la gauche radicale Die Linke, il a choisi de botter en touche. La question des alliances "possibles ou impensables" n'est pas, selon lui, à l'ordre du jour.

Le nouveau tribun a surtout exhorté le parti à faire taire les divisions qui le minent. Lui-même devra - malgré des rapports jusqu'ici difficiles - travailler de concert avec Andrea Nahles, chef de file de l'aile gauche et élue vendredi soir secrétaire générale. Cette solide brune au rire contagieux devient de facto numéro deux du SPD.

Les Pays-Bas annoncent l'instauration à partir de 2012 d'une taxe au kilomètre parcouru (15.11)

AP - 14.11

Les automobilistes néerlandais devront acquitter à partir de 2012 une taxe au kilomètre parcouru, une mesure qui doit permettre selon le gouvernement de réduire les embouteillages, ainsi que les rejets de CO2.

Le prix au kilomètre parcouru pour une voiture moyenne sera de 3 centimes d'euro en 2012. La somme augmentera progressivement jusqu'en 2018 et la taxe sera plus élevée en fonction de la taille du véhicule, de ses émissions de CO2, et des heures de pointe a précisé vendredi le gouvernement.

Chaque véhicule sera équipé d'un GPS surveillant le kilométrage parcouru, où se trouve le véhicule et à quelle heure. Ces données seront envoyées à un bureau d'encaissement établissant la facture. En contrepartie, les taxes à l'achat d'un véhicule, représentant 25% du prix d'une voiture neuve, seront supprimées.

Le nouveau dispositif, dont seront exemptés taxis et autobus de transports publics, profitera à six conducteurs sur dix, selon le gouvernement qui table sur une réduction globale de 15% du trafic, de 10% des rejets de CO2 et de 7% du nombre de morts sur les routes.

Bangladesh. Les étangs du Bangladesh empoisonnés à l'arsenic (18.11)

AP - 15.11

Des étangs creusés pour l'élevage de poissons et le stockage d'eau destinée à l'agriculture contiennent de l'arsenic. Il empoisonne l'eau que boit la population au Bangladesh, d'après une étude publiée dimanche.

Les résultats de l'étude du magazine Nature Geoscience pourraient aider le gouvernement du Bangladesh à élaborer une stratégie pour fournir de l'eau saine à sa population. Elle pourrait aussi intéresser des pays comme le Vietnam et le Cambodge, qui rencontrent les mêmes problèmes.

Sans goût ni odeur particulière, le poison contamine les réservoirs d'eau, à partir de dépôts naturels dans le sol ou de déchets agricoles et industriels. En consommer durablement provoque le cancer, des problèmes de peau, des anomalies du risque cardiaque, et la mort.

Environ 25 millions d'habitants du Bangladesh sont exposés à l'arsenic à travers leur eau de consommation courante. Les chercheurs estiment que des centaines de milliers de personnes vont mourir de cancer des poumons, de la vessie, et de la peau provoqué par le poison.

Charles Harvey, professeur d'ingénierie civile et environnementale au MIT (Massachusetts Institute of Technology), et l'un des six auteurs de l'étude, pense que la contamination provient des rizières, qui contaminent les nappes phréatiques. Pourtant, les rizières mêmes ont un taux de concentration d'arsenic moindre que celui des réservoirs. C'est parce que les étangs collectent des débris en tout genre, estime Harvey. Il cite les déchets humains et les déchets végétaux, que les microbes décomposent en libérant l'arsenic.

La lutte contre l'arsenic dans l'eau courante coûte des millions de dollars au Bangladesh. D'après l'UNICEF, 80% des puits des plus de 8.000 villages du pays sont empoisonnés.

Emirats arabes unis. En misant sur l'aéronautique, les Emirats arabes unis préparent l'après-pétrole (18.11)

Le Monde - 16.11

La crise de l'aéronautique se ressent au salon de Dubaï, qui s'est ouvert dimanche 15 novembre... Pourtant, à deux heures de route, dans l'oasis d'Al-Ain, l'émirat d'Abou Dhabi prépare déjà l'avenir - et l'après-pétrole - en lançant des investissements industriels.

Plus de deux cents personnes ont assisté, le 14 novembre, à la présentation de la future usine aéronautique baptisée Strata, la première de cet émirat, préparée depuis un an par le fonds souverain Mubadala et Airbus. Des dirigeants de Boeing figuraient parmi les invités : l'avionneur américain, très intéressé par une coopération avec Mubadala, devait annoncer, lundi, un accord allant de l'entraînement des pilotes à la fabrication d'éléments composites.

Dans un an, sur ce qui n'est encore que du sable et des pierres, une unité de fabrication produira des éléments en composites pour les A330, A340 et pour les ATR de l'italien Alenia Aeronautica. "Nous voulons devenir un acteur important dans l'industrie aéronautique, prévient Homaid Al-Shemmari, directeur associé de Mubadala Aerospace. Nos partenaires vont nous aider à acquérir des connaissances en matière technique et dans la recherche et le développement." L'usine a l'ambition de devenir un fournisseur dit "de premier rang", associé au développement des nouveaux modèles d'avions.

Airbus garantit 1 milliard de dollars (670 millions d'euros) de charge de travail pendant dix ans. Une partie des fabrications effectuées jusqu'à présent par l'autrichien Facc sera transférée à Strata d'ici à la fin 2010, soit une contribution de 500 millions de dollars. Le reste viendra notamment de pièces pour l'A380 ou pour le futur A350 XWB. Airbus participera également à la formation des personnels. Si l'usine démarre avec une majorité d'expatriés, "nous espérons inverser la tendance d'ici cinq à six ans", a indiqué Homaid Al Shemmari. La part des locaux devrait alors représenter 70 % des effectifs. D'ici là, 1 000 emplois devraient être créés et c'est un Britannique, Ross Bradley, ancien directeur général de Farnborough Aerospace Consortium, qui a été embauché voici un an pour diriger Strata.

Les moyens consacrés au projet par Mubadala n'ont pas été révélés, mais ils sont importants. Si l'usine de pièces pour Airbus doit entrer en service en 2010, la construction à côté d'une unité pour les besoins de Boeing pourrait intervenir dès 2011. Et même une troisième pour un autre constructeur l'année suivante.

"Après une première prise de conscience de la nécessité de préparer l'après-pétrole, les pays du Golfe ont accéléré le passage à l'action depuis cinq ans, explique Stéphane Albernhe, du cabinet de conseil en stratégie Roland Berger. Les Emirats ont sélectionné quelques secteurs stratégiques dont l'aéronautique. Ils veulent par exemple se positionner sur les marchés des pièces d'aérostructures et de la

maintenance aéronautique, domaines dans lesquels ils souhaitent développer une véritable filière industrielle locale." Ils se développent aussi dans l'énergie, notamment les panneaux solaires.

Après avoir envisagé d'acheter des fournisseurs d'équipements, Moubadala a préféré acquérir un savoir-faire, ce qui pourrait modifier le paysage de l'industrie aéronautique mondiale. "Cela peut aller très vite", prévient M. Albernhe, à l'image de ce qui se passe en Chine. "Voici à peine cinq ans, personne ne pensait crédible que les Chinois puissent lancer un avion de plus de cent places concurrent d'Airbus et Boeing, rappelle-t-il. Aujourd'hui, le projet C919 de Comac a démarré, cela ne veut pas dire qu'il aboutira rapidement, mais cela change la donne."

Pour EADS, favoriser l'émergence d'un fournisseur dans les Emirats à des coûts compétitifs, hors de la zone euro, est intéressant à double titre. Il renforce les liens avec les Emirats, qui ont d'importants besoins d'avions. En étant le premier constructeur aéronautique à nouer une telle coopération industrielle avec Mubadala, cet accord a aussi une dimension politique et lui ouvre des perspectives dans d'autres secteurs (hélicoptères, satellites...). Tout cela dans une région où les compagnies aériennes résistent mieux à la crise du transport que leurs concurrentes européennes, américaines ou indiennes.

Hausse du nombre d'Américains n'ayant pas assez à manger (18.11)

AP - 16.11

Plus d'une famille américaine sur sept, soit 49 millions de personnes, a eu du mal à se nourrir correctement en 2008, soit le taux le plus important de sous-alimentation depuis que le ministère de l'Agriculture a commencé à tenir les comptes de la sécurité alimentaire aux Etats-Unis, en 1995.

Ce sont donc 14,6% des foyers américains qui peinent à remplir les assiettes des leurs, contre 11,1% de foyers en proie à l'"insécurité alimentaire", selon le classement du ministère, c'est à dire n'ayant pas suffisamment à manger pour mener une vie saine et active.

Dans un communiqué, le président Barack Obama a qualifié ces conclusions de "dérangeantes", notant que d'autres indicateurs d'insécurité alimentaire étaient à la hausse, dont le nombre de demandes pour bénéficier des coupons de nourriture.

"La première tâche est de restaurer la croissance de l'emploi, qui aidera à soulager les pressions économiques qui rendent difficile pour les parents le fait de mettre un vrai repas sur la table chaque jour", a-t-il ajouté.

Et le secrétaire à l'Agriculture Tom Vilsack a dit craindre que ces chiffres ne s'aggravent encore en 2009 à cause du ralentissement économique.

Selon ce même rapport, rendu public alors que s'est ouverte à Rome la conférence de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) consacrée à l'insécurité alimentaire dans le monde, 16,7 millions d'enfants n'ont pas eu assez à manger aux Etats-Unis en 2008, soit 4,3 millions de plus qu'en 2007.

La Somalie est le pays le plus corrompu de la planète, selon le classement de Transparency International (18.11)

AP - 17.11

L'Irak et l'Afghanistan font partie des cinq pays les plus corrompus de la planète, selon le classement publié mardi par l'organisation Transparency International.

"Les résultats montrent que les pays perçus comme étant les plus corrompus sont aussi ceux qui sont meurtris par de longs conflits qui ont détruit leurs institutions", peut-on lire dans le rapport.

Transparency International a mené des études auprès d'entreprises et d'experts dans 180 pays afin d'y mesurer la corruption du secteur public.

La Somalie arrive en dernière position, avec une note de confiance de 1,1, tandis que la Nouvelle-Zélande se place en tête du classement avec 9,4.

Parmi les mauvais élèves, l'Irak se classe 176e avec une note de 1,5, le Soudan 177e (1,5), la Birmanie 178e (1,4) et l'Afghanistan 179e (1,3).

Parmi les bons élèves, le Danemark arrive 2e (9,3), Singapour 3e (9,2), la Suède 4e (9,2) et la Suisse 5e (9,0).

En ce qui concerne les pays francophones, après la Suisse au 5e rang, on trouve le Canada au 9e (8,7), le Luxembourg au 13e (8,2), la Belgique au 21e (7,1) et la France seulement au 24e rang (6,9).

USA : les saisies immobilières frappent davantage d'Américains ayant contracté des prêts à taux fixe (21.11)

AP - 19.09

Une proportion croissante d'Américains ayant contracté des prêts immobiliers à taux fixe sont confrontés à une procédure de saisie de leur logement, ce qui renforce les inquiétudes sur la solidité de la reprise économique aux Etats-Unis.

Selon un rapport de la Mortgage Bankers Association publié jeudi, près de 33% des nouvelles saisies au dernier trimestre concernaient des acquéreurs ayant souscrit de tels emprunts, contre 21% il y a un an. Cette hausse s'explique par la montée du chômage dans le pays.

Dans le même temps, la proportion de propriétaires ayant souscrit un emprunt immobilier qui se trouvaient en difficulté pour le rembourser ou confrontés à une procédure de saisie a atteint un niveau record pour le neuvième trimestre consécutif.

USA. Les ventes d'armes explosent aux Etats-Unis (21.11)

Lefigaro.fr - 18.11

Cette tendance est à mettre sur le compte de la crise économique qui renforcerait la délinquance et donc le besoin de protection des Américains.

Les industriels de l'armement aux Etats-Unis ne connaissent pas la crise. Mieux, ils en profitent. Inquiets d'une hypothétique hausse de la criminalité liée à l'explosion du chômage, les Américains achètent de plus en plus d'armes pour se protéger.

Les chiffres révélés ce mercredi par le Times donnent le tournis. Smith et Wesson s'attend ainsi à doubler ses ventes dans les trois à cinq ans à venir. Le célèbre fabricant d'armes a déjà profité d'une hausse de 13% cette année, portant son chiffre d'affaires à 335 millions de dollars (223 M\$). Et la firme s'attend encore à une augmentation de 30% au premier trimestre 2010. Idem pour Sturm et Ruger qui note au troisième trimestre un bond de 70% de ses ventes par rapport à 2008, précise le quotidien britannique.

Cette explosion est confirmée par le FBI, qui annonce avoir procédé à plus d'un million de vérifications de casiers judiciaires en septembre (+12 % par rapport à 2008), selon la National Shooting Sports Foundation. Une étape indispensable avant la délivrance d'une arme aux Etats-Unis. Parmi les nouveaux détenteurs d'armes, beaucoup de « first-time shooters », ces Américains qui achètent un revolver pour la première fois. Et beaucoup de femmes, qui sont devenues la cible de récentes campagnes publicitaires lancées par les fabricants.

Le facteur Obama

Cette tendance est à mettre sur le compte du besoin croissant de protection ressenti par les Américains. A l'heure où le taux de chômage vient de dépasser les 10%, un record outre-Atlantique, la crainte d'une hausse brutale de la criminalité booste les ventes d'armes. Dans l'esprit de certains acheteurs, l'équation serait donc simple : un chômeur égale un tueur en puissance. Et les récents événements font tout pour alimenter la paranoïa ambiante : le 6 novembre dernier, un ingénieur licencié il y a deux ans tuait une personne et en blessait cinq autres sur son ancien lieu de travail, à Orlando, en Floride.

Autre explication invoquée par les industriels de l'armement : de nombreuses rumeurs qui circulent sur l'intention de Barack Obama de fermer les magasins d'armes à feu. Malgré ses promesses de campagne ne pas « retirer leurs armes » aux Américains, le président américain jouit d'une sérieuse réputation d'opposant au sacrosaint deuxième amendement, qui inscrit dans la constitution la liberté de port d'armes. Au grand dam des amateurs d'armes, qui se seraient donc rués sur les Magnum et autres Beretta par crainte de ne plus pouvoir le faire dans un futur proche.

Bolivie. Peu de changements chez Morales (23.11)

Le Monde - 21.11

Alors que le président Evo Morales cherche un second souffle dans les urnes, le 6 décembre, qui s'intéresse aujourd'hui à la Bolivie ? Une poignée d'entreprises étrangères attirées par ses richesses naturelles et des altermondialistes fascinés par la charge symbolique du syndicaliste d'origine aymara parvenu au pouvoir. Un volume d'Alternatives Sud, revue éditée à Louvain-la-Neuve (Belgique) par le Centre tricontinental et les éditions Syllepse, vient justement enrichir la mince bibliographie sur le sujet, où figurent les travaux universitaires de Jean-Pierre Lavaud (La Catégorisation ethnique en Bolivie, L'Harmattan, 2007).

En dépit de la reproduction de propos du vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera, théoricien du "capitalisme andin-amazonien", le dossier rassemblé ne relève pas de l'hagiographie. Comme l'admet Pablo Stefanoni, directeur de l'édition bolivienne du Monde diplomatique, quatre ans après l'élection d'Evo Morales, "les doutes sont plus nombreux que les certitudes". Les changements sont en deçà du discours officiel sur la "révolution démocratique et culturelle". Les recettes de l'Etat ont triplé grâce à la renégociation des contrats gaziers, mais la redistribution des revenus reste modeste.

Le gouvernement est partagé entre une tendance étatiste, qui privilégie l'industrialisation, et les partisans du soutien aux formes de production communautaire. Ces tensions paralysent une administration "friande d'effets d'annonce", mais peu douée pour la gestion publique. Dans un pays où règne la "mentalité rentière", ce "gouvernement des mouvements sociaux" est devenu l'otage des revendications corporatistes.

"La volonté de souligner la dimension ethnique de l'oppression a quasiment fait disparaître sa dimension de classe", écrit Stefanoni, au point que presque toutes les grèves ont été déclarées illégales. Il note la contradiction entre "l'ethnisation" de la politique et l'urbanisation désormais majoritaire, sans oublier l'explosion des Eglises évangéliques pentecôtistes, porteuses d'autres valeurs.

Le sociologue Alberto A. Zalles conteste la prétention du parti présidentiel, le Mouvement pour le socialisme (MAS, gauche), de représenter toute la diversité ethnique du pays. Dépourvu des structures d'un véritable parti politique, le MAS aurait été "colonisé" par la vieille gauche, convertie à l'indigénisme. D'où le "centralisme excessif" dans la prise de décision, la personnalisation du pouvoir, le volontarisme de dirigeants qui ont préféré la pression à la persuasion. Bref, le MAS ne fait pas partie de la solution, mais des problèmes.

"Le MAS n'a pas résisté à la solution clientéliste", renchérit l'éditorial, signé François Polet. A ses yeux, la nouvelle Constitution a vu sa légitimité entamée, faute d'un consensus national digne de ce nom : "Le recours à des formes extralégales de pression et d'intimidation de l'adversaire en vue de modifier le rapport de force en sa faveur a non seulement sapé les bases de l'autorité gouvernementale, mais a également discrédité le projet de démocratisation de la société porté par ce même gouvernement auprès d'une large frange de l'opinion publique."

En outre, "Evo et son entourage se sont entêtés à présenter les initiatives des courants autonomistes comme des conspirations sécessionnistes ourdies par des oligarchies ne représentant qu'elles-mêmes", méconnaissant ainsi un sentiment régionaliste profond. Cependant, les Boliviens n'ont pas dit leur dernier mot. Le vote du 6 décembre marquera peut-être leur préférence pour la radicalisation ou la modération du second mandat présidentiel.

Londres prépare la guerre en Irak depuis le début 2002, selon des documents internes du gouvernement (23.11)

AP - 22.11

Des documents du gouvernement britannique suggèrent que, contrairement à ce qu'a déclaré Tony Blair, l'armée planifiait depuis février 2002 l'invasion de l'Irak en mars 2003 avec les Etats-Unis. Le "Sunday Telegraph" publie ces informations alors que s'ouvre mardi l'enquête publique sur la guerre en Irak, dans laquelle l'ancien Premier ministre devra témoigner.

En juillet 2002, Tony Blair avait affirmé aux députés qu'il n'y avait pas de préparatifs en cours pour envahir l'Irak. Ce n'est pas la version des hauts responsables de l'armée recueillie dans le cadre d'une enquête interne du ministère de la Défense, d'après le "Sunday Telegraph".

Le général Graeme Lamb, qui dirigeait à l'époque les forces spéciales britanniques, y dit qu'il "a travaillé pour préparer la guerre depuis le début 2002", affirme le journal. Selon les commandants, les plans étaient toutefois si mal conçus que les troupes se sont retrouvées mal équipées et mal préparées pour la guerre. Le lieutenant colonel John Power cite notamment l'expédition par erreur d'un conteneur de skis avec le matériel prévu pour le désert.

Les opposants à la guerre en Irak accusent depuis longtemps Tony Blair d'avoir promis au président américain George W. Bush que la Grande-Bretagne participerait à l'invasion, bien avant que les députés donnent leur aval en 2003, peut-être dès la mi-2002.

Les documents du "Sunday Telegraph" seront probablement transmis à la commission mise en place par le Premier ministre britannique actuel, Gordon Brown, pour examiner la façon dont le Royaume-Uni a décidé de participer à la guerre en Irak.

La commission dirigée par John Chilcot entendra plusieurs hauts responsables britanniques, dont Tony Blair et les chefs actuel et passé du MI6, les services secrets, John Sawers et John Scarlett.

Selon le "Sunday Telegraph", l'enquête interne qu'il cite conclut que la victoire militaire en Irak a été acquise grâce à la faiblesse des forces irakiennes. "Un ennemi plus capable aurait probablement sanctionné sévèrement nos manques", serait-il écrit. La Grande-Bretagne a perdu 179 soldats en Irak.

Le ministère de la Défense a refusé de commenter les documents internes publiés par le journal mais a déclaré qu'il "reconnaissait l'importance d'identifier et de tirer les leçons des opérations". Les conclusions de la commission Chilcot ne seront pas connues avant les prochaines élections législatives britanniques, qui doivent avoir lieu d'ici juin 2010.

Chine: interpellation après la manifestation d'un millier de personnes contre la délocalisation d'un marché (27.11)

AP - 25.11

Au moins une vingtaine de personnes ont été interpellées lundi, après une manifestation ayant réuni une centaine de personnes contre la fermeture d'un marché dans le sud de la Chine. Des violences avaient éclaté samedi entre la police et les manifestants, ont rapporté les médias.

La foule avait rejoint samedi 200 commerçants qui protestaient contre la faible compensation accordée pour la délocalisation le 30 novembre prochain du marché en gros de Luoshiwan à Kunming, la capitale de la province du Yunnan, a rapporté le quotidien "China Daily". Le millier de manifestants avaient bloqué un des axes principaux de Kunming, blessé des policiers et endommagé des biens en lançant des briques.

Selon "China Daily", le marché de Luoshiwan, qui doit être déplacé de 10km à l'extérieur de la ville pour faciliter la circulation, est un des plus grands du pays avec 10.000 stands vendant toutes sortes de biens, des meubles en passant par des ordinateurs et des vêtements.

USA. Un spot publicitaire pour aider la CIA à recruter des Arabes-américains (27.11)

AP - 24.11

Les images montrent des convives réunis autour d'un dîner dans une salle à manger aux tentures moyen-orientales. La scène donne une image séduisante, quoiqu'un peu idéalisée, d'une soirée dans un foyer arabe-américain. Le but de ce spot publicitaire: inciter des Américains d'origine arabe à s'engager dans la CIA.

Dans une cuisine spacieuse, on met la dernière main au repas et l'ambiance est bon enfant. Un homme d'un certain âge tenté par un falafel sur une assiette est rappelé à l'ordre, d'une petite tape amicale sur la main, par une femme. Les convives, sur leur trente-et-un, s'installent ensuite autour d'une table garnie de mets.

"Votre nation, votre monde", dit une voix off avec un accent moyen-oriental, avant que le spot ne montre la réception depuis la fenêtre, puis les Etats-Unis depuis l'espace. "Cela vaut la peine de les protéger", ajoute la voix hors champ. Le film s'achève sur le message: "Des carrières dans la CIA".

Le spot devrait être diffusé aux Etats-Unis sur des chaînes de télévision nationales et communautaires, et des sites Web dans les prochains mois. Il représente une innovation majeure pour la CIA, qui utilise pour la première fois la technique du "storytelling" ("raconter une histoire") pour "vendre" un message.

La publicité fait partie d'un programme ambitieux de la célèbre agence de renseignement destiné à tendre la main à des communautés

considérées comme essentielles pour réduire la menace terroriste aux Etats-Unis.

La CIA a organisé la semaine dernière une projection privée du film et d'un autre spot de 30 secondes visant celui-là à recruter des Américains d'origine iranienne. Les deux ont été salués par les applaudissements de l'assistance, soit une quarantaine de personnes réunies à Dearborn, au coeur de l'importante communauté moyen-orientale du Michigan.

Suehaila Amen, 30 ans, a trouvé le film attractif visuellement et positif. Elle précise toutefois: "J'ai simplement vu une famille ensemble partageant un repas (...) mais je n'ai pas vu en quoi c'était important pour la CIA."

Le spot s'inspire de discussions avec des employés de la CIA d'origine moyen-orientale. Ces entretiens ont révélé que les Arabes-américains voulaient garder leurs liens avec leur patrie d'origine mais avaient également le sens du devoir à l'égard des Etats-Unis.

"Il est important pour eux de savoir que nous comprenons combien leur culture compte pour eux. Ils ne vont pas la perdre une fois qu'ils passent les portes de la CIA pour travailler", souligne Christina Petrosian, responsable de la publicité et du marketing pour le centre de recrutement de l'agence de renseignement.

Mme Petrosian estime que le spot, qu'elle a tourné avec son équipe, dépeint une tranche de vie authentique qui devrait toucher le public visé.

Irlande. Grève dans le secteur public irlandais (27.11)

Reuters - 25.11

Une bonne partie des fonctionnaires irlandais se sont mis en grève en signe de protestation contre un plan gouvernemental visant à baisser leurs salaires afin de réduire le déficit du budget de l'Etat.

Le Premier ministre Brian Cowen, qui dispose d'une majorité très courte au parlement, a besoin de faire adopter son plan d'économie de quatre milliards d'euros lorsqu'il présentera le projet de loi sur le prochain budget, le 9 décembre.

Il devra compter avec l'opposition des syndicats mais aussi de certains éléments de la coalition au pouvoir, dont la cote de popularité est particulièrement basse.

Selon Brian Cowen, réduire les dépenses est nécessaire pour stabiliser le déficit budgétaire à 12% du PIB, avant de pouvoir envisager de le ramener au plus près de la limite supérieure de 3% fixé par l'Union européenne, ce que Bruxelles veut le voir atteindre en 2014 au plus tard.

"Personne ne souhaite une grève du service public", a déclaré un groupe d'une dizaine de syndicats dans une tribune publiée mardi dans les journaux. "L'image de l'Irlande à l'étranger n'en a pas besoin."

"Cela se produit parce que le gouvernement refuse d'examiner sérieusement des solutions alternatives à de nouvelles coupes dans les salaires du service public."

Les syndicats réclament une évolution budgétaire plus progressive étalée jusqu'en 2017 et estiment que le gouvernement devrait d'abord augmenter les impôts sur les hauts revenus.

Les pompiers ont été les premiers à se mettre en grève, dès cette nuit, et 250.000 enseignants, gardiens de prison, fonctionnaires et autres employés du secteur public doivent cesser le travail dans la journée, contre le projet de réduire leur masse salariale de 1,3 milliard d'euros.

Les syndicats ont annulé les grèves dans les zones touchées par de récentes inondations provoquées par de fortes pluies.

La presse a vite fait le lien entre le mouvement social et cette catastrophe naturelle, caricaturant le Premier ministre sur un bateau de sauvetage encerclé par des eaux symbolisant la "dette nationale", le "budget" et cette "journée d'action".

"Cowen rejoint le pays dans ce sentiment de naufrage", écrit l'Irish Independent au-dessus d'une photo montrant le chef du gouvernement debout, en bottes, dans une zone en crue.

Turquie. Grève dans l'administration turque (27.11)

AP - 25.11

Des centaines de milliers de fonctionnaires turcs ont observé des arrêts de travail mercredi pour réclamer le droit de grève et de meilleurs salaires.

Salim Uslu, dirigeant du syndicat Hak-Is a souhaité que le gouvernement amende le droit du travail pour se conformer aux standards de l'Organisation internationale du travail. Il a qualifié cette journée de "grève préventive."

Les transports et les bureaux de postes étaient perturbés et les hôpitaux n'acceptaient que les urgences.

Les quelque deux millions de fonctionnaires turcs ont le droit d'adhérer à un syndicat mais ne peuvent pas faire grève.

L'émirat de Dubaï au bord de la faillite (27.11)

Lefigaro.fr - 25.11

Dubaï World, la holding publique propriétaire de la fameuse île artificielle en forme de palmier, demande un sursis à ses créanciers sur 59 milliards de dollars.

Alors que l'on croyait la crise financière terminée, le feu couve dans le Golfe. Lesté de 80 milliards de dollars de dettes, Dubaï semble au bord de la faillite. Mercredi, l'une des holdings les plus importantes de l'émirat, Dubaï World, propriétaire via ses filiales immobilières, du gigantesque complexe hôtelier construit sur une île artificielle en forme de palmier, a demandé à ses créanciers un sursis pour renégocier l'intégralité de ses dettes, soit 59 milliards de dollars ! Il ne compte plus rien rembourser avant le 30 mai afin de mener à bien cette restructuration, ce qui suppose de ne pas honorer les prochaines échéances (9 milliards de dollars dus dans les quatre mois qui viennent).

Aussi désespérée qu'inattendue, cette requête a affolé les marchés. Le prix de la couverture contre un défaut de paiement de la dette souveraine de Dubaï (CDS) a bondi, hier, de 111 points de base, pour atteindre 429 points. Le flamboyant émirat pointe ainsi au sixième rang mondial des États les moins solvables de la planète, d'après l'agence Bloomberg. Indicateur clé des risques de faillite, le coût du CDS de Dubaï a plus grimpé en un mois que l'avait fait celui de l'Islande, en octobre 2008, en pleine tourmente financière.

Les dettes de Dubaï représentent 70% de son PIB

La supplique de Dubai World apparaît d'autant plus inquiétante qu'elle intervient le jour même où l'émirat annonce avoir levé 5 milliards de dollars de Bons du Trésor auprès d'Abou Dhabi, son grand frère riche en pétrole. Les fonds ont été apportés par deux importantes banques de l'émirat: la National Bank of Abu Dhabi, et la banque islamique Al Hilal Bank, aujourd'hui surveillées de près par les marchés, alors qu'elles sont basées dans l'État le plus riche des membre de la Fédération des Émirats arabes unis. Aussi salubre soit-il, cet apport d'argent frais ne suffit pas à éponger l'océan de dettes de Dubaï, qui représente 70 % de son produit intérieur brut (PIB).

Privé de pétrole, l'émirat qui abrite la tour la plus haute du monde a bâti sa fortune en moins de dix ans, en misant sur l'immobilier, la finance, et le tourisme de luxe, trois secteurs aujourd'hui en pleine déconfiture. Les spéculateurs qui avaient fait flamber les prix à Dubaï - enrichissant au passage les entreprises d'État propriétaires des terrains si convoités - ont disparu avec le «credit crunch», déclenchant une chute des prix de 47 % sur un an, des défauts de crédits en cascade, et la méfiance des banques. La crise a également mis à jour des scandales financiers embarrassants pour l'émirat. Celui-ci compte plus que jamais sur la solidarité financière d'Abou Dhabi, qui lui a déjà prêté 10 milliards de dollars cette année.

L'AIEA approuve une résolution contre l'Iran sur le nucléaire (28.11)

Reuters - 27.11

Le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a adopté vendredi une résolution condamnant l'Iran pour avoir dissimulé l'existence d'un second site d'enrichissement de l'uranium, apprend-on de sources diplomatiques.

Le texte a été approuvé par 25 voix contre trois et six abstentions. La Chine et la Russie, d'ordinaire plus clémentes à l'égard de Téhéran,

ont voté avec leurs partenaires du groupe des "Six" (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Allemagne), impliqué dans la recherche d'une solution à la crise du nucléaire iranien.

"C'est le signe que la patience s'amenuise. On ne peut pas continuer à négocier pour négocier", a souligné Glyn Davies, représentant des Etats-Unis auprès de l'AIEA, exhortant l'Iran "à se conformer à ses obligations internationales".

Dans le même esprit, à Washington, le porte-parole de la Maison blanche a estimé que le vote d'AIEA montrait la détermination de la communauté internationale.

"Le fait que 25 pays de toutes les régions du monde ont voté ce texte montre l'urgente nécessité pour l'Iran de répondre à un manque de confiance international croissant quant à ses intentions", souligne Robert Gibbs dans un communiqué. "Si l'Iran refuse de remplir ses obligations, il sera responsable de son isolement croissant et de ses conséquences", ajoute-t-il.

Le vote de Pékin et de Moscou ne préjuge toutefois en rien de leur attitude, qui sera sans doute cruciale, face à l'alourdissement des sanctions que les Occidentaux souhaitent soumettre au Conseil de sécurité de l'Onu début 2010, faute de solution d'ici là.

"Nous comptons sur Téhéran pour réagir avec tout le sérieux nécessaire à cette résolution (...) et à coopérer pleinement avec l'agence", indique le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Tous les pays occidentaux ont approuvé la résolution rédigée par les Six. Cuba, la Malaisie et le Venezuela ont voté contre, tandis que l'Afghanistan, le Brésil, l'Egypte, le Pakistan, l'Afrique du Sud et la Turquie se sont abstenues. L'Azerbaïdjan n'a pas pris part au scrutin.

Ali Asghar Soltanieh, représentant iranien auprès de l'AIEA a jugé le texte "hâtif et infondé".

PROCHAINE ÉTAPE, LES SANCTIONS ?

"La grande nation iranienne ne cédera jamais aux pressions et aux intimidations en ce qui concerne son droit inaliénable aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire", a dit Soltanieh.

"Cette résolution affectera évidemment le climat de coopération instauré avec l'AIEA", a-t-il ajouté en notant que Téhéran pourrait mettre fin à ses "initiatives volontaires" allant dans le cadre d'une coopération accrue avec l'agence.

Le vote de vendredi fait suite à la révélation en septembre de l'existence du nouveau centre d'enrichissement d'uranium de Fordow, près de la ville sainte de Qom, que l'Iran construisait clandestinement depuis deux ans.

La résolution réclame le gel immédiat des travaux ainsi que des éclaircissements sur les raisons d'être de cette installation et l'assurance qu'aucun autre site nucléaire n'a été dissimulé.

Il exhorte en outre Téhéran à cesser toutes ses activités d'enrichissement d'uranium et à autoriser sans restrictions les inspections de l'Onu, conformément aux résolutions adoptées depuis 2006 par le Conseil de sécurité.

Outre les soupçons soulevés par le site de Fordow, son adoption exprime l'impatience croissante des grandes puissances, qui attendent la réponse de la République islamique au compromis proposé le 1er octobre à Genève par l'AIEA.

L'agence a proposé de transférer 75% de l'uranium iranien faiblement enrichi en Russie puis en France pour le convertir en combustible destiné à son réacteur de recherches médicales de Téhéran, ce qui réduirait considérablement la marge de manoeuvre de la République islamique dans le domaine militaire.

Après en avoir accepté le principe le 1er octobre à Genève, Téhéran a émis des réserves et réclamé de nouvelles discussions. Sa réponse formelle est attendue avant la fin de l'année.

Les Iraniens "doivent accepter les offres qui ont été avancées pour leur fournir du combustible avec notre soutien, mais ils doivent renoncer aux armes nucléaires", a déclaré Gordon Brown, chef du gouvernement britannique, après l'adoption de la résolution.

"Je pense que la prochaine étape devra être celle des sanctions si l'Iran ne réagit pas à ce vote très clair de la communauté internationale", a-t-il ajouté sur une chaîne de télévision de Trinité-et-Tobago, où il est en déplacement.

Accordant une "grande importance" à la résolution de l'AIEA, le ministère israélien des Affaires étrangères a engagé la communauté internationale à veiller à ce qu'elle ait une "portée pratique en fixant un calendrier pour demander des sanctions fermes contre l'Iran en réponse à toute violation".

La dernière résolution adoptée par l'AIEA contre l'Iran remontait à février 2006.

Hugo Chavez menace de nationaliser les banques (30.11)

AP - 30.11

Le président du Venezuela Hugo Chavez a menacé dimanche de nationaliser les banques privée qui ne respectent pas la réglementation, se disant prêt à tout pour éviter des irrégularités et des scandales qui ont déjà conduit son gouvernement à quatre prise de contrôle.

"J'avertis les banquiers privés: je prendrais la banque de quiconque dérapera" a déclaré le président dans son programme radiotélévisé du dimanche. "Est-ce que vous voulez que je nationalise les banques?" a poursuivi le leader bolivarien, ajoutant qu'il n'aurait "aucun problème" a ordonner de telles mesures.

Le 20 novembre, quatre petits établissements représentant 5,7% du secteur sont passés sous contrôle de l'Etat, au prétexte de diverses irrégularités. Ils appartenaient à un industriel de l'agro-alimentaire, Ricardo Fernandez, approvisionnant les marchés publics. Ces banques finançaient les sociétés de leur propre groupe. Seize de leurs dirigeants ont reçu l'ordre de ne pas quitter le pays.

Pour l'opposition, Chavez ne s'en prend qu'à une organisation criminelle agissant au sein du gouvernement. Il ne ferait qu'arbitrer des conflits d'intérêts entre ses partisans.

José Mujica serait en tête au second tour en Uruguay avec 51,2% (30.11)

Reuters - 30.11

L'ancien guérillero José Mujica, emprisonné pendant 14 ans sous la dictature militaire, est arrivé en tête du second tour de l'élection présidentielle disputé dimanche en Uruguay avec 51,2%, indique une projection réalisée l'institut Factum.

Cet homme de 74 ans, ancien Tupamaros dans les années 1960 et 1970, devance son rival de centre droit, l'ex-président Luis Lacalle, selon cette projection.

Lors du premier tour le 26 octobre, Mujica était arrivé largement en tête avec 48% des suffrages contre 29% à Lacalle.

Référendum sur l'interdiction des minarets en Suisse: le "oui" l'emporte par 57,5% (30.11)

AP - 29.11

Une majorité de Suisses, 57,5%, se sont prononcés dimanche par référendum en faveur de l'initiative visant à interdire la construction de minarets sur le territoire helvétique.

Selon les résultats définitifs de cette "votation populaire" communiqués dimanche après-midi par la Chancellerie fédérale, l'initiative anti-minarets a recueilli 1.534.054 voix, soit 57,5%. Le "non" a obtenu 1.135.108 voix, soit 42,5%. Le taux de participation a atteint 51,9%.

Un sondage de l'institut gfs.berne publié le 18 novembre prédisait le rejet de l'initiative par 53% des suffrages.

Lancée par des membres de l'UDC (Union démocratique du centre, une formation populiste de droite) et de l'Union démocratique fédérale (UDF, droite chrétienne) cette initiative est combattue par le Conseil fédéral (gouvernement) et le Parlement, qui ont mis en garde contre les conséquences négatives sur la paix religieuse et en matière de politique extérieure.

L'une des affiches utilisée par l'UDC pour la campagne électorale a suscité une vive polémique. Elle représente une femme en burqa noire, entourée de minarets transperçant le drapeau suisse.

La ministre suisse de la Justice Eveline Widmer-Schlumpf a souligné avant le scrutin que l'interdiction de ces édifices (tour d'une mosquée) serait contraire à la liberté de religion et discriminatoire. Une acceptation de l'initiative violerait les droits de l'homme et mettrait en péril l'image de la Suisse, a-t-elle déclaré. Le président de la Confédération helvétique, Hans-Rudolf Merz, avait appelé au rejet de l'initiative contre les minarets.

Les Suisses refusent d'interdire l'exportation d'armes de guerre (30.11)

LeMonde.fr - 29.11

Les électeurs suisses n'étaient pas uniquement appelés à se prononcer sur l'interdiction des minarets, dimanche 29 novembre. A l'occasion d'une autre votation populaire, organisée à l'initiative d'un mouvement anti-militariste, le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), ils ont refusé par plus de 68 % des voix d'interdire l'exportation d'armes et matériel de guerre.

En pleine crise économique, la menace de pertes d'emplois jusqu'à plus de 10 000, faisait valoir l'industrie de l'armement l'a finalement emporté sur les considérations humanitaires.

Le GSsA, fondé en 1982 avec pour ambition de faire supprimer l'armée suisse, avait réussi à récolter plus de 100 000 signatures pour organiser ce référendum d'initiative populaire. Pour cette ONG, la Suisse parangon de neutralité et gardienne des Conventions de Genève doit mener 'une politique étrangère cohérente, sans participer aux conflits et tuer indirectement'.

Après le rejet de la proposition du GSsA, la ministre de l'économie, Doris Leuthard, a assuré que le message avait néanmoins été entendu : elle a promis que le gouvernement examinera de 'manière stricte' les demandes d'exportation d'armes. La Suisse n'exportera pas d'armes vers des pays violant systématiquement les droits de l'homme, pas plus qu'à des Etats participant à un conflit, sauf s'ils agissent sur la base d'un mandat international, a affirmé Mme Leuthard.

Les exportations de matériel de guerre ont totalisé 722 millions de francs suisses (477,7 millions d'euros) en 2008. Les partisans de l'interdiction reprochent à la Suisse l'exportation de matériel de guerre dans des pays 'impliqués dans des guerres et des conflits latents, ou qui violent les droits de l'homme comme les Etats-Unis, le Pakistan, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite ou la Corée du Sud'.

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page](#) ▲ [Haut de page](#) ▲

Marxists Internet Archive
www.marxists.org



Lutte de classe

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes

Société

novembre

- Les Restos du Coeur inquiets pour leur campagne d'hiver (30.11)
- Le coût de la santé s'envole dans le budget des ménages (27.11)
- Polémique autour de documents piratés sur le réchauffement climatique (23.11)
- Les pays musulmans remettent l'interdiction du blasphème sur la table (23.11)
- La France en son miroir. (21.11)
- Le niveau de vie des Français est très fluctuant (18.11)
- Les organismes caritatifs débordés à l'orée de l'hiver (18.11)
- LA NASA annonce avoir découvert d'importantes quantités d'eau gelée sur la Lune (15.11)
- Qu'est-il arrivé à la forêt amazonienne? (15.11)
- L'Afrique a franchi le cap du milliard d'habitants (15.11)
- Des tarifs sociaux de gaz et d'électricité qui restent souvent méconnus (12.11)
- Un nouveau dinosaure découvert en Afrique du Sud (12.11)
- Crédits à la consommation : les impayés se multiplient (11.11)
- Les impayés de salaire ont augmenté de 50% en un an (11.11)
- Insécurité alimentaire alarmante en Afrique de l'Est (11.11)
- Le pacs s'est imposé dans le paysage nuptial français (10.11)
- Nouveau produit pour chiens: la messe dominicale (10.11)

octobre

- De plus en plus de médecins anti vaccin contre la grippe (29.10)
- La mer d'Aral en voie de renaissance au Kazakshtan (28.10)
- Les pratiques culturelles des Français bouleversées par Internet (18.10)
- Plus d'un milliard de personnes frappées par la faim dans le monde (16.10)
- INSEE: 1,2 million d'enfants français vivaient dans une famille recomposée en 2006 (10.10)
- "La valeur des diplômes a très fortement décliné en trente ans" (10.10)
- Réchauffement ou refroidissement mondial : La glace disparaît-elle vraiment ? (02.10)
- La mondialisation de la censure (01.10)

septembre

- Vingt-cinq ans de banques alimentaires, triste anniversaire (30.09)
- Les catégories défavorisées sont les plus touchées (25.09)
- Les nouveaux visages de la pauvreté (25.09)
- Moins de dépenses dans l'alimentation, davantage dans le logement, selon l'INSEE (25.09)
- La fonte des glaces du Groenland et de l'Antarctique plus rapide que prévu, selon une étude (25.09)
- De la glace repérée dans des cratères sur Mars (25.09)
- La Nasa aurait découvert des traces d'eau sur la lune (25.09)
- Le travailleur indépendant moyen gagne 36.400 euros par an (19.09)
- La grippe A se propage plus vite en France qu'ailleurs en Europe (19.09)
- Comment mesurer le progrès économique et social ?" (17.09)
- "Si on ne repense pas le travail, il faut s'attendre à pire que des suicides" (17.09)
- De la terre ferme découverte pour la première fois au-delà du système solaire (17.09)

- Quelque 5,5 millions de foyers ont bénéficié de baisses d'impôt (03.09)
- Au Secours populaire, 'nous accueillons de plus en plus d'étudiants et de travailleurs pauvres' (03.09)
- 'Hors les maths, point de salut' (02.09)
- 'Aujourd'hui, les élèves ne savent plus lire à l'entrée en 6e' (02.09)
- 'La voie professionnelle, c'est pour les nuls' (02.09)
- 'Le privé, c'est pour les riches' (02.09)
- 'Les Français sont mauvais en anglais' (02.09)
- Changement climatique: les pays pauvres ont besoin de 600 milliards de dollars, selon l'ONU (02.09)

août

- La bombe à retardement des copropriétés (27.08)
- La descente aux enfers de Grigny (27.08)
- La France est restée la championne d'Europe de la fécondité en 2008 (25.08)
- Les océans toujours plus chauds (21.08)
- Les tarifs des maisons de retraite vont-ils exploser ? (20.08)
- Un quart des plus de 85 ans vivent en institution (20.08)
- Le tourisme dentaire séduit les familles modestes (18.08)
- Spectaculaire augmentation des cambriolages (18.08)
- Les catholiques de France, une population vieillissante (17.08)
- Woodstock, trois articles. (15.08)
- La colocation séduit de plus en plus les seniors (12.08)
- Les Français ont réduit leur budget livres et journaux, selon l'INSEE (07.08)
- Un soir d'août, rue Falguière à Paris, une longue file de démunis attendent leurs repas (07.08)
- La culture aussi connaît la crise (04.08)
- L'UE comptait presque 500 millions d'habitants au 1er janvier (04.08)
- En Chine, la contrebande fait un tabac. (03.08)

juillet

- Près d'un milliard et demi de personnes âgées en 2040 (21.07)
- Les marques s'adaptent à la baisse du pouvoir d'achat (11.07)
- Les ancêtres communs de l'homme et du singe auraient vécu en Asie, suggère une nouvelle étude (03.07)
- Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord, selon l'INED (01.07)

juin

- Revenu disponible des ménages français: 993 milliards d'euros en 2003, selon l'INSEE (25.06)
- De plus en plus de catastrophes dans les JT (INA) (25.06)
- Les Français dépensent moins qu'en 1960 pour s'habiller (17.06)
- Violences intrafamiliales: 160.000 faits recensés en 2008, selon la police (16.06)
- La malnutrition touche plus d'un milliard de personnes (13.06)
- 96 % des Français essaient de réduire leur consommation (13.06)
- Quatre salariés sur dix touchés par le stress (11.06)
- Moins de nouveaux crédits aux ménages en avril (11.06)
- Air France a-t-il tardé à remplacer les sondes Pitot ? (10.06)
- Plus de 10% des arrêts de travail seraient injustifiés (09.06)
- Vol AF447: le syndicat ALTER appelle le personnel à refuser de voler sur des Airbus dont les pitots n'ont pas été modifiés (09.06)
- L'état "inquiétant" de la psychiatrie (05.06)
- Les mutuelles couvrent près de six Français sur dix (05.06)
- La peur de la pauvreté, angoisse majeure des Français (03.06)

mai

- Le réchauffement climatique ferait 300.000 victimes par an (30.05)

- Climat: les gaz contenus dans le permafrost sont "une bombe à retardement", selon une étude (28.05)
- Augmentation des fugues, disparitions d'enfants et enlèvements (26.05)
- « Le sous-travail, un fléau qui gangrène la société française » (22.05)
- Découverte d'un fossile de 47 millions d'années: nos origines mieux comprises (21.05)
- Sondage: 52% des Français ont une mauvaise opinion des maisons de retraite (21.05)
- Une génération engagée (16.05)
- Le réchauffement menace 100 millions de personnes vivant de la mer en Asie, selon le WWF (14.05)
- Etienne Wasmer : "les politiques de lutte contre le chômage ne s'arrêtent pas au ministère du travail" (13.05)
- "Ici, tout est une lutte" (09.05)
- Record de dossiers de surendettement en mars, selon la Banque de France (06.05)
- Près de huit millions de personnes pauvres en France, selon l'INSEE (06.05)
- La Gloria, le village mexicain d'où tout serait parti (03.05)

avril

- Maïs Monsanto : l'Afrique du Sud récolte des champs stériles (27.04)
- Les consommateurs boudent les grandes surfaces (25.04)
- Découverte de la planète la moins massive hors du système solaire (22.04)
- Le débit de nombreux fleuves décline dans le monde, selon une étude (22.04)
- Près de six Français sur dix contre les quotas de reconduite aux frontières, selon un sondage (18.04)
- 85 % des cliniques et hôpitaux ne pourront plus opérer certains cancers (16.04)
- Quand Benoît XVI écrivait dans une revue facho (10.04)
- Hommage à Galilée : une brève histoire de l'astronomie (08.04)

mars

- Hausse sans précédent du nombre de bénéficiaires des Restos du Coeur (26.03)
- Le gouvernement veut-il supprimer le contrôle de la concurrence et la répression des fraudeurs ? (16.03)
- Magasins et organismes de crédit distribuent trop de crédits revolving, s'inquiète l'UFC-Que choisir (14.03)
- Le réchauffement menace de provoquer des changements "irréversibles", avertissent les climatologues (13.03)
- La population mondiale dépassera les 9 milliards d'individus en 2050, selon l'ONU (13.03)
- Le niveau des eaux pourrait monter de 50cm à un mètre d'ici la fin du siècle, selon de nouvelles estimations (11.03)

février

- Békés. Une affaire d'héritage. (28.02)
- Interview - OGM : Greenpeace dénonce des "fuites organisées" (13.02)
- Interview - "L'héritage gigantesque laissé par Darwin" (14.02)

Interview - OGM : Greenpeace dénonce des "fuites organisées" (13.02)

Lepoint.fr - 12.02 C'est au nom du principe de précaution que le gouvernement français a interdit début 2008 la culture du maïs OGM de Monsanto et déclenché auprès de l'Union européenne la clause de sauvegarde.

D'après un rapport officiel, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) conclut à l'innocuité du maïs transgénique Mon 810 de la firme Monsanto, dont la culture est interdite en France . Il contredit les arguments du rapport du professeur Yvon le Maho sur lequel Paris s'est appuyée, l'an dernier, pour justifier l'interdiction de la culture de ce maïs transgénique en France.

Faut-il alors s'attendre à ce que la culture de ce maïs soit à nouveau autorisée en France ? Lepoint.fr a recueilli la réaction d'Arnaud Apoteker, responsable de la campagne anti-OGM de Greenpeace. Ce dernier ne cache pas son scepticisme au sujet de la note de l'Afssa : "Il a dû y avoir des fuites organisées. Il y a un effort concerté de la part du lobby de l'industrie de la biotechnologie", souligne-t-il. Le débat refait surface en France alors que la Commission européenne a recommandé, fin janvier, de lever la clause de sauvegarde mise en place en France, à l'issue du Grenelle de l'environnement, contre la culture du maïs Mon 810. Les représentants des États membres doivent notamment se prononcer sur cette proposition le 16 février.

Lepoint.fr : Étiez-vous au courant de l'existence de cette note de l'Afssa ?

Arnaud Apoteker : Non, je ne savais pas qu'elle existait et nous allons essayer de nous la procurer. Cette note de l'Afssa parle d'effets toxicologiques et elle est maintenue "sécète" (selon les termes du Figaro , NDLR). C'est une véritable aberration. Mais on ne peut pas imaginer que la sortie de cet article dans Le Figaro n'ait pas été orchestrée. Il a dû y avoir des fuites organisées par des pro-OGM. Je pense que des personnes au sein de l'Agence sont loin d'être neutres et ont volontairement propagé cette information quelques jours avant les décisions européennes. Il y a un effort concerté de la part du lobby de l'industrie de la biotechnologie. C'est certainement pour influencer le ministre Jean-Louis Borloo, mais aussi l'ensemble des pays de l'Union européenne qui seraient prêts à soutenir la clause de sauvegarde française. C'est aussi pour faire tomber la clause de sauvegarde hongroise, grecque et autrichienne.

Lepoint.fr : L'Afssa souligne l'innocuité pour la santé du maïs OGM...

A. A. : Monsanto n'a jamais publié les données initiales sur lesquelles elle se base pour dire que son maïs Mon 810 ne pose pas de problème. Cela fait près de 10 ans que ce maïs est autorisé et que l'on demande ces données. Mais plutôt que de les rendre publiques pour calmer la polémique, elles sont cachées.

Lepoint.fr : Que sait-on sur les effets sur la santé du maïs transgénique Mon 810 ?

A. A. : Rien ne permet d'assurer que ce maïs est sans danger pour la santé de l'homme ou qu'à l'inverse, il est vraiment dangereux. Mais des éléments d'analyses montrent qu'alimenter trois mois des rats avec ce type de maïs provoque des transformations dans des organes - foie, rein - et influe sur la taille des mâles ou des femelles. Ces considérations sont systématiquement éliminées par les pro-OGM qui parlent de variations normales. Je pense qu'il faut répéter ces tests, améliorer les méthodes statistiques utilisées et surtout, faire des essais à long terme sur des générations.

Lepoint.fr : Après cette note de l'Afssa, craignez-vous que le maïs Mon 810 soit à nouveau cultivé en France ?

A. A. : J'ai très peur que la culture du maïs transgénique ne soit à nouveau autorisée, car le lobby de l'industrie des biotechnologies est puissant et bien orchestré. Plusieurs entreprises attendent avec impatience de pouvoir mettre leurs produits OGM sur le marché ! Mais la clause de sauvegarde a été activée par la France début 2008 pour interdire la culture du Mon 810 avant tout pour des raisons écologiques et environnementales. Or, cette note de l'Afssa ne semble traiter que des aspects sanitaires et ne change rien aux questions écologiques posées par ce maïs.

Lepoint.fr : La clause de sauvegarde n'a-t-elle pas aussi été activée pour des raisons politiques ? N'est-ce pas sous la pression des anti-OGM que le ministre de l'Écologie a annoncé le gel de l'utilisation du maïs transgénique Mon 810 ?

A. A. : Cela me fait rigoler quand on parle de la pression des associations anti-OGM ! Lorsque l'on discute avec différentes personnalités au sein du ministère de l'Écologie, on voit qu'elles n'ont jamais connu autant de lobbying de la part de compagnies de biotechnologie ! Alors, évidemment, les protestations des associations qui veulent protéger la population des OGM sont plus visibles... Mais la pression exercée de la part du lobby des biotechnologies est bien plus forte ! En revanche, on peut parler d'une décision politique parce que le gouvernement s'est rendu compte des inconnues et des risques présentés par le Mon 810.

Interview - "L'héritage gigantesque laissé par Darwin" (14.01)

Lepoint.fr - 13.02 . Auteur d'un livre expliquant l'évolution*, le paléanthropologue Pascal Picq explique au point.fr comment, avec sa théorie de l'évolution des espèces, Charles Darwin, dont on fête ce jeudi le bicentenaire de la naissance, a révolutionné notre perception de la vie sur Terre.

Lepoint.fr : Que doit-on à Charles Darwin ?

Pascal Picq : Son héritage est absolument gigantesque ! L'idée de l'évolution, celle qui consiste à dire que les espèces puissent changer, c'est une idée qui émerge au XVIIIe siècle notamment en France avec les scientifiques Maupertuis et Buffon. Le premier qui en fait une théorie vraiment cohérente c'est Lamarck en 1809. Il est le premier à proposer la théorie cohérente de l'évolution. Ce que va apporter Darwin, c'est le mécanisme qui permet de comprendre pourquoi les espèces évoluent : la sélection naturelle. À l'époque, un de ses confrères, Alfred Russel Wallace, évoquait des idées similaires aux siennes mais Darwin a été le seul à les avoir conceptualisées.

Lepoint.fr : U ne théorie qui a déclenché des réactions courroucées des autorités religieuses qui y voyaient une réfutation de la doctrine chrétienne de la création du monde...

P. P. : Souvenez-vous du procès en inquisition de Galilée (poursuivi pour hérésie en raison de ses convictions scientifiques et en particulier sur sa certitude que la Terre tournait sur elle-même NDLR). Le physicien dira à l'issue de son procès : La science dit comment va le ciel, la religion comment on va-t-on au ciel . Il y avait un consensus sur le sens de la vie, sur l'origine... Tout cela reste du ressort de la métaphysique. Mais une fois que c'est sur la Terre c'est du domaine de la science. Darwin avec la publication de L'Origine des espèces rompt ce consensus. Il ne fait pas cela contre la religion, mais il ne fait que confirmer une approche purement scientifique des origines de la vie. Darwin installe un programme scientifique purement matérialiste, ce n'est donc lié qu'à la matière et à la nature. Il rompt avec la tradition de notre culture occidentale et l'essentiel des religions qui ont du mal à accepter les notions de hasard, de contingence et de matérialité.

Lepoint.fr : Les mouvements créationnistes qui s'opposent depuis la fin du XIXe siècle à la théorie de l'évolution sont-ils toujours aussi actifs ?

P. P. : Le créationnisme nous vient des États-Unis, de sectes et de groupes protestants méthodistes et évangélistes. Sous la présidence de Ronald Reagan, et plus récemment pendant la campagne électorale américaine, avec le candidat McCain et sa colistière Sarah Palin, s'était posée la question d'enseigner en classe de science à temps égal la théorie darwinienne et la science créationniste. Il ne s'agit pas d'opposition sciences/religion. Il s'agit de fondamentalistes religieux qui veulent avoir une emprise sur l'enseignement. En science un modèle reste un modèle tant qu'on n'a pas démontré que celui-ci était faux. Or, la science créationniste ne peut pas prétendre être une science, parce que les créationnistes ont un texte [la Genèse NDLR] qui dit la vérité [Dieu a créé les espèces vivantes en six jours dans leur forme actuelle NDLR] et tout ce qui va à l'encontre est faux. Pour eux la vérité est déjà dite, moins on cherchera mieux on se portera ! Du coup comme ce n'est pas de statut scientifique, cela n'a rien à faire en classe de science. C'est donc une atteinte à la laïcité. Par contre, je ne suis pas du tout opposé à ce que dans le cadre de l'école il y ait un enseignement dans lequel on puisse confronter un mode d'interrogation scientifique du monde, religieux et philosophique. L'enjeu des créationnistes c'est d'installer une seule vision du monde.

* Darwin et l'évolution expliqués à nos petits-enfants aux éditions Seuil, 156 p., 8,50 euros.

Békés. Une affaire d'héritage. (28.02)

Le Monde - 28.02 Assis sous un élégant carbet, dans le souffle de l'alizé, Roger de Jaham, 60 ans, laisse flâner son accent créole pour raconter le camouflet qu'il a récemment subi : "Pour la première fois de ma vie, un homme que je saluais m'a dit : "Je ne serre pas la main d'un béké." L'homme a encaissé l'humiliation, retiré sa main.

Il ne se voile pas la face, sait bien le lourd passif historique qui oppose les 3 000 békés aux 400 000 autres Martiniquais. Son ancêtre est arrivé dans l'île en 1635, comme capitaine de la milice. Il s'est enrichi sur la misère des esclaves. Un autre aïeul, Octave, a même été jugé pour les mauvais traitements qu'il infligeait à ses serviteurs. Le descendant a déniché récemment les minutes du procès dans des archives. "On ne parlait pas de l'esclavage à la maison. Pour nous aussi, c'était un poids."

Mais aujourd'hui, c'est comme si rien n'avait changé. Exploiteur, affameur, raciste, endogame : Roger de Jaham ne comprend pas l'opprobre que subit actuellement sa communauté aux Antilles, hurle à "une sacrée cabale". "Nous sommes des boucs émissaires, estime-t-il. Les grévistes, les médias et jusqu'au président de la République ont pris pour cible les békés." A ses côtés, son frère Claude, 65 ans, veut croire qu'il ne s'agit que d'un sale moment à passer : "Je pense que ça va s'apaiser mais dans la douleur, dans le ressentiment. Ça va laisser des cicatrices."

A Cap-Est, le lieu de résidence favori des Blancs créoles de Martinique, les belles villas dominant les eaux turquoise, leurs hauts murs protégeant des curieux et des jaloux. Des routes en cul-de-sac, où ne se rendent que ceux qui y ont à faire, mènent à cet éperon, surnommé "Békéland" par les insulaires. Ici, pendant la grève générale, on s'est caché, plus encore que d'habitude. Des patrouilles de police ont été renforcées.

On a beaucoup parlé des békés ces dernières semaines. En mal ou en bien, la communauté n'aime pas ça. Elle est par nature discrète, éprise de secrets même, consciente que sa bonne fortune suscite la jalousie. C'est un mode de survie, un gage de durée. "Il ne faut pas se montrer arrogants, ostentatoires, résume Claude de Jaham. Il faut rester à sa place comme nous l'avons fait depuis trois cent cinquante ans."

Les Jaham sont parmi les rares qui acceptent de parler. Difficile dans cette atmosphère de camp retranché d'obtenir des confidences. "Actuellement, c'est chaud brûlant. Je ne préfère pas m'exprimer, attendre que ça se tasse", explique un habitant avant de raccrocher brutalement le téléphone.

En Guadeloupe, la tension a été plus palpable encore. La foule a applaudi au rappel de la guillotine révolutionnaire qui a raccourci bien des colons à partir de 1793. Sur la marina de Pointe-à-Pitre, amarré en face de l'Islet, où vivent les békés de Grande-Terre, un Pursuit, de 36 pieds et 4 couchettes, est resté un mois paré à lever l'ancre, avec à bord de l'eau douce et des vivres. Le bateau appartient à un Blanc créole qui préfère rester anonyme. Sa famille est réfugiée en métropole, elle a fui la "révolution" d'Elie Domota, le porte-parole du Liyannaj

Kont Pwofitasyon (LKP). Dix fois par jour, le chef de famille resté sur place a tanné un ami : "Tu crois que je dis à Geneviève de rester en France ?"

La caste en a vu d'autres, pourtant. Depuis le début de la colonisation, les familles possédantes des Antilles ont connu bien des révoltes d'esclaves, bien des jacqueries d'ouvriers agricoles, des grèves d'usines, des blocages de centres commerciaux. Elles ont à chaque fois laissé passer ces cyclones, négocié ou fait donner les "moun bleus", gendarmes et policiers. Il y a eu des morts et des augmentations de salaires. Puis tout est rentré dans l'ordre. Le leur.

Les Hayot, Despointes, Loret, Barbotteau, Vivies, Reynal, Lucy, Aubéry règnent sur l'économie des îles depuis toujours. Ces descendants d'aventuriers, de cadets de famille désargentés ou même de relégués de justice ont fini par former une aristocratie qui est arrivée jusqu'à nous comme un anachronisme. Ils ont été payés pour libérer leurs esclaves en 1848, ont survécu aux crises agricoles, en partie grâce aux aides de la métropole. Ils ont su rebondir à chaque mutation de la société antillaise, se trouver avec un savoir consommé là où était l'argent, là où tombaient les subventions d'un Etat qui les a toujours jugés comme ses meilleurs relais. L'esclavage a disparu mais ils sont restés les maîtres, de père en fils.

"Les békés étaient considérés comme une donnée sociale incontournable, aussi évidente que le fait qu'il y ait des riches et des pauvres", constate André Lucrèce, sociologue et écrivain. "C'était un tabou, au sens fort", lévy-straussien "du terme", explique l'écrivaine Suzanne Dracius. Cette femme métisse, qui a longtemps vécu en métropole, avait osé dénoncer dès les années 1980 l'omnipotence et les moeurs de ce groupe, dans ses romans et ses interviews. L'impudente se souvient de l'air condescendant et admiratif, du paternalisme grondeur avec lesquels ses propos finalement sans importance avaient été accueillis.

Le mouvement social a ôté les inhibitions du reste de la population. A la préfecture de la Martinique, un manifestant abîmé de fatigue et d'un peu d'alcool invectivait les négociateurs patronaux : "Les békés, vous êtes des malpropres ! Cela fait trois cent cinquante ans que vous nous exploitez, ça suffit ! Nous ne sommes plus vos esclaves. Donnez-nous ce que vous nous devez !" Dans les cortèges de Pointe-à-Pitre ou de Fort-de-France, l'antienne chantée en créole a été la même. "La Guadeloupe (ou la Martinique) est à nous, la Guadeloupe (ou la Martinique) n'est pas à eux. Une bande de profiteurs et de voleurs. Nous allons les mettre dehors." "Eux, c'est les békés bien sûr, ceux qui possèdent tout", décrypte une manifestante martiniquaise. La gréviste s'emporte contre cette coterie, la rend responsable de la "vie chère". Mais l'employée préfère ne pas donner son nom : elle travaille au rayon boucherie d'une enseigne tenue par l'un de ceux qu'elle fustige.

Autant de bravades qui prouvent que les temps changent peut-être, en Martinique et en Guadeloupe. "C'est la fin d'un règne, la remise en cause de la mainmise béké", estime l'écrivain et sociologue André Lucrèce. Derrières les traditionnelles demandes sur les prix et les salaires, le pouvoir de la communauté est directement, nommément contesté. La dénonciation, même hurlée dans l'anonymat d'une foule, est une nouveauté. "Avant, on en parlait seulement en famille", concède un manifestant.

Les Blancs créoles doivent aujourd'hui se justifier en place publique. Ils n'aiment pas ça. Ces habitués de la coulisse, qui financent la vie politique locale et ménagent leurs protecteurs à Paris, se retrouvent aujourd'hui exposés. Ils y rechignent par atavisme.

Bernard Hayot, la plus grande fortune des Antilles françaises, n'a jamais donné d'entretien aux médias. Attaqué de toute part pendant la grève, il s'est contenté de secs communiqués qu'il a fait envoyer de son siège social. "Le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit", répète-t-il à ceux qui le pressent de parler.

Ce silence est jugé méprisant quand il semble plutôt embarrassé. "La caste des békés est d'autant plus montrée du doigt qu'elle est absente du débat", se désole Yvon. Mais, à 50 ans, ce Martiniquais installé en Guadeloupe préfère lui aussi taire son nom, par crainte des représailles. "Vous me mettriez dans une situation catastrophique", dit-il. S'ils sont attaqués, c'est que les descendants des colons ont perdu de leur pouvoir. Leur monopole économique est aujourd'hui entamé par l'arrivée d'investisseurs métropolitains et l'émergence dans les années 1990 d'une grande bourgeoisie noire, métisse, indienne ou chinoise.

Ils ne sont plus les principaux propriétaires, ils gardent néanmoins une part non négligeable du foncier en Martinique (20 % des producteurs de bananes, blancs pour l'essentiel, assurent 80 % de la production martiniquaise). En Guadeloupe, les grandes propriétés ont été démantelées après les grandes grèves de la canne dans les années 1970, sur fond de revendication indépendantiste. Mais ils ont largement tiré profit de la récente spéculation immobilière, revendant avec une jolie plus-value des terrains viabilisés sur les côtes touristiques ou au pourtour des grandes agglomérations.

Les békés contrôlent une large part de l'import-export, notamment automobile, l'essentiel de l'agroalimentaire et une part non négligeable de la grande distribution. Le Groupe Bernard Hayot, 1,8 milliard d'euros de chiffres d'affaires et 6 000 salariés dans toute la région Caraïbe et jusqu'en métropole, possède des concessions automobiles, des grandes surfaces et assure la commercialisation de multiples marques internationale. Les Despointes sont quant à eux propriétaires des principales usines de produits alimentaires.

Il n'en fallait pas plus pour que la population les rende responsables d'un coût de la vie en moyenne 30 % à 40 % plus cher qu'en métropole. "On nous dit que les prix élevés sont dus aux frais de transport. Mais pourquoi les jus fabriqués sur place, le sucre de canne et même les bananes sont plus chers qu'en métropole ?" se plaint une ménagère, en sortant un ticket de caisse.

Le poids réel des Blancs créoles dans l'économie antillaise suscite d'âpres débats. "Huit familles accaparent les richesses", assure Michel Monrose, président du Collectif du 5 février 2009, qui anime le mouvement social en Martinique. Leurs détracteurs leur prêtent la haute main sur 80 % des affaires. "C'est 10 % pour faire large", répond Roger de Jaham. "Ils assurent 30 % du PNB", tranche Patrick Lecurieux-Durival, président du Medef martiniquais.

En Guadeloupe, un ancien cadre de l'organisation patronale relativise également : "Il ne faut pas exagérer l'importance des békés, ils ne gardent que des restes." Le temps où cette coterie possédait les établissements financiers, aussi bien que les entreprises auxquelles ils délivraient des crédits, est révolu. Une bonne partie de Jarry, la zone industrielle de 300 hectares où se trouvent le port autonome de l'île, le terminal pétrolier de la Sara et le World Trade Center (le centre des affaires de Pointe-à-Pitre) appartient à des "Français". 50 % de la valeur ajoutée produite en Guadeloupe sont dus à des entreprises métropolitaines. L'hôtellerie reste béké mais sous l'enseigne de grands groupes internationaux.

Serge Letchimy, député et maire (Parti progressiste martiniquais) de Fort-de-France, refuse d'entrer dans les querelles de chiffres, les discussions de boutiquiers. Elles masquent l'essentiel à ses yeux, la vraie puissance des békés. "Ce groupe fonctionne en réseau. Sa domination obéit à des règles complexes, peu lisibles pour un profane, explique-t-il. On n'est plus sur une habitation (une plantation esclavagiste) où le système économique était clair. Dans l'économie urbaine, le modèle est plus élaboré, les mécanismes de "profitation" plus compliqués." "Les békés ne se connaissent pas tous mais ils se reconnaissent", concède Roger de Jaham. Ils fréquentent les mêmes églises, amarrent leurs bateaux aux mêmes pontons, ouvrent rarement leur maison à qui n'est pas du clan.

Noirs et métis antillais reprochent aux békés cette manière de vivre en vase clos, de se penser en Créoles à part. Il y a aussi cette fâcheuse habitude de dire "les Nègres" qui revient souvent dans la conversation, sans penser à mal bien sûr. "Le béké est vu comme le possédant, le réactionnaire et celui qui refuse de se mélanger", constate André Lucrèce. Roger de Jaham dénonce là un poncif : "Nous sommes cinq frères et soeurs. Nos parents ne nous ont rien laissé, même pas une voiture. J'aimerais bien être héritier et propriétaire de 500 hectares de terre, ainsi qu'on présente tout béké." Il rappelle que la communauté compte des éléments modestes, petits fonctionnaires ou marins pêcheurs. Au Cap-Est, à côté des villas imposantes, des maisons plus modestes témoignent de cette diversité sociale.

Restent des codes communs, immuables. Yvon, le béké de Guadeloupe, se rappelle les recommandations de sa "Da", la servante noire qui s'occupait de la maison : "Monsieur Yvon, c'est pas votre place de fréquenter des Nègres." "Le fils béké qui "fautait" avec une Noire était mis au ban par les autres", rappelle Roger de Jaham. Une règle qui perdure encore dans certaines familles. Les arbres généalogiques s'entrecroisent à l'infini depuis les débuts de la colonisation. On est forcément le cousin de quelqu'un. C'est la terreur des mères qui, lorsque leurs filles commencent à flirter, redoutent la consanguinité.

Tout cela était su mais tu. Alain Huygues-Despointes a levé brutalement l'interdit. Le vieil homme d'affaires, dans un documentaire diffusé par Canal+, a affiché ouvertement son dégoût du métissage. Le patriarche affirmait vouloir "préserver la race". Le film a été projeté devant la foule à Pointe-à-Pitre et Fort-de-France. Ce fut un aiguillon supplémentaire à la révolte. "Lui, il a dit tout haut ce que les autres pensent tout bas", jurait une manifestante martiniquaise. Roger de Jaham a vu ruiner des années d'efforts pour "réhabiliter le béké" et réconcilier sa communauté avec le reste de la population. Sur un plateau de télé, en 1998, il avait assimilé l'esclavage à "un crime contre l'humanité", avant même qu'une loi ne le fasse. Cet aveu prononcé pour la première fois par un descendant de colon avait fait l'effet d'un coup de tonnerre.

Mais aujourd'hui, derrière les revendications des manifestants, le pionnier constate que suppure la plaie jamais soignée de l'esclavage. A ses yeux, les fils payent aujourd'hui les méfaits des pères, portent leur lourd héritage. "En 1848, 65 000 esclaves martiniquais ont été libérés sans la moindre exaction. Puis on a mis un couvercle sur le chaudron. Les coutelas sortent cent soixante ans après."

Acteur de la grève générale, Georges Mauvois, un professeur d'histoire, estime pour sa part que l'animosité naît plutôt du refus des békés d'intégrer la société métissée des Antilles. "S'ils persistent à rester entre eux, ils courent au suicide", estime-t-il. Derrière les murs du Cap-Est, cette théorie va à l'encontre de trois siècles et demi d'habitude.

Le niveau des eaux pourrait monter de 50cm à un mètre d'ici la fin du siècle, selon de nouvelles estimations (11.03)

AP - 10.03 Les climatologues qui se retrouvent depuis mardi à Copenhague pour faire le point sur le changement climatique ont de mauvaises nouvelles: ils prédisent désormais une hausse du niveau de la mer entre 50cm et un mètre d'ici la fin du siècle, des chiffres plus alarmants que les précédents.

La réunion de trois jours vise à mettre à jour les données scientifiques du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en 2007. Ce document actualisé sera présenté aux décideurs politiques qui participeront au très important sommet de Copenhague en décembre prochain. Il vise à conclure un nouveau traité sur les gaz à effet de serre, faisant suite à celui de Kyoto qui expire en 2012.

Le rapport 2007 du GIEC a compilé les travaux de plus de 2.000 scientifiques, recensant les effets probables du réchauffement. De nouvelles données sont depuis apparues sur la fonte des glaces de l'Arctique et de l'Antarctique, qui menace de faire monter de manière importante le niveau des océans et d'inonder les villes côtières et des îles situées juste au-dessus du niveau de la mer.

Le rapport 2007 prédisait une hausse du niveau de la mer entre 18 et 58 centimètres d'ici la fin du siècle, un phénomène qui pourrait contraindre des millions de personnes à quitter leur foyer. Mais selon les données actualisées, l'élévation du niveau de la mer pourrait en fait atteindre de 50cm à un mètre, sous l'effet notamment de la fonte des glaces polaires.

"Cela signifie que si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites rapidement et de façon importante, même dans l'hypothèse la plus favorable, les régions côtières abritant un dixième de la population humaine seront durement frappées", souligne un des scientifiques, l'Australien John Church.

Quelque 1.600 contributions écrites provenant de près de 80 pays ont été présentées pour la conférence à laquelle assistera le président du GIEC, Rajendra Pachauri, ainsi que Nicholas Stern, auteur d'un rapport pour le gouvernement britannique sur le coût du changement climatique. Les conclusions seront publiées aux alentours du 1er juin.

"Il est temps d'agir", souligne Rajendra Pachauri, en déplorant le manque de réaction des décideurs politiques.

La population mondiale dépassera les 9 milliards d'individus en 2050, selon l'ONU (13.03)

AFP - 11.03 La population mondiale devrait dépasser les 9 milliards d'individus en 2050, contre 6,8 milliards cette année et 7 milliards début 2012, selon des estimations de l'ONU publiées mercredi.

La plupart des nouveaux habitants de la planète vivront dans le monde en développement, dont la population passera de 5,6 milliards d'individus cette année à 7,9 milliards en 2050.

L'augmentation se répartira entre les groupes d'âges de 15 à 59 ans (1,2 milliard supplémentaire) et les 60 ans et plus (1,1 milliard).

Selon ces estimations révisant les projections officielles de l'ONU de 2008 sur la population mondiale, les pays les plus développés ne devraient voir leur population augmenter que légèrement, passant de 1,23 à 1,28 milliard au cours de la même période.

La population des pays développés aurait même tendance à diminuer, passant à 1,15 milliard d'individus, sans le solde migratoire positif en provenance des pays en développement, qui devrait s'établir aux alentours de 2,4 millions de personnes chaque année entre 2009 et 2050.

De 2005 à 2010, le solde migratoire contribuera deux fois plus que l'accroissement naturel à l'augmentation de la population dans huit pays ou régions: la Belgique, Macao, la République tchèque, le Luxembourg, le Qatar, Singapour, la Slovénie et l'Espagne.

Pour la période 2010-2050, les principaux pays connaissant un solde migratoire positif devraient être les Etats-Unis (+1,1 million par an), le Canada (+214.000), la Grande-Bretagne (+174.000), l'Espagne (+170.000), l'Italie (+159.000), l'Allemagne (+110.000), l'Australie et la France (+100.000 chacune).

Les pays connaissant un solde migratoire négatif devraient être le Mexique (-334.000 par an), la Chine (-309.000), l'Inde (-253.000), les Philippines (-175.000) et le Pakistan (-161.000).

La population des 49 pays les moins développés devrait doubler, passant de 840 millions de personnes cette année à 1,7 milliard en 2050. La croissance démographique des autres pays en développement, bien que robuste, devrait être moins rapide, passant de 4,8 à 6,2 milliards d'individus.

Le scénario le plus probable prévoit une baisse de la fécondité, qui passera de 2,56 enfants par femme en 2005-2010 à 2,02 enfants par femme en 2045-2050.

Ces données, fournies par le département des affaires économiques et sociales de l'ONU, montrent aussi que la baisse de la fécondité se traduira par un vieillissement de la population.

Dans les pays les plus développés, 22% de la population a déjà 60 ans ou plus et cette proportion pourrait passer à 33% en 2050, le nombre de personnes âgées représentant alors le double de celui des enfants.

Aujourd'hui, 9% seulement de la population des pays en développement a 60 ans ou plus, mais cette proportion devrait passer à 20% en 2050.

Cette étude intègre les données les plus récentes provenant de recensements nationaux et de plusieurs études de la population menées à travers le monde.

Le réchauffement menace de provoquer des changements "irréversibles", avertissent les climatologues (13.03)

AP - 13.03 Des centaines de scientifiques réunis au Danemark pour faire le point sur le changement climatique ont averti jeudi que le réchauffement s'accélère plus vite que prévu et menace de provoquer des bouleversements "irréversibles" pour la planète.

Quelque 2.000 climatologues ont achevé jeudi à Copenhague une conférence de trois jours visant à actualiser les données scientifiques du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en 2007. Le document sera présenté aux décideurs politiques lors d'un sommet crucial qui se tiendra à Copenhague en décembre prochain avec l'objectif de conclure un nouveau traité sur les gaz à effet de serre en remplacement de celui de Kyoto qui expire en 2012.

Les chercheurs ont dressé un constat alarmant. Les prévisions les plus pessimistes du GIEC, voire même pire, "se réalisent", ont-ils souligné dans un communiqué. "Il y a un risque important que beaucoup de ces tendances s'accroissent, menant à un risque accru de changements climatiques brutaux ou irréversibles."

Le rapport 2007 prédisait une hausse du niveau de la mer entre 18 et 58 centimètres d'ici la fin du siècle, un phénomène qui pourrait contraindre des millions de personnes à quitter leur foyer. Mais selon de nouvelles données, l'élévation du niveau de la mer pourrait en fait atteindre de 50cm à un mètre, sous l'effet notamment de la fonte des glaces polaires.

"Des observations récentes montrent que les sociétés sont très vulnérables à des niveaux même modestes de changement climatique, les pays et communautés pauvres étant particulièrement exposés", précise le communiqué.

Les climatologues notent que les décideurs politiques ont déjà à leur disposition des outils pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Mais ces instruments "doivent être mis en oeuvre largement et de manière vigoureuse afin de réaliser les transformations sociétales nécessaires pour décarboner les économies".

"Nous savons d'après les données scientifiques que le changement climatique est une réalité et qu'il aura des effets nuisibles sur l'économie dans le monde entier", a déclaré le Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, qui a assisté à la conférence. "Nous avons donc besoin d'un accord (...) cette année", a-t-il ajouté en allusion au sommet de décembre sur un traité post-Kyoto.

Un peu plus tôt jeudi, l'économiste Nicholas Stern, auteur d'un rapport pour le gouvernement britannique sur le coût du changement climatique, a déclaré à la conférence que la crise représentait une opportunité pour développer une économie moins consommatrice d'énergie. "Nous devons poser les fondements d'une croissance faiblement carbonée", a-t-il affirmé.

Complément AFP 12.03.

Les conséquences économiques du réchauffement climatique ont été sous-estimées, a averti jeudi à Copenhague l'économiste Nicholas Stern, exhortant les experts du climat à dire plus haut et plus fort la catastrophe humanitaire à venir en l'absence d'une réaction vigoureuse.

Il y a eu "beaucoup d'information scientifique sur une hausse de 2 ou 3 degrés" Celsius de la température moyenne de la planète, "mais vous devez dire aux gens - clairement et fortement - ce que représenterait une hausse de 4, 5 ou 6 degrés", a déclaré M. Stern devant plusieurs centaines de scientifiques réunis à Copenhague.

"Des milliards de personnes seraient contraintes à l'exil et nous savons que cela entraînerait une longue période de conflit", a expliqué l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, soulignant qu'il ne s'agissait pas d'une hypothèse farfelue.

Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (Giec), la température moyenne de la planète pourrait grimper de +1,1 à +6,4°C d'ici à 2100 par rapport à la fin du 20e siècle.

Magasins et organismes de crédit distribuent trop de crédits revolving, s'inquiète l'UFC-Que choisir (14.03)

AP - 13.03 Alors que le gouvernement a promis un projet de loi d'ici la fin du mois pour encadrer le crédit à la consommation, l'UFC-Que choisir a publié vendredi une enquête "accablante" montrant que les emprunteurs potentiels sont le plus souvent orientés vers des crédits permanents (également appelés renouvelables ou revolving), souvent inadaptés et beaucoup plus onéreux que les autres formules.

Pour cette enquête nationale, de faux consommateurs ont cherché un financement de 1.200 à 2.500 euros pour s'équiper en électroménager. Ils ont sollicité des magasins, des banques et des organismes de crédit spécialisés. Et ils ont reçu en tout 1.118 propositions de prêt.

Dans 72% des cas, ils ont été orientés vers un crédit revolving. Dans 82% des cas, ils n'ont pas reçu d'information claire sur le taux d'intérêt, le coût total du prêt, les mensualités et/ou le montant de la réserve. Dans 87% des cas, leur solvabilité n'a pas été vérifiée.

L'UFC-Que choisir s'inquiète de la "distribution effrénée du crédit renouvelable". Les taux pratiqués pour un revolving varient entre 13% et 20%, contre 4,5% à 9,5% pour les crédits classiques.

A l'origine destiné plutôt aux catégories socioprofessionnelles élevées pour leur permettre de gérer un décalage de trésorerie, ce type de crédit s'adresse de plus en plus maintenant aux ménages à revenus modestes. Or, du fait de revenus trop faibles, ces emprunteurs ne peuvent pas solder rapidement leur crédit renouvelable, ce qui alourdit fortement la facture.

L'association de consommateurs rappelle que 84% des dossiers de surendettement comprennent un crédit permanent.

"Les principaux pourvoyeurs de revolving sont les établissements de crédit spécialisés. Sur les neuf sollicités sur Internet, tous ont proposé un crédit revolving", rapporte l'UFC-Que choisir.

Soixante-trois pour cent des lieux de vente (grandes surfaces, grands magasins) ont fait de même. Le reste du temps, ils proposent un paiement en "trois fois sans frais", à condition de souscrire à la carte du magasin, à laquelle est associée une réserve d'argent. Résultat: "94% ont fourni de fait une réserve d'argent -donc un crédit revolving- via la carte magasin".

D'après l'UFC, certains clients n'ont pas conscience de contracter un crédit revolving en prenant la carte d'un magasin. "Les consommateurs peuvent se retrouver titulaires malgré eux d'une réserve d'argent!"

Les banques ne sont que 14% à avoir orienté les emprunteurs potentiels vers un revolving et elles ont plus souvent vérifié la solvabilité des demandeurs.

Cependant, note l'UFC, "à l'occasion de cette enquête, certaines associations locales ont eu accès à des directives internes présentant la nouvelle approche commerciale qui vise à proposer systématiquement un crédit renouvelable lors de demandes de financement de moins de 3.000 ou 4.000 euros (selon la banque) au détriment du prêt personnel".

Le gouvernement veut-il supprimer le contrôle de la concurrence et la répression des fraudeurs ? (16.03)

Agoravox - 10.03 Après la remise en cause du code du travail, celles de l'inspection et de la médecine du travail que demandaient les organisations d'employeurs de longue date, une nouvelle brèche s'ouvre avec la possible liquidation définitive de la DGCCRF.

Comment en est-on arrivé là ?

La crise économique est un excellent prétexte pour donner le nom de réforme à la liquidation de tout ce qui peut déplaire aux contempteurs de l'économie libre de marché dont le MEDEF se fait l'un des chantres jusqu'à la caricature.

Ainsi, on continue à entendre le chœur des libéraux de profession demander la diminution drastique du nombre de fonctionnaire et la remise au secteur privé des derniers pans lucratifs des services publics.

Beaucoup de français semblent avoir oublié qu'en 2008, Nicolas Sarkozy répondant à une demande de ses amis du patronat déclarait : "La pénalisation à outrance de notre droit des affaires est une grave erreur. (...) Je veux y mettre un terme", annonçant dans la foulée la création d'un groupe de travail sur le sujet au ministère de la Justice - Intégralité du discours

En clair, tout ce qui empêche de faire du fric impunément doit être modifié ou liquidé.

On pouvait lire le 27 février 2009 sur le JDD :

Plusieurs débats ont émergé sur la place publique ces dernières semaines avec force et intensité mais par contre, on n'a guère parlé de régulation du marché et de protection du consommateur. Pourtant les enjeux de la réforme de ces politiques publiques concernent tous les consommateurs, et par conséquent chacun d'entre nous.

En quelques mots, au motif de révision générale des politiques publiques (RGPP), la DGCCRF (Direction Générale de la concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) en charge de ces missions est démantelée - Source le JDD

DGCCRF ou Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, qu'est ce que c'est et à quoi ça sert ?

La DGCCRF compte quelque 3.584 agents. Ils sont principalement chargés de la régulation concurrentielle des marchés (ententes prohibées, abus de position dominante), de la protection économique du consommateur (étiquetage, publicité) et de sa sécurité

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) est un organisme public, donc neutre, qui :

- * vérifie qu'il n'y a pas d'entente entre les acteurs du marché (les amendes payées par SFR, Bouygues et Orange, c'est nous),
- * contrôle la sécurité alimentaire (le retrait des produits laitiers chinois infectés par de la mélanine, c'est nous),
- * contrôle la sécurité des équipements, des jouets (l'interdiction de l'usage d'une peinture toxique dans les poupées, c'est nous).
- * contrôle les soldes, la publicité mensongère...; l'affichage des prix, l'hygiène dans les restaurants, bars, commerces, hôtels, agences de voyage...;
- * appuie les plaintes des victimes de certains professionnels peu scrupuleux dans les secteurs des fournisseurs d'accès à Internet, garages, serruriers, banques...

Par une circulaire du 31 décembre 2008, et contrairement à toutes les assurances données par les ministres, François Fillon a décidé de démanteler la DGCCRF. D'après les salariés de la DGCCRF, le démantèlement devrait continuer et ouvrir la porte à tous les abus, manipulations ou prospérité des monopoles privés.

Des salariés du syndicat SNU de la DGCCRF viennent de lancer une pétition qui s'adresse à tous les consommateurs que nous sommes. Nous vous en donnons ci-dessous l'intégralité et les liens vers celle-ci

DGCCRF menacée !

Consommateurs, votre sécurité est en danger !

Votre protection est en danger !

Défendez-vous ! Agissez !

Nous, agents de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, nous assurons au quotidien la défense de vos intérêts économiques (loyauté des transactions et qualité des produits), matériels et physiques (sécurité des produits alimentaires et industriels).

Nous vous alertons aujourd'hui, vous, consommateurs !

Car, dès demain, la DGCCRF, seule administration en charge de votre protection et largement reconnue pour sa réactivité et son efficacité (73% d'opinions favorables contre 56% il y a 3 ans), est fortement menacée de disparition pure et simple.

Elle ne sera plus une administration organisée sur l'ensemble du territoire, avec des réseaux nationaux de contrôle capable d'intervenir rapidement et avec efficacité sur des pratiques frauduleuses tant nationales que locales.

La DGCCRF va devenir un simple service local de contrôle chargé de mettre en œuvre les « arbitrages » des Préfets entre les entreprises et vous, consommateurs.

C'est l'histoire du pot de terre et du pot de fer ! Car, en cas de conflit d'intérêts, de quel côté pensez-vous que la balance va pencher ?

POSER LA QUESTION, C'EST Y RÉPONDRE !

L'activité de la DGCCRF ne sera désormais plus coordonnée au niveau national mais sera dictée par ce qui gêne ou non les professionnels locaux. C'est un cadeau de plus fait par le gouvernement aux entreprises.

Quant à vous consommateurs, vous devrez, dans le meilleur des cas, vous contenter d'une aide « ad minima », type arbitrage individuel local ou justice civile.

Et demain, que se passera-t-il si la France connaît un nouveau scandale ESB (vache folle) ?

Poulet à la dioxine ? Lait infantile empoisonné à la mélamine ?...

Quelle administration sera capable d'effectuer les actions indispensables (retrait des produits...) à la sécurité de tous sur l'ensemble du territoire national comme le fait aujourd'hui la DGCCRF, en relation avec son administration centrale et son réseau de laboratoires ?

Consommateurs, ne laissez pas le gouvernement, sous prétexte de réformes, casser le service public !!

Ne laissez pas le gouvernement sacrifier la sécurité de tous !

Signez notre nouvelle pétition et exigez une administration indépendante du pouvoir politique et des pressions économiques locales !

Sources : Solidaires Concurrence Consommation Répression des Fraudes, UFAL

Hausse sans précédent du nombre de bénéficiaires des Restos du Coeur (26.03)

AP - 25.03 La 24e campagne d'hiver des Restaurants du Coeur, qui s'achève le 27 mars, aura été marquée par une hausse sans précédent des bénéficiaires de l'association caritative: 12,5% en moyenne nationale et jusqu'à plus de 20% dans certains départements en province.

Cette campagne, entamée début décembre dernier, aura permis d'accueillir près de 800.000 personnes, de servir près de 100 millions de repas et d'aider un total de 90.000 personnes supplémentaires par rapport à l'année dernière, soit +12,5%, une "hausse sans précédent" selon les chiffres publiés mercredi par l'association.

"Dans 17 départements ruraux ou semi-ruraux, cette augmentation a dépassé les 20%", selon l'association créée par Coluche lors de l'hiver 1985-1986 et qui avait distribué à l'époque... 8,5 millions de repas.

"Pour venir en aide à ces 90.000 personnes supplémentaires (soit près de 800.000 personnes accueillies chaque jour cet hiver), les Restos du Coeur ont débloqué un budget complémentaire de 5 millions d'euros pour réapprovisionner les 2.000 centres de distribution jusqu'à fin mars", souligne l'association dans son communiqué.

Par ailleurs, "la collecte nationale organisée dans les grandes surfaces les 6 et 7 mars derniers a mobilisé 500 magasins de plus que l'an passé (3.200 au total) et devrait permettre de recueillir 50% de denrées supplémentaires", précise la direction des Restaurants du Coeur. Selon elle, "cette générosité plus forte encore que les années précédentes, permettra de poursuivre les distributions alimentaires tout l'été pour les personnes les plus en difficulté".

Hommage à Galilée : une brève histoire de l'astronomie (08.04)

Rue89 - 06.04 Il y a quatre cents ans, Galilée pointait pour la première fois sa lunette vers le ciel. Elle ne grossissait que trois fois, mais ce fut bien assez pour lancer les hommes dans une nouvelle aventure. Et marquer la fin d'une autre : celle des pionniers de l'astronomie. Retour sur leur histoire.

Pour vous la raconter, je me suis inspiré d'une conférence donnée par Jean-Noël Sarrail à Toulouse, lors des « 100 Heures de l'Astronomie » organisées le week-end du 4-5 avril dans le cadre de l'AMA09 (Année mondiale de l'astronomie 2009). En l'honneur de ce Galileo Galilei qui n'a peut-être pas dit « Et pourtant elle tourne ! » mais qui a distillé d'autres affirmations tout aussi intelligentes.

Des Grecs mieux informés que les chrétiens

Tout commence avec les Grecs, comme d'habitude. Mais le christianisme nous l'a fait oublier, comme d'habitude aussi. Trois siècles avant notre ère, Aristarque de Samos avait pourtant collé le Soleil, énorme, au centre de notre univers. La Terre, plus petite, était ronde, tournait sur elle-même et mesurait 40 000 km de circonférence. Ce qui est rigoureusement exact. Quant à la Lune, elle était plus petite que la Terre et lui tournait autour.

Une image de l'univers pas très loin de la réalité, si ce n'est que pour les Grecs, le ciel était une voûte située à une certaine distance de nous et sur laquelle les étoiles étaient épinglées. Une « sphère des fixes », selon l'expression consacrée, entourant les astres connus à l'époque : Soleil, Terre, Lune, et de Mercure à Saturne.

Mais l'Eglise est passée par là. Elle piétina la science grecque pour porter aux nues un système qui l'arrangeait mieux : celui de l'Egyptien Ptolémée. Dans cet univers, décrit au II^e siècle dans un recueil intitulé « L'Almageste », la Terre était au centre. Normal : Dieu n'avait-il pas élu l'Homme second être suprême après lui ?

Nous vivions donc sur une planète absolument immobile et le reste de l'univers nous tournait autour. Quant à la sphère des fixes, bien pratique, elle resta au goût du jour chrétien. Le système de Ptolémée fut ainsi la référence en Europe durant plus de mille ans, tandis que le savoir grec était récupéré par les Arabes -qui devinrent grâce à lui de très grands astronomes- pour ne revenir aux Occidentaux qu'à la fin du Moyen Age.

La Renaissance est aussi celle de la science

L'activité scientifique retrouve une jeunesse à la Renaissance, même si, comme toutes les pratiques intellectuelles, elle reste l'apanage des hommes d'Eglise. Un chanoine Polonais se penche par exemple sur les trajectoires des astres, se prenant la tête sur ses calculs jusqu'à en froncer les sourcils : non, décidément, il ne comprend pas pourquoi les planètes brillent plus ou moins selon les périodes, et les trajectoires de Vénus et de Mercure ne sont pas celles qu'elles devraient être.

Ce chanoine s'appelle Nicolas Copernic, et pour lui il n'existe qu'un moyen d'expliquer ce qu'il observe : c'est le Soleil qui doit être au centre et la Terre lui tourner autour. Il raconte tout ça dans un livre mais, prudent, présente sa théorie comme une simple hypothèse. Très prudent même, il décède l'année où le livre paraît. Au moins, l'Eglise n'aura rien à brûler si elle le condamne ! Nous sommes en 1543, et « De la révolution des orbites célestes » donne le premier coup de pied dans la fourmilière.

Bruno prend le relais. Homme d'église lui aussi, il est convaincu que Copernic a raison et publie en 1585 « L'Infini, l'univers et les mondes ». L'infini, car pour lui l'univers n'a pas de limites. Bruno fait donc éclater la sphère des fixes : « hé, les hommes, il y a autre chose derrière ! » Il suggère même que l'univers contient DES mondes, chaque étoile étant un soleil avec peut-être d'autres Terres autour. C'en est trop pour l'Eglise, qu'à l'époque il ne fallait pas trop pousser dans les orties -nous sommes en pleines guerres de religions. Bruno est arrêté en 1593, amené à Rome et brûlé en 1600. Pour lui apprendre à trop s'approcher des étoiles !

Bruno n'a pas brûlé pour des prunes

Pendant que Bruno enflamme l'Italie, un bourgeois danois se fait offrir une île de la Baltique par son roi Frederik II et y construit le plus grand observatoire d'Europe. Il s'appelle Tycho Brahé, son île Hveen et son observatoire Uraniborg. Pendant vingt ans, Brahé observe les astres (toujours à l'œil nu, ne l'oublions pas) dont il note toutes les positions nuit après nuit. Un vrai fanatique de la précision et de la rigueur, au point qu'il fut incapable de choisir quel astre placer au centre de l'univers : ni la Terre ni le Soleil.

Il opta donc pour un système géo-héliocentrique, dans lequel la Terre est au centre, la Lune et le Soleil lui tournent autour, mais les autres astres font la ronde autour du Soleil. Un système bâtard qui lui évita des soucis avec l'Eglise mais qui ne l'empêcha pas de se faire virer du Danemark par Christian IV, fils et successeur de Frederik II. En 1597, Brahé se réfugia donc à Prague. Un exil qui se révéla fructueux, puisque Brahé fit en Bohême la rencontre de l'Allemand Johannes Kepler.

Les deux savants comparent leurs théories, Brahé avec son système hybride contre Kepler partisan à 100% de l'héliocentrisme de Copernic. Brahé propose à Kepler, féru de maths, de se pencher sur un de ses problèmes insolubles : la trajectoire de Mars refuse obstinément de rentrer dans son système d'orbites circulaires. Kepler relève le défi, pensant rendre sa copie en quelques jours. Il ne lui faudra que... neuf ans ! Au terme desquels il est convaincu que les orbites des astres ne sont pas circulaires mais elliptiques. Résultat publié en 1609 dans « Astronomie Nouvelle », où Kepler énonce deux des trois lois qui l'ont rendu célèbre.

Les 400 ans de la lunette

1609, nous y voilà ! Alors que Kepler fait le zouave en Bohême, un Italien fait à nouveau des siennes. La lunette a été inventée il y a quelques mois en Hollande et les militaires s'en servent pour espionner l'ennemi de loin. Mais Galilée est curieux et décide de la pointer

vers le ciel. Il se confectionne une première lunette, qui ne grossit que trois fois, c'est-à-dire presque rien. Mais déjà, cela lui permet de bien voir la Lune, sa rondeur et... ses cratères. Oui, la Lune est bosselée, les taches sombres à sa surface sont en fait des trous et des montagnes. La tradition la croyait divine et parfaite. La tradition avait tort.

De 1609 à 1611, Galilée s'use la rétine à scruter le ciel, découvrant à l'œil de sa lunette des merveilles jusque là inconnues : des satellites de Jupiter, les phases de Vénus et leur ressemblance avec celles de la Lune, des milliers d'étoiles dans les constellations d'Orion, des Pléiades et jusque dans la Voie Lactée. Et même les anneaux de Saturne, qu'il prend pour deux petits satellites.

En 1611, Galilée accède à la gloire. Il est reçu par un Pape fier de ce citoyen découvreur de nouvelles beautés créatures de Dieu.

Mais en 1613 il fait l'observation de trop. Il tourne sa lunette vers le Soleil, et y voit des taches qui en plus se déplacent. Pour lui c'est incontestable : le Soleil tourne sur lui-même et il est grêlé d'imperfections. Pour l'Eglise, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le bénitier. En 1616 l'héliocentrisme est interdit, Copernic mis à l'Index et Galilée doit se calmer.

Jusqu'en 1632 où il obtient l'autorisation du pape Urbain VIII de publier un livre sur le géocentrisme et l'héliocentrisme, à condition qu'à la fin ce soit la Terre au centre qui l'emporte. Mais Galilée n'en fait qu'à sa tête et vante les mérites de l'héliocentrisme. Punition immédiate, il est arrêté en 1633, se résout à abjurer ses convictions pour sauver sa peau mais est condamné à la résidence surveillée jusqu'à sa mort, en 1642.

La révolution n'en était pas moins en marche. L'univers s'était éclairci, l'esprit des hommes également. Il ne restait qu'à poursuivre. Ce ne fut pourtant qu'en 1822 que l'Eglise accepta de voir la Terre tourner sur elle-même et autour du Soleil. En 1992, le pape Jean Paul II prononçait le mea culpa officiel et réhabilitait Galilée. L'érection d'une statue du savant fut même prévue dans les jardins du Vatican. Mais vous savez quoi ? Début février, Benoît XVI a annulé le projet. Copernic et Galilée, une révolution... Oui. Mais apparemment, elle n'est pas encore achevée !

Quand Benoît XVI écrivait dans une revue facho (10.04)

Rue89 - 08.04 Janvier 2009. Karl Öllinger, un député écologiste autrichien qui s'est spécialisé dans le combat contre l'extrême droite florissante dans son pays, tombe sur un hors-série de la revue Die Aula, paru à l'occasion du 150e anniversaire de la révolution allemande de 1848.

Au milieu des affabulations de négationnistes de députés d'extrême droite et de membres du parti néonazi allemand NDP, il tombe - éberlué - sur un texte signé du cardinal Ratzinger et intitulé « Freiheit und Wahrheit » (« Liberté et Vérité »).

En fait, une charge virulente contre les libertés individuelles et le système démocratique, qui aujourd'hui encore, peut être consultée à Vienne, au Centre de documentation et d'archives sur la résistance (DÖW), un organisme chargé de surveiller les mouvements extrémistes.

Embarras de l'Eglise

Dans un premier temps, le diocèse de Vienne a affirmé que le cardinal Ratzinger n'a jamais donné son feu vert pour une publication dans Die Aula : « Liberté et Vérité » était en fait un vieux texte datant de 1995, publié pour la première fois dans une revue chrétienne conservatrice.

Pas de bol, celui qui avait à l'époque négocié la publication avec le secrétaire du cardinal a gardé tous les échanges de leurs lettres : le cardinal a bel et bien, à l'époque, donné son accord par écrit pour une reproduction.

Aujourd'hui encore, les milieux extrémistes germaniques considèrent Benoît XVI comme l'un des leurs et se flattent que le souverain ait publié dans leur revue. Le hors-série est d'ailleurs en vente sur Internet !

Die Aula défend les négationnistes

Cette information éclaire d'un jour nouveau le tournant idéologique du Vatican depuis que Benoît XVI a été nommé pape. L'homme, bavarois de naissance, peut en effet difficilement expliquer aujourd'hui n'avoir pas su ce qu'était Die Aula en 1998, la revue étant publiée en langue allemande. Elle soutenait alors clairement l'ascension de Jörg Haider et sa triste notoriété dépassait les frontières de la petite Autriche.

Die Aula défend les négationnistes et ceux qu'elle nomme les « victimes de la liberté d'expression », à savoir les hommes politiques d'extrême droite qui sont condamnés pour offense à l'islam. Elle critique les lois qui répriment les propos révisionnistes, flirte très souvent

avec l'antisémitisme et tente de réécrire l'histoire récente de l'Autriche. Lors de la nomination de Benoît XVI, elle avait bruyamment fait part de sa joie.

85 % des cliniques et hôpitaux ne pourront plus opérer certains cancers (16.04)

Lepoint.fr - 15.04 D'ici mai 2011, 786 hôpitaux et cliniques sur les 920 pratiquant la chirurgie des cancers devraient cesser toute ou partie de leur activité. Oubliés, ces établissements qui opéraient seulement quelques tumeurs malignes chaque année, avec pour conséquence cette redoutable "perte de chance" pour les patients.

En exclusivité, Le Point a choisi de publier les listes de ces structures de soins qui, à ce jour, n'atteignent pas les seuils minimums d'activité fixés par un décret ainsi que par un arrêté officiels.

Ces documents, que ni le ministère de la Santé ni l'Institut national du cancer (Inca) n'ont l'intention de rendre publics dans l'immédiat, ont été bâtis à partir des données statistiques d'activité du PMSI (1) pour les trois dernières années disponibles (2005, 2006 et 2007). Six types de cancer sont concernés par ces seuils d'activité impératifs : les cancers digestifs, du sein, du poumon et du thorax, urologiques, gynécologiques et ORL.

Lepoint.fr publie ci-dessous les listes des hôpitaux et cliniques concernés pour les quatre premiers cancers cités. Ainsi, 306 hôpitaux et cliniques devraient arrêter la chirurgie des cancers du sein (soit 37 % des établissements la pratiquant), 199 la chirurgie cancéreuse digestive (23 % des établissements), 188 les opérations des cancers du poumon et du thorax (63 % des établissements) et 195 hôpitaux et cliniques celles des tumeurs urologiques (31 % des établissements).

"Une véritable révolution"

"L'application de seuils minima d'activité est une véritable révolution", estime le professeur Dominique Maraninchi, président de l'Inca et maître d'oeuvre de ce grand nettoyage. Ce cancérologue de renom applique ainsi l'une des mesures phares du Plan cancer lancé en 2003 par le président Jacques Chirac. Objectif : permettre à tous les patients d'avoir accès à des soins de qualité, alors que l'on constate des pratiques extrêmement disparates d'un établissement à l'autre, source de graves inégalités pour la chance de guérison des malades.

L'Inca, les spécialistes et les associations de malades comme la Ligue nationale de lutte contre le cancer se basent sur une évidence : "On ne fait bien que ce que l'on fait souvent, une pratique chirurgicale suffisante et régulière est nécessaire à une équipe pour assurer une prise en charge efficace." C'est forts de ce précepte que des seuils minimums annuels d'activité en chirurgie des cancers par établissement ont été officiellement établis en 2007, après plusieurs années d'âpres négociations. Deux ans plus tard, malgré les réticences de certains lobbies, la machine est enfin en marche.

Une activité minimale de 20 ou 30 interventions par an

Concrètement, tous les établissements de soins (hôpitaux, centres hospitaliers universitaires (CHU), cliniques privées) remplissent actuellement un "dossier promoteur" à destination de l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) dont ils dépendent, afin d'obtenir la précieuse "autorisation d'activité de soins de traitement du cancer". Les établissements doivent répondre à de nombreuses conditions en termes d'organisation, de personnel et d'équipement, mais ils doivent surtout réaliser, selon l'arrêté du 29 mars 2007, "une activité minimale annuelle de 30 interventions par an pour la chirurgie des cancers du sein, digestifs, urologiques et thoraciques, et de 20 interventions par an pour la chirurgie des cancers gynécologiques, ORL et maxillo-faciale". Une période intermédiaire est toutefois prévue par la loi. Sur les trois dernières années d'activité (2006, 2007, 2008), les établissements doivent atteindre 80 % au minimum des seuils d'activité, et bénéficient de 18 mois de mise en conformité pour atteindre les 100 %.

17.000 patients concernés

Le professeur Alain Grunfeld, qui vient de remettre au président de la République des propositions d'action pour la réalisation d'un nouveau Plan cancer, "souscrit totalement à cette politique de seuil minimum d'activité" et estime que c'est "un gain pour la qualité des soins qu'il faudra évaluer d'ici quelques années". "Près de 17.000 patients sont opérés en moyenne chaque année dans ces établissements, 57 % dans le privé, 43 % dans le public. Sans doute auraient-ils apprécié de connaître le niveau d'activité de l'établissement auquel ils se sont confiés, avant d'accepter de s'y faire opérer..."

(1) PMSI : Programme de médicalisation des systèmes d'information, base de données regroupant sous forme informatique et anonyme l'ensemble des dossiers médicaux des hospitalisés, une année donnée.

Voici la liste des hôpitaux et cliniques qui ne pourront plus opérer certains cancers :

CANCERS DIGESTIFS (PARIS-ÎLE-DE-FRANCE)

CANCERS DIGESTIFS (PROVINCE / DOM-TOM)

CANCERS UROLOGIQUES (PARIS-ÎLE-DE-FRANCE)

CANCERS UROLOGIQUES (PROVINCE / DOM-TOM)

CANCERS DU SEIN (PARIS-ÎLE-DE-FRANCE)

CANCERS DU SEIN (PROVINCE / DOM-TOM)

CANCERS DU POUMON ET DU THORAX (PARIS-ÎLE-DE-FRANCE)

CANCERS DU POUMON ET DU THORAX (PROVINCE / DOM-TOM)

[Journalistes au Point , les auteurs de cet article, Philippe Houdart, François Malye et Jérôme Vincent, viennent de sortir Le Livre noir des hôpitaux (Calmann-Lévy, 262 pages, 18 euros).

Près de six Français sur dix contre les quotas de reconduite aux frontières, selon un sondage (18.04)

AP - 17.04 Près de six Français sur dix (59%) rejettent l'instauration d'objectifs chiffrés de reconduite aux frontières des clandestins et les trois quarts (77%) se disent opposés à des sanctions contre des Français qui aident des personnes entrées illégalement en France, selon un sondage Ifop pour le mensuel "Acteurs Publics", rendu public vendredi.

Cinquante-neuf pour cent des personnes interrogées se disent "pas favorable" à l'instauration d'objectifs chiffrés en matière d'expulsion pour lutter contre l'immigration clandestine. Cette opposition atteint 80% chez les professions libérales et cadres supérieurs et 75% chez les sympathisants de gauche et les personnes vivant dans une commune accueillant plus de 9% d'étrangers hors Union européenne. A l'inverse, 64% des sympathisants de droite se disent favorables aux quotas.

A la question de savoir s'il faut sanctionner les Français qui viennent en aide aux clandestins, 77% des sondés répondent "non". Plus d'un sur deux (54%) répond même "non, pas du tout". Près de neuf sympathisants de gauche (89%) sur dix y sont opposés, tandis que seulement 37% des sympathisants de droite y sont favorables.

Aucune catégorie interrogée ne soutient majoritairement d'éventuelles sanctions contre des Français venant en aide aux immigrés clandestins, à l'exception des sympathisants du Front National qui sont 65% à y être favorables.

- sondage réalisé par téléphone les 9 et 10 avril auprès d'un échantillon national représentatif de 958 personnes âgées de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

Le débit de nombreux fleuves décline dans le monde, selon une étude (22.04)

AP - 21.04 Le débit des plus grands fleuves de la planète a baissé en un demi-siècle, montre une étude de 925 cours d'eau majeurs à paraître dans la revue de la Société américaine de météorologie "Journal of Climate".

L'étude qui porte sur la période 1948-2004 montre un déclin global du débit des fleuves. La baisse du volume de l'eau douce s'écoulant dans l'océan Pacifique représente par exemple l'équivalent du fleuve Mississippi.

La seule région à connaître une tendance inverse est l'Arctique, où le réchauffement climatique accroît la fonte des neiges et des glaces, explique le principal auteur de l'étude, Aiguo Dai, du Centre national américain pour la recherche atmosphérique.

"Les ressources en eau douce vont probablement décliner au cours des décennies à venir dans de nombreuses régions densément peuplées à des latitudes moyennes et basses, essentiellement à cause des changements climatiques", précise-t-il. "La disparition rapide des glaciers de montagne sur le plateau tibétain et dans d'autres régions aggraveront les choses."

"Alors que le climat va inévitablement continuer à changer dans les prochaines décennies, nous verrons probablement des impacts plus grands sur de nombreux fleuves et ressources en eau", renchérit Kevin Trenberth, co-auteur de l'étude.

M. Dai insiste sur le changement climatique comme cause majeure de ces changements, même si d'autres facteurs interviennent également, comme les barrages et le détournement de l'eau pour l'agriculture et l'industrie. "Des changements à long terme dans le débit (des fleuves) devraient être une préoccupation majeure durant la période de réchauffement de la planète", affirme-t-il.

Pour nombre de grands fleuves, "les effets des activités humaines sur le débit annuel sont probablement faibles comparés à ceux des variations du climat entre 1948 et 2004", écrivent les chercheurs.

Plusieurs fleuves dont le débit a baissé se trouvent dans des régions très peuplées, comme le Huang He (fleuve Jaune) dans le nord de la Chine, le Gange en Inde, le Niger en Afrique occidentale et le Colorado dans l'ouest des Etats-Unis. A l'inverse, les zones proches de l'Arctique où les cours d'eau sont plus importants sont peu peuplées.

Les chercheurs ont découvert des variations considérables d'une année sur l'autre dans le débit de nombreux fleuves, mais la tendance générale sur la période analysée révèle une baisse des rejets d'eau douce dans l'océan Pacifique d'environ 6%, soit 526 kilomètres cubes d'eau.

L'écoulement annuel d'eau douce dans l'océan Indien a de son côté reculé de 3% (140 kilomètres cubes). Par comparaison, ce chiffre a augmenté de 10% (460 kilomètres cubes) dans l'océan Arctique. En revanche, peu de changements ont été constatés pour l'Atlantique, des hausses de débit du Mississippi et du Parana étant compensées par des baisses de l'Amazone.

Aux Etats-Unis, le débit du Mississippi a augmenté de 22% en un demi-siècle en raison d'une augmentation des précipitations dans la région du Midwest. En revanche, celui du fleuve Columbia a décliné de 14%, à cause notamment d'une baisse des pluies et d'un accroissement de la consommation d'eau.

Parmi les grands fleuves dont le débit a baissé figurent l'Amazone, le Congo, le Yangtsé, le Mékong, le Gange, l'Irrawaddy, l'Amour, le Mackenzie, le Xi Jiang, le Columbia et le Niger. Le déclin du Niger dans les années 1970 et 80 en particulier est lié à la sécheresse dans la région du Sahel, précise l'étude. En outre, le phénomène climatique El Nino, qui refroidit régulièrement les eaux de surface dans le Pacifique, a provoqué une baisse du débit de l'Amazone et une hausse de celui du Mississippi lorsqu'il était à l'oeuvre.

Découverte de la planète la moins massive hors du système solaire (22.04)

AP - 21.04 Une équipe d'astronomes franco-suisse-portugaise a annoncé mardi la découverte de l'exoplanète -située en dehors du système solaire- de plus petite masse encore jamais mise en évidence autour d'une étoile.

Selon un communiqué conjoint de l'Organisation européenne pour la recherche astronomique dans l'Hémisphère Sud (ESO), l'Institut national des sciences de l'Univers (INSU) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), cette exoplanète est dénommée G1581e.

Cette planète a une masse seulement deux fois supérieure à celle de la Terre. Elle orbite en 3,15 jours autour de son étoile: Gliese 581. La majorité des planètes extrasolaires découvertes aujourd'hui sont des planètes géantes, plus de 100 fois plus massives que la Terre, essentiellement constituées de gaz comme Jupiter.

"Un nouveau pas vient d'être franchi avec la découverte de G1581e, une exoplanète de seulement deux fois la masse de la Terre. Elle orbite autour de la naine rouge Gl 581 qui fait le tiers de la masse du Soleil et est située à 20 années-lumière de nous", explique le communiqué.

Trois planètes étaient déjà connues autour de cette étoile, respectivement de 16, de cinq et de sept fois la masse de la Terre. Les scientifiques européens qui avaient découvert ce système ont continué à le scruter de manière intensive avec le spectrographe HARPS situé sur le télescope de 3,6m de l'ESO à l'Observatoire de La Silla, au Chili.

C'est ainsi que la petite dernière s'est révélée ; elle est la plus interne du système orbitant en seulement 3,15 jours et est surchauffée par la proximité de son étoile. La découverte a été annoncée mardi à l'occasion de la semaine européenne de l'Astronomie et des Sciences Spatiales à l'université de Hertfordshire à Hatfield, en Grande-Bretagne.

Les consommateurs boudent les grandes surfaces (25.04)

Le Monde - 24.04 Viande, plats cuisinés, bijoux, réfrigérateurs, essence ou téléviseurs... la crise oblige les Français à serrer leur budget. Même si la consommation des ménages a rebondi en mars de 1,1 %, selon les chiffres publiés, vendredi 24 avril, par l'Insee, les grandes enseignes de distribution ont souffert au premier trimestre.

Qu'il s'agisse de la Fnac pour les produits culturels, de Conforama pour l'équipement de la maison, mais aussi de l'alimentation chez Carrefour, Casino ou encore Franprix, Leaderprice ou Monoprix, tous ont vu leurs ventes, au mieux stagner, au pire reculer, parfois de plus de 10 %, alors que jusque-là elles résistaient.

La plupart des distributeurs relativisent cette baisse, qu'ils attribuent à un calendrier défavorable et à la chute vertigineuse des prix de l'essence, qui ont mécaniquement fait fondre une partie de leurs revenus. Mais, sur le terrain, "on voit bien que le contexte est mauvais", indique Eric Etienne, patron de l'hypermarché Leclerc à Vitry-sur-Seine, qui se dit "très stressé". "La France va mal", constate-t-il.

Son magasin a été relativement épargné en ce début d'année. Ses ventes ont même progressé de 2 % au premier trimestre. "Mais, chez nos concurrents, la baisse des ventes dépasse 10 %, note M. Etienne. Les consommateurs sont angoissés, ils font plus attention. On s'en sort mieux que les autres, mais on n'a pas de gras : la moindre erreur et l'on peut, nous aussi, flancher."

Gilles Floquart, directeur de deux magasins Intermarché, à Ludres et à Jarville, à proximité de Nancy, décrit une situation tout aussi délicate. "La fréquentation augmente, mais le panier moyen est en baisse", constate-t-il.

Pour éviter de voir leur chiffre d'affaires s'effondrer, les distributeurs se battent férocement les uns contre les autres. A défaut de faire consommer plus, ils tentent de dérober des clients à la concurrence en étant les plus attractifs, les moins chers. "On n'en est peut-être qu'au début de la crise", s'inquiète M. Floquart.

La déprime des consommateurs n'est pas tout à fait une surprise. Elle s'explique, en premier lieu, par la progression spectaculaire et rapide du chômage. Mécaniquement, les Français qui ont perdu leur emploi consomment moins tandis que les autres, inquiets de subir le même sort, préfèrent épargner, par précaution, plutôt que de dépenser. Aujourd'hui, les Français mettent de côté 16 % de leurs revenus, contre 13 à 14 % en moyenne. "C'est typique lors de récessions", rappelle Nicolas Bouzou, directeur de la société de prévision Asteres, qui prédit une baisse de la consommation de 1 % cette année.

Selon lui, la France n'est toutefois pas la plus à plaindre. Grâce à une couverture sociale efficace, le phénomène est, en partie, amorti. "Dans des pays anglo-saxons moins protecteurs, le recul de la consommation atteint 2 %, 3 % voire 4 %", signale M. Bouzou.

En théorie, ce soutien aux revenus devrait même empêcher à la consommation de s'affaïsser. De fait, statistiquement, le pouvoir d'achat des ménages n'a pas reculé. Il a même augmenté de 1 % en 2008 et devrait croître cette année de 0,7 à 0,8 % grâce à la baisse généralisée des prix, et notamment de l'énergie. Mais cela ne suffit pas à inciter à la dépense. "Si, sur votre fiche de paie, vous avez le même revenu et que les prix baissent, vous n'avez pas le sentiment d'être plus riche", signale Alexander Law, économiste au cabinet d'études Xerfi, qui relève la dimension "psychologique" de cette crise de la consommation.

Cette part d'irrationnel est d'autant plus frappante que, "pour la première fois, on constate une baisse en volume des dépenses alimentaires, note M. Law. C'est très étonnant". En période de récession, il est en effet usuel de reporter les achats dits discrétionnaires, qui ne sont pas indispensables comme l'électroménager. Mais, même dans les périodes difficiles, le budget alimentaire est préservé.

EVITER LES HYPERMARCHÉS

Avec cette crise, les Français mangent-ils donc moins ? La réponse est non. Pour Robert Rochefort, directeur du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), cette situation inédite illustre plutôt une modification radicale des habitudes de consommation. Les Français ne consomment pas moins, mais différemment. "Au lieu de manger des céréales sophistiquées le matin, on achète une baguette de pain", observe-t-il. Selon M. Rochefort, ces changements, et parfois ces petits sacrifices de la vie courante, traduisent aussi "un désir de vengeance" de la part des consommateurs. Les Français jugent cette crise injuste, et refusent qu'elle enrichisse les grands groupes de distribution cotés au CAC40. Cela les incite à "consommer maigre" et à éviter les hypermarchés, "temples de la consommation", leur préférant les épiceries ou les marchés de quartier. Un réflexe qui semble paradoxal, alors que ces commerces sont souvent plus chers que les grandes surfaces.

Ces nouvelles habitudes mettront du temps à disparaître, même après la reprise. Et pour M. Rochefort, cette crise pourrait même signer "la fin de l'ère de l'hyper-consommation", dominante depuis les années 1970.

Complément.

Les grandes enseignes sont déjà touchées.

Casino.

Le chiffre d'affaires a baissé de 5,6 % au premier trimestre, avec un recul de l'alimentaire de 7,4 %. Les hypermarchés du groupe chutent, eux, de - 13,3 %.

Carrefour.

Les ventes ont reculé de 5,1 % au premier trimestre. La branche supermarchés est la plus touchée (- 8 %), devant le discompte (- 7,2 %) et les hypermarchés (- 4,2 %).

Maïs Monsanto : l'Afrique du Sud récolte des champs stériles (27.04)

Rue89 - 26.04 Les fermiers de trois provinces sud africaines ont eu la désagréable surprise de découvrir des dizaines de milliers de plants de maïs stériles dans leurs champs. Le phénomène, qui s'étend sur 82 000 hectares, touche trois variétés différentes de semences achetées à la firme Monsanto. En apparence, les plantes sont en bonnes santé : ni malformation ni maladies ni parasite. Mais elles ne produisent pas ou peu de graines.

Sur le blog officiel de la compagnie, Kobus Lindeque, le directeur de la région sud-africaine de Monsanto Afrique, invoque une mauvaise fertilisation des graines :

« Les variations dans la pollinisation ne sont pas rares et peuvent être influencé par des facteurs comme la météo ou les pratiques agronomiques. Dans certains cas, comme celui-ci, les méthodes de production de semences peuvent également contribuer à réduire la pollinisation. »

Marie-Monique Robin, réalisatrice du documentaire « Le Monde selon Monsanto » met en doute ces affirmations. Le même problème frappant trois variétés différentes de maïs, elle considère qu'il est illusoire de croire qu'il s'agit d'une erreur dans le processus de pollinisation. Pour la journaliste, c'est dans la modification génétique de la plante elle-même qu'il faut chercher :

« La modification génétique des plantes les fragilise. Pour les rendre plus productive, on les force à développer des capacités qu'elles n'ont pas naturellement. Elles deviennent plus fragiles, moins résistantes à l'environnement extérieur. »

Sur 1 000 paysans ayant utilisé les semences de Monsanto, 280 déclarent avoir subi des pertes. La firme s'est engagée à indemniser chacun des fermiers concernés dans un délai de deux mois. Cependant, alors que l'association African Center for Biosafety évoque des cultures touchées à près de 80%, sur son blog, la firme parle d'une pollinisation réussie à plus de 90%.

Pour Benjamin Sourice, le coordinateur du collectif Combat Monsanto, cet épisode illustre les dangers des semences OGM fabriquée par firmes comme Monsanto pour la souveraineté alimentaire des Etats :

« Ce qui s'est passé en Afrique du Sud est une illustration de ce que dénonce le collectif. Si on confie la production de semences à des multinationales, on leur donne un contrôle sur la nourriture et sur la souveraineté alimentaire des Etats. »

La Gloria, le village mexicain d'où tout serait parti (03.05)

Libération.fr - 02.05 Embarrassé par la découverte sur son sol d'un nouveau virus qui met la planète au bord d'une pandémie, le Mexique tente de se débarrasser de l'encombrante étiquette de « foyer » de la grippe A. Pour se départir de leur éventuelle responsabilité dans la propagation du virus rebaptisé A-H1N1, les autorités mexicaines tentent, en vain jusqu'à présent, d'en identifier l'origine.

Une hypothèse revient avec insistance. Il s'agit d'une ferme d'élevage de 40 000 porcs et 500 000 porcelets située dans l'Etat de Veracruz (est), propriété de Smithfield, une multinationale américaine dont les pratiques en matière d'hygiène sont décriées depuis belle lurette. En mars, dans le village de La Gloria, voisin de l'exploitation, une étrange épidémie de maladies respiratoires a touché plus de 500 personnes sur les 3 000 qui peuplent le lieu.

Les habitants n'ont pas l'ombre d'un doute sur la cause du mal qui les afflige : les carcasses des porcs sacrifiés, qui s'oxydent à l'air libre dans des lagunes pestilentielles, d'où partent des nuées de mouches transportées jusqu'à La Gloria par un vent omniprésent. Deux bébés

sont morts, l'un à la mi-mars, l'autre à la mi-avril, de pseudo «pneumonies». Le prestigieux organisme américain de conseil en biovigilance, Veratect, qui traque l'apparition d'épidémies sur toute la planète, affirme sur son site Internet qu'il avait détecté, dès le 30 mars, une explosion de maladies respiratoires inhabituelles au Mexique, et qu'il avait donné l'alerte auprès de l'OMS dès le 6 avril. A cette époque, les autorités de l'Etat de Veracruz s'efforçaient de minimiser l'ampleur de l'épidémie, décrite comme «une bête grippe». C'est beaucoup plus tard, le 26 avril, qu'on apprend que le premier cas de personne infectée par le A-H1N1 au Mexique est un enfant de 4 ans, tombé malade le 20 mars mais aujourd'hui guéri, et non pas une femme décédée à Oaxaca (sud) le 13 avril, comme l'avait jusqu'alors laissé croire le gouvernement. L'enfant est originaire de La Gloria.

Eurasiatique. «Nous n'écartons pas l'hypothèse que La Gloria soit un foyer», affirme aujourd'hui Miguel Angel Lezana, directeur du Centre national de surveillance épidémiologique, alors que le ministre mexicain de la Santé s'est évertué à nier cette éventualité au cours des derniers jours. Mais la piste est presque trop parfaite : s'il a pu naître dans ce village, «il est hautement improbable que le virus provienne des porcs locaux», ajoute Lezana. D'abord, parce que le segment du virus qui correspond au porc (on sait qu'il s'agit d'un virus qui comprend trois parties : aviaire, porcine et humaine) est d'origine eurasiatique. Il est donc douteux qu'il ait été transmis par des porcs mexicains. Ensuite, au Mexique comme ailleurs, les spécialistes s'échinent à expliquer que, malgré son appellation de «grippe porcine», la contagion se produit d'humain à humain, et rien n'indique jusqu'à présent que le virus a été transmis par un porc. La mutation a pu s'effectuer chez l'homme.

Un mal étrange. Il y a un homme, en particulier, qui intéresse les autorités mexicaines. Originaire du Bangladesh, il vivait depuis six mois à Mexico, où il travaillait comme vendeur ambulancier. L'homme est évoqué au passé, car il figure sur la liste des huit morts officiellement attribuées au A-H1N1 au Mexique. Peu avant de tomber malade, il avait retrouvé son frère à Mérida, dans le sud du pays. Ce dernier était alors atteint d'un mal étrange, mais il a quitté le pays avant que son frère ne présente les symptômes du fameux virus. Les autorités mexicaines tentent de retrouver sa trace via leurs services consulaires. «Il est possible que ce virus ait circulé dans d'autres régions du monde et ait tué des gens auparavant», explique le docteur Lezana, avant d'ajouter qu'«on ne peut blâmer un pays, ou ses autorités, pour un réassortiment de gènes débouchant sur un virus mortel». La piste des mystérieux Bangladais servirait-elle à détourner l'attention des éventuelles défaillances des autorités sanitaires mexicaines ?

Près de huit millions de personnes pauvres en France, selon l'INSEE (06.05)

AP - 06.05 Environ 7,9 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté en France en 2006, soit 13,2% de la population, selon une étude de l'INSEE parue mercredi. En 2004, rappelle l'Institut national de la statistique et des études économiques, ce taux était de 11,7%, soit près de sept millions de personnes.

L'INSEE rappelle qu'en 2006, une personne vivant seule était qualifiée de pauvre quand son revenu disponible était inférieur à 880 euros par mois et à 1.320 euros pour un couple sans enfant.

Près d'un tiers des personnes vivant au sein d'une famille monoparentale (30,3%) étaient confrontées à la pauvreté, soit une proportion 2,3 fois plus importante que dans l'ensemble de la population. Cela représentait plus de 1,6 million de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. A noter que les familles monoparentales sont le plus souvent constituées d'une mère et de ses enfants (85% des cas).

A l'inverse, les ménages les moins touchés par la pauvreté étaient les couples sans enfant: seuls 6,4% des personnes en couple sans enfant étaient dans ce cas.

Dans cette étude intitulée "Inégalités de niveau de vie et mesures de pauvreté en 2006", l'INSEE note qu'au cours des dix dernières années, la baisse de la pauvreté a plutôt bénéficié aux familles nombreuses (couples ayant trois enfants ou plus), dont le taux de pauvreté a diminué de l'ordre de cinq points, alors que la situation des personnes seules et des familles monoparentales a peu évolué.

L'emploi reste une protection contre la pauvreté, observe aussi l'INSEE. Ainsi, en 2006, 9,8% des personnes actives, au sens du Bureau international du travail (BIT), c'est-à-dire occupant un emploi ou en cherchant un, avaient un niveau inférieur au seuil de pauvreté, alors que 15% des inactifs étaient dans cette situation.

Près d'un retraité sur dix (9,6%) avait un niveau inférieur au seuil de pauvreté, ce qui représentait 1,2 million de personnes. Les taux de pauvreté des enfants et des étudiants vivant chez leurs parents étaient élevés, respectivement 17,7% et 18,2%.

L'INSEE souligne par ailleurs qu'en 2006, le niveau de vie était globalement croissant avec l'âge jusqu'à 59 ans, puis décroissant. A partir de 50 ans, la taille des ménages commence à se réduire avec le départ des enfants qui ont grandi, et le niveau de vie moyen est ainsi maximum pour la tranche d'âge 55-59 ans. Après 60 ans, le revenu est principalement composé de pensions et retraites, qui sont inférieures aux revenus d'activité de la période précédente.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, les générations n'ont toutefois pas toutes au même âge des niveaux de

vie équivalents. Si les générations nées avant 1950 ont, à chaque âge, un niveau de vie supérieur à celui de leurs aînées, ce n'est plus le cas pour les générations suivantes.

L'INSEE observe par ailleurs qu'en 2006, le niveau de vie médian, qui partage la population en deux parties égales, était de 17.600 euros, soit 1.470 euros mensuels. Le niveau de vie des 10% de personnes les plus aisées était 3,4 fois supérieur à celui des 10% des personnes les plus modestes.

Record de dossiers de surendettement en mars, selon la Banque de France (06.05)

La Tribune - 04.05 Avec la crise, le nombre de dossiers de surendettement est en forte augmentation en France, atteignant 21.747 en mars.

Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Banque de France a atteint 21.747 en mars, selon le baromètre du surendettement publié ce lundi par l'établissement, ce qui constitue un nouveau record. Dès février, le nombre de dossiers avait déjà dépassé la barre des 20.000, pour la première fois depuis mars 2004. Sur les trois premiers mois de l'année, 58.188 dossiers ont été déposés.

Le nombre de dossiers déposés en mars est le plus important depuis 1990, date de création des commissions de surendettement. Le niveau de mars dernier est en augmentation de 30% par rapport au chiffre publié pour mars 2008.

Administratrice au sein de l'association UFC-Que Choisir, Nicole Pérez, citée par l'AFP 5Agence France Presse), fait état d'une augmentation du nombre de retraités, de jeunes et de "petits salaires" parmi les dossiers soumis aux commissions. "On ne voit plus de belles voitures et d'écrans plats, mais des gens qui ont du mal à joindre les deux bouts", résume-t-elle.

De son côté, Nicole Chupin, bénévole à la Confédération du logement, de la consommation, et du cadre de vie (CLCV) et membre d'une commission de surendettement, évoque également l'accroissement du travail à temps partiel comme cause des difficultés financières des ménages ou des particuliers.

En 2008, la Banque de France a enregistré 188.485 dépôts de dossiers, un record, dont 158.940 ont été jugés recevables. Le nombre de dossiers est resté stable ces cinq dernières années, évoluant entre 188.176 en 2004 et 188.485 en 2008.

Stabilisé depuis février 2007, le nombre de ménages surendettés en cours de désendettement est en forte augmentation depuis début 2009 et a atteint 726.282 en mars.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a présenté le 22 avril un projet de loi encadrant le crédit à la consommation, afin notamment de mieux prévenir le surendettement des ménages. La réforme vise particulièrement le crédit renouvelable ou "revolving", une réserve d'argent qui se renouvelle au fil des remboursements, qui est présent dans 85% des dossiers de surendettement, selon une étude du cabinet Athling Management. Les ménages qui ont déposé de tels dossiers possèdent, en moyenne, cinq crédits renouvelables.

Le projet de loi encadre la publicité, en imposant des mentions obligatoires, ainsi que la distribution, en portant le délai de rétractation de 7 à 14 jours et en obligeant notamment les établissements de crédit à consulter le fichier des incidents de paiement. Le texte comprend également des dispositions sur le surendettement, notamment la réduction de six à trois mois du délai maximum pour qu'une commission de surendettement se prononce sur la recevabilité d'un dossier.

"Ici, tout est une lutte" (09.05)

Le Monde - 08.05 Le collège Jean-Perrin, situé non loin de la porte de Montreuil, dans le 20e arrondissement parisien, compte environ 400 élèves. Un établissement de taille modeste, ce qui devrait faciliter un fonctionnement serein. Mais voilà : plus rien n'est facile à Jean-Perrin. Pourtant, le collège ne présente aucun trait caractéristique des établissements défaillants. Il est dirigé par une principale appréciée et aucun problème n'est signalé du côté de l'équipe éducative. Mais les conseils de discipline s'y multiplient. Peut-on les éviter ? Ce serait nier la notion même de sanction. Alors, leur succession rythme l'année.

Le premier conseil, début octobre 2008, était motivé par des vols commis par un élève de 3e dans les vestiaires de sport. Un problème administratif est à l'origine du deuxième. Le troisième avait pour objet une tentative d'agression d'un autre élève de 3e, empêché par des témoins d'asséner un coup de chaise à un camarade. Le quatrième était lié à une agression physique sur une enseignante de français : un élève de 5e l'avait coincée contre le tableau, avant de lui jeter des craies à la figure.

Les cinquième et sixième conseils, à l'approche de Noël, étaient dus à une intrusion. Pour comprendre cette affaire, il faut savoir que Jean-Perrin compte deux conseillers principaux d'éducation (CPE), un homme et une femme. "La" CPE, voyant pénétrer dans l'établissement un élève exclu pour plusieurs jours, lui demande de sortir. L'élève refuse, la prend à partie et tente de lui donner un coup de poing, stoppé in extremis par "le" CPE. L'élève se retourne alors contre celui-ci, le bouscule puis le fait tomber en arrière en le saisissant par les cuisses. Un autre élève a répondu du fait d'avoir, lors du même incident, asséné des coups puis tenté d'étrangler un surveillant qui venait secourir le CPE.

Janvier commence avec un septième conseil, pour "menaces proférées par un élève à l'encontre de plusieurs adultes", dont la CPE, qui a porté plainte pour être protégée. Juste avant les vacances de février, deux élèves tentent de la pousser dans l'escalier, motivant les huitième et neuvième conseils de discipline, le 5 mars.

Enfin, le 20 mars, c'était le douzième conseil de discipline de l'année au collège Jean-Perrin. Le motif de comparution de l'élève ? Avoir frappé "délibérément" une jeune camarade avec une chaise et lui avoir cassé le bras. Outre cette affaire, deux autres élèves comparaissaient. L'un pour "manquements répétés au règlement intérieur et refus systématique de l'autorité des adultes", l'autre pour les mêmes motifs, ainsi que des "menaces et intimidations à l'encontre d'un professeur".

Combien d'exclusions définitives, au total ? Les délibérations sont secrètes. Mais chacun sait que les auteurs de violences graves n'y échappent généralement pas.

C'est dans ce contexte que, le 3 février, quand le collège est informé de sa dotation en heures d'enseignement pour la rentrée 2009, l'équipe se rebelle. "Avec une prévision de perte de 36 élèves, on nous retirait 38 heures de professeur par semaine, ce qui équivaut à la suppression d'une classe", expliquent Frédérique Bezançon et Jérôme Ferec, deux trentenaires professeurs d'histoire géographie et de sciences de la vie et de la terre (SVT), syndiqués au SNES. L'équipe dépose alors un préavis de grève pour le 3 mars et revendique un classement du collège en éducation prioritaire, "catégorie 5", un critère parisien indiquant un niveau maximal de difficulté en fonction de la composition sociale de l'effectif. Ce classement permettrait d'avoir davantage de professeurs et de surveillants pour encadrer les élèves.

La grève du 3 mars est suivie "à 100 %", rapporte Frédérique Bezançon. Le 5, une délégation de professeurs et de parents est reçue au rectorat par le responsable du second degré. "Il nous a dit qu'on avait déjà beaucoup de moyens pour un petit établissement et qu'une refonte des critères de classement à Paris était prévue pour 2010", résumant les enseignants. Leur interlocuteur leur promet néanmoins que les difficultés seront prises à leur "juste mesure"... pour la rentrée 2010.

Jean-Perrin est un collège aux multiples projets pédagogiques. On y étudie le latin et le grec ancien, et l'équipe "se démène", assure Jérôme Ferec. Pour expliquer cette dégradation, il souligne la disparition progressive de la mixité sociale. D'abord à cause d'une modification du secteur de recrutement du collège, intervenue il y a sept ans, et maintenant dans le cadre de la suppression de la carte scolaire, "parce que les dérogations se multiplient". C'est à ce dernier facteur qu'il attribue la différence entre les classes de 3e, où "subsiste encore un petit mélange", et cette 6e qui lui fait passer "sa pire heure dans la semaine". Selon Frédérique Bezançon, "une majorité d'élèves semble hors d'atteinte, hors d'état de comprendre ce que nous disons. Ils sont tout le temps dans le hurlement, le rapport de force, la recherche de la domination"...

Ce constat est confirmé par d'autres membres de l'équipe. Sur les six établissements qu'a connus Chloé, professeure d'anglais, "c'est de loin le plus dur". Clarisse, professeure de français, a connu cinq établissements. Et sa conclusion est la même : "Une heure de cours et t'es mort ! Tout est une lutte. Le silence, c'est une lutte. Le travail, c'est une lutte. Faire sortir une feuille, c'est une lutte."

Etienne Wasmer : "les politiques de lutte contre le chômage ne s'arrêtent pas au ministère du travail" (13.05)

Le Monde - 12.05 Eddie : Comment va évoluer le taux de chômage dans les prochains mois ? A quand le pic ?

Etienne Wasmer : La hausse du chômage est très forte. On vient de voir une hausse de 456 000 personnes depuis mars 2008, qui touche l'ensemble des catégories de travailleurs. Le nombre de chômeurs atteint les 2,5 millions, plus un million de personnes en sous-emploi, c'est-à-dire qui ont une activité réduite et veulent travailler plus. Et c'est une progression qui est très spectaculaire, qui fait penser par certains côtés à la récession de 1993 qui avait été assez brutale et avait conduit à des tensions sociales assez fortes.

Une chose notable dans la hausse des chiffres du chômage : la courbe du nombre de chômeurs hommes a rattrapé la courbe du nombre de chômeurs femmes en septembre 2008. Et cette hausse plus que proportionnelle du chômage des hommes se vérifie à la fois pour les moins de 25 ans et pour les hommes entre 25 et 49 ans, ce qui est une nouveauté par rapport aux récessions précédentes.

C'est quelque chose sur lequel il faut garder un œil attentif, car les travailleurs masculins entre 25 et 49 ans qui ont toujours été un peu mieux protégés du risque de chômage que les autres travailleurs sont maintenant touchés de plein fouet par la crise et il faut s'interroger sur ce que cela peut avoir comme conséquences sociales et sur le climat politique dans les mois et années à venir. Va-t-on avoir un pic ? Pour

l'instant, on voit surtout que la tendance est inversée, le chômage poursuit sa progression, et on ne voit pas encore de pic qui serait suivi d'une décrue, on est plutôt parti sur une tendance assez longue, liée à la baisse d'activité économique.

David Miodownik : Pouvez vous dresser un tableau des politiques de l'emploi n'ayant pas fonctionné lors de ces dernières années ?

Etienne Wasmer : Un bilan exhaustif serait trop ambitieux et dépasserait le cadre de ce chat. Il semblerait que la mesure la plus emblématique récente, le RSA, qui dans l'esprit est une mesure très intéressante, pour laquelle les expérimentations ont été plutôt décevantes, certains pensent que c'est à cause d'un manque de moyens de rendre le travail plus incitatif, ce qui est en soi une bonne chose. Mais si les moyens ne suffisent pas, les effets tarderont à se produire.

D'une manière plus générale, si on voulait unifier l'analyse de toutes les mesures du marché du travail, on peut se dire qu'il faut faire en sorte que le travail soit le plus attractif possible. Cela passe en priorité par des politiques de revenus et par un travail sur les conditions de travail elles-mêmes. Le stress au travail est très important en France par rapport à d'autres pays européens, et tout ce qui peut conduire à rendre le travail financièrement plus intéressant ira dans le bon sens.

On a parlé du RSA, qui vise à rendre le travail financièrement intéressant. On pourrait parler des primes pour l'emploi, qui ont toujours été en France contenues dans des limites relativement faibles ; il faut renforcer ces dispositifs. Troisième volet pour lequel j'avais plaidé au niveau européen : assister les travailleurs touchés par la mondialisation, qu'on pourrait, lorsqu'ils acceptent de prendre un emploi moins rémunéré, compenser pour leur perte de revenu.

Prenons un salarié du secteur automobile qui gagne, compte tenu des primes, environ 2 500 euros, qui est dans un secteur en forte contraction. S'il décide de changer de secteur et de reprendre un emploi moins rémunéré, environ 1 900 euros, compte tenu des coûts de mobilité, géographiques ou autres, il est légitime que la société prenne en charge une partie de la différence. On peut imaginer que les deux tiers de la différence soient pris en charge pendant un an, puis la moitié la deuxième année. C'est avec ce genre de dispositifs qu'on peut faciliter la transition et l'adaptation que subissent les travailleurs dans de nombreux secteurs.

David Miodownik : Le RSA parviendra-t-il à diminuer le chômage ?

Etienne Wasmer : Sur le RSA, on a assisté à une révolution tranquille, honnêtement inespérée pour la plupart des économistes. Pour la première fois, on a accepté le principe d'une expérimentation de grande ampleur d'une mesure économique importante. La classe politique n'aime pas beaucoup l'évaluation indépendante de leurs propres actions, a fortiori quand elle est ex ante, avant la généralisation de la mesure, et conduit à la situation classique d'empilement de réformes non évaluées, voire pas complètement mises en place. Ici, on a pris le risque de dire : essayons d'abord de voir si ça marche, et ça alimentera les débats au moment de la généralisation de la mesure.

Je pense très franchement que si on avait procédé de la même façon pour les 35 heures, en regardant si la baisse du temps de travail fonctionne dans certains départements par exemple, on aurait pu améliorer considérablement l'efficacité des politiques d'emploi en France. D'une manière générale, les économistes eux-mêmes n'ont pas ou ne devraient pas avoir de certitudes concernant l'impact des mesures qu'ils défendent. Donc le principe d'évaluer à l'avance les effets du RSA est très novateur et devrait être généralisé à de nombreux autres domaines de l'action publique. En ce qui concerne le RSA, les résultats très mitigés obtenus semblent essentiellement dus à la faiblesse des incitations au retour à l'emploi compte tenu des difficultés soulignées plus haut : coût du transport, coût des gardes d'enfants, etc. Ce qui tend à prouver qu'on ne peut pas faire de politique d'incitation au retour à l'emploi sans y mettre les moyens.

Noûf : Pensez-vous que le taux de chômage actuel est plus la conséquence d'une mondialisation des échanges et du travail ou plutôt la conséquence de la crise financière ? Comment pourriez-vous quantifier l'origine de ce chômage ?

Etienne Wasmer : Il y a deux choses : un aspect conjoncturel et un aspect plus structurel. L'aspect conjoncturel, c'est la crise financière et globale, et les frontières n'arrêtent pas les phénomènes de crise financière. On vit dans un monde globalisé, et l'ampleur de la récession actuelle, d'origine financière, est un des volets de la mondialisation. Cela veut-il dire qu'il faut revenir en arrière et revenir à des contrôles de capitaux ? Non, mais il faut mieux encadrer le secteur financier et une prise de conscience des conséquences néfastes d'une libéralisation dans le secteur financier.

D'un point de vue plus structurel, la mondialisation favorise certains secteurs économiques français et défavorise d'autres secteurs. Et une des grandes difficultés, c'est que les secteurs affectés par la mondialisation sont en général des secteurs où les travailleurs sont spécialisés, plus âgés, dans des régions elles-mêmes en déclin, et qu'il est très urgent de réfléchir à la façon dont on peut reconverter ces salariés.

Ce qui ramène aux idées de flexsécurité : veut-on préserver à tout prix les emplois ou faire porter l'effort sur les salariés en leur permettant de se reformer, de déménager pour aller dans des régions ou des villes plus dynamiques, et comme je le suggérais plus haut, que la collectivité prenne en charge une partie des écarts de salaires pour ceux qui acceptent de retravailler à des conditions moins favorables. Je crois que la réponse est qu'il faut accentuer les mesures visant à aider les travailleurs.

Marguerite : Le dernier numéro de The Economist présente les modèles économiques européens français, allemand et anglais : le français étant le "meilleur" à l'heure actuelle, l'anglais le "pire". The Economist dit que sur le long terme, cela ne saurait durer, les tendances au contraire devraient s'inverser. Quelle est votre opinion ?

Etienne Wasmer : D'une part, je crois qu'on a un système qui permet, contrairement aux Etats-Unis par exemple, de compenser financièrement pour les pertes d'emploi. D'une certaine manière, du point de vue macroéconomique, cela est intéressant dans la conjoncture actuelle, car c'est un stabilisateur automatique, qui permet de compenser les pertes d'emploi en maintenant le pouvoir d'achat, ce qui atténue un peu les conséquences sur l'activité économique. On a donc un système sans doute protecteur pour les premiers mois de chômage, la difficulté, c'est le retour à l'emploi.

Il existe des pays où les taux de retour à l'emploi sont rapides. En France, la durée du chômage est élevée, et un système qui paraît protecteur dans le court terme ne l'est pas nécessairement dans le moyen ou le long terme. Par ailleurs, les politiques de lutte contre le chômage ne s'arrêtent pas au ministère du travail. Il me semble que le modèle français est caractérisé par un marché du logement qui fonctionne mal et qui pénalise la mobilité géographique.

Quelqu'un qui perdrait son emploi dans une région en déclin va-t-il retrouver un logement dans une grande ville et quel propriétaire accepterait de louer un logement à quelqu'un qui n'a pas d'emploi ? On a donc là une trappe à chômage sur laquelle il faut réfléchir. On a sans doute une réflexion à mener sur les articulations entre politique d'emploi et politique de mobilité géographique. De la même façon, dans le secteur des biens et services, les politiques visant à promouvoir la concurrence restent très limitées.

Les instances en charge du contrôle de la concurrence restent sous-dotées par rapport à leurs homologues européennes. Or, beaucoup d'études montrent qu'un manque de concurrence dans le secteur de la distribution, par exemple, pénalise le développement de l'emploi. Pour résumer, il me semble important de considérer que la lutte contre le chômage et pour l'emploi passe aussi par des politiques de concurrence, de logement et de formation. L'échelon européen aurait dû être activé pour ce qui concerne le plan de relance. Tout ce qui concerne les politiques "micro", en particulier le logement et la formation, est plutôt du ressort des nations. Sur la flexibilité du marché du travail, je ne crois pas qu'il y ait à attendre des miracles, surtout dans la conjoncture actuelle.

Iky : Ne pensez-vous pas que le marché du travail en France est beaucoup moins flexible que chez les pays voisins entre autres la Grande-Bretagne ?

Etienne Wasmer : Il me semble qu'il faut distinguer deux choses : d'une part, combien on peut attendre de créations d'emploi si on démantèle la protection sociale. Et honnêtement, dans la conjoncture actuelle, je pense que le chiffre sera très faible, voire négatif, parce que ce type de réformes a nécessairement des effets récessifs dans le court terme. En clair, si on supprime les coûts de licenciement pour les entreprises aujourd'hui, on va encore accélérer la hausse du chômage. Je ne dis pas qu'il ne faille pas assouplir les réglementations du marché du travail lorsque la conjoncture sera revenue à un niveau normal, mais aujourd'hui, ce serait contre-productif.

Le deuxième aspect des choses, au-delà des créations d'emplois, c'est ce que le code du travail implique sur les relations sociales au sein des entreprises. Je suis convaincu que le formalisme excessif des relations du travail est une source majeure de conflictualité au sein d'une entreprise qui, in fine, augmente le stress des travailleurs et renforce la méfiance réciproque des différents acteurs et devrait être l'objet d'un vaste débat, serein, pour améliorer la qualité des relations de travail. Et là encore, c'est un chantier à ouvrir une fois que la crise sera passée.

Bernard : Face à la crise quels sont les atouts et les points faibles de l'Union européenne ? A-t-elle une ligne d'action commune ?

Etienne Wasmer : Sur la gestion de la crise, j'ai l'impression qu'on a reculé dans l'esprit européen, dans le sens où beaucoup d'actions sectorielles ont été non concertées et que l'Europe a tardé à avoir une position commune en matière de relance, ce qui s'est traduit par des plans à minima alors qu'il aurait fallu être plus ambitieux, notamment sur la relance de la consommation.

Eddie: Faut-il jouer sur la durée du travail face à la montée du chômage, par exemple en réduisant la durée légale ou en jouant sur le temps partiel ?

Etienne Wasmer : Une première mesure de réduction du temps de travail qui sauve des emplois, c'est le chômage partiel, qui permet d'atténuer un peu les conséquences pour les individus et préserve les emplois. C'est sûr que ce sont des mesures très conjoncturelles. On peut compenser de façon ponctuelle le chômage partiel à hauteur de 90 % du salaire, mais cela ne peut pas durer au-delà de quelques mois pendant la durée de la crise.

Pour le temps partiel, je pense qu'il faut être prudent. Travailler coûte cher en termes de transports, en termes de garde d'enfants, et donc compte tenu du niveau des salaires en France, on risque d'avoir simplement des emplois à temps partiel très peu attractifs, apportant objectivement peu en termes d'expérience, ce qui revient à dire qu'il faut faire tout pour rendre les emplois attractifs financièrement et en termes de formation. Ce qui n'est évidemment pas le cas de beaucoup de temps partiels. Le temps partiel choisi, parfait, mais penser qu'il faut développer à tout prix le temps partiel risque de ne pas être suffisant.

David Miodownik : Le Pôle emploi est-il un écran de fumée ou un réel progrès ?

Etienne Wasmer : Ce serait un réel progrès si les budgets étaient à la hauteur des ambitions. On s'aperçoit que les personnels sont débordés, à la fois à cause de la hausse du chômage et par le fait que c'est un bouleversement d'habitudes très important. D'une manière générale, quand on fait une réforme structurelle ambitieuse, il faut prendre l'habitude d'y mettre les moyens, ne pas compter chaque euro mais au contraire être très ambitieux, de façon que les personnels s'approprient la réforme plutôt que de la subir. Ce qui semble remonter à propos de cette réforme, c'est que les personnels la vivent mal, n'ont pas assez de formation pour les nouvelles tâches qui sont les leurs, et que, de l'autre côté, les demandeurs d'emploi ont besoin plus que jamais d'assistance et de temps.

Philippe : Les gouvernements sont-ils disposés à instaurer un climat favorable à la création et au développement d'entreprises novatrices, notamment de PME ?

Etienne Wasmer : En France, les grandes entreprises représentent une part plus importante de l'emploi, proportionnellement, que dans d'autres pays. D'un autre côté, quand on regarde les chiffres de création et de destruction d'emplois, on s'aperçoit en effet que les petites entreprises créent beaucoup d'emplois, mais qu'elles en détruisent également beaucoup. On peut bien sûr favoriser encore plus la création de petites entreprises, mais il me semble que le problème n'est pas un problème d'aide insuffisante à la création d'entreprises, mais plutôt un problème de politique de concurrence. Par définition, une nouvelle entreprise va arriver sur un marché où vous avez quelques entreprises qui se partagent la demande. Et plus il y a de pratiques anticoncurrentielles, plus il est difficile d'entrer sur un marché.

Donc aider à la création d'entreprises sur des secteurs peu concurrentiels est logiquement une perte d'argent. En revanche, permettre de démasquer des pratiques anticoncurrentielles qui pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat des consommateurs irait dans le bon sens. D'une manière générale, on peut utiliser certains instruments, comme la politique de la concurrence, pour d'autres fins, ici, en l'occurrence, la création d'entreprises.

Rachid : Au regard de l'expérience passée des emplois-jeunes, quel bilan peut-on faire de l'efficacité des emplois aidés ?

Etienne Wasmer : A nouveau sur les emplois jeunes et les emplois aidés, il faut distinguer le court terme, où on a une crise très dure, et ce qui est souhaitable dans une économie dynamique. Aujourd'hui, quand on voit l'explosion du chômage des jeunes, on se dit qu'il faut tenter d'insérer les jeunes dans l'emploi et les emplois aidés peuvent être un des éléments d'un plan de relance visant à améliorer les conditions des personnes les plus précaires. Une économie dynamique a-t-elle besoin de subventionner de larges portions de la population active ? Je pense que non. Mais malheureusement, dans la conjoncture actuelle, c'est quelque chose qui est sans doute souhaitable.

Antonino : Quelles conséquences sont à prévoir concernant le chômage des jeunes ? Que pensez-vous des mesures prises dans ce sens par le gouvernement ?

Etienne Wasmer : Il a plusieurs aspects. L'un d'entre eux vise à assurer des droits au chômage à des catégories qui en étaient exclues jusque-là, ce qui à nouveau va dans le bon sens. Mais, paradoxalement, je crois que ce n'est pas avec plus d'argent qu'on va résoudre le problème du chômage des jeunes. Il y a un problème culturel, qui est en grande partie de la responsabilité des employeurs, sur la frilosité au moment du recrutement envers les personnes qui n'ont pas tout à fait le bon cursus ou le bon diplôme ou la bonne expérience. Si l'on savait comment faire évoluer les mentalités pour que les employeurs donnent leur chance à un plus grand nombre de personnes, il faudrait s'engager dans cette direction.

Cela passe peut-être par d'ambitieuses campagnes de communication qui intervieweront des chefs d'entreprise étrangers - je pense au Canada ou aux pays scandinaves - pour montrer l'état d'esprit par rapport à des talents disponibles mais qui ne sont pas identifiés par un cursus professionnel très balisé. Une embauche est nécessairement une prise de risque, et il faudrait que les entreprises prennent plus de risques de ce point de vue-là.

Ce qui est vrai pour les jeunes est vrai aussi pour les populations issues de l'immigration. On constate qu'à diplôme égal, les jeunes dont les parents sont étrangers ont beaucoup moins de chances d'accéder à un emploi, en particulier à un emploi qualifié. On recueille des témoignages de jeunes qui partent en Angleterre ou dans les Emirats arabes unis parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi satisfaisant en France malgré des DESS ou des diplômes d'ingénieur. Il faut donc agir vite et fortement en la matière, car non seulement on se prive de talents, mais en plus, on alimente un climat social très difficile.

En particulier on peut jouer à la fois sur les incitations, avec des politiques géographiquement ciblées, notamment en faveur des zones urbaines sensibles, mais aussi jouer sur le registre du symbolique. Par exemple, le ministère du travail pourrait publier chaque mois, outre le chiffre du chômage des jeunes, des femmes, par catégorie, les statistiques des populations dont les parents sont d'origine étrangère, pour montrer le différentiel qui existe entre les diverses catégories de résidents français. Ce serait une prise de conscience de l'ampleur du problème des discriminations. On peut espérer qu'il existe beaucoup de personnes qui seraient alors sensibilisées à cette problématique et qui pourraient tenter d'agir à leur niveau.

greengluon : Que pensez-vous d'une relance européenne par un investissement massif dans des grands programmes d'infrastructures et développement de nouvelles filières industrielles, par exemple dans les green technologies ?

Etienne Wasmer : Il y a deux choses : la première : des relances globales ont-elles un effet de type keynésien sur l'activité économique ? Ce qui est intéressant dans la période actuelle, c'est que compte tenu de l'ampleur du plan de relance américain, on va pouvoir trancher sur cette vieille question : le multiplicateur keynésien (1 euro dépensé conduit-il à plus de 1 euro d'activité, par exemple 2 ou 3 ?) est-il important, ou, comme le prétendent certains économistes plus libéraux, proche de 1, voire inférieur à 1 ?

Différentes études contradictoires existent sur cette question, et le plan de relance américain, de ce point de vue, sera un révélateur très intéressant d'un point de vue intellectuel. En ce qui concerne les relances ciblées, tout ce qui porte sur les secteurs potentiellement en extension est évidemment souhaitable. La seule limite que j'y vois est qu'il faut que cette relance ait lieu le plus rapidement possible. On est dans une phase de récession très dure, et si on investit dans des projets qui ne produiront leurs effets que dans deux ans, 1) on n'atténue pas la difficulté temporaire, et 2) on peut, en plus, être à contretemps si la reprise revenait d'ici un an ou deux.

cerrumios : Quelles sont les perspectives de travail en France ? Vers quels types de travail tend-on ?

Etienne Wasmer : On va tenter de colmater les brèches de façon sans doute dispersée et dans l'urgence, avec des politiques "passives" d'indemnisation, ce qui est soi légitime compte tenu de la dureté de la crise. Idéalement, il faudrait "activer" la lutte contre le chômage, poursuivre cette activation avec une formation professionnelle renouvelée, concurrentielle et transparente.

Il faudrait mettre en place les systèmes d'incitation comme les compléments de salaire pour les travailleurs licenciés du fait de la mondialisation ou du fait d'autres réformes structurelles. Enfin, il faudrait jouer sur d'autres dimensions comme le secteur du logement ou les politiques de concurrence. Cela passe aussi, au-delà des simples mécanismes économiques, par un vrai choc culturel concernant la façon d'appréhender les relations du travail ou les pratiques de concurrence elles-mêmes.

Le réchauffement menace 100 millions de personnes vivant de la mer en Asie, selon le WWF (14.05)

AP - 13.05 Quelque 100 millions de personnes risquent de perdre leurs moyens de subsistance si des mesures draconiennes ne sont pas prises pour protéger les récifs coralliens d'Asie du Sud-est menacés par le réchauffement climatique, avertit un rapport du Fonds mondial pour la nature (WWF) présenté mercredi à la Conférence mondiale sur les océans, organisée en Indonésie.

Sans une réduction de 25% à 40% des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2020, la hausse des températures des océans pourrait faire disparaître de vastes écosystèmes marins et la moitié des poissons qui y vivent, selon le WWF. Et 100 millions de personnes qui gagnent leur vie grâce à la mer pourraient être contraintes de quitter les côtes inondées pour trouver de nouveaux emplois.

Le rapport de 220 pages du WWF, qui cite 300 études scientifiques publiées et 20 experts du changement climatique, appelle à agir de manière décisive "immédiatement" sans quoi "une crise majeure va se développer". "Des centaines de milliers d'espèces uniques, des communautés et des sociétés entières sont menacées", ajoute le document présenté dans le cadre de la Conférence mondiale sur les océans (WOC) qui se tient à Manado (Indonésie).

Les experts avertissent depuis longtemps que le réchauffement de la planète risque d'entraîner une hausse du niveau des océans synonyme de disparition de communautés insulaires et d'écosystèmes côtiers. Davantage de dioxyde de carbone signifie également des océans plus acides, entraînant l'érosion des coquillages, le blanchiment du corail et la mort d'autres espèces marines.

En plus de la menace climatique, les systèmes marins sont affectés par la pollution, la baisse de la qualité des eaux, la surpêche et des techniques de pêche destructrices. Mais de nombreuses questions demeurent sur les océans, qui peuvent également jouer un rôle important dans l'absorption du CO2. "Nous cherchons à promouvoir une meilleure compréhension du rôle des océans dans le système climatique", souligne Mary Glackin, sous-secrétaire adjointe américaine pour les océans et l'atmosphère.

Le "Triangle du Corail", qui couvre l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon et le Timor oriental, représente un tiers des récifs coralliens de la planète et 35% des espèces de poissons vivant dans ce type d'habitat.

Les poissons qui vivent dans les récifs coralliens, les mangroves et zones plantées d'algues en Asie du Sud-Est génèrent trois milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) de revenus annuels via la pêche, contribuent à la protection des côtes contre les grandes vagues et assurent la sécurité alimentaire de millions de personnes.

L'Indonésie, plus grand archipel de la planète, a lancé officiellement un nouveau parc marin protégé doté d'un écosystème à la diversité unique. La zone, de la taille des Pays-Bas, constitue une route migratoire majeure et abrite 14 espèces de baleines ainsi que des dauphins, des dugongs, des raies mantas et des tortues de mer. Elle compte également une forte concentration de coraux, poissons, crustacés, mollusques et plantes.

"S'il est bien géré, ce parc a la capacité de supporter des pêcheries durables et d'assurer la sécurité alimentaire" de deux millions de personnes dans la région, estime le ministre indonésien de la Mer et de la Pêche, Freddy Numberi.

Une génération engagée (16.05)

Lexpress.fr - 15.05

Quel est le profil du citoyen engagé?

Parmi les 30-45 ans ils sont 24,3% à faire preuve d'un "engagement citoyen". Dans cette proportion, on compte 27% d'hommes contre 21% de femmes.

Les employés et les ouvriers sont les plus actifs avec 49,9%.

Les plus actifs se trouvent principalement dans les villes de moins de 5000 habitants, avec 28% des 30-45 ans investis dans une action citoyenne.

Quelles sont les différentes formes d'engagement?

L'engagement sportif prédomine (32,7% des sondés). Il est principalement plébiscité par les hommes (8,9%).

Au sport succède l'humanitaire (21,9%), puis le syndicalisme (17,3%).

Quels sont les domaines de prédilection des 30-45 ans?

"L'aide aux jeunes", "à l'enfance maltraitée ou en danger" arrive en tête avec 95% de sensibilité. Viennent ensuite "la défense de la nature et la protection de l'environnement" (93% de sensibilité) et "l'aide aux handicapés" .

Par ailleurs, on constate une baisse de la sensibilité concernant l'engagement pour les "conditions de vie dans son quartier" et "l'engagement politique ou syndical".

Quelles actions jugent-ils les plus efficaces pour faire progresser une cause?

En premier lieu, "donner de son temps" (42%). Ensuite, le fait d'"adhérer à une association du type ONG" (35%).

Les Français se sont-ils mobilisés au cours de l'année?

Ils ont, dans l'ordre d'importance, "acheté des produits plus chers pour en reverser une partie à une cause", "fait un don en argent", "signé une pétition".

Sondage: 52% des Français ont une mauvaise opinion des maisons de retraite (21.05)

AP - 21.05 Plus d'un Français sur deux (52%) a une mauvaise opinion des maisons de retraite et 79% estiment qu'on y place ses parents ou grands-parents à contrecœur, selon un sondage TNS-Sofres pour la Fédération hospitalière de France (FHF), publié mercredi dans "Le Parisien/Aujourd'hui en France".

Quarante-deux pour cent des sondés ont une mauvaise opinion des maisons de retraite, soit trois points de plus que le baromètre réalisé en avril 2007, mais +13 par rapport à avril 2004. Ils sont 10% à avoir une très mauvaise opinion. Ils ne sont que 38% à avoir une bonne opinion (-13 points par rapport à avril 2004) et 1% une très bonne opinion.

Si 79% des Français jugent qu'on y met ses parents ou grands-parents à contrecœur, 46% pensent qu'elles n'y sont pas maltraitées (contre 40% qui avancent qu'elles y sont maltraitées).

Globalement, 97% des personnes interrogées trouvent que cela coûte cher d'aller en maison de retraite, 88% qu'il n'y a pas suffisamment

de places disponibles, 82% que les personnes âgées ne souhaitent pas aller en maison de retraite.

Découverte d'un fossile de 47 millions d'années: nos origines mieux comprises (21.05)

AP - 21.05 Une nouvelle étape peut-être franchie dans la connaissance de nos origines: le squelette quasi-complet et remarquablement conservé d'un petit animal âgé de quelque 47 millions d'années, qui vient d'être présenté à New York, pourrait être l'ancêtre commun de l'homme et du singe.

Les experts se félicitent de cette contribution majeure au débat scientifique sur l'évolution, mais reconnaissent être encore très loin de résoudre l'énigme de nos origines.

Environ de la taille d'un petit chat, ce fossile a été découvert en 1983 près de Francfort (Allemagne). "Ida", comme l'ont surnommé les chercheurs, possède quatre jambes et une longue queue. Si personne ne prétend qu'il s'agit de l'ancêtre direct des singes et des hommes, cet animal aux allures de lémurien laisse imaginer l'aspect qu'a pu avoir notre très lointain ancêtre, comme l'ont expliqué les scientifiques à la presse.

D'un point de vue généalogique, l'animal serait "l'ancêtre d'une de nos tantes", a résumé Jens Franzen, paléontologue à l'Institut de recherche Senckenberg de Francfort. Jamais un fossile de primate n'avait été aussi bien conservé, a ajouté Jorn Hurum, du Muséum d'histoire naturelle de l'université d'Oslo (Norvège), lors de la présentation à New York du spécimen.

Le primate femelle est complet à 95%, y compris les première phalanges et les ongles, et seule la partie inférieure d'une des jambes manque, a encore précisé Jorn Hurum. L'intérieur du corps est extraordinairement bien conservé: on y trouve le contenu de l'intestin, des fruits et des feuilles, dernier repas pris par l'animal dans la forêt tropicale environnante.

Des experts extérieurs à ces travaux ont jugé la découverte exceptionnellement complète, du fait des détails qu'elle fournit sur le contenu de l'intestin notamment. Mais ils s'interrogent sur l'éventuelle parenté entre l'animal et les ancêtres du singe et de l'homme, une hypothèse avancée par les chercheurs.

"En fait, je ne crois pas qu'il soit très proche de l'ancêtre commun aux singes, aux grands singes et aux hommes", a déclaré K. Christopher Beard, du Muséum d'histoire naturelle Carnegie de Pittsburgh (Pennsylvanie). "Je dirais qu'il est à peu près aussi loin qu'on peut l'être de cette lignée, tout en étant un primate. Plutôt que l'ancêtre d'une tante, je dirais que c'est un troisième cousin", explique-t-il. "Il ressemble donc probablement aux animaux ancestraux d'une façon très périphérique."

Christopher Beard rappelle que les scientifiques disposent déjà d'un fossile du même âge et ayant vécu en Chine. Cet animal, largement reconnu comme provenant de la lignée commune aux singes et aux hommes, était toutefois plus petit que le nouveau et s'alimentait autrement. "Ce sont deux animaux totalement différents", dit-il.

Pour John Fleagle, chercheur à l'université publique de New York, l'analyse des paléontologues ne fournit qu'"un lien vraiment faible" entre le nouveau fossile et des primates plus développés, les anthropoïdes, notamment les singes et les hommes.

"Très franchement, ça ne nous dit pas grand chose sur les origines des anthropoïdes", note-t-il.

Saluant un travail scientifique "extraordinaire", John Fleagle reconnaît cependant que "ce spécimen recèle sûrement plus d'informations que n'importe quel autre fossile de primate jamais découvert".

L'animal est un jeune femelle, morte à 9 ou 10 mois, selon les scientifiques. "Elle raconte tant d'histoires. Les recherches ne font que commencer", a observé Jorn Hurum.

Le fossile, trouvé voilà 26 ans dans une mine à environ 40km au sud-est de Francfort, a été baptisé "Ida", prénom de la fille de Jorn Hurum, âgée alors de 6 ans. Son nom scientifique est "Darwinus masillae", du nom de Charles Darwin, père de la doctrine évolutionniste, et de la région où il a été trouvé.

"Ida", dénichée par un collectionneur privé, était restée aux mains de personnes privées jusqu'à ce que le muséum de Jorn Hurum en fasse l'acquisition en 2007. Le fossile a été présenté mercredi au Muséum d'histoire naturelle de New York, qui présentera un moule de l'animal dans une nouvelle exposition sur les mammifères.

« Le sous-travail, un fléau qui gangrène la société française » (22.05)

Les Echos - 20.05 François Dupuy est consultant pour de nombreuses grandes entreprises françaises. Après « La Fatigue des élites » publié en 2005, il prépare un ouvrage pour la rentrée prochaine qui révèle un autre danger qui guette notre économie : ce qu'il appelle le sous-travail.

Vous tirez aujourd'hui la sonnette d'alarme sur un phénomène que vous avez remarqué au cours de vos nombreuses enquêtes dans les entreprises, un phénomène dont on ne parle jamais.

Il s'agit du sous-travail généralisé. Il se développe de façon endémique dans notre pays. Entendons-nous bien : je ne parle pas ici des 35 heures qui sont la durée légale du travail. Je ne parle pas non plus des temps de travail fractionnés que l'on impose par exemple aux caissières d'hypermarché, ce que j'appelle le sous-travail subi. Non, la tendance que j'évoque est plus diffuse. Elle se traduit par le fait que certains salariés travaillent à peine le quart de la durée légale du travail. Voire moins dans certaines entreprises que j'ai observées.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?

Dans une usine d'une grande entreprise industrielle française dont je tais volontairement le nom, le poste de travail est d'une durée de 7 h 38. Sur ce total, l'engagement de l'ouvrier, c'est-à-dire le temps réel qu'il a passé à travailler, a été mesuré à 4 h 20. La différence ? Les pauses, les conversations avec des collègues, les congés maladie qui sont aujourd'hui considérés comme un dû dans certaines entreprises. Le sous-travail, c'est tout cela. Je pourrais multiplier les exemples. Avec un constat : loin d'être cantonné, comme on le pensait, à l'administration publique, le sous-travail touche tout aussi bien les entreprises privées.

Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Essentiellement par l'histoire. De la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au deuxième choc pétrolier, il était difficile de trouver une voiture ou de se faire installer le téléphone. Les produits étaient rares. Conséquence : le producteur était en mesure d'imposer son prix au client. Du coup, l'actionnaire, étatique ou privé, pouvait se permettre de laisser filer les conditions de travail puisque le surcoût était supporté in fine par le client. De ce point de vue, actionnaires et salariés étaient alors alliés. Puis il y a eu les chocs pétroliers et l'ouverture des marchés. La concurrence a poussé l'actionnaire à faire alliance cette fois avec le client. Les entreprises se sont alors efforcées de récupérer tous les avantages donnés aux salariés sous la période précédente afin de diminuer les coûts. Beaucoup d'entreprises, notamment celles qui sont issues ou sont encore dans la sphère publique, restent touchées par le phénomène du sous-travail. Il faut parfois un choc pour arriver à y échapper, comme par exemple la menace d'une faillite. C'est ce qui s'est passé par exemple chez Renault sous la présidence de Georges Besse ou à Air France sous la direction de Christian Blanc. D'une manière générale, les entreprises qui ont adopté un mode de production transversal, ce que l'on appelle le mode projet, ont fait diminuer le sous-travail. Dans ce type d'organisation, le contrôle social des uns sur les autres est fort, donc dissuasif.

Pourquoi est-il si rarement évoqué ?

Il a tendance à faire sourire. Il se niche dans une zone grise, il est diffus. Et il est beaucoup plus facile de dénoncer les rémunérations de quelques PDG ! En France, nous avons l'indignation sélective...

Peut-on mesurer l'impact du sous-travail sur notre économie ?

Il n'existe pas de statistiques. Mais ce qui est sûr, c'est que le sous-travail corrode la société en profondeur. Commençons par le secteur public. Il y a dix ans, l'Inspection générale des finances avait calculé dans un rapport que le coût de la collecte de l'impôt était en France trois fois plus élevé que dans d'autres pays comme la Suède ou l'Espagne. Or l'efficacité d'une administration fiscale devrait se mesurer par sa capacité à accroître aussi peu que possible la masse d'impôts à collecter par le coût de cette collecte ! Cet écart de un à trois est colossal. Jusqu'à ce rapport, le coût du sous-travail et de la sous-organisation n'avaient jamais été évalués. Si on pouvait faire le calcul à l'échelle de tout le secteur public, on arriverait à un chiffre effroyable ! C'est ce que j'appelle le « surcoût du service pauvre » : l'administration délivre un service pauvre à un prix très élevé.

Comment réagit l'Etat ?

Les dirigeants se rendent bien compte que ça ne peut plus durer. Ils pratiquent donc une politique de rapine, en reculant un peu l'âge de la retraite, en supprimant quelques postes par-ci par-là. Ils exaspèrent ainsi la méfiance du corps administratif qui se braque au moindre mouvement. C'est un vrai cercle vicieux. Un cercle renforcé par l'extraordinaire égoïsme des syndicats de fonctionnaires, décidés à ne rien lâcher. Se développent alors des mentalités de forteresse assiégée. On se croirait à Fort Alamo ! C'est frappant par exemple chez les enseignants, selon lesquels il ne faudrait surtout rien changer. Dans l'université, des gens qui savent qu'ils ne travaillent pas assez se crispent au moindre signe de changement. Mon maître Michel Crozier disait déjà que l'Education nationale est un problème beaucoup trop important pour qu'on s'y attaque...

Et dans les entreprises, comment s'exerce cette corrosion du sous-travail ?

Certaines entreprises ont réussi à reprendre la situation en main. Et heureusement : elles se sont ainsi sauvées - je parlais tout à l'heure d'Air France ou de Renault. Avec une volonté de fer, certains patrons ont réussi à bâtir de grands groupes mondiaux, comme Saint-Gobain, Total, Lafarge ou L'Oréal. D'autres ont échoué. Pour survivre, elles ont développé des stratégies alternatives. D'abord le recours aux intérimaires, qui eux travaillent à fond. Dans l'une des entreprises où j'ai enquêté, j'ai pu mesurer une productivité des intérimaires supérieure de 40 % à celle des salariés maison occupant le même poste ! Autrement dit, les salariés de l'entreprise peuvent d'autant plus sous-travailler qu'il y a des esclaves pour faire le boulot. Les intérimaires acceptent ça parce qu'on leur agite sous le nez la carotte de la titularisation : si vous travaillez bien, vous serez embauché et vous pourrez à votre tour souffler.

Et au-delà des intérimaires ?

C'est ici que le sous-travail devient le plus corrosif. Car les entreprises s'efforcent alors de réduire leur dépendance au travail. Elles le font en délocalisant. L'objectif premier de nombreuses délocalisations n'est pas de faire travailler des gens moins payés... mais de faire travailler des gens ! Pour cette seule raison, une grande entreprise industrielle envisage ainsi de réduire ses effectifs dans ses usines en France... de 85 %. L'autre moyen de réduire la dépendance au travail, c'est l'informatisation et la mécanisation. Dans la logistique par exemple, les entreprises réfléchissent à remplacer les hommes par des robots dans les entrepôts. Le sous-travail tue le travail. Pire encore : le sous-travail permet à une génération de vivre confortablement en tuant le travail pour la génération suivante.

Là encore, est-ce une spécificité française ?

Les Etats-Unis sont capables de créer une multitude d'emplois qu'on ne cherche pas à supprimer pour mécaniser l'activité. Il y a là-bas une confiance dans le travail. En France, le rêve, c'est une rame de métro sans conducteur...

Ce sous-travail est-il aussi à l'oeuvre dans les PME ?

Dans une bien moindre mesure. Pour une raison toute simple : dans un univers moins grand, où le contrôle social est plus fort, il est difficilement acceptable que l'un travaille beaucoup moins que l'autre.

Comment vaincre ce que vous considérez comme un fléau ?

Pour faire bouger les choses, il faut une crise majeure, comme celle que nous vivons aujourd'hui. Hélas, cette crise ne fera bouger les lignes que dans le secteur marchand. Dans tous les secteurs où n'existe aucune menace sur l'emploi, on continue à vivre dans une tour d'ivoire. Les syndicats ont ici une responsabilité historique. A court terme, ils exercent une action salutaire dans la crise, en s'efforçant d'endiguer la colère sociale. Mais à long terme, ils ont une lourde responsabilité dans le maintien du statu quo et la perpétuation d'inégalités de toutes sortes.

Dans le secteur public, quels sont les leviers d'action, pour casser le cercle vicieux du non-travail ?

En France, la réforme de l'Etat n'a jamais été menée à son terme. Au point où nous en sommes aujourd'hui, je ne vois plus qu'une solution : il faut une nuit du 4 août. Abolition du statut général de la fonction publique ! Avec tout ce qu'il implique : emploi à vie, augmentations à l'ancienneté, etc. Bien sûr, cela paraissait impossible. Mais encore début 1989, il paraissait impossible que le mur de Berlin puisse un jour s'effondrer ! Une fois le statut aboli, il deviendrait possible de rebâtir une autre organisation où la logique de la nécessité l'emporte sur la logique de l'envie. Alain Juppé expliquait qu'il serait temps d'adapter l'horaire des policiers à celui des délinquants... C'est exactement cela qui est en jeu. La nécessité permettrait de redonner du sens, de donner du pouvoir au premier niveau d'encadrement, de gérer enfin les ressources humaines, d'avoir des promotions au mérite et non plus à l'âge. Faut-il le rappeler ? Le travail, c'est d'abord une logique de la nécessité.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANIEL FORTIN ET JEAN-MARC VITTORI, Les Echos

Commentaire : quelle ordure, à frémir !

Augmentation des fugues, disparitions d'enfants et enlèvements (26.05)

Reuters et Lepoint.fr - 25.05 Fugues, disparitions de mineurs et enlèvements parentaux sont en hausse en France, ont annoncé les autorités lundi, jour de la mise en service d'un numéro d'aide pour les parents, le 116.000. Le nombre de disparitions classées comme inquiétantes par la police, susceptibles d'être criminelles ou mettant en danger la vie de la victime a franchi pour la première fois, toutes catégories confondues, la barre des 10.000 (10.846) l'année dernière, a déclaré le policier Frédéric Malon à la presse. Cinq cents mineurs

ont disparu de cette manière, dont 304 dans des cas où des crimes sont soupçonnés.

La plupart des affaires, 247, ayant été résolues, 77 enfants figuraient toujours à ce titre dans le Fichier des personnes recherchées le 1er janvier dernier, compte tenu des cas en souffrance des autres années, a-t-il dit.

Le phénomène des fugues, 47.062 en 2008, connaît aussi une forte hausse de 5% par rapport à l'année précédente, 30% par rapport à 1998, selon la même source. Dans ce cas de figure, la quasi-totalité des enfants sont retrouvés mais les fugues peuvent durer plusieurs années, a précisé le policier, et 8.700 sont toujours recherchés. Trois quarts des fugueurs ont entre 15 et 18 ans. Selon une étude de l'association SOS-Enfants disparus publiée lundi, les premiers motifs de la fugue sont l'escapade amoureuse (22 %) et un mauvais climat familial (21 %).

Enlèvement parentaux en hausse

Le numéro d'appel 116.000 pour les parents a été mis en service pour apporter une aide "morale, juridique, psychologique et sociale" aux parents d'enfants disparus, a dit Arnaud Gruselle, président de la Fondation pour l'enfance, qui gère le service. Cette mesure concrétise un engagement annoncé en janvier 2007. Le numéro, déjà opérationnel dans huit pays européens selon l'association Child Focus (Belgique, Grèce, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie et Slovaquie), doit à terme être le même sur tout le continent européen.

La France assure qu'elle s'emploie à répondre au phénomène des disparitions d'enfants. Concernant l'aspect criminel, l'Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP) a été créé il y a quelques années. Ce service est dédié notamment aux crimes en série, un phénomène longtemps négligé voire ignoré en France mais mis en lumière par plusieurs affaires retentissantes, comme celle visant le couple Michel Fourniret-Monique Olivier, qui a tué des fillettes entre 1987 et 2003 avant d'être arrêté.

Ses moyens restent limités avec 60 fonctionnaires et sa saisine avec les services locaux de police n'est opérée que si "elle peut apporter une plus-value, en terme d'expérience, de coordination et de rapprochement avec d'autres affaires", a dit Frédéric Malon, qui dirige l'OCRVP. Le phénomène des enfants enlevés par un de leurs parents après des séparations est aussi en augmentation, à la fois une mondialisation et une radicalisation, selon Mahrez Abassi, du ministère français des Affaires étrangères.

Il y a eu 360 cas en 2008, un chiffre en hausse de 9% par rapport à 2007. "L'enfant est au carrefour des cultures", a dit ce fonctionnaire. La France tente de persuader tous les Etats de signer la convention de La Haye, qui vise à donner un cadre aux échanges entre Etats sur ces problèmes. Le suivi des affaires est difficile. "Les parents n'hésitent plus à utiliser les moyens les plus extrêmes, comme l'emploi de milices, le changement de nom de l'enfant" explique Mahrez Abassi. La France est autant concernée par des enfants enlevés chez elle que par des parents "kidnappeurs" qui y résident. Tous les pays sont concernés dans le monde, avec par exemple 26 cas d'enfants enlevés par un parent japonais et emmenés en Orient, qui sont traités actuellement par le Quai d'Orsay.

Climat: les gaz contenus dans le permafrost sont "une bombe à retardement", selon une étude (28.05)

AP - 27.05 La fonte du permafrost (sols perpétuellement gelés) de l'Arctique sera plus lente que prévue. Mais, même s'il prend plus de temps, le processus finira par libérer d'importantes quantités de carbone dans l'atmosphère qui aggraveront le réchauffement climatique, selon une nouvelle étude.

D'après ces travaux portant sur les sols gelés d'Alaska et publiés jeudi dans la revue scientifique "Nature", les émissions de gaz à effet de serre entraînées par la fonte du permafrost sont un temps absorbées par plusieurs nouvelles plantes apparues dans la région grâce au réchauffement de l'Arctique.

Mais cet effet ne dure pas éternellement et, après 15 à 50 ans, ces plantes "ne peuvent plus tenir la cadence" et sont débordées, explique Ted Schuur professeur d'écologie à l'université de Floride et principal auteur de l'étude.

A ce stade du processus, un milliard de tonnes de carbone par an peuvent alors être libérées dans l'atmosphère déjà en réchauffement sous l'effet des émissions de dioxyde de carbone des centrales électriques, des automobiles et, de manière générale, des activités industrielles humaines, selon Ted Schuur.

Un phénomène qui contribue au réchauffement climatique dans des proportions égales à celles de la déforestation des zones tropicales, estime-t-il. "J'appelle ça une bombe à retardement lente", souligne le professeur Schuur.

Pire, la grande partie du gaz bloqué dans le permafrost de l'Arctique est du méthane, plus de 20 fois plus virulent que le dioxyde de carbone (CO2).

Les scientifiques soulignent le caractère vicieux du cycle. Alors que le monde se réchauffe, une plus grande partie du permafrost fond, et des quantités plus importantes de gaz à effet de serre sont donc émises, contribuant ainsi d'autant plus au réchauffement.

Sur le long terme, cette étude "plutôt que de les apaiser, renforce les craintes" sur les effets des gaz bloqués dans les permafrost, confie le professeur Chris Field, de l'université américaine de Stanford, qui n'a pas pris part à ces travaux.

Le réchauffement climatique ferait 300.000 victimes par an (30.05)

AFP - 29.05 Le réchauffement climatique est responsable de 300.000 morts par an et coûte 125 milliards de dollars (90 milliards d'euros) chaque année, selon un rapport publié vendredi par le Forum humanitaire mondial, présidé par l'ex-secrétaire général de l'Onu Kofi Annan.

Cette étude, qui se présente comme la première à avoir mesuré l'impact mondial du changement climatique, souligne que ce sont les 325 millions de personnes les plus pauvres de la planète qui sont le plus affectées.

Elle relève notamment les difficultés du Bangladesh, où des millions de personnes doivent affronter régulièrement des inondations et des cyclones, de l'Ouganda, où les agriculteurs souffrent de la sécheresse et de certaines îles des Caraïbes et du Pacifique menacées de disparition à cause de l'élévation du niveau de la mer.

Or les 50 pays les moins avancés contribuent à moins d'un pour cent des émissions mondiales de CO2, relève le rapport.

L'ex-secrétaire général de l'Onu Kofi Annan a souligné à l'occasion du lancement du rapport à Londres que celui-ci démontrait la nécessité d'un "accord post-Kyoto courageux pour protéger le monde" lors de négociations clefs à Copenhague en décembre.

"L'alternative est une famine de masse, une migration de masse, des maladies de masse, et des morts en masse", a averti Kofi Annan lors d'une conférence de presse à Londres.

"Si les responsables politiques ne peuvent pas prendre leurs responsabilités à Copenhague, ils feront le choix de faillir (à leurs obligations envers) l'humanité", a estimé le Forum, basé à Genève.

Le réchauffement climatique est "la plus grande crise humanitaire en puissance de notre temps" a-t-il insisté.

Selon ce rapport, vers 2030, les morts dues au réchauffement atteindront près d'un million par an et le coût montera à 300 milliards de dollars.

L'étude appelle les pays développés, où 99% des victimes sont recensées, à multiplier "par un facteur cent" leurs efforts pour s'adapter au changement climatique.

La majorité des morts est due à la dégradation progressive de l'environnement qui cause des problèmes comme la malnutrition plutôt qu'aux catastrophes naturelles, selon l'étude.

Le Forum humanitaire mondial a été créé en 2007 et est dirigé par Kofi Annan. Ce rapport est aussi soutenu par l'ONG britannique Oxfam.

La peur de la pauvreté, angoisse majeure des Français (03.06)

Libération.fr - 02.06 C'est un constat qui en dit long sur les inquiétudes des Français à l'heure de l'entrée en vigueur du RSA (lire ci-contre) : 86 % d'entre eux ont peur de la pauvreté, et 13 % avouent frémir à l'idée de se retrouver directement SDF. Ce sont les chiffres les plus éloquentes d'un rapport remis récemment à Christine Boutin, la ministre du Logement, par Julien Damon, professeur associé à Sciences-Po.

Il y compare le traitement français du «sans-abrisme» à ceux des autres membres de l'UE, grâce aux recoupements de plusieurs indicateurs des années 2005, 2006 et 2007. L'occasion de rappeler des statistiques méconnues et de réfléchir à la manière d'optimiser le système d'intégration français en s'inspirant des dispositifs de ses voisins.

L'Europe est le continent dans lequel le nombre de sans-abri augmente le moins rapidement au monde. Pas une surprise en soi, à ceci prêt qu'en période de crise il est aisé de sombrer dans le pessimisme. En France, la question des sans-abri colporte souvent son lot de clichés ou d'idées réactionnaires du genre : «Sans-abri égale alcoolique». Justement, le rapport tord le cou à ces idées reçues : 82 % des Français

considèrent la question de l'emploi comme cause principale de l'absence de domicile fixe.

Fainéantise. Vient ensuite le logement avec 40 % des réponses. Alors que seuls 22 % des Français considèrent l'addiction comme cause principale d'entrée dans la misère contre... 82 % des Suédois. Et seulement 14 % des Français estiment que la pauvreté est due à la fainéantise ou au manque de volonté. Enfin, ils semblent être les plus généreux puisque 40 % déclarent faire des dons aux personnes à la rue.

Si la France est le pays d'Europe qui alloue le plus de dépenses à la question des SDF, cela n'empêche pas les citoyens de craindre la descente aux enfers. Et la question du logement est centrale : 70 % des personnes sondées angoissent en imaginant la quête d'un hébergement dans vingt ans. Seuls 58 % des Français sont propriétaires de leur logement contre 83 % des Espagnols. Ce qui place l'Hexagone au 21^e rang dans l'Union européenne.

Malgré l'importante somme consacrée à la lutte contre le sans-abrisme, la performance du système français de protection sociale ne permet de réduire que de moitié le taux de pauvreté. Un début d'explication ? Une demande d'asile toujours plus forte, puisque l'Hexagone est le pays le plus sollicité d'Europe derrière le Royaume-Uni par les demandeurs (27 000 en 2006). Parmi les bénéficiaires (actuels ou potentiels) des services aux sans-abri se trouvent des demandeurs toujours en attente d'une décision, mais aussi des déboutés qui viennent grossir les rangs des sans-papiers. Un nombre pouvant encore augmenter en raison des aléas géopolitiques. Les demandes d'asiles avaient par exemple explosé au sein de l'Union européenne à la fin des années 90 en raison du conflit armé en ex-Yougoslavie.

Selon Julien Damon, les sociétés qui ont les meilleurs résultats dans l'intégration des SDF sont celles qui se fixent des objectifs chiffrés. En France, cette révolution serait utile, selon le chercheur, pour l'évaluation, la bonne orientation des dispositifs, et la clarification de la stratégie à adopter. Autres pistes à explorer, la rationalisation de l'offre sur trois types d'hébergement : l'urgence, les centres d'hébergement et de réinsertion sociale, ainsi que les résidences alternatives.

Recueil mobile. Enfin, le chercheur suggère de réorienter le 115 et le Samu social. La France est le seul pays à avoir tant investi dans un système téléphonique et un dispositif de recueil mobile dédiés aux sans-abri. Tous ces moyens pourraient être revus dans la perspective, pour le 115, d'une simple information sur les droits et, pour le Samu social, des seules maraudes.

Selon le rapport, la dispersion actuelle des responsabilités et des moyens entre la préfecture de police, la ville et le Samu social est contre-productive et s'avère coûteuse. Il importe qu'une de ces instances se voie confier la responsabilité de l'ensemble des services financés sur fonds publics.

Les mutuelles couvrent près de six Français sur dix (05.06)

Lepoint.fr - 04.06 Les mutuelles santé, dont la quasi-totalité sont membres de la Mutualité française, assurent la couverture complémentaire santé de près de six Français sur dix, soit près de 38 millions de personnes, et développent de plus en plus leurs propres services de soins.

Elles sont le principal acteur du secteur des complémentaires santé avec 57% du marché, suivies par les assurances privées (26% du marché) et les instituts de prévoyance (18%). Le rôle des complémentaires santé est de compléter les remboursements assurés par l'assurance maladie obligatoire.

Ces dernières années, les assurances privées ont tendance à grignoter des parts de marché (+5 points entre 2001 et 2008, selon les derniers chiffres du Fonds de financement de la Couverture maladie universelle).

Les mutuelles ont la particularité d'être à but non lucratif et de ne pas pratiquer de sélection de leurs adhérents. Au-delà de leur cœur de métier, la santé, elles proposent aussi des couvertures en matière de prévoyance, de dépendance, de retraite et de décès.

De plus en plus, elles développent un réseau de services de soins: les mutuelles membres de la Mutualité française possèdent ainsi une centaine d'établissements et services hospitaliers, une soixantaine de pharmacies, plus de 440 centres dentaires et 650 centres d'optique.

La Mutualité a créé en 2008 un fonds destiné à l'acquisition de nouveaux établissements hospitaliers en France.

Depuis 2004, les trois familles de complémentaires santé sont représentées au sein de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaires (Unocam), interlocuteur des pouvoirs publics et de l'assurance maladie.

Elles participent ainsi aux négociations conventionnelles de l'assurance maladie avec les professionnels de santé dans les secteurs où elles remboursent une part particulièrement élevée des dépenses de santé, comme l'optique ou le dentaire.

L'état "inquiétant" de la psychiatrie (05.06)

Lepoint.fr - 03.06 L'état de la psychiatrie en France est "des plus inquiétants" sous l'angle de la prise en charge des patients, estime un rapport parlementaire qui préconise l'organisation d'états généraux de la santé mentale.

Le rapport, réalisé sous l'égide de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé (Opeps), a été publié mercredi.

Selon le sénateur UMP Alain Milon, rapporteur du texte, "la psychiatrie, qui devrait être le pivot de la politique de santé mentale, est incapable d'assurer la prise en charge des patients".

Il incrimine à cet égard des politiques de prévention et d'information "presque inexistantes", une détection "souvent trop tardive", des moyens hospitaliers "insuffisants et mal articulés avec les soins de ville", des traitements "agissant plus sur les symptômes que sur leurs causes".

Il note aussi que même si les dysfonctionnements sont connus depuis longtemps, "aucune réforme profonde de l'offre de soins psychiatriques n'a été conduite en France" depuis 1960.

En 20 ans, près de 30.000 lits et places ont été supprimés en psychiatrie, ce qui a transféré aux proches la charge de l'accompagnement. En outre, la première personne vers qui se tourne quelqu'un souffrant de troubles est le médecin généraliste, estimant qu'il est le plus à même de traiter sa condition dans son ensemble et craignant aussi d'être "étiqueté comme fou". Mais le généraliste, note le rapport, est insuffisamment formé.

L'Opeps propose d'organiser des états généraux de la santé mentale qui réuniraient l'ensemble des professionnels concernés, au niveau régional puis national, et de mettre en place de façon expérimentale des groupements locaux pour la santé mentale.

Il demande de renforcer la formation des médecins généralistes en psychiatrie et les coopérations entre professionnels de santé mentale, et de former des infirmiers en psychiatrie au niveau master.

Il insiste sur la nécessité d'améliorer les traitements et de faire un effort en faveur de la recherche, la France étant "mal placée" sur le plan international, même si elle est en pointe sur certaines pathologies comme l'autisme.

Au terme des Etats généraux et des expérimentations, il suggère le dépôt d'un projet de loi sur la santé mentale pour adapter l'organisation territoriale de la psychiatrie aux besoins de la population.

Ce rapport sera suivi d'un deuxième s'intéressant aux maladies elles-mêmes et notamment à la prévention.

Selon Nicolas About, vice-président de l'OPEPS, les parlementaires espèrent ainsi "débloquer la réflexion" du gouvernement sur la loi attendue sur la santé mentale et le pousser à "avancer un peu plus vite".

Vol AF447: le syndicat ALTER appelle le personnel à refuser de voler sur des Airbus dont les pitots n'ont pas été modifiés (09.06)

AP - 08.06 Après l'accident du vol AF447 au-dessus de l'Atlantique, le syndicat de pilotes de lignes ALTER a appelé lundi le personnel navigant technique (PNT) d'Air France à "refuser tout vol" sur les Airbus A330/A340 dont au moins deux pitots, ces sondes qui mesurent la vitesse d'un avion, n'ont pas été modifiés.

"Afin qu'une catastrophe ne se reproduise pas et dans l'attente des résultats des diverses enquêtes ouvertes", ALTER invite, dans un communiqué obtenu par l'Associated Press, "le personnel navigant technique à respecter la consigne syndicale suivante: refusez tout vol sur A330/A340 n'ayant pas au moins deux sondes pitot modifiées".

Selon le syndicat, "il existe un risque réel de perte de contrôle d'un Airbus découlant de la perte des informations anémométriques (panne de deux ou trois pitots) et du contexte de travail extrêmement chargé pour l'équipage résultant de cette perte et de ses nombreuses conséquences".

Lors d'un point presse au Bourget (Seine-Saint-Denis) samedi, le Bureau d'enquêtes et d'analyse (BEA) de l'Aviation civile a confirmé avoir

relevé des "incohérences de vitesse" entre les trois sondes mesurant la vitesse de l'Airbus A330-200 d'Air France qui s'est abîmé en mer au large du Brésil avec 228 personnes à bord. Vendredi, Air France avait indiqué avoir lancé "une campagne de remplacement des pitots par de nouveaux modèles".

Or, souligne ALTER, le premier des messages automatiques envoyés par le vol AF447 avant son accident porte le code "correspondant aux pitots". "Les pitots de cet A330 n'étaient pas modifiés", en conclut-il.

L'Airbus A330-200 d'Air France a émis 24 messages d'anomalie dans les quatre dernières minutes de vol connues, signalant notamment une avarie de gouverne, la perte du pilote automatique, qui a été désengagé en raison d'"incohérences" dans les relevés de vitesse, selon le BEA, ainsi qu'une perte de pressurisation et du système électrique.

Plus de 10% des arrêts de travail seraient injustifiés (09.06)

Reuters - 08.06 Sur le 1,2 million de contrôles réalisés en 2008 sur les arrêts de travail, près de 130.000 ont reçu un avis défavorable des médecins de la Sécurité sociale, selon une enquête de La Tribune, publiée dans l'édition de mardi du quotidien économique.

Selon le journal, la progression rapide des arrêts de travail, inhabituelle en période de chômage et de chute de la masse salariale, ne s'explique pas par un relâchement de la politique de contrôle des médecins-conseils.

L'an dernier, l'assurance-maladie a réalisé plus de 285.000 contrôles pour les salariés en arrêts de courte durée, de moins de quarante-cinq jours, en ciblant les arrêts répétés et certaines pathologies comme les lombalgies ou les temps partiels thérapeutiques.

Sur ce total, les médecins-conseils ont estimé que dans environ 13 % des cas, l'arrêt était injustifié ou trop long. Soit quelque 37.000 avis médicaux défavorables.

Depuis août 2007, la Caisse nationale d'assurance maladie a par ailleurs engagé des contrôles exhaustifs pour les arrêts de travail longs de plus de quarante-cinq jours, essentiellement responsables de la hausse rapide de la courbe en 2008.

"Les médecins de la Sécu ont donc réalisé, l'an dernier, près de 1,2 million de contrôles, dont environ 11% ont donné lieu à un avis défavorable", écrit La Tribune.

Ces contrôles plus fréquents avaient largement expliqué le mouvement de reflux des arrêts de travail entre 2004 et 2006.

Aujourd'hui, ils ne sont plus suffisants pour inverser la tendance, précise le quotidien.

Air France a-t-il tardé à remplacer les sondes Pitot ? (10.06)

Libération.fr - 09.06 Plusieurs voix évoquent un problème récurrent sur les sondes de mesure de vitesse de certains appareils. L'AF447 pourrait en avoir été victime.

Des petits tubes, de la taille d'un crayon, pourraient être à l'origine de l'accident de l'AF 447, il y a neuf jours au dessus de l'Atlantique. La piste est de plus en plus évoquée, même si le Bureau d'Enquêtes et d'Analyses (BEA) considère toujours ces fameux tubes Pitot comme une hypothèse parmi d'autres.

Ainsi, «une incohérence des vitesses mesurées» a été notée, mais «cela ne veut pas dire que sans le remplacement (des sondes Pitot, NDLR), l'avion est dangereux, et qu'avec il ne l'est pas». L'empressement d'Air France à remplacer, dès aujourd'hui, au moins deux sondes sur les trois qui équipent tous les long-courriers A330/340, tend pourtant à confirmer l'hypothèse d'un dysfonctionnement sérieux.

Les tubes Pitot servent à mesurer la vitesse des appareils. Sous l'effet du givre, leur orifice peut se boucher, ce qui «fournit une information erronée et aberrante de vitesse», comme l'explique François Hamant, vice-président du syndicat Alter, premier organisme à demander à Air France leur remplacement. «Cela peut générer une demande de plein gaz, ou de tout réduit. Cette panne peut donc avoir les conséquences qu'on a vues pour le vol AF44», poursuit ce commandant de bord d'A320. Selon lui, la météo (qualifiée d'«habituelle» par des météorologues) pourrait avoir aggravé la situation.

«Méfiance» à l'égard de l'enquête officielle

Le site Internet Eurocockpit, alimenté par des pilotes qui ont choisi de rester anonymes pour ne pas se mettre en danger vis-à-vis de leur employeur, relate depuis plusieurs jours sa «méfiance» à l'égard de l'enquête officielle du BEA. Pour Eurocockpit, «les Pitot installés sur l'avion ayant effectué le vol AF447 sont d'un modèle connu pour sa sensibilité au givrage». Les messages ACARS (c'est-à-dire les messages automatiques envoyés par l'avion à Air France, et analysés quelques heures après la disparition) font même rapidement état d'un «problème sur les tubes Pitot».

Les rédacteurs du site, très sceptiques sur la perspective

«improbable que la foudre ou les turbulences (...) puissent conduire à cette série de dysfonctionnements», considèrent au contraire qu'en «perdant deux ou trois tubes Pitot, on arrive exactement au même résultat que celui décrit par les messages Acars». «Le faisceau de présomptions semble se généraliser», appuie François Hamant. S'il considère l'hypothèse «intéressante», Amien Mecifi, auteur d'un livre sur les catastrophes aériennes, souhaite la «prendre avec précaution». Pour lui, il est «très délicat d'imaginer que deux sondes Pitot sur trois puissent se boucher en même temps».

Des incidents déjà survenus

Reste que la responsabilité d'Air France dans l'accident de l'AF447 pourrait être mise en cause, en raison de précédents impliquant les sondes Pitot. En août et septembre 2008, deux vols A330 de la compagnie Air Caraïbes avaient déjà été victimes de problèmes semblables, dûs au givrage des Pitot. Suite à un rapport sur ces dysfonctionnements, les sondes de la compagnie avaient été changées, «courant septembre», selon une note de la compagnie mis en ligne sur Eurocockpit.

Une adaptation rapide dont Air France ne semble pas avoir été capable. Dès septembre 2007, le constructeur Airbus recommandait de changer les sondes de certains A320. «Recommandations» qui laissaient à l'opérateur toute latitude de l'appliquer, ou non. En ce qui concerne les A330/340, la décision de changer les sondes est prise le 27 avril dernier, comme le rappelle la compagnie quand on la sollicite. François Hamant reconnaît toutefois qu'Air France peut avoir eu des «problèmes d'approvisionnement» pour effectuer ces remplacements sur les appareils de sa flotte.

«Dilution des responsabilités»

A cinq jours de l'ouverture du salon du Bourget, l'accident de l'AF447 tombe très mal pour la compagnie. «Air France tente de jouer l'apaisement. C'est d'ailleurs vrai que ses appareils ont effectué des milliers d'heures de vol sans avoir d'accident. Mais il me semble que les retours d'expérience sur les incidents de Pitot n'ont pas été bons», explique Amine Mecifi.

«Contrairement à Air Caraïbes, on en est resté à de la légèreté, alors que cette question aurait dû être traitée d'urgence», détaille le fondateur du site securiteaerienne.com. Pour lui, Air France, comme d'autres grosses compagnies, est victime d'une «dilution des responsabilités». Mecifi, qui a travaillé avec les familles des victimes de l'accident de Charm el-Cheikh en 2004, estime que les proches des disparus de l'AF447 pourraient se retourner contre Air France, compagnie «très solvable».

Pour l'heure, cette éventualité ne serait pas encore envisagée, selon Guillaume Denois de Saint-Marc, président de l'Association française des Victimes du Terrorisme, qui a été en contact avec les proches des disparus français: «Ils ne sont pas du tout dans cette phase. Pour l'instant, ils sont encore dans le travail de deuil et de recherche des corps».

Moins de nouveaux crédits aux ménages en avril (11.06)

Reuters - 10.06 La production de crédits nouveaux aux ménages français a poursuivi sa contraction en avril, selon des chiffres de la Banque de France publiés mercredi.

Les flux cumulés sur douze mois de crédits nouveaux ont baissé à 140,9 milliards d'euros après 144,3 milliards à fin mars, soit un recul de 2,4%. Par rapport à leur niveau d'avril 2008 (196,0 milliards), la baisse atteint 28%.

La baisse touche surtout le crédit habitat, en repli de 3,2% à 89,5 milliards (-35,9% sur un an), alors que le crédit à la consommation est resté à peu près stable à 51,4 milliards (-0,8% sur un mois, -8,9% sur un an).

La baisse de la production de crédits aux sociétés non financières a ralenti à 269,9 milliards d'euros contre 270,4 milliards en mars et 277,7 milliards en février. Elle était de 317,4 milliards en mars 2008.

Les taux d'intérêt moyens ont diminué à 5,67% pour les crédits nouveaux aux ménages (contre 5,89% en mars) et à 3,74% (contre 3,93%) pour les entreprises, selon la BdF.

Quatre salariés sur dix touchés par le stress (11.06)

Lepoint.fr - 10.06 Quatre salariés sur dix se disent stressés, 60 % d'entre eux attribuant cet état exclusivement au travail et 38 % à des causes professionnelles et personnelles, selon un sondage CSA* pour l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), rendu public mercredi. Quelque 41 % des salariés français se déclarent stressés, et même 13 % très stressés, selon cette étude réalisée pour la 6e "Semaine pour la qualité de vie au travail" et présentée mercredi par Jean-Baptiste Obéniche, directeur général de l'Anact.

Parmi ceux qui se disent stressés, seuls 2 % voient uniquement des causes personnelles à leur stress et plus de la moitié des sondés stressés (54 %) estiment aussi que la crise économique contribue à leur stress. Par ailleurs, 64 % des personnes interrogées, stressées ou non, disent avoir ressenti un symptôme du stress, comme la fatigue importante, les tensions musculaires, les difficultés à ne pas penser au travail une fois rentrées à la maison ou les troubles du sommeil. Face au stress, près de la moitié (48 %) font "comme si de rien n'était". "Le stress n'est pas encore intégré comme un phénomène anormal", a souligné Jean-Baptiste Obéniche.

"L'organisation du travail" (40 %) et "les exigences personnelles" des salariés (38 %) sont les facteurs de stress les plus cités, devant "les relations avec les collègues et la hiérarchie" (31 %) et "les changements dans le travail" (31 %). Sur l'organisation du travail, 36 % invoquent d'abord la surcharge de travail, 35 % le fait de devoir mener plusieurs tâches à la fois, et 31 % le manque de temps. Parmi les "exigences personnelles", le sentiment de ne pas être rémunéré à sa juste valeur est le premier motif invoqué (43 %), devant le manque de reconnaissance (25 %) et l'inquiétude de ne pouvoir faire face aux exigences (21 %).

Le manque de soutien de la hiérarchie (33 %) et les conflits dans le travail (30 %) sont les principales causes citées par ceux qui évoquent le relationnel comme cause de stress, tandis que ceux qui évoquent "les changements dans le travail" dénoncent un manque de moyens (37 %), l'obligation de s'adapter en permanence (31 %) et les changements de rythme (23 %).

96 % des Français essaient de réduire leur consommation (13.06)

Lepoint.fr - 11.06 Plus de neuf Français sur dix (96 %) affirment effectuer au moins un geste ou une action pour réduire la consommation d'énergie de leur logement, selon un sondage TNS Sofres pour le groupe Logica publié vendredi.

Parmi ces gestes, 74 % des sondés font des économies d'électricité (utilisation des appareils ménagers pendant les heures creuses, achat d'ampoules basse consommation), 40% des économies de chauffage et 40% des économies d'eau.

En outre, sept Français sur dix "utilisent leur voiture le moins possible, prennent les transports en commun, le vélo, font du covoiturage, de la marche à pied ou se regroupent pour faire leur courses", indique cette étude.

En revanche seuls 7% des Français vont plus loin en produisant eux-mêmes de l'énergie renouvelable (pompes à chaleur, biomasse, solaire, éolien).

Par ailleurs, si une très importante majorité (95%) estime que l'environnement est aussi important ou plus important que le développement économique, ils sont rares à vouloir "en payer le prix", indique le sondage.

Ainsi pour 70% des Français interrogés, mettre en place des actions pour réduire sa consommation énergétique "coûte cher" et par conséquent, ils sont encore relativement peu nombreux à s'équiper pour permettre à leur logement de consommer moins.

Seulement 11% des personnes interrogées déclarent en effet avoir monté un dossier qui a abouti pour obtenir des crédits d'impôts dédiés au développement durable et aux économies d'énergies ou un éco-prêt.

La malnutrition touche plus d'un milliard de personnes (13.06)

Reuters - 12.06 La malnutrition a touché 105 millions de personnes supplémentaires au premier semestre 2009 du fait de la hausse des prix alimentaires, ce qui porte le total à plus d'un milliard, a annoncé vendredi la directrice du Programme alimentaire mondial (Pam), Josette Sheeran.

"Nous avons enregistré cette année en moyenne quatre millions d'affamés de plus par semaine", a-t-elle dit à Reuters en marge d'une réunion des ministres du Développement des huit pays les plus industrialisés (G8), à Rome.

"Pour les six premiers mois de l'année déjà, 105 millions de personnes sont venues s'ajouter", a poursuivi la diplomate, citant les chiffres que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) doit publier la semaine prochaine. En 2008, la FAO a évalué à 963 millions le nombre de personnes affectées par la malnutrition.

Le Pam, qui a sollicité 6,4 milliards de dollars pour leur venir en aide cette année, ne disposait à la fin de la semaine dernière que de 1,5 milliard. Faute de ressources, l'organisation a dû réduire ses distributions et a renoncé à certains de ses programmes en Afrique de l'Est et en Corée du Nord.

"Je sais qu'il s'agit d'une grosse somme mais, si on la compare aux plans de relance de l'économie, moins de 1% du total permettrait d'enrayer la crise humanitaire qui se profile et c'est aussi essentiel à la stabilité du monde", a souligné Josette Sheeran.

Violences intrafamiliales: 160.000 faits recensés en 2008, selon la police (16.06)

AP - 15.06 La police et la gendarmerie ont recensé 160.000 cas de violences intrafamiliales en 2008, dont 193 mortels, selon les chiffres de la direction centrale de la police judiciaire, dévoilés lundi aux Assises nationales de la sécurité à Paris.

Les femmes sont en première ligne, puisque 156 ont été tuées par leur compagnon ou leur ex-compagnon. Une seule a été tuée par son amante. Par ailleurs, 27 hommes ont été victimes de leur compagne ou ancienne compagne. Enfin, neuf enfants ont succombé à des violences paternelles. L'ensemble de ces meurtres représentent 16% des homicides constatés en 2008 par la police et la gendarmerie.

Les principales causes de ces violences sont "la dispute" pour les agresseurs féminins (44% des cas) et "la non acceptation de la séparation" pour les agresseurs masculins (35% des cas), selon la même source.

La tranche d'âge la plus concernée par les violences intrafamiliales est celle des 41-50 ans (28% des agresseurs et 21% des victimes). A noter que les personnes âgées ne sont pas épargnées puisque les plus de 70 ans représentent 20% des agresseurs et 18% des victimes, les plus de 80 ans 5% des agresseurs et des victimes.

Selon le bulletin de juin 2009 de l'Observatoire national de la délinquance (OND), les violences physiques dites "non crapuleuses", qui intègrent les violences intrafamiliales, sont en hausse de 5,3% au cours des 12 derniers mois.

D'après la dernière "enquête de victimation" réalisée par l'INSEE en 2007, les personnes de 18 à 60 ans victimes de violences familiales sont au nombre de 800.000 et représentent 2,3% de cette tranche d'âge.

Plus de 2% des femmes de 18 à 60 ans vivant en couple et moins de 1% des hommes déclarent avoir subi des violences physiques de la part de leur conjoint. Cette proportion est plus élevée chez les jeunes (3% des 18-24 ans), chez les chômeuses (3,8%) et les femmes de chômeurs (4,6%), selon l'enquête de l'INSEE.

Les Français dépensent moins qu'en 1960 pour s'habiller (17.06)

Le Monde - 16.06 Voici enfin une information susceptible de réchauffer le coeur des pires accros à la mode : depuis 1960, la part des dépenses consacrées aux vêtements et aux chaussures a diminué en France de plus de moitié dans le budget des ménages, selon une très sérieuse étude d'Insee Première publiée mardi 16 juin.

La part de ces dépenses dans le budget des ménages français est ainsi passée de 11,8 % en 1960 à 4,7 % en 2006. A cette date, la dépense moyenne par habitant s'élevait à 616 euros par an pour les vêtements et 135 euros pour les chaussures, soit un total de 47 milliards d'euros.

Il y a quarante-cinq ans, se vêtir correspondait "le plus souvent à un achat de première nécessité", affirme l'auteure de l'étude, Danielle Besson. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, les phénomènes de mode "ne suffisant plus à soutenir une demande de plus en plus saturée".

Les prix dans ces secteurs ont certes augmenté moins vite que l'inflation, mais le mode de distribution a été bouleversé avec l'arrivée des

hypermarchés et des grandes enseignes, tandis que les importations massives en provenance de pays à faible coût de main-d'oeuvre se sont imposées.

Ces importations, qui représentaient 2 % en 1960, ont atteint 40 % en 2006. Ce qui s'explique notamment par une forte ouverture du commerce extérieur, avec la réduction des quotas sur l'habillement et l'abaissement des droits de douane en 1986, puis par le démantèlement des quotas en 2005. Si bien que, depuis 2000, la Chine est devenue, en valeur, le premier fournisseur de vêtements en France. En 2006, elle était suivie par l'Italie, la Tunisie, le Maroc, la Turquie et l'Inde. En quarante-cinq ans, ces importations se sont substituées à la production nationale. En 1960, la valeur de la production française représentait 70 % des ventes totales d'habillement et de cuir, elle n'était plus que d'un quart en 2006.

PORTUGAIS FLAMBEURS

L'étude précise toutefois que les entreprises françaises "ont vraisemblablement eu la possibilité d'augmenter leur taux de marge" au cours de ces quarante-cinq ans, "malgré des ventes relativement peu dynamiques".

L'emploi a été fortement affecté et a reculé en moyenne de 4 % par an entre 1960 et 2000, passant de 670 000 à 140 000. Cette tendance a encore empiré depuis, avec une baisse de 8 % par an depuis 2000, pour tomber à 85 000 personnes en 2006.

L'étude de l'Insee note aussi que la baisse des prix des articles importés a "permis de contenir les prix à la consommation". Si Paris revendique toujours le titre de capitale de la mode, le consommateur français reste dans la moyenne européenne pour ses vêtements et souliers (751 euros pour une moyenne de 767 euros). Loin derrière les Italiens et les Portugais, manifestement plus flambeurs et qui semblent attacher le plus d'importance à leur apparence vestimentaire.

De plus en plus de catastrophes dans les JT (INA) (25.06)

jeanmarcmorandini.com - 24.06 Le nombre de sujets consacrés aux catastrophes, aux faits divers et aux drames, individuels ou collectifs, ne cesse d'augmenter dans les journaux télévisés des grandes chaînes, selon l'étude mensuelle de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) sur les contenus des journaux.

Selon cette étude (Ina Stat), "en 2008, près de 10% des sujets des éditions du soir de TF1, France 2, France 3, Arte, Canal+ et M6 étaient consacrés aux catastrophes et aux faits divers, soit 3.159 sujets et une moyenne de plus de huit sujets par jour".

Ce chiffre, poursuit Ina Stat, représente "bien plus que la part réservée à la politique (2.111 sujets) ou à la culture et aux loisirs (2.576 sujets)".

Les victimes, qu'il s'agisse de conflits, d'agressions, de catastrophes ou d'accidents divers, "deviennent des figures récurrentes des JT", où elles sont présentes dans 1.990 sujets en 2008, près de quatre fois plus qu'en 1995.

Alors que les catastrophes occupent une place relativement stable, les faits divers sont en augmentation régulière, passant de 630 sujets en 1999 à 1.710 en 2008, "comme si les partis pris éditoriaux des chaînes étaient de favoriser, de plus en plus, les drames personnels plutôt que les drames collectifs".

Selon le baromètre de l'Ina, des catastrophes ont été "surmédiatisées" au cours des dix dernières années, notamment l'incendie du Tunnel du Mont Blanc et la tempête en France en 1999 et début 2000, l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001, le tsunami en Asie du sud-est fin 2004 et début 2005, le cyclone Katrina en Floride en 2005. La plupart des faits divers ont été moins couverts.

Concernant 2008, les journaux ont accordé une attention particulière aux événements mettant en jeu des enfants, aux actes de piraterie en mer, tandis que les catastrophes naturelles (séismes, cyclones, éruptions volcaniques, tornades, inondations) ont été plus exposées que les catastrophes liées aux activités humaines.

Parmi les six chaînes observées, M6 se distingue en réservant 13,4% de ses sujets aux faits divers et aux catastrophes, dont 8,7% aux faits divers (contre moins de 10% à l'ensemble des sujets "faits divers" et "catastrophes" sur TF1 et France 2).

Revenu disponible des ménages français: 993 milliards d'euros en 2003, selon l'INSEE (25.06)

AP - 24.06 Le revenu disponible des ménages français a atteint 993 milliards d'euros en 2003, dont 821 milliards ont été dépensés et 172

milliards ont été épargnés -en particulier par les plus aisés-, selon une étude publiée mercredi par l'INSEE dans le cadre des comptes nationaux.

Le revenu disponible, explique l'Institut national de la statistique et des études économiques, comprend l'ensemble des revenus d'activités, des revenus du patrimoine et des prestations reçus, dont sont déduits les prélèvements sociaux et fiscaux (cotisations et impôts).

Le revenu disponible est donc ce qui reste aux ménages pour consommer et épargner. L'année de référence retenue -2003- est celle commune aux différentes enquêtes menées à des rythmes différents (annuel, ou tous les cinq ans). Les ménages ont été répartis par niveau de vie croissant en cinq groupes, représentant chacun 20%, soit cinq millions, de l'ensemble des ménages français de métropole.

Selon l'INSEE, ce sont logiquement les 20% des ménages les plus aisés qui disposent de 40% de la masse de revenu disponible. La part des revenus financiers se concentre également parmi les plus aisés, qui disposent de plus de 80% de la masse des revenus financiers. A l'inverse, le niveau de vie moyen des ménages les plus modestes est cinq fois moins élevé que celui du groupe des plus aisés.

L'ensemble des ménages a épargné en moyenne, en 2003, 17,3% du revenu disponible. Le taux d'épargne est globalement croissant avec le niveau de vie et est particulièrement élevé (environ 35%) pour les 20% les plus aisés: ils dégagent 80% de la masse totale de l'épargne des ménages en 2003.

L'épargne des ménages les plus modestes, poursuit l'INSEE "est en moyenne négative", fluctuant entre -11% et 1%. Leur consommation, en 2003, a été globalement plus élevée que les revenus perçus dans l'année. Au niveau individuel, le décalage entre revenu et consommation une année donnée peut par exemple s'expliquer par une grosse dépense à prendre en charge -coût des études, achat d'un véhicule-, une chute de revenus du fait d'une période de chômage ou d'inactivité, note l'INSEE.

Le niveau de vie croît avec l'âge, jusqu'à 60 ans, et décroît ensuite. C'est "à peu près la même chose" pour les dépenses de consommation, et seuls les personnes âgées de 70 ans et plus "se démarquent avec un niveau de consommation sensiblement plus faible".

Quant au taux d'épargne, il "croît avec l'âge". Il diminue pour la tranche d'âge 60-69 ans, mais remonte ensuite. Selon l'INSEE, cela peut traduire un souhait "d'épargne de précaution ou de transmission", mais aussi le fait que les "générations plus anciennes" ont "l'habitude de moins consommer".

Les plus jeunes, ainsi que les plus modestes, ont un taux d'épargne négatif: pour un ménage de moins de 30 ans, les revenus courants ne couvrent pas en moyenne le niveau des dépenses.

Mais les aides financières de ménage à ménage (aides des parents, pensions alimentaires) "modifient la situation", note l'INSEE. Ainsi, "pour les plus jeunes, le taux d'épargne après prise en compte des transferts n'est plus négatif", et est estimé "entre 0% et 2%".

Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord, selon l'INED (01.07)

AP - 30.06 Phénomène "inéluçtable", le vieillissement démographique mondial n'en est qu'à ses débuts dans les pays du Sud, mais il y sera plus rapide qu'au Nord, selon une étude de l'Institut national des études démographiques (INED), qui y voit à la fois une opportunité de développement économique et un défi pour les systèmes de retraite de ces pays.

Le vieillissement démographique est lié à la diminution de la fécondité et à l'allongement de la vie -dû aux progrès de l'hygiène et de la médecine, ainsi qu'au progrès économique-, "phénomènes que toutes les régions du monde ont connu ou sont en train de connaître", explique l'INED dans son bulletin mensuel d'information paraissant mercredi.

Or, "le progrès et les changements de comportement en matière de famille se sont faits avec un décalage dans le temps mais à une vitesse accélérée dans les pays du Sud par rapport aux pays du Nord, où ils ont été initiés", a expliqué à l'Associated Press Gilles Pison, auteur de l'étude.

Exemple de cette accélération du processus, le temps qu'a mis ou mettra un pays à voir sa proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus doubler. Ainsi, si ce phénomène a mis 114 ans (entre 1865 et 1979) à se réaliser en France, "premier pays à connaître le vieillissement", "il sera probablement effectué en seulement 25 ans" en Chine, selon l'INED.

Dans ce pays, la mortalité infantile a mis 40 ans pour descendre de 200 pour mille à 30 pour mille, et la fécondité est passée de 5 à 2,5 enfants par femme en 12 ans. Contre respectivement 158 et 150 ans en France.

Selon l'INED, "le même phénomène de vieillissement rapide est en germe dans l'ensemble des pays du Sud pour les mêmes raisons", et le

processus sera encore plus rapide pour certains d'entre eux. Ainsi l'Iran, "où la proportion des 65 ans ou plus devrait passer de 7% à 14% en 20 ans", ou encore le Vietnam et la Syrie, où le phénomène ne prendra que 17 ans, selon les projections de l'INED.

Même dans les pays où le vieillissement démographique n'est pas encore complètement enclenché, la chute de la fécondité a déjà entraîné une augmentation de la population d'âge actif. Si cette situation représente "une opportunité démographique que les pays du Sud doivent saisir pour se développer économiquement", l'INED y voit également un "véritable défi" pour la prise en charge de populations vieillissantes appelées à croître.

Du fait du rythme rapide du phénomène, "la solidarité familiale s'érode dans ces pays sans qu'une solidarité collective sous forme de systèmes de retraite ne soit là pour prendre le relais", explique l'INED, qui souligne la possibilité que "les adultes d'aujourd'hui ne finissent leur vie dans la misère quand ils seront âgés".

"La question d'une solidarité entre les générations à l'échelle internationale devra sans doute être posée à terme", conclut l'institut.

Les ancêtres communs de l'homme et du singe auraient vécu en Asie, suggère une nouvelle étude (03.07)

AP - 30.06 Des fossiles récemment découverts en Birmanie pourraient prouver que les ancêtres communs de l'homme et du singe ont évolué à partir de primates ayant vécu en Asie plutôt qu'en Afrique, selon une étude publiée dans la revue scientifique britannique "Proceedings of the Royal Society B".

Toutefois, d'autres scientifiques estiment que la découverte, bien qu'importante, ne mettra pas fin au débat sur l'origine des anthropoïdes, famille de primates qui comprend aussi bien des espèces disparues que l'homme moderne.

Les fragments vieux de 38 millions d'années de mâchoires et de dents trouvés en 2005 près de Bagan (centre de la Birmanie) présentent des caractéristiques typiques des primates, explique Chris Beard, paléontologue du Muséum d'histoire naturelle Carnegie à Pittsburgh et membre de l'équipe qui a mis au jour les fossiles.

"Lorsque nous les avons trouvés, nous savions que nous étions en présence d'un nouveau type de primate et en gros de quel type de primate il s'agissait", a-t-il déclaré à l'Associated Press. "Les mâchoires et les dents sont très révélatrices, presque comme des empreintes digitales pour ce type de fossiles."

M. Beard et son équipe -comprenant des chercheurs de France, Thaïlande et Birmanie- a conclu que les fossiles provenaient d'une dizaine de représentants d'une nouvelle espèce, baptisée "Ganlea megacarina", ayant appartenu à une famille de primates anthropoïdes asiatiques aujourd'hui disparue: les Amphipithecidae.

Les caractéristiques des canines suggèrent que la créature arboricole ressemblant à un singe et pourvue d'une longue queue ouvrait des fruits tropicaux avec ses dents afin d'en consommer la chair et les graines. Les singes saki qui vivent aujourd'hui dans le bassin amazonien ont un comportement similaire, observe M. Beard. "Non seulement le Ganlea ressemble à un anthropoïde, mais il se comportait comme un anthropoïde il y a 38 millions d'années en ayant cette écologie alimentaire très spécialisée", précise-t-il.

Les fossiles sont plusieurs millions d'années plus vieux que n'importe quel autre anthropoïde découvert en Afrique, mais ne sont pas les plus anciens du genre pour l'Asie. En 1994, M. Beard et des chercheurs chinois avaient découvert des os de pied fossilisés de l'anthropoïde Eosimias, l'un des primates les plus petits jamais répertoriés, qui a vécu il y a 40 à 45 millions d'années dans l'est de la Chine.

L'âge des restes du Ganlea et de l'Eosimias constituent des preuves permettant de contester la thèse selon laquelle les primates anthropoïdes ont évolué en Afrique, affirme M. Beard. "Le nouveau fossile Ganlea nous aide à affirmer, et nous pensons que le débat est vraiment proche d'être tranché maintenant, que lorsque l'on regarde aussi loin dans le temps, l'ancêtre commun des singes et de l'homme vivait en Asie et pas en Afrique", dit-il.

En mai, des chercheurs ont dévoilé le squelette quasi-intact d'un primate vieux de 47 millions d'années, découvert en Allemagne et surnommé "Ida", qui selon eux donnent un aperçu de l'aspect physique de nos lointains ancêtres. "Nous n'allons pas jusqu'à dire que le Ganlea est le chaînon manquant, mais nous savons qu'il est beaucoup plus étroitement lié à nos ancêtre qu'Ida, même si malheureusement nous n'avons pas un squelette complet comme pour Ida", précise M. Beard.

Reste que Jorn Hurrell, qui a apporté Ida au Muséum d'histoire naturelle de l'université d'Oslo, estime qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions à partir du Ganlea car on n'en possède que des restes de mâchoires et de dents. "Ces fragments sont encore trop peu nombreux", souligne-t-il. Et d'ajouter: "Le débat scientifique va se poursuivre jusqu'à ce que des squelettes plus complets comme celui d'Ida soient découverts, et cela pourrait prendre plusieurs centaines d'années."

Les marques s'adaptent à la baisse du pouvoir d'achat (11.07)

Le Monde - 10.07 Pendant des années, les fabricants de produits de grande consommation ont plutôt ciblé le haut du marché. S'appuyant sur la puissance de leurs marques, les Danone, Nestlé ou autres Unilever cherchaient ainsi à se distinguer des produits premiers prix et des marques de distributeurs, quitte à les vendre un peu plus cher. Mais, dans un contexte de recul de la consommation qui pèse sur leurs ventes, ces groupes font évoluer leur stratégie en attaquant également maintenant le "bas" du marché.

Au retour des vacances, les consommateurs découvriront par exemple, dans les rayons des magasins, une nouvelle gamme de couches Pampers, baptisée Simply Dry. L'objectif de Procter & Gamble, qui détient 40 % du marché des couches-culottes en France : proposer un paquet de 40 couches à moins de 10 euros. Voile un peu moins confortable, rapidité d'absorption moindre et limitation à trois tailles, ce produit se veut toutefois conforme aux standards de qualité de la marque.

Il y a un an, Danone a lancé le mouvement avec Ecopack, un lot de six yaourts à 1 euro, qui promet "la qualité Danone à prix mini". En deux mois et sans publicité, afin d'en réduire les coûts. Depuis, de nombreux industriels l'ont suivi, non pas en créant de nouvelles marques, mais en étendant la gamme de celles qui existaient déjà.

Unilever, lui, a choisi de réveiller de belles endormies comme les infusions et thés Elephant, qu'il positionne en dessous de Lipton.

Les industriels jouent sur les recettes, en optant pour les ingrédients plus simples et moins coûteux. Ils peuvent aussi réduire les coûts de packaging, voire même le poids d'un produit, l'option qu'a choisie Yoplait pour sa gamme "offre éco", qu'il décline avec plusieurs de ses marques.

Le principe est toujours le même : que les prix ne dépassent pas un seuil symbolique. Ainsi en juillet, le leader mondial des cosmétiques L'Oréal met sur le marché, sous la marque Garnier, des crèmes, lotions tonifiantes et démaquillants à moins de 4 euros.

Désormais, chacun tient à avoir son label "entrée de gamme". C'est le cas d'Unilever avec Persil. Au rayon alimentation, Nestlé vend le café soluble Nes, destiné aux jeunes, 30 % moins cher que le Nescafé. Même chose avec les bouillons Kub Or, dont il renouvelle les recettes et qu'il rend plus abordable que les Maggi, qui lui appartiennent aussi. Et le groupe compte élargir cette mutation à toutes ses catégories de produits d'ici à la fin de l'année.

Nestlé décline désormais aussi en France son concept PPP, pour "produits au positionnement populaire", à l'origine créé pour les pays émergents. Ses produits halal entrent dans cette catégorie. En fait, comme ses concurrents, le géant suisse opte pour le "modèle du sablier" : il mise toujours sur le haut de gamme - les capsules Nespresso, par exemple - car quand la valeur ajoutée est reconnue, même cher, le produit se vend bien. En parallèle, il développe une offre dite économique. En revanche, les industriels délaissent le moyen de gamme, que les consommateurs boudent à présent.

Si les offres économiques se généralisent, encore faut-il qu'elles trouvent leur place. "Là où nos barquettes de salade à 0,99 centime sont vendues, cela marche très bien", explique Arnaud Ginet, le directeur marketing du traiteur Pierre Martinet. Mais comme l'Ecopack de Danone qui n'a été proposé que dans 50 % des enseignes, les barquettes de Pierre Martinet n'ont trouvé leur place que dans 20 % des supermarchés. Logiquement, les distributeurs ne voient pas toujours d'un bon oeil l'arrivée de ces produits qui constituent une concurrence frontale à leurs propres marques.

Face à une chute historique des ventes des produits de grande consommation, les grandes marques n'ont plus le choix pour "relancer la machine à volume (de ventes)", selon Jean-Daniel Pick, du cabinet OC & C. D'après une récente étude de cet institut, pour la première fois en 2008, la marge opérationnelle des géants mondiaux de la grande consommation a baissé. Elle affiche un recul de 0,7 point, à 17,4 %. Et de janvier à avril, la marge opérationnelle a chuté de 8 %. Un recul qui s'explique par la baisse des volumes en raison de la concurrence du maxidiscount, des marques de distributeurs et d'une consommation atone.

L'accessibilité est clairement une "stratégie défensive face aux marques de distributeurs et une façon de faire le gros dos pendant la crise", analyse Eline Maurel, directrice d'études chez Xerfi. Selon elle, ce phénomène n'est cependant pas tenable à moyen terme, car les marges sont trop faibles. Une fois la crise passée, si quelques marques resteront, beaucoup d'entreprises tenteront de faire machine arrière en remontant les prix, envisage-t-elle.

Le pari est effectivement risqué. Leur image sera-t-elle affectée par cette intrusion dans le bas de gamme ? Pourront-elles y renoncer si le client s'y est habitué ? Déjà l'arrivée des marques de distributeurs puis leur montée en gamme avaient brouillé les repères. La vente des grandes marques en maxidiscount et désormais leur intrusion sur le créneau des marques de distributeurs risquent encore plus faire de douter de leurs avantages.

Près d'un milliard et demi de personnes âgées en 2040 (21.07)

Reuters - 20.07 Le vieillissement de la population mondiale progresse partout à un rythme sans précédent et les personnes âgées seront bientôt plus nombreuses que les jeunes, selon une étude américaine publiée lundi.

Les 65 ans et plus, qui étaient 506 millions à la mi-2008, seront 1,3 milliard à l'horizon 2040, soit 14% de la population mondiale, selon ces recherches effectuées par l'agence américaine chargée du recensement.

"Les personnes âgées de 65 ans et plus vont bientôt dépasser les enfants de moins de 5 ans pour la première fois dans l'histoire", soulignent les auteurs du rapport, rédigé sous la direction de Kevin Kinsella et de Wan He.

La tranche des 80 ans et plus est celle qui progresse le plus vite dans la plupart des pays. Elle devrait croître de 233% entre 2008 et 2040, estiment les chercheurs.

"Le vieillissement affecte tous les pays et toutes les régions du monde. Bien qu'il y ait d'importantes différences entre pays développés et en développement, le vieillissement mondial modifie la nature économique et sociale de la planète et pose des problèmes difficiles à régler", commente Richard Suzman, au nom de l'Institut national du vieillissement, commanditaire de l'étude, évoquant les retraites ou les dépenses de santé.

En Chine, la contrebande fait un tabac. (03.08)

Slate.fr - 01.08 YUNXIAO, Chine - À première vue, Yunxiao ressemble à n'importe quel trou perdu chinois plongé dans une transition industrielle difficile. Des publicités déteintes ornent les rues du centre-ville, où des motards coiffés de chapeaux en bambou se disputent les passagers payants dans un concert de klaxon. Au cœur de la ville, une bannière rouge exhorte les citoyens à développer l'économie locale. Le message est chargé d'ironie. En effet, depuis les années 1990, Yunxiao a engendré sa propre catégorie de millionnaires, célèbres dans toute la Chine. Mais leur activité s'exerce loin du centre-ville.

Entourées de montagnes, tapissées d'épaisses forêts, les fabriques clandestines de cigarettes parsèment la campagne. Aménagées au plus profond de grottes, haut perchées dans la montagne et parfois même complètement enterrées, 200 usines clandestines ont été recensées à Yunxiao, un comté du sud-ouest de la province du Fujian mesurant deux fois la superficie de la ville de New York.

Au cours des dix dernières années, la production de cigarettes de contrebande a explosé en Chine, multipliée par huit depuis 1997 pour atteindre le chiffre sans précédent de 400 milliards de cigarettes par an - assez pour fournir 460 paquets de cigarettes annuels à chaque fumeur américain. C'est de Yunxiao, autrefois célèbre pour sa néfle du Japon jaune vif, devenu le cœur de ce commerce, que provient la moitié de la production contrefaite chinoise.

Une industrie souterraine qui inonde les marchés du monde entier

Aujourd'hui, les cigarettes chinoises de contrebande - copies de Marlboro, de Newport et de Benson & Hedge - inondent les marchés du monde entier. Elles alimentent un marché noir violent, brassant des milliards de dollars, et sont encore plus nocives pour les fumeurs que les vraies. Cette industrie reste pourtant peu connue.

«La plupart des fabriques sont souterraines» confie à voix basse une courtière en cigarettes de Yunxiao. «Aménagées sous les bâtiments, incroyablement bien cachées, avec des portes secrètes dissimulées dans les caves». Même le temple du village - surmonté d'un toit rouge cintré et de flèches peintes et torsadées - dissimule une fabrique en sous-sol, révèle-t-elle.

La contrefaçon de cigarettes est immensément lucrative, et ses profits rivalisent facilement avec ceux du trafic de drogue. Une cartouche de fausses Marlboro coûte 20 cents à produire en Chine, et peut atteindre vingt fois ce prix aux États-Unis. Et si un trafiquant de drogue peut écoper d'une peine de prison à vie, un contrefacteur de cigarette reçoit une sanction comparativement bénigne - quelques années de prison ou, parfois, une amende. «Ces dernières années, presque tous les marchés ont été visés» explique Andrew Robinson, responsable de la protection de la marque Philip Morris International. En 2001, les contrefacteurs chinois élaboraient huit variétés différentes de fausses Marlboro. L'année dernière, ils fabriquaient des versions sur mesure de Marlboro pour quelque 60 pays - reproduisant jusqu'aux plus infimes détails comme les timbres fiscaux et les avertissements sanitaires spécifiques à chaque région. Aux États-Unis, 99 % des cigarettes contrefaites viennent de Chine.

Lorsqu'il s'agit de faux de qualité supérieure comme ceux-ci, tous les chemins ramènent à Yunxiao. «Quelle que soit la marque ou la qualité, Yunxiao peut vous aider à la produire» vante un ancien contrebandier de cigarettes du Fujian. «Vous n'avez qu'à dire votre prix».

Des villageois guettant les étrangers font office de sentinelle dans les petites rues étroites de Yunxiao et dans ses hôtels, et les visiteurs sont fréquemment suivis. Lors de descentes dans des fabriques, la police chinoise a découvert des fusils semi-automatiques et s'est vu opposer une résistance à la machette. Chaque année, plusieurs enquêteurs d'État et privés sont assassinés dans le cadre de vengeances. Même si les autorités chinoises proposent des milliers de dollars de récompense en échange de renseignements, peu d'habitants osent les prendre. «Même si vous obtenez l'argent» explique un villageois, «vous ne resterez pas vivant pour en profiter après».

La Chine, empire de la cigarette

Difficile d'exagérer l'omniprésence du tabac en Chine, où la culture de la consommation de tabac est parmi les plus élaborées et les plus enracinées au monde. Là, l'échange de cigarettes en guise d'introduction est aussi ritualisé qu'une poignée de main, et les marques chères servent à tous les usages, des cadeaux de mariage aux pots-de-vin en passant par les offrandes sur les tombes des ancêtres.

Comme l'a formulé un responsable de la marque de cigarettes Rothmans : «Penser aux statistiques chinoises sur le tabac revient à essayer d'imaginer les limites de l'espace». Chaque année, les fumeurs chinois consomment 2,2 billions de cigarettes. Le nombre de contrefaçons inondant le marché national est tout aussi démesuré. «Chacun de nous a sa propre stratégie pour gérer le problème aujourd'hui» confie un fumeur de Beijing qui refuse d'acheter ses cigarettes dans des magasins dont il ne connaît pas le propriétaire. Dans les trains, les contrôleurs parcourent les allées, dûment équipés de lampes porte-clés à 75 cents censées dépister les faux paquets de cigarettes.

En Chine, l'État possède et contrôle toute la fabrication et la distribution de cigarettes. Étant donné que la vente de cigarettes représentait presque 8 % du budget de la Chine en 2007, il est très motivé pour éradiquer la contrebande (les responsables veillent aussi consciencieusement à protéger le marché : jusqu'en avril dernier, les fonctionnaires de la province chinoise centrale d'Hubei avaient l'obligation de fumer collectivement 230 000 paquets de cigarettes de marque régionale par an).

Par conséquent, les faussaires usent de moult subterfuges pour esquiver les autorités. Un fabricant est allé jusqu'à construire une fausse enceinte militaire, où 20 travailleurs vêtus d'uniformes d'occasion conduisaient de fausses manœuvres et chantaient l'hymne national tous les matins dans la cour. Les machines à fabriquer des cigarettes sont parfois cachées à bord de bateaux, dans des bunkers de béton, et même sous un lac.

Une industrie qui se modénise et sait satisfaire ses clients

Dans les années 1990, les produits chinois contrefaits comportaient souvent des avertissements sanitaires truffés de fautes d'orthographe, des caractères flous et autres indices grossiers. Aujourd'hui, leur degré de sophistication représente parfois un défi pour les enquêteurs médicoolégaux. Au Royaume-Uni, où les autorités rapportent que jusqu'à un tiers des cigarettes vendues dans certaines régions sont des fausses principalement originaires de Chine, les employés des douanes utilisent un chien entraîné à repérer les contrefaçons dans la rue.

Pour le contrebandier entreprenant, quelques clics suffisent à obtenir des contrefaçons sur mesure. Les fabricants sollicitent ouvertement les clients grâce à des vitrines en ligne, promettant des garanties de qualité et vantant les normes internationales de leur équipement. Une entreprise de Yunxiao, établie en 1993, assure ses clients de son expérience dans le domaine des exportations vers l'Asie et l'Afrique et affirme gérer ses propres champs de tabac au Laos. Cette société - qui produit 80 millions de cigarettes par semaine - promet une fabrication en six jours, une livraison porte-à-porte pour certains clients étrangers et un service client impeccable.

Le ton est rassurant et gentiment pédagogique. Aux acheteurs qui hésitent encore, les propriétaires garantissent que le marché américain en particulier est une «affaire profitable». «Nous mettons tous nos efforts dans l'élaboration et le maintien d'une culture de management honnête» affirme le fabricant, «et nous saurons apprécier l'opportunité de faire des affaires avec vous».

Mais pour les consommateurs américains, les fausses cigarettes peuvent s'avérer encore plus nocives que les vraies. Des tests en laboratoire montrent que les contrefaçons chinoises émettent des niveaux plus élevés de produits chimiques que les marques : 80 % de nicotine et 130 % d'oxyde de carbone en plus. En outre, elles contiennent des impuretés comme des œufs d'insectes et des excréments humains.

Rien de tout cela n'arrête les faussaires qui tirent de prodigieux profits de ce commerce. À en croire certains fabricants de Yunxiao, les machines à fabriquer les cigarettes dernier cri peuvent coûter entre 1,5 et 3 millions de dollars. «Mais tout le monde sait qu'on peut rentrer dans ses fonds en quelques mois de production à peine» m'explique une courtière en cigarettes.

Même les hauts fonctionnaires locaux évoquent avec fierté les prouesses contrebandières de la région. «Cela fait très longtemps qu'une grande partie des cigarettes de Yunxiao part en Russie», s'enorgueillit un policier. «Les clients russes nous disent qu'ils sont si habitués au goût des fausses que maintenant ils ne veulent plus fumer les vraies».

La courtière estime que s'il est possible que Yunxiao change un jour, la transition pourrait prendre de nombreuses années. L'un des fabricants qu'elle connaît a investi 2,5 millions de dollars pour lancer une entreprise légale ailleurs, mais a récemment abandonné pour revenir - déçu car «les profits n'étaient jamais à la hauteur de la contrefaçon».

Pourtant, elle espère que cette industrie finira par changer : «Nous, les habitants, nous aimerions que Yunxiao lance sa propre usine légale de cigarettes un jour».

Te-Ping Chen est journaliste pour l'International Consortium of Investigative Journalists, un projet du Center for Public Integrity.

Traduit de l'anglais par Bérengère Viennot

L'UE comptait presque 500 millions d'habitants au 1er janvier (04.08)

Reuters - 03.08 La population de l'Union européenne s'est accrue de 2,1 millions d'habitants en 2008 pour atteindre un chiffre estimé à 499,8 millions au 1er janvier 2009, annonce Eurostat, l'agence de statistiques de l'UE.

Cette croissance de 2,1 millions de personnes, qui correspond à un taux annuel de 0,4%, résulte d'un accroissement naturel de 0,6 million d'habitants et d'un solde migratoire de 1,5 million dans les 27 pays de l'UE, précise Eurostat dans un communiqué.

Il y a eu au total 5,4 millions de naissances en 2009, soit un taux de natalité de 10,9 pour mille habitants, pour 4,8 millions de décès recensés.

Dans les 16 pays de la zone euro, la population était estimée à 328,7 millions de personnes au 1er janvier, en hausse de 1,6 million ou 0,4% sur un an. L'accroissement naturel a été de 0,4 million et le solde migratoire s'est établi à 1,2 million.

L'Allemagne, pays le plus peuplé de l'UE, est le seul à avoir enregistré une baisse de son taux de natalité. Sa population a décliné de 168.000 âmes à 82.050.000.

En France, la population a augmenté de 368.000 habitants à 64.351.000, un chiffre qui la place en deuxième position de l'UE devant le Royaume-Uni (61,6 millions) et l'Italie (60,1 millions).

La culture aussi connaît la crise (04.08)

AP - 03.08 Le monde de l'art est lui aussi pris dans la tourmente de la crise économique. Confrontées à une baisse vertigineuse de leurs ventes, des dizaines de galeries aux Etats-Unis licencient, se cantonnent à Internet, s'endettent pour survivre ou mettent carrément la clef sous la porte.

"L'explosion était si intense il y a quelques années et le retour de manivelle a été si puissant que je ne savais plus où j'en étais", confie Becky Smith, qui a fermé en juin la galerie Bellwether qu'elle tenait depuis dix ans à Manhattan. "Je ne voulais pas payer les murs de la boutique pendant que je réfléchissais à ce que je ferais."

Sa galerie new-yorkaise a vu ses recettes dégringoler: 600.000 dollars (420.000 euros) au premier trimestre 2007, 350.000 dollars (245.000 euros) un an plus tard et 80.000 dollars (55.000 euros) ce premier trimestre. Avec seulement 40.000 dollars (28.000 euros) de bénéfices nets, elle devait payer 10.000 dollars (7.000 euros) chaque mois pour le loyer de la boutique.

Au cours des deux dernières années, au moins 24 galeries ont fermé à Manhattan, dans le quartier de Chelsea pour la plupart, selon le magazine new-yorkais "Artnet".

A Santa Fe, au Nouveau-Mexique, dix à 15 galeries ont mis la clef sous la porte cette année, rapporte Christy Walker, directrice exécutive de l'association des galeries de Santa Fe. "Beaucoup de gens se figurent qu'en gérant une galerie, les propriétaires se font beaucoup d'argent, alors qu'il faut faire beaucoup d'efforts pour en vivre", souligne-t-elle. "C'est un domaine difficile et quand les choses vont bien, les choses vont bien, mais quand les temps sont durs, ce sont des affaires vraiment difficile à maintenir à flot".

Kraig Foote, qui possède une galerie à Scottsdale, dans l'Arizona, fait tout son possible pour conserver son affaire. Il a dû renvoyer deux employés et vendre une partie de sa collection privée pour payer les charges. Comme il n'a pas pu payer les mensualités de son emprunt immobilier depuis sept mois, sa maison va être bientôt mise aux enchères.

"J'ai tout abandonné", explique-t-il dans une boutique déserte. "J'essaie de tenir jusqu'à décembre. Je me dis que les gens

recommenceront à dépenser aux prochaines vacances. Ils se disent: 'Nous sommes sauvés, offrons-nous quelque chose'. Et d'ajouter après une pause: "Je ne sais pas".

Dans le centre-ville de Scottsdale, une demi-douzaine de galeries ont fermé au cours de l'année écoulée ou sont en train de le faire.

Leslie Levy n'a jamais vu un été aussi calme en 32 ans d'activité. C'est pourquoi elle a décidé de fermer boutique à la fin du mois d'août et d'ouvrir un site de vente d'art en ligne.

De passage dans sa galerie, une cliente de longue date regarde les pièces de son artiste préféré. Déçue par la fermeture prochaine, Marylyn Gregory comprend cependant cette décision: "Vous faites probablement le bon choix", dit cette habituée à la galeriste. Ce jour-là, elle n'achète rien, expliquant vouloir en parler d'abord avec son époux. Avant la crise, elle pouvait être plus impulsive. "Il nous arrivait d'aller à un vernissage, de boire un verre de vin et de nous dire: d'accord!"

Leslie Levy comprend ce changement. "Les gens regardent à la dépense. Ils diminuent leur budget et dépensent sur les nécessités de la vie. C'est logique".

Un soir d'août, rue Falguière à Paris, une longue file de démunis attendent leurs repas (07.08)

Le Monde - 05.08 Les portes de l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle ouvrent à 18 heures précises. Depuis une demi-heure, la file d'attente s'allonge rue Falguière dans le 15^e arrondissement de Paris. Des personnes âgées, des jeunes et des familles avec poussettes attendent patiemment, parfois en discutant entre elles, un cabas à la main.

A l'intérieur du bâtiment, les bénévoles de l'association Août Secours Alimentaire s'activent et écoutent attentivement les dernières recommandations. "Cette année c'est une catastrophe, assène d'une voix puissante Pierre Lanne, poings serrés. Je ne peux pas assurer la distribution de la nourriture au-delà du 23 août. Après on ferme les portes. Il nous manque 100 000 €". A 80 ans, le fondateur de cette association, industriel à la retraite et diacre de la paroisse, avoue en avoir perdu le sommeil. "J'avais prévu 300 000 € de budget, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année dernière, car je me doutais bien que cette année serait particulièrement difficile... mais pas à ce point", poursuit-il.

Parrainée par la Fondation Notre-Dame et par la Mairie de Paris, l'association cherche de nouveaux soutiens. Avec la crise, les cordons de bourse se desserrent plus difficilement. La Fédération française des banques alimentaires enregistre elle-même des retards dans la livraison des denrées provenant du budget européen.

La particularité d'Août Secours Alimentaire est de mener une action ponctuelle, et ne fonctionne, comme son nom l'indique, qu'en août. Durant ce mois, les autres associations caritatives, qui le reste de l'année se chargent de nourrir les plus démunis, ferment le plus souvent leurs portes. "Normalement je vais aux Restos du cœur. Comme ils sont fermés, il n'y a que cette structure pour la nourriture", explique Martine, 45 ans, qui vient de récupérer un sac plastique marron. A l'intérieur : 1 litre de lait, 300 g de pâtes, 150 g de semoule, 1 pot de sauce bolognaise et un peu de sucre. C'est la version familiale, censée assurer déjeuner et dîner à trois personnes.

Pour prétendre à ce repas, les demandeurs doivent être munis d'une carte, délivrée par une assistante sociale, où est précisé le nombre de personnes à charge. "Nous rationnons tout et cette année nous ne distribuons qu'un sac par jour. Sinon nous ne pourrions pas assurer de la nourriture pour tout le monde", précise Régis Godard, responsable du centre Saint-Jean-Baptiste. A la même heure, l'association distribue des repas dans quatre autres paroisses de Paris : Notre-Dame-de-la-Croix (20^e), Saint-Lambert-de-Vaugirard (15^e), Saint-Gabriel (20^e) et rue Haxo (20^e).

A sa création en 1994, Août Secours Alimentaire distribuait l'équivalent de 26 000 repas. Aujourd'hui, le seuil des 380 000 repas est dépassé. "Il y en a que je vois depuis des années. Je me dis qu'ils ne s'en sortent pas", confie Pierre Lanne, en levant les yeux au ciel.

Pour certains, c'est la première fois. Toute menue dans une élégante robe noire, Chantal, 60 ans, enfouit le colis marron dans son sac à main. "Je ne suis pas du genre à supporter cela", murmure cette assistante de direction à la recherche d'un emploi, en se dirigeant rapidement vers la sortie. Les quarante bénévoles ont l'habitude et assurent la distribution avec discrétion. Une buvette est installée. "C'est un moment de détente après avoir pris le colis alimentaire. Notre spécialité ? Nourrir le cœur et l'esprit !", s'enthousiasme Marie-Madeleine, en offrant un verre de grenadine. Les enfants ne sont pas en reste. Ils sont une quinzaine autour d'une grande table à s'affairer aux coloriages, puzzles, badaboum et autres jeux, sous le regard attentif de deux bénévoles.

A 19 h 30, il faut refaire des sacs de nourriture. Les bénévoles accélèrent le rythme. Il ne reste plus que 30 minutes avant la fermeture du centre de distribution. La file d'attente ne désempte pas et s'étire toujours, loin rue Falguière. Au total 412 colis alimentaires auront été servis ce soir, permettant de nourrir plus d'un millier de personnes.

Les Français ont réduit leur budget livres et journaux, selon l'INSEE (07.08)

AP - 06.08 Livres et journaux pèsent de moins en moins lourd dans le budget des Français: ils en achètent encore, mais y consacrent une part de moins en moins importante de leurs dépenses, selon une étude que publie jeudi l'INSEE. Si la baisse du livre touche toutes les générations, le recul de la presse est davantage lié aux nouvelles habitudes d'achats des jeunes, moins consommateurs de quotidiens et magazines.

En 2006, les ménages de l'Hexagone ont dépensé 6,9 milliards d'euros en journaux et revues et 3,5 milliards d'euros en livres, des chiffres en stagnation depuis les années 90, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

En revanche, leur part dans les dépenses de consommation a elle reculé très nettement depuis 1990, la presse représentant moins de 1% du budget des ménages et les livres moins de 0,5% en 2006. Au total, depuis les années 70, la part budgétaire consacrée au livre et à la presse a diminué d'un tiers.

D'après l'INSEE, le recul de la presse est une question de générations: plus les ménages sont jeunes, plus la part de leur budget consacrée aux journaux et magazines est faible: elle passe d'entre 0,9 à 1,3% pour les plus anciens à moins de 0,3% pour les plus jeunes.

A l'inverse, le livre semble épargné par cette désaffection des plus jeunes qui, du moins jusqu'en 2001, y consacraient une part plus élevée de leur budget que leurs aînés. Le recul du livre touche en fait toutes les générations.

En revanche, alors que le poids de la presse est sensiblement le même quel que soient les catégories socio-professionnelles, les différences sont très marquées pour le livre. La part du budget livres est supérieure de 70% à la moyenne chez les cadres et inférieure de 30 à 40% à la moyenne chez les ouvriers.

La part budgétaire du livre est supérieure de 85% à la moyenne pour les plus diplômés. Pour autant, l'élévation du niveau général d'études des Français n'a pas, au contraire, conduit à une augmentation du poids des livres, remarque l'INSEE. Pour la presse, c'est l'inverse: les moins diplômés consacrent une part de leur budget supérieure de 23% à la moyenne à l'achat de journaux et magazines.

L'origine sociale joue aussi: la catégorie socioprofessionnelle des parents, et en particulier celle de la mère, influe fortement sur ces dépenses. "Les personnes ayant des parents agriculteurs dépensent proportionnellement plus pour la presse, mais moins pour les livres, alors que c'est l'inverse pour les enfants de cadre et professions libérales", observe l'INSEE.

L'augmentation du niveau de vie pousse à la consommation de livres et de journaux. Le quart des ménages les plus aisés dépense en moyenne 73 euros de plus par an pour les livres et 131 euros pour la presse que le quart des ménages les moins aisés à sexe, niveau de diplôme, type de ménage et zone géographique identiques.

Par ailleurs, hommes et femmes ont sensiblement le même budget presse, mais pas le même budget livres. Les femmes consacrent ainsi en moyenne aux livres une part de 15% supérieure à la moyenne.

Le budget livre est encore plus élevé chez les familles monoparentales. Les célibataires achètent également proportionnellement plus de livres, mais aussi de presse, alors que les couples avec enfants en achètent moins, observe l'INSEE.

Enfin, les habitants de la région parisienne dépensent en moyenne 30 euros de plus par an que ceux de la région Sud-Ouest, mais 70 euros de moins dans la presse. Le budget presse est plus élevé dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Les habitants du Nord-Pas de Calais et la zone méditerranéenne dépensent en revanche moins pour la presse comme pour les livres.

La colocation séduit de plus en plus les seniors (12.08)

Le Monde - 11.08 Venu du nord de l'Europe, le partage d'un appartement entre seniors commence à se développer en France, notamment par l'intermédiaire d'associations ou de sites Internet. Antidote à la solitude, réponse à la baisse du pouvoir d'achat, alternative à la maison de retraite, cette formule a de nombreux atouts.

A 69 ans, Christine Baumelle, présidente de l'association La trame, une structure qui oeuvre à briser la solitude des aînés est une ardente militante de la colocation pour les papy et mamy-boomers. Psychosociologue à la retraite, elle a lancé, en juin 2007, des "unités de vie collectives de 4 à 8 personnes", baptisées Cocon3S ("3 s" pour solidaires, seniors, solos). Pour aider les candidats à se rencontrer, l'association dispose d'un site Internet et organise des "rendez-vous de la colocation" dans différentes villes de France (Vannes, Lyon,

Paris...).

Trois cocons fonctionnent déjà dans le Gard, les Hautes-Pyrénées et en Dordogne. Un quatrième doit démarrer en septembre dans le Morbihan. "Il faut du temps pour démarrer, admet la sexagénaire. La colocation entre seniors n'a rien à voir avec celle entre étudiants. Les retraités qui se lancent dans l'aventure doivent être prêts à lâcher leur logement, se séparer d'une partie de leurs meubles, et à faire maison commune après des années de vie en solo et des habitudes bien ancrées."

Le choix des colocataires est plus délicat, car les projets s'inscrivent sur le long terme. C'est pourquoi Mme Baumelle, qui va partager sa villa près de Vannes avec deux autres personnes à partir de septembre, n'hésite pas à "prêter" pendant quelques jours son domicile à des groupes de futurs colocataires, afin qu'ils testent la vie en commun.

C'est une expérience personnelle qui a donné l'idée à Marc Mairet de lancer, début 2009, le site d'annonces dédiés aux seniors Legrandpartage.fr. "Après la mort de mon père, je cherchais un logement pour ma mère, incapable de vivre seule, explique-t-il. Une des solutions était le foyer-logement, mais les listes d'attente étaient interminables. Un peu à contrecœur, je me suis dirigé vers une maison de retraite. (...) Il fallait attendre pour avoir une place, mais en plus les prix pratiqués étaient exorbitants." Une association lui souffle l'idée de développer un espace dédié à la colocation entre aînés. Elle lui permet de trouver une solution pour sa mère. "Elle partage une jolie maison de ville à Lyon avec une dame de 75 ans."

Le concept en est encore à ses débuts, mais Pierre Lelal, qui vient de créer Partage-senior.net, y croit. Pour cet enseignant en activité, qui revendique plus de 1 000 contacts, la montée en puissance du papy-boom ouvre de belles perspectives. "La France compte à ce jour plus de 13 millions de personnes âgées de plus de 60 ans dont un quart vivent seules suite à un divorce, au décès du conjoint ou à l'éloignement de la cellule familiale. Cette tendance va croître, avec de plus en plus de "jeunes vieux" en bonne santé qui espèrent bien profiter de l'allongement de l'espérance de vie." Dix projets seraient en gestation en métropole, quinze en outre-mer et une dizaine à l'étranger. "On peut tout imaginer. C'est un peu sans fin. On m'a même demandé : "Pourquoi ne montez-vous pas un projet de vie sur un voilier pour des seniors qui ont envie de faire le tour du monde ?""

Pour l'instant, les colocations qui fonctionnent sont sur un mode plus classique. Leurs membres sont souvent des femmes, autour de 65 ans, partageant une grande maison. "Les hommes s'y intéressent quand ils sont malades, plaisante Mme Baumelle. Et ils ont encore tellement tendance à se faire servir !" Le bon équilibre ? "Un cocon mixte d'au moins quatre personnes. A deux, les gens ont tendance à reproduire un fonctionnement de couple, à partir de quatre ou cinq, une ambiance s'installe et les colocataires se sentent plus libres", explique la psychosociologue. Pour garantir le bon fonctionnement de la vie en commun, La trame met à disposition une charte de bon fonctionnement mais chaque cocon peut fixer ses propres règles et aller bien au-delà du partage du loyer et des charges.

Plus qu'une question d'âge ou de sexe, le vivre-ensemble est de toute façon plutôt une affaire de personnalités. "Les colocataires doivent être des gens ouverts, bien équilibrés, capables de prendre des risques, et tenant compte des réactions et des besoins des autres", poursuit la présidente de La trame. "Beaucoup de qualités, reconnaît-elle mais quand ça fonctionne bien, la colocation est le meilleur antidépresseur du monde ! "

Woodstock, trois articles. (15.08)

Libération.fr - 15.08 Quarante ans après, Woodstock demeure le grand moment de leur vie. Libération a retrouvé le chanteur d'Alice's Restaurant, le photographe de Life, auteur des clichés iconiques, et le couple qui fut immortalisé sur la pochette du triple 33-tours.

Arlo Guthrie, chanteur: «C'était unique à vivre» C'est en hélicoptère qu'il débarque à Woodstock, tous les accès routiers étant saturés par des embouteillages monstres. «Personne n'avait envisagé un tel succès», explique Arlo Guthrie, le chanteur folk dont la réputation d'apôtre de la contre-culture colle toujours à la peau.

Il est minuit quand il monte sur scène ce 15 août 1969, et les heures qui suivent jusqu'à son départ le lendemain soir, le fils du légendaire Woody n'est pas près de les oublier, tout «stone» qu'il était. Avant lui, Richie Havens avait ouvert la danse, le sitariste Ravi Shankar avait suivi et Joan Baez s'appropriait à clôturer la soirée. «Je n'ai plus jamais vécu d'événement de cette importance, ce n'était pas juste un big show en terme d'audience, c'était unique en terme de vécu.» A chacun son Woodstock.

Celui d'Arlo est le souvenir d'un contraste flagrant entre cette foule à perte de vue mais pacifique et la violence du contexte politique de l'époque - guerre du Vietnam, émeutes à Chicago, assassinats de Martin Luther King et de Bobby Kennedy. «On a tous de bonnes raisons de vouloir oublier ou se remémorer Woodstock, affirme le chanteur aux long cheveux blancs, j'en suis reparti avec le sentiment d'avoir retrouvé foi en l'individu.» A 62 ans, celui-ci a tourné républicain il y a cinq ans «parce qu'il était clair que les républicains devenaient de vrais ayatollahs et avaient besoin d'aide», se dit encore ébahi par le calme et la sérénité qui régnaient à Bethel Woods.

«C'était un tel désastre, cette pluie, cette boue, les gens n'avaient rien à se mettre sous la dent, il n'y avait pas d'eau courante, il n'y a

pourtant eu ni vol, ni violence ni viol.» Un mois après Woodstock, Arlo Guthrie achetait sa ferme dans le Massachussets, en octobre il se mariait, et en novembre sortait Alice's Restaurant, le film d'Arthur Penn inspiré d'une de ses chansons phares contre le service militaire obligatoire en pleine guerre du Vietnam. De quoi vous rendre nostalgique. Il retourne régulièrement sur les lieux et y sera encore le 22 août pour un concert, avant le départ cet automne pour une tournée familiale de plusieurs mois, avec une ribambelle de jeunes talents : ses quatre enfants et sept petits-enfants, nés comme lui avec un instrument dans chaque main.

Bill Eppridge, photographe: «Un festin visuel inoubliable» «On dirait que quelque chose de grand se prépare», lui dit au téléphone son rédacteur en chef, début août. Les annonces parues dans le New York Times vantant «Trois jours de paix et de musique» ou invitant à parcourir des centaines d'hectares «sans voir un gratte-ciel ou un feu rouge», Bill Eppridge les avait remarquées un mois plus tôt, mais «Life ne jurait que par la country music, le rock, ce n'était pas leur truc», raconte le photographe, qui rentrait alors du Vietnam.

Une fois sur les lieux, son camping-car enlisé dans la boue n'a plus bougé pendant trois jours. «On était bloqués à une dizaine de mètres de la scène, c'était un peu bruyant», confie Bill, l'air amusé. L'équipe de Life récupère des vestes rouges destinées au départ aux services de sécurité, inexistantes. Mieux qu'un laissez-passer, cet accoutrement leur donne libre accès à tout le site, y compris scène et coulisses. «Mais le show-biz n'était pas ma partie, mon job était de me mêler à la foule», raconte cet ancien reporter du National Geographic qui avoue n'avoir jamais retrouvé «une telle palette d'opportunités question images». Et parle de Woodstock comme d'«un festin visuel, une succession infinie de moments forts gravés à jamais dans ma mémoire». Bill Eppridge a commencé sa carrière en 1954, un an avant Woodstock, il est témoin de l'assassinat de Bobby Kennedy dans les cuisines d'un hôtel de Los Angeles.

La photo du jeune employé terrifié, tenant le sénateur mort dans ses bras, c'était lui. «Une scène qui m'avait mis terriblement en colère et Woodstock a eu le génie d'apaiser ce sentiment, raconte-t-il aujourd'hui du haut de ses 71 ans, cela m'a réconcilié avec l'humanité». Quarante ans plus tard, ses photos sont autant de flash-back dont il savoure la symbolique pacifique : «Woodstock ne serait plus possible aujourd'hui, nous vivons dans une société trop policée, caractérisée par une omniprésence des forces de l'ordre». Sans compter, regrette le photographe, que «la crainte d'un nouveau 11-Septembre est toujours dans les esprits, un tel rassemblement serait une cible rêvée pour les terroristes !»

Bobbi et Nick Ercoline, spectateurs: «Le vrai spectacle, c'était le public» De toutes les photos prises à Woodstock, il en est une qui s'impose : celle d'un jeune couple se tenant debout, enlacé sous une couette, au beau milieu d'une marée humaine couchée à même un sol boueux. L'image, choisie pour la couverture du disque Woodstock en 1970, et l'affiche du film homonyme, a fait le tour du monde. La devise «Peace and love» aurait pu être sa légende. Quarante ans plus tard, Nick et Bobbi Ercoline sont toujours ensemble et vivent à 70 km de Bethel Woods, cette ferme de 800 hectares où s'est tenu le festival.

Ce n'est qu'à la sortie de l'album qu'ils ont découvert cette photo, «depuis, à chaque anniversaire, nous avons une horde de journalistes à nos trousses», plaisante Bobbi. «Nous n'avons réalisé que très tard l'importance de cette escapade pour notre génération», affirme-t-elle avant d'avouer l'air presque gêné, «nous n'étions pas franchement hippies». Nick et Bobbi se connaissent depuis sept mois quand ils s'embarquent avec trois autres amis, dont un jeune marine tout juste rentré du Vietnam, pour cette aventure «unique». Ils ont beau être des «gosses de la campagne», et connaître le coin comme leur poche, il leur faudra six heures pour parcourir 90 km.

Arrivés sur place, ils abandonnent leur véhicule au bord de la route, comme les autres, et parcourent les derniers huit kilomètres à pied. C'est là, sur la chaussée encombrée de sacs à dos, de chaussures et de vêtements abandonnés, qu'ils trouvent LA couette. «Nous n'avions pris que bière et vin avec nous», explique-t-elle avec l'enthousiasme de ses 20 ans disparus. Ils étaient venus pour la musique, mais se sont retrouvés si loin de la scène qu'ils n'ont rien vu du concert : «Le vrai spectacle était sous nos yeux, tantôt un groupe s'improvisait un barbecue, tantôt un couple s'aimait, d'autres chantaient, ou dansaient. Woodstock, c'était des moments volés d'intimité partagée.» Le tout sans aucune violence, malgré des conditions frôlant le désastre. «On perçoit toujours la génération du baby-boom comme une bande de contestataires bruyants, Woodstock est venu casser ce cliché», insiste cette républicaine mariée à un démocrate. Mais, qui avoue avoir voté pour Obama.

Esprit, es-tu là ? (15.08)

Bien qu'il y eût beaucoup de monde (jusqu'à 500 000 personnes) sur le site du festival de la paix et de l'amour, la majorité des habitants de la planète n'étaient pas présents à Woodstock les 15, 16 et 17 août 1969. Pas né (c'est plausible, pour tout individu ayant moins de quarante ans), pas concerné, pas vu, pas pris. Mais bientôt, le monde entier passa à Woodstock, en images et en sons, suite aux succès phénoménaux des disques et du documentaire qui très vite (automne 1969) suivirent le festival.

Hymne foutraque. Pastichant l'héroïne d'Hiroshima mon amour, n'importe qui pourrait donc dire et croire : j'ai tout vu (et entendu) à Woodstock. Mais comme dans le roman de Duras, il se trouvera toujours un écho contrariant qui répondra : tu n'as rien vu à Woodstock. Pas vu que le coup de tonnerre d'un festival qui se déroula pour beaucoup sous un ciel orageux allait rouler son tumulte bien au-delà des horizons américains. Pas vu que l'important, ce ne fut pas le bruit du méga show musical (à de rares exceptions près, d'une qualité contestable) mais le son nettement plus perçant et persistant de son symbole. La «révolution» de mai 1968 avait eu lieu, Woodstock un an plus tard fut sa bande-son planétaire, son hymne international, tout aussi foutraque et dissonant, mais partant gorgé de rêves.

Pas vu enfin, que le rassemblement, ce week-end-là, d'un public majoritairement jeune ne peut pas être réduit par le ressentiment contemporain à un jamboree de babas plus ou moins cool. Les rabat-joie avanceront que Woodstock fut surtout un festival de la drogue (et quand bien même ?) et du cul (et alors ?). Les ricaneurs feront semblant de croire qu'il est surtout une source inépuisée de modes dès que se pointent la moindre tunique à fleurettes et des pantalons à pat d'eph'. Les «spécialistes», pire croque-morts encore, rappelleront que la fameuse dislocation de l'hymne national américain par Jimi Hendrix eut lieu devant un parterre clairsemé et brumeux. Ce qui reviendrait à reprocher à Mozart d'avoir interprété pour la première fois sa Petite Musique de nuit seul face à son clavecin.

Certes, le phénomène des méga concerts en plein air ne perdit pas de temps pour être récupéré par les marchands de spectacle - jusqu'à l'inflation d'aujourd'hui, où l'on sait que la moindre place de concert en stade de foot se négocie à 70 euros. On sait aussi que l'injonction à l'amour et à la paix comme stratégie politique fut, en pleine recrudescence de la guerre du Vietnam, carbonisée par le réel : intensification des bombardements au napalm dès l'été 1969.

Logo. Woodstock fut une utopie, destinée comme telle à s'autodétruire aussi vite qu'elle était née. Plus qu'un événement ou une date anniversaire, Woodstock est une idée, un état d'esprit qu'aucune commémoration n'arrivera à embaumer. Esprit follet, qui exalta il y a quarante ans les notions ô combien modernes de communauté, de partage, de bien commun. Sur le site Twitter qui se veut réseau social parallèle, son oiseau-logo cite clairement celui de l'affiche de Woodstock. Esprit frappeur aussi : entrer en dissidence critique, qu'elle soit culturelle, sociale, sexuelle ou politique, est un programme qui mérite toujours le haut de l'affiche. Esprit chanteur et enchanté enfin, car il n'est pas rien que le «rêve» de Woodstock ait été perpétué jusqu'à nos jours par la musique. Nietzsche, qui avait l'ouïe fine, écrivit : «Sans la musique, la vie serait une erreur.»

1969, cette année-là... (15.08)

Janvier

A Prague, l'étudiant Jan Palach s'immole par le feu pour protester contre l'invasion de son pays par l'URSS (août 198).

Richard Nixon devient 37^e président des Etats-Unis.

Easy Rider de Dennis Hopper.

Février

Je t'aime, moi non plus du couple Birkin-Gainsbourg.

Z de Costa-Gravas

Mars

A Toulouse, premier vol du Concorde.

Macadam Cowboy de John Schlesinger.

Avril

Charles de Gaulle démissionne suite au référendum

Georges Pompidou prend sa place.

C'est extra de Léo Ferré.

Mai

Au festival de Cannes, présentation de Andrei Roublev de Tarkovski

Juillet

Mort à 27 ans de Brian Jones, guitariste des Rolling Stones.

Le 21, à 3h56 (heure française), Neil Armstrong pose le pied sur la lune.

Août

En Californie, Sharon Tate, actrice et compagne de Toman Polanski, est assassinée par des membres de la secte de Charles Manson.

En Israël, Golda Meir est élue Premier ministre.

Il était une fois dans l'Ouest de Sergio Leone.

Septembre

En Libye, un putsch renverse la monarchie et porte au pouvoir le colonel Muammar al-Kadhafi. Au Vietnam massacre de My Lai.

A l'université de Columbia (Etat de New-York), naissance d'Arpanet, l'ancêtre d'Internet. Abbey Road, onzième album des Beatles.

Octobre

Samuel Beckett reçoit le prix Nobel de littérature. Mort de Jack Kerouac.

Les catholiques de France, une population vieillissante (17.08)

Le Monde - 15.08 Si le catholicisme reste la principale religion en France, son déclin commencé depuis le début des années 1970 continue et touche toutes les couches sociales et toutes les régions. Ce recul, qui n'affecte pas les autres confessions, se fait essentiellement au profit des "sans-religion", selon la synthèse de l'enquête de l'institut de sondages d'opinion IFOP, rendue publique le 15 août.

L'institut a compulsé les sondages, effectués depuis 2005, dans lesquels la question de la "proximité religieuse" était posée, et analysé l'évolution de l'audience du catholicisme et de son profil sociologique et politique. Cette rétrospective éclaire les évolutions jusqu'ici ponctuellement constatées. Ainsi, si 64 % des Français se déclarent catholiques - 28 % se disent "sans religion" -, cette communauté religieuse s'affaiblit depuis quarante ans, quels que soient les évolutions théologiques et les papes qui les portent.

Après une chute brutale à partir de 1972, qui voit la proportion des catholiques passer de 87 % à 76 % en quatre ans, puis une relative stabilisation durant dix ans, le mouvement de baisse reprend dès 1987, relativisant l'impact du pontificat de Jean Paul II, note l'étude. Ce déclin est particulièrement marqué parmi les catholiques pratiquants, ceux qui déclarent se rendre à la messe tous les dimanches, les "messalisants", comme les appelle l'IFOP : ils passent de 20 % en 1972 à 14 % en 1978, année de l'élection de Jean Paul II, à 4,5 % aujourd'hui.

Cette érosion paraît trouver une de ses causes dans la pyramide des âges de la communauté catholique et sa composition sociologique. Seulement 23 % des Français se reconnaissant comme catholiques ont moins de 35 ans, contre 30 % dans la population française. Inversement, les plus de 50 ans représentent 50 % de l'échantillon, contre 42 % dans la population totale. Pour le noyau dur, les pratiquants, la différence est encore plus marquée : 65 % ont plus de 50 ans.

Les catholiques sont aussi plus souvent des femmes - différence sexuée qui affecte encore plus ceux qui vont à la messe -, et pour beaucoup, des retraités (25 % chez les croyants, mais 46 % chez les pratiquants). La note souligne que les catholiques sont sous-représentés dans les catégories populaires (ouvriers et employés) puisqu'elles constituent seulement 23 % des croyants (et 18 % des pratiquants), contre 32 % des Français.

La géographie du catholicisme a aussi évolué avec le déclin de son influence. La France catholique a gardé ses grands bastions : les départements les plus christianisés se trouvent à l'Est (Lorraine, Alsace, Franche-Comté), dans l'Ouest intérieur (de la Manche aux Deux-Sèvres et la Vendée), dans le sud du Massif Central (Cantal, Haute-Loire, Lozère) et dans les Pyrénées-Atlantiques.

Mais la carte des zones à forte pratique religieuse a, elle, beaucoup changé. Ainsi à l'Est, dans la Meurthe-et-Moselle et les Vosges, la pratique religieuse marque le pas. Idem dans le coeur de la tradition catholique, la Bretagne : les Côtes-d'Armor, le Finistère et la Loire-Atlantique s'éloignent du catholicisme. A l'inverse, dans un bassin parisien, où la religion catholique avait peu d'influence, les pratiquants ont gagné du terrain dans les départements aisés, les Yvelines, les Hauts-de-Seine et Paris.

La carte du catholicisme a toujours recoupé la géographie du vote de droite. Cette évolution semble s'être renforcée ces dernières années. Ce tropisme conservateur se traduit par une proximité pour les partis de droite plus marquée que chez l'ensemble des Français : 30,6 % se sentent proches de l'UMP (39 % chez les pratiquants), contre 25 % des Français. Au sein de la famille conservatrice, la droite souverainiste et l'extrême droite bénéficient d'une prime, souligne l'étude de l'IFOP : FN et MPF (de Villiers) confondus emportent 11,8 % de leur préférence (13,8 % chez les "messalisants"), contre 10,3 % pour l'ensemble des Français.

La proportion des catholiques pratiquants dans l'électorat FN s'est notablement renforcée. Alors que la "droite catho" fut longtemps un des segments de l'électorat le plus réfractaire aux discours d'extrême droite, elle a amorcé un virage en 2002. "L'électorat catholique vieillit, se droitise et se radicalise", souligne Jérôme Fourquet, directeur adjoint de l'IFOP.

Et si la mutation de l'UDF en MoDem n'a pas entraîné de désaffection de l'électorat centriste (12,9 % des pratiquants lui conservent ses voix), la proportion des voix de gauche, en revanche, est en recul : l'électorat des "cathos de gauche" pèse dorénavant 21 %, soit 15 points de moins que la moyenne nationale. "L'orientation à droite a tendance à se renforcer", conclut M. Fourquet.

Spectaculaire augmentation des cambriolages (18.08)

lefigaro.fr - 17.08 «Je suis absolument déterminé à tout mettre en œuvre pour que les résultats des trois derniers mois soient accidentels et ne traduisent pas une amorce de renversement de tendance.» C'était à l'Élysée, le 28 mai dernier. Devant 600 policiers et gendarmes réunis dans la salle des fêtes du palais présidentiel, Nicolas Sarkozy mettait en garde ses anciennes troupes face à la soudaine dégradation des statistiques de la délinquance. Le dernier bulletin mensuel de l'Observatoire national de la délinquance (OND), garant de l'orthodoxie des chiffres, confirme ses craintes.

«Renversement de tendance.» L'expression apparaît à trois reprises dans ses commentaires du mois. À la rubrique des cambriolages, tout d'abord. «Depuis mai 2009, après six mois de baisse, leur nombre augmente sur douze mois. La hausse s'élève à près de 12 % sur douze mois pour les cambriolages de locaux d'habitations principales (soit + 17 474 faits constatés)», révèlent ses criminologues. Ils avaient déjà mis en évidence le mois dernier qu'en France désormais, avec plus de 160 000 cambriolages d'habitation principales par an, ce type de délinquance a atteint le rythme effarant d'une effraction toutes les trois minutes.

«Très mobiles et très organisés»

Le phénomène touche prioritairement les villes, à 80 %. En général, ces vols n'excèdent pas vingt minutes. Les secteurs ruraux et périurbains confiés à la gendarmerie ne sont guère épargnés. L'Hérault, les Bouches-du-Rhône, l'Isère, le Rhône, la Gironde et la Haute-Vienne notamment. Au point qu'un plan anticambriolages a dû être mis en place dans ces zones.

L'«ennemi» est identifié. «Ce sont des bandes de jeunes voyous très mobiles et très organisées», explique un gradé. Issues principalement d'Europe centrale, agissant en raid, elles sont composées d'adolescents dont les plus jeunes n'ont pas 13 ans. Elles frappent même en plein jour, pendant les heures de bureau ou à l'heure de la sieste. «Elles font des ravages sur le littoral méditerranéen», assure le secrétaire national de l'UMP chargé de la sécurité, Éric Ciotti. «Avec un simple tournevis, poursuit-il, ces gamins ciblent des villages et visitent les maisons par dizaines, s'emparant de l'argent et des bijoux, facilement transportables.»

Autre «renversement de tendance» observé par l'OND dans son bulletin de juillet : la hausse de près de 5 % des vols avec violence. «En février 2009, les faits de violences étaient en baisse de 4,1 % sur douze mois, en six mois ce taux s'est inversé», constatent ses experts. Ils déplorent notamment près de 1 500 nouvelles affaires de violence par arme à feu en un an. Plus 25 % de faits !

Plus généralement, les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont dépassé les 450 000 actes «depuis avril 2009». Pour la première fois depuis longtemps, les violences physiques crapuleuses (exercées dans le but de voler) augmentent, de près de 5 %. Les violences non crapuleuses grimpent, quant à elles, de façon ininterrompue, même si leur hausse s'est ralentie. Il s'agit là, précise l'OND, des «violences intrafamiliales, des violences subies par les personnes dans l'exercice de leur fonction et des altercations du quotidien». Autant de faits qui trahissent une dégradation du climat social, malgré les efforts constants des forces de l'ordre pour améliorer leur présence sur le terrain au plus près des victimes.

Pour le président de l'OND, Alain Bauer, «ces chiffres sont cohérents». La délinquance obéirait, dit-il, à des «phénomènes de cycles, comme l'économie». En ces temps de rigueur budgétaire, la tendance serait en somme au retour de l'inflation criminelle.

Une théorie que le nouveau ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, ne peut faire sienne, lui qui s'inscrit avant tout dans l'action. Plus que jamais, il réclame à ses troupes des résultats. Pour l'heure, seulement 12 % des cambriolages sont élucidés.

Le tourisme dentaire séduit les familles modestes (18.08)

Le Monde - 18.08 Pendant l'été, de plus en plus de Français profitent de leurs congés pour aller se faire soigner les dents à l'étranger. C'est le cas de Sabine Endart, 40 ans, cuisinière dans un lycée du Pays basque, qui vient de passer une semaine en Hongrie : "J'ai longtemps fait de l'anorexie et mes dents se sont déchaussées, raconte-t-elle. L'an dernier, je suis venue faire le haut de la bouche, et j'ai été très contente, alors me revoici pour le bas."

En France, ces opérations lui auraient coûté 28 000 euros. "C'est beaucoup trop cher pour moi. Alors j'ai fait appel à Novacorpus, une société intermédiaire basée en Suisse, qui m'a proposé des soins en Espagne et en Hongrie. J'ai choisi la Hongrie, où cela me revenait à 7 000 euros", précise Sabine. Sa dentiste, Emese Zsidro, qui s'exprime dans un français parfait, indique être "une ancienne élève de l'université Paris-VI".

Début juillet, Franck Chaligné, agent commercial dans l'immobilier, s'est rendu à Mosonmagyaróvár, une petite station thermale hongroise, à la frontière de l'Autriche et de la Slovaquie. Il souhaitait obtenir un devis avant de se décider : il doit se faire poser plusieurs implants et bridges. Il y a retrouvé son frère, qui réside au Texas, un habitué de Mosonmagyaróvár. C'est la troisième fois que ce dernier vient se faire soigner ici, par l'entremise d'une agence de voyage spécialisée, Dental Offer.

Le tourisme dentaire séduit notamment des familles aux revenus modestes. Isabelle Michel, 54 ans, femme d'agriculteur et gérante de chambres d'hôte à Roscoff, est allée, elle aussi, à Mosonmagyaróvár, l'an dernier, guidée par l'agence Appledent. "J'ai été bien soignée, par des gens qui ne vous exploitent pas et qui ne roulent pas en Porsche !", insiste-t-elle.

Monia Mamane, Marseillaise de 32 ans, ayant récemment trouvé un emploi de secrétaire médicale, a souscrit un crédit, compte tenu de ses faibles ressources et de celles de son mari marin-pompier, pour faire le voyage à Budapest. "En France, il m'aurait fallu un an et 28 000 euros, pour me faire refaire les dents. En Hongrie, j'ai tout fait en une semaine, pour seulement 10 000 euros", précise-t-elle.

Chantal Martin, vendeuse dans une boulangerie, a, elle aussi, emprunté, pour financer trois séjours : le premier pour les greffes d'os, le deuxième pour les implants, et le troisième pour les couronnes. Coût total : 13 000 euros. De tels soins lui auraient coûté 30 000 euros en France.

Comme Monia et Chantal, Jean-Christophe, 45 ans, qui gagne 2 000 euros nets par mois, a fait appel à la société française Ypsée pour organiser son voyage. "Le séjour m'est revenu à 200 euros et le voyage aussi", assure-t-il. Il a apprécié que "chaque matin, un taxi vienne (le) chercher à l'hôtel pour (l)'emmener chez le dentiste". "Je suis arrivé un dimanche. Le lundi, j'ai passé sept heures sur le fauteuil du dentiste. C'était un peu long, mais moins pénible que d'y retourner une fois par semaine pour seulement une demi-heure, comme en France, argumente Jean-Christophe. Ma semaine de soins m'a coûté 7 500 euros, mais la Sécurité sociale et ma mutuelle m'ont remboursé 5 500 euros", complète-t-il.

Sébastien Valverde, cofondateur d'Ypsée en 2007, assure avoir organisé les voyages de deux personnes bénéficiaires de la CMU, qui n'arrivaient pas à se faire soigner en France. M. Valverde et son associé, Moezz Sedkaoui, se sont connus en 2005 à l'école de management Euromed de Marseille, au cours d'un master sur les entreprises de santé. "A l'époque, seuls les Anglo-Saxons allaient se faire soigner à l'étranger. Nous avons alors eu l'idée de créer une société qui faciliterait les voyages des Français", indique M. Valverde. Les frais exigés par Ypsée à chaque patient s'élèvent à 145 euros.

Le tourisme dentaire se développe en France, comme l'indiquent les statistiques du Centre national des soins à l'étranger (CNSE) - organisme créé en 2006 à Vannes (Morbihan) afin de centraliser les demandes de remboursement et de mieux détecter les patients fraudeurs. Pour l'instant, le CNSE ne traite que les demandes des salariés ayant avancé leurs frais, sur 90 % des caisses d'assurance-maladie. Ses fichiers ne distinguent pas les soins programmés des soins délivrés en urgence : ces deux catégories confondues, le nombre de remboursements a diminué de 1,1 % entre le 1er semestre 2008 et le 1er semestre 2009 - sans doute un effet de la crise.

Mais, en Hongrie, où les soins sont essentiellement dentaires, et manifestement programmés, le nombre de dossiers traités a augmenté de 40 % sur la même période. En Pologne, autre destination, il s'est accru de 56 %. Du 1er octobre 2006 au 30 juin 2009, 1 059 dossiers de remboursement de soins dentaires en Hongrie ont été reçus par le CNSE. Ils représentaient 1,2 million d'euros de dépenses et 236 242 euros de remboursements.

Au niveau européen, le phénomène reste encore limité. Les soins de santé transfrontaliers ne représentent, selon la Commission de Bruxelles, que 1 % du budget des services publics de santé.

Une directive européenne sur la mobilité des patients.

La Commission de Bruxelles souhaite faciliter les démarches des patients qui se font soigner à l'étranger mais ont du mal à obtenir le remboursement de leurs soins au retour. Elle a donc proposé, le 2 juillet 2008, une directive "relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers" traitant des soins programmés (objectif du voyage à l'étranger).

Le texte, en attente de lecture par le Conseil, demande que les soins non hospitaliers programmés ne soient plus soumis à une autorisation préalable et qu'ils soient remboursés au tarif du pays d'affiliation. Pour les soins hospitaliers programmés, il précise que l'Etat d'affiliation peut prévoir un système d'autorisation préalable s'il juge que le phénomène menace l'équilibre financier de son système de santé. Le tarif de remboursement reste celui du pays d'affiliation.

Un quart des plus de 85 ans vivent en institution (20.08)

lefigaro.fr - 18.08 Près de 657 000 personnes vivaient fin 2007 dans des établissements médico-sociaux ou de santé accueillant des personnes âgées pour un hébergement permanent, temporaire ou en accueil de jour ou de nuit. Soit 2 % de plus qu'en 2003, selon une étude publiée lundi par le ministère de la Santé.

Environ 10 % des personnes de plus de 75 ans vivaient fin 2007 en institution. Cette proportion croît avec l'âge et atteignait un quart pour les plus de 85 ans. Au total, 75 % des résidents étaient des femmes, en grande majorité seules et dépendantes. Les trois quarts ont plus de 80 ans et un peu plus de la moitié, plus de 85 ans. Ainsi, 13 % des femmes de plus de 75 ans et 28 % des femmes de plus de 85 ans vivaient fin 2007 en établissement, contre respectivement 6 % et 14 % des hommes. On comptait 80 femmes pour 100 hommes parmi les résidents de moins de 65 ans, mais 369 femmes pour 100 hommes chez les plus de 75 ans et 579 femmes pour 100 hommes chez les plus de 90 ans.

L'âge moyen des personnes en institution ? 84 ans et 2 mois en moyenne, soit six mois de plus qu'en 2003 et seize qu'en 1994. Si la grande majorité des résidents appartenaient donc au «quatrième âge», la part des plus de 95 ans est croissante et atteignait 10 % en 2007, soit deux points de plus qu'en 2003.

Des séjours de quatre ans

Les résidents présents au 31 décembre 2007 étaient hébergés dans le même établissement en moyenne depuis un peu moins de quatre ans, un quart depuis moins d'un an et un cinquième depuis plus de six ans.

Près de 230 000 personnes sont entrées en établissement en 2007, ce qui représente environ 35 % du total des résidents au 31 décembre. 84 000, soit plus du tiers, sont sorties en cours d'année après avoir passé en moyenne deux mois dans l'établissement. 35 % de ces personnes entrées et sorties dans l'année étaient décédées.

227 400 résidents sont sortis définitivement en 2007, soit 22 000 de moins qu'en 2003, l'année de la canicule. Les décès représentaient 61 % des sorties, le retour au domicile personnel ou d'un proche 20 %. Le temps de séjour moyen était de 2 ans et demi.

Les tarifs des maisons de retraite vont-ils exploser ? (20.08)

LeMonde.fr - 19.08 Un dossier du quotidien La Croix du 19 août sonne l'alerte : les tarifs des maisons de retraite risquent d'augmenter fortement. La raison : un projet de décret du ministère du travail envoyé aux professionnels de la prise en charge des personnes âgées, en date du 23 juin dernier, modifie la tarification dans les établissements publics et associatifs.

Qu'est-ce que l'hébergement en maison de retraite ?

C'est un hébergement collectif de personnes âgées – valides, semi-valides, dépendantes, voire désorientées – en perte d'autonomie, qui nécessite la prise en charge du résident avec tous les services collectifs assurés tels ménage, repas, encadrement médical, surveillance de jour comme de nuit. En maison de retraite, la personne âgée conserve le libre choix du médecin et des intervenants libéraux.

Certaines maisons de retraite accueillent des personnes âgées pour un hébergement temporaire de quelques jours à quelques semaines ou proposent un accueil de jour pour des personnes âgées qui ne peuvent ou ne veulent rester chez elles dans la journée. Les conditions d'admission varient d'une maison de retraite à l'autre : l'âge minimum doit en principe être de 60 ans ; toutefois, en certaines circonstances, il existe des dérogations d'âge. L'état de santé, le taux de dépendance et la vie en couple sont pris en compte.

Comment sont actuellement calculés les tarifs des maison de retraite ?

La loi du 21 juillet 2001 impose trois tarifs distincts :

- Le tarif hébergement : il comporte les frais d'hôtellerie, de restauration, d'entretien et de loisirs. Il est à la charge du client. Une maison de retraite coûte, à Paris, entre 2 700 et 4 600 euros selon l'organisme Retraite Plus. Il faut compter entre 2 000 et 2 500 euros pour l'Île-de-France et entre 1 500 et 1 800 euros pour la province, selon Retraite Plus. Ces frais d'hébergement peuvent être en partie couverts par des aides : aide sociale et depuis 2002, l'APA (allocation personnalisée d'autonomie).

- Le tarif dépendance : il couvre les prestations d'aide, d'accompagnement, de surveillance indispensables à l'accomplissement des actes essentiels de la vie courante, mais également les surcoûts hôteliers, l'animation, les fournitures, le matériel et mobilier liés à la dépendance des personnes âgées hébergées.

- Le tarif des soins : pendant la durée du séjour, les soins donnés par la maison de retraite aux résidents hébergés en soins de suite et soins de longue durée sont entièrement pris en charge par l'assurance maladie.

Qu'est-ce qui va changer dans la fixation de la tarification ?

Un nouveau système doit entrer en vigueur au 1er janvier 2010 avec deux changements : il généralise l'attribution d'une dotation globale aux EHPAD (établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes) pour les soins et la dépendance ; par ailleurs, une nouvelle tarification pour l'hébergement est créée : la part prise en charge par les familles ou la personne âgée. Cette dernière disposition inquiète.

Quels sont les risques ?

Le premier risque est une forte hausse du prix de l'hébergement. "Comme les dépenses de soins et de dépendance devront être couvertes par les dotations globales attribuées et plafonnées, la tentation sera grande d'augmenter le prix de l'hébergement pour couvrir les frais restants. Les familles vont donc devoir mettre un peu plus la main à la poche", indique La Croix citant Joëlle Le Gall, présidente de la Fédération nationale des associations de personnes âgées et de leurs familles.

Autre risque, celui d'un système à deux vitesses séparant les personnes bénéficiant de l'aide sociale et les autres.

Enfin, il y a le risque de dégradation des prestations avec la nécessité pour certains établissements insuffisamment dotés de faire des économies sur le personnel pour payer les médicaments. Néanmoins, le ministère du travail se veut rassurant car le nouveau dispositif sera encadré afin d'éviter les abus en matière de prix.

Les océans toujours plus chauds (21.08)

AP - 20.08 La température des océans cet été a été la plus élevée jamais relevée, selon une étude dévoilée jeudi par l'agence américaine des données climatiques.

La température moyenne des océans de la planète était de 17 degrés Celsius en juillet, selon cette étude. Il s'agit de la plus élevée jamais enregistrée depuis 1880, année où l'agence américaine a commencé à relever ses données. Le précédent record datait de 1998.

Selon les météorologistes, cette hausse de la température moyenne est à la fois due au phénomène climatique El Nino -réchauffement des eaux du Pacifique- et au réchauffement climatique dû à l'activité de l'homme. Elle a déjà causé des dégâts sur les barrières de corail, et pourrait aggraver la fonte des glaces et renforcer les ouragans.

Les eaux du golfe du Mexique, qui alimentent nombre d'ouragans, ont affiché en moyenne une température d'environ 32 degrés en juillet, selon cette étude. Les eaux de la Méditerranée et de l'hémisphère nord ont également été plus chaudes que la moyenne.

Mais c'est près de l'Arctique que le phénomène a été le plus fort. Là-bas, les eaux ont été en moyenne 5,5 degrés plus chaudes qu'à l'accoutumée et pourraient conduire à la fonte de pans de glace du Groenland, selon Waleed Abdalati, directeur du Earth Science and Observation Center de l'université du Colorado.

Cette hausse de la température des océans est un signe encore plus inquiétant que celui des sols, car les eaux mettent plus de temps à se réchauffer et, ensuite, à se rafraîchir. "Cette eau ne va pas disparaître l'année prochaine, elle va être là pendant longtemps", souligne le climatologue Andrew Weaver, de l'université de Victoria, en Colombie-Britannique (Canada).

Des eaux plus chaudes "affectent la météo sur les terres", précise-t-il. "C'est un nouvel indicateur important du changement qui est en train de se produire".

La France est restée la championne d'Europe de la fécondité en 2008 (25.08)

Le Monde - 24.08 Avec un taux de fécondité qui dépasse deux enfants par femme, la France est restée, en 2008, la championne d'Europe de la natalité : elle est, avec l'Irlande, le pays de l'Union européenne où la fécondité est la plus forte. Selon le bilan démographique de l'Insee, plus de 800 000 bébés sont nés sur le sol métropolitain en 2008, un chiffre qui n'avait pas été atteint depuis 1981.

Ces résultats sont d'autant plus surprenants qu'en France, le nombre de femmes en âge de procréer ne cesse de diminuer : les femmes aujourd'hui âgées de vingt à quarante ans sont nées dans les années 1970 et 1980, à une époque où le baby-boom de l'après-guerre s'achevait. Depuis dix ans, leur nombre baisse ainsi de 2 % par an, ce qui représente 200 000 mères potentielles de moins depuis 1999.

Qu'importe ! Les taux de fécondité, eux, ne cessent de grimper, surtout à des âges avancés : en 2008, l'âge moyen à la maternité a atteint quasiment trente ans, soit deux ans de plus qu'il y a deux décennies. "Cette tendance est générale en Europe, à l'exception des pays de l'est récemment entrés dans l'Union européenne", constate Anne Pla dans Insee Première, l'une des publications mensuelles de l'Insee (insee. fr).

Les enfants grandissent désormais auprès de parents plus âgés : en 2008, 21,5 % des bébés avaient une mère de plus de trente-cinq ans, contre seulement 16,5 % il y a dix ans. Ils naissent également plus fréquemment hors mariage : en 2008, plus de 52 % des bébés sont nés au sein d'un couple vivant en union libre contre seulement 6 % en 1970. "Ce qui était un événement contraire aux normes sociales est devenu un événement banal", soulignent les démographes Francisco Munoz-Perez et France Prioux.

L'union libre est désormais tellement répandue que les pouvoirs publics en ont tiré les conséquences : dès 1972, les droits des enfants "naturels" ont été alignés sur ceux des enfants "légitimes" et en 2005, ces mots ont été bannis du code civil, qui ne distingue plus les enfants nés dans et hors mariage. "Le choix du mariage ou de l'union n'a pas un grand impact sur la vie familiale", reconnaissait en 2005 un rapport de l'Assemblée nationale sur la famille, rédigé par l'actuelle ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse.

Le mariage, qui ne cesse de décliner au profit de l'union libre, est de plus en plus vivement concurrencé par le pacte civil de solidarité : créée en 1999, cette nouvelle forme d'union a remporté un succès spectaculaire à partir de 2005, lorsque son régime fiscal a été aligné sur celui du mariage. En 2008, près de 140 000 pacs ont été signés, ce qui le rapproche de plus en plus du mariage (273 000 célébrations en 2008).

Contrairement à ce que l'on pense souvent, ces pacs unissent dans leur immense majorité un homme et une femme : en 2008, 94 % des pactes concernaient un couple hétérosexuel. En quelques années, ce contrat que Jacques Chirac jugeait "inadapté aux besoins de la famille" est devenu une forme d'union à part entière : en 2008, l'Insee a recensé un pacs pour deux mariages alors qu'il en comptait seulement un pour neuf il y a cinq ans, en 2003.

Malgré son dynamisme démographique, la France, qui compte 64,3 millions d'habitants, reste une société vieillissante. En dix ans, le nombre de personnes âgées de plus de 75 ans a augmenté de plus de 35 %, soit presque cinq fois plus vite que la population totale. Dans le même temps, la part des personnes âgées de moins de 20 ans est restée quasiment stable. "Les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses, constate Anne Pla. 5,6 millions de personnes de plus de 75 ans et plus vivent en France."

En 2008, l'espérance de vie est restée stable : elle a atteint 84,3 ans pour les femmes et 77,5 ans pour les hommes. Alors qu'elle culminait à vingt-cinq ans au milieu du XVIIIe siècle - à l'âge de 10 ans, la moitié des enfants étaient déjà décédés -, l'espérance de vie a beaucoup progressé depuis la fin de la seconde guerre mondiale : depuis 1950, les hommes ont gagné quatorze ans de vie et les femmes quinze. Les femmes françaises détiennent depuis plusieurs années la palme européenne de la longévité.

La descente aux enfers de Grigny (27.08)

Le Monde - 26.08 Ville symbole des banlieues françaises, parmi les plus pauvres et les plus sensibles d'Ile-de-France, la commune de Grigny, dans l'Essonne (26 000 habitants), connaît une crise budgétaire sans précédent, signe de la fragilité des quartiers les plus difficiles. Endettée, croulant sous les dépenses dues à la pauvreté et à la jeunesse de ses habitants, disposant de ressources très limitées, elle n'arrive plus à faire face à ses obligations financières. De 1,9 million d'euros en 2006, le déficit est passé à 9,8 millions en 2008 et 15,5 millions en 2009, soit un tiers du budget communal.

Cette situation, qualifiée d'"inextricable" par des experts, a conduit la préfecture de l'Essonne à prendre une mesure spectaculaire : selon nos informations, le préfet, Jacques Reiller, s'est substitué à la municipalité communiste pour régler le budget et vient de décider d'augmenter de 50 % les taxes foncières et de 44,26 % la taxe d'habitation dans la ville, suivant les recommandations de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France. Cette mesure, qui prolonge des hausses de 3 % en 2007 et 10 % en 2008, également décidées par le préfet, s'accompagne de la réduction autoritaire des dépenses de personnel et des subventions aux associations.

Dans son avis sur Grigny, la CRC parle de "grave détérioration" des finances de la commune. La préfecture insiste sur le caractère "exceptionnel" de la situation. "En France, seuls deux ou trois précédents peuvent être évoqués", souligne le préfet délégué à l'égalité des chances, Eric Freysselinard. Au point que la préfecture reconnaît - avant même leur mise en oeuvre - que les mesures décidées seront insuffisantes : la hausse des impôts et les mesures d'économies devraient seulement permettre de faire redescendre le déficit à un peu plus de 10 millions d'euros.

Car Grigny n'est pas victime de la crise économique actuelle mais subit, sur le long terme, la dégradation du niveau de vie des habitants et les insuffisances de la politique de la ville. Un "effet de ciseaux" terrible, propre aux villes pauvres de banlieue : comme la population est très jeune (40 % de moins de 20 ans) et ne cesse de se paupériser (49 % de logements sociaux, 21 % de bénéficiaires de minima sociaux, etc.), les dépenses de la commune augmentent en permanence. Mais les ressources financières ne suivent pas : à nouveau comme la population est pauvre (revenu par habitant inférieur de 40 % à la moyenne), la ville dispose de recettes fiscales très limitées. "C'est tout le problème des banlieues françaises qui est résumé dans l'exemple de Grigny. Comment ces villes peuvent-elles s'en sortir sans solidarité budgétaire régionale ou nationale ?", interroge un expert des finances locales.

Un cauchemar financier quotidien pour les élus de Grigny, sous surveillance de la chambre régionale des comptes depuis 2003. "La commune est structurellement dans l'incapacité d'assumer correctement ses missions", plaide Philippe Rio, premier adjoint au maire. Notamment face à sa jeunesse : avec près de 750 naissances par an, 4 500 élèves en classes maternelles et élémentaires, la ville doit faire face à des dépenses comparables à celles d'une commune de 40 000 voire 50 000 habitants. D'où cette absurdité : alors que les résultats scolaires sont médiocres et que beaucoup d'enfants traînent seuls, le soir dans les rues, le périscolaire est réservé aux enfants dont les deux parents travaillent...

"On paye l'histoire de l'urbanisation des années 1960. Grigny était un petit village de 3 000 habitants. En six ans, avec la construction de la Grande-Borne et de Grigny-2, on est passé à 25 000 habitants sans qu'il y ait eu d'accompagnement de la part de l'Etat", raconte Philippe Rio. La ville subit aussi les conséquences de l'évolution de sa population. Les classes moyennes, qui payaient des impôts, sont progressivement parties, remplacées par des populations pauvres, non imposables, notamment des immigrés nouvellement arrivés, pour lesquels Grigny constitue une des portes d'entrée en France.

"Il y a eu, pendant très longtemps, un accord implicite entre l'Etat et la municipalité, analyse Pascal Troadec, un ancien adjoint communiste, passé dans l'opposition lors des dernières élections. D'un côté, l'Etat était très content de se débarrasser des populations difficiles et de les concentrer sur Grigny. De l'autre, la mairie en profitait pour se constituer une réserve électorale et faire du clientélisme". Un "donnant-donnant" confirmé par un responsable associatif : "On a circonscrit les problèmes sur Grigny. L'Etat se simplifiait la tâche. Les communistes étaient loin de s'en plaindre. Ça arrangeait tout le monde."

Conséquence de l'immigration, la population de la commune a augmenté. Avec beaucoup de sans-papiers. Et un nombre important d'habitants qui vivent, illégalement, dans des appartements sur-occupés. "L'Insee estime, dans son dernier recensement, que la ville compte 26 000 habitants. En réalité, nous sommes probablement plus de 30 500", explique Philippe Rio, reprenant les conclusions d'une étude indépendante. Un différentiel non pris en compte par l'Etat dans le calcul des dotations de fonctionnement, déterminées en fonction du nombre d'habitants. Soit un manque à gagner annuel de trois millions d'euros, selon la commune.

Face à ce constat, la municipalité a choisi le rapport de forces. Par deux fois, les élus ont refusé de voter leur budget, en 2007 et en 2008. Pour 2009, ils l'ont adopté mais en inscrivant des recettes qu'ils savaient être complètement fictives et en retenant des niveaux de dépenses irréalistes. Pour placer l'Etat "devant ses responsabilités" : "On a fait un budget revendicatif. Notre situation est exceptionnelle et suppose des moyens exceptionnels", clament les élus en demandant une subvention d'équilibre et des prêts à taux zéro. La préfecture a refusé ces demandes. D'abord parce qu'elle réfute le discours sur l'abandon de Grigny par l'Etat. "La commune est largement aidée depuis des années. Elle fait l'objet d'investissements considérables de la part de l'Etat", souligne le préfet délégué en donnant comme exemple les 370 millions d'euros prévus pour la rénovation urbaine. Ensuite parce qu'elle considère que la commune pourrait être mieux gérée. "Il y a un défaut de maîtrise des dépenses", constate la préfecture, reprenant les conclusions, sévères, de la CRC sur l'absence de rigueur budgétaire de la part de la mairie.

Les perdants sont les habitants. Notamment les derniers représentants des classes moyennes. Ceux que les opérations de rénovation urbaine tentent de faire revenir dans les quartiers, à coup de millions d'euros, pour apporter un minimum de mixité sociale. "La situation est ubuesque, dénonce Pascal Troadec, très critique sur l'attitude de la mairie comme sur celle du préfet. On cherche à attirer les classes moyennes mais on leur colle une hausse de 50 % des impôts. Comment voulez-vous qu'elles aient envie de venir ? C'est désespérant : on casse d'une main ce qu'on construit de l'autre."

La bombe à retardement des copropriétés (27.08)

LeMonde.fr - 26.08 À Cichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), comme à Villiers-le-Bel (Val d'Oise), les quartiers les plus difficiles ne relèvent pas des HLM mais de copropriétés privées, souvent dégradées, parfois en perdition lorsque les propriétaires ont cessé de payer les

charges collectives. Derrière les apparences d'un quartier banal, agréable, avec vue sur les lacs de l'Essonne, Grigny-2, la deuxième plus grande copropriété d'Europe, est ainsi considérée par les observateurs comme une 'bombe à retardement' au niveau social comme au niveau sécuritaire. 'C'est un des quartiers parmi les plus inquiétants', explique une source policière. Lire la suite l'article

Construit entre 1969 et 1975, sans permis de construire, Grigny-2 abrite 12 000 habitants, selon l'Insee, 17 000 selon la mairie. Une enquête conduite par le cabinet d'études Urbanis fait état du 'basculement progressif de la copropriété' dans 'une situation de paupérisation et de précarisation massive de sa population'. Le quartier subit un turnover très important : dès que les habitants trouvent une solution ailleurs, ils quittent la cité et sont remplacés par de plus pauvres qu'eux. Notamment des immigrés issus d'Afrique noire.

Des marchands de sommeil font, depuis plusieurs années, de la location 'à la découpe' à l'intérieur des appartements. Une activité très rentable, même si la police et la justice ont conduit plusieurs opérations pour mettre fin à ces trafics. 'Dans un F4, ils louent chaque pièce à une famille différente', note Philippe Rio, premier adjoint au maire de Grigny. Leurs cibles sont des immigrés clandestins, qui craignent d'être repérés par la police, ou des familles qui ne peuvent payer de caution ou attendent un logement social. Conséquence logique de la suroccupation des appartements : les enfants et les adolescents sont amenés à passer leur temps à l'extérieur ou dans les halls, faute de place.

Grigny-2 - moins connue que l'autre cité de la ville, la Grande-Borne, construite entre 1967 et 1971 - souffre aussi au niveau des constructions. Fin 2008, plusieurs immeubles ont ainsi été privés d'ascenseurs pendant plusieurs mois après des incidents techniques, contraignant des centaines d'habitants à monter à pied onze, parfois quinze étages. Pour tenter de remédier à ces difficultés, les pouvoirs publics interviennent depuis 2001 à travers un plan de sauvegarde. Mais leurs actions se heurtent aux spécificités des copropriétés (nombre important d'interlocuteurs, charges très élevées, syndicats en difficulté...) qui en font un des points noirs de la politique de la ville.

Changement climatique: les pays pauvres ont besoin de 600 milliards de dollars, selon l'ONU (02.09)

AP - 01.09 Les pays en développement ont besoin de recevoir 500 à 600 milliards de dollars (environ 351 à 422 milliards d'euros) par an des pays riches pour s'adapter au changement climatique tout en préservant leur croissance économique, selon le rapport 2009 sur la situation économique et sociale dans le monde publié mardi par les Nations unies.

L'aide doit permettre aux pays pauvres d'utiliser de l'énergie propre pour développer leur industrie. Faute de ce soutien, la croissance "à l'ancienne" aura des conséquences "dévastatrices" sur le climat en raison du supplément d'émission de gaz à effet de serre (GES), souligne l'auteur, Richard Kozul-Wright.

L'argent devrait aussi servir à la construction de bâtiments moins consommateurs d'énergie et à la mise en place de cultures résistantes à la sécheresse, phénomène plus fréquent du fait du réchauffement climatique.

Estimée à 21 milliards de dollars, l'aide actuellement au développement actuellement consacrée au changement climatique est "lamentablement inadaptée", estime M. Kozul-Wright. Son évaluation de 500 à 600 milliards de dollars nécessaire représenterait environ 1% du produit intérieur brut (PIB) mondiale par an.

Cette somme doit être investie dans les trois à cinq prochaines années, a déclaré l'auteur du rapport à l'Associated Press, après quoi les pays en développement seront en mesure de financer leur adaptation au changement climatique.

'Les Français sont mauvais en anglais' (02.09)

LeMonde.fr - 01.09 Seuls 28 % des lycéens sont au niveau attendu par les programmes de terminale en anglais. Ce constat a été établi par l'Observatoire français des niveaux d'anglais, mis en place par ETS Global, l'entreprise de certification qui vend dans le monde entier les tests de niveau de langue Toeic et Toefl.

Selon les statistiques établies par ce nouvel observatoire, à partir des Toeic passés par 118 000 candidats français, le niveau moyen des locuteurs hexagonaux correspond à 'une maîtrise minimum de la langue ne permettant pas d'envisager sereinement d'aller vivre à l'étranger, ou tout simplement de travailler sereinement avec des collègues anglo-saxons'.

Jusqu'en classe de seconde, les élèves progressent. C'est après que s'opère un décrochage qu'ils ne récupèrent jamais. Pas même durant leurs études supérieures. C'est donc un anglais assez rudimentaire qui s'échange dans l'enseignement supérieur. Depuis les formations courtes (BTS ou DUT) jusqu'au doctorat. 'Parmi les doctorants, 45 % n'arriveront jamais à rattraper leur retard', précise-t-on chez ETS France. A deux exceptions près : les jeunes qui étudient en école de commerce et en école d'ingénieurs. Là, une majorité atteignent un niveau d'utilisateur avancé indépendant'.

Des observateurs et des enseignants du supérieur estiment en effet que la maîtrise de la grammaire offerte par le système éducatif français offre un socle assez solide pour combler les lacunes. C'est sans doute ce que veulent faire les étudiants qui décident de partir en séjour linguistique dans un pays anglo-saxon, et qui passent pour cela le Toefl. Ce 'Test of english as a foreign language', où la France se classe 69e sur 109 pays ou 25e dans la liste des 43 Etats européens, permet en effet de postuler dans des universités américaines. La marge de progression des étudiants qui font cette démarche est en général assez large !

'Le privé, c'est pour les riches' (02.09)

LeMonde.fr - 01.09 L'enseignement privé sous contrat compte toujours davantage d'enfants de cadres supérieurs, professions libérales et chefs d'entreprise que l'enseignement public : 30,7 % contre 19,3 %. A l'inverse, les enfants d'ouvriers et de chômeurs y sont moins présents (22,3 %), que dans le public (38,7 %).

Des chiffres qui corroborent l'idée d'un 'privé pour riches', même si le gros des effectifs, issus des catégories intermédiaires (instituteurs, techniciens, agents de maîtrise...), réduit l'écart entre les revenus des familles des enfants inscrits dans le public et dans le privé. Mais l'implantation des établissements privés dans les centres-villes ou à proximité conforte encore l'idée d'un privé 'pour riches'. 'Quand les villes se sont développées et que la sociologie urbaine a changé, remarque Gilles du Retail, directeur de la communication au Secrétariat général de l'enseignement catholique, nous n'avons pas suffisamment redéployé nos établissements.'

La participation financière annuelle moyenne des familles est de 336 euros en primaire, 427 euros au collège et 667 euros au lycée, soit autour de 40 euros par mois. Mais il existe de grandes inégalités d'un établissement à l'autre. Dans Paris ou le Grand Paris, les familles peuvent déboursier jusqu'à 1 600 euros par an. A contrario, le privé assure 37 % de l'enseignement agricole, secteur qui n'attire pas la partie la plus fortunée de la population.

Repères et références statistiques 2008, ministère de l'éducation et de la recherche.

'La voie professionnelle, c'est pour les nuls' (02.09)

LeMonde.fr - 01.09 L'enseignement professionnel, c'est très bien... pour les enfants des autres ! 'On n'a jamais pu casser le mécanisme infernal de la pensée française, qui veut que la dignité scolaire s'acquière dans la voie générale, donc royale', déplore Brigitte Gonthier-Maurin, sénatrice communiste chargée des questions d'éducation. Un vrai problème culturel que les multiples revalorisations de la voie professionnelle et les campagnes de sensibilisation engagées par les ministres successifs ne changent pas vraiment.

A l'issue du collège, 57 % des jeunes s'orientent vers l'enseignement général et technologique et 27 % vers un deuxième cycle professionnel. La création du bac pro, en 1985, a tout de même dynamisé la voie professionnelle. Faut-il en attendre autant de l'alignement du bac pro sur les autres bacs, avec son passage de quatre à trois ans par le précédent ministre de l'éducation, Xavier Darcos ? L'avenir le dira.

Mais 'il n'est pas sûr que cela suffise à faire évoluer les mentalités', estime François Dubet, qui se demande 'pourquoi, en dépit de toutes les déclarations de principe, l'école française ne parvient pas à se défaire de son image de filière de relégation, de son statut inférieur dans l'échelle des prestiges scolaires'. Un mystère que le sociologue, directeur d'études à l'EHESS, ne s'explique pas, alors même que 'les diplômes professionnels débouchent bien souvent sur des emplois plus solides et mieux rémunérés que les diplômes généraux'. Le mépris pour la voie professionnelle est d'autant moins compréhensible qu'elle a fait peau neuve depuis une vingtaine d'années : rénovation des parcours de formation, professeurs requalifiés, bonne articulation avec les milieux professionnels et le monde du travail.

Peut-être faudrait-il en revanche que l'orientation vers cette voie ne se fasse plus par défaut, en fonction des incompétences de l'élève, mais de ses aspirations. Aujourd'hui, trop d'élèves vivent comme une humiliation leur orientation vers une formation qu'on leur a imposée.

'Aujourd'hui, les élèves ne savent plus lire à l'entrée en 6e' (02.09)

LeMonde.fr - 01.09 L'échec scolaire 'lourd' existe, mais de là à ne vraiment pas savoir lire... Il y a un siècle et demi, pouvoir signer de son nom un registre d'état civil suffisait à ne pas être considéré comme analphabète. Lorsqu'un professeur exaspéré dit aujourd'hui que des élèves 'ne savent pas lire' à l'entrée en 6e, il ne vise pas, ou très rarement, leur capacité à déchiffrer l'alphabet mais à comprendre le sens de ce qu'ils lisent.

Un rapport du Haut Conseil de l'éducation (HCE), publié à la rentrée 2007, estimait à 15 % la proportion d'élèves éprouvant des 'difficultés sévères ou très sévères'. Les évaluations des élèves de CM2, publiées en avril 2009 par le ministère de l'éducation, montrent que 7 % d'entre eux n'avaient pas des 'acquis suffisants' en français. D'autres travaux attestent d'une réelle baisse de niveau en orthographe. Selon une enquête approfondie publiée en février 2007 par les linguistes Danièle Manesse et Danièle Cogis, le niveau d'une classe de 5e de 2005 était celui d'une classe de CM2 de 1987. Les résultats à Pirls 2006 (évaluation internationale quinquennale des capacités de lecture des élèves de 10 ans), plaçaient la France au 23e rang sur 40 pays, soit en recul de quelques places mais avec des résultats en stagnation par rapport à 2001. Et la dernière enquête internationale PISA sur les acquis des élèves de 15 ans plaçait en 2006 la France dans la moyenne des pays de l'OCDE, malgré une légère érosion de ses performances.

Enfin, les dernières évaluations en lecture dans le cadre de la Journée d'appel et de préparation à la défense (JAPD), effectuées chaque année auprès d'environ 800 000 jeunes ayant atteint 17 ans, faisaient état en 2008 de 8,7 % de jeunes 'en difficulté de lecture' dont 3,7 % 'en grave difficulté', une catégorie proche de l'analphabétisme.

'Hors les maths, point de salut' (02.09)

LeMonde.fr - 01.09 C'est entendu, la série S, celle des lycéens scientifiques, constitue la voie royale pour accéder et réussir dans l'enseignement supérieur quand la série L, celle des littéraires, serait 'une série sympathique, où l'on a du temps devant soi, peuplée pour l'essentiel de jeunes filles généralement fâchées avec les mathématiques, et qui ne mènerait à rien hormis, pour les meilleurs, au métier d'enseignant', relève pour mieux s'en détacher un rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale en 2006. Lire la suite l'article Les chiffres sont sans appel : les effectifs de la série littéraire ont baissé de 20 % en quinze ans jusqu'à approcher aujourd'hui, à l'entrée en 1re générale ou technologique, le seuil des 10 % des effectifs de la série générale, en deçà duquel on considère que la série serait menacée d'extinction.

Au baccalauréat 2009, 17 % des candidats étaient inscrits en série littéraire, pour 51 % en série scientifique. Cette chute libre des effectifs ne garantit même pas une concentration d'étudiants brillants dans les matières littéraires. Jugée plus généraliste et ouverte aux carrières socialement les plus prestigieuses, la série S accueille les meilleurs scientifiques mais aussi les meilleurs littéraires : plus de 50 % des jeunes ayant choisi l'option latin-grec vont en S ! Les conséquences sont accablantes ! Les bacheliers S trustent les places des grandes écoles quand les L se rendent en rangs serrés sur les bancs de l'université.

La conférence des grandes écoles relève que, dans ses écoles de management les plus prestigieuses (HEC, Essec...), autour de 60 % des étudiants sont titulaires du bac S et seulement 15 % du L. Dans certaines écoles supérieures de commerce, 40 % de bacheliers viennent de S pour 5 % de bacheliers L. Xavier Darcos avait marqué sa volonté de réhabiliter la filière littéraire. Luc Chatel devra reprendre le chantier.

Au Secours populaire, 'nous accueillons de plus en plus d'étudiants et de travailleurs pauvres' (03.09)

LeMonde.fr - 02.09 D'après Julien Lauprêtre, président du Secours populaire, la précarité touche de plus en plus les classes moyennes. Lire la suite l'article Comment vous êtes-vous préparés à la rentrée au Secours populaire ?

Les bénévoles du Secours populaire n'ont pas pris de vacances pendant l'été. Pour septembre, nous avons mis en place plusieurs initiatives, notamment envers les étudiants. En partenariat avec la FAGE (Fédération des associations générales étudiantes), nous avons par exemple collecté des tickets pour que les jeunes puissent accéder gratuitement aux restaurants universitaires. Nous avons également organisé des braderies afin que les familles les moins fortunées se procurent tout le matériel scolaire dont leurs enfants ont besoin. Ces initiatives existaient déjà l'année dernière, mais nous devons faire face aujourd'hui à une explosion des demandes.

Comment se traduit cette augmentation ?

En 2007, le Secours populaire aidait de manière permanente 1,6 million de personnes à se nourrir, se vêtir, avoir accès à la culture et aux loisirs. En 2008, ce chiffre est passé à deux millions et cette année, le nombre de personnes en difficulté venant frapper à notre porte a encore augmenté. C'est un vrai drame que nous rapportent tous les jours les 1 400 permanences d'accueil et de solidarité de l'association présentes dans le pays.

Quelles sont ces nouvelles populations touchées par la précarité ?

A côté des sans-abri, nous accueillons de plus en plus d'étudiants, de travailleurs pauvres et de personnes âgées. Nos bénévoles qui ont des contacts dans les facultés et observent ces faits au quotidien nous parlent de ces jeunes, de plus en plus nombreux, qui ne mangent pas à leur faim. La plupart viennent pour prendre des repas ou nous demandent conseils pour l'accès au logement. L'année dernière, nous

avons distribué 80 millions de repas à travers la France. Parmi les nouveaux visages de la pauvreté, nous croisons aussi beaucoup de travailleurs pauvres. Ces sont des cadres, des artisans ou des petits commerçants. Ils partent bosser sous le regard admiratif de leurs voisins au chômage, mais viennent nous voir le 14 du mois parce que leurs salaires ne leur permettent pas de vivre correctement. Ces gens ne sont pas inscrits aux services sociaux et c'est souvent assez difficile pour eux de s'adresser à nous.

Quelque 5,5 millions de foyers ont bénéficié de baisses d'impôt (03.09)

Reuters - 02.09 Les baisses d'impôt sur le revenu mises en oeuvre par le gouvernement dans le cadre du plan de relance ont profité à 5,5 millions de foyers et permis de doper leur pouvoir d'achat de près d'un milliard d'euros, a déclaré le ministre du Budget, Eric Woerth.

Décidées après le sommet social réuni en février à l'Elysée, ces baisses concernaient les contribuables situés dans la première tranche d'imposition (5,5%), dont le versement du deuxième tiers provisionnel a été suspendu, et une partie de ceux situés dans la deuxième tranche (14%).

"C'est un milliard d'euros que l'Etat n'a pas perçu, qui sont restés aux Français et sont venus doper le pouvoir d'achat des Français en cette période de crise", a dit Eric Woerth à la sortie du conseil des ministres.

"On voit bien que la consommation s'est bien tenue tous ces mois. Cette mesure et d'autres mesures du plan de relance ont joué", a-t-il ajouté.

Il s'est parallèlement félicité que, contrairement à l'impôt sur les sociétés, celui sur les revenus des personnes physiques (IRPP) se tienne bien, affichant une hausse de près de 3% à fin juillet.

Le gouvernement tablait à l'origine sur un coût de 1,1 milliard d'euros pour les baisses d'impôt sur le revenu, escomptant qu'elles profitent à six millions de foyers.

Dans un communiqué, le ministère du Budget fait état de l'existence de 150.000 contribuables qui ont bénéficié de la suspension de leur deuxième tiers provisionnel intervenue en mai mais qui n'y étaient pas éligibles du fait de leurs revenus 2008 et de l'évolution de leur situation.

Eric Woerth a décidé de leur accorder une mesure exceptionnelle d'étalement de leur impôt sur six mois afin de régulariser leur situation.

De la terre ferme découverte pour la première fois au-delà du système solaire (17.09)

AP - 16.09 Des astronomes ont découvert pour la première fois une exoplanète rocheuse au-delà du système solaire, baptisée Corot-7b, sur laquelle il serait possible de marcher s'il n'y faisait pas une chaleur aussi étouffante. La température s'y élève en effet à environ... 2.000 degrés Celsius.

En cherchant des signes de vie du côté des étoiles, les scientifiques ont repéré plus de 300 planètes hors du système solaire. Mais il ne s'agissait jusqu'à présent que de boules de gaz. Ou alors il était impossible de prouver qu'elles étaient solides. Or une équipe d'astronomes européens vient de confirmer l'existence d'une exoplanète rocheuse, selon l'Organisation européenne pour la recherche astronomique depuis l'hémisphère sud (ESO).

Depuis longtemps, la communauté scientifique s'accorde pour penser qu'une planète doit avoir une surface solide pour y abriter des formes de vie. Découvrir une telle planète constitue donc une grande avancée.

"Nous vivons nous-mêmes sur de la roche", explique Artie Hatzes, directeur de l'Observatoire de Thuringe (Allemagne), codécouvreur de cette exoplanète. "C'est ce que nous avons trouvé de plus proche de la Terre jusqu'à présent. Elle est juste un peu trop proche de son soleil."

Si proche que la température, en surface, approche les 2.000 degrés Celsius, ce qui est beaucoup trop chaud pour qu'il puisse y avoir de la vie.

Corot-7b fait le tour de son étoile en seulement 20 heures, à 750.000 km/h. En comparaison, Mercure, la planète la plus proche de notre soleil, parachève son orbite solaire en 88 jours.

"Elle est bouillante. On l'appelle la planète de lave", note d'ailleurs Artie Hatzes.

Dans la recherche de traces de vie dans l'univers, "c'est une découverte majeure", souligne Alan Boss, chercheur à la Carnegie Institution, qui n'a pas participé à ces travaux.

L'exoplanète Corot-7b a été découverte en février dernier grâce au satellite européen Corot. Les astronomes européens l'ont ensuite scrutée minutieusement pour mesurer sa densité afin de prouver qu'elle est rocheuse comme la Terre. Elle se trouve à environ 500 années-lumière de notre planète, une année-lumière représentant quelque 9.600 milliards de kilomètres.

Quatre planètes sont rocheuses dans notre système solaire: Mercure, Vénus, la Terre et Mars.

La taille de Corot-7b n'est pas très éloignée de celle de la Terre. Son rayon est seulement une fois et demi plus grand que celui de notre planète et sa masse est environ cinq fois plus élevée que celle de la Terre, selon les données recueillies par le spectromètre HARPS (High Accuracy Radial Velocity Planet Search) du télescope de l'ESO au Chili.

D'après Alan Boss, la découverte d'une autre planète rocheuse si proche de son étoile encourage les scientifiques à chercher d'autres planètes ressemblant à la Terre et où les conditions pourraient être plus favorables à la vie.

"Si on ne repense pas le travail, il faut s'attendre à pire que des suicides" (17.09)

LeMonde.fr - 16.09 Auteur de "Suicide et travail : que faire ?" (PUF, 2009), Christophe Dejours, psychanalyste, appelle à repenser le travail pour sortir des logiques gestionnaires qui détruisent le tissu socio-professionnel tout en faisant croire qu'elles traitent les problèmes des salariés.

Pourquoi parle-t-on plus aujourd'hui du suicide au travail ?

Christophe Dejours : Parce que les suicides sur les lieux de travail n'existaient pas avant. Ils sont apparus il y a une douzaine d'années, sans avoir été relayés. Le tournant s'est opéré en 2007, avec les cas de suicides chez Renault et Peugeot.

Les premiers suicides dont j'ai entendu parler constituaient pour moi une forme de décompensation psycho-pathologique parmi d'autres. C'est la répétition des choses qui est devenue hallucinante. Non seulement, il y avait un suicide sur les lieux de travail mais généralement il ne se passait rien après. Ces suicides au travail marquent incontestablement une sorte de bascule qui frappe le monde du travail.

Pour un suicide lié au travail combien de tentatives de suicide et de personnes internées en raison du travail ? On ne peut pas le chiffrer car on n'a pas fait d'enquêtes épidémiologiques. Le ministère du travail fait la sourde oreille à mes demandes. Grâce à la commission mise en place par le gouvernement et dirigée par David Le Breton et dont je suis membre, nous avons réussi à obtenir que dans les statistiques sur les conditions de travail, il y ait désormais un item lié au suicide-travail. D'après une étude réalisée en 2005 en Basse-Normandie, on arrive à un taux de suicide, quand on l'extrapole à l'ensemble de la France, de 300-400 suicides par an. Mais le chiffre ne change rien.

Dans votre ouvrage, vous invalidez la défaillance individuelle comme seule raison du suicide...

Il y a des cas de suicides que l'on ne peut imputer à des difficultés dans l'espace privé : troubles névrotiques, psychotiques, dépressifs, des symptômes précurseurs, ni à un terrain de vulnérabilité particulière. C'est même là aussi une bascule pour la psychopathologie générale.

Ce qui est surprenant c'est que nous avons des personnes qui vont très bien et qui se suicident. On ne peut les expliquer avec les références habituelles de la psychiatrie. Il y a une bascule dans l'ordre social, dans le fonctionnement de la société, c'est aussi le signe d'une rupture dans la culture et la civilisation : les gens se tuent pour le travail. Cela oblige à repenser les catégories habituelles de notre discipline et à revoir ce que les sociologues du suicide disent, en particulier Emile Durkheim dans son livre Le Suicide qui contestait les positions des psychopathologues. Du coup, on est obligé de revenir à ce qui se dit sur la solitude. On avait donc un peu raison.

Vous écrivez qu'il y a trente ans, il n'y avait pas de suicide au travail pour deux raisons : la résistance à l'effort et des solidarités plus fortes...

Oui, il y avait les autres, un collectif de travail, des stratégies de défense. On ne laissait pas un type s'enfoncer. J'ai vu des ouvriers alcooliques qui ne pouvaient pas monter sur les toits pour travailler. Les copains lui demandaient de rester en bas. Ils faisaient le boulot à sa place. Vous vous rendez compte de ce que cela veut dire en termes de prévention de l'accident, de prévention du suicide, de prévention des troubles psychopathologiques ? C'est impensable aujourd'hui ! On apprend aujourd'hui le pire alors qu'on apprenait le meilleur hier : la solidarité. C'est parce qu'on a adopté de nouvelles méthodes au travail que l'on a aujourd'hui un désert au sens arendtien du terme : la solitude totale.

C'est ce que vous appelez le passage du critère "travail" au critère "gestion du travail"...

A partir des années 1980, les gestionnaires se sont imposés dans le paysage, en introduisant l'idée que l'on pouvait faire de l'argent non pas avec le travail mais en faisant des économies sur les stocks, les ratés, les retouches, les effectifs. Tout ce qui est à la marge peut être l'objet d'économies. Partout, on vous apprend que la source de la richesse c'est la gestion des stocks et des ressources humaines, ce n'est plus le travail. Nous le payons maintenant ! Cette approche gestionnaire croit mesurer le travail, mais c'est conceptuellement et théoriquement faux ! Il n'y a pas de proportionnalité entre le résultat du travail et le travail. C'est très grave, car cela signifie que la comptabilité est fautive. D'où la contestation.

C'est donc le décalage entre la réalité du travail et la vision gestionnaire qui augmente le stress des salariés ?

Les gestionnaires qui ne regardent que le résultat ne veulent pas savoir comment vous les obtenez : c'est un contrat d'objectif, disent-ils. C'est comme ça que les salariés deviennent fous, parce qu'ils n'y arrivent pas. Les objectifs qu'on leur assigne sont incompatibles avec le temps dont ils disposent.

Cette logique gestionnaire se rapproche-t-elle de la logique totalitaire selon la conception d'Hannah Arendt, que vous citez dans votre bibliographie ?

C'est assez difficile d'être affirmatif mais la question est posée, car les gens sont amenés à faire des tâches qu'ils réprouvent et il y a une machinerie très puissante qui est mise en œuvre et qui a avec le totalitarisme ce point commun qu'on traite l'humain comme quelque chose d'inutile, d'interchangeable. On lance des slogans pour faire croire qu'on fait des ressources humaines mais dans la réalité, c'est la gestion kleenex : on prend les gens, on les casse, on les vire. L'être humain au fond est une variable d'ajustement, ce qui compte, c'est l'argent, la gestion, les actionnaires, le conseil d'administration.

Ce qui pose forcément la question de la responsabilité...

A l'évidence, ce sont les dirigeants d'entreprise, des politiques d'entreprise, le Medef, la refondation sociale mais aussi l'Etat, qui sont responsables. Il joue toujours un rôle de régulateur et là il s'est aligné sur le Medef. La responsabilité est aussi partagée par nous tous dans notre rapport au système qui ne marche pas sans notre collaboration, notre intelligence, notre zèle. Toute organisation du travail est aussi une organisation politique et une certaine conception de la domination.

Qu'entendez-vous par "repenser le travail" comme solution à la dégradation de la santé mentale au travail ?

Il faut rompre avec les modèles d'évaluation dont je vous ai parlé et repenser le travail à partir du travail collectif : c'est la question de la coopération et des instruments d'analyse du travail collectif. Puis, il ne faut plus mesurer le travail mais entrer dans la matérialité du travail. Enfin, c'est possible, puisque je l'ai fait dans un certain nombre d'entreprises. Quand on fait ce changement de cap, ce n'est pas qu'une catégorie particulière qui souffre, c'est tout le monde. Car c'est un réel changement de posture. Mais une fois que le mouvement est lancé, les gens vont beaucoup mieux.

Votre modèle casse la logique du Medef ?

Effectivement, mais il y a aussi des patrons qui viennent me voir pour me demander de changer les instruments d'évaluation. N'oublions pas que l'évaluation du coût de la santé mentale au travail représente 3 à 6 % du PIB aujourd'hui dans tous nos pays. Donc les gens ont tout à gagner à faire ce travail de réévaluation.

Votre méthode a-t-elle rencontré des échecs ?

Oui, des démarches s'arrêtent en cours de route. L'idéologie de France Télécom, c'est de casser les gens, les faire plier. Les gens ne comprennent plus. D'un côté, on demande aux cadres de virer des gens, de l'autre, on leur dit, vous êtes responsables de dépister les gens qui ne vont pas bien. La responsabilité incombe à ces managers tiraillés entre recevoir l'ordre de casser les gens et d'en assumer la responsabilité. Ils tombent malades. Mais il y a aussi le suicide, l'infarctus, l'hémorragie cérébrale. Pour en sortir, il faut un accord négocié sur la démarche et sur la cohérence par rapport à la politique de l'entreprise.

Sinon vous prenez le risque d'être associé à un alibi ?

Oui. Mais nous ne voulons pas passer pour un alibi, car à ce moment-là, nous échouons. Les alibis, ce sont les autres, ceux qui font de la gestion individuelle du stress, qui vendent de la relaxation. Les coachs, eux sont la vitrine et l'effet slogan. Ils font croire qu'ils font quelque chose. Et quand cela ne marche pas, ils disent aux salariés : "Vous ne savez pas gérer votre stress".

Une personne peut en cas de détresse se suicider mais aussi retourner son arme contre ses collègues, sa hiérarchie ou saboter gravement l'entreprise ? Est-ce déjà arrivé ?

Des tentatives de meurtres ont déjà été enregistrées. J'ai vu un gars armé tenir en joue tout l'état-major de l'entreprise pendant une matinée. J'ai vu aussi des sabotages extrêmement graves, notamment dans des centrales nucléaires.

Ces cas sont-ils récents ?

On a arrêté des sabotages au dernier moment. Mais je ne peux pas vous en dire plus, je suis sous le sceau du secret. Souvenez-vous de ce cas connu à la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime), où une personne a cassé la 1re tranche, puis la 2e tranche, puis la 3e tranche en une heure et demie. Il a failli détruire tout le centre de production nucléaire, alors qu'il y a des maîtres-chiens, des contrôles. Comment a-t-il fait ? Si ce n'est au moins avec la passivité des copains. Dans une autre centrale, le gars voulait découpler la centrale du réseau. S'il y était parvenu, la centrale aurait sauté. Ce sont des membres de la CGT qui lui ont "cassé la gueule" pour l'arrêter.

Comment mesurer le progrès économique et social ? (17.09)

LeMonde.fr - 16.09

Lala : Comment se fait-il que nous ne disposions pas aujourd'hui d'indices pour mesurer correctement le progrès économique et social ?

Jean-Paul Fitoussi : Nous disposons de nombreux indicateurs, mais la plupart d'entre eux ont été construits dans les années 1950. Les progrès de la recherche en même temps que celui de la technique ont permis quelques améliorations, mais le monde a changé beaucoup plus vite que ces indicateurs. De nouvelles préoccupations des populations et des gouvernements ont vu le jour, notamment en ce qui concerne l'environnement et l'état des inégalités. Ce que nous proposons, c'est de revoir l'ensemble du système en tenant compte des changements structurels du monde et de ces nouvelles préoccupations.

Jaif : Un haut taux de croissance est-il une garantie de progrès social, comme ce fut le cas en Europe pendant les Trente Glorieuses après 1945 ?

Jean-Paul Fitoussi : Non, car ce qui importe, c'est la répartition des fruits de la croissance. On peut avoir des taux de croissance très élevés en même temps qu'une détérioration importante de la situation de la part la plus pauvre de la population. Et quand je dis cela, je parle de 60 % de la population. Par exemple : de 2000 à 2008, le PIB américain par tête a augmenté en moyenne de 9 %. Or une enquête dont les résultats ont été livrés la semaine dernière aux Etats-Unis a montré que pendant la même période, 50 % de la population a vu son revenu baisser de 4 %. C'est typiquement une croissance qui s'accompagne d'une régression sociale.

Maxou : Pouvez-vous nous expliquer en quelques mots les apports du rapport Stiglitz ?

Jean-Paul Fitoussi : Il s'est dit tant de choses autour de ce rapport que cette question me permet d'en clarifier le contenu. Notre travail suit trois lignes directrices. La première est d'essayer d'améliorer nos systèmes de comptes nationaux pour qu'ils prennent mieux en compte les évolutions du monde. Dans tous les pays, on a vu monter en puissance la part des dépenses publiques. Cela pose un problème : comment mesurer la production publique ? Comment mesurer, par exemple, la production de santé en France ? Faute de mieux, on fait aujourd'hui la somme des dépenses. Mais évidemment, cela ne nous dit rien sur la qualité du système de santé. C'est ainsi qu'on peut avoir des résultats très différents alors que les dépenses sont similaires.

Aux Etats-Unis, les dépenses de santé représentent 15 % du PIB, et en France, 11 %. Cela signifie que, faisant l'hypothèse que les Etats-Unis et la France aient le même revenu, la mesure du PIB nous dira que l'Américain moyen est plus riche que le Français moyen. Pourtant, on sait très bien que les résultats du système de santé aux Etats-Unis sont beaucoup moins bons que ceux du système de santé en France. Et il existe des indicateurs nombreux et variés que l'on peut utiliser pour mesurer ces résultats. Le plus évident d'entre eux est par exemple l'espérance de vie, mais il en est d'autres, comme la proportion de personnes d'obèses ou les taux de morbidité.

Max25 : Comment expliquez-vous que les statistiques existantes reflètent si mal l'état économique et social des pays ?

S'il existe un hiatus à peu près universel entre la mesure des phénomènes économiques et sociaux et leur perception par les populations, c'est en raison de la croissance des inégalités. Quand vous dites aux Français ou aux Américains : le taux de croissance a été de 3 %, sous-entendu votre revenu a augmenté de 3 %, ce sous-entendu est faux. Comme on l'a vu, on peut très bien avoir un taux de croissance élevé mais qui ne bénéficie qu'à une très faible fraction de la population. Donc la population va se dire : on nous ment, puisque moi, je vois que mon revenu a baissé, alors qu'on me dit que le revenu global a augmenté.

Nous proposons d'ajouter aux mesures habituelles de la croissance des mesures qui permettent de rendre compte de l'état des inégalités, et notamment le revenu médian. C'est ce qui sépare en deux parties égales la population : celle qui gagne moins que ce revenu, et celle qui gagne plus que ce revenu. Et l'arithmétique nous dit que les inégalités augmentent quand le revenu moyen augmente davantage que le revenu médian, et plus généralement, lorsqu'il y a une divergence dans les évolutions du revenu moyen et du revenu médian. Si 10 % de la population voient leurs revenus doubler, cela fait augmenter la moyenne, mais cela ne fait pas augmenter la médiane des revenus.

ImadQuebec : Est-ce que les nouveaux critères que vous proposez pour mesurer le progrès et le bien-être sont applicables de manière universelle ? Le bien-être d'un Japonais serait-il par exemple semblable à celui d'une Marocaine ? Peut-on le mesurer de la même manière, alors que l'état d'avancement économique, les codes et conventions sont très différents dans les deux pays ?

Jean-Paul Fitoussi : C'est la deuxième direction du rapport : mesurer ce qui importe le plus pour la vie des gens, la qualité de leur vie. Il ne s'agit pas du bonheur, comme j'ai pu le lire ça et là. La qualité de vie a des déterminants objectifs et mesurables : les revenus, la richesse, le niveau d'éducation, le niveau de santé ou encore le degré de confiance qu'ont les habitants dans leur système judiciaire. Ce dernier point est intéressant, car il permet de montrer comment on pourrait avoir une augmentation du PIB en même temps qu'une détérioration de la qualité de la vie. La conséquence d'une défiance généralisée dans la population, c'est évidemment la multiplication du nombre de procès, de recours aux tribunaux. Ce seul fait va accroître le PIB, car il va y avoir davantage d'avocats, de juges, etc. Mais cette augmentation de la défiance signale une réduction du bien-être. Si les gens se méfient les uns des autres et se font des procès à tout bout de champ, c'est un signe de la dégradation du bien-être.

En ce qui concerne les déterminants subjectifs, toutes les enquêtes réalisées auprès des chômeurs, dans tous les pays du monde, ont montré que le coût du chômage était beaucoup plus élevé que la perte pécuniaire que subissaient les chômeurs. Le coût ressenti par les individus au chômage, leur perte d'identité, leur sentiment d'inutilité, la multiplication des maladies psychosomatiques et psychiques dans la population des chômeurs. Donc il apparaît évident que le chômage est au-delà du problème de la rémunération qu'aurait la personne si elle était employée, constitue une détérioration de la qualité de la vie considérable.

Rachid : L'indice de développement humain ne suffit-il pas à mesurer les progrès économiques et surtout sociaux ?

Jean-Paul Fitoussi : L'indice de développement humain, élaboré par Amartya Sen, est beaucoup mieux adapté à la situation des pays en développement. Le problème, c'est que cet indice est très fortement corrélé avec le PIB. Cette corrélation est normale, puisque le PIB est un déterminant essentiel de l'indicateur lui-même. Par ailleurs, cet indicateur n'est pas du tout adapté aux pays industrialisés, où les niveaux d'éducation et de santé sont relativement homogènes. Il faut aller au-delà.

Eric V : Comment intégrez-vous les préoccupations liées au développement durable dans vos recommandations ?

Jean-Paul Fitoussi : C'est la troisième direction du rapport : la mesure de la soutenabilité, ce que nous léguons aux générations futures. C'est un problème essentiel aujourd'hui, puisqu'il englobe à la fois le capital physique, le capital humain, mais surtout l'environnement et le capital naturel. Et si nous n'avons pas d'indicateur de soutenabilité, nous pouvons être exposés à des catastrophes que nous ne voyons pas venir. La crise aujourd'hui est la conséquence de l'insoutenabilité de la croissance qui l'avait précédée. On ne l'a pas vue venir parce qu'on n'avait pas d'indicateur, ou plutôt parce que les indicateurs dont on disposait étaient défaillants, puisqu'on avait confié aux marchés financiers le soin de mesurer notre richesse. On sait ce qu'il en est advenu.

Loulou_le_Loup : Quelles chances ont les préconisations du rapport d'être véritablement mises en œuvre ? Ne faudra-t-il pas un consensus au G20 ? Faudra-t-il que le FMI, l'OMC, la Banque des règlements internationaux et les banques centrales s'emparent de la question ?

Je dois dire que les résultats de ce rapport ont dépassé mes espérances. Le président Sarkozy a simplement demandé à l'Insee de l'appliquer. Tous les membres de la commission en ont été abasourdis, dans la mesure où le risque politique de publier de façon régulière et systématique les indicateurs d'inégalités est très grand. Autre événement extraordinaire : le secrétaire général de l'OCDE a abondé dans le sens de la France. Quand on sait le rôle majeur que l'organisation joue en matière de production statistique et d'harmonisation des systèmes de comptabilité nationale, on ne peut qu'en être profondément réjoui. Le président de la République a dit qu'il porterait le dossier au G20, qu'il le défendrait, et le secrétaire général de l'OCDE a dit qu'il se porterait candidat devant le G20 pour l'appliquer. Mais évidemment, il ne faut pas rêver, cela prendra du temps. Cela coûte cher de produire de bonnes statistiques.

oursbrun : Justement, cela ne risque-t-il pas de coûter très cher aux citoyens ?

La question philosophique que tout cela pose est de savoir si un tel investissement est rentable socialement. Ma réponse est qu'à l'évidence, oui, car les désordres créés par une société qui ne se reconnaît pas dans l'image que les statistiques lui renvoient sont beaucoup plus périlleux. Ils peuvent générer une défiance envers la démocratie, une césure entre la population et ses élites, l'impression d'être manipulé. Et c'est un résultat d'enquête stupéfiant celui qui dit que seuls 30 % des Français, et 30 % des Anglais, croient dans les statistiques officielles. L'enjeu est donc énorme.

La grippe A se propage plus vite en France qu'ailleurs en Europe (19.09)

Lefigaro.fr et AFP - 18.09

Le virus de la grippe H1N1 se propage plus rapidement en France que dans le reste de l'Europe, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«L'activité grippale reste basse en général en Europe et en Asie, à l'exception de la France, qui signale des augmentations de maladies grippales (pour la 37^{ème} semaine) au dessus du niveau d'épidémie de grippe saisonnière», indiquent les experts de l'OMS dans leur bilan hebdomadaire sur la pandémie. «La France est le pays d'Europe où il y a le plus de cas actuellement», a expliqué à l'AFP un porte-parole de l'OMS, M. Gregory Hartl.

Il a notamment cité le dernier point de situation de mardi dernier par l'Institut de veille sanitaire français qui fait état de 164 cas de grippe pour 100.000 habitants, soit le double du seuil épidémique de 84 cas pour 100.000 habitants. Le nombre de nouveaux cas de grippe clinique en France métropolitaine (début brutal d'une fièvre supérieure à 39°C, courbatures, signes respiratoires comme une toux) a été estimé à 103.000 pendant la semaine du 7 au 13 septembre.

Les tests pour identifier les virus en cause ne sont pas réalisés mais la précocité et l'ampleur de l'épidémie laissent à penser aux spécialistes de l'OMS qu'elle est largement due au nouveau virus H1N1, responsable dans le monde d'environ 60% des cas de grippe.

Le dernier bilan français reste à 27 malades décédés de la grippe H1N1 et les autorités françaises n'entendent pas passer dans l'immédiat en niveau 6 d'alerte pandémique.

Vendredi, à La Réunion, un homme de 32 ans porteur du virus est décédé à l'hôpital «sans facteur de risque connu». Il est décédé après avoir été victime d'un «syndrome de détresse respiratoire aigu et une défaillance cardiaque et respiratoire».

Le travailleur indépendant moyen gagne 36.400 euros par an (19.09)

Reuters - 18.09

Le revenu moyen des 2,3 millions de travailleurs indépendants en France a été de 36.400 euros en 2005, mais avec de fortes disparités selon les professions et le sexe, montre une étude de l'Insee.

Les non salariés, qui ne sont pas liés par un contrat de travail et n'ont aucun rapport hiérarchique avec un employeur, représentent au total 10% des actifs en emploi en France mais constituent un ensemble très hétérogène.

Ils sont particulièrement présents dans l'agriculture (500.000), le BTP (250.000), le commerce de détail (250.000), le paramédical (180.000), les services aux entreprises, les hôtels-café-restaurants et les activités médicales, note l'Insee dans son étude publiée vendredi.

Hors secteur agricole, leur revenu moyen a été de 36.400 euros en 2005 mais avec un écart de un à sept selon les métiers.

Dans les activités juridiques, la médecine ou la pharmacie, les indépendants ont des revenus moyens de l'ordre de 80.000 à 100.000 euros. A l'opposé, les chauffeurs de taxi, les professionnels du textile-habillement, les prestataires de services à la personne ou de services artistiques, sportifs ou culturels ont des rémunérations six à sept fois plus faibles.

Les exploitants agricoles ont eu quant à eux un revenu par personne non salariée de 17.100 euros en moyenne en 2006, avec des écarts là encore notables : un quart des exploitations dégage un résultat supérieur à 24.300 euros, la moitié un résultat inférieur à 13.700 euros tandis qu'un quart ne dépasse pas 4.600.

L'étude montre aussi que les femmes, qui représentent 30% des non-salariés, ont un revenu moyen inférieur de près de 40% à celui des hommes. "L'écart s'explique en partie par l'âge, l'ancienneté, le secteur d'activité et la taille de l'entreprise", précise l'Insee.

En prenant en compte la différence de durée hebdomadaire du travail - 51 heures en moyenne pour les femmes, 56 heures pour les hommes - l'écart se rapproche de celui constaté chez les salariés à temps complet, soit 23%, ajoute l'institut.

L'Insee s'est également penché sur le sort des médecins pour noter que le revenu moyen des généralistes est de 70.800 euros, contre 111.500 pour les médecins spécialistes libéraux.

Là encore, "les femmes perçoivent 30% de moins que leurs confrères parmi les spécialistes, et 17% de moins parmi les médecins généralistes", constate l'Insee.

La Nasa aurait découvert des traces d'eau sur la lune (25.09)

Reuters - 24.09

La présence d'eau à la surface de la lune, que viendrait de mettre en évidence une sonde spatiale de la Nasa, pourrait favoriser les projets de base lunaire notamment dans le cadre de vols habités vers Mars, rapporte mercredi le site Internet de la Provence.

La sonde spatiale Exopli de la Nasa, qui est passée cet été à 6 millions de kilomètres de la Lune, a enregistré la présence de "bandes d'absorption caractéristiques de la molécule d'eau".

Le quotidien s'appuie sur les travaux d'une équipe franco-américaine, à laquelle appartient un chercheur du Laboratoire d'astrophysique de Marseille (LAM), Olivier Groussin.

"L'eau liquide n'existe pas à la surface de la Lune et les quantités détectées ne sont pas très importantes, de l'ordre d'un demi-litre pour un périmètre équivalent à un terrain de foot", a expliqué le chercheur français sur le site du journal.

"Cela conforte les espoirs de base lunaire et de vols habités, la présence d'eau à la surface de la Lune pouvant permettre d'éviter de transporter cette ressource indispensable depuis la Terre ", a-t-il ajouté.

De la glace repérée dans des cratères sur Mars (25.09)

AP - 24.09

La sonde américaine "Mars Reconnaissance Orbiter" (MRO), en orbite autour de Mars, a repéré de la glace dans plusieurs cratères à mi-chemin entre le pôle nord et l'Equateur. C'est la première fois que la glace, si proche de la surface, est découverte dans une zone située autant au sud de la planète rouge.

D'après les analyses des instruments de la sonde, cette glace est à 99% pure.

Plusieurs sondes avaient déjà aperçu de la glace sous la surface de Mars. Avant qu'elle ne gèle et devienne inutilisable l'an dernier, la sonde Phoenix avait trouvé de la glace dans la région arctique de la planète rouge. L'an dernier, des observations radar de MRO avaient permis de repérer la présence de glaciers enfouis à des latitudes moyennes. La dernière découverte est surprenante parce que les scientifiques ne s'attendaient pas à trouver de la glace à la surface aussi au sud.

Ces découvertes seront publiées dans l'édition de vendredi du journal "Science". La présence de glace a été confirmée par le spectromètre de la sonde, a précisé Shane Byrne, professeur à l'Université d'Arizona, un des responsables de la recherche.

La fonte des glaces du Groenland et de l'Antarctique plus rapide que prévu, selon une étude (25.09)

AP - 24.09

De nouvelles données satellitaires montrent que les glaces du Groenland et de l'ouest de l'Antarctique continuent à fondre plus vite que les scientifiques ne le pensaient, selon une étude publiée en ligne jeudi par la revue "Nature".

Pour la première fois, des chercheurs britanniques ont calculé des changements dans la hauteur des massives, mais vulnérables, couches de glace et ont découvert que leur état s'était particulièrement dégradé sur leurs bords.

Les couches de glace de certaines régions de l'Antarctique ont perdu 9,1 mètres d'épaisseur par an depuis 2003, et même si elles ne sont pas encore près de disparaître -elles mesurent quelque 1,5 kilomètre d'épaisseur par endroits- leur "amincissement" s'accélère. Dans

certaines secteurs du continent glacé, le taux annuel de diminution de la couche de glace entre 2003 et 2007 est 50% plus élevé qu'entre 1995 et 2003.

L'étude montre également que 81 des 111 glaciers du Groenland analysés "maigrissent" à un rythme qui s'accélère.

Ces nouvelles données, basées sur des relevés laser d'un satellite de la NASA, confirment ce que certains des scientifiques les plus pessimistes pensaient: la fonte le long des bords des deux immenses manteaux de glace s'accélère et le phénomène s'auto-alimente. En effet, plus la glace fond, et plus il y a d'eau à l'état liquide qui entoure et "grignote" la glace restante.

"C'est plus généralisé que nous le pensions avant", précise le principal auteur de l'étude, Hamish Pritchard, de l'Institut britannique de l'Antarctique.

L'étude ne dit pas dans quelle mesure les projections sur la hausse du niveau de la mer liée au réchauffement climatique devraient être revues à la hausse à la lumière de ces nouvelles données. Certains scientifiques avaient auparavant estimé que la fonte des couches de glace du Groenland et de l'Antarctique pourrait augmenter le niveau des océans de quelque 90 centimètres, voire plus, d'ici la fin du siècle.

Les manteaux de glace du Groenland et de l'Antarctique sont si importants qu'il faudra en tout cas probablement plusieurs siècles avant qu'elles ne disparaissent complètement. Certains scientifiques pensaient que leur fonte pourraient ralentir ou être temporaires. Mais ces nouvelles données éliminent "les points de vue les plus optimistes", estime Richard Alley, professeur à l'université de Pennsylvanie, qui n'a pas participé à l'étude.

Le problème clé n'est pas la température de l'atmosphère mais l'eau près des couches de glace, souligne M. Pritchard. Cette eau liquide est non seulement plus chaude que la glace mais sa circulation accentue également la fonte.

"C'est alarmant", juge Jason Box, de l'université de l'Ohio, qui n'a pas participé à l'étude. Des données préoccupantes, dont cette étude, montrent "que nous sous-estimons" combien les couches de glace sont sensibles aux changements, ajoute-t-il.

Moins de dépenses dans l'alimentation, davantage dans le logement, selon l'INSEE (25.09)

AP - 24.09

La consommation des ménages français a été multipliée par trois depuis 1960, avec une forte progression au cours des Trente Glorieuses, puis une période moins dynamique à partir des années 1970. Les parts réservées à l'alimentation et à l'habillement se sont réduites, au profit notamment du logement.

A l'exception de 1993, année de récession, les ménages français ont toujours consommé un peu plus chaque année, souligne l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un ouvrage publié vendredi. Mais cette progression n'a pas été linéaire: les Trente Glorieuses ont ainsi été marquées par une consommation de masse, avec une hausse annuelle de 4,3%. Depuis le premier choc pétrolier en 1973, cette croissance tourne autour de 2,5%.

"Cette progression recouvre de profonds changements dans la structure des dépenses", souligne l'INSEE. Ainsi, "les parts réservées à l'alimentation et à l'habillement se sont réduites, au profit notamment du logement, des transports, de la santé, des dépenses de communication et de loisirs". Depuis 2000, les services dépassent 50% des dépenses de consommation, contre 30% en 1960.

Plus de la moitié de cette hausse concerne le logement. La part du budget qui lui est consacré a nettement augmenté pour les locataires, passant de 19% à 25% en 2005. Elle est restée stable pour les accédants à la propriété (22% en 2005) alors qu'elle a naturellement baissé pour les propriétaires ayant fini de rembourser leur emprunt (10%).

Ces évolutions s'expliquent par le fait qu'"en vingt ans, la population des locataires s'est vidée des plus aisés", devenus propriétaires ou accédants, a remarqué jeudi lors d'une conférence de presse Jean-Louis Lhéritier, responsable du département prix, ressources et conditions de vie des ménages de l'INSEE.

Les conditions de logement se sont en outre améliorées, avec des appartements et maisons plus grands. Un habitant dispose en moyenne de 40m² et de 1,8 pièce, soit 30% d'espace en plus par rapport à 1984. Toutes les catégories de ménages sont concernées.

Dans le même temps, la part des dépenses en produits alimentaires a baissé de 10 points entre 1960 (24,7%) et 2005 (14,8%), même si cela reste un poste important du budget des ménages. Les dépenses d'alimentation à domicile varient du simple au double selon le niveau de vie: les plus modestes vont y consacrer 138 euros par mois, contre 242 euros pour les plus aisés.

En effet, les plus riches achètent des aliments plus chers que les ménages les plus pauvres, avec davantage d'eau en bouteille, de boissons alcoolisées, de produits laitiers, de fruits et légumes frais, de plats préparés et de viandes. Seules trois catégories de produits sont plus achetées par les plus modestes: les graisses végétales, le sucre et les boissons non alcoolisées.

Pour les repas pris à l'extérieur (cantines scolaires et professionnelles incluses), qui représentent 23% du budget alimentaire des ménages, l'écart est encore plus flagrant que pour l'alimentation à domicile. Ainsi, les plus modestes dépensent 22 euros par mois et par personne pour manger à l'extérieur, contre 107 euros pour les plus riches.

Par ailleurs, les Français consacrent une part moins importante de leur budget à l'habillement, actuellement de 5,6% au lieu de 12%. En 2005, chaque habitant a dépensé en moyenne 594 euros en vêtements et 128 euros pour les chaussures.

Quant au poste regroupant les dépenses de communication, de loisirs et de culture, il a connu l'une des plus fortes croissances depuis 50 ans: sa part est passée de 10% du budget en 1960 à 16% en 2007. Sa progression en volume par habitant a atteint 4,6% par an sur la période, contre 2,5% pour l'ensemble du budget.

Les nouveaux visages de la pauvreté (25.09)

Le Monde - 24.09

Isabelle, 40 ans

Sur la carte de la galère, Isabelle ne se situe "pas loin de la pauvreté". Il y a deux ans, elle travaillait comme conseil en entreprise à Rouen. Un poste de cadre et un salaire de 2 500 euros. Aujourd'hui, elle a rejoint la foule qui se presse, chaque vendredi, rue du Vieux-Moulin, à l'épicerie solidaire du Secours populaire de Gravigny (Eure), où les produits les plus chers ne dépassent pas les 2 euros. Isabelle a mis du temps avant de pousser la porte de la petite permanence tenue par Monique et Evelyne. "J'ai toujours fait partie des personnes qui apportaient de l'aide, et pas de ceux qui en avaient besoin", explique-t-elle.

Titulaire d'une maîtrise de droit, la jeune femme n'avait jamais connu le chômage. Depuis un mois, elle touche l'allocation de solidarité spécifique (ASS) réservée aux chômeurs en fin de droits. Avec 400 euros par mois, le loyer du petit F2 social est encore trop lourd, même une fois déduits les 160 euros touchés au titre de l'allocation logement. Pour l'alimentation, il y a l'épicerie sociale et quelques courses dans un hard discount.

Fini le shopping, le petit pavillon, l'esthéticienne et le coiffeur de sa vie d'avant. Aujourd'hui, la mise est toujours soignée, mais le pas est devenu plus pesant. A l'agence de Pôle emploi, son conseiller lui a dit de travailler "sur son CV et sa lettre de motivation", mais les rares retours des employeurs sont négatifs. Elle a pourtant revu ses ambitions professionnelles à la baisse. "Un emploi dans la formation ou même de secrétaire polyvalente", lui conviendraient, juste pour ne plus "se sentir en survie".

Marie-Thérèse et Claude, 73 et 79 ans

"On ne peut pas faire la java." A 79 ans, Claude résume sa situation financière avec humour. Avec Marie-Thérèse, cinquante ans de mariage, "il a calculé toute sa vie, mais maintenant on peut plus joindre les deux bouts". A eux deux, ils touchent 1 100 euros de retraite, résultat d'une vie de travail commencée à 14 ans comme ouvriers agricoles. Il y a eu ensuite l'usine pour lui et un travail d'employée dans une "maison bourgeoise" pour elle. La propriété était belle, "la patronne" ne déclarait pas son employée mais, qu'importe, pendant quarante ans "ils étaient bien, logés sur place". Il y a cinq ans, "au décès de Madame, nous avons dû partir", explique Marie-Thérèse. La mairie leur a trouvé un appartement social, mais "ils tournent en rond là-dedans", et puis "379 euros, c'est cher". "Les prix qui augmentent sans cesse", "un fils au chômage qu'il faut aider", des dépenses médicales inattendues les ont contraints à s'adresser au Secours populaire. "A chaque fois, on croit qu'on peut tenir le choc et puis...", soupire Claude.

Chaque vendredi, ils trouvent à la permanence un fond d'épicerie, un peu de chaleur humaine et des propositions de sorties, eux qui n'étaient jamais partis en vacances. Les "papymamie", comme les appellent les gosses du quartier, sont toujours partants, mais "à condition de payer", précise Marie-Thérèse. "Jamais de dette, jamais d'acompte à l'usine", explique Claude avec fierté. L'hiver 2008, quand les 175 euros de chauffage sont arrivés, ils "ne pouvaient pas". Le Secours leur a avancé l'argent. Ils ont remboursé "rubis sur l'ongle" 40 euros par mois.

David, 27 ans

David ne se sent pas pauvre. "Les pauvres, ce sont les gens qui vivent sous les ponts." Lui, il est juste dans une "mauvaise passe". Il y a un an, il a perdu son emploi dans une entreprise de charpente. Il avait eu du mal à trouver ce contrat à durée indéterminée. "Six ans d'intérim à

courir les missions", avant de pouvoir se poser. Avec 1 300 euros mensuels, il s'était pris un studio. "Une petite vie tranquille", rythmée par quelques sorties, la pêche et ses maquettes d'avion. Juste après les vacances, il a appris qu'il était licencié.

"Depuis, c'est la crise et, même en intérim, je ne trouve rien." Deux fois par semaine, il appelle les quatre agences du coin. "Pas de diplôme, juste un niveau CAP maçonnerie et pas de permis de conduire, voilà ce que l'on me répond." Il y a quelques mois, il y a cru. Il est parti en Savoie sur un chantier, avec l'espoir d'être embauché, "mais ça n'a pas marché". Avec ses 900 euros de chômage, une fois le loyer et les charges payés, il peut remplir chaque semaine un panier du "Secours popu" à 5 euros et faire quelques courses. Mais "pour se payer le permis pêche à 140 euros, il faudra avoir trouvé du boulot".

Aurélie, 24 ans

Les anniversaires, Noël... A 24 ans, Aurélie a appris à anticiper tous les événements et les dépenses afférentes. Secrétaire médicale à mi-temps à l'hôpital d'Evreux (Eure), son CDD court jusqu'en décembre. Avec ses 600 euros mensuels, elle est obligée elle aussi de fréquenter la permanence de la rue du Vieux-Moulin. "Quand je travaillais à plein-temps, je n'y allais pas, explique-t-elle. Au début de l'année, ma mère a perdu son emploi à cause de la crise. Avec mon salaire et son chômage, nous arrivons à 1 400 euros mais il faut vivre à quatre." Aurélie a en effet un frère et une soeur plus jeunes. Alors, quand le réfrigérateur a commencé à se vider, "il n'y a pas eu le choix". Il lui a fallu un mois pour franchir les quelques mètres qui séparent son appartement de la permanence du Secours populaire.

Les catégories défavorisées sont les plus touchées (25.09)

LeMonde.fr - 24.09

La crise a accentué la peur de la pauvreté. Selon une enquête conduite, en août, par Ipsos pour le compte du Secours populaire français, auprès de 2 000 Européens issus de quatre pays (France, Royaume-Uni, Espagne et Pologne) et rendue publique, jeudi 24 septembre, 92 % des Français considèrent que la précarité est en hausse. 73 % des Britanniques, 70 % des Espagnols et 62 % des Polonais pensent de même.

L'Hexagone est aussi le pays qui voit l'avenir de façon la moins optimiste. Alors qu'en 2007 45 % des Français redoutaient de connaître une situation de pauvreté, ils sont aujourd'hui 53 %. Pis : 85 % estiment que le risque de pauvreté est plus élevé pour leurs enfants que pour leur propre génération. L'enquête Ipsos révèle aussi une autre tendance. L'inquiétude du déclassement se répand d'abord et avant tout dans les classes moyennes.

Si la peur est générale, la pauvreté touche essentiellement les catégories les moins favorisées, ouvriers, employés et tous ceux qui ont un niveau d'études inférieur au bac. Elle touche néanmoins, dans une moindre mesure, de nouveaux publics, jeunes, salariés pauvres, retraités qui commencent à arriver dans les permanences des associations et dans les centres communaux d'action sociale (CCAS).

Selon une enquête inédite, réalisée entre mai et juin par l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (Unccas), 75 % des 667 antennes interrogées font état d'une augmentation des demandes d'aides depuis le dernier trimestre 2008. 36 % des sollicitations portent sur des aides alimentaires et 30 % sur des coups de pouce financiers.

Mais la crise économique a aussi modifié le profil des demandeurs. 19 % d'entre eux sont des personnes jusqu'alors inconnues des services sociaux et 19 % ont un emploi. Ce phénomène est aussi observé par les grandes associations, qui craignent que l'arrivée de ces nouveaux pauvres ne s'accroisse dans les prochains mois, avec la montée du chômage.

Vingt-cinq ans de banques alimentaires, triste anniversaire (30.09)

Libération.fr - 29.09

Ce sont des hommes en costume cravate, le cheveu gris. Assis à une table, ils fêtent un drôle d'anniversaire : les 25 bougies des banques alimentaires. 25 ans. Eux-mêmes, ils en ont plus du double. Pourquoi sont-ce souvent les retraités qu'on retrouve à s'occuper des autres ? «Parce qu'on a le temps», répond simplement l'un d'eux. Un anniversaire, c'est un peu une fête. Là, non. Les chiffres les inquiètent un peu. «On est pris de vertige devant l'augmentation des volumes distribués. Ils ont doublé en dix ans. Où cela s'arrêtera-t-il ? On aurait aimé que notre création soit une réponse à une situation conjoncturelle.»

Les banques alimentaires ont accueilli 16% de personnes en plus cette année. «Ce sont des gens dont les conditions budgétaires se sont dégradées», explique Alain Seugé, président de la Fédération des banques alimentaires. La nouveauté, c'est que 29% des personnes qui

viennent chercher de l'aide ont un revenu : soit salariés, en contrat à durée déterminée ou à temps partiel, soit retraités. Ils n'ont pas d'autres choix, finalement. Avec le loyer et l'essence, il faut réduire l'alimentation. Pour eux, c'est une «aide de complément». Comment vont faire les banques si le nombre de demandeurs continue d'augmenter ?

Un responsable héraultais confie, en aparté : «Le drame, c'est que personne n'est capable d'évaluer la demande dans les six prochains mois.» Il est «indispensable» que le programme européen - 500 millions d'euros d'aide - continue. «L'Etat français peut aussi être de la partie», dit Seugé. Les banques alimentaires ont réclamé dix millions d'euros au gouvernement. Elles attendent. Elles comptent aussi sur l'industrie alimentaire, dont elles espèrent meilleure contribution. «Il y a encore des chaînes de grande distribution qui ne travaillent pas, ou peu, avec l'aide alimentaire», note l'un des participants. Il ne cite aucun nom, pour ne froisser personne. Les banques alimentaires ont commandé un sondage sur leur utilité. Il ressort de cette étude que 57% des Français interrogés considèrent que cette aide est prioritaire, et 61% trouvent «inacceptable» qu'elle concerne trois millions de bénéficiaires dans le pays. Dans l'assistance, un petit monsieur hoche la tête. Il est un peu plus âgé que les autres. En 1984, il fut l'un des pionniers des banques alimentaires. A cette époque, on cumulait les misères. C'était la fin des Trente Glorieuses, le choc pétrolier. Il souligne : «On a vu des centres sociaux donner des bons de transport pour que les gens aillent à Paris chercher du travail.» Il rappelle aussi qu'à l'époque on parlait des «nouveaux pauvres». Il nous attrape par le collet, nous demande si on a «cinq minutes» et souffle l'objet de son inquiétude : «Ecoutez, le problème aujourd'hui, c'est que les gens n'ont plus le sens de l'humain. Ils ne pensent plus aux autres. Vous, vous pouvez en parler. On résoudrait beaucoup de choses si on se levait avec cette idée, le matin.»

La mondialisation de la censure (01.10)

Slate.fr - 30.09

La peur et l'appât du gain ont eu raison de l'engagement des entreprises pour la liberté d'expression.

Exemple 1

Lorsqu'il paraîtra dans quelques mois, feuillotez le livre publié par Yale University Press, Les Dessins qui ont fait trembler le monde. Il s'agit d'une étude très documentée de la controverse qui a suivi la publication en 2005 par un journal danois de 12 caricatures représentant le prophète Mahomet. L'auteure du livre, Jytte Klausen, montre, entre autres choses, que cette polémique a été manipulée par certains imams danois, qui ont montré à leurs ouailles d'autres dessins, à caractère pornographique, en plus des caricatures, afin d'enflammer l'opinion. Klausen s'est adressée à plusieurs universitaires musulmans, qui ont confirmé sa version des faits. Cependant, vous ne trouverez pas les caricatures en question dans ce livre.

Exemple 2

Achetez l'édition américaine du GQ de septembre. Enfouie loin de la couverture, vous y trouverez un article intitulé Les terribles secrets de l'ascension de Vladimir Poutine, écrit par Scott Anderson. Basé sur une enquête approfondie, l'article explique comment les services secrets russes ont participé à l'organisation d'attentats à Moscou au cours de l'année 2000, attentats qui ont ensuite été imputés aux terroristes Tchétchène. Découpez cet article et mettez-le en lieu sûr, car vous ne le trouverez nulle part ailleurs, et surtout pas dans l'édition russe de GQ. A l'heure où j'écris ces lignes, vous ne le trouverez même pas sur le site Internet de GQ. Condé Nast, la société à qui appartient ce magazine, a demandé aux rédactions de ses publications dans le monde entier de ne pas mentionner cet article et de ne pas participer à sa diffusion.

Exemple 3

Si vous savez écrire le chinois, tapez le mot «Tian'anmen» dans Google.cn. Je ne comprends pas cette langue, mais je sais de source sûre que votre recherche ne produira pas d'information utile à propos de ces événements dramatiques. Vous ne trouverez rien non plus sur le Tibet, Taiwan ou la démocratie. Et cela n'est pas dû au hasard. En 2006, Google a accepté d'exercer une certaine censure en Chine, en échange du droit à être accessible dans ce pays.

Les entreprises américaines sujettes à la censure internationale

Ces trois incidents sont très différents. Les éditions de Yale ont refusé de publier les caricatures car l'université dit craindre des violences sur son campus. Condé Nast refuse de faire connaître un article sur Vladimir Poutine par crainte de perdre des annonceurs russes. Google refuse de laisser les utilisateurs se renseigner sur Tian'anmen ou d'autres sujets tabous parce que cette société veut conquérir le vaste marché chinois des moteurs de recherche. De même, les trois entreprises ont exprimé des degrés divers de contrition. Condé Nast n'a aucune remords, Yale semble en avoir beaucoup et Google est ambivalent (le fondateur, Sergey Brin a d'abord expliqué que Google allait tout de même rendre davantage d'informations accessibles aux Chinois.)

Néanmoins, ces trois exemples permettent d'arriver à une conclusion. De manières différentes, le gouvernement russe, le gouvernement chinois et des terroristes islamistes anonymes peuvent contrôler les décisions prises par des entreprises américaines. Relisez cette dernière phrase. Il y a dix ans, elle était impensable. En d'autres termes, dans un monde devenu plus dangereux, et où les profits fondent comme neige au soleil, la peur et l'appât du gain font vite oublier la liberté d'expression.

Mais en cédant à la pression, ces trois entreprises n'ont fait avancer aucune cause, même pas la leur. Malgré l'obéissance de Google, le gouvernement chinois continue d'harcéler cette société, cette fois en l'accusant de faciliter la dissémination de la pornographie. Et cette reculade initiale a probablement encouragé le régime à essayer d'obliger les fabricants d'ordinateurs à installer des filtres sur toutes leurs machines vendues en Chine. Dans le même sens, les attermoissements de Condé Nast ne peuvent qu'encourager les entreprises russes, qui, pour beaucoup, appartiennent à l'Etat, à exercer des pressions sur leurs partenaires occidentaux, ce qui rendra encore plus difficile la publication d'articles critiques à l'égard du gouvernement, non seulement en Russie, mais aussi partout ailleurs ! De même, si Yale, un des éditeurs américains les plus audacieux, refuse de publier les caricatures danoises, cela ne pourra que dissuader d'autres maisons d'édition de le faire. (Déclaration de conflit d'intérêt : je travaille sur une anthologie publiée par Yale University Press et j'admire depuis longtemps leur détermination à rendre publiques les archives soviétiques.)

Finalement, à chaque fois qu'une entreprise américaine cède à des pressions anti-démocratiques, la liberté d'expression s'en trouve réduite d'autant dans le monde entier. Et chaque altération de la vérité, chaque renoncement consentis à des groupes ou des gouvernements autoritaires rend ces derniers plus forts. Ce qui paraît n'être qu'une petite capitulation aujourd'hui peut avoir des conséquences graves dans l'avenir et la couardise de certains limite la liberté de tous les autres.

Il n'existe pas de lois pouvant obliger les entreprises américaines à respecter la liberté d'expression hors de nos frontières. Mais on peut les montrer du doigt pour que leurs clients sachent à qui ils ont affaire. C'est l'objectif de cet article.

Réchauffement ou refroidissement mondial : La glace disparaît-elle vraiment ? (02.10)

par F. William Engdahl - <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=1542> - 29.09

Le Président Obama vient de faire un appel grandiloquent aux Nations Unies en faveur de mesures mondiales visant à réduire considérablement ce qu'il appelait « la menace climatique, » l'euphémisme actuel pour ce qui est plus communément connu sous le nom de Global Warming, une théorie selon laquelle les émissions de CO2 des voitures, des usines à charbon et de toute autre source d'origine humaine, seraient la cause d'un tel réchauffement terrestre, que les calottes polaires fondent de manière irréversible et menacent d'inonder un quart ou plus de la surface des terres. Une seule chose coïncide dans le scénario dramatique de M. Obama : il est complètement bidon scientifiquement. Depuis 2007, les calottes polaires ont grossi, pas fondu, et la Terre se refroidit au lieu de se réchauffer.

Au cas où la trouille de crever d'une grippe charcutière inventée ne suffirait pas, les racontars dantesques des médias des trois coins du globe, comme BBC ou CNN, présentent la fonte des icebergs de façon suffisamment dramatique pour infliger des nuits d'insomnie. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a même fait dernièrement un appel en se tenant debout sur la banquise arctique, affirmant que les émissions de CO2 provoquent la fonte de « 100 milliards de tonnes » de glace polaire chaque année, de sorte que, dans 30 ans, l'Arctique pourrait être « ice-free » (sans glace). Une organisation, le WWF, affirme que la fonte glaciaire arctique est si rapide que, dans quatre-vingt ans, le niveau de la mer pourrait s'élever de 1,2 mètres, provoquant des « inondations qui affecteront un quart du monde. » He bien ! Ça fout les jetons. Goodbye Hambourg, New York, Amsterdam...

Le coup de pub de Ban Ki-moon a été habilement orchestré. Il n'a pas dit que son bateau n'a pu arriver qu'à 700 miles du Pôle Nord à cause de la glace. Ni qu'il a monté sa cascade en été, au moment où la glace arctique fond systématiquement avant de se reformer en début septembre.

La réalité concernant les glaces arctiques est très différente. Bien que quelque 10 millions de kilomètres carrés de banquise fondent chaque été, chaque septembre l'Arctique recommence à geler. La surface glaciaire est aujourd'hui supérieure de 500.000 km² à ce qu'elle était à la même époque l'an dernier, qui faisait elle-même 500.000 kilomètres carrés de plus qu'en septembre 2007, le point le plus bas enregistré récemment (voir la cryosphère d'aujourd'hui de l'Université de l'Illinois : arctic.atmos.uiuc.edu/cryosphere/.)

En avril prochain, après des mois d'obscurité, elle sera de retour sur 14 millions de kilomètres carrés ou sans doute plus. Comme le fait remarquer l'écrivain scientifique britannique Christopher Booker, « même si toute la banquise fondait, cela n'élèverait pas plus le niveau de la mer que la fonte d'un cube de glace dans un gin tonic ne dilate le volume du liquide dans le verre. »

Rayons de soleil provenant de concombres ?

La campagne actuelle d'hystérie du réchauffement mondial est menée à grand renfort de publicité par des politiciens et des intérêts particuliers, comme Goldman Sachs et d'autres compagnies financières de Wall Street, qui ne font que récolter les milliards de la

négociation des nouveaux contrats à terme de l'instrument financier du crédit [d'émission] de carbone. Ils font un foin tout azimut pour effrayer le monde au sommet sur le réchauffement mondial de décembre à Copenhague, le successeur de l'accord de Kyoto sur la réduction des émissions de CO₂. On a estimé que la facture du réchauffement mondial préconisée par Barack Obama et ses patrons de Wall Street, votée par la Chambre des représentants, mais pas par le Sénat plus prudent, coûterait au contribuable quelque mille milliards de dollars.

Au Royaume-Uni, où le Premier ministre britannique Gordon Brown anime la parade du réchauffement planétaire, la BBC et la Royal Society agitent des combines de « génie climatique » dingues, dont la mise en place de miroirs spatiaux pour dévier les rayons du Soleil, ou un revêtement routier avec des arbres artificiels pour aspirer le CO₂ de l'air, le retirer et l'enterrer dans des trous. Ça pourrait peut-être fournir du travail aux quelques milliers de Britanniques mis au chômage par les ravages de la dernière débâcle financière, mais ça ne ferait rien d'autre que jeter l'argent du contribuable déjà soumis à rude épreuve par les renflouages bancaires. La farce entière a été comparée à la satire de Jonathan Swift, quand Gulliver rencontre un personnage fictif en train d'essayer d'extraire des rayons de soleil des concombres.

Une nouvelle étude importante, publiée dans le réputé Journal of Geophysical Research de l'American Geophysical Union, Influence de l'Oscillation Australe sur la Température de la Troposphère, des scientifiques JD McLean, C.R. de Freitas de l'École de Géographie, Géologie et Sciences Environnementales de l'Université d'Auckland en Nouvelle-Zélande et de R.M. Carter, confirme qu'au cours des cinquante dernières années, depuis 1950, 81% des changements climatiques tropicaux peuvent être pleinement imputés au phénomène météorologique du Pacifique connu sous le nom d'El Niño. Et les 19% restants sont liés à l'intensification du rayonnement solaire. Aucune émission d'origine humaine n'a joué de rôle. www.agu.org/pubs/crossref/2009/2008JD011637.shtml

Les climatologues et les astrophysiciens considèrent qu'El Niños, qu'ils appellent Oscillation Australe El Niño ou ENSO, est en relation avec les éruptions de l'activité solaire qui se produisent périodiquement. Selon le Dr Theodor Landscheidt Schroeter, de l'Institut Canadien d'Étude des Cycles de l'Activité Solaire, ENSO est la « source la plus énergique de la variabilité naturelle du système climatique mondial. Pendant la grave manifestation d'ENSO de 1982/1983, quand la surface de la mer au large du Pérou s'est réchauffée de plus de 7°C, on a découvert qu'il existe des liens étroits avec les conditions météorologiques dans d'autres régions, comme les inondations en Californie et l'aggravation de la sécheresse en Afrique, par exemple. »

Landscheidt ajoute, « El Niño et La Niña sont si assujettis à des effets de forces externes provenant de l'activité variable du Soleil, que ça explique la quasi-totalité des irrégularités d'ENSO et rend possible la prévision à long terme, au-delà de la limite d'un an. Ce n'est pas une simple théorie. Mes prévisions sur les deux derniers épisodes d'El Niño se sont avérées justes et celles du dernier ont été faites plus de deux ans avant l'événement... » (L'activité solaire Contrôle El Niño et La Niña : www.john-daly.com/sun-enso/sun-enso.htm)

Même James Hansen, l'un des protagonistes au franc-parler de l'idée du réchauffement mondial, admet : « Les forces animant le changement climatique de longue durée ne sont pas connues avec assez de précision pour définir les changements climatiques à venir... Les effets des forces naturelles dus à des modifications de l'irradiation solaire peuvent jouer un rôle plus important dans le changement climatique de longue durée que les effets déduits des seules comparaisons de modèles [climatiques] de la circulation générale. »

El Niños est lié à des inondations, sécheresses et autres perturbations climatiques, dans de nombreuses régions du globe. Dans l'océan Atlantique, les effets ont un retard de 12 à 18 mois sur ceux du Pacifique. Ils ont tendance à se produire tous les trois à huit ans. La Niña est associée aux phases de refroidissement des cycles de l'océan Pacifique.

Selon l'US National Oceans and Atmospheric Administration, en Amérique du Nord, El Niño produit des hivers plus chauds que la moyenne dans les États du Haut-Midwest et du Nord-Est. Au cours de la phase d'oscillation El Niño, la Californie et le sud-ouest des États-Unis deviennent nettement plus humides, tandis que le nord du Golfe du Mexique et les États mexicains du nord-est sont plus humides et plus froids que la moyenne. En Asie et dans certains endroits de l'Australie, El Niño crée des conditions plus sèches et augmente les feux de brousse.

Tout ça colle formidablement à ce que clame le chœur de l'hystérie du réchauffement mondial ou « changement climatique, » comme il le désigne à présent en catimini, que ce serait la conséquence des émissions anthropiques de CO₂

Climat plus chaud il y a 1000 ans ?

En Suède, une nouvelle étude (publiée par Haakan Grudd du département de géographie physique et de géologie quaternaire de l'Université de Stockholm) confirme que l'Arctique d'aujourd'hui n'est pas plus chaud qu'il y a des siècles, lors de périodes historiques antérieures avant les centrales électriques au charbon ou les automobiles. L'étude de Grudd conclut que, « La fin du XXème siècle n'est pas exceptionnellement chaude dans les nouveaux relevés : Sur une durée de dix à cent ans, les périodes aux alentours de 750 après JC, 1000, 1400 et 1750, étaient tout aussi chaudes ou plus chaudes. La longue période chaude de 200 ans centrée sur l'an 1000, fut nettement plus chaude que la fin du XXème siècle et c'est confirmé par d'autres données paléoclimatiques locales et régionales.

(H. Grudd, Largeur et densité des cernes des arbres à Torneträsk entre 500 et 2004 avant JC : Un test de sensibilité climatique et une nouvelle reconstruction de 1500 ans des étés dans le nord de la Fenno-Scandinavie, Climate Dynamics, Volume 31, Numéros 7-8 / décembre 2008 : www.springerlink.com/content/8j71453650116753/?p=fcd6adbe04ff4cc29b7131b5184282eb&pi=0)

Dit simplement, il y a mille ans la Terre était plus chaude qu'aujourd'hui. Et, à l'époque, il n'y avait pas trace de quatre-quatre de loisir ni de centrales à charbon crachant du CO2 dans l'atmosphère.

Le seul hic avec les études scientifiques sérieuses, c'est que les grands médias les ignorent royalement, leur préférant des histoires hystériques de scénarios dramatiques, comme Barack Obama avec son discours à l'ONU ou Ban Ki-Moon avec son cinéma pathétique sur les glaces de l'Arctique.

À ma connaissance, assez bizarrement, aucun promoteur du réchauffement mondial ne tente de corrélér l'activité d'ENSO aux changements de la température mondiale. Devrions-nous plutôt proposer d'interdire El Niños ou les éruptions solaires ? C'est aussi insensé sur le plan scientifique que d'interdire ou capter les émissions de CO2. La nouvelle religion du réchauffement climatique est une chose, mais il faut que nous sachions que les grands prêtres ont le même dieu argent que ceux qui nous ont apporté la religion du Pic Pétrolier il y a quelques années, et l'actuelle désintégration de billions de dollars dans la finance, connue sous le nom de titrisation des actifs. La réalité, c'est que le réchauffement climatique, comme le pic pétrolier et les autres délires, ne sont que des tentatives de puissants intérêts visant à convaincre le monde de se sacrifier afin qu'eux-mêmes puissent rester au contrôle des événements sur cette planète. C'est un essai à peine voilé de mésuser du climat pour plaider en faveur d'une réduction malthusienne du nouveau niveau de vie de la majorité mondiale, tout en augmentant le pouvoir de la minuscule « élite. »

Article original en anglais : Global Warming or Global Freezing: is the ice really melting ?

Traduction : Pétrus Lombard

"La valeur des diplômes a très fortement décliné en trente ans" (10.10)

Le Monde - 07.10

Dans un chat au Monde.fr, mercredi 7 octobre, le sociologue Louis Chauvel estime qu'une grosse moitié de la population française se sent déstabilisée, et ce n'est pas qu'un phénomène psychologique".

Rose : On parle de "déclassement social". Mais peut-on s'entendre sur la définition que l'on donne à ce terme : est-ce que l'on parle de la situation des enfants par rapport à celle de leurs parents ? Est-ce que l'on parle d'un changement d'emploi, d'une perte d'emploi ?

Louis Chauvel : En fait, "déclassement", c'est comme "classe moyenne", ce n'est pas une appellation d'origine contrôlée, donc on peut entendre beaucoup de choses très différentes sous le même nom.

Déclassement, il y a trois façons différentes de le voir.

Le cas n° 1, c'est lorsqu'on se retrouve dans une classe sociale inférieure à celle de ses parents. Camille Peugny travaille par exemple sur les gens qui étaient enfants des classes moyennes et qui se retrouvent dans les catégories populaires. C'est le déclassement social intergénérationnel.

Le deuxième cas de figure, c'est quand on perd son emploi et qu'on se retrouve dans une catégorie plus basse. C'est le déclassement intragénérationnel.

Il y a un troisième sens au déclassement, c'est le déclassement scolaire : le fait d'avoir un emploi inférieur à ce que le diplôme aurait donné quelques années plus tôt.

En 1960, le baccalauréat était la clé d'entrée dans les classes moyennes intermédiaires pour 60 % de la population des bacheliers. Aujourd'hui, c'est 75 % catégorie employés ou ouvriers, ou éventuellement chômeurs. On mesure en France un très fort déclassement scolaire, en particulier pour les diplômés bac, bac +2.

Fred : Est-ce qu'avec ce thème on n'est pas sur le même terrain qu'avec la sécurité : "le sentiment de..." ? Quelle est la réalité chiffrée de ce déclassement social ?

Louis Chauvel : En fait, la difficulté dans laquelle on est aujourd'hui, c'est qu'il y a énormément de débats.

Pour les uns, le déclassement c'est numériquement pas très important, cela terrifie tout le monde mais ne touche que 6 % de la population, donc ce n'est rien et n'a aucune existence véritable.

Pour d'autres intervenants dans le débat social sur cette question, il y a une vision très différente, le fait que les nouvelles générations depuis une vingtaine d'années font face à un déclassement structurel croissant ou avec de plus en plus de diplômés, les nouvelles générations peinent à se loger décentement.

En fait, il me semble impossible de dire que c'est comme le sentiment d'insécurité, à 90 % psychologique et 10 % réel. Je pense que les proportions seraient plutôt inverses.

RD92 : Avez-vous lu le livre de M. Maurin, La Peur du déclassement, une sociologie des récessions, et qu'en pensez-vous ?

Louis Chauvel : J'ai lu le livre d'Eric Maurin, que j'apprécie par ailleurs. En même temps, je suis très loin de partager l'essentiel de ses conclusions.

L'un des points centraux d'Eric Maurin, c'est qu'il insiste sur la peur du déclassement. Son hypothèse centrale est de dire qu'il y a beaucoup plus de psychologique que de réel dans le déclassement aujourd'hui.

Eric Maurin explique en particulier que la réalité du déclassement, qu'il mesure pour l'essentiel au risque de chômage et de perte d'emploi des gens actuellement en emploi, que ce risque de déclassement est secondaire.

Il explique aussi qu'il a peu varié dans le temps, et que la réalité du déclassement ne justifie absolument pas les peurs actuelles. C'est son propos.

D'autres auteurs, Christian Baudelot, Stéphane Beaud, Marie Duru-Bellat, et évidemment Camille Peugny, ont bien montré qu'il se passait quelque chose de beaucoup plus profond que cela.

Dans ma modeste contribution Les Classes moyennes à la dérive, en 2006, j'avais montré aussi que la valeur des diplômés a très fortement décliné par rapport à ce que ces diplômés auraient donné trente ans plus tôt.

L'ensemble de ces travaux montre que, notamment au sein des nouvelles générations de jeunes, ce n'est pas en ayant simplement des diplômés que l'on est sûr de se loger décentement. Ou de trouver une place dans la société semblable à celle de ses propres parents.

Zumain_1 : Comment peut-on estimer l'impact d'un système scolaire - qui apparaît inadapté - dans ce phénomène de déclassement social ?

Louis Chauvel : Par rapport à cette question, la comparaison internationale est très enrichissante. Dans certains pays, en particulier dans l'Europe nordique, mais aussi chez les Anglo-Saxons, le flux croissant de diplômés s'est développé au rythme de la croissance des emplois qualifiés.

Dans ces pays-là, il n'y a pas eu de déclassement par rapport aux diplômés. En revanche, en Italie, en Espagne, en Grèce, dans l'ensemble des pays de l'Europe méditerranéenne - dont la France -, les jeunes ont bénéficié d'une très forte croissance des diplômés, mais les emplois correspondants ont connu une croissance beaucoup plus lente.

La résultante en Italie, en Espagne, en Grèce, en France également, c'est que beaucoup de diplômés ne peuvent pas trouver des emplois correspondant aux qualifications scolaires qu'ils ont reçues.

En France, on a une masse de jeunes qui sont membres des classes moyennes du point de vue du diplôme, mais qui ne sont pas véritablement membres des classes moyennes du point de vue des emplois qu'ils obtiennent.

Beaucoup restent aux crochets de leurs parents jusqu'à des âges vénérables. C'est en raison d'une correspondance décroissante entre les titres et les positions réelles dans la société.

Dans les pays latins, ce phénomène est totalement structurel, il est très lourd, il donne un sentiment délétère chez leurs parents, que leurs enfants, avec deux années d'études en plus, se retrouvent plus bas qu'eux-mêmes dans la société.

nessundorma : Un père ingénieur ou professeur... Un fils plombier, ou mécanicien, ou menuisier... Est-ce, selon vous, un grave déclassement social ? est-il gravé dans le marbre que les enfants doivent avoir obligatoirement un statut social supérieur, ou au moins égal, à celui de leurs parents ?

Louis Chauvel : Si le fils plombier est à la tête d'une entreprise de cinquante salariés, ce cas-là est une forte mobilité ascendante. En tout cas d'un point de vue économique...

En revanche, dans les cas typiques de déclassement social présentés, par exemple, par Camille Peugny dans son ouvrage *Le Déclassement* (Grasset, 2009), la situation est plus grave. Il repère une forte proportion, croissante, d'enfants d'instituteur ou de professeur qui finissent emplois-jeunes dans le jardin municipal.

Camille Peugny mesure ces transformations, elles sont à la fois fortes et montrent la situation assez exceptionnelle que nous connaissons par rapport au XXe siècle.

Effectivement, jusqu'à présent, en période de paix, le devenir moyen de la génération suivante, c'est d'être au-dessus de la génération qui a précédé. Depuis vingt-cinq ans, on mesure une inversion de ce flux.

Est-il écrit dans le marbre que toute génération doit être au-dessus de la précédente ? Peut-être pas, mais c'est quand même le cas de figure le plus normal.

Il y a eu beaucoup de progrès au cours des cinquante dernières années, les jeunes peinent pourtant de plus en plus à en bénéficier. Cela se voit notamment à la qualité du logement, à la surface des logements, aux conditions de vie en général, aux départs en vacances.

A de nombreux points de vue, on mesure de plus en plus de jeunes dont le niveau de vie n'a pas progressé, bien au contraire, par rapport à la génération précédente.

Le problème, c'est que ces difficultés ne sont pas simplement des effets d'âge – les jeunes vont plus mal –, ce sont des effets de génération, c'est-à-dire qu'une mauvaise entrée dans la vie adulte a des conséquences sur la très longue durée.

Les jeunes qui ont connu des bas salaires, de faibles niveaux d'emploi, qui ont connu le chômage à leur entrée tardive dans la vie adulte après de longues études, peineront à trouver un niveau de retraite décent dans les prochaines décennies.

Ces phénomènes ne sont guère mesurés par Eric Maurin, par exemple.

Laurent : Les politiques ont-ils selon vous pris la mesure de cette question ? et apportent-ils des réponses appropriées ? Bertrand : Quel bilan peut-on faire des politiques publiques mises en place pour lutter contre les déclassements ?

Louis Chauvel : En fait, la situation en termes de politique publique est d'autant plus difficile que le diagnostic est très problématique.

Il y a vingt ans, quand il était encore temps d'agir à la racine, le problème, c'était avant tout la nouvelle pauvreté qui résultait du chômage de longue durée.

Entre 1995 et 2002, on a pris conscience de la fracture sociale, cela a créé la CMU et tout un ensemble de dispositifs permettant de pallier les difficultés des 20 à 30 % de la population le plus en difficulté. C'est le cas aussi avec la prime pour l'emploi.

Le problème, c'est que les difficultés n'ont cessé d'augmenter d'un cran, et c'est au tour des catégories intermédiaires de la société de se porter de plus en plus mal.

Cela ne veut pas dire que les catégories populaires se portent bien, mais le noyau stable, central, de la société française, les catégories situées autour de 1 500 euros de salaire mensuel net, est à son tour touché par des difficultés de plus en plus palpables.

L'équation impossible, c'est tout à la fois améliorer le sort des catégories les plus en difficulté tout en ne déstabilisant pas plus encore les catégories intermédiaires de la société.

Le problème est que cette équation est extrêmement difficile à résoudre, et les politiques préfèrent d'une façon générale faire œuvre de démagogie plutôt que de traitement de fond de ces phénomènes.

Le problème, c'est que maintenant une grosse moitié de la population française se sent déstabilisée, et ce n'est pas qu'un phénomène psychologique. On le mesure aussi à des réalités tangibles.

Difficultés de logement, à trouver une école décente, à payer les factures habituelles tout en conservant un niveau de consommation de classe moyenne...

Il y a vingt ans, des politiques de lutte contre le déclassement auraient pu être mises en place sans efforts considérables, en travaillant plus sur la formation tout au long de la vie, en rendant moins douloureux les changements d'emploi, en renouvelant les qualifications d'une partie

massive de la population.

Pour le dire vite, l'essentiel des politiques publiques mises en œuvre dans des pays comme le Danemark, des pays où les gens changent d'emploi sans en éprouver une souffrance considérable parce qu'il y a une vraie négociation collective et un accompagnement social qui va avec, ont eu des résultats très positifs.

En France, on a fait tout le contraire. Les entreprises en difficulté ne recrutent plus et laissent vieillir leurs travailleurs jusqu'à l'âge de la préretraite. Les entreprises dynamiques essaient d'embaucher le moins possible en augmentant de plus en plus la productivité de leurs travailleurs en place.

Et en France, changer d'emploi, c'est le risque permanent de perdre tout un ensemble de droits fondés sur l'ancienneté dans l'entreprise. Le résultat est qu'on travaille avec de moins en moins de gens, de plus en plus épuisés et stressés, jusqu'à la veille du départ à la retraite. Ce n'est pas un modèle stable de développement.

Zumain_1: Est-il possible que les protections sociales réputées fortes en France puissent participer à aggraver le déclassement social ? Du fait que les individus s'accrochent de toutes leurs forces à leurs acquis et passent ainsi à côté d'opportunités d'évolutions ou même de changement de carrière.

Louis Chauvel : L'un des points importants du livre d'Eric Maurin, c'est effectivement le fait que l'Etat-providence à la française, de type corporatiste, qui donne beaucoup de droits, en particulier à ceux qui sont depuis longtemps dans une entreprise, produit beaucoup de déstabilisation sociale.

Gösta Esping-Andersen le dit aussi : le risque, c'est de sacrifier les plus faibles (les femmes, les immigrés, les précaires, les jeunes) pour protéger au maximum le travail du noyau central.

Ce diagnostic est fondé, mais en même temps, le noyau central, qui était très stable dans les années 1980, commence à son tour à subir des difficultés croissantes.

Il suffit de comparer par exemple le salaire moyen au prix du mètre carré au cours des vingt dernières années.

Le danger de ce diagnostic serait d'aller trop rapidement à la conclusion : cassons les dernières sécurités du noyau central et tout ira mieux. Eric Maurin ne dit pas exactement cela, mais risque d'être interprété comme cela.

Petersham : Le déclassement social en France n'est-il pas qu'un dommage collatéral de l'apparition inéluctable de classes moyennes en Chine ou en Inde : ces pays importent de la richesse et exportent de la pauvreté.

Louis Chauvel : C'est vrai, mais pas totalement. Les pays nordiques sont des petits pays, donc leur expérience n'est pas forcément généralisable à la France, mais tout de même.

La Suède, par exemple, a réussi à sauvegarder son modèle de classe moyenne, en parvenant à être toujours en avance sur le changement et le progrès des qualifications.

Certains pays aussi globalisés que le nôtre sont parvenus à sauver l'essentiel de leur modèle social, avec des réformes fortes, mais qui ont été avantageuses pour tout le monde.

Il est à craindre que sur cette voie-là, la France ait raté son changement.

De tout un ensemble de points de vue, nous risquons d'avoir tout à la fois de faibles salaires nets, comme dans les systèmes d'Etat-providence développés, et une précarité croissante et une dureté croissante dans le travail. Et dans les retraites ultérieurement.

C'est-à-dire que je crains que la France risque de cumuler les tares du capitalisme libéral et d'un modèle obsolète d'Etat-providence qui a raté sa transition.

Les pays nordiques, une fois encore, montrent une dynamique inverse face à la globalisation.

Cedrick : Pensez-vous que le système méritocratique français a trouvé son aboutissement social ? N'est-ce pas ce modèle-là qui est en crise et qui provoque la grogne de tous ceux qui ne sont pas premiers ?

Louis Chauvel : C'est vrai que le modèle méritocratique français est très spécifique. Partout dans le monde hors de France, la méritocratie, c'est le talent plus l'effort. En France, c'est le concours réussi à l'âge de 20 ans. Evidemment, ce sont deux choses complètement

différentes.

Il s'agit de plus en plus de réfléchir à retrouver une dynamique d'effort et de réussite.

En comparaison internationale, ce que je crains le plus, c'est que les Français ou les Européens manquent d'un projet collectif à l'échelon national ou européen. Nous ne savons pas où nous allons, ce que nous voulons, et c'est, me semble-t-il, très grave.

Lorsque je vais aux Etats-Unis, dans les pays nordiques ou en Chine, mes interlocuteurs, qui sont des experts nationaux de ces pays, sont en permanence associés à la question : "Où allons-nous ?"

En France et en Europe, au contraire, il y a véritablement une carence de vision d'avenir ne serait-ce qu'un peu partagée.

Nous devrions nous poser la question de quel modèle social nous voulons pour 2025, mais la vraie question des politiques aujourd'hui, c'est : "Comment préparer 2012 ?" Cette inconséquence, nous la paierons très cher en 2025 et avant.

Et cela risque de nous amener à un déclassement collectif de l'ensemble européen sur la scène mondiale. Ce n'est pas très optimiste, mais je crains que ce ne soit assez lucide.

INSEE: 1,2 million d'enfants français vivaient dans une famille recomposée en 2006 (10.10)

AP - 09.10

En 2006, 1,2 million d'enfants vivaient dans une famille recomposée en France, soit 8,8% de la population âgée de moins de 18 ans, selon une étude de l'INSEE. A l'opposé, 10,25 millions d'enfants de moins de 18 ans vivaient avec leur père et leur mère, soit 75,4% de l'ensemble des mineurs.

Parmi les enfants de familles recomposées, "800.000 vivent avec un parent et un beau-parent, le plus souvent un beau-père", selon cette étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). "Quand leur parent et leur beau-parent n'ont pas d'enfant en commun, ils vivent dans une famille comprenant peu d'enfants". Ainsi, "pour un tiers, ils sont les seuls enfants de la famille".

Sur ce 1,2 million, 400.000 enfants sont nés après la recombinaison familiale. "Ils résident donc avec leurs deux parents et un demi-frère ou une demi-soeur", et "appartiennent plus souvent à des familles nombreuses", selon l'étude.

Par ailleurs, 90% des femmes de familles recomposées avec des enfants de l'union actuelle ont entre 30 et 49 ans, contre 80% des femmes de famille traditionnelle. Leur âge moyen est de 38,2 ans, contre 37,5 ans dans les familles traditionnelles. Et, selon l'INSEE, "les familles recomposées sont le plus souvent constituées d'une mère et d'un beau-père", dont le nombre est évalué à environ 600.000.

Les parents de ces familles ont, en moyenne, un niveau de diplômes moins élevé que ceux des familles traditionnelles. Ainsi, "20% des mères de famille recomposée ont un diplôme supérieur ou égal à un niveau bac +2, contre 32% des mères de famille traditionnelle". Chez les hommes, la proportion est de 19%, contre 27% dans les familles traditionnelles.

Concernant l'emploi, les parents de familles recomposées sont également généralement plus en difficulté sur le marché du travail. Les mères y sont plus souvent au chômage que dans les familles traditionnelles (9,3% contre 6%) et plus souvent inactives (24,4% contre 23%). Même tendances chez les hommes, plus nombreux à être chômeurs (6,7% contre 4,5%) ou inactifs (7,8% contre 5%).

Plus d'un milliard de personnes frappées par la faim dans le monde (16.10)

Libération.fr - 14.10

Plus d'un milliard de personnes frappées par la faim dans le monde La faim a progressé dans le monde en raison de la crise économique mondiale en 2008-2009 et touche aujourd'hui un sixième de la population mondiale, selon un rapport publié mercredi par la FAO, une agence de l'ONU.

Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est passé de 825 millions sur la période 1995-1997 à 873 millions en 2004-2006 puis à 1,02 milliards en 2008-2009.

Pour la première fois depuis 1970, le seuil historique du milliard d'affamés dans le monde a été de nouveau franchi. À l'occasion de la semaine de l'alimentation, un rapport conjoint de la FAO (l'agence de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture) et du PAM (programme alimentaire mondial) estime qu'une personne sur six souffre de la faim.

«Aucune nation n'est épargnée et, comme toujours, ce sont les pays les plus pauvres et les populations les plus démunies qui en pâtissent le plus», déplore Jacques Diouf, le directeur général de la FAO. La majeure partie des personnes sous-alimentées provient, en effet, des régions du tiers-monde : Asie-Pacifique (642 millions), suivie de l'Afrique subsaharienne (265 millions), de l'Amérique latine (53 millions) puis d'une région comprenant Proche-Orient et Afrique du Nord (42 millions). Cependant, les pays développés sont également frappés. 15 millions de personnes souffrent de la faim dans les pays du industrialisés, précise le document.

Augmentation des prix des denrées alimentaires Selon le rapport, les crises économique et alimentaire ont élevé de manière dangereuse le prix des denrées de première nécessité. Le nombre de victimes de la malnutrition a augmenté de 100 millions par rapport à l'année dernière. «Les ménages pauvres se sont trouvés dans l'obligation de réduire le nombre des repas et de consommer des aliments moins nutritifs, de diminuer les dépenses de santé et d'éducation, et de vendre leurs avoirs», souligne-t-il. Cependant, les crises n'ont fait qu'aggraver une situation déjà inquiétante. Le nombre de personnes mal nourries augmente de manière régulière depuis plus d'une décennie, effaçant les bénéfices des progrès observés dans les années 1980 et au début des années 1990.

«Le problème de l'insécurité alimentaire» est «d'abord une question de mobilisation au plus haut niveau politique pour que les ressources financières nécessaires soient disponibles», a déclaré Jacques Diouf, directeur général de la FAO. «Chaque année, les soutiens à l'agriculture des pays de l'OCDE atteignent 365 milliards de dollars et les dépenses d'armement 1.340 milliards», a-t-il rappelé, dans le cadre de la Semaine mondiale de l'alimentation.

300 experts à Rome

Alors que la population mondiale devrait atteindre les 9,1 milliards d'individus dans les quarantes prochaines années, 300 experts internationaux s'interrogent sur le thème «comment nourrir le monde en 2050», cette semaine à Rome. «L'alimentation devient une bombe pour les gouvernements: si on ne fait rien, ça pète à la figure», analyse Jean-Louis Vélajus du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI). «Le milliard de personnes souffrant de la faim n'est pas traitable par l'aide alimentaire mais par une réforme globale de l'agriculture», estime-t-il.

ONG humanitaires et de développement militent ensemble pour une réforme des politiques commerciales et agricoles, qui maintiennent, selon elles, les pays en développement dans la dépendance. Elles réclament un arrêt de la «libéralisation à tous va», qui provoque une volatilité des cours des denrées alimentaires, mais demandent surtout des investissements massifs dans l'agriculture des pays du Sud.

Cette mobilisation autour de la Journée mondiale de l'Alimentation, organisée vendredi, servira de prélude au sommet sur la sécurité alimentaire à Rome mi-novembre, suivi du sommet de Copenhague sur le changement climatique en décembre. «Prise en tenaille» entre le milliard d'affamés et «la question environnementale qui oblige à réfléchir sur les modes d'exploitation, la communauté internationale est bien obligée de mettre les choses à plat sinon, on va dans le mur!», estime Jean-Louis Vélajus.

Les pratiques culturelles des Français bouleversées par Internet (18.10)

Lepoint.fr - 15.10

Les hommes consacrent en moyenne deux heures de moins que les femmes chaque semaine à la télévision, mais "quatre heures de plus devant les nouveaux écrans, surtout quand ils sont jeunes", en raison de la place importante des jeux vidéo.

Au moment ou plus d'un tiers des Français utilisent tous les jours Internet à des fins personnelles, dans quelle mesure cet outil a-t-il bouleversé leurs pratiques culturelles ? À l'heure du téléchargement les Français fréquentent-ils les cinémas, les salles de concert ? Lisent-ils des livres et consomment-ils encore les anciens médias (radio, télévision) ? Une étude menée par Olivier Donnat pour le ministère de la Culture sous le titre Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique (1997-2008) * répond à ces questions.

Premier enseignement de cette étude : la montée en puissance "de la culture de l'écran". "La plupart des pratiques culturelles convergent désormais vers les écrans : visionnage d'images et écoute de musique (51 %), mais aussi lecture de textes", note Olivier Donnat. Une évolution puisque, jusque dans les années 1990, les pratiques de l'écran se limitaient à la consommation de programmes télévisés. "Tout est désormais potentiellement visualisable sur un écran par l'intermédiaire d'Internet", ajoute l'étude.

Ce "média à tout faire" est, sans surprise, prisé par les 15-24 ans qui passent en moyenne deux heures par jour sur la Toile. Plus généralement, les Français consacrent environ 10 heures par semaine aux écrans hors programmes télé, soit environ la moitié du temps

qu'ils passent devant la télévision (21 heures). Une petite révolution.

Le rapport au numérique est loin d'être uniforme. Les hommes consacrent en moyenne deux heures de moins que les femmes chaque semaine à la télévision, mais "quatre heures de plus devant les nouveaux écrans, surtout quand ils sont jeunes", en raison de la place importante des jeux vidéo. Les cadres supérieurs passent "globalement autant de temps devant les écrans que les ouvriers", mais les pratiques peuvent être radicalement différentes et parfois très marginalement "culturelles".

Le cinéma a élargi la base de son public occasionnel

En revanche, le temps supplémentaire passé devant les écrans n'a pas entamé la propension générale des Français à sortir le soir ni modifié leurs habitudes en matière de fréquentation des équipements culturels : si les bibliothèques et médiathèques ont connu un léger tassement, le cinéma en salle a touché en 2008 plus de monde qu'en 1997. Le cinéma en salle est d'ailleurs parvenu à élargir la base de son public occasionnel (1 à 5 fois par an), notamment chez les seniors et dans les milieux populaires : 57 % des Français sont allés voir un film en salle au cours des douze derniers mois contre 49 % onze ans plus tôt. La fréquentation des lieux de spectacle ou d'exposition a, au contraire, peu évolué dans l'ensemble.

Seules véritables ruptures : la durée d'écoute de la radio "qui a baissé de manière importante" et celle de la télévision qui marque le pas. Autre constat, la lecture de la presse est en recul : 11 % des Français lisent un quotidien national plus d'une fois par semaine contre 13 % en 1997 et 32 % lisent un quotidien régional contre 38 % onze ans plus tôt. Enfin, le développement du numérique et de l'Internet a permis de renouveler profondément les manières de faire de l'art en amateur. Dans de nombreux domaines : celui de la photographie et de la vidéo, mais aussi de l'écriture, des arts graphiques et, surtout, de la musique.

Mais Olivier Donnat est clair : le bouleversement lié au numérique n'est que le prolongement d'une évolution entamée depuis déjà plusieurs décennies. Si la révolution numérique "a radicalement modifié les conditions d'accès" aux contenus culturels, elle n'a pas infléchi "les tendances d'évolution de la fin du siècle dernier".

La mer d'Aral en voie de renaissance au Kazakshtan (28.10)

AP - 27.10

La mer d'Aral est de retour. Réduite à peu de chagrin par de grands systèmes d'irrigation en Asie centrale, elle renaît désormais peu à peu, dans sa portion située au Kazakhstan, grâce à un barrage qui détourne à son profit les eaux du fleuve Syr Daria.

Jadis quatrième plus grande étendue d'eau douce au monde avec une superficie comparable à l'Irlande, la mer d'Aral a vu ses eaux détournées à l'époque soviétique pour irriguer de vastes champs de coton, ce qui l'a fait disparaître à 90%, la réduisant à une série de petites étendues d'eau isolées. Une catastrophe "sans précédent dans les temps modernes", explique Philip Micklin, professeur de géographie à l'université Western Michigan, aux Etats-Unis.

Près de 18 ans après la disparition de l'URSS, la situation reste très préoccupante. Des images satellitaires prises cette année montrent qu'une partie de la mer d'Aral s'est rétrécie de 80% au cours des trois dernières années.

La construction du barrage de Kokaral par la Banque mondiale et le gouvernement kazakh a en revanche permis la renaissance d'une petite section de la mer d'Aral située au Kazakhstan.

Le port d'Aralsk, également connu sous le nom d'Aral, avait fini par se retrouver à 100 kilomètres à l'intérieur des terres au Kazakhstan. Mais depuis la construction du barrage, l'eau est revenue à moins de 25 kilomètres de la localité, et pourrait l'atteindre dans six ans, selon la Banque mondiale. "Bonne nouvelle: la mer revient", annonce un panneau à l'entrée d'Aralsk.

"Il y a enfin de l'espoir et une vie à mener ici", déclare Badarkhan Prikeïev, 49 ans, un négociant en poissons en attendant ses pêcheurs près du village d'Akespe, à 90 kilomètres à l'ouest d'Aralsk. "Il y a du travail pour ceux qui le veulent." Cet été, ses bateaux sont revenus chargés de brochets et de carpes.

Un programme de 88 millions de dollars lancé en 2001 a abouti à la construction du barrage de Kokaral pour diriger les eaux du Syr Darya vers la partie kazakhe de la mer d'Aral plutôt que de les laisser "se perdre" en s'écoulant vers le sud.

Les cinq anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale sont largement d'accord sur la nécessité de coordonner l'utilisation des deux grands fleuves de la région: l'Amou Darya et le Syr Darya. Mais en pratique, il y a peu de collaboration, ce qui signifie une mort certaine pour une grande partie de la mer d'Aral.

L'impact du barrage de Kokaral est en tout cas spectaculaire. La hausse du niveau de l'eau a rafraîchi le climat et réduit suffisamment la salinité de la mer d'Aral dans cette zone pour permettre la vie d'espèces d'eau douce.

Selon la Banque mondiale, les prises de poissons d'eau douce ont atteint 2.000 tonnes en 2007 contre seulement 52 tonnes en 2004. Pour la première fois depuis des années, de nombreux Kazakhs vivant près du rivage ont le sentiment d'avoir un avenir.

"Mon père a grandi dans un village de pêcheurs et prendre du poisson est ce que nous avons fait toute notre vie", explique M. Prikeïev, qui supervise plus de 100 pêcheurs lorsque la saison bat son plein, en été. "Mon rêve est d'améliorer les choses pour les pêcheurs, pour qu'ils puissent vivre et travailler un peu plus facilement."

Alexander Dantchenko, ouvrier de chantier naval en retraite, assure que le retour de l'eau a un impact sur le climat. "Lorsqu'il n'y avait pas la mer, on avait l'impression d'être dans une poêle à frire au milieu du désert ici." Mais avec le retour de l'eau "on peut sentir parfois une brise fraîche et agréable venir du sud".

Les progrès enregistrés au Kazakhstan restent toutefois modestes comparés à l'ampleur du désastre. Plutôt que de chercher à sauver la mer d'Aral, l'Ouzbékistan, qui en contrôle les trois-quarts, a choisi de maintenir la lucrative industrie du coton et de rechercher du gaz et du pétrole sous son lit asséché.

De plus en plus de médecins anti vaccin contre la grippe (29.10)

Slate.fr - 28.10

«Enfants gâtés». Ainsi une Roselyne Bachelot en colère qualifiait-elle, il y a quelques jours, ceux qui avaient d'ores et déjà décidé de ne pas se porter volontaires pour être vacciné contre le nouveau virus responsable de l'actuelle pandémie de grippe. En appelant à la raison de tous et de chacun la ministre de la Santé s'exprimait devant les responsables français de l'industrie pharmaceutique. Rappelons que le gouvernement français a, cet été, pris la décision d'acquérir (pour environ un milliard d'euros) cent millions de doses de ce vaccin de manière à ce que (avec deux doses par personne) chaque Français qui le souhaite puisse être protégé. La ministre de la Santé apprendra bientôt quelle est l'actuelle proportion d' « enfants gâtés » au sein du corps médical français. Quelle formulation trouvera-t-elle alors pour qualifier le comportement des médecins, hospitaliers ou généralistes qui refusent de se faire vacciner ; des médecins qui, corollaire, ne montrent guère d'enthousiasme pour inciter leurs patients (ou les membres de leur équipe) à le faire.

Cette tendance au refus avait, ici ou là, commencé à être perçue depuis quelques semaines. Elle est aujourd'hui amplement confirmée avec un sondage dont Slate.fr donne, en avant-première, les résultats. Ce sondage a été conduit sous l'égide de trois organisations qui ne sont en rien (bien au contraire!) contre la nouvelle vaccination anti grippale (1). L'étude nationale a porté sur les 3.530 réponses recueillies entre le 17 et le 27 octobre. Ses résultats ne manqueront pas d'irriter Roselyne Bachelot comme d'inquiéter l'ensemble de ceux qui ont la responsabilité du plan national de vaccination anti grippale.

Résumons.

En France aujourd'hui plus d'un médecin sur trois (36,8%) déclare ne pas vouloir se faire vacciner (33,4% chez les hospitaliers, 41,8% chez les libéraux). Chez les opposants à la vaccination, ils sont 70,3% à redouter les possibles effets des «adjuvants» présents dans les vaccins. 60% critiquent le principe de la double injection vaccinale devant être pratiquée à trois semaines d'intervalle. Plus inquiétant peut-être encore, ils sont 71% de ce tiers de médecins à redouter les possibles complications vaccinales.

Résumons encore. Tous ceux qui sont volontaires pour se faire vacciner ne sont pas de militants décidés à prêcher la bonne parole immunisante.

Ainsi près de 24% des médecins hospitaliers ne feront pas la promotion de la vaccination auprès des membres de leur équipe. 28% «ne se prononcent pas» sur ce point. Plus important, peut-être, encore, chez les libéraux concernant les messages destinés à leurs patients ces proportions sont de 25 et 33%.

Sans doute est-il bien trop tôt pour parler ici de fiasco. Une soudaine aggravation de la situation épidémiologique ou (comme on a pu ces derniers temps l'observer dans différents pays) la mise en scène médiatique de morts inexplicables (concernant des personnes jeunes infectées auparavant en parfaite santé) pourraient sans doute modifier la donne actuelle. Il n'en reste pas moins vrai que nous sommes aujourd'hui en France dans une situation doublement inédite. On découvre ainsi qu'une fraction nullement négligeable du corps médical refuse de se protéger (et donc de protéger les patients) contre un risque d'infection virale.

Et on découvre dans le même temps qu'une fraction encore plus importante de ce même corps se refuse à jouer l'un des rôles traditionnels

qui, depuis les miracles anti-infectieux de Louis Pasteur, est le sien: celui de précieux, d'indispensable, relais pédagogique entre les autorités sanitaires et la population. Tout se passe comme si en parallèle d'une «crise identitaire française» le corps médical français vivait une forme, toujours dangereuse, de dédoublement de personnalité.

Les clefs de compréhension sont sans doute nombreuses. On peut, pour l'heure, en retenir deux principales. La première est pratique et vaut surtout pour les médecins généralistes à qui la puissance publique interdit de pratiquer la vaccination. Il ne s'agit certes pas ici d'une remise en cause de leurs compétences mais, assurent les services de Roselyne Bachelot, de questions pratiques: on ne pouvait, dans l'urgence des décisions estivales, associer les «officiers de santé» à la lutte contre l'ennemi viral. L'heure était à la réinvention des dispensaires, au rappel des militaires retraités ou des jeunes étudiants en médecins toujours heureux de «se faire la main».

Imaginez un instant les réponses aux deux questions - dissociées - suivantes. N°1: «Et vous, docteur, vous êtes vacciné contre la nouvelle grippe? N°2: «Vous allez bien pouvoir me vacciner vous, docteur, contre la nouvelle grippe?»

La seconde clef est de nature plus politique. «Nous sommes confrontés bien malgré nous à un problème conjoncturel qui veut que pour nombre de nos confrères dire que l'on est pour la vaccination anti grippale équivaut à dire que l'on est "pro-Bachelot"», m'explique le Dr François Aubart, président de la Coordination médicale hospitalière. Or être «pro-Bachelot» aujourd'hui dans le corps médical français, c'est être partisan de la dernière loi hospitalière (loi dite « Hôpital, patients, santé et territoires ») défendue par la ministre et dont on peut, usant d'un euphémisme, dire qu'elle n'a pas réuni un large consensus professionnel. «Je suis désespéré d'observer que mes collègues restent l'arme au pied, à ce point réticents à se faire vacciner, confie le Dr Aubart. Nous payons ici le prix d'une politique communication destructrice.» Un propos d' «enfant gâté»?

C'est le 12 novembre que la campagne de vaccination contre la grippe pandémique commencera, en France, à s'élargir. Dans 1.080 centres (dont 22 à Paris) elle concernera d'abord les personnels prioritaires, médecins et infirmières de ville, et professions de secours et de police (pompiers, gendarmes et policiers) en contact avec la population. Combien, alors, seront-ils à offrir leur corps à la prévention vaccinale?

(1) Il s'agit de la Coordination médicale hospitalière (CMH), du syndicat MG France, et du syndicat national des médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes des hôpitaux publics (SNAM HP) Parmi les responsables de cette initiative figurent les Dr François Aubart (Président de la CMH), Robert Cohen (professeur de pédiatrie), Olivier Goeau Brissonière (président de la FSM), Bruno Housset (professeur de pneumologie), Martial Olivier Koerhet (président de MG France), Bernard Régnier (professeur de réanimation médicale) et Roland Rymer (président du SNAM HP).

Nouveau produit pour chiens: la messe dominicale (10.11)

AP - 09.11

Soucieux de donner un second souffle à la relation vieillissante entre son église presbytérienne et ses paroissiens, en majorité sexagénaires, le pasteur américain Tom Eggebeen a trouvé la solution: depuis dimanche, il propose à ses ouailles une messe exclusivement destinée à... leurs chiens. Un service religieux de 30 minutes, avec prières canines et prise en charge spécialisée.

Apparemment satisfait de l'expérience, le révérend Eggebeen souligne que de nombreux chrétiens aiment leur bête autant qu'ils peuvent aimer les membres de leur famille et ont le même chagrin à les voir souffrir. Un amour que les églises ont mis du temps à reconnaître comme l'oeuvre de Dieu.

"Pour définir Dieu, la Bible se limite à deux choses: Dieu est lumière et Dieu est amour. Et où que l'amour se trouve, Dieu est pour ainsi dire là", ajoute Eggebeen, lui-même grand amoureux des chiens.

La messe hebdomadaire pour chiens à l'église presbytérienne Covenant de Los Angeles est l'illustration d'une nouvelle tendance dans les églises américaines favorisant la spiritualité des animaux domestiques et le lien profond que les maîtres tissent avec leur bête.

Une étude de Laura Hobgood-Oster, professeur de religion à la Southwestern University de Georgetown (Texas), fait état de plus de 500 bénédictions pour animaux dans des églises américaines et d'une demi-douzaine de congrégations qui proposeraient la même chose que le révérend Eggebeen.

"C'est un changement de la structure familiale, les animaux domestiques se situant vraiment au centre. Les communautés religieuses commencent à s'apercevoir que les gens ont besoin de rituels qui incluent leur animal domestique", explique la chercheuse. Selon elle, "de plus en plus de chrétiens traditionnels considèrent que leurs animaux possèdent une forme d'âme".

Les chiens présents à l'église Covenant dimanche avaient l'air de se moquer du dogme. Grands ou petits, du pit bull au bichon frisé, ils se

serraient dans la chapelle pour "prier" dans une zone qui leur était spécialement réservée, avec des lits pour chiens, des bols d'eau et des tonnes de biscuits.

La messe a commencé dans un bruit de reniflements, d'abolements, de gémissements et de bagarres joyeuses. Mais quand le pasteur a entamé l'hymne "GoD and DoG" (Dieu et chien), les chiens se sont tous allongés, le menton posé sur les pattes et ont écouté.

Donna Lee Merz, pasteur presbytérienne d'une église du sud de la Californie, était venue avec Gracie, son dachshund miniature de 14 mois. Le chiot femelle aux oreilles douces comme de la soie était dominé par les autres chiens et s'agitait par terre sur le ventre, frémissant avec excitation. L'animal a fini par se calmer quand sa maîtresse l'a mise sur ses genoux.

"Elle savait que cette place était sûre, un bon endroit pour se trouver, pour se faire aimer", a assuré la révérende Merz, qui prévoit déjà de revenir.

"Je n'ai jamais eu d'enfants; du coup, mes animaux ont toujours été mes enfants, ça représente beaucoup pour moi", a déclaré pour sa part Emma Sczesniak, qui venait à l'église Covenant pour la première fois avec Midnight, son labrador, et Marley, son dachshund croisé terrier.

Mais Midnight, Marley, Gracie et les autres chiens avaient probablement quelque chose de plus important à l'esprit quand Eggebeen a entonné sa bénédiction et que la messe s'est terminée: où pouvaient-ils trouver encore de ces délicieux biscuits?

Le pacs s'est imposé dans le paysage nuptial français (10.11)

Le Monde - 09.11

Ils ne voulaient ni du "tralala" du mariage ni des aléas de l'union libre : en 2005, Blandine Perrin et Franck Fablet se sont rendus au tribunal d'instance de Mantes-la-Jolie (Yvelines) pour signer un pacte civil de solidarité (pacs). "Le concubinage nous allait très bien, mais nous voulions nous protéger mutuellement et protéger notre fille au cas où il nous arriverait quelque chose, explique Blandine. Quand on a un enfant, on se dit qu'il n'est pas inutile de faire le minimum légal !"

Blandine et Franck se sont rencontrés en 2002. Elle est pharmacienne, il est responsable de projet dans l'industrie pharmaceutique : ils décident de vivre ensemble sans songer, à l'époque, au mariage ou au pacs. "Je venais de divorcer et j'avais une petite fille de 2 ans, raconte Franck. J'avais besoin d'un peu de temps pour digérer. Je n'étais pas prêt à m'engager une nouvelle fois."

En 2004, Blandine et Franck achètent un appartement. La notaire qui les reçoit leur présente les avantages et les inconvénients du mariage et du pacs. Puisqu'ils possèdent un bien, puisqu'ils envisagent d'avoir un enfant, il serait bon, leur suggère-t-elle, de ne pas rester, aux yeux de la loi, des étrangers l'un pour l'autre. Le couple écoute et se dit qu'il y réfléchira un jour. A la naissance de leur fille, l'année suivante, ils franchissent le pas.

Le pacs n'a rien changé à leur vie : Blandine et Franck voulaient organiser leur vie commune, pas porter une alliance ou se présenter comme "mari et femme". "On ne met pas une bouteille de champagne au frais la veille de notre anniversaire de pacs !, sourit Blandine. Nous n'avons même pas prévenu nos parents. C'est un simple arrangement entre nous, rien de plus." Quatre ans et un bébé plus tard, la vie de pacés continue à leur convenir, même si Franck n'exclut pas de se remarier un jour.

Blandine et Franck ressemblent aux centaines de milliers de couples qui ont choisi de signer un pacte civil de solidarité : ils ne veulent ni de la solennité du mariage ni des incertitudes juridiques de l'union libre. Créé par la loi du 15 novembre 1999, le pacs est pour eux un outil idéal : il leur offre un cadre juridique tout en possédant la souplesse et la discrétion de l'union libre.

En dix ans, le succès de ce mode d'union, que Jacques Chirac jugeait "inadapté aux besoins de la famille", ne s'est jamais démenti. Au début des années 2000, il séduisait environ 20 000 couples par an : le chiffre est passé à 50 000 en 2005, 100 000 en 2007... et près de 150 000 en 2008 ! A ce rythme, le pacs devrait un jour rattraper le mariage (267 000 unions en 2008). "Cette forme d'union se banalise", constatait Valérie Carrasco, en 2007, dans Infostat Justice, le bulletin de la chancellerie.

Aujourd'hui, le pacs concerne avant tout des hétérosexuels : en 2008, 94 % des contrats unissaient un homme et une femme. Les pacés ont bien vite adopté certaines des habitudes des mariés, s'unissant de préférence pendant l'été et légalisant leur union à la trentaine. Signe des temps, le Salon du mariage, organisé tous les ans à Paris, a changé de nom : depuis 2008, il s'appelle le Salon du mariage et du pacs...

Si le pacte civil de solidarité a remporté un tel triomphe, c'est parce que les couples ont vite compris qu'il offrait la plupart des avantages liés au mariage - imposition commune, maintien dans les lieux en cas de décès du partenaire, exonération des droits de succession - tout en

garantissant une grande liberté : alors qu'un divorce impose une longue et coûteuse procédure judiciaire, une dissolution de pacs exige une simple lettre signifiée par huissier.

Qui eût dit, pourtant, que le pacs s'installerait aussi tranquillement dans le paysage nuptial français ? En 1999, lors des débats parlementaires sur la proposition de loi des députés (PS) Jean-Pierre Michel et Patrick Bloche, le RPR avait vivement dénoncé cet "ersatz de mariage" qui risquait de donner naissance à des "parodies de famille". "Le pacs sera un véritable contrat de bon plaisir", tonnait le député (UDF) Henri Plagnol, tandis que Christine Boutin évoquait, la Bible à la main, le spectre des "ruptures Kleenex".

Contrairement aux prédictions de Mme Boutin, la souplesse du contrat n'a pas rendu les unions plus fragiles : au bout de six ans, le taux de rupture des pacs hétérosexuels est quasiment semblable au taux de divorce des couples mariés (18,9 % contre 18,2 %). Comprenant que le pacs n'avait pas provoqué l'effondrement des valeurs familiales qu'elle prédisait, la droite a fini par faire amende honorable. "On s'est trompés sur le pacs", admettait Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle.

Le pacs est aujourd'hui si bien entré dans les moeurs que certains hommes politiques, y compris à droite, souhaitent qu'il fasse son entrée dans les mairies. Le député (UMP) des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti, a ainsi déposé, en 2008, une proposition de loi mettant fin à la signature du contrat au greffe du tribunal d'instance. Cette initiative a été approuvée par la secrétaire d'Etat à la famille, Nadine Morano. "Je suis favorable à ce que l'on offre la possibilité d'avoir une cérémonie plus officielle en mairie, notamment pour les couples homosexuels", expliquait-elle en janvier au Journal du dimanche.

Les débats sur le pacs ne sont pas terminés pour autant. L'Inter-LGBT (lesbienne, gaie, bi et trans), qui organise tous les ans la Marche des fiertés, à Paris, demande ainsi que les droits sociaux des couples pacés soient totalement alignés sur ceux des couples mariés, notamment en matière de pension de réversion. "Il s'agit d'un engagement de campagne de Nicolas Sarkozy", rappelle-t-elle. Cette revendication est soutenue par le Médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, qui souligne que cet avantage est accordé dans la plupart des pays européens qui ont institué des partenariats civils.

Insécurité alimentaire alarmante en Afrique de l'Est (11.11)

Reuters - 10.11

La sécheresse et les conflits qui accablent l'est de l'Afrique rendent plus de 20 millions de personnes dépendantes d'une aide alimentaire d'urgence, a déclaré mardi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

"La situation suscite de fortes inquiétudes à cause de prévisions de pertes de récolte et de pâturages dues à plusieurs facteurs: le manque de pluies dans plusieurs régions, la recrudescence des conflits, la perturbation des échanges internationaux et la persistance des prix alimentaires élevés", note la FAO dans son dernier rapport sur les perspectives de récolte et la situation alimentaire.

Au Kenya, par exemple, la production de maïs devrait être inférieure de 30% par rapport à l'année dernière. Et, selon les estimations, quelque 3,8 millions de Kényans souffrent d'une insécurité alimentaire élevée ou extrême, souligne la FAO.

En Ethiopie, la population nécessitant des secours humanitaires est passée de 5,3 millions en mai à 6,2 millions en octobre.

En Somalie et au Soudan, la sécheresse a accentué une situation rendue déjà désespérée par les conflits armés.

Au total, l'Onu compte dans ces deux pays près de 10 millions de personnes dépendant d'une aide alimentaire d'urgence. Pour la seule Somalie, cela représente la moitié environ de la population totale.

Le reste du continent n'est pas épargné: les récoltes ont chuté dans le nord du Nigeria, le sud du Niger, le Mali et le Tchad.

"Pour les plus démunis de la planète qui consacrent jusqu'à 80% de leur budget familial à la nourriture, la crise des prix alimentaires n'est pas terminée", souligné Hafez Ghanem, sous-directeur général de la FAO.

La publication de ce rapport intervient avant le sommet mondial sur la sécurité alimentaire prévu la semaine prochaine à Rome, où siège la FAO (du 16 au 18 novembre).

Les impayés de salaire ont augmenté de 50% en un an (11.11)

Lefigaro.fr - 10.11

Danger sur les comptes de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, l'AGS. Cet organisme patronal avance des crédits aux entreprises qui, en cas de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, n'ont plus suffisamment de trésorerie pour payer les salaires de leurs employés, ou même leurs indemnités de licenciement. En douze mois, d'octobre 2008 à fin septembre 2009, les avances effectuées par l'AGS ont explosé de 47,9%, à un peu moins de 2 milliards d'euros. Le nombre de bénéficiaires a progressé de 42,5%, à un peu moins de 300 000 personnes.

«La forte progression de notre activité découle totalement de la crise, justifie Thierry Météyé, le directeur de la délégation Unedic-AGS. Nous avons eu à gérer depuis le début de l'année de gros dossiers médiatiques comme celui de la Camif.» Le nombre de dossiers de plus de 100 salariés est ainsi lui aussi en forte progression : 175 entre le début de l'année et la fin octobre, contre 140 pour tout 2008 et 120 en 2007. À l'inverse, le montant des créances recouvrées plafonne (lorsque la situation des entreprises se rétablit ou en récupérant les montants avancés sur les actifs vendus en cas de liquidation). En un an, elles ont à peine dépassé 600 millions, soit une baisse de 3,7%. «Les récupérations sont de plus en plus difficiles à opérer», note Thierry Météyé.

Face au déséquilibre, l'AGS a décidé d'augmenter une nouvelle fois de 0,1 point le taux de cotisation des entreprises début octobre, pour le faire passer à 0,4% de la masse salariale. Soit un doublement du taux en six mois, pour dépasser les quelque 700 millions actuellement collectés ! «Cela représente une augmentation importante de la charge des entreprises, reconnaît Thierry Météyé. Mais c'était indispensable pour faire face à la hausse des demandes d'avance.»

Déficit de 215 millions

Résultat, l'AGS accuse un déficit de l'ordre de 215 millions d'euros. L'organisme espère le combler avec l'augmentation des rentrées de cotisations début 2010, grâce à cette hausse du taux et à la stabilisation des niveaux de récupération.

Autre note d'espoir : la baisse de près de 40% au troisième trimestre 2009 du nombre de procédures collectives ouvertes. «La tendance est particulièrement marquée en septembre», précise l'AGS. Idem sur le nombre de procédures de sauvegarde nécessitant l'intervention de l'AGS. En un trimestre, elles ont reculé de près de 20%. «On est dans une phase de stabilité», estime Thierry Météyé.

Crédits à la consommation : les impayés se multiplient (11.11)

Le Monde - 10.11

A l'heure où l'on guette tous les signaux annonçant la sortie de la crise, il est un indicateur qui témoigne des difficultés financières grandissantes des ménages : l'accroissement du nombre d'impayés de crédits à la consommation - en hausse sensible depuis un an - et de la difficulté à honorer en temps et en heure les échéances de remboursement.

Partout, dans les banques et les établissements spécialisés, le constat est le même : la crise, qui a fait 600 000 chômeurs de plus cette année, n'épargne personne. Tandis que les classes moyennes cessent d'emprunter, attendant de retrouver confiance en l'avenir - la demande de crédits à la consommation a baissé de 15,8 % entre janvier et septembre -, les ménages modestes, ceux-là même qui ne peuvent se passer de crédits, peinent à rembourser leurs mensualités. D'autant que de nombreuses banques ont durci les règles d'utilisation des découverts bancaires.

"Nous avons constaté une relation étroite entre la montée du chômage et les retards de paiement, explique Michel Philippin, directeur général de Laser Cofinoga (BNP Paribas, Galeries Lafayette). Plus de la moitié des clients qui ont trois mois de retard se déclarent au chômage. Le nombre d'emprunteurs qui n'avaient jamais eu de difficulté à rembourser mais connaissent aujourd'hui un premier retard a violemment augmenté." Le taux d'impayés a grimpé à 3 % depuis le début de 2009, au lieu de 1,6 % en moyenne en période de croissance économique.

Certes, la hausse du "coût du risque" en France - en clair, les provisions que constituent les banques pour couvrir leurs risques de crédits - est moins forte que dans d'autres pays européens comme l'Espagne, piégée dès 2007 par un excès de crédits immobiliers à taux variable ou, pis, dans les pays émergents comme la Russie ou le Brésil. A titre d'exemple, depuis le début de la crise, ce coût du risque a bondi à 9 % des encours en Russie, au lieu de 4 % auparavant, quand il s'établit aujourd'hui à environ 2,5 % des encours en France.

Les tensions sur le marché français du crédit à la consommation se traduisent, précise-t-on ainsi à la Société générale, par un niveau de pertes acceptable par rapport aux crises précédentes, notamment celle de l'immobilier de 1990.

SLOGANS "POUSSE-AU-CRIME"

Mais cette montée des risques, qui se poursuivra tant que le chômage augmentera, bouscule les établissements financiers. Elle les conduit à se montrer plus scrupuleux dans l'octroi de crédits. C'est entre autres le cas pour ces petites boutiques de crédit opérant sur Internet avec des slogans jugés "pousse-au-crime", et qui avaient tendance à ouvrir trop facilement les vannes à des consommateurs déjà endettés en leur vendant "une vie meilleure", en même temps qu'un crédit. La crise force aussi les établissements à modifier leurs pratiques commerciales et, fait marquant, à trouver des solutions d'assistance pour leurs clients les plus fragiles afin d'éviter qu'ils ne basculent dans le surendettement. Cette stratégie "spéciale crise" répond autant à l'intérêt des emprunteurs qu'à celui des prêteurs.

Chez Laser Cofinoga, des mesures ont été prises pour sécuriser la production de crédits. Et "accompagner nos clients les plus fragiles, tant que l'activité économique ne sera pas revenue à la normale", souligne M. Philippin. Ainsi, en ce moment, parce que la demande émane surtout d'une clientèle déjà endettée, plus d'une requête de crédit sur cinq serait refusée, s'agissant des cartes de magasins. Surtout, un pôle d'accompagnement des clients a été mis sur pied, pour proposer, avant même qu'ils n'appellent, des solutions pour passer la crise (baisse de taux, allègement des durées de remboursements, etc.). Il renseigne aussi les clients sur les aides économiques et sociales en partenariat avec des associations (Cresus, Secours catholique).

Pascal Roussarie, responsable de l'observatoire Cetelem (BNP Paribas Personal Finance), insiste sur l'importance de cet accompagnement social par temps de crise. "Le marché du crédit à la consommation baisse et pourtant, le surendettement progresse, observe-t-il. On voit des gens en difficultés qui, étant au chômage ou en intérim et en recherche de trésorerie, utilisent des cartes de crédit obtenues précédemment. Celles-ci se verrouillent au premier incident de paiement."

Cetelem, qui fait valoir sa politique de crédit responsable, assortie de campagnes de communication ad hoc, a mis en place une équipe pour repérer les difficultés et aider les clients via des reports d'échéance ou des aménagements de dette. Environ 93 % des dossiers ne connaissent "pas l'ombre d'un problème".

Pour Nicolas Bertapelle, associé fondateur de la société de conseil Jasmin, les temps changent. "Les établissements font plus attention aux capacités de remboursement des clients, estime-t-il, ils font aussi davantage de prévention et soignent les procédures de recouvrement, pour leur bénéfice et celui du client." La nouvelle loi "Lagarde" sur le crédit à la consommation pourrait accélérer cette moralisation des pratiques.

Un nouveau dinosaure découvert en Afrique du Sud (12.11)

AP - 11.11

Un fossile datant de quelque 200 millions d'années et découvert en Afrique du Sud pourrait aider à comprendre comment les dinosaures ont évolué pour devenir les plus grandes créatures à avoir jamais existé sur Terre, ont annoncé des scientifiques mercredi.

Ces restes appartiennent à une nouvelle espèce de dinosaure, un herbivore de sept mètres de long baptisé "Aardonyx celestae", qui pourrait être un chaînon manquant de l'évolution, ont expliqué les chercheurs. La découverte a été publiée mercredi dans la revue "Proceedings of The Royal Society B", basée à Londres.

C'est une espèce que "personne n'a vu avant et qui a une place très importante dans l'arbre généalogique des dinosaures", explique le paléontologue australien Adam Yates, de l'université du Witwatersrand, en Afrique du Sud, qui a conduit les travaux avec des chercheurs locaux et d'autres pays.

L'Aardonyx celestae marchait sur ses pattes arrière mais pouvait également se mettre à quatre pattes. La créature atteignait près de 1,70 mètre de haut au garrot et pesait quelque 500 kilos. Le spécimen découvert avait environ 10 ans quand il est mort.

L'Aardonyx celestae a de nombreuses caractéristiques en commun avec les herbivores qui marchaient sur deux pattes, note M. Yates. Mais la nouvelle espèce possède également des points communs avec les sauropodes, une famille de dinosaures apparue plus tard, dont un représentant est le gigantesque brontosaurus, qui marchait sur quatre pattes.

"La découverte de l'Aardonyx aide à combler un vide important dans notre connaissance de l'évolution des sauropodes, montrant comment un animal marchant essentiellement sur deux pattes a pu commencer à acquérir les caractéristiques spécifiques nécessaires pour vivre à quatre pattes", explique Paul Barrett, un paléontologue au Muséum d'histoire naturelle britannique qui n'a pas participé directement à l'étude.

La créature a été découverte par l'étudiant de 3e cycle Marc Blackbeard, dans une zone du centre de l'Afrique du Sud décrite par M. Yates comme une "oasis paléontologique" qui pourrait livrer d'autres nouvelles espèces de dinosaures.

Des tarifs sociaux de gaz et d'électricité qui restent souvent méconnus (12.11)

Le Monde - 11.11

Mauvaise surprise pour les ménages modestes, souvent ruraux, qui se chauffent au fioul domestique. Le gouvernement, dans son projet de loi de finances pour 2010, n'a pas reconduit la prime à la cuve. D'un montant de 200 euros, cette aide, qui existait depuis 2005, bénéficiait à 700 000 ménages non imposables sur le revenu.

Eric Woerth, ministre du budget, a justifié la mesure en assurant que "la diminution du prix du fioul compensait largement le fait qu'il n'y ait pas d'aide à la cuve". Un argument que l'association de défense des consommateurs UFC-Que choisir réfute.

Dans un communiqué, l'association rappelle que le prix du fioul est actuellement "comparable" à celui de 2005, année où une prime de 75 euros était versée. Cette aide avait augmenté régulièrement pour suivre le prix du fioul qui, entre 1999 et 2009, a crû de 61 %. Selon les projections de UFC-Que choisir, sa disparition, associée à la nouvelle taxe carbone, ferait perdre plus de 200 euros à un ménage rural non imposable se chauffant au fioul.

500 000 bénéficiaires

L'association dénonce aussi un cadeau fait aux compagnies pétrolières qui finançaient en partie la prime. Pour les familles démunies, qui utilisent d'autres types d'énergie, il existe des dispositifs qui, pour l'instant, ne sont pas remis en question.

EDF propose, depuis le 1er janvier 2005, une tarification spéciale aux foyers dont le quotient social est inférieur ou égal à celui ouvrant droit à la couverture-maladie universelle complémentaire (CMUC). Pour une personne seule, ce seuil est de 620,58 euros par mois. Une aide du même type est proposée par GDF. Ces tarifs dits sociaux donnent droit à une réduction sur chacune des factures d'électricité et de gaz naturel et à la gratuité de la mise en service.

Selon EDF, la réduction moyenne constatée sur une facture annuelle est de 70 euros. Pour le gaz, un foyer composé de deux personnes ou plus fait une économie annuelle comprise entre 22 euros et 118 euros.

Cinq cent mille personnes bénéficieraient du tarif dit "d'électricité de première nécessité", mais, par méconnaissance, près de 40 % des ménages éligibles n'en feraient pas la demande.

L'Afrique a franchi le cap du milliard d'habitants (15.11)

Le Monde - 14.11

Ce n'est qu'un symbole, mais il est de taille. Le continent africain aura franchi le seuil du milliard d'habitants au cours de l'année 2009. Ce passage, discrètement relevé dans un récent bulletin du Population Reference Bureau, une organisation indépendante basée à Washington, marque le spectaculaire envol démographique d'un continent resté longtemps sous-peuplé, saigné par la traite négrière (11 millions d'hommes en trois siècles) et les épidémies.

Il intervient à un moment où inquiétudes et fantasmes se concentrent plus que jamais sur l'Afrique. Vu de la partie développée et vieillissante du monde, le continent noir peut être perçu comme celui de tous les dangers - pauvreté, faim, émigration, terrorisme, conflits armés - qu'une démographie incontrôlée peut exacerber.

Le choc des chiffres, il est vrai, est rude. Alors qu'en 1950 l'Afrique (225 millions d'habitants) n'accueillait qu'un humain sur dix, le continent abrite aujourd'hui un homme sur sept. Et cette proportion devrait atteindre un sur cinq à l'horizon 2050, lorsque la population africaine aura doublé pour atteindre 2 milliards.

Aujourd'hui, déjà, un enfant sur quatre naît en Afrique, continent qui cumule les records démographiques : la plus forte fécondité (4,6 enfants par femme contre 2,5 de moyenne mondiale) et celui de la jeunesse (43 % des Africains subsahariens ont moins de 15 ans). Le troisième pays de la planète par sa natalité est le Nigeria, pays où naissent, chaque année, plus de bébés (6 millions) que dans l'ensemble de l'Union européenne (5 millions). Quant à l'Ouganda, c'est le pays le plus jeune du monde : 56 % de sa population a moins de 18 ans.

Ces marques de dynamisme se doublent d'indicateurs nettement moins enthousiasmants : la durée moyenne de la vie d'un Africain ne dépasse guère 53 ans en moyenne, soit quinze ans de moins que la moyenne planétaire ; la mortalité infantile y est vingt fois plus élevée

qu'en Europe de l'Ouest, et la contraception 2,4 fois moins pratiquée qu'en Europe ou en Asie.

"C'est le moment de l'Afrique", estime néanmoins Gilles Pison, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques (INED). "On a l'impression que rien ne change, que les Africains ont toujours beaucoup d'enfants. C'est à la fois vrai et faux", nuance le démographe, en soulignant la baisse continue de la natalité sur le continent. A un tableau immuable et catastrophique, il préfère la description d'une réalité contrastée, variant entre les Etats et entre zones rurales et urbaines.

Déjà, en dehors même du Maghreb, en pleine transition démographique (2,3 enfants par femme en Algérie et au Maroc, 1,9 en Tunisie), certaines zones du continent sont marquées par une nette baisse de la fécondité : 5 enfants par femme au Kenya contre 8 voilà trente ans ; 4,5 au Sénégal contre 7 il y a vingt-cinq ans. Même l'espérance de vie a fait de - lents - progrès, en dépit du sida : seize années ont été gagnées depuis 1950, grâce notamment aux campagnes de vaccination.

"La voie qu'empruntera l'Afrique subsaharienne vers la baisse de la fécondité sera probablement différente des autres régions du monde, indique M. Pison. Croire que des obstacles culturels y font irrémédiablement barrage n'est pas forcément juste. Ceux qui expliquaient voici quelques années que les machos sud-américains auraient toujours besoin de faire beaucoup d'enfants pour montrer leur virilité se sont trompés. On sous-estime la capacité de changement des sociétés."

SCOLARISATION

Tout porte à croire que la baisse de la fécondité continuera d'être plus lente en Afrique qu'ailleurs. La polygamie, clé de voûte de la structure familiale, favorise la multiplication des naissances. Mais cette inertie n'est pas à mettre au seul débit des populations. L'un des principaux vecteurs de ce changement est la scolarisation, singulièrement celle des filles, qui retarde les grossesses et facilite l'accès à la contraception. Or, pour l'heure, seuls 30 % des jeunes Africains fréquentent un établissement d'enseignement secondaire, soit la moitié de la moyenne mondiale.

"La contraception peut se diffuser à vive allure dans des campagnes africaines peu favorisées socio-économiquement", écrit Emmanuelle Guyavarch, de l'INED, qui, avec Gilles Pison, suit trois villages sénégalais sur une longue durée. Les freins et les échecs, estime-t-elle, "ne tiennent pas tant à une méconnaissance de la contraception (...) ou à un refus qu'à la difficulté d'y accéder."

Enquête à l'appui, les démographes montrent comment, dans un dispensaire rural, le seul remplacement d'un infirmier actif et convaincu par un autre, plus réticent, peut faire dégingoler la pratique de la contraception. Pointant les effets de "services souvent mal organisés et peu efficaces", ils concluent : "Les femmes et les hommes d'Afrique sont, plus qu'on ne l'imagine, prêts au changement."

Si plusieurs pays - Afrique du Sud, Namibie, Kenya, Zimbabwe - mènent une véritable politique de planning familial, la contraception reste souvent perçue en Afrique comme le produit d'une intervention étrangère. "Certains responsables entonnent un discours politiquement correct, favorable à la limitation des naissances, quand ils s'adressent aux bailleurs de fonds internationaux, constate un observateur africain averti. Mais entre Africains, ils n'en pensent pas un mot." Les influences religieuses encouragent aussi ce double langage, qui revient à présenter la contraception comme une arme des pays riches offensant les traditions locales.

Qu'est-il arrivé à la forêt amazonienne? (15.11)

Slate.fr - 14.11

Alors qu'on entendait beaucoup parler de la destruction de l'Amazonie, récemment, plus rien. Qu'est-il donc arrivé – l'a-t-on sauvée ou bien?

Nous ne l'avons pas sauvée, mais nous n'avons pas fini d'essayer. Les environnementalistes s'inquiètent du sort de l'Amazonie pour une bonne raison: elle représente plus de la moitié des forêts tropicales du monde, un cinquième de nos ressources en eau, et près du tiers de la biodiversité de la planète. La sauvegarde de tout cela était jadis le cri de ralliement des activistes verts et, avec quelques victoires précoces, l'objectif semblait réaliste. Mais l'attention s'est vite déplacée de la forêt tropicale vers d'autres questions comme le changement climatique et l'agriculture biologique, et l'Amazonie disparaît aujourd'hui à une vitesse comparable à celle des années 1980.

Il y a encore cinquante ans, l'Amazonie était en grande partie intacte. Puis, en 1964, le Brésil légiféra pour encourager les paysans sans terre à quitter les bidonvilles pour développer l'intérieur du pays. Quiconque pouvant démontrer que sa terre avait été «utilisée efficacement» se retrouvait avec un titre de propriété. Ainsi, les natifs de la forêt commencèrent-ils à être déplacés, et les nouveaux venus se mirent à défricher de grandes bandes de terre pour l'élevage du bétail et la culture du caoutchouc. Sans un réseau routier suffisant, néanmoins, le processus était assez lent. Presque toute la forêt brésilienne était encore vierge dans les années 1970.

Au début des années 1980 par contre, la forêt commença à disparaître très vite. Avec l'aide de fonds monétaires de la Banque Mondiale,

les fermiers et les éleveurs construisirent assez de routes et d'infrastructures pour détruire 13 130 km² par an, soit une surface équivalente à l'État du New Jersey. C'est ce qui fit réagir les écologistes. En 1985, le Rainforest Action Network basé à San Francisco commença à organiser des manifestations dans tout le pays et fut à l'origine de la fin du contrat à 35 millions de dollars de Burger King pour son «bœuf de la forêt tropicale» en Amérique Centrale. L'année suivante, la Rainforest Alliance, tout juste créée, tint un séminaire à New York, suivi par le New York Times sous le titre «L'intérêt pour la forêt tropicale vient de germer». La situation s'intensifia en 1988, quand un activiste (et ancien exploitant de caoutchouc) du nom de Chico Mendes fut assassiné chez lui, en Amazonie, par des éleveurs en colère. Mais l'apogée du mouvement fut l'annonce par le gouvernement brésilien de sa mesure la plus ambitieuse et la plus potentiellement dévastatrice: le projet de construction d'une autoroute reliant l'État d'Acre à Lima, au Pérou, qui allait traverser l'Amazonie et connecter ses industries naissantes à la côte Pacifique et à la machine économique japonaise.

Rapidement, des stars telles Sting et le crooner Phil Collins se rallièrent à l'opposition contre le projet autoroutier, aux côtés d'intellectuels sud-américains renommés: les écrivains Gabriel García Márquez, Carlos Fuentes et Mario Vargas Llosa signèrent une lettre ouverte accusant leur pays de tenir «une politique écocide et ethnocide». Toute cette agitation bloqua le projet, et le Brésil accepta quelques maigres mesures de conservation écologique. En 1991, la déforestation n'avait jamais été aussi ralentie.

Depuis, l'intérêt populaire pour l'Amazonie a décliné. A l'aide du réseau d'actualité Nexis, The Lantern a trouvé 993 articles sur la forêt amazonienne dans les journaux américains depuis 1990. En 1995, ce chiffre a chuté de plus d'un tiers, alors même que la vitesse de la déforestation n'avait jamais été aussi rapide. Aujourd'hui, environ un cinquième de ce qui reste de la forêt brésilienne est officiellement protégé mais d'énormes zones de terre dans des États tels le Mato Grosso ont désormais été allouées à l'élevage des bovins et à la culture du soja. Les lois brésiliennes obligent les propriétaires terriens amazoniens à conserver 80% de la surface forestière, mais ces lois ne sont que sporadiquement appliquées. Encore aujourd'hui, le Brésil continue à encourager les paysans sans terre à s'installer près de l'Amazonie et n'a pas encore oublié son projet d'autoroute transocéanique.

La bonne nouvelle, c'est que l'intérêt pour l'Amazonie a commencé à renaître ces dernières années. En particulier parce que la forêt joue un rôle de régulation du changement climatique: les scientifiques estiment que l'Amazonie toute seule peut capter entre 85 et 100 milliards de tonnes de CO² dans ses arbres et arbustes, soit l'équivalent de 11 années d'émissions américaines. Les dangers ne se limitent pas au Brésil, bien évidemment - la déforestation est aussi un problème en Asie et en Afrique, zones qui rivalisent aujourd'hui avec les Amériques. En 2009, pour le Guinness Book des records, l'Indonésie était le pays où la forêt disparaissait le plus rapidement - soit environ 2% par an -, même si le Brésil demeure toujours champion en termes absolus.

Beaucoup d'environnementalistes placent tous leurs espoirs dans un plan soutenu par l'ONU afin d'utiliser les crédits carbone pour réduire la déforestation dans les pays en voie de développement. Ce qu'on appelle le Schéma REDD (Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier des Nations Unies) sera sur la table des négociations climatiques le mois prochain à Copenhague. A la tête de ces discussions, Robin Williams, Sting et toute une troupe de célébrités se sont embraqués dans la campagne «Rainforest SOS» pour stopper la déforestation tropicale et prévenir «le rythme effréné du changement climatique». La plupart des célébrités engagées sont un peu sur le retour, mais la destruction de l'Amazonie, elle, n'a jamais été aussi actuelle.

LA NASA annonce avoir découvert d'importantes quantités d'eau gelée sur la Lune (15.11)

AP - 13.11

De l'eau gelée sur la Lune, en quantités "importantes". C'est la découverte annoncée par la NASA, qui avait précipité 9 octobre dernier deux engins spatiaux près du pôle sud lunaire afin de soulever un important panache de poussières et débris.

De l'eau gelée sur la Lune, en quantités "importantes". C'est la découverte annoncée par la NASA, qui avait précipité 9 octobre dernier deux engins spatiaux près du pôle sud lunaire afin de soulever un important panache de poussières et débris.

Les premières analyses, a expliqué vendredi l'agence spatiale américaine, ont permis de mettre en évidence la présence d'eau, sous forme de glace et de vapeur.

Le 9 octobre, l'étage supérieur d'une fusée Centaur a tout d'abord percuté le cratère lunaire Cabeus, situé dans une région cachée en permanence. Le violent impact a soulevé du fond du cratère un important panache de vapeur, poussières et débris, mesurant quelque 1,6km de haut. Ces matériaux, selon la NASA, n'avaient pas "vu la lumière du soleil depuis des milliards d'années".

Quelques minutes après l'étage supérieur de Centaur, une sonde LCROSS (Lunar Crater Observation and Sensing Satellite) s'écrasait à son tour au fond du cratère, après avoir mesuré les débris émis lors de la première collision.

Depuis lors, les scientifiques de la NASA ont travaillé sans relâche pour analyser la "riche" moisson de données transmises par la sonde, notamment équipée de spectromètres. Ces instruments examinent la lumière émise ou absorbée par des matériaux, ce qui permet d'établir

leur composition.

"Oui, nous avons trouvé de l'eau, et pas qu'un peu. Nous en avons trouvé une quantité importante", l'équivalent de 95 litres, a expliqué au cours d'une conférence de presse Anthony Colaprete, principal responsable scientifique de la mission LCROSS.

Ces quantités ont été estimées à partir de l'analyse du panache de débris, et ne concernent donc qu'un point précis de la Lune, qui pourrait receler des quantités d'eau encore plus importantes, a-t-il noté.

Selon Michael Wargo, responsable scientifique lunaire de la NASA, "nous dévoilons des mystères de notre plus proche voisin, et par extension du système solaire. La Lune recèle de nombreux secrets, et LCROSS contribue à notre compréhension".

L'annonce de cette découverte conforte les partisans de la reprise des missions d'exploration lunaire, 40 ans après le programme Apollo (1969-1972). Disposer d'eau en quantité suffisante, font-ils valoir, permettrait de faciliter l'implantation d'une base lunaire permanente. "Avoir la preuve qu'il y a de l'eau en quantité importante est un pas important faisant de la Lune un endroit intéressant où aller", estime ainsi John Logsdon, de l'Université George Washington.

Fin octobre, la NASA a lancé depuis le Centre spatial Kennedy à Cap Canaveral, en Floride, sa nouvelle fusée Ares 1-X, pour un bref vol d'essai considéré comme une première étape avant la reprise des missions lunaires américaines à l'horizon 2020.

La Maison Blanche réévalue toutefois le programme de vols spatiaux habités et pourrait abandonner Ares 1 pour un autre type de fusée et peut-être une autre destination, comme Mars.

Les astronautes du programme Apollo avaient ramené des échantillons du sol et de roches lunaires, qui n'avaient pas révélé la présence d'eau.

Mais au cours des dernières années, des sondes de la NASA ont détecté des émanations d'hydrogène dans des cratères situés près des pôles lunaires, ce qui laissait supposer la présence de glace. La mission du 9 octobre, et les informations transmises par LCROSS en apportent la confirmation.

La Lune, "plutôt qu'un monde immuable et mort, pourrait en fait être très dynamique et intéressant", observe Greg Delory, de l'Université de Berkeley en Californie, qui n'a pas participé aux travaux de la NASA.

L'astronaute Buzz Aldrin, qui marcha sur la Lune avec Neil Armstrong en 1969, s'est dit heureux de cette découverte, mais estime que les Etats-Unis devraient plutôt concentrer leurs efforts sur l'exploration de Mars. "Les gens vont réagir de façon excessive à cette nouvelle et dire, 'allons faire la ruée vers l'eau sur la Lune'. Cela ne se justifie pas", dit-il.

Les organismes caritatifs débordés à l'orée de l'hiver (18.11)

Reuters - 16.11

A un mois de l'hiver, les associations caritatives françaises tirent la sonnette d'alarme devant le nombre croissant de demandes d'aide de la part des plus démunis, une tendance aggravée par la crise.

Dans une étude publiée lundi, le Secours catholique se dit confronté à une hausse de 24% du nombre de personnes accueillies depuis le mois de juin - soit 18.160 personnes reçues par 110 équipes, dont 3.660 nouvelles.

"Les bénévoles du Secours catholique perdent confiance dans l'efficacité des dispositifs publics et sont de plus en plus nombreux à s'inquiéter de la dégradation de la situation des personnes qu'ils rencontrent", dit l'association.

L'organisme dresse un lien direct entre la crise et cette hausse du nombre de personnes dans le besoin, souvent repérées dans des accueils gérés par le Secours catholique, comme des boutiques de vêtements, et en zone rurale.

"Il s'agit de nouvelles personnes qui subissent directement les effets de la crise (chômage, baisse des revenus...) et commencent à fréquenter les accueils de l'association, alors qu'elles n'y étaient pas habituées", écrit l'organisation.

Le Secours populaire français, qui est venu en aide à deux millions de personnes en 2008, contre 1,6 million un an plus tôt, est lui aussi inquiet.

"Depuis de nombreux mois, tous les bénévoles investis dans l'accueil des personnes en difficulté témoignent de l'accroissement permanent des nouvelles demandes d'aide", note l'organisation dans un rapport publié mi-octobre.

"ON EST SUBMERGÉS"

Il note une hausse de fréquentation dans ses centres de 15% à 20% en moyenne, "voire des progressions plus dramatiques pour les zones touchées par des fermetures d'entreprises".

Profils les plus touchés: les personnes âgées, les jeunes, étudiants ou pas, et les familles monoparentales.

"Aujourd'hui, nous faisons face à un véritable raz-de-marée de pauvreté qui submerge nos accueils", soulignait en septembre le président du Secours populaire, Lucien Laupêtre.

Même constat chez Emmaüs, qui vient de célébrer ses 60 ans d'existence, où 15.000 personnes luttent contre l'exclusion.

"On n'a pas de recensement chiffré mais on sent une montée de la pauvreté et des sollicitations émanant de jeunes précaires, de familles monoparentales et de migrants venus de pays en guerre, qui sont totalement abandonnés par les politiques publiques", explique Didier Cusserne, délégué général de l'association. "On est tout le temps débordés, submergés de demandes pour des gens qui sont sans abri".

Aux Restos du coeur, dont la 25e campagne 2009-2010 commencera le 30 novembre pour se terminer en mars, 800.000 personnes ont été accueillies l'an passé, soit 90.000 de plus qu'au cours de la campagne 2007-2008 (+12,5%).

Cela représente près de 100 millions de repas servis dans environ 2.000 centres d'activités dans toute la France.

Le niveau de vie des Français est très fluctuant (18.11)

Le Monde - 17.11

Comment mesurer le pouvoir d'achat des ménages ? Ce fut l'un des sujets de polémique entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, lors de la campagne présidentielle de 2007. Ce fut ensuite le sujet de réflexion de la commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, pilotée par les économistes Joe Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, qui a rendu son rapport en septembre.

C'est désormais l'objet de nouvelles études statistiques : l'Insee publie, mardi 17 novembre, des données sur les inégalités de niveau de vie qui combinent une approche macroéconomique et une approche microéconomique. Elles confirment le double diagnostic d'une réduction des inégalités, entre 1996 et 2007, entre les 10 % des ménages les plus riches et les 10 % les plus pauvres, et d'une baisse de la part des classes moyennes dans le partage des revenus. Elles font aussi apparaître des évolutions heurtées : entre 2003 et 2005, près d'une personne sur trois a connu une variation forte de son niveau de vie (une amélioration ou une dégradation supérieure à 30 %).

Pour la première fois dans l'histoire de la statistique publique française, ces études croisent deux approches : celle de la comptabilité nationale et celle, plus microéconomique, des enquêtes sur le revenu et la consommation des ménages. Ce travail permet d'aller au-delà du ménage "moyen", qui n'est jamais qu'une construction statistique, et de mieux repérer la variété des cas individuels.

Niveau de vie en hausse, inégalités en baisse. Hormis une courte période de stagnation de 2002 à 2004, le niveau de vie des ménages a augmenté régulièrement entre 1996 et 2007. Ce niveau de vie est défini comme le revenu disponible (revenus d'activité, revenus du patrimoine, transferts, etc.) diminué des impôts et cotisations sociales et rapporté au nombre d'unités de consommation (UC) des ménage.

Son rythme de croissance a été différent selon les ménages : entre 1996 et 2007, le 1er décile de niveau de vie, le seuil en-dessous duquel se situent les 10 % les plus pauvres, a augmenté de 21 % en euros constants, le 2e décile de 17,7 %, le 9e décile de 14,7 % et le niveau de vie médian de 16,7 %. Pendant cette période, les inégalités, mesurées par le rapport entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres se sont réduites. La réduction a été quasi continue de 1996 à 2004 puis la tendance s'est infléchie à partir de 2005. L'Insee observe qu'il ne peut pas appréhender les modifications intervenues dans le haut de l'échelle des niveaux de vie, car "la taille des échantillons des enquêtes, quoique importante (environ 36 000 ménages) ne permet pas de les observer".

Les classes moyennes ont vu baisser leur part de niveau de vie. Les évolutions comparées des niveaux de vie atteints par chaque décile de ménage apportent un éclairage complémentaire à la mesure des inégalités. Elles confirment la réduction des inégalités entre groupes du haut et du bas. Elles montrent aussi que la part de ces deux groupes a crû, alors que celle allouée aux personnes situées entre les 2e et 9e déciles a diminué de 1,4 % entre 1996 et 2007.

De ce fait, souligne l'Insee, les personnes situées dans les groupes intermédiaires - grosso modo les classes moyennes - "ont pu avoir l'impression de se faire tout à la fois rattraper par le bas de la distribution et distancer par le haut". C'est un des éléments de leur malaise, de leur sentiment de déclassement.

Des situations individuelles très contrastées. Attention, toutefois, aux moyennes : les déciles ne sont pas des catégories fixes et leurs évolutions ne rendent pas comptes des hausses ou des baisses individuelles de niveau de vie. Or celles-ci sont importantes : de 2003 à 2005, les personnes dont le niveau de vie est relativement stable (entre - 10 % et + 10 %) représentaient seulement 36 % de la population.

A l'opposé, près d'une personne sur trois a vu son niveau de vie varier de plus de 30 % à la hausse ou à la baisse. C'est une proportion énorme, liée à la vie familiale (union ou désunion...) ou professionnelle (chômage, retraite...). De plus, 62 % des personnes qui faisaient partie des plus modestes en 2003 le sont restées en 2005. A l'inverse, près de 40 % des personnes qui étaient parmi les plus aisées en 2003, ne le sont plus en 2005.

Les 20 % de ménages les plus aisés disposent de 40 % du revenu disponible, les 20 % les plus modestes s'en partagent 8 %. Les plus riches ont un niveau de vie (50 030 euros) en moyenne cinq fois plus élevé que celui des plus pauvres (10 080 euros) constitué pour moitié de prestations. Les écarts de revenus sont plus marqués que les écarts de consommations (5 contre 3,3), et la structure de celle-ci diffère : les dépenses pré-engagées représentent un tiers du revenu des plus modestes, contre 20 % chez les plus aisés.

Transferts en nature et redistribution. En 2003, les ménages ont reçu 230 milliards d'euros de transferts en nature, sous forme de services gratuits ou presque, essentiellement pour l'éducation et la santé. Ces transferts représentent 23 % de leur revenu disponible. Ils réduisent les écarts de niveau de vie entre les plus pauvres et les plus aisés à un rapport de 1 à 3,2 contre 1 à 5 auparavant.

La France en son miroir. (21.11)

Le Monde - 18.11

C'est une question que Claude Fournié, 78 ans, se pose souvent : "Et si les vieux revenaient ?" Si sa grand-mère revenait, croirait-elle ce qu'elle verrait ? Quand l'adduction d'eau avait été installée, juste après-guerre, elle n'en voulait pas, la citerne d'eau de pluie suffisait bien. Un demi-siècle plus tard, il y a au moins cinq piscines rien que dans le vieux village, une vingtaine en tout à Douelle, 750 habitants.

Adolescente, Christine Sabrié allait une fois par semaine choisir un livre chez les voisins, des Parisiens. En ce temps-là, au milieu des années 1970, il n'y avait pas de bibliothèque au village. Mme Fourastié la conseillait puis lui offrait un cassis à l'eau. Monsieur écrivait, avant de partir à vélo faire le tour du village, écouter les cigales, discuter avec les paysans. Christine Sabrié a maintenant 48 ans. Elle est documentaliste à mi-temps au conseil général du Lot et gestionnaire d'une compagnie de spectacles. M. et Mme Fourastié reposent au cimetière, de l'autre côté du fleuve. Mais ils font partie de l'histoire de ce village où Jean Fourastié (1907-1990) a passé une partie de son enfance avant d'y revenir tous les étés.

De ses 48 livres, *Les Trente Glorieuses* est le plus connu, ne serait-ce que pour son titre qui, chose rare, a fini par désigner une période de l'histoire. Pour illustrer *La Révolution invisible* - sous-titre de l'ouvrage - des trois décennies de l'après-guerre, l'auteur compare avec une précision d'entomologiste le Douelle de 1946, village sous-développé où presque tous les actifs sont agriculteurs, où tout le monde est baptisé, au Douelle de 1975, entré dans une économie industrielle et tertiaire, où l'église n'est plus remplie que les jours de fête.

"Ne doit-on pas dire glorieuses les trente années qui ont fait passer et Douelle et la France de la pauvreté millénaire, de la vie végétative traditionnelle, aux niveaux de vie et aux genres de vie contemporains ?", écrit Jean Fourastié. L'ancien commissaire au Plan vient de prendre sa retraite de professeur à Sciences Po et au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), lorsqu'il note dans cet ouvrage de 1979 : "Les "trente glorieuses" ne seront pas suivies d'années qui leur ressemblent."

Si Jean Fourastié revenait à Douelle, dirait-il, comme José Roucanières, vigneron à la retraite, que "ça change à l'envers" ? Dirait-il, comme Marguerite Raynal, figure locale de 87 ans, que "la machine, c'est bien, mais la machine a tué l'homme" ? Dirait-il, comme André Leymat, 85 ans, que "toutes les valeurs qu'on connaissait ont été remises en cause par la mondialisation" ? Il serait en tout cas surpris par le Douelle de 2009, trente ans après la publication des *Trente Glorieuses*.

C'est un village de carte postale, le long d'une boucle du Lot, avec son architecture typique du Quercy, sa base de loisirs, ses vignes tirées au cordeau, son club de parapente, son ambiance estivale quand, en août, les enfants du pays reviennent, sa base fluviale où Australiens, Russes et Américains viennent louer une embarcation à la semaine pour remonter le fleuve.

Un village ni riche, ni pauvre, qui veille à préserver son patrimoine, son cadre de vie prisé des Cadurciens, les habitants de Cahors, la préfecture du département à 11 km. Une sorte de cité-dortoir, en vieilles pierres, pour employés des banques, des assurances, de l'hôpital, du conseil général, de la Mutualité sociale agricole...

Un vigneron se souvient de l'un de ses voisins qui se précipitait sur le crottin de cheval dans la rue pour l'épandre dans les jardins. Et rigole en parlant des deux "Toutounet" (des poubelles pour déjections canines avec distributeur de sacs plastique) installés dans les ruelles : "On n'est plus dans un monde agricole, c'est un monde de la ville."

Dans les années 1970, Jean Fourastié constatait que le nombre d'exploitations agricoles n'était plus que de 39. En 1945, il y en avait 92. Dans le même temps, la productivité du travail agricole avait été multipliée par 12. Le nombre de tracteurs était passé de 2 à 40. Le confort était apparu dans les foyers, avec le téléphone (110 contre 5), le réfrigérateur, l'automobile. Surtout, le nombre d'actifs dans le tertiaire avait dépassé le nombre d'agriculteurs et d'ouvriers.

Trente ans plus tard, les exploitations agricoles ont quasiment disparu. Restent sept vigneron. "Le village produit un peu de vin, qui se vend mal, et des services à la personne", résume Marie-Hélène Soulayres, la première adjointe, retraitée de l'enseignement. Aux cultures du tabac, de la fraise, de la vigne pour vin de table, a succédé la monoculture du cahors, un vin d'appellation contrôlée, et quelques vergers de noyers.

En 1950, Douelle exportait ses fraises vers Londres. En 2009, le Lidl de Cahors vend un cabernet-sauvignon d'Afrique du Sud à 1,90 euro. André Leymat en a acheté, pour voir. "Si j'avais dégusté à l'aveugle, j'aurais dit "bordeaux premier cru", reconnaît ce vigneron à la retraite qui se dit "plus près de l'homme de Cro-Magnon que de l'internaute." "Le monde figé que j'ai connu dans mon enfance a été secoué, poursuit-il. Ça a été un tremblement de terre."

La difficulté n'est plus de produire, mais de vendre. A 63 ans, Yvan Cagnac apprend le commerce en essayant d'écouler sur les marchés les bouteilles de son fils Jean-François, qui a pris la relève. La nouvelle donne le perturbe : dans les années 1970, du temps du vin de consommation courante, les vendanges se faisaient à la main ; dans les années 2000, alors que le vin est d'appellation contrôlée, donc beaucoup plus onéreux, il serait impossible de payer des vendangeurs - "ça coûterait trop cher à 8 euros de l'heure". Yvan Cagnac regrette de ne pas avoir eu la vie de ses frères. L'aîné était agent EDF, le dernier plombier, ni l'un ni l'autre ne vit comme lui, à quatre générations sous le même toit. "Nous, on ne peut pas avancer comme ils ont avancé, dit Jean-François, qui tient grâce au salaire de sa femme, employée dans une cantine à Cahors. On vit des acquis des parents."

Qu'elles étaient belles, les décennies 1970, 1980, 1990 ! On vivait bien, il y avait l'inflation, on empruntait, on remboursait "des prunes", les clients faisaient des centaines de kilomètres pour se fournir directement dans les caves, on achetait des tracteurs neufs, on voyageait. José Roucanières, 61 ans, les regrette, ces années fastes qui ont suivi les "trente glorieuses" avant que tout ne s'écroule. Le grand virage, pour lui, "c'est 2003, la chute des cours".

"Pourquoi 2003 ?

- Je ne l'explique pas. En 2002, tout allait encore bien, on vendait 1,50 euro le litre en vrac. J'ai voulu défiscaliser, j'ai construit une cave neuve, maintenant il faut rembourser et le vrac ne vaut plus que 0,80 euro le litre. La grande distribution tient tout le monde.

- Où faites-vous vos courses ?

- Dans la grande distribution. Où voulez-vous ?"

Dans les années 1970, déjà, Jean Fourastié se posait des questions. "Douelle fut probablement plus heureux dans sa misère qu'il ne l'est dans son opulence, écrivait-il dans Les Trente Glorieuses. Les adolescents, les femmes, dans ma jeunesse encore, chantaient le long des chemins, en allant et en revenant de leur dur travail..." José Roucanières l'admet : dans ses vignes, il ne chante pas, il s'interroge. "Les rangs sont longs, on a le temps de réfléchir sur le tracteur. Que faire ? Des légumes à petite échelle pour les vendre sur le marché ? C'est pris."

Dans les années 1970, il fallait produire plus. Dans les années 2000, il faut produire moins : l'appellation contrôlée est limitée en volume, "si on dépasse on risque le déclassement de la récolte". A chacun sa technique. Jean-François Cagnac taille un bourgeon sur deux, il est arrivé à José Roucanières de jeter une partie de sa récolte.

"Le vin, c'est fini", tranche Marguerite Raynal, l'octogénaire, oeil pétillant et sourire en coin, "un certificat d'études avec mention bien, c'est tout". Cette cousine "très éloignée" de Jean Fourastié, qui allait dîner chez lui quand elle "montait" voir sa fille à Paris, avait "l'amour de la vigne". C'est "le monsieur de l'assurance" qui le lui avait dit : "Il y a plus de vingt ans, on avait eu la grêle. Quand il est arrivé, j'étais là, en train de faire les conserves de haricots verts, dit-elle en montrant l'âtre désaffecté. J'ai éteint mon feu, on y est allés. Il m'a dit : "Mais... Vous n'avez pas assez déclaré ! Quand on voit comment elles sont entretenues, vos vignes !"

Le 1er janvier, Jean-Pierre Raynal, le fils de Marguerite, qui exploitait le domaine familial, a pris sa retraite. De la génération suivante, personne ne reprendra l'affaire. Le fils de Jean-Pierre travaille dans un bureau, dans les assurances. "Sur le coup, j'avais mal au coeur, dit Marguerite, et puis finalement, tant mieux ! Les vigneron vont tous couler." Pour obtenir les primes de Bruxelles, son fils a fait arracher les

vignes. "Bien sûr que j'y suis allée voir, soupire-t-elle, son tricot posé sur la table. C'était en février. Il a fallu payer une entreprise. Les souches étaient arrachées, mises en tas, ils ont tout fait brûler. Des vignes que vous avez bichonnées... Ça vous serre les tripes."

Ce matin, Claude Fournié, 78 ans, a fait ses 6 km à pied et il a encore vu des terrains en friche. "Ça ne fait que croître et embellir", constate cet ancien vigneron. "Il vaut mieux qu'il soit là où il est", dit-il de son fils, chef de service au Crédit agricole à Cahors. Son petit-fils vit à Douelle, il est dessinateur industriel à la MAEC, la grosse industrie de Cahors, spécialisée en électronique et plasturgie. Sa petite-fille travaille au service des relations humaines de l'ADMR (aide à domicile en milieu rural), réseau d'aide aux personnes âgées. "Ça aussi, ça ne fait que croître et embellir." Une dizaine de femmes du village travaillent dans les services aux troisième et quatrième âges.

Claude Fournié habite la rue des Tonneliers - il a bien fallu donner des noms aux rues il y a quelques années, les gens ne se connaissent plus. Dans la rue des Tonneliers, d'après un voisin de M. Fournié, trois nonagénaires font monter la moyenne d'âge à 75 ans. Dans le village, quatre hommes et neuf femmes ont plus de 90 ans. Douelle n'est pas pour autant un lieu qui se meurt. Le nombre annuel de décès est le même qu'au milieu des années 1970. Celui des naissances a été divisé par deux, mais la population a augmenté (670 habitants en 1975, 750 aujourd'hui) grâce aux constructions, de l'autre côté du fleuve. Pas de lotissements, comme à Pradines et Mercuès, les communes voisines, mais le paysage a changé.

"J'ai choisi Douelle pour présenter la France", écrivait Jean Fourastié. Certaines évolutions confirment ce rôle modèle : sur quinze conseillers municipaux, sept sont des femmes, dont le maire. D'autres l'infirmement : sur 750 habitants, pas un seul Maghrébin ; quelques familles italiennes et portugaises ont fait souche, mais un patron de carrière est-il un immigré ?

Les seuls étrangers sont des Anglais, comme Clive et Christine Rookwood qui retapent des maisons dans le coin et sont ravis de vivre dans un endroit où, quand on promène son yorkshire, on se dit bonjour même si on ne se connaît pas. Douelle est réputée dans la région pour son ambiance conviviale. Pourtant, les aînés comme Marguerite regrettent le temps où, le soir, on allait "faire la causette au mur", le lieu de rendez-vous près du pont.

Au moment de la mécanisation, les premiers tracteurs et les premières machines à vendanger avaient été achetés en commun. "Ça ne se fait plus, dit Yvan Cagnac. Chacun fait sa sauce chez lui." Dans les années 1980 et 1990, les vignerons ont commencé à mettre leur vin en bouteilles, en créant leur propre domaine. Des sept qui subsistent, un seul reste attaché à la coopérative. Et aucun ne prédit au village un avenir productif. "Quatre ont de la suite derrière, affirme José Roucanières. S'ils arrivent à survivre."

Pour Claude Fournié, "les gens les plus à l'aise dans le village sont les retraités". Lui-même a beaucoup voyagé. La dernière fois, il y a trois ans, il est allé à Saint-Petersbourg. Le confort se paiera cher, dit le retraité en pointant le doigt vers la table basse où est posé le livre de Jean Fourastié, dédié à son père. "On est allés beaucoup trop vite."

Les pays musulmans remettent l'interdiction du blasphème sur la table (23.11)

AP - 22.11

Quatre ans après l'affaire des caricatures de Mahomet, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) reprend sa campagne contre la "diffamation des religions", malgré l'opposition des pays occidentaux à l'interdiction du blasphème, contraire au principe de la liberté d'expression.

Les pays musulmans membres des Nations unies avaient déjà essayé de faire adopter cette notion, au nom de la lutte contre l'islamophobie, lors de la conférence des Nations unies sur le racisme dite de "Durban II", qui s'était tenue en avril à Genève. Les Etats-Unis, mais aussi la France et l'Union européenne, par la voix de l'ambassadeur de France à l'ONU Jean-François Mattéi, avaient dit non.

"Il est fondamental de faire la distinction entre la critique des religions ou des convictions et l'incitation à la haine religieuse. Seule cette dernière (...) devrait être interdite", avait estimé M. Mattéi. "On ne réduira pas les tensions en empêchant des idées sur les religions et les convictions."

Cette fois, l'OCI, qui compte 56 pays membres, a envoyé l'Algérie et le Pakistan en première ligne pour faire pression sur le comité spécial du Conseil des droits de l'Homme chargé d'élaborer des normes complémentaires contre la discrimination, selon des documents obtenus par l'Associated Press. Si le comité reconnaît la nécessité d'un traité pour protéger les religions, ce sera le premier pas vers l'élaboration d'un protocole international qui finira par être soumis à l'Assemblée générale de l'ONU.

Le processus pourrait prendre une dizaine d'années, voire plus, mais des spécialistes lui donnent de réelles chances d'aboutir si les pays musulmans qui le soutiennent persévèrent. Et le débat menace de raviver le ressentiment de musulmans contre les pays occidentaux.

En 2005, la publication de 12 caricatures de Mahomet dans un journal danois, alors que l'islam interdit toute représentation de son

prophète, avait déclenché des manifestations violentes dans une partie du monde musulman ainsi que des attaques contre des ambassades occidentales, notamment au Liban, en Iran et en Indonésie. Plusieurs journaux européens avaient alors reproduit les caricatures au nom de la démocratie.

Les Etats-Unis ont de leur côté fait savoir qu'ils refuseraient tout traité international contraire au premier amendement de leur Constitution garantissant la liberté d'expression, mais ils semblent inquiets. Ils ont ainsi dépêché un haut diplomate à Genève le mois dernier pour faire avorter le projet de l'OCI.

Le Pakistan, lui, invoque une augmentation des insultes à la religion. L'OCI "juge que l'attaque des croyances sacrées et la diffamation des religions, des symboles religieux, des personnalités et des dogmes contrarie la jouissance des droits de l'Homme des adeptes de ces religions", écrit-il dans une lettre envoyée le mois dernier au comité spécial des normes complémentaires.

Il propose dans un autre document d'interdire dans le traité contre le racisme toute "insulte à ce qui est tenu pour sacré par la religion". La définition du caractère injurieux appartiendrait probablement à la justice de chaque pays signataire, a précisé Marghoob Saleem Butt, un diplomate pakistanais en poste à l'ONU à Genève. "Il doit y avoir un équilibre entre la liberté d'expression et le respect des autres", a-t-il expliqué. "Pour nous, la limite est franchie quand on prend le symbole de toute une religion pour le représenter en terroriste", a-t-il ajouté, faisant référence à l'une des caricatures de Mahomet.

D'une façon générale, le délit de blasphème est rarement compatible avec le respect des droits de l'Homme, souligne Felice Gaer, membre de la Commission américaine pour la liberté religieuse dans le monde.

En Egypte, la législation contre le blasphème a servi contre les dissidents, rappelle Moataz el-Fegiery, responsable de l'Institut d'étude des droits de l'Homme au Caire. En février 2007 par exemple, un blogueur, Abdel Karim Nabil, a été condamné à quatre ans de prison pour insulte à l'islam et au président Hosni Moubarak. C'est utile aussi pour lutter contre les interprétations réformatrices des textes religieux.

Pour Hans Dahlgren, ambassadeur de Suède à l'ONU et dont le pays préside l'Union européenne ce semestre, "les religions en tant que telles ne possèdent pas de droits, ce sont les peuples qui possèdent des droits". L'UE, ajoute-t-il, s'opposera à toute tentative de limiter la liberté d'expression. Un traité international contre "la diffamation des religions" nuirait en outre aux efforts récents des pays musulmans et occidentaux pour trouver un terrain d'accord sur les droits de l'Homme.

Mais l'ambassadeur algérien à l'ONU Idriss Jazairy, qui préside le comité spécial pour les normes complémentaires, soutient que rejeter la proposition de l'OCI renforcerait les extrémistes dans le monde arabe. "Si nous continuons de nous heurter à ce mur de verre et qu'on dit qu'on ne peut rien contre l'islamophobie -alors qu'on peut faire quelque chose contre l'anti-sémitisme-, c'est la porte ouverte au recrutement de kamikazes", assure-t-il.

Polémique autour de documents piratés sur le réchauffement climatique (23.11)

AP - 22.11

Des pirates informatiques ont réussi à entrer dans le serveur du respecté centre de recherches sur le climat (CRU) de l'université britannique d'East Anglia et mis en ligne des centaines de documents et courriels privés, alimentant le débat sur le degré d'influence humaine dans le réchauffement de la planète.

L'université de l'est de l'Angleterre a déclaré dans un communiqué samedi que la police avait ouvert une enquête mais qu'elle ne pouvait pas se prononcer sur l'authenticité ou non des fichiers publiés sur Internet, selon elle sélectionnés dans un but malveillant.

Parmi le millier d'e-mails et les 3.000 autres documents se trouvent plus de dix ans de correspondance entre des scientifiques britanniques et américains de renom.

Certains sceptiques interprètent ces informations comme la preuve de ce que les scientifiques auraient exagéré, voire falsifié, les données concernant le réchauffement de la planète. Leur colère est d'autant plus grande à l'approche de la conférence internationale de l'ONU sur le changement climatique à Copenhague.

A compter du 7 décembre, les 192 pays de l'ONU tenteront d'élaborer un traité pour succéder au protocole de Kyoto contre les émissions de gaz à effet de serre (GES) à son expiration en 2012. De nombreux responsables, dont le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, se montrent pessimistes sur les chances d'un accord à Copenhague.

Dans l'un des courriels rendus publics par le(s) hacker(s), le directeur du CRU, Phil Jones, écrit à des collègues au sujet de graphiques

exploitant des statistiques climatiques pour le dernier millénaire. Il dit avoir employé "une manip" (manipulation) empruntée à un météorologue de l'université d'Etat de Pennsylvanie, Michael Mann, pour "dissimuler le déclin" récent des températures dans le monde. Le Pr Mann n'a pas répondu aux sollicitations de l'Associated Press.

Certaines données suggèrent actuellement un palier dans le réchauffement de la planète, alors que d'autres suggèrent qu'il se poursuit. Une analyse des températures dans le monde menée par des statisticiens indépendants à la demande de l'Associated Press a mis en lumière en octobre la poursuite de l'augmentation et non un refroidissement de la planète, comme l'affirmaient des sceptiques du réchauffement climatique.

Mais l'utilisation du mot "manip" par le directeur du CRU a immédiatement été interprétée par les sceptiques comme l'aveu d'une tricherie et d'une collusion entre scientifiques pour étayer leur théorie sur l'influence de l'activité humaine sur l'augmentation des températures.

"Je ne sais même pas quoi dire", écrit Stephen McIntyre sur son site Web climateaudit.org, où il expose ses doutes sur la version officielle du changement climatique.

Phil Jones nie de son côté toute falsification des données, assurant que ses commentaires ont été sortis de leur contexte. "Le mot de 'manip' est utilisé ici de façon familière, pour dire que c'est astucieux. C'est ridicule de suggérer que cela fait référence à quoi que ce soit de fâcheux", affirme-t-il dans un communiqué.

L'université d'East Anglia estime pour sa part que les informations volées et publiées sur Internet ont été sciemment choisies pour saper "le consensus fort sur l'impact potentiellement dangereux de l'activité humaine sur le climat mondial". "La publication sélective de quelques courriels volés et autres messages sortis de leur contexte est malveillante et ne peut pas être considérée comme une vraie tentative de s'attaquer à la question de façon responsable", déclare l'université. AP

Le coût de la santé s'envole dans le budget des ménages (27.11)

Le Monde - 24.11

La santé devient une préoccupation majeure des Français. Sa part dans le budget des ménages augmente fortement depuis une dizaine d'années, notamment du fait de la multiplication des remboursements et de la hausse des honoraires médicaux. Les Français semblent cependant peu disposés à faire plus d'efforts financiers pour sauver un système auquel ils se disent attachés.

Le chiffre impressionne. Entre 2001 et 2009, les coûts directs de santé dans le budget des ménages, hors cotisations sociales à l'assurance-maladie, ont augmenté de 40 % à 50 % en moyenne, selon un Livre blanc sur l'avenir de l'assurance-maladie publié par le cabinet de conseils Jalma, mercredi 25 novembre, et accompagné d'un baromètre réalisé avec CSA.

Ces frais représentent l'addition des cotisations à une complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance ou assurances privées) et du "reste à charge" (une fois tous les remboursements versés). Ces coûts représentent 5,4 % du revenu disponible en moyenne.

L'augmentation est systématique, quels que soient l'âge, la profession, l'origine géographique ou le type de complémentaire choisie. Mais le cabinet Jalma pointe des inégalités croissantes, selon que l'on bénéficie d'une assurance individuelle ou collective (via son employeur). Les plus de 65 ans, souvent souscripteurs d'un contrat individuel, ont vu leurs dépenses augmenter de 55 % en huit ans ; la santé représente 11 % de leur budget. Cette hausse est due à l'augmentation des dépenses de santé, à celle des cotisations des complémentaires et à la généralisation des dépassements d'honoraires par les médecins libéraux. Elle est aussi le fait d'une accumulation de petites mesures d'économies, dont, isolément, l'impact paraît faible : remboursement de médicaments, forfait de 1 euro par consultation médicale, hausses successives du forfait hospitalier, franchises sur les médicaments et les actes chirurgicaux.

Pilier du pacte social

"Cette augmentation de 50 % des coûts de la santé s'est produite dans une période qui n'a pas été marquée par une réforme majeure de l'assurance-maladie, analyse Mathias Matallah, président de Jalma. Vu le déficit actuel, il faut s'attendre à de nouvelles hausses du coût de la santé, aussi fortes voire plus d'ici 2015." Selon lui, les futures réformes devront tenir compte du fait que "pour un certain nombre de ménages, la santé ne représente plus un budget mineur".

Le Collectif interassociatif sur la santé (CISS), qui regroupe 37 associations d'usagers, voit dans les mesures du type franchise médicale un "changement de philosophie" et des atteintes à la solidarité, car seuls les malades paient ces dépenses-là. "A force de dérembourser, on décrédibilise le système et on prépare, sans le dire, le terrain à l'assurance privée", tonne Christian Saout, président du collectif. Le CISS réclame un débat national et a lancé un site Internet santesolidaireendanger.org où il invite, jusqu'en janvier, chacun à s'exprimer.

Selon un sondage qu'il a réalisé avec L2H, 79 % des Français constatent une baisse de leurs remboursements. Est-ce le fait du déficit record de la Sécurité sociale estimé pour 2010 à 30,6 milliards d'euros ? Les sondages sur l'avenir du système de santé se multiplient. Mardi 24 novembre devait être publié un "Observatoire sociétal de la santé et de la qualité des soins en France", réalisé par le groupe de cliniques Générale de santé avec TNS-Sofres. En ressort une prise de conscience de la "fragilisation du système", les personnes interrogées soulignant sa qualité, mais aussi les inégalités et la complexité qu'il dégage.

La santé coûte cher, y estiment 70 % des sondés. TNS Sofres voit là un probable "point de résistance" pour les efforts financiers qui pourraient être demandés à l'avenir. De son enquête, comme de celle de Jalma, ne se dégage aucun engouement pour une hausse des cotisations sociales, même si les Français se montrent attachés à la "Sécu" et inquiets de son avenir. "Ils ne veulent pas payer plus d'impôts, car pour eux il y a avant tout un problème d'efficacité du système, explique M. Matallah. S'ils consentent à faire des efforts, ils sont d'ordre minime, comme une hausse des franchises ou des déremboursements de médicaments. O, ce n'est pas cela qui sauvera le système."

La santé, pilier du pacte social, donnera lieu à des débats houleux. Elle arrive en deuxième position, après l'emploi, dans les préoccupations des Français, dans l'Observatoire général de santé. "Le thème ne cesse de monter dans l'opinion. Jusque-là, il arrivait plutôt en troisième ou quatrième position, après les retraites", relève Brice Teinturier, pour TNS Sofres.

Les Restos du Coeur inquiets pour leur campagne d'hiver (30.11)

AP - 29.11

"Faire face à la crise, mais jusqu'à quand?" Les Restos du Coeur lancent lundi leur 25e campagne d'hiver avec inquiétude: l'an dernier, ils ont accueilli 100.000 personnes supplémentaires, soit 14% de plus au niveau national. L'association fondée par Coluche dit n'avoir jamais vu une "augmentation aussi rapide et préoccupante du nombre de personnes démunies".

En 2008-2009, la situation s'était dégradée encore plus rapidement dans 21 départements, le plus souvent ruraux ou semi-ruraux, avec plus de 20% de bénéficiaires supplémentaires. Les 2.000 centres des Restos du Coeur avaient servi un total de près de 100 millions de repas à quelque 800.000 personnes l'an dernier, soit presque 12 fois plus que les 8,5 millions distribués à l'hiver 1985-86, lors de la création de l'association caritative.

Depuis l'an dernier, la crise sociale s'est aggravée, et les responsables des Restos s'appêtent à commencer leur 25e campagne avec un déficit budgétaire, en comptant "sur un sursaut de générosité des Français". "Malgré l'augmentation importante de la demande d'aide, une crise économique dont certains effets sont encore à venir, des difficultés grandissantes à trouver de nouveaux lieux de distribution et de stockage, la fatigue des 55.000 bénévoles... Les Restos vont se battre, mais jusqu'à quand?", s'interrogent-ils.

Le président de l'association, Olivier Berthe, affirme dans "Métro" daté de lundi que les aides de l'Etat et de l'Europe ont paradoxalement baissé. "On a pour 2010 une perspective de 15% d'aides en moins. Celle de l'Europe aux associations alimentaires françaises (les Restos, les banques alimentaires, le Secours populaire et la Croix-Rouge) va diminuer de 3 millions d'euros", dit-il, "et l'enveloppe exceptionnelle de 10 millions d'euros que le gouvernement avait attribué à ces mêmes associations l'an dernier pour faire face à l'augmentation du prix des matières premières alimentaires n'a pas été reconduite, bien que ce prix n'ait pas diminué".

Les Restos du Coeur participeront à une réunion du gouvernement à ce sujet le 7 décembre, précise M. Berthe, mais c'est déjà très tard. "Il n'a pas fallu autant de temps pour débloquer des milliards pour les banques", remarque-t-il.

L'association compte sur plusieurs rendez-vous pour collecter des fonds: les "Concerts des Enfoirés", qui réuniront de nombreux artistes du 27 janvier au 1er février à Nice; la vente des CD et DVD des Enfoirés; et la collecte nationale dans la plupart des grandes et moyennes surfaces les 5 et 6 mars.

Par ailleurs, le chef étoilé Thierry Marx a participé à la rédaction d'un guide de 65 recettes pour cuisiner des repas équilibrés à partir des produits distribués par l'association. Ce livre, qui ne sera pas commercialisé, doit devenir "l'outil majeur des ateliers cuisine et ateliers de lutte contre l'illettrisme des Restos".

Les distributions alimentaires s'inscrivent en effet dans une action sociale plus large afin de s'attaquer aux différents aspects de la pauvreté. Environ un cinquième des bénéficiaires des repas ne possèdent pas de logement digne et 4.500 sans-abri sont pris en charge chaque jour par une structure de l'association, souligne cette dernière dans un communiqué.

Les Restos du Coeur demandent ainsi aux autorités françaises de respecter leur engagement à ne pas faire intervenir la police sur leurs sites d'activité ou à proximité et de faire appliquer la loi Dalo sur le droit au logement pour tous. Ils réclament aussi le maintien des crédits nationaux, départementaux et européens pour le retour à l'emploi, de même que le maintien du programme européen de distribution de

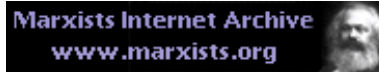
denrées alimentaires aux plus démunis (PEAD, créé en 1987) dans la réforme de la Politique agricole commune (PAC) pour 2013/2015.

La campagne d'hiver 2009-2010 des Restos du Coeur prendra fin le 19 mars 2010, mais une distribution alimentaire partielle est assurée tout l'été, tout comme l'ensemble des autres activités de l'association (repas chauds, aide au gens de la rue, logement, insertion par l'emploi, activités culturelles et sportives, etc.).

Contact

Tardieu Jean-Claude

[Haut de page ▲](#) [Haut de page ▲](#)



affichage 800 x 600

Microsoft Internet Explorer 6

Window 98

Webmaster : milarepa13@yahoo.fr